





REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET CIE,
RUE DE SEINE, 14 BIS.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-QUATRIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1840

LE BRIGANDAGE

DANS

LES ÉTATS ROMAINS.

Le 27 avril 1557, Desiderio Guidone de Ascoli, commissaire du pape Paul IV, promulguait en ces termes un arrêt de mise hors la loi contre la ville de Monte-Fortino : « Il est manifeste que depuis nombre d'années les habitans de Monte-Fortino ont mené une vie criminelle et irrégulière, s'unissant aux ennemis de sa sainteté, faisant prisonniers ses sujets fidèles, tuant ses soldats, et commettant toute sorte de vols et d'assassinats, pour lesquels crimes ils ont mérité les plus terribles châtimens; et, pour que ces châtimens servent d'exemple à tous, notre seigneur Paul IV, pape par la grace de Dieu, désireux d'assurer la paix de ses provinces en les soumettant à l'autorité du saint-siége, et voulant surtout que la ville de Monte-Fortino ne soit plus un réceptacle de voleurs et de brigands, a déclaré que cette ville serait démolie et ruinée de fond en comble, que son territoire aussi bien que les propriétés particulières seraient dévolus à la chambre apostolique, et que tous ses habitans seraient bannis pour la vie. »

Conformément à cet édit, la ville de Monte-Fortino fut détruite;

une charrue traînée par des bœufs fut conduite sur l'emplacement de ses murailles par Pietro Zalaretto de Valmontone, tandis que Menico Franasci suivait en répandant du sel dans les sillons de la ville abandonnée.

Le 18 juillet 1819, le cardinal Hercule Gonsalvi promulguait un décret conçu dans des termes à peu près semblables : « Sa sainteté le pape étant convaincu, par les témoignages les plus dignes de foi, que depuis nombre d'années, et même depuis plusieurs siècles, les bandits qui infestent les provinces du saint-siége sont nés à Sonnino, que récemment les habitans de cette ville ont invité les brigands du royaume de Naples à faire invasion dans les états de l'église, que les bandes de Lenola et de Fondi sont commandées par un habitant de Sonnino; sachant enfin que ces bandits trouvent un refuge à Sonnino, qu'ils en tirent des alimens, qu'ils s'y rassemblent pour délibérer sur ce qu'ils ont à faire; considérant que l'expérience du passé, jointe à celle du moment actuel, prouve qu'aussi long-temps que ce nid de voleurs existera, il sera impossible de mettre fin à leurs déprédations, etc.; sa sainteté ordonne que les habitans de Sonnino soient pourvus d'habitations autre part, que leur ville soit rasée et son territoire partagé entre celles des villes voisines qui n'ont pas secondé les brigands, permettant aux propriétaires qui émigreraient et qui ne pourraient se fixer près de leurs possessions, de céder leur terrain à la chambre apostolique, qui leur paiera une annuité perpétuelle suivant l'évaluation faite par des juges compétens. »

Toute l'histoire du brigandage est comprise en quelque sorte dans ces deux édits. De 1557 à 1819, c'est-à-dire pendant l'espace de près de trois siècles, le brigandage s'est continué presque sans interruption dans les montagnes qui s'étendent d'Aquila à Terracine, entre le Tibre et le Garagliano. La civilisation dans ces provinces, couvertes de bois épais, coupées de vallées profondes, et qui, de temps immémorial, ont servi de refuge aux bandits, est restée la même. C'est là que Spartacus et ses esclaves s'étaient retranchés; c'est là que Marco Sciarra et ses bandes, qui mirent plus d'une fois Rome en danger, avaient leur quartier-général. Les mœurs des habitans de ces montagnes sont encore aujourd'hui ce qu'elles étaient vers 1550, et les mêmes crimes ont amené la même répression. Mais y a-t-il au monde quelque chose de plus étrange que cette nécessité où se trouve un pape, le chef de la religion, de faire raser une ville de ses états pour en corriger les habitans? Le châtiment, comme le crime, appartient à une époque de barbarie.

A l'illustrissimo signore Marc Antonio ai bagni di Civita-Vecchia, telle était la suscription des lettres de Maria Grazzia, fille, sœur et femme de brigands, à Marc-Antoine, son époux, galérien au bagne de Civita-Vecchia. Marc-Antoine le brigand n'était pas *illustrissime* seulement pour Maria Grazzia, sa femme, mais encore pour ses amis, et, de proche en proche, pour toute une classe de la population.

Cette sorte de renom et de popularité attachés au titre de brigand contribue peut-être plus à perpétuer le brigandage en Italie que les profits du métier. La perpétuité de ce fléau tient à beaucoup d'autres causes encore; nous nous contenterons d'indiquer ici les principales, à savoir le peu d'horreur du peuple pour le meurtre, la mauvaise interprétation de certaines doctrines religieuses, enfin l'absence de répression raisonnable et efficace de la part du gouvernement.

Ce peu d'horreur des gens du peuple pour le meurtre est à la fois un vice originel et un vice acquis. Il tient d'abord à cette aveugle violence du sang qui les pousse à satisfaire leurs passions plutôt que d'employer leur énergie à les contenir : ils aiment mieux tuer un homme que réprimer un accès de colère; ce vice tient ensuite à un travers d'esprit du peuple qui fait qu'auprès de lui l'homme tué a toujours tort. Pourquoi a-t-il provoqué, pourquoi a-t-il injurié? Il savait ce qu'il faisait, et n'avait qu'à se bien tenir. Le tueur, en revanche, est toujours considéré comme un homme de cœur, ou tout au moins comme un homme que le gouvernement va persécuter et qu'il faut plaindre. *Poverino ha amazzato un uomo!* disent les Trasteverins en pareille occasion. Cette approbation donnée au meurtre et cette pitié qui s'attache à l'assassin, proviennent enfin d'une sorte de point d'honneur mal entendu. En exagérant la doctrine du point d'honneur, en substituant au duel une sorte de guerre d'individu à individu, de famille à famille, guerre qui ne devait se terminer que par l'extermination d'une des deux races en présence, et devant laquelle tous les moyens de nuire à l'ennemi étaient permis, le poison comme le poignard, les Espagnols firent considérer l'assassinat comme une chose toute naturelle. Cette doctrine, qui ne prévalut d'abord que dans les hautes classes de la société italienne, se répandit bientôt dans tous les rangs. Le peuple, que d'ailleurs le tempérament y portait, se fit le copiste des grands seigneurs, et assassina sans plus de façon qu'eux. Ceux-ci, avec le temps, sont revenus à des mœurs plus douces; le peuple a gardé ces féroces habitudes.

On a dit que l'assassinat était le duel des pauvres gens; l'expression n'est pas tout-à-fait exacte. L'homme qui dans une querelle tue

son adversaire, est presque toujours poussé à bout par un mot ou par un geste, et il frappe avant que l'adversaire ait eu le temps de se mettre sur la défensive, sans aucune espèce de danger pour lui-même. Il y a là surprise violente, il n'y a pas chances égales; il y a donc peu de courage réel à être assassin. Quoi qu'il en soit, en Italie, le peuple prend inévitablement le tueur sous sa protection. Un premier meurtre en fait un personnage intéressant; un second meurtre en fait un brave, un troisième un héros. Les femmes, que l'énergie séduit toujours, exaltent l'assassin et sont prêtes à baiser ses mains rouges de sang. — Bacon a écrit : La vengeance est une sorte de justice sauvage. — La vengeance qui suit un premier meurtre amène presque inévitablement une série d'assassinats, car les parens du mort ont à cœur d'accomplir ce qu'ils regardent comme un acte de justice et de tuer celui qui a tué un des leurs; le gouvernement les ferait attendre et peut-être oublierait. La justice sommaire du poignard leur plaît davantage, et l'opinion est encore pour eux.

Il y a cent ans, on comptait à Rome cinq à six meurtres par jour, et quelquefois le lendemain des grandes fêtes l'hôpital de la *Consolazione* a recueilli jusqu'à cent cinquante blessés, ce qui laisse à supposer une vingtaine de tués. La veille de ces fêtes, on déménageait les salles de l'hôpital pour faire de la place aux blessés du lendemain; c'était une habitude prise. Dans les premiers temps de l'invasion française, les meurtres étaient devenus encore plus fréquens; les Romains trouvaient un double plaisir à tuer un ennemi et un étranger. Cent vingt Français ayant disparu en un seul jour, le général Miollis prit des mesures de police telles, que pendant les dix-huit mois de cette première occupation, de février 1798 à juillet 1799, il ne se commit pas dix meurtres. Sous la domination française jusqu'en 1814, les meurtres étaient toujours fort rares; mais, lors de la restauration du gouvernement pontifical, ils recommencèrent de plus belle. Il y a vingt-cinq ans, on comptait encore un meurtre par jour. Aujourd'hui, grace à la vigilance de la police, on tue peut-être moins; mais les préjugés populaires sont toujours les mêmes. Cela tient sans doute à ce que la justice n'instruit guère qu'à l'occasion de meurtres de gens comme il faut, ou d'assassinats commis sur la grande route; les coups de couteaux entre gens de la canaille ne comptent pas.

C'est dans la foule de ces meurtriers par colère ou par vengeance, par tempérament ou par prétendu devoir, que de tous temps les brigands se sont recrutés. Obligés de se cacher et de vivre comme ils pouvaient, ces gens-là se faisaient peu de scrupule de prendre le

bien d'autrui. Le gouvernement les mettait hors la loi et la société; ils déclaraient la guerre à la société et à la loi. On a fait beaucoup d'honneur aux brigands en les représentant comme une sorte d'opposition permanente et avancée. Dans le principe, à la suite des longues guerres des républiques italiennes et lors de l'établissement d'un despotisme régulier, quelques grands chefs ont pu se poser ainsi et préférer à la soumission de l'esclavage l'indépendance et la vie aventureuse du bandit. La faiblesse du pouvoir et la configuration du pays favorisaient merveilleusement leurs projets; ils trouvaient au centre de l'Apennin des forteresses naturelles. De nos jours, les mêmes localités ont donné asile à de nouvelles bandes; mais les Mastrilli, les Fra Diavolo, les De'Césaris, les Barbone, les Dieci-Nove et les Gasparone ne peuvent en aucune façon être comparés aux grands chefs d'autrefois; les élémens de leurs bandes ne sont pas non plus les mêmes. L'héroïsme et les passions généreuses sont en général étrangers à la détermination qui les pousse à s'armer contre la société. Les bandits d'aujourd'hui sont des assassins en fuite, des échappés de bagne, ou des gens très misérables, esclaves de leur paresse et de leurs passions; c'est, en un mot, l'écume de la population des bourgades du centre de l'Italie, à laquelle se joignent quelques pâtres féroces que la solitude et la vie sauvage ont dépravés. Les actions de ces nobles personnages sont tout-à-fait dignes d'eux. Quelques chefs, il est vrai, se sont montrés résolus; mais leurs troupes font plutôt preuve de constance et de souplesse que d'intrépidité, bloquant les bourgades sans oser y pénétrer de vive force, spéculant sur la peur, et ne s'attaquant guère qu'à des femmes et à des individus isolés. Trente habits de carabiniers ont toujours suffi, sinon pour détruire, du moins pour mettre en fuite les bandes les plus nombreuses.

Cette indulgence qu'en Italie l'homme du peuple a pour le meurtre semble partagée par le gouvernement, qui pardonne avec la même facilité que l'assassin met à frapper. Si le meurtrier vient à bout de faire sa paix avec la famille de sa victime, et paie quelques écus d'amende à la police, il peut reparaître sans courir le risque d'être arrêté, et ne tarde pas à être gracié. Sous le gouvernement romain, c'est là une conséquence naturelle de la doctrine de l'absolution. Ce que Dieu a pardonné, l'homme doit-il le punir? Or un assassin ne manque jamais de se confesser : le prêtre lui dit bien qu'il a commis un grand crime; mais comme le coupable se repent, le prêtre ne peut lui refuser l'absolution. Un meurtrier absous rentre aux yeux du peuple dans la

catégorie des amnistiés; le gouvernement qui le poursuivrait lui paraîtrait tyrannique et implacable.

L'exagération et la fausse interprétation de certains points du dogme peuvent donc être également considérées comme une des causes de la perpétuité du brigandage, je dirai plus, comme un véritable encouragement au meurtre. Le catholicisme, mal compris par le peuple, a perverti la morale en se faisant le garant trop facile de l'indulgence divine. L'Italien n'a vu qu'une seule chose dans la confession, l'absolution qui suit l'aveu et le pardon qui accompagne le repentir; il a compris qu'un seul acte de contrition suffisait pour assurer la rémission des crimes les plus monstrueux. Certain du pardon, il a donc été criminel sans scrupules, et c'est en se promettant de se repentir qu'il a commis le meurtre.

Ces croyances superstitieuses ont eu d'étranges résultats. Ainsi le supplice des grands coupables, destiné à prévenir le crime par l'exemple, a été au contraire une excitation au crime. En Italie, un coupable meurt toujours en se repentant. L'assassin, avant de monter sur l'échafaud, se confesse en public, communie, et, en présentant sa tête au bourreau, baise la croix avec componction. — Cet homme fut bien coupable, mais il est mort comme un saint. — s'écrie le prêtre au moment où le bourreau vient d'achever son office. Voilà donc le brigand tout à l'heure transformé en martyr; on se dispute comme de précieuses reliques les lambeaux de ses vêtemens; les assistans vraiment religieux envient même son sort, et il n'est pas sans exemple que de misérables fanatiques aient commis un meurtre pour s'assurer de cette façon la béatitude éternelle. Si la foule ne pousse pas si loin la ferveur, bon nombre de ceux qui la composent commettront du moins le crime avec plus de sécurité, se promettant de faire à leur tour une bonne mort. Une fois criminels, ils s'efforcent d'échapper à la justice humaine, tout en se confiant en la justice divine, et ils se font brigands en attendant l'occasion de devenir *saints.*

C'est à des causes analogues qu'il faut attribuer ce mélange de superstition et de férocité propre aux brigands. — Il est à peu près certain que nous mourrons de mort violente, disent-ils; mais quand le danger viendra, nous avons ceci pour nous défendre (et ils montrent leurs fusils), et cela pour adoucir notre mort (et ils baisent l'image de la Vierge). — Outre cette image, les brigands portent encore sur la poitrine, comme un scapulaire, la sainte croix et ses légendes; c'est pour eux un signe de rémission, et parce que le Christ a pardonné au larron, ils le regardent presque comme un patron. En

veut-on la preuve? écoutons la comparaison qu'ils établissent entre eux et le rédempteur des hommes : c'est là une de ces traditions populaires communes aux brigands de tous les pays. — Jésus dans ce monde eut beaucoup à endurer, et nous aussi nous avons beaucoup à souffrir. Il était fugitif, nous le sommes; il marchait accompagné de disciples, nous marchons entourés de bons compagnons; il allait pieds nus, nous ne sommes guère mieux chaussés; il n'avait qu'une tunique et qu'une robe, nous n'avons qu'une veste et qu'un manteau; il eut faim et soif, nous pouvons en dire autant; il jeûna quarante jours dans le désert, nous jeûnons presque tous les jours; il fut tenté par le diable, qui le transporta sur une haute montagne, le diable nous tente à chaque heure, et nous porte sur les cimes élevées pour épier les passans; Jésus fut haï et repoussé du monde, le monde nous hait et nous repousse; les Juifs le guettaient pour le prendre, les sbires nous guettent aussi; Judas le vendit, il en est plus d'un parmi nous qui vendra ses frères; il fut pris, on nous prendra; il fut conduit devant Anne et Caïphe, on nous conduira devant le *barighel* (1) et le juge; on le battit de verges, on nous donnera la bastonnade; on le pendit entre deux larrons, on nous pendra en pareille compagnie; il descendit aux enfers, nous y descendrons aussi; fasse le ciel qu'au lieu d'y demeurer de toute éternité avec les diables, nous puissions, comme lui, aller retrouver le Père et le Saint-Esprit!

Que faire pour déraciner de pareils préjugés et pour changer ce cours d'idées? On a proposé plusieurs remèdes, les uns ordinaires, les autres héroïques. Au nombre des remèdes ordinaires, il faut ranger en première ligne l'éducation et l'instruction, qui ne corrigent pas les brigands, mais qui empêchent de le devenir. Malheureusement ces remèdes, qui n'engagent que l'avenir, ne sont du goût ni des gouvernans, ni des gouvernés. Les remèdes héroïques sont peu nombreux : la peine de mort avec exécution à huis-clos pour tout meurtre prémédité, la peine de mort avec refus d'absolution pour tout brigand et assassin de métier, tels sont ceux que l'on a jugés les plus efficaces. Le dernier de ces moyens de répression a été repoussé comme abominable et contraire au dogme, l'absolution ne pouvant être refusée au coupable repentant. Quant à la peine de mort, le gouvernement romain, qui ne se pique cependant pas de philanthropie, ne l'applique que très rarement et comme à contre-cœur; il faut que

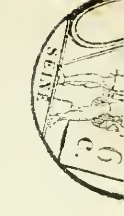
(1) Chef des sbires.

l'opinion publique lui force la main, et cette opinion publique diffère rarement de l'opinion du *peuple*, qui ne voit jamais pendre ou assommer (*macellare*) un assassin sans éprouver un sentiment d'horreur pour les juges et de commisération pour le patient.

Chose singulière! le gouvernement romain, qui montre une sorte de pitié pour des assassins, et qui traite d'égal à égal avec des bandits, envoyant un premier ministre s'aboucher diplomatiquement avec eux, n'hésite pas une autre fois à faire raser une ville. Cette démolition des villes est cependant fort impolitique; au lieu d'un seul et grand foyer facile à observer, on en crée nombre de petits, qui tendent à grandir; on n'étouffe pas la contagion, on la répand.

Autre inconséquence du gouvernement pontifical : il prohibe soigneusement les ouvrages de Voltaire, Montesquieu, et même de M. de Châteaubriant, et il laisse vendre dans les montagnes, par des colporteurs, une foule de petits livres à deux sous, qui racontent tous, soit en vers, soit en prose, l'histoire de bandits fameux. Les jeunes gens dévorent ces livres, dont ils prennent les héros pour modèles. Et quels sont ces héros? c'est un Giuseppe Mastrilli, qui débute par tuer son rival, se fait brigand, sauve une princesse, est gracié, et meurt dans son lit; c'est un Pietro Mancino, qui un jour s'empare d'un demi-million en or et va vivre en Dalmatie comme un prince, puis, comme Mastrilli, meurt de maladie et rend son ame à Dieu ayant le prêtre auprès de lui. *Rese l'anima a Dio col sacerdote.* C'est un Gobertinco, qui tue neuf cent soixante-quatre personnes et six enfans, et qui, en mourant, n'a qu'un regret, c'est de n'en avoir pu tuer mille, comme il en avait fait le vœu. C'est un Oronzo Albegna, qui égorge son père, sa mère, étrangle ses deux frères et coupe la tête à sa petite sœur encore au berceau; celui-là du moins meurt sur l'échafaud. La vie de ces héros, comme celle des Stefano Spadolini, des Bartolomeo, Angelo del Duca, Veneranda Porta et Stefano Fantini, est écrite en vers et souvent en pur toscan; nombre d'autres petits livrets distribués au peuple avec profusion racontent prosaïquement, mais avec un égal intérêt, la vie de brigands plus modernes, que souvent même leurs lecteurs ont connus, les Maïno, les Perella, les Rondino, les Francatripa, les Calabrese, les Barbone, les Corampono, les Fra Diavolo, les Mezza Pinta, etc., tous brigands plus ou moins fameux, et qui la plupart ont aussi fini d'une façon édifiante, baisant la croix, et le prêtre à leurs côtés.

Nourris de ces lectures, les jeunes montagnards se trouvent tout naturellement du parti des brigands avant de le devenir eux-mêmes.



Ils correspondent avec eux, leur donnent asile, s'exaltent en écoutant, de leur propre bouche, le récit de leurs exploits, et, à la première occasion venue, jouent du couteau et gagnent la montagne, où ils sont sûrs de rencontrer des amis. Ces hommes intelligens, au-dessus de la condition de leurs compagnons de rapines, ont souvent fini par devenir lieutenans ou chefs de bandes. A cette sympathie des populations résultant d'un vice d'éducation venaient se joindre la mollesse et l'indécision du gouvernement pontifical, la maladresse et l'imbécillité de ses agens, de sorte que tout semblait d'accord pour perpétuer le mal. On traitait en brebis égarées qu'il fallait ramener au bercail des misérables couverts de sang; on s'abouchait et on négociait par ambassadeurs avec des bandits qui s'étaient mis en dehors du droit des gens; on acceptait leurs armistices; un cardinal, ministre d'état, leur accordait des saufs-conduits, avait des entrevues et débattait avec eux comme avec des généraux d'armée les conditions de la paix. Enfin on faisait plus, on amnistiait des bandits encore insoumis, on donnait à ceux qui déposaient les armes des emplois lucratifs, et on traitait en sujets fidèles des meurtriers avérés qu'au lieu du pardon une justice inexorable eût dû atteindre. — Nous ne sommes pas des forteresses que l'on puisse démolir avec le canon; mais, comme des oiseaux de proie, nous planons autour des rocs élevés, — disaient les brigands aux envoyés du pape. Ceux-ci répétaient ces paroles, et, pour s'excuser des avantages qu'ils leur faisaient, ajoutaient que pour en venir à bout il valait mieux employer la glu que la poudre, qui les effarouchait. Mais qu'arrivait-il à la suite de soumissions de ce genre? C'est que ces hommes, qui souvent n'avaient traité que parce qu'ils étaient aux abois, rompaient leur ban et reparaissaient plus redoutables que jamais. Rienzi, Sixte-Quint et les Français n'employèrent, pour extirper le brigandage, que des mesures de rigueur, et Rienzi, Sixte-Quint et les Français réussirent temporairement. Enfin, lorsque de 1820 à 1827 les bandes les plus importantes ont été détruites, c'est moins au pardon accordé à ceux qui se soumettaient qu'à deux ou trois exemples de répression terrible qu'il faut attribuer cet heureux résultat.

Nous ne voulons pas faire ici l'histoire du brigandage, nous nous proposons seulement de rapporter quelques faits qui sont comme les pièces justificatives des considérations précédentes et qui feront connaître en même temps l'audace de ces aventuriers, leur manière d'être et d'exister, la mollesse du gouvernement quand il s'est agi de les combattre, et les divers sentimens qu'ils inspirent aux populations

des montagnes. Ce sont en quelque sorte les derniers chapitres de leur histoire; cette fois le scandale avait été trop grand et trop prolongé : il dut cesser.

De 1816 à 1819, le brigandage avait pris, en effet, un formidable accroissement dans les états du saint-siége; des bandes parcouraient l'Apennin dans tous les sens. Le gouvernement, après avoir temporisé et parlementé, se décida à sévir. Voulant faire un exemple terrible, il décréta la démolition de la ville de Sonnino et la dispersion de sa population. Chassés de ce côté, les brigands se retranchèrent dans les montagnes de Core, et traversant le Sacco, se rapprochèrent de Frosinone et d'Alatri.

On était arrivé aux premiers jours du mois d'août 1819, lorsque tout à coup le bruit de l'arrivée des brigands se répandit dans les environs de Palestrine et de Tivoli. On disait que leurs bandes nombreuses, chassées de Sonnino que le canon venait de détruire, se repliaient vers le centre des montagnes des états romains, faisant captifs tous ceux dont elles espéraient tirer rançon, et mettant à contribution les villages des montagnes. Ces bandits, échappés aux exécutions de Sonnino, ne respiraient que la vengeance. Beaucoup d'entre eux avaient fait partie de la troupe de De' Césaris, tué l'année précédente aux environs de Terracine. Obligés de se retirer devant la petite armée de deux mille hommes qui occupait les districts du sud, ils s'étaient divisés en plusieurs compagnies, et s'étaient donné rendez-vous aux environs de Subiaco et de Tivoli. Leur projet, disait-on, était de s'emparer des petites villes de la montagne; peut-être même, lorsqu'ils seraient en force, hasarderaient-ils quelque coup de main audacieux contre Rome; ils ne rêvaient rien moins que le pillage et l'incendie de ses faubourgs, parce qu'enfin, s'il fallait périr, ils voulaient du moins que ce fût avec éclat.

Le 9 août, deux jeunes campagnards qui portaient les chaînes d'un arpenteur employé au cadastre, et qui travaillaient sur la lisière d'un bois à peu de distance du chemin de Guadagnola, virent des hommes armés qui venaient de leur côté; ils voulurent prendre la fuite, mais ceux-ci, les couchant en joue, les sommèrent de s'arrêter. Ces jeunes gens, à demi morts de frayeur, se gardèrent bien de faire résistance; alors les brigands, les poussant devant eux dans le taillis, les conduisirent dans une clairière de la forêt, où dix à douze de leurs compagnons étaient couchés sur le gazon. Là, un de ces hommes, qui paraissait le chef de la bande, leur fit subir un long interrogatoire. — Qui étaient-ils? D'où venaient-ils? Y avait-il des soldats à Tivoli et à

Poli? Les habitans de Poli, la bourgade la plus voisine, étaient-ils riches? Quelles étaient leurs habitudes? A quelles heures sortaient-ils de la bourgade? — Ils tâchaient, comme on voit, de tirer de leurs prisonniers tous les renseignemens qui pouvaient leur être profitables, leur but étant de se rendre maîtres de la personne de ces riches habitans et d'en obtenir rançon. Les deux jeunes campagnards, ne sachant rien, n'eurent pas de peine à rester discrets; les brigands, mécontens, les traitèrent de chiens, les firent coucher sur le gazon, et comme, vers le milieu du jour, ils se plaignaient de la faim, ils leur jetèrent des *pagnottes* (petits pains) et du fromage; à la chute du jour, ils les renvoyèrent à Poli.

A peine rentrés chez eux, ces jeunes gens racontèrent ce qui venait de leur arriver à la population de la bourgade rassemblée tout entière autour d'eux. Le village était dans l'alarme; on se livrait à de longs commentaires sur les projets des brigands, lorsque deux bergers qui arrivaient des districts du sud, rapportèrent qu'ils les avaient vus passer dans la direction de Capranica. Cette bande était-elle la même que celle de Guadagnola? Ils l'ignoraient. Ces bandits s'étaient emparés de leurs provisions de pagnottes, de fromage et de lait, et avaient soupé avec deux de leurs moutons qu'ils avaient tués. Ces renseignemens étaient précis, les bergers rapportaient à leurs maîtres les peaux des moutons tués par les brigands. La terreur des Polésans, qui se voyaient entourés de tous côtés par des bandes armées, s'accrut encore à ce récit. Quelques jeunes gens faisaient partie de la milice civique; plus courageux que les autres, ils parlaient de s'armer, mais ils ne pouvaient le faire sans l'autorisation du maréchal du district, commandant de la force publique. Il fallut donc que le magistrat de Poli députât un exprès à Palestrine, pour l'avertir du danger que courait la bourgade, et lui demander cette autorisation; en attendant sa réponse, les habitans devaient rester désarmés. Grace à l'ombrageuse imprévoyance du gouvernement, qui redoutait plus encore les carbonari que les brigands, ces derniers avaient beau jeu.

Les bergers qui venaient de rentrer à Poli étaient chargés, de la part des bandits, d'une double commission auprès de l'un des riches propriétaires du pays. Un de leurs camarades que cet homme avait maltraité quelques mois auparavant, avait gagné la forêt et s'était fait brigand. — Vous préviendrez mon maître que je viens lui rendre la visite que je lui avais promise, et que j'ai le projet de le récompenser de ses bontés, — avait-il dit à ses anciens compagnons. Le chef de la bande, qui, lui, songeait plutôt au profit qu'à la vengeance, avait

ajouté une sorte de correctif à la commission de son subordonné, et cela de son consentement; il promettait au *coupable* oubli du passé et sûreté, si dans tel délai il déposait un certain nombre d'habits, de manteaux et de chemises à une place qu'il indiquait. S'il refusait, toute la troupe épouserait la vengeance du berger, ses troupeaux seraient égorgés, et si on s'emparait de sa personne, il périrait dans les plus terribles supplices. Ces menaces consternèrent le riche Polésan; mais, comme cet homme ne manquait pas d'énergie, il fit, dès le lendemain, demander au gouvernement romain si, dans le cas où il refuserait d'obéir à la sommation des brigands, il pouvait compter sur la protection spéciale de la police, et sur quelque indemnité pour la perte de ses troupeaux. La réponse du gouvernement fut telle qu'il se hâta de déposer les habits, les chemises et les manteaux à l'endroit désigné.

Le lendemain 10 août, de grand matin, le maréchal du district était arrivé à Poli, et convoquait la garde civique. Laissons parler ici le voyageur auquel nous empruntons une partie de ces détails (1); le tableau qu'il présente a été fait d'après nature; nous craindrions, en y ajoutant quelque chose, d'en altérer la franchise et la naïveté.

« Le maréchal ayant convoqué la garde civique, nous fûmes témoins de nos fenêtres d'un spectacle des plus singuliers; le maréchal, portant pour toute arme un grand pistolet d'arçon à la ceinture, parcourait la rue dans tous les sens, se consultant avec les notables du pays, car on s'attendait à quelque tentative des brigands sur Poli pour la nuit même. A la suite d'une délibération tumultueuse, on se décida à rassembler une quinzaine de jeunes gens qu'on arma de canardières et de fusils de munition en mauvais état. C'était là ce qu'on appelait la garde civique; les armes étaient la propriété du gouvernement, qui les distribuait dans les grandes occasions.

« Sur les dix heures, on conduisit cette petite troupe au-delà de la porte principale, sur une plate-forme où les enfans allaient jouer d'ordinaire. Là, ces volontaires essayèrent la poudre et tirèrent à la cible sous les yeux des brigands, qui occupaient les hauteurs voisines; puis, leur nombre s'étant accru de quelques nouveaux venus, ils se mirent en campagne plutôt pour effrayer les brigands et les débusquer

(1) *Tree Months passed in the mountains near Rome during the year* 1819, by Mrs. Graham. — Cet ouvrage, écrit par une femme d'un esprit distingué, est l'un des meilleurs qui aient paru sur l'Italie; il contient de curieux renseignemens sur l'agriculture et la vie nomade des brigands et des bergers.

que pour les attaquer sérieusement : la plupart en effet n'avaient ni poudre ni balles, les mieux approvisionnés n'avaient guère que deux charges. A peine ce détachement venait-il de partir, que deux cents paysans entrèrent dans la ville, poussant de tels cris de joie et de triomphe, que nous crûmes d'abord que les brigands venaient d'être joints et détruits par la garde civique; il n'en était rien : ces hommes venaient seulement de réunir le bétail dispersé sur les collines du voisinage, et poussaient devant eux de grands troupeaux de bœufs, de vaches et de génisses, que toutes les femmes et les enfans de la ville accompagnaient. A la nuit, un lieutenant de l'armée papale, suivi de quelques soldats, arriva à Tivoli; ces soldats venaient concourir à la défense de Poli. En entrant dans la bourgade, ils y causèrent une sensation extraordinaire; les habitans étaient enchantés de leur arrivée, mais ils n'auraient voulu ni les loger ni les nourrir; leurs brillans uniformes, leur pas mesuré, contrastaient avec les grossiers vêtemens et l'air rustique de nos amis, auxquels leur ton d'autorité ne plaisait guère; enfin, peu à peu les lanternes disparurent, on ne pensa plus à l'attaque des bandits, et la nuit se passa fort tranquillement. »

Tandis que l'approche des brigands causait une si grande agitation dans la bourgade de Poli, l'épouvante n'était pas moindre à Tivoli et à Palestrine, de sorte que plusieurs villes et bourgades, distantes de Rome de quelques lieues seulement, étaient mises en état de siége en pleine paix par une poignée de misérables. La banlieue de Rome elle-même était menacée; les habitans de ses faubourgs n'étaient pas sans crainte, et cependant le gouvernement romain pouvait disposer d'une armée de douze mille hommes. Ne se croirait-on pas reporté au temps de Piccolomini et de Marco Sciarra (1)?

(1) Alexandre Piccolomini, duc de Montemarino, rassemblant tous les bandits de la Toscane et du patrimoine de Saint-Pierre, s'était formé une petite armée avec laquelle il dévasta la campagne romaine et tint en échec toutes les troupes pontificales. Plus tard, s'étant retiré en France avec un riche butin, il y servit huit ans avec distinction. Le grand-duc de Toscane Ferdinand, l'ayant fait arrêter comme il passait près de Pistoie, le fit pendre, le 16 mars 1591, malgré les vives réclamations du pape Grégoire XIV, dont il avait désolé les états. — Marco Sciarra, son émule, chef plus redoutable encore, vit sa petite armée s'élever à plusieurs milliers d'hommes. Sixte-Quint parvint à l'éloigner de Rome sans cependant l'avoir dompté. Marco Sciarra passa, en 1592, au service de la république de Venise, qui l'envoya avec sa bande en Dalmatie faire la guerre aux Uscoques. Le pape Clément VIII insistant pour qu'on lui livrât le chef de bandits, le sénat de Venise le fit prudemment assassiner.

Ces paysans, qu'on avait mis aux trousses des brigands, n'avaient nulle envie de les rencontrer. Les soldats qui les accompagnaient avaient beaucoup de peine à les faire marcher en avant; leur frayeur se trahissait par de fréquentes exclamations et par une hésitation continuelle. Si quelques hommes fatigués restaient en arrière : — Ah mon Dieu! ils nous abandonnent, s'écriaient les plus avancés. — Voilà les brigands! répétaient-ils à haute voix d'instans en instans, comme s'ils eussent été bien aises de leur donner l'éveil. Lorsqu'enfin on eut acquis la certitude que la bande était délogée, les volontaires reprirent leur belle humeur; les uns grimpaient sur les arbres et dénichaient des nids d'écureuils, d'autres racontaient joyeusement comment ils s'étaient échappés de prison; un paysan qui, grace à son extrême agilité, avait un jour dépisté les sbires qui le poursuivaient et qui depuis n'avait plus été inquiété, montait sur les châtaigniers, et, pour prouver qu'il n'avait rien perdu de son adresse, se laissait retomber à terre en se pendant à l'extrémité des branches avec la légèreté d'un singe. On voit que les poursuivans ne valaient guère mieux que les poursuivis. Les Français, en pareille circonstance, s'y prenaient d'une autre manière : ils encadraient ces milices entre des soldats qui avaient ordre de tirer sur les récalcitrans, les traînards et les flâneurs.

Ce fut au retour de cette expédition que l'on apprit que le chirurgien de Castel-Madama, petit bourg des environs de Tivoli, Eustachio Cherubini, et Bartolomeo Marasca, homme d'affaires du chevalier Bischi, venaient d'être enlevés par les brigands, qui, se proposant de tirer rançon de leurs captifs, les avaient conduits dans la montagne. Cette nouvelle jeta la consternation dans chacune des bourgades menacées et paralysa l'énergie fort douteuse de leurs habitans. Charmés de trouver un prétexte pour ne pas s'exposer à de nouveaux dangers, ils se disaient entre eux que tant que l'on n'aurait pas payé la rançon du chirurgien, et que les brigands ne l'auraient pas relâché, il fallait se tenir tranquille et sur la défensive; qu'autrement ces misérables, poussés à bout, mettraient à mort leurs prisonniers. On se contenta donc d'observer les bandes, qui paraissaient s'être concentrées aux environs de San-Gregorio et de Mentorella. On occupa quelques-uns des passages par lesquels on supposait qu'ils chercheraient à s'échapper. A peine achevait-on de prendre ces dernières mesures, que l'on apprit que l'un des deux captifs, Bartolomeo Marasca, venait d'être mis à mort, et que ses assassins se retiraient dans la direction de Guadagnola. Ce passage seul n'était pas gardé; le

maréchal, qui se trouvait à Tivoli, dépêcha donc sur-le-champ un exprès pour recommander aux Polésans de s'y porter sans retard, afin que les brigands ne pussent échapper.

« Cet ordre arriva dans la soirée; presque tous les hommes de Poli étaient à Palestrine, où ils s'étaient rendus en armes pour vendre leurs bestiaux et se divertir. On fit donc un choix parmi les vieillards et les enfans qu'on réunit dans la rue; les femmes, portant des lanternes à la main, s'étaient rassemblées autour d'eux; elles couraient de côté et d'autre, demandant à grands cris que leurs enfans ou leurs maris ne fissent point partie de cette expédition, les brigands pouvant profiter de leur absence pour attaquer la ville. Les familles qui avaient des armes refusaient de les livrer. Les magistrats et l'officier, pour mettre fin à de pareils débats, forcèrent les portes de quelques maisons pour y prendre les armes qui s'y trouvaient; mais ces armes étaient si bien cachées, que cette mesure énergique fut sans résultat. Voyant qu'il était impossible d'armer le petit nombre d'hommes qu'on avait réunis, on décida qu'on attendrait jusqu'au lendemain, c'est-à-dire jusqu'au retour de ceux qui étaient allés à Palestrine. Le spectacle qu'offrait la rue où ces discussions avaient lieu était aussi nouveau pour les habitans de Poli que pour nous autres étrangers. Les gens armés et ceux qui n'avaient pas d'armes, les volontaires et les récalcitrans, criaient tous ensemble; les femmes, tenant d'une main leurs enfans, de l'autre leurs lanternes, couraient comme des insensées, tantôt calmant, tantôt excitant les disputes. Ceux qui avaient été à Palestrine revenaient par petits groupes, les poches pleines de noisettes, chargés de marchandises de toute espèce, et la plupart tout-à-fait ivres. Enfin, un seul cri dominait au milieu de ce terrible pêle-mêle : les brigands approchaient! la nuit même la ville serait attaquée! et il ne venait à l'idée de personne que pendant ce temps les bandits avaient tout le loisir de s'en aller par le chemin qui leur conviendrait le mieux. Ainsi se passa la nuit du 18 août dans la bourgade de Poli (1). »

Conçoit-on une pareille confusion, et cela six jours après l'arrivée des brigands, quand à la place de ces milices peureuses et mal armées le gouvernement aurait déjà pu rassembler plusieurs milliers de soldats dans ces districts voisins de Rome, cerner ces bandes, et ne pas laisser échapper un seul des individus qui les composaient? Qu'on

(1) Mrs. Graham, chap. VII.

s'étonne, après cela, de la perpétuité du brigandage dans les états romains!

Tandis que ce désordre et ces hésitations continuelles rendaient inefficaces les mesures prises par les magistrats et les officiers qui commandaient dans ces petites villes, que faisaient les brigands, retranchés sur la cime des montagnes qui les dominaient? Le récit de l'un de leurs captifs, Eustachio Cherubini, le chirurgien de Castel-Madama, va nous l'apprendre.

— Le 17 du mois d'août, nous dit-il dans le récit qu'il a laissé de sa captivité, Bartolomeo Marasca, intendant du chevalier Bischi, m'apporta une lettre de son maître, qui réclamait mes secours pour des étrangers de ses amis qui se trouvaient alors à Tivoli. Je me hâtai de visiter mes malades de Castel-Madama, et je me mis en route pour Tivoli dans la compagnie de l'intendant. Nous n'étions plus qu'à deux milles de cette ville, et nous venions de traverser la seconde arcade de l'aqueduc antique, quand tout à coup deux hommes, sortant des broussailles, nous couchèrent en joue, ordonnèrent à Marasca de jeter le fusil dont il était armé, et le sommèrent de mettre pied à terre. Ces brigands nous barraient le chemin; dans le même moment, deux autres parurent derrière nous, de sorte qu'il n'y avait possibilité ni de passer outre ni de fuir. Nous descendîmes de cheval, Marasca remit son fusil, et, quittant bientôt tout chemin fréquenté, nous gravîmes au milieu des broussailles les pentes escarpées de la montagne la plus proche. Quand nous fûmes arrivés au sommet, le chef fit faire halte pour rallier ses gens, qui ramenaient plusieurs habitans de San-Gregorio qu'ils avaient rencontrés en chemin, et l'on nous permit de nous coucher sur le gazon.

Je remarquai alors que Marasca était fort à son aise avec les brigands. Il causait et riait avec eux; je soupçonnais presque une trahison.

Au moment où nous nous arrêtions, Masocco, le chef de la bande sans doute, s'approcha de moi. — N'es-tu pas le gouverneur de Castel-Madama? me demanda-t-il avec humeur. — Non; je ne suis qu'un pauvre chirurgien de cette bourgade. — Ne t'avise pas de mentir, me dit-il, car nous te traiterions comme le maître de poste de Terracine (1). — Je ne mens pas, répartis-je aussitôt; voyez

(1) Cet homme avait voulu se faire passer pour un pauvre médecin de campagne; sa supercherie ayant été découverte, les bandits lui plantèrent une fourchette dans chaque œil, lui disant : Médecin, guéris-toi.

plutôt : voici mon étui à lancettes et mon sac d'instrumens. Le chef ne parut pas satisfait de ma réponse, et me jetant mon étui à lancettes qu'il avait pris : — Puisqu'il en est ainsi, nous verrons à nous arranger pour la rançon, me dit-il. — Hélas ! lui répondis-je les larmes aux yeux, ma pauvreté est extrême; je me rendais à Tivoli pour soigner un étranger qui m'aurait fait peut-être gagner un peu d'argent. — Eh bien ! reprit-il, je vais te donner de l'encre et du papier, et tu écriras à cet étranger de t'envoyer sur-le-champ deux mille écus d'or; dis-lui que, s'il refuse, nous sommes bien décidés à te mettre à mort. — Quelque faible que fût mon espoir, je me hâtai d'écrire de la manière la plus pressante au signore Celestini, le priant de m'envoyer tout l'argent dont il pourrait disposer, l'assurant qu'aussitôt que je serais rendu à la liberté, je m'empresserais de lui rendre la somme en vendant tout ce qui m'appartenait. Ma lettre achevée, le chef envoya deux de ses gens chercher dans la plaine un homme de Castel-Madama qu'il avait aperçu le matin. Quand cet homme fut venu, je le priai de porter sur-le-champ ma lettre au signore Celestini, et je le chargeai en même temps de lui remettre ma trousse de chirurgien pour qu'il vît qu'on ne le trompait pas. Ce paysan, qui était un brave homme, consentit de grand cœur à me rendre ce service. Il prit la lettre, et me donna un morceau de pain qu'il avait sur lui. Le chef le fit monter sur un de nos chevaux qui paissaient au pied de la montagne, et il prit aussitôt le chemin de Castel-Madama, me recommandant d'avoir bon courage.

Dans l'intervalle de temps qui s'écoula depuis le départ jusqu'au retour du messager, le malheureux Cherubini fut témoin d'une scène affreuse bien propre à accroître encore sa terreur.

Marasca, son compagnon, dont il avait soupçonné la fidélité, paraissait toujours au mieux avec les brigands; il riait avec eux, examinait leurs armes, et par momens les menaçait du geste quand ils avaient le dos tourné. — Mes soupçons, dit le chirurgien, s'étaient donc presque changés en certitude, mais j'eus bientôt occasion de voir combien ils étaient injustes et peu fondés. Les brigands accueillaient ces avances avec dédain, et observaient ses gestes en silence. Marasca, craignant de les ennuyer, vint s'asseoir auprès de moi ; il y était à peine depuis quelques instans, lorsque le chef, s'approchant d'un air calme, lui asséna tout à coup sur la nuque un vigoureux coup de bâton, et cela sans proférer une seule parole. On eût dit un boucher assommant un bœuf. Marasca, étourdi du coup, eut cependant la force de se lever et de s'écrier d'une voix suppliante : Au

nom de Dieu, épargnez ma vie, j'ai une femme et des enfans! Mais comme Masocco redoublait, il essaya de se défendre et de le saisir à la gorge; les autres brigands ne lui en laissèrent pas le temps, ils se jetèrent sur lui et l'entraînèrent vers le bord d'un ravin profond. Marasca était vigoureux, mais la lutte était trop inégale pour être de longue durée; il y eut un moment de confusion horrible durant lequel je vis tous ces hommes, les assaillans et l'assailli, tomber et se relever à la fois, retomber encore, puis rouler ensemble au fond du ravin sur le bord duquel nous étions assis. Glacé d'horreur, je penchai ma tête sur ma poitrine et je fermai les yeux; j'entendis des imprécations, un grand cri, des plaintes étouffées, puis je n'entendis plus rien, et je restai quelques momens comme privé de sentiment. Quand je rouvris les yeux, j'étais entouré des brigands; Masocco, haletant, essuyait son poignard marbré de sang et le remettait dans le fourreau; il vit ma pâleur, et se tournant vers moi : — Ne crains rien, Cherubini, me dit-il; nous avons tué ton compagnon parce que nous savions qu'il était sbire, mais toi tu ne fais pas un pareil métier. Le misérable murmurait, examinait nos armes et semblait nous railler; nous ne pouvions d'ailleurs tirer un sequin de lui, et si les soldats fussent venus, il se serait tourné de leur côté.

Ces paroles du chef m'avaient rendu quelque confiance, et mon ame se rouvrait encore une fois à l'espérance, quand je vis les brigands se rapprocher et se consulter entre eux. — L'argent de Tivoli ne vient pas, disaient les uns. — C'est vrai, et à la place d'écus ce sont des soldats qu'on va sans doute nous envoyer, s'écriaient les autres. — Que ferons-nous de nos prisonniers? reprenait un des chefs; il faut ou les tuer ou les renvoyer chez eux. — Les avis étaient partagés. Masocco, laissant ses compagnons disputer entre eux, vint s'asseoir près de moi sur le gazon; je me rappelai, dans ce moment, que j'avais quelques écus dans mes poches; je les lui donnai, espérant de cette façon me le rendre favorable. Il prit l'argent et se mettant à rire : — Ce sera pour payer le messager, me dit-il.

Vers les quatre heures de l'après-midi, de gros nuages, qui nous menaçaient depuis long-temps, crevèrent sur nos têtes; il plut à torrens, et, comme je n'avais pas de manteau, je fus trempé jusqu'aux os. Tout à coup, au milieu de l'orage, on entendit des voix de divers côtés. Les plus rapprochées partaient d'une colline à notre gauche. — C'est le messager, dis-je au chef. — Nous allons voir, — et il appela. Mais personne ne vint et on n'entendit plus rien. Cependant, au bout de quelques instans, on crut distinguer de nouvelles voix vers

la gauche. Les brigands nous firent monter sur une colline qui dominait le point d'où partaient ces voix. Quand nous fûmes arrivés sur une petite plate-forme entourée de broussailles, les bandits nous placèrent derrière eux, et, tenant leurs armes prêtes, crièrent aux nouveaux venus d'approcher et de se coucher la face contre terre. Le messager de Tivoli, car c'était lui, leur répondit brusquement : — A quoi bon me coucher? c'est assez de m'être tué de fatigue pour grimper jusqu'ici avec la charge de 500 écus. Tenez, voilà votre argent, ajouta-t-il en présentant le sac à Masocco; c'est là tout ce qu'on a pu se procurer dans la ville. — C'est bien, répartit celui-ci; il prit ensuite le sac, compta l'argent, trouva la somme exacte, loua le paysan de sa probité et lui donna les trois écus que je lui avais remis. Cela fait, il renvoya quelques paysans qu'il avait ramassés sur la route peu après mon arrestation, et qui embarrassaient notre marche; puis il donna le signal du départ.

— Maintenant que vous avez reçu tant d'argent pour moi, pourquoi ne me renvoyez-vous pas comme les autres? dis-je au chef avec impatience. — Nous voulons attendre le retour du messager de Castel-Madama, peut-être nous rapportera-t-il un sac d'écus comme celui de Tivoli. — Vous vous trompez, Castel-Madama est une misérable bourgade, et on ne pourrait s'y procurer quatre écus. — Nous verrons. — Alors il valait mieux me tuer tout de suite, car s'il faut que je passe la nuit dans ces montagnes, mouillé comme je suis, ma santé sera détruite pour jamais. — Ta santé et ta vie nous importent fort peu, et je te conseille de te taire, reprit le chef avec humeur, car mes compagnons pourraient bien s'offenser de ton langage.

J'aurais voulu répliquer, que cette réponse m'eût fermé la bouche. Je me tus, et un brigand, qui me donnait le bras pour m'aider à gravir la colline, me dit que j'avais bien raison de ne pas raisonner davantage, car ni lui ni ses amis ne tenaient pas plus à ma vie qu'à celle d'un chien.

Nous marchâmes ainsi toute la soirée; vers le tiers de la nuit, nous fîmes halte à quelque distance de masures auprès desquelles nous trouvâmes un âne qui appartenait à des bergers du voisinage. J'étais épuisé de fatigue; le chef eut pitié de moi; il fit étendre sur le dos de l'âne un manteau de peau de mouton, et me fit monter dessus; puis il pressa la marche de la troupe, qui ne tarda pas d'arriver aux environs de huttes abandonnées près du sommet de la montagne. Là on alluma un grand feu dans une aire à battre le blé. Le chef me dit de me déshabiller pour faire sécher mes vêtemens, et comme mes mem-

bres étaient raidis par le froid, il m'aida lui-même à m'en débarrasser; pendant que mes habits séchaient, il me fit coucher près du feu. Mes vêtemens étant secs, je me rhabillai, et je restai étendu près du foyer, tandis que les brigands faisaient griller un mouton qu'ils venaient de tuer. Ma fatigue était si grande, que je tombai dans un profond sommeil. A mon réveil, je trouvai toute la bande endormie, à l'exception des sentinelles et du chef. Celui-ci tenait au bout de la baguette de son fusil quelques tranches de mouton qu'il avait fait griller et qu'il m'offrit; j'essayai d'en manger une ou deux bouchées, mais je ne pus; je donnai le reste au messager de Tivoli, qui s'était couché près de moi. —

Le lendemain les brigands, ennuyés d'attendre le retour du paysan envoyé à Castel-Madama pour apporter l'autre moitié de la rançon du docteur, dépêchèrent un nouveau messager chargé d'une lettre de leur prisonnier. Au moment de partir, un des brigands proposa de couper une des oreilles du docteur, et de la joindre à la lettre comme apostille pressante. Le chef fit en sorte que cette aimable proposition n'eût pas de suite; mais au moment où le messager allait se mettre en chemin : — Rappelle-toi bien, lui dit-il, que si tu n'es pas de retour demain avant la nuit, tu peux te dispenser de nous chercher, car nous aurons jeté ce Cherubini dans quelque puits. — Cette nuit et la journée du lendemain se passèrent en marches et en contremarches sur la cime des montagnes du voisinage. Le prisonnier cependant était plus tranquille, car immédiatement après le départ du messager, le chef lui avait dit : — Maintenant que tu ne peux plus parler à l'homme de Castel-Madama, nous te promettons que demain, quelque petite que soit la somme que cet homme apportera, nous te remettrons en liberté. — Cette promesse me causa un si grand soulagement, dit le docteur, que ce bandit me parut un ange descendu du ciel, et que je lui baisai la main; le remerciant vivement de sa bienveillance inattendue. — Cette gratitude est par trop italienne, et l'on doit en conclure que le docteur Cherubini avait une bien terrible peur; il en convient du reste fort naïvement. — Les piqûres des cousins, qui s'attachaient à mon visage et à mon cou, me causaient de vives souffrances, dit-il; mais depuis la mort du malheureux Marasca, j'avais tellement peur qu'on ne prît mes gestes, s'ils étaient trop brusques, pour des mouvemens de colère et d'impatience, que je n'osais pas même lever la main pour chasser ces insectes.

Du reste, les bandits avaient pour leur prisonnier des consolations évangéliques. L'un d'eux, qui portait en sautoir le collier de *la ma-*

donna del Carmine, lui disait dans les momens de grande fatigue et d'accablement : — Mon frère, supportez tout cela patiemment pour l'amour de Dieu et de la madonne! — C'était sans doute l'aumônier de la bande, car un *fratone* n'eût pas mieux dit.

Le chef seul paraissait supérieur à ses compagnons; il se disait de Sonnino, et assurait qu'il avait été l'un des cinq chefs députés à Frosinone pour traiter avec le cardinal Gonsalvi. — La force ne peut rien contre nous, répétait-il souvent : nous ne sommes pas pas une forteresse qu'on peut démolir avec du canon; mais, comme l'aigle et le vautour, nous volons autour du sommet des rocs élevés sans avoir de demeure fixe. — Cet homme empruntait sans doute ses comparaisons et son langage aux romans héroïques et aux histoires de brigands fameux, dont il faisait sa lecture accoutumée. — Si sept d'entre nous viennent à succomber, disait-il encore, le lendemain dix se présenteront pour les remplacer; mais nous sommes tous décidés à vendre chèrement notre vie et à finir par un coup d'éclat. Le seul moyen de nous réduire, ce serait de nous accorder un pardon sans réserve, et encore faudrait-il que le pape lui-même nous jurât l'oubli du passé.

Le messager de Castel-Madama arriva enfin, apportant l'argent; les brigands tinrent parole, et le docteur Cherubini fut aussitôt remis en liberté. Sa reconnaissance était si grande, qu'il ne voulut pas quitter les brigands sans les remercier de la bonté qu'ils avaient de l'épargner, et de la politesse ainsi que de tous les soins qu'ils avaient eus pour lui durant sa captivité.

Cette bande, dont le quartier-général était voisin de Subiaco, séjourna jusqu'à l'automne dans ces montagnes, bravant impunément le gouvernement pontifical, et menaçant la sûreté des habitans de Rome, qui purent voir plus d'une fois la fumée de ses bivouacs.

Pendant cette longue période de temps, Tivoli, Subiaco, Palestrine, et toutes ces petites villes qui dominent la campagne de Rome, furent dans la terreur. A la vue d'un homme armé d'un fusil, ou d'un feu allumé dans la montagne, le tocsin sonnait. Ces alarmes se renouvelaient plusieurs fois par jour. Chaque soir, la cloche de l'église épiscopale de Tivoli sonnait la retraite; à ce signal, les cabarets se fermaient, la garde civique se rendait aux postes indiqués, et des sentinelles étaient placées sur chacun des ponts qui donnent accès dans la ville. On savait que les brigands avaient le projet de tenter un coup de main sur le quartier neuf de Tivoli, et d'enlever quelques-uns des riches propriétaires qui y sont logés, afin de s'assurer des rançons

considérables. Si la vie d'un petit chirurgien de village avait été rachetée au prix de 1,000 écus, que ne leur paierait-on pas pour sauver celle de personnages plus importans!

Cependant les commissaires du gouvernement, sentant enfin la nécessité d'agir avec ensemble et énergie, avaient fait saisir et incarcérer plusieurs bergers convaincus d'avoir eu des communications avec les bandits, et de leur avoir fourni des vivres. Les autres bergers, contenus par cet exemple, s'étaient rapprochés des villes et des bourgades; mais l'audace des brigands semblait redoubler, et ces vivres, qu'ils ne pouvaient plus se procurer par des transactions, ils les prenaient de force en pénétrant, à l'improviste et en nombre suffisant, dans les petits hameaux de la montagne et même de la plaine. Guadagnola et San-Vettorino, entre autres, furent victimes de ces déprédations.

Cet état de choses semblait devoir se prolonger, car, soit maladresse des autorités, soit connivence de la part des montagnards, les brigands restaient insaisissables et se signalaient chaque jour par de nouveaux pillages et de nouveaux crimes. Cependant, vers la fin de septembre, le bruit courut que les bandes qui infestaient le pays s'étaient repliées vers Anagni et Ferentino, et que les environs de Tivoli et de Subiaco étaient libres. Les habitans se félicitaient entre eux de ce qu'ils regardaient comme leur délivrance, quand tout à coup l'enlèvement de l'archi-prêtre de Vicovaro et le meurtre de son neveu vinrent les tirer de cette trompeuse sécurité. Ce prêtre cheminait en compagnie de ce neveu et d'un ami, sur la route de Vicovaro à Subiaco, lorsqu'ils furent assaillis à l'improviste par des gens armés. Le jeune homme portait un fusil; voyant qu'un des brigands terrassait son oncle et le menaçait avec un couteau de chasse, il le frappa d'un coup de crosse; mais, avant qu'il eût pu redoubler, il tombait la face contre terre, mortellement frappé d'un coup de poignard dans le dos. Les brigands laissèrent là le cadavre, emmenèrent l'archi-prêtre et son ami dans la montagne, et, comme ils avaient contre lui des motifs particuliers de rancune, ils demandèrent une rançon si considérable, que la paroisse ne put la payer. Les brigands firent souffrir d'atroces supplices au malheureux prêtre et à son compagnon. Ils leur coupèrent d'abord les oreilles qu'ils envoyèrent à leurs familles avec une nouvelle sommation; les familles tardant trop à réunir la somme exigée ou ne pouvant pas la payer, chaque jour les bandits dépêchaient de nouveaux messagers portant chacun un doigt de leurs prisonniers. L'aspect de ces malheureux, dont les blessures

n'étaient pas pansées, et qui, dévorés par la fièvre, étaient chaque jour obligés de faire de longues courses dans la montagne, eût touché de commisération des cœurs moins endurcis. A la fin, las d'attendre, fatigués des plaintes de leurs victimes qui ne les suivaient qu'avec des souffrances inouies et qui les gênaient dans leurs mouvemens, ils les égorgèrent et les jetèrent dans un ravin. Les paysans chargés de traiter de la rançon des captifs avec les brigands racontent encore avec horreur quelques incidens dont ils furent témoins et qui précédèrent la fin de ces infortunés. La veille du jour où les bandits les mirent à mort, ils dépouillèrent l'archi-prêtre de sa soutane, et, malgré les douleurs affreuses que lui causaient ses mains mutilées, ils lui firent passer l'habit de velours d'un de leurs compagnons, l'obligèrent à prendre sa carabine avec ses moignons et le coiffèrent d'un grand chapeau pointu. En revanche, un des leurs endossait la soutane du prêtre, et, par une sorte de dérision cruelle, lui débitait dans son grossier langage un sermon sur la mort. Les brigands, que ces déguisemens avaient mis en belle humeur, entourèrent ensuite leurs prisonniers, en chantant et en dansant en rond autour d'eux à la manière des cannibales qui dansent autour de leurs victimes; enfin, comme le malheureux prêtre épuisé par la fièvre et la douleur avait une défaillance, ils le firent revenir à lui en lui mettant un charbon allumé dans chaque main.

On croit sans doute qu'une terrible et vigoureuse répression suivit le meurtre de l'archi-prêtre de Vicovaro, et que le gouvernement ne songea plus du moins à pactiser avec les assassins. Il n'en fut rien. De nouveaux pourparlers eurent lieu entre les chefs de bande et les agens du gouvernement. Bientôt même il fut question d'une amnistie pure et simple; mais les brigands, qui savaient bien, eux, qu'il n'y a que celui qui sait punir qui pardonne efficacement, ne voulaient de cette amnistie qu'à certaines conditions. Non-seulement le gouvernement pontifical s'engagerait à ne pas les poursuivre, mais il devait encore assurer leur sort et pourvoir à leur subsistance, de sorte que ce n'était plus une grace, mais des récompenses qu'ils demandaient. Le cardinal légat ayant repoussé ces étranges prétentions, les déprédations recommencèrent, et, de Fondi à Subiaco, tout le pays fut en quelque sorte mis à contribution par des bandes toujours présentes et toujours insaisissables. Alors eut lieu le singulier évènement que nous allons rapporter, évènement qui fait connaître tout à la fois la maladresse et la faiblesse du gouvernement romain, l'audace et l'astuce des brigands.

Le supérieur du séminaire de Terracine, espèce d'illuminé dont la piété théâtrale était en grande vénération dans le pays, s'était offert au gouvernement comme médiateur entre l'état et les brigands, et le gouvernement avait accepté cette offre étrange. Cet homme, qui passait pour l'un des plus éloquens prédicateurs du pays, et qui, à l'exemple de tous les parleurs, croyait beaucoup trop au pouvoir des mots, s'arme un jour d'un grand crucifix, et seul, errant dans la montagne, se met à la recherche des bandits. Il ne les rencontra qu'au bout de plusieurs jours; alors, s'adressant aux principaux d'entre eux, il les conjure par le sang et les souffrances du Christ de poser les armes. — Épargnez vos concitoyens, leur dit-il, et cessez d'être le fléau et l'épouvante du pays. Que demandez-vous? un pardon général? je vous l'apporte. Que désirez-vous encore? des pensions, des emplois? le gouvernement vous les promet. Bien plus, il s'engage à révoquer le décret porté contre Sonnino, à reconstruire vos habitations détruites, à mettre en liberté vos compagnons détenus dans les prisons. — Cette éloquence toute positive était la seule qui eût le pouvoir de séduire ses auditeurs. Le prêtre les voit se consulter l'un l'autre; il profite de ce moment d'hésitation, et, faisant intervenir la Vierge, saint Antoine et le Christ, dont le moindre de leurs crimes fait saigner les blessures, il les décide à accepter ces propositions que le gouvernement n'eût jamais dû l'autoriser à leur faire.

C'est peu d'avoir désarmé ces hommes redoutables; le nouvel apôtre veut les convertir et faire de chacun de ces coupables endurcis autant de pécheurs repentans. L'exemple du bon larron ne doit pas être perdu pour eux. Ces hommes feignent d'être séduits par l'éloquence du prêtre, peut-être même sont-ils momentanément touchés; ils le suivent dans son séminaire de Terracine. Là, pendant quelques jours, les nouveaux convertis mènent une vie exemplaire; le jeûne, la prière et les exercices religieux occupent tous leurs momens. Jamais pécheurs plus grands n'ont donné plus rapidement l'exemple d'une piété plus attendrissante. On eût dit, à les voir prosternés chaque jour au pied des autels, qu'il n'y avait qu'un pas du brigandage à la vie des cloîtres.

Cette pieuse comédie durait déjà depuis quelque temps; chacun félicitait le recteur du succès inespéré de son œuvre; il passait dans le pays pour un saint, un faiseur de miracles, et à Rome pour un homme habile, quand tout à coup la scène changea, et à cette exposition évangélique succéda le dénouement le plus tragique et le moins attendu. Des affaires de discipline appelèrent à Rome le supé-

rieur du couvent et le forcèrent de s'absenter un jour et une nuit. A peine de retour, il s'empressa de courir aux cellules de ses chers néophytes: il les trouva vides; il appelle ses élèves, confinés dans une autre aile du bâtiment; personne ne répond, élèves et brigands ont disparu. On découvre enfin, emprisonnés dans les caves, le concierge et les gardiens des élèves. On apprend d'eux que vers le milieu de la nuit, quand toute la ville était endormie, les brigands ont éveillé les élèves, enfermé leurs professeurs, en menaçant de mort celui qui pousserait un cri, et qu'enfin, faisant marcher devant eux ces jeunes gens, ils ont pris le chemin de la montagne. Des bergers qui arrivent du dehors racontent qu'ils ont rencontré dans les bois de Monticello, à plusieurs milles de Terracine, ces jeunes gens, liés deux à deux et conduits par les brigands comme par leurs pédagogues. Cependant, à la nuit, la plupart de ces jeunes gens rentrèrent dans la ville; leurs ravisseurs, pour ne pas manquer de vivres, n'avaient gardé que ceux des élèves dont les familles étaient riches et dont ils pouvaient espérer de fortes rançons. Les bandits, durant leur séjour au séminaire, n'avaient pas perdu leur temps, ils avaient recueilli des renseignemens précis sur la fortune de chacun de ces enfans. Il y avait pourtant, au nombre de ceux qu'ils gardèrent avec eux, des jeunes gens dont les parens n'étaient rien moins que dans l'aisance; mais ceux-là étaient les fils de juges et de magistrats contre lesquels les bandits avaient des représailles à exercer : ils les gardaient, disaient-ils, pour faire un exemple. Le jeune Fasani, fils d'un ancien maire, était parmi ces derniers.

Dans les jours qui suivirent, des bergers apportèrent à chacun des parens des élèves que les brigands retenaient, la lettre circulaire que voici : « Mes chers parens, ne soyez pas inquiets, je me porte bien; je suis avec de braves gens qui ont pour moi tous les soins et toutes les attentions possibles, mais si vous ne m'envoyez pas aussitôt deux mille écus, ils me tueront. » Les malheureux parens portèrent ces lettres au cardinal secrétaire d'état, qui leur promit de s'occuper *prochainement* de leur affaire. Les mieux avisés ne comptèrent que sur eux et envoyèrent aux bandits tout l'argent qu'ils purent ramasser. Ceux-ci relâchèrent successivement les prisonniers dont ils recevaient les rançons; enfin, huit jours après l'enlèvement du séminaire entier de Terracine, il ne restait au pouvoir des brigands que trois des élèves, deux fils de juges, âgés de douze ans, et le fils du maire Fasani, âgé de quatorze ans. Les parens de ces infortunés avaient payé une rançon comme les autres; cependant le bruit ne tarda pas

à se répandre dans Rome que tous trois avaient été impitoyablement égorgés. Cette nouvelle n'était exacte qu'en partie. Les deux fils des juges avaient seuls été mis à mort; le jeune Fasani avait échappé, comme par miracle, au même sort. Voici ce qu'il raconta lorsqu'il fut de retour dans sa famille.

Les brigands, à peine sortis du séminaire, se dirigèrent en toute hâte vers la montagne en suivant le chemin de la *Torre delle Mole;* laissant ce hameau sur leur gauche, ils ne tardèrent pas à gravir des pentes très escarpées et à se trouver au centre des montagnes de Sonnino. Ils avaient attaché leurs prisonniers deux à deux et les faisaient marcher de force en les menaçant du bâton et même du poignard; cependant le chemin devenant de plus en plus difficile, et les forces des malheureux enfans paraissant épuisées, les bandits les chargèrent sur leurs épaules et ne firent leur première halte que lorsqu'ils furent arrivés sur la cime d'une montagne élevée que des bois entouraient de tous côtés. Là, ils rencontrèrent un pâtre qui gardait un troupeau de moutons; ils tuèrent les deux plus gras, les dépecèrent et les firent cuire à un grand feu qu'ils avaient allumé au moment de la halte. Au commencement et à la fin de leur repas, que les élèves du séminaire partagèrent, ils récitèrent leurs prières, absolument comme ils avaient coutume de le faire dans le couvent. La conversion, comme on voit, leur avait été profitable. Ils y joignirent des actions de graces pour saint Antoine, leur patron. Ayant ensuite placé des sentinelles et certains de ne pas être inquiétés, l'un d'eux prit un livre et fit la lecture à haute voix à ses compagnons couchés sur le gazon autour de lui; ce livre racontait l'histoire poétique des fameux Ricardo et Pietro Mancino (1). Au récit de chacun des tours merveilleux de leurs héros, les bandits poussaient des cris d'admiration, et l'on voyait clairement qu'ils se proposaient de suivre leur exemple. La journée s'écoula de cette manière. — La nuit étant venue, les brigands, dit le jeune Fasani, nous enveloppèrent dans leurs manteaux et nous rangèrent autour d'un grand feu; puis, après avoir baisé chacun l'image de la Vierge qu'ils portaient au cou, ils se couchèrent autour de nous et ne tardèrent pas à s'endormir; les sentinelles seules veillaient sur les rochers du voisinage. Le lendemain, nous cheminâmes encore tout le jour au milieu de montagnes inaccessibles. Ce jour-là, les brigands relâchèrent

(1) C'est un de ces livres que les colporteurs distribuent si libéralement aux populations des montagnes.

quelques-uns de nos camarades; les jours suivans, tous les autres nous quittèrent successivement, à mesure que les bergers ou les paysans apportaient l'argent de leurs rançons. Nous ne restâmes plus que trois; les brigands, pour avoir moins de peine à nous surveiller, nous attachèrent le bras à la même corde. Un jour, c'était le huitième de notre captivité, je vis nos gardiens se parler avec mystère et nous jeter de temps à autre des regards sinistres. L'un d'eux ayant porté la main à son poignard, je pensais qu'il allait nous tuer, et je me jetai à genoux pour l'implorer. Massaroni, l'un des chefs de la troupe, s'approcha alors en souriant : — Fasani, me dit-il, rassure-toi; nous pensons à mettre fin à ta captivité, mais, en attendant, fais-nous un sermon sur la mort. — Je lui obéis, et je parlai le mieux que je pus, ne me doutant guère que ce sermon fût notre oraison funèbre à tous trois, et que les prières dont nous l'accompagnâmes fussent les prières des agonisans. Hélas! j'avais à peine achevé, qu'un des brigands, prenant la corde qui nous attachait, nous traîna brusquement à travers les rochers au bord d'un ravin profond. Mes yeux supplians étaient attachés sur les yeux de cet homme; je vis, au feu qui en sortait et à la manière dont il fronçait le sourcil, que notre dernière heure était venue, et que nous n'avions plus de pitié à espérer. En effet, je n'avais pas eu le temps de crier miséricorde! que deux fois le poignard du brigand s'était plongé dans la poitrine de mes deux malheureux camarades, et que je me trouvai inondé de leur sang. Un coup semblable m'était destiné; je l'esquivai, et je tombai à terre en fermant les yeux, entraîné dans la chute de mes compagnons, qui roulèrent lourdement sur le gazon. Je fus sans doute garanti par leurs corps, qui reçurent les coups de poignard qui m'étaient destinés. Cependant, comme ils se débattaient d'une manière convulsive, je me trouvai à découvert, et je vis briller de nouveau le poignard de l'assassin; je me jetai à ses pieds, demandant la vie d'une voix déchirante et appelant à mon aide saint Antoine, son patron. Couvert comme je l'étais du sang de mes camarades, mon aspect était si pitoyable, que les bandits furent touchés. Je vis le poignard qui restait suspendu; je levai les mains en suppliant, et j'implorai de nouveau saint Antoine et la Vierge. Cependant le brigand, poussant une affreuse imprécation, se précipitait vers moi; mais Massaroni l'arrêta. — Ne le frappe pas, s'écria-t-il d'une voix forte; il vient d'invoquer saint Antoine, et cela nous porterait malheur. C'est le dernier des trois; puisqu'il vit encore, on peut l'épargner. *Facciamo un regalo a sant' Antonio*,

— ajouta-t-il en se signant. Le brigand obéit, et au lieu de me frapper, coupa avec son poignard les cordes qui m'attachaient à mes compagnons, dont je sentais le sang tiède encore couler sur mes jambes et mes mains. Massaroni m'essuya avec un linge, et me donna une bague, ainsi qu'un sauf-conduit qu'il écrivit sur son genou (1).— Tu peux partir, me dit-il ensuite, tu es libre; rends grace de ta délivrance au grand saint Antoine.

Quand l'enfant rentra chez son père, la nouvelle de l'assassinat des pensionnaires qui n'avaient pas été relâchés s'était déjà répandue dans Rome, et on le croyait mort.

Cette comédie de la conversion des brigands se termina, comme on voit, d'une façon tragique. Le stupide recteur du séminaire de Terracine ne perdit cependant pas sa place; on attribua sa mésaventure à un zèle trop ardent, et, à Rome, le zèle fait pardonner tout, même la sottise.

L'aimable et habile cardinal Gonsalvi fut le dernier des ministres romains qui traita avec les brigands. De 1818 à 1825, plusieurs d'entre eux, amnistiés à la suite de ces traités, et entre autres le fameux *Dieci-Nove*, furent même nommés *barighelli* dans les bourgades infestées d'ordinaire par les bandits, et, à ce titre, chargés de la police de la montagne. Dieci-Nove était barighel à Frosinone. Ces étranges magistrats s'acquittèrent sévèrement et fidèlement de leur nouvelle charge.

A la suite de l'une de ces transactions du cardinal Gonsalvi avec les brigands, neuf d'entre eux se rendirent avec leurs femmes et leurs enfans. On les conduisit à Rome, on les logea dans les fossés du château Saint-Ange, et, pendant un an qu'ils y furent détenus, il fut de mode à Rome d'aller les visiter. Les étrangers surtout raffolaient des brigands, les dessinaient, et leur faisaient toutes sortes de caresses et de présens. Barbone, le chef de cette bande, dont nous raconterons tout à l'heure un des exploits, avait cependant tué de sa main plusieurs voyageurs, et plus d'une fois des Anglais, arrêtés dans la montagne, avaient vu outrager sous leurs yeux par ce misérable leurs femmes, leurs sœurs et leurs filles. Qu'eût dit le gouvernement si l'un de ces étrangers, ne pouvant obtenir justice d'une autre manière, eût tué le brigand d'un coup de pistolet? Mais ces gens-là

(1) Voici la copie de ce sauf-conduit :

« Si ordina a qualunque comitiva di non toccare Casata Fasani. Virtù e fedeltà. »

« ANTONIO MATTEI ed ALESSANDRO MASSARONI. »

étaient à la mode, et un Anglais se garderait bien de traiter si lestement un homme à la mode. Cette conduite des étrangers à leur égard, qu'ils pouvaient regarder comme une sorte d'approbation de leur vie passée, devait donner à ces bandits une singulière idée de la loi qui les condamnait. Barbone sentait son importance; il avait agi, lors de son abdication, d'une façon théâtrale. La copie du traité, approuvée et ratifiée par le pape, lui ayant été remise, il avait envoyé en échange au saint père sa carabine, son poignard, les *insignes* de son autorité, et s'était rendu seul, sans armes, à travers la foule rassemblée sur son passage, à son logis du château Saint-Ange. Sa femme avait quitté, comme lui, la montagne, et faisait son ménage dans sa nouvelle demeure. Son extérieur était, à peu de chose près, aussi sauvage que celui de son mari; néanmoins celui-ci disait galamment qu'il était redevable de sa conversion à deux dames, la Vierge et sa femme. — Barbone et les hommes de sa bande, auxquels, du reste, on avait fait de scandaleux avantages, ayant observé fidèlement les conditions de la capitulation, le gouvernement, de son côté, n'eut garde de les violer.

A quelque temps de là, dans une autre affaire, le cardinal Gonsalvi, auquel on reprochait ses traités avec les brigands, voulut prouver qu'il savait unir la fermeté aux moyens de douceur, et ne se montra pas si scrupuleux. L'autorité avait conclu un nouvel accord avec une bande qui s'était formée des débris de celles de Barbone, de Dieci-Nove et autres; les amnistiés ayant manqué à quelques-unes des conditions les plus insignifiantes du traité, le cardinal les convia à un nouveau rendez-vous, sous prétexte d'entrer en explication sur ces clauses litigieuses. Quand ils furent rassemblés, et tandis qu'on délibérait, des hommes armés sortirent des caves, où on les avait fait entrer de nuit, entourèrent la maison, et, à un signal donné par un des prêtres chargés de la négociation, massacrèrent tous ces bandits jusqu'au dernier. Cet exemple, renouvelé de l'histoire de César Borghia (1), fit plus pour la pacification des montagnes que les moyens de douceur et de transaction précédemment employés. A la vue des quarante-cinq têtes de bandits qui bordaient la route de Rome à Naples par San-Germano, et des membres écartelés qui, comme autant de charniers, garnissaient chacun des carrefours du chemin, les survivans comprirent que le gouvernement était enfin décidé à sévir; ils

(1) Voyez dans Machiavel la manière dont César Borghia se défait de Vitellozzo, Oliverotto, Pagolo Orsini et du duc de Gravina, ces condottieri qui le gênaient.

déposèrent leurs armes et se dispersèrent. D'un autre côté, les montagnards qui se sentaient du goût pour le métier, virent que les profits n'en compensaient plus les risques et restèrent chez eux. C'est de cette époque que date la dispersion définitive des bandes. D'audacieuses attaques à main armée ont encore lieu de temps à autre, mais ces attaques sont le fait d'individus réunis accidentellement, de paysans qui ne peuvent résister à la tentation de mettre à profit une occasion favorable. Ces brigands amateurs se gardent bien d'endosser les beaux uniformes d'autrefois; ils sont mal armés, et quand trois ou quatre d'entre eux se sont réunis pour un coup de main, aussitôt le butin partagé, ils se séparent et rentrent chez eux.

Quelques-uns des chefs de bandes qui se signalèrent dans ces derniers temps du brigandage se piquaient de courtoisie; galans chevaliers des grands chemins, ils respectaient l'honneur des femmes, se contentant seulement de tirer profit de ce respect, en exigeant de plus fortes rançons. D'autres, et Barbone dans le nombre, sauvages don Juans de la forêt, se vantaient, avec une véritable fatuité de bandits, de n'en avoir épargné aucunes. Le récit suivant n'est pas l'un des chapitres les moins curieux de l'histoire de ce brigand sanguinaire et sensuel, l'Ajax de tant de Cassandres. Nous laisserons parler le docteur Warington, l'un des héros de cette aventure.

Le 18 septembre 1822, M. B... de Glasgow, Mme B... sa femme, leur fille et moi, nous quittâmes Naples pour retourner à Rome et de là à Florence. Nous voyagions en poste, de conserve avec lord G..., qui, ce jour-là, quittait Naples comme nous. Lord G... et sa nombreuse famille occupait deux voitures, et ses gens une troisième. De cette façon, notre petit convoi se composait de quatre voitures. J'avais fait la connaissance de M. et de Mme B... à Glasgow; je les avais retrouvés à Naples. Je ne devais quitter cette ville que dans les premiers jours d'octobre; mais ces dames, qui craignaient de se trouver seules sur la route avec M. B..., dont la santé était fort délicate, et qui de plus avaient un peu peur, m'avaient prié de les accompagner. Elles pensaient d'ailleurs que mes soins pourraient être nécessaires à M. B..., atteint d'une phthisie au premier degré. Je cédai d'autant plus volontiers à leurs instances, que Mme B... est une de ces femmes rares chez lesquelles la beauté de l'ame ne le cède pas à celle du corps, et que sa fille promet de lui ressembler un jour.

Tandis que nous étions encore à Naples, faisant nos préparatifs de voyage, hésitant entre les chemins de terre ou de mer, on nous avait assuré à diverses reprises que la bande de Barbone, qui, au commen-

cement de l'été, avait fait plusieurs arrestations sur les routes de Rome à Naples, par Terracine ou San-Germano, était dissoute. Ce chef, abandonné de ses complices, que décourageait le mauvais succès de leurs dernières entreprises, s'était, disait-on, caché au centre des montagnes de l'état romain, du côté de Frosinone et d'Alatri. Nous sûmes bientôt combien ces informations étaient inexactes.

A la sortie de Capoue, un accident arrivé à notre voiture ralentit notre marche : un des ressorts s'abaissa tout à coup, et la caisse toucha l'essieu. On répara tant bien que mal le dommage à l'aide de cordes et d'une pièce de bois qui maintenait le ressort, et nous rejoignîmes à Sainte-Agathe, au moment de déjeuner, les voitures de lord G...., qui allait se remettre en route. Nous voulions coucher ce jour-là à Terracine; nos dames prirent donc à peine le temps de boire une tasse de lait, et nous repartîmes, cheminant de nouveau de conserve avec lord G.... Tout alla bien jusqu'au-delà d'Itri; mais, à deux milles environ de cette bourgade, une des roues de notre voiture ayant heurté une grosse pierre placée au milieu de la route, le ressort céda de nouveau : la voiture commença à toucher; il fallut, bon gré mal gré, ralentir notre marche. Les postillons de lord G.... ne tardèrent pas à nous gagner, et, à l'un des détours de la montagne, nous perdîmes de vue la tête du convoi. Il était environ trois heures de l'après-midi; le ciel était pur, la chaleur assez forte pour la saison, et la route paraissait absolument déserte. Cependant, à peu de distance du point culminant de la chaîne de montagnes que franchit la route d'Itri à Fondi, nous rencontrâmes un détachement de soldats. Cette vue rassura nos compagnes de voyage, qui commençaient à s'inquiéter. Comme j'entendais parfaitement l'italien, je causai avec le commandant du détachement; celui-ci me raconta que le matin un berger était venu le trouver, lui rapportant que les brigands étaient arrivés cette nuit même dans les environs de Fondi. Mais c'était bien certainement une fausse alerte, ajouta l'officier, car je viens de parcourir la route de Fondi au col d'Itri, détachant quelques hommes sur les pentes voisines, et nous n'avons rien remarqué qui puisse faire supposer que les brigands aient reparu de ce côté. Le commandant, après nous avoir donné ces renseignemens, qui nous tranquillisèrent, rejoignit son détachement, qui descendait vers Itri, et nous continuâmes notre route.

Nous venions de perdre de vue cette petite troupe, lorsque nous fîmes une nouvelle rencontre. C'était un vieux paysan qui revenait du mâquis voisin, portant sur la tête un énorme fagot de rameaux de

3.

myrtes et de caroubiers. Le bonhomme nous regarda d'un air inquiet et indécis, et s'écria en passant, avec un accent de commisération singulier chez un homme de cette condition s'adressant à des *riches* comme nous : — Excellences, que la madonna et saint Antoine vous protégent! — M. B.... et moi nous nous trouvions alors en avant de la voiture, qui gravissait péniblement le dernier escarpement de la montagne. L'étrange recommandation de ce paysan me frappa, car je savais que saint Antoine est le patron des brigands. J'interrogeai le paysan, mais il fit la sourde oreille ou ne parut pas comprendre mon italien. Toutefois, comme je lui donnais une pièce de monnaie au moment de le quitter, il jeta autour de lui un long et rapide regard et me dit à demi-voix et d'un ton très bref, ayant grand soin que le postillon ne pût l'entendre : — Quand vous serez sur la hauteur, passez vite... bien vite. — Ce conseil avait sans doute du bon; malheureusement l'état de notre voiture ne nous permettait guère de le suivre. Cependant, arrivé sur le haut du col, je recommandai au postillon de rejoindre, coûte que coûte, les voitures de lord G..... Le postillon lança ses chevaux au galop; mais chaque cahot faisait si horriblement heurter le coffre de la voiture contre les roues et l'essieu, que nous courions risque de la mettre en pièces en continuant de ce train. Il fallut donc se résigner à cheminer à peu près au pas sur cette route périlleuse. Pour imposer aux brigands et leur donner, s'il se pouvait, une haute idée de nos forces, nous fîmes rentrer dans la voiture la femme de chambre de ces dames, et M. B... et moi nous prîmes sur le siége la place qu'elle avait occupée jusqu'alors, recommandant expressément à nos compagnes de ne pas laisser passer par les portières le moindre bout de voile ou de ruban, rien, en un mot, qui pût donner à penser que des femmes étaient là. Toutes ces précautions furent inutiles.

Vers le tiers de la descente, la route fait un coude. Sur la gauche s'élèvent de grands rochers couverts de broussailles et de plantes grimpantes; sur la droite s'étend un petit ravin tortueux dont le fond est parsemé de gros blocs de rochers comme le lit d'un torrent desséché; de l'autre côté de ce ravin se dressent de hautes montagnes revêtues de taillis de myrtes, d'arbousiers et d'arbustes résineux. Tout à coup M. B..., me saisissant vivement le bras et étendant la main dans la direction d'un petit massif de myrtes, me dit à voix basse, de façon à ne pouvoir être entendu des dames : — Tenez, les voici! — Je regardai rapidement du côté que M. B.... m'indiquait, et je vis en effet comme une masse brune qui semblait se mouvoir, à

demi-portée de pistolet de la route, dans un fourré de myrtes qui, à cet endroit, s'avançait jusqu'au parapet du chemin. Nous étions alors à une centaine de pas de ce taillis; je doutais encore. — C'est peut-être un bœuf qui s'est couché là, ou des paysans qui font des fagots, disais-je à mon compagnon, quand soudain je vis briller, comme un éclair au-dessus de la verdure, le bout d'un canon de fusil. Plus de doute, les brigands nous attendaient là. Machinalement je me retournai, pour voir s'il n'y aurait pas quelque chance de salut à rétrograder, ou si, par hasard, d'autres voitures ne nous suivraient pas. Quelle fut ma surprise, lorsque je vis sauter l'un après l'autre, des rochers le long desquels nous venions de passer, au milieu de la route, sept ou huit hommes armés jusqu'aux dents; la retraite nous était coupée. Au même instant, les hommes qui étaient blottis en avant, dans les broussailles, se levèrent, et, en moins d'une minute, nous nous trouvâmes entourés par douze ou quinze bandits bien armés, avec lesquels il eût été insensé de vouloir engager une lutte. Le chef auquel ces hommes obéissaient nous cria : — Arrêtez et descendez. — La première de ces recommandations était inutile, car déjà le postillon avait fait halte.

Comme nous descendions, j'entendis un gros homme qui semblait le second chef de la bande dire à celui qui m'avait adressé la parole : — Il n'y a que des femmes dans la voiture. — Tant mieux, répartit le chef; sont-elles belles? — Bellissimes. — A merveille! — ajouta le premier avec un sourire que je crus comprendre, et qui me fit frémir. Quand nous fûmes descendus, cet homme, qui n'était autre que le fameux Barbone lui-même, nous demanda nos bourses.

Malheureusement elles étaient à peu près vides; craignant quelque mauvaise rencontre, nous n'avions pris que l'argent nécessaire pour la route. Le brigand fronça le sourcil : — Face à terre (*faccia in terra*)! nous cria-t-il, et il nous fit coucher en travers sous les roues de la voiture, ordonnant à deux hommes de sa bande de nous appuyer le bout du canon de leur fusil contre l'oreille, et de faire feu si nous bougions. Le reste de la troupe détacha les malles, les jeta à terre et commença la visite. Nos bagages étaient, à peu de chose près, en harmonie avec l'état de nos finances; des habits, du linge et quelques robes de femmes en faisaient le fonds. Ces dames n'avaient ni bijoux ni étoffes de prix. En un instant, les malles et les caisses furent brisées et vidées au milieu du chemin, et chacun des brigands choisit, dans cette confusion, ce qui était à sa convenance. Ce choix fut bientôt fait. — Comment! pas de cachemires! pas de bijoux! dit Barbone

en fronçant de nouveau le sourcil d'un air terrible, ces gens-là avaient pris leurs précautions. — Le lieutenant ajouta d'un ton plaisant et sinistre à la fois quelques mots qui firent rire ses compagnons, et qu'on eût pu traduire par le *nous sommes floués* de la pièce française. — Par bonheur, reprit Barbone, comme dédommagement nous avons les femmes.... et les hommes dont nous pourrons tirer une bonne rançon. — Oui, emmenons-les! emmenons-les! crièrent les bandits en masse. Aussitôt, joignant l'action à la parole, ils nous firent relever, arrachèrent nos compagnes du fond de la voiture où elles se blottissaient, et, malgré leur résistance et leurs prières, les entraînèrent comme nous dans le mâquis voisin; puis ils nous firent gravir avec une célérité singulière les premiers escarpemens de la montagne. Il n'y avait ni à résister ni à reculer. Deux robustes coquins tenaient chacun de nous sous chaque bras et nous entraînaient en avant; dans les endroits à pic un troisième poussait. Dix minutes suffiraient pour faire de la sorte l'ascension du cône du Vésuve. Nous marchions ainsi depuis trois quarts d'heure, et la route était déjà hors de la portée de nos voix, quand tout à coup les hommes qui soutenaient Mme B.... crièrent halte! La malheureuse femme, épuisée de fatigue et frappée de terreur, venait de s'évanouir. — Je suis médecin, dis-je au chef qui se trouvait près de moi, lâchez-moi, que je puisse la secourir. — Lâchez-le, — dit le chef. Aussitôt je fis respirer à Mme B.... des sels que je portais sur moi; je lui frottai les tempes avec une compresse de rhum; elle revint presque aussitôt à elle, et, me reconnaissant : — Docteur, me dit-elle en anglais, vous êtes botaniste, cueillez-nous quelque plante vénéneuse que nous puissions prendre ma fille et moi et qui nous tue sur-le-champ.

En me disant ces paroles, sa voix était suppliante et décidée. J'aurais voulu la satisfaire que je n'aurais pu, car deux des bandits me reprirent chacun par un bras; on fit asseoir les femmes sur des branches d'arbres entrelacées recouvertes des manteaux des brigands, qui se relayaient deux par deux pour porter chacune d'elles. De cette façon, notre course fut plus rapide encore qu'auparavant; aussi, après une heure et demie de marche, nous trouvâmes-nous sur la crête de montagnes très élevées, du haut desquelles on découvrait à la fois la mer de Gaëte et les lacs de Fondi et de Lenola. D'énormes blocs de rochers, quelques chênes séculaires, et par places des taillis d'érables et de châtaigniers, couvraient les cimes de ces montagnes. Nous devions être alors à deux lieues au moins de la route où nous avions laissé notre voiture. Au moment où nous nous arrêtâmes, je fus

frappé de l'altération du visage de nos compagnes. Elles sanglottaient, se tordaient les bras de désespoir et adressaient au ciel de ferventes prières. Portées, comme elles l'étaient, sur des brancards, leur état d'inaction passive leur laissait le loisir de réfléchir et de se livrer à la douleur. M. B.... et moi nous étions obligés de marcher au pas des brigands; nous ne respirions qu'avec de grands efforts, et notre épuisement était tel, qu'à peine pouvions-nous songer à tout ce que notre situation avait d'étrange et de critique. Mme B.... et sa fille étaient toutes deux admirablement belles et pouvaient être prises pour les deux sœurs; l'âge seul établissait quelque différence entre ces deux femmes. Mme B.... avait trente-un ans et sa fille quinze. L'une d'elles, c'était la beauté complète, l'autre la beauté naissante; chacune, dans son genre, approchait de la perfection. La femme de chambre qui accompagnait ces dames, et que les brigands enlevaient avec elles, était Française. Elle avait cet air vif et décidé des filles du peuple de ce pays, et quoique dans ce moment elle eût extrêmement peur... des fusils surtout, elle prenait assez philosophiquement son parti. A la première halte que nous fîmes au milieu des rochers, elle mangea même une moitié d'orange qu'un des brigands lui offrit... Elle avait soif.

Une grave préoccupation morale, un évènement étrange et imprévu, suffisent pour graver à tout jamais dans la mémoire le site où l'on se trouve au moment d'une crise. C'est une décoration que l'on se rappelle d'autant mieux que le drame qu'elle accompagne a plus d'intérêt. Je me souviens, par exemple, qu'à l'instant où nous nous arrêtâmes sous les chênes de la montagne, le soleil, comme une meule rougie, se plongeait dans la mer derrière un îlot noir dans la direction de Terracine. Les chênes, les cimes qui s'étendaient sous nos pieds, et ce coucher de soleil, concouraient à former un magnifique paysage. Préoccupé comme je l'étais, je me laissais aller néanmoins à une sorte d'admiration machinale. Voilà un site digne du pinceau de Salvator Rosa, me disais-je. Puis je fis subitement la réflexion que le premier plan de ce tableau allait tout à l'heure être animé par quelque épisode du genre de ceux que ce peintre choisissait de préférence, drame terrible et lugubre, où nous serions forcément acteurs. Hélas! mes prévisions ne devaient que trop se réaliser.

Les bandits étaient fatigués comme nous; quelques-uns cependant montèrent sur les arbres qui nous entouraient, et en détachèrent les branches mortes pour faire du feu; les autres étendirent à terre leurs manteaux, sur lesquels ils firent asseoir les femmes. Quand les brigands eurent placé leurs sentinelles et furent réunis

autour du feu qui commençait à pétiller : — A quand la fête? — crièrent les plus jeunes, en jetant du côté des femmes des regards où se peignaient leurs désirs effrénés. — Soupons d'abord, dit Barbone avec humeur, nous verrons ensuite.

Barbone avait environ quarante ans; c'était un homme d'une haute stature, taillé en Hercule, et dont les grands yeux noirs, pleins de feu, et la voix vibrante indiquaient des passions dans toute leur puissance. Les brigands obéirent à cette brève injonction ; ils tirèrent de leurs sacs des tranches de mouton, qu'ils firent rôtir sur des charbons; ils se partagèrent en outre un sac de pagnottes, et arrosèrent ce triste repas de vins de Sicile et de rhum, dont ils avaient trouvé quelques bouteilles dans notre voiture. Tout en mangeant, les bandits nous jetèrent, comme à des chiens, des pagnottes et des morceaux de mouton auxquels nous n'eûmes garde de toucher. La fatigue et l'inquiétude nous ôtaient tout appétit; Mme B... et sa fille, accroupies l'une à côté de l'autre, étaient comme anéanties.

Lorsque les brigands eurent avalé leur dernière tranche de mouton et bu leur dernière gorgée de rhum, les plus dispos se levèrent et s'approchèrent de nouveau des femmes; c'est alors que commença une scène impossible à raconter, impossible même à se figurer. Barbone tira des dés de sa poche. — A nous deux, camarade, dit-il en s'adressant au gros homme son collègue, au plus gros dé le choix! — Par saint Antoine, capitaine, j'aurais le gros dé que je serais bien embarrassé; j'ai les mêmes goûts que mon compatriote Bertoldo, j'aime les pêches mûres, j'aime aussi les abricots verts. — Le capitaine jeta les dés sur une dalle de rochers contre lequel il était accoudé, et sans doute il fut satisfait de son lot, car je vis son œil briller comme un des tisons du foyer. — Par saint Antoine, vous avez l'abricot, à moi donc la pêche! — s'écria le lieutenant, qui ne paraissait pas moins content de la décision du sort. Jusqu'alors ces deux dames, serrées l'une contre l'autre et comme abîmées par la douleur, n'avaient ni compris ni entendu l'étrange conversation des brigands; M. B..., qui ne parlait pas italien, ne savait non plus qu'augurer de cette scène; j'étais donc seul au courant. Lorsque je vis le lieutenant s'approcher de Mme B..... en souriant d'une manière atroce, je me hâtai d'intervenir. — Respectez ces femmes, lui criai-je, et vous pouvez compter sur une rançon considérable; mais je vous jure par le corps du Christ et de la Madonna que si vous attentiez à leur honneur, c'est comme si vous les frappiez de vos stylets! — Bah! bah! dit le capitaine en ricanant, on ne meurt pas pour si peu de chose. —

Nous aurons tout de même la rançon, et nous l'aurons après, ajouta grossièrement le lieutenant. — Ah! vous croyez, leur dis-je en élevant la voix et en donnant à mes paroles le plus de décision et d'autorité qu'il me fut possible; vous croyez! eh bien! je vous jure encore une fois que si vous touchez seulement à leurs jupes, vous n'aurez pas un sou; respectez-les, et je vous garantis sur mon honneur et sur ma vie 5,000 écus pour chacune d'elles. J'écrirai dès ce soir à Torlonia, le banquier du pape, que vous devez connaître, et dans trois jours vous aurez les 10,000 écus. — Ou bien la potence, dit le lieutenant. — Non, car vous nous garderez en otage, et si vous n'avez pas les 10,000 écus, libre à vous de me hacher en morceaux; mais encore un coup si vous outragez ces femmes, vous les tuez, et vous n'aurez pas un baiocque.

L'accent de conviction qui perçait dans ces paroles frappa sans doute les deux chefs. Je les vis hésiter et se consulter. Barbone songeait dès-lors à prendre sa retraite, et la perspective d'augmenter son magot de quelques milliers d'écus ne pouvait manquer d'avoir quelque influence sur ses actions.

— Il n'y a pas du moins de rançon pour celle-là, crièrent quelques-uns des brigands qui nous écoutaient en montrant la femme de chambre, et saisissant la malheureuse fille qui poussait des cris aigus, ils l'entraînèrent à quelques pas de nous. Tout à coup, à la suite d'une courte altercation entre ces bandits et plusieurs autres qui venaient d'accourir, altercation qui s'était sans doute terminée par un arrangement à l'amiable, les cris redoublèrent de violence... Mme B..., entendant ces cris, jeta du côté d'où ils partaient un regard effaré, et détourna les yeux avec horreur. Mlle B..., qui avait suivi les regards de sa mère, s'écriait, dans l'innocence de son cœur : — Ma mère! ils la tuent!... ils la tuent! — Il vaudrait mieux qu'on la tuât, et nous avec elle, — lui répondit Mme B... les yeux attachés à la terre, le visage couvert d'une pâleur mortelle et avec un accent si plein de décision, de dégoût et de terreur, que je ne l'oublierai de ma vie. Puis, se jetant au cou de sa fille, lui prenant la tête et la cachant dans son sein, comme si elle eût voulu la détourner d'un spectacle infame, elle se mit à sanglotter amèrement.

La conversation entre Barbone et le lieutenant avait cessé. Je vis aussitôt, au regard qu'ils jetèrent sur ces dames, que la passion l'emportait sur la raison, et que dans ce moment cette passion, que l'extrême beauté des deux prisonnières rendait des plus impérieuses, avait le dessus sur la cupidité. Le plaisir était là, facile et certain, le gain éloigné et douteux; le choix avait été bientôt fait.

Le lieutenant saisissait dans ses bras Mme B..., quand son malheureux époux, à qui la fureur faisait oublier tout danger, et qui, je crois, dans ce moment, se serait précipité entre dix mille épées nues (on outrageait sous ses yeux sa femme et sa fille), se jeta sur lui et le frappa du poing. Quelle que fût sa colère et son désespoir, M. B... était trop faible pour une pareille lutte; un coup terrible que le brigand lui porta dans la poitrine l'étendit à terre. Je vis luire le stylet du misérable, je m'élançai pour sauver mon ami; mais avant que j'eusse pu le secourir, je sentis un corps froid, et puis tout à coup comme une langue de flamme qui me traversait la poitrine de part en part. Je tombai sur les genoux, étourdi du coup. Le brigand qui m'avait frappé par derrière, allait redoubler quand la voix tonnante de son chef l'arrêta. — Maledetto, criait-il, qui donc écrira pour les rançons si vous les tuez? — M. B..., de son côté, avait écarté le poignard du lieutenant avec sa main que la lame avait horriblement coupée. Ce cri de Barbone le sauva comme moi; le coquin, lui serrant la gorge, le souleva tout d'une pièce, et le jetant comme un cadavre aux pieds de ses camarades : — Liez donc ce fou, leur cria-t-il, et attachez-moi l'autre aussi, quoiqu'il ait déjà son compte, — ajouta Barbone en m'indiquant du doigt. J'avais la gueule d'une espingole sur la poitrine et le bout d'un pistolet dans chaque oreille; il fallut bien me laisser lier. Quand nous fûmes garrottés comme des animaux qu'on porte au marché, on nous jeta dans un coin. Je souffrais horriblement de ma blessure; il me sembla néanmoins qu'aucun organe essentiel ne devait être attaqué, je n'éprouvais aucune difficulté à respirer, et ma bouche ne s'était pas remplie de sang. Je n'essaierai pas de dissimuler ce mouvement d'égoïsme, mouvement tout humain qui fit que dans cet instant je commençai en quelque sorte par m'occuper de moi-même et me tâter; mais, dans la minute qui suivit, le souvenir de nos infortunées compagnes revint vivement dans ma mémoire, et je reportai avec effroi les yeux de leur côté.

Débarrassés de nous, Barbone et son lieutenant s'étaient rapprochés des deux dames, qui se tenaient étroitement embrassées, et qui, à elles deux, ne poussaient qu'un seul cri de terreur et ne faisaient entendre qu'une seule supplication. Les rires des infames qui entouraient leurs victimes, et leurs propos obscènes, semblaient aiguillonner ces deux hommes grossiers. Saisissant par la ceinture chacune des deux femmes, ils les tiraient à eux de toutes leurs forces, mettant leurs vêtemens en pièces et découvrant leurs bras et leur sein. Les forces de ces malheureuses étaient épuisées. Mlle B., arrachée des

bras de sa mère, qui s'attachait encore convulsivement à sa robe, faisant un effort désespéré, avait tenté de se précipiter au milieu du brasier; mais, retenue par le brigand, elle avait senti la bouche du misérable s'appuyer contre sa bouche, et venait de rouler sur le gazon. Sa mère, terrassée comme elle, poussait comme elle de ces effroyables cris de femmes qui vous font vibrer corps et ame, et qui retentissent pendant des mois aux oreilles de ceux qui les ont une fois entendus, quand tout à coup une lueur vive illumina cette scène d'horreur; des balles sifflèrent autour de nous, je vis un des brigands trébucher et rouler dans le feu toujours allumé, où il resta immobile; un autre poussa un cri aigu et tomba la face contre terre à nos pieds; plusieurs coups de fusil retentirent à la fois.

Dieu soit loué! les brigands sont surpris! Telle fut ma première pensée. Barbone et son compagnon avaient lâché prise au bruit des coups de fusil, et sautaient sur leurs armes. — Couchez-vous à terre, criai-je en anglais à Mme B... et à sa fille que je vis se relever d'un air égaré; couchez-vous, ce sont nos sauveurs, les balles pourraient vous atteindre! — Mais ces dames, les yeux hagards et comme frappées de stupéfaction, restaient accroupies et immobiles. Les brigands commençaient à se reconnaître et essayaient de riposter. L'un d'eux, frappé d'une balle, tomba presque sur Mme B... Un autre, c'était, je crois, le gros lieutenant, la saisissant par les cheveux, la traîna derrière lui l'espace de quelques toises; mais, comme les soldats arrivaient en foule au pas de course, il lâcha prise après l'avoir brutalement frappée du pied. Cependant les coups de fusil retentissaient de tous côtés, et ce fut vraiment par miracle qu'aucun de nous ne fut atteint. Les balles ne sifflant plus à nos oreilles, j'appelai un des soldats, qui coupa les cordes qui nous liaient les mains et les pieds; nous pûmes alors nous traîner vers nos malheureuses compagnes, que le bruit de la fusillade qui s'éloignait faisait encore horriblement tressaillir. Le tertre que les brigands occupaient avait été cerné. Sept d'entre eux furent tués ou pris; mais les deux chefs s'échappèrent, accompagnés d'une huitaine d'hommes, reste de la bande. L'officier qui commandait le détachement, tout en nous secourant, nous raconta que ses soldats avaient surpris et égorgé une des sentinelles des brigands, et que sans doute on les eût tous arrêtés si en entendant les cris des femmes qu'il croyait en danger de mort, il n'eût commandé le feu.

Nos compagnes commençaient à reprendre leurs sens; le capitaine les fit placer comme nous sur des brancards, car les forces de M. B....

étaient à bout, et ma blessure me causait, dans tout le côté droit, un engourdissement et une pesanteur singulière; trois ou quatre soldats portaient chaque brancard, le reste du détachement escortait les prisonniers. La malheureuse femme de chambre était dans un état déplorable; cependant le sentiment qui dominait chez elle, c'était la colère : les soldats eurent toutes les peines du monde à l'empêcher de souffleter un des brigands qu'elle croyait reconnaître pour l'avoir vu d'un peu près. Ce ne fut que long-temps après notre arrivée à l'auberge de Fondi, que Mme B.... et sa fille sortirent de l'état de stupeur dans lequel les évènemens de cette terrible soirée les avaient plongées et qu'elles recouvrèrent parfaitement leurs sens. Leurs cheveux étaient épars, leurs vêtemens en lambeaux; mais, au milieu de ce désordre, elles étaient admirablement belles, surtout quand, rouges et les yeux baissés, elles répondaient avec embarras à nos consolations et à nos soins.

Un chirurgien de Terracine qui sonda ma blessure dans la nuit, reconnut que fort heureusement le muscle seul de la poitrine avait été offensé, et que la plèvre n'avait même pas été touchée; la main de M. B... le faisait affreusement souffrir; cependant le chirurgien, qui avait autrefois servi dans l'armée de Murat, nous permit de reprendre dès le lendemain la route de Rome, où nous ne tardâmes pas à être parfaitement guéris de nos blessures. Malheureusement, cette scène horrible avait frappé au cœur le pauvre M. B...; il languit tout l'hiver et fut emporté dans le mois de mars de l'année suivante, par les rapides progrès de la maladie consomptive dont il était atteint.

J'ai eu souvent occasion de revoir Mme B... et sa fille, qui depuis a épousé l'avocat G... A la suite d'un danger couru de compagnie, l'intimité s'établit d'une façon durable. — Quelles étaient vos pensées dans ce terrible moment? lui demandai-je un jour que nous causions ensemble à cœur ouvert. — Je ne pensais qu'à ma fille, me répondit-elle.

C'est ce même Barbone qui fut depuis gracié et pourvu d'un emploi lucratif par le gouvernement romain. Il est encore aujourd'hui concierge du château Saint-Ange.

Gasparone, l'émule de Barbone, qui partagea avec lui la domination de l'Apennin, et que les habitans des districts de Sonnino et d'Itri appellent encore le *dernier des braves*, a terminé sa carrière de brigand d'une manière moins heureuse que son confrère. Il est détenu aujourd'hui dans la forteresse de Civita-Vecchia. Gasparone



débuta dès l'âge de seize ans, en tuant dans le confessional le curé de sa paroisse qui lui refusait l'absolution d'un vol. Obligé de fuir, il rejoignit quelques *connaissances* qu'il avait dans la montagne, et se fit brigand. Un jour, les carabiniers entourèrent la bande dont il faisait partie. Gasparone ne perdit pas courage. Il tua de deux coups de poignard deux soldats qui le saisissaient; puis, retranché dans un mâquis, il en mit six autres hors de combat. Ses camarades, émerveillés de son courage, et qui venaient de perdre leur chef, l'élurent tout d'une voix leur commandant en sa place. Sa réputation s'étendit dans tout le pays, et bientôt il compta sous ses ordres plus de deux cents soldats. Gasparone avoue cent quarante-trois assassinats; c'est néanmoins le chef qui s'est fait le plus aimer des montagnards romains. Nous avons vu des pâtres du Monte-Cave verser des larmes de regret en racontant ses prouesses. Gasparone, moins grossier que Barbone, dont il ne parle qu'avec mépris, s'est toujours piqué de galanterie. Un des lieutenans de Barbone avait enlevé un séminaire de jeunes garçons. Gasparone enleva tout un couvent de religieuses. Ces jeunes filles, au nombre de trente-quatre, arrachées en plein jour de leur retraite du Monte-Commodo, furent conduites dans la forêt par les brigands, qui ne renvoyèrent que les plus pauvres. Cachées dans des grottes et au fond des précipices, les autres vécurent dix jours en communauté avec les brigands, qui les relâchèrent, moyennant rançon, sans qu'aucune d'elles eût à se plaindre d'un outrage ou même d'un manque de respect.

Gasparone, le galant bandit, fut cependant trahi par sa maîtresse, qui le vendit aux sbires. Celle-ci, au moment de le livrer, avait prudemment jeté sa carabine et son poignard par la fenêtre. Gasparone, néanmoins, tira vengeance de sa trahison; il l'étrangla avec ses mains, tandis que les sbires enfonçaient la porte. Gasparone est à la fois un homme d'action et un homme d'esprit; du XIVe au XVIe siècle, un tel chef eût rivalisé avec les Sforza, les Carmagnola, les Pietro Saccone et tant d'autres fameux condottieri.

La soumission de Barbone, la captivité de Gasparone et les exemples faits par le cardinal Gonsalvi ont, comme nous l'avons dit, amené la dispersion des bandes. Il s'en faut toutefois qu'aujourd'hui l'on voyage en Italie avec la même sécurité que dans le reste de l'Europe, comme le prétendent des voyageurs optimistes. Quoique commis par des individus isolés ou réunis accidentellement, les vols à main armée sont presque aussi fréquens qu'autrefois. Il est peu de voyageurs qui, à la suite d'une ou deux années passées sur les routes de l'Italie, n'aient

fait leur *rencontre*. Récemment encore, un artiste de nos amis (1) a vu luire à quelques pouces de sa poitrine le stylet des bandits : il n'avait avec lui que ses crayons et son portefeuille; peu s'en fallut que les brigands, qui n'apprécient guère ce genre de richesses, ne se vengeassent de leur déconvenue en le frappant de leurs poignards. Tel autre, à son arrivée dans Rome, a été obligé de garder la chambre plusieurs jours, tous ses vêtemens, y compris l'habit qu'il avait sur le dos, lui ayant été enlevés près de Viterbe. Enfin, l'année dernière, nous avons vu M. Dabadie, le courageux voyageur, contraint de se présenter en costume de bal masqué dans les salons du palais de Monte-Citorio, cette habitation des ministres et des cardinaux romains, les brigands ne lui ayant laissé pour tout vêtement qu'un habit arménien. Ce costume de M. Dabadie était une épigramme excellente. Les ministres romains, qui entendent à demi-mot, durent la comprendre; s'il était cruel pour le voyageur, après plusieurs années passées au milieu des peuplades barbares de l'Abissynie, de se voir dépouillé de la riche moisson de manuscrits orientaux et de documens de toute espèce recueillis au prix de tant de sueurs, il était piquant, en effet, pour messieurs les cardinaux ministres de l'intérieur et de la police, que ce vol audacieux se fût passé aux portes de Rome. Les environs de la cité pontificale étaient-ils donc moins sûrs que les déserts de l'Afrique? les paysans de la banlieue romaine étaient-ils moins civilisés que les Arabes ou les Abissins?

Ce serait, je crois, l'avis des bourgeois de Rome, qui redoutent beaucoup plus ces brigands amateurs que les chefs de bandes d'autrefois. Ceux-ci, du moins, avaient des procédés, ne vous tuaient pas par maladresse, et, moyennant quelques écus, il y avait toujours moyen de s'entendre avec eux. Aujourd'hui, chacun s'en mêle, on vous arrête sur les grands chemins pour des misères, pour vous voler douze chemises ou une montre; puis, ces gens-là sont si maladroits, qu'ils vous estropient ou vous tuent sans le vouloir. Plusieurs voyageurs ont été victimes en effet de ces attaques isolées, exécutées par des hommes armés de fusils et de pistolets dont ils ne savaient pas se servir. M. Hunt et sa femme, ces jeunes et intéressans voyageurs dont la mort fit tant de bruit il y a quelques années, périrent victimes d'un évènement de ce genre.

M. Hunt faisait sa visite obligée aux temples de Pœstum; il avait dans sa voiture quelques pièces d'argenterie dont il eut l'imprudence de se servir en déjeunant sous le portique du temple de Neptune; sa

(1) M. Cabat.

femme, qui l'accompagnait, avait une chaîne d'or au cou et plusieurs bagues aux doigts. Des paysans qui passaient virent cette argenterie et ces bijoux; l'occasion leur parut favorable; armés d'un mauvais fusil et de haches, ils s'embusquèrent à quelques centaines de pas des temples, sur la route, et arrêtèrent la voiture de M. Hunt au retour. M. Hunt n'essaya pas de résister, comme on l'en a accusé à tort; il prit même la chose gaiement, donna son argenterie aux brigands, et se mit à leur jeter à la tête, en riant, des oranges dont une des poches de sa voiture était pleine. Ceux-ci, que des projectiles de ce genre n'effrayaient guère, montèrent familièrement sur le marchepied de la voiture, et l'un d'eux porta brutalement la main au cou de Mme Hunt, pour détacher la chaîne d'or qu'elle portait. M. Hunt, indigné de la grossièreté du bandit, l'apostropha avec chaleur en fouillant vivement dans une de ses poches. Le misérable s'imagina que l'Anglais cherchait une arme, et sauta à terre en le mettant en joue; c'est alors que le coup partit, involontairement, à ce que le brigand a assuré jusque sur l'échafaud; la balle toutefois traversa la poitrine de M. Hunt, et atteignit sa femme à la tête. M. Hunt mourut le jour même, et sa femme le lendemain.

En racontant avec emphase divers accidens du même genre, les pauvres Romains se livrent à de comiques réflexions sur les dangers que font courir aux voyageurs ces brigands sans expérience et par occasion; ils en viennent presque à regretter le temps où les Barbone, les Fra Diavolo et les Gasparone occupaient les routes de Rome et de Naples. On prenait ses précautions, disent-ils, et, comme ces chefs n'auraient pas souffert la concurrence des premiers venus, les attaques étaient peut-être plus rares. A la tournure que prennent les choses, nous craignons fort que que ces regrets ne soient pas de longue durée. Si le gouvernement romain n'adopte pas en effet quelques mesures vigoureuses, et que la guerre vienne à éclater, de nouvelles bandes ne tarderont pas à se reformer. Les mœurs, en effet, sont les mêmes que par le passé; le gouvernement a contenu ou réprimé les mauvais instincts du peuple : il n'a rien fait pour les corriger. Les élémens du brigandage existent comme de tout temps; ils sont, il est vrai, dispersés, mais ils tendent à se réunir. C'est un vice de constitution héréditaire, un mal honteux dont une cure violente a passagèrement suspendu les accès, mais dont elle n'a pas détruit la cause. Que le médecin ait un jour de négligence, que le malade se livre à son naturel dépravé, et le mal reparaîtra aussitôt avec les mêmes symptômes et la même férocité qu'autrefois.

FRÉDÉRIC MERCEY.

SCHILLER.

Jean-Christophe-Frédéric Schiller naquit le 11 novembre 1759 (1), à Marbach, jolie petite ville du Wurtemberg, située sur une hauteur qui domine le Necker. Une tradition populaire raconte que, sur la colline où s'élève aujourd'hui cette cité riante, on n'apercevait autrefois qu'une épaisse forêt habitée par un géant, par une divinité vivante du paganisme, Mars ou Bacchus (2). « C'était aussi un géant, dit le biographe allemand de Schiller, un géant de la poésie qui venait de naître dans ce lieu consacré déjà par les croyances superstitieuses du peuple; mais ses yeux s'ouvrirent à la lumière dans une humble demeure, dans la maison de son aïeul maternel George Kodweis, qui avait perdu dans une inondation du Necker la meilleure partie de son petit bien, et qui exerçait alors l'état de boulanger : les premières émotions du poète furent celles d'une condition obscure, souvent troublée par l'inquiétude des besoins matériels. »

Son père, Jean-Gaspard Schiller, était entré à l'âge de vingt-deux ans dans un régiment de hussards en qualité de chirurgien-barbier. Il parvint dans l'espace de trois ans au grade de sous-officier, fut licencié à la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748, et se maria en 1749.

(1) D'après son acte de baptême, vérifié par G. Schwab.

(2) De là vient le nom de la ville, Marbach (ruisseau de Mars).

Lorsque la guerre de sept ans éclata, il demanda à reprendre du service, et fut admis dans le régiment du prince Louis de Wurtemberg avec le grade d'adjudant. Une maladie contagieuse ayant atteint ce régiment en Bohême, le père de Schiller revint à son premier état de médecin. Il administrait des remèdes aux malades, et, dans son zèle tout chrétien, remplissait en même temps auprès d'eux les devoirs de prêtre. Il leur faisait réciter leurs prières, et les encourageait dans leurs souffrances par ses exhortations et par le chant des psaumes. De la Bohême il passa avec un autre régiment dans la Hesse et la Thuringe; puis, à la fin de la guerre, il se retira à Louisbourg, et s'y livra à des travaux d'agriculture. Peu de temps après, le duc Charles de Wurtemberg lui confia l'inspection des jardins qu'il venait de faire établir près de Stuttgardt, autour du riant château qu'il appelait sa *Solitude*. Ce fut là que Gaspard, revêtu du titre de major, estimé du prince, heureux des devoirs qu'il avait à remplir, termina dans une douce aisance une vie qui avait été souvent flottante et souvent traversée par d'amères inquiétudes. C'était un homme d'une nature ferme, sévère et un peu rude, mais d'un esprit droit, actif et surtout essentiellement pratique. Il avait fait lui-même en grande partie son éducation, et il a écrit sur la culture des arbres et des jardins des livres qui ne sont pas sans mérite. Quand son fils vint au monde, il le prit dans ses bras, et l'élevant vers le ciel : « Dieu tout-puissant, s'écria-t-il, accorde les lumières de l'esprit à cet enfant, supplée par ta grace à l'éducation que je ne pourrai lui donner. » Il vécut assez pour jouir des succès littéraires de son fils, dont il avait, dans sa pauvreté, salué la naissance avec une joie mêlée d'une tendre sollicitude. Un heureux jour pour le vieillard était celui où il apprenait qu'on devait imprimer à Stuttgardt un nouvel ouvrage de son cher Frédéric. Le digne homme s'en allait aussitôt chez l'éditeur, prenait le manuscrit d'une main tremblante, et le lisait avec une vive émotion. Pour mieux comprendre l'esprit de ces compositions poétiques, il abandonnait ses livres sur l'agriculture et lisait des œuvres de littérature, d'histoire et de critique. L'amour paternel lui ouvrait un nouveau monde d'idées où jamais auparavant son ame simple et peu rêveuse n'avait pénétré. De chirurgien il était devenu jardinier; sur la fin de sa vie, de jardinier il se faisait littérateur. Il mourut en 1796. La lettre que Frédéric écrivit à sa mère en apprenant que son père n'était plus est le plus bel hommage rendu à sa mémoire. « Quand même, dit-il, je ne songerais pas à tout ce que mon bon père a été pour moi et pour nous tous, je ne pourrais, sans une douloureuse

émotion, penser à la fin de cette vie laborieuse et utile, si pleine de droiture et d'honneur. Non, en vérité, ce n'est pas une petite chose que de rester si fidèle à soi-même pendant une longue et pénible existence, et de quitter le monde, à l'âge de soixante-treize ans, avec un cœur aussi pur et aussi candide. Que ne puis-je, au prix de toutes ses douleurs, finir ma vie aussi innocemment qu'il a fini la sienne! car la vie est une rude épreuve, et les avantages que la Providence m'a accordés sur lui sont autant de dons périlleux pour le cœur et la vraie tranquillité. Notre père est heureux à présent, nous devons tous le suivre. Jamais son image ne s'effacera de notre cœur, et le regret que nous cause sa perte ne peut que nous lier plus intimement l'un à l'autre. »

La mère de Schiller, Élisabeth Kodweis, était une femme d'une nature tendre et pieuse, qui tempérait par la sérénité de son esprit et la douceur de ses manières ce qu'il y avait de trop rude et de trop inflexible dans le caractère de son mari. Jeune, elle manifestait un vif penchant pour la poésie et la musique. La pauvreté de ses parens ne leur permit pas de lui donner une éducation qui répondît à ces dispositions; mais elle recherchait avec avidité tout ce qui pouvait entretenir en elle le sentiment poétique, et ses compagnes la regardaient comme une jeune fille enthousiaste et rêveuse. On a conservé d'elle quelques vers qu'elle adressait à son mari le jour du huitième anniversaire de leur mariage. Traduits dans une autre langue, ces vers ne peuvent être regardés que comme l'expression bien simple d'une pensée assez commune; mais, dans l'original, ils sont remarquables par la facture de la strophe et l'harmonie du rhythme. « Oh ! si j'avais, dit-elle, trouvé dans la vallée des *vergissmeinnitch* et des roses, je t'aurais tressé avec ces fleurs, pour cette année, une couronne plus belle encore que celle du jour de notre mariage.

« Je m'afflige de voir le froid empire du nord. Chaque petite fleur se glace au sein de la terre refroidie; mais ce qui ne se glace pas, c'est mon cœur aimant, qui est à toi, qui partage avec toi les joies et les douleurs. »

Nul doute, dit M. G. Schwab, qui le premier a cité ces vers, que Schiller ne dut le sentiment de la forme poétique à sa mère et aux livres choisis dont elle faisait sa lecture habituelle. — Il lui devait aussi les dispositions pieuses qui, dès ses plus jeunes années, se manifestèrent en lui. Jusqu'à l'âge de quatre ans, il resta avec elle à Marbach; son père était alors retenu à l'armée par la guerre de sept ans, et la pauvre mère soignait avec une touchante tendresse l'enfant qui était venu

au monde avec une constitution délicate, et qui souvent tombait malade. En 1763, Gaspard Schiller rentra dans sa patrie; deux ans après, il alla occuper à Lorch, sur la frontière du Wurtemberg, le poste de capitaine de recrutement. Ce fut là que Frédéric commença ses études. Un digne pasteur, nommé Moser, lui enseigna les élémens du grec et du latin (1). Sa mère, qui, deux années auparavant, lui avait appris à lire et à écrire, continuait en même temps ses douces leçons. Tantôt elle lui racontait une histoire biblique que l'enfant écoutait avec une religieuse émotion; tantôt elle le distrayait par une de ces naïves et charmantes traditions dont le peuple allemand a si bien gardé la mémoire; tantôt enfin elle lui faisait lire les plus beaux passages de ses poètes favoris, les vers solennels de la *Messiade,* dont les trois premiers chants venaient de paraître, les cantiques de Gherard, les fables de Gellert. Quelquefois aussi elle remontait avec lui vers une époque plus reculée, et lui faisait faire, pour ainsi dire, un cours de littérature, en lui apprenant à connaître les poètes d'une autre école, en lui indiquant leurs qualités et leurs défauts. Il n'est pas rare de trouver en Allemagne des femmes d'une condition obscure qui, n'ayant jamais reçu que les plus simples élémens d'instruction, se développent elles-mêmes dans le cours de leur vie paisible et retirée, et parviennent, par la lecture, à se former le goût, à acquérir des connaissances littéraires étendues, d'autant plus douces à observer qu'elles sont presque toujours alliées à une grande modestie, et complètement dégagées de toute prétention et de toute pédanterie. La mère de Schiller était une de ces femmes. Les dieux du foyer domestique lui avaient révélé dans les heures de repos du dimanche, dans les veillées de l'hiver, l'aimable savoir que d'autres vont inutilement chercher dans l'ambitieux travail des écoles.

Tandis que les leçons classiques du prêtre et les enseignemens maternels exerçaient ainsi de bonne heure l'intelligence du jeune Frédéric, l'amour de la nature, cette source adorable de tant de nobles pensées, de tant de salutaires émotions, s'éveillait dans son cœur. Des riantes et fraîches vallées du Necker qui entourent la jolie ville de Marbach, il se trouvait tout à coup transporté dans une contrée d'un aspect sévère et imposant. Le village de Lorch est bâti au bord d'une plaine silencieuse entourée de pins, au pied d'une colline parsemée de grands arbres au feuillage sombre et couronnée par les

(1) C'est sans doute pour rendre hommage à son premier maître que Schiller a donné le nom de Moser au pasteur qui figure dans *les Brigands.*

murs d'un cloître. Derrière cette colline s'élève une chaîne de montagnes qui donnent à ce romantique paysage un caractère grandiose, et dans le cloître sont les tombeaux des Hohenstaufen. L'histoire d'une époque féconde en traditions poétiques, en traditions chevaleresques, l'histoire d'une race héroïque, ardente, glorieuse, non moins célèbre par ses revers que par ses succès, était là à côté d'une nature agreste et primitive. Quel vaste champ pour une jeune imagination qui commençait à prendre l'essor! Frédéric aimait à errer sous le mélancolique ombrage de ces forêts de sapins, à gravir au sommet de la colline, à s'asseoir pensif au pied des murs du cloître. Son ame se dilatait dans ces émotions intimes et charmantes, inconnues de tous ceux qui n'ont jamais habité que l'enceinte des villes, dans ce bonheur de voir et d'admirer tout ce que l'enfant, avec sa naïve spontanéité d'impressions, comprend bien mieux que l'homme avec sa réflexion et son esprit d'analyse, toutes ces grandes et riantes images d'un beau jour qui se lève sur la montagne, d'une vallée qui s'épanouit comme une corbeille de fleurs aux rayons du soleil, et ce jeu d'ombre et de lumière qui tour à tour voile ou éclaire les profondeurs de la forêt, et cette vie mystérieuse des plantes qui s'élèvent jusque sur les flancs décharnés du roc sauvage, et ces milliers d'êtres qui tourbillonnent dans l'air, flottent sur les eaux, se baignent dans une goutte de rosée ou s'égarent sur un brin d'herbe.

Souvent aussi, le père de Frédéric le conduisait dans le camp où il devait se rendre à différentes époques pour assister aux manœuvres, ou dans quelque vieux château des environs dont il lui racontait l'histoire, et chacune de ces excursions était pour l'enfant une source abondante de souvenirs. Les émotions de l'enfance ont des suites infinies. Pareilles à ces ruisseaux limpides de la Suisse qui coulent inaperçus sous des touffes de gazon et des rameaux d'arbres, elles poursuivent discrètement leur cours au dedans de notre ame, elles se cachent sous nos préoccupations nouvelles; mais un mot échappé au hasard, un son fugitif, un point de vue accidentel les dévoile par un charme soudain, les fait revivre à nos yeux, et nous replace sous leur empire. Qui sait si l'histoire dramatique des Hohenstaufen, racontée à Schiller sur le tombeau même de cette famille de chevaliers et d'empereurs, n'imprima pas de bonne heure à son insu une tendance particulière à son esprit, et si les sensations qu'il puisa tout jeune dans son ardent amour pour la nature n'agirent pas plus tard sur sa destinée. « Oh! qu'on est bien ici! s'écriait-il un jour qu'il se

trouvait seul avec un de ses camarades dans la forêt de Lorch. Je renoncerais volontiers à tout ce que je possède, plutôt qu'à la joie que j'éprouve sous ces beaux arbres verts. » Au même instant, comme pour sanctionner son vœu, un pauvre enfant s'avance couvert de haillons et courbé sous le poids d'un lourd fagot. Frédéric court à lui, le regarde avec une tendre pitié, et lui donne tout ce qu'il a dans ses poches, jusqu'à une vieille monnaie d'argent dont son père lui avait fait cadeau le jour anniversaire de sa naissance.

Une autre fois il était sorti par une chaude journée d'été. Vers le soir, des nuages épais s'amoncèlent dans le ciel, l'éclair luit, la tempête éclate, et Frédéric ne paraît pas. Ses parens alarmés courent de côté et d'autre à sa poursuite, et son père le trouve tranquillement assis sur l'un des arbres les plus élevés de la colline. — Que fais-tu donc là, s'écrie-t-il, malheureux enfant? — Je voulais savoir, répond Frédéric, d'ou venait le feu du ciel.

Toutes ces émotions d'une vie passée dans les champs ou au foyer de famille, toutes ces études faites sous la direction de sa mère ou du pasteur Moser, s'alliaient en lui à un vif sentiment de religion et de piété. Déjà, quand on l'interrogeait sur ce qu'il deviendrait un jour, il déclarait qu'il se ferait prêtre, et, dans son ardeur enfantine pour l'état sacerdotal, il lui arrivait souvent de monter sur une chaise, le corps enveloppé d'un tablier en guise de surplis, et de faire sur un texte de la Bible des sermons auxquels il voulait qu'on prêtât une sérieuse attention, et qui, s'il faut en croire les biographes allemands, ne manquaient pas d'une certaine logique.

Cependant la position de ses parens était alors fort pénible et devenait de jour en jour plus intolérable. En sa qualité d'officier de recrutement, son père devait recevoir chaque mois une solde de 19 florins (environ 47 francs)! et, pendant trois années de suite, il ne toucha pas un denier de ce modique traitement. Pour pouvoir subsister, il vendit pièce par pièce son petit patrimoine, il invoqua l'assistance de ses parens et amis; mais enfin, hors d'état de soutenir plus long-temps cette situation, il s'adressa directement au grand-duc, qui, ayant reconnu la validité de ses titres, le fit incorporer dans la garnison de Louisbourg, et lui fit remettre l'arriéré de sa solde. A Louisbourg, Frédéric fut placé sous la direction d'un professeur de latin nommé Jahn, homme dur et froid, qui le premier lui fit sentir les rigueurs d'une vie de discipline et l'amertume du fruit scolastique. De joyeux et confiant qu'il était dans son heureuse retraite de Lorch, l'enfant devint, sous la férule de ce nouveau maître, timide et contraint.

Toutefois il faisait des progrès assez notables; il désirait toujours devenir prêtre, et il subissait régulièrement les examens imposés à ceux qui voulaient quitter le gymnase pour entrer dans les écoles spéciales de théologie. En 1769, à la suite d'un de ces examens, il fut noté ainsi : *Puer bonæ spei, quem nihil impedit quominus inter potentes hujus anni recipiatur.*

Ce fut à Louisbourg que Schiller assista, pour la première fois, à une représentation théâtrale. On jouait un de ces fades opéras mythologiques imités de ceux de Versailles; mais l'éclat des décorations, le costume des acteurs, la musique, produisirent sur l'enfant, qui jamais n'avait rien imaginé de semblable, une profonde impression. Dès ce moment, il abandonna ses jeux habituels pour dresser un théâtre où il faisait, comme Goethe, mouvoir des marionnettes. C'est de Louisbourg aussi que date sa première inspiration poétique. Un jour qu'il avait récité plus couramment encore que de coutume sa leçon de catéchisme, son maître lui donna deux kreuzers (un peu moins de deux sols). Un de ses camarades reçut la même récompense. Fiers de leurs succès, riches de leur petit trésor, tous deux se réunirent comme des hommes dignes de marcher ensemble, associèrent leur fortune et résolurent d'aller gaiement la dépenser dans une ferme. Ils arrivent au hameau voisin, ils montrent leurs quatre kreuzers et demandent du lait; mais le fermier ne jugea point à propos de se déranger pour une telle somme, et les renvoya impitoyablement. Ils continuent leur route, ils entrent dans une autre maison, où on leur sert du lait et des fruits en abondance. En retournant à Louisbourg, les deux enfans s'arrêtèrent sur une colline d'où l'on apercevait les deux fermes où ils avaient passé. Là, dans le sentiment de sa déception et de sa reconnaissance, le jeune Frédéric, étendant la main, prononça en stances cadencées une imprécation sur la demeure où leur prière avait été rejetée, et bénit celle où ils avaient reçu l'hospitalité.

En 1770, Gaspard Schiller fut nommé inspecteur du château de *Solitude* et quitta Louisbourg. L'enfant resta dans la maison de Jahn. Ce fut pour lui un douloureux changement. Jusque-là sa vie s'était écoulée doucement au foyer de famille, et son cœur s'était ouvert avec amour aux enseignemens de sa mère. Il se trouva dès-lors assujéti à la volonté d'un maître rude et impérieux, qui accompagnait ses leçons d'invectives et lui apprenait le catéchisme à coups de fouet. Sa seule consolation était d'aller de temps à autre voir ses parens dans leur nouvelle demeure. Il continuait à se préparer à l'étude de

la théologie et espérait bientôt entrer dans une école spéciale. La volonté du grand-duc en disposa autrement. Il venait de fonder une sorte d'académie militaire. Pour la peupler de sujets distingués, il fit prendre des renseignemens sur les élèves des gymnases; Jahn lui indiqua le jeune Frédéric, et le duc voulut l'avoir. Cette disposition du prince surprit douloureusement le digne Gaspard et sa femme, qui avaient destiné leur enfant à l'état ecclésiastique et qui se réjouissaient de le voir bientôt suivre cette carrière. Mais le souverain avait parlé, il fallait obéir; Frédéric entra à l'académie de Charles (*karls akademie*).

Pour faire mieux comprendre la nouvelle position de Schiller, et les évènemens qui en furent la suite, il est nécessaire d'expliquer la nature et l'organisation de cette école. Ce n'était d'abord qu'un établissement d'éducation bien restreint, destiné à recevoir quinze pauvres enfans de soldats qui apprenaient la musique et la danse pour être ensuite employés dans la chapelle ou dans les ballets de la cour. Le duc Charles transporta cet établissement à Stuttgardt, et en fit une vaste institution où l'enseignement devait s'étendre, si l'on excepte la théologie, à toutes les branches des connaissances humaines. On lui donna alors le titre d'académie, et elle fut ouverte aux étrangers. L'esprit aristocratique et militaire qui avait présidé à la fondation de cette école éclatait dans tout l'ensemble de son organisation et dans le moindre de ses règlemens. Les jeunes gens admis dans cet établissement étaient divisés en deux classes : les fils de nobles ou d'officiers et les fils de bourgeois ou de soldats. Les premiers portaient le titre de *cavaliers*, les autres celui d'*élèves*. La première classe était en grande partie destinée à l'état militaire, la seconde aux beaux-arts et aux arts mécaniques. Toute cette école était conduite comme un régiment : les maîtres d'études étaient sergens, les professeurs officiers, et le gouverneur était colonel. Tous les exercices se faisaient au son de la trompette et du tambour; les élèves, rangés sur deux lignes, marchaient par file à droite ou par file à gauche, et se rendaient ainsi à la salle d'étude, à la récréation, au dortoir. Les règlemens étaient sévères, et les punitions rudes : pour la moindre infraction à la discipline, on infligeait les coups de plat d'épée, la schlague, et il n'était pas rare d'entendre prononcer l'arrêt du châtiment avec cette terrible formule : Que l'élève soit battu jusqu'à ce que le sang vienne (1)!

(1) G. Schwab, *Schillers Leben*, pag. 30.

Les mêmes ordonnances qui prescrivaient jusque dans les plus petits détails les mesures de subordination réglaient aussi le costume des élèves. Ceux de la seconde classe n'étaient pas astreints à de grands frais de toilette; mais ceux de la première portaient un habit bleu clair, avec le collet, les revers et les paremens de pluche noire, des culottes blanches, un petit chapeau à trois cornes, deux papillotes de chaque côté et une fausse queue d'une longueur déterminée par les règlemens. Il y avait en outre un autre costume pour les jours de fête, et, dans les grandes parades, les élèves de la seconde classe devaient tous être en uniforme comme les cavaliers. Le prince attachait la plus grande importance à ce ridicule costume. On rapporte qu'un jour, en parlant d'un élève dans l'incroyable dialecte mêlé de français et d'allemand qui régnait alors dans les cours d'Allemagne, il lui rendit ce singulier témoignage de satisfaction : « Je déclare que M.... est le meilleur élève de l'établissement pour la *conduite* comme pour la *vergette.* »

En sa qualité de fils d'officier, Schiller fut admis dans la première classe. Il avait le corps maigre et élancé, le cou et les bras longs, les jambes arquées, le visage pâle, parsemé, comme celui de sa mère, de taches de rousseur, le nez fin et alongé, les lèvres minces, le contour des yeux un peu enflammé, et les cheveux tirant sur le roux. Plus tard, quand sa physionomie eut pris un caractère déterminé, on admirait l'expression touchante de son regard, la noblesse de son front, le mouvement énergique de ses lèvres; mais alors il n'était rien moins que beau et élégant. Qu'on se représente l'étrange aspect qu'il devait avoir avec ses cheveux roux et ses jambes effilées, portant un petit chapeau, une queue et des papillotes. Ce n'était là toutefois qu'un des moindres désagrémens de sa nouvelle situation. Ce qu'il y eut de douloureux, de cruel pour lui, enfant de la nature, élève chéri d'une mère intelligente et pleine de bonté, ce fut de se voir placé sous le joug de cette discipline militaire, soumis à la baguette d'un sergent, condamné, sous peine d'une rude punition, à ne pas s'écarter d'une ligne des leçons qui lui étaient prescrites, obligé d'avoir recours à la ruse, à la dissimulation, pour écrire une lettre à un ami, ou lire un autre livre que ses livres d'étude. Toute sa nature de jeune homme libre, poétique, enthousiaste, se révolta contre ce régime rigoureux et pédantesque. Son imagination, grossissant encore tout ce qui choquait ou fatiguait sa pensée, donna le nom d'esclavage à ce que d'autres n'auraient peut-être appelé qu'une rigide contrainte, et dès ce moment il amassa dans son cœur cette haine

profonde de la servitude qu'il a si souvent et si énergiquement exprimée dans ses drames. Six mois après son entrée à l'école, il écrivait au fils du pasteur Moser, qui était devenu son ami, et lui racontait d'un ton douloureux à quelles lois il était assujéti. Quelques mois plus tard, il lui dit : « Tu crois que je suis enchaîné à cette sotte routine que nos inspecteurs regardent comme une honorable méthode? Non; aussi long-temps que mon esprit pourra prendre l'essor, nuls liens ne le feront fléchir. Pour l'homme libre, l'image seule de l'esclavage est un odieux aspect; et il devrait regarder patiemment les chaînes qu'on lui forge!... O Charles, le monde que nous portons dans notre cœur est tout autre que le monde réel! Nous connaissions l'idéal et non pas le positif. Souvent je me révolte quand je me vois menacé d'une punition pour un fait dont tout mon être atteste l'innocence. »

Tout en souffrant amèrement du genre de vie qu'il menait à l'école, Schiller étudiait avec zèle, et faisait de rapides progrès dans l'étude du français, de la géographie, de l'histoire et surtout de la philosophie; il n'en était pas de même de la jurisprudence qui devait être sa partie spéciale. Il était, sous ce rapport, en arrière de tous ses camarades, et ses professeurs en droit n'avaient de lui qu'une très médiocre opinion; mais le duc, plus clairvoyant, l'avait deviné : Laissez-le aller, disait-il, on en fera quelque chose.

Frédéric suivait depuis environ un an les cours de jurisprudence, lorsque le duc, qui examinait sans cesse et attentivement l'état de son académie, reconnut que le nombre des élèves en droit était hors de proportion avec celui des autres facultés. Il essaya de le diminuer, et, par suite de cette nouvelle disposition, engagea les parens de Schiller à faire étudier la médecine à leur fils. Ils reçurent à regret cette invitation, car la jurisprudence leur offrait une perspective plus brillante que la médecine, mais ils étaient dans la dépendance absolue du prince, et ils obéirent; Frédéric partageait leurs regrets et leurs préventions. Cependant il ne tarda pas à apporter dans ses nouveaux devoirs un zèle et une application qu'il n'avait jamais manifestés dans l'étude du droit. Il commençait à pressentir sa destinée de poète dramatique, et il lui semblait que la physique, la physiologie, l'anatomie, ne lui seraient pas inutiles dans la conception de ses tragédies. Plus tard, il disait aussi que le poète devait avoir, en dehors de ses travaux favoris, une science spéciale, une carrière à suivre, n'importe laquelle. « Je crains depuis long-temps, écrivait-il à un de ses amis, et non pas sans raison, que mon feu poétique ne s'éteigne,

si la poésie doit être mon unique moyen de subsistance, tandis qu'elle aura pour moi sans cesse de nouveaux attraits, si elle ne devient pas une obligation, si je ne lui consacre que des heures choisies. Alors toute ma force et mon enthousiasme seront appliqués à la poésie, et j'espère que ma passion pour l'art se prolongera pendant tout le cours de ma vie. »

Animé par cet espoir, séduit par la pensée qu'une contrainte passagère lui serait par la suite d'un grand secours, il résolut de consacrer exclusivement toutes ses heures de travail, toutes ses pensées à la médecine, jusqu'à ce qu'il eût acquis dans cette science une assez grande habileté pour pouvoir la mettre en pratique. Aussi, ne tarda-t-il pas à se distinguer entre tous ses condisciples, et il écrivit à deux années de distance deux thèses, l'une sur la physiologie, l'autre sur les rapports de la nature animale avec la nature morale de l'homme, qui, toutes deux, lui firent beaucoup d'honneur.

Mais, en se promettant de se dévouer sans réserve à la médecine, le jeune étudiant s'exagérait à lui-même sa propre force. Enfant, il avait été conduit par sa mère dans le monde poétique, il avait respiré l'air de ces régions enchantées, il avait vu s'ouvrir devant lui ces horizons dorés de la pensée humaine. Toutes ces images vivaient encore dans son esprit, et, à chaque instant, la lecture d'un livre, l'entretien d'un ami les faisaient reparaître à ses yeux plus éclatantes et plus belles. Quelle que fût la rigidité du cordon militaire établi autour de l'académie, les élèves n'étaient pourtant pas tellement retranchés de la vie sociale, qu'ils n'entendissent parler d'un livre nouveau, d'un succès littéraire. En dépit des officiers et des sergens, ces livres étaient introduits dans l'enceinte classique, on les lisait à la dérobée, on les cachait aux regards des surveillans sous quelque estimable traité de droit ou de médecine, et ils passaient de main en main. C'était le temps où la littérature allemande brisait ses vieilles chaînes et sortait de sa route craintive et routinière pour s'élancer dans l'immense espace qu'elle devait parcourir avec éclat. Du fond de leur école, où ils étaient renfermés comme dans un cloître, les jeunes disciples de la science pressentaient une nouvelle ère et en recherchaient avidement tous les indices. Schiller, qui connaissait déjà les poètes d'un autre temps, lut avec d'autant plus de fruit les productions récentes, car alors il s'établissait dans son esprit une comparaison entre l'époque ancienne et l'époque naissante, et, en voyant d'où l'on était parti, il comprenait mieux où l'on pouvait aller. *Goetz de Berlichingen* et *Werther,* qui venaient de paraître, produisirent sur

lui une vive impression ; les œuvres de critique et les drames de Lessing furent une de ses études favorites. Un jour, il entendit réciter à un de ses professeurs un passage de Shakspeare, et ce passage l'ébranla jusqu'au fond de l'ame. Dès-lors, il n'eut point de repos qu'il ne se fût procuré les œuvres complètes du poète anglais; un de ses amis lui donna la traduction de Wieland; il la lut avec avidité, et la relut encore, et y revint sans cesse. Ses amis disent qu'elle agit puissamment sur lui, et décida de sa vocation. Le jugement qu'il portait plus tard sur ce grand poète est curieux à noter. « Lorsque, tout jeune encore, j'appris, dit-il, à connaître Shakspeare, je fus révolté de la froideur, de l'insensibilité qui lui permettent de plaisanter au milieu du plus grand enthousiasme. Habitué par l'étude des nouveaux poètes à chercher de prime-abord le poète dans ses œuvres, à rencontrer son cœur, à réfléchir conjointement avec lui sur le sujet qu'il traite, c'était pour moi une chose insupportable de ne pouvoir ici le saisir nulle part : il était déjà depuis plusieurs années l'objet de mon admiration, de mes études, et je n'aimais pas encore son individualité. Dans ce temps-là, je n'étais pas encore capable de comprendre la nature de première main. »

Outre ces œuvres de poète, Schiller lisait aussi assidument qu'il le pouvait des livres d'histoire, entre autres Plutarque, des livres de philosophie, et il étudiait sa langue dans la traduction de la Bible de Luther, cet admirable monument de la langue allemande.

Ainsi, toujours séduit par l'attrait des idées poétiques et détourné à chaque instant des études spéciales qui lui étaient prescrites, Schiller finit par vouloir aussi prendre part à cette vie littéraire qui lui apparaissait de loin, à travers les barrières de l'école, comme une vaste et riante contrée à travers les fenêtres d'une prison. Il s'associa avec quelques-uns de ses camarades qui avaient les mêmes penchans que lui, et ils formèrent une sorte de concile académique où l'on discutait gravement sur les questions d'art et de poésie et sur les titres réels des écrivains les plus illustres. Dans leur jeune et naïve ambition, les membres de ce petit congrès n'aspiraient à rien moins qu'à sortir de l'école avec des œuvres qui étonneraient le monde. L'un d'eux devait écrire un roman à la *Werther*, un autre un drame larmoyant, un troisième une tragédie chevaleresque dans le genre de *Goetz de Berlichingen*. Quant à Schiller, il cherchait un sujet de pièce dramatique, et il disait parfois en riant qu'il donnerait bien son dernier habit et sa dernière chemise pour le trouver. Il crut le découvrir dans le récit du suicide d'un étudiant, et écrivit un drame intitulé

l'Étudiant de Nassau, dont il n'est rien resté. Plus tard il en fit un autre, dont Cosme de Médicis était le principal personnage, et qui a été détruit comme le premier. Ses amis disent qu'il y avait là plusieurs scènes vraiment dramatiques et des passages très remarquables.

Tout en composant ainsi des plans de tragédie, Schiller s'essayait dans un autre genre. La plus ancienne composition qui nous ait été conservée de lui est une ode intitulée *le Soir*. C'est une œuvre de souvenir plutôt que d'inspiration première, une sorte de rapsodie écrite sous l'impression des lectures favorites du poète. Le rédacteur du *Magasin Souabe* la jugea pourtant digne d'être publiée, et y ajouta une note ainsi conçue : « L'auteur de ces vers est un jeune homme de seize ans. Il nous semble qu'il a déjà lu de bons auteurs, et qu'il pourra avoir avec le temps *os magna sonaturum.* »

En 1777, une seconde pièce de Schiller fut publiée dans le même recueil, et suivie de cette observation du rédacteur : « Ces vers sont d'un jeune homme qui lit tout en vue de Klopstock, et ne voit et ne sent que par lui. Nous ne voulons pas étouffer son ardeur, mais la modérer. Il y a dans cette pièce des non-sens, de l'obscurité et des images outrées. Si l'auteur parvient à se corriger de ces défauts, il pourra avoir une place assez distinguée et faire honneur à sa patrie. »

Il est de fait qu'il y avait dans cette nouvelle composition moins d'originalité encore que dans la première. C'était, pour le fond comme pour la forme, une imitation servile de Klopstock. « Dans ce temps-là, dit plus tard Schiller, j'étais encore un esclave de Klopstock. » Du reste, la manière même dont il travaillait à cette époque n'annonçait guère avec quelle facilité il écrirait un jour. « Qu'on ne s'imagine pas, dit un de ses amis, que ses premières poésies fussent le fruit d'une imagination toujours riche et toujours abondante, ou l'inspiration d'une muse amie. Non pas vraiment. Ce ne fut qu'après avoir long-temps recueilli et classé ses impressions, après avoir amassé des remarques, des idées, des images, après maint essai avorté et anéanti, qu'il parvint, à peu près vers l'année 1777, à s'élever assez haut pour que des juges clairvoyans pressentissent en lui le poète futur, plutôt cependant d'après des observations assez minimes que d'après des œuvres importantes. »

Cependant toutes ces études en dehors des devoirs classiques, la surveillance rigoureuse exercée par les maîtres, la punition qui suivait de près la menace, ne faisaient que rendre plus odieux à Schiller le séjour de l'école. Une fois il avait projeté sérieusement de s'enfuir; mais la crainte que le mécontentement du duc ne rejaillît sur

ses parens le retint, et il resta. Il resta pour être sans cesse en lutte avec lui-même, pour subir ce rude combat des désirs de l'ame aux prises avec la nécessité matérielle. S'il voulait lire un autre livre que ceux qui étaient prescrits par les règlemens, il fallait qu'il se réfugiât dans le coin le plus obscur de sa chambre à coucher, qu'il se cachât dans le jardin, derrière un arbre. Pour pouvoir écrire ses vers, il en était de même; pour les communiquer à ses camarades, il en était de même aussi. Quelquefois il feignait d'être malade. Alors il lui était permis d'avoir le soir une lampe près de son lit, et je laisse à penser quelle joie c'était pour le pauvre étudiant altéré de science et de poésie de pouvoir lire à son aise, et sans crainte d'être arrêté aux plus beaux passages, ses livres favoris. Mais tous ces innocens artifices d'une jeune ame contrainte et arrêtée dans ses penchans échouaient encore devant l'incessante surveillance d'un maître d'études. Un jour un des camarades de Schiller le trouva assis tout seul dans sa chambre et pleurant; on venait de lui enlever son Shakspeare et tous ses autres livres de littérature.

Ce fut dans les sentimens de révolte, de colère, de résignation forcée, où le jetaient sans cesse les habitudes de l'école, qu'il écrivit ses *Brigands*. Le fait principal était emprunté au *Magasin Souabe*, qui racontait l'histoire d'un vieillard délivré par le fils qu'il avait repoussé loin de lui. Chaque scène de ce drame terrible était le résultat d'une imagination ardente péniblement réprimée, d'un sentiment de haine profond pour toute espèce de contrainte, de servitude, d'une foule d'idées étranges, exagérées, sur l'état d'une société où il n'avait jamais vécu, et d'un génie puissant qui devinait une partie des choses qu'il n'avait jamais éprouvées, et donnait à celles qu'il rêvait la vie, le mouvement, la réalité. Cinq à six ans après, l'auteur, examinant avec plus de calme cette première œuvre de jeunesse, expliquait parfaitement les dispositions d'esprit dans lesquelles il la composa. Nous ne pouvons mieux faire que de citer ses propres paroles. « J'écris, dit-il, comme un citoyen du monde, qui n'est au service d'aucun prince. J'ai de bonne heure perdu ma patrie pour l'échanger contre le vaste monde que je ne connaissais que par les verres d'un télescope. Une erreur de la nature m'a condamné à être poète dans le lieu même de ma naissance. Le penchant pour la poésie blessait les lois de l'établissement où j'étais élevé, et contrariait les plans de son fondateur. Pendant huit années, mon enthousiasme a été en lutte avec les règlemens militaires; la passion pour la poésie est ardente et forte, comme le premier amour : ce qui devait l'étouffer

ne fit que lui donner plus d'ardeur. Pour échapper à la situation qui me torturait, mon cœur s'élança vers un monde idéal. Mais je ne connaissais pas le monde réel, dont j'étais séparé par des barrières de fer; je ne connaissais pas les hommes, car les quatre cents créatures qui m'entouraient n'étaient qu'une même créature, une fidèle copie d'un seul et même modèle, dont la nature plastique se dégageait solennellement. Je ne connaissais pas le libre penchant d'un être qui s'abandonne à lui-même, car un seul penchant a mûri en moi, et celui-là je ne veux pas le nommer à présent. Chaque autre force de volonté s'assoupissait, tandis que celle-là se développait convulsivement. Chaque particularité, chaque image entraînante de la nature si riche et si variée, se perdaient dans le mouvement uniforme de l'organisation à laquelle j'étais soumis. Je ne connaissais pas le beau sexe, car on entre dans l'établissement où j'étais enfermé, avant que les femmes soient intéressantes, et l'on en sort quand elles cessent de l'être. Dans cette ignorance des hommes et de la destinée des hommes, la ligne de démarcation entre l'ange et le démon devait nécessairement échapper à mon pinceau. Il devait produire un monstre, qui par bonheur n'a jamais existé dans le monde, et que je voudrais seulement perpétuer comme l'exemple d'une création enfantée par l'alliance monstrueuse de la subordination et du génie. Je veux parler des *Brigands*. Cette pièce a paru. Le monde moral tout entier accuse l'auteur d'avoir offensé sa majesté. Le climat sous lequel cette œuvre a reçu le jour est sa seule justification. De toutes les innombrables récriminations soulevées par *les Brigands*, une seule me touche : c'est que j'aie osé peindre les hommes deux années avant d'en avoir rencontré aucun (1). »

Cette pièce fut écrite à la dérobée comme les autres essais de Schiller, et lue par fragmens à ses amis, qui l'accueillirent avec enthousiasme. Elle était terminée quand l'auteur quitta l'école pour entrer dans le régiment Ange, en qualité de chirurgien. Il avait alors vingt-un ans.

Sa nouvelle position n'était rien moins que brillante. Ses appointemens ne s'élevaient pas à plus de 18 florins (45 francs) par mois. Il était astreint à une régularité de service très rigide; il fallait en outre qu'il assistât aux revues, aux parades, et il faisait une assez triste figure avec son uniforme prussien, ses cheveux roulés de chaque côté et sa longue queue. Mais pour la première fois il entrait dans ce

(1) *Rheinische Thalia* (1784).

monde qu'il avait si souvent appelé de tous ses vœux; il était libre, et le premier usage qu'il fit de sa liberté effraya ceux qui l'aimaient. Affranchi tout à coup de la rude contrainte qu'il avait subie pendant tant d'années, il se laissa prendre aux premières séductions de la vie. Il passa avec l'emportement de sa nature fougueuse d'un extrême à l'autre, de la servitude à la licence. Par malheur pour lui, il demeurait avec un jeune lieutenant dont le cœur était depuis long-temps vicié par une conduite fort irrégulière. Cet homme n'eut pas de peine à s'emparer de l'esprit inexpérimenté de Schiller, et il exerça sur lui une fatale influence. Dans la même maison demeurait la veuve d'un officier qui n'était plus ni jeune ni jolie, et dont la réputation était en outre fort équivoque. Mais c'était la première femme que le poète rencontrait sur sa route, une réalité à la suite d'un long rêve, une image vivante après tant d'images vagues et indécises qui avaient passé comme des ombres fugitives dans sa pensée. Schiller se prosterna à ses pieds dans toute la ferveur d'un premier amour, l'adora et la chanta. Ce fut elle à qui il donna le nom de Laure; c'était à elle qu'il adressait ces odes rêveuses et idéales où les grandes images de la destinée humaine et de la nature se mêlent à l'expression enthousiaste de l'amour. Si cette femme comprit et apprécia une telle exaltation, c'est ce que nous ne saurions dire. A en croire le témoignage des amis de Schiller, ce premier amour était purement platonique et fut toujours contenu dans les bornes du respect.

L'entraînement funeste, les folles dissipations du jeune chirurgien furent heureusement de courte durée. Près de cette belle et dangereuse ville de Stuttgardt qui, comme une courtisane, attirait dans ses perfides séductions l'ame candide et crédule de Schiller, s'élevait la douce retraite de *Solitude*. Près des écueils où il avait lancé témérairement sa barque fragile était le foyer de famille avec la tendre remontrance et le doux enseignement de l'amour maternel. Ce fut là ce qui le sauva. Il s'était jeté avec impétuosité au-devant de toutes les émotions dont il était altéré. Quelques jours de calme passés au milieu des siens, l'aspect d'une vie simple et pleine de joies sans trouble, de désirs sans remords, amortirent son ardeur et lui firent voir le péril auquel il s'était livré. Il s'éloigna des relations blâmables qu'il avait formées, et rentra dans la ligne de ses devoirs.

Cependant ces quelques mois passés dans le tourbillon du monde avaient dérangé l'état de ses finances, et il faut avouer qu'un budget de 45 francs par mois n'est pas difficile à mettre en désordre. Schiller tenait en réserve son drame; c'était la pierre de touche qu'il voulait

employer pour essayer la véritable valeur de son génie. C'était là-dessus aussi qu'il comptait pour réparer les brèches faites à son modique revenu. « Si le poète souabe Standlin, écrivait-il à un de ses amis, reçoit pour ses vers un ducat par feuille, ne puis-je pas en espérer autant pour une tragédie? Au-dessus de cent florins, le reste est à toi. »

Cent florins pour cette grande œuvre du jeune poète! En vérité, la demande était modeste. Ses amis qui, depuis le temps qu'ils avaient passé avec lui à l'école, étaient habitués à le regarder avec une haute considération, et qui étaient bien plus que lui charmés de son drame, l'engagèrent vivement à le mettre au jour, et voulurent coopérer à la publication. L'un d'eux en fit une analyse détaillée; un autre dessina comme symbole de ce drame de colère un lion en fureur avec cette devise : *In tyrannos*. Mais, quand Schiller en vint à chercher un éditeur, il éprouva toutes les angoisses et toutes les agitations d'un pauvre auteur dont le nom ignoré n'offre encore aucune garantie aux spéculateurs. Au lieu de recevoir cent florins de sa pièce, il fut obligé de la faire lui-même imprimer à ses frais. Un de ses amis lui servit de caution pour cent cinquante florins, et *les Brigands* parurent imprimés en vieux caractères sur un mauvais papier gris. Schiller en envoya quelques exemplaires au libraire Schwann, de Mannheim, en le priant de vouloir bien chercher à répandre l'ouvrage. Et quelle ne fut pas la joie du poète lorsqu'un jour il reçut une lettre de Schwann qui lui annonçait qu'il avait montré ce drame au baron Dalberg, directeur du théâtre de Mannheim, et que Dalberg désirait le faire représenter, si l'auteur voulait en modifier certains passages! C'était là un résultat que Schiller n'avait pas osé espérer, un résultat d'autant plus heureux, que le théâtre de Mannheim, habilement dirigé et possédant des acteurs tels que Bock et Iffland, passait alors pour un des premiers théâtres de l'Allemagne.

Schiller entra immédiatement en correspondance avec Dalberg, qui lui indiqua plusieurs scènes à changer, et diverses nuances de caractère à adoucir. Après maint essai et mainte correction, la pièce fut agréée, et l'on convint de part et d'autre de la faire jouer prochainement.

En même temps que Schiller travaillait ainsi à réformer son drame, il préparait l'*Anthologie poétique*, qui fut publiée en 1782. C'était un recueil de différentes poésies lyriques, composées pour la plupart par des jeunes gens : celles de Schiller étaient signées de diverses initiales; elles sont aujourd'hui extrêmement rares, et nous ne les

avons jamais lues; mais les critiques allemands s'accordent à les représenter comme des compositions de fort peu de valeur, et l'auteur lui-même les a condamnées, en les retranchant de ses œuvres complètes.

Le 13 janvier de la même année, on lisait au coin des rues de Mannheim une affiche portant en gros caractères : *Les Brigands, drame en cinq actes, arrangé pour la scène par M. Schiller.* Dalberg avait fait joindre à cette annonce une longue explication, dans le genre de celle que les acteurs des mystères prononçaient jadis sur la scène pour faire comprendre au public la marche des évènemens et la moralité de la pièce. La représentation de ce drame, annoncée depuis long-temps, avait attiré à Mannheim un nombreux concours de spectateurs. De Heidelberg, de Francfort, de Mayence, de toutes les villes voisines, les curieux arrivèrent à pied, à cheval, en voiture. Dès le matin, les avenues du théâtre étaient occupées par la foule. La représentation devait commencer à cinq heures et finir à dix.

Schiller avait demandé la permission de venir à Mannheim, mais elle lui fut refusée, et on lui dit même assez sèchement qu'il eût à s'occuper davantage de ses devoirs de médecin, s'il ne voulait attirer sur lui des mesures de rigueur. Cette menace ne pouvait l'effrayer dans une circonstance aussi importante : il partit en secret, assista à la représentation de son drame, qui fut fort bien joué, entendit les applaudissemens de la foule et s'en revint enivré de son succès.

L'impression produite par sa pièce se propageait de ville en ville; de toutes parts, son nom était répété par la foule, son œuvre était le sujet de tous les entretiens. Bientôt l'Allemagne fut inondée d'une quantité de drames dont les héros étaient d'aimables voleurs de grands chemins, et l'on découvrit à Leipzig une association de jeunes gens qui avaient formé le projet de se retirer dans les forêts de la Bohême, pour y exercer le noble métier de brigands. En même temps Schiller vit arriver chez lui cette nuée d'oisifs et de curieux qui courent de ville en ville à la recherche d'une distraction, et pensent ennoblir leur désœuvrement en contemplant une célébrité. Chaque jour, il recevait une nouvelle visite : tantôt c'était un élégant touriste qui voulait retracer dans les salons la figure, les manières, le costume du jeune poète; tantôt c'était une femme sentimentale qui criait à l'injustice, à la cruauté du sort, en voyant la pauvre chambre et le misérable mobilier de celui qui savait si bien faire couler de douces larmes.

Si ces hommages stériles flattaient la vanité de Schiller, il devait

bientôt les expier. Déjà *les Brigands* lui avaient imposé le fardeau d'une dette qu'il ne savait comment acquitter. L'édition entière était vendue, mais les bénéfices étaient pour le libraire. La publication de l'*Anthologie* venait d'accroître encore cette dette, et ce qu'il y avait de plus triste, c'est que le grand-duc, de qui Schiller dépendait entièrement ainsi que sa famille, n'avait été frappé, dans toute la rumeur produite par l'apparition des *Brigands*, que du reproche d'immoralité adressé à cette pièce. Des hommes malveillans lui firent entendre aussi qu'elle renfermait plusieurs allusions offensantes à l'état de sa cour. Schiller l'avait déjà mécontenté par une ode écrite sur la mort d'un officier. Deux lignes fort innocentes des *Brigands* firent éclater son humeur. Au second acte, Spiegelberg, en racontant ses prouesses, dit à un de ses camarades : « Va dans le pays des Grisons, c'est l'Athènes actuelle des filous. » Un Grison écrivit à ce sujet un violent article dans le *Correspondant de Hambourg*. Un nommé Walter, ennemi particulier de Schiller, qui espérait obtenir le droit de bourgeoisie parmi les Grisons, se mêla de l'affaire, et la présenta au grand-duc sous les couleurs les plus fausses. Le duc, irrité, ordonna à Schiller, sous peine de prison, de ne plus faire imprimer aucun ouvrage, à moins que ce ne fût un ouvrage de médecine, de n'entretenir aucune relation au dehors, et de s'astreindre au strict accomplissement de ses devoirs.

Cet ordre frappa le pauvre écrivain comme un coup de foudre. Animé par le succès de ses *Brigands*, il rêvait alors de nouvelles œuvres; il avait entrepris, avec deux de ses amis, la publication d'un recueil littéraire, il écrivait des élégies et des dissertations critiques; il commençait déjà à parler à Dalberg du drame qu'il lui présenterait bientôt : *la Conjuration de Fiesque;* et tout à coup le voilà soumis à une censure sans restriction et sans examen, condamné à étouffer en lui sa pensée, à renoncer à tout ce qui faisait sa gloire, sa joie, son espérance, pour s'enfermer servilement dans le cercle étroit d'une occupation monotone!

Peu de temps après, il aggrave encore sa situation, en faisant de nouveau à la dérobée le voyage de Mannheim. Cette fois le duc le sut et le mit aux arrêts, en lui adressant de vives réprimandes. Schiller se tourna avec anxiété du côté du baron Dalberg. Il espérait que cet homme qui, par sa naissance, par sa position, avait de l'influence, pourrait intercéder pour lui auprès du prince, et adoucir l'arrêt qui lui défendait d'écrire. Il adressa dans ce sens une longue et touchante lettre au baron, et reçut une réponse polie, mais qui ne promettait

rien. Schiller écrivit une seconde fois d'une manière plus pressante. Il témoignait le désir d'aller à Mannheim; il annonçait aussi qu'il pensait à choisir don Carlos pour sujet d'un nouveau drame. Le noble directeur de théâtre ne daigna pas, à ce qu'il paraît, répondre à cette lettre, et Schiller, privé de tout appui, désespérant de faire revenir le prince sur sa décision, tremblant d'être enfermé, comme le poète Schubart (1), à la forteresse de Hohenasperg, s'il avait encore l'audace d'écrire, incapable pourtant de renoncer à la seule carrière qu'il ambitionnait, résolut, pour mettre un terme à toutes ses craintes et à toutes ses souffrances morales, d'aller lui-même solliciter l'intervention de Dalberg, et préparer, par des négociations, son retour à Stuttgardt. Dans le cas où sa demande à cet égard ne serait pas accueillies, il espérait pouvoir se fixer à Mannheim, et y suivre librement ses penchans littéraires.

Il communiqua ce projet à un de ses amis, nommé Streicher, qui voulait aller étudier la musique à Hambourg, et qui résolut de partir avec lui. Streicher était libre, mais Schiller ne pouvait quitter Stuttgardt sans s'exposer à être arrêté comme déserteur. Une circonstance favorisa ses projets de fuite. Le grand-duc de Russie allait venir visiter le Wurtemberg. On préparait des fêtes pompeuses pour le recevoir, et Schiller choisit ce moment pour s'échapper. Il n'avait pas voulu mettre son père dans le secret, afin de lui laisser plus de liberté dans ses réponses, si le duc le faisait interroger; mais il alla dire adieu à sa mère, qui pleura et n'osa pourtant le retenir. Puis, le jour du départ étant venu, Streicher se charge lui-même des préparatifs, rassemble les livres et les effets de Schiller; car, pendant ce temps, le poète, enthousiasmé par une ode qu'il venait de lire, ne songeait plus ni à son voyage ni à ses projets, et se promenait de long en large dans la chambre, abandonné aux rêves de son imagination. A dix heures du soir, une voiture s'arrête à la porte de Streicher. Les deux amis y montent. Ils passent par les rues les plus obscures, ils arrivent avec anxiété à la porte de la ville. Le factionnaire les arrête et appelle le sous-officier de garde. — Qui est là? demande

(1) Schubart, auteur de la ballade du *Juif errant* et de plusieurs poésies lyriques assez estimées. Il fut enfermé pendant dix ans par l'ordre du duc de Wurtemberg, sous le prétexte le plus frivole. Il rédigeait à Augsbourg la *Chronique allemande*, et c'est de lui que le bourgmestre de cette ville disait un jour, au milieu du sénat : « Il y a par là un vagabond qui demande pour sa feuille impie plein son chapeau de liberté anglaise; il n'en aura pas plein une coquille de noix. »

celui-ci. — Le docteur Ritter et le docteur Wolff allant à Esslingen. — Laissez passer. — La voiture franchit la barrière, et les amis respirent.

Au même instant une lumière éclatante apparaît du côté de Louisbourg; c'était celle des édifices illuminés, celle de la forêt, où le grand-duc faisait une chasse aux flambeaux. Une lueur de pourpre se répand à l'horizon, un jour nouveau éclaire la contrée; à un mille de distance, Schiller aperçoit dans cette soudaine clarté le château de *Solitude*. — Ma pauvre mère! murmura-t-il doucement. — Puis il continua sa route en silence.

Le lendemain, les deux voyageurs arrivaient à Mannheim. Dalberg était parti pour Stuttgardt; mais Meier, le régisseur du théâtre, les reçut avec empressement. Le premier soin de Schiller fut d'écrire à son souverain une lettre soumise et respectueuse, dans laquelle il expliquait la raison qui l'avait porté à fuir Stuttgardt, et demandait du ton le plus humble la permission de suivre sa vocation littéraire, promettant de retourner alors dans son pays et de ne donner lieu à aucune nouvelle plainte contre lui. Il envoya sa lettre à son colonel, et il lui fut répondu, en quelques mots fort secs, que, s'il voulait retourner à Stuttgardt, on ne le punirait pas de sa désertion. Ce n'était point là ce que le poète avait osé espérer, ce qu'il désirait. Il vit que toute transaction était impossible, et il resta.

Il apportait avec lui le manuscrit de *Fiesque*, auquel il avait travaillé depuis quelque temps toutes les nuits. Les comédiens se réunirent chez Meier pour en entendre la lecture. A la fin du premier acte, personne ne dit mot; au second, les auditeurs bâillent, et quelques-uns d'entre eux s'esquivent; à la fin de la pièce, d'autres s'éloignent encore sans murmurer le moindre éloge, et ceux qui restent se mettent à parler des nouvelles du jour. Schiller s'en alla chez lui désespéré. Alors Meier tire son compagnon de voyage à l'écart, et lui dit : « Est-ce vraiment Schiller qui a écrit *les Brigands?* — Mais sans doute. Pourquoi cette question? — C'est que je ne puis croire que l'auteur d'une pièce qui a eu un si grand succès, puisse être l'auteur du misérable drame qui vient de nous être lu. »

Le soir pourtant, Meier, se ravisant, voulut lui-même voir cette nouvelle pièce, et à peine l'avait-il lue, qu'il courut trouver Streicher. « Je me suis trompé, s'écria-t-il; *Fiesque* est un excellent drame et bien mieux écrit que *les Brigands;* mais Schiller nous le rendait insupportable en le lisant avec son ton déclamatoire et son accent souabe. »

Il fut convenu alors que la pièce serait représentée dès qu'elle

aurait été soumise au jugement de Dalberg, et que l'auteur y aurait fait quelques corrections. Sur ces entrefaites arrive M[me] Meier, qui avait assisté aux fêtes de Stuttgardt, qui raconte que la fuite de Schiller a fait beaucoup de bruit, et qui l'engage à se cacher. Les deux amis prennent la résolution de s'éloigner de Mannheim, où il était trop facile de les atteindre, et de se retirer à Francfort. Ils partent à pied, car ils n'avaient plus qu'une très petite somme d'argent. Ils s'en vont par des chemins détournés, Schiller poursuivant toujours ses rêves de poète, tantôt saisi d'un abattement profond, tantôt enthousiasmé par quelques vers, et le fidèle Streicher le suivant, le guidant, le soutenant comme un enfant malade.

A Francfort, Schiller écrit une lettre à Dalberg; il lui exprime, dans des termes touchans, sa douloureuse position, l'anxiété qui le poursuit, la misère qui le menace. Il le prie de lui donner une faible somme à compte sur les représentations de *Fiesque*. Après quelques jours d'attente, de perplexité, il retourne à la poste, et n'y trouve rien; il y retourne encore, et reçoit un paquet à son adresse, revient chez lui, l'ouvre d'une main tremblante, et n'y trouve rien, rien que de vains encouragemens de Meier et une froide lettre de celui qu'il regardait comme un protecteur, et qui n'était qu'un plat courtisan, avare et égoïste.

La position du poète à Francfort n'était plus soutenable. En mesurant avec la plus stricte parcimonie ce qui lui restait d'argent, il n'avait pas de quoi vivre plus de huit jours. Heureusement, Streicher reçut de sa mère trente florins qu'il avait demandés pour se rendre à Hambourg, et, au lieu de faire ce voyage, il voulut partager son modique trésor avec son ami. Par mesure d'économie, tous deux se décidèrent à retourner aux environs de Mannheim, où la vie était moins chère qu'à Francfort. Meier leur loua un petit logement à Oggersheim; ce fut là que Schiller corrigea *Fiesque* et commença à écrire *l'Amour et l'Intrigue*. Il y vivait fort isolé, et prenait de plus en plus l'habitude de travailler pendant la nuit, habitude dont il abusa plus tard, et qui ne contribua pas peu à altérer ses forces et à détruire sa santé.

Au mois de novembre, il présenta à Dalberg *Fiesque* dans sa nouvelle forme, et attendit avec impatience la décision qui devait être prise à l'égard de cette pièce; mais le lâche baron, qui craignait de se compromettre en donnant une marque d'intérêt au pauvre fugitif, ne se pressait pas de lui répondre. Après des instances réitérées, Schiller obtint enfin une solution, hélas! et elle trompait toutes ses espérances. Iffland avait en vain demandé que *Fiesque* fût reçu au

théâtre; Dalberg déclara qu'il n'accepterait cette pièce que lorsqu'elle aurait été refaite en grande partie. Schiller, en désespoir de cause, s'estima très heureux de la vendre au libraire Schwann pour un louis par feuille. Avec l'argent qu'il reçut, il paya sa pension, et il lui resta juste ce qui lui était nécessaire pour aller à Bauerbach, où une noble femme, la mère d'un de ses compagnons d'étude, Mme de Wollzogen, lui avait offert un généreux asile. Streicher vint le reconduire jusqu'à Worms; là, quand l'heure des adieux sonna, les deux amis ne versèrent pas une larme, n'exprimèrent pas une seule plainte; ils s'embrassèrent en silence, puis partirent, et cet adieu muet de deux ames tendres, qui avaient si long-temps partagé les mêmes joies et les mêmes angoisses, en disait plus que les gémissemens et les sanglots.

A Bauerbach, Schiller passa une heureuse vie de rêves et de travail. Il était seul, dans une riante demeure, au milieu de ce beau pays parsemé de fraîches vallées, entouré de forêts. Il était près de Rudolstadt, l'une des plus jolies petites villes de l'Allemagne, près de Meiningen, et il y trouva un ami, le bibliothécaire Reinwald, qui, plus tard, épousa sa sœur. Au mois de janvier, Mme de Wollzogen, qui habitait ordinairement Stuttgardt pour y surveiller l'éducation de ses fils, vint, avec sa fille, passer quelques jours à Bauerbach. L'aspect de cette jeune fille éveilla dans le cœur de Schiller un sentiment d'amour tendre, pur et idéal; mais il apprit que Mlle de Wollzogen était déjà en quelque sorte promise à un autre, et cette nouvelle éveilla en lui un sentiment passionné de jalousie. Tantôt il voulait quitter Bauerbach pour ne plus la rencontrer, tantôt il espérait la ravir à son rival par le succès de ses œuvres. « Je ferai, disait-il, toutes les années une tragédie de plus; j'écrirai sur la première page : *Tragédie pour Charlotte.* » Puis, les désirs de l'amour, les rêves d'une vie paisible et enchantée par le charme d'une douce union l'emportaient dans sa pensée sur l'ambition poétique, et il écrivait à la mère de Charlotte : « Il fut un temps où l'espérance d'une gloire impérissable me séduisait comme une robe de bal séduit une jeune femme; à présent, je n'y attache plus de prix, je vous donne mes lauriers poétiques pour les employer la première fois que vous ferez du bœuf à la mode, et je vous renvoie ma muse tragique pour être votre servante. Oh! que la plus grande élévation du poète est petite, comparée à la pensée de vivre heureux! C'en est fait de mes anciens plans, et malheur à moi si je devais renoncer aussi à ceux que je projette maintenant! Il est bien entendu que je reste auprès de vous. La question est seulement de savoir de quelle manière je puis assurer près de vous la

durée de mon bonheur; mais je veux l'assurer ou mourir, et, quand je compare la force de mon cœur aux obstacles qui m'arrêtent, je me dis que je les surmonterai. »

Charlotte revint avec sa mère à Bauerbach, et Schiller, sachant qu'elle ne pouvait être à lui, eut la force de réprimer sa passion. Il écrivait, quelques jours après avoir revu cette jeune fille, à son ami Wollzogen, qui la lui avait recommandée, cette lettre charmante : « J'ai reconnu ici pour la première fois combien il faut peu pour être heureux. Un cœur noble et ardent est le premier élément du bonheur, un ami en est l'accomplissement. Pendant huit années, nous avons vécu ensemble, et nous étions alors indifférens l'un à l'autre; nous voilà séparés, et nous nous recherchons. Qui de nous deux a le premier pressenti de loin les liens secrets qui devaient nous unir éternellement? C'est vous, mon ami, qui avez fait le premier pas, et je rougis devant vous. J'ai toujours été moins habile à me faire de nouveaux amis qu'à conserver les anciens. Vous m'avez confié votre Charlotte, que je connais; je vous remercie de cette grande preuve d'affection, et je vous envie cette aimable sœur. C'est une ame innocente encore, comme si elle sortait des mains du créateur, belle, riche, sensible. Le souffle de la corruption générale n'a pas encore terni le pur miroir de sa pensée. Oh! malheur à celui qui attirerait un nuage sur cette ame sans tache! Comptez sur la sollicitude avec laquelle je lui donnerai des leçons. Je crains seulement d'entreprendre cette tâche, car d'un sentiment d'estime et de vif intérêt à d'autres sensations la distance est bientôt franchie. Votre mère m'a confié son projet, qui doit décider du sort de Charlotte; elle m'a aussi fait connaître votre manière de voir à ce sujet. Je connais M. de.... Quelques petites mésintelligences se sont élevées entre nous; mais je n'en garde point rancune, et je vous le dis avec sincérité, il n'est pas indigne de votre sœur. Je l'estime réellement, quoique je ne puisse me dire son ami. Il aime votre Charlotte noblement, et votre Charlotte l'aime comme une jeune fille qui aime pour la première fois. Je n'ai pas besoin d'en dire plus; d'ailleurs, il a d'autres ressources que son grade, et je réponds qu'il fera son chemin. »

Cette Charlotte tant aimée ne sut jamais combien elle avait jeté d'émotions dans l'ame du poète, et n'éprouva pour lui qu'une innocente amitié. Elle épousa un autre jeune homme que celui qui lui était d'abord destiné, et mourut un an après.

A part les jours que Mme de Wollzogen venait passer à Bauerbach, Schiller vivait fort retiré. Il ne voyait que Reinwald, qui lui

procurait des livres, et le régisseur du château, qui ne savait pas son vrai nom, et jouait de temps à autre aux échecs avec lui. Il faisait de longues promenades solitaires à travers les bois, les vallées, rêvant à son drame de *l'Amour et l'Intrigue,* auquel il travaillait avec ardeur, et à *Don Carlos,* qui le jetait dans des dispositions d'esprit bien plus lyriques que dramatiques. « Au milieu de cet air frais du matin, écrivait-il à un de ses amis, je pense à vous et à mon Carlos. Mon ame contemple la nature dans un miroir brillant et sans nuages, et il me semble que mes pensées sont vraies. » Plus loin il ajoute : « La poésie n'est autre chose qu'une amitié enthousiaste ou un amour platonique pour une créature de notre imagination. Un grand poète doit être au moins capable d'éprouver une grande amitié. Nous devons être les amis de nos héros, car nous devons trembler, agir, pleurer et nous désespérer avec eux. Ainsi je porte Carlos dans mon rêve, j'erre avec lui à travers la contrée. Il a l'ame de l'Hamlet de Shakspeare, le sang et les nerfs du Jules de Leisewitz, la vie et l'impulsion de moi. »

Au milieu de tous ces travaux poétiques, la situation matérielle de Schiller ne s'améliorait pas. Entraîné pas les fascinations de la poésie, égaré dans le paradis des rêves, il oubliait la réalité. Reinwald, dont l'esprit était plus positif, voulait l'emmener à Weimar et le présenter à Goethe, à Wieland, qui sans doute lui auraient donné d'utiles conseils, et lui auraient peut-être offert l'appui dont il avait besoin; mais une voix de syrène, comme l'appelait Schiller, fit échouer ce projet.

Cette voix de syrène, c'était celle du baron Dalberg, qui, voyant que le duc de Wurtemberg ne faisait pas poursuivre Schiller, et ayant besoin du jeune poète, revenait à lui sans autre formalité. « Il faut, écrivait alors Schiller, qu'il soit arrivé un malheur au théâtre de Mannheim, puisque je reçois une lettre de Dalberg. » Cependant il se laissa séduire encore par les paroles flatteuses de cet homme sans cœur, et partit pour Mannheim. Dalberg le reçut avec empressement, promit de faire reprendre *les Brigands,* de faire jouer bientôt *Fiesque, l'Amour et l'Intrigue,* et demanda à conclure avec lui un traité pour le fixer à Mannheim. Schiller s'engagea pour un an. Il donnait au théâtre ses deux pièces, en promettait une troisième, et recevait pour le tout 300 florins (environ 1200 francs). Cette position parut d'abord satisfaire tous ses vœux. Il retrouvait à Mannheim son fidèle Streicher, il se rapprochait de sa famille, et revit sur les frontières du Wurtemberg sa mère et sa sœur; il était libre d'écrire, de suivre cette douce et entraînante vocation littéraire, combattue par

les règlemens d'une école et la volonté d'un souverain ; enfin il allait voir jouer ses deux derniers drames, et il en attendait un nouveau succès et un nouvel encouragement pour l'avenir. Déjà chaque jour, dans la maison de Dalberg et dans celle du libraire Schwann, il goûtait le fruit de ses premières œuvres ; il se trouvait sans cesse en contact avec des hommes distingués, qui aimaient à le voir et qui rendaient hommage à son génie.

Au commencement de 1784, *Fiesque* fut représenté, mais ne produisit pas l'effet qu'on en espérait. Schiller dit que le public n'avait pas compris cette pièce : « La liberté républicaine, écrivait-il, est ici un vain son, un mot vide de sens. Dans les veines des habitans de ce pays, il n'y a point de sang romain. » Ce drame obtint plus de succès à Francfort et à Berlin, où il fut joué quinze fois dans l'espace de trois semaines. Il eut aussi un assez grand retentissement en France à une époque où le mot de république était sur toutes les lèvres et agitait tous les esprits. Le *Moniteur* de 1792 l'appelait *le plus beau triomphe du républicanisme en théorie et dans le fait*. *Fiesque* valut à Schiller le titre de citoyen français. Lorsque son brevet lui parvint, il remarqua, dit M. de Barante, que « de tous les membres de la convention qui l'avaient signé, il n'y en avait pas un qui depuis n'eût péri d'une mort violente, et le décret n'avait pas trois ans de date ! Ce n'était pas ainsi qu'il avait compris la liberté et la république (1). »

Trois mois après la représentation de *Fiesque*, le public de Mannheim assistait à celle de *l'Amour et l'Intrigue*, et cette fois ce fut un beau et éclatant succès. Tous les spectateurs en masse applaudirent avec enthousiasme et se tournèrent vers la loge où était le poète pour le saluer. Mais à ces heures de triomphe succédèrent bientôt les heures de doute et de tristesse. Dans son ignorance des choses positives, Schiller s'était imaginé qu'un traitement de 500 florins était un trésor inépuisable. Il ne tarda pas à reconnaître qu'au milieu d'une grande ville, avec les relations étendues qu'il avait formées, cette somme pouvait à peine subvenir à ses besoins. Il se trouva de nouveau gêné, obligé de faire des dettes. Celle qu'il avait contractée à Stuttgardt pour l'im-

(1) En 1789, Schiller apprit dans un salon la nouvelle de la prise de la Bastille. Tous ceux qui se trouvaient là écoutaient avec enthousiasme le récit de ce mémorable événement. Schiller seul restait froid. « Les Français, dit-il, ne pourront jamais s'approprier les véritables opinions républicaines. » — Lorsqu'en 1792 on lui annonça que Louis XVI était mis en jugement, sa première pensée fut d'écrire en sa faveur, d'aller le défendre à Paris. Il en parlait sérieusement à son ami Kœrner : les événemens l'empêchèrent d'exécuter ce projet.

pression des *Brigands* et de *l'Anthologie* lui fut réclamée instamment. Pour l'acquitter, il emprunta. En même temps ses rapports avec les acteurs lui firent prendre des habitudes de dissipation contre lesquelles la nature élevée de son esprit protestait vivement, et dans lesquelles il retombait encore après des heures de méditation et de repentir. Quelques années plus tard, le souvenir de ses jours de trouble, de regret et de fausses joies n'était pas encore effacé de sa mémoire. Il écrivait avec une courageuse franchise à celle qu'il devait épouser : « Cette ville de Mannheim me rappelle bien des folies dont je me suis rendu coupable, il est vrai, avant de vous connaître, mais dont je suis pourtant coupable. Ce n'est pas sans un sentiment de honte que je vous conduirai dans ces lieux où je me suis égaré, pauvre insensé, avec une misérable passion dans le cœur. »

Le terme de son engagement avec le théâtre étant expiré, Dalberg ne se soucia plus de le renouveler, et, dans son froid égoïsme, au lieu de tendre une main secourable au poète, il l'engagea à quitter la carrière littéraire et à reprendre ses études de médecine. Schiller, qui craignait toujours que son ardeur poétique ne vînt à s'éteindre s'il n'avait pas d'autre moyen d'existence, n'était pas éloigné de suivre cet avis; il demandait seulement que la direction du théâtre, en faisant avec lui un nouveau contrat, lui donnât le moyen d'aller passer une année à l'université de Heidelberg. Dalberg s'y refusa.

Schiller passa encore l'hiver de 1785 à Mannheim. Il avait entrepris de publier un journal de critique dramatique. Dans le prospectus de ce recueil, il racontait sa fuite du Wurtemberg, sa situation, puis il ajoutait : « Le public est maintenant tout pour moi. C'est mon étude, mon souverain, mon confident. C'est à lui que j'appartiens tout entier. C'est l'unique tribunal devant lequel je me placerai. C'est le seul que je craigne et que je respecte. Il y a pour moi quelque chose de grand dans l'idée de ne plus être soumis à d'autres liens qu'à la sentence du monde, et de ne pas en appeler à un autre trône qu'à l'ame humaine. »

Ce journal, dont l'idée plaisait à Dalberg et à d'autres hommes plus distingués, aggrava encore la situation de Schiller, qui, ne se laissant arrêter par aucune considération personnelle dans cette œuvre de conscience, attaqua vivement tout ce qu'il trouvait de répréhensible dans le jeu et l'accent des acteurs de Mannheim, et suscita parmi eux une violente colère. Les choses en vinrent au point que l'un de ces acteurs l'insulta un jour de la façon la plus grossière. Schiller résolut alors de quitter cette ville où il ne pouvait dire la vérité,

où celui qui promettait de lui assurer une existence honorable l'avait une seconde fois trompé. Ses œuvres lui avaient fait des amis à Leipzig. Ce fut vers cette ville de savoir et de poésie qu'il tourna ses regards. En quittant Mannheim, il emportait cependant deux titres qui ne devaient pas lui être inutiles. Il avait été nommé membre de la société allemande du Palatinat, et le duc de Weimar, dans un voyage qu'il fit à Mannheim, lui avait conféré le titre de conseiller. Ce titre était purement honorifique; mais, dans un pays comme l'Allemagne, où l'on attache encore tant d'importance à ces vaines dénominations, M. le conseiller Schiller pouvait, aux yeux de bien des gens, passer pour un personnage plus considérable que Frédéric Scniller, auteur de trois grands drames.

Au mois de mars 1785, Schiller écrivit à son ami Huber, à Leipzig : « Je ne veux pas être moi-même chargé de régler mes comptes, et je ne veux plus demeurer seul. Il m'en coûte moins de conduire une affaire d'état et toute une conspiration que de diriger mes affaires matérielles. Nulle part, vous le savez vous-même, la poésie n'est plus dangereuse que dans les calculs matériels. Mon ame n'aime pas à se partager, et je tombe du haut de mon monde idéal, si un bas déchiré me rappelle au monde réel. En second lieu, j'ai besoin, pour être infiniment heureux, d'un ami de cœur qui soit toujours près de moi, comme mon ange, et auquel je puisse communiquer mes pensées au moment où elles naissent, sans avoir besoin de lui écrire ou de lui faire une visite. L'idée seule que cet ami ne demeure pas sous les mêmes lambris que moi, qu'il faut traverser la rue pour le trouver, m'habiller, etc., anéantit la jouissance que j'aurais à le voir. Ce sont là des minuties, mais les minuties ont souvent bien du poids dans le cours de notre vie. Je me connais mieux que des milliers d'autres hommes ne se connaissent eux-mêmes. Je sais tout ce qu'il me faut et combien peu il me faut pour être entièrement heureux. Si je puis partager votre demeure, tous mes soucis disparaissent. Je ne suis pas un mauvais voisin, vous pouvez le croire. J'ai assez de flexibilité pour m'accommoder au caractère d'un autre, et une certaine habileté, comme dit Yorick, pour l'aider à devenir meilleur et à s'égayer. Je n'ai besoin du reste que d'une chambre à coucher qui me serve en même temps de cabinet de travail, et d'une autre chambre pour recevoir des visites. Il me faudrait une commode, un secrétaire, un lit et un canapé, une table et quelques chaises. Je ne veux pas demeurer au rez-de-chaussée, ni sous le toit, et je ne voudrais pas non plus

avoir devant moi l'aspect d'un cimetière. J'aime les hommes et le mouvement de la foule. »

En partant pour Leipsig, Schiller avait sérieusement l'intention de se créer une existence en dehors de la vie littéraire. Il voulait étudier le droit à l'université de cette ville, et ce projet faisait déjà naître en lui de nouvelles idées d'ambition. Quand Streicher et lui se quittèrent, les deux amis convinrent de ne s'écrire que quand l'un d'eux serait devenu ministre et l'autre maître de chapelle.

Ce qui contribuait sans doute alors à ramener ses idées du côté de la vie positive, c'était le sentiment d'amour qu'il éprouvait pour la fille du libraire Schwann, sentiment secret, timide, mais noble et sérieux, auquel il désirait pouvoir donner un jour la sanction du mariage. Quelque temps après avoir quitté Mannheim, il écrivit à Schwann pour lui exprimer ses vœux et lui demander la main de sa fille. Schwann lui fit un refus tendre et amical, mais c'était un refus; et, dans le premier mouvement de surprise douloureuse que lui causa cette réponse, le poète écrivit l'une de ses plus touchantes et solennelles élégies, celle qui a pour titre : *Résignation*. Du reste, il ne cessa pas d'être en relation avec Schwann et ne lui retira pas son amitié.

A son arrivée à Leipsig, Schiller demeura, comme il l'avait désiré, avec Huber, puis le quitta on ne sait pourquoi, et se retira dans une pauvre chambre d'étudiant. Il était alors dans un état de gêne presque constante, n'ayant pour toute ressource que le produit incertain de son journal dramatique et de son *Don Carlos*, dont il publia d'abord les trois premiers actes. Son nom faisait pourtant grand bruit de tous côtés, et la moindre composition qui lui échappait était reproduite à l'instant par des milliers de plumes et connue du public long-temps avant d'être imprimée. Beaucoup de familles riches et considérées enviaient le bonheur de le voir et eussent été fières de l'attirer dans leur intérieur et de le produire dans leur cercle; mais il préférait à toutes ces grandes réunions, où il n'eût reçu que de vains hommages, les causeries intimes de l'amitié, les rêves de la solitude.

A une demi-lieue de Leipzig, dans cette grande plaine arrosée par tant de sang, et consacrée par tant de funérailles, on aperçoit un frais et riant village, parsemé d'arbres, de vergers, où nos soldats, cernés de toutes parts, soutinrent en 1813 une lutte acharnée. C'est Gohlis. On y arrive par un vert sentier qui serpente au bord de la rivière, par une des avenues imposantes du Rosenthal, cette belle et grande

forêt si souvent chantée par les poètes d'Allemagne. Ce fut là que Schiller alla chercher un refuge pour mûrir ses pensées, pour achever les œuvres qu'il avait entreprises. Un jour qu'il faisait sa promenade solitaire le long de la rivière, il entendit quelques mots prononcés près de lui à voix basse, et il aperçut un jeune homme à demi déshabillé qui allait se jeter dans l'eau et priait Dieu de lui pardonner. Schiller s'approche, l'interroge avec bonté, et le jeune homme, qui était un étudiant, lui avoue que la misère le pousse au suicide. A l'instant même, le poète lui donne tout ce qu'il avait alors d'argent sur lui, le console, l'encourage, et promet de venir bientôt à son secours. Quelques jours après, il se trouvait au milieu d'une nombreuse société; il raconte avec émotion et chaleur la scène dont il avait été témoin, puis prend une assiette sur la table, fait le tour du salon, adressant à chacun sa pieuse requête, et le soir le malheureux étudiant recevait une somme assez considérable pour être long-temps à l'abri du besoin. Le succès de cette bonne œuvre inspira à Schiller une de ses plus belles odes, une ode qui jouit en Allemagne d'une grande popularité, et dont on chante souvent le refrain dans les fêtes et les grandes réunions; c'est celle qui a pour titre : *La Joie* (*Die Freude*).

Tout en suivant le cours de ses inspirations poétiques, Schiller consacrait encore une grande partie de son temps à l'étude de la philosophie, à celle de Kant surtout, qui le séduisait par son côté spiritualiste, et il prenait un goût sérieux pour l'histoire, cette source profonde de philosophie et de poésie. Il entreprit avec quelques-uns de ses amis la publication d'un vaste ouvrage, l'*Histoire des principales révolutions et conjurations du moyen-âge et des temps modernes*. Lui-même traduisit pour ce recueil la conjuration du marquis de Bedmar contre la république de Venise; puis les recherches qu'il avait faites pour *Don Carlos* l'amenèrent à écrire l'*Histoire des révolutions des Pays-Bas*. Plus tard, par cette association de la poésie et de l'histoire, un autre drame lui fit écrire le récit de la guerre de trente ans.

Pendant qu'il était livré à ses travaux, un de ses amis, le conseiller Koerner, le père du chevaleresque poète Théodore Koerner, l'emmena à Dresde. Heureux s'il n'eût trouvé là que les séductions de l'amitié! Mais il y trouva celles de l'amour, d'un faux et mauvais amour, indigne de lui. Il rencontra par hasard une jeune fille d'une beauté charmante, mais coquette et rusée, gouvernée d'ailleurs par une mère intrigante, qui faisait acheter cher aux galans le plaisir de

fréquenter son salon. La tournure, les manières, la physionomie de Schiller, pour ceux qui ne savaient pas en comprendre la vive et noble expression, n'étaient rien moins que séduisantes. Il se présentait ordinairement dans le monde avec une vieille redingote grise, le col découvert, les cheveux épars et le visage barbouillé de tabac. Sa réputation, déjà étendue et toujours croissante, flattait la mère de la jeune fille, elle s'en servait pour donner plus de prestige à sa maison. Mais ce n'était pas assez. Il fallut que le pauvre Schiller payât comme les autres en complaisances infinies, en présens de toute sorte, parfois même en argent comptant, le droit d'adresser quelques complimens à des femmes qui se jouaient de sa bonne foi et de sa poésie. Ses amis l'arrachèrent à cette malheureuse relation. On dit qu'au moment où elle le vit partir, la jeune fille, attendrie, pleura. Étaient-ce les larmes du repentir, ou celles de la coquetterie? Quoi qu'il en soit, Schiller, profondément ému, jura de revenir voir sa bien-aimée ou de mourir.

Le séjour de Weimar, et les occupations d'esprit qui l'attendaient dans cette ville célèbre, surnommée alors l'Athènes de l'Allemagne, lui firent oublier son perfide amour et son serment. Il trouva à Weimar Herder pour qui il avait une grande estime, Wieland dont il avait déjà reçu plusieurs lettres aimables, et qui lui donna l'utile conseil d'étudier les anciens. Goethe était alors en Italie. Schiller passa là quelques mois d'une existence studieuse et retirée, ne voyant que les hommes dont la conversation lui offrait un véritable intérêt, enfermé le reste du temps avec ses livres, et d'ailleurs vivant fort économiquement, car, à cette époque encore, il n'était rien moins que riche.

Au mois de novembre 1787, il fit un voyage à Rudolstadt, pour voir son ami Reinwald, qui était devenu son beau-frère. Ce voyage acheva de fixer sa destinée. Il vit chez son ancienne bienfaitrice, Mme de Wollzogen, une jeune personne d'une famille noble, d'une nature douce et affectueuse, d'un esprit éclairé, et l'aima sans oser d'abord le dire. Mais cet amour devait être plus heureux que les autres; Charlotte de Lengefeld devait être sa femme.

Ce fut chez la mère de cette jeune fille qu'il rencontra Goethe pour la première fois. Les deux grands poètes s'abordèrent avec une réserve qui ressemblait beaucoup à de la froideur, et, à les voir l'un en face de l'autre dans cette première entrevue, personne, sans doute, n'aurait pu présager la liaison qui s'établit entre eux plus tard. Schiller écrivait alors à son ami Koerner : « La grande idée que je m'étais

faite de Goethe n'a pas été amoindrie par cette rencontre; mais je doute qu'il puisse jamais y avoir entre nous un grand lien. Beaucoup de choses qui m'intéressent encore, qui occupent mes désirs et mes espérances, sont déjà épuisées pour lui. Dès son point de départ, sa nature est tout autre que la mienne, son monde n'est pas le mien, et nos manières de voir diffèrent essentiellement. Cependant on ne saurait tirer aucune conséquence certaine de cette première entrevue. Nous verrons plus tard ce qui en résultera. »

Schiller revint à Weimar, très épris de M[lle] de Lengefeld, très occupé en même temps de l'étude d'Homère et des tragiques grecs. « Les anciens, écrivait-il à un de ses amis, me donnent une vraie jouissance; j'ai besoin d'eux pour corriger mon goût, qui, par la subtilité, la recherche, le raffinement, commençait à s'éloigner beaucoup de la véritable simplicité. » Plus loin, en parlant d'Euripide, il ajoute: « Il y a pour moi un intérêt psychologique à reconnaître que toujours les hommes se ressemblent; ce sont toujours les mêmes passions, les mêmes luttes du cœur et le même langage. »

A la suite de cette étude, il traduisit l'*Iphigénie* d'Euripide et *les Phéniciennes*. Plus tard, elle fut aussi un de ses principaux mobiles, lorsqu'il écrivit *la Fiancée de Messine*.

Pendant un second séjour à Weimar, il revit M[lle] de Lengefeld, et les sentimens qu'il avait conçus pour elle se fortifièrent. Il retourna passer quelques semaines auprès d'elle, et s'en revint avec l'espoir de ne pas lui être indifférent. Le désir qu'il avait souvent exprimé de retrouver le calme, les joies de la vie de famille, s'éveilla alors plus fortement dans son cœur. « Jusqu'à présent, écrivait-il dans une de ses lettres, j'ai vécu isolé et pour ainsi dire étranger dans le monde; j'ai erré à travers la nature, et n'ai rien eu à moi; j'aspire à la vie domestique et bourgeoise. Depuis bien des années, je n'ai pas éprouvé un bonheur complet, non que les occasions d'être heureux me manquent, mais parce que je surprends seulement la joie et ne la savoure pas, parce que je suis privé des douces et paisibles sensations que donne le calme de la vie de famille. »

Sa position, si brillante qu'elle fût, n'était pourtant pas alors assez assurée et ne présentait pas assez de garanties positives pour qu'il osât demander la main de celle qu'il aimait. Le duc de Weimar lui offrit un moyen de la consolider en le nommant professeur d'histoire à l'université d'Iéna. Cette nomination, qui devait l'aider à réaliser ses vœux les plus tendres, mais qui lui imposait un devoir régulier, ne lui causa d'abord qu'une joie médiocre, tant il craignait de perdre

sa chère liberté. « Il est toujours triste et difficile, disait-il, de dire adieu aux belles et aimables muses, et les muses, qui sont femmes, ont l'esprit rancunier; elles veulent bien nous quitter, mais elles ne veulent pas qu'on les quitte. Quand une fois nous leur avons tourné le dos, elles ne reviennent plus à notre appel. » Puis il ajoutait en riant: « Il me semble que je vais faire une drôle de figure dans ma nouvelle position. Beaucoup d'étudians sont déjà plus savans en histoire que M. le professeur; mais je me rappelle les paroles de Sancho Pança: « Quand Dieu nous donne un emploi, il nous donne aussi l'intelligence nécessaire pour le remplir. Que j'aie seulement mon île, et je saurai bien la gouverner. »

Il commença son cours au mois de mai 1789, et obtint un grand succès. Plus de quatre cents auditeurs se pressaient autour de lui et lui donnaient journellement les témoignages d'estime et de respect dus à son noble caractère et à son grand nom. Cependant il n'avait point encore de traitement fixe : le tribut payé par ses élèves était son seul revenu. Le duc de Weimar lui accorda enfin 200 thalers par an (800 francs). Charles de Dalberg, coadjuteur de Mayence, frère du baron Dalberg qui avait si froidement abandonné le poète dans les premières années de sa vie littéraire, manifesta l'intention de lui assurer une pension annuelle de 4,000 florins. Alors Schiller crut avoir surmonté les obstacles matériels qui s'opposaient à son mariage. Le 20 mai 1790, il épousa Charlotte de Lengefeld, et quelque temps après cette union il écrivait : « La vie est pourtant tout autre aux côtés d'une femme chérie que lorsqu'on reste seul et abandonné. A présent je jouis réellement pour la première fois de la belle nature, et je vis en elle. Je promène ma pensée joyeuse autour de moi, et mon cœur trouve toujours au dehors une douce satisfaction, et mon esprit a son aliment et son repos. Tout mon être est dans une harmonie parfaite; mes jours ne sont plus agités par la passion, ils s'écoulent dans la paix et la sérénité, et je regarde gaiement ma destinée future. Maintenant que je suis arrivé au but, je suis surpris de voir comme tout a dépassé mon attente. Le sort a lui-même surmonté pour moi les entraves, il m'a porté paisiblement au but. J'espère tout de l'avenir : encore quelques années, et j'aurai la pleine jouissance de mon esprit; oui, je l'espère, je reprendrai ma jeunesse, et elle me rendra ma vie intime de poète. »

La situation de Schiller était vraiment alors pleine de charmes. Marié à une jeune femme d'une nature excellente, dégagé des soucis matériels qui l'avaient si long-temps attristé, entouré d'amis, d'hom-

mages, de considération, quand il parlait de son bonheur, il ne se faisait pas illusion à lui-même, il était heureux; et l'une de ses plus grandes joies était encore de pouvoir suivre avec calme le cours de ses travaux et de ses conceptions poétiques. Il étudiait tout à la fois avec ardeur et la philosophie de Kant et l'histoire. Il songeait à faire de Frédéric II le héros d'une épopée; il écrivait des articles pour la *Gazette littéraire*, pour la *Thalie*, et l'*Histoire de la guerre de trente ans*.

Mais l'excès du travail et les veilles trop prolongées altérèrent et minèrent sa santé. Souvent il écrivait pendant toute la nuit, se levait dans l'après-midi, passait le reste du jour tantôt à faire sa correspondance, tantôt à causer ou à lire, et, pour ranimer ses forces épuisées par une continuelle tension d'esprit, par la privation de sommeil, il avait recours à des moyens de surexcitation funestes (1).

En 1791, il tomba si gravement malade, qu'on désespéra presque de lui, et que le bruit de sa mort se répandit en Allemagne et jusqu'en Danemark. On le conduisit aux bains de Carlsbad : là, forcé d'interrompre ses travaux, ses leçons, et n'ayant plus que son misérable traitement de 200 écus, il se voyait menacé de retomber dans toutes les inquiétudes matérielles qu'il avait eu tant de peine à surmonter, et l'Allemagne, qui le lisait avec enthousiasme, qui était fière de son nom et de ses œuvres, oubliait ses souffrances. Ce fut un étranger qui vint à son secours. Le prince d'Augustembourg, sur la demande du célèbre écrivain danois Baggesen, offrit au poète malade et délaissé une pension de 1,000 écus. Les termes honorables et délicats dans lesquels cette offre était faite lui donnaient encore plus de prix. Schiller l'accepta (2).

De retour à Iéna, il se remit au travail comme par le passé, et bientôt la prudence lui ordonna de s'éloigner une seconde fois de ses livres, de faire un nouveau voyage. Il éprouvait depuis long-temps un vif désir de revoir sa patrie, sa famille. Ce fut de ce côté qu'il dirigea ses pas. Sa mauvaise santé le força d'abord de s'arrêter à Heilbronn; il écrivit de là à Stuttgardt, pour savoir s'il pourrait se présenter sans inconvénient dans cette ville. Le duc fit répondre qu'il ignorerait son arrivée. D'après cette assurance, Schiller partit. Oh! ce fut une grande joie pour lui de rentrer librement dans cette cité

(1) Carlyle, *Leben Schillers*.

(2) Ce n'est pas la seule fois que l'Allemagne s'est montrée ainsi ingrate envers ses grands hommes. Quarante ans auparavant, c'était déjà un prince de Danemark qui tendait à Klopstock une main généreuse, et lui donnait le moyen d'achever sa *Messiade*.

qu'il avait fuie avec angoisse, de retrouver, après dix ans d'absence, sa pauvre mère qui pleurait tant à son départ, son père qui se plaignait de sa désertion et qui le revoyait entouré d'une auréole de gloire, sa jeune sœur qui récitait avec enthousiasme ses vers, et tous ses compagnons d'étude, ses amis, qui se pressaient joyeux autour de lui et parlaient en riant des anciennes chaînes de l'école! Il visita successivement les lieux où il avait vécu, et chaque site, chaque sentier connu, chaque pas qu'il faisait sur ce sol consacré par les souvenirs de son enfance, éveillaient dans son ame de tendres émotions. Il alla voir aussi ceux de ses anciens professeurs qui vivaient encore, et même le vieux Jahn, qui était bien fier alors de lui avoir donné des leçons. Une partie de son temps se passait ainsi en entretiens affectueux, en bons souvenirs; il employait l'autre à lire, à étudier, à écrire son *Wallenstein*. Pendant qu'il était à Stuttgardt, il éprouva encore un autre bonheur : il devint père pour la première fois. On eût dit qu'après tant de jours de lutte et de souffrance, une divinité bienfaisante l'avait ramené dans sa patrie pour lui faire savourer en même temps les plus douces joies de la vie humaine, les souvenirs du passé et les espérances de l'avenir. Mais ces joies de l'ame ne devaient plus se renouveler; il ne devait plus revoir une autre fois ni son pays natal, ni sa famille bien-aimée (1).

Ce voyage fut du reste fort utile à ses intérêts. Pendant son séjour à Stuttgardt, Schiller entra en relations avec Cotta, qui devint plus tard son unique éditeur et qui lui proposa la rédaction d'un recueil littéraire mensuel. A son retour à Iéna, il publia le prospectus de ce recueil intitulé *les Heures* (*Die Horen*), et appela tous les hommes distingués de l'Allemagne à y concourir. Peu de temps après, le premier numéro parut; mais, malgré les efforts de l'éditeur, les articles favorables de la *Gazette littéraire*, et les noms illustres qui le recommandaient au public, ce journal produisit peu d'effet et n'eut qu'une courte durée.

De cette époque datent ses relations plus intimes avec Goethe. Les deux poètes avaient compris que, par la différence même de leur nature et de leur manière de vivre, ils pouvaient se rendre utiles l'un à l'autre. Ils marchaient parallèlement sur deux lignes séparées; mais ils se rejoignaient à la sommité de l'art. Il s'établit entre eux une correspondance suivie, sérieuse, savante, et qui de jour en jour prit un caractère plus amical. Schiller en avait en même temps

(1) Son père et sa jeune sœur moururent en 1796, sa mère en 1802.

commencé une autre avec Guillaume de Humboldt, qui était de même consacrée à l'examen des plus hautes questions de philosophie et d'esthétique. Ainsi soutenu par deux hommes éminens, éclairé par leurs conseils, animé par leurs encouragemens, il suivait avec une noble audace sa carrière, et se jetait sans cesse intrépidement dans de nouveaux travaux.

En 1795, il entreprit la publication d'un *Almanach des Muses*, qui obtint un grand succès. Il y mit quelques-unes de ses plus charmantes poésies lyriques, et Goethe plusieurs ballades. Ce fut dans ce même recueil que les deux poètes firent insérer aussi ces petits distiques si connus en Allemagne sous le nom de *xenies*. C'étaient autant d'épigrammes mordantes dirigées contre une foule de livres et d'écrivains. Elles mirent tout le monde littéraire en rumeur, et produisirent chez ceux qu'elles atteignaient une vive animosité. Le bon Schiller s'attendrit sur les blessures qu'il avait faites et se repentit d'avoir été si loin.

D'autres travaux plus importans vinrent bientôt distraire son esprit de cette guerre d'épigrammes. Il travaillait toujours à son *Wallenstein*. En 1798, il fit représenter la première partie de cette vaste trilogie, la plus belle, la plus imposante de ses œuvres. A cette magnifique composition, qui avait si long-temps occupé sa pensée et ses veilles, succéda immédiatement *Marie Stuart*, puis *Jeanne d'Arc*, qui fut jouée en 1801 sur le théâtre de Leipzig. Le poète assistait lui-même à cette représentation, et fut reconduit en triomphe chez lui aux cris mille fois répétés de *vive Schiller! vive le grand Schiller!* Deux ans après parut *la Fiancée de Messine*, puis, en 1804, *Guillaume Tell*. A voir la rapidité avec laquelle toutes ces grandes compositions se succédaient, on eût dit que Schiller pressentait sa fin prochaine et se hâtait de léguer au monde les plus beaux fruits de son génie.

Il se trouvait à Berlin lorsqu'on joua son *Guillaume Tell*. La reine Louise voulut le voir, et lui fit offrir une pension annuelle de trois mille thalers, une place à l'académie, et la jouissance d'une voiture de la cour, s'il voulait se fixer à Berlin; mais il était retenu par les liens du cœur dans le duché de Weimar, et il y retourna. Depuis 1798, il avait quitté Iéna pour habiter Weimar. Il était là près de Goethe, qui exerçait une heureuse influence sur lui, près de Wieland, qui l'avait toujours traité avec une sincère affection, et près du théâtre.

Le grand-duc lui témoignait une considération toute particulière.

La princesse Caroline, mère de Mme la duchesse d'Orléans, aimait à le voir, à s'entretenir avec lui. C'était, au dire de tous ceux qui l'ont connue, une femme d'un esprit élevé et d'une bonté de cœur angélique (1). Schiller éprouvait pour elle un sentiment de vénération et de reconnaissance qui seul aurait suffi pour l'attacher à Weimar, s'il n'y avait été fixé d'ailleurs par d'autres liens. Le grand-duc, en lui permettant de venir habiter cette ville, lui avait assuré une pension de 1,000 écus. Peu de temps après il demanda à l'empereur d'Autriche et obtint pour lui un titre de noblesse. C'était une singulière faveur pour celui qui n'avait jamais chanté que la démocratie; mais Schiller ne vit là qu'une aimable intention et en fut reconnaissant (2).

Malheureusement sa santé allait toujours en déclinant. Plus d'une fois déjà il avait donné de sérieuses inquiétudes à ses amis; il avait lui-même été ébranlé par l'idée d'une mort prochaine. Puis son énergie morale, luttant contre ses douleurs physiques, lui rendait une apparence de vie, puis il retombait dans une nouvelle faiblesse. En 1805, il fut atteint d'une fièvre catarrhale, qui d'abord ne présentait aucun caractère alarmant, mais qui bientôt empira d'une manière effrayante. Tous ceux qui le connaissaient et qui l'aimaient, car le connaître c'était l'aimer, furent consternés de cette nouvelle. Mais lui ne montra nulle frayeur : il fut, jusqu'à son dernier jour, bon et affectueux envers ceux qui l'entouraient, comme il l'avait été toute sa vie. Sa plus grande crainte était que sa femme se trouvât près de lui lorsqu'il pressentait quelque crise violente. Dans les momens où il était mieux, il se faisait lire des traditions populaires, des contes de chevalerie; puis il parlait avec calme et douceur de sa femme, de ses enfans, et de son drame de *Démétrius,* auquel il essayait encore, mais en vain, de travailler. Le 8 mai, il demanda à voir sa plus jeune fille, la prit par la main, la regarda avec une profonde douleur; puis, tout à coup, se détournant d'elle, cacha sa tête dans son oreiller et pleura amèrement (3). Le soir sa belle-sœur lui demanda comment

(1) *Ein himmlisches gemuth,* un caractère céleste, dit Gustave Schwab. — Elle épousa en 1810 le grand-duc de Mecklenbourg, et mourut en 1816.

(2) « Vous allez rire, écrivait-il à Humboldt, en apprenant ma nouvelle dignité. C'est notre duc qui en a eu l'idée, et, puisque la chose est faite, je l'accepte avec plaisir pour ma femme et mes enfans. »

(3) Schiller laissait après lui un fils et deux filles, que la grande-duchesse de Weimar se chargea généreusement de faire élever. Le fils est aujourd'hui conseiller d'appellation à Cologne; une des filles a été mariée au baron de Gleichen, l'autre au conseiller Junot de la Thuringe.

il se trouvait : « Toujours mieux, répondit-il, toujours plus tranquille. » Il la pria d'ouvrir les rideaux, contempla d'un regard serein les rayons du soleil couchant, qui projetait encore sur ses fenêtres une lueur pâle et mélancolique, puis il dit adieu du fond de l'ame à cette belle nature qu'il avait tant aimée. Le lendemain il était mort. Il n'avait pas quarante-six ans.

Le nouvelle de sa mort produisit dans toute l'Allemagne un sentiment de désolation. A Weimar, où il n'était pas seulement connu par ses œuvres, où tout le monde l'aimait comme homme en l'admirant comme écrivain, le théâtre fut fermé; les habitans prirent le deuil. On s'abordait avec tristesse, et, dans la maison du riche comme dans celle du plus humble bourgeois, l'unique sujet des entretiens, c'était la mort de Schiller et le récit de ses derniers momens. Il fut enterré au milieu de la nuit. Douze jeunes gens des premières familles de la ville avaient brigué l'honneur de le porter. La journée avait été orageuse, et des nuages noirs voilaient la surface du ciel; mais, au moment où l'on allait descendre le cercueil dans la fosse, on raconte que tout à coup les nuages s'entr'ouvrirent, la lune apparut, et un doux rayon éclaira la tombe du poète.

X. MARMIER.

HISTOIRE

DE

L'ÉCOLE D'ALEXANDRIE

PAR M. MATTER.

La destinée de l'Égypte a toujours été de se faire oublier pendant des siècles, et de reparaître tout à coup pour devenir le théâtre d'un de ces grands évènemens qui laissent leurs traces dans la vie de tous les peuples. Alexandre, César, Napoléon, marquent jusqu'ici les trois grandes phases de son histoire; qui sait si, dans quelques semaines, le sort de l'Europe entière ne va pas se décider sur les bords du Nil? La vieille et immobile Égypte ne semblait pas réservée à un pareil avenir. Isolée du reste du monde avec ses castes et sa dynastie séculaire, Alexandre, au milieu de ses conquêtes, y fonde en courant une ville, qui devient un puissant empire. Cette colonie grecque, jetée sur les bords du Nil, fait fleurir dans son sein les arts de la métropole; et pendant que la Grèce, en proie aux guerres civiles, voit s'éteindre peu à peu cet amour des lettres qui avait fait sa gloire, et qui devait se rallumer une fois encore, Alexandrie, sous la domination des

Lagides, compose une bibliothèque, élève un musée, rassemble les savans et les érudits, et prend en quelque sorte la place d'Athènes à la tête de la civilisation grecque. On voit cette activité littéraire s'étendre et s'accroître, presque sans interruption, jusqu'aux premiers siècles de notre ère; puis tout à coup Alexandrie abandonne la philologie et les lettres, jusque-là son unique étude, et s'attache à la philosophie qu'elle avait cultivée avec moins d'éclat. C'est alors que se produit l'école néoplatonicienne, dans laquelle viennent s'absorber toutes les philosophies de la Grèce et de l'Orient, et qui lutte seule, pendant cinq cents ans, pour les dieux et les traditions, contre le christianisme et l'esprit nouveau. Cette grande école occupe une telle place, non-seulement dans l'histoire des systèmes, mais dans l'histoire générale de l'esprit humain, que tous les travaux précédens accomplis à Alexandrie ne semblent destinés qu'à la préparer et à la rendre possible.

Il y a donc unité parfaite dans cette histoire, qui embrasse près de dix siècles. L'école néoplatonicienne est tout, et ce qui précède ne semble être là que pour concourir à la former. Une histoire de l'école d'Alexandrie doit faire ressortir cette filiation; elle doit montrer comment cette unique philosophie résume toutes les philosophies, toutes les religions, toutes les mœurs de l'antiquité. Il faut qu'en la comparant avec le christianisme, elle éclaire à la fois la philosophie qui va naître et celle qui va finir, et que l'on voie apparaître, dans un même moment et avec une égale évidence, ce qui a fait la force et la durée du polythéisme antique, et ce qui fait au fond sa faiblesse et son néant.

M. Matter, qui publie un livre sur l'école d'Alexandrie, n'a pas été frappé de l'importance capitale de la question philosophique. Tout l'intéresse au même titre dans ce qu'il raconte, ou plutôt la philosophie et tout ce qui s'y rapporte l'intéresse moins que le reste, car il mentionne à peine en passant les noms de Plotin, de Proclus, et se borne à nous promettre de consacrer plus tard un volume à l'exposition des doctrines philosophiques. Ce n'est pas une heureuse inspiration que d'avoir ainsi mis de côté la philosophie dans l'histoire d'une école qui doit à la philosophie son importance et son éclat. On ne se douterait guère, en lisant M. Matter, que pendant une période de cinq siècles, où le christianisme grandissait chaque jour, les *alexandrins* ont été à la tête de la résistance; qu'ils ont lutté pour les doctrines du paganisme, dont ils étaient alors les uniques représentans; que pour opposer avec quelque chance de succès ces vieux systèmes

de la Grèce et de l'Orient aux doctrines toutes nouvelles qu'ils s'efforçaient d'arrêter dans leur marche, ils ont amassé plus d'érudition, remué plus d'idées, construit plus de systèmes qu'on n'en trouve en dix siècles d'une époque ordinaire. M. Matter traverse en indifférent tout ce champ de bataille; il n'a ni admiration pour les vainqueurs ni sympathie pour les vaincus; il ne se doute pas de la grande lutte qui remplit tous les siècles dont il croit faire l'histoire; il attribue la chute des écoles grecques et le triomphe du christianisme à Constantin, à Théodose, à Justinien. Il ne sait pas que la conversion des empereurs est un effet, et non une cause, que ce ne sont pas les évènemens qui gouvernent les idées, mais les idées qui gouvernent les évènemens. Il bannit de son livre avec un soin si scrupuleux, non-seulement toute histoire des doctrines philosophiques, mais toutes les réflexions qu'auraient suggérées à un penseur les faits mêmes qu'il raconte, que l'on reconnaît sans peine qu'il y a là de sa part un parti pris, une résolution bien arrêtée de se borner au récit des évènemens matériels. Sans cela, la philosophie serait entrée dans son livre malgré lui, elle se serait fait jour quelque part. A coup sûr Diogène de Laërce n'est qu'un biographe qui n'a pas de prétention au titre de philosophe, et pourtant, à l'aide de ses indications, on a pu retrouver et reconstruire des théories tout entières. M. Matter ne donne pas d'indications pareilles; il a tenu jusqu'au bout cette singulière gageure d'écrire l'histoire d'une philosophie qui dure cinq siècles et déploie une activité prodigieuse, sans prononcer un seul mot qui, de près ou de loin, ait trait à la philosophie.

Puisque M. Matter fait abstraction de la philosophie, il est inutile d'ajouter qu'il s'occupe fort peu de la naissance et des progrès du christianisme. C'est là pour lui, à ce qu'il semble, un évènement ordinaire, beaucoup moins important que la fondation d'un nouveau musée à Alexandrie par l'empereur Claude. La dernière moitié de cette histoire, qui devait nous montrer le monde ancien aux prises avec le monde nouveau, tout le passé et tout l'avenir de la civilisation dans une seule lutte, cette période de grandeur et d'éclat pour l'école d'Alexandrie est, aux yeux de M. Matter, une époque de décadence. En effet, les idées s'agrandissent, les systèmes se coordonnent, la philosophie est défendue avec enthousiasme, et illumine le monde de ses clartés; mais les bâtimens du musée commencent à tomber en ruine; on déserte ce palais pour une autre école fondée par les chrétiens à Alexandrie. Les savans n'ont plus au milieu d'eux, comme au temps des Lagides, un roi qui les interroge et les écoute;

ils ne tiennent plus le même rang, je l'avoue, dans les rues de la cité et sur les places publiques; mais c'est le moment où ils remplissent l'histoire.

L'histoire de l'école d'Alexandrie, esquissée, même rapidement, fera ressortir cette unité qui semble avoir échappé à M. Matter. Mais il faut d'abord montrer par quelle série d'évènemens Alexandrie était devenue, aux premiers siècles de notre ère, la véritable capitale du polythéisme et de la philosophie païenne.

Alexandrie a une histoire littéraire dès le premier jour. Ce n'était pas seulement une cité grecque; elle avait été fondée par Alexandre, le royal disciple d'Aristote, versé lui-même dans la philosophie et les lettres, et dont on connaît l'amour passionné pour Homère. Les Lagides, entre les mains desquels tomba cette proie, quand fut dissous l'empire d'Alexandre, au lieu de se faire Égyptiens, entreprirent de rendre l'Égypte grecque, et, toujours Macédoniens par l'esprit et par le cœur, appelèrent à eux les arts et la littérature de leur pays. Rien ne leur coûta pour implanter en Égypte la civilisation de la Grèce. Ils ne réussirent qu'à moitié. Le peuple égyptien, avec ses castes et ses mœurs éternelles, tenait à son passé par des liens trop forts pour entrer dans une voie nouvelle; mais la colonie grecque vit accourir chaque jour des hôtes plus nombreux et plus illustres. Ces deux civilisations si opposées se rencontrèrent, sans se mêler, sur les bords du même fleuve, objets d'étonnement et peut-être de mépris l'une pour l'autre. C'est en vain que Ptolémée-Soter, dans un esprit de sage conciliation, éleva dans sa capitale un temple aux divinités de l'Égypte. Ses nouveaux sujets se groupèrent autour du temple, laissant aux Grecs les autres quartiers, et le roi, au lieu d'une ville mixte qu'il voulait avoir, eut deux villes dans les mêmes murailles.

Ce n'était pas en élevant des temples à Jupiter ou à Minerve qu'on pouvait attirer les Grecs dans Alexandrie. Depuis long-temps les Grecs n'adoraient plus leurs dieux que dans Homère. Les Ptolémées érigèrent un musée, fondèrent une bibliothèque; ils firent leurs commensaux et leurs amis des savans qui affluaient dans leur cour; plusieurs rois de la dynastie de Lagus cultivèrent eux-mêmes les lettres avec succès, et, grace à cette protection libérale et éclairée, Alexandrie ne tarda pas à devenir le foyer de la civilisation grecque.

Démétrius de Phalère, exilé d'Athènes, dont il avait presque été le roi, et réfugié à la cour de Ptolémée-Soter, devint le conseiller et l'ami de ce prince, et dirigea sous lui la construction du musée et de la bibliothèque. Démétrius avait été l'ami de Théophraste, qui venait

d'élever à Athènes une école, un temple et des jardins pour servir de siége, et en quelque sorte de chef-lieu à la philosophie péripatéticienne. C'est à l'imitation de ce musée que celui d'Alexandrie fut conçu. On sait que les gymnases athéniens, que l'on a coutume de considérer comme le siége des écoles philosophiques, l'académie, le lycée, le cynosarge, le portique, appartenaient à la république, et non pas aux philosophes qui venaient y donner leurs leçons. Platon n'exerçait aucune autorité dans le gymnase de l'académie; il n'avait accès que dans les parties ouvertes au public, et il y réunissait ses disciples, grace à la tolérance des magistrats plutôt que par une permission expresse. Il en fut de même d'Aristote dans le lycée; il pouvait se rendre, deux fois par jour, avec ses disciples, dans le péripatos de ce gymnase; et cette permission ayant été retirée à son école après son départ pour Chalcis, Théophraste acheta de ses deniers un autre péripatos avec ses accessoires; il y construisit un temple dédié aux muses, et donna le nom de musée à cette propriété de l'école péripatéticienne, qu'il transmit par testament, avec la direction de l'école, à celui qu'il se donna pour successeur. Le musée fondé à Alexandrie par Ptolémée-Soter ne fut pas, comme celui de Théophraste, exclusivement consacré à une seule école; les poètes, les historiens, les philosophes, furent appelés à en faire partie; le prince leur assigna pour demeure un de ses propres palais, et fournit royalement à leurs dépenses. Cette grande institution, qui ne compta jamais qu'un nombre de membres assez restreint, sut se maintenir assez haut dans l'opinion par la sévérité de ses choix, pour que l'honneur d'en faire partie devînt l'objet suprême de l'ambition des savans; et comme les Ptolémées, au lieu de prendre sur le trésor royal les dépenses du musée, le dotèrent dès le principe d'un riche domaine, cette institution traversa les désastres de l'Égypte, survécut à la dynastie qui l'avait fondée, et se retrouve encore florissante plus de six siècles après son origine.

Quoique la flatterie des écrivains de l'époque attribue à Ptolémée-Philadelphe la fondation de la bibliothèque, il est certain qu'elle remonte à Ptolémée-Soter, et qu'elle devint sur-le-champ une collection considérable. Le nombre des rouleaux qu'elle contenait, suivant l'estimation la plus probable, s'élevait à cinq cent mille, ce qui, d'après les calculs de M. Matter, représente environ cent cinquante mille de nos volumes modernes. Un second dépôt fut fondé quelque temps après dans le Sérapéum; et cette seconde bibliothèque devint la seule bibliothèque d'Alexandrie, lorsqu'après la bataille de Pharsale

Jules-César incendia le quartier de la ville qui contenait la première. Rien n'égale l'activité que déployèrent les savans du musée sous la dynastie des Lagides. Pendant que les rois prescrivaient des voyages maritimes, des chasses lointaines, entretenaient à grands frais des collections d'animaux rares et précieux, achetaient de tous côtés des ouvrages, payaient au poids de l'or les manuscrits d'Aristote, et instituaient dans Alexandrie des jeux et des combats poétiques, les membres du musée et tous les savans que la bibliothèque, le musée et la libéralité des princes attiraient à Alexandrie, s'occupaient sans relâche de la révision, de la transcription, du classement des manuscrits. Les Zénodote, les Ératosthène, les Apollonius, les Callimaque, présidèrent successivement à la bibliothèque, et c'est sous cette habile direction que les diorthotes et les chorisontes accomplirent leur œuvre patiente. Tous les poètes, tous les historiens, tous les philosophes, furent revus, commentés, annotés. Des éditions excellentes, des abrégés et des compilations sans nombre, furent le fruit de tout ce travail, et Callimaque, au nom du musée, publia une classification par pléiades des poètes, des savans, des philosophes. Les illustres parmi les vivans et parmi les morts furent présentés officiellement dans l'ordre de leur mérite respectif à l'admiration des peuples, et le musée devint comme un tribunal qui dispensa la gloire, et jugea sans appel toutes les productions de l'esprit humain.

Il est remarquable qu'au milieu de cette activité, les critiques et les philologues abondent, tandis que les historiens, les poètes, et surtout les philosophes, font défaut. Ainsi, d'un côté, Alexandrie semble être devenue le plus grand centre d'activité littéraire, car elle possède une bibliothèque qui efface toutes les autres, et même celle de Pergame, la gloire et la passion des Attales; elle a, dans son musée et à la tête de sa bibliothèque, des savans dont l'érudition et la sagacité n'ont pas été surpassées; mais si l'on cherche le mouvement philosophique, on trouve que les chefs des écoles grecques refusent les honneurs du musée, et daignent à peine envoyer quelqu'un de leurs disciples pour y tenir leur place. Arcésilas et Carnéade, dans l'académie; Critolaüs, parmi les péripatéticiens, Cléanthe, Chrysippe, Zénon de Tarse dans l'école stoïcienne, pour celle d'Épicure, Polystrate et Basilides, ce sont là les véritables chefs de la philosophie de ce temps. Il semble que cette civilisation factice, produite par l'or des Ptolémées, ne puisse aboutir qu'à des travaux d'érudits et de compilateurs. Il n'y a là qu'une apparence de mouvement et de prospérité: on y conserve, on y entretient le trésor amassé par les poètes

et les philosophes, mais on n'y ajoute plus. Il n'importe; cette érudition, pour un temps stérile, produira plus tard ses fruits. Quoique les écoles philosophiques de la Grèce n'aient à Alexandrie que des représentans obscurs, elles y sont cependant représentées; les traditions religieuses de l'Égypte s'y conservent au fond des sanctuaires; les Arabes, les Perses et surtout les Juifs remplissent la ville; toutes ces doctrines placées en présence, et qui vivent ensemble sans se combattre, fournissent au moins la matière d'une érudition qui pourra devenir féconde; c'est l'avenir d'un éclectisme le plus érudit et le plus compréhensif qui fut jamais.

Il y avait peut-être une cause à cette stérilité philosophique, et si M. Matter, qui la remarque sans l'expliquer, avait comparé la situation des esprits à cette époque en Grèce et dans Alexandrie, il aurait trouvé le secret de cette infériorité des philosophes alexandrins. En Grèce, où les écoles socratiques avaient jeté tant d'éclat dès leur principe, où elles répondaient si bien au caractère national, où la présence d'écoles rivales entretenait le feu sacré dans tous les esprits, un grand mouvement philosophique n'était pas seulement naturel, il était en quelque sorte nécessaire. Mais l'Égypte, toute grecque qu'on avait voulu la faire, était demeurée l'Égypte. Ce vieux peuple, fier de sa vieillesse et de ses traditions, serré autour de ses prêtres et regardant toujours le passé, n'avait pu être entamé dans ses mœurs et dans ses croyances. Le génie plus mobile des vainqueurs avait subi au contraire l'influence des mœurs égyptiennes. Quelques sophistes venus des îles, et qui formaient la cour frivole et dissolue des Lagides, conservaient toute la légèreté de leur caractère national; mais les membres du musée, fixés à Alexandrie, attachés à l'Égypte, placés sous la présidence d'un prêtre, avaient contracté à la longue une certaine affinité avec cette immuable civilisation, et quelque chose de religieux, de sacerdotal, s'était peu à peu glissé dans leurs esprits. Les Lagides eux-mêmes, dont la politique était d'amener une fusion qui ne se réalisa jamais complètement, s'étaient appliqués avec persévérance à faire naître et à entretenir chez les Grecs le respect des traditions, cette première religion de l'Égypte. La philosophie n'avait donc en Égypte qu'un intérêt de pure spéculation, et la tendance commune des esprits les portait à s'attacher aux dogmes traditionnels et à respecter tout ce qu'avaient consacré les siècles. L'érudition mise à la place de la réflexion, la foi implicite que réclame chaque religion accordée à toutes simultanément, les doctrines philosophiques assimilées aux dogmes religieux, tel est le caractère général qui se

retrouve de bonne heure chez les savans de l'école d'Alexandrie, et il explique les deux phases de la philosophie alexandrine; impuissante et stérile tant que le polythéisme ancien n'a d'autre ennemi que l'indifférence, elle se réveille tout à coup et devient une école puissante et originale, quand une religion nouvelle attaque toutes les religions et toutes les philosophies de l'antiquité. Cette érudition universelle élaborée pendant cinq siècles, cette fusion de la Grèce et de l'Égypte, cet attachement aux anciennes mœurs et aux vieilles doctrines qui triomphe peu à peu de la versatilité de l'esprit grec, tout cela prépare à merveille les savans d'Alexandrie à devenir plus tard les défenseurs opiniâtres du passé et à tenter cette résurrection d'un monde déjà mort, entreprise de géans dans laquelle ils ont péri.

La fin de ce grand et glorieux empire des Lagides est une lamentable histoire: les fureurs de Ptolémée-Kakergète, qui faisait massacrer d'un seul coup tous les enfans d'un gymnase; l'invasion d'Antiochus; des minorités agitées et turbulentes; l'usurpation par le meurtre et l'adultère; la protection des Romains, fléau plus grand que tous les autres ensemble, achetée à prix d'or par Ptolémée-Aulète, et payée plus tard par des provinces, telle est la série de désastres qui se termina par la conquête romaine. Quand une jeune reine, presqu'un enfant, occupa le trône des Ptolémées, les graces de son esprit et de sa personne, sa passion pour la gloire, son amour de la science, ne purent préserver ni son peuple ni elle-même. Maîtresse de César, esclave d'Auguste, elle prodigua à l'un les trésors des Ptolémées et fut dépouillée par l'autre de son trône et de la vie.

Il est vrai que pour imiter Alexandre, et peut-être aussi dans des vues politiques bien entendues, les empereurs accordèrent leur protection au musée et aux écoles scientifiques d'Alexandrie. La bibliothèque de Pergame, déposée au Sérapéum, vint remplacer la grande bibliothèque incendiée. Auguste et ses successeurs s'étudièrent à l'envi à combler de bienfaits cette capitale du monde savant; l'empereur Claude, à côté du musée des Lagides, éleva le Claudium, institution rivale, organisée sur le même plan, et il imposa aux savans des deux musées, l'obligation de lire alternativement chaque année, en séance publique, les ouvrages historiques qu'il avait lui-même composés. Mais tout cela ne rendait pas à Alexandrie la cour des Lagides, ces princes de race grecque, élevés parmi les savans du musée, cultivant eux-mêmes les lettres et passant leur vie dans des entretiens philosophiques. Transformée en province de l'empire, l'Égypte devenait comme un lieu d'exil pour les esprits du premier

ordre. Rome les appelait à elle; là était la puissance, là était la gloire. Bientôt l'établissement de chaires d'éloquence et de philosophie richement rétribuées, qui couvrirent en un clin d'œil la surface de l'empire, vint porter le dernier coup au monopole de l'enseignement littéraire, dont Alexandrie avait joui jusqu'alors. Athènes recouvra sa suprématie, et ses écoles furent une seconde fois le rendez-vous des savans de tous les peuples. Alexandrie était perdue, si l'existence du polythéisme, qu'elle seule était préparée à défendre, n'avait été mise en question par les progrès du christianisme.

C'est donc à ce moment de l'histoire, à l'apogée de la puissance romaine, quand l'excès de la civilisation eut usé tous les ressorts de l'esprit humain, et ramené le monde à cette enfance imbécile que produit l'extrême vieillesse; c'est alors que la religion chrétienne, née dans les derniers rangs du peuple, propagée par des esclaves et décriée d'abord à Rome comme une secte exécrable, commença à remplir le monde et à faire présager une ère nouvelle. A partir de cette époque, l'histoire de l'école d'Alexandrie ne peut plus se séparer de l'histoire du christianisme.

Suivant M. Matter, la décadence de l'école d'Alexandrie commence à la chute des Ptolémées, tandis que je place au contraire dans le siècle suivant le commencement de sa gloire. La religion chrétienne, qui a fini par anéantir l'école d'Alexandrie, est précisément ce qui l'a sauvée au IIe siècle de notre ère. Appelée naturellement à la défense du polythéisme, Alexandrie se trouva à la tête d'un parti; elle combattit sans succès, mais la lutte fut glorieuse, même pour elle, et le polythéisme parut tout brillant encore au moment où il allait s'éteindre et disparaître pour jamais. Au lieu de comparer les deux adversaires et de rechercher dans les élémens mêmes de la lutte ce qui en a déterminé le résultat, M. Matter prend pour la décadence de l'école d'Alexandrie ce qui est tout au plus la décadence d'Alexandrie elle-même, et il nous abandonne tout à coup, au moment précis où l'histoire qu'il raconte acquiert de l'importance et de la grandeur.

Ce fut une haute pensée des premiers apôtres du christianisme d'établir dans Alexandrie une école chrétienne. Ils comprirent, comme plus tard Julien l'Apostat, que c'était là la capitale du paganisme. A côté de ce musée où toutes les religions étaient reçues, hormis la juive, en face de ce temple de Sérapis où l'on avait accumulé tant de trésors, s'éleva une humble école, un didascalée, une école de petits enfans. Les maîtres de cette école n'étaient pas, comme dans le musée, des chevaliers romains et des gouverneurs de province;

en devenant chrétiens, ils abdiquaient leurs honneurs, et se vouaient à la persécution et à la pauvreté. Tous les souvenirs, toutes les gloires, toute la force, étaient à leurs adversaires; pour eux, humbles parmi les plus humbles, pieds nus, revêtus d'habits grossiers, à peine nourris, mais indifférens sur leur misère, ils enseignaient pour quatre oboles toutes les lettres humaines, et prêchaient à tout le peuple les mystères de leur religion. Ils venaient renouveler par une religion nouvelle ce vieux monde que les Alexandrins voulaient sauver par l'éclectisme,

C'est une belle et noble chose que l'éclectisme appliqué à l'histoire, pourvu qu'on ne se renonce pas soi-même au profit du passé. L'autorité des siècles est imposante, mais la raison est au-dessus d'elle. L'éclectisme sans critique a bien encore quelque poésie : il comprend, il embrasse, il concilie tout; cela est beau et grand au premier coup d'œil, mais cela n'est ni sage, ni philosophique. On n'est philosophe qu'à condition de produire. On ne ressuscite pas un système en le recommençant, mais en le renouvelant.

Ce n'est ni la grandeur, ni la sublimité des doctrines qui manquent à l'éclectisme alexandrin. Ne parlons que de Plotin. Quel monde que les *Ennéades!* Il y a dans les *Ennéades* des croyances pour vingt siècles. Mais sur quoi reposent ces croyances? Sur le raisonnement, sur les faits, sur l'observation? On trouve de l'observation dans Plotin, mais il est trop clair qu'elle est insuffisante, et que les conclusions la débordent de toutes parts. Sur l'extase? L'extase explique l'existence d'une philosophie; elle n'en saurait justifier les résultats. Sur l'autorité? L'autorité n'est plus rien, quand on admet toutes les autorités au même titre.

L'éclectisme, pour être compris, demande une certaine culture; il faut, pour le créer, une érudition immense, une vaste imagination, une souplesse d'esprit à se plier à tout, à comprendre tout, à reconnaître, à deviner, à créer des analogies. Ce n'est pas là une doctrine qui puisse, à elle seule, remplacer une religion ou en retarder le triomphe. D'ailleurs le mysticisme alexandrin est un tout par la communauté de vues, d'origine et de méthode; mais les doctrines diffèrent pour chaque philosophe : chacun forme sa synthèse comme il peut et comme il veut. Les Alexandrins d'Athènes ne relèvent pas de ceux d'Alexandrie; Syrien, Proclus, Marinus, Isidore, sont indépendans de Iamblique et d'Olympiodore. Il se rencontre dans l'école plus d'un esprit éminent qui ne peut porter le poids de sa propre érudition, et qui, au lieu de coordonner en un grand tout ces élémens

divers, se perd dans des subtilités et devient victime d'une sorte d'éblouissement. A force de se complaire dans leur propre sagacité, ils en viennent à légitimer à leurs propres yeux jusqu'à l'imposture, pourvu qu'elle soit habile et qu'elle tende à leur unique but. Comment s'expliquer autrement leurs prétendus miracles? Il y eut parmi eux des illuminés; mais il y eut aussi des hommes habiles qui croyaient avec Platon qu'on peut tromper le vulgaire pour le sauver. Quand l'empereur Sévère réunissait dans son culte les images de Moïse et de Jésus-Christ à celles d'Apollonius de Tyane, il ne faisait peut-être qu'obéir à l'esprit de son temps; mais Hiéroclès, l'inventeur de la divinité d'Apollonius, voulait sans doute opposer ses miracles à ceux de Jésus-Christ, et pour combattre un Dieu, il en donnait un à sa secte.

L'unité et la simplicité même de la croyance des chrétiens, ce caractère qui frappe tous les yeux dans l'église écuménique, apparaissait déjà, même aux gentils, à l'origine de la religion. Jamais l'antiquité n'avait présenté un pareil spectacle; ni l'institut de Pythagore, ni la religion des mages, ni les dogmes immuables des sanctuaires égyptiens, ne pouvaient en donner une idée. Réunis en concile dès les premiers siècles, les pères de l'église concentrèrent sous une formule brève et précise les principales vérités de leur foi, et ce symbole devint la règle inviolable de leur enseignement et de leur croyance. Cette simplicité, cette immobilité du symbole, rendit la propagande facile, et creusa dès le premier jour un abîme entre cette doctrine exclusive, invariable, et ces théories alexandrines, où les contraires pouvaient entrer, et qui, de l'aveu même des maîtres, pouvaient se contredire elles-mêmes impunément. Les deux doctrines opposées avaient sans doute quelques points de ressemblance, et c'est une étude curieuse de rechercher ces analogies et de les rapporter à leur véritable cause; mais au fond l'opposition était complète, et le principe de chacune était expressément la négation de celui de l'autre. D'un côté, on se fait gloire de tout admettre et de ne rien exclure, et de l'autre on se renferme étroitement dans un symbole hors duquel il n'y a pas de salut. Ici, intolérance absolue; là, indulgence universelle. Supposez une doctrine éclectique qui se fait gloire de n'être que cela, et cherchez quel est son contraire; c'est une religion intolérante avec un symbole immuable : c'est le christianisme.

Aussi quelle différence! Dès le premier jour, les Alexandrins se séparent. Les disciples immédiats de Plotin n'adorent pas tous le même dieu, et se construisent chacun une trinité différente. Dans

l'église chrétienne, au contraire, la plus légère erreur en matière de dogme sépare celui qui la professe du culte commun, et pour choisir un exemple du même temps, Origène le chrétien, qui avait peut-être été, à l'école de Plotin, le condisciple de l'autre Origène, et qui fut après Clément d'Alexandrie le chef du didascalée, ne put échapper à la censure, malgré tant de vertus et tant de services. Il y avait, dans cette église naissante, un pouvoir constitué, sans appel, maintenant la foi dans sa pureté et dans son intégrité, séparant le schisme de l'orthodoxie, et ne laissant aux membres de l'église que le droit d'enseigner, de commenter et de croire.

Ce qui assurait par-dessus toutes choses le triomphe du christianisme, c'est qu'il apportait une doctrine simple, raisonnable, à la portée de tous les esprits, du moins dans les points essentiels, composant un système facile à embrasser, et venant aboutir dans la pratique à la morale la plus pure. Les alexandrins, au contraire, défenseurs du polythéisme, avaient beaucoup à cacher, beaucoup à dissimuler : la souplesse de leur esprit suffisait à peine pour leur faire à eux-mêmes illusion sur des contradictions par trop choquantes, et d'ailleurs ils ne pouvaient s'adresser qu'à des intelligences du premier ordre; le peuple était incapable de comprendre leur philosophie, incapable de s'en tenir à une philosophie quelconque. Il lui fallait une religion. C'est parce qu'eux-mêmes l'avaient compris en hommes qui connaissent les exigences de leur temps, qu'ils avaient mis en avant ce vieux polythéisme auquel ils ne croyaient plus. Mais cette religion qu'il leur fallait subir, elle n'était plus pour tout le monde qu'un scandale; il fallait une religion, à la vérité, mais une autre. Conserver les formes du culte, les transformer en symboles d'une métaphysique profonde, et concilier ainsi la philosophie avec les traditions, telle est la chimère qu'ils poursuivirent, ne s'apercevant pas que pour le philosophe, à qui la métaphysique suffisait, le symbole était inutile, et que pour le vulgaire, incapable de rien saisir au-delà, le symbole restait une réalité et n'en valait pas mieux après toutes leurs tentatives. En un mot, les deux doctrines opposées ne pouvaient réussir que comme doctrines religieuses, et c'est ce qui fit à la fois la force du christianisme et la faiblesse des alexandrins.

Enfin, il faut tenir compte aussi d'un autre ordre de faits, d'une moindre importance à la vérité, mais qui ne sont pas indignes de l'attention de l'histoire. On se fait souvent illusion sur le véritable caractère d'une école philosophique. Une telle école n'est pas une congrégation religieuse. Sans doute, entre les membres de l'institut

pythagorique, il y eut une communauté parfaite de principes, de doctrines; mais quel fut le sort, quelle fut la durée de cet institut? Une philosophie, par sa nature, laisse aux esprits leur indépendance, et dès que l'indépendance est reconnue, chaque disciple peut avoir une doctrine particulière, et il est rare que la philosophie du chef d'école se transmette après lui sans altération. Peu d'écoles ont dans l'histoire une aussi longue durée que l'académie; comparez cependant le système de Speusippe à celui de son maître. Ce n'est plus Platon, c'est Speusippe; c'est une doctrine toute nouvelle qui rappelle en beaucoup de points la doctrine du maître, mais qui peut-être s'en écarte encore plus qu'elle ne s'en rapproche. Il en est de même de ce que l'on appelle ordinairement l'école d'Alexandrie; c'est une seule école, parce qu'elle procède d'un même maître, qu'elle emploie la même méthode, qu'elle conspire au même but et qu'elle défend la même cause; mais chacun des membres qui la composent a son action personnelle, son influence propre, son système à lui; il y a là plutôt un certain nombre d'écoles analogues qu'une seule école. Deux choses pourraient faire penser que le lien a été plus fort entre les philosophes de cette école, le musée et la *chaîne dorée*. Mais, quant au musée, qui fut le berceau de la gloire littéraire d'Alexandrie, c'est une institution spéciale dont tous les philosophes de l'école n'ont pas été membres, il s'en faut de beaucoup; et d'ailleurs le musée n'a jamais été qu'une sorte d'académie dont les membres vivaient en commun sans être soumis à un règlement ni astreints à un travail collectif. Le président du musée, que le roi devait toujours choisir parmi les prêtres, n'était que le premier entre ses égaux, et ne pouvait imprimer aucune direction aux travaux de ses collègues. Pour ce qui est de la chaîne dorée, par laquelle les alexandrins se rattachaient entre eux dans leur école, et rattachaient leur école aux écoles inspirées de siècle en siècle en remontant à Hermès, c'est une conception fort poétique sans doute et qui rappelle le fameux passage de l'*Ion*; mais cette chaîne n'était pas tellement serrée, qu'elle détruisît toute liberté et tout mouvement. Il restait quelque place à l'individualité de chaque doctrine et même de chaque philosophe, et il est permis de croire que Syrien, Proclus, Isidore, tout dévoués qu'ils étaient à ce grand intérêt commun du polythéisme et des doctrines de la chaîne dorée, conservaient aussi quelque ardeur pour la propagation de leurs propres idées et pour la gloire de leur nom. Il n'en était pas de même au didascalée; il n'y avait là ni ambition de gloire ni jalousie de puissance; on n'avait pas à défendre son influence

dans sa propre école, ni à combattre pour l'honneur de ses idées. Réunis dans une même pensée, soumis au même symbole, les chrétiens renonçaient même à interpréter leur foi, ou du moins ils soumettaient leurs interprétations à la censure des pères de leur église; cette unité parfaite de doctrines concentrait sans réserve toute leur action, toutes leurs forces, et cette unique action de tout un corps était nécessairement plus puissante que les efforts divisés de leurs adversaires. D'ailleurs la hiérarchie de l'église chrétienne, avec sa discipline inflexible, remonte au temps des premiers conciles, et l'on ne saurait trop insister sur la puissance d'une pareille organisation, qui jusque-là n'avait pas eu d'exemple. Les mystères, les colléges de prêtres, les sanctuaires même d'Égypte, n'en approchaient pas. La doctrine chrétienne est la première qui proclama sans restriction la soumission absolue de la raison à l'autorité, qui fit même aux plus grands docteurs un devoir de l'humilité, et qui mit au nombre des vertus l'obéissance passive et le renoncement de soi-même. Avec de tels principes, l'église enseignante forme l'unité la plus parfaite qui se puisse concevoir; ce ne sont pas plusieurs volontés qui s'accordent, c'est une seule volonté devant laquelle toutes les autres volontés s'anéantissent. Et cela même ne leur coûtait pas, puisque la doctrine étant commune, le prosélytisme de chacun, au lieu de nuire à celui des autres, le fortifie au contraire et lui vient en aide. Cette unité dans la doctrine, cette hiérarchie puissante, cette abdication de toute volonté individuelle, ce renoncement absolu de soi-même, signes caractéristiques des congrégations religieuses, seront toujours pour elles, en tous temps et en tous lieux, une des plus infaillibles conditions de succès.

Ce sont là les causes extérieures qui expliquent le résultat de cette lutte. Mais quand on laisse de côté toutes ces questions de positions et de personnes, et que l'on entre dans l'histoire des idées, la seule véritable histoire d'une école de philosophie, on aperçoit avec bien plus d'évidence encore combien cette école, d'ailleurs si riche, avait peu de chances de durée. Il semblerait en vérité, à voir comment M. Matter décrit les bâtimens du musée et dresse la liste de ses habitans, qu'il s'occupe à rechercher curieusement les vestiges d'une de ces littératures entièrement perdues pour nous, et dont nous connaissons à peine l'existence par la tradition. Il s'agit pourtant de l'école d'Alexandrie, c'est-à-dire de l'école la plus féconde en livres, sinon en bons livres, et l'on pourrait dire aussi la plus féconde en systèmes; car non-seulement chacun a le sien, mais il en est qui en

ont plusieurs, et des systèmes qui se contredisent. C'est, je l'avoue, une longue et pénible étude, de prendre un à un et de dépouiller tous ces commentaires, écrits pour la plupart dans un fort mauvais grec, et dont quelques-uns, à l'heure qu'il est, ne sont pas même édités; mais enfin, puisqu'ils existent, il n'est pas permis à un historien de l'école d'Alexandrie de les négliger. C'est dans leurs propres ouvrages qu'il faut étudier les alexandrins, et non pas dans Strabon, où M. Matter les a vus. Resserrer dans un dernier volume l'exposition des doctrines, et consacrer le premier à des catalogues, à des descriptions et à des plans, c'est se tromper sur le but même et le sens de la tâche qu'on s'est donnée; c'est entendre l'histoire de la philosophie en architecte.

Quand on pénètre pour la première fois dans cette littérature à la suite, qui ne présente jamais un livre qu'à titre de commentaire, il est naturel de se figurer qu'on va tourner constamment dans le même cercle et commenter sans fin le même texte. M. Matter n'a pas réfléchi que ce sont ici des commentateurs d'une espèce toute particulière, qui ne s'attachent pas à un livre, comme les faiseurs de notes et d'illustrations, pour le développer et le délayer dans des périphrases, mais pour fournir un argument nouveau à leur thèse favorite, que les ouvrages de Platon contiennent toutes les philosophies et toute la philosophie. Avec une prétention pareille, on ne saurait analyser le moindre dialogue de Platon sans y mettre un système complet; aussi, la plupart du temps, les commentaires des alexandrins sont une reproduction fidèle de la situation de leur intelligence au moment où ils écrivent; aucune suite, aucun ordre dans les idées; des digressions perpétuelles: c'est la pensée comme elle vient et à mesure qu'elle se présente. Si la lecture de la veille, la discussion, le besoin du moment, un ouvrage qu'un adversaire vient de faire paraître, ont imprimé à leur esprit une direction nouvelle, aussitôt ils introduisent dans leur système un élément nouveau, qu'ils empruntent aux mages, aux Éthiopiens, aux Juifs, à quiconque possède une idée qui puisse combler une lacune ou parer à une objection.

Au milieu de ce pêle-mêle d'explications philologiques et de systèmes, d'analogies puériles et de grandes pensées, ce n'est pas la moindre difficulté de l'histoire que de rattacher à une méthode commune ces éternelles divagations. Le lien existe cependant, et dans le silence complet de tous les historiens, et même du plus récent, j'essaierai de dire en peu de mots comment je conçois qu'on pourrait le retrouver.

Si j'ai réussi, dans ce qui précède, à montrer de quelle façon les cinq premiers siècles de la domination grecque en Égypte, depuis Alexandre jusqu'à Vespasien, préparent et amènent l'école philosophique dans laquelle tout ce mouvement littéraire vient s'absorber, et qui de Plotin, vers le IIe siècle de notre ère, s'étend jusqu'à Isidore et Damascius dans le VIe, on comprend facilement quels sont les trois caractères principaux qui distinguent les philosophes alexandrins. Mystiques par l'influence de l'Orient et de l'Égypte, et parce qu'ils combattent une religion au nom d'une autre; dialecticiens parce qu'ils voient Pythagore dans Platon, et dans Pythagore tout l'Orient, et que la méthode dialectique, qu'ils empruntent à Platon en la faussant, ou du moins en l'exagérant, convient à la fois aux exigences de leur position et à la nature de leur esprit; éclectiques enfin, parce qu'ils vivent sur une terre devenue la terre classique de l'érudition. Le caractère de leur méthode est avant tout dialectique, et, si j'ose le dire, contre l'opinion presque universelle, le mysticisme et l'éclectisme ne sont chez eux qu'accessoires. Pour peu qu'on y réfléchisse, quelle est la tendance de la dialectique poussée à l'extrême? La dialectique consiste à diviser et à rapprocher; considérée uniquement dans sa forme extérieure, c'est une méthode de généralisation; elle diffère de la généralisation purement logique en ce que les idées générales qu'elle découvre sont conçues par elle comme des réalités indépendantes des individus, comme des types existant réellement dans la nature des choses, et même plus réellement que tout le reste, car le reste n'existe que par eux. Cette méthode a le défaut d'attribuer à l'esprit trop de puissance, et de le laisser s'égarer trop loin des faits et de l'expérience. Il est évident en effet que l'esprit crée un nouvel être en créant un nouveau terme général, et que plus un philosophe aura de subtilité et d'imagination, plus il multipliera les réalités ou ce qu'il croit être des réalités. En appliquant ce procédé, qu'il ne s'agit pas ici de juger, puisqu'il appartient à Platon et non aux alexandrins, on crée une sorte d'échelle où tous les êtres dont le monde se compose occupent un ordre hiérarchique, suivant qu'ils sont plus ou moins généraux, c'est-à-dire, dans le point de vue des dialecticiens, plus ou moins réels. Or cette échelle, de quelque côté qu'on la considère, en montant ou en descendant, ne peut s'étendre jusqu'à l'infini; car elle a son point de départ dans le monde des sens, et, d'un autre côté, il y a une idée dans l'esprit humain, au-delà de laquelle il lui est impossible de rien imaginer, une idée qui est de toutes la plus générale, et non pas la plus générale pour

tel ou tel degré d'imagination dont on pourrait être doué, mais la plus générale pour tout esprit humain, quel qu'il soit, telle enfin qu'étant absolument et parfaitement simple, elle ne puisse être divisée et rapportée à une classe plus générale même par l'imagination la plus exercée et l'esprit le plus subtil. Cette idée suprême, qui arrête la dialectique et l'empêche de se perdre dans l'infini, c'est l'unité. Mais entre l'unité absolue et le monde des sens, l'imagination a beau jeu pour se développer, et il arrive, chose bizarre, que la même méthode qui procède par distinctions, et qui en vit, pour ainsi dire, à force de distinguer avec subtilité, finit par combler presque entièrement les intervalles, et à placer, par exemple entre deux distinctions données, tant de distinctions intermédiaires, que les différences tombent enfin dans l'infiniment petit, et qu'on arrive ainsi, par l'excès même de la distinction, à la confusion absolue. Platon ne s'était pas perdu dans cet abîme, préservé qu'il était par les leçons de Socrate, par l'excellence de son esprit, et aussi par le caractère du génie grec, si plein de mesure et de retenue, et qui a horreur de tous les excès. Mais les alexandrins qui s'emparent de cette arme dangereuse de la dialectique à une époque de civilisation très raffinée, dans un temps où les peuples, réunis violemment pour former une seule nation, perdent leur caractère, leurs traditions, leur croyance exclusive, et sont disposés à admettre tout ce qui est nouveau, étrange, bizarre, comme dans une sorte d'ivresse, les alexandrins ne savent pas se retenir; et il résulte de là que quand on se donne le spectacle de leur doctrine, on les voit osciller entre l'unité absolue et la confusion absolue, comme entre deux pôles opposés qui les attirent tour à tour, parce qu'ils ne voient pas, et ne peuvent pas voir au point de vue où ils sont placés, que ce sont là deux termes opposés, et même contradictoires. Il y a donc à la fois chez eux, par suite de cette dialectique poussée à l'excès, une tendance à tout diviser et une tendance à tout rapprocher. Rien n'est plus contraire évidemment qu'un pareil état à la philosophie et au sens commun; mais en même temps rien n'est plus commode pour une école placée sans cesse en présence d'habiles adversaires, et qui veut prouver par toutes les voies qu'elle possède à elle seule toute la sagesse, et qu'il ne peut y avoir en dehors d'elle que des parties d'elle-même.

La dialectique particulière aux alexandrins une fois bien comprise, il n'y a rien de plus facile à saisir que leur éclectisme. Ils poussent l'éclectisme à l'excès comme la dialectique; l'excès de la dialectique consiste à anéantir la possibilité des distinctions précisément en mul-

tipliant les distinctions; l'excès de l'éclectisme consiste à admettre simultanément deux doctrines contradictoires. A parler proprement, ce n'est là ni de l'éclectisme, ni de la dialectique; c'est une situation non philosophique, à laquelle on parvient en poussant à la dernière extrémité, contre toute raison, deux méthodes philosophiques. On conçoit du moins que cette dialectique sans frein donne place à cet éclectisme, qui n'est plus alors de l'éclectisme, et qui devient une confusion universelle; car si la dialectique épuise toutes les conceptions possibles de l'esprit humain, et les dispose dans un certain ordre, on peut rattacher tous les systèmes à quelque échelon de cette échelle immense. L'histoire de la philosophie y est à l'aise tout entière. Voici, par exemple, quels sont, chez la plupart des dialecticiens, les trois derniers termes généraux auxquels arrive la pensée, ce sont l'unité, l'intelligence et la force intelligente dans cet ordre. Or, les éléates ramènent tout à l'unité absolue sans intelligence ni puissance; Aristote, à un être intelligent qui ne connaît que lui-même et n'agit sur rien en dehors de lui; Platon, à une force intelligente. Ces trois dieux réunis n'en forment plus qu'un dans la philosophie de Plotin, et c'est à la fois un seul dieu et un dieu triple. L'unité placée au sommet de l'échelle est aussi la première personne, ou, comme parlent les alexandrins, la première hypostase de la trinité divine; l'intelligence tient le second rang, et la puissance le troisième. Le polythéisme de la Grèce, de l'Orient, de l'Égypte, les grands et les petits dieux, les démons, les génies, se distribuent suivant le degré de leur importance dans les échelons intermédiaires. Le monde des alexandrins, tel que la dialectique le leur donne, ne contient pas de vide, et forme un plein continu depuis l'alpha jusqu'à l'oméga; et dans ces espaces sans fin, ils jettent à profusion une myriade de divinités empruntées à tous les peuples et à tous les cultes.

On peut dire en un certain sens qu'il n'y a d'original chez les alexandrins que le parti pris de n'avoir point d'originalité. Cependant le caractère mystique de leur philosophie leur appartient en propre, et c'est assurément la première fois que l'extase est expliquée psychologiquement, et placée par une école philosophique au-dessus même de la raison. Il y a bien quelques traces obscures d'une opinion analogue dans Empédocle, et les alexandrins n'ont pas manqué de les faire ressortir, en les exagérant, suivant leur coutume; mais enfin, quoiqu'ils aient pu emprunter des théories mystiques aux illuminés du Ier et du IIe siècle de notre ère, quoiqu'ils aient considéré certains passages du *Phèdre*, du *Parménide*, et de *la République* de

Platon comme une reconnaissance expresse de l'extase et des conceptions supérieures à la raison que l'extase produit, ils n'en sont pas moins, aux yeux de l'histoire, la première grande école mystique qui se soit produite en philosophie, et ce côté de leurs doctrines est même ce qui permet d'y découvrir les élémens d'une philosophie commune, au milieu de toutes ces opinions qui se heurtent et se contredisent, sans règle, frein ni mesure.

Une dialectique qui s'égare et se perd dans des subtilités, un éclectisme qui finit par n'être plus qu'une indulgence universelle et l'incapacité absolue de rien exclure, un mysticisme qui aboutit souvent à l'extravagance, tout cela fait que l'école d'Alexandrie ne pouvait naître et se soutenir qu'au moment où nous la rencontrons dans l'histoire, et qu'elle n'a pu vivre pendant cinq siècles qu'en se rattachant à tous les vieux souvenirs, et en appelant à elle tous ceux qui, par leur éducation, leurs principes et leur caractère, adhéraient fortement aux vieilles croyances et aux vieilles mœurs, et avaient en horreur toute innovation. M. Matter ne voit d'autre cause à la ruine de cette école que la décadence de la ville d'Alexandrie et le triomphe du christianisme par la protection de Constantin et de Théodose. Cela tient à son système général, sur lequel il est fort inutile de revenir; mais s'il avait compté les idées pour quelque chose, s'il s'était demandé quel est l'avenir d'une doctrine mystique qui s'appuie sur une théologie empruntée à toutes les théologies humaines, et, si on l'ose dire, encombrée de dieux; s'il avait comparé cette philosophie qui ne repose sur rien et qui renferme tant d'élémens étranges et disparates à cette autre doctrine si simple, si complète, si bien unie, appuyée uniquement sur le principe de l'autorité, et n'hésitant pas à le reconnaître; si M. Matter avait pu peser tout cela, il est permis de penser que l'histoire de l'école d'Alexandrie serait devenue entre ses mains quelque chose de moins inanimé, qu'on aurait entrevu du moins qu'il y avait là de grandes questions, une grande lutte, et qu'il serait sorti de ses recherches quelque lumière sur cette religion dont le triomphe presque universel est, après tout, le plus grand fait de l'histoire.

Ce serait au surplus commettre une erreur capitale que de ne voir autre chose, dans l'école d'Alexandrie, qu'une sorte de syncrétisme aveugle. Il y a bien du fumier dans cette scholastique alexandrine, mais il y de l'or en abondance. La nature et les attributs de Dieu, son action sur le monde, la nécessité, le mal moral, l'extase, l'expiation, la prière, que de problèmes philosophiques ignorés jusqu'alors ou

laissés dans l'ombre, et qui se trouvent tout à coup inondés des plus vives lumières! L'antiquité n'a pas de génie plus vigoureux que Plotin, et on peut citer tel livre des *Ennéades* dont la critique moderne ne retrancherait pas un seul mot. Ne serait-ce pas un abondant sujet d'études, que de comparer la doctrine des *Ennéades* à celle du concile de Nicée? Les ressemblances abondent; à quelle cause les attribuer? Y a-t-il eu des emprunts mutuels? Les deux écoles ont-elles puisé dans une source commune, ou bien encore sont-elles arrivées par des chemins divers à des conclusions identiques? Porphyre, Iamblique, Syrien, Proclus, venus après Plotin, construisent d'autres systèmes et donnent lieu à des rapprochemens nouveaux. En voici un que je signalerai, parce qu'il est propre à faire ressortir les contradictions et le défaut d'unité des théories alexandrines; le caractère propre des doctrines païennes, c'est, comme personne ne l'ignore, d'une part le polythéisme, et de l'autre l'éternité, ou plutôt la nécessité de la matière. Or, l'école d'Alexandrie soutient l'unité de Dieu et la production de la matière, tantôt par voie de procession, tantôt par voie d'émanation. Peu importent les détails des systèmes; mais, ce que chacun peut remarquer ici, c'est que voilà une école qui combat pour le polythéisme et le paganisme, et qui au fond n'est plus païenne. Elle conserve les dieux à la vérité; mais, pour les soumettre au grand Dieu, qui est l'artisan et le père du monde, pour en faire les forces personnifiées de la nature, ou des anges et des archanges intermédiaires entre les dieux et les hommes. N'est-il pas évident qu'à force de tout admettre, elle perd l'intelligence du rôle qu'elle a voulu soutenir, et jusqu'à la conscience d'elle-même?

Ce qui a fait la grandeur de l'école d'Alexandrie, c'est l'abondance des idées, le luxe de poésie et de sentimens qui déborde dans tous les ouvrages qu'elle a produits; ce qui a déterminé sa chute, c'est l'ascendant supérieur d'une religion à laquelle l'avenir appartenait, et l'extravagance où ont été conduits les alexandrins par l'abus de leur méthode. Cette folie qui s'était emparée des esprits au premier et au second siècle, et qui faisait surgir de tous côtés des prophètes et des miracles, se montre de nouveau vers la fin du cinquième; mais cette fois, c'est dans l'école même que la théurgie tend à se substituer au mysticisme. Au reste, dans les derniers siècles, la ruine de l'école est imminente, et c'est à peine si le zèle de Syrien et le génie de Proclus rendent à la philosophie un éclat passager.

On avait trop mis à nu les plaies du polythéisme; Alexandrie périssait par son principe. Déjà, sous le règne de Constantin, le peuple

avait pris parti pour la religion nouvelle; les chrétiens remplissaient alors la ville, et l'Égypte, et l'empire. Si le triomphe d'une des causes rivales avait dépendu du pouvoir, comme M. Matter paraît le croire, l'apostasie de Julien aurait pu être fatale au christianisme. Elle ne servit qu'à montrer qu'il avançait par sa propre force. Il avait déjà traversé des persécutions bien autrement cruelles. Ce qui marque, au surplus, que l'influence d'Alexandrie n'était pas méconnue, c'est le soin que prit l'empereur d'y réchauffer le zèle des écoles païennes. Il voulait restaurer le musée, rouvrir les sanctuaires. Le médecin Zénon de Chypre, à qui cette mission fut confiée, se consuma, pour y parvenir, en inutiles efforts. Rien n'y pouvait; le paganisme n'avait plus de souffle. L'évêque arien qui occupait le siége d'Alexandrie pendant l'exil de saint Athanase, disait à la foule qui l'entourait, en passant devant le Sérapéum : « Jusqu'à quand tolérera-t-on ces sépulcres? » Bientôt Théodose fit fermer les temples ou les convertit en églises chrétiennes. On montrait au peuple avec dérision les statues creuses dont les prêtres s'étaient servis pour faire parler leurs dieux. A Alexandrie, toutes les statues furent renversées; on en laissa debout une seule, comme un monument de la folie du polythéisme; c'était un cynocéphale. Enfin Théodose ferma l'école d'Athènes en 529. Celle d'Alexandrie végéta encore quelque temps, et il restait à peine quelques faibles traces de toute cette vie littéraire, quand Omar fit jeter à l'eau la seconde bibliothèque, et que l'Égypte devint musulmane.

En s'attachant aux faits matériels avec une persévérance opiniâtre, M. Matter est parvenu à supprimer tout l'intérêt que l'école d'Alexandrie inspire. Quand il n'a plus que des ruines à nous montrer, on n'éprouve ni pitié ni sympathie pour ces écoles détruites, pour cette civilisation anéantie. C'est qu'en supprimant les idées, il a supprimé tout, et qu'il ne reste dans son livre que des noms propres qui ne rappellent rien et ne disent rien.

Voilà un développement de dix siècles; où est l'unité de cette histoire? Quel en est le point culminant? Quel rôle a joué cette école sur la scène du monde? Comment se rattache-t-elle aux autres écoles? A-t-elle vécu sur de vieilles idées, ou produit des idées qui lui appartiennent? Et cette antiquité que l'école d'Alexandrie représente tout entière, ce vieux monde si héroïque, si poétique, avec ses traditions, ses arts, ses mœurs, sa littérature, a-t-il péri sans retour dans Alexandrie? N'a-t-il rien laissé de lui dans la société nouvelle? M. Matter annonce sur son titre et déclare dans sa préface qu'il com-

parera l'école d'Alexandrie aux écoles contemporaines; mais cette comparaison roule, comme son histoire entière, sur les édifices, sur les catalogues, sur toutes ces menues questions qui n'ont d'intérêt qu'à condition de se rattacher par quelque endroit à l'histoire des idées. Singulière confusion, qui substitue les bâtimens d'une école à l'école elle-même, et qui croit que cette noble et sérieuse curiosité qu'excite une école de philosophie, s'attache aux lieux où elle a brillé, et non aux doctrines qu'elle a propagées! On peut disserter sur des détails de temps et de lieu dans des notes à la suite d'un livre; mais faire des notes le livre même, et appeler cela une histoire, c'est se tromper sur la valeur des mots qu'on emploie. Il fallait faire l'histoire du musée comme Parthey et Klippel, ou de la bibliothèque comme Ritschl. Cela intéresse les érudits et ne trompe personne.

M. Matter est assurément un homme exact et consciencieux, qui a cru de bonne foi qu'il faisait l'histoire de l'école d'Alexandrie. Il avait déjà publié, il y a vingt ans, un livre sur le même sujet, qu'il intitulait dans ce temps-là *Essai historique*. Ce mot d'histoire, disait-il alors dans sa préface, lui avait paru trop ambitieux. De nouvelles recherches sur les bibliothèques et le musée auront sans doute apaisé ses scrupules; et ce livre, composé avec soin sur un sujet fort ingrat, quand on le comprend comme lui, mérite en effet une part d'éloges. Toutefois, même à ce point de vue, il y a bien çà et là quelques reproches que l'on pourrait faire à l'auteur. Par exemple, pourquoi M. Matter a-t-il accueilli les calomnies odieuses dont la vie privée d'Aristote a été l'objet, et les a-t-il répétées comme des faits acquis à l'histoire? Ses interprétations semblent aussi quelquefois un peu hasardées : à propos de la prière que les Égyptiens adressent aux dieux pour faire retomber sur les ministres les fautes du souverain, croirait-on que M. Matter appelle cela une idée tout-à-fait constitutionnelle? Le contre-sens est complet, et ce n'est pas du côté de Dieu que la personne des rois constitutionnels est inviolable et sacrée. Mais à quoi bon ces objections de détail? Le livre de M. Matter conserve son importance propre. Il fournira des matériaux utiles à une histoire future de l'école d'Alexandrie; car, il faut bien le répéter, après ces savantes et curieuses dissertations, l'histoire de l'école d'Alexandrie reste à faire, non pas parce qu'elle a été mal faite, mais parce qu'elle n'a pas été faite.

Une histoire réelle de l'école d'Alexandrie serait le complément nécessaire de tous les grands travaux dont la philosophie ancienne a été récemment l'objet. Outre l'importance historique de cette école,

ce livre pourrait éclairer tout un côté de la science de l'homme. Alexandrie est, dans l'histoire, la première école mystique. Plotin et ses successeurs ont étudié tous les phénomènes si compliqués, si délicats, si fugitifs, de l'extase, et cette analyse, souvent obscure, mais quelquefois lumineuse, a devancé sur beaucoup de points la profonde psychologie mystique du catholicisme, qui donne une si grande importance aux livres ascétiques du moyen-âge. Le mysticisme, je le sais, est le plus souvent un ennemi de la philosophie, ennemi d'autant plus dangereux qu'il s'appuie sur de plus nobles sentimens, et redoutable surtout en ce qu'il est l'écueil des ames tendres et passionnées. A quelle loi de la nature humaine, à quel dessein caché de la Providence, répondent ces aspirations ferventes, ces désirs inquiets, cet élan, ce soupir de l'homme vers Dieu? Y a-t-il véritablement dans l'extase une force d'intuition refusée à la raison elle-même? L'excès de l'amour est-il une surabondance de grace, ou faut-il mettre le devoir au-dessus de l'amour de Dieu, et soumettre l'illumination mystique au contrôle de la raison? Alternative pleine d'incertitude, redoutable et mystérieuse question que l'humanité porte partout avec soi, comme son tourment et comme sa gloire, et dont la philosophie seule peut aujourd'hui lui donner la solution.

JULES SIMON.

THOMAS CARLYLE.

THE FRENCH REVOLUTION, A HISTORY (1).

Depuis l'époque de Byron et de Scott, ère mémorable de la littérature britannique, et qui laissera au front du XIX[e] siècle une trace éclatante et immortelle, l'écrivain qui a le plus vivement préoccupé l'attention en Angleterre, c'est Thomas Carlyle.

Le style anglais avait traversé, au XVI[e] siècle, les phases de l'imitation italienne et espagnole, et au XVII[e], celles de l'imitation française, grecque et latine. A la fin du XVIII[e], il revint brusquement à son point de départ anglo-saxon. Ce retour à ses origines lui donna la force extraordinaire et la beauté mâle ou naïve qui distinguent les poètes et les prosateurs de l'époque immédiatement antérieure à la nôtre. Byron, Scott, Southey, Cobbett, Coleridge, Lamb, Hazlitt, Wordsworth, quelles que fussent les diversités de leur esprit, ont recherché avec amour la verdeur et la puissance de l'ancienne diction anglaise; chez quelques écrivains, tels que Leigh Hunt, Keats et Shelley, l'affectation de l'archaïsme étouffa des qualités distinguées.

L'humanité est ainsi faite, qu'elle ne peut se passer de modèle. Après avoir épuisé la copie de l'antiquité grecque, de l'Italie, de

(1) In three volumes. J. Fraser, Regent-Street, London.

l'Espagne, de la France et de l'archaïsme national, il ne restait plus à l'Angleterre qu'une seule imitation à tenter, celle de l'Allemagne. Déjà Coleridge, Walter Scott et Wordsworth avaient emprunté à ce pays, non pas des formes, mais des fictions ou des théories. Personne cependant n'avait essayé de rapprocher le style anglo-saxon du saxon primitif, et de fondre ensemble les caractères particuliers et distincts de l'idiome allemand, avec ceux de l'anglais qui en dérive. Les analogies et les dissemblances des deux langages semblaient s'opposer également à cette fusion. Bien que toutes les racines anglaises soient teutoniques, la phrase anglaise ne marche jamais selon la syntaxe allemande. Le mot anglais reste isolé et repousse l'assimilation; la phrase anglaise, phrase de gens d'affaires, aime la précision et la rapidité. Le mot allemand, au contraire, s'associe aisément à d'autres mots; il se compose, se ramifie et se complique à volonté, s'assimilant et groupant autour de lui presque tous les mots qu'il veut absorber. La phrase germanique est complexe comme le mot germanique; elle s'emboîte, s'agence, se contourne, se plie et forme très aisément une synthèse vaste dont la coordination harmonique est une beauté pour elle. L'allemand n'est que de l'anglais à syntaxe complexe; l'anglais n'est que de l'allemand réduit à son expression analytique et la plus simple. On peut très bien écrire une page allemande, calquée sur le mode de la syntaxe anglaise; elle sera claire et un peu plate, voilà tout. On ne peut transvaser une page de Novalis ou de Hegel en anglais pur, sans faire subir une excessive violence à l'idiome qui sert de récipient aux idées traduites.

Une étude approfondie de la poésie et de la philosophie allemandes avait préparé Carlyle à la création du nouveau style anglo-allemand qui lui appartient; singulière œuvre qu'il a réalisée en Angleterre, nous dirons tout à l'heure avec quel succès. Sa traduction du *Wilhelm Meister*, de Goethe, et ses *Mélanges critiques sur la Littérature allemande*, contenant quelques morceaux biographiques d'une haute valeur, signalèrent un esprit curieux, ardent, énergique, investigateur, et le placèrent au premier rang de ceux qui se livrent en Angleterre aux mêmes études. Toutefois son métier de traducteur lui nuisait fort. On a peine à reconnaître chez le même homme les qualités qui semblent se repousser mutuellement, et l'on nie autant que l'on peut l'esprit d'un philologue, l'originalité d'un traducteur, le génie d'un érudit. Carlyle était tout cela, et à la fois. Son talent n'en restait pas moins assez obscur, quoique ces ténèbres fussent sillonnées de quelques lueurs. On commença à le distinguer, lorsque la



Revue d'Edimbourg ouvrit ses pages à deux articles de Carlyle sur Jean-Paul Richter et sur Novalis. L'auteur, ennuyé sans doute de rester si long-temps dans les limbes littéraires, avait pris, en désespoir de cause, le parti d'écrire à l'allemande, sans se gêner, avec des mots longs d'une toise et une fécondité inouie de mots composés. L'innovation fut remarquée, critiquée, puis enfin pardonnée à Carlyle, qui, dans un sujet tout allemand, pouvait soutenir qu'il avait droit de l'être un peu trop. Un article intitulé les *Signes caractéristiques du Temps*, inséré dans la *Revue d'Édimbourg*, révéla chez lui d'autres qualités plus rares, la profondeur, la sagacité, la justesse, et cet instinct du mouvement général de l'humanité, qui est sublime quand il s'élève jusqu'à la prophétie. Ici les singularités de diction étaient encore plus marquées que dans les écrits précédens du même auteur; on s'y heurtait sans cesse contre des mots absurdes, dans le genre de *faim-et-soif-ocratie*, mots qui ne produisent pas en anglais un effet beaucoup meilleur que dans notre langue. Cependant le public étonné, peut-être attiré par le ridicule extérieur et la baroque nouveauté d'un style qui ne lui en rappelait aucun autre, se rapprochait de Carlyle. Le *Magazin de Fraser* l'accepta alors pour rédacteur, et lui donna ses coudées franches. Le *Fraser* est un recueil *tory* auquel coopèrent des gens de beaucoup d'esprit, et qui ne redoute ni la hardiesse, ni l'originalité, dans leur excès même. Carlyle profita de l'occasion, et écrivit pour le *Fraser* un petit volume intitulé *Sartor resartus*, facétie rabelaisienne et mystique, étincelante de talent et d'idées, mais dont l'obscurité burlesque dérouta beaucoup de lecteurs. A ce *Sartor resartus* succéda un autre essai intitulé *le Procès du Collier*, roman philosophique auquel la fameuse aventure du collier servait de prétexte, et qui avait pour but le développement des causes immédiates de la révolution française. C'était divisé en chapitres, tous très brillans, quelques-uns grotesques, et qui eurent un extrême succès. Sans doute ce succès engagea Carlyle à écrire du même style son *Histoire de la Révolution française*, qui a été accueillie avec la même faveur.

Il a paru, dans ces derniers temps, en Europe, peu d'ouvrages aussi dignes d'attention ; il en est peu que distinguent autant de qualités répulsives à la fois et sympathiques. Si votre coup d'œil s'arrête aux surfaces, et que les singularités extérieures vous repoussent, ne lisez pas cet étrange livre. La forme mystique et obscure choisie par Carlyle vous fatiguerait bientôt, et vous vous plaindriez de tant de voiles qui ne sont pas même transparens. Si la pureté de la diction

vous charme, si vous êtes habitué au style anglo-français d'Adisson, à la phrase brève, incisive et toute britannique de Bacon, à la période énergique et robuste de Southey, Carlyle vous déplaira : vous ne saurez que faire de ces mots composites, que la phraséologie anglaise a toujours repoussés, de ces incises perpétuelles, qui jettent à travers sa pensée-mère une forêt de broussailles parasites. Si vous êtes historien du fait, et que vous vous complaisiez surtout à l'étude pratique des évènemens et des choses, vous le mépriserez encore; car les faits sont mal racontés par lui, tantôt grossis quant à leur importance, tantôt accumulés ou brouillés diversement, toujours privés de cet ordre lumineux qui est l'histoire.

Mais si vous êtes philosophe, c'est-à-dire observateur sincère de l'humanité, vous relirez plus d'une fois son ouvrage. Il vous charmera spécialement, si vous osez vous élever au-dessus des partis et des préjugés quotidiens.

Ce n'est ni un livre bien écrit, ni une histoire exacte de la révolution française.

Ce n'est pas une dissertation éloquente, — encore moins une transformation des évènemens et des hommes en narration romanesque.

C'est une étude philosophique mêlée d'ironie et de drame, rien de plus.

Elle ne se concentre pas dans le cercle de la révolution française. Elle s'attache au cours entier de la civilisation européenne, dont ce mouvement terrible est une des cataractes les plus imposantes. En l'écrivant, l'auteur s'est beaucoup plus occupé de la pensée que du mot; il a médité son œuvre plus qu'il ne l'a élaborée. Il a presque toujours bien vu; il a souvent mal dit. Son récit a toute la chaleur d'un spectacle présent et actuel. Ces *voyans* (1), qui pénètrent l'histoire dans son intimité, dans le secret de son fonds et de sa réalité, qui comprennent l'inutilité des surfaces et la nullité des faits inexpliqués, sont rares. Savent-ils à la fois *voir* et *dire?* ils sont sublimes; Thucydide, par exemple, et Tacite. La moitié de ce don merveilleux, c'est la moitié d'un grand homme.

Carlyle n'a que cette moitié, et précisément celle qui convient le moins à l'intelligence française, la sagacité et la profondeur.

Notre don et notre besoin national, c'est la clarté. La théorie de Carlyle, encore obscure et ambiguë, ne se révèle pas à ses yeux d'une

(1) *Voyant*, doué de la seconde vue écossaise; *seer*, magicien des choses humaines.

manière certaine, puissante et systématique. Il ne sait pas tout ce qu'il veut, il ne comprend pas tout ce qu'il sait, il ne discerne pas tout ce qu'il voit. Il est sur le trépied de la pythonisse. De là s'exhalent des vapeurs qui sont les pensées de Carlyle. Il y a des formes mystiques dans le nuage, des lueurs éclatantes au sein de cette brume, et des points de vue lointains qui déchirent le voile flottant de ses méditations. Les uns dédaigneront ces vagues épaisses et tumultueuses qui dérobent au regard la moitié des tableaux de l'avenir; les autres se prosterneront avec une admiration profonde devant des clartés incomplètes. Essayons de dire ici ce qui manque au philosophe Carlyle et ce qui fait sa grandeur; c'est l'un des plus mauvais écrivains et l'un des plus puissans penseurs de l'époque.

Soit que l'éducation de Carlyle se soit faite en Allemagne, ou que les singularités inconnues de sa jeunesse l'aient assimilé aux pensées dominantes des écrivains germaniques, il s'est trouvé, par une série de causes que lui seul est capable de dire et qu'il n'a pas jusqu'ici racontées, profondément isolé de l'Angleterre. Ce malheur pour sa vie est un bonheur pour sa gloire. Il n'a rien sacrifié à aucun parti. Il a été l'homme de sa pensée et l'expression de son caractère. Après dix années de demi-obscurité, la Grande-Bretagne a reconnu en lui un génie. En France, son adoption eût éprouvé plus de difficultés encore. Nous sommes fort disposés à nier la puissance d'une idée, toutes les fois qu'elle n'est pas incorporée à une masse d'hommes qui la prend pour son étendard. Carlyle, répugnant à cette servitude disciplinaire des groupes hostiles, s'est placé au-dessus de tous les partis, si bien qu'on le croirait homme de tous les partis. Il reconnaît que la maturité des temps a entraîné la révolution; il admet la petitesse, la faiblesse, la misère de presque tous ses acteurs; il admet la grandeur, la vigueur, la nécessité du combat. Il ne méprise point la royauté qui est une forme. Il n'exalte pas la république qui est une forme. Il comprend que les sociétés sont des corps, dont l'organisme intérieur s'use, et qui se renouvellent par des cataclysmes. Il ne fait point l'apothéose des destructions; il ne maudit pas la mort qui est nécessaire à la vie. Il sent que la royauté était devenue mensonge, que l'on ne croyait plus à elle. La hiérarchie ecclésiastique, ainsi que le fond même des croyances, ayant perdu leur force virtuelle, devenaient mensonge à leur tour. La ferveur de l'explosion qui eut lieu, quand on reconnut le creux et le vide général des institutions sur lesquelles on reposait, ce fut la révolution; — cette ferveur tint lieu de croyance alors, — une croyance de néant!

Carlyle raconte comment se fit cette opération de destruction, comment croula pêle-mêle la vaste fabrique de la monarchie française, précédant la ruine de la monarchie européenne. Qu'il y ait eu, dans ce moment, des protecteurs du vieux monument et d'ardens démolisseurs de ces pierres vermoulues, il ne s'en étonne pas. Que les uns et les autres aient été violens toujours, sublimes rarement, ridicules souvent, il ne s'en étonne pas davantage, et il n'accuse personne. Quand les acteurs sont puérils et les personnages mesquins, il compare en riant leur petitesse aux énormes dimensions de la catastrophe, et c'est alors qu'il lui arrive d'être fréquemment burlesque.

Ce côté de son talent n'est pas moins hostile que tous les autres à nos habitudes et à nos idées gallo-romaines, toujours un peu solennelles et disciplinaires. Il n'y a rien, certes, qui nous aille moins que le ton burlesque appliqué comme couverture et comme voile à une pensée énergique et à un tableau puissant. Nous préférons le vernis de la profondeur dorant la nullité du fond, à l'air frivole ou gai cachant un fond sévère. Ceux de nos compatriotes qui s'aviseront de lire quelques chapitres de Carlyle sur la foi de notre recommandation, croiront en vérité que nous nous moquons d'eux, quand ils déchiffreront les titres suivans : *Astrée de retour sans un sol; — Pétition hiéroglyphique; — Problématique; — Les sacs à vent; — Cela devient électrique; — Mercure de Brézé; — De Broglie, dieu de la guerre; — Les Noyades;* — etc., etc. Leur mépris pour l'homme qui traite en style de Scaramouche le plus grand évènement des temps modernes se mêlera sans doute de quelque colère qui pourra bien retomber sur son critique.

Raisonnons cependant. La grandeur des caractères ne dépend point de la grandeur des évènemens. Il est également vrai que les faits sérieux et graves de ce monde sont toujours mêlés d'un alliage de puérilité et de bizarrerie qui n'est pas le moindre enseignement de l'histoire. Reproduire au hasard ces misérables détails sans en oublier un seul serait une œuvre absurde et abjecte; les choisir et les caractériser, de manière à ce que l'humanité tout entière, analysée dans ses derniers replis et dans ses derniers élémens, se montre et s'offre nue à l'œil investigateur, c'est un travail sérieux, immense et profond. Lorsque Cromwell et ses officiers décidèrent que la république serait instituée en Angleterre, lorsque ce puissant hypocrite eut écouté les déclamations de ceux qui l'entouraient et leurs sermons contre le pouvoir d'un seul et la dictature, il lui prit tout à coup (dit Ludlow, qui était présent) « une si folle joie, que, saisissant un coussin, et

me le jetant à la tête d'un air grave, il descendit l'escalier quatre à quatre. Je m'emparai d'un autre coussin que je lui lançai à mon tour du haut de l'escalier. » Voilà un bien petit fait et qui déroge singulièrement à la gravité des conspirateurs puritains, à la majesté de l'histoire, au but grandiose et au caractère austère de l'époque. Qui n'aperçoit cependant la lumière versée par un incident aussi grotesque sur Cromwell, son caractère, ses associés, ses espérances et son avenir? Dans cette facétie, il y a plus de mépris burlesque pour les graves utopies des gens qui conspirent avec Cromwell, que dans un volume entier de commentaires; c'est une révélation si naïve de son énergie et de son ambition comprimées! Carlyle n'a pas oublié un de ces traits. Son habileté consiste à les choisir, à les détacher, à les éclairer. La force de son intelligence l'empêche de confondre les faits mesquins avec les circonstances caractéristiques, les petitesses inévitables de la vie humaine avec les bassesses spéciales de l'individu. Son Mirabeau, son Bonaparte, sa Charlotte Corday, soumis à ce procédé bizarre et peints à la loupe, n'en paraissent que plus grands.

En analysant Carlyle, on est obligé d'expliquer perpétuellement l'opération de sa pensée et de dire les motifs de cette opération. Quant à son style, qui n'est ni anglais ni allemand, nous ne nous chargeons point de le défendre; c'est assez de le comprendre, ou plutôt de le deviner. Il se distingue surtout par la recherche, la manière, l'exagération et l'affectation; mais ce qui est singulier, c'est que cette affectation est naïve. Il ne la revêt pas comme un costume; elle est devenue lui-même. Elle résulte de ses longues études, de l'éducation excentrique qu'il a imposée à sa vie intellectuelle, et de la retraite dans laquelle il vit. Comme ensemble et comme plan, l'œuvre offre des disparates; un accès lyrique interrompt pendant six pages une description matérielle, et l'apostrophe hasardée tache presque tous les chapitres de points d'exclamation interminables. La répétition des mêmes épithètes, appliquées sans cesse aux mêmes hommes, comme dans Homère, produit un effet nauséabond; vous vous ennuyez fort de retrouver toujours *l'incorruptible verdâtre* au lieu de *Robespierre*, et le *lieutenant-olive-noire* pour le *jeune Bonaparte*. L'art de la composition, celui des nuances heureusement fondues, le goût, la modération, la grace, tout ce qui s'apprend dans un certain monde élevé, manquent à Carlyle. Cette habitude de style, péniblement forte et sèchement étudiée, rappelle la vieille école de peinture allemande, dont nous ne contestons pas les mérites, mais qui,

à son énergie, à sa précision et à un sentiment profond de l'art, joignait une sécheresse si laborieuse.

Tels sont les défauts de forme et de composition qui rendent cet ouvrage intraduisible et à peine intelligible. Au lieu de trouver un livre fait, une pensée accomplie, un plan mis en œuvre, comme c'est la loi et la juste loi en France, vous découvrez, accumulés dans un espace assez étroit, les élémens de la pensée, les suggestions les plus diverses, les points de vue les plus originaux, les excitations les plus vives de l'esprit. Ce travail, qui n'est pas achevé, tente et stimule toutes les capacités et toutes les facultés de votre intelligence. Tout ce que vous avez d'activité et de mouvement dans le cerveau s'ébranle et s'émeut à cette impulsion originale. Ce serait un chef-d'œuvre, si Carlyle avait réalisé, par la grande perfection de la forme, la profondeur et la variété du sens que son livre contient. Erreur ou malheur qui appartiennent au Nord, aux Anglais moins qu'aux Allemands, mais à toutes les nations empreintes de teutonisme, à toutes les langues teutonnes. *Esse quàm videri;* c'est le mot d'ordre de ces peuples. Ils ont pardonné à Burke sa gaucherie et la longueur déclamatoire de ses discours en faveur de son éloquence. *Videri quàm esse*, c'est la devise de tous les peuples méridionaux qui ont recueilli l'héritage romain; elle emporte avec elle les dangers contraires. Notre littérature est pleine de talens complets et creux, de livres bien divisés et nuls, de formes extérieures qui ont passé pour régulières, d'apparences de choses *complètes* qui ne sont complètes que par leur aspect. Les boîtes à épopée, les canevas à roman, les charpentes de drame, ingénieuses et mécaniques fabrications des artisans sans idées qui se livrent à ces agréables métiers, abondent parmi nous. Les littératures septentrionales au contraire manquent d'œuvres régulièrement fabriquées. Les uns, hommes du Nord et du teutonisme, crient *vivat*, à propos de six pages, même brutales, qui prouvent *génie* et *pensée;* les autres, enfans du Midi et de Rome, s'agenouillent devant un volume bien rangé, s'il est gros. Pour ceux-ci, le génie est la forme; pour les autres, la valeur intrinsèque décide de tout. Il est curieux de retrouver dans cette division, plus féconde qu'on ne le pense, d'une part l'héritage plastique de la littérature grecque et de la discipline romaine, accepté par les méridionaux, d'un autre le sauvage élan des nations germaniques conservé dans le Nord. Ce point de vue, exactement historique, profondément vrai, explique à la fois toute la diversité de nos littératures et toute celle de nos institutions politiques dans l'Europe moderne.

Une extrême valeur philosophique n'empêche donc pas l'ouvrage de Carlyle d'être incomplet et obscur. Mais que de talent, quelle sagacité dans ce livre obscur! Cette admirable sympathie shakspearienne, qui voit tout de très haut, qui est indulgente pour tout, qui est ironique pour tout, qui a des larmes pour les millions de douleurs humaines, qui a des sourires pour les innombrables folies de ce monde, se trouve comme raffinée philosophiquement et portée à son expression la plus haute dans l'intelligence de Carlyle. Il est impartial par ironie et par pitié. C'est encore un sentiment peu français. Nous sommes trop ardens, trop vifs, trop guerroyans, pour nous résoudre à une impartialité si froide et si haute. Nous croirions nous faire injure en admettant les qualités d'un ennemi. Nous adorons ceci, nous détestons cela. Hélas! il y a peu de choses qui soient adorables ou détestables. Souvent encore, pour accommoder les affaires, nous détestons la même idée ou le même homme, après les avoir adorés. Là, dans cette faculté rapide d'émotion vive, est notre élan, là notre puissance, là aussi notre faiblesse. La haute, souveraine et magnifique justice nous semble odieuse; c'est froideur, indifférence, nullité, qui sait? perfidie peut-être. Quant à Carlyle, son œuvre ultra-saxonne ne peut guère nous convenir : elle est teutonique par le long et intuitif regard; elle est anglo-normande par la connaissance des hommes et des affaires. Elle n'a rien de romain, rien de gaulois, rien de disciplinaire, rien d'extérieur; allemande et anglaise, elle pèche par la mauvaise forme; elle excelle par la sincérité de la profondeur.

Tous les défauts singuliers et toutes les qualités étranges de l'écrivain se retrouvent dans le passage suivant, consacré à l'ouverture des états-généraux. Je le répète, que l'on ne s'étonne d'aucune bizarrerie, que l'on se garde bien de comparer Carlyle à personne, et qu'on lui donne liberté plénière, comme les rois du moyen-âge la donnaient à leurs fous; écoutez-le avec patience, s'il est possible.

« Voici, dit-il, le baptême de la démocratie, le temps l'a enfantée, après le nombre de mois nécessaire, et il faut baptiser la fille. La féodalité reçoit l'extrême-onction. Il faut qu'il meure, ce système monarchique décrépit, usé de travaux, car il a beaucoup travaillé, ne fût-ce que pour vous produire, vous, tout ce que vous avez et tout ce que vous savez : il faut qu'il meure, usé de rapines et de disputes appelées victoires glorieuses, de voluptés et de sensualités. Il est vieux, très vieux, il radote. Entre les angoisses de l'agonie et les angoisses de l'enfantement, un nouveau système va naître. Quelle

œuvre ! ô ciel et terre ! Que résultera-t-il de cette révolution ? batailles et sang versé, massacres de septembre, ponts de Lodi, retraites de Moscou, Waterloos, Peterloos, réformes parlementaires, guillotines, journées de juillet ! — et depuis le moment où nous écrivons ceci, deux siècles au moins de combat (si nous osons prophétiser), deux siècles, et c'est le moins, avant que la démocratie traverse ces tristes et nécessaires époques de charlatanocratie, avant qu'un monde pestiféré soit détruit, avant qu'un nouveau monde verdoyant et frais reparaisse à sa place.

« Membres des états-généraux, assemblés à Versailles, réjouissez-vous, le but lointain et définitif apparaît à vos yeux ; tout l'espace intermédiaire vous est caché. Aujourd'hui sentence de mort est portée contre le mensonge ; sentence de résurrection, à quelque distance que ce soit, est prononcée en faveur des réalités. La grande trompette du monde proclame aujourd'hui qu'un mensonge est impossible à croire : voilà tout. Croyez cela, soutenez cela, et laissez faire au temps. Vous ne pouvez rien de plus, et que Dieu vous aide !

« Regardez cependant, les portes de l'église Saint-Louis s'ouvrent tout à coup. La grande procession marche vers Notre-Dame, un vaste cri, un cri unique, déchire l'air. En effet c'est un spectacle solennel et splendide : les élus de la France, puis la cour de France, tous en rang et en ordre dans leurs costumes respectifs et à leurs places assignées ; nos communes en petits manteaux noirs et cravates blanches, la noblesse en habit de velours brodé d'or aux nuances éclatantes, ruisselante de dentelles, flottante de plumes ; le clergé en rochet, en aube et dans sa splendeur ecclésiastique ; enfin le roi lui-même et sa maison : tous dans leur splendeur la plus éclatante. — Hélas ! c'est le dernier jour de cette splendeur. Quatorze cents hommes, amenés par l'orage politique de tous les points de l'horizon, se réunissent pour une œuvre inconnue et profonde. Oui, dans cette masse qui s'avance silencieuse, il y a de l'avenir endormi. L'arche symbolique ne marche pas devant elle comme devant les anciens juifs : ils ont cependant aussi leur alliance ; eux aussi président à une nouvelle ère dans l'histoire des hommes. Tout le futur est là, toute la destinée qui les couve de ses ailes sombres : l'avenir illisible et inévitable gît dans les cœurs et les pensées flottantes de ces hommes. Singulier mystère ! ils l'ont en eux, l'avenir ! et ni leurs yeux ni aucun œil mortel, mais seulement l'œil suprême, peut le découvrir. Il éclora de lui-même, je vous le jure, dans le feu et le tonnerre, dans les siéges et les champs de bataille, dans le frémissement des drapeaux, le

piétinement des coursiers de guerre, l'incendie rouge des villes et le cri des nations étranglées! Voilà les choses qui restent cachées, profondément enveloppées au sein de ce quatrième jour du mois de mai. Depuis long-temps elles y étaient déposées, et les voici qui éclosent. En vérité, que de miracles n'y a-t-il pas dans chacun des jours qui naissent, si nous savions les déchiffrer? — mais heureusement nous n'avons pas d'assez bons yeux. La plus méprisée de nos journées n'est-elle pas le confluent de deux éternités? Supposez cependant, mon bon lecteur, que nous prenions position comme tant d'autres sur quelque corniche ou quelque entablement. Clio la muse nous le permet sans miracle; jetons un passager regard sur cette procession, sur cet océan de vie humaine, mais un regard prophétique qui n'appartient qu'à nous aujourd'hui : nous pouvons monter et nous bien tenir, sans crainte de tomber.

« Quant à cet océan de vie humaine, quant à cette foule de spectateurs sans nombre, malheureusement elle est confuse : mais, en arrêtant sur elle un regard plus fixe, ne voyez-vous pas se découvrir à vous quelques figures sans nom qui auront un nom plus tard? Cette jeune baronne de Staël est visible à une fenêtre, au milieu d'autres femmes de son temps: son père est ministre et figure au nombre des grands acteurs, héros de la fête à ses propres yeux. Jeune amazone intellectuelle, toi et ton père bien-aimé, vous imaginez-vous que les choses vont en rester là? Comme Mallebranche voyait tout en Dieu, Necker voyait tout en Necker : mauvais théorème et qui ne peut tenir!

« N'est-elle pas présente aussi, cette demoiselle à la chevelure brune et bouclée, Théroigne, aux mœurs légères et au cœur de feu? Brune et belle fille, éloquente fille, dont le regard et la parole enflammés ébranleront un jour des bataillons germaniques aux dures poitrines couvertes d'acier, le moment viendra où tu porteras le casque et la pique; et bientôt après, hélas! la chemise de force et la chaîne d'airain dans ta longue demeure à la Salpétrière! Tu aurais bien mieux fait de rester dans ta province de Luxembourg, et de donner de beaux enfans à quelque brave homme. Mais ce n'était pas ta tâche, ce n'était point ton lot. Quant au sexe fort, il faudrait cent langues de fer pour en énumérer les notabilités. Le marquis Valadi vient de Glasgow; il a quitté la vie pythagorique et le chapeau de quaker à grands bords; Morande aussi, rédacteur du *Courrier de l'Europe*, Linguet, rédacteur des *Annales*, ont abandonné leurs travaux et percé le brouillard de Londres, avides d'assister à ce spectacle et de venir alimenter la guillotine, qui leur est bien due. N'est-ce pas là Louvet, auteur

de *Faublas*, debout sur la pointe du pied? Et Brissot, l'ami des noirs, qui s'amuse à s'appeler de Warville. C'est lui qui, avec le marquis Condorcet et le Genevois Clavière, va créer le *Moniteur*. Il faut un nouveau journal pour rendre compte d'un jour nouveau. N'y a-t-il pas là, bien loin des places d'honneur, un nommé Stanislas Maillard, huissier à cheval du Châtelet, homme plein de ressources? Un capitaine Hullin de Genève, un capitaine Élie, du régiment de la reine? tous deux en demi-solde, et qui en ont l'air. Voici Jourdan, aux favoris couleur de brique, et dont la barbe sera bientôt célèbre! Il a vendu des mules, et sans trop de probité, dit-on; il s'appellera dans quelque temps Jourdan-Coupe-Tête, et il aura autre chose à faire.

« Sûrement aussi, dans quelque coin peu honorable, rampe ou se traîne, en se plaignant, un petit homme sale, blême, flétri, couperosé, sentant la suie et les cataplasmes. C'est Jean-Paul Marat, de Neufchâtel. O Marat! rénovateur de la science humaine, auteur de traités sur l'optique, le plus remarquable des vétérinaires, médecin naguère des écuries du comte d'Artois, dis-moi ce que croit voir, à travers tout ceci, ton ame malade et flétrie, enfermée dans un corps flétri, misérable, torpide et envenimé. Est-ce un faible rayon d'espoir? Est-ce une aurore après les ténèbres, ou n'est-ce qu'une lumière sulfureuse et des spectres bleus? Malheur, douleur, soupçons, envie et vengeance sans fin! voilà ce que tu entrevois, je le pense.

« Du drapier Lecointre, qui a fermé boutique tout à l'heure, et qui est venu ici, nous ne parlerons guère, ni de Santerre le brasseur, le brasseur sonore du faubourg Saint-Antoine. Il y a deux autres personnages, et deux seulement que nous signalerons : l'homme puissant, musculeux, aux sourcils noirs, à la figure écrasée, annonçant une force non employée, et comme un Hercule qui attend sa colère; c'est un avocat sans cause qui a faim. Il s'appelle Danton, remarquez-le bien. Il y en a un autre, son frère de profession, maigre, mince, le teint noir, aux longs cheveux bouclés et bruns, une physionomie de gamin, merveilleusement illuminée par le génie, comme si une lampe de naphte brûlait au dedans. C'est Camille Desmoulins, un garçon d'une pénétration, d'un esprit, d'une force comique infinie; parmi ces millions d'hommes, il y a peu d'intelligences aussi nettes et aussi vives. Pour toi, mon pauvre Camille, que l'on dise ce que l'on voudra, il est difficile de ne pas avoir envie de t'aimer, étourdi, brillant, léger Camille! Quant à l'autre homme musculeux qui attend sa colère, j'ai dit qu'il se nommait Danton, nom passable-

ment célèbre dans la révolution française, ainsi qu'il le dira lui-même avant de monter sur l'échafaud. Il est président du district des Cordeliers, et ses poumons de bronze vont tonner bientôt. Ne nous occupons pas davantage de la foule spectatrice et tumultueuse. Pensons aux députés des communes; les voilà sous nos yeux.

« Parmi ces six cents individus en cravates blanches qui sont là pour régénérer leur pays, tâchons de deviner quel sera le roi; car il faut un roi, un chef à tous les hommes assemblés, quelle que soit leur œuvre. Il leur faut un homme qui, par sa position, son caractère, ses facultés, soit le plus propre de tous à faire l'œuvre. Cet homme, ce roi non élu, ce roi nécessaire de l'avenir marche là parmi les autres et comme un autre. Ne serait-ce pas celui-ci, dont la chevelure est si dense, cet homme à la hure terrible, comète flamboyante devant laquelle les trônes trembleront? A travers ses épais sourcils, ses traits taillés avec une hache, sa figure couturée et bourgeonnée, vous lisez la petite-vérole, le libertinage, la banqueroute, mais aussi le feu brûlant du génie. Cet astre fumeux qu'on ne peut méconnaître, n'est-ce pas là Gabriel-Honoré-Riquetti de Mirabeau, l'homme chargé de pousser le monde dans sa voie nouvelle, n'est-ce pas le roi des hommes, le député d'Aix? S'il faut en croire Mme de Staël, qui l'a bien vu, son pas est fier, quoiqu'on le regarde de travers, et il secoue déjà sa crinière de lion.

« Oui, lecteur, c'est là le type du Français de 1789, comme Voltaire fut le type du Français de 1750. Il est Français dans ses désirs, ses espérances, ses conquêtes, ses ambitions. Il résume, il exprime, il domine les vertus et les vices du temps. Il est plus Français que tout autre, aujourd'hui du moins. Voilà pourquoi il est roi de France dans la réalité, dans la vérité du fait; puis, intrinsèquement, profondément, c'est un homme et un homme très viril. Remarquez-le bien; sans lui, l'assemblée nationale ne serait pas du tout ce qu'elle est. Il peut, s'il le veut, dire comme Louis XIV : « L'assemblée nationale, c'est moi. . . . . »

« Si, entre nos six cents régénérateurs, cet homme est le plus grand, quel est donc le plus petit? Voici un petit personnage portant lunettes, à physionomie peu significative, maigre, inquiet; l'œil incertain lorsqu'il ôte ses lunettes; le nez en l'air comme s'il aspirait vaguement je ne sais quel avenir inconnu; le teint atrabilaire et de toutes couleurs; mais le verdâtre y domine, c'est un homme couleur de mer. Cet individu verdâtre est un avocat d'Arras, Maximilien Robespierre. Son

père, avocat comme lui, fonda des loges maçonniques à l'instigation du prétendant Charles-Édouard. Maximilien, son fils aîné, fut élevé avec grande économie. Il eut pour camarade de classe le vif Camille Desmoulins. Il a plaidé une fois à Arras en faveur du paratonnerre. Son intelligence rigide et triste, son esprit clair, prompt, mais étroit, plurent à quelques hommes en place, charmés de ne lui voir aucun génie, mais seulement les qualités négatives qui conviennent à l'homme d'affaires. Il n'a pas voulu juger à mort un coupable quand l'évêque du diocèse l'eut nommé juge, et il s'est retiré. C'est un homme austère, voyez-vous, un homme strict et scrupuleux, un homme peu fait pour les révolutions, dont la petite ame, transparente et pure comme de la petite bière, tourne facilement à l'aigre aussi. Elle pourra bien plus tard... nous verrons. »

Ce n'est pas là le bon style historique assurément. Dans l'original, l'enchevêtrement de la diction, l'excès du néologisme, l'audace bizarre des mots inventés, rendent cette manière d'écrire encore plus burlesque. Mais il est impossible d'assigner mieux et plus nettement à chaque personnage sa place pittoresque dans l'histoire. Carlyle, saisissant avec une dextérité infinie le caractère de tout homme historique, jouant avec lui comme le tigre ou le chat se jouent avec un animal d'ordre et d'espèce inférieurs, l'analysant sans pitié, le retournant à droite et à gauche, le traitant cependant avec une bonne indulgence qui est mêlée de mépris, de pénétration et de charité, passe en revue ainsi Calonne, Mirabeau, Marat, Necker, tout ce qui a brillé obscurément ou miraculeusement dans la révolution française. Ce procédé d'impartialité point railleuse, point dénigrante, point laudative, prenant l'homme pour ce qu'il est, ne le croyant jamais sublime complètement, ou complètement haïssable, ne voyant jamais en lui une chose d'une seule pièce, prouve une extrême sagacité; c'est le procédé de Tacite, Labruyère, Shakspeare et Saint-Simon. Chez Carlyle, le sourire et la pitié, mêlés d'un parti pris philosophique, rendent cette disposition plus saillante. On retrouve en lui l'observation de Shakspeare, moins calme, plus métaphysique, malheureusement mêlée de quelque affectation, mais singulièrement puissante.

Toute l'histoire de notre révolution, toutes ses journées dramatiques, sont décrites ainsi par l'auteur, dans un style brillamment compliqué, étrangement bariolé, rempli de mascarades et d'hymnes, détestable modèle que l'on essaie déjà d'imiter en Angleterre. Ailleurs

se trouvent la description des faits, leur enchaînement, leur suite, leur explication, l'histoire en un mot. M. Mignet a déduit les causes et les effets de ce jeu de la destinée. M. Thiers a reproduit avec une vive clarté la marche pratique des évènemens, le conflit des ambitions, l'adresse des uns, la folie des autres, les ressorts cachés, les résultats nécessaires, enfin tout cet échiquier bizarre, et les armées de passions et d'intérêts qui s'y livrent la guerre selon des lois fixes et déterminées. Rien de tout cela n'est dans Carlyle. Doué du génie dramatique et du génie de l'observation, qui en est une forme et une source; il observe d'en haut ce chaos humain, comme s'il était, lui, un dieu supérieur, et que mille acteurs secondaires lui donnassent la comédie, la tragédie, la pastorale et la farce; il assiste, en souriant, à ces mille mélanges de drames hétéroclites que les mortels prennent la peine de jouer, et qui se nomment, selon Shakspeare, la *comédie-farce-tragique*, la *pastorale-héroïque-burlesque*, ou même la *tragi-comi-parodie*. Il aime infiniment, et comme Shakspeare aussi, à entendre un héros « roucouler comme un lion, » ou à voir une queue de poisson attachée à une tête de femme; mystifications que Dieu se permet souvent, au mépris de notre humanité et de notre dignité. Chacun des personnages ou même des comparses du grand théâtre arrive donc à son moment et à son tour, éclairé d'une lumière vive, j'allais dire rouge; formant comme un point lumineux et singulier, à la façon des personnages de Rembrandt; Théroigne, avec ses cheveux noirs et sa pique; Mirabeau secouant sa crinière; Robespierre aux veines vertes, et suant l'envie; tous, jusqu'à M. Babœuf et M. de Barras; parfaitement vrais, tous vivans, pas plus grands et plus beaux qu'ils ne furent. La plupart du temps, ce sont, il faut le dire, de minces personnages, des hommes de taille assez petite quant à la vertu, au génie et à l'intelligence. Mais ils sont curieux à contempler dans leurs groupes, comme ces bonnes gens de l'Opéra, chargés de représenter la foule, un bailli, un bourreau, un archevêque ou un tyran. Il fait beau les voir s'agiter dans les grands évènemens, tantôt portés par la vague, illuminés par l'éclair, tantôt foudroyés et perdus dans les abîmes. M. Marat, médecin des écuries de son altesse le comte d'Artois, ne fut-il pas dieu trois mois et demi? Et M. de Calonne, six mois? Et M. de Robespierre, deux ans? Carlyle le dit. Il ne les hait pas, et c'est une superbe chose que de ne pas haïr. Il ne les surfait, ne les exagère et ne les maudit point; maudire est encore une manière d'exagérer; c'est la bénédiction retournée. Non. Il s'en

amuse; il place sa lanterne sous leur figure, les regarde, examine leur costume et leurs traits, les applaudit un peu, les prie de passer bien vite et s'occupe de ceux qui restent. Ce qui me semble encore excellent, c'est qu'il n'a de prédilection ni pour les girondins, ni pour les jacobins, ni pour personne.

Seulement, il aime l'humanité; il souffre pour elle, il fait des vœux pour elle. Il la montre se débattant, dans sa faiblesse et sa grandeur, pour obtenir une destinée plus complète et meilleure. Sa sympathie appartient à ceux qui se dévouent, à ceux qui tombent, à ceux qui pensent, à ceux qui agissent noblement. Il relève pieusement tous les héros de cette grande mêlée, et il les baise au front comme des frères.

Il n'est donc ni royaliste, ni républicain, ni Français, ni Anglais. Mirabeau ne lui en impose pas, ni M. Necker non plus. Il n'a d'hymne que pour le dévouement; il n'a de cœur et d'entrailles que pour l'humanité qui souffre, et j'aime cela. Il ne fait point le panégyrique de Marat, ni de M. de Flesselles, prévôt des marchands. Il raille à peu près également le brillant Rivarol et M. le marquis de Saint-Hurugues, citoyen de Saint-Huruge, devenu Saint-Huruge, puis Huruge tout court, attendu la démolition successive du marquis, de la particule et du saint. Passez, mes amis, leur dit-il, passez. Louis XVI lui-même n'obtient pas de lui beaucoup plus de respect, et, il faut le dire, c'est expressément et uniquement pour les qualités naturelles et les grandes actions que notre auteur (je ne dis pas notre historien) réserve son culte. C'est bien, et c'est rare. Ni Malesherbes, ni Turgot, ni les dévouemens sublimes des filles et des femmes sacrifiées, ne sont négligés par lui. Si la masse presque entière des célébrités, des supériorités, des dignités et des popularités, est traitée lestement par Carlyle; si à droite, à gauche, Carlyle frappe sans pitié sur les royalistes qui ne savent pas mourir devant les marches du trône, sur les républicains qui, chargés d'aider à l'enfantement de la France, étouffent avant le berceau la liberté qu'ils veulent faire naître; — ce n'est pas la faute de notre peintre, mais bien plutôt celle de ces messieurs dont il fait le portrait.

On ne comprendra guère ce mélange obstiné d'ironie et d'admiration; d'ironie pour les hommes, d'admiration pour la scène qu'ils remplissent de leur bruit. J'avoue que je partage tout-à-fait ce double sentiment. Cet écrivain récent, mauvais écrivain quant au style, qui n'a pas de droits à se placer parmi les grands hérauts de l'histoire, a

le mérite particulier d'analyser finement les individus de la révolution qui sont ou incomplets, ou faux, ou risibles, et de juger d'ensemble et dignement la masse des faits révolutionnaires, qui sont pleins de grandeur et d'avenir.

Le petit nombre d'hommes que la singularité de quelques circonstances personnelles aura placés, comme Carlyle, de niveau avec le temps futur, au-delà des opinions contemporaines, des folies, des sottises, des ambitions et des prétentions contemporaines, recevront le livre de Carlyle avec enthousiasme. — Quoi! parce qu'il n'a pas d'opinion, demandez-vous? — Non, non; mais parce qu'il a une opinion plus haute, plus vraie, plus civilisatrice, moins personnellement intéressée, plus noble et plus populaire que les autres. Cette opinion, la voici : nous formulons nettement la théorie qu'il a laissée dans les nuages.

Carlyle affirme que nous « ne sommes pas aujourd'hui, » que nous n'existons pas, que la société tout entière de l'Europe moderne constitue un vaste compromis entre le passé et l'avenir; que nous ne sommes ni organiques, ni doués d'une énergie et d'un ordre réels. Il prétend que l'aristocratie et la monarchie n'ont pas fait place à la démocratie organisée, mais seulement à la *charlatanocratie;* — jugez-en. —

« Les institutions humaines, dit-il, sont destinées à subir des transformations inévitables. Elles ont une époque de préparation plus ou moins longue; — puis une époque de réalité, d'existence, celle où l'on croit en elles; — enfin une époque de destruction, lente d'abord, et plus tard violente et bruyante. Il serait absurde de maudire leur destruction. Elles se détruisent comme le cadavre se dissout. Elles sont mensonge et apparence quand l'ame sociale les a quittées. C'était le fait de l'Europe, et spécialement de la France en 1789, quand, cette mort, ce mensonge, ce faux, venant à se faire sentir aux Français, ils descendirent, avec une effroyable véhémence, vers la révolution qui fut le cataclysme, l'expression foudroyante de la transformation sociale. Non-seulement l'Europe n'en est pas sortie, mais la France elle-même s'y débat encore; toutes les autres institutions du monde moderne y passeront. Maudire les révolutions ou les bénir, c'est donc chose niaise. Il est curieux de les étudier, malheureux de les suivre quand elles ont laissé après elles la boue et la pluie,

fatal de les servir, inutile de les combattre, glorieux de jeter, avant l'accomplissement de la régénération, au milieu des débris qu'elles laissent, quelques idées de moralité, quelques germes de croyance à la vérité et au bien, quelques pierres d'attente pour la reconstruction future. »

Et puisque dans ce temps nous sommes tous rois, et en qualité de rois forcés de rendre compte à nos peuples; — tous grands hommes, tous dieux, et en cette qualité responsables de nos pensées; — puisque la curiosité demande à chacun quelle est sa bannière; — quel est son avis; — quelle opinion il professe;

Je me trouve forcé d'ajouter que cette opinion c'est la mienne.

PHILARÈTE CHASLES.

LITTÉRATURE DU NORD.

I. HISTOIRE DE LA POÉSIE SCANDINAVE, par M. du Méril. — II. POÈMES ISLANDAIS, traduits par M. Bergmann.—III. LES EDDAS,—IV. ŒUVRES D'ISAIE TEGNER, — V. ŒUVRES D'ANDRÉ FRYXELL, traduites par Mlle du Puget. — VI. HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE EN DANEMARK ET EN SUÈDE, par M. Marmier.

C'est une compensation, ou, si l'on aime mieux, c'est un privilége des époques d'indifférence comme la nôtre, que l'impartialité à l'égard des choses de l'esprit, que l'admiration ouverte et non exclusive pour les productions de l'art étranger. Les barrières qui séparaient les nations européennes sont loin d'être tombées en politique, nous sommes peut-être à la veille d'en être témoins; mais on est heureux, en revanche, dans le domaine des lettres, de ne plus retrouver au même degré ces tristes dissidences. Il est devenu vrai de dire, en détournant le mot de Louis XIV, que là il n'y a plus d'Alpes, plus de Pyrénées. M. Quinet avait donc raison de proclamer, en traitant de l'unité des littératures modernes, qu'il n'existe point de frontières dans l'ordre de l'esprit. Il semble, en effet, que de toutes parts une grande et admirable trêve intellectuelle ait commencé. Ces tendances sont dignes d'éloge; elles agrandissent la sphère des idées; elles sont un solennel hommage rendu mutuellement par les peuples aux diverses et légitimes manifestations nationales du génie poétique. Les lettres deviennent de la sorte un terrain neutre, où toutes les haines s'effacent, où toutes les sympathies se rejoignent dans un même et noble culte, le culte de la beauté.

C'est en France, pour être acceptées ensuite de l'Europe, pour être admises

par le monde, que les gloires étrangères ont dû le plus souvent recevoir la consécration. Avant de prendre ombrage de Shakspeare, avant d'injurier avec mauvais goût des créations désormais acquises à l'esprit humain, Voltaire avait révélé le premier à son siècle le génie de l'auteur de *Macbeth*. La France, il faut le dire haut, n'a à envier aucune des littératures modernes, et il est digne de son intelligence de reconnaître tous les talens. Son Panthéon est comme celui de Rome; il y a place pour tous les dieux. Toutefois, si ce rôle d'universalité sans exclusion est grandiose, s'il est bon d'être cosmopolite dans les lettres, cela ne doit pas, à le bien prendre, dépasser la mesure du vrai sens et du bon goût. Les alliances sont chose louable, à coup sûr; mais il ne faut pas abdiquer en faveur de l'étranger.

Maintenons donc avant tout nos qualités propres, nos traditions; ne faisons pas si bon marché de l'originalité française. Pourquoi oublier le culte des lares au profit de ces divinités inconnues auxquelles nous dressons des autels à plaisir, *Diis ignotis?*

Les engouemens littéraires chez nous ne sont pas nouveaux; on dirait qu'ici chaque époque presque a eu ses caprices particuliers, son idole prise au dehors. Au XVIe siècle, nous avons imité les Italiens; sous Louis XIII, l'Espagne a fait invasion; enfin, après la manie anglaise du dernier siècle, est venu le germanisme. Nous avons accompli le tour de nos frontières, et voilà que, sans faire école encore (cela serait difficile), la poésie du Nord a aussi ses trop vifs admirateurs. Je ne veux pas dire le moins du monde qu'en aucun temps nous ayons complètement sacrifié notre originalité, à Dieu ne plaise; mais, imitation pour imitation, j'aime mieux le procédé de l'époque de Louis XIV, qui s'inspire directement de l'antiquité. S'il faut absolument descendre de quelqu'un, pourquoi ne pas préférer à des aïeux d'hier cette généalogie glorieuse? Je sais d'ailleurs que nous serions mal venus à nous plaindre de l'influence que les littératures exercent les unes sur les autres. La plus belle part a toujours été la nôtre. Au temps de Voltaire, nous avons possédé la dictature des lettres. C'est une des plus hautes gloires de la France que d'avoir eu de la sorte deux grands siècles littéraires, l'un de réflexion, l'autre d'action; le premier qui reproduit, qui égale les merveilles de Périclès et d'Auguste, le second qui porte nos idées dans toute l'Europe, et les laisse, pour ainsi dire, écrites à tous les carrefours des grandes nations.

Il faut bien accepter à notre tour l'influence extérieure dans ce qu'elle peut avoir d'utile, je ne le conteste point. Au milieu des modes de toute espèce, notre génie national a toujours su se préserver, se mettre à part, imprimer, pour son propre compte, un vif mouvement aux intelligences, et pousser au libre développement des talens. A travers les goûts transitoires, le bon sens français persiste et se retrouve. Qu'importe, par exemple, l'invasion des mythes allemands et des prétentieux symboles de la poésie d'outre-Rhin? Nous avons des correctifs sûrs. Quelques pages de Voltaire, à travers tout cela, suffiront au besoin à guérir les intelligences nuageuses, à ramener les plus errans. Il faut donc, au fond, attacher peu d'importance aux invasions successives, aux

conquêtes des différens procédés, des différentes manières de l'art étranger. L'admiration risquée passe d'autant plus rapidement qu'elle est plus vive. Ce qu'une critique sage doit donc seulement blâmer, c'est la facilité singulière avec laquelle on croit maintenant sur parole aux réputations qui viennent de loin. Ce qui naguère n'était qu'un engouement particulier, tantôt italien, tantôt espagnol, tantôt anglais, semble s'être transformé en une indulgence universelle. On a dit que l'hospitalité antique était morte : elle revit dans notre littérature. Nous avons comme des caravansérails intellectuels pour les pèlerins égarés de la poésie étrangère. Notre bon sens était naguère proverbial, comme notre politesse. Or, il faut le dire, ces prévenances exagérées font plutôt honneur à notre politesse qu'à notre bon sens. La civilisation naît du contact; mais Joseph de Maistre remarque très bien que c'est aussi le propre des épidémies. Voilà le seul danger qu'il y ait à craindre.

Ces réflexions peuvent paraître par trop alarmantes, puisque je n'ai à parler que de la littérature septentrionale. Cette littérature sans doute n'aura jamais dans le public un succès profond et marqué; si elle trouvait une école, si elle faisait éclat, cela ne durerait pas long-temps. De toute manière, ce serait une aurore boréale. Son influence pourtant, bien que lointaine et mitigée, semble avoir pénétré jusqu'en Italie. Il y a telle strophe de Manzoni ou de Pellico qui sent son OEhlenschlœger ou son Tegner. La blanche et vaporeuse poésie du Nord, avec ses lignes mal arrêtées, avec ses horizons brumeux, ses paysages gracieux, mais uniformes; la poésie du Nord, dis-je, s'est penchée sur sa sœur du Midi, et au lieu des canzoni résonnans, des sautillantes chansons, elle lui a appris la ballade énervée, facile, languissante; elle a évoqué, sous le soleil romain, dans cet air où retentissent encore les prestes dactyles et les lourds spondées de la langue latine, elle a évoqué les ombres pâles des scaldes et des minnesingers.

Eh bien ! je prétends que cette influence, qu'on l'attribue à l'Allemagne ou qu'on la fasse venir du Nord même, est loin d'être bonne. La poésie italienne n'était pas rêveuse de sa nature. Dans ses défauts, elle se permettait plutôt la recherche, les concetti, la manière; mais sa langue était toujours demeurée nette, décidée dans le contour, point vague, point indécise, point flottante; quelque chose, au contraire, de sonnant et de distinct, quelque chose d'harmonieux comme un timbre. Les brouillards conviennent peu à cette chaude et brûlante atmosphère.

Ils ne vont guère mieux à notre climat si tempéré et si sain. Dès les premières années de l'empire, Ossian avait été très à la mode; mais, malgré le faible de Napoléon pour le pastiche de Macpherson, la traduction et les vers de M. Lormian eussent suffi à nous guérir. Le goût en passa donc assez vite. Toutefois, ce souffle venu de Fingal était précurseur. On pouvait déjà deviner les enthousiastes qui mettraient un jour les *Eddas* et les *Niebelungen* à côté d'Homère. On le sait, c'est un honneur dont les modernes éditeurs des trouvères ne sont pas non plus avares, et qu'ils accordent volontiers à ce qu'on nomme maintenant sans façon les *poèmes* du moyen-âge. Il fallait bien être

aussi indulgent pour les scaldes que pour les trouvères. Je dois le dire pourtant, notre poésie du XIIe au XIVe siècle, nos *cycles* chevaleresques, comme on dit assez emphatiquement, nos lais de la langue d'oïl sont loin de valoir les œuvres à demi barbares, mais souvent pleines de caractère, de l'ancienne poésie scandinave. Sans nier la finesse maligne de nos fabliaux, le tour gracieux de nos vieilles romances (le recueil du *Romancero françois* en contient quelques-unes vraiment charmantes), on peut affirmer que les trouvères, placés entre l'harmonie provençale et les rêveries guerrières des poèmes septentrionaux, qu'ils imitent également, sont inférieurs et aux troubadours et aux scaldes. Je ne vois pas quel profit la France pourrait avoir à maintenir, malgré l'évidence, l'originalité et la supériorité de la poésie d'oïl. Notre véritable, notre belle littérature, ne date guère de là. On aura beau parler du cycle de Charlemagne, du cycle de la Table-Ronde, du cycle du Saint-Graal; ce sont des noms sonores qui font effet dans une dissertation, mais qui ne sauvent aucunement l'ennui du lecteur, quand il se risque à parcourir les interminables fatras que Cervantes a heureusement couverts de ridicule, et qu'on décore maintenant du titre grandiose d'*épopées*. Quoi qu'en ait dit M. de Montalembert dans l'introduction éloquente et passionnée de son *Elisabeth de Hongrie*, quoi qu'en puissent dire les admirateurs de « l'art chrétien, » au nom de je ne sais quelle religiosité sentimentale, la poésie (je dis mal peut-être, mais ce n'est pas ma faute), les vers des trouvères sont de beaucoup inférieurs à la poésie, aux vers des Provençaux. Voilà une grande concession faite au Midi; le Nord a droit aussi à sa part. Eh bien! j'ose affirmer, quand cela devrait faire douter M. Paris, M. Jubinal, M. Michel, et tous les collecteurs du monde, de la rectitude de mon jugement; j'ose affirmer que la France (Voltaire eût dit la Gaule) du moyen-âge n'a pas une *épopée* qui vaille les *Eddas* ou les *Niebelungen*, lesquels ne valent pas tout-à-fait ce qu'on en a dit.

Telle est la place qu'il faut accorder à la poésie scandinave. Si je la lui donne quelque peu aux dépens de nos trouvères, démesurément exaltés depuis quelques années, ce ne peut être, après tout, qu'une erreur de chronologie et de goût sans inconvénient. L'influence de la littérature septentrionale a pu avoir ses avantages au moyen-âge; à l'heure qu'il est, elle serait funeste. Notre langue est la netteté même; toute cette poésie vague, floconneuse, incolore, uniforme, sans force, sans vie, sans grandeur, ne peut qu'être nuisible. Voilà les réserves que je voulais faire et que j'eusse aimé à retrouver, au moins indiquées, dans quelques productions françaises dignes d'estime, et qui, depuis un an ou deux, sont venues jeter un nouveau jour sur l'ensemble de la littérature du Nord. Si la critique, raisonneuse de sa nature, se laisse prendre ainsi à ces simulacres de pensée et de style (je sais faire la part des beautés douces et tendres qui s'y rencontrent), si l'histoire elle-même croit trouver des points de vue pittoresques et variés dans un paysage terne, monotone, sans éclat, que sera-ce donc de la poésie? Comment se garder des illusions de la bienveillance dans un sujet de prédilection? On me permettra d'être sévère; ce ne sera

qu'une compensation. Tout ce que je tiens d'ailleurs à maintenir, c'est que la poésie française doit dire des productions septentrionales comme la rose du Bengale aux autres fleurs, dans je ne sais quelle jolie pièce d'Hégésippe Moreau :

Pâles filles du Nord, vous n'êtes pas mes sœurs.

Il y a quelques années déjà que l'attention en France s'est dirigée sur toute cette littérature de l'Islande, de la Suède, du Danemark, de l'ancienne Allemagne. M. Ampère, dont l'intelligence ouverte s'attaque volontiers aux points peu connus, vint un des premiers et ouvrit la voie. On a de lui tout un remarquable volume sur ce sujet, qu'il a bien fait de recueillir avant de se livrer à son grand travail d'*histoire littéraire*. Le cours que M. Saint-Marc Girardin professa pendant plusieurs années à la Sorbonne sur l'histoire d'Allemagne, l'amena aussi tout naturellement vers ces origines littéraires, et il s'éprit un moment des cycles et des épopées; mais son esprit si net et si vif ne devait pas se plaire long-temps aux mythes et aux symboles des poésies primitives : il s'en tira vite, et, dans un de ses derniers discours d'ouverture, il faisait même allusion à cette prompte retraite, avec une fine malice qui rit des désenchantemens. M. Saint-Marc Girardin s'était proposé de traduire les *Niebelungen,* et il en a inséré quelques fragmens dans ses spirituelles *Notices*.

Avec l'appui d'esprits aussi distingués, la littérature du Nord ne pouvait manquer d'attirer les regards : les voyages de M. Marmier, qui se dévoua bientôt en poète et avec amour à ces lointaines études, la firent de mieux en mieux connaître. Tout un mouvement scientifique s'est donc opéré sous cette influence, et, en moins de deux années, il a été écrit en France plus de livres sur ce sujet que nous n'en possédions jusqu'ici. De là, tout un groupe de travaux sérieux, utiles, qu'il importe de faire connaître et d'apprécier.

Les *Prolégomènes à l'Histoire de la Poésie Scandinave* (1), de M. Edélestand du Méril, doivent figurer au premier rang. C'est un ouvrage consciencieux, savant, plein de recherches, où se décèle même du talent, mais qui, par le vice complet de méthode, par les écarts d'imagination, appelle une critique sévère. Si l'auteur persiste dans cette fausse route, il se fourvoie; si au contraire il coordonne ses idées, s'il dégage sa pensée du vague où elle s'égare, son style des phrases lourdes et prétentieuses où il s'enchevêtre volontiers; s'il met un frein à l'intempérance de son érudition; s'il sait enfin faire un choix, trouver la vraie mesure sans se perdre aux menus détails, sans entasser puérilement les notes inutiles, sans essayer de bâtir un monument, une Babel avec des grains de sable, alors M. du Méril pourra prendre place parmi les rares écrivains qui savent joindre, dans une unité imposante, ces deux élémens, trop souvent isolés et qui pourtant s'appellent et se complètent, la science et le style. — Il y aurait beaucoup à dire sur ce livre.

Et d'abord si l'on juge M. Edélestand du Méril sur ses prétentions, on a

(1) Un vol. in-8°, chez Brockhaus et Avenarius, rue de Richelieu, 60.

droit d'être exigeant. Il a voulu faire, il le dit hautement, un travail complet « auquel une seconde publication ne pût rien ajouter. » Il est vrai que l'auteur se croit quelque peu prédestiné à ces sortes d'études, et que la prédestination doit donner l'assurance. « Ce qu'il y a, dit-il, de grave et de fortement articulé dans son nom n'est point demeuré sans influence sur le développement de son caractère et de son intelligence. » Cela rappelle le vers de Victor Hugo :

Mon nom saxon redit par des bouches bretonnes....

A part même le plan général, dont je ne conçois pas parfaitement l'arrangement brisé et confus, les divisions arbitraires et sans suite qui font du livre une série de dissertations peu cohérentes, plusieurs défauts me choquent dès l'abord et me gâtent les meilleures parties. On est frappé, avant tout, de ce que M. du Méril a voulu faire un livre *savant* au lieu de faire un bon livre. Sans doute ces deux qualités ne s'excluent pas. On peut faire un bon livre qui soit un livre savant; mais, en revanche, on trouve beaucoup de livres savans qui sont loin d'être de bons livres, et c'est précisément le cas du volume de M. du Méril. Pourquoi en effet cette effrayante accumulation de notes sans fin qui rompent désagréablement la trame du texte et où on se perd? La méthode discursive de Bayle, méthode fausse qui l'eût infailliblement perdu si les merveilleuses finesses de son génie critique ne faisaient oublier ce déplorable procédé; cette méthode était préférable encore à celle que l'auteur a cru devoir adopter, sans doute par une déférence mal comprise pour l'Académie des Inscriptions. Assurément M. du Méril a dû beaucoup lire, beaucoup feuilleter; le labeur a été dur, et l'auteur a grapillé çà et là, dans sa trop abondante moisson, des textes curieux, peu connus. C'est un volume, je le reconnais, qui accuse plus de travail peut-être qu'il n'en serait nécessaire pour écrire plusieurs bons livres. Mais est-ce que la véritable érudition est complète, est-ce qu'elle dit tout? La critique n'est-elle pas là aussi, dont le rôle est de choisir et d'éliminer? Comment se reconnaître dans cet entassement? On s'y absorbe. L'œil va du texte aux notes, et une fois égaré dans ces notes confuses qui ressemblent à une forêt sans clairières, il s'efforce en vain de revenir au texte; fatigué, ébloui de ce scintillement de citations bigarrées, il ne sait où se reprendre. Cela fait l'effet d'une de ces armées de barbares décrites par Tacite et jetées pêle-mêle dans des chariots. Qui ne préfèrerait de beaucoup la rigoureuse discipline des légions?

M. du Méril est, à coup sûr, fort instruit; mais il fait montre de sa science, il la donne en petite monnaie. Son livre est comme un musée où tout est en vue, où les moindres choses, le grain de poussière et le ciron, s'ils se pouvaient voir, auraient leur case et leur étiquette. A qui, par exemple, tout cet étalage de langues étrangères peut-il faire illusion? « L'histoire des influences de la littérature scandinave, dit textuellement M. du Méril, nécessite des connaissances philologiques presque universelles, et l'auteur doit reconnaître que les siennes sont nulles sur quelques points et fort superficielles sur beaucoup d'autres. » On voit bientôt par le sourire qui semble échapper à l'auteur à

propos du critique Olafsen peu renseigné sur le sanscrit et sur le persan, on voit que c'est là un pur déguisement de modestie. Et en effet, sans parler des idiomes anciens et modernes que M. du Méril, en polyglotte universel, cite à tout propos, ses notes sont incessamment lardées, comme dirait Rabelais, de caractères cunéiformes et runiques, de mots arabes, turcs, syriaques, hébreux, persans, arméniens, sanscrits, égyptiens ou russes, donnés chacun dans son alphabet respectif. Avec un pareil livre, on pourrait apprendre à lire aux enfans de tous les pays. M. du Méril affirme que ces citations originales sont une garantie de bonne foi pour le lecteur, même quand il ne les comprendrait pas. Est-ce une épigramme contre le public qui ne vérifie point les assertions des savans? Est-ce une épigramme contre les savans qui se donnent à plaisir des simulacres d'exactitude impossible à contrôler? Quoi qu'il en soit, ce faste d'érudition est un abus, s'il n'est pas un travers. M. de Sacy, qui savait un certain nombre de langues; M. Fauriel, qui a aussi, je suppose, quelques notions en ces matières, n'ont jamais montré ce mauvais goût.

A quoi mène, je le demande, ce laborieux entassement d'imperceptibles détails? On ne perce pas des voies romaines tous les jours assurément; mais il ne faut pas se perdre, en revanche, dans des sentiers trop menus. Jusqu'ici l'archéologie avait été réservée pour l'antiquité, et cela paraissait raisonnable et suffisant. La valeur, le caractère, la date des monumens, justifiaient l'éternelle insistance des érudits. Mais si on applique maintenant ce procédé au moyen-âge, ne sera-ce pas du fétichisme puéril? A quelles monades, à quels infiniment petits ne descendra-t-on point, si on traite les trouvères et les scaldes comme des classiques, si on assimile aux poèmes d'Homère les *épopées* chevaleresques? Il est vrai que les assertions générales, que les vues d'ensemble ne manquent pas dans le livre de M. du Méril; mais c'est un autre excès qui fait contraste.

Je me garderai assurément de blâmer l'alliance de la pensée et de la science. Ce sont deux sœurs trop souvent séparées et heureuses de se donner la main. Bien qu'on puisse m'opposer le plus grand nombre des cas dans la pratique, l'érudition n'exclut pas l'art. L'art consacre tout ce qu'il touche, et il n'y a de monumens vraiment durables, même dans la science, que ceux qu'il a revêtus de ses formes immortelles. Je ne veux pas dire que la beauté plastique doive être le principal soin d'un archéologue; mais quand j'entends certains érudits de profession médire de ceux qui écrivent, et ranger parmi les *littérateurs légers* quiconque cherche à couvrir l'idée de formes élégantes, quiconque se préoccupe même de savoir correctement sa langue, le souvenir de la vieille fable de La Fontaine me revient involontairement à l'esprit : *Ils sont trop verts.* M. du Méril n'a pas pensé de la sorte, et il faut l'en féliciter. Mais pourquoi compromettre par un lyrisme déplacé, par un ton déclamatoire, ces velléités de style, trop rares en pareilles matières? Avec l'appareil scientifique auquel se complaît l'auteur, avec le cortége de notes dont il s'entoure ou plutôt dont il s'enveloppe, ses écarts n'en ressortiront que mieux.

M. du Méril paraît s'être laissé quelque peu prendre à la phraséologie

humanitaire de certaines écoles modernes. C'est une faute, faute excusable dans l'espèce, pour parler le langage du palais. Presque tous ceux qui s'occupent des anciennes poésies nationales, presque tous les éditeurs ou collecteurs de productions du moyen-âge s'en sont en effet tenus, depuis dix ans, au métier estimable, mais peu intelligent, de copistes exacts (je pourrais être plus sévère, comme on voit) et de patiens correcteurs d'épreuves. On a reproduit les manuscrits avec une fidélité judaïque, avec une exemplaire exactitude; on s'est modestement borné, pour ainsi dire, à un rôle de diagraphe. La philologie, une philologie très abondante, mais peu rationnelle, peu philosophique, les étymologies, les variantes, les glossaires partiels, ont fourni leur contingent; il a été beaucoup question de la fameuse règle de l'S; mais de critique, mais de saine appréciation, mais de vues générales, mais d'histoire littéraire, pas le plus petit mot. Tout s'est passé en respectueux procédés à l'égard de ces pauvres manuscrits du moyen-âge, dont (pour se dispenser de préfaces qui demandent des idées) on a décrit longuement la couverture et le vélin, dont on a énuméré le contenu, sans faire grace d'un recto ni d'un verso. Monsignor Maï ne traite pas avec plus de précautions ses palimpsestes du Vatican. On ne peut donc qu'approuver la réaction tentée par M. du Méril, au nom de l'esprit contre la lettre.

Ce n'est pas à dire toutefois qu'il faille tomber dans l'excès contraire, et, à propos de la poésie scandinave, parler à chaque instant d'*esthétique* et d'*humanité*. Mon Dieu! réservez donc ce grand mot d'esthétique pour les grandes occasions, pour quelque beauté d'Homère ou même de Goethe, et n'empruntez pas la terminologie de Hegel pour la transplanter sous le climat glacé de l'Islande. Toute cette poésie, en définitive, n'est que l'informe bégaiement d'un peuple enfant et sauvage. L'histoire a beaucoup plus à y prendre que les lettres. Et puis, qu'a de commun le développement de l'humanité, qu'a de commun la marche des sociétés avec ces chants scandinaves? Ils ont exercé une certaine influence sans doute, influence bornée et restreinte. Ils ont eu, comme toute chose, leur rôle, leur destinée. Mais, après tout, quel invisible et mince comparse que l'*Edda* dans le drame immense du monde! A quoi sert de monter sur le trépied et de parler au nom de Vico, quand deux pages plus loin, quand, au bout de quelques phrases, on entre de plain-pied dans les plus minutieuses questions de vocabulaire et d'accens? On a l'air par là de vouloir déterminer l'influence de la rime et de l'alphabet sur la marche de la politique, et cela a son côté plaisant. Je sais bien qu'Aristote a dit que la poésie était plus vraie que l'histoire. M. du Méril eût pu s'appuyer de ce texte; mais Aristote ne parlait pas ainsi en traitant des questions de versification et de grammaire.

Plusieurs des assertions de M. du Méril impliquent d'ailleurs contradiction. Il nie presque l'histoire de la philosophie, qui court, dit-il, la bague aux idées, et en revanche il accepte, il proclame la philosophie de l'histoire. Par malheur, cette philosophie proprement dite, qui vous fait sourire, ne date pas d'hier; c'est une forme éternelle, et par conséquent nécessaire de l'esprit hu-

main. Elle a honoré toutes les grandes époques. La philosophie de l'histoire, au contraire (que je ne veux pas nier, que j'admire même dans de certaines limites, et qui excite vos sympathies si vives), est une science nouvelle, *scienza nuova*. C'est Vico, que vous aimez tant à citer, qui la nomme ainsi. Elle naît à peine, elle n'a pas d'antécédens. Herder n'a recueilli que ses vagissemens; et, si on doit la trouver quelque part, ce sera ailleurs, je m'imagine, que dans les neiges du Nord, et à propos de quelques chants populaires écrits dans une langue barbare.

M. du Méril est de l'école allemande. Ses autorités préférées viennent, bien entendu, d'au-delà du Rhin. Il cite fort peu Mallet et beaucoup M. Grimm. Cela est légitime jusqu'à un certain point, puisqu'on a beaucoup écrit sur le Nord en Allemagne et qu'on s'en est fort peu occupé en France. Les *procès de tendance* sont permis en littérature, s'ils ne le sont pas en politique. Or, la tendance de M. du Méril est très marquée. Il aime à donner les titres des livres étrangers qui complaisent à ses goûts d'érudit. C'est donc de l'Allemagne évidemment que procède la critique de l'auteur; là est son point de ralliement, là est son centre, son drapeau. Je ne veux pas nier les beaux travaux d'érudition qui honorent le pays des Ranke et des Savigny; c'est, dans les idées actuelles, la terre classique des recherches et de la science. On me permettra seulement de maintenir, en passant, que beaucoup de vues nouvelles, adoptées par nous avec enthousiasme, sont d'abord parties de France, pour nous revenir ensuite chargées de nuages. Derrière Niebuhr, j'aperçois Beaufort et Lévesque, que nous avons oubliés. C'était, sur les premiers temps de Rome, un scepticisme intelligent que l'Allemagne a exagéré, et que nous avons repris ensuite enveloppé de brouillards et grossi de l'inadmissible théorie des épopées populaires. Dans un autre ordre d'idées, il en est de même du livre de M. Strauss, si bien traduit par M. Littré. Qu'est-ce autre chose que du Volney, du Dupuis atténué, mitigé, annoté, recouvert de textes, et jeté au public en pâture sous une carapace bien pédante, bien hérissée, bien obscure? Nous citons à tout propos les érudits allemands, qui nous citent fort peu. M. Strauss, par exemple, dont je parlais à l'instant, a trouvé moyen d'écrire deux volumes énormes de théologie, où le dernier docteur de la dernière université d'outre-Rhin a sa place en note, et où on ne trouve pas indiqué, je crois, un seul livre français, attendu probablement que le pays de Bossuet, de dom Calmet et de vingt autres interprètes célèbres de l'Écriture, n'offre pas assez de garanties sérieuses à messieurs les faiseurs d'exégèse. Il en est ainsi en histoire. Nous ne jurons que par l'Allemagne, et presque aucun des grands noms qui représentent ici les sciences historiques n'obtient chez nos voisins les honneurs de la citation. Il est vrai qu'ils s'appuient quelquefois de l'autorité de M. Capefigue. Est-ce une malice? L'Allemagne n'est pas par excellence la contrée des fines plaisanteries, et je suppose que cela est seulement analogue au procédé des *revues* anglaises, qui parlent beaucoup plus de M. Soulié ou de M. Paul de Kock que de Mérimée ou d'Alfred de Musset.

Mais revenons. Disciple de l'école germanique, M. du Méril devait adopter

avec empressement les idées de Wolf et les appliquer à la Scandinavie. Il nie donc la personnalité poétique de l'auteur de l'*Edda*, de Sæmund, ainsi qu'on avait fait pour Homère, ou au moins il ne le regarde que comme un compilateur secondaire, coupable tout au plus de quelques remaniemens postérieurs. Quand c'est sur l'*Iliade* que j'entends soutenir cette théorie, quand j'entends faire de la grande épopée homérique une agrégation fatale de chants populaires, les plus subtiles raisons de critique, les plus ingénieuses et les plus savantes objections ne m'ébranlent pas, je l'avoue. Ce peut être la marque d'une intelligence étroite, méticuleuse, arriérée. Il y a une objection, une seule, qui me paraît renverser tout le spécieux échafaudage de l'érudition destructive; c'est le mot que la voix d'en haut disait à saint Augustin sur l'Évangile : *Tolle, lege.* En effet, quand on lit Homère, l'unité du génie se manifeste dans le détail, éclate dans l'ensemble, et il devient évident qu'un poème ne se fait pas comme un vaudeville, avec des collaborateurs. Assurément je ne donnerai pas le même conseil pour l'*Edda ;* le mot d'Augustin ne suffit plus. L'épreuve d'ailleurs, fort difficile à accomplir d'une haleine, ne serait pas convaincante. Je serais assez porté, par tempérament d'esprit, à croire à Sæmund; mais cependant l'incohérence de l'œuvre et des détails donne peut-être raison à M. du Méril. Il serait toutefois facile de contredire plusieurs de ses affirmations.

Ainsi, l'*Edda* appartenant aux traditions de l'ancienne théogonie scandinave, et son rédacteur Sæmund ayant été un chrétien assez zélé, M. du Méril se trouve amené, dans l'intérêt de son hypothèse, à soutenir d'une manière absolue que le christianisme, que le *fanatisme religieux* (le mot est quelque peu dur), ne transigea sur aucun point avec les croyances antérieures. C'est méconnaître le caractère conciliant du christianisme, qui a toujours su, au contraire, dans les strictes limites de la foi, opérer une habile fusion. Que de débris du paganisme, du druidisme même, ne retrouve-t-on pas dans les premiers siècles! Il y en a bien des preuves, même après les *Capitulaires.* Est-ce que les choses se seraient passées autrement dans le Nord qu'ailleurs? Pourquoi Sæmund n'aurait-il pas été un chrétien à la manière de ces anciens évêques des Gaules, zélés pour la foi, indulgens pour la littérature païenne? Sa littérature païenne à lui, c'était la mythologie scandinave. Je n'insiste pas. Ce qu'il importe seulement de rétablir, c'est que le christianisme primitif n'a jamais montré ces emportemens d'intolérance, surtout littéraire. La religion nouvelle savait être douce dans ses conquêtes, inflexible dans ses résistances. C'est par là qu'elle a triomphé.

Un des avantages que trouve M. du Méril en retirant à Sæmund la composition de l'*Edda*, c'est d'augmenter la valeur du poème en en reculant la date. Tel est le caractère particulier de ces sortes d'ouvrages : ils embellissent en vieillissant, et c'est une coquetterie habituelle de la critique de leur donner à plaisir des années. Quoi qu'il en soit, j'aurais tort de dissimuler que M. du Méril, avec son érudition très variée, très renseignée, très approfondie, donne de ses paradoxes scientifiques beaucoup de raisons ingénieuses, fines, quelquefois même spécieuses. Il déploie un tel luxe de citations et d'autorités qu'on

s'y laisserait presque prendre, si on n'était en garde contre la pente habituelle de ses idées.

Les grands problèmes, les problèmes compliqués, n'effraient pas M. du Méril; il les aborde de front, sans détour, avec un rare courage d'esprit: ses dissertations, sur les données les plus diverses, se succèdent sans trop d'ordre, d'après une classification à peu près arbitraire, et dont le sens m'échappe complètement. Cette extrême variété d'études poussées en tout sens, cette curiosité inquisitive et volontiers distraite par les épisodes, cette manière incohérente enfin, que l'auteur a introduites dans un sujet fort restreint et uniforme, déconcertent la critique, la dépistent, et la réduisent forcément aux objections générales et de sens commun. Il lui serait impossible de donner du livre une idée même sommaire, d'aborder l'analyse ou le détail, sans se perdre à son tour dans les imperceptibles nuances. Les questions les plus minutieuses ont leur place chez M. du Méril à côté des thèmes les plus grandioses. La rhythmique et la versification scandinaves sont traitées avec un amour de grammairien; puis tout à coup les rapports littéraires des populations européennes au moyen-âge sont esquissés d'un ton tout-à-fait philosophique et général. Ces rapides transitions, on le devine, sont désagréables à l'esprit: il est peu habile de faire passer brusquement le lecteur de quelque liste bien sèche des scaldes, de quelque énumération philologique, de quelque catalogue bien savant, à un dithyrambe humanitaire.

Comme la plupart des écrivains qui traitent un sujet spécial, M. du Méril cherche à agrandir son domaine aux dépens des voisins; il est envahissant et conquérant. C'est tout-à-fait un Charles XII littéraire; il veut reculer les frontières du Nord. Tout vient de Scandinavie, tout y retourne. Mais, je le demande, si M. du Méril avait occasion d'écrire successivement sur les différentes littératures européennes, ne ferait-il pas comme M. de Beausset, qui, dans son *Histoire de Fénelon*, prenait parti pour l'archevêque de Cambrai, et dans son *Histoire de Bossuet* était du parti de l'évêque de Meaux. On pourrait alors appliquer à son cœur de critique ce que le poète dit de l'amour d'une mère:

Chacun en a sa part et tous l'ont tout entier.

Dans l'ordre des idées, cette méthode affectueuse a ses inconvéniens. M. du Méril tire tout à lui. Voici la légende de Véland-le-Forgeron, il la lui faut; voilà la tradition d'Oger, elle lui convient, et dès-lors Charlemagne est évincé. En philologie, M. du Méril, bien entendu, traite longuement des origines *scandinaves* des langues romanes; et de même sur toutes les questions. On conçoit combien ce procédé est vicieux. Sans doute le sujet est assez pauvre pour qu'il soit légitime de chercher à l'enrichir; sans doute aussi M. du Méril a raison sur beaucoup de points. Les motifs, les preuves qu'il allègue, bien que compromis quelquefois par une forme enveloppée et confuse, attestent souvent de la science et de l'étendue d'esprit; mais le manque de mesure vient vite, qui gâte tout et laisse le doute.

En traitant des poèmes scandinaves, des imitations qui en ont été faites, de l'influence qu'ils ont exercée, M. du Méril donne çà et là plusieurs fragmens, et entremêle ses chapitres de traductions utiles, curieuses et habilement faites. Il donne même à ce propos toute une théorie de l'art de traduire. La meilleure est assurément un sens délicat et un goût sûr. Ces généralités pourtant, que distinguent des vues heureuses et d'habiles rapprochemens sur les langues, sur la mystérieuse combinaison des idiomes, font honneur au talent de M. du Méril. Je relèverai seulement une sortie contre notre admirable langue française, qui, au dire de l'auteur, est « ingrate et rebelle à la poésie. » C'est sans doute dans quelqu'un des livres allemands auxquels il a si souvent emprunté que M. du Méril a lu et copié cette vieille et injuste banalité. Au surplus, le français n'encourt pas seul cette terrible malédiction ; la poésie de l'Orient et même la poésie du Midi paraissent puériles à l'auteur. J'avoue cependant, pour ma part, que j'ai l'audace de mettre la *Divine Comédie* bien au-dessus des chants de l'*Edda*.

Et d'ailleurs M. du Méril n'a pas trop à se plaindre. Notre langue, dans ses intelligentes traductions, semble reproduire assez exactement le sentiment poétique des œuvres scandinaves. La pratique ici ne dément pas la théorie. Peut-être seulement pourra-t-on trouver qu'il eût été de meilleur goût de placer ailleurs ce code de l'art de traduire. On dirait un général qui refait Végèce ou Montécuculli en tête du récit de ses campagnes ou de ses victoires, si l'on aime mieux. Cela n'est pas précisément modeste.

Le livre de M. du Méril est très substantiel, très nourri, plein de recherches utiles et intéressantes. Ce ne sont là pourtant que des *prolégomènes* à un travail plus spécial, qui est annoncé. L'auteur changera-t-il de méthode, s'amendera-t-il de ses écarts? Il est à craindre que non ; car M. du Méril a précisément les deux défauts qui sont comme aux deux pôles de la science. Il est vague, risqué, déclamateur, dans l'ensemble, dans les vues générales ; puéril, au contraire, minutieux, abondant jusqu'à la satiété dans le détail. Ces deux tendances blâmables sont d'ordinaire isolées ; M. du Méril, par une singularité exceptionnelle, les réunit et les exagère. L'une corrigera-t-elle l'autre? Le niveau s'établira-t-il dans ce talent par ce double contre-poids? Un souffle sain, contenu, généreux, succédera-t-il à ce tourbillon mêlé de poussière? Je ne sais. Au fond, cela serait désirable, très désirable pour la science comme pour l'art. M. du Méril est érudit, et il a en même temps un véritable sentiment poétique; mais ces deux qualités rares, au lieu de se réunir, de s'agréger pour être fortes, courent chacune au hasard et se dispersent. Bossuet, par une de ces expressions de génie qui n'appartiennent qu'à lui seul, parle, à un endroit, des *natures qui ne sont pas éclaircies*. M. du Méril y devrait songer; il devrait songer au mot de Vauvenargues, que la clarté est le vernis des maîtres.

Il serait facile de continuer long-temps ces remarques. On me pardonnera d'avoir insisté. L'*Histoire de la poésie scandinave* est sans contredit le travail le plus considérable, le seul livre même un peu étendu et sérieux qui ait

été publié en France sur ce difficile et intéressant sujet. Comme je l'insinuais tout à l'heure, la critique qu'on en pourrait faire irait droit au vice de la science de notre temps ou de ce qui y vise; elle l'atteindrait par ses deux côtés les plus attaquables, le vague hasardé des considérations générales d'une part, et de l'autre l'enfantillage méticuleux de la petite érudition. Ce que l'on s'est permis de dire plus haut du livre laborieux et inégal de M. du Méril, va naturellement rejoindre, dans leur vanité diverse et irritable, tous les généralisateurs nuageux, comme tous les collecteurs de notes insignifiantes et d'atômes scientifiques.

Avant M. du Méril dans l'ordre chronologique, après M. du Méril dans l'ordre logique, vient M. Bergmann. Sous le titre de *Poèmes islandais* (1) se trouvent interprétés, annotés, commentés, des fragmens qui peuvent servir de pièces justificatives à l'*Histoire de la poésie scandinave.* Ces morceaux sont au nombre de trois, et portent le nom de Voluspa, de Wafthrudnismal et de Lokasenna. Ils sont littéralement traduits de l'*Edda* de Sæmund et soigneusement reproduits avec le texte en regard. M. Bergmann y a ajouté des introductions, des notes, un glossaire, tout un travail enfin de philologue et de commentateur. On dirait des *excursus,* comme on en fait en Allemagne sur les classiques. C'est assurément beaucoup d'honneur pour ces morceaux isolés de l'*Edda,* que d'être ainsi traités avec ce soin religieux, avec ce scrupule singulier.

M. du Méril, ayant occasion de citer l'ouvrage de M. Bergmann, en loue « l'érudition remarquable. » C'est une galanterie un peu exagérée, mais de bon goût entre confrères. Le travail de M. Bergmann n'a rien, en effet, de précisément *remarquable ;* il est sage et judicieux; il montre une intelligence réservée, prudente et visant seulement aux finesses philologiques, aux raffinemens de ponctuation et d'accentuation. Ce sont là des prétentions fort humbles. M. Bergmann a donc sur M. du Méril un grand avantage; il n'a pas rêvé une course icarienne, et se tenant terre à terre, il n'a pu tomber. Les limites qu'il s'était posées sont atteintes; il est ce qu'il a voulu être. Assurément son recueil ne révèle pas des qualités d'esprit extraordinaires, l'élévation ou l'étendue; mais il est estimable, il renferme des notions utiles, il fait honneur à la patience et au discernement de l'auteur.

L'ouvrage a trois parties bien distinctes. Dans la première, M. Bergmann traite, avec beaucoup de lucidité, de l'origine des idiomes scandinaves et des *Eddas;* puis il passe à un examen grammatical tout-à-fait minutieux et particulier de la langue islandaise. Le défaut de ces préliminaires est de soulever et de trancher à la hâte, comme en courant et presque d'un seul mot, plusieurs problèmes intéressans et ardus sur l'histoire de la mythologie septentrionale. Sans doute les monumens font défaut pour résoudre, avec la plénitude de l'évidence et d'une manière complètement satisfaisante, toutes ces

(1) Un vol. in-8°; Imprimerie royale. Chez Brockhaus et Avenarius.

questions. Sur beaucoup de points, il faut s'en tenir à la réserve et aux hypothèses. Mais plus la nature d'un problème en rend la solution purement conjecturale, plus il faut être sobre dans les conclusions auxquelles on est amené, plus il faut s'entourer surtout de preuves à l'appui, et ne point glisser sur les surfaces. L'esprit n'est pas toujours satisfait des explications que produit M. Bergmann. En un mot, et pour dire toute ma pensée, cette introduction est claire, nette, méthodique, mais souvent superficielle et insuffisante.

La seconde partie de l'ouvrage est la plus curieuse. C'est une traduction, mais une traduction littérale, pied à pied, presque mot à mot, de trois épisodes fort remarquables de l'*Edda* de Sæmund. J'avoue qu'appliqué à une œuvre d'art et de style, à un travail de maître, ce procédé serait tout-à-fait inacceptable. Quand on veut forcer le génie de l'expression, faire entrer violemment dans une autre langue une nuance poétique tout-à-fait étrangère, quand on s'obstine enfin à traduire les idiotismes, on se trouve forcément conduit à des résultats déplorables; on est exact dans le détail, faux dans l'ensemble; on sacrifie la phrase au mot et l'idée à la phrase. Le talent de M. de Châteaubriant lui-même y a échoué, et on court vite à *Velléda* et à *René*, quand on vient de lire quelques pages de son Milton. Mais en matière d'*Edda*, il s'agit fort peu d'art, quoi qu'on en puisse dire, et une fidélité absolue, tout-à-fait voisine du texte, peut seule rendre la couleur primitive et particulière de l'original.

Les trois épisodes interprétés par M. Bergmann sont chacun d'un caractère différent, et suffisent à donner une idée du bizarre et curieux recueil de l'*Edda*. Le but de la *Voluspa*, ou *Visions de Vala*, est de représenter la mythologie scandinave dans son ensemble, depuis les mythes sur l'origine de toutes choses jusqu'à ceux relatifs à la destruction et à la renaissance du monde. Le scalde a choisi le personnage de Vala, qui est un type de la prophétesse, pour lui faire dire avec autorité tout ce que contient le poème. L'idée principale de ce chant, c'est que la ruse et la force doivent être dominées par la justice. Les malheurs dont est semée la vie de l'homme sont nés de l'injuste. De là cette conclusion que le monde périra en même temps que les dieux qui les premiers, comme Odin et Thor, se sont livrés à des actes de violence et de mauvaise foi. On entrevoit ici comme une annonce de la chute de l'ancienne théogonie scandinave et de l'avénement du christianisme. Il y a dans ce morceau une teinte sombre et morale qui est très frappante. — Le *Vafthrudnismal* a un caractère bien plus sauvage. C'est un dialogue entre l'iote Vafthrudnir, un de ces êtres qui, au commencement de toutes choses, possédaient l'intelligence et la science, et Odin, ase de la sagesse et du savoir. Odin répond aux questions difficiles que lui adresse son rival, et Vafthrudnir se tire habilement aussi des problèmes qui lui sont posés. A la dernière énigme pourtant, l'iote reste court. Le prix de la gageure était la tête du vaincu. On rencontre dans ce fragment une raideur, une dureté de langage vraiment extraordinaire. C'est un duel d'esprit sec et hautain. Sous chaque parole, on sent comme le tranchant de l'acier. — *Les Sarcasmes de Loki* reflètent aussi des mœurs atroces et

violentes. C'est la critique, la satire de l'odinisme, par une espèce de Lucien scandinave, de Voltaire du pôle arctique. Loki est un dieu septentrional et un dieu railleur, qui n'a d'autre plaisir que de taquiner ses collègues. Les ases sont assemblés chez OEgir, et font un vrai festin de princes. Loki, qui n'avait pas été invité, se présente à la porte, et pressé par son appétit, irrité par l'impolitesse qu'on lui avait faite, il accable chacun de sanglans sarcasmes. Il y a quelque esprit sans doute, mais de l'esprit barbare, dans ces virulentes et curieuses invectives.

On retrouve avec plaisir, dans la version de M. Bergmann, la couleur tranchée, la crudité même de l'original, et ces phrases coupées, brèves, énigmatiques, ces images spontanées qui caractérisent presque tous les monumens des littératures primitives. Je ne suis aucunement compétent pour apprécier et goûter la troisième partie de l'ouvrage, dans laquelle il est traité au long des formes grammaticales de la langue islandaise. Bien que ces recherches témoignent d'études patientes et d'une bonne méthode, je me permettrai une simple observation de bon sens sur la composition même du livre. Le but capital que s'est évidemment proposé M. Bergmann, c'est la traduction des trois courts fragmens dont je viens de donner une idée sommaire. Le titre de l'ouvrage en indique assez le but. Eh bien! avec le texte, ces morceaux occupent à peine le tiers du volume. Par un singulier manque de proportion, le reste se compose d'accessoires. Ce sont des introductions qui se succèdent, se font oublier les unes les autres, et ont le tort de promener l'esprit du lecteur sur une foule de questions qui devraient s'éclairer mutuellement dans un travail complet, au lieu d'être séparées. Il arrive par là que la littérature est rejetée sur le second plan, au profit de la grammaire, et que la lexicographie, l'étymologie comparative, usurpent toute la place. Je n'ai aucune raison pour dire du mal de la philologie, que je respecte infiniment; mais l'auteur me paraît s'être préoccupé trop exclusivement de linguistique. Les idiomes ne sont que des instrumens, et les mots ne doivent venir qu'après les idées. Quoi qu'il en soit, si le travail de M. Bergmann manque de qualités perçantes et vives, de sagacité pénétrante, s'il n'a rien d'excitant et d'étendu, s'il est quelque peu pâle et morne comme les crépuscules du Nord, il accuse cependant une intelligence curieuse. Là au moins on se sent sur un terrain solide; on ne perd pas pied à chaque instant comme dans les courses aventureuses de M. du Méril.

M. Bergmann n'avait donné que trois épisodes de l'*Edda;* M[lle] du Puget l'a traduite tout entière (1); elle ne s'est même pas bornée à la collection poétique de Sæmund; elle y a joint le recueil en prose de Snorre Sturleson, lequel appartient à une date plus récente et n'est qu'une rédaction différente et postérieure des mêmes légendes. Je me garderai de donner une nouvelle analyse des *Eddas;* elles sont connues. Mais aujourd'hui, au moins, on a le monument tout entier sous les yeux, et l'on peut juger par soi-même. Nous

(1) Un vol. in-8°, chez l'éditeur, rue Saint-Lazare, 66.

ne saurions donc trop féliciter M[lle] du Puget de ne pas s'être laissée rebuter par la difficulté extrême de l'entreprise. Cette publication est un véritable service rendu aux lettres; elle complète la grande série des épopées nationales de l'Europe.

Cette traduction des *Eddas* est d'une grande élégance, et c'est à peine si l'on pourrait relever çà et là quelques incorrections de langage. Si l'on compare toutefois la version de M[lle] du Puget à celle des épisodes interprétés par M. Bergmann, l'avantage, au moins scientifique, me paraît rester à M. Bergmann. La traduction de M. Bergmann n'a pas assurément le charme littéraire qui plaît chez M[lle] du Puget; mais M[lle] du Puget adoucit quelquefois les tournures, et, dans sa phrase châtiée, disparaît la rudesse brutale du texte. Les contours en un mot se substituent quelquefois aux saillies brusques et dures. On peut objecter en revanche que M. Bergmann a poussé jusqu'aux extrêmes limites le système de la littéralité. Tout est sacrifié à la forme; le vers est traduit par le vers, le mot par le mot. C'est un calque. Il est fâcheux que M. Bergmann n'ait pas achevé son travail et qu'il n'ait publié que des fragmens. On aurait eu deux versions conçues dans des systèmes différens et dont l'une aurait servi à l'autre de correctif et de contrôle. Que M[lle] du Puget ait atténué la crudité choquante de quelques expressions cyniques, je le comprends, c'est de la part d'une femme (surtout dans un temps où il semble permis aux femmes de tout écrire, et où elles usent largement de la permission), c'est une marque de bon goût; mais on doit regretter que dans l'ordre purement littéraire, l'auteur ne se soit pas astreint à une fidélité absolue. La manière saccadée des scaldes s'efface un peu dans sa prose. Je crains que ce ne soit là aussi le défaut capital d'une traduction complète des *Niebelungen*, poème appartenant à la même famille, à la même souche que les *Eddas,* qu'a précédemment tentée une autre femme, M[me] de la Meltière. Quoi qu'il en soit, ces deux publications se correspondent et se complètent.

Je ne relèverai pas une phrase de M[lle] du Puget, dans laquelle il est dit que l'*Edda* de Sæmund peut rivaliser, « sous le rapport du mérite poétique, avec *toutes* les productions du même genre que les anciens nous ont laissées. » Comme Homère et Virgile se trouvent englobés dans cette étrange affirmation, on me permettra seulement de protester au nom des plus simples principes littéraires. Au surplus, une si inadmissible opinion n'a pas ici d'inconvénient. M[lle] du Puget traduit, elle ne disserte pas. Son enthousiasme naïf n'a pu qu'être un aiguillon utile, en lui exagérant à elle-même la portée de sa tentative et les beautés qu'elle avait à reproduire.

Comment se plaindre d'ailleurs de l'extrême admiration que manifeste M[lle] du Puget pour les *Eddas?* Ce n'est vraiment rien auprès de l'engouement qu'ont soulevé naguère les *Niebelungen*. Le roi de Bavière n'a-t-il pas fait retracer dans son palais de Munich les principaux évènemens de ce poème par le grand peintre Cornelius? N'a-t-on pas créé des chaires d'interprétation spéciale, par une indigne parodie de ce qui s'était passé pour Dante au temps de Boccace? Les bibliophiles n'ont-ils même pas poussé le culte plus loin? On

se rappelle le baron de Lassberg, qui avait fait imprimer, d'après un manuscrit, les chants des *Niebelungen* sur les murs de la principale salle de sa maison.

Quoiqu'il y ait bien à rabattre de ce fanatisme, on ne peut disconvenir du cachet vraiment original empreint sur ces bizarres productions. Aussi bien que les *Niebelungen*, les *Eddas* méritent d'être étudiées. Il va sans dire que ceux qui cherchent, dans les monumens primitifs, des inductions sur les croyances théogoniques des peuples, sur les caractères et les mœurs des vieilles races, ont beaucoup à profiter de la lecture de ce recueil, où la grace naïve s'allie quelquefois à la plus étrange rudesse, et les plus beaux mouvemens de l'ame au plus féroce orgueil, au plus cruel égoïsme. Il y a là plus d'une révélation curieuse sur les tendances des sociétés au berceau.

La philosophie elle-même aurait quelque profit à tirer de ces antiques documens. Je n'en veux qu'un exemple. J'ouvre l'*Edda* de Sturleson et je trouve cette phrase : « Nous donnons le nom d'Odin au maître de l'univers, parce que ce nom est celui du plus grand homme que nous connaissons. Il faut que les hommes l'appellent ainsi. » Quelle portée, quelle révélation dans ces simples mots! n'expliquent-ils pas d'une manière frappante comment les anciennes croyances mythologiques des peuples sont semées de souvenirs humains et historiques? Les hommes, ne sachant quel nom donner à Dieu, l'appellent du nom du plus grand homme qu'ils connaissent; mais bientôt les souvenirs de la vie de cet homme se mêlent dans leur esprit avec les données que la réflexion leur fournit sur l'être suprême, et de cet ensemble ils construisent l'histoire, les uns d'Odin, les autres de Jupiter. Ainsi naissent les théogonies, ainsi débutent les religions.

Nous voilà bien loin de notre sujet, bien loin surtout des *OEuvres d'Isaïe Tegner* (1), que Mlle du Puget a également traduites. Avec Tegner, que M. Marmier nous a fait aimer, nous quittons les vieilles plages scandinaves pour les temps tout-à-fait modernes. Tegner, on se le rappelle, est un des poètes les plus populaires de la Suède. Les types d'Axel et de Frythiof se retrouvent crayonnés dans toutes les chaumières du Nord, comme Malek-Adel (hélas!) et Atala dans nos auberges de villages. Tegner est un poète charmant, plein d'harmonie, de grace, de douceur; mais M. Marmier lui-même lui refuse l'invention et la force. Son style est flottant, indéterminé, éthéré, comme trop souvent celui de Lamartine. M. Sainte-Beuve a même pu rapprocher la gracieuse idylle de *la Première Communion* du poème de *Jocelyn*. Tegner enfin a abandonné l'art tout comme l'illustre et grand poète qu'il reflète de loin. Il est devenu évêque et fait des homélies, de même que M. de Lamartine est devenu député et fait des discours. C'est la différence de la Suède à la France.

Tegner dit quelque part, dans une de ses aimables poésies, fort heureuse-

(1) Un vol. in-8°, chez l'éditeur, rue Saint-Lazare, 66.

ment traduites par Mlle du Puget : « Hélas! dans notre Nord, le printemps a des flocons de neige dans les cheveux. » La poésie aussi, par malheur. — La légende, la rêverie, le vague, suffisent-ils désormais à l'inspiration, à une inspiration durable? Ce breuvage mielleux et adouci est-il toujours sain? Fortifie-t-il véritablement l'ame? Ne l'énerve-t-il pas au contraire? Mais c'est faire, dira-t-on, la critique de toute une école, c'est nier un côté de l'art. Mon Dieu, je ne conteste pas qu'il y ait là de la poésie. Elle y abonde, mais elle n'est pas fixée sous une forme ferme et par conséquent immortelle. La pensée n'est pas arrêtée nettement sous les mots par le génie de l'expression. C'est là le vice capital de toute la littérature moderne du Nord : une lyre harmonieuse, touchante, mais qui n'a qu'une corde.

Le genre une fois adopté, on ne peut nier que Tegner ne soit un suave écrivain, plein de rêverie. On retrouve pourtant encore dans sa manière quelques traces égarées du XVIIIe siècle. La littérature française a exercé une si grande influence alors, qu'elle a laissé partout ses formes empreintes. Les efforts de l'art renouvelé ne sont pas encore parvenus à les couvrir, à les faire disparaître entièrement. Ainsi il y a telle image de Tegner qui sent son Dorat. Seulement, au lieu de ces Amours que Boucher savait si coquettement peindre, ce sont de petits génies d'hiver, aux joues fraîches, souriant sous leur fourrure.

Mlle du Puget a parfaitement réussi dans sa traduction de l'auteur d'*Axel*. Quelque chose de la grace de l'original est certainement demeuré dans sa prose facile et mélodieuse. On ne saurait trop encourager ces sortes d'essais. Les langues du Nord n'ont pas donné assez de chefs-d'œuvre, elles n'appartiennent pas à des littératures assez éminentes pour devenir jamais populaires, pour qu'il convienne de les apprendre, à moins qu'elles ne se rencontrent sur la route même des études qu'on a à poursuivre. Les interprétations sont donc là plus utiles, plus nécessaires qu'ailleurs. Il serait à désirer que le succès vînt aider Mlle du Puget. Le premier volume des *Œuvres d'André Fryxell* (1), qu'elle a publié l'année dernière, semble devoir rester incomplet. Cette lacune serait vraiment déplorable. C'est le commencement d'une histoire de Gustave-Adolphe, pleine d'intérêt et de vues nouvelles. Le grand drame de la guerre de trente ans s'ouvre à peine, quand le tome s'achève, et on est tristement arrêté dans la lecture. Je regrette que Mlle du Puget n'ait pas songé à nous faire connaître Fryxell et ses travaux par quelque notice étendue. Le nom de cet historien est peu connu en France, et il eût été curieux de nous initier à sa biographie et à son œuvre.

Ces études diverses, ces traductions, dont la poursuite serait si désirable, contribuent à nous faire mieux connaître, dans tous ses développemens, la culture septentrionale. Les travaux de M. Marmier y ont aidé aussi, comme on suppose, et pour la meilleure, pour la plus active part. L'*Histoire de la*

(1) Un vol. in-8°, chez l'éditeur, rue Saint-Lazare, 66.

Littérature en Danemark et en Suède (1) a pris naissance dans cette *Revue*, et elle y touche de trop près pour qu'il soit convenable d'insister. On me permettra seulement quelques courtes observations critiques; elles seront mieux placées ici que des banalités louangeuses.

Avant de constater les deux reproches principaux que j'ai à adresser à M. Marmier, je tiens à rendre justice à son infatigable persévérance, au zèle tout-à-fait dévoué qu'il n'a cessé de montrer. On peut dire que depuis cinq ans M. Marmier vit plutôt dans le Nord qu'avec nous. Les plus pénibles voyages, les plus lointaines excursions, rien ne l'a arrêté. Il s'est acquitté de sa tâche avec courage, avec amour; il s'y est donné tout entier. A cette heure même, observant curieusement la Hollande, il complète ses précédentes études, et amasse pour nous de nouvelles richesses. C'est sans doute dans quelque vieille cité batave que ces pages, avec nos vœux, l'iront trouver.

M. Marmier a trop d'esprit pour ne pas prendre en bonne part les deux griefs que je lui soumets. Le premier, le plus grave, c'est d'avoir souvent substitué l'esprit poétique à l'esprit critique. Sans doute, il eût été du plus mauvais goût de ne visiter le Nord que pour le juger avec aigreur, que pour en rapporter des caricatures; sans doute le fond même de la critique doit se composer de bienveillance, d'admiration; dès qu'elle a un parti pris, dès que l'animosité perce, dès que l'aménité manque, elle n'est plus littéraire, et la poésie lui échappe. Mais M. Marmier ne s'est pas assez dégagé des douces illusions. La critique a cela de commun avec la poésie qu'il lui faut vivre le plus souvent de désenchantemens; elle a cela de distinct que ses désenchantemens sont souvent produits par les poètes. M. Marmier a donc traité quelquefois avec une indulgence trop marquée les écrivains du Nord; il s'est assis à leur foyer, il s'est fait de la famille. Qu'en est-il résulté? C'est que son talent, naturellement poétique, naturellement tourné à la rêverie, a reflété la couleur qui l'entourait, s'est empreint de formes et d'images septentrionales.

Mon premier grief allait à la méthode de M. Marmier; le second s'adresse à la forme qu'il a choisie, et surtout qu'il a gardée dans son livre. J'aurais désiré qu'en réimprimant ces morceaux, écrits souvent sur les lieux mêmes, à la hâte, sous l'impression directe et vive des hommes et des sites, M. Marmier les eût retouchés, les eût appuyés de textes et d'indications plus positives. C'est là un des devoirs de l'historien littéraire. Sans doute l'auteur n'a pas voulu faire une œuvre d'érudit. Il eût paru bizarre, pour juger des poètes, de s'entourer de tout un appareil scientifique, de toucher avec un gant de fer ces ailes bigarrées de papillon. Mais, sans s'égréner en innombrables notes, sans se perdre dans un fatras de citations, pourquoi n'avoir pas complété, affermi, rectifié ces intéressantes esquisses? Pourquoi ne les avoir pas étayées de recherches nouvelles et approfondies? A certains endroits, M. Marmier s'est tenu aux surfaces : *Summa sequar fastigia rerum*. C'est toujours cette tendance poétique, qui a sa séduction, que j'ai à peine le courage

(1) Un vol. in-8°, rue des Beaux-Arts, 10.

de blâmer et qui ne donne que les fleurs. L'*Histoire de la Littérature en Danemark et en Suède* est d'une lecture fort agréable et pleine de charme. Ces études gagnent à être réunies, et on aperçoit mieux les fines nuances de ce qui, dans l'isolement successif des articles, pouvait paraître un peu monotone. Le talent délicat, tendre, aimable de M. Marmier s'y retrouve et brille en bien des pages, relevé par un style facile, plein de laisser-aller et de grace. Mais, je l'ai dit, il ne serait pas de bon goût d'insister ici sur l'éloge. J'aime mieux tomber dans l'inverse du défaut que je blâmais tout à l'heure. M. Marmier est trop indulgent, et je suis trop sévère à son égard. C'est un privilége de l'amitié.

Le livre de M. Marmier clot la liste des récens travaux sur le Nord; nous ne pouvions mieux terminer. Ces efforts, ces essais, dans leur variété, dans la diversité même de leur méthode et de leur but, méritent d'être remarqués et souvent encouragés. Il suffit de se méfier de l'engouement facile des traducteurs et de l'enthousiasme exagéré des historiens, contre lesquels il était bon de protester avec quelque vivacité. Mais dès que la mesure est suffisamment rétablie, dès que c'est seulement un voyage de découverte, sans admiration préconçue, sans expédition bruyante vers une invisible toison d'or, on ne saurait trop pousser l'ardente activité des intelligences de notre temps vers ces plages inconnues qu'il importe de conquérir à la science. Les lettres, comme l'histoire, ont beaucoup à profiter de ces utiles excursions. Et d'ailleurs qui sait l'avenir? La littérature scandinave n'a pas été sans influence sur la poésie européenne du moyen-âge. Puis est venu le tour de la politique. De grands rois ont fait d'un petit peuple une grande nation: Gustave Wasa, Gustave-Adolphe, Christine, Charles XII, cette glorieuse et unique succession d'hommes puissans (je ne retire pas le mot pour Christine), ont élevé les destinées de la Suède à la hauteur de leur génie. Depuis, les états du Nord ont cessé de figurer au premier plan. Mais voilà de nouveau que toute une littérature, déjà brillante, renaît en Danemark, à Stockholm, en Islande même. Que deviendra ce mouvement intellectuel? S'arrêtera-t-il? Les populations scandinaves reprendront-elles un jour le rang politique que leur avaient conquis quelques grands capitaines? La monarchie, en un mot, aura-t-elle été plus favorable pour le Nord que ne le sera la démocratie qui s'avance? C'est ce que l'histoire dira un jour, c'est ce qu'il serait difficile de deviner.

CH. LABITTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1840.

La situation politique est toujours compliquée et difficile. Nous écrivons au moment où des nouvelles importantes sont peut-être en route, venant de Londres, d'Alexandrie, de la Syrie, de Constantinople : peut-être les conjectures d'aujourd'hui seront-elles démenties demain ; des faits inattendus peuvent ouvrir un nouveau champ à la politique et donner aux idées une direction imprévue. Tout est possible dans une question où tant de volontés et d'intérêts divers se rencontrent et se croisent : une question qui a pu éloigner l'Angleterre de l'alliance française, mettre ensemble les maîtres de l'Inde et les agresseurs de Khiva, amener la Porte à se proclamer l'humble vassale de l'Angleterre et de la Russie, et faire oublier à la prudence de l'Autriche et de la Prusse tout ce que le traité de Londres renfermait de menaçant pour le repos du monde et dès-lors pour leur propre sûreté ; une pareille question, dis-je, par ses complications et ses difficultés, par tout ce qu'elle contient de prévu et d'imprévu, de calculé et d'accidentel, peut offrir d'un instant à l'autre les issues les plus surprenantes, les dénouemens les plus bizarres, comme les plus funestes catastrophes.

Ces complications et ces difficultés, ces chances et ces dangers pèsent sur tout le monde. Bien léger serait celui qui s'en croirait à l'abri ; bien aveugle serait l'opinion de ceux qui imagineraient avoir mis toutes les bonnes chances de leur côté. Le pacha d'Égypte, les signataires du traité de Londres et le gouvernement français ont chacun leur part de difficultés et de périls : il serait puéril de le dissimuler, mais il n'est pas difficile de démontrer à tout homme impartial et froid que la situation la moins compliquée, la plus digne, et par cela même la plus sûre, est celle de la France.

Méhémet-Ali, empressons-nous de le reconnaître, se trouvait dans une position délicate. Il y a en lui, si on peut s'exprimer ainsi, une *dualité* qui reparaît toujours et que ne doivent jamais oublier ceux qui prétendent

connaître d'avance, par voie de conjecture, la conduite du pacha. Turc de naissance, de première éducation et de sentiment, Européen par ses idées acquises, par sa vie politique, par la vigueur de son esprit; vainqueur et vassal de la Porte, placé entre les signataires de la convention de Londres qui le traitent indignement et le sultan qu'il vénère comme le chef sacré des Osmanlis, entre la Porte dont il a le droit de mépriser les forces et les anglo-russes qui le menacent de leurs flottes et de leurs armées, entre des adversaires dont il ne peut méconnaître la puissance, et la France qui, bienveillante pour lui, n'est cependant pas son alliée et veut conserver toute la liberté de ses décisions et de son action; hardi, mais père de famille, actif, mais vieux, ayant toujours devant lui les souvenirs glorieux de son passé et les craintes d'un avenir qu'il ne pourra pas gouverner, le pacha s'est vu appelé à résoudre la question la plus compliquée, la plus ardue que la politique ait jamais posée à un homme d'état. La moindre faute pouvait lui être fatale : jusqu'ici il ne l'a pas commise.

Il lui fallait ménager l'orgueil de son suzerain, les convenances de la Porte; il l'a fait par des concessions franches, capitales; il l'a fait pour le fond et pour la forme, car c'est de la magnanimité du sultan qu'il déclarait vouloir tenir tout ce qu'il conservait.

Il lui fallait résister aux menaces des alliés, sans cependant les irriter, sans les provoquer, sans attirer sur lui le blâme d'avoir commencé la lutte. Il l'a fait en défendant à son fils de passer le Taurus, en ne brisant point ses rapports pacifiques avec les Européens, quels qu'ils fussent, Anglais, Russes, Autrichiens; il l'a fait en abandonnant des prétentions qui auraient paru trop absolues et trop exclusives, en proposant une transaction dont le refus à l'égard d'un vieillard de soixante-douze ans, sera une preuve évidente qu'on ne cherchait qu'un prétexte pour le déposséder complètement, pour troubler la paix du monde et amener une crise décisive et sanglante.

Il lui fallait cultiver l'amitié de la France; il devait (il faut bien le dire, puisque ce sont les vues et les intérêts du pacha que nous cherchons à analyser ici), il devait s'efforcer d'attirer de plus en plus vers lui notre gouvernement, et de l'associer à sa cause. Nous sommes convaincus que, malgré l'habileté du pacha, notre gouvernement a conservé toute sa liberté d'action. C'est là une bonne politique. Toujours est-il que Méhémet-Ali a fait ce qu'il devait faire dans son intérêt pour mériter de plus en plus l'amitié de la France. Il a écouté avec déférence les conseils de modération et de sagesse qui lui ont été donnés; et par les concessions qu'il a offertes, il a prouvé d'une manière irrécusable qu'il allait droit au but, et qu'il avait sérieusement compris combien il lui importait, dans un siècle où en définitive l'opinion publique juge souverainement toutes les questions (elle l'a assez prouvé dans l'affaire de Grèce), de mettre de son côté la raison et la justice.

C'est ainsi que le pacha s'est montré jusqu'ici ferme sans arrogance, souple sans faiblesse; il a fait preuve d'énergie en Syrie, où il n'y avait que des sommations et des démonstrations militaires, de prudence, de mesure, d'habileté en Égypte, où se développait la lutte diplomatique.

S'il persiste dans cette ligne, les grands embarras ne seront pas pour lui. S'il avait brutalement franchi le Taurus, il se perdait par sa témérité; s'il souscrivait au traité de Londres, il périssait d'abaissement et de platitude. Il a concédé tout ce qu'il devait concéder; il a fait à l'amour de la paix tous les sacrifices que des hommes raisonnables, sensés, pouvaient lui demander; il a été respectueux envers le sultan, modeste envers les signataires du traité de Londres, plein d'égards et de déférence envers nous. Si ses propositions sont acceptées, la paix du monde est conservée, et il n'y a de honte pour personne. Si elles sont refusées, la lutte commencera; l'opinion publique éclairée protégera le bon droit, et le succès démontrera si l'entêtement et la violence, si la force brutale, doivent, en l'an de grace 1840, l'emporter sur la raison et l'équité.

Il n'est pas aujourd'hui aussi facile qu'on paraît le croire en certains lieux, de s'abandonner à son caprice et de mettre pour toute raison dans la balance son épée. Aujourd'hui il faut dire au monde et ce que l'on fait et les raisons de tout ce que l'on fait. Qu'on ose donc dire à l'Europe, à son industrie, à son commerce, à sa civilisation, qu'on a compromis la paix générale, fait renaître d'immenses questions, mis en doute toutes choses, jusqu'à l'existence de plus d'un état, parce qu'on ne veut pas que l'illustre vieillard que la victoire a couronné à Nézib, conserve pendant quelques années encore, viagèrement, l'administration des pays conquis, parce qu'on veut le contraindre, lui vainqueur, à évacuer honteusement la Syrie comme un général fanfaron qui cependant livre la place sans tirer un coup de canon! Il faudrait rougir de honte pour l'Europe, pour sa politique, pour ses hommes d'état, si on devait sérieusement s'attendre à de pareils résultats.

Ces vérités, au surplus, sont connues, senties. Aussi, voulait-on, en désespoir de cause, dans ce premier mouvement d'irritation que donne le tort que l'on a et qu'on ne voudrait pas avoir, rejeter sur la France la résistance sage, raisonnable, courtoise du pacha. S'il n'a pas tout accordé, disait-on, c'est que la France ne l'a pas voulu, c'est qu'elle lui a donné le conseil de ne pas le faire. Si la France l'eût voulu, nous, signataires du traité fait sans la France, nous eussions triomphé à Alexandrie, et la France doit se reprocher de ne pas nous avoir aidés à réussir promptement, péremptoirement, dans une entreprise dont le premier résultat était de substituer l'alliance anglo-russe à l'alliance anglo-française : tant il est vrai qu'il y a un côté parfaitement comique en toute chose, même dans la haute politique!

Au reste, empressons-nous de le dire, ce singulier thème est aujourd'hui abandonné. Il est aujourd'hui reconnu que la France, tout en donnant au pacha des conseils de modération et de prudence, ne lui a rien prescrit; que, bien loin de le retenir dans la voie des concessions, il a fallu l'y pousser par une saine représentation des choses et des intérêts permanens du monde.

La France ne peut que savoir bon gré au pacha de ses démarches. On doit lui tenir compte de sa déférence, et après des concessions que la sagesse et l'équité ne peuvent qu'approuver, le gouvernement français n'a fait qu'un acte de stricte justice et de saine politique, s'il est vrai qu'il ait déclaré à

Méhémet-Ali que désormais la France n'a plus rien à lui demander. Sans doute, libre au pacha de s'abaisser, s'il le veut, le front dans la poussière; nous l'avons toujours dit, si c'est effectivement à la Porte, à la Porte seule, à ses forces, à son gouvernement, qu'il rend les provinces qu'il occupe, rendît-il même l'Égypte, la France, tout en s'étonnant de tant de faiblesse après tant d'énergie, de tant d'abaissement après tant de gloire, n'a rien à dire; seulement, peu convaincue de la possibilité pour la Porte de ressaisir réellement le gouvernement de ces provinces, la France resterait l'arme au bras, en observation, pour s'assurer que l'Égypte et la Syrie ne deviennent pas, sous le nom de la Porte, le prix de quelque ambition mal déguisée.

Encore une fois, Méhémet-Ali a fait preuve jusqu'ici de raison et d'habileté. Placé dans la position la plus difficile, il a échappé à tous les pièges et marché d'un pas ferme sur une ligne très étroite. Plus hardi, plus irritable, il se faisait passer pour un provocateur audacieux, téméraire, voulant la guerre à tout prix, sacrifiant le repos du monde à ses minces intérêts; l'opinion publique, même en France, l'aurait abandonné. Si, au contraire, découragé, effrayé, ne sachant tirer aucun parti des forces qu'il possède, il eût, à la face du monde qui le regarde, cédé aux sommations impérieuses des puissances, comme un timide écolier se baisse sous la férule d'un cuistre irrité, lui eût-on laissé quelque chose, il périssait par le ridicule et sous le mépris de l'Europe.

La conduite habile du pacha fait l'embarras des signataires du traité de Londres. On comptait sur sa faiblesse ou sur sa témérité. Peut-être même qu'*in petto* tous les signataires du traité ne faisaient pas le même pronostic. Peut-être que les uns comptaient sur la faiblesse du pacha, tandis que tel autre se flattait d'entendre bientôt les clairons des phalanges égyptiennes franchissant le Taurus et appelant ainsi une armée russe à Constantinople ou dans l'Asie mineure.

Quoi qu'il en soit, timide ou téméraire, le pacha paraissait courir à sa perte. L'Égypte, dans les deux cas, sous une forme ou sous une autre, ne devait pas tarder à devenir une sorte d'île ionienne; la Russie se serait chargée tout naturellement de faire de plus en plus sentir à la Turquie son puissant patronage, qui doit peu à peu la préparer au sort de la Pologne. Quant à la France, on était convaincu qu'elle resterait spectatrice impassible de ces étranges transactions.

Le pacha a déjoué jusqu'à ce jour toutes les hypothèses, sauf une seule, celle où il serait raisonnable, hypothèse que ses ennemis ne lui avaient pas fait l'honneur d'admettre. Dès-lors ont commencé les embarras des nouveaux alliés.

Que faire? Pousser à bout un homme raisonnable, qui, malgré l'outrecuidance de vos agens, vient au-devant de vous avec des propositions équitables, avec des concessions que l'opinion publique doit hautement avouer? Il y aurait là une sorte de démence; ce serait assumer sur soi la responsabilité, se rendre coupable de tous les malheurs qui peuvent retomber sur l'Asie et sur

l'Europe. L'histoire n'aurait pas d'expression assez amère pour stigmatiser une pareille politique. Il serait par trop évident qu'on voudrait autre chose que ce que l'on dit, que les protocoles et les déclarations de désintéressement ne sont que des mensonges surannés, de vieux artifices qui rappellent trop la fin du dernier siècle, et qui ne peuvent désormais tromper personne.

Transiger avec le pacha? Accepter ses concessions ou quelque chose d'analogue? C'est là sans doute la sagesse, la raison, l'équité. C'est là ce que commande l'intérêt général, la paix du monde. C'est là faire ce qui est bien, mais c'est aux dépens de l'amour-propre. Il faudrait reconnaître qu'on n'a pas été infaillible, qu'on a dépassé la mesure, qu'on a tout remué, fait les actes les plus étranges, tenu la conduite la plus singulière, pour un résultat qu'on aurait pu obtenir avec une politique plus loyale et plus naturelle. Les petites passions l'emporteront-elles sur l'intérêt du monde?

Au reste, c'est là une question que lord Palmerston seul peut s'adresser à lui-même; elle le regarde seul.

La Prusse et l'Autriche sont en quelque sorte hors de cause. Elles ont signé par résignation, par faiblesse, par une vieille habitude de déférence. Le jour où la Russie et l'Angleterre se diront satisfaites, la Prusse et l'Autriche n'élèveront pas la moindre objection; elles témoigneront au contraire une grande satisfaction de voir s'éloigner des chances et des périls où elles auraient beaucoup à perdre, et rien à gagner. Leur amour-propre n'est point intéressé à l'exécution littérale du traité de Londres.

Quant à la Russie, la question est moins simple. Croira qui voudra que la Russie a déchiré le traité d'Unkiar-Skelessi, renoncé à son protectorat exclusif de la Porte, donné un démenti formel à la vieille politique russe, en se mettant en quelque sorte à la suite de l'Angleterre pour les affaires d'Orient, uniquement pour arracher à Méhémet-Ali la Syrie. On ne fait pas un acte aussi énorme pour un si mince résultat. Le cabinet russe est trop habile; il a droit à être jugé de plus haut. — Il a voulu rompre l'alliance anglo-française. — D'accord. C'est là ce qu'il a voulu avant tout et à tout prix. Les stipulations du 15 juillet, si elles ne cachaient pas d'autres vues, seraient contraires à l'intérêt russe. C'est sans doute là ce que lord Palmerston dira avec emphase au parlement. Il se vantera, en formules diplomatiques, d'avoir, comme on dit vulgairement, attrapé la Russie. Ce serait puéril de le dire, bien plus puéril de le croire.

Évidemment il y a là pour la Russie une arrière-pensée. A-t-elle voulu rompre l'alliance anglo-française uniquement pour le plaisir de la rompre? L'alliance anglo-française! Mais pour quiconque étudie à fond la question, il est évident que l'alliance anglo-française, c'est la paix; que toute autre combinaison, quelle qu'elle soit, c'est la guerre. Il faut appeler les choses par leur nom. Malheur à ceux qui se berceraient d'illusions! En pareille matière, trop de confiance perd, la méfiance sauve.

De toutes les combinaisons qui sont en dehors de l'alliance anglo-française, il en est plusieurs qui offrent à la France une brillante perspective d'avantages

et de gloire : il n'y en a point qui lui enlève les moyens d'échapper à toute perte. Aussi c'est plus encore dans l'intérêt de la civilisation et du monde que dans l'intérêt purement français que nous déplorons la marche qu'on vient d'imprimer à la politique de l'Europe. Quoi qu'il en soit, convaincus que la Russie n'a mis un si grand prix à briser l'alliance anglo-française que dans le but de donner une impulsion nouvelle à la politique générale et de l'entraîner hors des voies où cette alliance l'avait maintenue depuis 1830, nous sommes nécessairement enclins à croire que la Russie ne négligera aucun effort pour faire rejeter les propositions de Méhémet-Ali. Elle saura exploiter toutes les passions, irriter tous les amours-propres, pour que l'on pousse à bout le pacha, pour qu'on ait recours aux moyens les plus extrêmes, pour que le traité soit exécuté au pied de la lettre. L'embarras dont nous avons parlé ne la retient guère. Elle sait bien qu'on finira par comprendre que seule elle ne se trompait pas dans ce jeu terrible, et qu'ainsi sa conduite sera justifiée même aux yeux des Russes, si le traité du 15 juillet s'exécute. Si au contraire le traité, après l'avoir dépouillé de son protectorat exclusif à Constantinople, n'amenait qu'une transaction et par là l'inaction, le cabinet russe paraîtrait avoir trahi la politique de Catherine et d'Alexandre, et avoir été la dupe des cajoleries de l'Angleterre.

Il est donc probable que tout projet d'arrangement sera repoussé, que des faits brusques, violens, viendront couper court à toute négociation et commencer en Orient cette série d'évènemens dont il n'est donné à personne de prévoir l'enchaînement et l'issue.

On avait annoncé qu'un conseil de cabinet devait avoir lieu avant-hier à Londres pour délibérer sur la question de savoir si, en conséquence des propositions de Méhémet-Ali, il n'y avait pas lieu de modifier les conventions du 15 juillet et de faire des ouvertures à notre gouvernement. On dit aujourd'hui que le conseil n'a pas eu lieu, qu'il a été ajourné.

Dans l'hypothèse de l'exécution littérale des conventions, si le pacha résiste avec quelque énergie, les prévisions explicites du traité ne tarderont pas à être épuisées. Que fera-t-on ensuite? La Prusse et l'Autriche signeront-elles un traité nouveau? S'enfonceront-elles davantage encore dans la voie périlleuse où elles se sont laissées entraîner? A ces questions et à tant d'autres qui naissent spontanément du sujet, il serait superflu et téméraire de vouloir répondre d'avance. Il n'est, en pareilles circonstances, qu'une seule politique qui soit à la fois sage et digne: c'est celle qui réunit la prévoyance à l'action, qui ne précipite rien et prépare toutes choses, qui sans anticiper sur rien sait éviter toute surprise et se tenir prête à toute évènement.

La conduite du gouvernement français lui était donc impérieusement dictée par les circonstances.

En présence du traité du 15 juillet, la France devait à sa dignité de faire sentir qu'elle comprenait l'esprit de cet acte et la nature du procédé; elle devait en même temps donner au pacha des conseils, non d'abaissement et d'abandon, mais de modération et de sagesse: enfin, elle devait élever son état mili-

taire au point de suffire à tous les évènemens. C'était armée, forte, que la France devait se mettre en observation et se tenir prête à passer d'un instant à l'autre de l'observation à l'action.

C'est là ce que le gouvernement a fait, et ce qu'il ne cessera pas de faire.

Les armemens de la France ont jeté, n'en doutons pas, dans la balance politique un poids sur lequel les signataires du traité de Londres ne comptèrent pas d'abord. Évidemment ils nous supposaient, que dirai-je? plus insoucians, plus économes, plus épris des délices du repos que nous ne le sommes. Leur politique s'est trouvée en présence d'un fait inattendu. L'élément français est ainsi entré, malgré eux, dans la question. Ils doivent maintenant délibérer en présence, non de la France apathique et désarmée, mais de la France calme et armée, modérée, amie de la paix, mais bien décidée à ne rien sacrifier de ses intérêts et de sa dignité.

Les armemens de la France peuvent devenir inutiles. — C'est possible, et nous, qui désirons sincèrement la paix tant qu'elle sera compatible avec l'honneur et la sûreté du pays, nous nous féliciterons de l'inutilité de ces dépenses. Mais pour se préparer à la guerre, faut-il attendre qu'elle ait éclaté? que la paix soit impossible? Les états qui attendent ainsi, les bras croisés, le flot des grands évènemens, n'ont pas de longues guerres, il est vrai, car d'ordinaire, ils succombent promptement. Sans doute, l'enthousiasme, dans certaines circonstances, peut opérer des miracles : la France le sait; mais dans des temps calmes, ordinaires, c'est sur la prudence qu'il faut compter, et non sur des prodiges.

Quand nous parlons d'armemens qui peuvent devenir inutiles, ce n'est point des fortifications de Paris que nous entendons parler. Si quelque chose doit surprendre, c'est qu'on ait pu retarder vingt-cinq ans une mesure que le devoir le plus strict commandait au gouvernement de la France. Pouvait-on hésiter à se donner cette immense sécurité, cette force colossale, cette base d'opérations qui nous place, vis-à-vis de l'Europe, dans une position analogue à celle des Anglais, si fiers et si forts de leur ceinture maritime? La population parisienne, derrière de bons remparts, vaudra bien pour nous, l'Europe le sait, les vagues de l'Océan et les récifs des côtes de l'Angleterre.

En résumé, le gouvernement en présence des évènemens du jour avait à opter entre deux grandes responsabilités, la responsabilité de la France désarmée, la responsabilité de la France armée. Le gouvernement a opté pour l'armement. Qui aurait osé faire un autre choix? On sait ce qu'un armement sérieux met dans la balance; on sait ce qu'il nous donne d'influence et de sécurité : sait-on ce qui serait arrivé, ce qui aurait pu arriver, si le gouvernement s'était endormi dans une insouciance funeste, si par son inaction il avait réalisé les espérances des signataires du traité?

Sans doute, le gouvernement peut s'y attendre, si les évènemens dissipent toutes les craintes, si la raison se fait jour dans les conseils des alliés, on lui reprochera sévèrement d'avoir trop fait, trop dépensé : on ne lui tiendra pas compte de l'influence que son énergie aura exercée sur l'issue de la crise. Le

chiffre des dépenses deviendra une arme pour les combats parlementaires : c'est de bonne guerre. Le gouvernement peut se résigner; dût-il succomber dans la lutte, qu'il se console : il vaut mieux subir de semblables reproches qu'être accusé d'avoir trahi son pays.

L'Espagne continue sa triste révolution. Elle aboutira, comme tout ce qui se fait dans ce malheureux pays, à l'anarchie et à l'impuissance. C'est une lutte entre deux fractions de la classe moyenne; le peuple, les masses regardent et laissent faire. Il serait par trop ridicule de comparer ces agitations à notre grande révolution. C'est tout au plus la Fronde, moins le cardinal de Retz, Turenne et Condé. Les municipalités représentent le vieux principe bourgeois, tel qu'il s'était organisé à côté de la féodalité; c'est ce principe tout local qui est incompatible avec toute grandeur nationale.

Il ne se passera pas deux mois qu'Espartero sera l'homme le plus impopulaire de l'Espagne. Il est déjà péniblement étonné de l'influence des juntes; et ce serait un grand rêve que d'imaginer qu'il pourra, lui Espartero, faire rentrer toutes ces ambitions bourgeoises dans le giron de la loi commune. Espartero n'est pas plus apte à faire qu'à dompter une révolution. Il ne voudra pas s'associer au désordre, et dès qu'il voudra sérieusement le faire cesser, il sentira ses forces défaillir. Les baïonnettes ont délibéré, elles délibéreront encore, et ne feront nullement la volonté du duc de la Victoire. Qu'il lise notre histoire, qu'il se rappelle les noms de certains généraux, il y trouvera d'utiles enseignemens. Mais ce n'est pas à Napoléon qu'il faut penser : celui-là, on l'admire, on ne l'imite pas. La révolution qui vient de se faire en Espagne n'est pas même le commencement de la fin.

Revue Musicale.

Le ballet nouveau de l'Opéra appartient encore à ce genre d'imaginations fantastiques dont on semble ne vouloir plus sortir. Depuis que les trombones de M. Meyerbeer ont remué les mondes souterrains au grand profit de l'Académie royale de Musique, c'est à qui évoquera son diable amoureux ou non, son lutin, sa sylphide ou son kobold. Pas un coin de l'air ou de la terre, pas une grotte, pas un fleuve, qui soit demeuré à l'abri de ces investigations laborieuses. Il semble en vérité que l'enfer n'ait été imaginé que pour la plus grande gloire de l'Opéra, et que les Satans de Dante et de Milton n'aient autre chose à faire qu'à venir parader en casques de pompier devant la rampe. Et cette belle mythologie allemande, qu'est-elle devenue, bon Dieu! On a pris aux roses leurs elfes, aux mines d'or leurs gnomes, pour les faire danser aux sons d'une musique quelconque devant un public ennuyé; et les cygnes blancs de Musæus en sont réduits à barbotter dans *le Lac des Fées*. Les *poètes* de l'Académie royale de Musique sont un peu cousins des alchimistes du moyen-âge; ils savent eux aussi se soumettre par des incantations les forces mysté-

rieuses de la nature, et faire de l'or à leur manière. Ceci nous amène naturellement à penser qu'en fait d'imagination les poètes de l'Opéra sont au moins aussi économes que les musiciens. Après *Robert-le-Diable*, vous avez eu *la Tentation, le Diable boiteux, le Diable amoureux*, de même qu'après *la Fille du Danube, le Lac des Fées*. L'original appelle la copie; le feu ou l'eau, peu importe, du moment que l'un s'y jette, tous se précipitent : c'est toujours l'histoire des moutons de Panurge. D'ailleurs, diable pour diable, j'aime autant le voir amoureux que boiteux. Pourquoi, au fait, le diable ne serait-il pas accessible à tous les plus honnêtes sentimens de l'humanité? Si la légende prétend que le diable ne saurait aimer, attendu que, s'il lui arrivait de pouvoir aimer une ame, il cesserait à l'instant d'être le diable, la légende a tort; et lorsque Goethe donnait à son Méphistophélès un masque glacial, une ironie implacable, un cœur de boue et de fiel, Goethe, à coup sûr, ne savait ce qu'il faisait. Le diable, au fond, ne demeure étranger à aucune des facultés du cœur et de l'intelligence; il s'éprend de belle passion, il se marie à l'église, il a des enfans auxquels il se dévoue et qu'il élève dans la foi de ses pères : qu'y a-t-il donc d'étonnant à voir au diable un cœur tendre et passionné, un cœur de jeune fille amoureuse? ne lui avons-nous pas vu jadis des entrailles de père? Ne vous souvient-il plus de ce digne Bertram, de cet excellent homme qui chérit son fils Robert au point de le suivre partout, jusque dans les sanctuaires, et commence à larmoyer pitoyablement chaque fois qu'il lui parle de sa mère.

Le ballet du *Diable Amoureux* procède de Cazotte absolument comme le ballet du *Diable Boiteux* procédait de Lesage; après le roman, la nouvelle. On ne saurait s'imaginer combien les écrivains de l'Académie royale de Musique puisent tous les jours à pleines mains dans ce petit livre du siècle dernier : je pourrais citer dix scènes du répertoire, des plus belles et des plus dramatiques, qui viennent de là. Seulement, il est fâcheux que ces messieurs, au lieu de s'en tenir à la lettre, n'aient pu imiter cette imagination dans ce qu'elle a de vraiment original. Je ne prétends pas donner ici le roman de Cazotte pour un chef-d'œuvre, tant s'en faut; cela est décousu, débraillé, plein de négligences et de mauvais style; mais cependant, à travers un bavardage où l'art n'a rien à démêler, on rencontre çà et là des scènes aimables et charmantes, la scène de la séduction par exemple, et d'autres. De plus, ce petit livre a, selon nous, le mérite d'être fantastique sans le vouloir, presque sans le savoir, un peu à la manière du *Don Juan* de Molière. En effet, la Biondetta de Cazotte n'appartient pas le moins du monde à la famille des anges déchus; ce n'est point là un diable, pas même un diablotin, mais tout simplement une de ces illusions qui vous prennent à vingt ans, vous attirent et vous possèdent jusqu'à ce qu'un beau matin elles s'évanouissent comme elles sont venues. Otez à Biondetta son existence vaporeuse, habillez-la de rouge et d'or, faites-en un petit page démoniaque aux dents grinçantes, à l'œil ardent, et vous aurez sur-le-champ la Miranda de *la Tentation*, ni plus ni moins. Je m'étonne que l'auteur du livret n'ait point senti que là était l'écueil du sujet et qu'il ne parviendrait pas à le tourner.

Or, tomber dans cet écueil, c'était tomber dans le vieil enfer des machinistes, dans tout cet appareil de flammes du Bengale, de démons ventrus et repoussans, et de caricatures pitoyables qu'il serait temps de laisser aux théâtres

du boulevart, d'abord parce qu'on les a reproduits jusqu'à satiété, ensuite parce que tous ces perfectionnemens puérils qu'on y ajoute ne servent qu'à en faire ressortir le ridicule. On dirait que depuis dix ans l'Opéra ne s'occupe que du soin de perfectionner la mise en scène et le *caractère* de son enfer, et que les directeurs à qui les destinées d'un art sérieux pourtant, l'art de Weber et de Rossini, sont commises, n'ont d'autre affaire en tête que de transformer le vieux diable de Psyché en un Satan convenable, régulier et catholique. Que d'expériences n'a-t-on pas faites à ce sujet sur ce digne M. Montjoie! D'abord on l'affubla d'une épaisse cuirasse d'écailles d'or, puis on lui donna des cornes; tels furent, s'il nous en souvient, les résultats de la première révolution. Cependant ces cornes étaient droites; des cornes droites à Beelzebuth, quelle hérésie! On les courba à la manière des béliers; on y ajouta même une paire d'excellentes ailes de feutre noir, nouvelle période; enfin, pour réforme suprême, on vient de les dorer. Qu'est-ce que l'art peut demander de plus? On a doré les cornes de M. Montjoie. — Puisque nous sommes en train de rendre à Cazotte ce qui lui appartient, disons que M. Scribe lui doit l'intermède tout entier du cloître et des nonnes dans *Robert-le-Diable,* sans en excepter cette belle scène où Robert croit reconnaître l'image de sa mère dans la statue couchée sur le sépulcre qu'il va profaner pour cueillir le rameau magique. La manière dont Biondetta se révèle à don Alvar rappelle aussi une scène de Faust, avec cette différence toutefois, qu'il s'agit ici d'un petit épagneul dont l'allure vive et gracieuse laisse deviner la gentille espiègle qu'il dérobe, d'un de ces jolis épagneuls de Charles Ier, à dorlotter dans le manchon d'une marquise, tandis que le chien du docteur Faust est un barbet noir et fâcheux. Étrange rapprochement! A coup sûr, Goethe n'aura pas imité le bonhomme Cazotte. Voici, je crois, tout le secret de la chose. Cazotte aime les chiens et ne trouve rien de plus élégant pour son joli lutin « qu'un épagneul blanc, à soies fines et brillantes, les oreilles traînantes jusqu'à terre, et qui tourne en remuant la queue et faisant des courbettes. » Goethe les a en aversion et met son Méphistophélès dans le ventre d'un barbet. A ce point de vue, la rencontre n'est-elle pas curieuse?

Si par hasard on a quelques inquiétudes sur ce fils de famille en veste de velours, en perruque frisée, qui boit le vin de Chypre dans des *coupes d'or,* sème les billets de banque chez les courtisanes et finit par se ruiner au jeu sur un air de Meyerbeer, puis, dans son désespoir, évoque Lucifer selon d'infaillibles formules écrites en lettres rouges sur un parchemin noir, et se donne à lui pour arranger ses affaires; si par hasard on s'informe de ce bel étudiant qui, sous les traits de M. Mazillier, fascine depuis dix ans toutes les femmes, princesses, bourgeoises, comédiennes et paysannes, nous dirons qu'on le trouvera dans le ballet nouveau. C'est bien lui, nous avons reconnu l'appartement où s'élucubrent d'ordinaire les conjurations, cette antique salle ténébreuse aux fenêtres en ogives, aux murs bariolés de toute sorte d'images fantastiques, où le diable ne manque jamais d'être représenté dans l'appareil sous lequel il va se produire, et tenant à la main une énorme pancarte où se lit quelque devise sacramentelle : *Sois à moi, à toi toutes les pompes de la terre,* par exemple, tout cela pour la plus grande intelligence du drame qui se joue. Nous avons reconnu aussi le fameux grimoire qu'on épèle avec des gestes forcenés, en ayant l'air de battre la mesure aux infortunés musiciens

de l'orchestre, qui soufflent à s'époumonner dans la gueule béante des trombones et des ophycléides. Seulement le vieux bouquin à exorcismes nous a paru un peu usé; depuis *Robert-le-Diable,* il a passé par tant de mains avant d'arriver au jeune comte Frédéric; l'administration fera bien de s'en procurer un neuf. — Une fois la banalité d'un pareil sujet admise, on ne peut s'empêcher d'applaudir à la manière vraiment ingénieuse dont certaines parties de l'ouvrage sont traitées. Il y a surtout, au second acte, une scène d'un effet excellent, et qui figurerait à merveille dans une comédie.

Le comte Frédéric, amoureux d'une paysanne, est au moment de l'épouser, lorsque survient la Phœbé, son ancienne maîtresse, qui, pour se débarrasser de sa rivale, paie à prix d'or les services d'un pirate qui se charge d'enlever la jeune fille. Lilia sort pour venir faire sa prière au pied d'une petite croix, et comme elle est encore agenouillée, on l'entoure, on l'entraîne, on l'embarque. Mais tout n'est pas dit; Urielle, qui vient d'assister à la scène, imagine de faire enlever la Phœbé à son tour. Lorsqu'il s'agit de se passer quelque fantaisie, les gens de l'enfer ne marchandent pas, l'or ne leur coûte guère, on le sait; la diablotine paie double, et, délivrée du même coup des deux femmes qui lui disputaient le cœur du jeune comte, reste seule maîtresse du terrain. On ne saurait dire tout ce qu'il y a d'esprit et de mouvement dans cette scène, bien jouée du reste par Mlle Pauline Leroux, Mlle Noblet, et Simon. La malice égrillarde du petit diable, la jalousie de la belle courtisanne délaissée, la rapacité grossière du bandit, tout cela est bien exprimé, grace à la pétulance de Mlle Leroux, à la tenue si distinguée de Mlle Noblet et à la verve bouillante de Simon. Il vous semble que vous assistez à l'exécution d'un de ces admirables morceaux de la bonne école italienne, d'un trio de Païsiello ou de Cimarosa où chacun fait sa partie en conscience. La scène du marchand d'esclaves a son agrément, même après *la Tentation* et *la Révolte au sérail,* et l'on aurait tort de vouloir s'en plaindre, car, outre qu'il est parfaitement indispensable à l'Opéra que tout homme ayant des accointances avec un diable quelconque, voyage en Orient et passe en revue tous les harems, ce commerce en plein vent de femmes à demi nues est un spectacle qui peut avoir son intérêt. Vous voyez là des groupes d'esclaves plus ou moins belles, indolemment étendues sur des nattes et des coussins; acheteurs et marchands vont et viennent, soulevant, à mesure qu'ils passent, les gazes qui les voilent; il y en a de brunes et de blondes, de vives et de languissantes; celles-ci se reposent, celles-là dansent. On les contemple, on les mesure, on les crie à l'enchère sur une estrade autour de laquelle viennent s'asseoir les marchands et les amateurs, les gens d'affaires et les hommes de plaisir. Parmi ceux-là, il en est un surtout qui fait les délices de la salle, je veux parler d'un Persan, long, maigre, jaune, épuisé, l'homme riche, l'homme important de la vente, et que tous les marchands accablent, sans qu'il ait l'air d'y prendre garde, de toute sorte d'obséquieuses prévenances. Il arrive dans un palanquin somptueux, prend place, regarde d'un œil hébêté les femmes qu'on lui montre, et s'il en voit une pour qui ses sens veuillent encore parler, il puise l'or à pleines mains dans un coffre, et se la procure sans sourciller. Élie est excellent dans ce personnage, à qui Mlle Pauline Leroux finit par faire perdre la tête dans un pas vraiment diabolique, et qui, pour les allures lascives, les gestes effrénés et les œillades provocatrices, laisse bien loin derriere lui toutes

les prouesses du genre inventées par Mlle Elssler. Il faut voir ce satrape déjà mort au plaisir, ce dilettante de la luxure passer par tous les degrés de la sensation, de l'impassibilité, de l'anéantissement, au paroxisme du désir, de l'œil terne à l'œil de feu; sa paupière appesantie se soulève, se fixe, s'allume et flamboie. C'est la débauche orientale prise sur le fait. Ce rôle n'a qu'une scène, mais il est, à coup sûr, le meilleur de la pièce, le seul original. — Quant au dénouement, on n'y peut guère voir qu'une variante à celui de *la Tentation* et de *la Sylphide*. Le *poète* nous ramène dans la fameuse chambre aux exorcismes, ce qui signifie, dans les pièces à *hocuspocus,* que les choses marchent à leur fin. Le comte Frédéric, les bras croisés sur sa poitrine, rêve à son bonheur, et contemple avec ravissement sa douce fiancée qui dit ses patenôtres, agenouillée devant un prie-dieu, de l'autre côté de la scène. Étrange chambre que celle-là! On y invoque Dieu et le diable dans la même heure, et les missels vivent en paix dans la bibliothèque avec les livrets de sorciers. — Survient Urielle, plus amoureuse et plus ardente que jamais; le spectacle du bonheur de Frédéric l'irrite, la vue de sa rivale heureuse l'exaspère, elle éclate, elle tempête, elle menace en grinçant des dents; Othello n'est pas plus terrible dans l'alcove de Desdemona. Cependant tout à coup elle se trouble et s'arrête, un rayon céleste descend d'en haut dans cette ame de soufre et de poix, et l'illumine; la diablesse, revenue à des sentimens humains, pardonne aux deux amans, les unit, comme un père-noble du Gymnase, et, pour sceller le sacrifice de sa passion, brûle à la chandelle le pacte infernal, qui prend feu comme une feuille de papier. Avis à Beelzébuth, qui fera bien de fonder en enfer une papeterie d'amyanthe, car il est déplorable, pour le prince des flammes et des salamandres, de voir ses sujettes dévorer les archives de son royaume, ni plus ni moins que si c'étaient les registres d'un notaire. Après ce magnifique mouvement d'abnégation, Urielle fléchit sur ses jambes, lève les yeux vers le ciel, bénit ses hôtes et rend le souffle comme la sylphide; Lilia s'agenouille auprès du cadavre et lui passe sa croix de jeune vierge autour du cou; toujours la croix! Frédéric verse des torrens de larmes, puis, quand les deux amans se sont bien livrés à l'excès de leur désespoir, ils se regardent, et, dans une pantomime pleine d'expression, se tiennent à peu près ce langage : « Elle est morte, tout est fini, nous n'y pouvons rien; si nous allions nous marier! » et ils partent. Nous voici de nouveau en enfer; là nous retrouvons cet excellent M. Montjoie coiffé de cornes d'or à rendre jaloux le plus beau bouc du Jardin des Plantes, paré de bracelets, d'anneaux et de colliers mystiques, et le ventre ceint d'une toile d'araignée à paillettes de feu, qui, dans la pensée du costumier, était sans doute destinée à représenter ces vapeurs flottantes, ces émanations bitumineuses dont l'ange des ténèbres s'environne, mais qui de fait ne ressemble qu'à un tablier de sapeur; remarquez que M. Montjoie en a déjà le casque, de sorte que rien ne manque au travestissement. Sapeur ou diable, M. Montjoie anathématise du haut d'un roc son esclave Urielle, et la déclare traîtresse à l'enfer : à ce geste, tous les monstres têtards de *la Tentation* fondent sur la victime et s'apprêtent à la déchirer à belles griffes; mais la mignonne, qui n'est jamais à court d'expédiens, se souvient de Lilia, et leur montre sa croix (on sait quel effet la croix produit sur les diables, sur les diables de l'Opéra surtout); et tandis que dix ou quinze comparses, chargés de représenter la légion des esprits rebelles, s'escriment et

grimacent de leur mieux, l'ange Michel apparaît dans la lumière, et montrant les cieux de son épée, ouvre à la diablesse Urielle les chemins de la gloire. Un diable qui va au ciel! l'idée est curieuse et vaut bien qu'on en parle même aujourd'hui; l'assomption fera époque. Ce que j'admire surtout, c'est le rôle de l'ange Michel dans cette comédie. Le pauvre séraphin! comme ses fonctions ont varié depuis la Genèse! Autrefois il expulsait les démons du paradis, maintenant il les y introduit. Les temps changent; hélas! l'Opéra le sait mieux que personne.

La musique du *Diable amoureux* est de deux musiciens peu connus du public, et qui, bien qu'à des titres divers, méritent d'attirer l'attention des hommes spéciaux. M. Benoît a écrit le premier et le troisième acte, et M. Reber le second. M. Benoît, organiste distingué, sort du Conservatoire, dirige les chœurs de l'Opéra, et, pour confectionner une fugue, on peut s'en fier à lui. Quant à M. Reber, c'est un jeune homme plein de courage et d'énergie, amoureux de son art, et qui depuis long-temps se prépare à la lutte par des études sérieuses. Une symphonie et quelques chœurs détachés, exécutés dans un ou deux concerts, et l'acte de ballet qu'il vient de produire, telles sont à peu près toutes les compositions de M. Reber que le public ait été jusqu'ici à même d'apprécier. Les amis de M. Reber, et il en a beaucoup, prônent déjà son talent avec enthousiasme; on parle même de génie. Nous attendrons, avant de le proclamer maître, que les chefs-d'œuvre sortent de son portefeuille. On prétend que M. Reber a des idées; pourvu que ce ne soient pas des idées esthétiques. D'ailleurs, par le temps qui court, il faut se défier des amis; on sait ce qu'ils valent, surtout en fait d'art. Que signifient les amis en musique? M. Berlioz a des amis, et Rossini n'en a pas. M. Benoît et M. Reber ont pris leur tâche au sérieux, trop au sérieux sans doute. Dans leur zèle de néophytes, ils ont saisi par les cheveux cette occasion d'écrire des ouvertures et des symphonies pour l'orchestre et pour la salle de l'Opéra, et ne se sont pas fait faute d'une double croche. De là une musique fort proprement travaillée, quelquefois élégante, mais souvent diffuse et monotone. Ils ont traité l'affaire comme s'il se fût agi d'une partition en cinq actes d'où leur renommée dépendait, oubliant qu'en pareille circonstance un arrangement ingénieux est tout ce qu'on demande, et que le public vous tient plus compte du motif d'un autre habilement présenté que de toutes les prétendues richesses de votre propre fonds. Une idée de Rossini, d'Auber, ou d'Hérold, qui sillonne l'orchestre par momens, rafraîchit l'oreille en même temps qu'elle anime la scène. Quand je vais voir un ballet, ce n'est point apparemment pour m'enfouir dans l'orchestre; je veux suivre les pas des danseuses, et non le travail des violoncelles ou des clarinettes. Jamais vous n'obtiendrez d'un musicien nouveau qu'il se modère, et consente, en face d'un orchestre prêt à gronder à son premier signal, à refouler son inspiration qui déborde; ce serait là le supplice de Tantale, et vous n'oseriez pas l'y condamner. Un musicien d'avenir, et tous les musiciens, jeunes ou vieux, qui n'ont rien produit encore, en sont là; un musicien d'avenir est trop au-dessus d'une pareille tâche pour ne pas être au-dessous. Vous aurez beau dire, il écrira sa grande partition, sa partition en cinq actes, il la fera bon gré mal gré. Il en résulte que vous avez un ballet sur le théâtre, et dans l'orchestre un opéra auquel rien ne manque, ni l'ouverture, ni les morceaux d'ensemble, ni les chœurs; l'ophy-

cléide chante les cavatines, le haut-bois et la contre-basse font les duos, et la petite flûte concerte avec le trombone. Quand vous sortez, les oreilles vous cornent. Tout en croyant ne voir qu'un ballet, vous avez entendu un opéra. On vous a doré la pilule. En motifs étrangers, je n'ai guère reconnu qu'un mouvement du célèbre menuet du *Faust* de Spohr dans l'acte de M. Reber. Du reste, cette danse de fascination et de magnétisme diabolique est loin d'avoir à l'Opéra l'effet immense qu'elle produit en Allemagne. Avec la meilleure volonté, on ne saurait se figurer que ce diablotin grêle et chétif puisse dominer sa danseuse au point de l'étourdir et de se la soumettre du regard. Pour comprendre l'étrange beauté de cette scène, il faut voir le Méphistophélès allemand, grand, maigre, nerveux, serré dans son justaucorps étroit, le petit manteau de velours cramoisi sur l'épaule, la plume de coq sur l'oreille, sa main osseuse appuyée sur la tête de mort qui sert de pommeau à sa longue rapière, entraîner aux éclats de l'admirable musique de Spohr cette jeune fille échevelée qui se pâme dans ses bras et sous son œil. Mlle Pauline Leroux fait des merveilles dans le rôle du petit diable, je doute que Mlle Elssler s'en fût jamais si bien tirée. Mlle Leroux a le regard mordant, la lèvre pincée, le pied rapide; elle comprend à merveille la double nature de son personnage, la nature démoniaque surtout, on dirait que ses mains ont des griffes : il y a en elle de la chatte et du lutin. Ce rôle va à son air, à ses manières, à ses graces plus vives que molles et vaporeuses. Elle est bien le diablotin de la pièce, cette Urielle pour laquelle on a travesti d'une façon si bouffonne un des plus jolis noms de la légende. Si l'on s'en fût tenu au roman de Cazotte, Taglioni eût été plus femme, plus sylphide. A propos de Taglioni, ne vous semble-t-il pas que le bonhomme aux prédictions la devinait lorsqu'il écrivait ces lignes il y a près d'un siècle : « L'homme fut un assemblage d'un peu de boue et d'eau ; pourquoi une femme ne serait-elle pas faite de rosée, de vapeurs terrestres et de rayons de lumière, des débris d'un arc-en-ciel condensé? où est le possible? où est l'impossible? » Mais à quoi bon parler de Mlle Taglioni à l'occasion de l'Opéra, délaissé de ses meilleurs sujets? Mlle Taglioni est bien loin, et *le Diable amoureux* ne la fera pas oublier.

V. DE MARS.

ANCIENS

POÈTES FRANÇAIS.

JOACHIM DU BELLAY.

Il y a bien des années déjà qu'à mon début littéraire, je me suis occupé des poètes du XVI[e] siècle, et que je me suis aventuré avec Ronsard. J'ai souvent regretté depuis qu'il ne m'ait pas été donné de perfectionner, dans des éditions successives, ce premier travail, et d'y joindre ce qu'en pareille matière de nouvelles révisions apportent toujours. Pourtant, aujourd'hui, une circonstance favorable m'y ramène assez directement. Un de nos amis, imprimeur à Angers, M. Victor Pavie, frère de l'orientaliste voyageur, prépare à ses frais et avec un culte singulier une édition des vers choisis du poète Du Bellay, son compatriote. Déjà, il y a un an environ, on avait reproduit ici *la Défense et Illustration de la Langue françoise* (1). Ce retour d'attention accordée au vieux poète angevin m'encourage moi-même à y revenir, et à compléter sur lui d'anciennes études

(1) Publié par M. Ackermann, chez Crozet, quai Malaquais, 19.

beaucoup trop abrégées. Puis aussi, le dirai-je? les loisirs, pour moi tout nouveaux, d'une docte bibliothèque où une bienveillance honorable m'a placé, viennent en aide à ce retour, et me remettent en goût aisément de l'érudition du XVIe siècle. Ces poètes italiens latins que Gabriel Naudé a rapportés de son voyage d'Italie, et que Du Bellay a si bien connus et imités, sont sous ma main : c'est un attrait de plus dans ce sujet, plus neuf encore que vieilli, où ils vont me servir.

Il est bon, je le crois, de revenir ainsi à une certaine distance sur les premiers ouvrages qui nous occupèrent, et de revoir les mêmes objets sous deux inclinaisons de soleil. On ne l'a plus dans les yeux, ce soleil, comme au brillant matin; on l'a derrière soi, et il éclaire plus lucidement l'après-midi de nos pensées. Mon opinion au fond, sur nos vieux poètes, ne sera guère différente de celle d'autrefois; mais je l'exprimerai un peu différemment peut-être. Le premier coup d'œil que la jeunesse lance en entrant sur les choses est décisif d'ordinaire, et le peu d'originalité qu'on est destiné à avoir dans sa vie intellectuelle s'y trouve d'emblée tout empreint. Mais ce coup d'œil rapide a aussi du tranchant. En se jetant d'un bond sur ses armes, comme Achille, on s'y blesse quelquefois. Il y a à revenir ensuite sur les limites et la saillie exagérée des aperçus. Ainsi, dans ce sujet du XVIe siècle, si j'ai paru sonner d'abord de la trompette héroïque, je n'aurai pas maintenant de peine à passer au ton plus rappaisé du *sermo pedestris*. J'ai traité Ronsard plus au grave, je prendrai plus familièrement le *doux-coulant* Du Bellay.

Cela nous sera d'autant plus facile avec lui, que son genre de talent et son caractère y prêtent. Son rôle, qui le fait venir le premier après Ronsard, fut beaucoup moins tendu et moins ambitieux. Au second rang dans une entreprise hasardée, il se trouva par là même moins compromis dans la déroute. Le Mélanchton, le Nicole, le Gerbet, dans cet essai de réforme et cette controverse poétique de la pléïade, ce fut Joachim Du Bellay.

Le bon Guillaume Colletet, dans sa vie manuscrite (1) de Du Bellay, a très bien senti cette situation particulière du poète angevin, qui lui faisait trouver grace auprès d'une postérité déjà sévère. Il le compare en commençant à *Janus*, dont un visage regardait le siècle passé et l'autre le siècle à venir, « c'est-à-dire, ajoute-t-il, qu'après avoir fait l'un des plus grands ornemens de son siècle, il fait encore

(1) Bibliothèque du Louvre.

les délices du nôtre. Et c'est une chose étrange que de toute cette fameuse pléïade d'excellens esprits qui parurent sous le règne du roi Henri second, je ne vois que celui-ci qui ait conservé sa réputation toute pure et tout entière : car ceux-là même qui, par un certain dégoût des bonnes choses et par un excès de délicatesse, ne sauroient souffrir les nobles hardiesses de Ronsard, témoignent que celles de Du Bellay leur sont beaucoup plus supportables, et qu'il revient mieux à leur façon d'écrire et à celle de notre temps. » Sans aller si loin, notre impression est la même. Et non-seulement par ses œuvres, mais aussi par sa destinée, Du Bellay nous semble offrir et résumer dans sa modération l'image parfaite et en quelque sorte douloureuse d'une école qui a si peu vécu.

Il naquit au bourg de Liré, dans les Mauges, à douze lieues d'Angers, vers 1525. Cette date a été discutée. Ronsard était né le 11 septembre 1524, et Du Bellay a dit dans un sonnet des *Regrets :*

> Tu me croiras, Ronsard, bien que tu sois plus sage,
> *Et quelque peu encor,* ce crois-je, *plus âgé.*

En supposant donc Joachim né après septembre 1524, comme d'ailleurs on sait positivement qu'il mourut le 1er janvier 1560, il n'a vécu que trente-cinq ans (1). La famille de Du Bellay était ancienne, et surtout d'une grande illustration historique récente, grace à la branche d'où sortaient les deux frères, M. de Langey et le cardinal Du Bellay, si célèbres par les armes, les négociations et les lettres sous François Ier (2). M. de Langey mourut en 1543, avant que Joachim entrât dans le monde, et le cardinal, qui était souvent à Rome, et qui y séjourna même habituellement depuis la mort de François Ier, ne paraît avoir connu que plus tard son jeune cousin. Celui-ci passa une enfance et une jeunesse pénibles; malgré son illustre parentage, il

(1) Pourtant, au recueil latin intitulé : *Joachimi Bellaii andini Poematum Libri quatuor* (Parisiis), 1558, dans une épigramme à son ami Gordes (f. 24), Du Bellay, déplorant ses cheveux déjà blancs et sa vieillesse anticipée, a dit :

> Et faciunt septem lustra peracta senem.

Il aurait donc eu trente-cinq ans accomplis en 1558. Mais la nécessité du vers l'aura ici emporté sur l'exacte chronologie, et Du Bellay aura fait comme Béranger, qui, dans sa chanson du *Tailleur et* de *la Fée,* s'est vieilli d'un an ou deux pour la rime.

(2) Martin Du Bellay, frère de M. de Langey et du cardinal, personnage distingué aussi, mais alors moins considérable qu'eux, est aujourd'hui leur égal en nom pour avoir continué et suppléé les *Mémoires* de M. de Langey.

eut à souffrir avant de se faire jour. Né simple gentilhomme, on se tromperait en le faisant quelque chose de plus;

> Si ne suis-je seigneur, prince, marquis ou comte,

a-t-il pu dire dans un sonnet à un ami. Lui-même, dans une belle élégie latine adressée à Jean de Morel d'Embrun, son *Pylade*, et écrite dans les derniers temps de sa vie (1559), il nous récapitule toutes ses vicissitudes de fortune et ses malheurs : cette élégie, d'un ton élevé et intime, représente comme son testament (1). On l'y voit dès l'enfance animé d'une noble émulation par ces grands exemples domestiques, mais un peu lointains, la gloire de M. de Langey et le lustre poétique et politique du cardinal; c'étaient là pour lui des trophées de Miltiade, et qui l'empêchaient de dormir. Mais si jeune, orphelin de père et de mère, tombé sous la tutelle assez ingrate d'un frère aîné, il fut long-temps à manquer de cette culture, de cette rosée fécondante que son génie implorait. Son frère mourut; lui-même atteignait l'âge d'homme; mais de nouveaux soins l'assaillirent. De pupille, le voilà à son tour devenu tuteur de son neveu, du fils de son frère; le fardeau de la maison, la gestion d'affaires embrouillées, des procès à soutenir, l'enchaînèrent encore et achevèrent de l'éprouver :

> Hoc ludo, his studiis primos transegimus annos :
> Hæc sunt militiæ pulchra elementa meæ.

A ce propos de procès et de tutelle, de tout ce souci positif si malséant à un poète, le bon Colletet ne peut s'empêcher d'observer combien le grand cardinal de Richelieu fut sage, d'avoir, en établissant l'Académie française, obtenu du roi Louis XIII des lettres d'exemption de tutelle et de curatelle pour tant de beaux esprits présens et futurs, afin qu'ils ne courussent risque, par des soins si bas, d'être détournés de la vie contemplative du Dictionnaire et de leur fauteuil au Parnasse. Le fait est que le pauvre Du Bellay faillit y succomber. Sa santé s'y altéra pour ne jamais s'en relever complètement; deux années entières la maladie le retint dans la chambre : c'est alors que l'étude le consola. Il lut pour la première fois, il déchiffra comme il

(1) On la trouve dans le recueil qui a pour titre : *Joachimi Bellaii andini Poetæ clarissimi Xenia seu illustrium quorumdam Nominum Allusiones* (Parisiis), 1569, in-4°. Je ne sais pourquoi elle a été omise dans le recueil, d'ailleurs complet, des vers latins de Du Bellay, qui fait partie du *Deliciæ Poetarum Gallorum* (1609), publié par Gruter sous le pseudonyme de Ranutius Gherus.

put les poètes latins et grecs; il comprit qu'il les pouvait imiter. Mais les imiter dans leur idiome même, comme tâchaient de faire les érudits, lui parut chose impossible; la partie de son âge la plus propre à l'étude était déjà écoulée. Pourquoi ne pas les imiter en français? se dit-il. La nécessité et l'instinct naturel s'accordèrent à l'y pousser.

C'est ici que se place sa première relation avec Ronsard; ils étaient un peu parens ou alliés; Ronsard avait même été, un moment, attaché à M. de Langey dans le Piémont. Du Bellay, à ce qu'on raconte, était allé, sur le conseil de ses amis, étudier le droit à Poitiers « pour parvenir dans les emplois publics, à l'exemple de ses ancêtres, qui s'étaient avancés à la cour par les armes ou les saints canons. » Il est à croire que le cardinal, qui venait de se retirer à Rome depuis la mort de François Ier (1547), était pour quelque chose dans cette détermination de son jeune parent, et qu'il lui avait fait dire de se mettre en état de le rejoindre. Du Bellay avait alors l'épée, mais n'y tenait guère, et le droit menait à l'église. Quoi qu'il en soit, Du Bellay était en train, assure-t-on, de devenir un *grand jurisconsulte*, lorsqu'un jour, vers 1548, s'en revenant de Poitiers, il rencontra dans une hôtellerie Ronsard, qui retournait de son côté à Paris. Ils se connurent et se lièrent à l'instant. Ronsard n'était pas encore célèbre; il achevait alors ce rude et docte noviciat de sept années auquel il s'était soumis sous la conduite de Jean Dorat, de concert avec Jean-Antoine de Baïf, Remi Belleau et quelques autres. Du Bellay, arrivé un peu plus tard, voulut en être; les idées de poésie, qu'il nourrissait en solitaire depuis deux ou trois années, mûrirent vite, grace à cette rencontre. Il était ardent, il était retardé et pressé, il devança même Ronsard.

Le premier recueil des poésies de Du Bellay, dédié à la princesse Marguerite, sœur de Henri II, est daté d'octobre 1549. Sa *Défense et Illustration de la langue françoise*, dédiée au cardinal Du Bellay, est datée de février 1549; mais, comme l'année ne commençait alors qu'à Pâques, il faut lire février 1550. Enfin son *Olive* parut vers la fin de cette même année 1550 ou au commencement de la suivante, à peu près en même temps que les premières poésies de Ronsard, lequel pourtant demeura le promoteur et le chef reconnu de l'entreprise : Du Bellay n'en fut que le premier lieutenant.

Le premier recueil de Du Bellay, si précipitamment publié en 1549, faillit ruiner son amitié avec Ronsard, et l'a fait accuser d'avoir dérobé son ami. Le détail de cette petite querelle intestine est resté assez obscur. Bayle, d'après Claude Binet, nous dit dans son article

Ronsard du *Dictionnaire :* « Il plaida contre Joachim Du Bellay pour recouvrer quelques odes qu'on lui détenoit et qu'on lui avoit dérobées adroitement. » Et le moqueur ajoute en note, se donnant plus libre carrière : « Voilà un procès fort singulier; je ne doute pas que Ronsard ne s'y échauffât autant que d'autres feroient pour recouvrer l'héritage de leur père. Son historien manie cela doucement, il craint de blesser le demandeur et le défendeur : ce dernier soutenoit devant les juges le personnage le plus odieux, mais l'autre ne laissoit pas de leur apprêter un peu à rire. » Colletet nous raconte la même historiette plus au sérieux, en reproduisant à peu près les termes de Claude Binet et en homme qui marche sur des charbons ardens : « Comme le bruit s'épandoit déjà partout de quatre livres d'odes que Ronsard promettoit à la façon de Pindare et d'Horace,... Du Bellay, mu d'émulation jalouse, voulut s'essayer à en composer quelques-unes sur le modèle de celles-là, et trouvant moyen de les tirer du cabinet de l'auteur à son insu et de les voir, il en composa de pareilles et les fit courir pour prévenir la réputation de Ronsard; et, y ajoutant quelques sonnets, il les mit en lumière l'an 1549, sous le titre de Recueil de poésies : ce qui fit naître dans l'esprit de notre Ronsard, sinon une envie noire, à tout le moins une jalousie raisonnable contre Du Bellay, *jusques à intenter une action pour le recouvrement de ses papiers*, et, *les ayant ainsi retirés par la voie de la justice*, comme il étoit généreux au possible et comme il avoit de tendres sentimens d'amitié pour Du Bellay,... il oublia toutes les choses passées, et ils vécurent toujours depuis en parfaite intelligence : Ronsard fut le premier à exhorter Du Bellay à continuer dans l'ode. »

Pourtant cette action *en justice* est un peu forte : qu'en faut-il croire? Voisenon se trouvait un jour avec Racine fils chez Voltaire, qui lisait sa tragédie d'*Alzire*. Racine, qui était peu gracieux, crut reconnaître au passage un de ses vers, et il répétait toujours entre ses dents et d'un air de grimace : « Ce vers-là est à moi. » Cela impatienta Voisenon, qui s'approcha de M. de Voltaire en lui disant : « Rendez-lui son vers, et qu'il s'en aille. » Mais ici ce n'était pas d'un vers qu'il s'agissait, c'était d'une ode, de plusieurs odes tout entières : quelle énormité! Comment toutefois s'expliquer que Du Bellay les ait prises, ou qu'il ne les ait rendues que contraint?

Cette anecdote m'a toujours paru suspecte : ce serait un vilain trait au début de carrière de Du Bellay qui n'en eut jamais par la suite à se reprocher; ce serait la seule tache de sa vie. Je sens le besoin de m'en rendre compte, et voici comment je m'imagine simplement

l'affaire. Du Bellay et Ronsard venaient de se rencontrer, ils s'étaient pris d'amitié vive; Du Bellay surtout, dans sa première ferveur, voulait réparer les années perdues; il brûlait d'ennoblir la langue, la poésie française, et d'y marquer son nom. Ronsard, plus grave, mieux préparé et au terme de sa longue étude, se montrait aussi moins pressé. A ce collége de Coqueret, où Du Bellay n'était peut-être pas tout-à-fait d'abord sur le même pied d'intimité que les autres, on parlait des projets futurs, des prochaines audaces; Du Bellay lisait ses premiers sonnets; mais, dès qu'il s'agissait de l'ode, Ronsard, dont c'était le domaine propre, ne s'expliquait qu'avec mystère et ne se déboutonnait pas; il avait ses plans d'ode pindarique, ses secrets à lui, il élaborait l'œuvre, il disait à ses amis avides : *Attendez et vous verrez*. Or, comme je le suppose, Du Bellay, impatienté de cette réserve d'oracle et voulant rompre au plus vite la glace près du public, n'y put tenir, et il déroba un jour du tiroir le précieux cahier sibyllin, non pas pour copier et s'approprier aucune ode (rien de pareil), mais pour en surprendre la forme, le *patron;* et, une fois informé, il alla de l'avant. Pure espièglerie, on le voit, d'écolier et de camarade. Ronsard s'en fâcha d'abord : il prit la chose au solennel, dans le style du genre, et voulut plaider; puis il en rit. Ils restèrent tous deux trop étroitement, trop tendrement unis depuis, la mort de l'un inspira à l'autre de trop vrais accens, et cette mémoire pleurée lui imprima avec les années une vénération trop chère, pour qu'on puisse supposer qu'il y ait jamais eu une mauvaise action entre eux (1).

Ceci bien expliqué, il y a pour nous à apprécier ces premières œuvres de Du Bellay publiées en si peu de temps, presque dans le seul espace d'une année, et qui marquèrent avec éclat son entrée dans la carrière. Un assez long intervalle de silence suivit, durant lequel sa seconde manière se prépara ; car, dès l'année 1550, ou 1551 au plus tard, et probablement pendant que ses amis de Paris vaquaient à l'impression de son *Olive*, il partait pour Rome et s'y attachait au cardinal son parent, pour n'en plus revenir que quatre ans

(1) Et si cela avait été, Du Bellay aurait-il pu, dans l'*Hymne de la Surdité*, adressée à Ronsard, s'écrier en parlant au cœur de son ami :

> Tout ce que j'ai de bon, tout ce qu'en moi je prise,
> C'est d'être, comme toi, *sans fraude et sans feintise,*
> D'être *bon compagnon, d'être à la bonne foi,*
> Et d'être, mon Ronsard, demi-sourd comme toi?

Nous reviendrons ailleurs sur cette surdité-là.

après, en 1555 (1). Sa carrière littéraire fut comme coupée en deux par ce voyage et par cette longue absence; sa santé s'y usa; mais nous verrons peut-être, malgré les plaintes qu'il exhale, et dans la douceur de ces plaintes même, que son talent et son esprit y gagnèrent.

Le premier recueil, de 1549, se ressent de la rudesse du premier effort, et me semble, en quelque sorte, encore tout récent de l'enclume. Jean Proust Angevin crut devoir y joindre une explication des passages poétiques les plus difficiles, et ce n'était pas superflu. La première pièce y a pour titre : *Prosphonématique* au roi très chrétien Henri II. Du Bellay, d'ailleurs, s'est sagement gardé du pindarique à proprement parler, et, malgré le patron dérobé à son ami, la forme lyrique qu'il affecte n'est que l'horatienne. Dans un *Chant triomphal* sur le voyage du roi à Boulogne en août 1549, il trouvait moyen d'introduire et de préconiser le nom de Ronsard; preuve qu'il ne voulait en rien le déprimer. Une ode flatteuse au vieux poète Mellin de Saint-Gelais témoignait d'avance de la modération de Du Bellay et tendait à fléchir le chef de l'ancienne école en faveur des survenans. Je ne remarque dans ce premier recueil que deux odes véritablement belles. L'une à Madame Marguerite sur ce qu'il faut *écrire en sa langue* exprime déjà les idées que Du Bellay reprendra et développera dans son *Illustration;* il y dénombre les quatre grands poètes anciens, Homère et Pindare, Virgile et Horace, et désespère d'imiter les vieux en leur langue :

Princesse, je ne veux point suivre
D'une telle mer les dangers,
Aimant mieux entre les miens vivre
Que mourir chez les étrangers.

Mieux vaut que les siens on précède,
Le nom d'Achille poursuivant,
Que d'être ailleurs un Diomède,
Voire un Thersite bien souvent.

Quel siècle éteindra ta mémoire,
O Boccace? et quels durs hivers
Pourront jamais sécher la gloire,
Pétrarque, de tes lauriers verts?...

(1) Les biographes de Du Bellay ont en général fait son séjour en Italie un peu plus court qu'il ne le fut réellement : on lit dans le CLXVIe sonnet de ses *Regrets* que son absence, son *enfer,* a duré *quatre ans et davantage.*

Voilà, ce me semble, des accens qui montent et auxquels on n'était pas jusqu'alors accoutumé. L'autre ode, également belle pour le temps, est adressée au seigneur Bouju et s'inspire du *Quem tu Melpomene semel* d'Horace : ce sont les conditions et les goûts du vrai poète, qui ne suit ni l'ambitieuse faveur des cours ni la tourbe insensée des villes, qui ne recherche ni les riches contrées d'outre-mer ni les colysées superbes,

Mais bien les fontaines vives
Mères des petits ruisseaux
Autour de leurs vertes rives
Encourtinés d'arbrisseaux...

Et encore, toujours parlant du poète :

Il tarde le cours des ondes,
Il donne oreilles aux bois,
Et les cavernes profondes
Fait rechanter sous sa voix.

Du Bellay, on le sent, se ressaisit de ces antiques douceurs en esprit pénétré, et, revenant vers la fin à Madame Marguerite, il dit volontiers de cette princesse ce qu'Horace appliquait à la muse :

Quod spiro et placeo (si placeo) tuum est.

Cette vénération, ce culte de Du Bellay pour Madame Marguerite sort des termes de convention et prit avec les années un touchant caractère. Dans les derniers sonnets de ses *Regrets*, publiés à la fin de sa vie (1559), il dédie à cette princesse, avec une émotion sincère, le plus pur de ses pensées et de ses affections. Il convient que d'abord il n'avait fait que l'admirer sans assez l'apprécier et la connaître, mais que depuis qu'il a vu de près d'Italie, le Tibre et tous ces grands dieux *que l'ignorance adore*, et qu'il les a vus

Ignorans, vicieux et méchans à l'envi,

sa princesse lui est apparue, au retour, dans tout son prix et dans sa vertu :

Alors je m'aperçus qu'ignorant son mérite,
J'avois, sans la connoître, admiré Marguerite,
Comme, sans les connoître, on admire les cieux.

Et ce sentiment, il l'a mieux exprimé que dans des rimes. En une lettre datée de trois mois avant sa mort (5 octobre 1559), déplorant

le trépas de Henri II, il ne déplore pas moins le prochain *département* de sa Dame qui, devenue duchesse de Savoie, s'en allait dans les états de son mari : « Je ne puis, écrit-il, continuer plus longuement ce propos sans larmes, je dis les plus vraies larmes que je pleurai jamais... » En cela encore, Du Bellay me semble accomplir l'image parfaite, le juste emblème d'une école qui a si peu vécu et qui n'eut qu'un instant. Il brille avec Henri II, le voit mourir et meurt. Il chante sous un regard de Madame Marguerite, et, quand elle part pour la Savoie, il meurt. A cette heure-là, en effet, l'astre avait rempli son éclat; l'école véritable, en ce qu'elle avait d'original et de vif, était finie.

La Défense et Illustration de la Langue françoise, qui suivit de peu de mois son premier recueil, peut se dire encore la plus sûre gloire de Du Bellay, et son titre le plus durable aujourd'hui. Ce ne devait être d'abord qu'une *épître* ou *avertissement au lecteur*, en tête de poésies; mais la pensée prit du développement, et l'essor s'en mêla: l'avertissement devint un petit volume. J'ai parlé trop longuement autrefois (1) de cette harangue chaleureuse, pour avoir à y revenir ici : elle est d'ailleurs à relire tout entière. La prose (chose remarquable, et à l'inverse des autres langues) a toujours eu le pas, chez nous, sur notre poésie. A côté de Villehardouin et de ses pages déjà épiques, nos poèmes chevaleresques rimés font mince figure; Philippe de Comines est d'un autre ordre que Villon. De nos jours même, quand le souffle poétique moderne s'est réveillé, Châteaubriand, dans sa prose nombreuse, a pu précéder de vingt ans les premiers essais en vers de l'école qui se rattache à lui. Au XVIe siècle, le même signe s'est rencontré. Du Bellay, le plus empressé, le plus vaillant des jeunes poètes et le *porte-enseigne* de la bande, veut planter sur la tour gauloise de Francus la bannière de l'ode, les flammes et banderoles du sonnet; que fait-il? il essaie auparavant deux simples mots d'explication, pour prévenir de son dessein et de celui de ses jeunes amis; et ces deux mots deviennent une harangue, et cette harangue devient le plus beau et le plus clair de l'œuvre. Comme dans tant d'entreprises qu'on a vues depuis, ou, pour mieux dire, comme dans presque toutes les entreprises humaines, c'est l'accident, c'est la préface qui vaut le mieux.

Honneur à lui pourtant d'avoir le premier, chez nous, compris et proclamé que le *naturel facile* n'est pas suffisant en poésie, qu'il y a le labeur et l'art, qu'il y a l'agonie sacrée! Le premier il donna

(1) *Tableau de la Poésie française au seizième Siècle*, pag. 58 et suiv.

l'exemple, si rarement suivi, de l'élévation et de l'éloquence dans la critique. Son manifeste fit grand éclat et scandale; un poète de l'ancienne école, Charles Fontaine, y répondit par le *Quintil horatian*, dans lequel il prit à partie Du Bellay sur ses vers, et souligna des négligences, des répétitions, des métaphores : tout cela terre à terre, mais non sans justesse. La critique qui échauffe et la critique qui souligne étaient dès-lors en présence et en armes autant qu'elles le furent depuis à aucun moment.

Du Bellay, dans une *Épître au lecteur* placée en tête de l'*Olive*, revient sur ses desseins en poésie; en répondant à quelques-unes des objections qu'on lui faisait, il les constate et nous en informe. Il n'espérait pas trouver grace auprès des *rhétoriqueurs françois;* il ne se dissimulait nullement que « telle nouveauté de poésie, pour le commencement, seroit trouvée fort étrange et rude. » On lui reprochait de réserver la lecture de ses écrits à *une affectée demi-douzaine* des plus renommés poètes qu'il avait cités dans son *Illustration;* mais il n'avait pas prétendu faire, répondait-il, le catalogue de tous les autres. Il disait de fort bonnes choses sur l'imitation des anciens, et qui rappellent notablement les idées du poème de *l'Invention* par André Chénier. Ce qu'il voulait, c'était *enrichir notre vulgaire d'une nouvelle ou plutôt ancienne renouvelée poésie :*

Sur des pensers nouveaux faisons des vers antiques.

Et nous-même ajoutons ici sur ces analogies d'André Chénier et de Du Bellay, et sur celles de ce dernier et d'Horace, que c'est en vain qu'on a dit des deux écoles poétiques françaises du XVIe siècle et du nôtre, qu'elles étaient des écoles de la forme, et que les poètes n'y visaient qu'à l'art. Ceux qui font ces grandes critiques philosophiques aux poètes n'y entendent rien et sont des hommes d'un autre métier, d'une vocation supérieure probablement, mais là-dessus incompétente. C'est presque toujours par la forme, en effet, que se détermine le poète. On voit dans une vie d'Horace, publiée pour la première fois par Vanderbourg, que Mécènes pria le poète son ami de transporter dans la langue latine les différentes variétés de mètres inventées chez les Grecs, en partie par Archiloque, en partie par Alcée et Sapho, et que personne n'avait encore fait connaître aux Romains. Ainsi sont nées les odes d'Horace (1). C'est en voulant reproduire une

(1) Dans l'*Exegi monumentum* (ode XXX, liv. III), il dit lui-même :

Princeps Æolium carmen ad Italos
Deduxisse modos. . . . .

forme qu'il a saisi et fixé ses propres sentimens. Ainsi à leur tour l'ont tenté avec plus ou moins de bonheur Du Bellay, Ronsard, et ensuite André Chénier. Ce n'est pas la méthode qu'il faut inculper; il n'y a en cause que l'exécution et le degré de réussite de l'œuvre.

Quelques mots encore de cette préface de l'*Olive* sont à relever en ce qu'ils dénotent chez Du Bellay une dignité peu commune aux gens de lettres et aux poètes de son temps et de tous les temps. Aux moqueurs et mauvais plaisans qui espéraient engager la partie avec lui, il répond qu'ils doivent *chercher autre badin pour jouer ce rolle avecq'eux;* il se garde bien de leur prêter collet. Quant à ceux qui le détournent charitablement de la poésie comme futile, il les remercie, et d'un ton de gentilhomme qui ne sent en rien son rimeur entiché, je vous assure. Il ne s'exagère pas son rôle de poète; il aime la muse par passe-temps, pour elle seule et pour les fruits secrets qu'elle lui procure; sa petite muse, comme il dit, n'est aux gages de personne : *elle est serve tant seulement de mon plaisir.* Il fait donc des vers parce qu'il a la veine, et que cela lui plaît et le console; mais il sait mettre chaque chose à sa place; dans son élégie latine à Jean de Morel il le redira : la médecine, l'art de gouverner les hommes, la guerre, il sait au besoin céder le pas à ces grands emplois; si la fortune les ouvrait devant lui, il y réussirait peut-être; il est poète faute de mieux; il est vrai que ce *pis-aller* le charme, et que, si l'on vient impertinemment l'y relancer, il ne se laissera pas faire. A messieurs les courtisans qui disent que les poètes sont fous, il avoue de bonne grace que c'est vérité :

Nous sommes fous en vers, et vous l'êtes en prose :
C'est le seul différent qu'est entre vous et nous (1).

Les cent quinze sonnets qui composent l'*Olive* laissent beaucoup à désirer tout en épuisant à satiété les mêmes images. Olive est une beauté que Du Bellay célèbre comme Pétrarque célébra Laure; après le *laurier* d'Apollon, c'est le tour de l'*olivier* de Pallas :

Phœbus amat laurum, glaucam sua Pallas olivam :
Ille suum vatem, nec minus ista suum,

lui disait Dorat. Ce jeu de mot sur l'olive et l'olivier se reproduit perpétuellement dans cette suite de sonnets; à côté de Pallas, l'arche même et Noë ne sont oubliés :

(1) *Regrets*, sonnet CXLI.

Sacré rameau de céleste présage,
Rameau par qui la colombe envoyée
Au demeurant de la terre noyée
Porta jadis un si joyeux message...

Colletet nous apprend le vrai nom de la demoiselle ainsi célébrée; il le tient de bonne tradition, assure-t-il : elle était Parisienne (et non d'Angers, comme Goujet l'a dit), et de la noble famille des *Violes;* d'où par anagramme *Olive.* Mais cet amour n'était, on le pense bien, qu'un prétexte, un argument à sonnets. Du Bellay ne paraît avoir aimé sérieusement qu'une fois, à Rome, et il a célébré l'objet, en vers latins bien autrement ardens, sous le nom de Faustine.

Avant l'*Olive* on n'avait fait en France que deux ou trois sonnets; je ne parle pas de la langue romane et des troubadours; mais en français on en citait à peine un de Marot, un autre de Mellin de Saint-Gelais. Du Bellay est incontestablement le premier qui fit fleurir le genre et qui greffa la bouture florentine sur le chêne gaulois.

Dans l'*Olive,* l'entrelacement des rimes masculines et féminines n'est pas encore régulièrement observé comme il va l'être quelques années plus tard dans les sonnets des *Regrets.* Les vers mâles et vigoureux véritablement, au dire de Colletet, n'ont pas encore, il en convient, toute la douceur et toute la politesse de ceux que le poète composa depuis. On ne parlait pourtant alors parmi les doctes et les curieux que des amours de Du Bellay pour Olive et de ceux de Ronsard pour Cassandre; on les récitait, on les commentait; on a la glose imprimée d'Antoine Muret sur les amours de Ronsard; celle que le savant jurisconsulte lyonnais André de Rossant avait composée sur l'*Olive* de Du Bellay s'est perdue. Il semblait, disait-on, que l'amour eût quitté l'Italie pour venir habiter la France.

Du Bellay, au milieu de ce premier triomphe, part pour l'Italie, ce berceau de son désir, pour Rome où il va s'attacher au cardinal son parent. Il lui avait dédié l'*Illustration* et adressé une ode de son premier recueil : il résulte même de celle-ci que le cardinal aurait dû faire un voyage en France vers 1550, auquel cas il aurait naturellement connu et emmené avec lui son jeune cousin. Que Du Bellay n'ait fait que le suivre au retour, ou qu'il soit allé le rejoindre (1), une

(1) Il paraît bien qu'en effet il l'accompagna; dans l'élégie à Morel, on lit :

Mittitur interea Romam Bellaius ille...
Alpibus et duris ille *sequendus* erat.

nouvelle vie pour lui commence. Il accomplissait ses vingt-cinq ans et était à ce point où un seul rayon de plus achève de nous mûrir.

Le cardinal auquel Du Bellay s'attachait était un personnage éminent par l'esprit, par les lumières, *le doyen du Parnasse comme du sacré Collége*. Il avait été autrefois le patron de Rabelais qu'il avait eu pour médecin dans ses anciens voyages de Rome, pour moine ou chanoine séculier à sa très commode abbaye de Saint-Maur, et à qui il avait procuré finalement la cure de Meudon (1). On peut s'étonner, libéral et généreux comme il était, qu'il n'ait pas plus fait pour notre poète dont il put apprécier de ses yeux le dévouement et les services durant des années. Le cardinal avait à Rome le plus grand état de maison; il s'était fait bâtir un magnifique palais près des Thermes de Dioclétien. Joachim devint son intendant, son homme d'affaires et de confiance :

Panjas, veux-tu savoir quels sont mes passe-temps?
Je songe au lendemain, j'ai soin de la dépense
Qui se fait chaque jour, et si faut que je pense
A rendre sans argent cent créditeurs contens...

J'ai le corps maladif, et me faut voyager;
Je suis né pour la muse, on me fait ménager...

Jamais d'ailleurs, dans les plaintes qu'il nous a laissées, jamais un mot ne lui échappe contre son patron. Ce n'est ni l'ambition ni l'avarice qui l'ont poussé près de lui et qui l'y enchaînent; un sentiment plus noble le soutient :

L'honnête servitude où mon devoir me lie
M'a fait passer les monts de France en Italie.

Toute la série des souffrances et des affections de Du Bellay durant ce séjour à Rome nous est exprimée fidèlement dans deux recueils intimes, dans ses vers latins d'abord, puis dans ses *Regrets* ou *Tristes* à la manière d'Ovide.

Il y eut évidemment interruption du premier coup et comme solution de continuité dans son existence morale et poétique. Il arrivait avec de l'enthousiasme, avec des espérances; il se heurta contre la

(1) Il m'est échappé, dans le *Tableau de la Poésie française au seizième Siècle*, pag. 72, de dire que Rabelais fut *avec* Du Bellay du voyage de Rome; il faut lire *avant*. Ils suivirent l'un et l'autre le même patron, mais en des temps différens. Il y a près de quinze ans entre le dernier voyage de Rabelais en Italie et celui de Joachim.

vie positive, contre le spectacle de l'ambition et des vices sur la plus libre scène qui fut jamais. La Rome des Borgia, des Médicis et des Farnèse, avait accumulé toutes sortes d'ingrédiens qui ne faisaient que continuer leur jeu avec moins de grandeur. Du Bellay arriva sous le pontificat égoïste et inactif de Jules III; il dut assister, et en plus d'un sonnet il fait allusion aux circonstances du double conclave qui eut lieu à la mort de ce pape, puis à la mort de Marcel II, lequel ne régna que vingt-deux jours. Il put voir le début du pontificat belliqueux et violent de Paul IV. Son moment eût été bien mieux trouvé quelques années plus tôt sous Paul III, ce spirituel Farnèse qui décorait de la pourpre les muses latines dans la personne des Bembo et des Sadolet. Mais cet âge d'or finissait pour l'Italie lorsque Du Bellay y arriva; il n'en put recueillir que le souffle tiède encore, et il le respira avec délices : son goût bientôt l'exhalera. Il lut ces vers latins modernes, et souvent si antiques, qu'il avait dédaignés; il fut pris à leur charme, et lui, le champion de sa langue nationale, il ne put résister à prendre rang parmi les étrangers. Dans sa touchante pièce intitulée *Patriæ desiderium*, il sent le besoin de s'excuser :

> Hoc Latium poscit, romanæ hæc debita linguæ
> Est opera; huc genius compulit ipse loci.

C'est donc un hommage, un tribut payé à la grande cité latine; il faut bien parler latin à Rome. Ainsi Ovide, à qui il se compare, dut parler gète parmi les Sarmates. Et puis des vers français n'avaient pas là leur public, et les vers, si intimes qu'ils soient et si détachés du monde, ont toujours besoin d'un peu d'air et de soleil, d'un auditeur enfin :

> Carmina principibus gaudent plausuque theatri,
> Quique placet paucis displicet ipse sibi.

J'aime assez, je l'avouerai, cette sorte de contradiction à laquelle Du Bellay se laisse naturellement aller et dont il nous offre encore quelques exemples. Ainsi, dans ses *Regrets*, il se contente d'être familier et naturel, après avoir ailleurs prêché l'art. Ainsi, lui qui avait parlé contre les traductions des poètes, un jour qu'il se sent en moindre veine et à court d'invention, il traduit en vers deux chants de l'Énéide, et si on le lui reproche, il répondra : « Je n'ai pas oublié ce que autrefois j'ai dit des translations poétiques; mais je ne suis si jalousement amoureux de mes premières appréhensions que j'aie honte de les changer quelquefois, à l'exemple de tant d'excellens

auteurs dont l'autorité nous doit ôter cette opiniâtre opinion de vouloir toujours persister en ses avis, *principalement en matières de lettres*. Quant à moi, je ne suis pas stoïque jusques-là. » En général, on sent chez lui, en avançant, un homme qui a profité de la vie et qui, s'il a payé cher l'expérience, ne la rebute pas. Il a dit quelque part de ses dernières œuvres, de ses *derniers fruits*, en les offrant au lecteur, qu'ils ne sont du tout *si savoureux* que les premiers, mais qu'ils sont peut-être *de meilleure garde*. Du Perron goûtait beaucoup ce mot-là.

Il conviendrait peu d'insister en détail sur la suite des poésies latines de Du Bellay; il en a lui-même reproduit plusieurs en vers français. De Thou, en louant ses *Regrets*, ajoute que Joachim avait moins réussi aux vers latins composés à Rome dans le même temps. Colletet est d'un autre avis et estime qu'au gré des connaisseurs, ces vers latins se ressentent du *doux air du Tibre* que l'auteur alors respirait. S'il m'était permis d'avoir un avis moi-même en une telle question, j'avouerai que, s'ils ne peuvent sans doute se comparer à ceux d'un Bembo ou d'un Naugerius, ils ne me paraissent aucunement inférieurs à ceux de Dorat, de L'Hôpital ou de tout autre Français de ce temps-là. La seule partie qui reste pour nous véritablement piquante dans les vers latins de Du Bellay, ce sont ses amours de *Faustine*. Le ton y prend une vivacité qui ne permet pas de croire cette fois que la flamme se soit contenue dans la sphère pétrarquesque. Il ne vit et n'aima cette Faustine que le quatrième été de son séjour à Rome; il avait bravé fièrement jusque-là le coup d'œil des beautés romaines :

Et jam quarta Ceres capiti nova serta parabat,
Nec dederam sævo colla superba jugo.

Il n'est nullement question de cet amour dans ses *Regrets*, dont presque tous les sonnets ont été composés vers la troisième année de son séjour : à peine, vers la fin, pourrait-on entrevoir une vague allusion (1). Si Du Bellay avait aimé Faustine durant ces trois premières années, il n'aurait pas tant parlé de ses ennuis, ou du moins c'eût été pour lui de beaux ennuis, et non pas si insipides. A peine commençait-il à connaître et peut-être à posséder (2) cette Faustine,

(1) Peut-être dans le sonnet LXXXVII, où il se montre enchaîné et comme enraciné par quelque amour caché.

(2) Haud prius illa tamen nobis erepta fuit, quam
Venit in amplexus terque quaterque meos.

que le mari, vieux et jaloux (comme ils sont toujours dans les élégies), et qui d'abord apparemment était absent, la retira de chez sa mère où elle vivait libre, pour la loger dans un cloître. Le belliqueux Paul IV venait de monter sur le siége pontifical; il passait des revues du haut de ses balcons; il appelait les soldats français à son secours pour marcher contre les Espagnols de Naples et prendre leur revanche des vieilles vêpres siciliennes. Mais Du Bellay, lui, *soldat de Vénus*, ne pense alors qu'à une autre conquête et à d'autres représailles; il veut délivrer sa maîtresse captive sous la grille; c'est là pour lui sa Naples et sa sirène :

> Hæc repetenda mihi tellus est vindice dextra,
> Hoc bellum, hæc virtus, hæc mea Parthenope.

Il est curieux de voir comme le secrétaire du doyen du sacré collége, le prochain chanoine de Paris (1), celui qui, quatre ans plus tard, mourra désigné à l'archevêché de Bordeaux, parle ouvertement du cloître, des *Vestales*, où on a logé sa bien-aimée. Toutes les vestales brûlent, dit-il; c'est un reste de l'ancien feu perpétuel de Vesta : puisse sa Faustine y redoubler d'étincelles! En pur païen anacréontique, il désire être renfermé avec elle; de jour il serait comme Jupiter qui se métamorphosa une fois en chaste Diane; nulle vestale ne paraîtrait plus voilée et plus sévère, n'offrirait plus religieusement aux dieux les sacrifices et ne chanterait d'un cœur mieux pénétré les prières qui se répondent. Mais de nuit, oh! de nuit, il redeviendrait Jupiter :

> Sic gratis vicibus, Vestæ Venerisque sacerdos,
> Nocte parum castus luce pudica forem.

Notez que ces poésies latines furent publiées à Paris deux ou trois ans après, en 1558, par Du Bellay lui-même, sans doute alors engagé dans les ordres. Elles sont dédiées à Madame Marguerite, et portent en tête un extrait de lettre du chancelier Olivier qui recommande l'auteur à la France. Étienne Pasquier, en une de ses épigrammes latines (2), ne craignait pas de rapprocher sa maîtresse poétique Sabine de cette Faustine romaine qui était si peu une Iris en l'air.

Il paraît bien, au reste, sans que Du Bellay explique comment, que sa Faustine en personne sortit du cloître et lui fut rendue; les

(1) Il le fut dès cette année même de ses amours (1555), par la faveur d'un autre de ses parens du même nom, Eustache Du Bellay, alors évêque de Paris.

(2) La 47e du liv. VI.

délires poétiques qui terminent l'annoncent assez; il la célèbre plus volontiers dans cette lune heureuse sous le nom expressif de *Columba :*

> Sus, ma petite Colombelle,
> Ma petite belle rebelle,

ainsi qu'il l'a traduit en vers français depuis. On s'étonne de voir, au milieu de tels transports, qu'il ne semble pas avoir encore obtenu d'elle le dernier don, mais seulement, dit-il, *summis bona proxima.* Est-ce bien elle-même, en effet, qu'il alla voir une nuit chez elle en rendez-vous, et qui demeurait tout près de l'église Saint-Louis (1)? Il dut quitter Rome peu après, et peut-être aussi cette aventure contribua-t-elle au départ.

Mais, avant de faire partir Du Bellay de Rome, nous avons à le suivre dans toute sa poésie mélancolique des *Regrets.* Et voici comment je me figure la succession des poésies et des pensées de Du Bellay durant son séjour de Rome. Arrivé dans le premier enthousiasme, il tint bon quelque temps; il paya sa bien-venue à la ville éternelle par des chants graves, par des vers latins (*Romæ Descriptio*); il admira et tenta de célébrer les antiques ruines, les colysées superbes,

> Les théâtres en rond ouverts de tous côtés;

il évoqua dans ce premier livre d'*Antiquités* le génie héroïque des lieux et lui dut quelques vrais accens :

> Pâles Esprits, et vous, Ombres poudreuses!...

Puis le *tous les jours* des affaires, les soins positifs de sa charge, le spectacle diminuant des intrigues, le gagnèrent bientôt et le plongèrent dans le dégoût. Quelqu'un a dit que la rêverie des poètes, c'est proprement *l'ennui enchanté;* mais Du Bellay à Rome eut surtout l'ennui tracassé, ce qui est tout différent (2). Il regretta donc sa Loire,

(1) Nox erat, et pactæ properabam ad tecta puellæ,
Junguntur fano quæ, Lodoice, tuo.

L'église dite Saint-Louis-des-Français est d'une date postérieure. Quelle était cette église Saint-Louis de 1555? Je laisse ce point de topographie à M. Nibby et aux antiquaires.

(2) Un élégiaque moderne, imitateur de Du Bellay dans le sonnet, a curieusement marqué la différence de ces deux ennuis, mais dans un temps où il avait lui-même une Faustine pour se consoler :

> Moi qui rêvais la vie en une verte enceinte,
> Des loisirs de pasteur, et sous les bois sacrés

ses amis de Paris, son humble vie d'études, sa gloire interceptée au départ, et il eut, en ne croyant écrire que pour lui, des soupirs qui nous touchent encore. Depuis trois ans *cloué comme un Prométhée sur l'Aventin*, il ne prévoit pas de terme à son exil : que faire? que chanter? Il ne vise plus à la grande faveur publique et n'aspire, comme devant, au temple de l'art; il fait de ses vers français ses *papiers journaux* et ses plus humbles *secrétaires;* il se plaint à eux et leur demande seulement de gémir avec lui et de se consoler ensemble :

> Je ne chante, Magny, je pleure mes ennuis,
> Ou, pour le dire mieux, en pleurant je les chante,
> Si bien qu'en les chantant, souvent je les enchante.

Et encore :

> Si les vers ont été l'abus de ma jeunesse,
> Les vers seront aussi l'appui de ma vieillesse;
> S'ils furent ma folie, ils seront ma raison.

Dans ses belles stances de dédicace à M. d'Avanson, ambassadeur de France à Rome, il exprime admirablement, par toutes sortes de gracieuses images, cette disposition plaintive et découragée de son ame : il chante, comme le laboureur, au hasard, pour s'évertuer au sillon; il chante, comme le rameur, en cadence, afin de se rendre, s'il se peut, la rame plus légère. Il avertit toutefois que, pour *ne fâcher le monde de ses pleurs* (car, poète, on pense toujours un peu à ce *monde* pour qui l'on n'écrit pas), il entremêlera une douce satire à ses tableaux, et il a tenu parole : la Rome des satires de l'Arioste revit chez Du Bellay à travers des accens élégiaques pénétrés.

Littérairement, ces *Regrets* de Du Bellay ont encore du charme, à

> Des vers heureux de naître et long-temps murmurés;
> Moi dont les chastes nuits, avant la lampe éteinte,
>
> Ourdiraient des tissus où l'ame serait peinte,
> Ou dont les jeux errans, par la lune éclairés,
> S'en iraient faire un charme avec les fleurs des prés;
> Moi dont le cœur surtout garde une image sainte!
>
> Au tracas des journaux perdu matin et soir,
> Je suis à ce métier comme un Juif au comptoir,
> Mais comme un Juif du moins qui garde en sa demeure,
>
> Dans l'arrière-boutique où ne vient nul chalant,
> Sa Rebecca divine, un ange consolant,
> Dont il rentre baiser le front dix fois par heure.

les lire d'une manière continue. A partir du XXXIIe, il est vrai, ils languissent beaucoup; mais ils se relèvent, vers la fin, par de piquans portraits de la vie romaine. Le style en est pur et coulant;

> Toujours le style te démange,

a-t-il dit très spirituellement du poète-écrivain, dans une boutade plaisante imitée de Buchanan; ici, dans *les Regrets*, évidemment le style le *démange* moins; sa plume va au sentiment, au naturel, même au risque d'un peu de prose. Dans un des sonnets à Ronsard, il lui dit d'un air d'abandon :

> . . . . Je suivrai, si je puis,
> Les plus humbles chansons de ta muse lassée.

Bien lui en a pris; cette lyre un peu détendue n'a jamais mieux sonné; les habitudes de l'art s'y retrouvent d'ailleurs à propos, au milieu des lenteurs et des négligences. Ainsi quelle plus poétique conclusion que celle qui couronne le sonnet XVI, dans lequel il nous représente à Rome trois poètes, trois amis tristes et exilés, lui-même, Magny attaché à M. d'Avanson, et Panjas qui suit quelque cardinal français (celui de Châtillon ou de Lorraine)? Heureux, dit-il à Ronsard, tu courtises là-bas notre Henri, et ta docte chanson, en le célébrant, t'honore :

> Las! et nous cependant nous consumons notre âge
> Sur le bord inconnu d'un étrange rivage,
> Où le malheur nous fait ces tristes vers chanter :
>
> Comme on voit quelquefois, quand la mort les appelle,
> Arrangés flanc à flanc parmi l'herbe nouvelle,
> Bien loin sur un étang trois cygnes lamenter.

Quand Du Bellay fit ce sonnet-là, il avait respiré cet *air subtil* dont il parle en un endroit, et que la Gaule n'aurait pu lui donner, cette divine flamme attique et romaine tout ensemble.

Je suivrais plus longuement Du Bellay à Rome, si, en quelques pages d'un érudit et ingénieux travail (1), M. Ampère ne m'en avait dispensé. Je ne me permettrai d'ajouter qu'une seule remarque aux siennes, et qui rentre tout-à-fait dans ses vues; c'est que Du Bellay, tout en maudissant Rome et en ayant l'air de l'avoir prise *en grippe*, s'y attachait, s'y enracinait insensiblement, selon l'habitude de ceux

(1) *Portraits de Rome à différens âges*, *Revue des Deux Mondes* de juin 1835.

qui n'y veulent que passer et qui s'y trouvent retenus. Le charme opérait aussi, et, ce qui est plus piquant, malgré lui. Il faut l'entendre :

D'où vient cela, Mauny, que tant plus on s'efforce
D'échapper hors d'ici, plus le Démon du lieu
(Et que seroit-ce donc, si ce n'est quelque dieu ?)
Nous y tient attachés par une douce force ?

Seroit-ce point d'amour cette alléchante amorce,
Ou quelque autre venin, dont après avoir beu
Nous sentons nos esprits nous laisser peu à peu,
Comme un corps qui se perd sous une neuve écorce ?

J'ai voulu mille fois de ce lieu m'étranger,
Mais je sens mes cheveux en feuilles se changer,
Mes bras en longs rameaux, et mes pieds en racine.

Bref, je ne suis plus rien qu'un vieil tronc animé,
Qui se plaint de se voir à ce bord transformé,
Comme le myrte anglois au rivage d'Alcine.

Voilà bien, ce me semble, ce magique enchantement de Rome qui fait oublier la patrie; à moins qu'on ne veuille croire que ce charme secret pour Du Bellay, c'était déjà Faustine.

Un bon nombre des sonnets de la dernière moitié des *Regrets* ont la pointe spirituelle, dans le sens français et malin du mot; aussi Fontenelle ne les a-t-il manqués dans son joli recueil choisi de nos poètes. Comme, par les places et les rues de Rome, la dame romaine à démarche grave ne se promène point, remarque Du Bellay, et qu'on n'y voit vaguer de femmes (c'était vrai alors) que celles qui se sont donné l'honnête nom de la cour, il craint fort à son retour en France

Qu'autant que j'en voirai ne me ressemblent telles.

Il se moque en passant de ces magnifiques doges de Venise, de ces vieux Sganarelles (le mot est approchant), surtout quand ils vont en cérémonie épouser la mer,

Dont ils sont les maris et le Turc l'adultère.

Marot en gaieté n'eût pas mieux trouvé, ni *le bon Rabelais* que Du Bellay cite aussi. Il y a de ces sonnets qui, sous air purement spirituel, sont poignans de satire, comme celui dans lequel on voit ces puissans prélats et seigneurs romains qui tout à l'heure se pré-

lassaient pareils à des dieux, se troubler, pâlir tout d'un coup, si Sa Sainteté, de qui ils tiennent tout, a craché dans le bassin un petit filet de sang,

Puis d'un petit souris feindre la sûreté!

Parmi le butin que Du Bellay rapporta de Rome, il m'est impossible de ne pas compter les plus agréables vers qu'on cite de lui, bien qu'ils ne fassent point partie des *Regrets;* mais ils ont été publiés vers le même temps, peu avant sa mort; je veux parler de ses *Jeux rustiques*. C'est naturellement le voyage d'Italie qui mit Du Bellay à la source de tous ces poètes latins de la renaissance italienne, et de Naugerius en particulier, l'un des plus charmans, qu'il a reproduit avec prédilection et, en l'imitant, surpassé. Naugerius, ou Navagero, était ce noble vénitien qui offrit à Vulcain, c'est-à-dire qui brûla ses premières *Sylves* imitées de Stace, quand il se convertit à Virgile, et qui sacrifiait tous les ans un exemplaire de Martial en l'honneur de Catulle. Il ne vivait plus depuis déjà long-temps quand Du Bellay fit le voyage d'Italie; mais ses *Lusus* couraient dans toutes les mains. Or, on sait la jolie chanson de Du Bellay:

UN VANNEUR DE BLÉ AUX VENTS.

A vous, troupe légère,
Qui d'aile passagère
Par le monde volez,
Et d'un sifflant murmure
L'ombrageuse verdure
Doucement ébranlez,

J'offre ces violettes,
Ces lys et ces fleurettes,
Et ces roses ici,
Ces vermeillettes roses
Tout fraîchement écloses,
Et ces œillets aussi.

De votre douce haleine
Eventez cette plaine,
Éventez ce séjour,
Ce pendant que j'ahanne (1)
A mon blé que je vanne
A la chaleur du jour!

(1) *Ahanner*, travailler, fatiguer.

L'original est de Naugerius; il faut le citer pour faire comprendre de quelle manière Du Bellay a pu être inventeur en traduisant :

VOTA AD AURAS.

Auræ quæ levibus percurritis aera pennis,
  Et strepitis blando per nemora alta sono,
Serta dat hæc vobis, vobis hæc rusticus Idmon
  Spargit odorato plena canistra croco.
Vos lenite æstum, et paleas sejungite inanes,
  Dum medio fruges ventilat ille die.

L'invention seule du rhythme a conduit Du Bellay à sortir de la monotonie du distique latin, si parfait qu'il fût, et à faire une villanelle toute chantante et ailes déployées, qui sent la gaieté naturelle des campagnes au lendemain de la moisson, et qui nous arrive dans l'écho.

A simple vue, je ne saurais mieux comparer les deux pièces qu'à un escadron d'abeilles qui, chez Naugerius, est un peu ramassé, mais qui soudainement s'allonge et défile à travers l'air à la voix de Du Bellay. L'impression est tout autre, l'ordre seul de bataille a changé.

Mais voici qui est peut-être mieux. Le même Naugerius avait fait cette autre épigramme :

THYRSIDIS VOTA VENERI.

Quod tulit optata tandem de Leucide Thyrsis
  Fructum aliquem, has violas dat tibi, sancta Venus.
Post sepem hanc sensim obrepens, tria basia sumpsi :
  Nil ultra potui : nam prope mater erat.
Nunc violas, sed, plena feram si vota, dicabo
  Inscriptam hoc myrtum carmine, Diva, tibi :
« Hanc Veneri myrtum Thyrsis, quod amore potitus
  Dedicat, atque una seque suosque greges. »

Ce que Du Bellay a reproduit et déployé encore de la sorte, dans une des plus gracieuses pièces de notre langue :

A VÉNUS.

Ayant, après long désir,
Pris de ma douce ennemie
Quelques arrhes du plaisir
Que sa rigueur me dénie,

Je t'offre ces beaux œillets,
Vénus, je t'offre ces roses
Dont les boutons vermeillets
Imitent les lèvres closes

Que j'ai baisé par trois fois,
Marchant tout beau dessous l'ombre
De ce buisson que tu vois;
Et n'ai su passer ce nombre,

Pour ce que la mère étoit
Auprès de là, ce me semble,
Laquelle nous aguettoit :
De peur encore j'en tremble.

Or' je te donne ces fleurs;
Mais, si tu fais ma rebelle
Autant piteuse à mes pleurs
Comme à mes yeux elle est belle,

Un myrte je dédîrai
Dessus les rives de Loire,
Et sur l'écorce écrirai
Ces quatre vers à ta gloire :

« Thénot, sur ce bord ici,
« A Vénus sacre et ordonne
« Ce myrte, et lui donne aussi
« Ses troupeaux et sa personne. »

N'a-t-on pas remarqué, en lisant, à cet endroit :

. . . .
Imitant les lèvres closes
Que j'ai baisé par trois fois,

comme le sens enjambe sur la strophe, comme la phrase se continue à travers, s'allonge (*sensim obrepit*), et semble imiter l'amant lui-même *glissant tout beau dessous l'ombre?*

De peur encore j'en tremble,

ce vers-là, après le long et sinueux chemin où le poète furtif semble n'avoir osé respirer, repose à propos, fait arrêt et image. Tout dans cette petite action s'enchaîne, s'anime, se fleurit à chaque pas. Du

Bellay, en imitant ainsi, crée dans le détail et dans la diction, tout-à-fait comme La Fontaine (1).

Que si maintenant on joint à ces deux pièces exquises de Du Bellay son admirable sonnet du *petit Liré,* on aura, à côté des pages de *l'Illustration* et comme autour d'elles, une simple couronne poétique tressée de trois fleurs, mais de ces fleurs qui suffisent, tant que vit une littérature, à sauver et à honorer un nom. Le sonnet du *petit Liré* est également imité du latin, mais du latin de Du Bellay lui-même, et le poète a fait ici pour lui comme pour les autres, il s'est embelli en se traduisant. Dans son élégie intitulée *Patriæ desiderium,* il s'était écrié, par allusion à Ulysse :

Felix qui mores multorum vidit et urbes,
Sedibus et potuit consenuisse suis;

et il continuait sur ce ton. Mais voici, sous sa plume redevenue française, ce que cette pensée, d'abord un peu générale, et qui gardait, malgré tout, quelque chose d'un écho et d'un centon des anciens, a produit de tout-à-fait indigène et de natal :

Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage,
Ou comme cettui-là qui conquit la toison,
Et puis est retourné, plein d'usage et raison,
Vivre entre ses parens le reste de son âge!

Quand reverrai-je, hélas! de mon petit village
Fumer la cheminée, et en quelle saison
Reverrai-je le toit de ma pauvre maison,
Qui m'est une province, et beaucoup davantage!

Plus me plaît le séjour qu'ont bâti mes aïeux
Que des palais romains le front audacieux;
Plus que le marbre dur me plaît l'ardoise fine;

Plus mon Loire gaulois que le Tibre latin,
Plus mon petit Liré que le mont Palatin,
Et plus que l'air marin la douceur angevine (2).

(1) Il était si plein de son Naugerius, qu'il s'est encore souvenu de lui dans un passage de ses stances à M. d'Avanson, en tête des *Regrets :*

Quelqu'un dira : De quoi servent ces plaintes?...

C'est inspiré d'un fragment délicieux de Philémon sur les larmes que Naugerius avait traduit, et Du Bellay sans doute l'avait pris là.

(2) Liré, redisons-le avec plus de détail, est un petit bourg au bord de la Loire, au-dessous de Saint-Florent-le-Vieux; il fait partie de l'arrondissement de Beau-

Cette *douceur angevine*, qu'on y veuille penser, est mêlée ici de la romaine, de la vénitienne, de toute celle que Du Bellay a respirée là-bas. Seule et primitive, avant de passer par l'exil romain, elle n'eût jamais eu cette finesse, cette saveur poétique consommée. C'est bien toujours le vin du pays, mais qui a voyagé, et qui revient avec l'arome. Combien n'entre-t-il pas d'élémens divers, ainsi combinés et pétris, dans le goût mûri qui a l'air simple! Combien de fleurs dans le miel parfait! Combien de sortes de nectars dans le baiser de Vénus!

Il est dans l'Anthologie deux vers que le sonnet de Du Bellay rappelle; les avait-il lus? Ils expriment le même sentiment dans une larme intraduisible : « La maison et la patrie sont la grace de la vie : tous autres soins pour les mortels, ce n'est pas vivre, c'est souffrir. »

Enfin Du Bellay quitte Rome et l'Italie; le cardinal a besoin de lui en France et l'y renvoie pour y soigner des affaires importantes. Il repasse les monts, mais non plus comme il les avait passés la première fois, en conquérant et en vainqueur. Quatre années accomplies ont changé pour lui bien des perspectives. Usé par les ennuis, par les chagrins où sa sensibilité se consume, tout récemment encore vieilli par les tourmens de l'amour et par ses trop vives consolations peut-être, il est presque blanc de cheveux (1). Au seuil de ce foyer tant désiré, d'autres tracas l'attendent; les ronces ont poussé; les procès foisonnent. Il lui faudrait, pour chasser je ne sais quels ennemis qu'il y retrouve, l'arc d'Ulysse ou celui d'Apollon.

Adieu donques, Dorat, je suis encor Romain,

préau. On s'y souvient d'un *grand homme* qui y vécut jadis; voilà tout. Il n'y a point de restes authentiques du manoir qu'il habita. — La locution de *douceur angevine*, qui termine le mémorable sonnet, peut paraître réclamer un petit commentaire quant à l'acception précise. J'interroge dans le pays, et on me répond : Ce n'est point une locution proverbiale, ou du moins ce n'en est plus une; mais, indépendamment de l'idée naturelle et générale (*dulces Argos*) qu'un lecteur pur et simple pourrait se contenter d'y trouver, cette expression n'est pas tout-à-fait dénuée d'une valeur relative et locale. Il existe, en effet, sur le compte des Angevins une tradition de *facilité* puisée dans l'abondance de tous les biens de cette vie, dans la suavité de l'air et du sol. Le caractère du bon roi René en donne l'idée. ***Andegavi molles***, disait le Romain.

(1) Jam mea cygneis sparguntur tempora plumis,

dit-il à l'imitation d'Ovide; c'est d'avance comme Lamartine :

Ces cheveux dont la neige, hélas! argente à peine
Un front où la douleur a gravé le passé.

s'écrie-t-il. Ainsi Horace regrette Tibur à Rome et Rome à Tibur; ainsi Martial, à peine retourné dans sa Bilbilis, qui faisait depuis des années l'objet de ses vœux, s'en dégoûte et redemande les Esquilies. Quand Tibulle a décrit si amoureusement la vie champêtre, il était à la guerre près de Messala.

Pour Du Bellay, quelques consolations se mêlèrent sans doute aux nouvelles amertumes, et tous ses espoirs ne furent pas trompés. Ses amis célébrèrent avec transport son retour; Dorat fit une pièce latine; ce fut une fête cordiale des muses chez Ronsard, Baïf et Belleau. Au bout d'un ou de deux ans, et sa santé n'y suffisant plus, Du Bellay se déchargea de la gestion des affaires du cardinal; il sortit pauvre et pur de ce long et considérable service. Il revint à la Muse, et fit ses *Jeux rustiques;* il mit ordre à ses vers de Rome et les compléta; il publia ses poésies latines (Épigrammes, Amours, Élégies) en 1558, et l'année suivante ses sonnets des *Regrets*. Mais une calomnie à ce propos vint l'affliger: on le desservit près du cardinal à Rome. Ses vers étaient le prétexte; mais Du Bellay ne s'en explique pas davantage, et cette accusation est demeurée obscure comme celle qui pesa sur Ovide (1). Que put-on dire? La licence de quelques pièces à Faustine lui fut-elle reprochée? Supposa-t-on malignement que quelques sonnets des *Regrets,* qui couraient avant la publication, atteignaient le cardinal lui-même? Dans ce cas Du Bellay, en les publiant, détruisait l'objection. Toujours est-il qu'il devenait criant qu'un homme de ce mérite et de ce parentage demeurât aussi maltraité de la fortune. Le chancelier François Olivier, Michel de L'Hôpital, tous ses amis s'en plaignaient hautement pour lui. On assure que, lorsqu'il mourut, il était rentré dans les bonnes graces du cardinal, qui allait se démettre en sa faveur de l'archevêché de Bordeaux. Et certes, qui avait fait de Rabelais un curé de Meudon pouvait bien, sans scrupule, faire Du Bellay archevêque. Quelques sonnets de celui-ci à Madame Marguerite, quelques autres de *l'Honnête Amour* qui sentent leur fin, des stances étrangement douloureuses et poignantes intitulées *la Complainte du Désespéré*, semblent dénoter vraiment qu'il s'occupait à corriger les impressions trop vives de ses premières ar-

(1) Dans l'élégie à Morel on lit;

Iratum insonti nostræ fecere Camenæ,
Iratum malim qui vel habere Jovem.
Hei mihi Peligni crudelia fata poetæ
Hic etiam fatis sunt renovata meis...

deurs et à méditer de plus graves affections, *sacrato homine digniora,* dit Sainte-Marthe (1).

Au milieu de son dépérissement de santé, il était devenu *demi-sourd*, et pendant les derniers mois de sa vie cette surdité augmenta considérablement, jusqu'à le condamner à garder tout-à-fait la chambre. Dans son *Hymne de la Surdité* à Ronsard, dans son élégie à Morel, il parle agréablement de cet accident. Jacques Veilliard de Chartres, en son oraison funèbre de Ronsard, dit que Du Bellay chérissait tellement ce grand poète, qu'il tâchait de l'imiter en tout, *jusques à vouloir passer pour sourdaud aussi bien que lui*, quoiqu'il ne le fût pas en effet. « Ainsi les meilleurs disciples de Platon prenoient plaisir à marcher voûtés et courbés comme lui, et ceux d'Aristote tâchoient, en parlant, *de hésiter* et bégayer à son exemple. » Mais cette explication est plus ingénieuse que vraie. La surdité de Du Bellay, trop réelle, précéda seulement l'apoplexie qui l'emporta, et dont elle était un symptôme. Si l'on voulait pourtant plaisanter à son exemple là-dessus, on pourrait dire que Ronsard et lui étaient demi-sourds en effet, et qu'on le voit bien dans leurs vers : ils en ont fait une bonne moitié du côté de leur mauvaise oreille. Et puis, comme certains sourds qui entendent plus juste lorsqu'on parle à demi-voix, ils se sont mieux entendus dans les chants de ton moyen que lorsqu'ils ont embouché la trompette épique ou pindarique.

Du Bellay fut enlevé le 1er janvier 1560, à Paris, six semaines seulement avant que son parent le cardinal mourût à Rome, et moins d'un an après que Martin Du Bellay, frère de ce dernier, était mort à sa maison de Glatigny dans le Maine : inégaux de fortune, mais tous les trois d'une race et d'un nom qu'ils honorent, De Thou les a pu joindre avec éloge dans son histoire. J'ai dit que Joachim mourut à temps : Scévole de Sainte-Marthe a déjà remarqué que ce fut l'année même de la conjuration d'Amboise, et quand les dissensions civiles allaient mettre le feu à la patrie. Ronsard a trop vécu d'avoir vu Charles IX et la Saint-Barthelémy, et d'avoir dû chanter alentour. Du Bellay, d'ailleurs, mourut sans illusion; au moral aussi, il avait blanchi vite. Il avait eu le temps de voir les méchans imitateurs poé-

(1) Du Bellay fut *clerc;* mais fut-il prêtre? ou seulement était-il en voie de le devenir? Il dut quitter l'épée et prendre l'habit de clerc durant son séjour de Rome; car, dans la ville pontificale, on prend cet habit pour plus de commodité, comme ailleurs celui de cavalier. Vers le temps de son retour à Paris, il fut un instant chanoine de Notre-Dame, mais non pas *archidiacre,* comme on l'a dit. Rien ne m'assure que Du Bellay ait jamais dit la messe.

tiques foisonner et corrompre, comme toujours, les premières traces. Il ne pense pas là-dessus autrement que Pasquier et De Thou ; une sanglante épigramme latine de lui en fait foi, et en français même il n'hésite pas à dire :

> Hélicon est tari (1), Parnasse est une plaine,
> Les lauriers sont séchés.....

Quand on en est là, il vaut mieux sortir. Lui donc, le plus pressé des novateurs et en tête de la génération poétique par son appel de *l'Illustration*, il tomba aussi le premier. Quelques autres peut-être, dans les secondaires, avaient disparu déjà. Un intéressant poète, Jacques Tahureau, était mort dès 1555, ainsi que Jean de La Péruse, auteur d'une *Médée*. Olivier de Magny, ami de Du Bellay et que nous avons vu son compagnon à Rome, mourait au retour vers le même temps que lui (1560). Mais Du Bellay, parmi les importans, fit le premier vide; ce fut, des sept chefs de la pleïade, le premier qui quitta la bande et sonna le départ. A l'autre extrémité du groupe, au contraire, Étienne Pasquier, avec Pontus de Tyard et Louis Le Caron, survécut plus de quarante ans encore, et il rassemblait, après 1600, les souvenirs déjà lointains de cette époque, quand déjà Malherbe était venu et régnait, Malherbe qu'il ne nommait même pas.

Les œuvres françaises de Du Bellay ont été réunies au complet par les soins de ses amis dans l'édition de 1569, mainte fois reproduite. Ses reliques mortelles avaient été déposées dans l'église de Notre-Dame, au côté droit du chœur, à la chapelle de Saint-Crépin et Saint-Crépinien. Il y avait eu à Notre-Dame assez d'évêques et de chanoines du nom de Du Bellay pour que ce lui fût comme une sépulture domestique.

Tous les poètes du temps le pleurèrent à l'envi. Ronsard, en maint endroit solennel ou affectueux, évoqua son ombre; Remi Belleau lui consacra un *Chant pastoral*. Colletet, dans sa vie (manuscrite) de notre poète, épuise tous ces témoignages funéraires; mais il va un peu loin lorsque, entraîné par la chaleur de l'énumération, il y met une pièce latine de Bembo, lequel était mort avant que Du Bellay visitât Rome. Le livre des *Antiquités* eut l'honneur d'être traduit en anglais par Spenser. Au XVIIe siècle, le nom de Du Bellay s'est

(1) *Hélicon est tari!* On pourrait voir là une inadvertance, mais elle serait trop invraisemblable chez Du Bellay; je n'y puis voir qu'une hardiesse : il aura mis l'Hélicon montagne pour le Permesse qui y prend sa source.

encore soutenu et a surnagé sans trop d'injure dans le naufrage du passé. Ménage, son compatriote d'Anjou, parle, en une églogue, de

Bellay, ce pasteur d'éternelle mémoire.

Colletet, dans son Art poétique imprimé, remarque que, de cette multitude d'anciens sonnets, il n'y a guère que ceux de Du Bellay *qui aient forcé les temps*. Sorel, Godeau, tiennent compte de sa gravité et de sa douceur. Boileau ne le lisait pas, mais Fontenelle l'a connu et extrait avec goût. Au XVIIIe siècle, Marmontel l'a cité et loué; les auteurs des *Annales poétiques*, Sautreau de Marsy et Imbert, l'ont présenté au public avec faveur. En un mot, cette sorte de modestie qu'il a su garder dans les espérances et dans le talent, a été comprise et a obtenu grace. Lorsque nous-même nous eûmes il y a quelques années, à nous occuper de lui, il nous a suffi à son égard de développer et de préciser les vestiges de bon renom qu'il avait laissés; nous n'avons pas eu à le réhabiliter comme Ronsard. Mais ce nous a été aujourd'hui une tâche très douce pourtant, que de revenir en détail sur lui, et d'en parler plus longuement, plus complaisamment que personne n'avait fait encore. Bien des réflexions à demi philosophiques nous ont été, chemin faisant, suggérées. Les écoles poétiques passent vite; les grands poètes seuls demeurent; les poètes qui n'ont été qu'agréables s'en vont. Il en est un peu de ce que nous appelons les beaux vers comme des beaux visages que nous avons vus dans notre jeunesse. D'autres viendront qui, à leur tour, en aimeront d'autres; — et ils sont déjà venus.

SAINTE-BEUVE.

ÉTUDES HISTORIQUES

ET POLITIQUES

SUR L'ALLEMAGNE.[1]

I. — CONGRÈS DE VIENNE. — L'ACTE FÉDÉRAL.

La constitution actuelle de l'Allemagne étant l'ouvrage du congrès de Vienne, on ne peut en donner une idée exacte si l'on n'a étudié avec soin ce qui fut fait dans cette assemblée, et si l'on ne s'est bien rendu compte des vues qui présidèrent à ses délibérations et des intérêts qui y furent débattus. La tâche du congrès était immense; il ne s'agissait de rien moins que de reconstruire l'édifice politique européen avec les vastes décombres dont la chute de Napoléon avait couvert le sol; et cette œuvre, si difficile par elle-même, il fallait en quelque sorte l'improviser, car les évènemens avaient marché si vite, que tout le monde se trouvait pris au dépourvu. Quelques mois avaient suffi pour changer entièrement la face de l'Europe, et ce n'était pas pendant une guerre si vive, si courte, et dont l'issue était restée incertaine jusqu'au dernier moment, qu'on avait pu mûrir des projets et arrêter des résolutions pour l'avenir. La restauration des

(1) Voyez les livraisons du 15 décembre 1839 et 15 juin 1840.

Bourbons, première conséquence du triomphe des coalisés, n'avait pas été la suite d'un plan formé à l'avance, mais le résultat inattendu de circonstances fortuites qui avaient délivré les puissances du plus grand embarras de leur victoire, la nécessité de régler le sort de la France. Ce premier problème étant résolu, il restait à disposer de la Belgique, de la Pologne, de l'Italie, des provinces rhénanes, d'une partie de l'Allemagne centrale et septentrionale, et à reconstituer le corps germanique. Or, dans ce remaniement général de l'Europe, on était dominé par une idée fixe, celle de créer contre la France une grande force d'agression et de défense, comme si la liberté du monde n'eût jamais dû être menacée que de ce côté. Ce fut dans ce but qu'on créa le royaume des Pays-Bas avec son rempart de forteresses, qu'on établit la Prusse sur la rive gauche du Rhin, qu'on fit à l'Autriche une si énorme part en Italie, qu'on livra la Pologne à la Russie, et qu'on abandonna à l'Angleterre tant d'importantes positions destinées à assurer plus solidement son omnipotence maritime et son monopole commercial. La France, réduite aux limites qu'elle avait eues sous ses derniers rois, paraissait encore trop dangereuse pour qu'on ne dût pas fortifier, par de notables accroissemens de territoire, toutes les puissances rivales : c'est ce qu'on appela rétablir l'équilibre européen. Tout ce qui assurait ce soi-disant équilibre fut jugé suffisamment juste et légitime; on lui immola les droits anciens, les souvenirs historiques, les convenances morales, les intérêts religieux des populations; on ne respecta à quelques égards qu'un certain droit monarchique, pour lequel M. de Talleyrand créa le mot de *légitimité.* Ainsi les pays qui avaient été gouvernés par des dynasties héréditaires furent en général restitués à leurs anciens possesseurs. Quant à ceux qui n'avaient pas eu cet avantage, comme Venise, Gênes, la Pologne, les états sécularisés et médiatisés de l'Allemagne, ils furent considérés comme vacans et disponibles, et on se crut autorisé à les distribuer selon le bon plaisir et les convenances des hautes parties contractantes. C'est ainsi que la destruction de la vieille Europe, opérée par Napoléon, fut ratifiée et légalisée par ses vainqueurs. Comme le dit fort bien Gœrres, « ils se mirent en son lieu et place, et, après avoir proscrit le grand spoliateur de la société européenne, ils jugèrent de bonne prise ce qu'il s'était approprié (1). » Sans doute, les difficultés étaient grandes, on avait les mains liées par des engagemens pris d'avance; certains arrangemens peu conformes

(1) Gœrres, *l'Allemagne et la Révolution.*

aux règles ordinaires de la justice et du droit étaient considérés comme indispensables pour assurer le repos de l'Europe; enfin bien d'autres obstacles de toute espèce se mettaient à la traverse des meilleures intentions. Quoi qu'il en soit, ces obstacles ne furent pas surmontés; aussi les efforts du congrès de Vienne n'ont-ils abouti qu'à une œuvre de circonstance, œuvre incomplète, confuse, incapable de durée, parce qu'on y a tenu plus de compte des exigences du moment que de ces nécessités de tous les temps qui ont leur source dans la nature même des choses; ce qui a conduit la plupart du temps à combiner violemment des élémens hétérogènes et des principes contradictoires.

Les seuls actes du congrès de Vienne dont nous ayons à nous occuper sont ceux qui eurent l'Allemagne pour objet. Il y avait deux questions principales à résoudre: la répartition de ce qu'on appelait les territoires vacans, et la constitution intérieure du pays, qui, aux termes du traité de Paris, devait former une fédération d'états indépendans. L'une et l'autre présentèrent, dès l'abord, des difficultés qui semblaient insurmontables. La première question, celle de la répartition des territoires, se trouvait intimement liée à la question polonaise. L'empereur Alexandre avait à cette époque, on n'en peut pas douter, des intentions réparatrices et désintéressées. Il voulait rétablir un royaume de Pologne qui eût été donné à son frère le grand-duc Constantin ou à son parent le duc d'Oldenbourg. Ce royaume aurait été formé du grand-duché de Varsovie, créé par Napoléon en faveur du roi de Saxe, et où se trouvait comprise la partie de la Pologne prussienne enlevée à Frédéric-Guillaume III par la paix de Tilsitt. Or, la Russie ayant garanti à la Prusse, par le traité de Kalitz, la restitution de ses provinces polonaises, cette dernière puissance ne voulait y renoncer que moyennant une compensation: elle demandait en échange la Saxe, que ses troupes occupaient, qui était considérée comme pays conquis à cause de la fidélité de son roi à Napoléon, et qui donnait en Allemagne à la monarchie prussienne un accroissement tout à sa convenance. Les avantages européens de cette combinaison étaient évidens: elle réparait le plus grand crime politique du siècle précédent, élevait la plus sûre de toutes les barrières entre l'Allemagne et la Russie, et arrondissait la Prusse au lieu de l'éparpiller sur une immense étendue; enfin la France s'y trouvait intéressée par l'espoir de n'avoir pour voisins sur le Rhin que des états de second ordre, ce qui devait prévenir un contact irritant et dangereux. Ce fut pourtant M. de Talleyrand, représentant de la France, qui, poussé par des motifs que l'histoire n'a pas encore bien éclair-

cis, fit la première et la plus vive opposition à cet arrangement. Il plaida la cause de la légitimité du roi de Saxe avec une chaleur presque ridicule dans une telle bouche, dénia au congrès le droit de déposséder une dynastie et de confisquer un royaume, refusa de reconnaître que la souveraineté pût se perdre ou s'acquérir par le seul fait de la conquête, et alla jusqu'à chercher des argumens dans le parti que pourrait un jour tirer la France de la nouvelle situation où l'on voulait placer les membres du corps germanique (1). L'Autriche, à laquelle les souvenirs de la guerre de sept ans faisaient redouter de voir la Prusse établie sur les frontières de la Bohême, et qui sentait d'un autre côté qu'avec le voisinage d'une Pologne indépendante, il lui serait difficile de garder long-temps la Galicie, prit aussi fait et cause pour le roi de Saxe. On entraîna l'Angleterre, qui n'avait aucun

(1) Voici un passage de la note de M. de Talleyrand à M. de Metternich, en date du 19 décembre 1814 : « La question de la Saxe, dit-il, est devenue la plus importante et la première de toutes, parce qu'il n'y en a aucune autre où les deux principes de la légitimité et de l'équilibre soient compromis à la fois et à un aussi haut degré qu'ils le sont par la disposition qu'on a prétendu faire de ce royaume. Pour reconnaître cette disposition comme légitime, il faudrait tenir pour vrai que les rois peuvent être jugés, qu'ils peuvent l'être par celui qui veut et peut s'emparer de leurs possessions; qu'ils peuvent être condamnés sans avoir été entendus, sans avoir pu se défendre; que dans leur condamnation sont nécessairement enveloppés leurs familles et leurs peuples; que la confiscation, que les nations éclairées ont bannie de leur code, doit être, au XIXe siècle, consacrée par le droit général de l'Europe, la confiscation d'un royaume étant sans doute moins odieuse que celle d'une simple chaumière; que les peuples n'ont aucuns droits distincts de ceux de leurs souverains, et peuvent être assimilés au bétail d'une métairie; que la souveraineté se perd et s'acquiert par le seul fait de la conquête; en un mot, que tout est légitime à qui est le plus fort. La disposition que l'on a prétendu faire du royaume de Saxe serait l'équilibre de l'Europe : 1° en créant contre la Bohême une force d'agression très grande; 2° en créant au sein du corps germanique et pour un de ses membres une force d'agression hors de proportion avec les forces de résistance de tous les autres, ce qui mettrait ceux-ci dans un péril toujours imminent, et les forçant de chercher des points d'appui au dehors, rendrait nulle la force de résistance que, dans le système général de l'équilibre européen, le corps entier doit offrir, etc. » Il est évident que ce *point d'appui au dehors,* pour les membres du corps germanique, ne peut être qu'une alliance plus étroite avec la France. D'ailleurs, la pensée du célèbre diplomate s'exprime clairement à ce sujet dans une autre note en date du 2 novembre, où, après avoir parlé des germes de division que sèmerait en Allemagne l'union forcée de la Saxe et de la Prusse, il ajoute ces mots: « La France resterait-elle tranquille spectatrice de ces discordes civiles? Il est plutôt à croire qu'elle en profiterait, et peut-être ferait-elle sagement d'en profiter.» Si je blâme la conduite du plénipotentiaire français dans cette circonstance, ce n'est pas que je veuille me porter défenseur des principes en vertu desquels on voulait exproprier le roi de Saxe, et que je n'adhère pleinement à tout ce qui peut

intérêt direct dans la question, mais qui peut-être se rendit aux argumens de M. de Talleyrand sur le danger d'ouvrir une porte trop large à l'influence française sur le continent. Les dissentimens allèrent si loin sur cette question, qu'ils donnèrent lieu de part et d'autre à des démonstrations hostiles, et qu'on fut au moment de prendre les armes. Une triple alliance fut conclue le 6 janvier 1815 entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, pendant que d'un autre côté le grand-duc Constantin invitait les Polonais à se réunir pour la défense de leur existence politique, et que le comte de Nesselrode déclarait au congrès, au nom de l'empereur, que huit millions d'hommes s'armaient pour reconquérir leur indépendance. Voilà où en étaient venues, au commencement de 1815, les négociations relatives à la double question saxonne et polonaise. On ne s'entendait guère mieux

être dit contre cette application du droit du plus fort, qui, suivant les expressions de la note citée plus haut, *assimile les peuples au bétail d'une métairie*. Mais, avec des convictions si intraitables sur tout ce qui pouvait violer la justice et le droit des nations, il y avait bien peu d'actes du congrès auxquels M. de Talleyrand ne dût refuser son concours. Il fallait s'opposer à ce qu'on enlevât la Norvége au roi de Danemark, à ce qu'on donnât la république de Gênes au roi de Sardaigne, et celle de Venise à l'empereur d'Autriche, à tant d'autres actes qui n'étaient possibles que parce qu'on reconnaissait très positivement que *les peuples n'ont aucuns droits distincts de ceux de leurs souverains, et que la souveraineté se perd et s'acquiert par le seul fait de la conquête*. Il ne fallait pas réserver son opposition pour le seul cas peut-être où les projets des puissances fussent en harmonie avec le véritable équilibre de l'Europe et avec les intérêts de la France. D'ailleurs, il y avait dans la réunion proposée des convenances qui lui ôtaient une partie de ce qu'elle présentait d'odieux. Les Saxons, unis à la Prusse, auraient été soumis à un prince de même race, de même langue, de même religion; il n'y avait pas d'incompatibilité naturelle et invincible entre eux et les Prussiens, et ce n'était pas là un de ces amalgames impossibles comme quelques-uns de ceux qui furent tentés alors. Le roi de Saxe, prince catholique, aurait reçu en Westphalie ou sur le Rhin des sujets allemands et catholiques, ce qui aurait prévenu les collisions fâcheuses entre l'église et l'état qui devaient s'élever quelques années plus tard. Enfin, il est de fait que, pour vider le différend, on a fini par enlever au roi de Saxe, *sans compensation*, la moitié de son royaume, et M. de Talleyrand y consentait d'avance, comme le prouve un passage de sa note. Mais apparemment cette moitié n'appartenait pas moins légitimement au roi que celle qu'on lui laissait, et la confiscation d'une portion si notable n'était pas plus justifiable en droit que celle du tout. Nous le répétons donc, le plénipotentiaire français, s'il y avait eu chez lui quelque peu de patriotisme et de bonne foi, devait ou protester absolument, et dans tous les cas, contre le système de droit public adopté par le congrès, ou, laissant de côté des principes que personne n'était disposé à prendre au sérieux, ne considérer les diverses questions qui se présentaient que dans leurs rapports avec les intérêts de la France.

sur les autres arrangemens territoriaux à faire en Allemagne, non plus que sur l'établissement de la constitution germanique. Le principe avait été posé d'une manière vague et générale par l'article du traité de Paris où il était dit : « Les états de l'Allemagne seront indépendans et unis par un lien fédéral. » Restait à savoir de quelle nature serait ce lien, jusqu'où irait cette indépendance, et de quelle manière les deux choses se concilieraient. Les cinq principales puissances allemandes, l'Autriche, la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre, qui de sa propre autorité avait changé le bonnet électoral en couronne royale (1), se réunirent pour délibérer sur cette importante et difficile question. Les autres états, dont les souverains ne portaient pas le titre de roi, ne furent pas admis à ce conseil, à leur grand mécontentement, et formèrent avec les villes libres une seconde assemblée des actes de laquelle on ne paraissait pas vouloir tenir beaucoup de compte. Plusieurs projets furent successivement présentés dans le comité des cinq cours. Malgré le vœu d'une partie des populations et de quelques princes du second ordre, l'idée de rétablir la dignité impériale fut abandonnée dès le principe. La maison d'Autriche, pour laquelle cette dignité n'avait été dans les derniers temps qu'un fardeau et un obstacle, n'était pas disposée à la reprendre à des conditions plus défavorables encore que celles que présentait la constitution de l'ancien empire; or, elle savait bien qu'il n'était pas possible d'en obtenir d'autres avec des électeurs, devenus rois, qui, aux termes des traités, réclamaient l'indépendance absolue et la plénitude de la souveraineté. Cette indépendance et cette souveraineté n'étaient guère compatibles avec la notion même d'état fédératif qui implique de la part de chaque membre l'abandon d'une portion de ses droits au profit de la communauté; mais les princes du second ordre surtout ne voulaient pas entendre parler de concessions sur cet article. On proclamait à haute voix la nécessité d'un lien étroit entre les membres du corps germanique, mais on ne consentait à rien de ce qui eût été nécessaire pour resserrer ce lien. L'Autriche et la Prusse voulaient un système qui plaçât la confédération sous leur influence égale (2), et qui leur donnât, tant qu'elles

(1) Le roi de Saxe, dont les états étaient sous le séquestre, et dont le sort n'était pas fixé, ne fut pas admis à prendre part à ces délibérations.

(2) « Sa majesté impériale, écrivait le prince de Metternich au prince de Hardenberg, vise à établir l'équilibre le plus complet entre l'influence que l'Autriche et la Prusse se trouveraient appelées à exercer en Allemagne. » (Lettre du 22 octobre 1814.)

resteraient unies, la direction générale des affaires de l'Allemagne. Ce fut là la base des premiers projets où le conseil fédéral suprême était toujours composé de manière à ce que les deux grandes puissances y eussent la majorité absolue des voix. Ce plan échoua contre l'opposition des états secondaires, qui pensaient avec quelque raison que la seule force des choses donnerait toujours à l'Autriche et à la Prusse une assez grande prépondérance pour qu'il ne fût pas nécessaire de la leur assurer par un article de la constitution : des mois se passèrent sans qu'on pût s'entendre à ce sujet.

Un autre point non moins difficile à régler était la position particulière des sujets de la confédération, tant vis-à-vis des souverains particuliers que vis-à-vis de l'autorité fédérale. Pour exciter la nation à se soulever contre Napoléon, on avait fait retentir le mot de liberté à ses oreilles, et les proclamations des puissances contenaient à cet égard les promesses les plus solennelles : ces promesses, on avait l'intention de les tenir, mais il s'agissait de savoir comment et dans quelle mesure. On tombait assez généralement d'accord que des constitutions d'états territoriaux devaient être rétablies ou introduites dans les divers pays de l'Allemagne; seulement il restait à décider si ces constitutions seraient prescrites par l'acte fédéral, si on conserverait les vieilles formes ou si on en introduirait de nouvelles, enfin si l'on établirait un *minimum* de droits politiques que tout souverain serait tenu d'accorder à ses sujets : ces divers points donnaient lieu à de graves dissentimens. L'Autriche, malgré ses traditions et les difficultés particulières de sa situation, paraissait disposée à plus de concessions qu'on n'aurait eu le droit d'en attendre de sa part. Quant à la Prusse, elle se prononçait hautement à cette époque en faveur des idées libérales. Les réformes opérées dans sa législation et son administration, par les ministres Stein et Hardenberg, lui rendaient plus facile peut-être qu'à aucun des autres états allemands l'établissement d'une constitution représentative (1); puis l'impulsion qu'elle avait donnée au mouvement de 1813, et la place qu'elle avait conquise dans les sympathies de l'Allemagne, lui faisaient croire qu'elle pourrait tenter avec succès cette expérience. Elle espérait augmenter encore par là son immense popularité et rallier exclusivement à

(1) « A l'époque du congrès de Vienne, dit un écrivain, la Prusse était incomparablement le plus avancé de tous les états allemands et celui qui pouvait le plus facilement établir une représentation de la nation, parce qu'il s'y était préparé depuis long-temps. » (*Die Zeitgenossen,* Vie de Hardenberg.)

elle la portion la plus active et la plus éclairée de la nation (1). Le Hanovre, de son côté, agissait dans le sens des idées anglaises : il demandait qu'on assurât aux états de chaque pays le droit de concourir librement à l'assiette des contributions, de participer à la confection des lois nouvelles, de surveiller l'emploi des impôts consentis et de demander la punition des fonctionnaires publics coupables de malversation. La note présentée le 21 octobre par le plénipotentiaire hanovrien contenait à cet égard des considérations remarquables : « Le gouvernement représentatif, disait-elle, a été de droit commun en Allemagne depuis les temps les plus reculés. Dans beaucoup d'états, ses principales dispositions reposaient sur des traités entre le souverain et ses sujets, et même, dans les pays où les constitutions d'états ne furent pas conservées, les sujets avaient certains droits importans que les lois de l'empire reconnaissaient et protégeaient... Il n'y a pas d'idée de despotisme impliquée dans l'idée de la souveraineté. Le roi de la Grande-Bretagne est incontestablement aussi souverain qu'aucun autre prince en Europe, et les libertés de son peuple fortifient son trône au lieu de le miner. » La Bavière et le Wurtemberg, au contraire, repoussaient toute proposition de ce genre, comme ne pouvant se concilier avec la plénitude de souveraineté qui leur avait été conférée par le traité de Presbourg et l'acte de la confédération du Rhin, et que les traités particuliers de 1813 leur avaient garantie. Le plénipotentiaire bavarois déclara que son souverain ne consentirait jamais à ce que ses sujets pussent avoir recours contre lui au conseil fédéral. L'envoyé de Wurtemberg déclara également qu'il avait pour instructions de n'accéder à aucune disposition qui pût restreindre les prérogatives des princes dans l'intérieur de leurs états : l'acte fédéral, selon lui, ne devait pas faire mention des droits des individus à l'égard de leurs souverains. Le plénipotentiaire hanovrien répondit que le prince régent ne pouvait pas admettre que les changemens qui avaient eu lieu en Allemagne eussent donné aux princes des droits de souveraineté despotique sur leurs sujets, ni que le renversement de la constitution germanique eût pu légitimer celui de la constitution particulière des divers états, encore moins que les conventions conclues par les princes allemands

(1) « Les Prussiens disent qu'ils appellent et appelleront par système tous les gens de talent à leur service, imaginant qu'en possédant l'intelligence de l'Allemagne, le reste ne sera qu'un *caput mortuum* qui pliera devant leur aigle. » (Gagern, *Mein Antheil an der Politik*, tom. II, pag. 188.)

avec Bonaparte, ou les traités faits plus tard avec les puissances alliées, eussent pu leur conférer des droits sur leurs sujets qu'ils n'auraient pas légitimement possédés antérieurement. Avec des dissidences aussi tranchées, il n'était pas aisé d'arriver à un résultat : aussi fut-on bientôt obligé de suspendre les délibérations. Le 16 novembre 1814, le roi de Wurtemberg fit déclarer par son plénipotentiaire qu'on ne pouvait prendre un parti définitif tant qu'on ne connaîtrait pas avec précision l'état des possessions de chaque prince, et que l'intérêt de sa monarchie et de sa maison ne lui permettait pas de contracter des obligations sur un point particulier avant qu'on lui eût communiqué le plan général de l'ensemble et les développemens qui manquaient encore. A dater de ce moment, le comité des cinq puissances cessa de s'assembler, et on ne s'occupa plus officiellement de l'organisation de l'Allemagne. Seulement les ministres des princes du second ordre et des villes libres continuèrent leurs délibérations, quoique n'ayant pas qualité pour rien décider, et demandèrent sans succès la réunion de tous les états allemands.

Il est difficile d'imaginer comment tant de divisions auraient pu cesser et tant de divergences se mettre d'accord, si la nouvelle du débarquement de Bonaparte en France, et bientôt après celle de son installation aux Tuileries, n'étaient venues tomber comme un coup de foudre au milieu des négociations du congrès et mettre un terme aux lenteurs et aux incertitudes. On eût dit que l'Europe était incapable de rien conclure sans l'intervention de son ancien dominateur. Devant le danger commun, les dissentimens s'effacèrent et les alliances se renouèrent. Chacun fit quelques concessions au moyen desquelles on put régler sommairement les questions territoriales, et on se prépara en toute hâte à une lutte où il fallait être victorieux pour que les décisions qu'on venait de prendre eussent quelque valeur. La question de la constitution de l'Allemagne fut résolue sous l'empire des mêmes nécessités. La Prusse et l'Autriche se concertèrent pour présenter un projet qui pût servir immédiatement de base aux délibérations; des conférences commencèrent le 23 mai, et le 8 juin l'acte fondamental de la confédération germanique était signé. Quelques-unes des parties contractantes, notamment la Prusse et le Hanovre, déclarèrent qu'elles ne donnaient leur signature que parce qu'il valait mieux avoir une confédération imparfaite que de n'en pas avoir du tout; elles exprimèrent l'espoir que la diète germanique constituée par l'acte fédéral en corrigerait les défectuosités

et en remplirait les lacunes. Le Wurtemberg ne prit point part aux délibérations et n'accéda à la confédération que le 1er septembre.

On sait assez comment fut résolue la question polonaise. L'espoir qu'avaient fait naître les bonnes intentions de l'empereur Alexandre s'évanouit, et la Pologne fut partagée de nouveau entre les trois complices du partage primitif. Le roi de Saxe garda son titre, sa capitale et à peu près la moitié de ses états. Le reste fut donné à la Prusse avec de nouveaux territoires en Westphalie et la plus grande partie des pays situés sur la rive gauche du Rhin. Ces acquisitions, jointes à celles du traité de Lunéville, dans lesquelles la Prusse rentrait de plein droit, formaient un état nouveau, une fois plus peuplé et plus riche que ne l'avait été la monarchie du grand Frédéric. L'Autriche ne reprit en Allemagne que le Tyrol et Salzbourg; toute son ambition sembla se porter vers l'Italie, où elle se fit donner, sous le nom de royaume lombardo-vénitien, toute la partie de ce beau pays comprise entre le Tesin, le Pô, la mer Adriatique et les Alpes. Les territoires allemands disponibles qui n'avaient pas été adjugés à la Prusse servirent à indemniser la Bavière de la perte du Tyrol et de Salzbourg, et à donner à quelques autres états des limites à leur convenance. Les anciens membres de la confédération du Rhin conservèrent les avantages que leur avait faits Napoléon, à l'exception du prince primat qui avait renoncé antérieurement à son grand-duché de Francfort, du grand-duc de Wurzbourg auquel la Toscane fut restituée, et de quelques petits princes punis de la médiatisation à cause de leur fidélité à la France. Les souverains dont la dépouille avait servi à former le royaume de Westphalie, s'étaient remis en possession pendant le cours de la guerre; quelques-uns d'entre eux reçurent un accroissement de territoire, notamment le roi de Hanovre. Les ducs d'Oldenbourg, de Mecklenbourg et de Saxe-Weimar reçurent le titre de grands-ducs. On fit aussi un grand-duché de la province de Luxembourg, laquelle, bien qu'annexée au royaume des Pays-Bas, dut faire partie de la confédération germanique. Quatre villes libres recouvrèrent leur existence politique : ce furent Francfort, destinée à être le siége de la diète, et les trois villes hanséatiques, Brême, Lubeck et Hambourg. La défaite de Napoléon à Waterloo rendit possible la mise à exécution de tous ces arrangemens, et le second traité de Paris enleva encore à la France quelques parcelles du territoire qui lui avait été laissé.

Nous avons vu au milieu de quelles circonstances fut enfanté l'acte

constitutif de la confédération germanique; il faut maintenant examiner cet acte en lui-même et en faire connaître les principales dispositions. « Les princes souverains et les villes libres d'Allemagne, dit l'art. 1er, en comprenant dans cette transaction LL. MM. l'empereur d'Autriche, les rois de Prusse, de Danemark et des Pays-Bas, et nommément l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse pour toutes celles de leurs possessions qui ont anciennement appartenu à l'empire germanique, le roi de Danemark pour le duché de Holstein, et le roi des Pays-Bas pour le grand-duché de Luxembourg, établissent entre eux une confédération perpétuelle qui portera le nom de confédération germanique. » L'art. 2 indique le but de cette confédération, qui est « le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des états confédérés. » Suivant l'art. 3, « les membres de la confédération comme tels sont égaux en droits; ils s'obligent tous également à maintenir l'acte qui constitue leur union. » L'égalité entre les confédérés est, comme on voit, posée en principe, et le projet de conférer à l'Autriche et à la Prusse une suprématie légale a échoué contre la résistance des états de second ordre. Sans doute les grandes puissances sauront plus tard se faire la part du lion; mais elles ne pourront établir leur prépondérance que par la voie diplomatique, et en mettant au service des intérêts communs à tous les princes leur force supérieure et l'ascendant naturel que cette force leur assure.

L'article 4 confia les affaires de la confédération à une diète fédérative dans laquelle tous les membres doivent voter par leurs plénipotentiaires, soit individuellement, soit collectivement, de la manière suivante : Autriche, une voix; Prusse, une voix; Bavière, une voix; Saxe, une voix; Hanovre, une voix; Wurtemberg, une voix; Bade, une voix; Hesse-Électorale, une voix; Hesse Darmstadt, une voix; Danemark, pour le Holstein, une voix; Pays-Bas, pour Luxembourg, une voix; maisons grand-ducale et ducales de Saxe, une voix; Brunswick et Nassau, une voix; Mecklenbourg-Schwerin et Strelitz, une voix; Holstein Oldenbourg, Anhalt et Schwarzbourg, une voix; Hohenzollern, Liechtenstein, Reuss, Schaumbourg-Lippe, Lippe et Waldeck, une voix; les villes libres de Lubeck, Francfort, Brême et Hambourg, une voix : total, dix-sept voix. Les quatre articles suivans sont relatifs à l'organisation de la diète et à la forme de ses délibérations. C'est l'Autriche qui a la présidence, mais chaque état ayant le droit de faire des propositions qui doivent être mises en délibération dans un temps fixé, cette présidence n'est guère qu'honorifique.

La diète a deux manières de délibérer. Habituellement, elle se forme en assemblée ordinaire (*engere Rath*), avec dix-sept voix réparties comme on l'a vu plus haut; mais, lorsqu'il s'agit « de lois fondamentales à porter, de changemens à faire dans celles qui existent, de mesures à prendre par rapport à l'acte fédéral lui-même, d'institutions organiques ou d'autres arrangemens d'un intérêt commun à adopter, » la diète doit se former en assemblée plénière ou générale (*plenum*), auquel cas la distribution des voix est calculée sur l'étendue respective des états; alors chacun des trente-huit membres vote séparément. L'Autriche et les cinq rois allemands ont chacun quatre voix; Bade, les deux Hesses, le Danemark pour le Holstein, les Pays-Bas pour le Luxembourg, chacun trois; Brunswick, Mecklenbourg-Schwerin et Nassau, chacun deux; les vingt-quatre autres princes et villes libres, chacun une : le total est alers de soixante-neuf voix. C'est l'assemblée ordinaire qui décide si une question sera portée à l'assemblée générale et qui prépare les projets de résolutions qui doivent être portés à celles-ci. Dans la première, les décisions se prennent à la majorité absolue, et en cas de partage la voix du président est prépondérante; dans la seconde, les deux tiers des voix sont nécessaires pour prendre une résolution. Cette majorité même ne suffit pas, et il faut l'unanimité « quand il s'agit de l'acceptation ou du changement de lois fondamentales, d'institutions organiques, de droits individuels ou d'affaires de religion. » La diète est permanente; elle peut cependant, lorsque les points soumis à sa délibération se trouvent réglés, s'ajourner à une époque fixe, mais pas au-delà de quatre mois. Les articles 9 et 10 fixent l'ouverture de la diète au 1er septembre 1815. Le premier objet à traiter par elle doit être « la rédaction des lois fondamentales de la confédération et de ses institutions organiques, relativement à ses rapports extérieurs, militaires et intérieurs. » L'article 11 est relatif à l'indépendance et à la sûreté extérieure de la confédération. Les états qui la composent s'engagent à défendre non-seulement l'Allemagne entière, mais chaque état particulier de l'union, s'il est attaqué, et se garantissent mutuellement toutes celles de leurs possessions qui se trouvent comprises dans cette union. Lorsque la guerre est déclarée par la confédération, aucun membre ne peut entamer de négociations particulières avec l'ennemi, ni faire la paix ou un armistice sans le consentement des autres. Les membres de la confédération se réservent pourtant le droit de faire des alliances, mais en s'obligeant à ne contracter aucun engagement qui serait dirigé contre la sûreté de la confédération ou des états qui la

composent. Ils s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la diète qui doit essayer la voie de la médiation. « Si ce moyen ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégal (*austraegal instanz*) bien organisé auquel les parties contendantes se soumettront sans appel. » Il n'y a rien de plus sur la question si importante d'un tribunal fédéral que plusieurs puissances, entre autres la Prusse, avaient déclaré être la pierre angulaire de l'édifice germanique. Cette question est éludée et renvoyée à l'avenir, comme toutes celles sur lesquelles les dissentimens étaient trop prononcés. L'article 13, qui est relatif aux constitutions à établir, est d'un laconisme extraordinaire; il est ainsi conçu : « Dans tous les états allemands, il y aura une constitution d'états territoriaux (*landstaendische Verfassung*). » Il n'est dit ni si ces constitutions doivent être établies dans un délai fixé, ni quelles bases communes elles devront avoir, ni dans quels rapports elles se trouveront avec la constitution fédérale. « Qu'aurait-on dit sous le roi Jean en Angleterre, avait observé M. de Gagern lors de la discussion de cet article, si l'on avait décrété : Il y aura une grande charte ou un parlement, sans déterminer ce qu'il y aura dans celle-là ou ce qui sera traité dans celui-ci? »

L'article 14 est consacré à régler la position des médiatisés. Environ quatre-vingts princes ou comtes avaient été dépouillés par l'établissement de la confédération du Rhin, ou par des actes postérieurs, des droits honorifiques et utiles qui en faisaient autant de petits souverains. Ils avaient espéré avoir, eux aussi, leur restauration, et ils avaient vivement réclamé auprès du congrès le rétablissement de leur souveraineté, leur admission à la diète et une indemnité pour les pertes qu'ils avaient éprouvées. L'Autriche et la Prusse désiraient qu'on leur accordât des voix collégiales; la Bavière, le Wurtemberg et la Hesse grand-ducale s'y opposèrent, et on convint que cette question aussi serait renvoyée à la diète (1). L'article 14 énumère les honneurs, les droits et priviléges qu'on juge compatibles avec la souveraineté des princes dont ils sont devenus les sujets. 1° Ils conservent le droit d'égalité de naissance (*Ebenburtigkeit* (2). 2° Les

(1) Il est dit dans l'article 6 de l'acte fédéral que la diète, en s'occupant des lois organiques de la confédération, examinera si l'on doit accorder quelques voix collectives aux anciens états d'empire médiatisés. Par le fait, ces voix ne leur furent point accordées.

(2) Dans les maisons souveraines de l'Allemagne, les enfans nés d'une mésalliance

chefs de ces familles sont les premiers membres de l'état auquel ils appartiennent. Ainsi, dans les pays où il y a deux chambres, ils sont membres nés de la première; eux et leurs familles forment la classe la plus privilégiée particulièrement sous le rapport de l'impôt. 3° Ils continuent de jouir de tous les droits et avantages attachés à leur propriété qui n'appartiennent ni au pouvoir suprême ni aux prérogatives des gouvernemens, tels que ceux établis par leurs anciens contrats de famille, le privilége d'être jugés par des tribunaux spéciaux, l'exercice de la justice civile et criminelle en première et quelquefois en seconde instance, la juridiction forestière, la police locale, la surveillance des églises, des écoles et des fondations pieuses, etc., toutefois en se conformant aux lois du pays qu'ils habitent, à sa constitution militaire, et en restant sous la haute surveillance des gouvernemens. Quelques-uns de ces priviléges sont accordés à l'ancienne chevalerie d'empire (*Reichsritterschaft*). « Dans les provinces séparées de l'empire par la paix de Lunéville, et qui y ont été réunies de nouveau, ces principes doivent subir dans leur application les restrictions que les circonstances rendent nécessaires. » Ce dernier paragraphe s'applique aux pays qui avaient fait partie de l'empire français et où la suppression de tous les droits seigneuriaux avait changé les fiefs en propriétés libres. Il est évident que, dans ces pays, l'aristocratie ne pouvait pas être rétablie dans ses anciens droits sans un bouleversement général de tous les rapports existans. Elle pouvait l'être jusqu'à un certain point sur la rive droite du Rhin, parce que la plupart des priviléges mentionnés plus haut n'avaient pas cessé d'exister au profit de la noblesse immédiate, spécialement en Bavière où le gouvernement l'avait traitée assez favorablement. Ce fut même en général l'ordonnance bavaroise qu'on prit pour base en réglant les avantages qu'on trouvait juste de faire aux médiatisés, puisque les engagemens contractés, les considérations politiques, la nécessité où l'on croyait être de diminuer autant que possible le nombre des petits états, ne permettaient pas de leur rendre l'existence indépendante dont Napoléon les avait dépouillés. Du reste, quelques priviléges que leur assurât l'acte fédéral, ces avantages étaient bien au-dessous de leurs espérances et de leurs prétentions. Aussi un grand nombre de maisons médiatisées protestèrent-elles le 13 juin contre ces dispositions.

Quelques princes seulement avaient trempé dans la médiatisation,

n'ont pas droit à la succession. On considère comme mésalliance tout mariage conclu avec une femme dont la famille n'a point ce droit d'*Ebenburtigkeit*.

tandis qu'il n'y en avait aucun qui n'eût pris part à la sécularisation et qui n'en eût largement profité; de là vint sans doute qu'on fit quelque chose pour l'aristocratie et qu'on ne fit rien pour l'église catholique. On garantit les pensions accordées aux membres de l'ancien clergé par la résolution d'empire du 25 février 1803, mais rien ne fut réglé quant au rétablissement des évêchés, à la dotation de l'église, à l'accomplissement des promesses faites à Ratisbonne lors de la sécularisation, et qui pour la plupart n'avaient pas été tenues. L'église catholique d'Allemagne ne pouvait guère prétendre à ce qu'on lui rendît son ancienne position politique, mais il eût été juste et habile de ne pas l'abandonner aux caprices des princes, de lui assurer une existence convenable et de lui garantir dans l'ordre spirituel au moins une partie de l'indépendance qu'elle avait possédée autrefois en vertu de la constitution de l'empire. D'ailleurs, ce point important n'avait pas été laissé dans l'oubli lors de la discussion de l'acte fédéral, car le projet présenté par la Prusse et l'Autriche contenait un article ainsi conçu : « La religion catholique en Allemagne recevra, sous la garantie de la confédération, une constitution aussi uniforme que possible par laquelle elle ne fera qu'un corps et qui lui assurera les moyens de pourvoir à ses besoins. » Mais cet article fut rejeté à la demande de la Bavière; et en effet il ne résolvait aucune question, puisqu'il se bornait à promettre une constitution sans déterminer quelles en seraient les bases et sans dire qui aurait qualité pour la décréter. Il valait mieux ne rien dire que de poser des règles aussi vagues et susceptibles de tant d'interprétations diverses; aussi se borna-t-on, en ce qui concernait la religion, à déclarer que « la différence des communions chrétiennes dans toute l'étendue de la confédération n'apporterait aucune différence dans la jouissance des droits civils et politiques. » L'Autriche et la Prusse auraient désiré que le bénéfice de l'égalité des cultes s'étendît aux juifs, mais l'opposition de quelques états secondaires ne le permit pas, et l'on renvoya à la diète, comme toujours, le soin d'examiner « comment on pourrait améliorer l'état civil de ceux qui professent la religion juive et jusqu'à quel point on pourrait leur accorder la jouissance des droits civils contre l'acceptation de tous les devoirs du citoyen. »

L'article 18 est relatif aux droits individuels assurés à tous les sujets de la confédération; ces droits sont sans doute fort modestes, et la liste n'en est pas longue. Ce sont : 1° celui d'acquérir et de posséder des immeubles en dehors des limites de l'état qu'ils habitent, sans pour cela être soumis dans un état étranger à plus de charges et de

taxes que les sujets de ce pays; 2° de passer librement d'un état de la confédération dans un autre qui consent évidemment à les recevoir comme sujets; 3° d'y prendre du service civil et militaire; 4° de porter leur fortune d'un état dans un autre sans être soumis au droit de détraction ou d'émigration (*jus detractus*, *gabella emigrationis*). La liberté de la presse est nommée dans le même article, mais c'est encore une question renvoyée à la diète qui doit s'occuper, lors de sa première réunion, de la rédaction de lois uniformes sur ce point. L'article 19 réserve encore à la diète les délibérations sur les mesures relatives aux rapports commerciaux des différens états entre eux, ainsi qu'à la navigation des fleuves. L'article 20, qui est le dernier, est de pure forme.

Telle est, sauf quelques dispositions transitoires ou de peu d'importance, l'analyse exacte de l'acte qui a constitué la confédération germanique, acte moins remarquable peut-être par ce qu'il dit que par ce qu'il passe sous silence. Aux réflexions sommaires dont nous avons accompagné ces principaux articles, nous ajouterons quelques considérations sur la situation nouvelle où les traités de Vienne ont placé l'Allemagne.

Et d'abord il est bien évident que l'ordre de choses établi par l'acte fédéral de 1815 n'est rien moins qu'une restauration du passé; c'est une organisation qui n'a rien de commun avec la constitution du saint empire romain; c'est une tentative faite dans des voies non encore parcourues, afin de satisfaire au double besoin d'unité et d'indépendance réveillé tout récemment chez les peuples germaniques. Il n'y a plus d'empereur, plus d'électeurs, plus de hiérarchie entre les princes, mais seulement une alliance entre des souverains légalement égaux. On a emprunté à l'ancien empire l'idée d'une diète permanente; mais la composition en est toute changée, puisque ni l'église, ni la noblesse, ni les villes (1), n'y sont plus représentées. L'ancienne diète avait trois colléges indépendans les uns des autres; ses décisions avaient besoin de la ratification de l'empereur pour acquérir force de loi. La nouvelle forme une assemblée unique et souveraine qui ne reconnaît aucune autorité au-dessus d'elle. Tout est changé également dans la situation des membres du corps germanique : ce n'est plus sur la bulle d'or, ni sur les capitulations électo-

(1) Il y a bien quatre villes libres, ayant à elles toutes une voix dans l'assemblée ordinaire de la diète; mais qu'est-ce que cela auprès de l'ancien collége des villes, qui délibérait de son côté et dont le consentement était nécessaire pour une résolution d'empire?

rales qu'ils font reposer leurs prérogatives, c'est sur les décrets d'un conquérant étranger, qui leur a distribué de nouveaux titres, de nouvelles provinces, et qui a substitué à leur autorité, limitée jadis par en haut et par en bas, ce qu'ils se plaisent à nommer la plénitude de la souveraineté. Quelques-uns, dépouillés par Napoléon, rentrent en possession de leurs états; mais, comme on ne les juge pas de pire condition que les autres, on trouve juste qu'ils se mettent à leur niveau par l'éclat des titres et l'étendue du pouvoir. L'équilibre de l'ancien empire n'est pas moins complètement bouleversé. L'Autriche, avec la dignité impériale, a perdu les points d'appui qu'elle trouvait autrefois dans les souverainetés ecclésiastiques et dans la foule des petits princes. Tournant son ambition d'un autre côté, elle n'aspire plus à d'autre influence en Allemagne qu'à celle que peut lui procurer son union avec la Prusse. Elle abdique par le fait, au profit de son ancienne rivale, une prépondérance dont elle était jadis si jalouse. Tandis qu'elle se retire et se concentre au sud-est pour surveiller et contenir ses possessions slaves et italiennes, la Prusse, devenue, grace à son énorme part dans les dépouilles de l'église, la grande puissance allemande, s'allonge démesurément vers l'ouest, s'asseoit sur le Rhin et sur la Moselle, et prend, pour ainsi dire, à revers l'Allemagne méridionale. Ses forces, il est vrai, sont disséminées sur une immense étendue; mais cet inconvénient est compensé par l'avantage d'avoir partout des positions au moyen desquelles aucun point de la confédération ne peut plus se soustraire à son action. Avec son empire s'étend et s'agrandit l'influence protestante, désormais sans contre-poids. Le catholicisme, réduit à deux voix dans le conseil suprême de la confédération (1), échange son ancienne prééminence contre une position subalterne, et les catholiques allemands, malgré leur supériorité numérique (2), ne peuvent plus

(1) L'Autriche et la Bavière ont une voix chacune dans l'assemblée ordinaire de la diète. Trois petits princes catholiques, Hohenzollern-Sigmaringen, Hohenzollern-Hechingen et Liechtenstein, n'ont qu'une voix en commun avec cinq princes protestans. Le roi de Saxe, à la vérité, professe la religion catholique; mais son royaume est un des centres les plus actifs du protestantisme. Dans l'ancien empire, il faisait partie du corps des évangéliques, et il est notoire que dans la nouvelle diète il ne représente et ne peut représenter que l'intérêt protestant. Les catholiques ont donc deux voix sur dix-sept dans l'assemblée ordinaire, ou onze sur soixante-neuf dans l'assemblée générale.

(2) D'après l'évaluation de Hassel, la confédération compte quinze millions de catholiques et un peu plus de treize millions de protestans; le catholicisme a donc la majorité dans le peuple, mais il est en très faible minorité parmi les princes, et ce sont les princes seuls qui comptent.

espérer que leurs intérêts soient comptés pour quelque chose dans la direction de la politique nationale.

Quoique le congrès de Vienne ait sanctionné bien des usurpations et consacré bien des injustices, quoiqu'il ait manqué à bien des promesses et trompé bien des espérances, il lui a été beaucoup pardonné par les Allemands, à cause de la satisfaction qu'il s'est efforcé de donner au plus cher de leurs vœux, celui de l'unité et de l'indépendance nationales. C'était la haine de l'oppression étrangère qui avait amené le mouvement de 1813, et qui, pour la première fois depuis bien des siècles, avait réuni dans un sentiment commun tous les enfans de l'Allemagne : les rédacteurs de l'acte fédéral s'en sont souvenus. On le voit aux précautions qu'ils ont prises contre l'étranger, à leurs efforts pour prévenir le retour d'un état de choses pareil à celui qu'avaient amené de longues dissensions intestines. Désormais tous les membres du corps germanique sont solidaires; quiconque attaque l'un d'eux, a pour adversaire la confédération tout entière. En revanche, ils ne peuvent plus faire séparément la guerre ou la paix, ni mettre leurs intérêts particuliers à part des intérêts communs; l'ennemi, quel qu'il soit, n'aura désormais affaire qu'à une Allemagne compacte et unie, et le scandale du traité de Bâle ne doit plus pouvoir se renouveler. Tel a été le but de l'article 11 de l'acte fédéral, et quoique tous les dangers ne soient pas prévenus, quoique la position exceptionnelle des puissances qui ont des états hors de la confédération puisse et doive amener des complications très graves, il faut reconnaître pourtant qu'on a fait à peu près tout ce que les circonstances permettaient de faire, et que la position de l'Allemagne actuelle, par rapport à l'étranger, est meilleure que ne l'était celle du saint-empire romain.

L'union future des peuples allemands contre l'ennemi extérieur est donc garantie par l'acte fédéral, autant du moins que des lois et des traités peuvent garantir quelque chose. Une autre satisfaction fut donnée au sentiment de nationalité, en ce que l'Allemagne recouvra ses anciennes limites (1), et en ce que les populations allemandes n'obéirent plus qu'à des princes allemands. Le partage des territoires vacans, fait la plupart du temps au mépris de mille convenances mo-

(1) On se plaignit toutefois qu'on n'eût pas repris à la France l'Alsace et la Lorraine, anciennes dépendances de l'empire germanique. Quelques Allemands n'ont pas encore pardonné au congrès de Vienne d'avoir respecté les conquêtes de Louis XIV, et nourrissent l'espoir qu'un remaniement futur de l'Europe réparera ce qu'ils appellent une trahison envers la cause des races germaniques.

rales dont la violation devait se faire ressentir plus tard, fut d'abord accepté de bonne grace, à la faveur de l'enivrement de patriotisme et de fraternité qu'avait fait naître la délivrance récente. Un prince allemand et donné par les représentans de l'Allemagne paraissait toujours assez légitime. Tous les Allemands n'étaient-ils pas redevenus frères? N'avaient-ils pas abjuré pour jamais leurs divisions sur les champs de bataille où ils avaient versé leur sang en commun? Les provinces rhénanes et la Westphalie auraient été mal reçues à cette époque à se plaindre de leur réunion à la Prusse et à regarder les Prussiens comme des étrangers. En les faisant passer sous le sceptre du plus populaire des libérateurs de la patrie, on croyait avoir beaucoup fait pour elles et beaucoup aussi pour l'unité de l'Allemagne, qui paraissait suffisamment assurée par la communauté de race et de langue entre les souverains et les sujets.

Quant à cette unité qui résulte de lois, d'institutions, de garanties communes, c'était le côté faible de la nouvelle constitution, et celle de l'ancien empire, malgré tous ses défauts, était plus satisfaisante sous ce rapport. L'empereur, la diète, les tribunaux d'empire, les cercles avec leurs assemblées, étaient autant de centres auxquels toutes les parties du corps germanique se rattachaient par quelque côté. Or, toutes ces institutions avaient disparu, excepté une, et l'on n'avait rien mis à la place. Nous avons assez dit quels obstacles avaient paralysé toutes les tentatives faites pour arriver à une véritable organisation fédérative. Il avait fallu se borner à constituer en assemblée souveraine un congrès permanent de plénipotentiaires, et renvoyer à cette assemblée toutes les grandes questions de politique intérieure, en lui laissant le soin d'interpréter selon les circonstances les promesses vagues et les principes mal définis consignés dans l'acte fédéral. La plus importante de ces questions ajournées était celle des libertés politiques à accorder à tous les sujets de la confédération. C'était au nom de la liberté, comme au nom de l'unité, que les souverains avaient appelé aux armes la nation allemande; elle ne séparait pas ces deux idées, et croyait avoir droit à ce double prix de sa victoire. On reconnaissait qu'il y avait danger et injustice à le lui refuser, et de louables efforts avaient été faits à Vienne pour arriver à l'accomplissement des promesses de 1813. Mais les bonnes intentions des uns avaient été paralysées par le mauvais vouloir des autres, et de l'impossibilité de se mettre d'accord était résulté l'article 13 de l'acte fédéral qui, à vrai dire, laissait la question intacte. Il fallait pourtant en venir tôt ou tard à une solution; mais comment l'espérer de la

diète, où les mêmes intérêts qui avaient lutté à Vienne allaient se retrouver en présence? Aussi ne vint-elle pas de cette assemblée, et fut-elle le résultat d'une série d'évènemens qui trompèrent toutes les prévisions et intervertirent tous les rôles. Nous entrons ici dans la période la plus importante et la plus décisive de l'histoire de la confédération germanique. Rien n'est peut-être plus propre à faire comprendre l'Allemagne, ses idées, ses opinions et ses passions que le tableau de ces années orageuses qui s'étendent du congrès de Vienne au congrès de Carlsbad. Nous allons essayer de le retracer aussi brièvement et aussi clairement que possible.

II. — SITUATION DES PARTIS EN ALLEMAGNE DEPUIS 1815 JUSQU'EN 1819. — CONGRÈS DE CARLSBAD.

Les nombreuses omissions que nous avons signalées dans l'acte fédéral firent, comme on peut le croire, une pénible impression sur l'opinion publique. La nation allemande, après tant de promesses d'une part et tant d'espérances de l'autre, restait sans garanties contre le pouvoir absolu des princes, sans tribunal fédéral pour protéger les sujets contre l'arbitraire des gouvernemens, sans institutions politiques déterminées. Rien n'était décidé sur la liberté de la presse, sur la liberté individuelle, sur la diminution des armées, sur les rapports commerciaux entre les états confédérés, sur la constitution et la dotation de l'église, sur bien d'autres points non moins importans. Les princes n'avaient rien perdu de l'autorité sans limites qu'ils s'étaient arrogée et qui pour plusieurs d'entre eux n'était fondée que sur des usurpations formelles et sur cet acte de la confédération du Rhin qui avait fondé en Allemagne la domination étrangère. Des plaintes s'élevèrent donc de toutes parts; la confiance commença à s'altérer et à faire place au mécontentement et à l'inquiétude. Cependant on fondait encore des espérances sur la diète à laquelle de si grands pouvoirs avaient été confiés, et qui était expressément chargée de remplir, *dès sa première réunion*, plusieurs lacunes importantes du pacte fondamental; mais ces espérances s'évanouirent bientôt, et il n'en pouvait pas être autrement. La diète, en vertu de l'acte qui la constituait, ne pouvait prendre de résolutions sur les grands objets qu'à l'unanimité; or, c'était précisément sur les questions les plus essentielles qu'existaient les dissentimens les plus prononcés entre les princes de la confédération. Aussi, la plupart de ces questions, loin d'être résolues, ne furent pas même abordées, et

le temps s'écoula en discussions stériles et pédantesques sur des objets secondaires, et ces discussions même n'aboutissaient le plus souvent à aucune conclusion. Le rôle de l'assemblée fédérale fut donc très insignifiant pendant les quatre premières années de son existence, et c'est ailleurs que dans ses protocoles qu'il faut chercher l'histoire de cette période, qui fut pourtant, nous l'avons déjà dit, féconde en évènemens et en résultats.

A défaut d'institutions communes provenant de l'autorité suprême de la confédération, chaque état particulier dut recevoir de son souverain les institutions qu'il plairait à celui-ci de lui donner. De là résulta naturellement une grande diversité dans la manière d'interpréter les obligations qu'imposait l'article 13 du pacte fondamental. « Dans tous les états de la confédération, disait cet article, il y aura une constitution d'états territoriaux. » Aucun terme n'étant fixé pour l'accomplissement de cette prescription, l'exécution pouvait en être retardée indéfiniment, à moins que la diète n'intervînt, ce qu'elle ne semblait pas disposée à faire. Dans le cas où les princes voudraient prendre l'initiative, les expressions de l'acte fédéral les laissaient dans l'incertitude sur la nature des constitutions qui devraient être établies. Suffisait-il, pour se mettre en règle, de faire revivre les anciennes assemblées d'états territoriaux où paraissaient seulement certaines classes et certaines corporations, ou bien fallait-il admettre le système d'une représentation nationale dans le sens des idées modernes et avec tout son cortège de garanties constitutionnelles, telles que la publicité des débats législatifs, la liberté de la presse, la responsabilité des ministres, etc.? Comme la diète ne s'expliquait pas non plus sur ce point, l'une ou l'autre de ces deux interprétations devait être adoptée suivant les nécessités et les intérêts de chacun. Ce fut en effet ce qui arriva.

Une séparation tranchée ne tarda pas à s'établir entre l'Allemagne septentrionale et l'Allemagne méridionale, parce que les états du nord se bornèrent en général à conserver ou à rétablir l'ancien ordre de choses, tandis que les états du midi se rattachèrent presque tous aux idées nouvelles et donnèrent des constitutions dont les bases étaient à peu près analogues à celles de la charte française. Cette différence s'explique aisément par la diversité des antécédens et des positions. Dans une partie de l'Allemagne du nord, les grands mouvemens de la période napoléonienne n'avaient amené aucun changement essentiel, et les idées, les habitudes, les lois, y étaient restées à peu près telles qu'à la fin du siècle précédent. Dans l'autre partie,

celle dont Bonaparte avait fait, au profit de son frère, le royaume de Westphalie, la domination française avait été trop impopulaire et de trop courte durée pour laisser des traces profondes. Le retour des anciens souverains y avait été accueilli avec un enthousiasme qui ne permettait pas d'être très exigeant à leur égard, et le rétablissement des vieilles institutions pouvait y paraître un complément naturel de la restauration des dynasties légitimes. Il n'en était pas de même du midi de l'Allemagne, qui avait subi à un haut degré l'influence française. D'abord, les pays de la rive gauche du Rhin avaient fait partie de la France pendant vingt ans, le régime féodal y avait complètement disparu, et le code Napoléon y avait implanté des idées et des habitudes démocratiques. Quant aux états de la rive droite, comme le grand-duché de Bade, le Wurtemberg et la Bavière, c'était à la France qu'ils devaient leur agrandissement et la nouvelle importance qu'ils avaient acquise : ils avaient long-temps lié leur fortune à celle de Napoléon, leurs armées s'étaient unies aux siennes pour conquérir le reste de l'Europe, et leurs gouvernemens s'étaient plus ou moins modelés sur le gouvernement impérial. Pour établir l'unité et la régularité despotique de l'administration française dans des pays qui, comme la Souabe et la Franconie, avaient été, au temps du saint-empire, presque exclusivement peuplés de seigneuries immédiates et de villes libres, il avait fallu procéder révolutionnairement, c'est-à-dire s'attaquer directement à tout ce qui avait ses racines dans le passé. On avait donc beaucoup détruit, beaucoup nivelé, beaucoup bouleversé ; pour diminuer les résistances ou les rendre inefficaces, on avait travaillé sans relâche à décrier dans l'esprit des peuples les vieilles institutions, les vieilles coutumes, les vieilles croyances. On n'avait cessé de lui parler de lumières, d'idées libérales, de progrès, sans trop s'inquiéter si les armes qu'on employait dans l'intérêt momentané du pouvoir, ne seraient pas quelque jour retournées contre lui avec avantage. C'étaient donc les gouvernemens eux-mêmes qui avaient préparé les populations de l'Allemagne du sud à entrer plus tard, comme de plain-pied, dans la carrière des innovations et des expériences politiques. D'un autre côté, ces gouvernemens n'avaient donné qu'une adhésion tardive et forcée au mouvement national de 1813 ; ils ne s'étaient joints à la coalition contre Napoléon qu'au dernier moment, lorsque le déclin rapide de la fortune du conquérant eut donné à penser qu'il y avait moins de risques à courir en cédant à l'entraînement populaire qu'en y résistant. Aussi, malgré la part active qu'ils avaient prise aux dernières luttes, ils étaient

restés suspects aux patriotes purs, et on avait peine à leur pardonner leur longue complicité avec l'oppresseur de l'Allemagne. On peut croire que le désir de regagner la popularité par une autre voie fut pour beaucoup dans la facilité avec laquelle ils adoptèrent les théories représentatives, qui, du reste, étaient encore des idées françaises. Il arriva donc que le midi se jeta en masse dans les voies constitutionnelles, tandis que le nord s'en tenait à la monarchie pure, plus ou moins légèrement modifiée.

Ce que nous venons de dire des pays du midi ne s'applique pas à l'Autriche; malgré ses velléités quasi libérales du congrès de Vienne, elle interpréta l'article 13 de l'acte fédéral de la seule manière qui pût se concilier avec sa crainte habituelle de tout changement et de tout mouvement politique. Elle se contenta donc de maintenir ou de rétablir (1) dans ses possessions allemandes les anciens états provinciaux, assemblées muettes et passives, depuis long-temps réduites à l'inertie la plus complète, et constituées de façon à ne gêner en rien l'action toute-puissante du gouvernement. Ce fut là, comme nous l'avons déjà dit, la marche suivie par les états secondaires du nord de l'Allemagne. Les uns, comme la Hesse électorale et le Holstein, ne tinrent aucun compte de l'article 13 et rétablirent le régime du bon plaisir pur et simple; les autres, comme la Saxe, le Hanovre, le Mecklenbourg, remirent en vigueur leurs anciennes constitutions féodales, où la noblesse presque seule avait des droits politiques, et où ces droits eux-mêmes, n'étant plus que l'ombre des anciennes libertés du moyen-âge, ne pouvaient être considérés comme un contre-poids sérieux à l'influence de la cour et de l'administration. L'on garda ou l'on reprit paisiblement ses vieilles allures; l'absolutisme régna sans contrôle, tantôt sage et modéré comme en Hanovre, tantôt absurde et tyrannique comme dans la Hesse électorale, mais partout supporté avec assez de patience par des populations dociles et dévouées à leurs souverains, chez lesquelles le besoin de la vie politique ne s'était pas encore éveillé.

La Prusse était dans une position toute particulière, comme tenant

(1) L'empereur d'Autriche, rentré en possession du Tyrol, y rétablit, le 14 mars 1816, les anciens états, supprimés sous la domination bavaroise. Un écrivain allemand appelle ces états « des diètes à postulats qu'on ouvre solennellement à onze heures et qu'on congédie non moins solennellement à midi, après qu'elles ont entendu et approuvé les propositions d'impôts du gouvernement. » Ces propositions sont ce qu'on appelle *postulats*. Les états dont nous parlons n'ont aucune part à la législation; ils ont le droit de faire des pétitions et des remontrances, mais qu'ils ne peuvent envoyer à l'empereur qu'avec son consentement.

à la fois à l'Allemagne du nord par la plus grande partie de ses possessions, et à l'Allemagne du midi par ses nouvelles acquisitions sur le Rhin. L'esprit qui animait le gouvernement prussien n'avait rien de commun avec l'esprit routinier et stationnaire des états dont nous venons de parler. Au contraire, depuis la paix de Tilsitt jusqu'à la guerre de l'indépendance, il avait travaillé avec une activité extraordinaire à une refonte presque générale de sa législation, et cela avec l'intention positive de donner au pays une représentation nationale. Au congrès de Vienne, il avait mis en avant les maximes les plus libérales; enfin, le 22 mai 1815, par conséquent avant la signature de l'acte fédéral, le roi avait rendu un édit où il promettait à ses sujets une constitution représentative, et où il convoquait pour le 1er septembre suivant des députés de toutes les parties du royaume, lesquels devaient se réunir avec des commissaires royaux, pour travailler à un projet de constitution. Toutefois, après avoir fait ce pas en avant, on reconnut qu'il serait peu profitable et peut-être dangereux d'appeler à des délibérations communes les mandataires de provinces si différentes par leurs mœurs et leurs antécédens, dont plusieurs étaient nouvellement réunies à la monarchie et montraient déjà quelques dispositions hostiles. De là vint que l'assemblée promise ne fut point convoquée; plus tard, le gouvernement prussien, de plus en plus effrayé de la fermentation des esprits, recula devant ses engagemens, et, après avoir hésité quelque temps, finit par passer décidément du côté de la réaction absolutiste : nous verrons bientôt comment s'opéra cette réaction et quel en fut le caractère.

Les états secondaires de l'Allemagne du midi furent donc les seuls à appliquer l'article 13 dans le sens le plus conforme aux idées dominantes, et même aux principes qui avaient été soutenus par d'autres qu'eux, il est vrai, dans les délibérations du congrès de Vienne. Il y eut à cet égard un revirement assez singulier. Ainsi la Prusse et le Hanovre, qui, au congrès, avaient réclamé pour toute l'Allemagne des libertés politiques assez étendues, n'en accordèrent aucune à leurs sujets, tandis que les états qui avaient défendu avec le plus d'opiniâtreté les droits absolus des souverains, furent ceux qui, dans la pratique, firent les plus larges concessions aux idées libérales. Comme l'a dit spirituellement le biographe du prince de Hardenberg, « on accomplit littéralement cette parole de l'Évangile, que les derniers seront les premiers et les premiers les derniers (1). » Nous avons déjà

(1) *Die Zeitgenossen*, tom. XXII.

indiqué quelques-unes des raisons qui poussèrent les gouvernemens du midi dans les voies constitutionnelles; il faut ajouter qu'au congrès de Vienne, leur opposition avait été surtout dirigée contre les prétentions de l'Autriche et de la Prusse au protectorat de la confédération. C'était pour échapper à ce protectorat qu'ils avaient tant tenu à conserver leur indépendance vis-à-vis de l'autorité fédérale, et à ne lui rien accorder qui pût devenir un prétexte pour se mêler de leurs affaires intérieures. La plénitude de leur souveraineté étant une fois assurée de ce côté par les dispositions de l'acte fédéral, ils trouvaient un avantage à sacrifier spontanément, au profit de leurs peuples, une partie de leur autorité, parce qu'en suivant ainsi une marche opposée à celle des deux grandes puissances, ils se donnaient l'opinion publique pour point d'appui contre elles, et se faisaient une place à part dans la confédération. Il serait injuste de prétendre que ce fut là le motif déterminant de leur conduite (1), mais il eut certainement son influence et surtout il dut les empêcher de se laisser entraîner au mouvement de réaction à la tête duquel se placèrent l'Autriche et la Prusse. Sans parler des constitutions de Nassau et de Saxe-Weimar qui remontent l'une à 1815, l'autre à 1816, le roi de Bavière donna sa charte le 26 mai 1818, et le grand-duché de Bade eut la sienne trois mois plus tard (le 22 août). Quant au Wurtemberg, où les sujets avaient joui, jusqu'à l'époque de la confédération du Rhin, de droits politiques très étendus, il donna le spectacle d'une lutte assez remarquable. Le premier projet de constitution présenté par le roi fut repoussé par les états, parce que ceux-ci ne reconnaissaient pas au souverain le droit d'octroi pur et simple, et voulaient qu'on prît pour point de départ leurs anciennes libertés qu'ils ne jugeaient pas prescrites par une interruption de quelques années. Cette contestation, prolongée pendant assez long-temps, se termina par un compromis qui eut pour résultat la constitution du 25 septembre 1819 (2); tout cela se fit, du reste, sans aucune intervention de la part de la diète. A la vérité, le petit gouvernement de Weimar avait demandé pour sa constitution la garantie de l'assemblée fédérale, et celle-ci l'avait accordée sans difficulté; mais cet exemple ne fut pas suivi par

(1) Le roi de Bavière, dès 1814, avait chargé ses ministres de préparer un projet de constitution où il assurait à ses sujets toutes les garanties attachées ordinairement au système représentatif.

(2) La constitution de Hesse-Darmstadt ne fut donnée qu'en 1820, après qu'on eut mis en prison des pétitionnaires trop impatiens et qu'on eut réprimé une insurrection de paysans, causée par le retard qu'on mettait à l'accorder.

les états du midi, qui semblaient alors ne pas vouloir admettre que la diète eût à s'occuper de leurs affaires intérieures, et à donner ou à refuser sa sanction aux nouveaux rapports qui s'établissaient entre les souverains et leurs sujets. Mais le moment approchait où son rôle allait changer et où cette assemblée, jusque-là inerte et passive, allait prendre en main la direction suprême des affaires de l'Allemagne, et exercer avec activité et énergie un pouvoir dictatorial conféré par le consentement de tous les membres de la confédération. Il nous reste à expliquer comment cette unanimité fut obtenue, et quel fut l'intérêt commun qui put mettre d'accord toutes ces volontés jusque-là si divergentes.

Pour bien nous rendre compte de l'état des esprits pendant la période qui suivit le congrès de Vienne, il faut revenir un peu sur nos pas et étudier le caractère de la réaction anti-française qui avait amené le soulèvement de 1813. L'abaissement de l'Allemagne sous la main de fer de Napoléon, et les souffrances matérielles et morales qui en avaient été la conséquence, avaient donné lieu à une espèce de conspiration de tous les esprits élevés et de tous les cœurs généreux pour réveiller le patriotisme, instrument avec lequel on put espérer de briser le joug du conquérant; il avait fallu pour cela relever les Allemands à leurs propres yeux, et la littérature s'en était chargée, préparant ainsi les voies à la politique. Comme les derniers temps du saint-empire, temps de divisions intestines, de faiblesse et de décadence, n'offraient rien qui pût fournir un aliment à l'enthousiasme, on était remonté de plein saut à l'Allemagne du moyen-âge, et souvent même plus haut encore. On avait rappelé en termes magnifiques le rôle important de la race germanique dans l'histoire du monde, sa lutte glorieuse contre les Romains, son établissement victorieux dans toute l'Europe occidentale et méridionale, la régénération du monde antique par l'infusion de ce sang généreux, plus tard la suprématie dans la chrétienté conférée aux Allemands par la possession de la couronne impériale, enfin la civilisation nouvelle recevant l'empreinte germanique dans ses institutions, dans ses lois et dans ses mœurs. On avait représenté l'Allemagne comme la mère de la chevalerie, de la liberté, de la poésie chrétienne, de l'art chrétien, comme la source dont était sorti tout ce qu'il y avait eu de grand et de beau dans les temps qui avaient précédé l'histoire moderne; on avait peint des couleurs les plus brillantes les époques de sa gloire et de sa puissance; on avait évoqué les ombres de ses empereurs, de ses chevaliers et de ses saints; puis on s'était demandé comment elle était

tombée de cette hauteur, et on avait trouvé la cause de sa décadence, d'abord dans les discordes civiles qui avaient appelé l'étranger au sein de la patrie, et lui avaient permis d'en arracher les lambeaux, ensuite dans un long asservissement intellectuel à la France, à laquelle on avait payé pendant plus d'un siècle le tribut d'une admiration imbécile, dont on avait singé la littérature, la philosophie, les manières, dont on s'était inoculé les vices et les folies, ce qui, à la suite de l'esclavage moral, avait dû amener nécessairement l'esclavage politique. Pour sortir de cet abaissement, s'était-on dit, il n'y avait qu'un moyen, c'était de redevenir Allemands, rien qu'Allemands, d'effacer partout comme une souillure la trace des idées et des mœurs étrangères, de raviver le sentiment patriotique en se nourrissant de tant de souvenirs glorieux, et de préparer ainsi la résurrection d'une Allemagne unie, forte, fière d'elle-même, et capable de reprendre son rang à la tête des nations. Tel fut le fonds d'idées exploité par les écrivains, les poètes, les savans, les professeurs; tels furent les sentimens exprimés en paroles éloquentes par les Arndt, les Gœrres, les Kœrner, etc., et ce que nous venons de dire suffit pour faire voir quelle immense différence il y avait entre ce patriotisme allemand se rattachant toujours au passé avec amour, et le patriotisme de la France révolutionnaire par exemple. Ce sentiment d'orgueil national, tel que nous avons essayé de le caractériser, fut le grand instrument du soulèvement des populations en 1813, ce fut lui qui donna naissance à la fameuse *Union de la vertu* (*Tugend-bund*), qui enflamma d'une ardeur belliqueuse la jeunesse des écoles et la précipita presque tout entière dans les camps.

Les patriotes de 1813 s'étaient chaleureusement rattachés à la Prusse et à l'Autriche comme aux derniers soutiens de la liberté de l'Allemagne, et aucun encouragement ne leur avait manqué de la part des deux puissances. Leur centre était forcément le nord de l'Allemagne, parce qu'il y avait antipathie réciproque entre eux et les princes du midi, qui s'étaient ralliés tard et de mauvaise grace à la cause nationale, et qui étaient pour la plupart entourés d'anciens illuminés, partisans déclarés des idées françaises. On comprend aisément que les traités de Vienne et de Paris ne répondirent pas aux vœux du parti patriote, qui, en général, ne voyait de salut pour l'unité de l'Allemagne que dans le rétablissement de la dignité impériale et dans la résurrection des vieilles libertés germaniques. Cette unité était à ses yeux le premier intérêt national, et il ne trouvait pas juste de la sacrifier aux convenances de quelques princes dont la plupart

étaient considérés par lui comme des traîtres à la cause de la patrie. Mais les intérêts de l'Autriche et de la Prusse ne se conciliaient pas plus que ceux des princes de la confédération du Rhin avec l'unité de l'Allemagne sous un chef; les grandes puissances comme celles du second ordre se fatiguèrent promptement des réclamations d'un parti auquel on ne pouvait pas interdire une certaine liberté de langage, et qu'on trouvait d'autant plus gênant qu'on s'était plus compromis avec lui lorsqu'on avait eu besoin de ses services. Il y eut donc un concert entre les gouvernemens pour l'étouffer, si faire se pouvait, et au moins pour le réduire au silence. Ce parti ne tarda pas du reste à s'affaiblir et à se décomposer : ses membres les plus importans, découragés par la manière dont leurs espérances avaient été trompées, suivirent d'autres directions et se rallièrent à d'autres intérêts. Il cessa donc assez promptement d'exister comme parti sérieux et organisé; mais son esprit continua à régner parmi la jeunesse et dans les universités, où l'on se faisait un devoir de porter ce qu'on appelait l'ancien costume allemand (1), où l'on s'exerçait avec ardeur à la gymnastique pour acquérir la vigueur et l'agilité des compagnons d'Arminius, et où l'on se nourrissait de rêves de toute espèce sur la régénération de l'Allemagne et la reconstitution future de l'unité nationale.

Pendant ce temps, il se formait en Allemagne un autre parti, assez semblable à celui qui s'organisait en France contre la royauté des Bourbons. Celui-là avait principalement pour siége les anciens états de la confédération du Rhin, où l'influence de l'illuminisme, les rapports intimes et prolongés avec la France, et la guerre faite par les gouvernemens aux anciennes idées, sous prétexte d'éclairer les peuples, lui avaient dès long-temps préparé les voies. Il ne professait pas, comme le parti patriote, le culte du moyen-âge et des vieilles institutions germaniques; il se rattachait au contraire au rationalisme philosophique et politique de la fin du XVIIIe siècle, et adoptait plus ou moins explicitement le principe de la souveraineté du peuple. Ce fut lui qui s'efforça de tirer parti des nouvelles constitutions et de les développer, autant que possible, dans un sens démocratique. Il ne se distingua d'ailleurs par aucun caractère spécial du reste du libéralisme européen de cette époque. Quelques patriotes de 1813 s'y ral-

(1) L'étudiant allemand de cette époque se reconnaissait facilement à sa petite redingote noire, à sa toque noire, à son cou nu avec un grand col de chemise rabattu, et à ses longs cheveux flottans sur les épaules. C'était Jahn qui avait mis ce costume à la mode, comme étant le vrai costume germanique.

lièrent dans l'espoir d'arriver à l'unité nationale par les formes de la liberté moderne; d'autres au contraire, voyant dans les idées de ce parti la résurrection de l'influence française, et n'y trouvant aucune de leurs sympathies pour le passé, se rangèrent du côté des gouvernemens, qu'ils espéraient gagner plus facilement à leurs plans de restauration de la vieille société germanique et chrétienne.

Si aux deux élémens généraux d'opposition dont nous venons de parler on ajoute les mécontentemens de la noblesse immédiate que les priviléges qu'on lui avait laissés ne consolaient pas de la perte de son indépendance politique, les griefs de l'église catholique, restée sans évêques (1), sans dotation et livrée à l'arbitraire des princes, les souffrances d'une foule d'intérêts locaux blessés par les nouveaux arrangemens, on s'explique facilement l'immense désordre qui régna dans les idées pendant les années qui suivirent immédiatement l'établissement de la confédération germanique. Comme on avait laissé provisoirement à la presse une certaine liberté, elle devint naturellement l'écho de toutes ces prétentions si diverses et si opposées, et il y eut un incroyable pèle-mêle de déclamations patriotiques, de remontrances libérales, de doléances aristocratiques ou religieuses. Quoique cette confusion même eût dû rassurer, en montrant le peu de probabilité d'une alliance entre les différentes oppositions, les gouvernemens s'en effrayèrent. Ils ne savaient d'ailleurs comment satisfaire à tant de réclamations, dont plusieurs n'étaient que trop légitimes, et ils cédèrent à cet instinct qui porte presque toujours le pouvoir à juger dangereux ce qui est incommode. Au lieu de reconnaître dans ce qui se passait les agitations inséparables d'un changement complet et subit dans l'existence d'une nation, et qui sont comme les grondemens de la mer après la tempête, ils se figurèrent qu'ils avaient affaire à un grand parti révolutionnaire, puissant, comme celui qui existait en France, par l'union des idées et des intérêts, et l'Allemagne fut à leurs yeux le foyer d'une vaste conspiration ayant pour but le renversement de tous les trônes. Cette idée, mise en avant par des esprits craintifs, pénétra de bonne heure dans les conseils des princes (2); elle y devint bientôt dominante, à la suite

(1) Tous les siéges étaient vacans, à l'exception de trois ou quatre. Les souverains, depuis la sécularisation, s'étaient emparés du gouvernement de l'église, et rien n'avait été fait pour réorganiser l'épiscopat. L'ancienne constitution ecclésiastique n'existait plus de fait, et on ne semblait pas pressé d'en établir une nouvelle.

(2) De là vinrent les pas rétrogrades du roi de Prusse, qui, après avoir promis à plusieurs reprises de donner une constitution à ses sujets, se persuada qu'il ne pou-

d'évènemens auxquels l'histoire n'accordera probablement pas l'immense importance qui leur fut attribuée par la frayeur des uns et la politique des autres.

Les universités étaient, comme on l'a dit plus haut, le foyer de ce sentiment de patriotisme exalté qu'on a désigné par le nom de *teutonisme* (1) : ce n'était guère que là que s'était conservé dans toute sa pureté l'esprit de 1813, et qu'on prenait encore au sérieux les rêves, si bien déjoués par la diplomatie, d'unité nationale et de régénération germanique. Le 18 octobre 1817, un grand nombre d'étudians d'Iéna, de Halle et de Leipzig se réunirent à la Wartbourg, vieux château célèbre par le séjour de Luther, pour fêter à la fois le troisième jubilé séculaire de la réformation et l'anniversaire de la bataille de Leipzig. Cette fête, assez paisible le premier jour, prit, les jours suivans, un caractère de plus en plus séditieux; on y brûla solennellement des écrits considérés comme hostiles à la cause de la liberté allemande, on y déploya le drapeau à trois couleurs (2) du saint-empire, comme symbole de l'unité germanique; on y tint des discours pleins de déclamations boursoufflées contre les fauteurs d'une politique anti-nationale; puis pourtant chacun s'en retourna tranquillement chez soi. Cette manifestation ne prouvait qu'une chose connue de tout le monde, à savoir, que la surexcitation produite dans la jeunesse des écoles par la part qu'elle avait prise aux grands évènemens des dernières années n'était pas encore dissipée; mais on en exagéra beaucoup l'importance et la gravité. On s'inquiéta outre mesure du teutonisme des universités, ainsi que du projet qui y avait été formé de remplacer par une association générale (*Allgemeine Burschenschaft*) les associations particulières usitées parmi les étudians, afin de resserrer les liens de la fraternité nationale et de substituer au patriotisme local un sentiment énergique de l'unité de la patrie allemande. Quoique cette association n'eût rien que de public, car elle ne devint secrète que lorsqu'elle fut prohibée et poursuivie, on n'en aimait ni le but ni la forme, et il est certain que ces appels répétés à l'unité étaient une protestation incessante contre l'œuvre du congrès de Vienne. De nouveaux incidens vinrent augmenter la méfiance d'une part, l'irritation de

vait tenir sa promesse sans compromettre la sûreté de son royaume et celle de toute l'Allemagne.

(1) En allemand, *Deutschthuemelei.*

(2) Noir, rouge et or. Ces trois couleurs, suivant un fanatique d'alors, représentaient le lever d'une aurore couleur de sang et d'or dans la nuit d'hiver de l'esclavage.

l'autre. Au congrès d'Aix-la-Chapelle, qui eut lieu à la fin de 1818 et qui délivra la France de l'occupation des troupes étrangères, un jeune Russe, M. de Stourdza, présenta aux souverains et à leurs ministres un mémoire sur l'état présent de l'Allemagne, où il signalait énergiquement les dangers qui résultaient, selon lui, de l'esprit des universités allemandes. Cet écrit, tiré à peu d'exemplaires, et qu'on voulait dérober à la publicité, fut, malgré toutes les précautions prises, réimprimé à Paris et répandu en Allemagne, où il excita, comme de raison, beaucoup d'indignation. Des étudians d'Iéna vinrent demander raison à l'auteur des accusations qu'il avait portées, mais il eut l'imprudence de répondre qu'il avait écrit par ordre de son souverain, et qu'il n'avait été en cette occasion que le rédacteur de la pensée impériale. Toute la colère de la jeunesse allemande se tourna alors contre l'empereur de Russie, qui était devenu notoirement l'adversaire prononcé des idées libérales, dont il avait été quelque temps engoué. Elle attribua à l'influence de la Russie sur les princes de la confédération tous les pas rétrogrades de ceux-ci, et jura une haine à mort à ce nouvel ennemi de l'indépendance de l'Allemagne. Un écrivain allemand devenu conseiller d'état russe, Kotzebue, célèbre par ses romans et ses pièces de théâtre, publiait alors à Manheim une feuille hebdomadaire où il s'attachait à tourner en ridicule le patriotisme et le libéralisme germaniques. L'indignation, depuis long-temps excitée dans les universités par ses écrits, fut portée au comble lorsqu'on apprit qu'il envoyait continuellement à Saint-Pétersbourg des bulletins secrets, et que c'était vraisemblablement d'après ses rapports que s'était formée l'opinion d'Alexandre sur l'état de l'Allemagne. Les passions du moment exagérèrent hors de toute proportion l'importance de cet adversaire, et les malédictions véhémentes lancées journellement contre Kotzebue fanatisèrent à tel point un étudiant en théologie protestante, nommé Sand, qu'il crut rendre un grand service à sa patrie en la délivrant de cet agent du despotisme étranger, et qu'il alla en effet le poignarder. Cette action criminelle était la conception solitaire d'un cerveau en délire, et l'instruction judiciaire ne put trouver à Sand ni confidens ni complices; toutefois beaucoup l'approuvèrent ou l'excusèrent, et il fut imité quelques mois après par un apothicaire, nommé Lening, qui tenta d'assassiner le président Ibell, fonctionnaire important du duché de Nassau. Alors les gouvernemens prirent l'alarme et crurent à l'existence d'une espèce de tribunal secret organisé pour l'assassinat. On multiplia les emprisonnemens et les perquisitions, on ferma les écoles

de gymnastique établies à Berlin par Jahn, on arrêta ce professeur et quelques autres patriotes de 1813, et enfin on assembla à Carlsbad un congrès de ministres allemands, afin d'aviser à des mesures générales contre les dangers dont l'Allemagne était menacée. Ces mesures, comme on va le voir, furent de la nature la plus énergique : à l'union des peuples, vainement poursuivie par les patriotes de 1813, elles opposèrent l'union des gouvernemens déléguant leurs pouvoirs à la diète. Comme elles devaient avoir pour résultat de renforcer partout l'autorité et de neutraliser à la fois l'opposition du vieux parti patriotique et celle du parti libéral qui commençait à prendre au sérieux les constitutions nouvelles, il ne fut pas difficile d'y faire adhérer tous les princes; les dissentimens qui s'étaient montrés à une autre époque disparurent devant l'intérêt commun du principe monarchique, et l'on put s'assurer de l'unanimité pour un ensemble de résolutions que l'assemblée de Francfort fut chargée de promulguer.

III. — DÉCRETS DU 20 SEPTEMBRE 1819. — LEURS RÉSULTATS. — ÉTAT DE L'ALLEMAGNE JUSQU'EN 1830.

Le 20 septembre 1819, l'envoyé autrichien, président de la diète, après avoir appelé l'attention de l'assemblée sur les troubles existans dans une partie de l'Allemagne et en avoir signalé les causes principales, présenta les projets convenus d'avance à Carlsbad, lesquels furent immédiatement convertis en décrets fédéraux. Nous en résumerons en peu de mots les principales dispositions. D'abord ils établissaient une commission extraordinaire « pour faire en commun des recherches scrupuleuses et détaillées concernant l'existence, l'origine et les nombreuses ramifications des menées révolutionnaires et des tentatives démagogiques dirigées contre la constitution et le repos intérieur de la confédération en général ou de ses membres en particulier. » Elle devait se réunir à Mayence dans le délai de quinze jours. Elle était chargée de la direction générale de toutes les recherches qui avaient déjà été commencées ou qui pourraient l'être par la suite dans les divers états de l'Allemagne, et devait faire de temps en temps à la diète un rapport sur le résultat de ses travaux. Ce tribunal d'inquisition politique fut installé avec une grande solennité, et subsista jusqu'à l'année 1828, où il fut dissous sans bruit. Ses efforts n'amenèrent, du reste, aucune grande découverte, et n'aboutirent

guère qu'à recueillir une multitude de faits insignifians et de pièces sans importance.

Un autre arrêté régla les mesures à prendre relativement aux universités. Tous ces établissemens durent être soumis à la surveillance de commissaires extraordinaires nommés par les souverains respectifs et munis de pouvoirs très étendus. Ces agens eurent pour mission « de veiller au strict accomplissement des lois et règlemens disciplinaires en vigueur, de se rendre un compte exact de l'esprit dans lequel les professeurs faisaient leurs cours, d'imprimer à l'enseignement autant que possible une direction salutaire, calculée sur la destination future de la jeunesse des écoles; enfin, de vouer une attention suivie à tout ce qui pouvait tendre à maintenir la moralité, le bon ordre et la décence parmi les étudians. » Les gouvernemens de la confédération s'engagèrent réciproquement à éloigner de leurs universités et autres établissemens d'instruction publique les professeurs et maîtres de toute espèce « qui seraient convaincus de s'être écartés de leurs devoirs et d'avoir outrepassé leurs fonctions en abusant de leur légitime influence sur l'esprit de la jeunesse pour propager des doctrines pernicieuses, contraires à l'ordre et au repos public, ou pour saper les fondemens des institutions existantes. » Un professeur exclu pour ces raisons ne pouvait plus être admis dans les états de la confédération à aucune fonction dans l'instruction publique. Les gouvernemens s'engagèrent en outre à maintenir dans toute leur force et rigueur les lois existantes contre les associations secrètes ou non autorisées parmi la jeunesse des écoles, et « à les étendre particulièrement et avec d'autant plus de sévérité à l'association connue sous le nom de *Société générale*, laquelle avait pour base l'idée tout-à-fait inadmissible d'une communauté et d'une correspondance permanentes entre les universités. » Enfin, tout étudiant qui, par un arrêté du sénat académique, rendu à la demande du commissaire du gouvernement ou confirmé par lui, aurait été exclu d'une université ou qui s'en serait éloigné de lui-même pour échapper à une telle sentence, ne pouvait plus être admis dans aucune autre université allemande.

Le complément naturel de ces diverses mesures fut un arrêté contre la presse. La diète décréta que, même dans les états où la liberté de la presse existait en vertu de la constitution, les écrits paraissant sous la forme de feuilles quotidiennes ou de cahiers périodiques, et en général tous ceux qui ne dépasseraient pas vingt feuilles d'impression, ne pourraient être imprimés sans la permission préalable de

l'autorité. Chaque gouvernement fut rendu responsable des écrits publiés ainsi sous sa surveillance, en tant que ces écrits blesseraient la dignité ou la sûreté d'un autre état et se livreraient à des attaques contre sa constitution ou son administration. Dans le cas où un membre de la confédération se trouverait ainsi blessé par des publications faites dans un autre état, et où l'on pourrait obtenir satisfaction complète par la voie amiable et diplomatique, il pouvait porter plainte à la diète, qui devait faire examiner par une commission l'écrit dénoncé, et en ordonner la suppression, s'il y avait lieu. « La diète, ajoutait-on, procédera de même, sans dénonciation préalable et de sa propre autorité, contre tout écrit publié dans un état quelconque de la condéfération qui, d'après l'avis d'une commission nommée à cet effet, compromettrait la dignité du corps germanique, la sûreté de quelqu'un de ses membres ou la paix intérieure de l'Allemagne, sans qu'aucun recours puisse avoir lieu contre l'arrêt prononcé en pareil cas, lequel sera mis à exécution par le gouvernement responsable de l'écrit condamné. » Le rédacteur d'un journal ou autre écrit périodique supprimé par un arrêt de la diète ne pouvait être admis pendant cinq ans à la rédaction d'aucun écrit semblable dans les limites de la confédération. Pour assurer l'exécution de cette dernière disposition, tous les écrits paraissant en Allemagne devaient porter le nom de l'éditeur, et tous les journaux ou écrits périodiques celui du rédacteur en chef. Tout imprimé mis en circulation sans que ces conditions eussent été remplies, devait être saisi, et tous ceux qui l'auraient répandu ou colporté condamnés, suivant les circonstances, à des amendes ou autres peines proportionnées au délit. L'arrêté sur la presse avait force de loi pendant cinq ans, à dater du jour de sa promulgation. Avant l'expiration de ce terme, la diète devait prendre en mûre considération la question de savoir comment la disposition de l'article 18 de l'acte fédéral, relatif à l'uniformité des lois sur la presse dans les états de la confédération, pourrait recevoir son exécution, en fixant définitivement les limites de la liberté d'écrire. On ne pouvait guère s'attendre à voir citer en pareille circonstance l'article 18 du pacte fondamental. Cet article, en effet, après avoir énuméré quelques droits assurés à tous les sujets de la confédération, ajoute que l'assemblée fédérale s'occupera, lors de sa première réunion, de la rédaction de *lois uniformes sur la liberté de la presse*, ce qui veut dire incontestablement, d'après le sens naturel des mots, d'après la place où se trouve ce paragraphe, et surtout d'après les intentions notoires

des rédacteurs de l'acte de 1815, que la confédération s'engage à assurer la liberté de la presse à tous ses sujets, suivant des principes aussi uniformes que possible. Mais les idées avaient changé avec les circonstances, et, comme l'arrêté qu'on venait de prendre était en contradiction formelle avec la lettre et l'esprit de l'article 18, on s'efforçait de torturer le sens de cet article et de montrer une menace de servitude là où il n'y avait dans le principe qu'une promesse d'affranchissement.

Les décrets de Francfort, il est aisé de le reconnaître, changent entièrement la nature des rapports existans dans la confédération, et déterminent le caractère jusque-là incertain de cette union. C'en est fait, à dater de cette époque, de l'indépendance des états secondaires, défendue par eux, au commencement, avec tant de jalousie; mais cette indépendance, ils l'ont sacrifiée volontairement, dans l'espoir de la compenser par des avantages plus solides et plus réels. Tous ces princes, si opposés en 1815 à l'établissement d'un tribunal commun et à une limitation uniforme de leurs prérogatives, accordent cette fois à la diète le droit de faire une foule de règlemens obligatoires pour eux, mettent leurs tribunaux à son service, lui livrent leurs universités, soumettent à sa surveillance ce qui se passe chez eux, l'autorisent à s'immiscer spontanément dans leurs affaires intérieures, et à rendre contre eux, dans certains cas, des jugemens sans appel. C'est qu'ils sentent qu'ils se fortifient vis-à-vis de leurs peuples dans la proportion où ils s'affaiblissent vis-à-vis de l'autorité fédérale, et que la situation plus dépendante où ils se placent par rapport à la diète peut devenir un moyen de retirer une partie des concessions qu'ils ont faites, et de briser les chaînes des constitutions le jour où elles leur sembleraient trop lourdes à porter. Désormais la confédération prend le caractère d'une ligue des princes contre les tendances politiques de l'époque, et devient, si l'on ose s'exprimer ainsi, une espèce de compagnie d'assurance au profit de l'autorité monarchique.

Le coup d'état du 20 septembre avait donné des armes suffisantes contre les sociétés secrètes, les universités et les journaux; mais il restait un ennemi qu'on n'avait pas osé attaquer de front, et que pourtant on désirait vivement réduire à l'impuissance : c'était l'opposition constitutionnelle des états de l'Allemagne méridionale. On lui avait ôté, à la vérité, une grande partie de sa force en lui enlevant son point d'appui dans la presse; mais l'existence seule des constitutions représentatives importunait l'Autriche et la Prusse, pour lesquelles cette application, faite à côté d'elles, de l'article 13 de l'acte

fédéral était à la fois un reproche et une menace. Comme on ne pouvait guère penser à supprimer ces constitutions (1), on s'efforça du moins de prévenir à la fois le développement de celles qui existaient, et l'imitation qui pourrait en être faite ailleurs, en introduisant dans le droit public de la confédération une interprétation de l'article 13 conforme aux vues actuelles des grandes puissances. Cette intention fut d'abord annoncée dans le message présidial qui servit de prélude aux décrets de Francfort, et où l'on signala comme l'une des causes du mal auquel il s'agissait de remédier, l'incertitude où l'on était resté sur le sens de l'article 13, ainsi que les malentendus qui en avaient été la suite. « Jamais, avait-on dit, les fondateurs de la confédération germanique n'ont pu présumer qu'il serait donné à l'article 13 des interprétations contraires à l'esprit et à la lettre de ses dispositions, ou qu'il en serait tiré des conséquences annulant non-seulement cet article lui-même, mais l'ensemble de l'acte fédéral dans toutes ses parties fondamentales, et rendant ainsi absolument problématique l'existence de la confédération elle-même. Jamais ils n'ont pu imaginer que le principe non équivoque d'une constitution d'états territoriaux serait confondu avec des principes et des formes purement démocratiques, et qu'on baserait sur une semblable méprise des prétentions évidemment incompatibles avec l'essence des gouvernemens monarchiques, lesquels pourtant (sauf l'exception peu considérable des villes libres) devaient être les seuls élémens de la confédération. Il n'était pas plus probable que l'on oserait concevoir ou admettre le projet d'opposer les constitutions particulières aux droits et aux pouvoirs de la confédération générale, de révoquer en doute, comme on l'a effectivement tenté, l'autorité suprême du corps germanique, et de dissoudre ainsi le seul lien qui unisse aujourd'hui les états de l'Allemagne entre eux et avec le système européen. Il est néanmoins de fait que toutes ces déplorables erreurs se sont développées pendant les dernières années, et que, par un enchaînement fatal de circonstances, elles se sont même tellement emparées de l'opinion publique, que le véritable sens de l'article 13 a été presque entièrement perdu de vue. L'exaltation pour des théories chimériques, l'influence d'écrivains ou aveuglés eux-mêmes ou décidés à flatter toutes les illusions populaires, l'ambition malentendue de transplanter

(1) Il paraît pourtant que la proposition en fut faite, en 1820, aux conférences de Vienne; mais l'opposition formelle de la Bavière empêcha de donner suite à ce projet.

sur le sol de l'Allemagne les institutions de tel ou tel pays étranger dont la situation actuelle et l'histoire ancienne et moderne sont également peu analogues à notre situation et à notre histoire, voilà les causes qui, conjointement avec quelques autres, peut-être plus affligeantes encore, ont produit cette immense confusion d'idées dans laquelle la nation allemande, si célèbre jusque-là par sa solidité et son sens profond, est menacée de se perdre (1). » A la suite de ces considérations, qui montrent clairement sur quel terrain nouveau on voulait se placer, le ministre autrichien invitait la diète à se prononcer le plus tôt possible sur le sens authentique de l'acte fédéral, et à l'interpréter d'une manière applicable à la position actuelle de tous les états de la confédération, appropriée surtout au maintien du principe monarchique, dont l'Allemagne ne pouvait s'écarter impuné-

(1) A toutes ces allégations, voici ce que répond un publiciste wurtembergeois fort distingué : « Quoi! dit-il, quand précédemment on avait promis des institutions en rapport avec l'esprit du temps et répondant au degré de civilisation du siècle; quand notamment la Prusse avait proposé expressément la participation de toutes les classes de citoyens aux droits constitutionnels, tout cela ne reposait que sur un pur malentendu ou sur une fausse interprétation! Quoi! les constitutions d'états territoriaux, de l'article 13, ne désignaient que des assemblées sur le patron des anciens états féodaux....... où n'étaient représentés que des intérêts particuliers de caste! C'était donc là la récompense sur la promesse de laquelle les peuples allemands s'étaient levés pour combattre à la voix des souverains, et avaient brisé les chaînes de leurs princes par les efforts les plus inouis que puissent exciter l'amour de la liberté et le désir ardent d'une meilleure condition! Et ces gouvernemens qui avaient réellement introduit des constitutions représentatives conformes à l'esprit de l'époque, ils avaient donc été dans l'aveuglement le plus complet sur le sens de l'article 13! Et la diète elle-même, qui avait vu naître sous ses yeux des constitutions de cette espèce, qui en avait mis quelques-unes sous sa garantie, était tombée dans la même erreur, dans la même ignorance! Comme si les seuls modèles valables de l'histoire nationale ne devaient se chercher que dans les temps de la décadence! Mais, en Angleterre et en Suède, c'est grace aux élémens germaniques, conservés dans la constitution, qu'une partie importante du parlement s'est toujours composée de représentans. En Allemagne aussi, le système représentatif était plus ancien que le système d'états territoriaux; il y disparut uniquement parce que l'esprit de la féodalité prête une telle prépondérance, que les souverains deviennent impuissans et dépendans de leurs vassaux. Aucun droit ne put plus se maintenir devant la force; la plus grande partie des citoyens perdit ses franchises politiques, pendant que les nobles, qui surent se défendre et faire cause commune, parvinrent d'abord à maintenir leurs droits, puis à les étendre aux depens de tous les autres. Ce n'était pas la résurrection de ces corporations privilégiées, mais le rétablissement du droit commun, qu'avaient réclamé les peuples de l'Allemagne, et que les princes leur avaient promis. » (Pfizer, *Sur le développement du droit public en Allemagne au moyen de la constitution fédérale*, Stuttgardt, 1835.)

ment, et de l'union fédérative, condition indispensable de son existence et de son repos.

Cette invitation adressée à la diète n'était que l'annonce d'un projet déjà convenu, et qui ne tarda pas à être mis à exécution. Dès la fin de 1819, des envoyés de tous les états allemands s'assemblèrent à Vienne, et le résultat de leurs conférences fut l'acte final de 1820, long commentaire de l'acte fédéral, qui en explique les principales dispositions dans un sens conforme aux exigences du moment et aux vues nouvelles adoptées par les gouvernemens. Cet acte fixe la compétence de la diète et les limites de son action, détermine la forme de ses délibérations et le mode d'exécution de ses décrets, établit des règles pour les rapports de la confédération avec les puissances étrangères en cas de guerre comme en temps de paix, et donne à l'autorité fédérale sa constitution définitive. Quant à l'interprétation promise de l'article 13, elle n'y est claire et sans ambiguités qu'en ce qui concerne les droits des souverains. Ainsi il y est dit que la diète doit veiller à ce que cet article trouve son exécution dans tous les états (art. 54); mais on ajoute que les princes restent chargés du soin de régler cette affaire intérieure, en ayant égard soit aux droits qui auraient existé antérieurement en vertu d'une constitution d'états, soit aux rapports actuellement existans (art. 58); ce qui laisse toute latitude aux gouvernemens quant à la teneur des constitutions à accorder. Comme en outre on ne fixe pas le terme dans lequel ils doivent avoir rempli leurs obligations à cet égard, ils restent maîtres d'en différer indéfiniment l'accomplissement. On déclare que les constitutions en vigueur ne peuvent être changées que par les voies constitutionnelles (art. 56), mais on pose aussitôt des principes qui les font rentrer toutes dans le cercle rigoureux de l'orthodoxie monarchique. « Comme la confédération germanique, dit l'article 57, se compose, sauf les villes libres, de princes souverains, il résulte de cette idée fondamentale que le pouvoir public, dans son intégralité, doit rester entre les mains du chef de l'état, et qu'une constitution ne peut imposer au souverain la coopération des états que relativement à l'exercice de certains droits. » L'article suivant ajoute que les princes souverains de la confédération ne peuvent être arrêtés ou restreints par aucune constitution dans l'accomplissement de leurs obligations fédérales. Ces deux articles sont vagues et obscurs, puisqu'ils ne définissent ni *le pouvoir public dans son intégralité,* ni les droits positifs qui peuvent le limiter, ni l'étendue précise des obligations fédérales; mais cette obscurité calculée laisse le champ libre à

toutes les interprétations restrictives des garanties accordées aux peuples, et subordonne complètement les assemblées représentatives tant à l'égard des gouvernemens respectifs qu'à l'égard de la diète. Enfin, comme si tant de précautions ne suffisaient pas, on prend une sûreté de plus contre l'influence que ces assemblées pourraient exercer sur l'opinion publique. « Quand la publicité des délibérations des états, dit l'article 59, est assurée par la constitution, leur règlement doit veiller à ce que les limites légales de la libre expression des opinions ne soient outrepassées ni dans les délibérations elles-mêmes, ni dans leur publication par la voie de la presse, d'une manière qui puisse compromettre le repos de l'état particulier dont il s'agit, ou celui de l'Allemagne entière. » On voit que tout est dirigé vers le même but, et que les législateurs fédéraux savent descendre, quand il le faut, des hauteurs de la métaphysique politique, pour régler les détails d'intérieur. Nous ne pousserons pas plus loin l'analyse de l'acte final de Vienne, qui n'est qu'un pas de plus dans la voie tracée par les résolutions de Francfort, un autre produit naturel de la politique adoptée par les deux grandes puissances allemandes et imposée par elles à la confédération.

Il faut reconnaître, du reste, que cette politique atteignit son but et qu'elle comprima pour un temps toutes les résistances. De 1820 à 1830, le repos de l'Allemagne ne fut pas troublé; on n'y ressentit même pas le contre-coup des révolutions qui remuèrent momentanément le midi de l'Europe, et à la répression desquelles l'Autriche et la Prusse prirent une part active, soit par les négociations, soit par les armes. Au milieu de cette tranquillité, l'action de la diète dut naturellement se ralentir; toutefois elle montra à plusieurs reprises qu'elle ne cessait pas de veiller au maintien de son œuvre, et que sa tendance ne variait pas. Le 1er juillet 1824 elle restreignit ou plutôt supprima entièrement la publicité de ses délibérations, qui jusque-là pouvaient arriver en partie à la connaissance du public. Le 15 août de la même année, elle renouvela et renforça à quelques égards les décrets de 1819, notamment la loi sur la presse, dont la durée avait été limitée à cinq ans. L'état de l'Allemagne, depuis cette époque, n'avait pourtant fourni aucun prétexte plausible pour le maintien de cette loi d'exception, mais on s'était bien trouvé de ce provisoire, et on le rendit définitif. Le président de la diète déclara à cette occasion que la constitution de la confédération ne comportait pas un degré de liberté égal à celui qui existait dans d'autres pays. « En supposant, dit-il, que les lois répressives, souvent très sévères, qui existent ail-

leurs contre les délits de la presse, soient préférables en elles-mêmes aux lois de censure beaucoup plus douces, il est certain que dans un état fédératif comme l'Allemagne, où chaque pays a sa constitution judiciaire et sa police particulière, elles seraient sans efficacité comme garantie pour l'ensemble. La paix et l'ordre ne peuvent être assurés dans une semblable union que par une surveillance sur la presse, au nom de la confédération, exercée par les autorités locales, et, en cas de nécessité, par l'autorité fédérale. » L'opinion exprimée par ces paroles n'a pas cessé de régner parmi les hommes qui ont en main la direction des affaires générales de l'Allemagne : il en est résulté que la censure est devenue le régime normal de la confédération et qu'elle est considérée comme une des colonnes de l'édifice germanique. On semble croire que l'unité de l'Allemagne serait dissoute le lendemain du jour où la presse recouvrerait sa liberté, et peut-être cette crainte n'est-elle pas sans fondement ; mais qu'est-ce donc qu'une unité qui qui ne peut subsister qu'à de pareilles conditions?

Il nous reste peu de chose à dire sur la période à laquelle nous sommes parvenus. La diète, outre les actes dont nous avons parlé, régla la constitution militaire de la confédération (1) ; des concordats, conclus tour à tour avec le saint-siége (2) par les différens souverains, réorganisèrent l'église catholique. Le roi de Prusse donna successivement à chacune de ses provinces allemandes des constitutions d'états provinciaux. Enfin, quelques efforts furent tentés pour faire tomber les barrières commerciales qui séparaient les divers états de l'Allemagne, et préparèrent de loin l'union des douanes, qui devait s'accomplir plus tard (3). Tels sont les seuls évènemens de quelque importance politique que présente l'histoire de la confédération pendant les dix années qui s'écoulèrent de l'acte final de Vienne à la révolution de juillet. La nation, placée sous la double tutelle de la censure et de la police, semblait résignée à la condition qu'on lui avait faite, et toute son activité s'était tournée vers les sciences et les lettres. A voir l'ardeur avec laquelle elle se livrait à l'étude, on pouvait croire que c'était là son seul besoin, sa seule vocation, et qu'absorbée tout

(1) 9 avril 1821, avec les dispositions ultérieures du 12 avril 1821 et du 11 juillet 1822.

(2) Le roi de Bavière signa le sien le 5 juin 1817; le roi de Prusse, le 25 mai 1821; le roi de Hanovre, le 26 mars 1824; les princes dont les états formèrent la province ecclésiastique du Haut-Rhin, le 16 avril 1821 et le 11 avril 1827.

(3) Il y eut un traité d'union entre la Bavière et le Wurtemberg, un autre entre la Prusse et le grand-duché de Hesse-Darmstadt.

entière par le développement pacifique des choses de l'intelligence, elle ne donnait plus aucun regret aux agitations fébriles de la vie politique. Il n'en était rien pourtant : le feu couvait sous la cendre, et le silence n'était ni l'oubli ni le pardon. Le teutonisme avait cessé d'exister comme parti organisé; mais le libéralisme, bien autrement dangereux par ses affinités, ses alliances et son habileté pratique, y avait plus gagné que les gouvernemens. Obligé d'ajourner ses prétentions et ses espérances, il n'en avait abdiqué aucune, et n'attendait qu'une occasion favorable pour rentrer dans la lice. Cette occasion se présenta bientôt : la révolution de juillet donna le signal d'une nouvelle lutte européenne, et la part inattendue qu'y prit l'Allemagne n'en fut pas l'incident le moins remarquable. Nous raconterons dans un prochain article cet épisode curieux de l'histoire contemporaine; après quoi nous essaierons d'apprécier la situation actuelle de la confédération germanique, et nous hasarderons quelques conjectures sur les destinées que l'avenir lui réserve.

E. DE CAZALÈS.

ÉCOLE

DES BEAUX-ARTS.

MUSÉE DES ÉTUDES.

Les nombreux visiteurs que les diverses expositions annuelles ont amenés, dans ces derniers temps, à l'École royale des Beaux-Arts, ont dû lire sur l'élégante porte du palais une inscription, *Musée des études*, dont la plupart n'auront pu deviner le sens. En effet, au-delà de ce frontispice menteur, ils n'ont rencontré que des murs nus, des salles vides, des portes fermées. Introduits d'abord avec quelque appareil à travers un double rang de grilles dorées, par un chemin pavé de marbres, bordé de monumens gracieux et pittoresques, entouré de murs qu'une sorte de coquetterie architecturale a chamarrés de fragmens de sculpture sans nombre, ils se trouvent tout à coup perdus comme Énée dans les

Domos ditis vacuas et inania regna.

Si, au sortir de ce palais désert, la main officieuse d'un *custode* leur a livré l'entrée de la vaste salle dont le portail d'Anet forme le frontispice, et *le Jugement dernier* la principale décoration, ce n'est qu'en passant par-dessus des monceaux de fragmens de plâtre et de

pierre, à travers d'énormes caisses de bois empilées, des échafaudages, des flots de poussière, qu'ils sont parvenus, non sans peine, à se placer devant l'œuvre gigantesque de Michel-Ange. Plusieurs, sans doute, seront sortis sans avoir pu comprendre qu'une si magnifique avenue ne conduise depuis si long-temps qu'à des salles vides et à un hangard.

Il faut leur pardonner. Il est certain que le public a fort bien pu, sans être accusé d'une inexcusable précipitation, trouver un peu long le *statu quo* des travaux intérieurs de l'école. Nous ne pouvons que lui recommander la patience, c'est la plus indispensable des vertus en matière d'administration et de travaux publics. L'essentiel est qu'on arrive au but. Ainsi donc, sans entrer dans l'explication de ces lenteurs qu'on a coutume d'appeler nécessaires, parce qu'elles sont inévitables (ce qui, d'ailleurs, revient au même), nous préférons, pour satisfaire de quelque manière les plus impatiens, regarder comme réel ce qui n'est encore que possible, et comme fait accompli un simple programme. Et si cette excursion anticipée dans un musée fictif ressemble un peu à la description du festin imaginaire du conte arabe, nous prenons la liberté de certifier que tôt ou tard la curiosité de nos lecteurs sera, comme l'estomac du bon Barmécide, pleinement, réellement et confortablement satisfaite.

On sait que l'École des Beaux-Arts actuelle occupe en grande partie la place de l'ancien couvent des Petits-Augustins, dont le cloître et l'habitation ont depuis long-temps disparu. Leur église seule est encore debout. C'est sur ce même terrain que fut élevé à grands frais, puis dispersé au bout de peu d'années, le *Musée des monumens français*, dont il n'est plus resté que quelques informes débris. En 1820, l'enseignement des beaux-arts, jusque-là établi à l'Institut, fut transféré dans une partie des locaux laissés vacans par la suppression du Musée; mais l'insuffisance et l'incommodité de ces bâtimens étaient telles, qu'on songea bientôt à y faire des réparations et des augmentations. Toutefois ces projets ne furent sérieusement pris en considération qu'en 1832, époque où l'on commença une reconstruction de l'école d'après les plans d'un habile architecte, M. Debret. En juin 1833, la fameuse loi relative à l'achèvement de tous les monumens publics vint de nouveau modifier cet état de choses; un plan, en quelques parties nouveau, fut donc proposé par un autre architecte, M. Duban, et adopté par le gouvernement. L'exécution lui en fut immédiatement confiée, et elle est terminée depuis un an.

L'architecture est, plus que tout autre art, soumise à l'influence des

circonstances extérieures. Il arrive très rarement que l'artiste soit entièrement le maître de réaliser sa pensée. L'œuvre d'un architecte ne peut donc presque jamais être jugée du point de vue abstrait et absolu de l'esthétique pure, et un édifice réel ne saurait être considéré comme un plan. Sans cette précaution, on est exposé à voir des erreurs, des défauts ou des énigmes dans des choses parfaitement justes, convenables et explicables. L'architecte de l'école a particulièrement le droit d'invoquer en sa faveur cette règle de critique. Emprisonné de tous côtés dans le cercle des projets anciens, ou réduit à achever mécaniquement le travail commencé, il n'a pu, le plus souvent, que refondre, corriger, modifier et rarement innover, si ce n'est dans les détails.

Parmi les parties entièrement neuves, la plus importante, sous le rapport de l'art, est la façade principale du palais. On peut en rendre l'architecte responsable en toute sûreté de conscience; mais cette responsabilité n'est pas lourde à porter. La critique, armée d'un Vignole, se flatte d'y trouver par-ci, par-là, quelques hérésies, soit; mais cette concession aux inflexibles champions de l'orthographe ne doit pas nous empêcher d'admirer la riche et noble élégance de ce frontispice. L'ornementation a pu paraître recherchée, mais elle n'est probablement qu'inusitée. Dans ces choses accessoires et de simple goût dont aucun principe absolu ne règle l'invention et l'arrangement, il peut s'en rencontrer quelques-unes qui, sans blesser l'œil, l'étonnent. C'est ainsi qu'un mot nouveau ne peut faire son entrée dans le langage sans surprendre et même indisposer l'oreille par son air étranger; une mode nouvelle choque par cela seul qu'elle est nouvelle. Un peu d'habitude rend ces nouveautés tolérables d'abord, puis bientôt aimables.

Le système de décoration et d'ornement paraît une réminiscence libre de l'architecture française de la fin du XVIe siècle. Ce retour à la tradition nationale, si complètement interrompue par l'adoption des formes greco-romaines pures, a été salué par la jeune génération comme une protestation contre le système classique, qui, chassé de partout, semblait tenir bon en architecture. Il n'est pas du tout certain que l'architecte ait prétendu protester; cependant, en fait, cette nouvelle manière a donné le ton au goût général depuis quelques années. Elle a réussi au point d'inspirer déjà quelques inquiétudes. La sculpture d'ornement dégénérera peut-être avant peu en manie. On brode maintenant une maison, comme une livrée de cour, sur toutes les coutures, et comme ces puérilités coûtent fort cher, elles deviennent

un objet de concurrence d'argent; l'émulation éclairée de l'art est exploitée et corrompue par la rivalité aveugle et barbare du luxe.

On traverse deux cours pour arriver au palais. Celle qui précède immédiatement l'édifice et qui pourrait être appelée la cour d'honneur, est demi-circulaire. Sa limite, du côté de la rue, est formée par deux grilles latérales entre lesquelles s'élève le monument de Gaillon. La seconde cour, plus vaste, est à très peu près carrée; elle est bordée à droite par l'église et le bâtiment des études; à gauche, on n'a pu utiliser les murs nus des maisons particulières qu'en y plaquant une façade simulée en arcades qui répète celle du côté opposé. Sur le pignon correspondant au portail d'Anet, un grand espace de forme ogivale, laissé entièrement nu, attendra probablement long-temps le specimen gothique destiné à servir de pendant. Cette trouvaille est assez difficile; car, grace à Dieu, ce n'est plus la mode aujourd'hui de démolir.

Ces deux cours, ainsi entourées et décorées, offrent un coup d'œil d'ensemble pittoresque, mais un peu bizarre. Dans le détail, on pourrait trouver dans cette accumulation d'élémens hétérogènes une bigarrure assez peu sévère, quoique piquante; mais ces observations ne tomberaient nullement sur l'architecte. Celui-ci, placé entre le double inconvénient d'éliminer et même de détruire un assez grand nombre de débris intéressans, ou de sacrifier ses propres idées, n'a pas hésité. Il n'a pas voulu s'établir sur des ruines et commencer par un acte de vandalisme. Rien, au reste, n'est plus rare chez les architectes que le respect de ce qui est debout; ils aiment assez faire place nette, et ils n'éprouvent que peu de regret de voir tomber ce qu'ils n'ont pas bâti. Heureusement ici la religion de l'antiquaire l'a emporté sur l'instinct de l'artiste. Ceci bien entendu, il n'y a plus lieu à censure. Il faut, au contraire, rendre hommage à l'habileté qui a su mettre en œuvre et relier, sans trop de dissonances, au moyen de nuances finement ménagées, tant d'élémens discordans, et compenser, par la diversité des effets et l'imprévu des contrastes, le défaut d'unité de style et de caractère, résultat nécessaire du parti adopté. La décoration et la disposition de ces cours s'accordent en outre à merveille avec la destination ultérieure et principale des salles et galeries. Elles offrent en effet une sorte de musée d'architecture et de sculpture en plein vent, qui n'est pour ainsi dire que le vestibule du musée intérieur. Telle a été évidemment la pensée de l'architecte. Elle achève d'expliquer bien des singularités ou anomalies apparentes en leur donnant un but défini et parfaitement convenable. Ainsi, ces incrustations de

fragmens de pierre et de marbre, débris sans nom de monumens détruits, prennent tout de suite un sens. Mais, à défaut même de ce motif rationnel, l'architecte avait pour lui l'autorité des exemples de ce genre de décoration qui se trouvent en Italie, et en particulier les casins de la villa Médicis, de la villa Panfili et de la villa Borghèse à Rome.

Maintenant, après ce regard jeté sur l'ensemble, il faut, pour les détails, qu'on veuille bien nous accepter comme *cicerone* et nous laisser parler, en cette qualité, avec toute l'érudition et l'esprit d'un catalogue. Le *portail d'Anet*, qui formait autrefois la façade de la salle d'introduction du *Musée des monumens français*, est resté à son ancienne place; seulement il a été restauré et consolidé. Les figures de bas-reliefs dans les entrecolonnemens du troisième ordre sont de Jean Goujon. L'origine, la date, la destination et les auteurs de cet édifice sont résumés en deux lignes inscrites en or au-dessus de la porte : FAÇADE DU CHATEAU D'ANET BATI EN 1548. HENRI II FIT ÉLEVER CE MONUMENT POUR DIANE DE POITIERS PAR PHILIBERT DE LORME ET JEAN GOUJON. La porte est composée de panneaux provenant d'Anet, repeints, redorés et réparés. Les chiffres si connus de Henri et de Diane sont authentiques.

Le charmant morceau d'architecture auquel est resté le nom d'*Arc de Gaillon* fut transporté et relevé en 1802 par les soins du ministre Chaptal et de M. A. Lenoir. C'est un fragment d'une façade du château que le cardinal George d'Amboise avait fait bâtir à Gaillon, en Normandie, en 1500. Ce n'est qu'un débris de débris; mais, tel qu'il est, on doit des actions de graces à l'architecte qui nous l'a conservé : l'arc de Gaillon avait été en effet condamné par les anciens projets. Restauré avec goût et intelligence, et soutenu par des contreforts, il est à l'abri des insultes du temps, et on n'a plus aujourd'hui autant à craindre celles des hommes. Ce petit monument est le type d'un goût et d'un style qui, vers les premières années du XVIe siècle, traversèrent l'architecture française comme une gracieuse, mais éphémère apparition. On a laissé dans l'arcade supérieure une joli cuve en pierre de liais, ornée d'arabesques finement ciselés; elle porte la date de 1542. La grille qui protége et ferme l'arc est, ainsi que celle du portail d'Anet, un ouvrage du temps de Louis XII, mais considérablement retravaillé et modifié autrefois par M. Percier.

La plupart des fragmens encastrés dans les murs de la cour semi-circulaire du palais sont les derniers restes des châteaux de Gaillon et d'Écouen. A droite, les cinq arcades à plein cintre qui donnent

passage à la cour d'enceinte, sont des débris de Gaillon; celles du côté opposé également, quoique le style en paraisse plus ancien. En traversant ces dernières, on a devant soi un mur couvert de grands bas-reliefs dont les figures de proportion presque colossale représentent sous des personnifications historiques la Justice, la Religion, la Charité, etc. Ces sculptures, qui, vues de loin, ont quelque apparence de force et de grandeur, sont attribuées à Ponce Jacquio (qui n'est pas Paul Ponce), et ont été faites sur les dessins de Pierre Lescot. Elles décoraient une des façades de l'ancien Louvre démolie en 1805.

La grande vasque ou cuve en pierre de liais placée au centre de la cour est d'un seul morceau de douze pieds de diamètre. Le pourtour est orné de vingt-huit têtes en saillie représentant des divinités, des figures allégoriques, des signes du zodiaque, des animaux, ainsi que l'indiquent les noms gravés en creux, en caractères moitié grecs, moitié romains, au-dessous de chacune : AVARICIA, AER, HERCULES, SIMIA, LUPUS, LEO, IGNIS, etc. On croit cette cuve du XIIe siècle, mais rien n'empêcherait de la supposer un peu plus moderne. Elle servait de fontaine et de lavabo dans un ancien monastère.

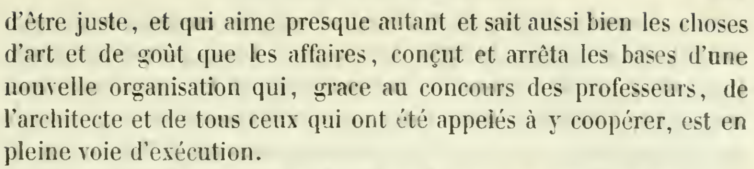
Avant de franchir le seuil du palais, nous recommandons à ceux que cet *état de lieux* n'a pas complètement découragés les particularités suivantes. La façade est entièrement neuve. On voudra bien remarquer les sculptures de l'archivolte de la porte et la porte elle-même. Les quatre médaillons offrent les nobles effigies des quatre plus grands hommes qui aient brillé en France dans les arts du dessin, Poussin et Lesueur, en marbre, Philibert de Lorme et J. Goujon, en bronze. Les deux derniers sont de M. Elschoët, les premiers de M. Lanno. Une frise courant au-dessus des fenêtres du soubassement porte les noms des plus célèbres artistes de tous les temps et de tous les peuples. Les piédestaux du stylobate de la façade sont destinés à recevoir les copies de statues antiques envoyées par les pensionnaires de Rome; plusieurs sont déjà en place. La cour intérieure, dans laquelle il serait périlleux de s'engager, offre une décoration analogue, huit médaillons dont quatre en lave de Volvic, coloriée et émaillée, et quatre en marbre, représentant, les premiers, les quatre siècles de l'art sous la figure de Périclès, Auguste, Léon X et François Ier, et les seconds, les quatre plus grands artistes de ces différens siècles, Phidias, Vitruve, Pierre Lescot, Raphaël, exécutés par M. Seurre jeune. Enfin nous indiquerons pour la seconde fois sur la porte l'inscription : *Musée des études* qui nous ramène à l'objet principal de cet article.

A l'époque de la reconstruction de l'école, il existait depuis long-temps dans ses salles une collection de plâtres d'origine et de nature diverses. Cette collection se composait surtout de fragmens d'architecture antique moulés sur les originaux à Rome et en Grèce. C'était ce qu'on appelait la *galerie d'architecture*. Elle avait été léguée à l'école par le professeur Dufourny, qui l'avait formée à ses frais. On possédait aussi une réunion de modèles en relief, en plâtre, bois et liége, des principaux monumens de l'architecture égyptienne, grecque, romaine, etc., au nombre de près de cent. La plupart de ces modèles avaient été exécutés sous la direction de M. Cassas, voyageur et antiquaire distingué, à qui le gouvernement les acheta en 1814. On peut joindre à ces objets quelques centaines de fragmens de bas-reliefs, statues, bustes, etc., acquis par l'école à diverses époques.

L'ensemble de ces trois catégories de monumens formait déjà un noyau assez considérable; mais l'état de délabrement et de ruine du local où ils étaient plutôt emmagasinés que classés les rendait presque inutiles aux études : ils se dégradaient d'ailleurs de jour en jour d'une manière plus rapide et plus menaçante.

La reconstruction de l'école mit en lumière ces richesses jusque-là si ignorées et si peu utilisées, et en fit sentir le prix. On commença dès ce moment à prévenir toutes dégradations et destructions ultérieures. L'agrandissement du local, devant dépasser de beaucoup désormais les besoins de l'enseignement, laissait de vastes emplacemens sans destination précise. Tant de belles salles ne pouvaient rester vides, et les plâtres qu'on possédait ne suffisaient pas à beaucoup près pour les remplir. Dès-lors on songea à s'en procurer d'autres. Le but primitif de ces collections s'agrandit et changea de caractère; elles furent considérées sous un point de vue plus large et soumises à un plan nouveau.

Jusque-là la collection avait été le fruit du hasard et du temps. Elle s'était formée comme par alluvion au moyen d'accroissemens successifs, lents et purement fortuits, sans suite, sans règle et sans but. Aussi offrait-elle une grande bigarrure, un mélange d'excellentes choses mêlées à beaucoup de mauvaises ou d'insignifiantes. Des plâtres venus de tous côtés et admis sans contrôle, des marbres presque méconnaissables, tristes débris de l'ancien Musée des monumens français, s'étaient successivement accumulés sans distinction d'époques, de sujets, de mérite. Il devint évident que cette collection confuse devait subir une réforme fondamentale. Le ministre de l'intérieur de cette époque (M. Thiers), dont l'esprit est grand à force



d'être juste, et qui aime presque autant et sait aussi bien les choses d'art et de goût que les affaires, conçut et arrêta les bases d'une nouvelle organisation qui, grace au concours des professeurs, de l'architecte et de tous ceux qui ont été appelés à y coopérer, est en pleine voie d'exécution.

D'abord le but de la collection fut changé, ou plutôt on lui en fit un, qui est celui-ci : représenter par des *specimen* choisis le développement chronologique et historique de l'architecture et de la sculpture depuis l'antiquité jusqu'à nous. Ce plan, comme on voit, embrasse l'art antique et l'art moderne. Il s'agit d'offrir sur une échelle suffisante, quoique dans un espace assez borné, tout ce que l'art a produit de plus excellent. La pensée de ce musée est donc essentiellement historique. Il s'agit de faire pour les œuvres de l'architecture et de la sculpture ce que la gravure fait pour celles de la peinture, sauf toutefois la différence du procédé de reproduction, qui, dans un cas, ne donne qu'une image à peine approximative du modèle, tandis que dans l'autre la reproduction par le moulage est positive, réelle et complète.

Cette glyptothèque de plâtres sera sans rivale en Europe. Venise, Rome, Milan, Munich, Londres, possèdent des collections de moulages; mais aucune n'a été entreprise dans un but général et formée sur un plan méthodique : on n'y trouve guère que quelques statues destinées aux études. Aucune d'ailleurs n'a adopté les chefs-d'œuvre de l'art moderne; car, par des raisons très connues et inutiles à rappeler, les productions antiques ont été les seules recueillies dans les musées et les écoles depuis trois siècles.

La disposition générale des nouveaux bâtimens favorise merveilleusement l'exécution de ce plan. Elle a permis de partager en deux grandes séries les monumens antiques et les monumens modernes, et de les isoler dans un local distinct et séparé. Les vastes galeries du palais qui occupent tout le rez-de-chaussée et quelques salles des étages supérieurs, recevront les modèles des écoles égyptienne, étrusque, grecque et romaine, subdivisées elles-mêmes en quelques grandes périodes chronologiques. Cette première section comprend toute l'antiquité classique à partir de l'Égypte jusqu'à l'époque byzantine. En-deçà commence le moyen-âge, et avec le moyen-âge l'art chrétien, l'art moderne.

L'école moderne a sa place toute faite dans l'église qui déjà, à une autre époque, a abrité les monumens français du musée Lenoir. Ce vaste vaisseau, dont l'architecture et les dimensions ont de l'analogie

avec la chapelle Sixtine au Vatican, et sa jolie chapelle hexagone, offrent un emplacement suffisant. L'élégante façade, ornée des sculptures de J. Goujon, annonce convenablement les monumens contenus dans l'intérieur. Cette catégorie embrassera surtout la période de trois siècles, depuis le XIVe, rempli par les travaux de l'école pisane, première institutrice de l'Italie, jusqu'au XVIIe, où l'art dégénère et s'éteint. L'art moderne a eu, comme l'art antique, son époque classique; seulement elle a été plus courte. Les ouvrages de cette brillante période seront presque seuls admis, et encore se bornera-t-on à ceux que la sentence infaillible du temps a consacrés. Plus près de nous, dans les XVIIe et XVIIIe siècles, il y a eu sans doute des artistes de génie, car aucun âge n'en a manqué, mais pas de grandes et originales écoles. Les artistes habiles survivent à l'art lui-même. Dans les époques tout-à-fait voisines de la nôtre, on ne pourra plus que glaner. Les monumens de ces temps auront encore pourtant quelque intérêt historique et moral. Ils représenteront une de ces périodes indécises où l'art, privé de direction générale et de spontanéité, ne vit plus que des souvenirs affaiblis des anciens modèles, et, chassé des temples et de la place publique, se réfugie dans les académies et les ateliers; époques où il y a des peintres et plus de peinture, des sculpteurs et plus de sculpture, des architectes et plus d'architecture, des artistes enfin et plus d'art. Cette division, qu'on a pris soin de circonscrire dans des limites très étroites, conduira sans lacune jusqu'à nous cette histoire figurée de l'art.

On aura remarqué que ce plan ne s'applique qu'aux ouvrages de plastique. La peinture a dû en être exclue par des raisons péremptoires. On n'a en effet que deux manières de reproduire des tableaux, la gravure et les copies. Le premier moyen est insuffisant, défectueux et trop éloigné du but. L'école pourtant a une riche collection d'estampes que rien n'empêche d'augmenter, mais qu'il faudra surtout rendre plus accessible. Quant aux copies, l'expérience a dès long-temps prouvé que les meilleures ne valaient guère. Les bonnes copies sont peut-être plus rares que les bons originaux, surtout si on exige qu'elles rendent avec une véritable fidélité les qualités si délicates, si insaisissables, si profondément individuelles de l'exécution des grands peintres. Il n'y a donc que des maîtres qui puissent bien copier les maîtres: or les maîtres, en quelque genre que ce soit, n'aiment guère à copier. Enfin, dans toute hypothèse possible, on sait qu'une copie ne saurait jamais tenir lieu de l'original; la plus habile et la plus sincère n'est qu'une traduction, c'est-à-dire une imitation,

et jamais un calque, comme le moulage. Chaque époque copie selon son génie, chaque artiste y met et le goût de son temps et le sien. De là vient qu'on ne saurait rien imaginer de plus différent que les copies d'un même maître exécutées en différens temps; le Raphaël de Lebrun n'est pas certes celui de David, ni celui de Vanloo celui d'Ingres.

A défaut de ces motifs mêmes, l'exécution de copies en nombre suffisant serait matériellement impossible. On manquerait, en effet, de trois choses indispensables : de temps pour les faire, d'argent pour les payer, et de place pour les recevoir.

On a fait, il est vrai, une exception en faveur du plus grand ouvrage de la peinture moderne, *le Jugement dernier* de Michel-Ange. Cette copie est une œuvre à part. C'est la première fois qu'elle a été entreprise et exécutée. Indépendamment de l'intérêt immense attaché à cette peinture fameuse, on peut assurer qu'une copie de la dimension de l'original est et sera la seule existant en Europe. Ces choses-là ne se font pas deux fois. On n'aurait même pas songé à faire exécuter cet immense travail, si l'église des Petits-Augustins n'eût, par un singulier et heureux hasard, offert une surface à peu près égale à celle du mur de la Sixtine occupé par la fresque de Michel-Ange. Ajoutons que, dans un temps qu'il est malheureusement permis de croire assez prochain, l'œuvre originale aura cessé d'être visible, et que pour la voir, il faudra venir à Paris. Grace à cette exception, on aura en regard, dans la même enceinte, l'ouvrage capital de Michel-Ange en peinture, avec toutes ses œuvres de sculpture. Ainsi, ce que l'art moderne a de plus grand sera là tout entier.

Je ne parle pas de quelques autres copies faites ou à faire, parce qu'elles ne sont et ne peuvent être, comme la précédente, que des exceptions.

La collection des plâtres est donc la seule qui puisse réaliser le plan historique adopté, la seule qui soit susceptible d'un arrangement méthodique. Quant aux avantages d'une collection de cette nature, ils frappent par leur évidence. Le Musée des Études fournira aux artistes des modèles et des leçons à tous ceux qui étudient l'art et son histoire dans un intérêt d'imagination, de philosophie ou de critique esthétique, des enseignemens plus positifs que ceux des livres; au public en général, de nobles et beaux objets à contempler. Il semble qu'il n'y a pas ici matière à discuter. Cependant, comme on peut discuter sur tout, on a élevé des difficultés et des objections dont toutes ne sont pas également ingénieuses.

On a dit d'abord que c'en était fait de l'Italie, de Rome, de Florence, de Venise, si on transplantait ainsi leurs chefs-d'œuvre, et que nos jeunes artistes, peu soucieux d'aller chercher bien loin ce qu'ils auront sous la main, perdront ainsi le fruit de ces impressions fécondes et pénétrantes dont l'imagination est si impétueusement frappée en présence des lieux et des monumens classiques. On ajoute que tous ces miracles de l'art qu'une superstition poétique a rendus sacrés, arrachés du lieu où on les adore, perdent tout d'un coup leur caractère divin. Ils deviennent impuissans, froids, insignifians ou inintelligibles, et au lieu de l'admiration et de l'amour, ils ne provoquent que l'indifférence ou le blasphème.

Cette dernière partie de l'objection n'a que trop de portée, mais elle n'est qu'une conséquence d'une objection plus générale et plus fondamentale sur laquelle nous reviendrons; ainsi, tout ce que nous voulons remarquer ici, c'est qu'elle détruit la première. Si, en effet, ces monumens transplantés n'ont, comme on le dit, rien qui soit capable de séduire les imaginations, s'ils ne réalisent point cet idéal de beauté, de grandeur et de sublimité que le jeune âge rêve et dont surtout il veut jouir, s'ils ne peuvent satisfaire ses ardens besoins d'impressions neuves et fortes, il n'est pas à craindre qu'ils empêchent les jeunes artistes d'aller puiser à la source même de toutes ces choses. Le danger de désenchanter l'Italie est donc bien petit. Les mauvais poètes, les touristes, les Autrichiens, les polices, les douanes, les lazarets, n'ont pu y parvenir. Quelques emprunts nouveaux faits à ses musées, à ses églises, à ses palais, à ses places publiques, ne sauraient ôter à l'Italie le moindre de ses charmes. Disons plutôt qu'en voyant ces fruits étrangers et venus de si loin conserver, séparés de leur tige, tant de saveur, de parfum et d'éclat, on doit demander où croît l'arbre merveilleux qui les porte, et se hâter d'aller en cueillir à pleines mains sur les branches.

On a réclamé contre l'introduction des productions modernes dans l'école, prétendant qu'il n'y avait plus aucune sûreté pour les principes de l'art et la pureté du goût avec un tel voisinage, de manière que la première chose qu'il y aurait à faire, dès que cette catégorie de monumens sera formée, ce serait de les mettre sous clé et de n'en laisser approcher personne. A cela on peut répondre d'abord que, si on craint cette épreuve, il ne faut plus envoyer nos jeunes lauréats en Italie, parce que l'art antique y est partout, et même à Rome, enseveli sous l'art moderne. Le premier, il faut le chercher avec quelque peine dans les musées et les cabinets, tandis que les monu-

mens du second couvrent la terre, encombrent les temples, les rues, les demeures des grands et des petits. Si Michel-Ange vous effraie, n'allez pas à Florence, car il y est bien plus fort et plus terrible qu'à Paris. Là, rien ne lui résiste, tandis qu'au Musée des Études vous pourrez, avec un avantage incontestable, lui opposer Phidias et bien d'autres encore parmi les anciens. Il y aurait de la puérilité à détourner volontairement les yeux de cette brillante école du XVe et XVIe siècle, sur le seul motif que quelques esprits faibles et quelques talens nuls y pourront trouver un genre de mauvais goût un peu différent du mauvais goût académique. Mais de bonne foi, lequel vaut mieux de l'extravagance ou de l'insipidité? C'est ce qu'il importe peu de décider. Il est à remarquer aussi que ces mêmes hommes si intraitables sur les principes sont ceux qui voudraient prouver à tout le monde, apparemment comme une opinion très utile à propager, que depuis les Grecs et les Romains, c'est-à-dire depuis deux mille ans ou un peu plus, l'architecture et la sculpture n'ont rien fait qui vaille, et particulièrement dans nos temps. Or, comme dans cet intervalle, et surtout depuis la renaissance, l'étude de l'art greco-romain a été la base exclusive de l'enseignement dans toutes les écoles de l'Europe, on ne voit pas les motifs qui leur font repousser si durement toute modification au système suivi. Que peut-il arriver de pire, en effet, que ce que nous voyons et ce dont ils se plaignent? Quelle est cette prétendue pureté de goût qui, en définitive, ne sert qu'à constater qu'on ne peut rien faire de bien qui n'ait été fait? Et que valent des principes sans conséquences? Quels sont d'ailleurs ces génies naissans que ce grand hérétique de Michel-Ange va corrompre et entraîner à la perdition? En vérité, je voudrais bien qu'on nous les montrât. Qu'auraient-ils fait sans lui? Ils auraient mesuré l'Apollon, le Germanicus, et auraient mis au jour, tôt ou tard, au moyen des recettes connues, quelques plats centons académiques. Que feront-ils avec lui? Ils dessineront le Moïse et la Nuit, et ils produiront probablement quelque caricature. Qu'aura perdu l'art à cette substitution, et qu'auront-ils perdu eux-mêmes?

Pour être dans le vrai, il faut ne pas s'exagérer l'influence, soit d'un musée, soit d'une école, soit d'un mode quelconque d'enseignement. Si l'art a dégénéré partout, ce n'est pas faute de bons exemples et de bons principes, et s'il ne se relève nulle part, ce n'est pas à cause des mauvais exemples et des mauvais principes. Ses destinées ne sont pas soumises à l'action seule des causes secondes; elles tiennent à des conditions plus profondes, plus générales, du développement interne

16.

de l'intelligence et de la vie morale du genre humain. L'art n'est pas comme une industrie qui s'importe, s'enseigne, s'apprend, s'oublie, prospère ou languit, suivant les circonstances extérieures et locales. Manifestation du côté idéal et religieux de l'humanité, ses révolutions, ses chutes, ses renaissances, sont les évènemens les plus grands et les plus mystérieux du monde moral. Ne soumettons donc pas la marche de l'art à nos petites mesures et à nos petits calculs. N'allons pas croire, comme on l'a tant répété, que c'est par la *porte Pie* que la mauvaise architecture entra dans Rome (1).

Une objection plus grave est celle qui, allant au fond des choses, se demande si, en général, les collections d'objets d'art, qu'elles s'appellent muséums, galeries, cabinets, glyptothèques, etc., servent ou nuisent aux progrès de l'art, et qui se prononce pour la négative. Cette opinion qui est loin d'être un paradoxe, comme elle en a cependant l'air, a été soutenue par le seul homme qui, à notre époque en France, ait traité l'esthétique en véritable philosophe, et abordé avec succès la métaphysique de l'art, M. Quatremère de Quincy. Son argument principal consiste à dire que l'origine des musées et des collections coïncide toujours avec la décadence des arts, et que ce n'est que lorsqu'on ne fait plus de belles choses qu'on s'occupe à conserver celles qui sont faites. En outre, il observe que les monumens de l'art tirent la plus grande partie de leur beauté et de leurs effets de leur destination, et qu'une fois isolés des milieux où ils furent produits et créés pour un certain but, soit religieux, soit moral, soit simplement pittoresque, ils perdent presque toute leur signification, leur physionomie propre, et sont des objets de pure curiosité sans action sur l'ame. C'est ce qui arrive aux statues antiques accumulées dans nos palais. Il conclut enfin que les artistes modernes, ne travaillant guère qu'à des ouvrages destinés à faire nombre dans quelque muséum, sont nécessairement réduits à ne faire que des œuvres insignifiantes, privées de vie et d'intérêt. C'est ainsi qu'on tourne dans ce cercle vicieux, que les musées sont faits pour former des artistes qui, à leur tour, feront des ouvrages pour augmenter ces musées. Mais tout art digne de ce nom est fait pour la société; dès qu'il entre dans les musées, c'est qu'il est en réalité sans emploi, c'est-à-dire inutile.

Il n'y a rien à répondre à ces observations. Qu'en conclure cependant?

(1) Ce jeu de mots courut à Rome à l'occasion d'une porte de la ville bâtie par Michel-Ange, et qui en effet est d'un goût fort bizarre.

Qu'il ne faut pas avoir de musées? M. Quatremère ne l'ose pas dire lui-même. Il prétend seulement qu'il vaudrait mieux donner une destination sociale aux travaux des artistes, ce dont il faut certainement tomber d'accord, et ne pas trop compter sur les musées pour la prospérité de l'art, ce qui n'est pas moins évident. Le plaidoyer de cet ingénieux et souvent profond critique n'est donc qu'une espèce d'oraison funèbre du grand art. Mais nous ne pouvons pas sortir de notre temps. Il nous faut donc accepter l'art tel que nous l'a fait le cours des sociétés et de la civilisation modernes, et celui-ci ne peut aller sans musées, puisque c'est tout ce qui lui reste. Ceci est une question, comme on voit, toute pratique, et, dans les choses de pratique, il faut se tenir toujours aussi près que possible du fait.

Si donc il faut avoir des collections d'objets d'art, les plus complètes et les mieux choisies seront nécessairement les meilleures; et, si le Musée des Études à l'École royale des Beaux-Arts peut atteindre ce but relatif, c'est tout ce qu'on a droit d'exiger.

Enfin on a nié la possibilité d'exécuter le programme indiqué, et il est nécessaire de répondre en deux mots à cette objection directe. On a déclaré chimérique et extravagante l'idée de réunir dans l'enceinte d'un édifice, quelque grand qu'il soit, toute la sculpture ancienne et moderne. Présenté sous cette forme, le problème est non-seulement insoluble, mais ridicule. Heureusement il ne s'agit nullement de cela. Il n'est pas question de former une glyptothèque *universelle*, mais une glyptothèque *choisie*. Cette distinction et cette restriction bien comprises répondent à tout.

D'ailleurs, il y a une dernière réponse meilleure encore, c'est le *fait;* car s'il nous a plu de considérer jusqu'ici la formation de ce musée comme un simple projet, nous pouvons maintenant assurer que déjà la tâche est plus qu'à moitié remplie. Il nous suffirait de consulter le catalogue, pour convaincre à cet égard les plus incrédules; mais nous préférons renvoyer nos lecteurs à l'an prochain, à pareille époque. Ils pourront alors parcourir avec nous les salles et galeries qu'ils ont trouvées fermées, et voir de leurs yeux et toucher de leurs mains cette *histoire figurée* de l'art, que M. Delaroche aura aussi alors achevé de peindre symboliquement sur le mur de l'amphithéâtre central du palais de l'école.

LOUIS PEISSE.

PERCIER.

SA VIE ET SES OUVRAGES.

C'est le privilége de quelques hommes rares, de s'identifier tellement avec l'art qu'ils cultivent, et qu'ils honorent en le cultivant, que leur nom devient l'expression de toute une école, la propriété de tout un pays et la gloire de toute une époque. Tel fut Charles Percier, et ce peu de mots suffiraient déjà à son éloge, surtout si j'ajoutais qu'il fut placé, comme architecte, au même rang que David, comme peintre, dans l'estime de leurs contemporains; si je disais enfin, pour exprimer d'un seul mot tout son mérite, qu'architecte du consulat et de l'empire, il fut à la hauteur de son emploi et de son époque. Mais si Charles Percier fut un de ces hommes qu'on peut louer en le nommant, parce que leur nom rappelle à l'esprit ce qui caractérise toute une forme de l'art, il est de ceux aussi qu'on ne peut louer suffisamment, ni par le détail de leurs travaux, ni par la liste de leurs élèves, qui font aussi partie de leurs ouvrages, parce qu'il y a encore, dans l'influence qu'exerce un homme supérieur, quelque chose qui ne tient pas seulement au talent et au caractère, quelque chose qui est dans la position et dans la personne même, et qui se refuse à l'analyse. Je ne puis donc espérer que ce que j'ai à dire de ce grand artiste satisfasse complètement ceux qui l'ont connu; et pour

ceux qui ne l'ont pas connu, comment parviendrai-je à réaliser l'idée de tout ce qu'il fut par lui-même et de tout ce qu'il produisit par les autres?

Charles Percier naquit à Paris, en 1764, de parens honnêtes, mais pauvres; son père, d'origine suisse, était concierge de la grille du pont tournant des Tuileries; sa mère était attachée à la lingerie de la reine. C'est donc encore un nom illustre qu'il faut ajouter à cette liste nombreuse d'artistes célèbres, nés dans les rangs du peuple, qui ont eu à lutter contre la fortune, et qui sont sortis de la foule à force de persévérance et de talent; mais c'est une circonstance particulière à M. Percier, et tout-à-fait propre à sa destinée, que sa vie, commencée aux Tuileries, se soit écoulée tout entière au Louvre, et qu'il ait trouvé la gloire dans ce même palais où le sort avait placé sa naissance.

La condition de ses parens, chargés d'une nombreuse famille, ne leur permettait pas de donner à leur enfant ce qu'on appelle une éducation brillante; la nature y suppléa pour M. Percier. Le goût du dessin, qui s'était manifesté en lui dans les premiers jeux de son enfance, fut une de ces révélations qui manquent rarement dans la vie de l'homme de talent, mais qui se perdent trop souvent dans celle de l'homme du peuple. Heureusement pour notre artiste, son père eut l'intelligence de cette vocation naturelle, et il plaça son fils chez un peintre, M. Lagrenée, qu'il croyait propre à cultiver ses dispositions naissantes. Toutefois la nature fit encore plus pour lui que le maître que son père lui avait choisi. Une chose se faisait surtout remarquer dans ses premières études : c'est que, lorsqu'on lui donnait une figure à dessiner, il y ajoutait toujours des maisons, et quand c'était une maison qu'il dessinait, il ne manquait jamais d'y mettre des figures. Cet instinct de l'architecte, qui se révélait ainsi dans tous les travaux d'un enfant, fut heureusement encore reconnu par son père, qui, mieux inspiré cette fois, fit entrer son fils dans l'atelier de M. Peyre le jeune, architecte du roi, dont l'école jouissait alors d'une célébrité justifiée par la haute capacité du maître, par le nombre et par le mérite des élèves. Dès-lors le jeune Percier se trouva tout entier dans son élément; rien ne lui manqua plus, en lui et hors de lui, pour devenir un architecte; et, du moment qu'il n'eut plus besoin des autres pour accomplir sa vocation, on peut dire qu'il la réalisa toute entière à l'âge où la plupart des hommes ne font encore que chercher ou soupçonner la leur. L'habileté qu'il avait déjà acquise à dessiner était devenue pour lui une ressource, aussi bien

qu'un soulagement pour sa famille. Mais cette habileté, dont il eût pu se faire un moyen de fortune, il ne la cultivait que comme un moyen d'instruction. C'était encore le temps où les élèves se mettaient au service des maîtres pour avoir toujours quelque chose à apprendre, où l'on ne croyait bien savoir que ce que l'on avait long-temps étudié, où l'on ne pensait au succès, où l'on ne poursuivait la fortune, qu'après avoir acquis la science et prouvé le mérite. Le jeune Percier, quelque avancé qu'il fût déjà dans la carrière, ne marchait encore qu'avec son siècle; il ne travaillait que pour se rendre habile, tandis qu'en d'autres temps on ne travaille souvent qu'à se dispenser de l'être. Ainsi, tout en recevant des leçons de M. Peyre, il travaillait pour M. Chalgrin, il dessinait pour M. Paris, et il perfectionnait à cette double école ce talent de dessiner qui fut son mérite éminent et son occupation constante.

Avec des qualités naturelles si bien cultivées par l'étude, il n'est pas besoin de dire que M. Percier fit des progrès rapides. Ses succès, attestés par de nombreuses médailles d'émulation, le conduisirent bientôt au second prix, qu'il obtint à peine âgé de dix-neuf ans. Trois ans plus tard, en 1786, il remporta le premier prix sur un projet de palais pour la réunion des académies : chose assez remarquable, que déjà l'idée, réalisée depuis sous le nom d'institut, se fût présentée à l'esprit sous la forme d'un programme d'architecture! Avec le grand prix, M. Percier reçut la pension de Rome, qui n'y était pas toujours attachée comme elle l'est à présent. Le prix et la pension étaient alors deux avantages distincts, dont l'un s'acquérait par le mérite, l'autre quelquefois par la faveur; l'un était le résultat d'un concours, l'autre dépendait des bonnes graces d'un ministre, et il était arrivé plus d'une fois que deux récompenses, qui étaient unies par leur objet, fussent séparées dans leur application. M. Percier, avec assez de talent pour obtenir le prix, eut assez de bonheur pour rencontrer un ministre qui n'avait pas la prétention de se connaître en architecture mieux que l'académie d'architecture; ce que je remarque à l'avantage de notre temps, où du moins, sur ce point, les jugemens de l'école sont à l'abri des erreurs d'un ministre, et où grace à la spécialité, cette grande invention de notre siècle, les ministres, en fait d'art comme en fait d'autre chose, ne décident jamais que de ce qu'ils savent.

M. Percier avait vingt-deux ans lorsqu'il arriva à Rome. Qu'on se figure l'effet que produisit cette ville prodigieuse avec ses vieux monumens, ses édifices de tous les styles et ses ruines de tous les âges,

sur l'esprit d'un jeune homme aussi bien préparé que l'était M. Percier à la contemplation de tant de merveilles! Cette impression fut si vive et si profonde, qu'elle s'empara de tout son être et qu'elle s'étendit sur toute sa vie. Mais, pour apprécier le résultat qu'en retira M. Percier, il ne suffirait pas de connaître quel était le sentiment particulier de cet artiste; il faudrait encore se représenter quelle était alors la manière générale de concevoir et de rendre l'architecture des anciens. Or, c'était le temps où notre école ne pratiquait encore que cette espèce d'exécution large et facile qui ne permet pas d'y reconnaître le sentiment et la finesse des différens styles de l'art, et qui, suffisante à peine pour l'architecture des Romains, reste à une si grande distance de celle des Grecs. Déjà pourtant une révolution tout entière s'était opérée dans les études, depuis que David Leroy, échauffé de l'esprit de Winckelmann, avait vu les monumens d'Athènes et s'était exercé à les reproduire. C'était sous l'influence et avec les leçons de ce chef d'école, dont l'enthousiasme égalait le savoir, que s'étaient formés les plus habiles maîtres du temps où M. Percier fit ses premiers pas dans la carrière. Mais, il est permis de le dire, si la main peu sûre encore de David Leroy avait trahi sa pensée au point de trahir l'art des Grecs lui-même, son école, bien que rendue plus savante à la fois par l'exemple de ses fautes et par l'étude de ses modèles, n'était pas encore arrivée au point de comprendre les Grecs et surtout de les rendre, et il s'en fallait beaucoup que les meilleurs dessinateurs du temps, MM. Peyre, de Wailly et Desprez, eussent ce sentiment de l'antique qui rend seul capable de le reproduire. On peut juger de ce qui manquait alors à l'école par les travaux de M. Paris, ce maître au mérite et à l'amitié duquel M. Percier eut tant d'obligations, habile dessinateur lui-même et principal collaborateur du *Voyage des Deux-Siciles*. Là se montre en effet cette tendance à se rapprocher de l'élévation et de la pureté du style antique, qui était un sentiment réfléchi chez les hommes supérieurs et un vague instinct chez tous les autres, en même temps que cette insuffisance d'exécution qui tenait à une pratique différente et à une habitude invétérée. Telle était donc l'école d'où sortait M. Percier lorsqu'il se trouva transporté à Rome, seul désormais avec son sentiment propre, son organisation si délicate et son goût si fin, en présence de cette architecture antique à la fois si mâle et si élégante, si riche et si sévère, si imposante dans toutes ses masses et si étudiée dans tous ses détails. Et peut-on encore être surpris que ce spectacle magnifique ait causé

chez M. Percier cette sensation extraordinaire qui produisit un grand artiste, et cet éblouissement d'un premier jour qui dura toute une vie?

Dans l'étourdissement qu'il éprouva d'abord à la vue des merveilles de Rome, M. Percier resta quelque temps incapable d'aucune application suivie, d'aucun travail sérieux, et nous l'avons souvent entendu nous représenter lui-même, avec cet intérêt qu'il prêtait à tous ses discours, cette époque de sa vie où plus d'un homme de talent peut se reconnaître et plus d'une vocation s'éclairer au tableau qu'il nous en traçait. « Jeté tout d'un coup, nous disait-il, au sein d'une ville si remplie de chefs-d'œuvre, j'étais comme ébloui et hors d'état de me faire un plan d'études. J'éprouvais, dans mon saisissement, ce tourment de Tantale qui cherche vainement à se satisfaire au milieu de tout ce qu'il convoite. J'allais de l'antiquité au moyen-âge, du moyen-âge à la renaissance, sans pouvoir me fixer nulle part. J'étais partagé entre Vitruve et Vignole, entre le Panthéon et le palais Farnèse, voulant tout voir, tout apprendre, dévorant tout et ne pouvant me résoudre à rien étudier. Et qui sait jusqu'où se fût prolongé cet état de trouble et d'inquiétude où l'enthousiasme tenait de l'ivresse, et où il y avait du charme jusque dans la perplexité, si je n'eusse trouvé un guide qui me sauvât de moi-même, en me rendant à moi-même? Ce guide fut Drouais, qui avait été témoin de mon anxiété, qui partageait ma passion, et qui répondit à ma confiance par son amitié. Drouais joignait au sentiment élevé d'un artiste les lumières d'un esprit cultivé; il entendait ma langue, et il m'apprit la sienne. Travailleur infatigable, il venait me réveiller chaque jour. Je partais avec lui de grand matin. Nous allions voir ensemble quelqu'un de ces grands monumens dont Rome abonde; là, il m'indiquait ma tâche de la journée, et, le soir, il me demandait compte de mon travail, en rectifiant mes études, si j'avais été obligé d'aborder la figure. M. Peyre, par ses savantes leçons, m'avait initié à la connaissance de l'antique; Drouais me le montrait de l'ame et du doigt, et il me le montrait non plus seulement en perspective, non plus aligné froidement sur le papier, mais debout sur le terrain, mais vivant de toute la vie de l'art et animé par tous les souvenirs de l'histoire. Sans Drouais, perdu au milieu de Rome, j'aurais peut-être été perdu pour moi-même; avec Drouais, je me retrouvai dans Rome tout ce que j'étais, et c'est à lui que je dois d'avoir connu Rome tout entière, en devenant moi-même tout ce que je pouvais être. » Ainsi

nous parlait M. Percier, et en recueillant de sa bouche ce souvenir de sa jeunesse, il nous semblait qu'il nous expliquait lui-même le secret de sa destinée.

Il manquait pourtant encore à M. Percier quelque chose pour accomplir toute cette destinée. Il avait eu un habile maître et rencontré un excellent guide; il lui fallait un ami, un compagnon de ses études, un homme qui partageât tous ses goûts, tous ses travaux, et ce bonheur l'attendait encore à Rome; M. Fontaine l'y avait précédé d'une année. Ainsi, sortis à peu de distance l'un de l'autre de la même école, se trouvèrent réunis à Rome, dans ce grand sanctuaire de l'étude, deux jeunes artistes qui avaient ensemble tant de rapports de goûts et une instruction pareille avec une ardeur égale. Dès ce moment, l'amitié qui avait commencé entre eux dans l'atelier de M. Peyre, devint une liaison de toute la vie; dès ce moment, les travaux, les voyages, les disgraces, les succès, l'habitation, le plaisir, la peine, tout devint commun entre eux, et l'on vit naître, au sein des jouissances de l'étude et des illusions de la jeunesse, cette association de deux grands talens, qui, dans le cours d'une longue vie, a résisté à tout, au temps, à l'adversité, à la fortune, à la gloire même, et qui a été pour l'art un si grand honneur, et pour notre siècle un si grand exemple. C'était sous les auspices de Drouais que s'était formée cette union dont il était l'ame et dont il continuait d'être l'oracle. Mais bientôt Drouais leur fut enlevé par la petite-vérole, et le premier travail fait en commun par les deux amis fut l'humble monument consacré à sa mémoire dans l'église de *Santa-Maria in Via Lata*, monument qui fut exécuté aux frais des pensionnaires de Rome, par Michalon, l'un d'eux, sur les dessins de MM. Percier et Fontaine. En rappelant ce noble et touchant hommage rendu par toute notre jeune école à cet artiste, dont la mort prématurée fut un deuil général, puis-je me défendre du sentiment que nous avons tous éprouvé à l'aspect de cette tombe qui se ferma si tôt sur un talent si plein d'avenir? Drouais, déjà célèbre par son grand prix, par un tableau qui avait intéressé la France entière à son succès et inquiété David lui-même dans sa gloire, Drouais meurt à la fleur de l'âge, sans avoir pu réaliser presque rien de ce qu'il promettait; il meurt, enseveli tout entier dans son premier triomphe, ne laissant, au début d'une carrière qui devait être si brillante, qu'une grande espérance déçue et un grand souvenir pour l'amitié. Mais, s'il manque à sa propre destinée, il est du moins pour quelque chose dans celle de M. Percier, et si la France perd en lui un grand peintre, elle lui doit un grand architecte. Honorons donc,

sur cette tombe, où se trouve inséparablement uni le souvenir de deux artistes chers à la France, la mémoire de Drouais et celle de Percier; et que, parmi ces jeunes talens qui vont chaque année chercher à Rome les premières leçons de l'expérience et les premières émotions de la gloire, il n'y en ait pas un seul qu'un pieux devoir ne conduise à cette ancienne paroisse de notre Académie de France pour y acquitter, sur cette tombe modeste, au nom de l'art et de la patrie, la dette commune du génie et de l'amitié!

On comprend maintenant avec quelle ardeur, avec quelle application M. Percier, inspiré par un tel guide et appuyé sur un tel ami, se livra à l'étude des monumens romains de tout genre et de tout âge. Si j'ajoute que jusqu'à lui, et peut-être même depuis lui, aucun des artistes appelés à jouir de la pension de Rome n'a profité avec autant de zèle d'un séjour si utile au talent de l'architecte, ce ne sera encore qu'un hommage que je rendrai à la vérité. On se ferait difficilement une idée de la quantité d'études que M. Percier avait rapportées de Rome, dont la mise au net, exécutée avec ce soin précieux et ce goût exquis qu'il mettait à tous ses travaux, a pour ainsi dire rempli le cours entier de sa vie, et dont le recueil, partagé entre quelques-uns de ses plus habiles élèves comme entre des membres de sa famille, forme la plus belle partie de son héritage, le legs le plus digne à la fois de son école et de lui-même. L'étude de Rome et de ses monumens a donc été la pensée unique, l'occupation constante de M. Percier. Mais cette étude, toujours dirigée par une intelligence profonde, n'avait pas pour but de reproduire servilement des édifices ou des formes d'architecture qui ne conviennent plus à nos mœurs ou qui n'entrent pas dans nos habitudes. C'est l'œuvre d'un talent vulgaire, ou plutôt c'est l'erreur d'un faux savoir, en architecture comme en toute autre chose, de copier les monumens au lieu de se borner à les imiter, et de croire qu'on produit des chefs-d'œuvre quand on ne fait que les calquer. Il ne manquera jamais d'hommes capables de refaire ce qui a été fait, de bâtir au XIXe siècle dans le style de la renaissance, comme d'écrire dans la langue de Ronsard ou de peindre dans le goût de Cimabue. Mais ces contrefaçons d'un art qui n'est plus ne servent en réalité qu'à mettre en évidence l'impuissance de ceux qui s'en font un moyen de succès, et c'est toujours en vain qu'on essaie de ressusciter, à l'usage d'une société nouvelle, des formes, des idées, des images créées pour le besoin d'une société défunte. Chaque siècle a son génie, chaque civilisation ses élémens qui lui sont propres, et vouloir faire de la renaissance dans un

temps tel que le nôtre, c'est prouver qu'on ne comprend pas la renaissance et qu'on connaît mal notre siècle; c'est tenter ce qu'il y a de plus impossible au monde, de donner de la vie à ce qui n'en a plus et de l'originalité à ce qui manque d'invention : puérile et laborieuse fantaisie, qui peut bien amuser des esprits faux sans trop d'inconvéniens, tant qu'elle ne s'exerce que dans le domaine de la langue, mais qui peut coûter cher à l'état, quand elle se prend à l'architecture et qu'elle s'attaque au budget.

M. Percier avait trop de bon sens et de goût pour tomber dans de pareilles méprises. Ce qu'il admirait dans l'antique et ce qu'il cherchait à lui emprunter en l'étudiant, ce n'était pas telle ou telle forme d'architecture, toujours facile à prendre quelque part et à plaquer ailleurs; c'était son principe du grand et du beau, du correct et du raisonnable, qui respire dans toutes ses œuvres, qui brille dans ses moindres fragmens; c'était encore sa faculté de se prêter à toutes les applications, de se convertir à tous les usages, en offrant des modèles pour tous les cas. Ce qu'il admirait aussi dans la renaissance et ce qu'il voulait imiter d'elle, c'était l'heureux exemple qu'elle avait donné, dans les œuvres d'un Brunelleschi, d'un Bramante, d'un Palladio, d'un Peruzzi, d'un Vignole, de ces formes antiques appropriées aux besoins d'une société moderne, de ces élémens d'un art romain employés à l'usage d'une civilisation chrétienne, de manière que le nouvel édifice offrît tout le caractère d'un monument original. Et voilà l'importante leçon que M. Percier trouvait partout à Rome, voilà ce qu'il recherchait dans les édifices de la renaissance comme dans les ruines de l'antiquité, sans s'épargner aucune fatigue, sans reculer devant aucun obstacle. Citons ici un trait qui peint bien son caractère, et qui nous dispensera d'en citer d'autres.

Il existe à Rome beaucoup de maisons religieuses renfermant des débris d'antiquité, et même construites en partie de matériaux antiques, mais qui sont interdites au public. M. Percier, tout en exploitant le vaste champ que la Rome des Césars et des papes offrait à sa studieuse ardeur, ne pouvait se résoudre à rester privé de la connaissance de ces précieux débris, que le respect du lieu sacré dérobait à des yeux profanes. Voici le moyen qu'il imagina pour pénétrer dans ces retraites, que la coutume du pays rend impénétrables. Il avait remarqué que, dans certaines fêtes solennelles, la procession des religieux s'adjoignait un nombre plus ou moins considérable de personnes du monde, liées à la même confrérie, et que tous, moines et laïques, confondus sous le même costume et portant un cierge à la

main, rentraient ensemble dans le cloître après avoir suivi dévotement la procession. Il n'en fallut pas davantage pour que notre architecte, assimilé aux membres d'une confrérie, se mît à suivre toutes les processions, où il portait son cierge comme les autres, mais où il portait de plus son livre de dessins et son crayon; et c'est de cette manière qu'introduit à la suite des religieux, et oublié dans un coin du couvent, il put mettre à profit le temps qu'on lui laissait pour dessiner tout ce qui s'offrait à ses yeux, tout ce qui tombait sous sa main. Les camarades de M. Percier, surpris de cette habitude qu'on ne lui avait pas vue d'abord, le plaisantaient beaucoup sur cette ferveur de dévotion dont il s'était tout à coup épris; les quolibets de l'école et les charges de l'atelier n'étaient pas épargnés à l'artiste, qui se montrait ainsi, dans les rues de Rome, avec le cierge d'un pénitent. Mais M. Percier resta ferme à toutes ces attaques; il continua de suivre les processions, et même les enterremens, pour peu qu'il eût l'espoir de découvrir et le temps de dessiner quelque fragment antique; et nous l'avons entendu dire, en nous montrant avec un air de triomphe un beau vase antique qui figure dans un de ses frontispices, et dont l'original existe dans une sacristie de Rome : « J'ai servi une messe pour avoir ce vase. »

Les nombreux dessins que M. Percier envoyait chaque année de Rome à l'Académie d'architecture, d'après des études de son choix, avaient donné à ses maîtres une si haute idée de ses talens, qu'arrivé au terme de sa pension, il reçut pour sujet de sa *restauration* ce qu'il y avait de plus beau et de plus difficile à exécuter en ce genre, la *restauration de la colonne Trajane*. Déjà le choix d'un pareil sujet était un hommage rendu au zèle et à l'habileté du jeune architecte. On y ajouta une faveur nouvelle, l'avantage de prolonger d'une année son séjour à Rome, pour qu'en fait de moyens d'étude rien ne manquât à la perfection du travail qu'on attendait de lui. L'ouvrage de M. Percier répondit à tout ce qu'on avait fait pour lui et à tout ce qu'on le croyait capable de faire lui-même. La *restauration de la colonne Trajane*, en huit grands dessins, offrant, avec un mérite d'exécution digne de l'original, l'ensemble et les détails de ce monument, un des plus beaux et des plus complets de la Rome impériale, excita l'admiration de l'Académie, qui consigna sur ses registres l'expression de ce sentiment dans les termes les plus honorables pour M. Percier. C'était à la fin de 1790, presque à la veille du jour où les académies allaient cesser d'exister, que ce travail parvenait à l'Académie. Le rapport qui en contenait l'éloge fut presque le der-

nier acte de cette compagnie; il était impossible de clore plus dignement l'histoire de l'ancienne Académie, ni d'inaugurer d'une manière plus heureuse l'avénement de la nouvelle école.

Cependant, la révolution qui s'accomplissait alors en France et qui tenait en éveil toutes les intelligences et toutes les forces de l'Europe, avait porté la terreur dans les états du pape. Ce qui se trouvait de Français à Rome était réduit à fuir par des routes détournées et exposé à rencontrer partout des yeux ennemis. M. Percier fut le seul qui ne se troubla pas dans cette émotion générale. Il prit tranquillement le chemin de la France, et le chemin le plus long, à travers la Marche d'Ancône, avec son portefeuille sous le bras et son crayon à la main, marchant à pas lents, dessinant tout le jour, s'arrêtant devant chacun de ces précieux témoins de l'histoire de l'art dont le sol de l'Italie est semé, et trouvant partout, au lieu de la haine du nom français, l'hospitalité de l'artiste. C'était sans doute, au sein de ce pays où fermentaient tant d'idées nouvelles parmi tant d'habitudes anciennes, quelque chose de curieux à voir qu'un jeune architecte seul paisible parmi des populations inquiètes, seul occupé à suivre les traces de la renaissance en des lieux où tout se préparait pour le passage d'une révolution, ne voyant dans cette Italie, livrée à toutes les traditions du passé et à toutes les chances de l'avenir, que l'architecture sous toutes ses formes et l'art à toutes ses époques; à Rimini, où il admire, devant la belle cathédrale des Malatesta, le premier chef-d'œuvre de la renaissance, dans celui de l'architecte qui donna le premier commentaire de Vitruve, montrant ainsi comment il faut entendre et appliquer les anciens; à Ravenne, cette capitale de la monarchie des Goths, où il n'y a pourtant rien de gothique, mais où se trouvent deux types originaux d'un art nouveau, la première église byzantine de l'Occident à côté de la vieille basilique du christianisme primitif; à Venise, où tous ses secrets de l'art de bâtir sont cachés au sein des lagunes, et toutes les magnificences étalées au-dessus des flots avec une profusion de richesse qui semble réfléchir l'Orient et tenir de la féerie; à Padoue, à Vérone, où l'art des Vauban apparaît déjà tout formé dans les œuvres d'un San-Micheli, avec cette différence que l'architecture militaire s'y montre plus ornée, sans être moins savante; à Mantoue, où Jules Romain s'est bâti, dans le palais ducal, un monument qu'il remplit seul aujourd'hui de sa gloire; à Vicence enfin, où l'on peut dire que Palladio se montre avec toute son ame, comme avec tout son génie, dans la décoration de sa patrie. C'étaient là les leçons que M. Percier recueillait à chaque

pas, en traversant lentement les Légations et la Lombardie, et en suivant, jusque dans notre pays, à Arles, à Nîmes, à Orange, les moindres traces de l'art antique, si imposant encore sur le sol de la Provence; c'était là le fruit de six années d'études en Italie qu'il rapportait à la France.

Mais, en revenant à Paris, notre architecte n'y retrouvait plus ce qu'il y avait laissé, ni ce qui pouvait lui procurer, avec l'emploi de ses talens, le prix de ses travaux. Le 10 août 1792 avait bien changé l'aspect du château des Tuileries. Le palais de Philibert Delorme avait perdu ses hôtes augustes, et l'humble demeure de son père était transformée en corps de garde. Ce fut là pour M. Percier, au terme de ces six années d'étude et d'enchantement, une de ces soudaines et terribles révélations qui produisent l'effet d'un réveil subit au milieu d'un rêve agréable. Mais pour perdre ainsi tout d'un coup toutes ses espérances d'avenir avec toutes ses illusions du passé, notre artiste de se découragea pas. Il lui restait une double ressource en lui-même et dans l'ami qui avait été son compagnon d'études à Rome, et qui se trouvait, comme lui, fugitif de Rome et égaré à Paris. C'est alors que ces deux hommes, rapprochés plus que jamais par le sentiment et par le besoin, se réunissent pour ne plus se quitter; ils mettent en commun tout ce qu'ils possèdent, et qui se réduit à peu près à leur portefeuille; ils habitent ensemble une chambre, où il n'y a guère de meuble que la table où ils travaillent à côté l'un de l'autre; et c'est dans cette demeure, où ils sont cachés pour tout le monde, où la révolution elle-même n'aurait pu les découvrir, s'ils eussent été des proscrits, au lieu de n'être que des artistes, que la fortune vient les chercher. Sous quelle forme? C'est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant dans l'histoire de M. Percier, parce qu'il s'y trouve, avec un trait particulier aux deux artistes, une leçon qui peut profiter à tout le monde.

L'homme qui vint frapper à leur porte était un fabricant de meubles qui avait obtenu la fourniture du mobilier de la convention, et cet homme venait demander des dessins de bureaux et de fauteuils à des mains qui ne s'étaient exercées jusqu'alors que sur les bas-reliefs de la colonne Trajane et sur les moulures du Panthéon. Mais ces mains étaient encore obscures, et c'était cette obscurité même qui leur valait la visite du riche entrepreneur. Nos deux artistes acceptent avec joie l'occasion qui leur est offerte de faire une première application de leurs études à des œuvres si peu dignes de leurs talens. Les voilà qui se mettent à dessiner tout un mobilier nouveau pour une

assemblée républicaine, et qui, à la place de ces formes surannées du dernier siècle, se hasardent à produire quelque chose du goût antique. Cet essai leur réussit; un premier travail, payé d'un prix qu'on n'oserait pas citer aujourd'hui, mais que la rareté du numéraire rendait alors très avantageux, leur attira d'autres commandes du même genre. Dès ce moment, la plume et le crayon de M. Percier et de son ami ne furent plus employés qu'à dessiner des étoffes, qu'à esquisser des meubles; ils travaillent pour les manufactures de tapis et de papiers peints; ils produisent des compositions pour les décorations de théâtres; ils font des modèles pour les bronzes, les cristaux, l'orfévrerie; et tandis qu'ils s'exercent ainsi de toute manière à introduire dans l'ameublement moderne les formes du mobilier antique, avec le sentiment et le goût qui leur sont propres, c'est à peine s'ils s'aperçoivent qu'avec leur fortune qui commence, c'est une révolution qui s'accomplit par eux dans les habitudes domestiques d'une société qui ne les connaît pas encore, même pour tapissiers, et qui plus tard les reconnaîtra pour de grands architectes dans l'arc-de-triomphe du Carrousel et dans l'achèvement du Louvre. Qui peut dire maintenant quelle a été, dans cette seule période de leur destinée, l'influence de ces deux architectes, alors pauvres et ignorés, qui, du sein de leur mansarde aérienne, renouvelaient toute l'industrie française, et rendaient l'étranger même tributaire de nos modes rajeunies et de nos goûts épurés? Qui peut dire ce que le commerce de la France dut aux talens réunis de M. Percier et de M. Fontaine, à ne voir que le *Recueil des Décorations intérieures*, qu'ils ont publié ensemble, comme ils l'avaient composé en commun, où se trouvent, avec les meubles qu'ils firent exécuter à Paris, ceux qui leur furent demandés pour l'Espagne, pour la Prusse, pour la Pologne, pour la Russie? Ainsi, des nations ennemies de la France recevaient, dans le domaine du goût, la loi de deux artistes français; et la conciliation des peuples, cette œuvre toujours si difficile à la politique, et qui ne paraît pas être devenue beaucoup plus aisée de nos jours, malgré les progrès de la civilisation, cette œuvre pour laquelle on paie si chèrement tant de diplomates, s'opérait à bien peu de frais, du moins dans la sphère de l'industrie, par la main de deux pauvres architectes.

Au milieu de ces occupations si peu faites en apparence pour de pareils hommes, M. Percier et son ami ne négligeaient aucune occasion d'exercer l'art qui avait été l'objet de leurs études. Un membre de la section de Saint-Joseph, devenu possesseur de l'église de ce nom, convertie de nos jours en marché de comestibles, leur demande

une restauration de la façade principale de cet édifice. Ce fut là leur premier travail de construction, et il mérite d'être remarqué, même dans une carrière signalée par tant de beaux monumens, par l'adresse avec laquelle ils surent donner à une masure à forme de pignon un aspect digne de l'Italie. Un de leurs anciens camarades, M. Lecomte, chargé de disposer la salle de la convention dans le château des Tuileries, a recours à leurs talens pour produire un projet qu'il ne pouvait à lui seul développer assez rapidement, dans un temps où les évènemens marchaient toujours plus vite que les travaux. C'est à la même époque qu'il s'ouvrit un concours public pour un projet de salle d'assemblée nationale. MM. Percier et Fontaine ne craignirent pas d'y paraître; il n'avaient alors ni renommée à perdre, ni fortune à risquer; ils ne pouvaient que gagner à se commettre, même avec des rivaux dignes d'eux; et si les concurrens étaient nombreux, comme cela arrive ordinairement, la plupart étaient habiles, ce qui est un peu plus rare. MM. Percier et Fontaine obtinrent le monument par un jugement solennel; mais ce projet, remarquable par une grande et noble disposition, resta sans exécution. Les révolutions exaltent les têtes, échauffent les imaginations, elles produisent peu de travaux durables; elles enfantent beaucoup de projets qui demeurent à l'état de programme ou de ruine, et, en fait de monumens, elles en détruisent encore plus qu'elles n'en votent, et surtout qu'elles n'en achèvent. Telle est aussi la double instruction que nous procure la vie de M. Percier. En même temps qu'il composait pour la révolution des monumens qu'elle ne devait point bâtir, il s'occupait à reproduire par le dessin une partie de ceux qu'elle menaçait d'abattre. Nous devons à M. Percier de nous avoir conservé, autant qu'il pouvait dépendre de lui, plusieurs des plus remarquables édifices de notre pays, qui n'existent plus aujourd'hui que dans son portefeuille. Nous lui devons même d'avoir sauvé de la proscription des monumens qui existent encore; si la Porte-Saint-Denis excite justement notre orgueil national, c'est que M. Percier, avec son patriotisme de citoyen et son enthousiasme d'artiste, se plaça devant ceux qui voulaient la détruire. C'est ainsi qu'il a été donné à la main d'un seul homme de réparer presque autant de ruines qu'une révolution en put faire.

Enfin arriva le consulat, cette époque à jamais mémorable dans les fastes de notre pays. Napoléon, avec ce coup d'œil d'aigle qui découvrait partout les hommes supérieurs pour les mettre partout à leur place, distingua dans la foule, où ils étaient encore cachés, nos

deux artistes, alors sans autre recommandation que leurs talens, sans autres patrons qu'eux-mêmes; il les fit du premier coup architectes du Louvre et des Tuileries, et cette élévation si subite d'hommes la veille encore si inconnus n'excita nulle part d'étonnement ni d'envie. C'est qu'en ce temps où une haute intelligence présidait aux destinées de la patrie, une volonté ferme imposait silence à toutes les passions, comme elle inspirait confiance à tous les esprits. Le pouvoir avait son action libre et facile en face d'une société qui s'abandonnait tout entière au génie d'un homme. Il n'avait pas à se défendre contre ces ligues savantes de la médiocrité et de l'intrigue qu'on a vues, en d'autres temps, dominer le gouvernement par la peur, le public par la flatterie, et s'imposer à l'un et à l'autre par le bruit qu'elles font. Auprès d'un caractère de la trempe du premier consul, la peur avait peu de prise, la flatterie peu de faveur; il ne souffrait autour de lui d'autre bruit que celui de sa renommée. Il pouvait donc choisir ses architectes aussi librement et avec la même autorité que ses lieutenans, et la France était toujours disposée à applaudir à des choix qu'elle trouvait toujours justifiés par le mérite et consacrés par la gloire. C'est ainsi que MM. Percier et Fontaine devinrent les architectes du consulat et de l'empire; c'est à ce même titre qu'après la chute de l'empire ils demeurèrent l'un et l'autre à leur poste, où une révolution nouvelle respecta, dans ces deux débris du régime impérial, quelque chose de plus encore que les droits du talent; et c'est de cette manière que le nom de M. Percier, lié à l'histoire du Louvre et associé pour ainsi dire à son inviolabilité, a mérité de vivre autant que lui.

A partir de cette époque de la vie de M. Percier, qui est presque l'histoire de l'architecture en France durant un quart de siècle, il devient difficile d'énumérer seulement les travaux qui la remplissent, et plus difficile encore de séparer le compte de ces travaux de celui qui appartient à une autre vie. Mais aussi, pourquoi me ferais-je un devoir pénible de séparer dans ces pages ce qui doit rester uni dans l'histoire? Ne serait-ce pas une injustice, que d'établir des distinctions là où nous ne trouvons que des rapports? Et, quand nous avons à louer, dans la vie de M. Percier, cet exemple si rare de deux hommes supérieurs confondus pour ainsi dire en une même existence, n'y aurait-il pas une sorte de sacrilège à désunir ce qu'avait joint l'amitié? N'est-ce pas, d'ailleurs, le trait le plus saillant de cette destinée commune de deux grands artistes que cette union inaltérable dans des travaux où chacun devait apporter sa part d'ima-

gination, de goût, de talent, sans rien perdre de son originalité, comme sans nuire à l'inspiration de l'autre; où il devait y avoir entre eux conflit perpétuel, en même temps que conciliation constante, et, de part et d'autre, le même sacrifice de volonté, la même abnégation d'amour-propre, pour arriver à un résultat qui les satisfît toujours l'un et l'autre? Pour qui a pu comprendre ce suprême effort, renouvelé chaque jour et continué durant toute une vie, de deux talens distincts, ainsi associés dans une même œuvre, de deux caractères d'artistes qui n'en font qu'un, de deux existences d'hommes qui n'offrent, dans le cours de plus d'un demi-siècle, que le spectacle d'une association sans trouble, d'une émulation sans jalousie et d'une amitié sans nuages, n'y a-t-il pas là le plus bel éloge de M. Percier et de M. Fontaine? Et puis-je supprimer de la vie de l'un ce qui honore le plus la carrière de tous les deux?

Le consulat, qui avait trouvé tant de ruines à réparer, et l'empire, qui eut le temps de construire tant de monumens, au milieu de tant de conquêtes à poursuivre, avaient besoin, pour tant de projets, d'architectes dont la pensée fût aussi prompte et la main aussi sûre que le génie qui y présidait. J'ai déjà dit que tous ces travaux furent confiés à M. Percier, en collaboration de M. Fontaine, et cela suffit pour faire comprendre quelle immense tâche fut remplie par ces deux hommes. Les restaurations de Malmaison, de Saint-Cloud, de Compiègne, de Fontainebleau, auraient pu occuper chacune un seul architecte; mais ces travaux, si importans et si variés, n'étaient rien auprès de la restauration de l'intérieur des Tuileries et de l'achèvement du Louvre, en y joignant l'embellissement de l'Élysée-Bourbon, la rue de Rivoli, la place du Carrousel, et l'arc de triomphe : grandes et belles constructions, où le talent des deux artistes s'est exercé sur tous les types qui vont de l'antiquité à la renaissance, et du siècle de Louis XIV au nôtre. En même temps que M. Percier et M. Fontaine réparaient tant d'anciens monumens et qu'ils en élevaient tant de nouveaux, ils avaient à exécuter de nombreux projets pour des fêtes publiques, pour de grandes solennités, telles que celles du sacre de Napoléon au Champ-de-Mars et à Notre-Dame, et celles du mariage de l'empereur. Plus tard, ils eurent à présenter de plus nombreux projets encore pour ce palais du roi de Rome, qui fut si souvent refait sur le papier, chaque fois avec une magnificence nouvelle, toujours par la main de MM. Percier et Fontaine, et qui finit, après avoir suivi les progrès de la fortune de l'empire et ceux de sa décadence, par n'être qu'un grand rêve dans l'histoire d'une grande époque, sans laisser de

traces que dans le portefeuille de nos deux architectes. Ai-je besoin d'ajouter que tous ces projets de monumens, qui n'existaient qu'en dessin, offraient aux yeux de l'artiste et du public le mérite d'édifices exécutés en réalité, tous aussi étudiés que s'ils devaient durer toujours, et tous accomplis dans leur genre? On se rappelle encore l'effet que produisit la belle décoration du portail de Notre-Dame à l'occasion du sacre de Napoléon; le caractère en était si grandiose, le style si bien en rapport avec celui de l'édifice, et c'était, de la part d'un homme aussi nourri que M. Percier des modèles de l'antiquité, un si rare effort de savoir, d'imagination et de talent, de s'être ainsi constitué architecte du XIIe siècle pour une décoration d'un jour, que tout le monde fut frappé d'admiration, et les journaux, qui publièrent que ce qui n'était encore qu'un châssis de toile deviendrait bientôt un monument de pierre, ne furent cette fois que les échos de la pensée publique. Plût au ciel que les bruits de la presse, même lorsqu'ils sont des vérités, valussent toujours un pareil mensonge! et que n'est-il permis de se faire, pour quelque monument d'une autre époque, une illusion contraire, et d'y remplacer par la pensée la pierre par la toile!

Au milieu de tant de travaux auxquels il semble qu'ait pu suffire à peine toute l'activité de deux vies laborieuses, M. Percier et son ami n'abandonnaient pas leurs études de Rome et de l'Italie. Ils préparaient dans le silence du cabinet un *Recueil des Palais et Maisons de Rome,* qui parut dès 1798, et pour lequel ils obtinrent la collaboration d'un de leurs camarades, M. Bernier, admis en tiers dans l'intimité de leurs relations comme dans celle de leurs travaux. Ce recueil, qui semblait n'avoir été destiné qu'à leurs élèves, fut exécuté presque tout entier avec leurs seules ressources; M. Percier grava de sa main tous les frontispices de chaque livraison. Plus tard, l'accueil fait à cette publication les détermina à faire paraître un autre ouvrage du même genre sur les *Maisons de plaisance de l'Italie*, dont l'exécution, confiée aux plus habiles graveurs, répondit sans doute encore mieux à son objet, tout en laissant regretter le burin de M. Percier, dont on n'y retrouvait que la plume. D'ailleurs, personne n'ignore quelle fut en Europe l'influence de ces deux recueils sur le goût de l'architecture privée, rappelée à un sentiment de pureté, de noblesse et d'élégance dont elle avait perdu depuis long-temps la tradition. On eût dit que les modèles offerts par la main de M. Percier avaient plus de charmes que leurs originaux, et son livre fut plus puissant pour faire comprendre l'Italie que l'aspect de l'Italie même. Mais, où l'on

peut apprécier surtout cette heureuse influence de M. Percier, c'est dans les travaux produits au sein de son école et à son exemple. Le *palais Massimi*, de M. Haudebourt, les *palais de Gênes*, par M. Gauthier, ceux *de Florence*, par MM. Grandjean et Famin, ceux *de Rome*, par M. Letarouilly, la *villa Pia du Vatican*, par M. J. Boucher, les *Œuvres de Vignole*, par MM. Debret et Lebas, tous élèves de M. Percier, sont autant de résultats de son enseignement, et l'on pourrait dire autant d'expressions de son génie; ce sont, en tout cas, des œuvres qui ajoutent à la gloire du maître autant qu'elles honorent leurs auteurs.

Pour suffire à tant de travaux, pour satisfaire aux devoirs d'une école qui s'accroissait d'année en année, et où se pressaient une foule d'hommes attirés par la renommée du chef de tous les points de l'Europe comme de la France, il fallait que M. Percier eût toujours le crayon à la main pour dessiner, et il est certain qu'il s'était rendu cet instrument si familier, que, pour lui, dessiner c'était enseigner, c'était bâtir, c'était vivre. C'est par là que M. Percier appartient à l'école de ces grands architectes de la renaissance, Bramante, Serlio, Palladio, Vignole, Pirro Ligorio, qui nous ont laissé tant et de si beaux dessins, qu'on s'étonne, à voir ces dessins, qu'ils aient tant construit, et qu'on ne s'étonne plus en les voyant qu'ils aient produit des monumens si parfaits. Mais, pour chercher plus près de nous un exemple qui rende ma pensée plus sensible, je dirai que M. Percier, toujours armé de sa plume dans toutes les circonstances de sa vie, produisait des dessins comme La Fontaine des fables, sans y montrer le moindre effort, sans presque paraître y penser, tant il y apportait d'aisance et de grace, en même temps que de soin et de goût. C'est qu'en effet il y avait, entre notre inimitable fabuliste et notre grand architecte, quelque chose de commun qui se révèle aux admirables vignettes composées par M. Percier pour la magnifique édition du *La Fontaine* de M. Didot. Dans ces petits tableaux, où la main qui restaura la colonne Trajane et qui acheva le Louvre, met en scène des philosophes de toutes sortes, animaux et personnages, le cadre est tracé avec tant de goût, les accessoires sont si bien adaptés au sujet, et l'architecture répond si bien à l'action, que la fable entière se retrouve dans la vignette. Il y a de la malice et de la bonhomie, de la philosophie et de l'esprit, dans cette architecture faite à l'usage des animaux, où le paysage a toujours un sens, les fabriques toujours une moralité; l'artiste s'y montre réellement fabuliste à sa manière, comme le poète.

A partir de 1814, où M. Fontaine demeura seul chargé des travaux d'entretien qu'exigeaient les palais de nos rois, M. Percier se livra tout entier aux soins de son école, en même temps qu'à des études de restauration des principaux édifices de la France et de l'Italie. Fontainebleau, dont il venait de réparer les ruines, qui dataient de plus d'un siècle, lui fournit un recueil complet de dessins coloriés avec le plus grand soin, où l'édifice de François Ier reparaissait avec toute son ancienne splendeur, avec toute sa fraîcheur primitive. Ce recueil, qu'il avait l'intention de publier, contient, outre la *galerie de Diane*, entièrement détruite aujourd'hui, une restitution de la fameuse *salle des Fêtes*, telle qu'elle avait d'abord été conçue; et c'est à l'aide d'un petit nombre d'élémens épargnés par la destruction, ou de simples indices habilement interprétés par le savoir et le goût, que l'œuvre de Serlio et celle du Primatice renaissaient à une existence nouvelle sous la main de M. Percier. En même temps, il s'exerçait sur un programme tout différent, sur le grand *hôpital de Milan*, monument de ce genre qu'il prisait au-dessus de tout autre, pour son excellente disposition et sa majestueuse ordonnance, et dont il fit une magnifique restauration. Plus tard enfin, il s'était donné pour sujet d'étude la restauration des *palais de Gênes*, envisagée sous le rapport le plus difficile, celui qui consistait à y mettre d'accord les principes d'un goût pur et sévère avec l'effet magique de leurs somptueux escaliers. Et c'est à cette époque de sa vie, où il embrassait ainsi dans ses études tant de beaux monumens de la renaissance dont il s'était rendu le goût si familier, qu'il exécutait pour un prince de Pologne une petite église gothique, si bien conçue dans son ensemble, si soigneusement étudiée jusque dans sa charpente et dans ses moindres détails, qu'on crut voir un édifice du XIIe siècle, et qu'il sembla que M. Percier n'eût jamais fait autre chose, ni vécu dans un autre temps. C'est qu'avec le caractère de talent qui lui était propre et qui pouvait servir à son siècle, il possédait ce tact fin et délicat qui rend l'architecte capable de concevoir, de bâtir ou de restaurer chaque monument dans les conditions de goût et de style qui lui appartiennent, ce savoir sûr et profond qui permet d'assigner à chaque forme d'architecture son légitime emploi, de mettre chaque ornement en son lieu et chaque style à sa place; qualités précieuses qui constituent la véritable originalité, si différente de cette originalité du faux savoir, qui confond tous les styles et mêle toutes les manières, qui fait de l'antique sans intelligence, comme du gothique sans conviction et de la renaissance sans étude, et qui ne produit que

des œuvres surannées à leur apparition et vieilles dans leur nouveauté, où manque l'unité, principe de la grandeur en toute chose, et la raison, source du plaisir en architecture.

Ces principes, qui dirigeaient M. Percier dans ses travaux, étaient aussi ceux qu'il propageait dans son école, et qui rendaient cette école la première de l'Europe. M. Percier y régnait véritablement par l'autorité de sa doctrine, jointe à celle de son exemple, et peu de maîtres, en aucun temps, ont joui d'une influence plus haute, plus étendue et plus durable. A cette époque, où la France comprenait une partie considérable de l'Europe, il était naturel que cette influence de M. Percier s'exerçât dans toute cette vaste sphère que remplissait la puissance de son pays. Mais quand la France perdit l'empire, M. Percier, réduit à lui seul, conserva son école, et par elle son autorité; l'Europe resta, pour l'architecture tributaire, encore d'un Français. C'est le goût de M. Percier, c'est son esprit qui continua de dominer, là où notre force avait été vaincue par les élémens ou par les hommes, là où nos armes mêmes n'avaient pu pénétrer; à Londres, à Saint-Pétersbourg, comme à Vienne, à Madrid, à Berlin, tout ce qu'il y a maintenant d'habiles architectes en Europe, est sorti de cet entresol du Louvre où M. Percier a vécu. Mais, pour apprécier l'empire que cet artiste exerçait dans son école, et qui peut se comparer à celui que David possédait dans son atelier, et Napoléon dans son camp, il faudrait pouvoir se représenter cet homme à la haute stature, à la démarche grave, au costume sévère, tel que l'ont connu deux générations d'artistes qu'il a formées. J'essaierai donc de peindre, au physique comme au moral, le grand architecte dans l'intimité duquel ont vécu tant d'artistes de notre âge, et que j'ai pu moi-même contempler d'assez près pour en tracer une image qui soit d'accord avec leurs souvenirs.

Doué d'une grande taille, sans avoir jamais été robuste, M. Percier avait, dans sa démarche et dans son maintien, quelque chose de la tenue militaire; cette apparence venait aussi de son costume, qui était le même en toute saison, et qui ne varia jamais durant un demi-siècle. Son front arrondi et un peu saillant était large, mais d'un développement raisonnable; on y voyait le calme de l'esprit, la profondeur de la pensée et l'étendue de la mémoire. Son œil, un peu renfoncé dans son orbite, avait un regard pénétrant et fin, sans dureté. Avec un nez bien fait, des traits généralement réguliers, sa lèvre inférieure, légèrement saillante, donnait à sa bouche, gracieuse, du reste, une inflexion de bouderie qui tenait surtout à l'attention qu'il

mettait à écouter; qualité précieuse et plus rare qu'on ne le croit, car les hommes qui n'écoutent jamais et qui parlent toujours sont ceux qui croient tout savoir et qui ne peuvent rien apprendre. Toute sa physionomie, enfin, empreinte, quand il écoutait, d'un calme sérieux et grave, où il entrait néanmoins de la finesse et de la bonté, s'animait, quand il parlait, d'une manière singulièrement expressive. Sa parole vive et abondante s'embarrassait quelquefois par sa volubilité même; mais son expression toujours pittoresque, sa mémoire toujours présente, sa pensée toujours prompte, donnaient à son entretien un charme et en même temps une autorité que l'on ne peut rendre. Tel était le maître que jamais ses élèves n'abordaient sans éprouver une émotion qui les arrêtait souvent sur le seuil de sa porte, sans se sentir troubler en sa présence, et sans reprendre à sa première parole leur confiance en eux-mêmes par celle qu'ils avaient en lui. Jamais il ne donnait une leçon, sans commencer par y introduire un correctif, et ses avis, toujours motivés, se terminaient le plus souvent par une comparaison qui en adoucissait encore l'expression, sans en affaiblir la portée. Modeste de cette modestie vraie qui sied si bien aux hommes supérieurs, il ne parlait de ses propres travaux que lorsqu'il y était forcé, et seulement encore dans l'intimité, de même qu'il ne citait pour exemple que ce qu'il estimait dans les travaux d'autrui sans déprécier ce qu'il n'y approuvait pas. Ce qu'il y avait, enfin, de particulier à sa méthode et de propre à son caractère, c'était, en montrant partout ce qui se trouvait de bien, de chercher ainsi à le produire, en laissant les fautes dans l'ombre; bien différent de la plupart des maîtres, qui s'attachent aux défauts avec une sorte de satisfaction, comme s'ils y trouvaient une excuse pour eux-mêmes, encore plus qu'un enseignement pour les autres.

M. Percier s'était fait de ses élèves une famille si nombreuse et si dévouée, qu'il ne songea jamais à se procurer les douceurs d'une autre famille. Il eut encore, pour vivre ainsi libre de tout engagement, un autre motif, ou si l'on veut, une autre excuse; c'était la pensée qu'il ne cessa jamais de nourrir d'un voyage en Italie. Le désir de revoir le théâtre de ses anciennes études fut le rêve de toute sa vie, le projet qu'il se croyait toujours à la veille de réaliser, l'espoir qu'il poursuivait à travers toutes ses affaires comme au milieu de tous ses plaisirs. Mais la seule manière dont il lui fut donné de satisfaire ou de tromper cette espérance, ce fut par son assiduité au Théâtre-Italien, où il se croyait encore en Italie, et dont il ne manqua jamais une représentation, tant que le goût public y maintint

Cimarosa, Fioravanti, Zingarelli et Paer, qui lui rendaient sur le déclin de l'âge les premières impressions de sa jeunesse, avec les derniers échos de l'Italie. A mesure que les années s'accumulaient sur sa tête et avec elles les travaux et les devoirs, il se rattachait, par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, à cette Italie qu'il ne devait pas revoir et dont il ne pouvait se résoudre à abandonner l'image. Il avait entrepris une *restauration* complète des *basiliques de Vicence*, de *Padoue* et de *Brescia*, travail immense qui remplit ses dernières années et qu'il achevait quand la mort le surprit : heureux du moins de n'avoir pas laissé incomplète cette œuvre de réparation. En même temps qu'il se faisait ainsi le continuateur des maîtres de la renaissance, il cherchait à se rendre leur contemporain, en ne se délassant qu'avec leurs souvenirs, comme en ne travaillant que sur leurs idées, et en ne bâtissant pour ainsi dire que sur leur terrain. Toujours occupé de ce beau siècle des arts dont il respirait l'esprit, dont il parlait la langue, il avait fini par ne plus lire que les *Vies des artistes* de Vasari, avec *il Corteggiano* de Balthazar Castiglione; et cette cour brillante et polie des ducs d'Urbin et de Ferrare, où la culture des esprits et l'élégance des mœurs s'embellissaient de tout le luxe des arts; cette maison savante et ingénieuse des Médicis, où Michel-Ange avait été élevé sous les yeux de Politien, M. Percier s'en était rendu le séjour si familier et le commerce si intime, qu'il était là comme dans sa patrie et dans son siècle, et qu'il nous apparaissait à nous, hommes de notre pays et de notre temps, comme un de ces vieux maîtres dont Vasari a écrit l'histoire. Il y avait en lui, dans sa personne, dans son langage, comme dans la tournure de ses idées, comme dans la direction de ses études, quelque chose qui sentait la renaissance, et l'on peut dire que c'est un débris du XVIe siècle, autant qu'un ornement du nôtre, que nous avons perdu en M. Percier.

C'est au sein de ces travaux, par lesquels il semblait véritablement étendre sa vie en recommençant sa jeunesse; c'est au milieu de ces douces et studieuses réminiscences qui n'avaient pas seulement pour lui le charme d'une illusion, mais l'intérêt d'une réalité, que la mort vint frapper M. Percier, sans l'abattre et sans le surprendre. Avec une constitution qui n'avait jamais été forte, et avec une santé qui était chancelante depuis plusieurs années, il avait pu voir de loin s'approcher la mort, et il l'attendait avec cette patience stoïque du sage, avec cette application laborieuse de l'artiste qui ne l'avaient jamais quitté. Les infirmités de l'âge et les douleurs mêmes de la maladie, à mesure qu'elles devenaient plus graves et plus fréquentes,

n'avaient pu lui arracher l'instrument de ses travaux et de sa gloire; il dessinait encore d'une main défaillante, et ses derniers dessins, toujours aussi remarquables par la finesse et par la précision du trait, montraient plus que l'habileté de sa main; ils témoignaient de la fermeté de son ame. On peut dire de M. Percier qu'il mourut la plume à la main, comme il avait vécu, et jamais, dans une carrière plus pleine, il n'y eut plus d'accord entre le commencement et la fin.

En terminant cette étude sur M. Percier, s'il m'était permis d'exprimer ma pensée tout entière, je dirais qu'entre tous nos contemporains c'est celui qui nous offre le modèle le plus accompli de la vie et du caractère de l'artiste. A quelque époque de sa carrière, dans quelque circonstance de sa vie qu'on l'envisage, c'est toujours de son art qu'on le trouve occupé, et toujours d'une manière qui tend à le perfectionner en s'honorant lui-même. Il avait cependant traversé des temps bien différens, où ne lui avaient jamais manqué ni les séductions du monde, ni les faveurs du pouvoir. Il avait vu la convention, où l'amitié de David pouvait servir à sa fortune. Plus tard, il assista à toutes les pompes de l'empire, où l'estime d'un grand homme eût pu tenter son ambition, en exaltant sa vanité. Sous la restauration, qui lui accorda aussi sa confiance, il eût pu devenir courtisan, sans cesser d'être architecte. De nos jours enfin, où tout le monde se croit propre à la politique, attendu qu'elle mène à tout, il n'eût tenu qu'à lui de faire de la politique en faisant de l'architecture. Mais, sous tous ces régimes, M. Percier ne fut et ne voulut être qu'un artiste. Jamais homme peut-être, avec des mœurs plus simples, des manières plus douces, une bienveillance plus universelle et plus sincère, ne montra tant de dignité dans sa conduite, tant de fermeté dans toute la suite de sa vie; jamais homme ne fut à la fois plus modeste et plus indépendant, non pas de cette indépendance hautaine et bruyante qui s'affiche et qui se prône, qui cherche la popularité pour atteindre le pouvoir, et qui cache souvent autant de servitude qu'elle étale d'opposition, mais de cette indépendance paisible et solitaire qui se montre égale dans toutes les positions, qui se suffit à elle seule et qui se contente de jouir d'elle-même, de cette indépendance, enfin, que la richesse ne donne que rarement, qu'elle ôte souvent, et qui en tient toujours lieu. M. Percier, dans son obscur entresol du Louvre, où il se trouvait si près de la cour, et dont il ne sortit jamais pour aller à la cour, nous représente le véritable sage autant que l'artiste éminent, l'homme sans ostentation comme sans faiblesse, qui vit pour lui et non pour les autres, en ne travaillant

que pour son pays, qui n'a d'idole que son art et non pas sa fortune, d'arbitre que sa raison, et de maître que sa volonté. Ajoutons un dernier trait qui peindra ce grand architecte mieux que toutes nos paroles. M. Percier avait acquis par tant de travaux une fortune honorable qu'il eût pu rendre énorme, si, avec sa renommée qui était immense, il eût employé ses loisirs, au lieu de restaurer sur le papier l'hôpital de Milan ou la basilique de Vicence, à bâtir sur le pavé de Paris des ministères et des bazars. Mais, en devenant riche, il ne fut pas plus esclave de la fortune qu'en d'autres temps il ne l'avait été de sa pauvreté. Il ne changea jamais rien à ses habitudes; il garda ses goûts simples et ses mœurs austères; il vieillit avec les mêmes principes et avec les mêmes amis; il vécut enfin, comme s'il n'avait pas cessé d'être pauvre, en travaillant comme s'il en eût toujours eu besoin pour vivre, et il laissa cent mille francs à cette école gratuite de dessin, où les enfans du peuple reçoivent cette première éducation de l'artiste dont il avait senti la nécessité; ajoutant ainsi à un grand bienfait une grande leçon, et léguant à cette école plus encore qu'une partie si considérable du fruit de ses travaux, l'exemple de sa vie entière, d'une vie toute de travail et d'étude, toute d'indépendance et d'honneur.

RAOUL-ROCHETTE.

DE LA RUPTURE

DIPLOMATIQUE

COMME CONSÉQUENCE

DU TRAITÉ DU 15 JUILLET.[1]

Les conséquences du traité du 15 juillet se déroulent avec une promptitude menaçante. Quels que soient les motifs qui aient dicté jusqu'ici la réserve et le silence de la France, son gouvernement ne peut plus ajourner une décision, ni garder plus long-temps le silence sur ses déterminations.

La France doit cette explication au monde comme à elle-même, à sa propre dignité comme à la justice de sa cause, à ses intérêts blessés par le traité comme à ceux des nations que ses armemens peuvent alarmer, et auxquelles elle ne doit laisser aucun doute sur la pureté de ses motifs et de ses intentions.

La France veut savoir où la conduisent ces immenses armemens. A l'étranger, les uns s'alarment du réveil de ses vieilles tendances agressives; d'autres disent, au contraire : « Ces armemens de la France n'ont lieu que pour en imposer, pour cacher sa faiblesse ou pour compléter des mesures de défense intérieure. La France n'a

(1) Nous devons communication de ce mémoire à un personnage étranger éminent dont l'opinion mérite de fixer l'attention du gouvernement français.

évidemment rien de réel, rien de juste à opposer au traité, puisqu'elle s'est bornée à dire aux puissances que le système qu'elles avaient adopté n'était pas le sien et *ne réussirait pas.* N'ayant pas protesté contre le traité, elle ne peut, quand il est en pleine exécution, en repousser les conséquences. Aussi le gouvernement ne songe-t-il qu'aux moyens de préparer l'opinion en France à les accepter. »

Telle est à l'étranger l'opinion universelle. Il est juste d'en tenir compte, puisqu'en définitive ce qui décidera de la guerre ou de la paix, ce ne seront pas les *intentions* de la France, mais bien *l'effet* que sa conduite produira sur les gouvernemens et sur les nations étrangères.

Mais si la France pense que la conduite des cabinets est injuste, attentatoire aux droits des nations, à la souveraineté et à l'indépendance du sultan, à l'intérêt et au droit qu'elle a de faire respecter cette indépendance; si la voie adoptée par les puissances, loin de mener au but qu'elles se proposent, tend, au contraire, à réaliser les catastrophes que le but avoué du traité est de prévenir; si ce traité qui, dans l'Orient, prépare convulsions intérieures, ruine et partage, produit du même coup dans l'Occident hostilité entre les puissances dont l'alliance étroite pouvait seule contenir la Russie, alors la France doit proclamer ces convictions; alors, sans préjuger quand elle voudra employer la force pour arrêter le mal, elle doit, avant tout, le dénoncer et protester, sous peine de s'en rendre complice par son silence.

Les armemens, seule mesure qu'on ait adoptée, n'ont rien indiqué sur les intentions réelles de la France. Or, ce qu'il importait avant tout, ce qui pouvait seul suspendre l'exécution des mesures convenues entre les puissances, c'était d'éclairer la question, de montrer des déterminations arrêtées, en ayant bien soin de les motiver sur le respect des droits de tous.

L'Angleterre, par-dessus toute autre nation, a besoin d'être éclairée. De deux choses l'une : ou la France, ainsi que l'a assuré lord Palmerston, laissera exécuter le traité, et en subira les conséquences, et dans ce cas ses armemens sont une vaine menace qui retombera sur elle-même ; ou bien si ses armemens sont le résultat d'une décision qui prévoit la possibilité d'une guerre, la France est alors tenue, en probité comme en vue de son propre intérêt, d'exposer au grand jour et sans perdre un instant ses intentions. Armer et se taire, c'est pousser la nation anglaise dans le sens russe; c'est la rendre hostile, ce qu'elle n'est pas aujourd'hui ; c'est plonger en aveugle les deux

nations dans l'abîme qu'un ennemi commun a creusé pour elles ; c'est donner à la Russie l'appui de la nation anglaise.

Rompre à tout prix l'alliance anglo-française a été le but constant de la politique russe. Pour opérer cette rupture, la Russie a déployé toute son habileté, toutes ses ruses, et mis en jeu les mille passions qui agitent en sens divers les deux pays. Enfin, elle a réussi; son jeu maintenant, c'est de faire durer cette rupture, d'aveugler les deux nations et de les passionner l'une contre l'autre. Le remède est donc dans ce qui peut démasquer cette politique. Le gouvernement français doit, avant tout, se pénétrer de cette nécessité; tout ce qu'il fait en dehors de ce but a nécessairement pour effet de réaliser l'objet secret du traité.

Éclairer la nation anglaise, ce n'est point négocier avec son gouvernement. La France se met sur une base fausse dès l'instant où, au lieu de proclamer que le traité blesse la justice et le droit des nations, et porte atteinte à ses intérêts, elle négocie sur un détail d'exécution du traité. Cela dit, cela *compris* surtout, elle ne peut que refuser toute négociation sur cette base. Mais l'on s'écrie : « Prenez garde, vous allez blesser l'orgueil national de l'Angleterre, vous rallierez tous les partis autour du ministre dont la politique est encore blâmée aujourd'hui. » — Mais il est évident que le cours suivi jusqu'ici a précisément produit ce résultat. Il est donc urgent d'adopter une méthode nouvelle. La France n'a qu'un moyen d'éclairer la nation anglaise et d'éviter avec elle la guerre, qui autrement est inévitable. Ce moyen, c'est de la séparer hautement du ministre qui fait d'elle un instrument de la Russie, d'en appeler à la nation et à sa souveraine contre le ministre, d'exposer avec clarté le sens et la portée du traité (dont l'analogie est si frappante avec les traités qui ont précédé le partage de la Pologne), de prouver qu'elle veut sincèrement la paix, et que le traité seul produit la guerre par le but qu'il veut atteindre et par les moyens d'exécution qu'il sanctionne. Mais, en exposant la position qui lui est faite par le traité, la France doit distinguer entre celles des puissances qui sont, malgré une séparation passagère, ses alliés naturels, et celle qui est un irréconciliable ennemi, entre la main qui dirige et l'instrument dont elle se sert. Ne point faire cette différence, c'est demeurer dans les ténèbres, c'est en quelque sorte créer soi-même le danger en se privant des moyens de salut. D'un bout de l'Europe à l'autre, les hommes de tout étage sentent que la paix n'est possible qu'autant qu'elle est protégée par l'immense puissance réunie de la France et

de l'Angleterre. Eh bien! il faut oser montrer ce danger et nommer la puissance qui menace l'empire ottoman, Constantinople, les Dardanelles, l'indépendance de l'Allemagne, l'indépendance de l'Europe. Il faut oser rompre avec elle et jeter au loin toute arrière-pensée. La France doit se montrer résolue à résister, et tout au moins à protester *seule*, si elle est sans allié, contre tous ces projets d'envahissement et toutes ces trames secrètes. Il faut que désormais aucun doute ne puisse plus exister sur les penchans de la France, sur les chances que la Russie aurait de l'associer à ses projets, comme elle essaie aujourd'hui d'y associer pour un temps l'Angleterre. Il faut qu'aucune puissance dont la Russie menace les intérêts ne puisse plus dire : « Hâtons-nous de nous allier à la Russie, de peur que la France ne nous prévienne, et que son poids, uni à celui de la Russie, ne vienne peser sur nous ou ne lui donne la part de butin qui nous est destinée. »

La France, Dieu merci, par l'isolement où elle est aujourd'hui placée, donne à tous ces soupçons le plus noble démenti. Mais puisqu'elle a refusé de s'associer à la politique spoliatrice de la Russie, c'est désormais toute une carrière qui s'ouvre devant elle; c'est une lutte directe corps à corps entre elle et la Russie. C'est la probité politique dont elle a fait preuve dans cette question d'Orient qui l'a fait désigner par la Russie comme sa première victime. Sans doute, la Russie hait dans la France *le principe* de son gouvernement; mais cette haine ne gêne en rien ses alliances. Si la France se fût montrée disposée à prêter l'oreille aux insinuations de cette puissance, si elle eût provoqué des arrangemens secrets, des traités de partage, de spoliation; si elle eût refusé asile aux débris et aux droits violés de la Pologne..., alors c'eût été l'Angleterre qui la première eût été décrétée pour cet isolement, dont quelques hommes en France ont la simplicité ou la lâcheté de se plaindre, parce qu'ils oublient que cet isolement de la France est le prix et le témoignage d'une loyauté dans sa politique, dont malheureusement et plus d'une fois elle avait été soupçonnée de manquer.

Cet isolement, c'est désormais la gloire et la force de la France, de même que participer au traité de Londres, c'est n'être plus que l'esclave de la Russie. Croit-on que la nation anglaise soit bien jalouse de ce titre? Si la France se déclare nettement l'adversaire des projets de la Russie, le défenseur de la justice et du droit, comme la Russie s'appuie sur la force brutale et la perfidie, pense-t-on que la nation anglaise suive long-temps la voie où l'entraîne un ministre imprudent

ou coupable? Pense-t-on qu'elle oublie long-temps les causes sans nombre de rivalité qui font de la Grande-Bretagne une ennemie mille fois plus irréconciliable de la Russie que ne l'est la France?

Sachez fixer *irrévocablement* votre position à l'égard de la Russie, et voyez si par ce seul fait vous ne ramenez pas l'Angleterre dans votre alliance. Un seul mot prononcé dans ce sens fera plus que les plus grands armemens. Ce mot vous donnera les sympathies et les vœux de la nation anglaise tout entière et de toutes les nations qui craignent ou luttent pour leur indépendance; il vous assurera l'appui du peuple français et jusqu'à cet enthousiasme que vous avez cherché à lui inspirer, et qui vous est si nécessaire en présence d'évènemens si graves. Seul, il peut faire impression sur les cabinets allemands, et, s'il est possible, les détacher des liens de la Russie. Ces cabinets redoutent moins les forces matérielles de la Russie qu'ils ne sont fascinés par son habileté, son audace, sa perversité. Si donc il y a pour la France une chance de les arracher à cette fascination, c'est quand elle se montrera elle-même libre de toute crainte comme de toute convoitise, et fera cesser ainsi les soupçons de l'Allemagne, qui voit la France toujours prête à s'entendre avec la Russie pour la partager, ou à lancer contre elle la propagande.

La Russie ne peut nuire directement à la France, ni lui causer de dommage matériel important. Pour atteindre la France, il faut à la Russie, comme instrumens, les puissances allemandes. Que la France prenne une attitude de fermeté et de justice, et la Russie sera impuissante à les pousser contre elle. Un désir prononcé de neutralité en Allemagne achèvera de produire, si elle ne l'avait précédée, la réaction favorable qu'il s'agit de faire naître en Angleterre.

Une déclaration, adressée au ministère anglais et insérée immédiatement au *Moniteur*, tendrait, d'une part, à dévoiler la politique coupable et tortueuse de la Russie, de l'autre à faire voir à la nation anglaise l'abîme où on la conduit. En s'abstenant de tout ce qui pourrait offenser la juste susceptibilité britannique, l'on maintiendrait néanmoins la France, devenue plus grande par son isolement, dans la position unique et réellement sublime qui lui est offerte pendant la grande crise à laquelle nous touchons.

Pour expliquer le silence qu'elle a gardé jusqu'à présent, la France pourrait dire (elle ne doit pas craindre de le proclamer, quoique son espérance ait été déçue) qu'elle s'était flattée que, parmi les puissances signataires du traité, quelqu'une, sur les représentations de la France, refuserait sa ratification. Cette espérance, dont la réalisation aurait

pu arrêter bien du mal, l'avait engagée à ne point insister pour que le traité qu'on lui demandait d'appuyer de son concours moral lui fût immédiatement communiqué. En tardant à prendre connaissance de son contenu, elle laissait les puissances plus libres d'introduire dans le traité des modifications, ou même d'en provoquer l'abandon total.

En ajournant d'user de son droit pour exiger la communication du traité, la France ne pouvait prévoir qu'une clause en prescrivît l'exécution sans même attendre les ratifications respectives des cours contractantes.

De la part des puissances, cette seule clause tenue secrète suffisait pour donner à toute la transaction le caractère de violation du droit des gens, et son exécution devenait un acte de piraterie.

A la nouvelle des premières hostilités du capitaine Napier, la France voulut encore n'attribuer qu'à l'imprudence d'un subalterne ce procédé violateur en lui-même de toutes les règles du droit international. Aussi continua-t-elle ses démarches pour amener la pacification par des concessions du pacha conformes à ce qu'elle connaissait des intentions des puissances. En s'appliquant à obtenir ces concessions, le gouvernement français ne s'est pas flatté de résoudre ainsi la difficulté. Il n'a pas espéré que la Russie permît qu'un arrangement direct entre le pacha et le sultan vînt mettre à néant ce traité du 15 juillet, œuvre de tant d'habileté, de peines et de temps. Mais avant de proclamer les véritables et secrètes intentions des auteurs du traité de Londres, le gouvernement français a voulu rendre plus manifeste ce qui paraissait avoir échappé aux regards de ceux mêmes qui en avaient aveuglément accepté les conséquences.

Les concessions obtenues de Méhémet-Ali par la France dépassèrent tout ce que les puissances pouvaient raisonnablement attendre; jamais on n'avait vu une métamorphose plus complète, ni plus spontanée dans la conduite d'un puissant vassal à l'égard de son souverain. Il était évident que le pacha lui-même avait compris que l'on avait calculé sur sa résistance pour compromettre et ruiner l'empire auquel se rattachent et sa foi religieuse et sa propre existence politique. Si les puissances avaient permis au sultan d'arranger cette querelle intérieure avec son pacha, selon la coutume suivie de tout temps dans l'empire ottoman, tout serait terminé aujourd'hui. Aucune autre solution ne saurait réaliser le but prétendu du traité de Londres, à savoir le rétablissement de l'empire ottoman et la mise à l'entière disposition du sultan, *contre ses ennemis extérieurs*, de toutes les forces du pacha d'Égypte.

Au lieu de cela, que fait-on? Ni les concessions du pacha, ni son langage plein de soumission, ne sont écoutés; il est destitué et excommunié. On lui répond par la prise de ses vaisseaux, par l'incendie de ses ports. Cette excommunication n'est rien moins qu'un schisme dans l'empire : les musulmans voient, d'une part, le sultan protégé par des nations chrétiennes et dépouillé par elles des principaux attributs de sa puissance, de l'autre, le pacha d'Égypte, connu par son attachement à la foi, se prosternant devant le padishah, mais repoussé par les chrétiens qui l'entourent, et grandi dès-lors par une excommunication qu'eux seuls ont dictée. Le choix entre le chef de leur foi poussé et dégradé par les ennemis de cette foi même, et le vassal révolté contre ce qui est l'œuvre de l'influence étrangère, sera au moins douteux; or c'est précisément ce qui doit bouleverser l'empire et ce qu'il faut à la puissance qui vise à s'en emparer.

Tandis qu'à Constantinople l'ambassadeur d'Angleterre force le divan à prononcer cette excommunication, à Londres on parle de la faire révoquer. On veut bercer la France de cet espoir. Mais, outre qu'exiger aujourd'hui du sultan cette rétractation serait porter une nouvelle atteinte à sa souveraineté et à sa considération, l'effet de cette concession prétendue ne se réaliserait que lorsque les puissances auraient poussé l'exécution du traité aussi loin qu'elles l'auraient jugé convenable.

La France, recevant, après deux mois, communication officielle du traité, cherche en vain ce qui, de la part de l'Angleterre, pourrait expliquer un changement de politique aussi subit, aussi complet, aussi étrange. Elle ne le trouve pas dans le but avoué du traité, dont aucune clause ne satisfait ni même ne rappelle les intérêts que jusqu'ici l'on a vu poursuivre par la politique anglaise.

Il est évident au contraire que ce traité, tout en proclamant vouloir *l'intégrité*, *l'indépendance* et *la pacification* de l'empire ottoman, *partage* l'empire, puisqu'il confère à Méhémet, avec le concours des puissances étrangères, des droits de possession héréditaire inaliénables dans la personne du sultan.

L'indépendance de la Turquie est détruite du moment où ces droits sont *garantis* par des puissances étrangères. L'expérience de la Pologne et des *traités de garantie* qui en précédèrent les partages ne permet aucun doute sur la portée de ces garanties.

Et quant à la *pacification*, le schisme dans l'empire, le bombardement des villes de la Syrie, l'occupation éventuelle du territoire ottoman, de sa capitale et des deux détroits, stipulée pour le cas

prévu de guerre, enfin les armemens de la France, prouvent assez que le but aussi bien que la conséquence du traité, c'est la guerre. La guerre européenne, la guerre contre la France isolée, et tout au moins le renouvellement des vieilles animosités de la France et de l'Angleterre, voilà ce que veut la Russie, auteur de ce traité. Aussi les procédés les plus acerbes et les plus offensans pour le pacha et pour la France sont-ils employés. Si l'armée d'Ibrahim est retenue en Syrie et mise hors d'état de marcher sur Constantinople, les révoltes intérieures, causées par le schisme religieux, l'impuissance même des flottes alliées, fourniront les prétextes nécessaires à l'accomplissement des vues de celle des puissances dont l'antique et traditionnelle tendance est d'occuper, c'est-à-dire d'acquérir Constantinople (1).

L'art. 4 du traité ôte au sultan le libre commandement des détroits, et cela en affirmant, contrairement à la vérité, « qu'en vertu de *l'ancienne règle de l'empire*, l'entrée des Dardanelles et du Bosphore a été de tout temps défendue aux bâtimens de guerre des puissances étrangères. » En réalité, cette défense, aussi bien que la permission de franchir les détroits, avait toujours dépendu, sans aucune restriction, du libre arbitre du sultan. Enlever ce droit au sultan, c'est porter directement atteinte à l'indépendance de ce souverain, c'est violer le droit des nations, qui ne permet pas qu'aucun traité substitue l'autorité d'une ou de plusieurs puissances à une autre, seule légitime et seule reconnue, dût cette dernière même souscrire à un pareil traité, c'est-à-dire à son propre anéantissement. Cet article seul suffit pour faire du traité du 15 juillet un traité *offensif* contre la France. Dans la pensée des musulmans, il porte l'atteinte la plus grave à la prérogative de leur souverain, et le dégrade à leurs yeux.

Telles sont les stipulations du traité et les conséquences qui frappent au premier coup d'œil, comme inévitables. La France les a senties; elle eût mieux fait de protester à l'instant et de proclamer qu'elle serait forcée à la guerre, non-seulement par telle ou telle mesure d'exécution, stipulée par le traité, mais bien par le traité même, s'il n'était abandonné. Un temps précieux s'est écoulé; mais le gouvernement français a cru sans doute ne devoir recourir aux moyens extrêmes qu'après avoir prouvé jusqu'à l'évidence qu'il avait épuisé vainement tous les termes de conciliation.

(1) La Russie fait en ce moment avec ostentation lever les environs de Constantinople par un aide-de-camp de l'empereur, M. de Lieven, comme pour constater *son droit* d'occuper ce pays, et familiariser avec cette idée les habitans de l'Europe.

Aujourd'hui, toutefois, l'occasion de *parler* et d'adopter des résolutions définitives en est devenue d'autant plus pressante. La portée du traité est à présent plus manifeste et plus généralement comprise. Son exécution violente et le dédain ou la mauvaise foi avec lesquels on a reçu les efforts que la France a faits pour réaliser, avant qu'on recourût à la force, le but prétendu du traité, sont venus combler la mesure de ses griefs. La France, d'ailleurs, ne peut voir sans douleur la ruine d'un prince pour lequel elle a toujours avoué ses sympathies, et à l'égard duquel elle a contracté des obligations sérieuses par les conseils de modération qu'à deux reprises et à la suite de deux victoires, elle prit sur elle de lui faire accepter; elle ne peut, sans se déshonorer, demeurer passive, quand cette modération même devient pour lui une cause de ruine. Elle ne doit pas tarder plus longtemps à lui donner tout l'appui qui sera compatible avec l'intérêt de la France et le respect invariable qu'elle veut observer pour l'autorité souveraine du sultan.

Il est deux sortes d'appuis que la France peut donner au pacha : l'un, par la force, par sa flotte et ses armes dans le Levant, moyen qui est la guerre européenne, entreprise sur le terrain qui offre à la France les chances les moins avantageuses, l'autre qui, avant de recourir à la force, tend à épuiser d'abord toutes les ressources d'une diplomatie bien entendue, et à se préparer ainsi une guerre juste, s'il faut faire la guerre. La rupture de l'alliance anglo-française étant la conséquence du traité, rétablir cette alliance serait détruire aussitôt le traité même; ce serait d'un seul coup mettre fin à toutes les difficultés et à tous les dangers.

Ce n'est point à Alexandrie que la France doit diriger les coups destinés à briser le traité, c'est à Londres, où se trouve la puissance qui fait toute la force de la Russie, et celle dont la réunion à la France peut seule déjouer ses complots. Ne craignez pas d'ailleurs de laisser le pacha pour un temps à ses propres forces. Les mesures de contrainte employées aujourd'hui sont insuffisantes pour le réduire.

La France doit se hâter de protester de la manière la plus explicite contre le traité, et mettre au jour la politique secrète dont il est l'œuvre, ainsi que les conséquences fatales qu'il entraîne. Elle n'a aucun autre moyen d'en empêcher l'exécution. Désunir les puissances qui l'ont signé, en amener une à le rompre, en lui montrant le piége et les dangers, tel doit être le but de la France.

Toute autre mesure mène à la guerre, que la France veut éviter, la guerre contre quatre puissances!

Mais une simple déclaration ne serait plus suffisante aujourd'hui (1). Un moyen se présente encore, un seul efficace par sa force morale, par le retentissement subit et universel qu'il aurait. Après l'exposition de tous ses motifs, la France sommerait à court délai les puissances de suspendre l'emploi de la force dans le Levant. Sur le refus des puissances, la France déclarerait aussitôt la rupture diplomatique; cette mesure, appuyée par une attitude imposante des chambres et par des armemens formidables, donnerait à toutes les nations un avertissement solennel.

On nous dit : « Cette rupture, c'est la guerre; » mais c'est précisément là l'impression qu'elle doit produire, et qui est la dernière chance qu'on ait de l'éviter. La France, en appuyant sa protestation par une rupture diplomatique avec une ou plusieurs puissances, ne s'oblige à aucun emploi positif de ses forces matérielles pour empêcher l'exécution du traité; son honneur satisfait, elle conserve, et cette fois d'une manière profitable, *toute sa liberté d'action;* elle dénonce, elle réprouve les actes des puissances, comme portant atteinte à des droits sacrés, mais elle ne s'oblige à soutenir ces droits que dans les limites que lui dicte sa propre sagesse. Ses armemens deviennent alors, *mais alors seulement,* des garanties pour elle-même, sans être à l'égard d'aucune autre nation des menaces, qui n'étant point expliquées, n'ont d'autre effet que d'alarmer ses voisins et de les fortifier dans l'alliance qu'ils ont contractée contre elle.

Les puissances qui assurent la France de leur désir de conserver la paix, viendraient-elles l'attaquer parce qu'elle aurait senti le devoir de protester contre l'emploi de leurs forces sans même leur opposer les siennes? Cela n'est pas croyable, et une agression semblable ne pourrait tourner que contre l'agresseur.

La Russie sait bien qu'attaquer la France serait lui faire, du côté de la justice et du bon droit, une position égale en puissance, et bien supérieure en prestige à celle qu'elle-même a prise du côté de l'iniquité. La nation anglaise serait réveillée de son apathie; le danger qu'elle pressent, mais dont le silence de la France lui permet encore de douter, lui apparaîtrait dans toute sa gravité. L'Allemagne serait rassurée par le langage de la France qui se montrerait prête à la guerre si on l'y force, mais sincèrement désireuse de maintenir la paix sur un respect égal des droits de tous.

(1) Le *memorandum* de M. Thiers, du 5 octobre, qui paraît aujourd'hui, rétablit avec une dignité et une clarté parfaites la vérité des faits qui ont précédé le traité et qui dominent encore l'Europe, mais ne prononce rien sur les intentions de la France, qu'il est si urgent de proclamer.

Les exemples de ruptures diplomatiques non suivies de guerre abondent dans l'histoire. Il en est un surtout dont l'analogie est frappante avec le cas présent par l'intention qui dicta cette rupture, et qui était de faire peser sur une puissance une réprobation sévère.

En 1804, après l'enlèvement et l'exécution du duc d'Enghien, l'empereur Alexandre rompit toute relation diplomatique avec un gouvernement qu'il considérait comme violateur de la loi des nations. La légation française à Pétersbourg reçut ses passeports, celle de Russie fut rappelée de Paris. Le rappel des ambassadeurs n'amena point la guerre (1); les deux pays ne cherchèrent point à s'atteindre. Le commerce continua, les consuls eurent permission de rester.

Une circonstance vient encore fournir à la France une arme puissante pour frapper les convictions et parler aux plus vives susceptibilités de la nation anglaise : c'est la sortie probable de la flotte russe de la Baltique. Il faudrait croire que la France a perdu toute intelligence pour la défense de ses intérêts, si cette circonstance n'était mise à profit pour réveiller en Angleterre la vieille jalousie des dominateurs des mers. Cette circonstance est par elle-même un fait contre lequel toute puissance maritime de l'Europe ne saurait manquer de s'élever. La France, se fondant sur les assurances d'amitié que l'Angleterre ou du moins son ministre affecte de lui donner, a donc incontestablement le droit de requérir son concours pour protester contre cette sortie de la flotte russe de la Baltique, et s'y opposer au besoin. Si l'Angleterre refuse son concours, la France alors aura le droit et sera dans l'obligation de lui dire : « Évidemment votre flotte est plus que suffisante pour ce que vous en voulez faire dans le Levant; si donc vous cherchez à y tripler vos forces, c'est contre moi que vous préparez cette augmentation de forces navales; c'est donc de votre part une déclaration de guerre! » ****

8 octobre 1840.

(1) Ce ne fut que dix-huit mois après que le progrès menaçant de la politique impériale, le camp de Boulogne et les efforts de l'Angleterre effrayée amenèrent une coalition nouvelle et la campagne d'Austerlitz.

Il y a aujourd'hui interruption de rapports diplomatiques *sans guerre* entre l'Angleterre et la Perse, entre la Belgique et la Russie, entre l'Espagne et plusieurs puissances.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1840.

La destruction de Beyrouth, la convocation des chambres, le *memorandum* de M. Thiers et la note qui l'accompagne, ce sont là les grands évènemens de la quinzaine qui vient de s'écouler, les prémisses dont il ne doit pas tarder à sortir d'importantes conséquences pour la politique européenne. Ces trois ordres de faits découlaient nécessairement l'un de l'autre.

Après l'attaque sauvage des côtes de la Syrie, le gouvernement ne pouvait pas ne pas appeler les chambres à délibérer sur des circonstances aussi graves. Il est irrécusable aujourd'hui que les destructeurs de Beyrouth entendent disposer de l'Orient à leur gré, y exercer l'empire le plus absolu, sans tenir aucun compte de la puissance française et de la juste part d'influence qui do nous appartenir dans les affaires du monde.

En débutant par des faits de cette nature, les alliés étaient sans doute disposés à pousser, en cas de résistance, les moyens de contrainte jusqu'aux dernières extrémités. Le nier, ce serait s'accuser soi-même de légèreté, se donner de gaieté de cœur un ridicule qu'aucun homme d'état ne pourrait supporter. Il faut bien qu'on nous dise ce que les signataires du traité de Londres auraient fait si Ibrahim-Pacha avait jeté à la mer leurs soldats, s'il se fût emparé de leurs canons et de leurs tentes. Un coup de vent subit qui pendant quarante-huit heures éloignerait les vaisseaux anglais du rivage, suffirait au général égyptien pour s'emparer de ces méchantes troupes turques qu'on a jetées sur la côte, et abritées sous le canon d'une flotte formidable. Encore une fois, que feront les alliés si la résistance, — le contraire est loin d'être prouvé, — se proportionne à l'attaque? si les premières démonstrations n'atteignent pas le but, si Méhémet-Ali ne s'émeut guère des violences de M. Napier, et le

laisse à son aise brûler des bicoques, canonner des hôpitaux, tuer des vieillards et des femmes? Rentrera-t-on paisiblement dans ses ports en remettant à l'année prochaine le châtiment du rebelle? Nous le voulons bien; mais l'Europe, bien qu'elle ait renoncé depuis long-temps à la grosse et franche gaieté de nos pères, garderait difficilement son sérieux. — Ce revers, dira-t-on, n'est pas à craindre. — Ce n'est pas là une réponse d'homme d'état. Il suffit que la résistance opiniâtre et efficace du pacha soit possible et jusqu'à un certain point probable. Qui pourrait affirmer qu'elle ne l'est pas? Dès-lors on a dû la prévoir, la calculer, et se demander ce qu'on ferait si elle venait à se réaliser. La réponse n'est pas douteuse. A moins d'avoir perdu le sens, d'avoir renoncé à toute dignité, par cela seul qu'on a commencé précipitamment une attaque de cette nature, on avait résolu de n'épargner, le cas échéant, aucun moyen de violence : débarquement de troupes, marche d'une armée russe, occupation de villes fortes et de provinces turques; tout était nécessairement prévu et décidé, parce que nul ne pouvait, en commençant, avoir la certitude que Méhémet-Ali ne résisterait pas avec énergie, qu'il s'arrêterait devant telle ou telle démonstration militaire.

Le gouvernement français avait donc parfaitement raison lorsqu'il disait aux signataires du traité de Londres : « Même sans entrer dans le fond de la question, une résolution de cette nature ne saurait être approuvée par les amis sincères de la paix, car pour la mettre à exécution, vous ne pouvez employer que des moyens inefficaces ou dangereux. » Inefficaces! Encore une fois, ce serait pour les alliés se couvrir de ridicule. On est donc fondé à croire qu'ils étaient décidés à l'emploi de moyens dangereux, de moyens qui pourraient compromettre l'équilibre européen, la paix du monde.

C'est là une conséquence forcée de leurs délibérations. Le jour où notre gouvernement a connu l'existence du traité de Londres, ce jour même il a dû apercevoir cette conséquence et préparer le pays aux grands évènemens qui pouvaient en résulter.

Cependant, pour les nations comme pour les individus, il y a toujours un intervalle entre le projet et l'exécution, entre la résolution et le fait. Malgré les clauses menaçantes du traité de Londres et de ses annexes, clauses qui donnaient à craindre des conventions secrètes plus exorbitantes encore, le gouvernement français pouvait faire aux alliés l'honneur de croire qu'en songeant aux dangers incalculables que leurs étranges conventions allaient faire naître, ils ne passeraient pas légèrement de la menace à l'exécution, ou que du moins les faits *coercitifs* ne seraient pas de nature à provoquer, de la part du vice-roi, une résistance qui devînt à son tour agressive et engageât l'amour-propre des alliés dans une guerre à outrance. Si on s'était borné à une interruption des communications maritimes entre l'Égypte et la Syrie, à une sorte de blocus militaire, tôt ou tard cette situation, fâcheuse pour tout le monde, et en particulier pour Méhémet-Ali, aurait donné lieu à des pourparlers, à des expédiens, à des concessions, qui auraient pu rapprocher toutes les puissances et raffermir pour long-temps encore la paix générale. En cet

état de choses, le gouvernement français ne devait ni s'endormir dans une aveugle confiance, ni renoncer brusquement à l'espoir de conserver une paix digne, honorable, la seule que le pays puisse supporter. Sans doute, en présence d'un traité fait par l'Angleterre en dehors de la France, d'un traité qui en réalité déliait l'alliance anglo-française pour jeter l'Angleterre dans des voies aussi nouvelles qu'étranges, d'un traité qui annonçait la monstrueuse prétention de régler les affaires de l'Orient sans aucune participation de la France, le gouvernement devait concevoir plus de méfiance qu'il ne pouvait conserver d'espoir. L'alliance anglo-française une fois brisée, il faut bien se le dire, la paix du monde n'a plus de base solide, inébranlable. Les chances sont complètement retournées. Ce qu'on pouvait auparavant parier pour la paix, on pourrait avec les mêmes probabilités le parier pour la guerre. Dès-lors, il eût été stupide de conserver après le traité de Londres la persuasion invincible du maintien de la paix; car, si l'alliance anglo-française n'était pas brisée, elle se trouvait du moins singulièrement affaiblie. Quelque riche que soit en affections le cœur de l'Angleterre, il ne l'est pas assez pour suffire en même temps à la France et à la Russie; quelle que soit la confiance de lord Palmerston dans les charmes de sa diplomatie, il ne parviendra pas facilement à la faire également agréer à Saint-Pétersbourg et à Paris, de l'autocrate du Nord et des chambres françaises. Ceux-là seulement qui préféreraient la paix à toutes choses, même à l'honneur et aux intérêts de la France, auraient pu conserver, malgré le traité de Londres, une confiance illimitée dans le maintien de la paix. Mais soyons justes; de ces hommes, il n'en est pas sur le sol français. L'esprit de parti dans ses récriminations, la logique d'opposition dans ses moyens d'attaque, ont pu sans doute présenter certains faits sous des faces diverses. Il n'y a rien là que de fort naturel. Mais nul n'a dit que le gouvernement devait rester les bras croisés en présence d'un fait aussi énorme que le traité de Londres; tout le monde a reconnu que le gouvernement devait faire prendre au pays une attitude digne, forte, propre à le mettre en mesure de faire face à tout évènement.

Le gouvernement a fait ce qu'il devait dans la mesure du danger que le traité de Londres avait fait naître. Mais, avant de passer à des faits plus décisifs, avant de provoquer, de la part de la législature, des mesures qui, par leur grandeur et leur éclat, peuvent avoir une immense gravité et produire des effets irrévocables, le gouvernement devait attendre les actes de la nouvelle alliance, il devait pouvoir apprécier les moyens qu'elle aurait employés et par là mieux connaître le but, caché peut-être, des engagemens que lord Ponsonby et lord Palmerston ont su imposer à l'Angleterre et à leurs faibles et insoucians collègues.

Le canon de Beyrouth est venu révéler la nature de ces moyens, moyens, à la vérité, encore plus odieux qu'efficaces. L'honnête amiral Stopford l'a senti. Aussi s'est-il empressé de dire dans sa dépêche qu'il avait donné l'ordre de ne tirer que contre l'armée et contre les forts, et d'épargner la ville. On sait quel a été le résultat : des femmes, des enfans, des vieillards, écrasés sous

les ruines ou déchirés par le canon; Beyrouth en cendres; l'armée égyptienne n'a presque pas été atteinte. Au reste, cet horrible résultat avait été prévu de MM. Stopford et Bandiera. Ils écrivaient à Soliman-Pacha, en style moitié sérieux, moitié goguenard : « Votre excellence aura pu voir, par le feu de nos escadres dans la journée d'hier seulement, un petit spécimen de la marche que nous sommes forcés de suivre. » Ils l'invitent à livrer la ville pour *épargner aux innocens habitans les inévitables horreurs* qui, dans quelques heures, leur sont réservées. — Quel noble exploit! « Soliman-Pacha, dira-t-on, n'avait qu'à évacuer. » Il suffira donc d'une injuste agression, d'une agression commencée avant toute sommation, avant que le général égyptien ait pu recevoir un ordre de son prince, pour rejeter ces horreurs sur l'officier qui, coûte que coûte, n'a pas consenti à un acte de trahison ou de lâcheté! Soliman-Pacha a fait son devoir. Les alliés ont manqué aux lois de l'humanité et de la civilisation. Et c'est pour participer à de pareils exploits que l'Autriche, d'ordinaire si sage et si réservée, s'empresse de figurer comme puissance maritime, et qu'elle envoie deux méchantes frégates, dont une commandée par je ne sais quel archiduc, démolir des masures, tuer des femmes et des enfans sur les côtes de la Syrie!

Quoi qu'il en soit, ces violences ne pouvaient plus laisser de doute sur la nature des moyens que les signataires du traité de Londres avaient résolu d'employer. Ces faits se seront probablement renouvelés sur d'autres points; les Orientaux auront eu d'autres occasions d'admirer l'humanité, la modération, la sagesse de la vieille Europe.

Que peut-il arriver? Le pacha résiste-t-il avec succès? Ses ennemis sont engagés à pousser les choses à l'extrême, à tout tenter pour réussir; les Russes doivent s'ébranler; les signataires du traité de Londres se trouvent placés entre une énormité et un ridicule; la France doit aviser.

Méhémet-Ali est-il vaincu par les armes, ou subjugué par la crainte? Est-il désarmé, dépouillé? Est-il sur le point d'être abaissé, anéanti? La France doit aviser tout aussi promptement, avec autant d'énergie que dans le premier cas, car qui remplacerait la puissance de Méhémet-Ali dans l'Orient? Que mettrait-on à la place de son imposant établissement? de sa flotte, de son armée, de ses arsenaux, de ses écoles militaires, de cette civilisation toute matérielle, il est vrai, qu'il est parvenu à implanter dans les provinces qu'il gouverne? L'administration de la Porte, les institutions de la Porte, les hatti-shérifs, ces ridicules contrefaçons de celles de nos institutions que l'Orient ne peut même pas concevoir? Des soldats turcs? des pachas turcs? Cela n'est pas sérieux; une fois Méhémet-Ali détruit, l'Égypte et la Syrie ne sont plus à la Porte; elle s'en croira plus maîtresse qu'elle ne l'est aujourd'hui avec son puissant vassal : elle ne le sera pas le moins du monde. Il est facile de comprendre à qui appartiendraient en réalité ces pachaliks. L'équilibre européen se trouverait profondément troublé, et la France, si elle avait pu demeurer spectatrice impassible de pareils évènemens, aurait joué un rôle plus déplorable que celui de Louis XV assistant au partage de la Pologne.

Il est donc évident que le bombardement des côtes de la Syrie, que ce violent début dans la carrière des hostilités exigeait du gouvernement français quelque chose de plus que les mesures qu'il avait prises jusqu'à ce jour. Il fallait, dans l'ordre des prévisions, s'élever au niveau des évènemens. Un fait éclatant, un fait qui peut avoir pour conséquence un trouble profond et prochain dans l'équilibre européen dépassait la portée de ce que le gouvernement pouvait faire sans le concours des chambres. Les grands pouvoirs de l'état devaient tous se prononcer dans ce moment solennel, prendre chacun la part de responsabilité morale qui doit lui appartenir; la paix ou la guerre, l'action ou l'inaction; l'inaction armée, menaçante, ou l'inaction passive et résignée; quel que soit le parti auquel la France s'arrête, ce parti doit avoir l'assentiment de tous les représentans légaux du pays, de la couronne et des chambres. Les chambres ont été convoquées. En tirant le canon de Beyrouth, les signataires du traité de Londres appelaient les chambres françaises à délibérer.

Ce n'est pas tout. En continuant les armemens avec une activité qui paraît infatigable, et en convoquant les chambres, te gouvernement n'avait pas encore satisfait à toutes les exigences de la situation. Lord Palmerston ayant présenté sous un faux jour la conduite du gouvernement français dans les affaires d'Orient, il importait de rétablir les faits dans toute leur vérité, et de montrer au monde que la politique de la France avait été aussi franche que raisonnable. C'est là le but du *memorandum* que M. Thiers vient de publier.

Ce document important, aussi remarquable par la netteté de l'exposition et la solidité des argumens que par la modération et la fermeté du langage, servira de base aux débats parlementaires. On sait maintenant à quoi s'en tenir sur les insinuations par trop habiles du noble lord. Le gouvernement français n'a jamais songé à se séparer de l'Angleterre dans la question d'Orient, ni à solliciter un arrangement direct entre la Porte et le pacha; il n'a jamais changé d'avis ni de langage sur le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman; tous son ministères, il y a plus, tous les cabinets étrangers ont toujours attaché le même sens à cette expression, *l'intégrité de l'empire ottoman :* tous ont voulu dire par là que la Turquie ne devait être démembrée au profit d'aucune puissance européenne, qu'il fallait garantir dans certaines limites les possessions de la Porte et celles de son puissant vassal, le vice-roi d'Égypte. Qui pourrait affirmer le contraire? Les signataires du traité n'ont-ils pas offert au pacha l'hérédité de l'Égypte et du pachalik de Saint-Jean-d'Acre? Ils ont donc reconnu que l'intégrité de l'empire ottoman était compatible avec l'existence politique de Méhémet-Ali et de sa famille. L'intégrité de l'empire dépend-elle de l'administration immédiate d'Alep et de Damas, plutôt que de celle de Saint-Jean-d'Acre et d'Alexandrie?

Il est également vrai que le gouvernement français n'a apporté dans les négociations ni obstination ni raideur. Loin de là. On pourrait plutôt lui reprocher un peu de mollesse, une condescendance excessive, un amour de la paix, un désir d'union quelque peu exagéré. Quelles qu'aient été les avances du pacha pour mériter la bienveillance de la France, quelque favorable que

fût aux intérêts égyptiens l'opinion publique du pays, le gouvernement français n'avait pas refusé d'exiger de grands sacrifices du vainqueur provoqué de Nézib. Il occupait Adana, il devait le rendre; les villes saintes, il devait les rendre; Candie, il devait la rendre; il devait restituer la flotte, payer un tribut, reconnaître formellement la suzeraineté de la Porte; enfin, et ici on pourrait dire que la condescendance commençait à devenir excessive, le cabinet du 1er mars laissait entendre qu'il souscrirait à un arrangement qui, en donnant au pacha l'hérédité de l'Égypte, laisserait à ce vieillard l'administration viagère de la Syrie. Non, mille fois non, l'histoire ne voudra pas écrire, car cela paraîtra trop incroyable, trop absurde, que le cabinet anglais, au lieu de saisir au vol cette idée et de s'empresser de la réaliser, a préféré se séparer de la France, oublier son alliance, s'unir aux Russes, commencer en Orient une lutte odieuse et sanglante, compromettre la paix du monde, son industrie, son commerce, sa prospérité.

Enfin le *memorandum* met en lumière une dernière vérité qu'il est juste de faire remarquer. C'est M. Thiers, c'est le cabinet du 1er mars, qui a été le plus avant dans la voie des concessions et des expédiens, qui s'est montré disposé à ne laisser au pacha pour la Syrie qu'une possession viagère. En faisant cette remarque, nous n'entendons pas glorifier le cabinet. Nous serions assez enclins à trouver qu'il poussait la condescendance trop loin, qu'il faisait à l'alliance anglaise de trop larges concessions, qu'il ne résistait pas assez à l'entêtement de lord Ponsonby, aux caprices de lord Palmerston. C'est là une opinion, nous le reconnaissons, plus ou moins contestable. Mais ceux qui ne la partagent pas, ceux qui pensent qu'on ne risquait rien d'être injuste envers Méhémet-Ali, pourvu qu'on se pliât aux fantaisies du noble lord, de quel droit viendraient-ils dire aujourd'hui que c'est au cabinet du 1er mars, au cabinet qui s'est montré le plus accommodant et le plus flexible, que nous devons le traité du 15 juillet, l'affaiblissement de l'alliance anglo-française, et la possibilité d'une grande guerre? Quoi! parce qu'il n'a pas poussé la condescendance jusqu'à l'abaissement, la prudence jusqu'à la pusillanimité, on lui reprocherait d'avoir compromis les intérêts de la France! Quoi! parce qu'en présence du traité de Londres il ne s'est pas senti le cœur défaillir, parce qu'il s'est rappelé que la France est forte, qu'elle est grande, qu'elle est puissante, parce qu'il n'a pas cru qu'au coup de tonnerre elle dût imiter ces femmes effarées qui vont cacher leur terreur dans un coin du logis, parce que, acceptant avec dignité l'isolement qu'une politique insensée a voulu faire à la France, il s'est appliqué à l'armer et à la préparer à tout évènement, on l'accuserait d'avoir abusé de ses pouvoirs et de vouloir la guerre à tout prix?

Mais si le *memorandum* explique et rectifie, les faits qui se passent en Orient exigeaient désormais plus que des rectifications et des explications. Aux violences du commodore Napier, aux sommations impérieuses, au langage provoquant des consuls de l'alliance, est venu se joindre un acte plus grave encore, la déchéance du vice-roi d'Égypte, prononcée par la Porte et suivie de la nomination d'un autre pacha. Qu'on ne nous dise pas que c'est là une témé-

rité du sultan que nul n'approuve. Cette témérité, ce sont les conventions signées à Londres qui la lui ont inspirée. C'est sous l'influence de ce pacte funeste que ce faible monarque a pris son courage à deux mains pour prononcer la déchéance de l'illustre vieillard. Ce sont les articles 2 et 7 de l'*acte séparé annexé* au traité, ce sont les menaces des consuls à Alexandrie qui ont inspiré aux mannequins de Constantinople cette folle pensée.

Le vice-roi déchu! Lord Palmerston ne craint pas de le comparer à un shériff, à un préfet. Ne peut-on pas les destituer à son gré? Mais depuis quand le gouvernement anglais devient-il si rigoriste sur le droit, si dédaigneux du fait? Méhémet-Ali! Mais il y aura bientôt trente ans qu'il a conquis l'Égypte, qu'il a fondé un état, tranchons le mot, qu'il règne, par le droit de l'épée et du génie. Son trône, ce sont les établissemens qu'il a faits, les institutions qui ont enfin pris racine dans ce sol que la barbarie avait si profondément ravagé. Sans doute il a employé des moyens durs, violens, que nous ne sommes nullement disposés à justifier. Mais quels sont les hommes qui les lui reprochent le plus sévèrement et qui nous font de touchantes homélies sur l'inhumanité du pacha? Ce sont les maîtres de l'Inde, les alliés du destructeur de la Pologne! On suppose donc que le monde a tout oublié, l'histoire du jour et l'histoire d'hier!

Aujourd'hui on signe une convention menaçant de déchéance le fondateur glorieux d'un état qui compte bientôt trente années d'existence, et qui par cela même, et par les forces qu'il possède, et par la voie qu'il a ouverte aux institutions, aux usages, au commerce, à la civilisation de l'Occident, est entré dans le système européen et fait partie de l'équilibre politique; et hier on venait au secours de cette Grèce, qui, elle aussi, faisait partie intégrante de l'empire ottoman; de la Grèce, qui n'avait pu encore rien faire, rien organiser; de la Grèce, qui ne pouvait pas même se donner un chef national, qui était obligée de demander à l'Europe un roi, des troupes et de l'argent; de la Grèce, qui, politiquement parlant, pouvait être ou ne pas être sans que l'équilibre européen en fût le moins du monde troublé. On ne s'est pas contenté de la voir renaître, de l'aider indirectement à secouer le joug humiliant de la Porte; on l'a retirée du néant où elle était retombée; c'est à coups redoublés, l'a-t-on oublié? qu'on a frappé, à Navarin, sur la Porte, vaillamment, mais inutilement défendue par son fidèle vassal le vice-roi d'Égypte. Quoi donc! ne sait-on résister au divan et le mettre à la raison que lorsqu'il y a des flottes à brûler! Le crime du pacha d'Égypte serait-il d'avoir un grand nombre de vaisseaux dans le port d'Alexandrie? Nous ne voulons pas le croire. Nous voulons seulement faire remarquer que la logique a ses droits, même dans les matières politiques, car l'opinion publique appuie et confirme ses arrêts. La Grèce, Dieu en soit béni! a dû son salut à la gloire et à la puissance des souvenirs, à ce qu'elle avait été plutôt qu'à son état présent; on espérait en faire un état de quelque importance; cette espérance n'est encore qu'imparfaitement réalisée. L'existence politique de l'Égypte ne se fonde pas sur des espérances, mais sur des faits accomplis. Il fallait le concours, les efforts des puissances

pour sauver la Grèce : le concours, les efforts des puissances seraient nécessaires pour anéantir l'Égypte. On a créé par la force ce qui n'existait pas : y aurait-il justice, saine politique, à détruire ce qui est?

Si le gouvernement français pouvait, à toute rigueur, dans son amour de la paix, attendre sans trop d'impatience l'issue des évènemens de la Syrie, et épier en silence les occasions d'une transaction honorable, cette impassibilité silencieuse devenait impossible le jour où, par un acte solennel, on prétendait effacer l'établissement égyptien du nombre des faits accomplis et reconnus. La France a pu laisser dans l'incertitude le sort définitif de la Syrie; là où elle avait toujours vu matière à négociations, une question à vider par des concessions réciproques, elle a pu, sans trop s'émouvoir, permettre à la Porte quelques tentatives qui, loin de lui rendre l'entière possession de la province perdue, ne feront probablement que lui prouver de plus en plus qu'il n'y a pas pour elle de meilleur parti qu'une transaction franche et honorable. Dans tous les cas, avant de prendre une résolution, la France pouvait sans danger profiter de sa position d'isolement, et, libre de ses mouvemens et de son action, prendre conseil des évènemens. Mais dès le moment que la déchéance du vice-roi a été prononcée, la France aurait manqué à sa dignité et à sa loyauté, si elle avait gardé le silence, si elle avait donné lieu d'affirmer qu'elle avait eu, sans en témoigner le moindre ressentiment, connaissance d'un fait de cette nature, d'un acte qui, réalisé, troublerait profondément l'équilibre européen. Encore une fois, que l'Égypte soit un fief de la Porte, nul ne s'y oppose; Méhémet-Ali ne demande pas autre chose. Mais l'existence de ce grand fief est acquise à l'équilibre politique. Que, relativement à la Syrie, on s'agite pour savoir quelles seront au juste les limites qui sépareront les possessions du vassal des possessions du suzerain : tant que cette agitation n'aura pas de graves conséquences, tant qu'elle n'amènera pas dans l'empire ottoman des forces ou des influences que la France ne peut y tolérer, notre gouvernement peut se borner au rôle d'observateur. Quant à l'Égypte, à son existence politique, à sa transmission héréditaire dans la famille du possesseur, la France ne peut accepter ni doute, ni restriction, ni conditions quelconques. A cet égard, ce n'est pas demain, ce n'est pas après-demain, que la résolution de la France se formerait, franche, explicite, énergique; c'est aujourd'hui même. C'est là ce qu'il fallait faire connaître sans ambages, sans détour, à l'Europe. Tel a dû être le sens, nous en sommes convaincus, de la note qui a suivi ou accompagné le *memorandum*.

Si notre conjecture est fondée, il serait arrivé un de ces incidens diplomatiques qui font écrire et débiter bien des phrases. Pendant que le cabinet préparait ici sa déclaration relative à la déchéance, plusieurs des signataires du traité de Londres, effrayés eux-mêmes des conséquences d'un pareil acte, auraient donné à leurs représentans l'ordre de faire connaître que l'édit de déchéance n'était qu'un coup de tête du divan, une menace qui dans aucun cas ne devait être suivie d'effet. Aussi ne manquera-t-on pas de dire que notre

gouvernement n'a osé faire sa déclaration que parce qu'il lui était prouvé que les puissances n'avaient point l'intention de mettre à exécution l'article de la déchéance. Nous sommes hors d'état de décider la question par le calcul des jours et des heures. Il faudrait pour cela des renseignemens que nous n'avons pas. Mais, en vérité, peu nous nous importe de résoudre pareille question. Lorsque nous connaîtrons la note, ce que nous examinerons avec soin, ce sera sa teneur, ce seront ses principes, et si elle est conçue comme il convient à un gouvernement fort et modéré, à une grande nation qui, sans vouloir abuser de sa puissance, peut et veut maintenir son droit envers et contre tous, nous n'en demanderons pas davantage; car, ce qui est certain pour nous, après avoir lu le traité du 15 juillet et les annexes, et les sommations et les déclarations d'Alexandrie, après nous être rappelé les animosités invétérées qui s'acharnent à la ruine du pacha, c'est que les déclarations de mansuétude et les explications rassurantes dont on parle n'auraient pas eu lieu, si la France se fût endormie dans une quiétude par trop philosophique, si elle n'avait pas fait comprendre, même à ceux qui faisaient profession de ne pas le croire, qu'il y aurait cependant un terme à sa longanimité et à sa patience.

Par ces actes, la question se trouve posée devant les chambres d'une manière nette et précise, et il devient plus facile d'éviter les malentendus qui peuvent si facilement se glisser dans des discussions de cette nature. Le gouvernement aura fait connaître la limite qu'il a placée; il ne s'agira donc plus de louer ou de blâmer un système général, mal déterminé, en quelque sorte inconnu; pour se livrer à la critique, il faudra prouver que la France devait courir aux armes même avant que l'existence politique de l'Égypte fût sérieusement menacée, ou bien il faudra avoir le courage de soutenir que la France doit rester spectatrice impassible de l'anéantissement de Méhémet-Ali. Si, au contraire, le premier parti paraissait impétueux, violent, et le second, pusillanime et indigne de la France, le gouvernement, par une conséquence naturelle, se trouverait avoir saisi ce juste point où la modération doit s'allier au ressentiment et la prudence à la force.

Quel que soit le jugement qui est sur le point de sortir de l'urne des deux chambres, nous sommes d'avance disposés à le recevoir comme le *verdict* du pays. Seulement, il importe de le répéter, nous demandons que la question soit nettement posée, et que tous les systèmes soient clairement définis. C'est là ce à quoi doivent surtout s'appliquer les amis d'une discussion franche, d'un résultat sincère. Il n'y a pas un homme dans les chambres françaises qui veuille le désordre; il n'y en a pas un seul, nous en sommes convaincus, qui veuille l'abaissement et le déshonneur de la France. Ainsi, toutes les opinions s'enveloppent nécessairement dans le même langage. Chacun veut l'ordre et une paix honorable, si elle est possible; chacun préfère la guerre à la honte et à l'abaissement de son pays. Nous nous plaisons à le répéter : en tenant ce langage, nul ne ment. C'est bien là ce que chacun désire, ce que chacun veut. On ne diffère pas sur le but; mais les uns, croyant l'apercevoir

là où il n'est pas, poursuivent une chimère, les autres se trompent sur les moyens de l'atteindre. En matière si grave et si difficile, les divergences d'opinions sont chose fort naturelle, l'erreur est excusable; mais ce qui serait peu digne de la grandeur de la question, ce serait une discussion où toutes les opinions ne se dessineraient pas avec précision, où les avis au fond les plus opposés s'induiraient réciproquement en erreur par une sorte de communauté de langage. Sachons au juste à quoi nous en tenir. Dans ce moment plus que jamais, il faut que chacun ait le courage tout entier de son opinion.

Le ministère sera exposé à des reproches diamétralement opposés. Nous ne disons pas qu'il se trouvera entre le système de la paix à tout prix et celui de la guerre révolutionnaire. Encore une fois, ces deux exagérations, à supposer qu'elles existent dans quelques esprits, ne sont pas de nature à se présenter dans les débats parlementaires. La guerre comme la paix à tout prix est au fond une seule et même chose. Nous ne verrions, du moins, aucune différence quant aux résultats. L'une et l'autre conduiraient au bouleversement du pays. Confinée un moment dans une paix avilissante, la France rebondirait bientôt vers la guerre révolutionnaire. Il ne peut être question au sein des chambres que d'une paix honorable ou d'une guerre politique, résultat l'une ou l'autre d'une juste appréciation des circonstances de l'Europe, de l'honneur et des intérêts de la France. C'est sur ce terrain que se placeront et ceux qui accuseront le ministère d'impatience et d'audace, et ceux qui lui reprocheront sa retenue, en la qualifiant de timidité.

Il ne lui sera pas difficile de repousser ces reproches. Le ministère n'a fait que pourvoir aux nécessités d'une situation qu'il n'a pas faite, mais qu'il a courageusement acceptée. Au fond, rien ne lui appartient que la modération de son langage et l'activité ferme et prudente des mesures que les circonstances lui ont impérieusement commandées. Qu'on lui dise qu'il fallait laisser la France désarmée et hors d'état de faire face aux dangers dont elle pourrait d'un instant à l'autre être menacée! Quant au reproche opposé, celui d'avoir manqué de hardiesse, de n'avoir pas assez fait, de n'avoir pas fait entendre à l'Europe des paroles assez sévères et menaçantes, nous ne croyons pas que le ministère doive s'en préoccuper. Sa vie politique n'en dépend pas.

Le gouvernement a mis beaucoup de mesure dans ses paroles, une grande modération dans ses actes. Il a bien fait. Qu'il se rappelle seulement que, plus on a été modéré dans ses exigences, plus il importe d'être inébranlable dans ses résolutions, hardi dans l'accomplissement de sa pensée. Le respect du monde pour le gouvernement du pays, la dignité et l'avenir de la France, sont à ce prix.

Le roi de Hollande s'est déchargé de la royauté. Son abdication n'a aucun rapport avec la politique générale. Elle n'est due qu'au caractère de ce prince et aux circonstances où il s'est trouvé placé. Guillaume et la Hollande étaient deux vieux amans, dégoûtés l'un de l'autre. Ils éprouvaient d'autant plus d'éloignement que leur attachement avait été plus vif et leur union plus intime.

Jamais roi n'a été aimé comme Guillaume l'a été de ses Hollandais. Jamais la confiance d'un peuple dans les sentimens patriotiques et dans l'habileté du monarque n'a été plus illimitée ni le dévouement plus absolu. Hélas! il faut bien le dire, tout cela n'est plus. L'arc a été trop tendu; il s'est brisé. Guillaume s'était laissé induire en erreur par les gouvernemens *absolutistes*. Il les connaît aujourd'hui et a pour eux, dit-on, tous les sentimens d'un homme qui a été victime de leur politique. Il n'est pas moins vrai qu'aux yeux de la Hollande, Guillaume a manqué d'habileté et de prévoyance.

Les Hollandais sont éminemment des hommes d'ordre et de probité et qui aiment à voir clair dans leurs affaires. Ils portent ce même esprit dans les affaires publiques. Maître absolu des finances, Guillaume a fait d'énormes dépenses et occasionné un *déficit* dont on ne sait pas encore le chiffre exact; on parle de 300 millions de francs. La Hollande ne redoute pas cette dette; mais elle veut connaître au juste l'état de ses finances et la mesure des sacrifices qu'elle doit s'imposer pour cicatriser toutes ses plaies. Bref, elle veut une royauté sérieusement constitutionnelle, des ministres responsables, un budget justifié et discuté, choses que le vieux roi, formé à une autre école, vieilli dans d'autres habitudes, déteste cordialement, et auxquelles son caractère franc et raide ne saurait se plier, et moins encore faire semblant de se plier.

On veut faire de lui un administrateur qui rend ses comptes; il préfère ne plus administrer, et les Hollandais ne sont pas fâchés de voir passer les affaires en d'autres mains. Enfin, l'attachement du roi pour une dame belge et catholique dont il voulait faire sa femme, a achevé de lui aliéner le cœur des Hollandais. Le divorce entre la Hollande et Guillaume était consommé. Guillaume a eu le bon sens de le comprendre et le courage de le déclarer. On porte la fortune personnelle du vieux roi à 160 millions de francs.

REVUE MUSICALE.

N'admirez-vous pas cet Amphion qui remuait les pierres et bâtissait Thèbes aux sons de sa lyre, ce Chinois Roucy qui apprivoisait les bêtes féroces en jouant de la mandoline, et cet Arabe Ishak qui n'avait qu'à souffler dans sa



flûte pour rendre amoureuses toutes les filles de rois? Qu'on ne pense pas que cette chaîne de merveilles s'arrête aux temps antiques, elle se prolonge jusqu'aux siècles modernes, jusqu'à nous. Les pierres, il est vrai, ne se soulèvent plus aux accords de la lyre thébaine, les tigres et les léopards se montreraient peu sensibles aux sons d'une guitare, et le cœur des filles de rois n'est plus à la merci d'un joueur de flûte; mais il s'en faut que toutes les races héroïques aient disparu de la terre, la race des musiciens surtout, et leur action, pour tenir moins du symbole et de la fable, n'en est, la plupart du temps, ni moins puissante, ni moins prodigieuse. Croyez-vous, par exemple, que Rubini ne vaut pas Amphion, et que tant de jeunes gens harmonieux et de belles jeunes filles à qui leur voix et leur talent ont mérité une place dans l'Olympe, fissent grande figure s'il leur fallait aujourd'hui soutenir un assaut avec Thalberg, Rubini, Tamburini, la Malibran ou la Sontag? Que de merveilles perdraient leur prestige sur nous si elles se renouvelaient devant nos yeux, à nos oreilles, dépouillées du nimbe éclatant dont la tradition les environne! On peut dire qu'Orphée avec sa lyre à quatre cordes n'aurait pas un immense succès au Conservatoire, et les gens qui ont entendu Paganini jouer la fameuse prière de *Moïse* goûteraient peu ces harmonies qui enivraient les peuples au temps de l'enfance de la musique. Plus une étoile s'enfonce dans le ciel de l'art, plus elle brille et resplendit. Il en est un peu de ces héros de la tradition comme de certains chefs-d'œuvre de l'antiquité, qu'on admire parce que le temps et l'histoire les ont consacrés. Qui sait si le vin des treilles de Zeuxis pourrait se comparer aux vins de France, et si Tyrtée aurait beau jeu à venir se mesurer avec Rubini? Que de merveilles incroyables n'imaginera-t-on pas dans cent ans sur Paganini, Thalberg, la Malibran, Rubini, et sur vingt autres virtuoses contemporains, lorsqu'ils appartiendront à la tradition, et qu'on lira toutes les extravagantes rapsodies que leurs partisans exaltés écrivent sur eux chaque jour! Si le polythéisme a du bon, c'est à coup sûr en fait d'art, et je consens à m'incliner devant toutes les consécrations de la fable, à proclamer Marsyas un joueur de flûte sans pareil et Tyrtée un ténor parfait, pourvu qu'on m'accorde en revanche que Rubini est un demi-dieu ou tout au moins un héros. Que dire, en effet, de la cavatine de *Lucia?* Comment résister à cette expression sublime, à cette voix pleine de sanglots, à ce désespoir musical si profond et si vrai? Le public s'émeut avec le chanteur, souffre avec lui, et, quand le rideau tombe sur les dernières mesures, toutes les bouches le rappellent, toutes les mains battent pour saluer sa venue. Rubini produit un peu sur le public des Italiens l'effet du chanteur de Confucius. L'illustre sage de la Chine, après avoir un jour entendu Roucy lui chanter une cavatine, en ressentit une impression telle que de deux mois il ne put ni manger, ni boire, ni philosopher raisonnablement; toujours le motif de Roucy lui trottait dans la cervelle.

Les Italiens nous ramènent la saison des cavatines, des bouquets et des belles soirées; charmante saison où le dilettantisme frémit d'aise et bat des

mains comme l'oiseau des ailes, et se passionne pour son ténor ou sa prima donna. A force d'entendre ces admirables chanteurs, nous avons fini par les prendre en affection. Chaque année, c'est une fête pour nous de les revoir jeunes, vaillans, superbes, pleins de voix et d'ardeur comme aux premiers jours, et de retrouver ces adorables sensations de la musique italienne qu'eux seuls peuvent encore donner. Jamais, en effet, de mémoire de dilettante, un pareil ensemble ne s'est rencontré, et de long temps, selon toute apparence, il ne se rencontrera plus. Hâtons-nous donc de jouir; l'Opéra-Italien est de ce monde

..... Où les plus belles choses
Ont le pire destin.

Les voix s'effeuillent comme les roses; respirons le mélodieux bouquet tandis qu'il s'épanouit et s'exhale aux douces et pâlissantes clartés du ciel des *Puritains* et de *Lucia*. Hâtons-nous; bientôt peut-être il ne sera plus temps. Que demain une fleur s'en détache, adieu le bouquet! Hâtons-nous de jouir, les temps marchent, et la musique italienne aussi. Rossini s'est tu pour jamais, Bellini repose dans sa tombe, les chanteurs s'en vont; hâtons-nous, c'est le chant du cygne; et quel cygne plus harmonieux et plus doux que la Grisi soupirant la romance des *Puritains* ou chantant le *Saule!*

Les représentations de *Lucia* ont mis dès les premiers jours l'enthousiasme du public au niveau de ce qu'il a jamais été dans les plus beaux temps. Rubini ne fléchit ni ne dégénère; on dirait qu'il attend, pour quitter la place, qu'un rival vienne la lui disputer. A ce compte, il pourra bien se faire qu'il règne plus d'une année encore. Tamburini nous semble avoir gagné en timbre, en vibration, en éclat, et la Persiani vocalise toujours comme un rossignol de mai. Nous parlions tout à l'heure des prodiges de la musique; l'exécution du finale du second acte de *Lucia* en est un véritable. Cette belle phrase de l'adagio, où la voix de Tamburini s'étend dans toute son ampleur, produit un effet magique et tel qu'on ne peut résister au désir de l'entendre de nouveau. Du reste, la partition de *Lucia* offre cet avantage, que chacun des trois premiers rôles y trouve à son tour une occasion de triomphe qu'il saisit aux grands applaudissemens du public, heureux de voir ainsi se multiplier ses jouissances. Tamburini a sa phrase du finale, la Persiani son aria qu'elle brode des points merveilleux d'une vocalisation éblouissante, et, comme part du lion, Rubini a l'immense cavatine qui compose presque tout le troisième acte à elle seule. Nous nous sommes déjà expliqué sur les belles qualités de ce morceau; nous n'ajouterons rien à ce que nous avons pu dire, si ce n'est que Rubini, par son expression pathétique, son grand style, son inimitable entraînement, en fait une composition sublime, un chef-d'œuvre. En un pareil moment on vous donnerait cela pour de la musique de Mozart, que vous le croiriez volontiers. — L'autre soir, la *Norma* nous a rendu Lablache et la Grisi, l'un avec son port majestueux, son intelligence de la scène, sa basse formi-

dable lorsqu'il s'agit de mener un ensemble; l'autre, plus éclatante de talent, de voix et de beauté, que nous ne l'avions entendue, que nous ne l'avions vue encore. Le rôle de Norma, l'un des plus importans du répertoire, ce rôle taillé sur la mesure de la Pasta, loin d'embarrasser la Grisi, la soutient et l'anime. D'un bout à l'autre, on sent qu'elle y marche dans sa force et sa liberté, en cantatrice, en tragédienne. La cavatine, le grand trio, sont pour elle autant de sujets d'inspiration et de triomphe. Il est impossible de chanter *Casta diva* avec un timbre d'or plus pur, une grace plus douce et plus mélancolique; on dirait que toutes ces petites notes qu'elle égrène dans ses roulades ont la fraîcheur des gouttes de rosée qui tremblent sur les feuilles du gui qu'elle va cueillir. Dans le trio, elle touche au sublime. Il faut dire aussi que c'est là une bien admirable musique. Point de bruit dans l'orchestre, point d'ophycléides, ni de timbales, ni de trombones, tout par la mélodie, par la seule action d'une phrase mélodique, grandiose, puissante, qui se développe comme dans le discours une magnifique période. Mettez une grande cantatrice avec des inspirations musicales de ce genre, et vous verrez quel effet en résulte. La Grisi dirige ce trio à elle seule : elle est seule comme Norma, seule contre son Pollion et son Adalgise, qui, loin de la seconder, l'embarrassent en jetant à tout moment leurs clameurs de comédiens subalternes au travers de ses fureurs de prêtresse gauloise; n'importe, malgré son Pollion qui chante faux, et son Adalgise de cire, la Grisi mène à bout l'entreprise et parvient à se rendre maîtresse du public et de la situation par la force de la musique, de sa voix, de son talent et de sa beauté, car tout cela se tient, et, malgré qu'on en dise, il n'y a pas de grande cantatrice sans la beauté.—L'administration du Théâtre-Italien, dont la sollicitude n'est jamais en défaut lorsqu'il s'agit de veiller à l'exécution des chefs-d'œuvre du répertoire, fera bien de se pourvoir au plus vite d'un soprano en état de remplir les rôles de seconde femme. La personne qui, pour le moment, joue Adalgise, est complètement incapable de tenir cet emploi, et sa présence s'oppose obstinément à certains bons effets que le public cherche et qu'il ne trouve plus. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le charmant duo qui ouvre le second acte, et qu'au temps de Mlle Assandri on ne manquait jamais de faire répéter, passe aujourd'hui inaperçu. Ce chant sourd et monotone, sans inflexion ni mesure, qu'on se donnerait le plaisir de ne pas écouter dans toute autre occasion, devient une chose véritablement fâcheuse, lorsqu'il se mêle bon gré mal gré à quelque scène intéressante et ternit de son voisinage les belles intentions de la Grisi. Nous aurions voulu voir aussi dans Pollion un ténor sérieux. Ce rôle, bien que d'une importance secondaire, n'en a pas moins part aux morceaux essentiels de l'ouvrage, et pour cela réclame un sujet du premier ordre; car, si d'un côté ce personnage n'a rien en soi d'avantageux ni de brillant, de l'autre il peut à tout instant compromettre l'exécution. C'était trop peu pour Rubini, c'est trop pour M. Mirate. Il est à souhaiter qu'après ses débuts M. de Candia se charge de la partie de Pollion. Dans quelques jours, nous aurons la *Lucrèce Borgia* de

Donizetti, puis viendront *Otello, la Semiramide, Don Juan.* Si nous en croyons l'énergie, la voix, l'inspiration qu'elle a déployées dans *Norma,* la Grisi fera des merveilles cette année et tiendra tête hardiment au répertoire; la Persiani continuera comme par le passé à chanter Lucia et Zerline; et Rubini, Lablache et Tamburini aidant, nous aurons encore de ces belles soirées d'élan et d'enthousiasme, de ces fêtes mélodieuses auxquelles les Italiens nous ont accoutumés, et que personne ne veut voir finir, car, après tout, c'est encore là qu'est la musique. Où serait la musique, où serait le plaisir, si les Italiens venaient à nous manquer? Tant de chanteurs ont déserté notre scène lyrique, tant de nobles voix se sont éteintes, tant de belles danseuses se sont envolées, qu'il y aurait de notre part de l'ingratitude à négliger ces grands artistes qui nous restent fidèles.

Une chose vraiment triste et qu'on ne saurait contester, c'est l'état de décadence où se trouve l'Opéra. Qui parle aujourd'hui de cette noble scène, où jadis la musique et la danse déployaient chaque soir leurs merveilles devant un public immense, plein d'enthousiasme et d'amour? Qu'est devenu ce foyer si fréquenté des gens du monde, ce théâtre où l'on accourait au premier appel, presque sans regarder l'affiche, et sur la foi du directeur, en ces temps glorieux, où l'impulsion du trio de *Robert-le-Diable* et d'un pas de Taglioni dans *la Sylphide* réagissait le lendemain sur *la Juive* et *la Tempête?* Hélas! de tant de luxe et de richesses, il ne reste plus rien désormais; tout cela s'en est allé lambeau par lambeau, talent par talent, voix par voix. Parce que la mode avait adopté l'Opéra, on se fiait sur elle sans réserve, comme si la mode ne variait jamais : la mode est un peu comme le ciel, elle n'aide guère que ceux qui savent s'aider eux-mêmes. Tant que l'Académie royale de Musique a marché dans une voie intelligente et sûre, la mode ne lui a pas fait défaut d'un jour, d'une représentation, d'une heure. Elle était là toujours au service de la maison, embouchant sa trompette pour une répétition générale, pour un début, échauffant le zèle du public, remuant les petites passions intestines au profit de l'administration, occupant tout Paris d'une querelle de coulisse. Mais les jours de désastre sont venus, la dissolution s'est mise partout. Franchement alors que lui restait-il à faire? Chanteurs, cantatrices, danseuses, elle a vu partir tout le monde, elle a suivi des yeux tristement Nourrit, Mme Damoreau, Mlle Falcon, Taglioni; puis, quand elle a vu qu'elle attendait en vain et que personne ne venait d'Italie ou d'Allemagne pour les remplacer, elle s'en est allée, elle aussi, la dernière, il est vrai, mais elle s'en est allée. Déjà depuis long-temps le malaise se faisait sentir. D'où vient cela? serait-ce à dire que l'Opéra doit finir, et les théâtres auraient-ils, comme les individus, des périodes de jeunesse, de virilité et de décrépitude? S'il en était ainsi, l'histoire contemporaine de l'Académie royale de Musique pourrait se diviser en trois ères bien distinctes : l'ère de gloire et de richesses, sous M. Véron, lorsque musiciens, cantatrices et danseuses abondaient de part et d'autre, lorsqu'on trouvait *Robert-le-Diable* sans le chercher, presque sans le vouloir; l'ère vul-

gaire sous M. Duponchel, lorsque le succès se maintenait encore, grace aux efforts surhumains de Duprez, qui nous arrivait alors dans toute l'énergie et la puissance d'un magnifique talent; enfin, sous l'administration nouvelle, l'ère de déclin, l'ère critique. Dans l'histoire de l'Opéra, cette période dernière datera certainement de la restauration de la salle, car il semble que tout se tienne dans les malheurs de ce théâtre; il n'y a pas jusqu'à ces ornemens nouveaux, d'un goût sombre et sévère, qui n'augmentent la tristesse de ces lieux si rians autrefois. Ces mornes tentures de velours rouge donnent à la décoration je ne sais quel air lugubre et sépulcral : on dirait que le peintre, en arrangeant la salle, a dû se conformer à quelque triste pensée, et la faire telle qu'on y pût au besoin célébrer des funérailles, les funérailles de l'Opéra.

Le répertoire, loin de s'enrichir, s'amoindrit à vue d'œil, grace à la défection de sujets sinon du premier ordre, du moins indispensables au théâtre et sans lesquels certaines partitions ne peuvent se produire. On avait M. de Candia, un chanteur que le public aimait, une voix de ténor juvénile et claire, une voix naturelle et de facile émission, qui reposait de temps à autre de tant d'efforts et de clameurs. M. de Candia s'en est allé aux Italiens, et voilà qu'on ne peut plus jouer *Robert-le-Diable*. Nous passerons sur l'engagement de M. Marié, étrange virtuose à la poitrine athlétique, aux épaules robustes, qui vocifère plutôt qu'il ne chante, et dont le principal mérite consiste à ralentir les mouvemens de manière à rendre un morceau méconnaissable aux gens qui le savent par cœur. Les théâtres lyriques s'arrachaient naguère M. Marié. L'Opéra-Comique et la Renaissance se disputaient à qui l'aurait; pendant la querelle, l'Opéra survint qui le prit pour lui. C'est un peu l'histoire de l'huître et des plaideurs, avec cette différence pourtant que cette fois les plaideurs ont eu beau jeu et se frottent les mains. Ainsi Duprez et Levasseur, Duprez qui succombe à la tâche, et Levasseur, dont les droits à la retraite sont incontestables (il suffit de consulter sa voix pour s'en convaincre), tel est pour les hommes tout le personnel sérieux de l'Académie royale de Musique; quant aux femmes, il y a Mme Dorus, cantatrice de goût et de zèle, dernier débris, avec Levasseur, de la période florissante; il y a aussi Mme Stoltz et Mme Widmann qui appartiennent parfaitement à la nouvelle. Maintenant, voyons quelles grandes partitions l'avenir nous réserve. De ce que les chanteurs manquent, il ne s'ensuit pas que les opéras doivent manquer. On dit à Berlin que les Italiens ont de mauvaise musique et de bons chanteurs, et les Allemands de bonne musique et de mauvais chanteurs : pourquoi ne ferions-nous pas comme les Allemands? pourquoi n'aurions-nous pas des chefs-d'œuvre du genre de *Fidelio,* d'*Oberon,* ou d'*Euryanthe,* puisque nous avons de pauvres chanteurs? Malheureusement les seuls maîtres qui pourraient relever la fortune chancelante de l'Opéra se taisent à cette heure ou font défection. Rossini s'enveloppe plus que jamais dans son irrévocable silence, Meyerbeer dirige la chapelle du roi de Prusse et traduit en musique l'*Athalie* de Racine pour son auguste maître, et M. Auber travaille pour sa cantatrice de prédilection, pour

son Ambassadrice, son Domino noir, sa Zanetta, qui n'est plus à l'Opéra, comme on sait. On parle toujours des jeunes gens, on ne cesse de se répandre en belles élégies sur ces jeunes victimes que les grands-prêtres de l'Institut couronnent de lauriers pour les envoyer ensuite s'ensevelir dans le sépulcre de la ville éternelle. Certes, l'occasion est admirable aujourd'hui ; les avenues du temple sont ouvertes, nul gardien formidable n'en défend l'approche; qu'ils paraissent donc une fois, ces hommes de génie, et que nous en ayons le cœur net. Le malheur veut qu'il en soit de tous ces jeunes musiciens méconnus comme de tant de belles choses dont on parle tant; les musiciens méconnus ne sont au monde que pour servir de thème aux déclamations des envieux et des bavards. Voyez si jamais la disette fut plus grande, comptez les maîtres en état d'alimenter un théâtre, et, quand vous serez à cinq, la phalange sera complète. Or, derrière cette phalange, qui trouvez-vous? Personne. Combien de fois n'a-t-on pas répété que les musiciens mouraient faute de théâtres ; c'est justement le contraire qui arrive, les théâtres aujourd'hui meurent faute de musiciens. En des circonstances aussi critiques, l'administration de l'Opéra a dû recourir à M. Donizetti. Lorsqu'il s'agit de bâcler un chef-d'œuvre, M. Donizetti n'est jamais en défaut; il écrit des partitions au mois, à la semaine, à la journée, selon qu'on les lui commande, ou plutôt il tient toujours en réserve dans ses malles de quoi satisfaire aux exigences du moment. Voulez-vous cinq actes, n'en voulez-vous que deux, vous êtes sûr avec lui d'être toujours servi à point. Quant à la pièce, M. Scribe se charge de la revoir; elle change de titre, s'appelle *les Martyrs* au lieu de *Polyeucte, la Favorite* au lieu de *l'Ange de Nisida,* et vous avez au moins l'avantage de ne point attendre. Reste à savoir si le public de Paris prendra goût à cet éternel replâtrage de cavatines et de morceaux pris çà et là dans des opéras tombés à Naples, à Milan, à Venise, et dont M. Donizetti compose assez volontiers ses partitions nouvelles. Il semble que le triste échec des *Martyrs* aurait dû lui servir de leçon et l'engager à traiter son monde avec plus de convenance. Vraiment on a peine à concevoir qu'un homme qui a écrit le troisième acte de la *Lucia* puisse faire assez bon marché de son inspiration que de la débiter ainsi à tout propos sans raison ni mesure. Au Théâtre-Italien, ces choses passent encore, grace au merveilleux talent des chanteurs, qui sont toujours prêts à couvrir de leurs propres ressources les pitoyables négligences du musicien ; mais, à l'Opéra, il faut absolument payer de sa personne, car il n'y a là ni Rubini, ni la Grisi pour suppléer à l'absence du maître ou le relever s'il trébuche. D'ailleurs, ces opéras décousus, ces partitions faites de pièces et de morceaux sont tout-à-fait en dehors de nos habitudes dramatiques, et M. Donizetti fera bien d'y penser avant de tenter cette nouvelle épreuve.

L'hiver se passera encore sans qu'on entende l'opéra nouveau de M. Meyerbeer. L'auteur de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots* a résisté à toutes les sollicitations de l'administration, qui sent bien que c'est là pour elle une question de vie ou de mort. Tout ce qu'on a pu obtenir de lui, c'est qu'il vînt en causer

à Paris; et, en effet, il est venu, on en a causé, et beaucoup; puis il est reparti sans rien promettre, et surtout sans rien laisser. Une preuve que cette partition ne sera point donnée cet hiver, c'est qu'en admettant même que l'illustre maître consentît à la livrer, le théâtre ne se trouverait pas en mesure de l'exécuter. Nous ne supposons pas que M. Meyerbeer destine son rôle à Mme Stoltz; or, s'il avait eu la moindre envie d'être représenté cet hiver, il aurait nécessairement indiqué à l'administration une cantatrice qu'on se serait empressé d'avoir. M. Meyerbeer ne l'a point fait, de peur de s'engager; M. Meyerbeer veut voir venir; par le temps qui court, c'est ce que chacun a de mieux à faire. Au printemps, on en reparlera; alors M. Meyerbeer partira pour les eaux, et promènera durant six mois sa partition d'Ems à Marienbad, de Kissingen à Spa. En attendant, nous aurons plusieurs opéras de M. Halévy, de M. Thomas; nous en aurons même un de M. Berlioz, en cinq actes encore!

La partition de *la Reine Jeanne*, que l'Opéra-Comique a représentée ces jours derniers, ne nous semble faite ni pour enrichir le théâtre, ni pour augmenter de beaucoup la renommée de M. Monpou, dont on cite çà et là plus d'une composition intéressante. La *Reine Jeanne* variera peut-être assez agréablement le répertoire; c'est là tout ce qu'on en peut dire. Les musiciens (car il s'agit encore, comme dans l'*Opéra à la Cour,* d'une collaboration musicale), les musiciens se sont conformés à la mesure de leurs *poètes;* les airs et les duos valent les situations où ils se rencontrent. On ne conçoit guère qu'on se mette à deux pour écrire de semblables chefs-d'œuvre. Voici un expédient dont à coup sûr ni Mozart, ni Cimarosa, ni Rossini, ne s'étaient jamais doutés. On fait de nos jours de l'orchestre et de la mélodie en collaboration : c'est le procédé du vaudeville appliqué à l'opéra. Pendant que les poètes élaborent leur drame, les musiciens chauffent leur cerveau; on se partage la besogne, l'un prend le premier acte, l'autre le second, et de la sorte les choses vont bon train. Vous pensez peut-être qu'une grande confusion de style doit résulter d'un pareil accouplement? Non certes; s'il s'agissait de Gluck s'associant à Cimarosa, ou de Weber travaillant avec Rossini, à la bonne heure! il pourrait y avoir confusion; mais, en fait de métier, toutes les inspirations se ressemblent, la muse de M. Grisar donne la main à la muse de M. Bordèze, et c'est à peine si on s'aperçoit des jointures, tant ces sortes de productions trouvent d'harmonie dans leur médiocrité même.

L'Opéra-Comique a souffert tout l'été du malaise général qui tourmente les théâtres. Le retour de Mme Damoreau va mettre sans doute fin à cette crise. Déjà la cantatrice a reparu dans ses deux jolis rôles d'Henriette et d'Angèle, et sa voix, toujours agile et sûre, mais que de longues fatigues avaient altérée, semble avoir puisé dans un repos de trois mois une fraîcheur, une sonorité nouvelles. Avec les ménagemens dont Mme Damoreau sait user à l'égard de son talent si délicat et si fragile, avec les prodigieuses ressources de vocalisation dont elle seule dispose aujourd'hui chez nous, elle pourra long-temps

encore rendre des services à l'Opéra-Comique, car c'est sur elle que ce théâtre compte, sur elle et sur M. Auber. On nous promet pour la saison une partition nouvelle du chantre si distingué de *l'Ambassadrice* et du *Domino noir;* il n'en faut pas davantage pour décider la fortune. L'Opéra-Comique ne demande qu'à marcher; seulement rien n'est difficile comme de le maintenir dans les limites de son genre et de ne point les dépasser d'un côté ou de l'autre. Depuis long-temps on lui reprochait avec raison de négliger la musique, et, pour faire droit à l'opinion, il s'est procuré à grands frais, à trop grands frais sans doute, des gens qui se donnaient pour des chanteurs, et qu'il a eu la bonhomie de prendre sur parole. Qu'arrive-t-il? A côté de son ancienne troupe, l'Opéra-Comique en possède aujourd'hui une nouvelle, troupe italienne et bâtarde qui ne saurait dire un mot de français, méprise souverainement le dialogue et pour cause, et qui, en revanche, ne chante guère plus que l'autre. De là un surcroît de charges excessif, une confusion dans le personnel dont rien n'approche. Nous ne blâmons pas l'Opéra-Comique d'avoir cherché à se régénérer, à Dieu ne plaise! nous voudrions le voir aussi riche en beaux talens que le Théâtre-Italien par exemple; le mal, c'est d'avoir engagé des chanteurs qui ne chantent pas. Quels grands profits a-t-on retirés d'*Eva?* quels résultats fructueux de *l'Opéra à la Cour,* ce pasticcio déplorable où l'on n'a pas craint de travestir indignement les plus belles inspirations des grands maîtres, tout cela pour que M. Botelli vînt nous dire une cavatine et que Mme Eugénie Garcia se donnât le plaisir de nous chanter en manière de couplet final le *Se il padre m'abandonna* d'*Otello,* cette magnifique phrase que nous entendons tous les jours à la place où le maître l'a mise, et chantée par des cantatrices d'un autre ordre? Franchement, on n'a pas abordé la question, on a voulu se régénérer par la musique, et l'on n'a eu ni musique ni chanteurs. Tout ce que le public a gagné au change, c'est qu'on lui donnât des chefs-d'œuvre de la trempe d'*Eva* et de *l'Opéra à la Cour* à la place des amusantes imaginations de M. Scribe. En fin de compte, on s'est trouvé n'avoir emprunté aux Italiens que leurs *libretti* décousus. Or, jamais le public de l'Opéra-Comique n'acceptera de pareils arrangemens; on consent bien à faire bon marché d'une pièce, mais à condition qu'il y ait là, pour en relever les platitudes, une musique intéressante et des exécutans de première volée. A vrai dire, ces prétendus chanteurs, bien loin de servir à la fortune du théâtre, ne feraient que hâter sa ruine. M. Botelli n'a qu'une pauvre voix; M. Masset, avec une émission facile, un timbre clair et pur, ignore les premiers élémens de l'art du chant, et son air gauche sur la scène, ses manières décontenancées, empêcheront toujours qu'on l'utilise. Quant à Mme Eugénie Garcia, malgré ses belles qualités de style, qualités qui du reste dégénèrent trop souvent en emphase, jamais le public de l'Opéra-Comique ne l'adoptera. Or, on paie Mme Garcia fort cher, aussi cher que Mme Damoreau, qui remplit la salle.

Avec ces prétentions des chanteurs, il n'y aura bientôt plus de théâtre pos-

sible; chaque jour leurs exigences augmentent, des traitemens de maréchaux ne leur suffisent plus. Qu'on paie à prix d'or Rubini, cela se conçoit; mais que des sujets d'un ordre secondaire, dont l'action sur le public est nulle, tout-à-fait nulle, s'exagèrent à ce point leur valeur personnelle, voilà ce qu'il faut déplorer, voilà ce qui tôt ou tard entraînera la chute des théâtres. Aussi les administrations devraient s'en prendre au public, au public qui décerne à tort et à travers les couronnes et les triomphes, tellement que ces démonstrations glorieuses qu'on réservait jadis aux Pasta et aux Malibran, sont devenues une monnaie vulgaire, qu'on jette sans mesure à toutes les vanités qui couvent. L'extravagance des Italiens à ce sujet n'a surtout point de bornes. Ils escortent leurs cantatrices dans les rues, s'attèlent à leurs chars, fondent pour elles des couronnes d'or. — Vous vous souvenez de Mlle Pixis, qui débuta il y a deux ans dans *Arsace :* c'était alors une jeune fille de beaucoup d'ame et de peu de voix, et jamais on ne se serait douté, à l'entendre, des triomphes auxquels elle était destinée. Nous ne résistons pas au désir de citer ici les propres paroles de la gazette sicilienne. Que ceux qui ont pu juger par eux-mêmes du talent de Mlle Pixis lisent cette narration prodigieuse, et apprennent par là ce qu'il faut croire de tant de récits haussés sur le ton de l'ode et du dithyrambe : « Le bénéfice de Francilla a eu lieu hier. Depuis plusieurs mois, il n'était question que de cette soirée; les billets de parterre valaient cent francs sur la place, heureux encore ceux qui pouvaient s'en procurer à ce prix. A l'heure de se rendre au théâtre, deux équipages de gala, les gens en grande livrée, furent mis à la disposition de la cantatrice; l'un appartenait à la princesse Niscemi, l'autre à M. Camiecci, l'un des plus riches particuliers de la ville. Comme elle ne pouvait en même temps aller dans les deux, il fut décidé que celui-ci servirait à la conduire, celui-là à la ramener. A peine arrivée au théâtre, une députation se rendit auprès d'elle, et lui présenta une couronne de laurier d'or massif, artistement travaillée, et, de plus, enrichie de quatre-vingts pierres précieuses. On avait obtenu de Francilla qu'elle voulût bien, au lieu de sa couronne accoutumée, porter dans le rôle de Norma cette couronne d'or, que les premières dames et les personnes les plus distinguées lui offraient comme un témoignage de leur reconnaissance, et qui portait cette inscription : *Al merito, il publico palermitano.* A l'entrée de la cantatrice (elle était couronnée du diadème d'or que le ciseleur avait voulu poser lui-même sur sa tête), des transports de joie éclatèrent, les mouchoirs s'agitaient en dehors des loges; ce fut un fanatisme qui dura dix minutes, pendant lesquelles les bouquets, les couronnes, les sonnets, les lithographies (*Norma à l'autel*), volèrent sur la scène. Enfin, Francilla put se faire entendre, et, malgré son émotion visible, chanta comme jamais elle n'avait chanté. Cinq fois le public en délire la rappela sur le théâtre, et les prêtres du chœur avaient assez à faire de ramasser les couronnes qu'ils portaient derrière elle sur un cabaret d'argent, au milieu d'un tonnerre de bravos. Dans le duo et le trio, rappelée cinq fois. On donnait ensuite le second acte de *la Prison*

d'Edimbourg, qui, quatre jours auparavant, avait obtenu le plus grand succès. Mêmes transports, mêmes acclamations. Pendant le chant du berceau, une pluie de fleurs et d'or tomba sur la scène; force lui fut de recommencer et de reparaître cinq fois dans l'entr'acte. Enfin vint (pour la première fois cette année) le second acte de *la Somnambule;* Francilla joua et chanta la dernière scène d'une manière inouie; on ne peut se faire une idée de l'enthousiasme qui s'empara de la salle entière; on n'entendait retentir que ces cris : *Viva, brava, divina!* Mais à ces paroles: *Ah! m'abbraccia!* on n'applaudissait plus; tous, dans les loges et dans le parterre, agitaient leurs mouchoirs, accompagnant leurs gestes de clameurs forcenées. C'était une scène comme les plus anciens habitués du théâtre ne se souviennent pas d'en avoir vu. Rappelée huit fois après la chute du rideau, comme on continuait toujours à crier *bis!* dans la salle, Francilla alla chercher jusque dans sa loge son ténor, qui s'était déjà déshabillé, et s'avançant devant la rampe, fit un signe à l'orchestre, qui s'époumonnait à crier : *Viva!* et la *cabaletta* recommença avec des variations si neuves et si belles, que la frénésie fut portée à son comble. Enfin on la laissa se déshabiller en repos. Alors plus de six cents personnes se rassemblèrent pour la voir monter dans la voiture de la princesse Niscemi, qui l'attendait à la porte, et le cortége se rendit d'un pas solennel, à travers les plus belles rues de la ville, à son hôtel, où toute une multitude l'attendait avec des flambeaux pour l'escorter jusqu'à son antichambre, dans laquelle on avait dressé un orchestre, qui joua les morceaux favoris de Francilla. Pendant toute la nuit, elle dut se montrer à son balcon pour recevoir les applaudissemens et les acclamations de la ville entière, et ce ne fut qu'à l'aurore qu'on laissa la triomphatrice en paix. » Vraiment, de pareilles extravagances ne seraient que ridicules sans les conséquences fâcheuses qui en résultent la plupart du temps pour les administrations de théâtres. Lorsqu'ils décernent ainsi des honneurs de reine à des cantatrices du second ordre, les Palermitains, les Padouans ou les Bolonais ne s'imaginent pas quel mauvais tour leur furie enthousiaste joue aux directeurs étrangers. En lisant ces récits fabuleux, on se prend de belle admiration pour les héroïnes, on veut les avoir à tout prix (quelles propositions seront jamais assez dignes d'une *prima donna* que des villes entières mènent en triomphe!), on sème l'or à leurs pieds, et le jour des débuts on s'aperçoit, mais trop tard, qu'on s'est ruiné pour une illusion. Une pareille aventure aura sans doute eu lieu au sujet des engagemens dont nous parlions tout à l'heure. L'Opéra-Comique se sera monté la tête au récit de prouesses imaginaires et de merveilles fantastiques; sur la foi des ovations et des gazettes italiennes, il aura pris Mme Garcia pour une Malibran, M. Botelli pour un Tamburini. De là tant de regrets et de mécomptes. Pourquoi Mlle Olivier ne nous reviendrait-elle pas, elle aussi? Mlle Olivier, qui jadis tenait avec grand'peine un emploi de la plus mince importance, parcourt l'Italie à l'heure qu'il est, et triomphe : tout le monde triomphe aujourd'hui. Ses succès nous la ramèneront, mais à quel prix! Les roulades de Mlle Oli-

vier valaient cent louis il y a deux ans; trente mille francs peut-être ne suffiraient pas pour payer aujourd'hui les roulades de Jenny Olivia. Au fond, tout cela est une triste comédie et prouve à quel point de décadence l'art est tombé. Il n'y a désormais de gloire et de fête que pour les chanteurs; l'exécution est tout, le morceau rien. On demande quelle est la voix avant de s'informer du maître. Il nous faut des danseuses, des cantatrices et des pianistes; nous n'avons d'enthousiasme et d'or que pour les tours de force; nous en voulons pour nos yeux et pour nos oreilles. Pourvu que nos sens se réjouissent, le reste nous importe peu; nous laisserions Pétrarque dans la rue pour mener la Elssler au Capitole, nous laisserions Beethoven et Weber mourir de faim pour donner un sabre d'honneur à M. Lizt.

REVUE LITTÉRAIRE.

La littérature, qui s'est fort ressentie des distractions de l'été, va retrouver plus d'ensemble et de consistance en reprenant ses quartiers d'hiver :

> Le printemps les disperse et l'hiver les rallie,

disait Delille des amis de société, et cela est vrai des auteurs et de leurs productions. On ne s'occupe pas encore sérieusement des candidatures ouvertes à l'Académie française; les prétentions et les immortalités prochaines sont encore en vacances. Dans cet intervalle de bon temps et de loisir, la plupart des plumes à la mode se sont reposées; l'Université, qui ne chôme pas, s'honorait de plus en plus par des travaux sérieux, par des thèses d'un véritable éclat; mais le monde littéraire proprement dit courait les grandes routes, et le feuilleton lui-même passait son entr'acte en Italie. Il n'y a que les infatigables qui aient pu ne pas débrider leur verve un seul instant, et l'auteur de *la Chambrière* est de ceux-là.

La Chambrière, de M. Frédéric Soulié (1), est encore un nouveau chapitre ajouté à cette remuante histoire de désordres et de vices dont les *Mé-*

(1) Un vol. in-8°; chez Dumont, Palais-Royal.

moires du Diable, si volumineux cependant, n'étaient, à ce qu'il paraîtrait, que le prélude et la mise en train. Dans les premières pages de son livre, M. Soulié s'appesantit un peu trop sur ces peintures si souvent reproduites des habitudes de la province. L'éternel sous-préfet en butte aux éternelles factions que renferment dans leur sein toutes les petites villes explorées par M. de Balzac et par M. de Bernard, nous occupe bien long-temps des misères déjà analysées et de toutes les tracasseries prévues d'une position mille fois décrite. Nous nous presserons plus que M. Soulié d'arriver à l'action principale, à celle que promet cette première phrase, plusieurs fois répétée ensuite, où l'auteur nous semble avoir enchâssé son plus gros diamant parmi tous les trésors de beau langage dont il n'a garde de s'abstenir : « En ce temps-là nous *batifolions* avec les chambrières de ces dames. » Mlle Agnès de Hautefeuille est une fille de trente ans dont la dot est très ardemment convoitée par un petit cousin mauvais sujet et ruiné, le vicomte de Chamby. Le vicomte, qui est sûr d'être puissamment aidé par la faiblesse secrètement avouée de sa cousine, est décidé à se servir des moyens familiers à la rouerie pour hâter les mariages utiles. Mlle Agnès a une suivante qu'il faut absolument gagner. Chamby y réussit parfaitement en montrant *à la drôlesse* (style de la tradition française suivie par M. Soulié) *ce que valent ses vingt ans*. C'est donc cette suivante, qui se nomme Geneviève, dont l'industrie, durement qualifiée par l'auteur lui-même, doit aider le vicomte dans ses hardies entreprises. Mais voilà que, le soir même choisi par Chamby pour exécuter son perfide dessein, arrive une petite personne de seize ans, ingénue et gracieuse, qui n'est autre que Mlle Julie de Hautefeuille, sortie pour un jour d'un couvent où elle est reléguée jusqu'au mariage éternellement différé de sa sœur.

Le beau vicomte s'enflamme subitement pour la pensionnaire, et vous imaginez peut-être qu'il va renoncer à sa tentative; pas du tout. Seulement, Mlle Agnès reçoit à son réveil, le lendemain d'une funeste nuit, une lettre où son cousin, au nom de l'autorité tout-à-fait particulière qu'il vient d'acquérir sur elle, lui demande la main de sa sœur cadette, et la somme d'épouser un vieux marin de cinquante ans, M. le comte de Fernaie, avec menace d'indiscrétion et de scandale en cas d'hésitation.

Aussi Agnès n'hésite pas, et le double mariage s'accomplit; mais, sous cette résignation apparente, le lecteur, si ce n'est le héros, sent qu'il est menacé de l'inévitable vengeance. La chambrière reparaît, placée par la sœur aînée auprès de sa jeune sœur, qu'elle a mission de corrompre. Geneviève réussit dans sa détestable tâche; et, quand des lettres écrites par la jeune vicomtesse au chevalier de Blanzay sont des preuves suffisantes pour exciter la fureur du mari, Mme de Fernaie, maîtresse de sa vengeance, donne à Chamby un rendez-vous au bal de l'Opéra, où tout sera dévoilé. Ce n'est pas Chamby qui va à ce rendez-vous, c'est un ami officieux, qui reçoit sous le domino les confidences d'Agnès; il se démasque, et elle s'évanouit. Difficultés et complications de toute sorte! L'ami a reçu une partie des lettres accusatrices, mais Mme de

Fernaie en conserve encore assez pour convaincre le plus incrédule des époux; en revanche, si Mme de Fernaie peut perdre sa sœur, l'ami peut perdre Mme de Fernaie. Le mari apprend tout en même temps, et l'atroce vengeance de sa belle-sœur, et le piége dans lequel elle est tombée; il pardonne à sa femme et à l'amant de sa femme, sûr du secret forcé que gardera Mme de Fernaie. Mais, pendant toutes les hésitations que lui a coûtées sa résolution généreuse, la chambrière, toujours soumise à sa première maîtresse, a rendu le scandale irréparable en faisant croire aux deux amans que la fuite seule pouvait les soustraire à la vengeance d'un époux irrité. A peine Chamby vient-il d'apprendre cette nouvelle, qu'il est arrêté et emmené à la Bastille, où une affaire, tellement envenimée par la haine d'un intendant qu'elle est devenue une accusation d'escroquerie, le retient jusqu'à la révolution française. La révolution française est commode pour trancher les dénouemens. Cet intendant, qui joue, conjointement avec la chambrière, le rôle un peu usé de *fatal génie,* s'attache avec Geneviève à la vicomtesse de Chamby et au chevalier de Blanzay pour consommer leur ruine. Un beau jour, le vicomte qui ignore toutes les trames dont il a été environné, et n'accuse que sa femme de son emprisonnement et de son déshonneur, quitte l'émigration pour pénétrer en France, au péril de sa vie, jusqu'à la retraite où se cachent les deux coupables. Il tue Blanzay sous les yeux de sa femme, reçoit une blessure mortelle, puis, dénoncé par l'intendant et la chambrière, est traîné tout sanglant sur l'échafaud.

Cette histoire compliquée et terrible forme un petit roman tout rempli de prétentions à une élégance cavalière dans le style, et à une immoralité de bon goût dans la pensée. M. Frédéric Soulié, qui a d'autres qualités moins contestables, s'est mis en frais de belles manières; il a visé tout simplement à la langue du XVIIIe siècle. Cette affectation de retour aux formes aimables et polies d'un langage fin et distingué, toute nouvelle chez M. Soulié, est, du reste, chose fort commune. Dans ce temps où une révolution littéraire, suivie de nombreuses réactions, a jeté dans le style tant de contradictions et d'incertitudes, le nombre des *conversions,* comme on dit, semble aller en augmentant: il en est d'illustres, il en est de bizarres, il en est d'inattendues. Pourquoi M. Frédéric Soulié ne prétendrait-il pas aussi à la manière de Crébillon fils, quand des romanciers qui se font critiques annoncent qu'ils écriront tout simplement « dans le genre de Grimm. » Grimm aurait bien ri, et cela nous aurait valu une jolie page dans sa correspondance.

ONYX, par M. Ch. Coran (1). — Voici un petit recueil de poésies qui s'annonce avec le désir d'exhaler un parfum léger et discret, et qui, par son contenu autant que par son titre, rappelle le *Nardi parvus Onyx.* Il commence par une courte et élégante préface, où un tour coquet et presque nouveau est donné à une bien vieille excuse accueillie toujours avec sourire. Des

(1) Un vol. in-18, chez Masgana, galerie de l'Odéon, 12.

amis trop indulgens, dit l'auteur, ont fait un livre de ces vers. Les amis sont d'une grande ressource en pareille occurrence. Mais qu'importe au public si le livre a de l'agrément? Ce que craignent le plus les poètes, c'est de voir leurs œuvres impitoyablement classées, dès leur première apparition, dans une de ces cases qu'on pourrait distinguer entre elles, en leur donnant pour étiquettes quelques grands noms « genre Victor Hugo, genre Lamartine, etc. »

Mon verre est fort petit, mais je bois dans mon verre,

a dit dans un charmant morceau M. de Musset. Ce vif besoin d'originalité a été ressenti par M. Coran, dont le talent, pour procéder assez directement de celui de M. Brizeux, s'échappe, s'égaie sur bien des points, et a gardé de franches allures. Aussi trouve-t-on trace dans ce recueil de nombreux et souvent heureux efforts pour arriver ou tout au moins revenir à des régions poétiques abandonnées ou inconnues. L'auteur, qui, pour me servir d'une des plus heureuses expressions de son livre, *n'a vu Dieu qu'à travers Raphaël*, a substitué à cette religiosité, dont nous sommes bien las, des sentimens plus mondains, mais plus aimables et plus vrais. Le nom de Jéhovah, et cela est presque devenu vraiment, si on l'ose dire, une chose de bon goût, n'est pas une seule fois prononcé, tandis que Bacchus, Apollon et même les neuf sœurs, font çà et là de gracieuses apparitions.

Et ce n'est pas seulement sur les idées antiques rajeunies que M. Coran a exercé le jeu de son talent; toutes les séductions modernes ont chez lui leur part. Ce qu'il adore, c'est, par-dessus toute chose, la *fantaisie*, à laquelle il dédie ses vers en terminant son recueil. Mon Dieu! la fantaisie elle-même, malgré ce qu'elle semble nous promettre de toujours changeant, a produit, elle aussi, un genre où il y a des disciples et des maîtres. Pauvre fantaisie! pour ceux qui viennent tard, elle a aussi des cases. Ce qu'on peut dire, c'est que M. Coran a tout-à-fait l'air d'y échapper. Une *Épître à la Lectrice* pleine d'une charmante indiscrétion et d'une délicieuse impertinence, quelques sonnets tournés d'une façon tendre et galante, enfin une élégie intitulée *Souvenir*, la plus jolie pièce peut-être de ce recueil, où une scène d'amour est placée dans un cadre de fleurs et de verdure, nous font dire en toute conscience : Non, les amis de M. Coran ne sont pas coupables.

Les deux Mina, par le général Saint-Yon (1). — La guerre d'Espagne, cette autre guerre de la succession faite par Napoléon au petit-fils de Philippe V, n'est pas encore bien connue. L'histoire, il est vrai, en a dépeint les grands épisodes avec le burin du général Foy, avec la plume espagnole de M. de Toreno; mais, en élevant ces combats au rang des batailles de la grande armée, on ne saurait avoir qu'une idée incomplète de la longue suite de dévastations et de carnage, d'incendies, de meurtres, qui rappellent plutôt

(1) Chez Berquet et Pétion, rue Mazarine, 28.

les rencontres des cannibales que les luttes de peuples civilisés. Ainsi défendue, la liberté a dû se voiler avec horreur; elle n'acceptera jamais pour pontifes les bourreaux qui ont souillé son culte. Jusqu'ici nous n'avions guère vu que l'héroïsme patriotique des Espagnols; nous savions qu'ils avaient été conduits par des chefs intrépides, auxquels notre admiration prêtait les qualités et les vertus qui font les grands hommes.

Pendant la restauration, l'inquiétude qui agitait les esprits sur le sort des libertés publiques influait sur la manière dont nous jugions les hommes qui passaient pour les avoir conservées à leur pays. Là où s'était livré un combat contre le pouvoir absolu, les sympathies entouraient ceux qui avaient osé élever la bannière libérale. Les chefs de l'insurrection espagnole, qu'ils eussent marchandé la victoire à Baylen ou massacré nos soldats isolés dans les sierras de la Biscaye, avaient défendu leur indépendance contre l'invasion française : le but ennoblissait les moyens. Mais aujourd'hui les temps sont venus où il est permis d'être impartial, de pénétrer dans les secrets de cette guerre fameuse, de connaître un à un et de suivre jour par jour, étape par étape, massacre par massacre, ces chefs que l'empire appelait des brigands, et que, par une réaction trop vive, nous avons invoqués comme des héros. Parmi ces chefs, quelques-uns sans doute se sont battus contre nous avec un noble courage, défendant leur pays sans déshonorer leur nom; d'autres se sont élevés jusqu'au commandement par la férocité de leur caractère. En eux la guerre civile semble avoir personnifié tout ce qu'elle a de barbare. Le général Saint-Yon, qui a connu ces hommes et qui assistait à ces combats, écrit pour nous les faire connaître.

Le plus fameux nom de cette guerre est celui de Mina. Mina, pendant cinq ans, a fatigué nos soldats à le poursuivre. On pouvait, dans ces mystérieuses aventures, donner à Mina le rôle que l'imagination lui attribuait, ou la place que lui assigne la nature de ses victoires; l'incertitude était permise; elle le sera moins désormais. Le général Saint-Yon a réduit à leur valeur les exagérations de l'orgueil castillan et les sympathies si souvent aveugles de l'esprit de parti.

Mina n'a pas occupé long-temps la scène politique en Espagne. Simple étudiant en 1809, il s'associe pour premiers compagnons d'armes le berger Juanito, un abigeo ou voleur de troupeaux, un contrebandier, un galérien, et il lève l'étendard de la guerre civile sans être encore suivi de son oncle Espoz, qu'il appelle une brute, et qu'il a laissé à Pampelune palefrenier du général français Rostolan. Xavier Mina se signale dans quelques embuscades par sa froide cruauté; il est bientôt fait prisonnier, et, tremblant à l'idée des représailles qu'il mérite, il s'adresse à ses soldats, et l'autographe de sa lettre suffit à peine pour faire croire qu'elle ait été écrite. Il les conjure de ne pas le laisser mettre à mort; il leur demande de se rendre au bon général Dufour, qui leur donnera des sauf-conduits. Mina veut sauver sa vie aux dépens de cette liberté de sa patrie à laquelle il sacrifiait celle de ses prisonniers, de ses amis qui lui

déplaisaient. Il ne fut pas mis à mort, et les *gavachos* se contentèrent de l'enfermer à Vincennes. Devenu libre en 1814, il ne reparut en Espagne que pour prendre part à la révolte de son oncle contre Ferdinand VII. Après le honteux échec qu'ils subirent tous deux devant les murs de Pampelune, il se réfugie en France, et son impatience de la vie paisible l'ayant poussé jusque dans l'Amérique du nord, il y périt bientôt, battu et pris par le général Linan, le 26 octobre 1817. Lâche jusqu'au bout, il ne se défendit pas, et, en allant au supplice, il implorait bassement ceux qui l'y conduisaient.

Pendant la détention de Xavier Mina à Vincennes, Espoz, de palefrenier de son neveu devenu son héritier, prit le nom de Mina en s'emparant avec violence du commandement de la guerilla. Xavier avait disparu si promptement du théâtre de cette guerre, que l'on remarqua à peine l'usurpation d'Espoz. Celui-ci comprit que, s'adressant à des esprits grossiers et fanatiques, il pouvait tout se permettre, et il déploya une activité dont on l'aurait cru incapable. Espoz y Mina, entouré d'une compagnie, retrouvait les sujets dociles du Vieux de la Montagne dans ces muets prêts à suivre son geste et sa voix. Il commença, après en avoir tué un de sa main, par faire assassiner les chefs qui lui avaient disputé la succession de son neveu. De la sorte, il se vit bientôt à la tête d'un corps nombreux et soumis, et la régence du royaume, qui avait donné au neveu le titre de *Corsaire terrestre de la Navarre,* nomma l'oncle colonel. Lumbier, Sanguessa, Estella, étaient les villes que Mina fréquentait le plus, parce que, indépendamment des ressources qu'il s'y procurait sans peine, ces localités inexpugnables lui offraient une retraite facile dans le cas d'une attaque imprévue.

Le chef des insurgés de la Navarre obtenait de nombreux succès; des armes, des munitions, des vivres, des soldats, étaient tombés en son pouvoir. Il assouvissait sur ses malheureux prisonniers tout ce que la barbarie lui conseillait de tortures. Il voulut même donner un caractère officiel à ses cruautés, en ordonnant, par un décret, que tous les Français, y compris l'empereur Napoléon, pris avec ou sans armes, seraient pendus, ainsi que tout Espagnol qui leur aurait prêté un secours quelconque. Ce décret était la mise en œuvre du catéchisme dans lequel le clergé apprenait aux enfans, par ordre exprès de la régence, que ce n'est pas un péché d'assassiner un Français, que c'est une œuvre méritoire. Aussi Mina ordonnait l'assassinat à coups de poignard d'officiers prisonniers et blessés, et continuait tranquillement son déjeuner, à côté de la pièce où ses arrêts s'exécutaient avec bruit. L'affaire d'Arlaban, où il enleva un convoi, est le plus important de ses exploits, celui où sa férocité se signala par les plus horribles excès, celui qui lui valut le grade de maréchal-de-camp des armées de sa majesté Ferdinand VII. Pour remercier la *Junta del Gobierno,* le nouveau général fit jeter dans des puits une douzaine d'officiers de l'ancienne armée, qu'elle lui envoyait pour être incorporés dans ses bataillons.

Après le retour de Ferdinand VII à Madrid, Mina fut mandé par ce prince

et obéit avec répugnance à cet ordre. L'ancien chef de guerillas, tombé à l'état d'officier général, attend une audience pendant quinze jours, regarde ce retard comme un sanglant affront, et ne se rend enfin auprès du roi que pour lui demander la vice-royauté de Navarre. Ferdinand VII, surpris, balbutie, donne des espérances évasives et reçoit plusieurs fois le hardi guerillero. Ce manége de cour n'est interrompu que par le départ subit de Mina, instruit de la désorganisation secrètement encouragée de ses bandes et rugissant de colère. Il marche sur Pampelune pour s'en emparer et est abandonné par ses amis et ses soldats, dès qu'ils sont arrivés aux pieds des murailles de la ville et qu'ils voient que ce n'est point par la porte que leur chef veut les y faire entrer. Des coups de fusil empêchent Mina désespéré de rejoindre ses troupes, et, traître envers l'état, poursuivi par son souverain, repoussé par ses soldats même, il n'a d'autre ressource que d'aller mendier un refuge à la France, à ce pays objet de sa haine implacable !...

Retiré à Bar-sur-Aube, le 20 mars 1815 lui inspira le singulier courage d'écrire à Napoléon, pour lui proposer d'aller combattre Ferdinand VII. Mais bientôt il courut à Gand, revint à Paris avec les étrangers et y vécut tout entier en proie à une ambition rongeuse, à des projets sans suite et à une sorte de fièvre morale dont les paroxismes ne lui laissaient ni sommeil ni repos.

La révolution de l'île de Léon réveilla les turbulentes espérances de Mina. Échappant à la police de Louis XVIII, il réunit quelques-uns de ses anciens partisans dans la vallée du Bastan; mais le triomphe des constitutionnels arrêta sa marche, et il fut nommé capitaine-général de la Navarre. Dès-lors il ne s'occupa que de se faire des créatures, excitant les *exaltados,* provoquant le chant de la *Tragala,* animant les soldats contre les habitans, et enfin envoyé par le ministère en Galice avec le même titre. Le séjour de Mina en Galice, véritable exil, quoiqu'il s'y fût marié, le rendit presque aussi furieux contre le régime constitutionnel qu'il l'etait naguère contre le pouvoir royal : il ne protégea que les républicains et accrut ainsi le nombre des partisans de Ferdinand VII. Le brigadier Lâtre fut envoyé pour remplacer Mina, qui, après avoir engagé ses partisans à s'opposer les armes à la main à son départ, se remit sans se défendre entre les mains de son successeur, en protestant de son dévouement au gouvernement et trahissant ses amis.

Exilé à Léon, Mina fut bientôt envoyé en Catalogne pour combattre les partis nombreux qui s'y organisaient. C'était la première fois qu'il commandait à des troupes régulières, et son incapacité fut telle, que le ridicule seul suffirait à le flétrir, si la cruauté ne le rendait odieux. Il voulait soutenir le prestige de son nom par la terreur. Quand les Français entrèrent en Catalogne, le peu de valeur morale de Mina parut dans toute sa nudité. Il ne comprenait rien aux manœuvres. Le rôle de partisan qu'il se réserva contre le baron d'Éroles ne lui fut même pas heureux. Usé par les souffrances, aigri par les chagrins, ordonnant, comme témoignage de son pouvoir et de sa force, le meurtre de l'évêque de Vich, qu'avait acquitté le tribunal, il ne se renferma dans les murs de Barcelone que pour traiter de sa reddition, et,

accusé de trahison et de lâcheté, il obtint qu'un vaisseau français le conduirait en Angleterre.

La révolution de juillet eut lieu. Mina accourut en France. Chargé par la junte des réfugiés de pénétrer en Navarre, il perdit à Bayonne un temps précieux. Lorsqu'il se décida enfin, son apparition prévue ne causa aucun trouble dans le royaume. Obligé de se sauver seul, il se réfugia de nouveau en France, où, pendant trois années, il épia l'occasion de reparaître sur cette scène de discorde, que sa dernière mésaventure ne lui enlevait ni le goût ni l'espoir d'occuper encore. Puis il alla mendier inutilement le secours de don Pedro pour insurger la Galice, et, peu de temps après la mort de Ferdinand VII, il vint de nouveau agiter la Péninsule. La guerre de *guerilleros* avait été recommencée par Santos-Ladron au profit de don Carlos; on se souvint de Mina, qui en avait été le héros. Il reçut le commandement de l'armée destinée à agir contre les carlistes. Accueilli froidement à Pampelune, le nouveau vice-roi, incapable de diriger les opérations militaires, laissa aux généraux Oraa et Cordova le soin de poursuivre les rebelles. Lorsqu'enfin il se décida à marcher en personne, les factieux étaient aux portes de Pampelune. Mina sortit enveloppé d'une grosse houppelande, coiffé d'un chapeau rond recouvert d'un taffetas vernis, à cheval sur une grande mule blanche, les pieds dans des étriers de bois en forme de sabots, et tenant dans ses mains des cordes qui lui servaient de rênes; à sa gauche, l'ancien chapelain Aposteguy, sa créature la plus dévouée, qui portait à un large ceinturon en cuir le sabre du général en chef; un peu en arrière, les aides-de-camp et les officiers d'ordonnance, vêtus chacun d'un costume différent, et talonnant de misérables haridelles qui fléchissaient sous le faix des bagages. L'inhabile général revint dans sa capitale sans avoir su même rencontrer l'ennemi. Une seconde sortie ne fut pas plus heureuse, et rien ne manqua à la mystification de Mina, ni le ridicule, ni la publicité. Blessé dans sa réputation, humilié dans son amour-propre, accablé, souffrant, mais soutenu par l'espoir de se relever, il prépara une nouvelle expédition, à la grande joie de ses incorrigibles admirateurs. Cette fois encore il la conduisit avec une si déplorable ignorance, que si Zumalacarreguy avait eu plus de talent militaire, c'en était fait de l'armée de la reine. Il est vrai que Mina crut se venger de sa défaite en faisant compter par cinq les habitans assemblés du village de Lecaroz, théâtre de sa dernière entreprise, et fusiller sur-le-champ tous ceux que désignait le nombre. Ils étaient coupables d'avoir, dans un banquet, porté des toasts au prétendant. Après l'exécution, le village fut livré aux flammes. Ce fut le dernier exploit de Mina.

Intérieurement convaincu de son impuissance, aigri, malade, il comprit sa position, et se décida à prévenir une éclatante disgrace en écrivant à la reine. On mit à le remplacer par le général Valdès un empressement dont il se sentit avec raison vivement blessé. Il s'achemine alors vers la France, sans qu'un seul témoignage d'affection l'accompagne, sans espoir, sans renommée, devenu ridicule, méprisé de ses ennemis, peut-être aussi de ses amis désabusés. En 1835, des juntes hostiles au gouvernement s'organisèrent en Catalogne.

Les ministres, alarmés, craignaient de voir, comme dans la guerre de la succession, la Catalogne se séparer du reste du royaume. Mina y fut envoyé comme capitaine-général. Il ne rendit aucun service, il était usé, son rôle était fini. Il mourut le 25 décembre 1836.

Palefrenier, colonel, général, guerillero, vice-roi, la seule vertu militaire de Mina fut une incroyable férocité, toujours cruel, cruel contre les Français, cruel contre les Espagnols, soit qu'il commande pour le roi, soit qu'il agisse pour la liberté constitutionnelle. Successivement exaltado, absolutiste, républicain, il fut toujours impitoyable pour le parti qu'il ne servait pas. C'est à la terreur qu'il inspirait qu'il dut son élévation. Invisible dans les montagnes, Mina était une puissance; vu de près, ce n'était qu'un bourreau.

En traçant cette histoire des deux Mina, en rectifiant les idées répandues sur leur compte, le général Saint-Yon a rendu un véritable service. Mina passait pour un héros : on le jugera. On verra quelle guerre nous faisait ce chef des insurgés de la Navarre, quels sentimens l'animaient lorsqu'il combattait pour l'indépendance de son pays.

M. de Saint-Yon a écrit, si l'on peut dire, d'une façon militaire. Il voulait suivre et peindre des guerilleros, il a écrit en guerillero. Je m'imagine qu'après une marche, après un combat, après une reconnaissance, il rédigeait ce qu'il avait vu, ce qu'il avait entendu, ce qu'on avait exécuté. La guerilla s'avance, j'entends les propos des compagnons de Mina qui vont à leur proie; les conseils féroces autour des feux du bivouac s'agitent devant nous. M. de Saint-Yon ne raconte pas, il met en action. J'avoue que j'ai quelque peu regretté cette manière; le style est plus pittoresque sans doute, mais il est moins grave. Si la majesté de l'histoire ne pouvait descendre jusqu'à tracer la vie des Mina, M. de Saint-Yon nous devait des mémoires plus sérieusement composés. Il ne fallait pas donner l'air d'un roman à de pareils faits, dont la triste réalité n'est que trop incontestable. M. de Saint-Yon a éclairci une page obscure encore de nos grandes annales. Il a écrit avec esprit, avec chaleur; mais il s'est trompé dans la forme.

L'homme animal, par M. le docteur Voisin (1). — La phrénologie peut être envisagée sous un double point de vue, ou comme ayant la prétention de *diagnostiquer* les puissances actives et passives de l'homme par les diverses formes ou saillies du crâne, et alors c'est là cranioscopie proprement dite; ou comme théorie physiologique, et, sous ce second aspect, elle touche à la métaphysique. On croit en général que la phrénologie implique nécessairement le matérialisme : je suis quelque peu sceptique à l'endroit de la phrénologie; mais cette opinion me paraît une erreur qu'il importe de réfuter. Si on examine la phrénologie comme explication ontologique de l'homme et de ses pouvoirs, on la voit aboutir à deux solutions principales : ou bien l'homme

(1) Un vol. in-8°, chez Béchet, place de l'École de Médecine, 4.

intellectuel est la résultante d'une pluralité de facultés qui ont divers centres dans le cerveau, c'est la solution matérialiste; ou bien l'unité spirituelle agit et rayonne d'un seul foyer par une pluralité d'organes cérébraux, les organes du cerveau sont les fonctions diverses et comme l'épanouissement d'une unité centrale: c'est la solution spiritualiste, et je dois ajouter que c'est par malheur la moins accréditée dans l'école phrénologique. La première solution se rattache, par l'engendrement des idées, au matérialisme, et voici comment. Le matérialisme pose comme initiale la négation de Dieu ou d'une cause première. Dès-lors, la matière se compose d'une succession fatale de phénomènes dont les diverses évolutions constituent les différens degrés de la vie. La vie n'est qu'une combinaison de phénomènes et de propriétés matérielles qui, au lieu de rester à l'état d'éparpillement et de dissémination, se condensent et forment un ensemble. L'homme lui-même, au plus haut degré de la vie, n'est que le résultat et comme le résumé de tous les degrés inférieurs, la plus haute et la dernière évolution connue de la matière. Ce n'est pas ici le lieu de réfuter le matérialisme par la science et de prouver que Dieu est même nécessaire comme hypothèse scientifique pour expliquer les créations successives que constatent la géologie et l'anatomie comparée. Dès qu'on s'adresse à des hommes qui croient à la morale et au libre arbitre, il suffit de remarquer une chose bien simple, c'est que si l'homme n'est qu'une agrégation de diverses propriétés matérielles, comme ces propriétés sont fatales et que de leur réunion ne peut pas résulter la liberté, la première solution phrénologique, qui fait résulter l'homme des aptitudes cérébrales, conclut logiquement au fatalisme, ou, si on l'aime mieux, à la négation de la morale.

Ces réflexions nous sont suggérées par un livre sur la physiologie du cerveau, que M. le docteur Voisin publie sous ce titre un peu bizarre : *L'Homme animal.* M. Voisin admet Dieu, il admet une cause créatrice, et nous aimons à penser que dès-lors il se rattache à la solution spiritualiste indiquée tout à l'heure. Si on admet en effet une cause créatrice, il ne peut y avoir aucune répugnance logique à regarder l'homme comme une création directe, à croire qu'il ne résulte pas d'une condensation de qualités matérielles, mais qu'il émane d'un acte créateur qui l'a fait *un* et qui lui a donné le pouvoir de modifier l'organisme par la volonté.

Ce point de vue, bien que vague et assez indéterminé dans le livre de M. Voisin, est celui que la logique lui impose, et nous supposons qu'il l'accepte. Cela posé, la question de savoir si les protubérances du cerveau accusent et manifestent des passions ou des virtualités actives dans l'homme, n'est plus qu'une question de pure curiosité et dont la solution n'ébranle aucun problème métaphysique. Admettez en effet que le développement *intrà-cranien* est un effet visible d'un pouvoir central et unique, le spiritualisme est sauvé et la liberté humaine aussi. Deux objections fondamentales surgissent encore pourtant contre cette nouvelle face de la phrénologie. D'abord est-il vrai que les circonvolutions du cerveau se traduisent exactement par des circonvolutions correspondantes de l'enveloppe osseuse du crâne? Voilà ce qui est contesté par

quelques physiologistes qui font une objection anatomique assez notable. Il existe, disent-ils, deux lames dans le crâne, et il arrive souvent qu'il y a disjonction entre les deux lames superposées, de telle sorte qu'à une convexité externe correspond quelquefois une concavité interne; d'où il suivrait qu'on ne peut pas diagnostiquer les formes du cerveau par celles de la tête. Je sais très bien la réponse des phrénologues; ils ne manquent pas d'objecter que cette disjonction des deux lames du crâne n'existe que chez les vieillards. Mais il y a peut-être une autre objection à faire à la localisation des facultés dans le cerveau, c'est que la théorie des facultés admises par Gall et Spurzheim est très contestable, et qu'ils localisent des facultés qui n'existent pas. Qu'on me fasse comprendre par exemple comment l'*acquisivité* ou amour de la propriété, pour me servir de la langue quelque peu barbare des phrénologues, est une faculté, une aptitude native, originelle! Il ne faudrait pas nier cependant que le développement moral et intellectuel agisse sur le cerveau et sur le système nerveux, et ne détermine des modifications profondes dans la tête humaine. Nier cela, ce serait nier que l'esprit agit sur l'appareil nerveux et cérébral, fait aussi incontestable en psychologie qu'en physiologie. Les crânes des peuples qui ont reçu une éducation différente et qui n'ont pas le même but d'activité, offrent des dissemblances caractéristiques, mais de là à une localisation de détail il semble qu'il y ait vraiment un abîme. Du reste, je ne veux aucunement mettre en doute la bonne foi de M. Voisin, qui a fait au bagne de Toulon des expériences très remarquables.

Que la cranioscopie soit vraie ou fausse, le livre de M. Voisin demeure comme un très intéressant travail d'observation. Dans la première partie de l'ouvrage, qui nécessite une partie correspondante, il n'est parlé que de l'homme *animal*. L'auteur étudie les facultés de ce dernier ordre dans leur état rudimentaire, dans leur état normal et dans leurs excès. Il en fait en quelque sorte la biographie exacte, microscopique; il suit la passion depuis sa première manifestation instinctive jusqu'à son paroxisme. Il y a dans cette histoire d'une passion écrite avec feu je ne sais quoi de dramatique qui émeut comme un spectacle inconnu. L'idée générale et comme la prémisse constante du livre du docteur Voisin, c'est qu'il y a en nous des passions animales qui entrent en action d'elles-mêmes et qui n'ont pas besoin d'incitation, et d'autres, les facultés intellectuelles et morales, qui sont ce que l'éducation les fait être. Cette distinction nous paraît incontestable, et nous reconnaissons pleinement la toute puissance de l'éducation. Seulement il est bon de le dire en passant, le terme d'*éducation* n'éveille pas dans tous la même idée. Nous ne savons pas exactement ce que M. Voisin entend par là; mais enfin le mot est dit. La logique fera le reste.

Le livre de M. Voisin est plein de chaleur et d'entraînement; mais dans le feu de la période le soin du détail lui échappe souvent. L'auteur semble quelquefois s'enivrer de son sujet, et l'ampleur de la phrase se développe aux dépens de la précision et de l'enchaînement rigoureux des idées. Il y a beaucoup à apprendre dans cet ouvrage, et, quelque opinion que l'on ait sur la doctrine

philosophique de l'auteur, il subsistera des observations bien faites que chacun peut apprécier de son point de vue, et, pour ainsi dire, avec son optique spéciale. Les mêmes faits, on le sait, peuvent réfléchir et confirmer souvent des idées différentes.

La philosophie de ce livre semble se résumer ainsi : L'homme doit développer toutes ses passions, vivre de toutes les vies, et c'est de cette direction harmonique de toutes les puissances de l'homme vers leur fin que résulte le bonheur. Cette théorie, bien que développée avec art, est radicalement fausse. Le but de l'activité humaine, ce n'est point le bonheur, ce n'est point le plaisir, c'est le devoir. Or, le devoir, c'est le plus souvent le sacrifice d'une passion, d'une satisfaction individuelle. Toutes les déviations intellectuelles, toutes les déviations des sens, se trouveraient de la sorte justifiées. Je sais bien que M. Voisin peut refuser d'admettre ces conséquences, que son dévouement bien connu à la science et aux plus tristes misères de l'humanité contredirait d'ailleurs; mais le raisonnement y pousse. C'est le privilége des nobles intelligences de n'être point logiques, quand elles partent d'un système faux. Avec des prémisses qui, selon nous, concluent inévitablement à l'égoïsme, M. Voisin aboutit dans la pratique au désintéressement, inconséquence honorable qui met l'esprit après le cœur!

— Le musée de peinture (*Reale Galleria*) de Turin vient d'être l'objet d'un vaste et consciencieux travail dû au directeur de cette belle galerie, M. le marquis d'Azeglio. L'histoire et la description de ce musée, telle est la tâche à laquelle M. d'Azeglio a consacré, pendant plusieurs années, tous ses efforts. Chacun des tableaux que renferme la galerie royale de Turin a été successivement décrit et apprécié par le savant écrivain. Grace au cadre qu'il a choisi, M. d'Azeglio a pu traiter, dans son ouvrage, plus d'un côté intéressant de l'histoire des beaux-arts. L'école flamande et l'école italienne comptent dans la galerie du roi Charles-Albert de nombreux et illustres représentans. Ç'a été pour M. d'Azeglio une occasion d'apprécier dans de rapides notices chacun des maîtres dont les chefs-d'œuvre sont conservés à Turin. De très belles gravures anglaises accompagnent le texte du marquis d'Azeglio. Nous reviendrons sur cet important ouvrage, qui prendra rang à juste titre parmi les plus curieuses publications de l'Italie actuelle.

V. de Mars.

THÉATRE ESPAGNOL.

LE DRAME HISTORIQUE.

Un des traits caractéristiques du théâtre espagnol, c'est qu'il est profondément national, c'est qu'il est l'expression énergique des mœurs, des idées, de l'histoire du pays. De même que, dans les comédies de *cape et d'épée*, il nous offre un tableau vivant de l'état de la société à l'époque où elles ont été composées, les comédies héroïques qui constituent une portion si notable de son répertoire forment comme une vaste galerie où se déroule toute l'histoire de l'Espagne depuis le commencement de la monarchie. Les poètes dramatiques n'ont pas même reculé devant la tâche difficile de produire sur la scène les événemens à peu près contemporains. Bien qu'ils aient quelquefois réussi dans ces tentatives hardies, ce n'est pas parmi les compositions empruntées à des faits si récents, qu'il faut chercher leurs chefs-d'œuvre. La poésie est mal à l'aise lorsqu'elle a à représenter les élémens compliqués d'une civilisation aussi avancée que celle qui existait alors en Espagne; elle s'entend mal à interpréter les calculs de la politique, les profondes combinaisons et les grandes luttes de l'ambition, les guerres savantes et méthodiques, en un mot tout ce qui fit l'éclat et la gloire du siècle de Ferdinand-le-Catholique, de Charles-Quint, de Philippe II. Il lui faut quelque chose de plus simple, de plus saisissant, qui parle d'une manière plus directe aux imaginations. Il lui

faut des héros dont la physionomie ouverte, saillante, s'empare puissamment des esprits, sans qu'on soit obligé, pour les apprécier, de se livrer à une subtile analyse. Il faut enfin, et cette dernière circonstance n'est guère moins indispensable que les autres, il faut que les faits et les personnages, conservés dans la mémoire des peuples par une tradition vivante, soient néanmoins, dans l'ordre des temps, à cette distance, à ce point de perspective où les teintes s'adoucissent et se confondent, où le côté grossier et trivial, inséparable de la réalité, disparaît dans une sorte de nuage, où la multitude des détails, trop souvent peu poétiques même aux époques qui semblent l'être le plus, se concentrent et se résument dans un petit nombre de résultats plus faciles à idéaliser.

Pour trouver réunies toutes ces conditions à un degré où elles n'existent peut-être chez aucun autre peuple, il suffisait de remonter un peu plus loin dans les annales de l'Espagne. Pendant tout l'espace qui s'étend du VIIIe au XVe siècle de notre ère, ces annales présentent en quelque sorte une vaste épopée dont l'unité grandiose surpasse dans sa vérité les plus brillantes et les plus heureuses fictions. Un peuple luttant pendant huit siècles pour délivrer son territoire d'une invasion étrangère, et, après mille vicissitudes, après s'être vu réduit à la possession de quelques rochers stériles, réussissant enfin à expulser les agresseurs; la cause de la religion inséparablement unie dans cette lutte à celle de la nationalité, le contraste de deux populations rivales qui, différant absolument par les mœurs, les croyances, le langage, se ressemblent pourtant par leur esprit chevaleresque et généreux, par leur aventureuse bravoure, ce sont sans aucun doute de bien autres élémens de poésie que ne l'avait été pour les Grecs la petite guerre de Troie, et pour les Romains le fabuleux voyage d'Énée, source pourtant de si admirables inspirations.

Des chantres populaires avaient exploité de bonne heure un terrain aussi heureusement préparé, et leurs *romances* avaient donné aux traditions nationales cette consécration poétique qui peut seule en assurer la durée. Ces romances ne méritent pas seulement de fixer l'attention des amis des lettres et des philologues qui peuvent y étudier les progrès du langage et du goût littéraire; c'est avant tout un riche dépôt d'informations historiques. Il ne faut sans doute pas s'en exagérer la valeur sous ce dernier rapport. On aurait tort d'y voir des documens contemporains sur lesquels on puisse s'appuyer avec confiance pour confirmer et compléter le témoignage des chroniques. Il est bien peu de ces romances qui aient été composées à l'époque qu'elles rappellent, et, à l'exception d'un très petit nombre dont la physionomie rude et grossière atteste une haute antiquité, les plus anciennes ne paraissent pas d'une date antérieure au XVe siècle; mais il en est beaucoup qui, suivant toute apparence, ne sont que la traduction en langage moderne de compositions plus anciennes, et, en tout cas, il suffit d'y jeter un coup d'œil pour s'assurer que les évènemens et les personnages qu'elles célèbrent n'avaient pas cessé de vivre dans la mémoire des peuples. Si les poètes les eussent imaginés, ou seulement si pour les faire revivre ils eussent dû les tirer de l'oubli, les rapides

allusions par lesquelles ils les désignent eussent été inintelligibles pour le public.

Évidemment, et c'est là ce qui fait à nos yeux un des grands mérites de ces petits poèmes, évidemment ils ne font que reproduire des souvenirs déjà consacrés, déjà admis par la croyance universelle. Ils ne prouvent pas, tant s'en faut, la vérité de tout ce qu'ils racontent; mais ils prouvent que ces récits héroïques et romanesques, conformes au goût du temps, à l'esprit de la nation, étaient généralement accrédités. L'histoire n'est pas seulement la transmission des évènemens qui ont eu lieu, c'est encore celle des opinions qui ont régné, des croyances qui ont prévalu à des époques données, et sous ce point de vue, le plus important peut-être pour l'observateur philosophe, les romances dont nous parlons sont essentiellement de l'histoire.

On sait bien peu de chose sur ce qui s'est passé dans l'Espagne chrétienne pendant les trois premiers siècles qui suivirent l'invasion des Arabes. Les chrétiens, réfugiés dans leurs montagnes, où ils avaient tant de peine à conserver leur indépendance, et ramenés par la nécessité d'une guerre incessante à une sorte de barbarie, n'avaient guère le loisir d'écrire leurs annales. A peine les chroniques composées à cette époque nous donnent-elles le nom des rois et la sèche indication de quelques faits principaux. Tout ce que les historiens plus récens y ont ajouté ne repose évidemment que sur les traditions populaires dont nous parlions tout à l'heure.

Les amours du roi Rodrigue avec la belle Cava, non moins funestes à l'Espagne que ne l'avaient été pour Ilion ceux de Pâris et d'Hélène; le tribut annuel de cent jeunes filles imposé aux chrétiens par les musulmans et aboli par Alfonse-le-Chaste; les infortunes du comte de Saldaña, expiant par la perte de ses yeux et par une longue captivité le crime d'avoir plu à la sœur de ce monarque; les exploits de son fils Bernard del Carpio, la terreur des musulmans, le rival et le vainqueur de notre Roland; la tragique histoire des sept infans de Lara, livrés au fer des Maures par la trahison de leur oncle et si terriblement vengés par leur frère posthume, l'illustre Mudarra, l'un des aïeux du Cid : toutes ces romanesques aventures, et bien d'autres encore qu'il serait trop long d'énumérer, ne sont probablement pas de pures inventions. Elles cachent sans doute, sous les détails fabuleux avec lesquels elles nous ont été transmises, un fonds de vérité historique; mais on s'efforcerait vainement aujourd'hui de dégager cette vérité des fictions qui s'y sont en quelque sorte identifiées. Autant vaudrait chercher laborieusement dans les fables de la mythologie grecque l'histoire véritable des temps héroïques.

L'Espagne a donc eu aussi une époque à demi fabuleuse, qui appartient bien plus à la poésie qu'à l'histoire proprement dite. Ce qu'avaient été chez les Grecs les poètes dont Homère a résumé et fait oublier les chants, les auteurs inconnus des romances l'ont été chez les Espagnols. Ce sont les vrais historiens de ces temps reculés; mais l'Espagne n'a pas eu son Homère pour recueillir et résumer dans un magnifique et imposant monument ces esquisses imparfaites, pour leur donner ainsi la consécration du génie.

Les poètes dramatiques, venus plus tard, ont puisé dans les romances le sujet d'innombrables compositions qui ont ravivé et rajeuni ces souvenirs. C'est ainsi encore qu'Eschyle, Sophocle, Euripide, empruntaient à l'Iliade et à l'Odyssée la pensée de leurs admirables tragédies.

Les drames qui nous retracent ces temps primitifs de l'Espagne ne sont certes pas des chefs-d'œuvre. Généralement ils restent fort au-dessous des romances dont on les a tirés, et qui, par la simplicité de leur forme, étaient bien plus propres à faire valoir ces traditions populaires, à mettre en relief l'originalité naïve qui en fait tout le charme, à en dissimuler l'absurdité, rendue trop évidente et trop choquante par les longs développemens d'une œuvre dramatique. Il est pourtant quelques-unes de ces comédies auxquelles on ne saurait contester un grand intérêt romanesque. Il en est d'autres qui rendent assez heureusement le caractère agreste et primitif dont l'imagination se plaît à entourer le berceau de la monarchie espagnole, alors qu'elle n'était pas encore sortie ou qu'elle commençait seulement à sortir des montagnes qui servirent d'asile à Pélage et à ses compagnons. Lope de Vega, si habile à varier ses tons et à se transformer suivant les idées qu'il voulait exprimer, a particulièrement réussi dans ce tableau d'un état social si différent de celui au milieu duquel il vivait. On peut surtout citer comme un modèle dans ce genre ses deux comédies des *Exploits des Meneses*. Sans doute, la couleur locale répandue sur ces pièces n'est pas à l'abri de tout reproche, on peut signaler plus d'une disparate au milieu de traits qui respirent un vrai parfum d'antiquité; mais le ton d'héroïque rusticité, les tableaux de la vie sauvage et montagnarde que Lope y a jetés avec beaucoup d'art et de charme, sont plus que suffisans pour faire illusion, et l'illusion est tout ce qu'on demande à la poésie, qui bien souvent s'accommoderait fort mal de la vérité absolue.

Ce premier âge de l'histoire d'Espagne finit vers le milieu du XIe siècle. C'est alors que la réunion du comté de Castille et du royaume de Léon en un seul état, suivie bientôt après de la conquête de Tolède, l'antique métropole des Goths, constitua enfin au sein de la Péninsule une monarchie chrétienne, stable, puissante, qui, déjà maîtresse de la plus grande partie de l'Espagne, déjà supérieure en forces aux débris de la puissance arabe, ne devait plus s'arrêter dans ses progrès jusqu'à ce qu'elle eût achevé de les absorber. Dès ce moment, la Castille est un état considérable et régulier qui prend rang parmi les grands états de l'Europe; dès ce moment aussi, son histoire est plus connue, la part du roman et de la fable s'y amoindrit pour s'effacer bientôt complètement.

C'est à cette époque intermédiaire qu'apparaît la grande figure du Cid.

Ruy Diaz, autrement dit Rodrigue, fils de Diègue, Ruy Diaz de Bivar est le plus populaire des héros espagnols, c'est celui aussi que les poètes ont le plus célébré. Cinquante ans après sa mort, il était déjà le sujet d'un poème épique, premier et informe essai de poésie espagnole. Les siècles suivans voient éclore une multitude presque incroyable de romances consacrées à sa mémoire. A des faits vrais, plus ou moins altérés, se mêlent dans ces petits

poèmes beaucoup de faits évidemment controuvés. Telle est souvent la monstrueuse absurdité de ces interpolations faites dans des temps d'ignorance, qu'elle mettrait à bout la crédulité la plus aveugle, et que dans ces derniers temps un critique paradoxal, ne sachant comment distinguer la réalité au milieu de toutes ces fictions, a cru pouvoir révoquer en doute l'existence même du Cid, doute qui ne peut se soutenir d'ailleurs contre un examen attentif des documens historiques, quelque incomplets qu'ils soient sur ce point.

Les romances dont il est le héros sont peut-être, dans leur ensemble, les plus intéressantes et les plus poétiques que l'on possède. Le recueil dans lequel on les a réunies a une réputation européenne. Partout il a été lu et traduit; partout, bien qu'il fût presque impossible hors d'Espagne d'en apprécier complètement les charmans détails, on a été frappé du caractère d'inspiration naïve et énergique qui en fait un monument si original.

De même que les romances du Cid sont sans comparaison celles qui ont eu le plus de retentissement hors de la Péninsule, le drame qu'en a tiré Guilen de Castro, l'un des contemporains de Lope de Vega, est incontestablement, de tout le théâtre espagnol, celui qui en France, et par suite en Europe, a obtenu le plus de célébrité. C'est sans doute à une cause accidentelle qu'il en est redevable. On ne pouvait oublier qu'il a fourni à Corneille la matière de son premier chef-d'œuvre, de la première tragédie qui soit restée sur notre scène; mais l'ouvrage de Guilen de Castro n'eût-il pas ce titre à la reconnaissance des amis des lettres, les beautés dont il étincelle le recommanderaient encore à toute leur admiration. Elles sont trop connues pour que nous nous arrêtions ici à les rappeler : il nous suffira de dire qu'il n'est peut-être pas dans *le Cid* français une belle scène dont la pensée, dont le dialogue même, ne soient presque textuellement empruntés au poète espagnol, et que, si quelquefois Corneille a perfectionné les conceptions de son modèle, quelquefois aussi il les a affaiblies en les modifiant pour les mettre en rapport avec la régularité de notre théâtre et la délicatesse de notre goût.

Ce qui est moins connu, c'est qu'au drame imité par notre grand tragique, Guilen de Castro a ajouté une seconde partie, qui, dans notre opinion, ne le cède pas à la première. Elle n'a pas, il est vrai, comme celle-ci, le mérite d'être dominée par un incident principal qui, ramenant l'intérêt vers un but unique, donne à l'ensemble de l'œuvre un caractère vraiment dramatique. C'est en réalité une chronique dialoguée à la manière de Shakspeare, c'est le récit des guerres civiles qui troublèrent la Castille et le royaume de Léon après la mort de Ferdinand-le-Grand, et qui ne finirent que par l'assassinat de son fils Sanche au siége de Zamora; mais ce récit est plein d'action, de mouvement, de pathétique, le moyen-âge y respire tout entier, et les lambeaux des vieilles chroniques que Guilen de Castro y a insérés avec un art infini, donnent à l'ensemble un air de réalité antique que je ne trouve au même degré peut-être dans aucune autre comédie espagnole.

C'est surtout dans cette seconde partie de *la Jeunesse du Cid* (tel est le titre de la pièce) que le héros nous apparaît avec ce caractère énergique et ori-

ginal emprunté aux romances, et qui n'est pas de tout point conforme à la physionomie que lui donne Corneille. Ces romances et les drames qui en ont été tirés nous le montrent brave et généreux, religieux, dévoué au devoir et à l'honneur. En lui, la fidélité la plus loyale à son souverain s'unit à un noble esprit d'indépendance : il subit l'exil plutôt que de s'humilier devant un roi injuste et qui ne lui pardonne pas, malgré ses services, d'opposer d'honorables scrupules et de courageuses représentations aux entreprises d'une ambition inique; mais cet exil, il le consacre à vaincre les ennemis de son ingrat souverain, à étendre sa puissance. Il a toute la franchise et la rudesse des camps. Habitué à combattre et à commander, il semble mal à l'aise lorsqu'il se trouve momentanément condamné à l'oisiveté de la cour. Trop plein peut-être du juste sentiment de sa supériorité, il est également hors d'état de supporter la moindre contradiction de la part des courtisans qu'il méprise et de dissimuler le mépris qu'il a pour eux. Son indignation, son impatience, se manifestent à chaque instant par de brusques saillies, par des railleries piquantes. Il ne respecte que le roi, et, tout en le respectant, il ne le flatte pas, il ne sait pas se plier envers lui à ces formes obséquieuses auxquelles les princes sont trop accoutumés pour ne pas s'irriter contre ceux qui y manquent; il ne sait pas même adoucir par l'expression les austères avis que son zèle lui dicte quelquefois. On devine à son langage qu'il ne sera jamais un favori, qu'on acceptera, qu'on recherchera même ses services dans le moment du danger, mais qu'on le trouve incommode, exigeant, peu respectueux, et que le jour de la disgrace viendra tôt ou tard pour lui. — Nous l'avons dit, ce n'est pas là *le Cid* de Corneille, qui ne nous le présente d'ailleurs que dans sa première jeunesse, et qui en fait un modèle d'élégante courtoisie non moins que de générosité et de courage, un vrai paladin de nos vieux romans; mais c'est bien le héros espagnol du moyen-âge, embelli sans doute par la tradition comme tout ce qui est destiné à vivre dans la poésie.

Il y a dans ce drame une scène bien pathétique, le fonds en est emprunté aux romances, mais Guilen de Castro l'a admirablement développé. Le roi don Sanche vient de mourir assassiné. Son meurtrier est sorti des murs de Zamora, où le roi assiégeait l'infante sa sœur, qu'il voulait dépouiller de son patrimoine. Un des principaux guerriers du camp royal, Diego de Lara, a accusé les habitans de Zamora de complicité dans l'assassinat, et, suivant les usages du moyen-âge, il les a défiés en combat singulier pour soutenir cette accusation contre les champions qu'ils voudront désigner. Suivant ces usages encore, il a par là contracté l'obligation de combattre successivement contre cinq guerriers. Le vieil Arias Gonzalo, le conseiller, le défenseur de l'infante qui lui a été recommandée par son père mourant, se présente avec ses quatre fils pour défendre l'honneur de Zamora. Malgré son âge, il veut descendre le premier dans la lice. Les supplications de l'infante, qui lui demande en pleurant de ne pas oublier qu'il est son seul appui au milieu des infortunes dont elle est accablée, peuvent à peine le déterminer à laisser combattre avant lui ses enfans. L'infante, en grand deuil, monte sur un échafaud d'où elle doit assister à la

lutte qui va s'ouvrir. Arias Gonzalo, le cœur plein de tristes pressentimens, est auprès d'elle. A la barrière opposée, on aperçoit le Cid qui fait les fonctions de juge du camp, le Cid qui, désapprouvant la guerre impie déclarée par l'ambitieux Sanche à son frère et à sa sœur, et se refusant à y prendre part, a néanmoins suivi son souverain jusque sous les murs de Zamora, l'a sauvé plus d'une fois des dangers où le précipitait son audace imprudente, et n'a cessé de lui faire entendre des conseils trop mal accueillis. Autour du héros sont rangés les principaux chefs de l'armée castillane. L'accusateur Diego de Lara s'avance dans la lice plein de confiance et d'audace.

L'Infante. — Qu'il est bien à cheval! sa vue seule inspire l'effroi.

Arias Gonzalo. — Ah! mes enfans, ah! madame, pourquoi m'avez-vous empêché d'aller le premier le combattre? suis-je destiné à les voir mourir et à leur survivre!

Diego de Lara. — Puisque j'ai l'obligation de vaincre cinq ennemis, je vais planter cinq pieux en terre.

Le Cid. — Quelle idée mystérieuse y attachez-vous?

Diego de Lara. — Ils m'aideront à me rappeler le nombre de ceux que j'aurai tués. J'arracherai un de ces pieux à mesure que j'aurai terrassé un de mes ennemis.

Un des fils d'Arias s'avance dans la lice.

Arias (à l'Infante.) — Il s'incline pour saluer votre altesse.

L'Infante. — Donnez-lui votre bénédiction pendant qu'il baisse la tête.

Arias. — Il est vaillant. Oh! si l'expérience pouvait aider son courage!

L'Infante. — Vous le verrez victorieux.

Arias. — Si je le croyais... On partage entre eux le soleil... On leur donne les lances... Que ne puis-je l'avertir de choisir la sienne aussi pesante qu'un chêne! Elle serait mieux assurée à l'arçon... On baisse sa visière... Que Dieu te conduise!

L'Infante. — Le cœur me manque. Où allez-vous, mon père?

Arias. — Il me semble que mon ame s'envole avec les pieds de son cheval. Qu'il a bien rompu sa lance!

L'Infante. — Le choc a été terrible; ils tirent leurs épées.

Arias. — Mon fils va montrer tout son courage... Que la lutte est acharnée!... Ah! si je pouvais le diriger! J'aurais porté ce coup plus à propos... Pierre a plus d'ardeur, madame; mais Diego de Lara combat avec plus d'adresse.

L'Infante. — Lequel vaut le mieux?

Arias. — Hélas! dans le métier des armes l'expérience l'emporte sur le courage... Ah! Pierre est mort.

L'Infante. — Infortunée que je suis! c'est mon malheur qui le tue.

Arias. — Ne pleurez pas, madame, vos larmes retardent la vengeance. Il est mort honorablement, il n'est pas à plaindre. (A part.) Il faut cacher ma douleur, qu'on ne dise pas que je suis faible comme une femme.

Diego de Lara. — Arias, envoie-moi un autre de tes fils, j'ai dépêché le premier.

Arias. — Je le prépare.

Diego. — Je l'attends.

Arias. — Don Diego, qu'il te suffise de vaincre et de tuer. Pourquoi m'affliger par tes paroles?

L'Infante. — Vous avez plus de bravoure que de courtoisie et de compassion, don Diego.

Diego. — Je venge mon roi; la colère m'aveugle et me rend furieux.

Le Cid. — Oui, mais n'oubliez pas que la courtoisie n'a jamais rendu le courage moins redoutable..... Venez vous reposer.

Diego. — Vous auriez raison si j'étais fatigué.

Le second fils d'Arias, avant de descendre dans la lice, demande la bénédiction de son père.

Arias. — Mon fils, la mort de ton frère doit t'animer davantage encore. Il est mort en digne chevalier; va lui payer, en le vengeant, l'exemple qu'il t'a donné. Sois maître de ton courage; don Diego vient de nous apprendre par une triste expérience comment l'adresse triomphe de la valeur. Rappelle-toi bien que la force sans adresse ne suffit pas pour combattre à cheval, qu'on ne combat pas seulement avec l'épée, mais avec les rênes, avec l'éperon..... Que la colère ne t'emporte pas, ne frappe jamais un coup sans regarder où tu le diriges. Un seul coup frappé avec intention vaut mieux que dix lancés au hasard...

Le jeune guerrier s'éloigne, la trompette retentit de nouveau, l'infante frémit.

Arias. — Oh! si le ciel qui voit combien mes intentions sont droites, voulait se contenter de m'avoir enlevé un de mes enfans!... Du premier choc il a perdu la meilleure partie de sa cuirasse..... Il saisit vaillamment son épée, mais il est désarmé... comment éviterait-il son malheur!... Mon fils, mon fils, prends garde à toi... Je me meurs... Don Diégo se borne encore à se défendre, mais il cherche le défaut de ta cuirasse..... Il l'a trouvé..... J'ai perdu deux enfans...

Diego de Lara. — Un autre, don Arias; celui-ci a reçu son compte.

Rodrigue Arias. — Me voici, me voici!

Diego. — Je t'attends.

Le Cid. — Tant de paroles vont mal aux braves.

Diego. — Viens achever de rougir la garde de mon épée.

Le Cid. — Ne voyez-vous pas que beaucoup faire et beaucoup parler ne vont pas bien ensemble?

Arias. — Mon fils, je m'y puis plus tenir; je descendrai avec toi dans la

lice; plus près de toi, je pourrai te diriger : mon souffle, ma voix t'animeront; permettez-le, madame.

L'Infante. — Oui, Arias, je ne vous retiendrai plus, ce n'est plus le temps de trembler et de s'attendrir; le feu de la vengeance a séché les pleurs de la tendresse; il me semble que mon cœur s'est endurci, que mon ame s'est fortifiée... Allez venger votre père et vos frères.

Arias. — Et pour t'animer à venger tes frères, regarde leur sang qui couvre l'épée et les mains de ton vaillant ennemi... Ne pense qu'à ton honneur. Ouvre les yeux au danger, mais ferme ton cœur à la crainte. Affermis-toi sur ta selle. Invoque d'abord l'aide de Dieu. Pique ton cheval lorsqu'il en sera temps, porte ta lance d'une main assurée, manie ton épée avec dextérité. Et tout cela, hélas! servira de bien peu si le bonheur te manque!

Rodrigue Arias. — Vous semblez douter de ce que je ferai. N'ai-je pas depuis long-temps appris à l'Espagne que je sais vaincre et donner la mort? Il m'est pénible, mon père, que ce soit vous qui paraissiez me méconnaître. Plût à Dieu que j'eusse précédé mes frères dans le champ clos!

Le combat s'engage; la fortune reste quelque temps indécise entre les deux héros, leur sang coule. L'épée de Diego de Lara brise le casque de Rodrigue Arias; mais celui-ci, d'un coup plus décisif, coupe les rênes et fend la tête du cheval de son adversaire. Le coursier expirant emporte au-delà de la barrière son maître, qui ne peut plus le diriger.

Rodrigue Arias, mortellement blessé, tombe entre les bras de son père. Diego de Lara veut rentrer dans la lice pour achever sa victoire, mais on lui crie qu'il est vaincu, puisqu'il est sorti de l'enceinte du champ clos. Une vive contestation s'élève. On décide enfin par accommodement que Zamora est purgée de l'accusation intentée contre elle, mais que Diego de Lara est victorieux. Rien de plus pathétique que le désespoir de Lara, dont l'orgueil regarde une victoire incomplète comme une défaite honteuse; rien de plus touchant que l'exaltation héroïque du jeune Rodrigue, qui, au moment de rendre le dernier soupir, et pouvant à peine proférer quelques mots, ne pense qu'à demander quel est le vainqueur.

Une autre scène très belle et très caractéristique, qui, d'ailleurs, est tout entière empruntée aux romances, c'est celle où le frère du roi assassiné, Alfonse, rappelé de l'exil pour monter sur le trône, reçoit de ses nouveaux sujets le serment de fidélité. Le Cid seul se tient à l'écart.

Le Roi. — Don Rodrigue de Bivar, pourquoi gardez-vous seul le silence?

Le Cid. — Écoutez, sire, les motifs qui m'empêchent de vous prêter serment; ils n'ont rien qui doive vous offenser. On a osé répandre le bruit insensé que j'ai été complice pour vous de la mort de votre frère. Il faut prouver que cette accusation est fausse.

Alfonse. — Et comment?

Le Cid. — En mettant la main sur le crucifix.

Alfonse. — Je prêterai le serment, qui osera le recevoir?

Le Cid. — Moi, qui ne connais pas la crainte.

Diego de Lara. — Ses yeux lancent des éclairs.

Le Cid. — Alfonse, puissiez-vous être tué, non avec des épées dorées, mais avec des couteaux de la montagne, non par des nobles des Asturies, mais par des *vilains* étrangers à la Castille, par des hommes qui portent des sandales et non des souliers, des manteaux d'une grossière étoffe et non d'un drap délicat! puissent-ils vous arracher le cœur par le côté gauche, si vous avez eu part, si vous avez consenti à la mort de votre frère! Le jurez-vous?

Alfonse. — Je le jure, j'en prends le ciel à témoin.

Le Cid. — Puissiez-vous mourir comme votre frère, percé de part en part avec un javelot aigu par un autre Bellido, si vous avez donné l'ordre, si vous avez eu connaissance de la mort de don Sanche! et dites : Ainsi soit-il !

Alfonse. — Ainsi soit-il!

Le Cid. — Mettez la main sur votre épée; jurez, foi de chevalier, que vous n'avez ni préparé ni ordonné, pas même en pensée, la mort que pleure toute la Castille. Le jurez-vous?

Alfonse. — Je le jure. Mais sachez, Cid, que presser un roi de la sorte, c'est peu de respect de la part d'un sujet. Est-il raisonnable à vous de vous montrer si hardi envers celui dont vous devrez ensuite baiser les mains à genoux?

Le Cid. — Cela pourra avoir lieu si je deviens votre sujet.

Alfonse. — Eh! que m'importe que vous le deveniez ou non? Ne me répondez pas.

Le Cid. — Je me tais et je pars....

Le Roi. — Partez, qu'attendez-vous?

Le Cid. — Je pars pour vaincre des rois et conquérir des royaumes.

L'infante s'efforce d'apaiser le Cid. Arias Gonzalo représente au roi combien il lui importe, lorsque la couronne n'est pas encore bien affermie sur sa tête, de ne pas irriter un homme aussi puissant. Ces sages remontrances sont écoutées. Le Cid consent à faire sa soumission, et le roi lui déclare que c'est de sa main qu'il veut recevoir la couronne.

Les deux drames de Guilen de Castro ne sont pas les seuls dont l'histoire du Cid ait fourni le sujet; mais les autres méritent peu de fixer notre attention. Nous n'en exceptons pas celui de Diamante, à qui Voltaire a donné en France une certaine célébrité, parce qu'il a cru que Corneille l'avait aussi imité. Si cette opinion eût été fondée, il faut avouer que la part d'originalité de l'œuvre de Corneille eût été bien faible. Toute la portion qui n'est pas empruntée à Guilen de Castro se trouve en effet dans Diamante; mais c'est ce dernier qui a copié notre grand tragique, et là où il ne le traduit pas littéralement, on peut dire qu'il le parodie.

Le Cid, nous l'avons déjà fait remarquer, est placé, en quelque sorte, dans l'histoire d'Espagne, à l'entrée du moyen-âge. C'est à partir du temps où il



vécut que les faits prennent un caractère de certitude et d'authenticité. Les aventures bizarres et romanesques sur lesquelles aimaient à s'exercer les auteurs des romances se présentent désormais rarement. Ces romances ne forment plus sur cette époque, comme sur les époques précédentes, un tissu continu, une sorte de chronique non interrompue; leur nombre diminue sensiblement; mais, par une sorte de compensation, le génie dramatique, s'emparant du terrain ainsi abandonné, y trouve ses plus riches matériaux. C'est précisément dans les annales des XIIe, XIIIe et XIVe siècles, qu'il a puisé ses plus belles inspirations.

Avant d'aller plus loin, nous devons faire une observation qui n'est pas sans importance. Les drames que les Espagnols appellent historiques ne méritent souvent cette qualification que dans un sens assez restreint. Les noms des personnages principaux, les traits saillans de leur caractère, les circonstances générales du temps où ils ont vécu, sont sans doute fournis par la réalité; mais très habituellement le fait particulier sur lequel repose l'action est tout-à-fait imaginaire, ou du moins tellement dénaturé, qu'on peut dire que la vérité historique en a été le prétexte plutôt que la source.

C'est ainsi, par exemple, que Lope de Vega, dans une de ses plus belles comédies, *le Roi est le meilleur alcade,* a su tirer un admirable parti d'une anecdote qui en elle-même ne prêtait peut-être pas à de grands effets. L'histoire raconte que le célèbre roi Alfonse-l'Empereur, apprenant qu'un chef militaire s'était emparé arbitrairement de la maison d'un pauvre campagnard de Galice, lui envoya l'ordre de la rendre sur-le-champ à ce malheureux; que, l'ordre étant resté sans exécution, il se transporta à l'improviste sur le lieu du délit, et que le coupable, saisi et convaincu, paya de sa tête moins encore son brigandage que sa désobéissance. A une maison volée, le poète a substitué une fille enlevée et déshonorée, et ce trait d'une justice presque sauvage est devenu pour lui tout à la fois le texte d'une touchante intrigue et d'un éloquent plaidoyer en faveur du pouvoir absolu.

Dans *l'Étoile de Séville,* autre chef-d'œuvre supérieur encore à celui que je viens d'indiquer, Lope a pris de bien autres licences envers l'histoire. On sait l'aventure du célèbre Antoine Perez, secrétaire de Philippe II, qui, ayant assassiné, sur l'ordre exprès de son maître, un homme dont ce tyran voulait se défaire, n'en fut pas moins abandonné par lui aux poursuites de la justice, subit la torture sans rien avouer, réussit ensuite à s'échapper, et se réfugia en France. Rien ne peint mieux que ce trait singulier, raconté froidement et naïvement dans les mémoires d'un homme aussi intelligent que Perez, Philippe II et son siècle, l'immense idée qu'on se faisait alors des droits de l'autorité royale, et la barbarie de mœurs qui s'unissait à la brillante civilisation de l'esprit. Mais si cet évènement est de nature à intéresser l'historien et le philosophe, il est peu dramatique en lui-même, parce que tous les personnages qui y concourent sont également peu dignes d'estime, et qu'aucun sentiment noble ou exalté ne les anime. C'est pourtant de ce fonds ingrat que Lope a tiré, à l'aide de quelques modifications, un de ses plus beaux ouvrages. A la

place du sombre et sévère Philippe, qu'il ne pouvait d'ailleurs traduire sur la scène sous le règne de son fils, il a fait intervenir un roi du XIIIe siècle. L'assassin vulgaire frappant sa victime par ambition ou par l'effet d'une servile obéissance est devenu entre ses mains un brave guerrier, un héros immolant douloureusement son ami, le frère de sa maîtresse, et sacrifiant tout l'avenir de bonheur qui s'ouvrait devant lui au devoir de venger la majesté royale outragée; cherchant ensuite dans la mort la seule consolation qui lui soit possible, et, lorsque les aveux du roi l'ont arraché au bourreau, refusant toute faveur, toute récompense, pour aller demander à une guerre incessante contre les Maures la chance d'un plus glorieux trépas. Je ne sais si le pathétique a jamais été poussé plus loin que dans cet admirable drame, dont *le Cid d'Andalousie,* représenté il y a quelques années sur le Théâtre-Français, était une imitation.

Les amours du roi de Castille Alfonse VIII avec la belle juive Rachel, que les grands, irrités de l'influence absolue qu'elle exerçait sur ce prince, mirent à mort en l'absence de son royal amant, présentaient sans doute une catastrophe éminemment propre à exciter l'intérêt dramatique : il suffisait de la développer, et l'on doit regretter qu'aucun des grands maîtres de la scène ne s'en soit emparé. Diamante, à leur défaut, a su en tirer quelque parti ; il y a, dans *la Juive de Tolède,* des situations touchantes et plusieurs morceaux d'une assez belle poésie. Plus d'un siècle après lui, à l'époque où l'ancienne école dramatique de l'Espagne avait fait place à l'imitation du genre français, Gutierrez de la Huerta traita le même sujet avec assez de succès dans sa tragédie de *Rachel,* une des meilleures, ou, si l'on veut, une des moins médiocres productions de cette nouvelle école.

De tous les personnages historiques du moyen-âge, celui qui a été le plus souvent et avec le plus de succès produit sur la scène, c'est incontestablement Pierre-le-Cruel; il s'élève à ce sujet un problème historique auquel nous croyons devoir nous arrêter un moment.

Par un contraste singulier, don Pèdre, que les historiens nous représentent comme un autre Néron, est pour les poètes dramatiques espagnols un héros et presque un sage. Au surnom de *cruel* que lui donne l'histoire, ils ont substitué celui de *justicier;* ils nous le montrent brillant de courage, de générosité, de galanterie, ami du peuple, passionné pour la justice, protecteur dévoué du faible et de l'opprimé, et s'ils ne dissimulent pas l'emportement despotique de son caractère, s'ils rappellent même avec affectation quelques actes de violence, quelques meurtres auxquels il s'est laissé entraîner, il est évident que, loin d'y attacher un blâme sévère, leur but, en mêlant ces taches légères à son éclatante physionomie, est de la rendre plus dramatique encore.

Des critiques modernes, s'emparant de cette version poétique et la combinant avec d'autres indices recueillis à des sources plus graves, se sont cru autorisés à en faire sortir un système qui a trouvé assez de partisans, comme tout ce qui est paradoxal. Ils ont voulu prouver que ce monarque si diffamé était une victime de la partialité des historiens vendus à la dynastie dont le

chef lui avait enlevé le trône et la vie, et, se fondant sur l'évidente invraisemblance de quelques-unes des imputations accumulées contre sa mémoire, ils ont essayé d'établir que toutes celles qui lui ont attiré l'horreur du monde sont également fausses ou exagérées.

Ce système, qui n'est pas soutenable dans son ensemble, renferme pourtant quelques élémens de vérité. Le père de Pierre-le-Cruel, Alfonse XI, l'un des plus grands rois qu'ait eus la Castille, habile politique autant que vaillant capitaine, avait réussi, par sa prudence et sa fermeté, à réprimer l'insolence et les continuelles révoltes des grands seigneurs. Lorsqu'à la place de ce prince illustre, ils virent monter sur le trône un enfant de quinze ans, l'occasion leur parut favorable pour ressaisir le pouvoir exorbitant qu'on venait de leur enlever. Ils parvinrent à semer la division dans la famille royale; ils excitèrent l'ambition de Henri de Trastamare et des autres frères naturels du jeune roi, les poussèrent à la révolte, s'emparèrent de la personne du roi lui-même, lui imposèrent une femme de leur choix, et le tinrent quelque temps dans une véritable captivité. Pierre finit pourtant par recouvrer sa liberté et bientôt sa puissance, et il se vengea avec fureur. De nouvelles révoltes amenèrent de nouvelles vengeances, et ces vengeances furent si affreuses, qu'elles firent presque oublier les crimes de ceux qu'elles frappaient. Pierre se baigna dans le sang de ses frères, de ses parens, de presque tous les grands du royaume : violences, artifices, perfidie, rien ne lui coûta pour assouvir ses ressentimens, et pourtant, après une longue lutte dans laquelle il avait vainement cherché à s'appuyer des classes inférieures, des juifs, des mahométans, de tout ce qui était alors opprimé et méprisé, il succomba sous une insurrection aristocratique, aidée d'un secours étranger.

Henri de Trastamare, arrivé au trône par un lâche fratricide, devant tout aux grands qui voyaient en lui leur associé, leur complice et non pas leur maître, fut hors d'état d'arrêter leurs empiètemens. Il dut leur abandonner la meilleure part des domaines de la couronne; aussi devinrent-ils tellement puissans, que ses faibles successeurs ne purent plus leur tenir tête. La Castille fut en proie, pendant un siècle, à d'affreux déchiremens qui arrêtèrent le cours de ses prospérités, et retardèrent l'époque de l'expulsion des Maures; le peuple fut livré sans défense à l'oppression des seigneurs. Au milieu de la misère et des calamités sans nombre de cette époque, sans doute la multitude, exaspérée contre ces tyrans, regretta plus d'une fois le temps où leurs attentats n'étaient pas impunis, où ils avaient à redouter les coups d'une autre tyrannie, plus formidable que la leur; sans doute elle appela de ses vœux un autre Pierre, un autre justicier, elle vit un ami dans le prince qui avait été le fléau de ses oppresseurs, et qui d'ailleurs, pour se faire des partisans, avait affecté de s'ériger en vengeur des pauvres et des faibles.

C'est ainsi qu'a dû se former, en sa faveur, au milieu des guerres civiles du XVe siècle, une sorte de clameur populaire dont les poètes dramatiques ont rajeuni et nous ont transmis l'expression. Il y a cela de remarquable que ce n'est pas dans les romances qu'ils ont pris les élémens, ni même le point de

vue de leurs drames. Les romances, d'ailleurs assez peu nombreuses, où figure le roi don Pèdre, sont loin de lui être favorables. Elles roulent presque exclusivement sur les actes les plus odieux que lui impute l'histoire, et qui ne sont pas tous également démontrés, sur l'assassinat de son frère le grand-maître, sur le meurtre de sa malheureuse femme, Blanche de Bourbon, sur celui du roi maure qui était venu chercher un asile auprès de lui, et qu'il fit égorger pour s'emparer de ses trésors. Une seule de ces romances, conçue dans une autre pensée, indique, bien qu'avec quelque timidité, que l'opinion qui jugeait si sévèrement ce monarque malheureux, avait trouvé des contradicteurs.

Nous citerons quelques passages de ce petit poème, dont le sujet est la mort de don Pèdre, égorgé par son frère et son successeur, Henri de Trastamare, au moment où il cherchait à s'échapper d'une place où Duguesclin, l'auxiliaire de Henri, le tenait assiégé après l'avoir vaincu.

« Le roi don Pèdre est étendu mort aux pieds de don Henri, moins par la vaillance de son ennemi, que par la volonté du ciel. Don Henri a remis son poignard dans le fourreau, et de son pied il presse la gorge de son frère. Même en ce moment il ne se croit pas encore en sûreté contre son invincible adversaire. Les deux frères ont lutté, et ils ont lutté de telle sorte, que celui qui n'existe plus eût été un Caïn à défaut de celui qui a survécu. Les armées, émues de compassion et de joie, accourent mêlées l'une à l'autre, pour contempler ce grand évènement.

« Et ceux de Henri chantent, font retentir leurs instrumens, crient vive Henri, et ceux de don Pèdre, poussant des lamentations et des cris redoublés, pleurent la mort de leur roi.

« Les uns disent que c'est un acte de justice, les autres que c'est un crime, qu'on ne doit pas accuser un roi d'être cruel, lorsque les temps sont tels que la cruauté devient nécessaire; qu'il n'est pas raisonnable que la multitude entre en compte avec son souverain pour juger s'il a bien ou mal fait dans d'aussi graves circonstances, que les erreurs de l'amour proviennent d'une trop belle cause pour ne pas être excusées, et qu'en voyant les yeux de la belle Padilla, personne ne se refusera à reconnaître la sagesse du prince, qui n'a pas pour elle, comme un autre Rodrigue, mis le feu à son royaume.

« Ceux qui, ayant appartenu au parti vaincu, ont l'ame assez vile pour suivre aussitôt le vainqueur par peur ou par flatterie, célèbrent la vaillance de Henri, et appellent don Pèdre un tyran. Hélas! l'amitié et la justice meurent toujours avec celui qui succombe. La fin tragique du grand-maître, celle de ce tendre enfant, la captivité de la malheureuse Blanche, voilà les souvenirs qu'on évoque pour condamner sa mémoire. A peine un petit nombre d'amis fidèles osent-ils élever leurs voix vers le ciel pour demander justice.

« La belle Padilla pleure la triste catastrophe qui fait d'elle l'esclave du roi vivant et la veuve du mort. « Ah! don Pèdre, dit-elle, ce sont de perfides con-
« seils, c'est une confiance trompeuse, c'est ton hardi courage, qui t'ont con-
« duit à cette mort infame! etc., etc. »

Cette romance, dont nous aurions vainement essayé de rendre le mouvement

poétique, l'expression simple, vive, énergique et naïve tout à la fois, est, comme on le voit, le résumé des deux opinions qui s'étaient formées sur le compte de don Pèdre. Malgré l'impartialité qu'elle affecte, elle penche évidemment en sa faveur, elle tend à rendre au moins suspectes l'équité et l'impartialité de ses accusateurs. Comme nous allons le voir, les poètes dramatiques ont marché plus hardiment dans cette voie de réhabilitation.

Il faut remarquer cependant que les drames où figure ce malheureux prince se rapportent sans exception aux premières années de son règne, à un temps qui précéda celui de ses grandes cruautés, de ses luttes dernières et irréconciliables avec Henri de Trastamare et ses autres frères. Cette circonstance ne doit pas être perdue de vue, parce qu'elle fait disparaître ce qu'il y aurait de trop paradoxal dans la glorification d'un homme dont les dernières années furent souillées par des forfaits malheureusement trop incontestables.

En tête de tous ces drames, on doit placer incontestablement *le Vaillant Justicier,* de Moreto, *le Médecin de son Honneur,* de Calderon, et *le Certain pour l'incertain,* de Lope de Vega. Les deux premiers surtout sont de véritables chefs-d'œuvre dans lesquels le caractère de don Pèdre est dessiné avec une énergie et une profondeur vraiment admirables. Nous ne reproduirons pas ici l'analyse très étendue que nous avons donnée du *Vaillant Justicier* dans un travail spécialement consacré au théâtre de Moreto. Quant au *Médecin de son Honneur,* transporté littéralement sur la scène germanique, traduit en français et souvent cité comme une des plus originales productions de Calderon, il n'est étranger à aucun de ceux qui ont donné quelques soins à l'étude de la littérature espagnole. Dans *le Certain pour l'incertain,* drame rempli d'intérêt, de passion et de cette sensibilité gracieuse et naïve qui distingue Lope, le côté grave et tragique du caractère de don Pèdre occupe assez peu de place. Nous nous arrêterons de préférence à une pièce moins connue, mais peut-être non moins digne de l'être, qui a sur les précédentes l'avantage de se rattacher à une circonstance vraiment historique, ou, ce qui vaut encore mieux, transmise comme telle par la tradition, et qui, par l'aspect particulier sous lequel elle nous fait voir le héros, établit en quelque sorte la transition entre le don Pèdre des poètes et celui des historiens, nous prépare à la transformation de l'héroïque justicier en un tyran sanguinaire, et nous en rend presque témoins. Cette pièce, dont l'auteur est ignoré, c'est *le Montagnard Jean Pascal ou le Premier assistant de Séville.* Chez les Espagnols, le nom de *montagnard* désigne les habitans d'une partie reculée de la Vieille-Castille, où les chrétiens s'étaient réfugiés lors de l'invasion des Maures, et où s'était conservée, dans une vie laborieuse et pauvre, la rude simplicité des anciennes mœurs. Le titre d'*assistant* est celui que portait encore, il y a quelques années, dans la capitale de l'Andalousie, le premier magistrat, appelé *corrégidor* dans les autres cités.

On trouve dans cette comédie plusieurs scènes qui ne dépareraient certes ni *le Vaillant Justicier,* ni *le Médecin de son Honneur.* Telle est celle qui en forme, pour ainsi dire, l'exposition, et qui n'est autre chose qu'une étude dé-

taillée et approfondie du caractère de don Pèdre. Elle est, sous ce rapport surtout, si digne d'attention, que nous n'hésitons pas à l'insérer ici tout entière malgré sa longueur.

Le roi, chassant pendant une nuit orageuse aux environs de Séville, s'est trouvé séparé de ses courtisans et s'est complètement égaré. Un vieillard qu'il rencontre, et à qui il ne se fait pas connaître, lui offre l'hospitalité. Ce vieillard, c'est Jean Pascal, qui le conduit dans une vaste habitation dont l'aspect représente une existence aisée et rustique tout à la fois. Une conversation animée s'établit entre les deux personnages.

Jean Pascal. — Mon gentilhomme, vous voici dans ma maison; vous y passerez la nuit comme je vous l'ai proposé, puisqu'une heureuse rencontre m'a procuré le bonheur de vous rendre ce service.

Le Roi. — J'accepte votre offre avec reconnaissance. Je faisais partie de la suite du roi. Engagé dans l'épaisseur d'un bois que je n'avais jamais parcouru, je m'y suis perdu à l'entrée de la nuit : j'ai essayé de me diriger vers la lumière que je voyais sortir de ce village. C'est alors que je vous ai rencontré, et qu'avec tant d'empressement et de courtoisie vous m'avez proposé de me recevoir chez vous.

Jean Pascal. — Trève de complimens. Vous voyez bien que c'est sans savoir seulement qui vous êtes que je vous ai ainsi accueilli. Il ne faut donc y voir qu'une habitude de ma part, un témoignage d'humanité que tout autre voyageur eût reçu de moi aussi bien que vous.

Le Roi. — Il en eût éprouvé la même reconnaissance.

Jean Pascal. — Changeons de propos. Léonor, je suppose que la chambre des étrangers est toute prête comme à l'ordinaire. C'est là que couchera notre hôte. Ajoute à notre pauvre souper de tous les jours quelque chose qui le rende digne de celui qui va y prendre part. En attendant, fais-nous apporter des siéges. Si vous le trouvez bon, nous passerons le temps à causer.

Le Roi. — Comment s'appelle ce village?

Jean Pascal. — Il s'appelle Jean-Pascal. On n'y compte que huit ou dix maisons occupées par les domestiques que j'emploie à garder les troupeaux et à cultiver les terres qui me composent, grace à Dieu, une fortune plus que moyenne. C'est de là qu'il a pris son nom.

Le Roi. — Vous vous appelez donc Jean Pascal?

Jean Pascal. — Ce nom est aussi connu dans ce pays que celui du roi don Pèdre en Espagne. Et vous qui me faites ces questions, quel est le vôtre, mon gentilhomme?

Le Roi. — Don Pèdre de Castille.

Jean Pascal. — Seriez-vous parent du roi?

Le Roi. — Je ne dois pas vous cacher que je suis aussi noble que lui.

Jean Pascal, à part. — C'est bien là la vanité espagnole. (Haut.) Quant à moi, seigneur don Pèdre, je ne suis que ce que vous voyez. Je suis né dans les montagnes de Léon. J'ai servi le roi quand j'étais jeune; devenu vieux, je

me suis retiré dans ce pays, où je possède quelques terres que j'ai héritées de ma femme et qui me font vivre avec ma fille et quelques serviteurs. J'y mène une existence douce et tranquille, et moi aussi, je suis roi dans ma maison, puisque j'y exerce le droit de punir et de récompenser.

Le Roi. — Si vous avez servi le roi, comment n'avez-vous reçu de lui ni emploi ni pension?

Jean Pascal. — Il n'y en a pas pour tout le monde, et je n'ai pas été heureux en cela.

Le Roi. — En ne vous récompensant pas, le roi s'est montré injuste.

Jean Pascal. — Mon gentilhomme, je n'ai rien dit de semblable, et on ne tient pas devant moi de tels propos. Le roi est toujours juste, et si un grand nombre de ceux qui l'ont servi restent sans récompense, ce n'est pas sa faute. S'il n'y a qu'un seul emploi pour cent prétendans, quatre-vingt-dix-neuf, pour le moins, ne doivent-ils pas rester mécontens? Eh bien! j'ai été un de ceux-là, la fortune m'a regardé de son mauvais œil. Ce qui me console, c'est que, sujet et soldat, je n'ai manqué à aucun de mes devoirs. Le roi Alfonse, que j'avais servi, est mort, et je me suis retiré au moment même où son fils est monté sur le trône.

Le Roi. — Vous avez eu tort. Si vous ne vous êtes pas adressé à lui, de quoi vous plaignez-vous?

Jean Pascal. — Je ne me plains pas, mais j'ai voulu au moins tirer parti de mon expérience. Je n'avais rien obtenu du roi que j'avais servi pendant tant d'années; que pouvais-je attendre d'un nouveau souverain, auprès de qui tout ce que j'ai pu faire ne m'eût servi de rien, si je n'eusse commencé par perdre beaucoup de temps à me faire connaître de lui? (A part.) Le courtisan est curieux.

Le Roi, à part. — Le campagnard n'est pas sot. (Haut.) Je crois que vous avez raison. On accuse d'ailleurs le roi don Pèdre d'être violent, rigoureux et même cruel.

Jean Pascal. — Vous saurez mieux que moi ce qui en est. Je ne l'ai aperçu de ma vie.

Le Roi. — Mais vous aurez souvent entendu parler de lui de cette façon.

Jean Pascal. — Oh! les bruits publics méritent peu qu'on s'y arrête. Le vulgaire s'attache moins à la vérité qu'aux premières impressions qu'il a reçues au hasard, et que rien ensuite ne lui ferait perdre.

Le Roi. — Eh bien! on lui a fait une réputation de cruauté.

Jean Pascal. — S'il en est ainsi, elle lui restera. J'ai entendu dire qu'il est brave. C'est le seul reproche que je lui fasse.

Le Roi. — Comment! la bravoure est-elle un défaut, dans un roi surtout?

Jean Pascal. — Oui, lorsqu'un roi, oubliant ce qu'il est, veut faire usage de son courage personnel. Les rois sont-ils donc les dieux de la terre pour recourir à des armes qui les mettent au niveau de tout le monde? Est-il convenable qu'une main qui ne devrait s'ouvrir que pour répandre des bienfaits, verse un autre sang que celui des ennemis? Et encore même à la guerre, je ne

veux pas que l'amour de la gloire entraîne trop loin un monarque. Ce n'est pas à lui de chercher les dangers, de se jeter dans de téméraires entreprises.

LE ROI. — Je crois que vous avez raison. Mais le roi don Pèdre est jeune, il est entraîné par l'ardeur de son âge.

JEAN PASCAL. — C'est là ce qui l'excuse. D'ailleurs, je ne lui reproche pas d'être brave, mais de se laisser trop souvent emporter à sa bravoure. Si, après avoir fait ses preuves, il pouvait se contenir, il en retirerait un double honneur, celui de savoir se battre, et la gloire non moins grande, à mon sens, de savoir s'en abstenir.

LE ROI. — Peut-être n'a-t-il pas la force de contenir la chaleur de son sang. Peut-être aussi ne le veut-il pas.

JEAN PASCAL. — Soit, qu'il se batte, je ne m'y oppose pas.

LE ROI. — Cela m'est tout-à-fait indifférent.

JEAN PASCAL. — Et à moi bien plus encore. Ce qui est plus fâcheux, c'est ce qu'on raconte de cette Marie Padilla.

LE ROI. — A cela je répondrai encore que le roi est jeune.

JEAN PASCAL. — Il n'y a pas d'âge pour les rois, en cela même ils sont dieux, et il ne leur est jamais permis de faillir. Voyez un peu les déplorables effets des scandales qu'ils nous donnent, eux qui sont, pour ainsi dire, les patrons sur lesquels se modèlent les peuples qu'ils gouvernent! Quel miroir à présenter à leurs sujets pour qu'ils y cherchent leur image! C'est l'absence de justice qui amène toutes ces rébellions : de là vient qu'on obéit par crainte, et non par amour.

LE ROI. — Permettez, j'ai encore quelque chose à dire en faveur du roi. Quant à la Padilla, c'est un amusement qu'il faut bien lui passer, car enfin il est homme, et les héros les plus célèbres n'ont pas échappé à cette faiblesse, dont le temps au surplus vient bientôt les guérir. J'ajouterai qu'il attend, pour l'épouser, cette belle fleur de France, Blanche de Bourbon, dont l'arrivée mettra fin à toutes ces folies de jeunesse. (A part.) Je ne dis pas ce que je pense, je sens trop la force de ma passion. (Haut.) Il est vrai que Séville est agitée, qu'on s'y plaint du gouvernement, et que cette inquiétude des esprits contribue à la misère qu'on y éprouve; mais la faute n'en est pas au roi. Dans les guerres civiles qui ont désolé ce royaume, l'expérience a prouvé que si, pour rétablir l'ordre, on emploie les moyens de douceur, le mal résiste à leur insuffisance. Si, au contraite, on veut recourir au feu et au fer pour retrancher la partie gangrenée, pour arrêter les progrès du poison, un pareil remède fait horreur, et le roi dont le courage s'échauffe de plus en plus par l'effet de l'opposition qu'il rencontre, le roi, qui s'est montré justicier, passe pour cruel. On ne veut pas voir qu'aux grands maux il faut de grands remèdes, et qu'une main énergique peut seule empêcher le pays de se perdre dans un abîme.

JEAN PASCAL. — Eh bien! je vous répète que tout cela vient de l'absence de justice. Remarquez bien qu'il y a justice et justice. Un châtiment répand une crainte utile, une exécution est une leçon salutaire; mais, lorsqu'on voit le glaive de la loi toujours levé, toujours ensanglanté, la colère qu'on éprou-

vait contre les coupables se change en pitié, la pitié en regret : de là les mécontentemens et les troubles. La justice est un attribut de la Divinité, il faut qu'à son exemple ceux qui l'exercent inspirent le respect et non pas l'horreur. Si le roi avait auprès de lui un homme comme moi, qui veillât avec zèle au soin de sa gloire et au repos de l'état, je crois que Séville serait bientôt pacifiée.

Le Roi. — Que dites-vous?

Jean Pascal. — Je dis que je me suis laissé emporter par mon zèle de sujet dévoué, et que c'est mon cœur qui a parlé.

L'arrivée d'un des gentilshommes de la suite du roi fait connaître à Jean Pascal quel est l'hôte avec qui il vient de s'entretenir si familièrement. Le roi lui déclare qu'il compte sur ses services, dont il vient en quelque sorte de lui faire la proposition, et qu'il veut le charger du gouvernement de sa capitale. Jean Pascal, sans se rétracter, sans se perdre en protestations de modestie, objecte pourtant l'humilité de sa condition. — Qu'importe? lui répond don Pèdre, ce que je cherche, c'est une tête : je la trouve en vous. Quant à votre sang, vous saurez bien lui donner l'illustration qui peut lui manquer encore. C'est ainsi que tout a commencé.

Jean Pascal. — Réfléchissez-y bien, sire, je suis opiniâtre; ce qu'une fois j'aurai décidé par voie de justice, aucun ordre ne me le fera révoquer.

Le Roi. — Tout ce que vous ferez, je le tiendrai pour bon.

Jean Pascal. — Sachez bien que celui que j'aurai trouvé coupable, je le châtierai sans aucune exception, sans permettre qu'on dénature la loi par des interprétations subtiles.

Le Roi. — N'épargnez pas même ma maison. Est-ce assez?

Jean Pascal. — Vous me pressez beaucoup, prenez-y garde, je finirai par accepter.

Le Roi. — Jean Pascal, ce qui est dit est dit.

Jean Pascal. — Eh bien ! s'il n'y a pas de remède, j'y consens.

Cette belle scène contient toute la pensée du drame, elle en est pour ainsi dire le programme. Tout l'intérêt réside dans le contraste que présentent les caractères et la position des deux personnages principaux. Jean Pascal, à peine installé dans ses fonctions d'assistant, devient par l'énergie de son administration, par la vigilance, la sagacité, la vigueur sage et modérée de sa justice, la terreur des criminels et l'espoir des gens de bien. Bientôt Séville a changé d'aspect; mais ce n'est pas seulement contre les malfaiteurs qu'il a à lutter. Le roi lui-même lui suscite des obstacles plus difficiles à surmonter. Don Pèdre n'est plus le héros du *Médecin de son honneur,* du *Vaillant Justicier;* il est bien plus avancé dans les voies funestes qui doivent le conduire à sa perte. Déjà le meurtre et les violences de toute nature se présentent à lui comme des moyens naturels de venger ses injures, de calmer ses inquiétudes, de satisfaire ses passions. Irrité des complots qui s'ourdissent contre lui et auxquels à tort ou à raison le nom de sa femme et de son frère se trouvent mêlés, c'est par leur mort qu'il veut y mettre fin; c'est aussi

par la mort de ses rivaux qu'il veut assurer le succès des intrigues amoureuses qui, malgré sa passion pour Marie de Padilla, occupent une grande partie de son temps. Dans d'autres momens, moins cruel, mais non pas moins arbitraire, il veut sauver des coupables condamnés par l'assistant. Jean Pascal, toujours ferme et consciencieux, mais trop adroit, trop maître de lui-même pour ne pas comprendre qu'il faut éviter de choquer directement un semblable caractère, réussit pourtant à le contenir, tantôt en lui rappelant ses promesses, tantôt en feignant pour un moment de céder à ses emportemens, tantôt en déguisant la sagesse et l'équité de ses propres actes sous une apparence de bizarrerie et d'originalité qui ne peut manquer de frapper l'imagination de don Pèdre. Il y a encore au fond de cette ame fatalement vouée à la tyrannie un instinct de justice, un reste d'amour de l'ordre, des sentimens d'honneur qu'avec quelque adresse il n'est pas impossible de réveiller. Le roi se considère comme lié envers l'assistant par les promesses qu'il lui a faites; il éprouve d'ailleurs un puissant attrait pour cette nature vigoureuse et un peu sauvage dont les caprices adroitement simulés amusent son esprit fantasque. Sa curiosité se complaît à voir Jean Pascal lutter contre les difficultés innombrables de la tâche qu'il a acceptée; quelquefois même il s'ingénie à lui en susciter de nouvelles pour voir comment il s'en tirera. C'est une sorte de défi, une lutte étrange, mais qu'explique parfaitement le caractère de ce prince.

Cette lutte se termine dignement par un incident que le poète a emprunté à la tradition. Don Pèdre, qui a conçu une vive passion, ou plutôt un caprice violent, pour la fille de Jean Pascal lui-même, a essayé de s'introduire pendant la nuit dans la maison de l'assistant. Il a tué un homme qui voulait lui en interdire l'entrée. Avant que les voisins accourus au bruit du combat aient pu l'apercevoir, il est parvenu à s'échapper; mais il a été reconnu par une vieille femme qui travaillait à sa fenêtre à la clarté d'une lampe. Elle l'a reconnu à un certain bruit que faisaient ses genoux en se choquant lorsqu'il marchait avec précipitation. Interrogée par Jean Pascal, qui, pour découvrir le meurtrier, a fait arrêter tous les habitans de la rue où le crime a été commis, ce n'est pas sans hésitation qu'elle se décide a avouer le secret qu'elle seule possède. Il lui prescrit le plus profond silence et poursuit la procédure dans la forme accoutumée. Le roi, avec une malicieuse ironie, recommande à l'assistant de ne rien négliger pour trouver le coupable, de le punir rigoureusement, quel qu'il puisse être, et bientôt il lui témoigne sa surprise, son mécontentement, des lenteurs du procès. Jean Pascal ne se déconcerte pas. Au bout de quelque temps, il vient annoncer au roi que l'enquête est terminée, le coupable connu, que le crime a été commis par un de ces hommes pour lesquels on fait quelquefois taire les lois, et qu'il serait à propos de ne pas pousser les choses plus loin. Don Pèdre a déjà appris, par l'indiscrétion d'un des agens subalternes de l'assistant, que celui-ci sait tout ce qui s'est passé. De plus en plus curieux de voir par quel expédient il mènera à fin cette étrange aventure, il insiste pour que justice soit faite sans aucun ménagement. L'assistant, qui voulait seulement se mettre, par un ordre formel, à l'abri de la

colère royale, n'hésite plus. Il propose au roi de le conduire sur la place même où le crime a été consommé et où il va être puni. A peine y sont-ils arrivés, qu'un rideau tendu devant la maison de l'assistant est enlevé et laisse voir la statue en pierre de don Pèdre. Non loin de là une lampe est suspendue à la fenêtre d'où la vieille a été témoin du meurtre. — C'est mon portrait, s'écrie le roi. — Voilà le coupable, répond Jean Pascal, et voici le juge, qui vous rappelle à genoux les injonctions et les promesses qu'il a reçues de vous. — Le roi le relève, l'embrasse, et, dans son admiration, pour perpétuer le souvenir de cet acte éclatant de justice et d'une courageuse intégrité, il ordonne que sa statue reste à jamais dans le lieu où elle vient d'être placée, et que Jean Pascal conserve à perpétuité les fonctions d'assistant de Séville.

Nous avons dit que ce dénouement était puisé dans une de ces traditions dont abonde l'histoire de Pierre-le-Justicier. Celle dont il s'agit a été consacrée à Séville et transmise d'âge en âge par la présence de la statue et par le nom même de la rue, qui s'appelle encore, si nous ne nous trompons, la rue de la Lampe.

Le caractère des premiers successeurs de don Pèdre ne prêtait pas à beaucoup près autant que le sien aux développements dramatiques. Les guerres civiles qui troublèrent leur règne et remplirent la plus grande partie du XVe siècle sont peu fécondes en événemens vraiment saillans qu'on puisse détacher de l'ensemble de l'histoire pour en former le thème d'une composition tragique. Elles ont pourtant fourni la matière de quelques drames, tels que *la Femme prudente,* de Tirso de Molina, et *le Pauvre Diable en Espagne*, de Canizares, qui renferment çà et là de véritables beautés, mais qui n'ont pas un caractère suffisant d'originalité pour que nous croyions devoir nous y arrêter. Le fait le plus marquant de cette époque, la disgrace et la mort d'Alvaro de Luna, ce favori long-temps tout puissant de Jean II, qui, abandonné enfin par son faible maître à la haine jalouse des grands, expia sur l'échafaud sa fortune plutôt que ses crimes, cette terrible catastrophe qui laissa un long et profond souvenir dont tant de romances nous ont transmis la pathétique expression, n'a inspiré à Lope de Vega qu'un drame fort médiocre.

Ce XVe siècle, dont les longues perturbations avaient paru faire retomber la puissance espagnole au-dessous de ce qu'elle était du temps de Pierre-le-Justicier, vit, avant d'expirer, jeter les bases de la formidable monarchie de Charles-Quint et de Philippe II. Le mariage de Ferdinand et d'Isabelle, en réunissant sous le même sceptre l'Aragon et la Castille, rendit facile l'anéantissement de ce qui subsistait encore de la puissance musulmane dans la Péninsule.

Le siége et la prise de Grenade sont le sujet d'un drame dont le titre est bizarre, c'est *le Triomphe de l'Ave Maria.* Ce drame, d'un auteur inconnu, n'a pas une grande valeur poétique, mais il mérite d'être signalé comme une reproduction frappante des mœurs chevaleresques et de l'exaltation religieuse de cette époque. Un chevalier chrétien, pour faire preuve à la fois de bravoure et de piété, imagine de pénétrer secrètement dans la ville assiégée et d'y

arborer, au faîte de la mosquée principale, une sorte d'étendard sur lequel est inscrite la salutation de l'ange à la Vierge. Un chevalier maure, pour venger l'outrage fait à Mahomet, attache à la queue de son cheval ce singulier trophée et vient défier les chrétiens. Bientôt il tombe sous les coups d'un guerrier castillan qui, rapportant à ses souverains la tête du profanateur, est proclamé le champion de Marie, et comblé d'honneurs extraordinaires. Il y a dans cette œuvre étrange une paraphrase poétique de *l'Ave Maria* et de nombreuses invocations à la Vierge, qui prouvent que l'auteur, ainsi que l'indique d'ailleurs le titre de la pièce, s'était proposé pour but principal la glorification de la mère du Sauveur. Ces élans d'une ardente dévotion sont encadrés dans un tableau animé d'une des plus brillantes époques de l'histoire d'Espagne. Les noms héroïques, les exploits chevaleresques, les souvenirs d'amour et de galanterie, consacrés par les romances et par les vieux romans, se présentaient en foule au poète. Il en a tiré parti pour donner à son œuvre, d'ailleurs assez médiocre, une sorte d'éclat et d'intérêt qui l'a soutenue au théâtre jusque dans ces derniers temps.

Parmi les guerriers qu'il y fait figurer se trouve le fameux Gonzalve de Cordoue, qui en Espagne, et on peut dire dans l'Europe entière, a conservé par excellence le titre de grand capitaine, devenu pour lui une sorte de nom propre. Gonzalve de Cordoue est peut-être, après le Cid, le plus célèbre et le plus populaire des héros espagnols. Il a encore avec lui un autre point de ressemblance. De même que les exploits du Cid ferment en quelque sorte les temps fabuleux de l'Espagne et commencent le véritable moyen âge, Gonzalve de Cordoue, qui appartient encore au moyen âge par ses combats contre les Maures, commence, pour ainsi dire, l'histoire moderne de la Péninsule. Ses victoires d'Italie sont le premier acte par lequel l'Espagne, délivrée de ses ennemis intérieurs et réunie enfin en une seule monarchie, se produisit avec éclat sur la scène de la politique européenne.

Un poète du temps de Charles II et de Philippe V, Canizares, le dernier des écrivains dramatiques de l'ancienne école, a composé sur Gonzalve de Cordoue une comédie fort remarquable, *les Comptes du grand Capitaine*. Elle nous le montre dans tout l'éclat de la gloire et de la grandeur où l'avait porté la conquête du royaume de Naples. L'action roule sur les intrigues ourdies par ses ennemis pour le desservir auprès de Ferdinand-le-Catholique, pour exciter contre lui les préventions de ce prince défiant. Le caractère du roi, hésitant entre ses soupçons, sa jalousie et les ménagemens dus au puissant sujet qui a gagné pour lui tant de batailles, est fort bien tracé. Il y a de la grandeur, de la bonhomie, de la naïveté dans celui de Gonzalve, et, quoique ce ne soit pas peut-être absolument sous ces traits que nous le montre l'histoire, un tel personnage ne peut manquer de plaire et d'attacher. Garcia de Paredes, l'Ajax, ou plutôt l'Hercule espagnol du XVIe siècle, a bien cette franchise rude, cette simplicité un peu gauche, cette lenteur d'intelligence qui, dans les hommes doués d'une force physique extraordinaire, s'allient assez habituellement à la générosité et à la bravoure. Une scène fort originale,

et qui explique le titre de la pièce, c'est celle où le grand capitaine se trouve, à son inexprimable indignation, appelé à rendre compte, devant une commission composée de ses ennemis, des sommes qu'il a reçues pour la conquête du royaume de Naples. Les commissaires, un peu embarrassés eux-mêmes de leur rôle, veulent s'excuser auprès du héros. Il les presse brusquement d'aller au fait.

DON FABRICE. — Je vous obéis.

GONZALVE. — Prenez garde, je suis peu patient.

FABRICE. — On vous a envoyé cent trente mille ducats en lettres de change tirées de Valladolid.

GONZALVE. — Cela est vrai.

FABRICE. — Le capitaine Aguirre vous a porté huit mille piastres; je me trompe, c'est quatre-vingt mille.

GONZALVE. — Soit huit mille ou quatre-vingt mille, c'est tout un pour le bon payeur. Continuez.

FABRICE. — La Calabre vous a fourni trois millions onze mille écus en contributions et autres revenus.

GONZALVE. — Vrai Dieu! cela devient bien long. Ne peut-on savoir la somme totale?

FABRICE. — Si, seigneur, en voici la récapitulation.

GONZALVE. — Voyons-la donc.

FABRICE. — Vous avez reçu treize millions d'écus.

GONZALVE. — Quoi! pas davantage? Mais c'est une misère. Grace à moi, l'entretien de nos troupes a coûté bien plus cher que cela à l'ennemi. Donnez-moi ce livre... J'ai aussi mes papiers. Écrivez... Mémoire de ce que j'ai dépensé pour des conquêtes qui me coûtent tant de sang, de veilles et de soucis.

FABRICE. — J'y suis, votre excellence peut continuer.

GONZALVE. — Deux millions en espions.

FABRICE. — Autant que cela?

GONZALVE. — Et c'est peu. Faute d'espions, on perd les occasions les plus favorables. Il faut les bien payer, si l'on veut qu'ils nous reviennent; car, si ce ne sont pas eux qui donnent la victoire, au moins ils ouvrent la voie qui y conduit.

FABRICE. — J'ai écrit.

GONZALVE. — Cent mille ducats en poudre et en balles.

FABRICE. — Vous avez dû, avec cette somme, en acheter beaucoup.

GONZALVE. — Apprenez que nous nous servions de celles même que nous lançait l'ennemi, autrement tous les trésors du roi n'auraient pas suffi à notre consommation... Mettez encore dix mille ducats pour des gants parfumés.

FABRICE. — Parlez-vous sérieusement?

GONZALVE. — Écrivez ce que je vous dis. Après une mêlée, où vingt-sept mille hommes étaient restés sur le champ de bataille, et nous vivans et vainqueurs, n'était-il donc pas raisonnable de fournir à nos pauvres soldats ces

gants parfumés pour les préserver de la contagion du mauvais air exhalé par tant de cadavres? Ne pouvant leur donner à manger, ne leur devais-je pas au moins cette satisfaction? Monsieur le commissaire, vous n'avez jamais senti la chair morte.

FABRICE. — Non, seigneur.

GONZALVE. — On le voit bien, continuez. Cent soixante-dix mille ducats pour mettre les cloches en état.

ASCAGNE, autre commissaire. — Voilà quelque chose de nouveau.

GONZALVE. — On avait si souvent à fêter une victoire, et les sacristains les mettaient en branle avec tant d'empressement, qu'elles ont fini par se briser. Il a fallu renouveler les anciennes et même en ajouter de nouvelles. Pour enivrer les troupes un jour de combat, un demi-million en eau-de-vie.

FABRICE. — Étrange précaution!

GONZALVE. — Dites précaution sage. Comment voudriez-vous que des hommes ordinaires (je ne parle pas des nobles, qui obéissent à l'honneur) allassent boire la mort la face découverte, uniquement parce qu'un autre homme le leur ordonnerait, s'ils n'étaient pas ivres? Croyez-vous qu'ils le feraient de sens rassis?

ASCAGNE. — Vous avez raison.

GONZALVE. — L'entretien des prisonniers blessés pendant une aussi longue guerre s'élève à un million et demi. J'ai employé deux autres millions à faire dire des messes pour que Dieu nous donnât bonne chance; car, sans le secours de Dieu, rien n'est possible; trois millions en prières pour les morts.

FABRICE. — Pour les morts?

GONZALVE. — Sans doute. Ceux qui meurent à la guerre n'ont-ils pas subi sur cette terre, dans leur pénible métier, un purgatoire assez rigoureux pour mériter qu'on ne les laisse pas dans l'autre.

ASCAGNE. — C'est vrai.

FABRICE. — Mais, seigneur, votre compte monte déjà si haut, que c'est le roi qui se trouve vous devoir une forte somme.

GONZALVE. — Ce n'est pas tout. Ajoutez cent millions.

FABRICE. — Comment?

GONZALVE (se levant et renversant la table et les registres). — Pour la patience que j'ai eue d'endurer que le roi fît demander des comptes à un homme qui peut se glorifier d'avoir poussé le désintéressement jusqu'à vendre ses meubles, son argenterie, son patrimoine même, pour fournir aux besoins des troupes abandonnées sans récompenses, sans solde et sans vivres.

Cette scène est certainement une variante assez piquante du fameux mot de Scipion montant au Capitole.

Gonzalve de Cordoue, nous l'avons dit, est en quelque sorte le lien qui unit, pour l'Espagne, le moyen-âge à l'histoire moderne. Avec lui, nous entrons dans cette ère de civilisation compliquée, de grandes guerres, de vastes combinaisons européennes, où l'élément poétique disparaît ou s'affaiblit. Là

s'arrêtent les romances, parce que les évènemens ne présentent plus rien qui s'accommode à leur naïve allure. Le drame lui-même n'y trouve plus d'aussi heureuses ni d'aussi abondantes inspirations. Cependant des circonstances particulières à l'Espagne, et qui, au milieu de la carrière nouvelle où elle s'engageait avec tant de grandeur, lui conservaient quelques traits de sa physionomie romanesque des âges précédens, devaient encore fournir matière à de brillantes conceptions dramatiques. La guerre contre les Maures, terminée en Europe, se prolongeait sur la côte d'Afrique avec ce caractère de lutte religieuse si propre à exalter les imaginations. L'Amérique, récemment découverte et non encore explorée, offrait à tous les aventuriers espagnols une carrière illimitée où se précipitaient tous ceux qui, à un indomptable courage, à une inébranlable fermeté et à un esprit fécond en ressources, joignaient une vaste ambition et un désir immodéré de fortune, qu'ils ne croyaient pas pouvoir satisfaire par des voies régulières. La soif de l'or et toutes les passions les plus violentes s'y déployaient avec d'autant plus de liberté qu'elles se décoraient, aux yeux même de ceux qui s'y abandonnaient, de la réalité ou du prétexte de plus nobles sentimens auxquels ils les associaient. L'idée de gagner à la foi chrétienne des nations plongées jusqu'alors dans les ténèbres de l'idolâtrie, celle d'ajouter de vastes et riches contrées à la monarchie de Charles-Quint, étaient bien propres à exalter les imaginations. Elles jetaient un merveilleux coloris sur le récit de ces incroyables entreprises où une poignée d'Européens allaient à d'immenses distances, sous des climats inconnus, vaincre et conquérir des populations dont on se plaisait à s'exagérer encore le nombre et la force.

Il suffit de lire quelques-uns des drames dont les conquérans de l'Amérique sont les héros, par exemple, ceux que Tirso de Molina a composés sur les *exploits des Pizarres,* pour se rendre compte de l'impression profonde que ces aventures extraordinaires faisaient alors sur les esprits. Sous l'empire de l'admiration qui s'attachait à d'aussi prodigieux succès, on accueillait avec un avide empressement toutes les inventions que la crédulité et l'imposture ajoutaient à une réalité déjà si étonnante. L'Amérique était pour les esprits prévenus comme un pays de miracles où les lois de la nature étaient renversées; on voyait dans ses conquérans l'équivalent de ce qu'étaient, aux yeux de l'antiquité, les guerriers des temps héroïques, des hommes doués d'une force physique et morale tellement au-dessus des proportions communes et d'une si inébranlable résolution, que rien ne leur était impossible, que les obstacles résultant du nombre, des distances, de la fatigue, des besoins physiques, disparaissaient en quelque sorte devant eux.

Le plus intéressant, à mon gré, de ces drames américains, c'est *la Conquête de l'Araucanie,* de Lope de Vega. Le sujet est le même que celui du fameux poème épique d'Ercilla. C'est une véritable chronique où aucune circonstance n'est omise, où tous les incidens, sans en excepter le supplice du chef de l'insurrection, sont mis sous les yeux du spectateur dans l'ordre exact où ils sont survenus. Malgré ce qu'il y a de peu dramatique dans une telle marche, malgré

d'énormes fautes contre les convenances et la couleur locale, oubliées jusqu'au point de placer dans la bouche des sauvages de fréquentes allusions à Vénus, aux nymphes, aux tigres de la Libye, il règne dans toute cette pièce un mouvement, une vigueur soutenue, une puissance d'intérêt, qui nous avertissent qu'en dépit de ces inconséquences de détail le poète est dans la vérité de son sujet. Tout y respire ce sentiment de grandeur orgueilleuse qui animait alors les Espagnols et que la fortune semblait justifier par les faveurs dont elle comblait leurs armes et leur politique. La confiance absolue, la foi ardente, l'inflexible cruauté qu'ils portaient dans leurs audacieuses entreprises, forment un admirable contraste avec le patriotisme et la superstition sauvage des Araucaniens. Caupolican n'est pas moins héroïque que Mendoza. Dans le tableau de cette lutte entre la barbarie inculte et la barbarie civilisée, si l'on peut ainsi parler, Lope a su tenir la balance de manière à appeler tour à tour notre sympathie et notre admiration sur les Araucaniens défendant leur indépendance avec leur territoire, et sur une poignée d'Espagnols luttant, dans la pleine conviction de leur droit, pour leur vie, pour leur honneur, pour augmenter la puissance de leur roi et surtout pour propager la foi chrétienne.

Les drames empruntés à l'histoire du règne de Charles-Quint, et où ce prince figure quelquefois d'une manière d'ailleurs peu remarquable, sont en général fort médiocres. Quelques-uns de ceux qui se rapportent au règne de Philippe II ont au contraire une très grande valeur.

Je ne mettrai pas dans cette classe *le Prince don Carlos,* de Cuello; j'en dirai pourtant quelques mots à titre de curiosité historique. On sait quel intérêt romanesque s'est attaché hors d'Espagne à la mort de ce jeune don Carlos, victime tout à la fois, disait-on, de la fière indépendance de son caractère et de son amour pour une belle-mère dont la main lui avait d'abord été destinée. En Espagne, c'est tout autrement qu'on présente les faits. Don Carlos n'est qu'un insensé, dont un accident physique avait de bonne heure dérangé la raison, également incapable d'éprouver et d'inspirer l'amour passionné que le roman lui attribue, et qui, arrêté par mesure de précaution au moment où des conspirateurs abusaient de sa faiblesse pour l'entraîner dans un complot contre l'autorité royale, mourut bientôt après des suites du régime extravagant auquel il s'était mis. A l'appui de cette version, il n'est pas hors de propos de faire remarquer que Philippe II, dans lequel nos préjugés nous font voir un sombre et vieux tyran enlevant la jeune fiancée de son fils, n'avait que trente-un ans lorsqu'il épousa cette princesse. Quoi qu'il en soit, le drame de Cuello, composé d'après le thème espagnol qui est en réalité celui de l'histoire, forme un curieux contraste avec la tragédie de Schiller. C'est, à vrai dire, à peu près le seul côté par lequel il mérite de fixer l'attention. Il faut y ajouter pourtant une scène où est peinte assez heureusement l'indomptable fierté du héros de cette époque, le grand duc d'Albe.

Ce que le Cid et Gonzalve de Cordoue avaient été pour leur temps, le duc d'Albe le fut ensuite pour le sien. C'est la personnification la plus haute, la plus éclatante, de l'époque où il vécut, et cette époque était précisément celle

de l'apogée de la grandeur espagnole. Par son courage, ses talens, son orgueil froid et calme, qui semblait n'être que le sentiment intime et profond de sa supériorité, par son inébranlable dévouement à un monarque ingrat dont les mauvais traitemens furent également impuissans à l'irriter et à l'humilier, par la fermeté stoïque et la force de volonté auxquelles on doit attribuer, plus qu'à toute autre chose, les actes sanglans qui ont entaché sa mémoire, le duc d'Albe représente en quelque sorte l'idéal du caractère castillan, tel qu'il était alors que l'Espagne dominait, et méritait jusqu'à un certain point de dominer le monde.

Je ne connais aucun drame où il joue le rôle principal; mais dans plusieurs il figure d'une manière épisodique, et son nom n'y est prononcé qu'avec cette sorte de respect qui s'attache aux hommes extraordinaires, à ceux que la nature a faits pour régner sur leurs contemporains. Je citerai particulièrement une scène d'une comédie de Calderon, *le Siége de l'Alpujarra, ou Aimer après la mort,* dans laquelle l'autre héros de l'époque, le vainqueur de Lépante, l'illustre don Juan, prenant le commandement de l'armée qui marche contre les Maures rebelles, passe en revue les corps qui la composent et se fait nommer les chefs qui en commandent les divisions. On lui désigne successivement plusieurs guerriers célèbres alors, et aujourd'hui tombés dans l'oubli où l'impitoyable avenir plonge peu à peu quiconque, à la guerre ou dans la politique, n'a pas figuré tout-à-fait au premier rang, le marquis de Mondejar, la terreur des Maures d'Afrique; le grand marquis de Los Velez, dont le nom, dit don Juan, rappelle de si glorieux souvenirs; don Lope de Figuerra, si brave, si généreux, si actif, malgré les douleurs de la goutte qui le tourmente, mais si brusque, si impatient dans sa loyale franchise; enfin don Sanche d'Avila. « Pour celui-là, dit encore don Juan, un mot suffit à son éloge. C'est le digne disciple du duc d'Albe, qui lui a enseigné l'art de n'être jamais vaincu. »

Le drame auquel appartient cette scène présente un tableau aussi vrai qu'animé et intéressant d'un des grands évènemens du règne de Philippe II, de l'insurrection des Maures du royaume de Grenade, qui, poussés à bout par les mesures vexatoires auxquelles le gouvernement avait recours dans le but de les forcer d'abandonner jusqu'aux derniers vestiges de leurs anciens usages, prirent tout à coup les armes, abjurèrent la foi chrétienne, se retirèrent dans les montagnes de l'Alpujarra, s'y donnèrent un roi, et se défendirent pendant trois années contre tous les efforts de la monarchie espagnole. Une des choses qui me frappe dans cette pièce, c'est qu'elle a évidemment été écrite sous l'impression d'un sentiment de préférence pour la cause des Maures. Malgré quelques déclamations banales qui semblent dictées par certaines convenances plutôt que par une forte conviction, Calderon semble pénétré de l'idée qu'on avait été injuste envers eux, qu'avec des procédés moins violens on eût évité les malheurs de cette insurrection; il prête à ses personnages des paroles d'humanité, de modération, presque de tolérance, fort remarquables de la part d'un poète espagnol du XVII[e] siècle, et particulièrement de celui

qui, plus qu'aucun autre, se montre animé, dans la plupart de ses ouvrages, de cette indifférence pour la vie humaine, suite naturelle de la superstition religieuse et du fanatisme de l'honneur.

Un autre fait célèbre du règne de Philippe II, la surprise d'Amiens, enlevé à la France par un stratagème si connu, a fourni à Candamo, un des plus brillans poètes de l'école de Calderon, le sujet d'une fort belle comédie, dont le titre, *Pour son roi et pour sa dame,* indique parfaitement le caractère tout chevaleresque et tout héroïque. Candamo suppose que le vaillant Porto Carrero, amoureux de la fille du principal magistrat d'Amiens, et ne pouvant espérer de devenir son époux que lorsqu'ils seraient soumis à la même domination, se trouve amené, par l'entraînement de sa passion, à tenter et à accomplir une œuvre aussi difficile que la conquête d'une place de cette force. C'est par là qu'il couronne une suite d'entreprises plus hardies, plus téméraires, plus romanesques les unes que les autres, où il s'engage successivement pour prouver à la belle Sérafine qu'aucun des vœux qu'elle lui laisse entrevoir n'est au-dessus de son courageux dévouement. Il est impossible de mieux soutenir et de mieux graduer l'intérêt que ne l'a fait Candamo dans ce remarquable drame. Le ton du dialogue, galant, courtois, spirituel, s'adapte merveilleusement à l'action et aux personnages. Les caractères sont admirablement dessinés, le contraste des mœurs françaises et espagnoles est rendu d'une manière frappante, et il règne dans tout l'ensemble une exaltation héroïque, un sentiment d'orgueil patriotique, une vivacité de traditions et de souvenirs dont le charme, sensible même pour des étrangers, eût dû, ce semble, maintenir cette pièce sur le théâtre de Madrid.

C'est encore sous Philippe II que se passe l'évènement singulier auquel un poète inconnu a emprunté le sujet d'un drame célèbre en Espagne, *le Pâtissier de Madrigal.* L'extrême originalité dont il est empreint nous engage à en donner ici l'analyse détaillée.

Ce *pâtissier* est un adroit imposteur qui, quelque temps après la mort du fameux Sébastien de Portugal, tué dans une expédition contre les Maures d'Afrique, était parvenu à se faire passer pour ce malheureux prince. Voici comment le poète, d'accord presque en tout point avec la vérité des faits, présente cette singulière aventure. Philippe II, profitant de l'extinction de la branche directe de la maison royale de Portugal pour faire valoir contre des compétiteurs moins puissans les droits qu'il s'attribuait à la succession de ce royaume, a réussi à y établir son autorité; mais le peuple qu'il a soumis par la force des armes regrette vivement son indépendance. Dans l'humiliation où il se trouve réduit, sa pensée se reporte sans cesse vers les époques brillantes où, sous des monarques nationaux, le Portugal formait un état particulier dont les annales rappellent des souvenirs si glorieux. Par une sorte de contradiction qu'explique très bien l'organisation du cœur humain, il garde surtout un puissant souvenir de cet infortuné Sébastien, qui, par sa témérité, a causé avec la ruine de l'état la désolation de tant de familles, mais dont le courage héroïque, l'esprit chevaleresque et les malheurs même émeuvent toutes les imaginations.

On veut se persuader qu'il n'est pas mort, qu'échappé comme par miracle du massacre de son armée, il n'a osé reparaître immédiatement au milieu de ses sujets, sur lesquels il a attiré tant de calamités; qu'il est allé chercher dans un exil volontaire et dans de rigoureux pélerinages l'expiation de ses fautes. Bientôt ces bruits, d'abord vaguement répandus, prennent plus de consistance. Des voyageurs affirment avoir rencontré Sébastien sous un humble déguisement. Ils ont voulu lui parler; mais, se voyant reconnu, il s'est rapidement éloigné en leur faisant signe de garder le silence. On ajoute que le terme qu'il a fixé lui-même à son expiation est au moment de finir, et que, touché des malheurs du Portugal, il va bientôt y reparaître pour briser le joug honteux auquel il est soumis.

Ces rumeurs, adroitement propagées, ne sont autre chose que le résultat d'une intrigue ourdie par un agent secret du prieur de Crato, don Antonio de Portugal, bâtard de la maison royale et le principal concurrent de Philippe II. Cet agent a rencontré un jeune homme d'une condition obscure, dont la figure et la taille rappellent singulièrement le roi Sébastien. Trouvant en lui l'esprit, le courage et la hardiesse nécessaires pour le rôle qu'il lui destine, il lui a persuadé de profiter de cette ressemblance pour tenter de grandes destinées. Ce qu'il ne lui a pas dit, c'est qu'il compte seulement se servir de lui pour exciter une insurrection populaire; que, lorsque les insurgés seront trop engagés pour pouvoir reculer, il le fera périr et proclamera le prieur de Crato, qu'ils seront bien forcés de recevoir et de défendre comme souverain, moins encore à titre de représentant de leur ancienne dynastie, que parce qu'il sera leur seul refuge contre les vengeances de Philippe II. En attendant que les choses soient mûres pour ce dénouement, l'habile intrigant, après avoir soigneusement instruit le jeune aventurier des particularités qui peuvent l'aider à tromper les esprits crédules, le conduit à Madrigal, petite ville de Castille, où une cousine du véritable Sébastien, la princesse Anne d'Autriche, est religieuse dans un couvent. Il l'introduit auprès de cette princesse, qui, abusée tout à la fois par ses regrets, par la figure et par les discours de son prétendu parent, donne complètement dans le piége, s'associe aux projets qu'on lui révèle, et se fait un bonheur d'en préparer le succès par le sacrifice de l'argent dont elle peut disposer, de ses pierreries, de ses diamans, en un mot de tout ce qu'elle a de précieux. Avec ce puissant secours, le complot marche rapidement. Aux yeux du public, Gabriel d'Espinosa (c'est le véritable nom du faux Sébastien) n'est, il faut bien prononcer le mot, qu'un simple *pâtissier;* mais, abandonnant à des valets les occupations de cette vulgaire industrie, il a soin de se répandre dans le peuple, de se montrer généreux, désintéressé, de donner, toutes les fois que l'occasion s'en présente, des témoignages de sa bravoure, de sa force prodigieuse, de son adresse, et il ne manque pas de manifester de préférence ces qualités si séduisantes pour le vulgaire dans certains exercices où l'on sait qu'excellait le roi dont il veut prendre la place. A d'autres personnes, il se présente comme un simple gentilhomme castillan, et c'est en cette qualité qu'aidé de sa galanterie et de sa bonne mine, il est parvenu à séduire une

jeune personne noble et riche. Enfin, aux yeux de quelques Portugais retirés à Madrigal, comme aux yeux de la princesse Anne d'Autriche, il est le roi Sébastien, se préparant à reconquérir son royaume et à expulser un injuste usurpateur. Secondé par son complice, il a déjà envoyé dans les diverses provinces du Portugal des émissaires qui y ont fait de nombreuses dupes. On voit de tous côtés arriver, pour s'assurer par leurs propres yeux de l'heureuse nouvelle qui ranime leurs patriotiques espérances, des gentilshommes que le prétendu monarque reçoit avec tout l'appareil fastueux de la royauté portugaise dans un appartement reculé préparé à cet effet : là, il leur raconte ses malheurs, il leur présente comme son héritière une petite fille qu'il a eue d'une de ses maîtresses, et qu'il a aussi dressée à ce manége. La ressemblance frappante de l'imposteur avec l'infortuné Sébastien, sa bonne mine, son assurance, un certain mélange de hauteur, de familiarité, de vivacité et de bienveillance, enfin cet empire que le mystère exerce sur les esprits prévenus, et le charlatanisme même avec lequel ont été disposés les accessoires dont il est entouré, tout se réunit pour abuser des hommes dont les vœux s'accordent trop bien avec ses projets pour ne pas les rendre faciles à tromper. Rien de plus naïf, de plus vrai, de plus comique, et en même temps j'ai presque dit de plus touchant, que l'émotion et le bonheur de ces pauvres gentilshommes prosternés aux pieds de l'impudent imposteur, s'écriant qu'il ne leur reste plus qu'à mourir après avoir retrouvé leur roi, se disposant en effet à lui sacrifier leur fortune, leur vie, et dans leur enthousiasme admirant avec attendrissement jusqu'aux simagrées ridicules de l'enfant qui joue devant eux le rôle de la princesse.

Mais bientôt la scène change. Le gouvernement de Philippe II, à qui ces intrigues n'ont pu rester complètement inconnues, en a conçu quelque alarme. Un alcade est arrivé secrètement à Madrigal, chargé de s'assurer de la vérité, de saisir et de punir les conspirateurs. Gabriel d'Espinosa est arrêté avec un grand nombre de ses dupes au milieu d'un festin où il les a réunis et où il achève d'exalter leur zèle et leurs espérances. L'enquête commence aussitôt. Le magistrat interroge successivement tous les personnages. Tous, avec cette imperturbable confiance qu'inspire un fanatisme sincère, affirment que l'aventurier est bien le roi Sébastien, et les tentatives de l'alcade pour les convaincre de l'absurdité d'une telle croyance ou pour les mettre en contradiction avec eux-mêmes, échouent également. Le seul Gabriel, lorsqu'on le fait comparaître à son tour, proteste qu'il n'est autre chose qu'un pauvre pâtissier; mais le ton même dont il le dit, son insouciance, sa présence d'esprit, l'apparence de dignité répandue sur toute sa personne, son insistance pour être conduit en présence de Philippe II, dont il prétend être connu, troublent et étonnent l'alcade. C'est lui maintenant qui ne veut plus croire à l'humble condition de l'accusé, qui s'obstine à voir en lui non pas sans doute le roi Sébastien, mais bien quelque grand personnage qui s'épuise en efforts inutiles pour l'en faire convenir, qui dans son incertitude n'ose prendre un parti et terminer le procès. Cependant le seul complice véritable de Gabriel, l'agent du prieur

de Crato, espérant se soustraire au supplice qui le menace, s'est enfin décidé à tout avouer. Ainsi dénoncé et trahi, Gabriel ne se déconcerte pas. Il feint, il est vrai, d'avouer à son tour l'imposture dont il s'est rendu l'instrument; déjà le juge et les témoins qu'il a réunis pour entendre cette confession commencent à se croire en possession de la vérité; mais tout à coup l'intrépide aventurier, par quelques paroles pleines d'une audace ironique et mystérieuse, les rejette dans leurs hésitations, les met au point de douter si le récit qu'il vient de leur faire n'est pas une raillerie par laquelle il s'est joué de leur crédulité, et, ranimant la foi un moment ébranlée de ses partisans, augmente encore, s'il est possible, l'intensité de leurs illusions. Conduit enfin à l'échafaud, il y marche avec une fermeté que n'éprouve pas, dans ses incertitudes, le juge même qui l'y envoie.

Il est inutile, je pense, de signaler ce qu'il y a de saisissant, de profondément dramatique dans cette combinaison. Le caractère du *Pâtissier de Madrigal* est un des plus remarquables et des plus originaux qu'il y ait à la scène. Tel est l'art avec lequel le poète en a ménagé les effets, qu'à la lecture, à la représentation, surtout lorsque le rôle est joué avec quelque intelligence, le lecteur, le spectateur, bien qu'averti dès les premières scènes, se surprend par moment à partager les doutes de l'alcade. Je me demande pourquoi l'auteur de ce drame n'a pas augmenté encore la puissance d'une conception aussi complètement neuve en laissant planer quelque mystère sur la personne du faux Sébastien. Peut-être eût-il craint de paraître révoquer en doute la légitimité des droits de l'Espagne sur le Portugal. On le voit, en effet, dans quelques passages, proclamer avec une sorte d'emphase la justice des prétentions de Philippe II.

Passé le règne de Philippe II, l'histoire ne présente plus un fait ni un personnage qui ait été mis sur la scène d'une manière un peu remarquable. Cela se comprend. C'est précisément sous Philippe III, sous Philippe IV, sous Charles II, qu'écrivaient les poètes dramatiques. Il ne leur était guère possible de montrer leurs contemporains sur le théâtre, d'y transporter les détails des évènemens dont le public venait d'être témoin. Cependant ces évènemens leur ont fourni fréquemment l'occasion d'allusions et de récits épisodiques qui sont loin d'être sans intérêt. On voit très habituellement, dans des comédies dont l'action n'a d'ailleurs rien d'historique, quelque officier arrivant, soit d'une expédition sur la côte d'Afrique, soit d'une campagne en Italie, soit surtout de la Flandre, ce théâtre d'une interminable lutte contre les Français et les Hollandais, cette école si fameuse de l'art de la guerre, raconter dans un langage pompeux, et avec toutes les exagérations du style castillan, la dernière bataille, le dernier siége, livré ou soutenu par les armes espagnoles, et exalter bien au-dessus de tous les héros de l'antiquité tel prince et tel capitaine aujourd'hui presque oubliés. Souvent aussi le poète place dans la bouche d'un de ses personnages la relation non moins prolixe, non moins fastueuse, de certaines solennités publiques, par exemple de l'entrée et du mariage d'une princesse. Est-il nécessaire d'ajouter que, dans ces récits, toutes les princesses sont des

Vénus et des Pallas, comme tous les princes sont des Achille, des Alexandre, des Mars et des Alcide? Ce n'est pas sans peine que le lecteur, à travers ce torrent de métaphores ampoulées, réussit à dégager le fait parfois assez insignifiant qui y sert de prétexte.

Sous un autre rapport, les comédies dont nous parlons jettent sur l'histoire de l'Espagne au XVIIe siècle une lumière moins directe, mais bien autrement vive. On y retrouve dans tous ses détails la physionomie de la société du temps. Lope de Vega surtout, moins idéal que Calderon, plus près de la nature, moins constamment aristocrate dans le choix de ses sujets, tout aussi habile que lui à peindre les classes élevées, mais ne dédaignant pas comme lui de peindre aussi les classes secondaires, Lope de Vega, dans ses innombrables drames, nous offre le tableau le plus complet et le plus varié de ce qu'était alors l'Espagne. Il nous donne le spectacle curieux de cette civilisation tout à la fois raffinée et rude encore, de ce mélange étonnant d'esprit, de génie même et de préjugés aveugles autant qu'absurdes, de ces mœurs galantes, chevaleresques, délicates et cruelles tout à la fois. Il nous introduit dans ces cercles dont les subtils entretiens et les exercices littéraires, plus ingénieux que solides, rappellent notre hôtel de Rambouillet. Il nous fait assister, dans les promenades mystérieuses du Prado, ou la nuit sous les balcons, dans les ruelles étroites, à ces rendez-vous amoureux, à ces rencontres, à ces duels sanglans dont la tradition romanesque est un des souvenirs distinctifs de l'Espagne. Les habitudes moins élégantes et moins relevées n'échappent pas davantage à son habile observation. Il saisit au passage tous les incidens, toutes les anecdotes plus ou moins piquantes que lui fournit la chronique contemporaine, et par là il imprime à ses drames ce caractère de réalité qui donne aux ouvrages de l'imagination une couleur si particulière, qui y fait, pour ainsi dire, circuler la vie. Ce que nous venons de dire de Lope de Vega peut s'appliquer, à des degrés différens et avec certaines nuances, à tous les poètes dramatiques de ce siècle. Tous, on le sent en les lisant, nous montrent réellement ce qu'ils avaient sous les yeux. Matériellement comme moralement, ils peignent d'après nature. Les jardins, les rues, les édifices publics, les palais particuliers qu'ils mentionnent à chaque instant, et où ils placent la scène de leurs drames, existaient bien, en effet, tels qu'ils nous les décrivent. Les noms même de leurs personnages fictifs sont ceux des familles illustres qui composaient et qui composent encore la haute noblesse espagnole, les Toledo, les Mendoza, les Silva, les Velasco, les Cardona et tant d'autres encore. Avec ces comédies, on reconstruirait en quelque sorte pièce à pièce l'Espagne de Philippe III et de Philippe IV, et le nouveau Walter Scott qui voudrait la ressusciter dans une œuvre d'imagination et d'érudition tout à la fois y trouverait des matériaux d'autant plus précieux, qu'ils suppléeraient à l'absence presque absolue de travaux historiques et même de mémoires sur cette époque, si importante pourtant dans les annales de l'Espagne.

Nous en avons dit assez pour faire voir quelle richesse, quelle variété infinie présente le drame historique chez les Espagnols. Il n'existe dans aucune litté-

rature rien qu'on puisse comparer à ce vaste répertoire. Dans l'antiquité, les tragiques grecs ont célébré les origines à demi fabuleuses de leur nation; mais, sauf quelques exceptions très rares, ils n'ont pas touché aux faits plus récens, à ceux qui portaient un véritable caractère de certitude. Chez les modernes, Shakspeare a doté ses compatriotes de quelques chefs-d'œuvre où l'Angleterre du moyen-âge nous apparaît toute vivante; mais la voie qu'il avait si magnifiquement ouverte n'a pas été suivie après lui. Il n'y a, dans le théâtre espagnol, rien qui égale la majestueuse et parfaite beauté des tragédies de Sophocle, peut-être même rien qui égale la profondeur des conceptions de Shakspeare; mais à quelques chefs-d'œuvre isolés dans leur admirable supériorité, ce théâtre peut opposer sans désavantage un nombre prodigieux de drames où brillent, à travers tant d'imperfections et souvent de monstrueuses absurdités, des traits si originaux et parfois si sublimes, où l'histoire, les traditions, les idées, les mœurs de l'Espagne, sont reproduites tout entières, et qui forment dans leur ensemble un vrai monument national, dans lequel se reflètent avec un merveilleux éclat les facultés diverses et également puissantes de tous les esprits qui y ont travaillé. C'est là certainement un trésor qui n'a à redouter aucune comparaison, et qui, à lui seul, suffirait à la gloire d'une littérature.

Cette variété, cette abondance même du théâtre espagnol, ne permettent guère d'en résumer le caractère au moyen de quelques traits généraux. Si cependant, au milieu de tous les aspects qu'il nous présente, il fallait absolument choisir ceux qui paraissent y dominer, je dirais que deux idées principales en ressortent presque constamment, et planent en quelque façon sur toutes les autres. L'une, c'est un sentiment énergique de la grandeur des destinées de l'Espagne et de la supériorité absolue du peuple espagnol, sentiment assez semblable à celui qui animait les écrivains de l'ancienne Rome, exprimé, non pas avec la noble gravité qu'ils y portaient, mais avec la pompe, la redondance du génie castillan, et dont il faut bien pardonner l'exagération emphatique aux glorieux possesseurs du vaste empire de Philippe II.

L'autre idée, à laquelle je viens de faire allusion, et que les poètes dramatiques semblent presque tous avoir eu pour but de consacrer et de glorifier, c'est le principe de l'adoration de la royauté et de l'excellence du pouvoir absolu gouvernant le monde sans contrôle, sans contrepoids, à la manière de la Divinité. Ce principe n'était pourtant pas celui qui régnait en Espagne aux XIIIe, XIVe, et XVe siècles, à cette époque de troubles et de déchiremens où la royauté, si souvent disputée les armes à la main, avait tant de concessions à faire à une redoutable aristocratie pour conserver un reste de pouvoir. Lorsque Sanche-le-Brave détrônait son père et disputait la couronne à ses neveux, lorsque le frère bâtard du redoutable Justicier lui arrachait à la fois le sceptre et la vie, lorsque le malheureux Henri IV, déposé par les grands du royaume, n'obtenait d'eux la permission de mourir sur le trône qu'à la condition infamante de reconnaître l'illégitimité de la naissance de sa fille et de la

déshériter, certes cette adoration de la personne et de l'autorité royales dont nous parlions tout à l'heure n'existait pas dans le cœur des Espagnols. Ce n'est que sous la maison d'Autriche que ce sentiment s'est introduit en Espagne avec le despotisme. Les poètes, lorsqu'ils en ont placé l'expression dans la bouche des hommes du moyen-âge, ont donc péché contre ce qu'on est convenu d'appeler la vérité historique, la couleur locale. Cette faute, si c'en est une, se retrouve à chaque instant dans les drames espagnols. Il paraît même que leurs auteurs se souciaient peu de l'éviter. Ils voulaient peindre les mœurs nationales, mais ils ne s'attachaient pas à les nuancer scrupuleusement suivant les opinions et les costumes des différens siècles. Ils semblaient comprendre qu'un travail aussi minutieux est propre à éteindre l'inspiration, et que d'ailleurs, sous les formes vivantes, avec les détails étendus que comportent et qu'exigent les compositions dramatiques, les seules idées qu'on puisse reproduire avec succès sont celles dont on est en quelque sorte entouré, dont on ressent soi-même l'influence, soit par l'attachement, soit par l'aversion qu'elles inspirent. Ce système est précisément le contraire de celui qui a prévalu en France depuis quelques années. On s'est habitué à admirer avant tout dans les anciens poètes, et surtout dans les poètes étrangers, la prétendue *vérité* avec laquelle ils ont peint les époques dont ils ont retracé les évènemens. Frappé de l'énergique originalité des mœurs qu'ils nous représentent, on s'est dit que ces tableaux devaient être exacts. Sans doute ils sont exacts dans un sens que nous allons expliquer : ces mœurs ont existé, mais non pas toujours dans le temps où les poètes ont placé l'action de leur drame; elles ont existé dans celui où ils écrivaient. Encore une fois, s'ils n'avaient pas vécu eux-mêmes dans cette atmosphère morale, ils ne l'auraient pas reproduite avec cette force, cette simplicité, ce caractère de réalité profonde, qui nous subjuguent. Il leur serait arrivé ce qui arrive à certains dramaturges modernes, lorsque, croyant marcher sur les traces de ces grands maîtres, ils s'efforcent, tout pleins qu'ils sont des idées du XIXe siècle, de nous représenter les idées et les habitudes du moyen-âge. Substituant à la poésie l'érudition de l'antiquaire, dérobant des lambeaux de chroniques, mêlant çà et là à des pensées, à une physiologie, toutes contemporaines, quelque expression, quelque tournure de phrase, quelque allusion plus ou moins opportune à la langue, aux usages de ces temps reculés, c'est en vain qu'ils essaient de nous en offrir une copie fidèle jusqu'à la servilité. La forme extérieure, le costume, sont là peut-être; mais l'esprit, l'intelligence intime, manquent d'autant plus qu'on s'est presque exclusivement préoccupé de détails matériels, et tout ce travail n'aboutit qu'à une sorte de mosaïque curieuse si l'on veut, mais où l'on chercherait en vain le mouvement et la physionomie. Nous le répétons : au moral comme au physique, on ne peint bien que ce qu'on a vu, que ce qu'on a éprouvé, que ce qui, directement ou indirectement, a affecté notre ame et nos sens. Dès qu'on veut sortir de ce cercle, on tombe presque nécessairement dans le faux et le bizarre. Nous accorderons, si on l'exige, qu'à force de génie

et par une sorte de divination, de grands esprits ont pu échapper quelquefois à cette alternative; mais ces exceptions sont bien rares, et, en les examinant de près, on reconnaîtrait peut-être qu'elles ne sont qu'apparentes.

Nous ne pousserons pas plus loin cette digression. Il nous reste d'ailleurs peu de choses à ajouter pour épuiser ce que nous avions à dire des drames historiques espagnols.

Nous n'avons parlé jusqu'à présent que de ceux qui se rapportent à l'histoire d'Espagne. Les poètes castillans n'ont pourtant pas borné à leurs propres annales le choix des sujets qu'ils ont transportés sur la scène. La mythologie, l'histoire sainte, celle des Grecs et des Romains, celle de tous les peuples modernes, ont été mises par eux à contribution; mais, en quelque lieu qu'ils placent la scène de leur drame, ce sont toujours, en effet, des mœurs et des personnages espagnols du XVIe et du XVIIe siècles qu'ils nous présentent. Les anachronismes, les disparates les plus bizarres, les plus ridicules, du moins à notre sens, n'effrayaient pas des esprits si cultivés pourtant. On dirait presque qu'ils les recherchaient. Ce ne sont plus là, à vrai dire, des drames historiques, ce sont des œuvres de pure imagination que l'absence par trop complète du sentiment de réalité et de vérité finit par dépouiller de tout intérêt. On ne comprend pas comment ces ouvrages, pour la plupart si médiocres, même dans ce qu'ils ont de moins déraisonnable, ont pu obtenir un succès qui, au surplus, s'est beaucoup prolongé pour quelques-uns d'entre eux. Les vieillards de Madrid se souviennent encore d'avoir vu représenter une pièce de Zarate, écrivain du temps de Philippe IV, intitulée : *le Précepteur d'Alexandre*, et dans laquelle Aristote, en costume d'abbé, en petit manteau et avec des boucles à ses souliers, était tranformé en confident des amours de son élève. Dans *l'Esclave aux chaînes d'or,* de Candamo, œuvre très remarquable à beaucoup d'égards, l'empereur Adrien va soupirer la nuit sous le balcon de sa maîtresse, se bat en duel avec un rival qu'il y rencontre, et il faut que Trajan vienne les séparer. C'est ainsi que les poètes espagnols comprenaient alors l'antiquité. Ne nous hâtons pas trop de nous en moquer. N'était-ce pas à la même époque que nos romanciers peignaient *Caton galant et Brutus dameret?*

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

REVUE

DE

LA LITTÉRATURE ANGLAISE.

Un aide-de-camp de Tibère (*adjutor*), qui avait bien autant d'esprit que son maître, disait que les talens et les génies traversent les âges par bataillons, portant le même uniforme, soit de médiocrité, soit de grandeur. C'est une observation un peu militaire, mais fort juste; on serait tenté de croire que l'Allemand Hegel, créateur du système des époques, l'a empruntée à Velleius-Paterculus, tel était le nom de l'officier romain. En effet, on voit dans tous les temps les intelligences s'avancer par masses et par détachemens, qui portent les mêmes couleurs et se soumettent au même étendard. L'essor magnifique et solennel de toutes ces intelligences, pour ainsi dire ailées, qui, d'Eschyle à Euripide, ont traversé le ciel orageux et splendide de la Grèce, les présente à l'imagination comme une seule cohorte, variée seulement par les nuances, analogue par le caractère général. A Rome, la période du génie cicéronien et virgilien compose une ère bien marquée. En France, vous avez le XVIe siècle d'une part, avec Montaigne et Rabelais; d'une autre, la phase de Louis XIV, glorieuse

de voir Bossuet, Molière et Pascal, marcher ensemble en procession majestueuse. Sous la reine Élizabeth, en Angleterre, une analogie d'indépendance, de création et d'observation rattache Bacon à Shakspeare, Shakspeare à Spencer, Spencer à Raleigh. Vous diriez des frères qui s'avancent au combat comme les vieux Celtes, unis entre eux par des anneaux de bronze et tous semblables.

Ce Velleius, l'un des esprits de l'antiquité qui se rapproche le plus des procédés de généralisation philosophique que les modernes regardent comme leur propriété exclusive, a donc raison de prétendre que les générations de talens marchent ensemble, par groupes distincts, à travers les âges : *eminentissima cujusque professionis ingenia, cujusque clari operis capacia, in similitudinem et temporum et profectuum semetipsa ab aliis separaverunt.* Phrase tout-à-fait analogue, pour le sens et la forme, à certains passages de Haller et de Schelling; elle renferme la vraie théorie de l'histoire littéraire, étroitement liée à l'histoire des peuples et au progrès des civilisations. Cette marche mesurée dont parle l'officier romain n'est en effet que la reproduction des phases diverses que subit la vie sociale des races. L'Angleterre, et c'est d'elle seulement que nous nous occupons ici, a compté deux manifestations souveraines de son énergie sociale et de sa pensée : l'une, de Shakspeare à Milton, sous Élizabeth et Jacques Ier; l'autre, qui commence avec Crabbe en 1799 et expire avec Walter Scott. Les deux périodes intermédiaires sont médiocres pour le génie, bien qu'elles s'honorent des noms brillans de Dryden et de Pope. L'une, sous Charles II et Jacques II, entre 1650 et 1700, se renferme dans une frivole copie de Benserade et de Voiture. La seconde, qui comprend tout le XVIIIe siècle, s'élève jusqu'à l'imitation plus savante et plus artiste de Boileau et d'Horace. En 1830, après avoir traversé ces diverses phases, la pensée britannique semble entrer dans une période pâlissante qui s'efface et se ternit par degrés, non qu'elle soit définitivement privée de toute force et de toute valeur. L'Angleterre, nous le croyons, n'est pas encore à bout de voie; la lie du génie anglo-saxon, le résidu de sa civilisation intellectuelle n'apparaît pas encore. Toute la partie septentrionale de l'Europe conserve, grace à la sève teutonique, une puissance de vitalité, enlevée depuis long-temps aux régions méridionales de la même zone. Mais la lumière intellectuelle a pâli; le foyer a perdu l'intensité de sa chaleur; les ressources factices ont remplacé la flamme réelle et puissante; l'habitude et l'imitation ont envahi les sillons du champ littéraire.

Il faut se résigner : tel est le sort des plus grands peuples. Les plus fertiles entre toutes les races se reposent, sommeillent ou meurent.

Si le *Dogberry* de Shakspeare, l'une des bonnes créations de ce poète, devenait critique et qu'il eût à parler de la littérature anglaise actuelle, il dirait, employant sa phrase ordinaire, qu'elle est *most excellent and not to be endured.* Parmi les nombreux personnages comiques dont ce Molière-Eschyle a peuplé son monde, vous trouvez avec admiration ce magistrat subalterne, bon petit juge de paix, excellent homme, qui se nomme Dogberry. Il a deviné les antagonismes de Kant. Les choses les meilleures sont à ses yeux un peu mauvaises. Il établit dans sa pensée confuse un équilibre perpétuel du bien et du mal qui constitue la critique la plus ingénieuse et le plus stupide symbole du scepticisme incertain. Il affirme qu'une physionomie est très belle et cependant assez laide, qu'une action est criminelle et assez vertueuse néanmoins. Le pour et le contre, qui se combattent si bizarrement dans son esprit obscur, y introduisent l'éternel crépuscule de toutes les lumières et de toutes les ombres. Les sentences rendues par cet éclectique exagéré caractériseraient fort bien la littérature anglaise de nos jours, qui est en effet d'une opulence très pauvre, d'une très riche indigence, d'une très admirable nullité, d'une abondance très misérable, d'une fécondité fort médiocre et néanmoins excellente.

Expliquons-nous. Les supériorités d'intelligence et de style manquent aujourd'hui à l'Angleterre. Carlyle, Macaulay et Bulwer se détachent seuls de la masse uniforme et terne des écrivains actuels. Cependant une civilisation active et extrême, l'habitude des recherches érudites, la situation centrale de l'Angleterre, ses rapports de commerce avec le monde, l'heureuse et forte organisation de sa vieille société, soutiennent, par la vigueur même de l'impulsion antérieure, une littérature qui déchoit. La sève ne s'élance plus, avec sa jeune et ardente véhémence, des racines même de l'arbre dans ses rameaux les plus hardis; mais elle continue doucement, paisiblement, sa circulation insensible; la fraîcheur du feuillage commence à disparaître; cependant rien ne meurt encore, et, si la décrépitude se révèle à la pensée, l'œil est impuissant à l'apercevoir. Dans l'absence presque totale des génies éclatans et originaux, vous avez encore des polygraphes habiles, des critiques de bon sens, des érudits qui se condamnent aux carrières des antiquités et de l'histoire, des femmes poètes que l'on écoute, des éditeurs patiens et exacts,

des traducteurs qui savent faire passer dans la langue anglaise les monumens des idiomes orientaux. Si l'on est rarement frappé de cette vive et électrique étincelle dont Byron, Scott et Wordsworth ont possédé le secret, on peut recueillir dans les œuvres les plus modernes de la littérature anglaise beaucoup de documens utiles et de résultats curieux.

Ainsi la volée actuelle, ou, si on l'aime mieux, l'essor commun des intelligences anglaises, ne nous paraît ni très haut ni très vigoureux, mais honnêtement sage, supérieur à la médiocrité, étranger à l'extravagance, assez exempt des graves et misérables défauts de charlatanisme et d'emphase, mais très secondaire, comparativement à *Childe-Harold* et à *Old-Mortality*. Carlyle commence à faire école par ses défauts.C'est un mauvais modèle de style, que les élèves tourneront bientôt en caricature. Point de drame important; aucun nouveau nom poétique. Les révoltes populaires du chartisme et du socialisme n'ont pas trouvé un défenseur éloquent. Les femmes poètes seules se sont récemment distinguées par la surabondance de leurs vers. La tristesse d'une position fausse, sans doute calomniée, faisant vibrer les cordes lyriques du talent le plus viril parmi ces muses, vient d'arracher à mistriss Norton des cris de détresse et d'angoisse, que l'on a justement admirés.

Le poème nouveau de Mme Norton est intitulé *le Rêve*, et le sujet en est fort simple. Une mère, assise près du chevet de sa jeune fille, la regarde dormir. Tout à coup l'enfant s'éveille; elle a fait un rêve qu'elle conte à sa mère; c'est toute la vie d'une femme; le premier amour, le cœur qui s'épanouit, l'ame qui cherche le bonheur, les noces, la famille, la vieillesse. Sa mère l'interrompt et l'avertit tristement que cette perspective lumineuse s'obscurcira plus tard, que le monde lui réserve des souffrances, car elle est faible, et des déceptions, car elle est aimante. On eût difficilement imaginé un cadre plus naïvement heureux; c'est le chef-d'œuvre de Mme Norton, qui l'a dédié à son amie, la belle et célèbre duchesse de Sutherland :

« Une fois encore, ô ma harpe, une fois encore, éveille-toi! Ma main n'espérait plus interroger tes cordes palpitantes. Mais il le faut, mon cœur s'élance, ce triste cœur long-temps endormi dans le repos de son angoisse. L'oiseau assoupi sur le rameau de cyprès entrevoit le ciel de poésie; il part, il s'éloigne de la terre; il y laisse les chagrins accablans; il vole bien loin du monde obscur.

« A toi donc, belle et pure; à toi, condamnée à vivre dans ce monde où toute générosité s'éteint, où toute imagination s'allanguit,

où la bassesse seule est protégée; à toi dont l'amitié n'a pas faibli dans les heures les plus désolées de ma jeunesse amère;

« A toi je dédie ces vers. Non, jamais, lorsque l'indigence était sœur de la poésie, barde isolé, battu de l'orage, n'offrit à son hôte l'hommage d'un cœur plus profondément attendri!

« Car il est aisé, ô riches, de jeter votre aumône au génie. Mais toi, tu m'as donné, en dépit de la froideur et de l'incrédulité, ce que les femmes donnent rarement aux femmes, estime et foi. Calomniée et seule, en butte à ceux qui torturaient mon cœur sans pouvoir l'écraser;

« C'est toi, quand des lâches flétrissaient mon nom, et riaient de me voir, faible, lutter contre le torrent; quand ceux sur lesquels je devais compter m'abandonnaient; lorsque peu de regards compatissans et inespérés s'abaissaient vers moi; quand ceux qui auraient pu me défendre attendaient que le monde se fût prononcé;

« C'est toi qui m'as donné ce que le pauvre donne au pauvre, des paroles de bonté, des vœux sacrés, des larmes vraies! — Ont-ils fait davantage, les êtres depuis long-temps aimés, les parens, ceux qui n'ont pas changé lorsque le sort changeait, ceux-là qui m'ont serrée d'une étreinte plus vive au moment du péril, émoussant par le dédain la pointe de l'outrage? Non, ceux-là n'ont pas fait mieux que toi!

« On croit au mal quand on sent le mal dans son cœur; ce n'est pas la raison, c'est la conscience qui persuade aux criminels le crime d'autrui. Ils ajoutent foi à la perfidie, ceux qui se sont montrés perfides.

« Mais toi, blanc cygne, porté sur des ondes impures; toi dont l'aile emperlée rejette les gouttes noires qui tacheraient ton plumage; toi, reine de grace et de beauté, qui glisses innocente et fière sur les vagues sombres;

« Tu as cru à mes paroles lorsque j'ai répondu tristement : *Cela n'est pas!* Ta candeur n'a pas rougi, ta confiance ne s'est pas ébranlée, tu n'as pas reculé; les aboiemens de la meute qui poursuit toujours le malheur ne t'ont pas effrayée. Tu m'as jugée d'après ton cœur; ta noble pitié, tu l'as puisée dans le souvenir de ta vie.

« Mes vers, tribut modeste, n'ajouteront rien à ta lumineuse auréole; mais tout poète espère dans l'avenir. Je serais heureuse de faire vivre au moins une des nobles pensées de ton ame.

« Quelque soir, un inconnu feuilletera ces pages écrites dans une heure douloureuse, et peut-être une lointaine image de toi planera sur le front attendri de celui qui me lira. T'admirer, voir ta douce et

belle figure, ne lui sera pas donné; mais du moins entreverra-t-il l'ombre éloignée de ta grace et de tes vertus. »

C'est un bonheur assurément pour le poète et la poésie, quand le cri de l'ame, jaillissant de l'intime source des passions, peut se faire jour, sans peine et sans travail, dans un rhythme facile, dans une langue souple, au moyen d'une diction prête à tout dire et d'un idiome qui ne se refuse à aucun accent lyrique. Tel est le poème de Mme Norton. L'émotion vraie, le poignant souvenir d'une douleur récente, toute la fierté et toute la tristesse de la femme en révolte contre un monde injuste, avaient à peine besoin de la forme pour devenir poésie. Ces strophes de Mme Norton, dont nous transcrirons quelques vers afin que les amis de la poésie anglaise rendent justice à la fidélité de notre traduction, rivalisent avec les plus belles de lord Byron, pour la pureté de la versification et la puissance de l'élan poétique (1).

Si l'on ne connaît, parmi les idiomes européens, que la seule langue française et son système rhythmique, on ne peut se faire une idée de la facilité que les autres langues, tudesques et néo-latines, offrent à la poésie passionnée. Non-seulement l'italien avec ses voyelles multiples et ses rimes éternelles, l'espagnol avec ses assonnances, le portugais avec la plénitude et la magnificence de ses accens, mais l'allemand qui retentit comme une orgue aux tuyaux de cuivre, dont les notes solennelles se prolongent et se perdent dans l'espace, l'allemand qui possède tous les rhythmes et se plie à toutes les versifications; mais l'anglais lui-même, accentué, vibrant, iambique de sa nature, non pas harmonieux sans doute, mais souverainement et vigoureusement cadencé, sont des instrumens merveilleux pour le

(1) Thou then, when cowards lied away my name
And scoff'd to see me feebly stem the tide,
When some were kind on whom I had no claim
And some forsook, on whom my love relied,
And some who might have battled for my sake,
Stood off in doubt to see what turn the world would take;

Thou gav'st me that the poor give to the poor,
Kind words and holy wishes, and true tears;
The lov'd, the near of kin, could do no more,
Who chang'd not with the gloom of varying years,
But clung the closer when I stood forlorn,
And blunted slander's dart with their indignant scorn.

THE DREAM. — *Dedication to Lady Sutherland.*

poète de la passion. Il faut bien le dire : la langue française est devenue poétique par un prodige du talent français; elle ne possède en elle-même et dans son propre fonds qu'un très petit souffle d'inspiration et d'harmonie, un rhythme difficile à percevoir, une légère, délicate et insuffisante prosodie; ce sont des nuances plutôt que des couleurs, des souplesses plutôt que des audaces, un murmure plutôt qu'une musique. Le principal caractère de la poésie française, considéré sous le rapport de l'harmonie primitive, se trouve renfermé dans l'emploi de l'*e* muet, qui n'est pas une voyelle, mais un quart de voyelle, un souffle. L'obstacle insurmontable et la note la plus fausse de son clavier, c'est l'abominable prononciation des syllabes nasales, *an*, *en*, *in*, *on*, *un*, qui n'ont pas d'autre repaire en Europe que notre idiome, et qui, privées de sonorité, de grace, de légèreté, d'élégance, se représentent cependant à toutes les phrases. Les grands artistes ont vaincu ces difficultés. Ils ont sculpté le métal rebelle, et gravé leurs noms dans ce bois aussi dur que le bois d'Amérique dont parle Cooper, et qui, dès le premier coup de la hache, émousse le tranchant de l'acier. Gloire à eux. La perfection de forme que Ronsard le premier, puis Malherbe, Racine, Jean-Baptiste Rousseau, André Chénier, ont su introduire dans la versification française, tient en grande partie à cette révolte de la matière employée. Mais de là aussi, et des systèmes artificiels que notre société doit à la discipline romaine, il est résulté un mode poétique très élaboré, très didactique, une habitude pour ainsi dire scolaire. L'émotion naïve et primitive, la passion intense et de premier jet, se sont rarement fait jour dans cette versification laborieuse. Le mérite de la difficulté vaincue a dominé tous les mérites dans la poésie française : on a vu Bossuet et J.-J. Rousseau, poètes-nés, écrire en prose leurs ardentes pensées, et Malherbe, Boileau, Jean-Baptiste, nés prosateurs, sans imagination et presque sans ame, se placer à juste titre au premier rang des grands ouvriers poétiques, des suprêmes artistes de la versification et du langage.

Il y a beaucoup à dire aussi contre la périlleuse facilité des versifications étrangères. Si lord Byron, dans sa mauvaise et injuste humeur, appelait notre poésie *le crin-crin sourd et criard d'un maître de danse endormi;* s'il est vrai que les émotions ingénues et les passions franches se reflètent avec quelque peine et une grace pour ainsi dire oblique et gênée dans les œuvres de beaucoup de poètes français, on doit convenir aussi que l'insignifiant lieu-commun des paroles inutilement cadencées a rempli d'œuvres sans valeur les recueils poétiques de nos voisins. Je ne parle pas de l'Italie, dont la

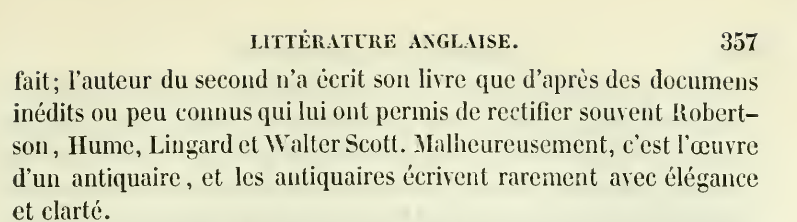
rose et le zéphyr, l'amour et la volupté, le baiser et le papillon constituent depuis Marino le fonds poétique; ce verbiage ne compte pas. Mais, au Nord, la facilité d'exprimer la rêverie vague dans une mesure heureuse et par des images convenues, a produit le même fléau. Si l'on recueillait les impressions mélancoliques qui ont pris la forme de vers anglais ou allemands, on n'en serait pas quitte à moins de vingt mille volumes. C'est la fadeur et l'inutilité des larmes sans douleur. Les femmes anglaises se livrent volontiers à ce travail peu fatigant, qui consiste à jeter dans un moule connu des rimes faciles et des soupirs qui ne coûtent rien. Les admirateurs ne leur manquent pas. Mme Norton, victime éclatante de la société anglaise, et qui, à l'instar de lord Byron, joint beaucoup de fierté et d'énergie morale à la plus heureuse organisation poétique, s'est détachée avec bonheur de ce bataillon de muses nuageuses. C'est la seule femme de l'Angleterre actuelle qui réunisse les qualités de l'imagination poétique, de l'émotion passionnée et d'une grande habileté dans la forme.

Si vous vous adressez aux revues anglaises, et que vous les croyiez sur parole, elles citeront miss Sarah Coleridge, mistriss Caroline Southey, miss Élizabeth Barrett, lady Emmeline Stuart Wortley, mistriss Brook, miss Emmie Fisher, comme rivales de Mme Norton. N'allez pas ajouter foi à leurs assertions. Miss Emmie a dix ans, âge un peu tendre pour une Sapho nouvelle. D'autres *reviewers* vous nommeront miss Elizabeth Charlsworth, miss Louisa Costello, miss Lowe, miss Mitford et mistriss Howitt. L'année prochaine cette liste grossira; si les choses continuent sur ce pied, il deviendra aussi impossible d'énumérer les *poetesses* de la Grande-Bretagne que de compter les étoiles de la voie lactée.

Ne parlons donc ni de miss Barrett, traductrice d'Eschyle, ni de mistriss Southey, fille du poète Bowles, qui se distingue par l'élégance et la simplicité. *Zophiel*, par Marie Brooke, ou *Maria dell' Occidente*, habitante de Cuba, mérite d'arrêter l'attention. C'est un poème composé à la Jamaïque, imprimé à Londres, écrit d'un style obscur et ardent, rempli de descriptions passionnées, et fondé sur l'ancienne tradition qui représente un ange déchu épris d'une mortelle, l'environnant de séductions, et repoussé par la magie de la pureté féminine. Le même sujet a été traité avec moins d'éclat et un mélange de satire piquante, par la marquise de Northampton, née aux îles Hébrides, et aujourd'hui décédée. Ce dernier poème, intitulé *Irène*, tiré à un petit nombre d'exemplaires, n'a pas été livré à la circulation, mais donné à quelques curieux et à quelques amis. Il ne

se distingue point, comme l'œuvre de mistriss Brooke, par la témérité des inventions et la fureur poétique de la diction, mais par la sévérité, la correction, l'habileté de la versification. Il serait facile d'extraire des œuvres de toutes les dames ou demoiselles poètes que nous avons nommées un petit volume assez agréable, un album poétique, qui ne serait ni sans distinction, ni sans charme. Mais Mme Norton et Mme Brooke possèdent seules la haute inspiration poétique; exubérante, diffuse, et peu réglée dans *Zophiel*, elle se montre mélancolique jusqu'au désespoir, mais soumise à une exécution très correcte, dans le nouveau volume publié par Mme Norton. L'une procède de Southey, l'autre est fille légitime de lord Byron.

Ainsi, dans presque toutes les routes littéraires, même dans la poésie, rien d'original : imitation, obéissance, souvent servilité. La classe des ouvrages utiles a produit des recueils de documens qui offrent de l'intérêt : les *Dépêches de lord Wellington*, la *Correspondance de Wilberforce*, le journal et les *Lettres de sir Samuel Romilly*, l'un des plus honnêtes et des plus réellement philanthropes entre les hommes politiques de ces derniers temps. Mais les vingt volumes dont se composent les trois ouvrages que je cite se réduiraient, sous une main prudente, à trois volumes précieux. L'art de concentrer les faits et la pensée, de composer un livre, d'extraire le suc et la quintessence d'une correspondance ou d'un journal, n'a pas avancé beaucoup en Angleterre; c'est à Londres et dans les États-Unis que l'on abuse le plus étrangement du droit de tout imprimer; c'est là que le papier, maculé d'interminables minuties, prend la forme d'in-octavos qui se vendent fort cher. Un éditeur a fait paraître, il y a peu de temps, le *Journal de l'antiquaire Thoresby*, contemporain de Jacques II et de Guillaume III. Ce sont quatre volumes de quatre cents pages chacun, et qui, pour tout intérêt historique, nous apprennent la succession des déjeuners de Thoresby et le verset des sermons qu'il a entendus; car il était gastronome, économe, antiquaire et pieux. Le *Journal de Wilberforce* contient une foule de pages chargées de détails semblables aux détails suivans : « 1er novembre, à quatre heures, j'ai vu Pitt et Elliot; j'ai dîné, je me suis couché; — 2 novembre, Pitt est resté chez moi toute la journée; — 3 novembre, Elliot et Pitt ont dîné chez moi... » et ainsi de suite pendant vingt pages. L'*Histoire des Stuarts*, par Jesse, et l'*Histoire d'Écosse*, par Tytler, s'isolent, par des mérites particuliers, de ces compilations qu'un scrupule outré a remplies de poussière stérile. Le premier de ces ouvrages est un recueil d'anecdotes habilement



fait; l'auteur du second n'a écrit son livre que d'après des documens inédits ou peu connus qui lui ont permis de rectifier souvent Robertson, Hume, Lingard et Walter Scott. Malheureusement, c'est l'œuvre d'un antiquaire, et les antiquaires écrivent rarement avec élégance et clarté.

Parmi les éditions nouvelles qui paraissent à Londres, nous signalerons surtout la collection populaire des œuvres de *Daniel de Foë*, publiée par Hazlitt, fils du célèbre William Hazlitt, le Geoffroy de la presse anglaise, ainsi que les belles collections des œuvres complètes de Thomas Moore, de Litton Bulwer et de Southey. Tous ces noms ont reçu le baptême européen, sans lequel il n'y a pas aujourd'hui de véritable illustration. Daniel de Foë, oublié depuis tant d'années et comme enseveli sous la gloire de son Robinson Crusoë, a reparu enfin, et repris la place qui lui était due; exemple singulier de tardive justice! Rival tout au moins de Fielding et de Richardson; publiciste, dialecticien, historien, narrateur, écrivain satirique et polémique de premier ordre, cet homme de bon sens et de génie, chez lequel la véracité et la simplicité du bon sens amortissaient l'éclat et la manifestatian extérieure des facultés plus vives de l'intelligence, a été traité par ses contemporains comme un escroc, par le versificateur Pope comme un imbécile, par la magistrature anglaise comme un criminel. Le pilori auquel les préjugés politiques de son temps le clouèrent, s'est changé en trône de gloire; lui-même l'avait pressenti, quand il s'écriait dans son ode :

« Salut, pilori, hiéroglyphe de honte, symbole d'infamie, qui plus tard doubleras ma renommée (1)! »

L'auteur de l'*Histoire parlementaire* de la Grande-Bretagne et de l'*Histoire de l'Europe au moyen-âge*, Henri Hallam, parvenu à un âge avancé, vient de publier, sous le titre d'*Introduction à l'Histoire littéraire des* XVe, XVIe *et* XVIIe *siècles*, un livre qui se recommande par une sorte d'utilité positive, dénuée de toute philosophie générale. C'est plutôt un catalogue qu'une histoire, et ce catalogue est incomplet. Épouvanté des témérités et des hypothèses qui ont emporté dans les nuages Schlegel et ses compatriotes, le jurisconsulte anglais a classé méthodiquement le dossier littéraire des trois siècles qu'il embrasse. Il a donné des dates, des titres, et quelquefois des critiques déta-

(1) Hail, thou hieroglyphic of shame!
HYMN TO THE PILLORY.

chées, dont le style est net et la pensée précise, mais ces grains de sable accumulés manquent de cohésion et d'intérêt. Le génie des époques s'efface sous la plume partiellement exacte de l'auteur. Trop essentiellement avocat, trop analyste et critique, pour saisir les grands traits de la civilisation européenne, il ne voit pas ou ne veut pas voir ces influences mutuelles et électriques que tous les peuples ont subies. Le nombre des œuvres qu'il doit enregistrer l'accable, et il en supprime arbitrairement une partie considérable sous des prétextes inadmissibles. Ainsi les voyageurs, les écrivains qui se sont occupés de la peinture et de la sculpture, les théologiens controversistes et la majeure partie des historiens, se trouvent exclus du travail de M. Hallam. Il prétend que les controverses aujourd'hui oubliées ne méritent pas un souvenir, et que l'histoire et les voyages, consacrés à fixer la mémoire des faits, n'entrent pas dans le domaine de la littérature. La littérature est pour lui une élaboration de la forme plutôt qu'une influence civilisatrice et un résultat des progrès ou des variations de l'humanité. Cette vue étroite le fait tomber, malgré la justesse de son esprit, dans une des plus graves erreurs qui se puissent concevoir. Les lettres du voyageur Busbecq et les controverses du jansénisme ont exercé plus d'action sur les esprits que telles œuvres poétiques fort célèbres dans leur temps, et que M. Hallam a jugées dignes de commémoration.

Il valait certes mieux imiter simplement les Bénédictins de France et le bon abbé Goujet, auteur de la bibliothèque interminable des poètes français, prendre et analyser un à un, pièce à pièce, en cent volumes, chaque nom littéraire, et offrir à la science future un répertoire utile, que de poser des limites et de former des groupes arbitraires, sans indiquer leurs rapports mutuels, leur direction, leur marche et leur génie. On pourra consulter avec quelque fruit les quatre volumes de Hallam; la partie consacrée aux publicistes et aux écrivains politiques, se rapprochant davantage des études spéciales de l'auteur, mérite beaucoup d'éloges. Mais l'œuvre, dans son ensemble, nous paraît insuffisante et manquée; certaines critiques de détail excitent le sourire. M. Hallam, tout en admirant Molière, l'accuse de manquer *d'esprit* (*wit*). Molière n'a jamais cherché l'esprit des mots; les saillies les plus étincelantes de sa verve naissent toujours du choc du bon sens se heurtant contre le ridicule. Molière ne fait pas d'épigrammes.

Le livre qui produit le plus de sensation aujourd'hui en Angleterre, c'est l'ouvrage de M. Tocqueville sur la démocratie américaine; il

partage l'attention et la curiosité avec les écrits de Carlyle, qui bientôt, nous l'avons dit, deviendra chef de secte littéraire. On l'imite sans le comprendre et on l'attaque de même. Par une ridicule merveille de l'esprit de parti, la *Revue d'Édimbourg* accuse Carlyle de torisme, pendant que le *Quarterly* lui impute le panthéisme; quelques-uns lui font un crime de son indifférence. Il est trop impartial, dit-on, il domine de trop haut les deux peuples du nord, dont l'un est son père, et l'autre son nourricier. Certes, il ne sera jamais, je le crains du moins, L. L. D., ni F. R. S., ni M. P., ni F. S. A., ni D. D. (1); il ne sera pas davantage *hofrath* en Allemagne, ni conseiller aulique, ni surintendant littéraire, ni gymnasiarque. Il n'a pas formulé sa science et son esprit comme les abeilles leur cire, pour s'en faire une case étroite et douce, suave et odorante, où passer tranquillement ses jours. Il n'est en effet ni Anglais ni Allemand. Dans l'état de l'Europe actuelle, qui tourne sur elle-même, ivre et rêveuse comme un derviche, n'avançant et ne reculant pas, ne faisant ni la paix ni la guerre, ne sachant et n'osant marcher ni vers la république, ni vers la monarchie, ni vers le protestantisme, ni vers le catholicisme; dans cette fusion ou cette confusion des élémens sociaux, qui ne laissent pas une nationalité debout, il est impossible d'être un grand penseur et un philosophe valable sans se faire *Européen*, sans cesser d'être Anglais, Allemand ou Italien. La figure du vieux Caton, resté Romain sous le règne de Julien l'Apostat, n'eût pas été sublime, mais ridicule, tant le cours des âges a de force et détruit infailliblement ses rives. Remontant à une vérité suprême, en dehors des discussions actuelles de son pays, Carlyle a fait un acte de courage intellectuel d'autant plus rare, que la lâcheté intellectuelle est toujours sûre de récompense, quand elle flatte les partis. Ce remarquable philosophe, s'élevant au-dessus de la théorie sensuelle, revenant franchement et hautement à la théorie de l'abnégation chrétienne, celui qui a dit : « L'abnégation et le renoncement constitueront pour les individus et les peuples le premier pas de retour vers la vie morale; » — ce penseur, évidemment chrétien, est accusé de panthéisme par les soutiens de l'église anglicane.

Au milieu de beaucoup d'écrivains plus savans et surtout plus corrects, Carlyle (2) l'emporte et domine, mais sans rien gouverner. Ses

(1) Fellow of the Royal society, member of parliament, doctor of divinity, etc.

(2) Voir sur cet écrivain remarquable notre article publié dans la livraison du 1er octobre.

défauts bizarres éveillent et stimulent le marasme et l'affaissement général. On lui emprunte des phrases, on copie ses mots composés; on emploie assez ridiculement ses inventions extravagantes. Les jeunes écrivains, auxquels depuis long-temps il manquait un étendard et un mot d'ordre, essaient à leur tour la création de ces néologismes qui sont la difformité de son talent. C'est le malheur des penseurs originaux, de traîner à leur suite une foule de copistes de leurs excès ou de leurs misères; tous ceux qui, à tort ou à droit, donnent une impulsion vive et nouvelle à la littérature d'un pays, sont suivis, dans la voie publique de leur renommée, par une tourbe criarde qui les imite; valets suspendus au carrosse du maître. On lui laisse son génie, on l'imite quant à l'extérieur, au geste et au costume. Rien de plus faible en général que les imitateurs de Carlyle; rien de moins concluant que les critiques et les analyses dont il a été l'objet dans les revues anglaises. Comme sa supériorité résulte d'une pensée forte dont l'énergie a long-temps élaboré en silence avec une puissante ardeur le lingot d'or qu'elle a bizarrement ciselé, il faut une sympathie très énergique avec Carlyle, pour l'atteindre et le comprendre. Les uns l'attaquent comme radical, les autres comme panthéiste, d'autres enfin comme conservateur. Il n'est rien de tout cela; c'est un philosophe plus élevé que le panthéisme, et d'autant plus remarquable, que son analyse n'abandonne point la synthèse.

En face de Carlyle et de sa philosophie, si curieusement armée de la loupe et du télescope, s'est placé récemment un historien écossais, qui a des prétentions moins élevées. Archibald Alison vient de publier neuf volumes des annales de l'Europe, depuis le commencement de la révolution française jusqu'en 1815. Cet ouvrage, dont les principes sont torys et les vues aristocratiques, est précieux sous un rapport : il renferme le détail complet des débats parlementaires de la Grande-Bretagne pendant cette période importante. Alison, esprit net et droit, sans affectation d'éloquence, sans fanatisme d'opinion, mais fort attaché à son parti, mérite l'estime plutôt que l'admiration; son style a toute la pureté et la lucidité de sa pensée; c'est l'école de Robertson appliquée à la narration des faits contemporains.

Nous connaissons à peine en France les orageux débats de cette histoire parlementaire, exactement racontée par Alison. Contemporaine de la révolution française, elle nous apparaît d'une manière vague et fantastique, plutôt comme une gigantesque ennemie que comme une sévère réalité. L'ouvrage que je cite, scène bruyante où

se jouent Pitt, Burke, Canning, Huskisson, Castlereagh, Romilly, Wilberforce, permet au lecteur d'étudier à son aise et dans tous leurs détails les mouvemens égoïstes de la Grande-Bretagne pendant le combat de son aristocratie mourante contre la démocratie française naissante. En écrivant ce mot *égoïsme*, nous sentons notre plume trembler. Cet égoïsme n'était-il pas nécessaire? La plus vulgaire logique s'étonne de voir la même idée transformée en *crime* pour les uns, en *vertu* pour les autres. Qui ne reconnaîtrait ici la nécessité d'une règle générale et religieuse pour tous les peuples, l'indispensable besoin d'une pensée divine qui règle le bien et le mal? Le moyen-âge possédait cette règle, et la papauté en était dépositaire. Mais aujourd'hui, quelle règle? quelle loi? quel ordre? quelle discipline? Tout vague et s'ébranle au hasard. L'Angleterre, attaquée dans ses bases sociales par la révolution de 1789, s'est défendue avec égoïsme; elle s'est conservée autant qu'elle a pu, et elle a très bien fait. Elle succombera ou se transformera quelque jour; nous la verrons à l'œuvre, ou plutôt nos enfans la verront. En attendant cette ère future, le récit détaillé de ses efforts pendant la première moitié du XIXe siècle rend fort intéressant l'ouvrage d'Archibald Alison, auquel on ne peut reprocher que sa méconnaissance profonde du caractère et du génie gallo-romain devenu le génie français. Comme la plupart de ses compatriotes, il en a vu les vices et non les grandes parties; l'élan généreux, le mouvement rapide, la sympathie prompte de notre race ont échappé à son observation partiale.

Mais il a compris l'enchaînement général et la connexité des affaires européennes. Cet écrivain, chez lequel brillent la sagesse, la largeur et la justesse du coup d'œil, plutôt que l'éclat du style et la hardiesse des aperçus, a entrevu une vérité majeure, étrangère à notre siècle d'analyse excessive et d'extrême détail; c'est qu'il faut étudier l'Europe à titre de région homogène, comme un corps complet et formant ensemble. Telle fut la Grèce des Amphyctions, telle la Rome de César. Fractionner l'histoire de l'Europe, c'est renoncer à toute compréhension de ses diverses histoires. Voltaire, dont l'esprit traversait la vérité comme un rayon de soleil traverse le prisme, s'est douté de ce résultat sans l'approfondir et surtout sans le féconder. Il a écrit sous cette impression confuse son *Essai sur les Mœurs des Nations*. Allemagne, Angleterre, Italie, ne sont que des fragmens. Plus un peuple est central et sympathique, plus son histoire, mêlée nécessairement et intimement à toutes les autres histoires de l'Eu-

rope, se refuse à l'observation qui veut la détacher de l'ensemble. Aussi nos annales isolées ne seront-elles jamais écrites d'une manière satisfaisante. C'est un problème qui userait en vain toutes les forces du génie. La France, pour me servir d'une expression médicale, est le centre de sensibilité universelle, le « grand sympathique » du monde européen.

Il est impossible de constater un mouvement vital, et, comme on le dit, progressif dans le cours actuel de la littérature anglaise. Les seules vagues rayonnantes qui viennent battre la rive avec quelque lumière et quelque bruit sont celles que l'Anglo-teutonique Carlyle a puisées aux sources de la contemplation allemande. Du reste, tout s'écoule avec une douce lenteur, qui n'est pas même de la majesté, avec une certaine facilité sinueuse qui arrose des bords depuis long-temps féconds. Cette vieille fertilité, due à l'admirable existence de la société anglaise depuis le XVIe siècle, n'est point encore tarie; mais elle n'est pas en progrès. L'habitude, le lieu-commun, le reflet et l'écho pénètrent de tous côtés dans cette belle littérature britannique, chère surtout aux esprits prime-sautiers, aux intelligences originales, à ceux qui ne vivent pas de dictons scolastiques, et qui aiment Dieu pour Dieu même, l'ame pour elle-même, et la poésie pour la poésie. C'est un malheur que l'affaissement sensible d'une telle littérature. Mais l'Europe a-t-elle le droit de crier haro sur la Grande-Bretagne? Où sont les grands esprits et les grands écrivains de la Germanie? Le vieux Tieck et le jeune Heine semblent renfermer toute sa gloire. Nous ne parlons pas de la France.

En vain un sentiment de confiance et d'espoir cherche-t-il à repousser la vérité fatale. La décadence des littératures, née de celle des esprits, ne peut être niée. Tout le monde voit que nous descendons, d'un commun accord, nous, peuples européens, vers je ne sais quelle nullité demi-chinoise, vers je ne sais quelle faiblesse universelle et inévitable, que l'auteur de ces observations prédit depuis quinze ans, et contre laquelle il ne voit pas de remède. Cette descente dans la caverne, cette marche obscure qui nous conduira quelque jour au nivellement des intelligences, au fractionnement des forces, à la destruction du génie, s'opère diversement selon le degré d'affaissement des races. Les méridionaux marchent les premiers; les premiers, ils ont reçu lumière et vie; les premiers, ils sont tombés dans la nuit. Les septentrionaux suivront de près; la vigueur et la sève du monde se sont réfugiées en eux. Les Italiens, noble race cependant, sont là,

tout au fond, bien tranquilles, bien calmes, heureux de leur climat, de leur Polichinelle, de leur Bellini, heureux de tout, hélas! et dévorés par ce bonheur de l'atonie, qui est le dernier malheur des nations. Les Espagnols, seconds fils de la civilisation moderne, se déchirent les entrailles et se rongent les poings, comme Ugolin, avant d'aboutir au grand calme de l'Italie et à la plénitude de la mort. Sur la même pente, mais plus vivement agités, vous apercevez d'autres peuples qui espèrent, qui s'agitent, qui chantent, qui jouissent, qui frémissent, et qui croient, avec des chemins de fer et des écoles, ressusciter la flamme sociale vacillante et palpitante. L'Angleterre elle-même, dépouillée de son énergie saxonne et de son ardeur puritaine, déjà veuve de sa force littéraire, de ses Byron et de ses Walter Scott, que deviendra-t-elle dans cent années? Dieu le sait!

Et quand même les symptômes annoncés par les philosophes seraient exacts, quand même, dans ce vaste courant galvanique de destruction et de reconstruction qu'on appelle l'histoire, l'Europe tout entière, l'Europe de douze cents ans, avec ses lois, ses mœurs, ses origines, ses idées, son double passé teutonique et romain, son orgueil, sa vie morale, sa puissance physique, ses littératures, devrait s'allanguir et s'assoupir, comment pourrait-on s'en étonner! Quand elle serait destinée à subir le sort qui brisa jadis le monde grec, puis le monde romain, tous deux moins grands en circonférence et en durée que notre Europe chrétienne; quand même les fragmens du vieux vase devraient être un jour mis en pièces et broyés pour servir à pétrir un vase nouveau, de quoi aurions-nous à nous plaindre? Cette civilisation que nous appelons européenne, n'a-t-elle pas assez duré dans le temps et dans l'espace? Et le globe manque-t-il de régions plus naïves et plus neuves qui accepteront, qui acceptent notre héritage, comme jadis nos pères ont accepté celui de Rome lorsqu'elle eut accompli son destin? L'Amérique et la Russie ne sont-elles pas là? Deux contrées avides d'entrer en scène, deux jeunes acteurs qui veulent être applaudis; toutes deux ardemment patriotiques et envahissantes; l'une héritière unique du génie anglo-saxon, l'autre qui avec son esprit slave, éminemment ductile, s'est mise patiemment à l'école des nations néo-romaines, et veut en continuer la dernière tradition? Est-ce que, derrière la Russie et l'Amérique, vous ne voyez pas d'autres pays encore, qui pendant des millions d'années continueront, s'il le faut, ce travail éternel de la civilisation?

Il n'y a point à désespérer de la race humaine et de l'avenir, quand

même nous devrions dormir, nous, peuples d'Occident, du sommeil des vieux peuples, enfoncés dans cette léthargie éveillée, dans cette mort vivante, dans cette activité stérile, dans cette fécondité d'avortemens éternels que les Byzantins ont si long-temps subies. J'ai peur que nous n'arrivions là. En Europe, et surtout au Midi, les peuples sont ivres et les rois ferment boutique. Il y a des littératures qui radotent, et d'autres qui ont le délire. L'homme de la matière et du travail corporel, maçon ou ingénieur, architecte ou chimiste, peut nier ce que j'avance, s'il n'est pas philosophe; mais nos preuves sont flagrantes. On découvrirait douze mille acides nouveaux; on dirigerait les aérostats par la machine électrique; on imaginerait le moyen de tuer soixante mille hommes en une seconde, que le monde moral européen n'en serait pas moins ce qu'il est, mort ou mourant. Du haut de son observatoire solitaire, planant sur l'espace obscur et sur les vagues houleuses du futur et du passé, le philosophe, chargé de sonner les heures dans les journées de l'histoire, et d'annoncer les changemens qui se font dans la vie des peuples, n'en serait pas moins forcé de répéter son cri lugubre : *L'Europe s'en va!*

PHILARÈTE CHASLES.

LE

DERNIER ABBÉ.

I.

Les abbés du siècle dernier étaient de ces types curieux et divertissans que 1789 a détruits sans retour, et dont l'équivalent n'existe pas de nos jours. Ces heureux petits mortels ne faisaient rien du matin au soir, logeaient dans les mansardes, couraient la ville, portant les nouvelles, chantant les airs nouveaux et attrapant par ci par là une place dans un carrosse ou dans une loge d'Opéra. Ils ne dînaient pas tous les jours, mais le souper ne leur manquait jamais, à cause des chansons et des bons mots dont ils avaient tout un répertoire, et c'est un grand point que de ne pas se coucher l'estomac vide. Ils n'avaient pas de maîtresses, mais à force d'assiduité auprès des dames, ils obtenaient par occasion leur tour de faveur; ils profitaient d'une querelle entre amans, d'une absence ou d'une rupture, et se trouvaient toujours là pour remplir l'intervalle entre l'intrigue qui finissait et celle qui allait commencer.

En 1770, il y eut donc un beau jour, sur le pavé de Paris, un jeune abbé sortant on ne sait d'où, qui n'avait ni père ni mère, et de

frère aîné pas davantage; il ne tenait à qui que ce fût sur la terre, et portait le simple nom de Cordier. Il n'était pas plus abbé que vous et moi, c'est-à-dire qu'il n'avait jamais ouvert un bréviaire, mais il avait pris la tonsure et le petit collet comme un passeport provisoire qui menait à toutes choses. L'abbé Cordier avait vingt ans, l'œil en amande, la face rose, la physionomie franche, un caractère doux, une gaieté inaltérable, de la complaisance, l'envie de plaire et pourtant beaucoup de modestie. Nous ne savons pas qui l'avait nourri et conduit jusqu'à ce bel âge de vingt ans, car le jeune abbé ne parlait pas de lui-même, et qui eût jamais pensé à lui faire conter l'histoire de son enfance? De peur de rien changer à la vérité, nous le prendrons au moment où il se fit connaître.

L'abbé Cordier s'introduisit sur la scène du monde, on ignore par quel passage étroit; toujours est-il que le 26 janvier 1770, il se trouva dans les coulisses de l'Opéra, où il n'avait point ses entrées, offrant une prise de tabac au directeur, M. Berton, qu'il ne connaissait pas. C'était le jour d'ouverture de la nouvelle salle, et l'on jouait la tragédie de *Zoroastre*. On admirait beaucoup les constructions, les ornemens et sculptures; le public applaudissait; les acteurs étaient en verve, les dorures toutes fraîches et les cœurs épanouis; ce n'était pas un jour à chicaner les gens sur leur présence dans les coulisses.

A peine M. Berton eut-il insinué ses doigts dans la tabatière de notre abbé, qu'une familiarité agréable s'établit entre eux. M. Moreau, l'architecte du roi, et M. Vassé, le peintre, vinrent se joindre à lui pour féliciter le directeur. Le jeune abbé était charmé de l'heureuse distribution de l'intérieur, des sept portiques égaux de la seconde entrée, de la galerie de ronde qui offrait une quantité d'issues commodes; il savait que l'ouverture de la scène avait trente-six pieds de largeur sur trente-deux de hauteur; il admirait le bel ovale du plafond, le tableau représentant les muses et les talens lyriques rassemblés par le génie des arts. Apollon, porté sur un char enflammé, faisait fuir l'Ignorance et l'Envie; des renommées d'un effet merveilleux, soutenaient des globes d'azur semés de fleurs de lys; des enfans formaient une chaîne à l'entour avec des guirlandes. La salle pouvait contenir deux mille cinq cents personnes. On avait supprimé les poteaux qui divisaient et gênaient les loges. L'abbé Cordier venait d'examiner à fond tout cela. On voyait bien, disait-il, que M. Moreau avait puisé ses modèles en Italie. L'acoustique du bâtiment était excellente; tout paraissait calculé, prévu et arrangé pour les aises du public et la fortune du théâtre. Ainsi s'exprimait l'abbé, au grand

enchantement de ses trois auditeurs, qui se mirent aussitôt à l'aimer. Au lieu de lui demander comment il se trouvait là, M. Berton lui accorda sur-le-champ ses entrées; M. Moreau le conduisit à sa loge pour le présenter à sa femme, et M. Vassé le pria de venir le lendemain dîner chez lui.

N'allez pas croire que l'abbé Cordier donnât des éloges à tout le monde par flatterie ou par intérêt. Jamais il n'eût parlé contre sa conscience. Il était facile à contenter, enthousiaste des choses vraiment belles, et si bienveillant par nature, qu'il trouvait du plaisir pour lui-même à louer les gens quand il pouvait le faire sans mentir.

A l'heure où commence cette histoire, l'inventaire des biens de notre abbé n'était pas considérable. Il avait en tout quatre écus de six livres, dont deux étaient dans la poche de sa veste; les deux autres, roulés dans un papier, étaient destinés à sa portière. Sa garderobe se composait d'un habit et d'une culotte, d'un chapeau et d'une paire de souliers, c'est-à-dire qu'il n'avait rien en double. A la rigueur, cela pouvait s'appeler posséder le nécessaire. Il avait dîné le matin; nous ne savons pas dans quelle maison. Quant à son loyer, il était payé d'avance; mais le terme expirait dans deux mois. Cordier ignorait donc où il coucherait à la fin de mars, et il ne s'en inquiétait pas, tant il avait de confiance dans les bontés du ciel, qui pourtant ne le traitait pas en enfant gâté.

Le lendemain, à la table de M. Vassé, se retrouvèrent le directeur et l'architecte de l'Académie royale, avec les avocats du conseil de la Comédie-Française, tous gens qui aimaient et cultivaient les arts. L'abbé parlait en homme qui s'entendait un peu à tout, mais sans trancher de l'important et avec un air de conscience et de sincérité qui donnait du poids à ses opinions. Comme il était au milieu de personnes éclairées, la compagnie le goûta beaucoup. Il fit honneur aux bons morceaux, trouva le vin parfait, ne prit la parole qu'à son tour et conta une histoire gaie qui ne dura pas trop long-temps. M. Berton l'invita aussitôt pour le jour suivant, et M. Moreau pour le surlendemain. Une autre personne, qui donnait un grand régal chez le traiteur, le pria d'être de la partie. Cordier eut partout le même succès, et ses amphitryons lui offrirent l'un après l'autre le couvert à leur table une fois la semaine; il se vit ainsi quatre dîners assurés. Il lui manquait encore le vendredi et le samedi; mais c'étaient des jours maigres, et il se consola en pensant que, s'il venait à jeûner, le ciel lui en tiendrait compte pour son salut. Quant au dimanche, il

l'abandonna au hasard, disant avec juste raison qu'il fallait bien laisser quelque chose à son étoile.

Ce fut dans la maison de l'architecte du roi que l'on prit surtout le jeune abbé en grande affection. Il y avait deux petites filles espiègles que M. Cordier parvint à contenir toute une soirée en leur faisant des tours de cartes. Mme Moreau, voyant qu'il amusait ses enfans, le pria de venir le plus souvent qu'il pourrait. L'abbé y mit toute la complaisance imaginable. Il s'échappait un moment des endroits où il se plaisait le plus, et chaque soir vers neuf heures, il arrivait pour le coucher des enfans; il les asséyait sur ses genoux et leur contait le conte de *Fine-Oreille* ou celui de *Monsieur le Vent*, que les petites filles savaient par cœur, mais qu'il disait à ravir. Il usa aussi de discrétion en ne venant pas pour cela dîner plus fréquemment, à moins qu'il n'y fût contraint par la nécessité.

L'amitié qu'on avait pour notre abbé s'était accrue tous les jours, et il se trouvait fort heureux de son sort; mais le mois de mars allait finir bientôt, et Cordier, qui n'avait pas un sou pour payer le terme de son loyer, était menacé de n'avoir plus de domicile, ce qui était fort grave.

Un soir, Mme Moreau tira de sa poche un portefeuille où elle écrivait les adresses de ses connaissances, et demanda en riant comment il se faisait qu'elle ne sût pas encore où demeurait son ami M. Cordier.

— Madame, répondit l'abbé, vous me demandez cela fort à propos, car dans trois jours il eût été bien tard, et je n'aurais su que vous dire.

— Est-ce que vous allez déménager? dit Mme Moreau; je vous plains. C'est fort ennuyeux.

— Déménager n'est pas le difficile, répondit Cordier; ce n'est pas non plus de trouver un autre gîte, mais c'est de payer un terme d'avance qui est une grande affaire, à moins qu'on n'ait de l'argent.

Mme Moreau se leva sans rien répliquer, et prit à part son mari. Au bout d'un moment, elle revint, et après un peu de silence elle dit en travaillant à sa tapisserie :

— Monsieur l'abbé, nous avons là-haut une chambre qui ne sert à personne; si vous voulez demeurer avec nous, mon mari vous offre ce petit logement.

— J'accepte sans me laisser prier, madame, et de tout mon cœur.

— Votre lit sera prêt demain; vous viendrez quand il vous plaira.

Mme Moreau, voyant que le plaisir et la reconnaissance avaient ému l'abbé, lui tendit une main par-dessus son métier à tapisserie, et lui dit pendant qu'il y déposait un baiser respectueux :

— Les enfans seront bien contens d'avoir leur ami dans la maison.

Le lendemain, Cordier arriva, tenant sous son bras un petit paquet enveloppé dans un mouchoir, et qui ne pesait pas trois livres. On le mena au quatrième étage dans une chambre fort propre, et son déménagement se trouva fait.

II.

Les gens du siècle passé qui n'étaient pas bien dans les papiers de la fortune, avaient du moins en eux-mêmes un soutien, c'était le manque d'ambition. Jamais l'idée ne serait venue à un petit abbé de vouloir être un personnage, ni de perdre dans la triste passion de l'envie les belles années de la jeunesse. Lorsque Cordier ouvrit les yeux aux premiers rayons du jour, et qu'il se vit dans un beau lit en bois peint avec des rideaux de serge, avec quatre chaises de paille bien rangées le long des murs, et une commode en noyer, il fut tenté de se croire empereur d'Orient, comme le dormeur éveillé. Ce fut bien autre chose quand le valet de chambre de M. Moreau lui apporta du chocolat avec un petit pain, et qu'on lui donna une paire de pantoufles tandis qu'on cirait ses souliers; pour le coup, il se crut servi par des génies dans le palais de la Chatte blanche. Il remercia Dieu, et s'habilla gaiement en fredonnant un air d'*Acante et Céphise*, dont la musique était du célèbre Rameau.

Pendant cette heureuse journée, l'abbé se sentit l'esprit plus léger que d'habitude. Avant de quitter la maison pour aller chez M. Berton, il descendit au salon, où étaient M. Moreau et sa femme jouant avec leurs petites filles. Mme Moreau, qui faisait danser un des enfans sur ses genoux, se mit à chanter en badinant la chanson suivante, qui n'a d'autre mérite que d'être connue de tout le monde :

Il était, il était
Une jeune fille,
Qui n'avait, qui n'avait
Qu'une chemise,
Et encore elle était
A la lessive.

Un nuage passa dans l'ame de Cordier en entendant ces paroles; un peu de rougeur lui monta au visage. Il ouvrit sa tabatière et la referma sans y rien prendre; puis il se leva, et, après avoir fait le

tour du salon d'un air embarrassé, il tira M. Moreau par la manche de son habit.

— Monsieur, lui dit-il en hésitant, je ne pense pas que Mme Moreau, qui est la bonté même, ait envie de se moquer d'un homme qui lui est tout dévoué. Ce n'est d'ailleurs qu'une plaisanterie fort innocente...

— Qu'avez-vous, mon cher ami? répondit l'architecte du roi; je ne vous comprends pas.

— C'est, reprit l'abbé, que je n'ai en effet qu'une chemise, et qu'encore elle est à la lessive, comme dans la chanson.

— Soyez assuré, dit M. Moreau, que ma femme n'y entendait pas malice, et qu'elle ne sait pas si vous manquez de chemises. Votre veste est boutonnée jusqu'au rabat, et, pour ma part, je vous trouve fort bien vêtu. Cependant je dirai à ma femme de prendre garde une autre fois à ce qu'elle chantera.

L'abbé pressa la main de M. Moreau, et s'en alla chez le directeur de l'Opéra. Il le trouva en conférence avec Mlle Doligny de la Comédie-Française, qui venait solliciter un spectacle à son profit. Cette jeune actrice, qui jouait admirablement les ingénues, était fort aimée du public; mais la jalousie de ses camarades lui donnait beaucoup de soucis, comme il arrive souvent aux gens de talent. On lui enlevait ses rôles sous le prétexte qu'elle avait au-dessus d'elle des chefs d'emploi. Dans la soirée à son bénéfice, ses amis voulaient qu'elle jouât, sur la scène de l'Académie, la pastorale d'*Endymion* de feu Fontenelle. M. Berton élevait des difficultés; cependant il céda enfin, grace aux instances de Cordier, qui pria en faveur de Mlle Doligny. Sans être fort jolie, cette jeune actrice avait une figure intéressante, un son de voix qui allait au cœur, de la gaieté, quelque chose dans les manières qui charmait à première vue. Cette aimable fille remercia Cordier d'avoir intercédé pour elle, et y mit tant de grace, que l'abbé en devint tout rouge de plaisir. Mlle Doligny savait par les bruits de coulisses qu'il était homme de bon conseil, et comme elle avait besoin d'être un peu soutenue au milieu de ses ennemis, elle désira qu'il vînt aux répétitions. Elle l'invita même à être dans sa loge le jour du spectacle à son profit, afin de la secourir au moment de sa toilette, s'il lui survenait quelque embarras. Cordier n'eut garde d'y manquer, et bien leur en prit à tous deux.

La jeune actrice avait commandé pour son rôle de Phœbé un croissant avec des pierreries. On n'apporta ce joyau de rigueur qu'une heure avant le lever du rideau, et il se trouva que le cercle d'or par

où il s'attachait aux cheveux était beaucoup trop large pour la coiffure de Mlle Doligny. Il n'y avait pourtant pas moyen de jouer la lune sans un croissant. La pauvre actrice poussait des cris de désespoir, et ses camarades se réjouissaient déjà; mais Cordier ne perdit pas la tête. Il était versé dans l'art du serrurier; il s'arma d'une lime, fit un marteau avec une clé, un étau avec le tiroir d'une table, et se mit à l'ouvrage. En moins d'un quart d'heure, il eut arrangé le cercle d'or et posé lui-même le croissant avec goût dans la chevelure de la Phœbé.

Mlle Doligny sécha ses pleurs, se regarda bien dans la psyché, s'assura qu'il ne lui manquait plus rien, et se tourna enfin vers notre abbé. Elle était éblouissante de fraîcheur et de jeunesse.

— Embrassez-moi pour votre peine, lui dit-elle, avant que je mette mon rouge; cela me portera bonheur.

Cordier baisa la belle Phœbé sur les deux joues, et les poisons de l'amour pénétrèrent pour la première fois dans ses veines. On venait de frapper les trois coups; l'abbé regagna sa place à l'orchestre avec un cruel désordre dans l'imagination et un poids affreux sur le cœur, car quelle vraisemblance qu'un garçon pauvre comme lui pût réussir à rien auprès d'une ingénue de la Comédie-Française? Il ne voulait pas même y songer, et ne rassemblait ses forces que pour chasser bien loin ses désirs.

Cependant Mlle Doligny obtint un véritable triomphe. Le parterre applaudit avec enthousiasme. Une pluie de bouquets accompagna la chute du rideau. Notre abbé courut, après le spectacle, à la loge de l'actrice; mais il trouva la place encombrée par une foule d'amis et de grands seigneurs, qui se pressaient pour offrir les félicitations et les madrigaux. A peine s'il put, en se dressant sur la pointe des pieds, apercevoir la reine de la soirée couchée sur un sopha et enveloppée de fourrures. Il se retirait le cœur fort serré, quand une femme de chambre le saisit par le bras comme il traversait le vestibule, et lui mit un billet dans la main.

« Mon cher abbé, lui disait-on, votre baiser m'a porté bonheur, comme je m'y attendais. Venez demain déjeuner avec moi sur les dix heures du matin. Les sots et les complimenteurs n'entreront qu'à midi.

« JULIE DOLIGNY. »

— Grand Dieu! s'écriait Cordier en bondissant au milieu des rues,

elle m'accorde deux heures de tête-à-tête! Que vais-je lui dire? Comment lui cacher mon amour?

La crainte et l'espérance allaient et venaient dans l'ame du jeune abbé. Lorsqu'il fut rentré dans sa petite chambre, il promena autour de lui des regards désolés, et le sentiment de sa pauvreté lui perça le cœur.

— Non, dit-il avec abattement, je n'irai pas m'exposer au feu de ses beaux yeux. Puisque les bonheurs excessifs ne sont pas faits pour moi, sachons au moins fuir les dangers. Il m'appartient bien de courtiser une actrice, à moi qui n'ai pas de chemise! Allons, n'y pensons plus.

Cordier, ayant bravement pris son parti, se mit à chanter la chanson de Mme Moreau :

Il était, il était
Une jeune fille, etc.

Il ouvrit un tiroir de sa commode pour y serrer le billet de la séduisante Phœbé. O miracle! ce tiroir contenait six chemises neuves! Les merveilles de la civilisation, lorsqu'elles frappèrent les regards du jeune Barbare qui le premier traversa le Bosphore, n'eurent pas un éclat plus surprenant que celui de cette admirable trouvaille. L'abbé n'osait porter ses mains sur la toile fine, de peur qu'elle ne vînt à s'évanouir comme une illusion des sens.

— O madame Moreau! dit-il avec émotion, vous êtes une seconde providence!

Le diable, qui était sans doute jaloux du bonheur de notre abbé, lui fit découvrir alors un petit trou au coude de son habit; mais Cordier n'était pas homme à se déconcerter pour si peu de chose.

— Ce n'est rien que cela, dit-il gaiement; on ne manque pas un rendez-vous faute d'un bout de fil noir pour faire une reprise.

Et il se coucha tout joyeux. Cette fois, il rêva qu'il était dans le paradis des Orientaux et que Mahomet lui-même n'avait pas une veste aussi belle que la sienne.

III.

Le lendemain, notre abbé regardait l'effet de sa chemise blanche dans son miroir à barbe. Il appela le valet de chambre pour avoir son habit qu'on avait emporté.

— Le voici, monsieur l'abbé, dit le domestique d'un air significatif.

Cordier passa une manche avec empressement et resta immobile de surprise.

— Mais c'est un habit neuf! s'écria-t-il.

— Oui, monsieur l'abbé.

— Et d'où vient cela?

— Je ne sais pas, monsieur. Mon maître m'a dit que c'était à vous, et je vous l'apporte.

— Allons! Il vient à propos.

L'abbé descendit les escaliers en voltigeant sur la pointe de ses souliers, et une voix intérieure lui disait : Tu es un heureux mortel.

Le hasard avait trop fait pour Cordier depuis vingt-quatre heures pour qu'il ne s'amusât pas un peu à lui rabattre de sa joie. En arrivant chez Mlle Doligny, le cœur enflé par l'espoir, l'abbé vit, en traversant la salle à manger, qu'on avait dressé une table de quatre couverts. Deux étrangers attendaient au salon; l'un était un mondor, et l'autre un officier des gardes.

— Adieu le tête-à-tête! pensa l'abbé. Comment diable aussi ai-je pu me mettre dans l'esprit que cette créature divine avait jeté les yeux sur moi?

L'espérance s'envola; mais Cordier n'en garda pas moins une contenance ferme, et sentit qu'il fallait montrer sa bonne humeur des dimanches. L'ingénue parut bientôt dans une toilette fort jolie. Elle remercia le mondor d'un collier de perles dont il venait de lui faire présent, et donna la main au militaire en l'appelant son cousin. Cordier avait la mort dans l'ame. Cependant on se mit à table; le courage lui revint lorsqu'il vit que sa présence donnait aussi de la peine à ses rivaux, et que, de plus, ils n'avaient point d'esprit. Il se mit en frais, se ranima peu à peu et conta des histoires.

— Ma foi, messieurs, dit Mlle Doligny aux deux autres convives, vous êtes tristes comme des capucins.

On parla de la pièce d'*Endymion* tout en mangeant des asperges.

— L'abbé, reprit l'ingénue, racontez-moi quelques bons mots de Fontenelle. Je les aime fort, et il en a beaucoup dit.

— Je n'en sais qu'un, répondit Cordier; mais il montre assez combien le personnage était sensible. Fontenelle avait un vieil ami d'enfance qui s'appelait l'abbé Dubos, et avec lequel il déjeunait tous les matins. Ils aimaient tous deux les asperges et en mangeaient tant que la saison en durait; mais Dubos les voulait à la sauce et Fonte-

nelle à l'huile, ce qui était entre eux un éternel sujet de querelles et de plaisanteries. Un jour, au moment où ils allaient manger leur plat favori dont on avait préparé la moitié d'une façon et l'autre moitié de l'autre manière pour satisfaire tous les goûts, M. Dubos tombe subitement frappé d'apoplexie. Fontenelle se baisse, prend la main de son ami, lui tâte le pouls et reconnaît qu'il est mort. Aussitôt il ouvre la porte et crie au domestique : Préparez toutes les asperges à l'huile!

— Je connaissais ce mot, dit le mondor.

— Moi, dit le militaire, je ne le connaissais pas, mais je n'y trouve rien de plaisant.

L'abbé comprit qu'ils étaient jaloux tous deux, et inventa des histoires de son cru pour voir si elles seraient connues du mondor, et si elles auraient l'approbation de l'officier. En sortant de table, il s'aperçut que ses deux rivaux le toisaient avec des airs de dépit. Chacun d'eux tâchait de prendre Mlle Doligny à part pour lui glisser des mots à l'oreille.

— Vous pouvez vous expliquer tout haut, messieurs, dit l'actrice. Je ne suis pas une marquise, et je ne fais rien en cachette. Il faut, dites-vous, que je me décide pour quelqu'un? Il n'est pas bien de n'avoir pas encore d'amant? Mon choix est fixé. Monsieur l'abbé Cordier est mon affaire. J'ai lu dans ses yeux qu'il est amoureux de moi, et je vous déclare qu'il me plaît beaucoup.

L'abbé tomba sur ses genoux et saisit avec transport la main qu'on lui offrait.

— Ah! madame, dit-il d'un air pénétré, voici la première fois qu'une aussi grande joie entre dans mon cœur. Jamais je ne perdrai le souvenir de cet instant, et je défie le ciel de me donner une peine qui l'efface de ma mémoire.

Cette parole était imprudente, comme on le verra par la suite, mais c'est ainsi que parlent les gens amoureux, et d'ailleurs Mlle Doligny n'ayant à cette heure que de tendres sentimens dans le cœur, répondit qu'elle était charmée de l'amour qu'elle inspirait. Le mondor et le militaire enfoncèrent leurs chapeaux sur leurs oreilles et s'en allèrent en frappant les portes; mais on ne s'aperçut pas de leur sortie. Notre abbé devint l'Endymion de la Phœbé. Le nom lui en resta, et dans les coulisses on l'appela l'abbé Endymion tant que durèrent ses amours.

Le bon Cordier n'était pas de ces gens vaniteux qui mettent la plus forte part de leurs plaisirs dans l'ostentation. Il aimait Mlle Do-

ligny pour elle-même et non pour la gloire qu'il en retirait. Elle lui eût plu aussi bien si elle n'eût été qu'une simple bergère. C'était une chose plaisante que de voir cet homme modeste, et qui n'avait pas seulement deux culottes, passer devant la cour brillante de la jeune actrice, recueillir les douces œillades à la barbe des marquis les plus hauts sur talons, et conduire à son bras cette fille si recherchée. On en riait tant qu'on pouvait, mais on enrageait sous cape. Mlle Doligny eut vent de quelques moqueries sur la pauvreté de son Endymion. Elle voulait donner à Cordier un habit magnifique en velours cramoisi et lui faire quitter le petit collet; mais il eut le bon sens de n'y pas consentir. Tout ce que l'ingénue put obtenir de lui, fut qu'il porterait, pour l'amour d'elle, une veste de soie noire, qu'elle broda de sa main. Le jour que sa maîtresse lui envoya cette veste, l'abbé trouva dans la poche une bourse bien garnie. Les scrupules le prirent à la gorge à cette découverte. Il courut chez sa belle, et, ne sachant comment lui dire ce qu'il avait dans l'esprit, il la regarda timidement en frappant sur sa poche de manière à faire sonner les pièces d'or.

— Je vois à votre mine ce que vous pensez, lui dit-on. Si j'étais une princesse, vous n'auriez pas de ces sottes délicatesses. Eh bien! sachez, monsieur, que je veux être pour vous au-dessus de la plus fière princesse du monde. Si vous avez le cœur assez mal placé pour être honteux d'accepter quelque chose de moi, jetez cela par la fenêtre.

— Ne vous fâchez point, dit l'abbé; j'ai le cœur où il faut l'avoir, et je vous remercie de toute mon ame.

M. Moreau se mit à rire en apprenant les triomphes de son ami Cordier.

— Prenez garde à vous, lui disait-il, mon cher Endymion. La lune est changeante; elle ne vous aimera que le temps d'un quartier.

M. Berton lui accordait davantage.

— Cela ira, disait-il, jusqu'à la nouvelle lune de vingt-huit jours.

Mais quand le second mois fut commencé, il fallut trouver d'autres railleries, et il n'en restait plus qu'une seule dans le calendrier.

— Quand arrivera l'éclipse? demandaient les mauvais plaisans.

— Quand le soleil me voudra jouer un mauvais tour, répondait l'abbé. Je suis préparé à tout évènement, comme le sage.

La tendresse de Mlle Doligny pour son petit abbé se soutenait malgré les plaisanteries. Elle alla tout doucement jusqu'à l'accomplissement de l'année entière, ce qui nous paraît être la bonne mesure pour une ingénue.

Un marquis du bel air vint se jeter à la traverse et fouler aux pieds le bonheur de notre pauvre abbé. C'était un homme prodigue et ruiné de toutes les façons, criblé de dettes, fatigué de corps et blasé d'esprit, un homme adorable enfin, selon les goûts du temps. Il supplanta Cordier dans l'espace de deux heures, et n'eut besoin que de paraître pour vaincre, comme le défunt empereur César. Cordier vit le coup de foudre qui le frappait, et demeura un peu interdit.

— Mon cher garçon, lui dit son infidèle, vous m'avez souvent donné l'assurance que vous auriez du courage, s'il m'arrivait de ne plus vous aimer. Voici le moment de montrer votre bravoure. Il va sans dire que nous resterons toujours bons amis, car vous me feriez de la peine en cessant pour cela de venir me voir.

— J'aurai du courage, répondit l'abbé; mais ne comptez pas m'avoir parmi vos suivans. Je ne descendrai pas m'asseoir au banc des violons, moi qui ai tenu le siége du chef de musique.

Après cette réponse digne des temps anciens, l'abbé se retira héroïquement; mais il ne retrouva pas du tout la force dont il avait fait parade, et dont les indifférens et les égoïstes seuls sont capables. Il gardait un visage impassible en public, et ses amis ne soupçonnaient pas l'état cruel où il était. Son cœur était déchiré mille fois par jour; tous les objets qui frappaient ses regards lui rappelaient le bonheur perdu. Des souvenirs accablans le troublaient à chaque pas.

— Hélas! disait-il en se tordant les bras, pourquoi me suis-je précipité dans ce monde des passions loin duquel j'aurais pu vivre paisiblement? Quels êtres sont donc ces femmes qui demeurent toujours dans cet enfer et y respirent à l'aise comme l'oiseau sur les buissons?

Et puis au moment de maudire le nom de son ingrate, le pauvre garçon en avait des remords, et remerciait le ciel de lui avoir donné au moins quelques jours heureux avant de mourir. En un mot, Cordier était en proie au désespoir. Il résolut d'abandonner une existence vouée à l'amertume. Il se mit en tête de se faire trapiste; mais son étoile était d'une humeur plus folâtre qu'il ne l'imaginait, comme on le verra tout à l'heure.

IV.

L'abbé Cordier fit un marché avec un maître de voiture pour être conduit à la Trappe, située près d'Avranches; il mit dans sa poche une bourse où il lui restait encore quinze louis d'or, et partit avec un

très léger bagage sans dire à personne où il allait. On était alors au mois de mai. Les chaleurs du printemps se répandaient dans la campagne, les arbres et les champs prenaient des airs de fête; mais Cordier, tout entier à ses douleurs, demeurait morne en face des beautés du paysage. Il voyageait d'ailleurs dans une mauvaise guimbarde avec des marchands de bestiaux qui n'étaient pas gens à le distraire. Il s'enfonça le plus avant qu'il put dans ses sombres pensées, et demeura en silence, contre son ordinaire, tout le long du chemin.

Le quatrième jour, on arriva sur le soir au petit bourg de Mortain, situé non loin d'Avranches. On descendit à l'unique auberge du lieu pour la dernière couchée. L'hôtelière était une jeune femme de vingt-cinq ans, qui avait des yeux engageans, des appas fort arrondis, les mains propres, la bouche fendue et la taille bien serrée dans le tablier le plus blanc du monde. Cordier ne songeait guère à remarquer tout cela, et d'ailleurs il n'était point dans son humeur de courtiser les aubergistes. Il poussait la modestie jusqu'à n'avoir pas l'idée qu'avec sa jolie figure, il pût frapper au premier regard l'imagination d'une femme. L'hôtelière, qui ne pensait pas à se faire trappiste, s'aperçut tout de suite que l'abbé était un beau garçon, et qu'il paraissait plongé dans l'affliction. Elle fut prévenue en sa faveur aussitôt qu'elle vit son air triste et sa jambe faite au tour. La curiosité s'en mêlant, elle voulut savoir qui était ce gentil voyageur, et d'où lui venait sa mélancolie; c'est pourquoi elle lui fit dresser une table dans une chambre à part, tandis qu'elle mit le couvert des marchands de bestiaux dans la cuisine.

Notre abbé mangea son potage sans dire mot; mais, lorsqu'il eut avalé un civet de lièvre et vidé la moitié d'une bouteille, il se trouva moins accablé. L'hôtelière, qui le servait elle-même et qui le regardait d'un œil compâtissant, jugea que le moment était favorable pour entrer en conversation. Elle prit donc une chaise, et, s'asseyant en face de son hôte, elle lui demanda s'il trouvait le dîner bon.

— Je le trouve excellent, répondit Cordier.

— Vous répondez cela par complaisance, reprit l'hôtelière, car on voit, monsieur l'abbé, que vous ne sentez pas le goût de vos morceaux, tant vous êtes rêveur. Je gage que vous ne sauriez pas dire ce que vous venez de manger?

— C'est la vérité, madame; je n'ai pas l'esprit à ce que je fais, et cela vient de ce que je suis l'homme le plus malheureux qui soit sur la terre.

— Mon Dieu! quel dommage! que j'en suis fâchée! Quel est donc

ce malheur si grand? Pouvez-vous me le conter, monsieur l'abbé? je n'en dirai rien.

— Volontiers, madame, ce sera peut-être un soulagement que de parler de mes peines.

Cordier raconta ses amours avec Mlle Doligny, et comment elles avaient fini. L'hôtelière, les deux coudes sur la table et la tête posée entre ses mains, la bouche à demi ouverte, écoutait le récit de toutes ses oreilles. Elle n'avait jamais entendu parler des théâtres de Paris, et toutes ces aventures lui semblaient tirées d'un conte de fées. Elle ne se sentait pas de joie d'avoir sous les yeux le héros de cette histoire. L'abbé, qui ressentait les effets bienfaisans de la digestion, se plaisait à chaque minute davantage dans la situation où il était; l'intérêt que lui montrait la belle hôtelière adoucissait remarquablement ses peines. Quand son histoire fut achevée, il fit un gros soupir et murmura sur le ton d'un berger de Fontenelle :

— Hélas! c'est la dernière fois que je parle à quelqu'un de mes chagrins.

— La dernière fois! s'écria l'aubergiste : eh! pourquoi donc?

— Parce que demain je vais entrer à la Trappe.

— Sainte Vierge! à la Trappe! Dans un si bel âge! Ah! que ne puis-je vous en détourner! Excusez-moi, monsieur l'abbé, mais je suis toute bouleversée de ce que vous me dites.

La bonne hôtelière se leva et sortit en pleurant de tout son cœur. Cordier, ému de voir une amitié si tendre, en eut aussi une larme dans les yeux. Le soir, lorsqu'il se coucha, il s'avoua tout bas à lui-même qu'il était ébranlé dans ses résolutions. Le lendemain, au point du jour, l'hôtelière entra dans sa chambre :

— Monsieur l'abbé, lui dit-elle, on va mettre les chevaux à la voiture; mais, si vous m'en croyez, vous resterez à dormir la grasse matinée. Demain je vous mènerai dans ma cariole à Avranches, si vous tenez encore à votre projet d'entrer à la Trappe.

Les esprits sont faibles le matin, pendant le demi-sommeil. L'abbé ouvrit un œil, étendit les bras et dit qu'il voulait bien rester jusqu'à demain; puis il se tourna sur le côté pour recommencer à dormir. On partit sans lui. Sur le coup de dix heures, Cordier descendit, un peu honteux de sa faiblesse. L'hôtelière, qui avait mis un bonnet neuf, lui parut plus fraîche et plus jolie que la veille. Elle lui servit un excellent déjeuner et lui tint encore compagnie. Elle le mena ensuite promener dans son jardin, lui offrit des fleurs et fit mille choses pour lui être agréable qui le touchèrent de plus en plus. Il ne

partit pas le lendemain, parce que l'hôtesse le pria d'attendre pour aller à Avranches jusqu'au samedi suivant, qui était jour de marché. Nous ne savons pas au juste ce qui se passa entre la belle hôtelière et M. Cordier; mais quand le samedi fut venu, il ne fut pas question de la Trappe, et Mme l'aubergiste envoya sa servante au marché avec la cariole. On a dit seulement dans le bourg qu'un enfant grimpé sur un mur avait vu dans le jardin l'abbé qui embrassait son hôtesse comme un vrai tourtereau. Plus d'une semaine après, Cordier était encore à Mortain, ne songeant pas du tout à se retirer du monde.

Un beau jour, avant le soleil levé, on dormait encore dans l'auberge; Cordier se trouvait, je ne sais pourquoi, dans la chambre de l'hôtelière, lorsqu'on frappa au dehors à coups redoublés.

— Holà! hé! ma femme! criait-on; viendras-tu m'ouvrir tout à l'heure!

— Qu'est-ce que ce bruit? demanda l'abbé en s'habillant à la hâte.

— C'est mon mari qui revient de voyage.

— Votre mari! quoi! vous êtes mariée?

Ils n'y avaient pensé ni l'un ni l'autre.

L'hôtelière se mit à la fenêtre et cria qu'elle allait descendre; mais une servante venait d'ouvrir la porte, et le mari, qui montait déjà l'escalier, rencontra l'abbé en manches de chemise.

— Voilà donc pourquoi l'on ne m'ouvrait pas! dit l'aubergiste outré de colère. Il s'en passe de belles en mon absence. Je vais d'abord assommer ce petit godelureau.

L'hôtelier courut après Cordier en levant un gros bâton noueux qu'il tenait à la main. Heureusement l'abbé sut esquiver le coup en se baissant à propos. Il gagna la rue d'un bond et se sauva par les champs. Comme il croyait toujours avoir le mari et le bâton noueux à ses trousses, il joua des jambes pendant une demi-heure, et ne s'arrêta qu'au milieu d'une forêt où il tomba, épuisé de fatigue, au pied d'un arbre.

Tout cela semblait un rêve à notre pauvre abbé, tant l'évènement avait été brusque et surprenant. Il lui fallut cinq minutes de réflexion pour bien comprendre ce qui lui arrivait et mesurer l'étendue de son infortune.

— Quelle aventure! s'écria-t-il enfin. Passer ainsi du suprême bonheur à la plus affreuse position! être perdu dans les bois, sans habit, et n'avoir pas mis hier au soir ma bourse dans la poche de ma culotte! O désespoir! Il y a de quoi se pendre!

Il se serait pendu en effet à quelque branche, s'il eût tenu une

corde; mais n'ayant pas le nécessaire pour se tuer, il se mit à chercher quelque chaumière où l'on voulût bien lui donner un morceau de pain pour déjeuner.

Cordier, qui ne connaissait pas les chemins et n'osait pas retourner du côté de Mortain, s'égara dans la forêt. Il trouva enfin des bûcherons qui travaillaient, et leur demanda s'il n'y avait pas près de là quelque habitation. Ces bonnes gens lui indiquèrent une forge qui n'était pas loin. Il y alla aussitôt, dirigé par le bruit que faisaient les ouvriers. A côté de la forge était une jolie maison, située au plus épais du bois et entourée d'un jardin bien entretenu. La porte en était ouverte. L'abbé, poussé par la faim, entra sans hésiter. Les bûcherons lui avaient appris que le maître de forges s'appelait M. Durand et que c'était un excellent homme. Il demanda donc à parler à M. Durand. On le conduisit dans un cabinet où il trouva un gros homme d'assez bonne physionomie, qui mit sa plume sur son oreille pour l'écouter.

— Monsieur, lui dit l'abbé, je viens de Paris pour me faire trappiste à Avranches, et je me suis égaré dans les bois. Aurez-vous la bonté de me faire donner un peu de pain et de m'indiquer la route qu'il faut suivre pour aller au couvent de la Trappe?

M. Durand reconnut tout de suite qu'il n'avait pas affaire à un mendiant.

— Bien volontiers, mon garçon, répondit-il. Un morceau de pain! cela ne se refuse pas. Je vous offrirai davantage : on va sonner le déjeuner; je vais dire qu'on vous mette un couvert à ma table. Vous avez là une chienne d'envie, de vous faire trappiste. Est-ce par vocation, ou par suite de quelque chagrin?

— C'est parce que je suis malheureux.

— Bah! le diable n'est pas toujours attaché à la peau des gens. Laissez là votre idée de la Trappe. Voulez-vous travailler dans mes forges?

— Nous verrons cela, monsieur; donnez-moi le temps de réfléchir.

— Oui, nous allons en causer. Venez que je vous prête une veste. Il ne faut pas que vous soyez en manches de chemise pour déjeuner avec ma femme et ma fille.

M. Durand avait un fils en voyage. Il prit dans les habits de ce fils une vieille veste de campagne, qui se trouva parfaitement à la taille de Cordier. Le déjeuner étant prêt, notre abbé fut conduit dans la salle à manger, et il prit place entre Mme Durand et Mlle Charlotte sa fille, qui avait dix-huit ans et qui était jolie. Il mangea bien, plai-

santa de bonne grace sur son appétit dévorant, fit rire les dames et raconta son histoire, sans parler cette fois de ses amours. M. Durand et sa famille ne voyaient personne; ils s'amusèrent des discours de notre abbé. Au dessert, le maître de forges, qui était un grand buveur, excita son hôte à lui tenir tête. L'abbé but un peu d'eau-de-vie par complaisance, et, sans perdre son air simple et modeste, il se mit pourtant en bonne humeur. M. Durand l'engagea cordialement à passer une couple de jours dans sa maison.

V.

En sortant de table, le maître de forges, selon l'habitude des propriétaires, mena son hôte voir ses basses-cours et ses potagers. Ils allèrent ensemble visiter les usines, et dans cette promenade, Cordier admira tout avec politesse. Ils s'arrêtèrent à regarder des ouvriers en charpente qui avaient à tailler une table en ovale, et qui ne savaient comment s'y prendre. Ces braves gens, par ignorance, traçaient sur le bois des cercles à l'infini, sans pouvoir réussir à calculer exactement leurs mesures. L'abbé, qui savait un peu de tout, se souvint alors du procédé simple qu'on trouve dans les livres de géométrie descriptive pour tracer des ovales de toutes grandeurs, et qui se formule ainsi : *Placer aux deux foyers de l'ellipse les extrémités d'un fil égal en longueur au grand axe, et tracer avec un crayon que l'on place de manière à tenir le fil toujours tendu.* Cordier mesura les deux foyers de l'ellipse avec un compas, y fixa deux clous auxquels il attacha un morceau de ficelle, et décrivit, en moins d'une minute, un ovale parfait de la grandeur désirée. M. Durand fut saisi d'admiration, et les ouvriers, qui cherchaient en vain depuis une heure à résoudre ce problème, auraient pris volontiers notre abbé pour un sorcier.

— Comment! dit le maître de forges, mais vous êtes donc un mathématicien?

— Je n'en sais guère plus que cela, répondit l'abbé en riant.

— C'est beaucoup, par ma foi. Il n'y a pas à vingt lieues à la ronde un homme qui en sache autant que vous. Si vous voulez appliquer vos connaissances dans mes usines, je vous donnerai un bon emploi et des appointemens fort honnêtes.

— Excusez-moi, monsieur, dit Cordier; je suis trop franc pour vous tromper. Je ne tiens pas à l'argent, et je ne suis pas capable de m'appliquer long-temps au même travail; je ne ferais pas votre affaire.

— C'est dommage! c'est pardieu dommage! répéta plusieurs fois M. Durand.

Mlle Charlotte était une grande et jolie fille qui avait des yeux bleus et des doigts effilés. L'isolement et son goût pour la lecture lui avaient donné des idées romanesques. L'abbé ne lui montra pas les mathématiques, mais il lui enseigna des jeux de cartes pour occuper les heures de la soirée. La jeune personne était versée dans la botanique, et Cordier en avait quelques notions. Ils cueillirent ensemble une foule de fleurs dont ils cherchèrent les noms dans les livres. On fit encore dans les talens de notre abbé une découverte importante. Le lecteur nous pardonnera-t-il de l'avoir mené jusqu'à cet endroit sans lui dire que Cordier savait jouer de la flûte, non pas en virtuose, mais de façon à enchanter un maître de forges des bois de Mortain? De tous temps les sons de la flûte ont flatté agréablement les sens des jeunes filles. Or, il y avait une flûte dans la maison, et Mlle Charlotte jouait du clavecin. Ils firent de la musique ensemble, et dès-lors leurs cœurs eurent un grand sujet de sympathie. La demoiselle levait ses yeux bleus sur l'accompagnateur dans les momens où le morceau avait de la passion; de son côté, le joueur de flûte abaissait ses yeux noirs sur la jeune personne en soufflant avec plus de tendresse. Sans se parler, ils se disaient ainsi beaucoup de choses, tandis que le père dormait et que la mère travaillait à l'aiguille.

Cordier n'était pas un séducteur, puisque dans le très petit nombre de ses bonnes fortunes, il n'y en eut pas une seule où il n'ait laissé faire au beau sexe les premières avances; mais une fois amoureux, il ne connaissait plus rien, et ne savait guère opposer la raison aux flammes qui le consumaient.

Lorsque deux cœurs se sont entendus, ils savent bien trouver les petites occasions de communiquer ensemble. Cordier, qui occupait une chambre au second étage de la maison, avait l'habitude de s'asseoir un moment au bord de la fenêtre, et de regarder le paysage avant de se coucher; Mlle Durand faisait de même à l'étage inférieur: elle toussait timidement deux ou trois fois, et l'abbé lui répondait en manière de bonsoir. Le matin, ils recommençaient ce manège. C'eût été une chose bien innocente, s'ils s'en étaient tenus là, mais on en vint bien vite à échanger quelques mots, et puis des conversations s'engagèrent. On parlait d'abord du clair de lune, et ensuite du bonheur de vivre deux tout seuls au milieu des bois. Leur imagination se montant peu à peu, ils supprimaient de la surface du globe, sans

y prendre garde, le père et la mère, la nourrice et les domestiques, pour se créer un intérieur selon leurs goûts. Quand l'abbé sortait de sa chambre, il fermait la porte avec beaucoup de bruit; aussitôt celle de la jeune personne s'ouvrait, et ils se rencontraient comme par hasard; ils descendaient les escaliers côte à côte, le plus lentement possible et en silence. Mlle Charlotte rougissait; Cordier devenait tremblant. Enfin, un beau matin, ils s'embrassèrent naturellement. Par malheur, les mères ont des yeux de lynx pour lire dans l'ame de leurs filles; Mme Durand reconnut sur-le-champ le danger qui menaçait; elle courut chez son mari, et le pria de congédier Cordier sans différer.

— Mon jeune ami, dit le bon maître de forges à son hôte, ma femme croit que vous faites la cour à ma fille. Je ne m'en fâche pas, j'aurais agi tout de même à votre âge; mais vous ne pouvez pas l'épouser, n'ayant pas le sou. Il faut, s'il vous plaît, quitter la maison.

— Je n'ai rien à répondre à cela, dit Cordier; il est vrai, monsieur, que j'aime mademoiselle votre fille, et que je n'ai pas le sou. Vous m'avez donné l'hospitalité pendant une semaine, et j'en suis pénétré de reconnaissance. Adieu, monsieur; je vais partir, mais j'en ai bien du regret.

— Pauvre garçon ! Tenez : voilà cent écus que je vous prête, vous me les rendrez quand vous aurez trouvé la fortune. N'allez pas à la Trappe; je vais vous faire mener sur le chemin de Paris.

Mme Durand voulait que l'abbé s'éloignât sans revoir sa fille; mais Mlle Charlotte s'échappa de la maison, et accourut au moment où l'abbé allait monter en voiture.

— Monsieur Cordier, dit-elle avec émotion, l'on nous sépare ! Est-ce que je ne vous verrai plus ?

— Hélas ! mademoiselle, je le crains bien, car je vais peut-être mourir de chagrin.

— Ah ! si vous mourez, faites-le-moi savoir; je ne vous survivrai pas. Donnez-moi quelque chose que je puisse garder en souvenir de vous.

L'abbé ôta de son doigt une petite bague qui lui venait de Mlle Doligny; c'était tout ce qu'il pouvait offrir. La jeune personne lui donna en échange un mouchoir brodé.

— Vous ne vous en séparerez jamais ! dit-elle.

— Jamais ! répondit Cordier en le mettant sur son cœur.

Mme Durand arriva sur ces entrefaites; l'abbé s'élança dans le fond de la voiture, et les chevaux partirent.

— Adieu! adieu! lui cria encore Mlle Charlotte.

Le pauvre abbé ne comprenait pas qu'on pût se séparer d'une personne aussi aimable; il lui semblait que les démons s'étaient emparés de lui par force, et le voituraient dans les chemins de traverse pour le tourmenter. Il gagna la grande route au milieu de ces tristes pensées, et le cocher de M. Durand, l'ayant mené à l'auberge, lui souhaita un bon voyage. Un carrosse public qui allait à Paris, emporta Cordier. A mesure qu'il s'approchait de la grande ville, l'ordre se rétablissait dans ses idées et sa mémoire : il se rappela bientôt qu'il s'était mis en voyage à cause d'un désespoir d'amour, et il soupira en rêvant à l'ingrate ingénue; puis il se souvint de l'hôtelière de Mortain, et donna le mari à tous les diables, avec son bâton noueux; mais lorsqu'il revint, après ce long circuit, à la fille du maître de forges, il faillit étouffer de douleur.

— Ah! dit-il, j'aurais mieux fait de rester à Paris, que de courir les champs; je n'aurais eu qu'une peine, au lieu d'en avoir trois. Grand Dieu! quelle expérience! je sais ce qu'il en coûte, de vouloir se faire trappiste.

En débarquant à Paris, Cordier loua une petite chambre dans un quatrième étage de la rue Montmartre; il en paya prudemment le terme d'avance. Il s'en alla dîner ensuite au cabaret, puis il fit cirer ses souliers et lut les affiches des théâtres : on jouait *La Fausse Agnès!* son cœur battit en voyant le nom de Mlle Doligny.

A onze heures du soir, l'abbé était dans les coulisses de la Comédie Française, debout à la même place qu'autrefois, et suivant des yeux tous les mouvemens de son infidèle.

— Vous voilà, mon cher abbé! dit la jeune actrice en s'arrêtant devant lui; on disait que vous étiez à la Trappe.

— C'est un grand hasard, si je n'y suis pas entré.

— Est-ce par une aventure piquante?

— Par une suite d'aventures bien étranges.

— Venez me voir demain pour me conter cela.

— Non pas demain; il me serait encore trop pénible de retourner chez vous en ami.

— Vous m'aimez donc toujours?

— Je ne puis m'en empêcher aussitôt que je vous vois.

— Tant pis! l'abbé, cela vous donne du chagrin.

— Avez-vous été heureuse, au moins, avec votre marquis?

— Il m'a plantée là, le traître; mais je ne suis pas comme vous, je me suis consolée. Aujourd'hui, j'appartiens à un receveur des ga-

belles qui me fait mourir d'ennui ; j'ai bien envie de le congédier. Je n'ai pas ri depuis un mois. Vous me manquez avec vos histoires.

— Si vous vouliez m'avoir demain, il y aurait un moyen sûr de me mettre en gaieté.

— Je vous entends. Allons! venez toujours, et l'on verra s'il nous reste un brin de tendresse pour un ancien ami.

L'abbé sortit tout palpitant de joie et d'espérance. Il se promit, en homme sage, de profiter du caprice de l'ingénue sans penser au réveil du lendemain, et de noyer en même temps son amour dans l'ivresse de ce dernier bonheur.

Pour tout l'or de l'univers, Cordier n'aurait pas voulu tromper Mlle Doligny dans l'instant où elle se montrait pour lui si bonne fille. Il raconta naïvement, sans y rien changer, ses deux aventures avec l'hôtelière et la fille du maître de forges. L'actrice en riait de tout son cœur. L'abbé eut pourtant un peu de confusion lorsqu'il avoua qu'il avait donné la bague de sa première maîtresse; mais Mlle Doligny s'écria :

— Dieu soit loué! je tremblais en pensant que vous n'aviez pas un seul bijou à offrir à cette aimable enfant. Non-seulement je vous pardonne, mais je vous prie d'accepter une autre bague pour vous en servir en pareille occasion.

Mlle Doligny était de ces femmes dont l'imagination s'exalte aisément. Le récit de l'abbé lui parut si drôle et si amusant, qu'elle lui laissa tout juste le temps de l'achever, et qu'elle se mit à dire :

— En vérité, mon cher garçon, je crois que je vous aime de toute mon ame.

Elle aurait dû ajouter par réflexion :

— Pour jusqu'à demain.

Mais elle n'en fit rien, parce que les cœurs les plus inconstans ont cela de bon que l'expérience même ne leur apprend pas à connaître leur fragilité. Comme ce retour de tendresse était du bien inespéré, l'abbé y trouva en même temps le prix de ses chagrins passés, et le courage nécessaire pour la rupture du lendemain.

Lorsqu'arriva l'instant de la séparation, Cordier, quoique résigné à son sort, voulut cependant emporter quelque souvenir de ce jour heureux. L'ingénue lui offrit à choisir parmi ses joyaux ; mais l'abbé n'y trouva pas ce qu'il désirait. En regardant autour de lui dans la chambre, il aperçut le chat de Mlle Doligny qui dormait sur la toilette au milieu des pots de rouge et des boîtes à poudre ; c'était une jeune bête fort espiègle, qui avait pour lui une préférence sur les

autres habitués de la maison, car Cordier savait se mettre bien avec tout le monde.

— Donnez-moi votre chat, dit l'abbé en posant la main sur le dos du petit animal qui ouvrait à demi les yeux et les refermait sans défiance en recevant les caresses de son ami Cordier.

— Je vous le donne, dit l'ingénue, mais c'est un vrai sacrifice; la pauvre bête fera maigre chère plus d'une fois.

— Je vous promets qu'il aura son déjeuner tant qu'il me restera un sou dans la poche.

— Eh bien! emportez-le.

L'abbé embrassa pour la dernière fois sa maîtresse, prit le chat et disparut.

VI.

Plusieurs années s'écoulèrent, pendant lesquelles l'histoire du bon Cordier n'offre rien de remarquable. Nous en avons même perdu le fil un moment. En 1780, on ne trouve plus de traces de lui nulle part, si ce n'est dans une occasion solennelle : le jour où M. Moreau maria sa fille aînée. L'abbé devait trop à M. l'architecte du roi pour manquer d'apporter son cadeau de noces. Il donna une boîte en bois blanc qui valait bien vingt sous, et dans laquelle étaient un briquet et des allumettes, avec cette inscription sur le couvercle : *Fiat lux!* Cordier avait tracé ces mots de sa plus belle main, car il était habile calligraphe. Le présent n'était pas considérable; mais Mlle Moreau connaissait la fortune de son ami et savait bien de quel cœur venait ce modeste cadeau. Elle l'accepta d'aussi bonne grace que s'il eût coûté mille écus.

Après cela, Cordier devint ce qu'il put, et personne n'a su nous dire ce qu'il avait fait jusqu'en 1791, où nous le voyons reparaître toujours aux prises avec le destin contraire, et toujours ingénieux et fécond en expédiens.

L'étoile de notre abbé le conduisit un beau jour à la Bourse, et le lecteur va reconnaître que le temps et les traverses n'avaient rien changé à son caractère. Les négocians s'assemblaient alors dans les terrains de Notre-Dame-des-Victoires. L'abbé y était à peine depuis une heure, examinant avec curiosité ce qu'on y faisait, lorsqu'une idée lumineuse lui vint à l'esprit. Il était assez observateur; il remarqua tout de suite que dans cette foule agitée de gens qui tâchaient de se duper les uns les autres, le moyen en usage était de

répandre de faux bruits. Sur six nouvelles qu'on débitait, cinq au moins étaient des mensonges. Cordier comprit aussitôt que, s'il trouvait à parier toujours contre les porteurs de nouvelles, il gagnerait cinq fois pour une qu'il perdrait. Afin de mettre sans tarder la chose à exécution, il s'approcha d'un groupe où l'on se contait un évènement tout récent, et après avoir salué poliment la personne qui avait la parole, il lui dit avec sang-froid :

— Je parie douze sous que ce bruit est une erreur.

— Vous avez donc, lui répondit-on, des raisons de croire le contraire de ce que j'avance?

— Aucune raison; mais je parie que ce bruit n'a pas de fondement.

— C'est donc pour le plaisir de me contredire?

— Point du tout; mais, si vous êtes sûr de ce que vous avancez, tenez la gageure; douze sous ne sont pas la mort d'un homme.

Le porteur de nouvelles tint le pari par vanité ou par obstination. L'abbé chercha bien vite un autre parieur. Sur quatre nouvelles qu'on répandit dans la journée, il y en eut trois démenties avant la fin de la séance et une seule qui se trouva vraie. Cordier eut donc à recevoir trente-six sous et à en payer douze, ce qui lui fit vingt-quatre sous de bénéfice, avec lesquels il s'en alla dîner. Le lendemain, il recommença le même manége. Il vécut pendant une semaine entière aux dépens des faiseurs de mensonges, qui le désignaient sous le sobriquet de l'abbé Douze-Sous; mais bientôt on ne voulut plus parier contre lui, et il fallut recourir à d'autres moyens d'existence.

Notre abbé avait à se débattre contre une misère si acharnée, qu'elle ne lui laissait pas le temps de songer aux graves évènemens qui se passaient alors sous ses yeux. La révolution s'opéra sans qu'il en comprît toute l'importance. Cependant il la vit de près un beau matin qu'il rencontra un rassemblement populaire. Les prêtres venaient de jeter de gré ou de force le froc aux orties, et lorsqu'on aperçut le pauvre Cordier avec son petit collet, on l'apostropha en pleine rue. Les cris *à la lanterne!* commençaient à lui sonner désagréablement aux oreilles.

— Eh! messieurs, dit-il, reconnaissez donc les gens avant de les insulter. Je ne suis pas ce que vous pensez. Donnez-moi un autre habit, et, s'il est neuf, vous me ferez grand plaisir, car le mien est fort râpé.

On riait déjà de la bonhomie de l'abbé, et on l'eût relâché, si des femmes du peuple, qui désiraient voir une exécution, n'eussent redoublé leurs imprécations.

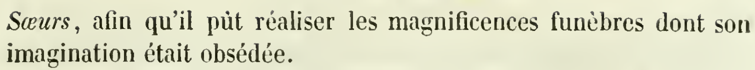
— Puisque vous y tenez, reprit Cordier, je le veux bien; mettez-moi à la lanterne, cela me rendra service, car, si j'avais seulement cinq sous, j'achèterais une corde pour me pendre.

— Laissez donc ce pauvre diable, cria une ame charitable.

Des hommes qui portaient l'uniforme de la garde nationale arrivèrent à propos pour enlever l'abbé à une mort certaine en feignant de le reconnaître. A peine rentré chez lui, Cordier prit des ciseaux, abattit son petit collet, et changea son habit en frac à l'anglaise; mais, quoi qu'il fît, on sentait toujours un peu sous ce nouveau costume l'abbé de l'ancien régime, et il n'en perdit jamais les manières ni la tournure.

Nous sommes fâché de ne pas savoir par quelle suite de circonstances, probablement fort romanesques, Cordier s'est retrouvé, cinq ans plus tard, logé proprement dans la rue Montorgueil. Il était alors secrétaire de la *Société des Neuf Sœurs* et lié intimement avec une foule de personnages marquans. On nous a dit seulement qu'un de ses amis l'avait amené un jour à ce club, qu'il y avait plu à tout le monde par sa douceur et son esprit, qu'on y avait apprécié ses talens dans l'art d'organiser les jeux, les repas de corps et les fêtes. C'était ainsi qu'il était arrivé au rang de secrétaire perpétuel de la société, avec douze cents livres d'appointemens. Cordier ne s'était pas encore vu à la tête d'une aussi grande fortune, et son ambition n'allait pas au-delà. Il aurait pu cependant tirer parti de sa position nouvelle. La *Société des Neuf Sœurs* comptait parmi ses membres des hommes puissans ou qui allaient le devenir, tels que MM. Monge, Barras, de Laplace et bien d'autres; mais l'abbé mettait tout son amour-propre à remplir ses fonctions de secrétaire, à veiller aux fonds votés par son club, et à préparer tout pour les jours de cérémonie à la satisfaction générale. Il y apportait autant de zèle et même de passion que le fameux Vatel en avait mis autrefois à ses devoirs de maître d'hôtel.

L'abbé jouissait d'une véritable réputation d'habile organisateur, à cause du théâtre plus large sur lequel il exerçait son génie. Une seule chose manquait encore à sa gloire, et il en était souvent préoccupé. Il avait obtenu des mentions honorables pour des dîners de cinq cents couverts, pour des séances publiques et solennelles, pour des bals, des concerts et des noces; jamais il n'avait eu à ordonner d'enterremens, et cette idée le privait de sommeil. Il était trop bon pour souhaiter la mort de personne, mais il demandait à Dieu de le faire vivre jusqu'après un membre éminent de la *Société des Neuf*



Sœurs, afin qu'il pût réaliser les magnificences funèbres dont son imagination était obsédée.

Un matin, tous les journaux de Paris publièrent la nouvelle suivante :

« Le célèbre astronome de Lalande vient d'être assassiné à Metz par une femme. On assure que la jalousie a poussé cette malheureuse à commettre son crime. La patrie et les sciences ont fait en Jérôme de Lalande une perte irréparable, dont les bons citoyens, etc. »

Cordier ne put retenir un cri de joie; le célèbre astronome était de la *Société des Neuf Sœurs*. On ne pouvait manquer de rendre, même de loin, les derniers honneurs à son mérite et à son patriotisme. L'abbé courut chez les membres du comité, se fit donner carte blanche pour un catafalque, et obtint de M. de Laplace la promesse de prononcer un éloge du défunt. Des circulaires de convocation furent envoyées tout de suite pour l'assemblée du lendemain, et notre abbé passa le plus heureux jour de sa vie à préparer la cérémonie qu'il rêvait depuis si long-temps.

Comme le culte catholique était aboli dans ce temps-là et les églises fermées, les pompes s'exécutaient seulement au domicile des morts et au cimetière. Cordier fit dresser un superbe catafalque. Il ferma les fenêtres, posa des bougies partout, dressa des tentures noires et convertit le salon du club en manière de chapelle ardente. Sur un drap mortuaire couvert de lames d'argent était déposée une couronne de feuillage au-dessus de cette inscription :

A JÉROME DE LALANDE.
IMMORTEL COMME SAVANT,
ASTRONOME
ET CITOYEN VERTUEUX.

LA SOCIÉTÉ DES NEUF SOEURS.

Autour du catafalque étaient rangées les banquettes. Sur un siége élevé devait se placer l'orateur qui prononcerait le discours à la mémoire du grand homme que la patrie venait de perdre. L'abbé employa la nuit entière en préparatifs, et au point du jour, tout étant fini, sa joie intérieure fut encore augmentée par l'air solennel dont il la déguisa pour cette triste circonstance.

Huit heures venaient de sonner, et le club était convoqué pour neuf heures. Cordier donnait avec orgueil le dernier regard à son

important travail, lorsqu'on l'avertit qu'un citoyen, membre de la société, demandait à lui parler. Il se rendit au secrétariat, et qui trouva-t-il, paisiblement assis devant la cheminée? Jérôme de Lalande en personne, et, ce qui était pire, en bonne santé!

— Quoi! s'écria naïvement Cordier, vous n'êtes donc pas mort?

— Non, assurément, répondit Lalande; mais ce n'est pas votre faute, à ce qu'il paraît. Vous m'enterriez ce matin, si je n'étais arrivé.

L'abbé tomba éperdu et suffoqué dans son fauteuil en poussant des soupirs à fendre les murs.

— Remettez-vous, mon bon Cordier, reprit M. de Lalande. Je suis fier de voir combien vous me pleuriez sincèrement. Cette émotion est également honorable pour nous deux.

— Ah! disait l'abbé tout à sa cérémonie dérangée, quel affreux contre-temps! Est-il un malheur comparable au mien? Moi qui attends depuis trois ans une occasion de faire un enterrement! Elle se présente enfin, et il se trouve que le mort sort du tombeau à l'instant même où j'allais accomplir mon plus bel ouvrage!

— Voilà donc, dit l'astronome, comme vous vous réjouissez de me savoir vivant!

— Hélas! des préparatifs magnifiques! des effets merveilleux! j'avais tout prévu pour que le spectacle fût imposant! Je ne m'en consolerai jamais! Que faire à présent?

— Il faut envoyer bien vite prévenir au moins le comité que je suis en vie et que je ne veux point qu'on me pleure.

Cordier se jeta aux genoux de Jérôme de Lalande.

— Mon cher monsieur, lui dit-il, passez encore pour mort jusqu'à ce soir. Laissez la cérémonie s'achever, je vous en supplie. Je vous cacherai dans un coin, d'où vous regarderez cette pompe superbe; vous entendrez votre éloge prononcé par M. de Laplace; vous verrez combien vos confrères vous aiment et vous regrettent. N'est-ce pas un plaisir bien flatteur que de juger par ses yeux des souvenirs qu'on laissera un jour sur la terre?

— Je me moque de vos cérémonies. Je suis vivant, et je ne puis pas me faire enterrer pour vous être agréable. Demain je serais la fable de tout Paris.

— Au contraire, monsieur; plus long-temps on vous croira mort, et plus on aura de joie de vous retrouver en vie. Mais ces journaux ont donc menti impudemment?

M. de Lalande, qui était fort laid et plein de vanité, raconta que sa

maîtresse l'avait blessé légèrement d'un coup de poignard à l'épaule. Il ôta son habit et montra la cicatrice.

— La maudite créature! répétait l'abbé.

Nous ne saurions dire s'il la maudissait pour sa méchanceté ou pour avoir manqué son coup. Cordier amusait le tapis à dessein pour laisser le temps s'écouler. Neuf heures sonnèrent, et un roulement de voitures qui entraient dans la cour lui apprit qu'on arrivait pour la séance.

— Allons, mon cher monsieur de Lalande, voici vos confrères qui commencent à entrer au salon. Un peu de complaisance; restez ici jusqu'à midi seulement.

— Non pas, s'il vous plaît; je n'entends pas cela.

— Vous êtes donc inébranlable?

— Absolument inébranlable.

— Eh bien! j'en suis fâché, mais il faut que ma cérémonie s'accomplisse.

Cordier s'élança d'un bond hors du cabinet; il ferma les deux portes à double tour, mit les clés dans sa poche, et, se composant un air affligé, il se rendit à la grand'salle, où la moitié des membres de la société étaient déjà rangés en silence. Bientôt le salon fut rempli. Le président ouvrit la séance, et l'orateur monta au fauteuil, tenant à sa main le discours à la mémoire du défunt. Il commença en ces termes :

« Messieurs, c'est avec un profond sentiment de douleur et de regrets que nous allons vous entretenir d'un membre fameux de cette société dont le ciel vient de nous priver. Jérôme de Lalande n'était pas seulement recommandable par son génie; c'était encore le modèle des vertus civiques, l'ennemi des tyrans et l'un des défenseurs zélés et intelligens de la patrie. Le fer d'un assassin l'a enlevé à ses amis, à sa famille, à ses travaux... »

Dans ce moment, la porte s'ouvrit avec fracas, et M. de Lalande parut.

— Ah! corbleu! s'écria-t-il, c'est trop fort! Puisque vous voulez absolument que je sois mort, tuez-moi donc avant de me mettre en terre.

Il va sans dire que la séance fut interrompue. On se pressa en tumulte autour de M. de Lalande, qui raconta ses aventures et le tour que Cordier venait de lui jouer. L'astronome avait ouvert les fenêtres et appelé à son aide les gens de la maison, qui étaient venus le déli-

vrer. Tout cela se termina par des rires; mais notre abbé en demeura triste pendant quinze jours, et ne cessait de répéter :

— Il est écrit là-haut que je ne pourrai jamais organiser une pompe funèbre!

VII.

A la gravité des évènemens qu'on vient de lire, on a compris, sans qu'il soit besoin de consulter les dates, que l'abbé Cordier avait passé l'âge de quarante ans. La vie de l'homme n'est pas encore assez courte pour qu'il n'ait pas le temps de voir périr bien des choses. Cette *Société des Neuf Sœurs,* qui lui donnait son pain et le mettait à même d'exercer les belles facultés qu'il tenait de la nature, Cordier la vit s'éteindre en moins de rien; le 18 brumaire en amena la fin. Notre abbé retomba dans le néant. Par quelle chétive destinée il fut cahoté dans son âge mûr, nous l'ignorons; mais puisqu'il arriva jusqu'à la vieillesse, on peut le citer comme exemple de cette vérité certaine, qu'un homme courageux ne meurt jamais de faim.

Au milieu des fracas et des gloires de l'empire, l'abbé compta ses soixante ans. La solitude était venue s'établir autour de lui, et voyez comme le sort est injuste et cruel : lui qui avait un si grand besoin de la santé, qui était la sobriété même, il était incommodé de la goutte! Il passait de sombres jours dans un taudis, ne recevait de soins que d'une portière peu attentive, et cependant ce cœur simple et bon n'osait pas adresser au ciel une plainte ni un murmure. La plupart de ses amis étaient morts; les autres l'avaient oublié. M. Berton avait quitté l'Opéra. M. Moreau habitait la Russie. M. Vassé s'était retiré à Nice. Mlle Doligny avait disparu comme un brillant météore; elle avait gagné un mal de poitrine un soir à la fin d'une représentation. Les médecins l'avaient envoyée prendre des eaux; mais elle ne s'était qu'à moitié rétablie. Elle avait acheté une maison en province avec ses économies. Les almanachs n'ayant plus son nom dans leur catalogue ne firent plus son éloge. D'autres beautés lui succédèrent. Sa place fut assez bien occupée pour qu'on n'eût pas le loisir de la regretter. Elle fit d'ailleurs comme Cordier et beaucoup d'autres : elle devint vieille.

Combien il nous en coûte de montrer au lecteur notre excellent abbé tout-à-fait malheureux! Il le faut pourtant. Ce ne sera du moins qu'un tableau devant lequel nous ne resterons qu'un moment. Qu'on se représente une mansarde sans papier, située dans la rue Lenoir;

une porte vitrée donnant sur un corridor obscur; un lit de sangle, une chaise, une table bancale et une vieille malle, pour tout mobilier. L'abbé est assis sur l'unique siége de paille, une jambe étendue sur la malle. Il appuie son menton sur sa poitrine et regarde tristement un vieux chat, infirme comme lui, qui dort sur ses genoux. Il n'ose pas remuer, de peur d'éveiller la pauvre bête, car il n'a pas un morceau de pain chez lui, et son estomac lui dit assez que son vieil ami a besoin de nourriture. Van-Ostade aurait mis cela sur la toile d'une façon qui vous eût fait rire et vous eût attendri en même temps.

Cordier rêvait aux beaux jours de sa jeunesse, où il avait le couvert mis à plusieurs tables, et un appartement chez l'architecte du roi, où les chemises neuves tombaient dans ses tiroirs comme par magie, où le valet de chambre de M. Moreau lui apportait le chocolat et remplaçait l'habit percé au coude par un habit neuf, sans lui laisser le temps de désirer qu'on y fît une reprise. Hélas! quelle différence! ses vêtemens étaient en mauvais état et les dîners en ville n'étaient plus que des chimères. L'abbé soupirait en se rappelant ses amours et les tendres œillades de sa Phœbé. Au milieu de ces souvenirs déchirans, il passa la main sur le dos de son chat, dernier témoin de son bonheur passé. L'animal étendit ses membres et se traîna lentement jusqu'à l'écuelle où il trouvait ordinairement son repas du matin; mais, comme cette écuelle était vide, il revint à son maître et le regarda d'un air piteux. L'abbé sentit alors son cœur se briser; il eût donné le reste de sa triste vie pour un peu de mou de veau.

Cependant jamais dans les momens les plus désespérés Cordier ne s'était laissé abattre; il appela donc à l'aide son esprit inventif et chercha un dernier stratagème pour amortir l'appétit de son compagnon d'infortune. Il attira sa table devant lui, prit une feuille de papier blanc qu'il se mit à mâcher en se donnant tous les airs d'une personne qui déjeune, et lorsqu'il vit que le chat observait ses mouvemens avec intérêt, il lui offrit une boulette de papier qui ressemblait assez à de la mie de pain. Les vivres étaient si rares dans la maison, que le chat mangea en toute confiance. Il n'eût jamais supposé d'ailleurs que son meilleur ami voulût le tromper. Cordier redoubla la dose et composa ainsi un repas factice qui lui assurait un jour de répit, non pas pour courir après la fortune, puisqu'il n'avait plus de jambes, mais pour attendre qu'elle daignât venir le chercher.

— O ma Phœbé! s'écria-t-il, lorsque j'étais votre Endymion, et que vous me brodiez de vos divines mains une veste en soie noire,

qui eût pensé que je nourrirais un jour votre chat avec des boulettes de papier?

Une larme coula sur les joues du bonhomme. Il leva les yeux vers le petit coin du ciel qu'on apercevait à travers les vitres d'une fenêtre en guillotine, et, du fond de son cœur, il représenta humblement à Dieu qu'il avait grand besoin de secours. Dans cet instant la porte s'ouvrit et il vit entrer le propriétaire de la maison.

Sachant bien que l'abbé n'avait pas d'argent, le propriétaire ne s'avisa pas de lui en demander. Il venait offrir à l'abbé de lui procurer une chambre à l'hospice des Incurables, où il trouverait les soins dont il avait besoin. Cordier n'avait pas de préjugés et il n'était pas en état de faire le difficile. La proposition lui convint. On le mit le lendemain dans un fiacre avec son chat, et il s'en alla demeurer aux Incurables.

Nous ne savons pas au juste combien de temps il resta dans cet hôpital; mais un beau jour un notaire vint l'y chercher.

— Monsieur, lui dit cet homme, êtes-vous bien l'abbé Cordier?

— Lui-même, monsieur.

— N'avez-vous pas connu autrefois Mlle Doligny, actrice des Français?

— Si je l'ai connue! répondit l'abbé; ce chat que vous voyez mourant de vieillesse à mes pieds, il me vient d'elle.

— Vous êtes bien celui que je cherche depuis trois mois. Mlle Doligny vous laisse par son testament quinze cents livres de rente.

— A moi, bon Dieu! et à quel titre?

— La discrétion est inutile, monsieur l'abbé, car cette demoiselle dit formellement qu'elle vous fait ce don comme à celui de ses amans dont elle a gardé le plus tendre souvenir, et pour que vous lui pardonniez le chagrin qu'elle vous a causé en vous étant infidèle.

— Il est vrai que je ne m'en suis jamais consolé entièrement; mais je lui avais pardonné.

— La défunte vous laisse encore sa montre, ses bagues et un croissant d'argent qui lui a servi dans le rôle de Diane.

— Je sais ce que c'est, dit l'abbé avec émotion. Elle ne le porta qu'une fois dans la pastorale d'*Endymion*.

— Voici d'abord trois cent soixante-quinze francs pour le trimestre échu de votre rente. Nous nous entendrons ensemble pour le reste.

Huit jours après cela, l'heureux Cordier habitait un petit appartement orné de glaces et meublé honnêtement dans le quartier du

Luxembourg. Il y parvint à un âge fort avancé, se fit quelques amis nouveaux et acheta beaucoup de livres dans ses derniers temps, car il avait les yeux bons et aimait la lecture.

L'abbé Cordier mourut en bon chrétien. Il laissa par surprise son petit bien à un pauvre diable célibataire aussi et qui en avait autant besoin que lui, en le priant, lorsqu'il mourrait, d'en disposer de la même façon. La phrase suivante par où commençait son testament prouve qu'il apprécia son bonheur et que ses derniers jours furent doux et calmes : « Je souhaite à tous ceux qui ont vu la misère d'aussi près que moi, de mourir, comme je vais le faire, dans un bon lit orné de rideaux bleus, au milieu de beaux meubles d'acajou et dans un air chaud, avec toutes les aises qui ont tant de prix pour la vieillesse, etc. »

Il fut enterré modestement à Vaugirard, et son légataire universel eut soin que le tombeau fût bien entretenu jusqu'au jour où ce cimetière a été détruit. Nous souhaitons au lecteur, non pas les rideaux bleus et les meubles d'acajou de l'abbé Cordier, mais plutôt la simplicité de ses mœurs, sa modestie et son heureux caractère, qui sont des trésors plus précieux que toutes les richesses du monde.

PAUL DE MUSSET.

PHILOSOPHIE

CONTEMPORAINE.

FRAGMENS DE PHILOSOPHIE,

PAR M. HAMILTON.[1]

La philosophie écossaise n'a guère régné en France que dans l'enseignement public; et dans ce paisible domaine où l'abandonnait de plus en plus l'indifférence générale, il semble la voir déjà, délaissée par ceux mêmes qui l'avaient soutenue, languir et se consumer. Elle s'éteint sans bruit dans la solitude.

En Écosse, elle avait à peine survécu à ses fondateurs. Elle a paru renaître avec le successeur de Brown, leur disciple infidèle. Les *Fragmens* de M. Hamilton le placent à côté de Reid et de Dugald Stewart. M. Peisse vient d'en traduire les principaux, et il y a joint une *Préface* qui lui assigne à lui-même, par la force de la pensée et par l'éclat du style, une place très distinguée dans la littérature philosophique contemporaine. Cependant cette publication, en at-

(1) Traduits de l'anglais, par M. Louis Peisse, avec une préface, des notes et un appendice du traducteur, 1840.

testant le rare talent de ses auteurs, ne paraît pas faite pour rassurer sur la vitalité de l'école écossaise. Loin de là, il semble qu'on y trouve des symptômes nouveaux de la crise à laquelle elle est en proie, des preuves significatives que son mal est décidément incurable, et le présage de sa fin prochaine.

M. Hamilton, professeur de logique et de métaphysique à l'université d'Édimbourg, est un disciple fidèle, en général, de la doctrine écossaise, telle qu'on la trouve surtout dans les écrits de Reid, et il en a défendu les principes avec une égale force contre le scepticisme déguisé de Brown, contre le matérialisme des phrénologistes, et contre ce qu'il appelle le rationalisme de M. Cousin et de M. Schelling. Pourtant il s'en écarte, comme on le verra, sur un point considérable. Outre cela, il est étranger à bien des égards, et par les qualités mêmes qui lui sont propres, aux habitudes et à l'esprit de ses maîtres. A cette profonde connaissance de l'histoire de la philosophie dont il donne tant de preuves, à la haute estime qu'il professe pour les métaphysiciens de tous les temps, sans en excepter les scholastiques, surtout à sa prédilection pour la logique péripatéticienne, on ne reconnaît plus la manière ni même les opinions favorites de Reid et de Stewart; on ne reconnaît plus, s'il faut le dire, les antipathies caractéristiques de cette école, impartiale en apparence, au fond très exclusive.

Quant à M. Peisse, s'il paraît s'accorder avec son auteur sur le fond de la doctrine, et principalement sur la nécessité de restreindre à d'étroites limites le pouvoir de la philosophie, évidemment il se trouve, dans ces limites, encore plus mal à l'aise. Il y demeure, comme M. Cousin l'a dit de M. Hamilton, par vertu scientifique, et il en souffre et s'en indigne presque. Il se plaint de l'humiliation de la philosophie, aujourd'hui réduite à la condition d'une *spécialité* assez bornée, « tandis qu'en fait elle est au-dessus et en dehors de toutes les sciences particulières, soit spéculatives, soit pratiques, puisque sa fonction propre et supérieure est de déterminer les principes, les conditions et la possibilité de toutes les applications de l'esprit humain; » il ne voit que de l'indécision dans la prudence tant louée des Écossais. Il laisse voir beaucoup de dédain pour leurs procédés minutieux de description, d'énumération et de classification, et peu de confiance dans les résultats qu'ils s'en promettent. Il regrette visiblement ces régions, dont il croit l'accès impossible à la raison humaine, « mais dont une irrésistible loi lui prescrit la recherche, tout en lui interdisant la découverte. » On ne peut parler plus dignement qu'il

ne le fait de ce but suprême auquel la science aspire, mais qui à ses yeux, malheureusement, « semblable à la fantastique Ithaque, recule sans cesse dans les profondeurs flottantes de l'horizon. » M. Hamilton dépasse son propre système de toute la portée de sa science et de sa dialectique. M. Peisse accepte à peine le joug de ce système, et le secoue avec une singulière impatience.

Ces esprits distingués, éminens, se trouvent donc à l'étroit dans leur propre doctrine. Leurs inclinations et leurs désirs dépassent à chaque instant le cercle où ils se croient nécessairement renfermés, et en même temps ils s'efforcent de se démontrer à eux-mêmes et de démontrer aux autres qu'il n'est pas possible de le franchir. Ils le démontrent par les principes, qui leur semblent être incontestables. Ils réussissent à faire voir de combien leur propre doctrine reste au-dessous de l'idéal de la philosophie, du besoin et de l'espoir qu'en conçoit l'ame humaine. Ils la convainquent de son impuissance, et c'est cela même qui est le plus fait pour achever sa ruine. La conséquence, mieux déduite que jamais, accuse le principe. Elle lui renvoie une lumière nouvelle; elle fait qu'on en cherche, et peut-être qu'on en découvre le vice encore caché.

Lorsque Bacon entreprit de réformer les sciences, il réduisit d'abord toute science proprement dite à la connaissance de la nature, et, en même temps, il proclama comme un principe aussi nouveau que fécond, que la science consiste dans l'observation des faits, et dans l'induction qui, en rapprochant les semblables, en découvre les lois générales; Newton fortifia le précepte de l'autorité de son exemple. La doctrine écossaise se fonde sur cette idée, qu'il faut étendre à la philosophie la théorie de Bacon, touchant les sciences en général et particulièrement la physique.

Tout le monde sait qu'on distingue les apparences des principes qui les font apparaître et dans lesquels elles résident, c'est-à-dire qu'on distingue d'un côté les phénomènes, de l'autre leurs causes et leurs substances. On sait aussi que la science consiste essentiellement à rendre raison des choses en les expliquant par leurs principes, et toujours l'on avait pensé que toutes les sciences supposent en définitive une science supérieure des premiers principes. C'est cette science qu'on appelait la philosophie. Selon les Écossais, la philosophie doit renoncer à cette prétention d'être la science des causes et des substances; tout ce que nous pouvons connaître de la réalité se réduit à des faits ou phénomènes que nous observons, et aux conséquences

qu'on en peut tirer sur ce que l'observation n'atteint pas. Les faits sont de deux sortes : les uns tombent sous nos sens, ce sont les phénomènes extérieurs; les autres ne sont l'objet que du sens intime, ce sont les phénomènes internes, spirituels, psychologiques. Ceux-là sont du domaine de la science physique ou naturelle, ceux-ci du domaine de la science philosophique. Dans l'une et l'autre science, l'expérience recueille les faits, l'induction en découvre les lois. Aux deux sciences suffit donc une seule et même méthode, la méthode dont Bacon a prescrit l'usage et tracé (disent-ils) les véritables règles.

Ces propositions remplissent tous les ouvrages de Reid et de Dugald Stewart. Nous nous contenterons d'apporter ici le témoignage de leur célèbre interprète, M. Jouffroy : « S'il est, dit-il dans la « préface de sa traduction de Reid, un service, et un service émi- « nent, que les Écossais aient rendu à la philosophie, c'est assurément « d'avoir établi une fois pour toutes dans les esprits, et de manière à « ce qu'elle ne puisse plus en sortir, l'idée qu'il y a une science d'ob- « servation, une science de faits, *à la manière dont l'entendent les* « *physiciens,* qui a l'esprit humain pour objet et le sens intime pour « instrument, et dont le résultat doit être la détermination des lois « de l'esprit, comme celui des sciences physiques doit être la déter- « mination des lois de la matière (1). » — « Ce qui reste quand on les a lus, ce qui a saisi l'esprit, ce qui le préoccupe et le possède, c'est l'idée qu'il y a une science de l'esprit humain, science de faits, *comme les sciences physiques,* qui, comme elles, doit procéder par l'*observation* et l'*induction* (2). »

M. Royer-Collard a dit pareillement : « L'observation de la nature « humaine, comme celle du monde physique, consiste dans la revue « des faits. Voilà le premier pas dans l'étude de l'homme; le second « consiste à classer les faits eu égard à leurs similitudes et à leurs dif- « férences, etc. (3). » Et il a pareillement fait honneur à Bacon de la découverte de la méthode.

M. Cousin est parfaitement d'accord en tous ces points avec toute l'école écossaise; mêmes opinions, même langage sur la division des sciences physiques et philosophiques, sur la diversité et l'analogie de leurs objets, enfin sur l'auteur (prétendu) de la véritable méthode scientifique. « Ici comme ailleurs, comme partout, comme toujours,

(1) Pag. 200.

(2) Pag. 202.

(3) *Fragmens,* à la suite du tome III de la traduction française de Reid, pag. 404.

« dit-il dans la préface de la deuxième édition de ses *Fragmens*, je « me prononce pour cette méthode qui place le point de départ de « toute saine philosophie dans l'étude de la nature humaine, et par « conséquent dans l'observation, et qui s'adresse ensuite à l'induction « et au raisonnement pour tirer de l'observation toutes les consé- « quences qu'elle renferme. »

Et dans sa première préface : « Il faut emprunter à Bacon la méthode expérimentale. » Seulement, M. Cousin remarque que Bacon avait eu le tort de vouloir restreindre aux sciences physiques l'application de sa méthode, et il ajoute : « Il faut n'employer que la « méthode d'observation, mais l'appliquer à tous les faits, quels qu'ils « soient, pourvu qu'ils existent. Son exactitude est donc dans son « impartialité, et l'impartialité ne se trouve que dans l'étendue. « Ainsi, peut-être, se ferait l'alliance tant cherchée des sciences mé- « taphysiques et physiques, non par le sacrifice systématique des « unes aux autres, mais par l'*unité de leur méthode* appliquée à des « *phénomènes* divers. » « L'expérience a les mêmes conditions et les « mêmes règles, quel que soit l'objet auquel elle s'applique. » La physique, comme on le voit, marche toujours de pair avec la philosophie. — Nous pourrions citer encore, parmi beaucoup de passages analogues, le parallèle entre les sciences naturelles et les sciences philosophiques par lequel s'ouvre la treizième des leçons de 1829 sur l'histoire de la philosophie moderne.

Enfin, dans un compte-rendu, entièrement favorable, des *Esquisses de philosophie morale* de Stewart, M. Cousin proclame hautement son acquiescement aux principes de « cette école nouvelle « qui se prétend seule fille légitime de Bacon, et réclame le titre tant « prodigué et si peu compris d'école expérimentale. »

Comme Reid, comme Stewart, comme leurs disciples français, M. Hamilton est d'avis qu'il faut réduire la philosophie à *l'observation* des *phénomènes* et à la *généralisation* de ces phénomènes en *lois* (1). Il répète en plusieurs endroits que les êtres en eux-mêmes, que les causes et les substances, échappent à la science; seulement nous ne voyons plus dans ses écrits ce parallèle qu'établit partout l'école à laquelle il appartient, entre la philosophie et les sciences physiques. On dirait que quelque doute à cet égard s'est introduit dans son esprit.

M. Peisse, enfin, est encore de cette opinion, qu'on ne connaît

(1) *Fragmens de philosophie*, pag. 26.

de l'être pensant que ses manifestations phénoménales, et il croit fermement que « tout ce qu'on peut tenter d'en affirmer, lors de ces « manifestations, est inévitablement frappé de contradiction et d'in- « intelligibilité. » Mais il n'attend plus rien de la méthode écossaise. Il désire plus et espère moins.

Outre l'expérience qui nous fait connaître les faits, et l'induction qui en obtient les lois, les philosophes écossais reconnaissent dans l'intelligence humaine des vérités qui ne viennent pas de cette source; ce sont des principes en quelque sorte innés, que nous trouvons en nous, et qui nous servent soit pour entendre l'expérience elle-même, soit pour la devancer, soit même pour en dépasser les limites. Les principes qui nous portent à dépasser entièrement l'expérience, ce sont ces jugemens primitifs, en vertu desquels nous supposons à tous les phénomènes des êtres qui en sont les principes, des causes et des substances, et nous nous élevons ainsi du monde visible à un monde invisible, qui en est le principe.

Il est permis de douter que cette seconde partie de la doctrine des Écossais leur appartienne en propre, comme la première. Reid est très redevable, ainsi que M. Peisse l'a remarqué, à un auteur peu connu, le père Buffier. « J'ai trouvé, dit Reid lui-même, plus de choses « originales dans le *Traité des premières vérités et de la source de nos* « *jugemens*, que dans la plupart des livres métaphysiques que j'ai lus. « Les observations de Buffier me paraissent en général d'une parfaite « justesse, et quant au petit nombre de celles que je ne saurais tout- « à-fait approuver, elles sont au moins fort ingénieuses. » C'est vraisemblablement le philosophe français qui a fourni au fondateur de l'école écossaise presque toute sa théorie des vérités premières.

Quoi qu'il en soit, l'école écossaise proprement dite n'a jamais pensé que les principes innés à l'intelligence humaine, qui la poussent à dépasser le cercle de l'expérience, pussent la mener fort loin. Tout en reconnaissant que nous sommes autorisés à croire que par-delà les phénomènes et leurs lois, il y a des substances et des causes, les philosophes écossais pensent que nous ne pouvons rien savoir de ces êtres sinon ce que l'induction autorise à conclure du fait à la cause, du mode à la substance, et ils estiment que cela se réduit à très peu de chose. Stewart surtout insiste sur la nécessité de faire rentrer la philosophie, comme la physique, dans la sphère des questions de fait, et de lui interdire les questions métaphysiques sur la raison des faits et la nature des choses. C'est tout simplement, il faut l'avouer,

bannir de la philosophie l'objet même de toute philosophie digne de ce nom.

Les disciples français de l'école écossaise n'ont jamais souscrit à cet arrêt. M. Jouffroy, sans espérer, dit-il, de l'induction appliquée aux questions philosophiques un ensemble de résultats très étendu et qui ressemble en rien aux systèmes hardis de la plupart des métaphysiciens, M. Jouffroy professe cependant la conviction, « qu'elle « peut aboutir à fixer d'une manière certaine un petit nombre de « points principaux qui sont de la plus haute importance pour le « bonheur et les espérances de l'humanité, et qui suffiraient seuls « pour mériter à ces recherches la haute considération de tous les « amis de la science et les relever de l'injuste mépris auquel l'asser- « tion écossaise tend à les condamner. »

Pour M. Cousin, il refuse d'admettre aucune restriction à la science des causes et des substances, à la science des êtres en eux-mêmes, ou, si l'on veut, à la métaphysique. Pour comprendre ce fait et pour l'apprécier, il faut, avec M. Hamilton et M. Cousin lui-même, en indiquer l'origine. Elle n'est plus dans l'école écossaise, elle est dans l'Allemagne.

Comme le fondateur de l'école écossaise, mais avec tout autrement de profondeur et de génie, Kant avait cru établir que l'intelligence humaine n'a pour objet que des phénomènes et leurs lois. Il avait démontré que, si nous concevons au-delà des apparences des choses qui en seraient comme le fonds, il est impossible de tirer de ces conceptions une science. Ajoutons que la démonstration de Kant ne repose en aucune façon, quoi qu'on en ait dit, sur ce fondement : que les jugemens par lesquels l'intelligence humaine dépasse les données de l'expérience, n'étant rien en définitive que des jugemens humains, ne pourraient rien établir sur la réalité de leurs objets, et que la nécessité avec laquelle ils s'imposent à nous ne serait nullement garante de leur véracité absolue. La démonstration de Kant se fonde sur une critique des idées prétendues transcendantes, critique d'où il résulte, selon lui, qu'appliquées à des êtres purement intelligibles, elles seraient absolument insignifiantes, qu'elles n'ont de sens au contraire qu'appliquées aux objets de l'expérience comme des règles qui nous servent à les concevoir; d'où il suit que ce sont uniquement des manières d'apercevoir les phénomènes, des formes (transcendentales) sous lesquelles les comprend l'intelligence humaine. Dès-lors le monde invisible des êtres n'était plus pour la

science (sinon pour la croyance, qui vient d'une autre source,) qu'un problème insoluble, et la métaphysique une chimère.

L'*idéalisme transcendental* existait à peine que dans son sein même prenait naissance une philosophie plus hardie peut-être qu'aucune des anciennes théories, et qui, dépassant les limites qu'il avait cru tracer pour toujours, prétendait ressaisir, au-delà des phénomènes, non-seulement les êtres, les choses en elles-mêmes, mais le principe absolu de toute existence. On avait voulu interdire à la science les réalités : elle prétendait entrer, non par le raisonnement, mais par une vue immédiate, par une intuition directe de l'intelligence, en possession de l'absolu. Ce fut la philosophie de Fichte, ce fut surtout celle de M. Schelling, sous sa première forme, la *Philosophie de la Nature.*

M. Cousin a raconté comment, en 1817, sa méthode, sa direction, ses vues générales déjà arrêtées, il fit connaissance en Allemagne avec la philosophie de la nature. Il en admira la grandeur. M. Cousin a lui-même l'imagination grande; il aime les hautes cimes, les vastes horizons; il voulut embrasser dans son propre système toute l'étendue des spéculations allemandes. Mais, imbu des principes de la philosophie de l'observation, il espéra avec leur seul secours suffire à l'entreprise. La doctrine de M. Schelling lui sembla une sublime hypothèse qu'il fallait démontrer; elle lui apparut enfin comme la vérité même, mais à qui, pour devenir la science, il manquait la méthode; et c'est dans la combinaison de la spéculation avec la méthode d'expérience qu'il voulut faire consister le caractère distinctif et le mérite propre de sa philosophie.

Ainsi, M. Cousin déclare qu'en reculant les bornes où la philosophie écossaise avait cru devoir renfermer l'intelligence humaine, il n'entend aucunement être infidèle aux principes de cette philosophie. Il ne cesse point de croire avec elle que le point de départ est l'observation et l'analyse des faits. Il pense seulement qu'elle impose au raisonnement des limites arbitraires, au raisonnement, c'est-à-dire surtout à l'induction, car, dit-il, « c'est l'induction qui fait rendre aux faits les conséquences qu'ils renferment dans leur sein ; » et il aspire ouvertement à une métaphysique transcendante, à une *ontologie.* Ainsi ce trait seul le sépare des psychologues de l'école écossaise : il place le but plus haut, et il a dans le moyen une confiance plus grande, on peut dire une confiance absolue et sans bornes. Il nomme la *seule méthode philosophique* « cette méthode d'observa-« tion et d'induction qui a élevé si haut et porté si loin toutes les

« sciences physiques, ne s'appuie que sur la nature humaine, mais « l'embrasse tout entière, et avec elle atteint l'infini (1). » L'infini, l'absolu, tel est le terme où la méthode de Bacon, bien entendue, doit porter la métaphysique.

Or, c'est ce que contestent à l'illustre philosophe français, comme une prétention mal fondée en droit, mal justifiée par le fait, et la philosophie allemande et la philosophie écossaise. Celle-là approuve le but et désapprouve le moyen (2); celle-ci croit le but chimérique et voit dans le procédé par lequel M. Cousin veut y atteindre une fausse application d'une méthode vraie.

Dans l'un des quatre opuscules que M. Peisse vient de traduire, M. Hamilton combat à la fois la prétention de M. Schelling et celle de M. Cousin à donner la science de l'absolu. Nous avons dit que M. Schelling avait cru trouver le premier et absolu principe de toute chose par une vue directe et immédiate de l'intelligence. Cette *intuition intellectuelle* (expression empruntée à Kant par Fichte), ce serait l'acte où, la pensée, principe de la science, se reconnaissant pour absolument identique à l'existence, le sujet de la connaissance et son objet ne se distingueraient plus, mais se trouveraient unis ensemble et définitivement confondus dans une indivisible unité.

M. Hamilton nie ce mode sublime de connaissance; mais il avoue avec M. Schelling, et il soutient contre M. Cousin, que s'il était possible de connaître en lui-même le principe absolu des choses, ce ne serait pas du moins sous les conditions de diversité et de division dont la connaissance ordinaire est inséparable.

M. Cousin admet avec les modernes métaphysiciens allemands que ce qui est relatif et borné ne saurait être le dernier et véritable objet de la philosophie. Il croit que les bornes et les relations de tout genre exigent en dernière analyse un principe absolu et infini, l'absolu, l'infini lui-même. Mais tandis que les métaphysiciens allemands pensent que cet absolu n'est accessible qu'à un mode de connaissance supérieur, sinon à toute conscience, comme on le dit souvent, du moins aux conditions ordinaires de la conscience humaine, il se fait fort de le trouver par l'observation et l'induction au sein de la conscience. Or, il croit la conscience nécessairement soumise à la condition de l'opposition du sujet qui connaît et de l'objet connu, de la diversité de l'objet lui-même, et en général à la loi de la limitation

(1) *Fragmens*, pag. 84.
(2) *Fragmens*, Avertissement, pag. IV.

et de la *relativité*. Bien plus, il se refuse à affranchir de cette loi l'intelligence divine. « On ne peut, dit M. Hamilton, désirer un plus « complet aveu, non-seulement que la connaissance de l'absolu est « impossible pour l'homme, mais encore que nous ne pouvons pas « en concevoir la possibilité, même dans Dieu, sans contredire notre « conception humaine de la possibilité même de l'intelligence. Notre « auteur cependant n'aperçoit ici aucune contradiction, et, sans « preuve ni explication, il accorde la connaissance de ce qui ne peut « être connu que sous la négation de toute différence et de toute plu- « ralité à ce qui ne peut connaître que sous l'affirmation de ces deux « choses. — Ce ne serait qu'en méconnaissant les difficultés radicales « du problème, que M. Cousin voudrait abandonner l'intuition intel- « lectuelle et conserver l'absolu. En effet, comment cela même dont « l'essence est une unité qui embrasse tout, pourrait-il être connu par « la négation de cette unité sous la condition de pluralité? comment « ce qui n'existe que comme l'identité de toute différence peut-il être « connu par la négation de cette identité, dans l'antithèse du sujet « et de l'objet, de la connaissance et de l'existence? Ce sont là des « contradictions que M. Cousin n'a pas tenté de résoudre. »

Peut-être ne serait-il pas impossible de faire voir que dans les argumens présentés d'ailleurs avec tant d'habileté par M. Hamilton, soit contre la doctrine de M. Schelling, soit contre celle de M. Cousin, il y a plus d'apparence que de fond. Son argumentation revient à dire que la science de l'absolu, selon M. Schelling, est en contradiction avec la nature de toute science, et la science de l'absolu, selon M. Cousin, en contradiction avec la nature de l'absolu, tel que le définit M. Cousin lui-même; et cela sur ce principe que la connaissance implique toujours quelque diversité, et l'absolu, au contraire, une unité parfaite. Peut-être qu'il y a moyen de donner aux deux doctrines un sens vrai, d'en résoudre les contradictions apparentes, et de les unir en une seule et même et profonde vérité. Qu'y aurait-il d'étrange à concevoir comme le dernier terme de la science une extrémité où la diversité, l'opposition qui est la loi de son développement, viendrait par degrés s'évanouir? Qu'y aurait-il de si absurde à penser que l'absolue connaissance est en quelque sorte (comme dans les mathématiques) la *limite* où se trouve la commune mesure et la raison dernière des contraires, non le lieu où ils se confondent, mais le terme où la négation et la limitation disparaissent, vaincues, dans l'identité du principe? Un auteur ingénieux et pénétrant dit à propos d'un de ces mélanges de contraires qui se

rencontrent souvent dans la conduite de la vie, et qu'il est si mal aisé d'exprimer : « Cela paraît galimathias; mais ce galimathias est de ceux que la pratique fait connaître quelquefois, et que la spéculation ne fait jamais entendre. J'en ai remarqué de cette sorte en toutes sortes d'affaires. » Peut-être que la spéculation ne sera pas toujours impuissante pour faire entendre, sinon pour faire pleinement *comprendre* cette unité mystérieuse des différences, qui est le secret de la science non moins que de la vie. Mais nous ne pensons pas que la clé de cette énigme puisse être jamais trouvée dans la doctrine des Écossais, et M. Hamilton nous paraît avoir démontré que, pour être conséquent aux principes, sinon fidèle aux promesses de sa propre philosophie, M. Cousin doit renoncer, comme lui, à la poursuite de l'absolu.

Dans ses derniers écrits, M. Cousin a paru abandonner et le mot, et, jusqu'à un certain point, la chose même. Il n'y parle plus guère de la connaissance de l'absolu comme premier et unique principe de toutes choses, mais seulement de la connaissance des êtres en eux-mêmes, par opposition aux phénomènes, des causes, des substances, des existences réelles. M. Peisse, dans son excellente préface, suit M. Cousin sur ce terrain, tandis que M. Hamilton n'avait argumenté que sur l'absolu, l'infini et l'*inconditionnel*, entendus à la rigueur dans le sens le plus abstrait et le plus relevé.

Dans l'avertissement qui précède la dernière édition de ses *Fragmens philosophiques* (1838), M. Cousin, s'adressant à M. Hamilton : « Vous vous résignez, dit-il avec sa verve ordinaire, à vous passer de « l'ontologie. Vous m'exhortez à en faire autant, et à savoir ignorer « ce qu'il n'est pas donné à l'homme de connaître. Qu'est-ce à dire? « N'ayons pas peur des mots. L'ontologie, ce n'est pas moins que la « science de l'être, c'est-à-dire, en réalité, des êtres, c'est-à-dire de « Dieu, du monde et de l'homme. Voilà donc ce que vous me pro- « posez d'ignorer par scrupule de méthode! Mais si votre science n'at- « teint pas jusqu'à la nature, ni jusqu'à Dieu, ni jusqu'à moi, que « m'importe ce qu'elle m'enseigne (1)? » — « On ne nie pas, réplique « M. Peisse, au nom de M. Hamilton et au sien propre, on ne nie « pas que notre science n'atteigne jusqu'à Dieu, jusqu'à la nature « et jusqu'à nous; on ne discute que sur la nature, le contenu et « la forme de cette science. Selon nous, notre connaissance des « êtres est purement indirecte, finie, relative; elle n'atteint pas les

(1) Pag. XIV.

« êtres eux-mêmes dans leur réalité et leur essence absolues, mais « seulement leurs accidens, leurs modes, leurs rapports, leurs limi- « tations, leurs différences, leurs qualités. — Selon nous, toute notre « science des êtres se réduit à savoir *qu'ils sont;* — selon nos adver- « saires, nous pouvons savoir des êtres non-seulement *qu'ils sont,* « mais *ce qu'ils sont.* »

Cette idée que nous ne pouvons rien savoir des êtres en eux-mêmes, sinon qu'ils existent, c'est, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la doctrine écossaise dans toute sa pureté, la doctrine de Reid et surtout de Stewart; c'était aussi celle du P. Buffier. « L'homme, dit cet auteur, est forcé par sa raison d'admettre l'existence de quelque chose qu'il ne comprend pas; » pour la nature divine, par exemple, « il comprend *qu'elle est*, et non pas *quelle elle est.* » Si l'on nous permettait d'employer ici les formules de la scholastique, nous dirions que, selon le P. Buffier, selon les Écossais, selon M. Hamilton et M. Peisse, nous ne savons des êtres que le *quod* et non le *quid.*

Nous remarquerons pourtant, et M. Peisse avouera assurément (encore avec le P. Buffier), qu'on ne peut connaître l'existence d'une chose sans avoir préalablement ou en même temps quelque connaissance de sa nature ou essence; car, pour affirmer qu'un être existe, encore faut-il savoir ce que c'est qu'un être, et, si on affirme l'existence d'un être d'un certain genre, ce que c'est que ce genre. Seulement on peut soutenir que nous n'avons de l'essence des êtres qu'une notion générale et indéterminée, et de leurs rapports avec les phénomènes qu'une conception extérieure et logique.

Maintenant, jusqu'à quel point l'induction est-elle autorisée à remplir le vide de ces déterminations abstraites, en transportant au monde invisible où elles nous introduisent les caractères de ce monde visible dont il forme le fonds? C'est là toute la question, il ne s'agit que de plus et de moins dans une connaissance inductive; car, si l'on convient de ce principe que l'expérience ne nous montre que des phénomènes, et si on ajoute seulement que la raison (ou si l'on veut le sens commun) nous révèle à leur occasion que ces phénomènes supposent des substances et des causes, il faut avouer aussi que la raison ne nous dit là autre chose, sinon que ces substances et ces causes existent, et nullement ce qu'elles sont en elles-mêmes; qu'elle nous en enseigne (tout au plus) l'existence et le rapport général avec les phénomènes, mais non pas la nature intime, et que par conséquent, enfin, l'induction seule pourrait nous en apprendre quelque chose de

plus. Que peut-elle nous apprendre? Ici seulement M. Cousin paraît avoir compté plus que les Écossais sur les ressources de l'induction ; mais qu'elle lui ait donné beaucoup davantage, c'est ce qu'il ne semble pas. Son système est vaste par les contours et les lignes générales, les vues élevées y abondent; mais les propositions dogmatiques dans lesquelles il a résumé sa doctrine sur la nature de Dieu, de l'ame et de la matière, sur l'essence des êtres et sur leur liaison interne, n'excèdent point les limites des spéculations écossaises. On n'y trouve rien de semblable aux théories qui constituent le fonds de la moderne métaphysique allemande. Telle est du moins l'opinion de M. Schelling. Dans un jugement exprès sur la philosophie de M. Cousin, il dit : « La métaphysique de M. Cousin ne diffère point de celle qui a « précédé Kant, en ce qu'elle repose uniquement sur le syllogisme, « et surtout en ce qu'elle se contente du *que* sans se mettre en peine « du *comment* (par exemple, *que* Dieu est la cause suprême du monde). « Il s'en faut donc beaucoup qu'elle soit une science des choses en « elles-mêmes (*real-philosophie*), comme la philosophie à laquelle « aspirent les systèmes modernes. Non-seulement il ne reconnaît pas « de science objective sans une base psychologique, mais, à vrai « dire, il n'en reconnaît aucune, et n'y arrive ni de cette manière ni « d'une autre. Suivant lui, on atteint le faîte suprême de la métaphy- « sique par la nécessité que la raison impose à la conscience de s'éle- « ver des causes limitées (*moi* et *non moi*), qui, en tant que limitées, « ne sont pas causes, à la cause illimitée, à la cause proprement dite, « à la vraie cause, qui donne à celles-là l'être, et qui les maintient. « Tout se borne à ces généralités, qui ne promettent pas le moins du « monde, comme chacun le voit, une *science* proprement dite (1). »

Serait-ce seulement qu'en faisant usage de la méthode d'induction, on n'en aurait pas tiré encore tout ce qu'elle peut donner, et peut-on toujours fonder sur elle un espoir infini? Sans doute les phénomènes desquels on veut s'élever aux êtres, nous représentent ces êtres, mais non pas en ce qui leur est propre et dans leur caractère spécifique. Sans doute les effets représentent la cause, et les modes la substance; mais, bien loin d'en représenter le fonds, ils nous le dérobent. « Ces accidens relatifs, dit justement M. Peisse, loin de réaliser la notion absolue de l'objet, la détruisent ou plutôt l'empêchent. » La nature, a-t-on dit également avec un grand sens, la nature nous montre Dieu, mais en même temps elle nous le cache.

(1) *Jugement de Schelling sur la Philosophie de M. Cousin*, traduit dans la *Revue germanique*, octobre 1835.



En outre, l'induction se fondant sur des ressemblances qui peuvent être trompeuses, n'arrivera jamais, tout le monde en convient, qu'à des résultats plus ou moins vraisemblables; elle n'engendre que des *présomptions.*

Ainsi la philosophie qui s'appuie sur les principes écossais ne peut jamais prétendre à donner sur les êtres, au-delà de la simple existence, rien autre chose que des présomptions très bornées.

Est-il bien vrai qu'elle atteigne du moins l'*existence* des êtres? En lui refusant le *quid* des substances et des causes, n'est-ce pas trop lui accorder que de lui en laisser le *quod?* Après avoir réduit toute philosophie qui prend pour principes ceux de l'école écossaise à ce que demande cette école, il faut, ce nous semble, aller plus loin; il faut établir que la demande est encore excessive et dépasse le droit.

On nous dit que la vue des phénomènes n'est que l'*occasion* ou la *circonstance* qui détermine la raison à nous découvrir l'existence de certaines réalités qu'ils supposent; qu'à l'occasion, *à propos* de la perception d'un changement, d'une qualité, elle nous révèle d'elle-même la cause et la substance. Le vague de l'expression semble accuser ici l'insuffisance de l'idée; sous les mots, on sent un vide, une lacune qu'ils dissimulent mal. Comment d'un phénomène la raison passe-t-elle ainsi à l'affirmation de l'être? Comment un pur mode devient-il l'occasion qui lui suggère l'idée de la nécessité de la substance? Comment, à propos d'un évènement, s'élève-t-elle tout à coup à la cause? Comment, enfin, le phénomène est-il la circonstance qui détermine la raison à le concevoir comme un effet et un attribut? Les Écossais ont vu là un fait qui ne demandait pas, qui ne souffrait pas d'explication. C'est, dans le langage de Reid, l'effet d'une *certaine faculté d'inspiration et de suggestion;* selon M. Cousin, une *révélation* de la raison. Est-ce donc, demande M. Schelling, le résultat mystérieux d'une sorte de qualité occulte de l'intelligence? Mais, s'il en est ainsi, la raison humaine ne se justifie plus que par des instincts aveugles, et le scepticisme de Hume a gain de cause.

Un des philosophes écossais avait appelé leurs vérités premières des *préjugés légitimes.* N'est-ce point là le vrai nom, et n'est-on pas obligé de convenir que cette philosophie ne peut aboutir à rien en fait de science des êtres qu'à des *présomptions* édifiées sur des *préjugés?*

Dans la philosophie de Kant, il en est tout autrement. D'abord l'expérience n'y est pas seulement une occasion pour la conception

des principes qui la dépassent, mais ces principes sont la condition indispensable et en quelque sorte un élément intégrant de l'expérience elle-même (1). De la sorte, l'intelligence humaine n'est plus un composé de deux facultés détachées et distinctes, mais, selon l'expression de Jacobi, un *tout d'une seule pièce,* ou du moins un ensemble organique. En second lieu, l'idéalisme transcendental ne laisse point sans explication ces principes, dont il fait la base et la loi de l'expérience.

Comment se fait-il, demande Kant, que dans certains jugemens (par exemple : tout évènement a une cause) l'intelligence ajoute à une donnée de l'expérience (l'évènement) quelque chose (la cause) qui n'y est pas logiquement contenu? Quel est le principe inconnu (x) qui lui fait unir à la notion a, sans expérience préalable, une notion étrangère b? Comment se peut-il, enfin, qu'elle prononce *à priori* des *jugemens synthétiques?* C'est, selon lui, la question même de la possibilité de la métaphysique, et le sort de la philosophie y est attaché. Où il n'y a point de problème pour la philosophie écossaise, l'auteur de la philosophie critique a démêlé le problème fondamental de toute science rationnelle.

Des deux systèmes, lequel est le vrai? Faut-il, avec l'école écossaise et les écoles qui en dérivent, reconnaître dans les principes nécessaires de la raison des croyances primitives, révélations inexplicables d'un instinct mystérieux, ou faut-il en chercher avec Kant la justification?

Nous avons fait remarquer que, pour croire d'une chose qu'elle existe, il faut déjà savoir d'une manière générale ce qu'elle est. La croyance ne peut être antérieure à quelque science. Il suit de cela seul que, pour que la raison affirme l'existence de l'être invisible, en dehors et au-delà des phénomènes, il ne suffit pas que la connaissance d'un phénomène lui en fournisse l'*occasion*. Il faut qu'elle ait, en outre, de l'objet de sa croyance une connaissance quelconque. Cette connaissance, d'où la tirera-t-elle, s'il n'y a d'autre objet de connaissance directe que des phénomènes, et d'autre vue que la vue des faits? Dans quelle réalité puiserait-elle donc l'idée sur laquelle porte sa foi, et de quelle intuition cette conception lui serait-elle venue?

Dans le système de Kant, il y a un intermédiaire sur lequel l'in-

(1) M. Jouffroy a déjà signalé cette différence. (Préf. de la traduction de Reid, pag. CLVIII.)

telligence s'appuie pour lier dans ses jugemens synthétiques *à priori* les deux termes hétérogènes, l'objet de l'observation et l'objet de la conception. — Nous ne pouvons, dit l'auteur de la *Critique de la raison pure*, apercevoir les phénomènes que comme se succédant dans le temps : le temps n'est pas une simple conception comme les idées générales; c'est comme le lieu individuel dans lequel nous plaçons nécessairement tous les faits. C'est une *intuition* ou une *imagination à priori* (1); or, les phénomènes sont dans le temps comme une succession dans une durée immuable. Telle est la base des jugemens qui affirment *à priori* des causes et des substances; tout phénomène a dans le temps une place déterminée, et c'est par le passé que le présent où il arrive se détermine. Il faut donc, dans le passé, quelque chose qui fasse être le phénomène présent à cette place qu'il occupe; cette règle, c'est l'idée de la *cause*. En second lieu, puisque tout phénomène est une apparition passagère dans la durée du temps, il faut, pour le concevoir, l'opposer à quelque chose de durable, en quoi tout passe et qui ne passe point; cette règle, c'est l'idée de la *substance*. Ainsi, la cause n'est que l'expression du rapport des phénomènes entre eux, dans le temps; la substance, l'expression de leur rapport avec le temps, avec la durée elle-même. — La cause est la représentation de l'ordre du temps; la substance, la représentation de sa quantité; ce ne sont que les figures (ou *schêmes*) des règles nécessaires de l'expérience.

Or le temps, dans la doctrine de Kant, n'est pas une chose subsistante en elle-même, mais seulement une manière, la seule possible, d'imaginer les faits, et par conséquent une simple *forme* de notre intelligence. La cause et la substance ne sont donc autre chose que les réalisations symboliques des conditions de l'intelligence humaine.

Quand donc nous affirmons que tout phénomène a une cause, et se passe en une substance, nous ne faisons qu'énoncer les règles indispensables à notre esprit pour se représenter un phénomène quelconque; l'idée du temps est le moyen terme par lequel nous passons des phénomènes aux intelligibles (ou *noumènes*), par cette raison très simple que le temps est la *forme* nécessaire de l'imagination des phénomènes, et que l'intelligible est l'image réalisée de cette forme.

Ainsi s'explique le jugement synthétique *à priori*. La *réalité* de

(1) De même l'espace; au contraire, la philosophie écossaise compte le temps et l'espace parmi les *conceptions*.

l'intelligible s'évanouit, elle se dissipe en une illusion; mais du moins l'*idée* et le jugement qui la pose ont reçu une justification rationnelle.

Dans le système de Kant, l'être est l'image décevante de la forme vide qu'on appelle le Temps, et c'est le rêve de l'intelligence que de prendre ce néant pour une chose. Dans la philosophie écossaise, le fantôme même est chimérique et le rêve impossible. Pour elle, en effet, il n'y a entre le monde des phénomènes et le monde des intelligibles aucun lien; la raison passe du premier au second sans point d'appui, sans intermédiaire, et son jugement porte à vide. Non-seulement elle ne justifie pas la *réalité* des *objets* de ses idées nécessaires, mais elle ne justifie pas la *possibilité* de l'*idée*, elle n'en assigne pas le sens; à vrai dire, elle nous laisse douter si c'est bien une conception ou un vain mot.

En prenant son point de départ dans l'observation des phénomènes, la science ne va donc pas plus loin; tout au plus s'élèverait-elle des faits particuliers à l'expression générale des mêmes faits, et encore on a souvent fait voir que la généralisation la plus bornée ne trouverait pas dans l'expérience pure et simple des faits une justification suffisante. Mais, quoi qu'il en soit, les substances et les causes, les êtres, les existences réelles lui sont interdits; il faut qu'elle demeure dans un monde d'apparence sans fonds et sans raison.

N'est-il aucun moyen d'échapper à une semblable conséquence? Elle sort d'un principe qu'on tient pour assuré. Que serait-ce si ce principe n'était qu'une fausse supposition, un préjugé trompeur?

Le principe de la philosophie écossaise est celui de toute la philosophie anglaise depuis Bacon. Bacon, Hobbes, Locke et Reid s'accordent sur ce point fondamental, qu'aucune expérience n'a pour objet des causes ni des substances, mais uniquement des phénomènes.

Nous allons retrouver dans l'histoire de la science, et de la science parmi nous, dans notre propre pays, un principe contraire, aussi fécond que celui-là nous a paru stérile.

La philosophie anglaise fut apportée et elle a paru naturalisée en France; mais, après y avoir produit le matérialisme, son fruit naturel, la pensée de Bacon et de Locke, tombée dans le pays de Descartes et de Malebranche, ainsi qu'une plante qui change de nature

en changeant de climat, s'y est métamorphosée secrètement. Du point de vue de la matière, la philosophie française s'est élevée, par une suite de degrés que nous essaierons de marquer, au point de vue de l'esprit.

Locke avait ramené toutes les connaissances humaines à deux sources : la sensation, qui fournit les idées des phénomènes extérieurs; la réflexion, par laquelle l'ame prend connaissance de ses opérations propres sur les idées arrivées par les sens. Condillac, comme l'on sait, réduisit à une seule faculté les deux faits signalés par Locke. Selon lui, l'homme est tout entier dans la sensation. Or, la sensation est une manière d'être de celui qui l'éprouve, un mode de sa faculté de connaître. Condillac commence par ces mots le *Traité de l'origine des connaissances humaines*, son premier ouvrage : « Soit que nous nous élevions, pour parler métaphoriquement, jusque « dans les cieux, soit que nous descendions dans les abîmes, nous ne « sortons point de nous-mêmes, et ce n'est jamais que notre propre « pensée que nous apercevons. »

De là à l'extrémité où Hume poussa la théorie de Locke, il n'y avait qu'un pas; car, si rien n'est connu que par des sensations, il est impossible de tirer de ces phénomènes la réalité d'un objet qu'ils représentent; il ne l'est pas moins d'en tirer la réalité d'un sujet qui les éprouve. Mais, sur la pente de cet idéalisme, Condillac rencontra bientôt un point d'arrêt; la sensation elle-même lui enseigne une réalité qu'une réflexion de plus en plus profonde trouve de plus en plus rebelle à l'idéalisation.

« D'un côté, dit-il dans l'extrait raisonné du *Traité des Sensations*, « placé en tête de la seconde édition de l'ouvrage, toutes nos con- « naissances viennent des sens; de l'autre, nos sensations ne sont « que nos manières d'être. Comment donc pouvons-nous voir des « objets hors de nous? En effet, il semble que nous ne devrions « voir que notre ame modifiée différemment.

« Je conviens que ce problème a été mal résolu dans la première « édition du *Traité des Sensations*. — Nous avons prouvé qu'avec les « sensations de l'odorat, de l'ouïe, du goût et de la vue, l'homme se « croirait odeur, son, saveur, couleur, et qu'il ne prendrait aucune « connaissance des objets extérieurs. — Il est également certain « qu'avec le sens du toucher, il serait dans la même ignorance, s'il res- « tait immobile. — Il faut trois choses pour faire juger à cet homme « qu'il y a des corps : l'une, que ses membres soient déterminés à se « mouvoir; l'autre, que sa main, principal organe du tact, se porte

« sur lui et sur ce qui l'environne; et la dernière, que, parmi les sen-« sations que sa main éprouve, il y en ait une qui représente néces-« sairement des corps. — Par conséquent, ou le toucher ne nous « donnera aucune connaissance des corps, ou parmi les sensations « que nous lui devons, il y en aura une que nous n'apercevrons pas « comme une manière d'être de nous-mêmes, mais plutôt comme la « manière d'être d'un continu formé par la contiguité d'autres con-« tinus (c'est-à-dire d'une étendue). Il faut que nous soyons forcés à « juger étendue cette sensation même. »

« Cette sensation, ajoute-t-il dans la deuxième édition du *Traité des* « *Sensations*, c'est celle d'où nous concluons l'impénétrabilité des « corps, la sensation de solidité ou de résistance. » — « Il n'en est « donc pas de la sensation de solidité comme des sensations de son, « de couleur et d'odeur, que l'ame qui ne connaît pas son corps « aperçoit naturellement comme des modifications où elle se trouve « et ne trouve qu'elle. Puisque le propre de cette sensation est de « représenter à la fois deux choses qui s'excluent l'une hors de l'autre, « l'ame n'apercevra pas la solidité comme une de ces modifications où « elle ne trouve qu'elle-même; elle l'apercevra nécessairement comme « une modification où elle trouve deux choses qui s'excluent, et par « conséquent elle l'apercevra dans ces deux choses. Voilà donc une « sensation par laquelle l'ame passe d'elle hors d'elle, et on commence « à comprendre comment elle découvrira des corps (1). »

Mais la résistance où Condillac trouve la révélation d'un monde extérieur est celle de notre propre corps au mouvement involontaire et irréfléchi de la main; on sent assez combien cette première analyse est grossière et imparfaite.

Le disciple et le successeur de Condillac va plus loin. Comment saurais-je, dit Destutt de Tracy dans l'*Idéologie*, que le mouvement de ma main vient à être suspendu? Il faut bien que je connaisse ce mouvement, et, pour apprendre qu'il cesse d'être, que je sache ce qu'il est. Il faut une sensation spéciale qui me l'enseigne. — Ainsi, de la résistance extérieure où s'était arrêté Condillac, la réflexion recule déjà à un sentiment interne du mouvement.

Mais cela suffit-il? Mon bras rencontre un corps qui l'arrête, ma sensation de mouvement cesse, je n'éprouve plus cette manière d'être. J'en suis averti, il est vrai; mais ne sachant pas qu'il y a des corps, je ne sais encore rien de la cause de cet effet. « Du moins, il n'est

(1) *OEuvres*, tom. III, pag. 185.

« pas prouvé que je sois nécessairement conduit, par ce change-
« ment de manière d'être, à reconnaître que ce qui cause la cessa-
« tion de ma sensation de mouvement est un être étranger à mon
« *moi;* j'ai pensé jadis que cela était ainsi, mais je crois que je
« m'étais trop avancé. Il faut donc, pour rendre cette découverte
« inévitable, appeler encore à notre aide une autre de nos facultés,
« et c'est la faculté de vouloir; avec celle-là il ne nous manquera plus
« rien, car, lorsque je me meus, que je perçois une sensation, si
« mon mouvement s'arrête, si ma sensation cesse, mon désir subsis-
« tant toujours, je ne puis méconnaître que ce n'est pas là un effet
« de ma seule vertu sentante; cela impliquerait contradiction, puis-
« que ma vertu sentante veut, de toute l'énergie de sa puissance, la
« prolongation de la sensation qui cesse (1). »

« En un mot, » dit Destutt de Tracy, en résumant ces développemens dans l'extrait raisonné de l'*Idéologie*, » quand un être organisé
« de manière à vouloir et à agir sent en lui une volonté et une ac-
« tion, et en même temps une résistance à cette action voulue et
« sentie, il est assuré de son existence et de l'existence de quelque
« chose qui n'est pas lui. *Action voulue et sentie* d'une part, et *résis-
« tance* de l'autre, voilà le lien entre notre moi et les autres êtres,
« entre les êtres sentans et les êtres sentis. »

Il est intéressant, ce nous semble, d'assister, dans ces descriptions naïves, à la marche de la réflexion psychologique, qui, de l'observation des sensations, de ce point de vue extérieur et superficiel, se replie pas à pas dans la profondeur du sujet.

Parvenu à ce point, de Tracy ne pouvait pas tarder à s'apercevoir que, si le monde extérieur ne se fait connaître pour tel que par sa résistance à la volonté, la volonté est la révélation naturelle du monde intérieur, et qu'à la connaissance de l'objet est intimement liée la conscience du sujet. Dans l'*Idéologie*, il admet encore qu'on peut arriver sans le mouvement volontaire et par la sensation seule à la connaissance de soi-même : « Tant que l'on ne fait que sentir des
« sensations, on n'est assuré que de sa propre existence. »

Dans un chapitre du même ouvrage (chap. XIII, p. 169), et dans l'extrait raisonné, il commence à remarquer que « nous confondons
« plus notre moi avec la faculté de vouloir qu'avec toute autre, puis-
« que nous disons indifféremment: *cela dépend de moi ou cela dépend
« de ma volonté.* »

(1) *Idéologie* (édit. 1827), pag. 86.

Dans le Traité de la volonté et de ses effets, il ne lui semble plus que *vraisemblable* que la sensibilité proprement dite suffise pour nous faire connaître à nous-mêmes notre moi, notre personnalité, et encore il avoue que le moi, dans la sensibilité, ne connaissant tout au plus que soi-même, ne se connaîtrait pas par opposition à d'autres êtres, qu'il serait pour lui-même l'infini ou l'indéfini, mais non une *individualité* et une *personnalité* distincte; ainsi « c'est proprement dans ce mode de la sensibilité qu'on appelle volonté » que le moi se manifeste. C'est de la faculté de vouloir que naissent les idées de *personnalité* et de *propriété*.

Par une bizarre confusion de langage, de Tracy, avec son maître Condillac, appelle encore la volonté un mode de la sensibilité; l'action se trouve encore être un mode de la passion. Mais si les mots subsistent, les choses ont bien changé. L'activité est devenue la base de l'existence personnelle et même le principe de la vie sociale: le *Traité de la volonté et de ses effets* est un traité d'économie politique.

Il était réservé à un disciple de Destutt de Tracy de dégager du sensualisme la théorie nouvelle, et de l'élever, sur la ruine de la fausse philosophie où elle avait pris naissance, au rang de premier principe. Ce réformateur de la philosophie en France fut Maine de Biran.

Maine de Biran commence (1) par séparer profondément de la passivité l'activité, que Condillac avait confondue avec elle sous le titre commun de sensation. La sensation proprement dite est une affection toute passive; l'être qui y serait réduit irait se perdre, s'absorber dans toutes ses modifications; il deviendrait successivement chacune d'elles, il ne se trouverait pas, il ne se distinguerait pas, et jamais ne se connaîtrait lui-même. Bien loin que la connaissance soit la sensation seule, la sensation, en se mêlant à elle, la trouble et l'obscurcit, et elle éclipse à son tour la sensation. De là, la loi que M. Hamilton a signalée dans son remarquable article sur la théorie de la perception: *la sensation et la perception, quoique inséparables, sont en raison inverse l'une de l'autre*. Cette loi fondamentale, Maine de Biran l'avait découverte près de trente ans auparavant, et en avait suivi toutes les applications; il en avait surtout approfondi le principe, savoir, que la sensation résulte de la passion, et que la perception résulte de l'action.

(1) Dans son premier ouvrage, le traité de *l'habitude*.

Maintenant, où prend naissance la conscience de l'action? Maine de Biran répond comme Destutt de Tracy, et comme Stahl avant eux : dans le mouvement volontaire.

Enfin la conscience de notre mouvement volontaire n'existe que dans la conscience d'un effort, par lequel nous surmontons une résistance pour produire le mouvement. Dans la conscience comme dans la nature extérieure, l'action implique la réaction. La réaction qui nous est opposée se fait connaître à nous par une sensation. L'action se fait connaître par elle-même, dans la conscience actuelle et immédiate de notre volonté motrice.

La conscience de cette volonté motrice n'est pas un composé de deux faits, d'un côté le mouvement, de l'autre la volonté qui le produit. Le mouvement ne nous est pas donné ici comme détaché de l'acte qui le fait être, et l'acte de la volonté ne nous est pas connu hors de ce mouvement actuel où il se réalise. « On voit donc bien ici, dit Maine de Biran, qu'il n'y a pas deux faits, deux modes spécifiquement différens, en connexion accidentelle, mais un seul fait, un seul et même mode actif, et relatif par sa nature, de telle sorte qu'on ne peut isoler l'un de ses deux élémens constitutifs sans l'anéantir ou le détruire (1). » — « L'effort voulu est un seul fait composé de deux élémens, un seul rapport à deux termes, dont l'un ne peut être isolé de l'autre sans changer de nature, et sans passer du concret à l'abstrait (2). »

Ainsi, la conscience de l'activité motrice est la connaissance immédiate d'une cause, d'une cause liée en un fait indivisible avec son effet. Ce n'est pas la connaissance abstraite d'une simple capacité, d'une cause à part de son effet, mais bien d'une cause agissante et dans son efficacité réelle. Cette cause, c'est moi-même, moi, me manifestant dans un signe extérieur en contraste avec le *non moi* où je l'imprime. La cause efficace n'est point *l'objet* seulement de ma conscience, elle est le *sujet* qui sait, et, à vrai dire, la conscience elle-même.

L'école écossaise en général sépare la conscience de la perception des phénomènes extérieurs, et la définit : la connaissance des phénomènes internes ou modifications du moi. C'est là le point capital sur lequel M. Hamilton s'éloigne d'elle. Il a très bien remarqué qu'elle prenait là une distinction logique pour une différence réelle, et que

(1) *OEuvres* (réunies et éditées par M. Cousin), pag. 374.
(2) *Ibid.*, pag. 372.

***

le sens intime, mis à part comme une faculté détachée, n'est qu'un être de raison. « Le sujet et l'objet, dit-il très bien, ne nous sont « connus que dans leur corrélation et leur opposition. Toute con- « ception du moi implique nécessairement une conception du non- « moi; toute perception de ce qui est différent de moi implique « une connaissance du sujet percevant comme distinct de l'objet « perçu. Dans tel acte de connaissance, il est vrai, l'objet est l'élé- « ment prédominant; dans tel autre, c'est le sujet; mais il n'en existe « aucun où l'un soit connu hors de sa relation avec l'autre. »

Ainsi les phénomènes *subjectifs* internes, isolés de tout élément *objectif* (au moins imaginé), sont de pures abstractions, où il n'y a rien de réel, tout-à-fait creuses et vaines.

Aristote, Stahl, Kant, ont successivement établi qu'il n'y a point de pensée distincte sans quelque image représentée en quelque étendue. On peut donc donner un sens très vrai à cette proposition de Bacon : *Mens humana si agat in materiam, naturam rerum et opera Dei contemplando, pro modo materiæ operatur atque ab eadem determinatur; si ipsa in se vertatur, tanquam aranea texens telam, tunc demum indeterminata est, et parit telas quasdam doctrinæ, tenuitate fili operisque mirabiles, sed quoad usum frivolas et inanes.* Condamnée par les Écossais, elle condamne au contraire leur psychologie abstraite. Ainsi, au lieu de faire honneur à Bacon, en dépit de lui-même, de l'invention d'une méthode également et parallèlement applicable aux phénomènes internes et aux phénomènes externes, il faut mettre sa gloire comme philosophe où il l'a voulu mettre, dans la condamnation de ce qu'on pourrait appeler la *phénoménologie abstraite* du sens intime.

Mais, d'un autre côté, est-il vrai, comme le croit M. Hamilton, qu'il n'y ait à faire entre la perception des objets extérieurs et la conscience de ce qui nous est propre aucune distinction solide, et qu'au mot de perception on puisse substituer indifféremment celui de conscience? Locke avait judicieusement distingué de la connaissance des objets (qu'il appelait sensation) ce qu'il nomme la *réflexion*. Il avait bien vu que la réflexion n'est pas une faculté de connaître subsistant à part avec des objets séparés : il l'avait définie la connaissance que prend l'ame de ses opérations sur ses perceptions mêmes. Mais il ne ne l'en avait pas moins distinguée de la perception comme un élément original. Il ne faut pas séparer ce qui est lié en une unité vivante, mais il faut distinguer dans le sein même de cette unité ce qui est distinct. La connaissance complète, la connaissance humaine n'est

point la *perception* simple tout entière appliquée à l'objet extérieur, comme chez l'animal; c'est la perception réfléchie, *l'aperception* de Leibnitz : *apperceptio est perceptio cum reflexione conjuncta.*

Or, dans la conscience ou l'aperception, qu'est-ce que l'élément réflexif? c'est le *moi*, c'est moi-même. Sans le *moi*, il n'y a point de conscience, car avoir *conscience*, le mot le dit de lui-même, c'est savoir *avec soi*, en *soi*. Mais le moi c'est l'action, l'énergie. Ainsi, non-seulement la conscience implique la perception actuelle de quelque *objet* extérieur, mais elle implique, ou plutôt elle est essentiellement le sentiment actuel de l'activité, son *sujet* propre; les phénomènes internes, considérés à part, en eux-mêmes, et hors de l'activité personnelle, ne sont point, quoi qu'en disent et l'école sensualiste et l'école écossaise, les phénomènes *subjectifs* de la *conscience* du *moi*. C'est là ce que Maine de Biran a supérieurement établi. En outre, s'il est vrai que le *non-moi* ne soit possible que par l'opposition du *moi*, il s'ensuit que les phénomènes considérés en dehors de l'activité personnelle n'expriment pas plus le *non-moi* que le *moi*. Et par conséquent la psychologie écossaise, et celle même de M. Hamilton, se meuvent dans une sphère d'abstractions, où il n'y a pas plus de matière que d'esprit, de corps que d'ame, dans le royaume des ombres, dans la région du vide,

> Quo neque permanent animæ neque corpora nostra,
> Sed quædam simulacra modis pallentia miris.

Tant que l'on considère les phénomènes internes en eux-mêmes et comme de simples objets d'observation, tant qu'on les considère de ce point de vue *objectif*, et en quelque sorte du dehors, comme Condillac et Bonnet les modifications de leur statue animée, c'est une science de formes et de cases vides, une creuse logique; ce n'est point la science vivante du *sujet* de la pensée, la science subjective (dans le sens profond de ce mot), la science de l'esprit.

Ainsi, tandis que la science du monde extérieur n'a pour objet immédiat que des *phénomènes*, l'expérience de conscience, l'aperception est l'expérience d'une *cause*. Le physicien ou naturaliste voit devant lui un monde changeant d'apparences diverses, qu'il ramène par degrés à des lois générales. Le philosophe sent en soi, il voit d'une vue intérieure le principe de sa science; lui-même il est ce principe, lui-même la loi et la cause immanente de ce qui se passe en lui.

Abstraire la cause, c'est, il faut bien le dire avec Maine de Biran, « dénaturer ou détruire toute la science de l'homme intérieur. » Comment donc ne pas repousser, comme lui, « l'application imprudente de la méthode de Bacon à la science des facultés ou des faits de l'ame humaine? » comment ne pas y voir comme lui l'erreur la plus funeste à la philosophie? Et alors que devient l'axiome fondamental de l'école qui se fait honneur du titre de fille de Bacon? Ce n'est plus que le *primum falsum* qui doit l'entraîner dans sa chute.

C'était l'erreur de la philosophie du XVIIe siècle de vouloir s'assimiler aux mathématiques et se traiter par leur méthode. Ce fut l'erreur de l'école anglaise du XVIIIe siècle, et c'est surtout l'erreur de l'école écossaise d'assimiler la philosophie à la physique, et de la soumettre à toute force au joug de la méthode naturelle. La philosophie n'est ni une science fondée sur des définitions comme les mathématiques, ni comme la physique expérimentale une phénoménologie superficielle. C'est la science par excellence des *causes* et de l'*esprit* de toutes choses, parce que c'est avant tout la science de l'Esprit intérieur dans sa Causalité vivante. Elle a son point de vue à elle, le point de vue de la réflexion subjective indiqué par Descartes, mais qu'il avait laissé flottant dans la sphère mal définie de la *pensée* en général, mieux déterminé par Leibnitz, et maintenant établi, par un progrès original de la philosophie française, au centre de la vie spirituelle, dans l'expérience intime de l'*activité* volontaire.

Descartes cherchait quelque chose d'inébranlable (*aliquid inconcussum*) sur quoi pût être assis l'édifice de la philosophie. Cette base est trouvée.

Nous avons vu Kant poser le problème de la possibilité de la métaphysique : quelle est la raison, c'est-à-dire quel est le moyen terme des jugemens par lesquels l'intelligence conclut *à priori* des phénomènes à leurs principes? Ce problème, l'école écossaise ne peut pas le résoudre, et elle en ignore l'existence; Kant le résout par l'idéalisme. Pour lui, le moyen terme de ses jugemens *synthétiques à priori*, le moyen terme entre les phénomènes et les êtres, est une pure loi et forme de l'imagination, et l'être par conséquent une chose imaginaire.

Mais maintenant, la conscience a découvert, sous toutes les formes et les lois abstraites de la connaissance, un principe réel qui unit les deux mondes distincts des phénomènes et des êtres. Là, la raison trouvera non-seulement l'explication de ses conceptions, mais la justification de ses croyances.

La preuve de cette assertion excéderait les limites que nous nous sommes tracées; nous nous contenterons de dire avec Maine de Biran, sauf à en essayer ailleurs la démonstration :

« La raison est bien une faculté innée à l'ame humaine, constitutive de son essence; on pourrait dire que c'est la faculté de l'absolu, mais cette faculté n'opère pas primitivement ni à vide; elle ne saisit pas son objet sans intermédiaire : cet intermédiaire essentiel, cet antécédent de la raison, c'est le moi primitif. — La science et la croyance ont leur base et leur point d'appui nécessaire dans la conscience du moi ou de l'activité causale qui le constitue (1). »

Il semble que Kant lui-même eût pressenti, sous son idéalisme, cette profonde doctrine. Après avoir détruit les prétentions d'une dialectique abstraite à la science de la réalité, il cherche à cette science un fondement nouveau dans l'idée de la liberté morale; ce qu'il avait refusé à la raison spéculative, il l'accorde à la raison pratique. On n'a vu bien souvent dans cette distinction qu'une contradiction : c'était l'incomplète expression d'une vérité profonde, désormais impérissable.

Le disciple de Kant, Fichte se rencontre, dans la dernière formule de sa philosophie souvent aussi bien mal comprise, avec Maine de Biran. Dans ses leçons sur les *Faits de la conscience* (1813), nous lisons ces propres paroles :

« Le moyen terme entre l'expérience et la sphère supérieure de la connaissance se trouve dans l'intuition de la volonté par elle-même. C'est dans cette intuition que le moi passe d'une région à l'autre (2). »

Aujourd'hui enfin, après avoir traversé de nouvelles périodes de naturalisme et d'idéalisme abstrait, la philosophie allemande se retrouve fortifiée, agrandie, à ce point de vue de la réalité vivante et de l'énergie spirituelle; M. Schelling place dans l'action, dans la personnalité, dans la liberté, la base de la métaphysique future. La France et l'Allemagne, par des voies si diverses, se rencontrent enfin, et la patrie de Descartes semble près de s'unir de pensée, j'oserais dire de cœur et d'ame, avec la patrie de Leibnitz.

En France, la doctrine de Maine de Biran a déjà pénétré jusqu'à un certain point au sein des doctrines écossaises, mais plus ou moins modifiée dans son principe et restreinte dans ses conséquences.

(1) *OEuvres*, pag. 389 — 390.

(2) *Thatsachen des Bewustseyns*, pag. 464.

Dans les fragmens qui restent de l'enseignement de M. Royer-Collard, nous le voyons acquiescer à la théorie de Maine de Biran sur l'origine de la notion de la cause, et sur le jugement primitif qui transporte à toutes les causes extérieures les caractères que la personnalité trouve en soi. Mais M. Royer-Collard n'en est pas moins resté fermement attaché à la méthode de Reid.

M. Cousin déclare qu'il adopte la doctrine de Maine de Biran sur l'identité du moi ou de la personnalité avec la volonté, et sur l'origine de l'idée de la cause. Mais en même temps, à ce qu'il nous semble, par les restrictions qu'il lui impose, il la dénature et l'annule. D'abord il se refuse à admettre que l'effort soit la source unique où la volonté humaine puisse acquérir la première connaissance d'elle-même. Il suppose une organisation seulement nerveuse, dépourvue d'organes de mouvement, et il affirme que la volonté s'y produirait et s'y reconnaîtrait encore : hypothèse que Maine de Biran avait prévue et réfutée d'avance. Le moi ne se révèle originairement à soi-même que dans son contraste avec ce qui n'est pas lui. Or, le moi ne reconnaît ce *non-moi* qu'à la résistance qu'il rencontre. C'est ainsi, comme M. Cousin lui-même le dit quelque part, « que l'esprit nous est donné avec son contraire, le dehors avec le dedans, la nature avec l'homme. » Supprimez les conditions du mouvement, et par conséquent le mouvement, plus de résistance, plus de non-moi, plus de moi, et la conscience de la volonté est impossible. — En second lieu, M. Cousin se refuse à admettre que l'intelligence conçoive toute cause à l'image du moi, c'est-à-dire comme une force intelligente et libre, et, pour tout dire, comme un esprit. Ici M. Cousin ne s'écarte pas seulement, comme il paraît le croire, de l'opinion de Maine de Biran et de M. Royer-Collard; il s'écarte formellement de la doctrine écossaise. Reid prononce sans hésiter, et il prouve, ce nous semble, que nous n'avons aucune idée d'une puissance intellectuelle qui diffère en nature de celle que nous possédons, et qu'il en est de même de la puissance active. « Si donc, ajoute-t-il, quelqu'un affirme qu'un être « peut être la cause efficiente d'une action et avoir la puissance de la « produire, bien qu'il ne puisse ni la concevoir ni la vouloir, il parle « une langue que je ne comprends pas (1). »

Quelques restrictions que M. Cousin croie encore devoir mettre au principe fondamental de Maine de Biran, il semble qu'il y a quelques années une nouvelle étude des doctrines de ce maître l'a amené à en

(1) *OEuvres*, traduction française, pag. 355 et suiv.

reconnaître l'une des plus importantes conséquences. Dans la préface qu'il a mise en tête des œuvres de Maine de Biran, il semble disposé à avouer que, la philosophie ayant pour point de départ la connaissance immédiate de la cause, la méthode de Bacon ne saurait s'y appliquer, et près d'abandonner par conséquent le drapeau de l'école écossaise.

L'interprète pénétrant de cette école, M. Jouffroy acquiesce, dans le dernier de ses ouvrages, au principe de Maine de Biran, et de la phénoménologie abstraite, il transporte la psychologie dans le centre vivant de la personnalité. M. Jouffroy avait toujours dit que nous avons le sentiment immédiat de notre causalité personnelle. Dans son mémoire récent *Sur la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie*, œuvre de fine analyse, il ajoute : « Qu'est-ce que la « conscience? C'est le sentiment que le moi a de lui-même. — Si « l'homme est en possession de cette preuve (la preuve de sa dualité), « il ne le doit qu'à une seule circonstance; c'est qu'il a conscience en « lui d'autre chose que les phénomènes, c'est qu'il atteint le principe « qui les produit, la cause qui le constitue et qu'il appelle moi. — Ce « qui a si long-temps dérobé cette preuve à l'attention des philo- « sophes, c'est la vieille opinion enracinée dans les esprits, que la « conscience n'atteint en nous que les actes et les modifications du « principe personnel, et point du tout ce principe lui-même. — Il « faut donc rayer de la psychologie cette proposition consacrée : « *L'ame ne nous est connue que par ses actes et ses modifications.* « L'ame se sent comme cause dans chacun de ses actes, comme sujet « dans chacune de ses modifications. » De là à l'exclusion expresse de la méthode baconienne, et par conséquent de l'empirisme écossais, il n'y a plus qu'un pas (1).

La jeune école que ces maîtres ont formée les suivra assurément dans la nouvelle voie. Demeurer plus long-temps assujétis à la doctrine étrangère, ce serait véritablement, *inventa fruge, glandibus vesci.*

Il reste encore à savoir si, des deux propositions que renferme l'axiome écossais, l'*expérience n'atteint pas les causes ni la substance,*

(1) Dans la préface de sa traduction anonyme de Dugald Stewart, en 1825, Farcy disait déjà : « L'induction ne peut être considérée comme la vraie et la seule mé- « thode philosophique. — Elle nous donne la sagacité qui saisit les rapports et pré-

la seconde du moins doit subsister encore, ou si elle est, comme la première, réfutée par l'expérience même. La cause qui est le sujet propre de l'expérience intime n'est-elle pas la substance, elle n'est encore, en ce sens, qu'un phénomène, une modification superficielle d'un fonds invisible, d'un *substrat* inconnu.

Maine de Biran a montré que, dès la première expérience intérieure qui nous révèle à nous-mêmes, nous avons avec le sentiment de notre pouvoir actuel le pressentiment assuré de sa permanence; nous nous révélons à nous-mêmes comme une force durable. Dès la première expérience, nous croyons donc que nous sommes dans l'absolu de notre être ce que nous savons être dans le fait transitoire et relatif d'une action présente. « Ainsi, dit le profond métaphysi-« cien, on peut dire que le relatif et l'absolu coïncident dans le sen-« timent de force ou de libre activité; et c'est là, mais là unique-« ment, que s'applique cette pensée de Bacon, si opposée dans tout « autre sens à notre double faculté de connaître et de croire : *Ratio « essendi et ratio cognoscendi idem sunt, et non magis a se invicem « differunt quam radius directus et radius reflexus.* Ici, en effet, « l'aperception immédiate interne de la force productive n'est-elle « pas, comme le rayon direct, la première lumière que saisit la con-« science? Et la conscience réfléchie de force ou d'activité libre qui « donne un objet immédiat à la pensée sans sortir d'elle-même, « n'est-elle pas comme la lumière qui se réfléchit en quelque sorte « du sein de l'absolu (1)? »

Mais en même temps, Maine de Biran ajoute que nous nous ignorons invinciblement nous-mêmes à titre de substance, et qu'en ce sens il n'y a point de lumière directe ni réfléchie qui nous éclaire sur ce que nous sommes dans l'absolu. Pourquoi? Parce que la substance est le *sujet passif* des modifications, que nous ne nous savons nous-mêmes qu'à titre de libre activité, et que, par conséquent, nous ne saurons jamais ce que nous sommes dans le passif et dans le fond de notre être.

Ainsi, la volonté serait la fin de notre connaissance de nous-mêmes. Au-delà un abîme sans mesure, une nuit impénétrable.

Il nous semble, au contraire, que, dans la conscience, la volonté

« voit les résultats éloignés, mais non la réflexion qui replie l'esprit sur lui-même, « et l'habitue à se saisir toujours dans son action vivante, au lieu de se conclure des « effets extérieurs. » *Si qua fata aspera vincas!...*

(1) *Œuvres,* pag. 250.

ne saurait se suffire, et que, hors de la réalité substantielle dont on la sépare, elle n'est qu'une abstraction.

La volonté se manifeste à elle-même, nous l'avons vu, dans l'effort par lequel elle produit le mouvement. Mais l'effort suppose la résistance du mobile et la résistance un mouvement auquel elle s'oppose. Ce n'est donc point dans l'acte de l'effort que la volonté peut se voir commencer le mouvement. L'effort suppose, comme Maine de Biran l'avait reconnu lui-même, une tendance antérieure qui, en se développant, provoque la résistance; c'est l'activité originelle, antérieure à l'effort, qui, réfléchie par la résistance, entre en possession de soi et se pose elle-même dans une action volontaire.

Élevons-nous de la volonté motrice à la volonté pure. Toute volonté en général suppose la conception de la possibilité d'un objet comme d'une fin à atteindre, d'un bien à réaliser ; or, la notion d'un objet, comme d'un bien, suppose dans le sujet qui le veut le sentiment qu'il est désirable. Pour que la volonté se détermine par l'idée abstraite de son objet, il faut donc que la présence réelle nous en ébranle déjà secrètement. Avant que le bien soit un *motif,* il est déjà dans l'ame, comme par une grace prévenante, un *mobile,* mais un mobile qui ne diffère point de l'ame même. Avant d'agir par la *pensée,* il agit par *l'être* et dans l'être, et c'est là jusqu'au bout ce qu'il y a de réel dans la volonté.

Leibnitz disait : l'action a sa source dans la disposition antécédente déjà inclinée à l'action; la force active a pour fonds et substance la *tendance;* c'est la tendance qui fait ce qu'il y a de réel dans les actes et mouvemens. — Nous croyons donner à ces propositions leur sens interne et vrai en disant : la volonté a sa source et sa substance dans le *désir,* et c'est le désir qui fait le réel de l'expérience même de la volonté.

Cependant le désir n'est pas encore le fonds de l'activité et par conséquent de la conscience; lui-même il a un fonds plus reculé. L'objet qui le touche et qui le tire, étranger, extérieur à lui, n'irait jamais encore atteindre l'ame dans sa profondeur, et en remuer les puissances. Pour désirer, il faut que, sans le savoir, on se complaise par avance et se repose dans l'objet de son désir; qu'on mette dans lui en quelque manière son bien propre et sa félicité; qu'on se pressente en lui, que l'on s'y sente, au fond, déjà uni, et qu'on aspire à s'y

réunir encore ; c'est-à-dire que le désir enveloppe tous les degrés de *l'amour* (1). Et si la conscience a pour forme éminente l'opposition idéale de son objet (*non moi*) et de son sujet (*moi*) dans la volonté, si elle a pour condition immédiate leur union imparfaite, demi-idéale et demi-réelle en quelque sorte, dans le désir, elle a pour fonds leur unité réelle dans l'amour.

Or, l'Amour n'est plus, comme la Volonté, l'acte abstrait d'un *principe* qui se résout d'aller à la *fin*, encore tout idéale, où il doit réaliser ses puissances; et par conséquent un simple mode d'une substance. Ce n'est plus même seulement, comme le Désir, un mouvement par lequel le principe, se transformant en sa fin sous l'action immédiate qu'il en reçoit, tend à s'y réaliser incessamment; c'est la réalité achevée, la perfection, la consommation du Principe, uni à sa Fin, identifié avec elle. Ce n'est plus un mode, c'est la substance de l'ame.

Peut-être que l'intelligence entière, adéquate, n'en est possible qu'en Dieu. Peut-être qu'en ce sens la réflexion qui la cherche « est à l'ame ce « que l'asymptote est à la courbe, qu'elle n'atteint que « dans l'infini. » Mais dans cet infini elle approche du moins sans cesse de l'âme, ainsi que l'asymptote approche elle-même de la courbe; elle y prévoit, y prédit comme le terme et l'accomplissement de toute pensée. Et tandis que la science calcule et poursuit la formule, qui n'en reconnaît en soi, qui n'en trouve dans son cœur l'infaillible quoiqu'obscure conscience?

Après avoir trouvé l'ame dans une tendance ou désir immortel qui se détermine soi-même incessamment, comme une loi vivante, à une suite réglée de manifestations extérieures, du fond de l'éternel amour (2), demandera-t-on encore au-delà un sujet absolument passif? Que serait-ce qu'un sujet au-delà ou plutôt en-deçà de tout acte, sinon : ou la simple capacité d'être, la puissance nue de l'ame elle-même, pure conception réalisée, ou bien la matière où cette puissance se manifeste et se figure, et qui n'existe que par la forme qu'elle lui

(1) *Amor complacentiæ, benevolentiæ, unionis.*

(2) Leibnitz (édit. Erdmann), pag. 158 : « Animam, vel formam animæ analogam,... id est nisum quemdam seu vim agendi primitivam, quæ ipsa est lex insita, decreto divino impressa. » — Pag. 191 : « La nature de la substance consistant, à mon avis, dans cette tendance réglée de laquelle les phénomènes naissent par ordre. »

donne? Que serait-ce, non-seulement dans l'âme, mais en toute chose? Le substrat passif des phénomènes n'est qu'une abstraction réalisée par l'imagination, et il n'y a de réalité véritable que dans l'activité interne de l'Esprit.

On veut le réduire aux phénomènes, lui en interdire le fonds intelligible, la substance. Et le fonds, la substance, au contraire, c'est l'Esprit lui-même, dont la nature est de s'entendre et de se posséder. Ce qu'il conçoit au-dessus et au-delà de la Nature, c'est ce qu'il voit en lui, et ce qu'il voit, c'est ce qui est lui-même. « Car l'Esprit n'est pas l'invisible, mais le seul visible. » N'est-il pas temps qu'il renonce enfin à se chercher hors de lui, dans son œuvre, l'idole de la matière inerte, et reconnaisse en lui le principe universel, la substance, l'essence, comme la cause première de toutes choses? — Dépouillé de sa domination légitime, chassé de son propre centre, exilé de lui-même, il semble se mourir aujourd'hui dans le vide et dans le doute. Il retrouvera, rentré en possession de lui-même, la foi qui fait la vie.

FÉLIX RAVAISSON.

DE

LA MISE EN SCÈNE

CHEZ LES ANCIENS.

Affiches. — Annonces. — Billets de Spectacle.[1]

Les Grecs, jusqu'à la fin de la guerre du Péloponèse, peut-être même jusqu'à la domination macédonienne, n'ont pas employé les affiches pour annoncer les grands spectacles publics. Lorsque les habitans d'Athènes, avertis par le héraut (2), se rendaient en foule à l'Hiéron de Bacchus pour assister aux concours tragiques et comiques, qui faisaient partie des Dionysies et des Panathénées, ils ignoraient l'auteur et le sujet des pièces qui allaient se disputer le prix; ou, du moins, chaque citoyen ne connaissait que le poète ou la pièce qui concourait au nom de sa tribu.

Au moment où le héraut appelait sur la scène le poète dont le

(1) Voyez les livraisons du 1er septembre 1839 et 15 avril 1840.

(2) Ælian., *Hist. anim.*, lib. IV, cap. XLIII.

tour de représentation, fixé par le sort (1), était arrivé, le plus ou moins de célébrité du concurrent était un sujet de joie ou de contrariété pour l'assemblée : « Quel déplaisir j'ai éprouvé l'autre jour au théâtre, dit un personnage d'Aristophane; j'attendais depuis long-temps qu'on annonçât Eschyle; le héraut s'écria : Théognis! fais paraître le chœur (2)! »

A Rome, l'annonce des jeux se fit long-temps aussi par la voix des hérauts. La formule de la proclamation était : *Convenite ad ludos spectandos.* Elle variait suivant les fêtes. Celle des jeux séculaires, par exemple, était : *Convenite ad ludos quos nec spectavit quisquam, nec spectaturus est.* « Venez assister à des jeux que nul d'entre vous n'a vus ni ne verra (3). » Les hérauts annonçaient même à Rome l'heure où partait le convoi des personnages illustres (4), cérémonie qui, comme on sait, était souvent suivie de jeux scéniques. Quant au titre et au sujet des pièces, ils n'étaient annoncés aux spectateurs que par l'acteur chargé du *prologue* (5).

Il y eut plus tard, sous les empereurs, un mode très singulier d'annonce. Les consuls, avant de partir pour leurs provinces, se faisaient précéder de lettres officielles, où ils exposaient leurs vues administratives. Ces missives, ou, comme nous dirions aujourd'hui, ces programmes, étaient renfermées dans des diptyques, ou doubles tablettes d'ivoire sculpté. Le bas-relief de la partie supérieure représentait d'ordinaire le magistrat assis sur sa chaise curule, tenant d'une main le sceptre consulaire (*scipionem*) et donnant de l'autre, avec la *mappa*, le signal des jeux. Dans le bas, étaient figurés les divers spectacles promis à la province. Sur presque tous les diptyques consulaires venus jusqu'à nous, et qui sont assez nombreux (6), on voit représentés les jeux de l'amphithéâtre et du cirque, sur un ou deux seulement des jeux scéniques (7). Cela vient de ce que la plupart de ces monumens datent des IIIe, IVe, Ve et VIe siècles, époques où les courses et les combats d'animaux étaient beaucoup plus estimés et incomparablement plus fréquens que les représentations dramatiques.

(1) Sueton., *Ner.*, cap. XXV. — (2) Aristoph., *Acharn.*, v. 9-11. — (3) Sueton., *Claud.*, cap. XXI. — Herodian., lib. III, cap. VIII. — Outre les cas de longévité, l'irrégularité dans la célébration des jeux séculaires a fait plusieurs fois mentir cette proclamation. — (4) Terent., *Phorm.*, act. V, sc. VII, v. 38. — (5) Souvent, quand la pièce était ancienne, le jeu des flûtes, qui précédait le prologue, suffisait pour faire deviner le titre de la pièce aux spectateurs. V. Donat., *De comœd. et tragœd.* — (6) La Bibliothèque du roi possède plusieurs très précieux diptyques. — (7) Gor., *Thes. diptyc.*, tom. II, tav. XIII et XX.

Cependant la Grèce, après l'archontat d'Euclide, et l'Italie, vers la fin de la république, eurent des espèces d'affiches, non pour indiquer les fêtes solennelles ni les jeux qui faisaient partie du culte de l'état, mais pour annoncer les spectacles donnés par des entrepreneurs ou offerts par des particuliers, qui avaient un intérêt de gain ou de vanité à exciter vivement la curiosité publique.

Parmi ces affiches, il y en avait de peintes et il y en avait d'écrites.

Les affiches peintes étaient des tableaux encadrés dans un châssis (1) et exposés à la porte des théâtres. On en comptait de trois sortes (2). Les premières n'étaient que la simple représentation d'un masque scénique, qui, posé sur un cippe (3) ou sur des gradins figurés (4), indiquait à la foule le genre de pièces, tragique, comique, satyrique ou mimique, qu'on se proposait de représenter. Les secondes offraient tous les masques d'une même pièce, réunis dans un seul cadre, en forme d'édicule, orné de colonnettes et surmonté d'un fronton (5). On peut voir de curieux *specimen* de ces tableaux-affiches, à la tête de chacune des comédies de Térence, dans le beau manuscrit du IXe siècle que possède la Bibliothèque royale (6) et dans celui du Vatican (7). La troisième espèce d'affiches peintes consistait en un tableau complet, où était retracée une des principales scènes du drame (8). Les *tabellæ comicæ* de Calades, dont parle Pline (9), n'étaient, suivant quelques antiquaires, que des enseignes de ce genre (10). Nous savons d'ailleurs, par Horace, que les éditeurs de spectacles et surtout les maîtres de gladiateurs exposaient à la porte de l'amphithéâtre un tableau représentant les divers combats qui devaient avoir lieu dans l'arène (11). Le comte de Caylus remarque encore, et avec raison, que l'usage de ces annonces pittoresques s'est conservé en Italie. On suspend, dès le matin, à la porte des petits

(1) Dans un bas-relief successivement publié par Gronovius, Bellori et Winckelmann (*Monum. antich. ined.*, tom. I, tav. CXCII), on peut voir la forme d'un de ces châssis. — (2) Boettig., *De person. scen.*, pag. 228, not., ed. Sellig. — (3) Ficor., *Le masch. scen.*, tav. XXXVI. — (4) *Le Pittur. antich.d'Ercol.*, tom. IV, pl. XXXI-XXXVIII. — (5) Cayl., *Antiq.*, tom. V, pap. 245. — (6) *Cod. Reg. Catal.*, n. 7899. — (7) Ces peintures ont été publiées en dernier lieu par Coquelinus (Romæ, 1767, 2 vol. in-fol.). — *Cf. M. Accii Plauti fragmenta inedita, item ad P. Terentium commentationes et picturæ ineditæ*, inventore Angelo Maio. Mediol., 1815, in-8°. — (8) *Le Pittur. antich. d'Ercol.*, tom. I, tav. IV, et tom. VI, tav. XXXIV. — Ces peintures et plusieurs autres, qui représentent des sujets dramatiques, sont indiquées un peu arbitrairement par Boettiger comme étant des tableaux-affiches. — (9) Plin., *Hist. nat.*, lib. XXXV, cap. X, § 37. — (10) *Mém. de l'Acad. des Inscript.*, tom. XXV, pag. 182. — (11) Horat., lib. II, *sat.* VII, v. 95, seqq.

théâtres, les scènes les plus frappantes de la pièce qu'on doit jouer le soir, peintes sur des bandes de papier par un des acteurs de la troupe, qui s'acquitte presque toujours de cette tâche avec esprit et originalité. Les directeurs de nos spectacles en plein vent n'ont pas perdu, non plus, l'habitude de ces tableaux-annonces, comme on peut s'en convaincre en parcourant nos boulevards et nos foires.

Quant aux affiches graphiques, la vue des murs de Pompéï a mis hors de doute leur existence. Déjà nous savions par Plaute que l'on tapissait, de son temps, les murs de Rome d'annonces écrites en caractères longs de plus d'une coudée (1), pour réclamer les objets perdus ou donner avis des objets trouvés. Des fouilles, faites à Pompéï au commencement de ce siècle, ont mis à découvert quelques-unes de ces affiches, tracées au pinceau et en lettres rouges. Celles qu'on a publiées jusqu'ici ne se rapportent, il est vrai, qu'à des chasses et à des combats de gladiateurs (2); mais il est probable qu'on employait le même procédé pour annoncer le jour, l'heure et la composition des jeux scéniques, ainsi que les promesses plus ou moins attrayantes que les éditeurs ou les directeurs adressaient au public, comme, par exemple, lorsque les spectateurs devaient être abrités par des toiles : *vela erunt* (3).

Enfin, les anciens ont connu peut-être les affiches tracées sur des tablettes de cire. Une peinture d'Herculanum nous montre l'intérieur du cabinet, ou, comme nous disons, de la *loge*, où s'habille un tragédien. Une femme, agenouillée devant un meuble surmonté d'un masque, trace avec la pointe d'un style quelques mots que les antiquaires de Naples ont supposé pouvoir être le titre de la tragédie qu'on se préparait à jouer (4).

Je ne dois pas oublier une autre sorte de monumens qu'on a signalés comme ayant fait l'office d'annonces : je veux parler des tessères, conservées dans diverses collections, et dont quelques-unes viennent d'être trouvées à Valognes (5) et à Arles.

Les tessères qu'on nomme *théâtrales,* pour les distinguer de celles qui avaient une autre destination, sont des jetons ordinairement

(1) Plaut., *Rud.*, act. V, sc. II, v. 7. — (2) Millin, *Description d'une mosaïque antique*, pag. 8. — (3) Romanelli, *Viagg. a Pompeï*, tom. I, pag. 82. — Orell., *Inscript.*, n. 2556 et 2559. — Mazois, *Ruines de Pompeï*, tom. III, frontispice. — (4) *Le Pittur. antich. d'Ercol.*, tom. IV, tav. XLI. — (5) La tessère trouvée dans le théâtre d'Alauna (Valognes) est un jeton de bronze, un peu plus grand qu'une pièce de cinq francs, ayant d'un côté le n° 1 et de l'autre six points disposés en demi-cercle.

d'os, d'ivoire ou de métal, et qui servaient de billets d'entrée pour les théâtres, les cirques et les autres lieux d'assemblée. Les numéros du gradin et du siége, le *cuneus* ou le compartiment de la *cavea*, étaient marqués sur les tessères, absolument comme les indications analogues le sont aujourd'hui sur les billets de parterre en Italie.

L'usage des tessères comme contremarques est incontestable; mais on s'est trop avancé, suivant moi, en prétendant qu'elles indiquaient quelquefois, outre une place déterminée dans le théâtre, le nom de l'auteur et le titre de la pièce (1). On s'est appuyé pour soutenir cette opinion 1° d'une tessère portant le nom d'Eschyle, Αἰσχύλου; 2° d'une autre où se lit le mot Ἀδελφοὶ (2), titre d'une comédie de Ménandre; 3° d'une tessère réunissant un titre de pièce à un nom d'auteur : *Casina Plauti* (3).

Pour ma part, je conçois que les entrepreneurs de spectacles aient eu en magasin un certain nombre de jetons d'os, de plomb (4), ou même d'ivoire, quoique cette dernière matière fût d'un prix fort élevé et d'un travail très coûteux (5). Je conçois encore que les personnes riches ou éminentes, qui avaient acquis ou qui possédaient par privilége le droit d'occuper au théâtre certaines places ou d'en disposer, aient fait graver sur l'ivoire les numéros et les marques qui désignaient ces places, pour s'en servir ou pour les prêter. Mais j'ai peine à admettre qu'un éditeur de spectacles ait fait travailler par la main du graveur douze ou quinze mille jetons d'ivoire pour ne servir qu'à une seule représentation.

Des trois monumens dont on argue pour prouver que les tessères indiquaient la pièce du jour, deux ne me semblent rien prouver. La tessère portant le nom d'Eschyle ne contient le titre d'aucun drame. Le nom seul de ce poète, on en conviendra, eût été une annonce bien vague, surtout si l'on songe au grand nombre de pièces qu'il a composées. Je crois plutôt que le mot Αἰσχύλου indiquait la région du théâtre où se trouvait un buste ou une statue d'Eschyle. C'est ainsi qu'à Syracuse le nom de la reine Philistis, gravé sur la paroi du *podium*, désignait un des neuf *cunei* du théâtre de cette ville (6). On disait à

(1) Millin, *Description d'une mosaïque antique*, pag. 9. — (2) Voy. pour ces deux tessères, *Le Pittur. antich. d'Ercol.*, tom. IV, tav. VII, et Morcelli, *Delle tessere degli spettac. Roman.*, pag. 7 et 43. — (3) Romanelli, *Viagg. a Pompeï*, tom. I, pag. 216. — Orelli, *Inscript.*, n. 2539. — (4) Ficoroni, *I piombi antichi*, part. 2, pluribus locis. — (5) Caylus, *Rec. d'Antiq.*, tom. III, pag. 284. — (6) Osann., *De regina Philistide.* — M. Raoul-Rochette, *Lettre à M. Welcker sur quelques inscriptions grecques de la Sicile*, dans le *Rheinisches Musæum*.

Syracuse *le coin de la reine Philistis*, comme à Paris, du temps des gluckistes, *le coin du roi*. Quant à la tessère où se lit le mot Ἀδελφοί, plusieurs antiquaires ne la croient pas théâtrale (1), et, en effet, deux petites figures jumelles, qu'on voit au revers, n'ont aucune apparence scénique. Reste la tessère portant les mots *Casina Plauti*. Cette dernière, si elle existe et si elle est authentique, semble, je l'avoue, prouver l'opinion que je combats; mais existe-t-elle? M. Orelli, qui l'a admise dans son recueil, n'indique ni sur quelle matière elle est gravée, ni dans quel cabinet on la conserve. Il ne la donne que comme un modèle de tessère théâtrale, se bornant à renvoyer au *Voyage à Pompéï* de Romanelli, qui ne cite, lui non plus, ce monument que comme un échantillon, sinon composé de fantaisie, du moins tracé de souvenir.

Il est bien à regretter qu'aucune véritable affiche de spectacle ne soit parvenue jusqu'à nous; un si précieux document aurait éclairci divers points d'antiquité restés obscurs. Nous saurions, par exemple, d'une manière certaine, combien on jouait de pièces en un jour, les époques des différens jeux, le prix des places, les heures des représentations, toutes choses sur lesquelles nous avons, sans doute, des renseignemens et des données, mais non pas précisément des certitudes.

Toutefois, comme à défaut d'affiches théâtrales nous possédons un assez grand nombre de *didascalies*, c'est-à-dire d'inscriptions destinées à perpétuer le souvenir des concours scéniques, nous allons, par l'étude de ces monumens, et à l'aide de divers autres textes, essayer de résoudre plusieurs des questions que nous venons d'indiquer, et tâcher de reconstruire, autant qu'il est en nous, une affiche de spectacle ancienne.

La fécondité des poètes qui ont illustré la scène grecque n'a été surpassée que par celle des grands dramatistes espagnols. Eschyle avait composé, suivant les uns, soixante et dix pièces (2), et, suivant

(1) Caylus, ouvrage cité, tom. IV, pag. 284. — Une tessère, gravée dans le même recueil (tom. III, pag. 284, pl. LXXVII, 2), présente d'un côté les chiffres indicatifs du gradin, et de l'autre un masque comique. Je ne crois pas, avec Caylus et Millin (*Dict. des Beaux-Arts*, tom. II, pag. 413), que cette tessère annonçât plus particulièrement la représentation d'une comédie. Ce masque indiquait seulement, suivant moi, que ce billet d'entrée ne se rapportait ni au cirque, ni à l'amphithéâtre, mais au théâtre. — (2) *Æschyl. vit.*, ed. Robort. — Les grammairiens nous ont conservé les titres de soixante et douze pièces d'Eschyle. — V. Stantl., *Catalog. dramat. Æschyli*.

es autres, quatre-vingt-dix (1). Sophocle en fit jouer plus de cent soixante et dix (2), Euripide environ cent vingt (3). Les poètes comiques ne furent pas moins féconds. Aristophane, selon Suidas, composa cinquante-quatre comédies (4), Ménandre cent neuf, Philémon quatre-vingt-dix-sept; Antiphane, Alexis, Diphile, Posidippe, Apollodore, chacun au moins autant (5). Le nombre même des poètes dramatiques en Grèce ne fut pas moins considérable que celui des ouvrages. Fabricius compte cent quatre-vingts auteurs tragiques, la plupart antérieurs à Aristote.

La pensée peut à peine trouver place pour toutes les représentations que ces chiffres supposent, principalement sur des théâtres tels que ceux de la Grèce, qui ne s'ouvraient aux concours scéniques que dans de certaines fêtes et pendant un petit nombre de jours chaque année. Il est vrai que pendant les beaux temps du théâtre grec et romain chaque drame n'était joué qu'une fois. De là les locutions consacrées à Athènes : *Le temps des drames nouveaux, la saison des tragédies nouvelles* (6), pour désigner l'époque des solennités, dont les concours scéniques faisaient partie. On ne cite que bien peu de pièces, si même on peut en citer, qui, comme *les Grenouilles* d'Aristophane (7), aient reçu un nouveau chœur après avoir été couronnées, ou qui aient été redemandées à Rome (8), comme le fut *l'Eunuque* de Térence. En général, il fallait qu'une pièce eût été refaite en entier pour obtenir un nouveau chœur en Grèce (9), ou pour être achetée une seconde fois par les édiles à Rome (10).

De plus, on ne jouait jamais une seule tragédie, ni une seule comédie. En Grèce, les jeux du théâtre, comme tous les autres jeux

(1) Suidas, cité par M. Welcker (*Die AEschylische Trilogie*, pag. 543). Celui-ci porte à cent douze le nombre des pièces d'Eschyle. V, *ibid.* — (2) Suidas (*voc.* Σοφοκλῆς) dit cent vingt-trois. — (3) Suidas (*voc.* Εὐριπίδης) en compte quatre-vingt-douze. — Meurs., *Libell. de trium tragic. fabulis.* — (4) Quarante-quatre indubitables, suivant les critiques modernes. — (5) Meinecke, *Histor. Græcor. comic.* — (6) Aristoph., *Nub.*, v. 547; Schol., *ibid.* — Osann., *Inscript.*, III, pag. 128, et IV, pag. 164. — Plutarch., *Phoc.*, cap. XIX. — (7) Dicæarch., *in Argum. ad Aristophan. Ran.*, pag. 115, ed. Kust. — (8) Il ne s'agit que du premier âge de la scène grecque et romaine. J'ai montré ailleurs comment dans la suite les chefs-d'œuvre furent souvent redemandés et rejoués tant en Grèce qu'en Italie. « *Redeant iterum atque iterum spectanda theatris....* » Horat., lib. I, *sat.* X, v. 37. — (9) *Les Euménides* d'Eschyle, plusieurs des pièces de Sophocle, *les Nuées* d'Aristophane, et une comédie tombée d'Anaxandride, furent refaites et rejouées. V. Athen., lib. IX, p. 374. — Casaub., *in ejusd.* lib. VII, pag. 487. — Aul. Gell., lib. XV, cap. XX. — Boeckh., *Tragœd. Græcor. princip.* — Guill. Esser., *De prim. et alter. Nub. Aristoph. editione dissert.* — (10) Terent., *Hecyr.*, prolog., secund. edit., v. 6, seq.

publics, étaient une lutte, un concours. A Athènes, les concurrens se présentaient, d'ordinaire, au nombre de cinq (1). Si les didascalies ne mentionnent presque jamais que trois poètes (2), c'est qu'on n'inscrivait sur ces monumens que les noms des vainqueurs (3). Il n'y a rien, non plus, à conclure de quelques récits célèbres, où ne figurent que deux antididascales (4). Ces espèces de duels dramatiques ne prouvent, en aucune façon, qu'il n'y ait pas eu en même temps dans la lice un plus grand nombre de concurrens.

Si chacun des cinq poètes n'eût présenté qu'une pièce, on concevrait aisément que ces cinq drames aient pu être joués en un jour. Mais, presque aussitôt après Thespis, la coutume s'établit parmi les tragædodidascales de lier ensemble plusieurs ouvrages. Lors de la transformation des chœurs dionysiaques en chœurs tragiques, les dévots au culte de Bacchus se plaignirent de ne plus rien entendre dans les tragédies en l'honneur du dieu. Pratinas, prédécesseur et rival d'Eschyle, fit droit à ces réclamations pieuses, et joignit un drame satyrique à chacune de ses tragédies (5). Bientôt Eschyle substitua aux *dilogies* (6) de Pratinas une composition plus développée et plus complète; il créa la *trilogie* (7), c'est-à-dire l'union harmonique de trois tragédies, qu'il couronna quelquefois (8) par un drame satyrique, dont le sujet n'était pas nécessairement lié à celui des pièces précédentes (9). Ce vaste ensemble constitua l'œuvre qu'on appela tétralogie.

Or, les concurrens étant au nombre de cinq, il y avait nécessairement dans chaque concours de tétralogie vingt pièces à représenter, tâche immense, qui n'aurait pu s'accomplir en un seul jour et en une

(1) Cinq des tribus choisissaient chacune un chorége, et les cinq autres chacune un ou deux juges. V. Boeckh., *Corpus inscript.*, n. 231, et *Animadv. in n.* 239. — Comme le nombre des tribus a plusieurs fois changé, cela peut expliquer les variations du nombre des juges et celui des concurrens. — (2) *Argument. in Aristoph. Equit.*, *Av.*, *Vesp.*, *et Ran.* — Suid., *voc.* Πρατίνας. — *Argum. in Euripid. Hippolyt.*, *et Med.* — (3) Boeckh., *Corpus inscript.*, tom. I, pag. 352. — (4) Dicæarch., *in Argum. in OEdip. tyr.* — Ælian., *Var. hist.*, lib. III, cap. VIII. — (5) Suidas (*voc.* Πρατίνας) attribue à Pratinas cinquante pièces, dont trente-deux drames satyriques. Ce chiffre, que Casaubon conteste (*De Satyr. poesi*, lib. I, cap v, pag. 167), prouverait, s'était certain, que ce poète fit représenter quatorze drames satyriques isolés. — (6) C mot, employé par M. Welcker, ne se trouve pas avec ce sens, je crois, dans les auteurs anciens. — (7) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 1155. — (8) Je dis que la trilogie eschyléenne fut *quelquefois*, et non pas toujours, suivie d'un drame satyrique; car, sur les soixante et dix pièces d'Eschyle dont nous connaissons les titres, on ne remarque que cinq ou sept drames satyriques. — (9) Casaub., *ibid.*, pag. 164. — Welcker, *Die AEschyl. Trilog.*, pag. 505, seq., et suppl., pag. 296.

seule séance, même lorsque, suivant l'hypothèse d'Aristote, on eut employé la clepsydre (1). Il ne faut pas oublier non plus que, dans les diverses fêtes de Bacchus qui se célébraient à Athènes et au Pyrée (2), il y avait non-seulement des concours de tragédie, mais encore des concours de comédie (3), de sorte qu'en admettant, ce qui est loin d'être prouvé, que la lice ne s'ouvrît que pour trois poètes de chaque genre, il n'y aurait toujours pas eu moins de neuf tragédies, trois drames satyriques et trois comédies, c'est-à-dire, après toutes les éliminations possibles, quinze pièces à entendre et à juger.

Il est vrai que, par suite des difficultés qu'offrait la représentation des tétralogies, Sophocle abandonna cette forme de drame, qu'il avait employée avec succès (4), et opposa tragédie à tragédie (5). Mais il est rare dans la carrière des arts de pouvoir revenir d'une forme complexe à une forme plus simple. On vit bientôt reparaître les tétralogies. Euripide affectionna cette sorte de drame. Seulement il paraît, comme presque tous les poètes qui le suivirent dans cette voie, s'être écarté de la sévère unité de la trilogie eschyléenne, et avoir cherché le succès dans le contraste bien tranché des sujets (6) et la diversité des émotions (7). Euripide semble encore avoir tenté une autre très grave innovation : il remplaça, dit-on, quelquefois le drame satyrique par une quatrième tragédie, d'un caractère moins sombre que les trois premières. On cite l'*Alceste*, qui contient, en effet, des parties presque comiques, comme ayant été la quatrième pièce d'une des tétralogies de ce poète. L'introduction de ce nouveau procédé peut expliquer pourquoi nous ne retrouvons la trace que de cinq drames satyriques parmi les pièces connues d'Euripide.

L'abbé Barthélemy, qui s'est proposé, dans un savant mémoire, de déterminer *combien de pièces on représentait en un jour sur le théâtre*

(1) Aristot., *Poetic.*, cap. VII, § 11. — (2) Demosth., *In Mid.*, pag. 604, Francf. — (3) Une inscription, expliquée par M. Boeckh (*Corpus inscript.*, tom. I, n. 23), donne sur deux colonnes les titres des tragédies et des comédies jouées dans une même solennité. — (4) Sophocle vainquit Eschyle avec une tétralogie, mais avec une tétralogie composée de sujets divers. C'est pour cette raison, suivant Welcker (ouvrage cité, pag. 513), que la décision des juges fut si laborieuse. Il ne s'agissait pas seulement de prononcer entre deux ouvrages, mais entre deux systèmes. — (5) Suid., *voc.* Σοφοκλῆς. — (6) Welcker, ouvrage cité, pag. 524-527. — Hermann (*De Composit. tetralog. tragic.*) regarde, au contraire, la diversité des sujets comme la loi générale de ce genre de composition. — (7) M. Welcker pense même que la trilogie unitaire, ou eschyléenne, ne disparut pas entièrement après la réforme faite par Euripide. Ainsi, il croit qu'une trilogie de Mélitus, intitulée l'*OEdipodée*, était composée dans la forme d'Eschyle, et non dans le système d'Euripide.

d'Athènes (1), n'a éprouvé tant de peine à résoudre ce problème que pour s'être persuadé que plusieurs des fêtes dont les concours scéniques faisaient partie, ne duraient qu'un jour. Diogène de Laerce rapporte que les concours de tétralogie avaient lieu en quatre occasions, aux Dionysies, aux Lénéennes, aux Panathénées et aux Chytres (2). L'illustre critique a pensé que par les Lénéennes et les Chytres il fallait entendre la seconde et la troisième journées des Anthestéries. Mais il est plus vraisemblable que par les Chytres Diogène Laerce a voulu indiquer l'ensemble des trois fêtes dont les Chytres faisaient partie, c'est-à-dire les Anthestéries, et que par les Lénéennes il a entendu, non pas le second jour des Anthestéries, désigné plus ordinairement par le nom de *Choës*, mais les Dionysies de la campagne, qu'on appelait aussi Lénéennes (3), et qui, comme les Anthestéries, ou Dionysies de la ville, duraient plusieurs jours.

C'est à la difficulté gratuite de trouver place pour la représentation de quinze drames dans l'espace d'une seule journée qu'est due la naissance de divers systèmes fort bizarres. Plusieurs savans, et Casaubon lui-même, forçant le sens du passage de Diogène de Laerce, ont cru apercevoir je ne sais quel rapport mystique entre les quatre parties d'une tétralogie et les quatre fêtes annuelles de Bacchus (4). Ils ont prétendu même, par une conjecture encore plus étrange, qu'on ne jouait qu'une seule des pièces d'une tétralogie à chacune de ces fêtes, de sorte que la représentation de l'œuvre entière n'eût été achevée qu'avec l'année. Cette invraisemblable hypothèse, admise par Twining, traducteur et commentateur de la *Poétique* d'Aristote (5), a entraîné le jugement ordinairement si ferme de Lessing (6). Boettiger, dans sa dissertation sur le *masque des Furies,* trouve qu'on a été trop loin, en supposant qu'une tétralogie se partageât à Athènes entre les quatre fêtes de Bacchus; mais il semble admettre (7) que chacun des drames composant une tétralogie pouvait être joué à différens jours, l'un après l'autre, « ce qui ne mettait pas, dit-il,

(1) Barthélemy, *Mém. de l'Acad. des Inscript.*, tom. XXXIX, pag. 172 et suiv. — (2) Thrasyll., ap. Diog. Laert., *in Plat.*, lib. III, cap. LVI. — Suid., *voc.* τετραλογία. — (3) Gyrald., *De comœdia.* — Aldobrandin, *Obs. in Diog. Laert.* — (4) Casaub., *De Satyr. poes.*, lib. I, cap. V, pag. 160. — (5) Thom. Twining, *Aristotel's treatise on poetry,* pag. 475, seqq. — (6) Lessing, *Vermischte Schriften,* tom. XIV, *Leben des Sophocles,* pag. 383. — (7) Boettiger, *Die Furienmaske,* dans ses *Kleine Schriften,* tom. I, pag. 193, not. — Je dis que Boettiger *semble* admettre cette opinion, parce qu'en effet ce passage est d'une rédaction fort obscure; M. Winckler, qui a traduit l'opuscule de Boettiger, a adopté le sens que j'indique.

trop d'intervalle entre les parties. » Il justifiait apparemment ce système de morcellement par l'exemple de nos mystères au moyen-âge et de certaines pièces de la Chine (1), ou même par ce qu'on sait de la mise en scène du *Pastor fido* et ce qu'il avait pu voir de celle du *Wallenstein* de Schiller.

Si d'ailleurs Casaubon a eu le tort d'appliquer un usage moderne au théâtre antique, il a, du moins, pour excuse d'avoir voulu lever les difficultés que présentent les concours tétralogiques; mais que dire de Jules Scaliger, qui, sans nécessité, veut que l'*Heautontimorumenos* de Térence ait été joué à deux reprises, partie le soir et partie le lendemain (2)? Que dire de Mme Dacier, qui n'admet pas seulement cette idée malheureuse dans ses *Remarques sur Térence*, mais qui, l'appliquant à ce qu'elle appelle improprement *les actes* des comédies grecques, soutient que le *Plutus* d'Aristophane fut représenté en deux séances, les deux premiers actes le soir, après le soleil couché, et les trois derniers le lendemain au point du jour; confondant l'heure où l'action de la pièce est censée se passer avec l'heure matérielle de la représentation? Une connaissance plus exacte de la durée des fêtes dionysiaques a fait justice de tous ces systèmes (3).

La seule difficulté réelle qu'offrît la représentation de cinq tétralogies en trois ou quatre jours (4) était la nécessité d'en jouer deux, c'est-à-dire huit pièces, en une journée. Mais le peu d'étendue des tragédies grecques, particulièrement de celles d'Eschyle, et l'extrême brièveté du drame satyrique (5), rendent cette supposition tout-à-fait admissible et probable.

Nous n'éprouvons pas le même embarras pour trouver dans les grandes solennités romaines le temps nécessaire aux représentations théâtrales. D'abord la fécondité dramatique est bien loin d'avoir été aussi grande en Italie qu'en Grèce (6); ensuite les Romains ne con-

(1) V. Acosta, *Amer.*, 9 part. lib. IV, cap. VI. — M. Bazin, qui traduit en ce moment le *Pi-pa-ky*, ou l'*Histoire de la Guitare*, drame chinois en quarante actes ou tableaux, trouvera probablement dans les historiens littéraires de la Chine les moyens d'expliquer ce prodigieux tour de force de mise en scène. — (2) Jul. Scalig., *Poet.* — (3) M. Boeckh (*Tragœd. Græcor. princip.*, pag. 42) s'est très justement moqué de cette étrange opinion, qu'il aurait dû pourtant, en bonne justice, reprocher à l'inventeur. — (4) Plutarque raconte (*An Seni*, pag. 785) que le tragédien Polus joua, dans une ville qu'il ne nomme pas, huit rôles tragiques en *quatre jours*. — (5) *Le Cyclope* d'Euripide, seul drame satyrique qui nous soit parvenu, n'a que sept cent neuf vers. — (6) On attribue, il est vrai, cent trente comédies à Plaute; mais, dès le temps de Varron, ce chiffre était tellement contesté, que ce judicieux critique dut le réduire à vingt et un.

nurent ni les trilogies ni les tétralogies : ils se contentaient de faire suivre leurs pièces sérieuses d'un mime ou d'une atellane (1) ; et, ce qui établit entre eux et les Grecs une différence encore plus marquée, ils n'adoptèrent l'usage des concours scéniques que fort tard. Les poètes du temps de la république vendaient leurs pièces aux édiles, mais ils ne concouraient pas. Ce qu'on lit dans le prologue fait pour une reprise de la *Casina* de Plaute : *Hæc cum primum acta est, vicit omnes fabulas* (2), n'est qu'une figure de langage. Les luttes poétiques admises, sous Jules César, entre les mimographes, tels que Laberius et P. Syrus, et introduites un peu après dans certains jeux littéraires, comme dans les jeux capitolins, ne furent qu'une tardive adoption des usages grecs. Les concours entre acteurs ne s'établirent même à Rome que sous Auguste. Il est question, je le sais, de palmes briguées par les acteurs dans les prologues de *l'Amphitryon* et du *Pœnulus* (3); mais ces prologues, comme celui de la *Casina*, paraissent avoir été écrits ou retouchés pour une reprise de ces comédies (4). Ce que Cicéron (5) et Varron nous apprennent des *corollaria* décernés aux acteurs qui avaient bien joué, *cum placuerant in scena* (6), ne prouve pas que l'on ait connu dès-lors les concours histrioniques. Le *corollarium* était un témoignage de satisfaction que les éditeurs de spectacles décernaient, en sus de leur salaire, aux acteurs qui avaient plu à l'assemblée (7). C'étaient des espèces de *feux* ou de primes dont l'usage remontait aux représentations privées (8). Il n'y a de concours d'acteurs bien prouvés à Rome que ceux qui eurent lieu, sous l'empire, entre les musiciens et entre les pantomimes (9).

Les jeux scéniques, célébrés chaque année aux frais des édiles curules, duraient un, deux et même quatre jours. Dans les grands jeux (10), dans les jeux floraux, apollinaires, compitaux, mégalésiens,

(1) Cicer., *Ad famil.*, lib. IX, *epist.* 16 — Schol. in Juven. Sat. III, v. 175. — (2) Plaut., *Casin.*, prolog., v. 17. — (3) Id., *Amphitr.*, prolog. v. 72. — Id., *Pœn.*, prolog., v. 37. — (4) Osann., *Analect. critic.*, pag. 176, seq. — (5) Cicer., *In Verr.*, III, cap. LXXIX. — (6) Varr., *De ling. Latin.*, lib. IV, pag. 49, ed. Bip. — (7) Suétone (*August.*, cap. XLV) loue Auguste d'avoir fait souvent de telles largesses dans des jeux même dont il n'était pas éditeur. — (8) Cicer., *Varr.*, IV, cap. XXII. — (9) Quant à ceux-là, une foule d'anecdotes, et, qui mieux est, de monumens et d'inscriptions, ne peuvent laisser le moindre doute sur leur existence. — (10) Les *ludi magni* duraient trois jours; les *ludi maximi* en duraient quatre; dans les uns et dans les autres, il y avait des jeux scéniques. V. Terent., *Hecyr.*, titul. — Sueton., *Vit. Terent.*

séculaires, les représentations scéniques ne formaient qu'une faible partie des spectacles. Il est vrai que peu à peu les féries se prolongèrent; il ne fut pas rare de voir telle solennité, surtout votive, triomphale ou de dédicace, durer trente jours (1), cent jours (2), cent vingt-trois jours (3), et sur ce nombre plusieurs, sans aucun doute, étaient consacrés aux jeux scéniques, surtout à ceux des mimes et des pantomimes. Il est vrai encore qu'outre les représentations solennelles, il y avait sur les théâtres grecs et romains des représentations données aux frais des entrepreneurs, qui obtenaient ou achetaient ce droit des magistrats (4), spéculant, comme de nos jours, sur la curiosité publique, particulièrement sur celle des classes qui, dans les grandes solennités, n'étaient pas admises au théâtre (5). La multiplicité des divertissemens de ce genre finit même par devenir une distraction funeste pour le peuple et nuisible à l'expédition des affaires publiques et privées. Marc-Aurèle, pour remédier à ce désordre, voulut que le spectacle des pantomimes commençât plus tard et ne se donnât pas tous les jours (6). A cette restriction, qui semble prouver qu'il y avait alors des représentations quotidiennes, il faut ajouter le témoignage du médecin illustre Galien, qui raconte que trois pantomimes, Pylade, Morphus, et un autre qu'il ne nomme pas, jouaient alternativement et de deux jours l'un (7). Il faut ajouter encore le mot que l'histoire attribue à l'empereur Gallien. Ce prince, dit Trébellius Pollion, au milieu des plus graves préoccupations politiques, demandait continuellement à ceux qui l'approchaient : « Que donne-t-on demain au théâtre? » *Qualis cras erit scena* (8)? Mais ces spectacles, presque quotidiens, n'étaient pas les spectacles nationaux et officiels; c'étaient des passe-temps offerts à l'oisiveté par la cupidité des entrepreneurs, c'étaient des représentations éventuelles et irrégulières, à peu près comme celles qui ont lieu aujourd'hui dans nos villes de province. Aussi y avait-il des jours de *relâche*, et souvent même des temps de *clôture*. Sénèque parle de ces vacances affichées,

(1) Suet., *August.*, cap. XXVII. — (2) Xiphil., lib. LXVI, cap. XXV. — (3) Dio, lib. XLVIII, cap. XV. — (4) Chandler, *Inscr.*, II, 109, pag. 74. — (5) Cicer., *De Harusp. resp.*, cap. XII. — (6) Capit., *Marc. Anton.*, cap. XXIII. — Pour protéger le travail contre la dissipation qui se cachait sous des prétextes religieux, Marc-Aurèle réduisit les jours fériés à trente-cinq par année. V. Capit., *ibid.*, cap. X. — (7) Galen., *Comm. de prænotione* tom. VII, pag. 839, seq., ed. Chart. C'est la charmante histoire de la jeune femme amoureuse du pantomime Pylade. — (8) Trebell. Pollio, *Gallieni Duo,* cap. IX. — Cette question suppose l'existence des annonces ou des affiches de spectacle.

sans doute, sur les murs des théâtres, et qui désespéraient les désœuvrés de Rome : *Cum ludi intercalantur,* dit-il (1) ; et Juvénal :

. . . . . Quoties aulæa recondita cessant,
Et vacuo clausoque sonant fora sola theatro (2).

On voit combien il faut se garder de confondre, dans l'étude du théâtre antique, deux choses absolument dissemblables, les spectacles publics, religieux, nationaux, et les spectacles secondaires, exploités dans des vues de lucre par des entreprises particulières.

A Athènes, les frais considérables qu'exigeaient les fêtes religieuses, et, par suite, les concours scéniques, étaient partagés entre les choréges, qui pourvoyaient à l'entretien des chœurs, et la caisse des fonds théoriques, chargée de subvenir à toutes les autres dépenses. Le théâtre, comme étant une enceinte religieuse et même une partie de l'Hiéron de Bacchus, fut d'abord ouvert à tous et gratuit. Les jours de représentation, les citoyens, de grand matin (3), quelquefois même pendant la nuit (4), venaient occuper les gradins auxquels leur âge ou leurs fonctions leur donnaient accès ; mais, comme il s'élevait souvent des contestations et même des rixes, et que des étrangers et des esclaves s'emparaient quelquefois des places, on établit un prix d'entrée que l'on fixa d'abord à une drachme (5) ou six oboles (6), et qui servait au paiement de l'architecte chargé d'élever le théâtre, alors de bois et temporaire. Plus tard, on réduisit, par considération pour les citoyens pauvres, le prix des places à deux oboles (7), peut-être même à une (8). Enfin Périclès, flatteur habile des passions populaires, fit rendre un décret qui enjoignait aux administrateurs du fonds théorique (9) de distribuer aux citoyens, avant chaque représentation, les deux oboles nécessaires au paiement de leur place (10). Mais la démocratie athénienne ne s'en tint pas là : la caisse des fonds théoriques, qui s'alimentait, dans l'origine, de l'amodiation des terrains sacrés (11), de certaines amendes et de divers dons

(1) Senec., *Quæst. natur.*, lib. VII, cap. XXXII. — (2) Juven., *Sat.* VI, v. 67, seq. — (3) Æschin., *In Ctesiph.* — Xenoph., *Memorab.*, lib. V, pag. 825. — (4) Schol., *in Lucian. Tim.*, cap. XLIX. — (5) Lucian., *Demosth. Encom.*, cap. XXXVI. — Harpocrat., Hesych. et Suid., *voc.* δραχμή. — (6) Environ 92 centimes. — (7) Demosth., *Pro coron.*, pag. 477. — (8) Ulpian., *In Demosth. Olynth.*, tom. I, pag. 13. — L'abbé Barthélemy, *Voy. du Jeune Anachars.*, tom. VI, chap. LXX, pag. 106. — (9) On les appelait ταμίαι ; ils étaient élus par le peuple aux grandes Dionysies. Il y en avait dix, c'est-à-dire un par tribu. — (10) Plutarch., *Pericl.*, cap. IX. — (11) Isocrat., *Areopag.*, II.

et legs pieux (1), ne put suffire à ces distributions. Le peuple d'Athènes lui attribua une très large part des contributions de guerre fournies par les alliés (2), se partagea cet argent au théâtre, en présence même des confédérés (3), et défendit, sous peine de mort, de proposer, en aucun cas, d'appliquer les fonds de cette caisse, qu'elle regardait comme sienne, à l'entretien des flottes ou de l'armée (4). Ainsi le peuple d'Athènes, qui se faisait payer pour toutes choses, recevait un salaire, même pour assister aux spectacles! La distribution du Théorique était une espèce de *jeton de présence* (5), dont l'appât fit, suivant Plutarque, que jamais gradins de théâtre ne furent aussi bien garnis que ceux d'Athènes (6). Ce régime abusif, aggravé encore par Argyrrhius, qui acquit par ce moyen la plus grande popularité (7), ne fut aboli, sur la proposition d'Hégémon, qu'entre la seconde année de la 110me olympiade et la troisième de la 112e, c'est-à-dire quand la pénurie complète du trésor l'aurait toute seule aboli. Si l'on trouve encore postérieurement à cette époque des traces de distributions théoriques à Athènes (8), c'est que, toutes les fois que la démocratie recouvra dans cette ville une ombre de pouvoir, elle ne manqua pas de faire revivre ce honteux usage, qui lui était si profitable (9).

A Rome, les spectacles publics, ceux qui se liaient au culte national et qui se célébraient pour le salut du peuple, étaient défrayés en partie par les édiles ou les préteurs, en partie par un fonds spécial, *ludiaria pecunia*, administré d'abord par les pontifes (10), puis par un officier de l'empereur, nommé *Ab argento scenico ma-*

(1) Boeckh., *Corpus inscript.*, n. 2741. — (2) Isocrat., *De Pace.* — Poll., lib. VIII, § 113. — (3) Demosth., *in Mid.*, pag. 637. — Aristoph., *Acharn.*, 504; Schol., *ibid.* — (4) Liban., *Argum. in Demosth. Olynth. I*, pag. 14. — Dans la quatrième année de la 106me olympiade, l'orateur Apollodore encourut une amende de quinze talens pour une infraction à cette loi, dont la pénalité avait apparemment été modifiée. — (5) Les absens ne touchaient pas le Théorique. Hyperid., ap. Harp., *voc.* θεωρικόν. — (6) Plutarch., *De Sanit. tuend.*, pag. 372. — (7) Xenoph., *Hellen.*, lib. IV, cap. VIII, § 31. — Diod., lib. XIV, § 99. — Le démagogue Démade, pour faire manquer un armement destiné à protéger la Grèce contre Alexandre, osa proposer de convertir les fonds réservés pour cet objet en une distribution de cinquante drachmes par tête. — (8) Aristid., *in Apolog.* — (9) Un écrivain anglais a employé plusieurs pages de l'*Edimburgh Review* à l'apologie de la destination des fonds théoriques à Athènes. Il soutient que l'inviolabilité de cette caisse pacifique était une heureuse barrière qui protégeait le budget des arts et des sciences contre l'envahissement des dépenses militaires. Il oublie que ce régime a causé la ruine des arts en même temps que celle de l'état. — (10) C'est par suite de cet usage que nous voyons à Aphrodisias, après la conquête romaine, la gestion de l'argent destiné aux jeux confiée à Ulpius Apuleius Euryclès, premier pontife de l'Asie. Boeckh., *ibid.*, n. 2741.

gister (1). Toutes les grandes et solennelles représentations scéniques étaient donc ce que nous appelons aujourd'hui des *spectacles gratis*. Cicéron proclame le théâtre une propriété commune (2). Aussi, dès le point du jour, souvent même avant le lever du soleil, les habitans de Rome venaient-ils, comme ceux d'Athènes, prendre à grand bruit possession des places qui leur étaient destinées (3), en observant seulement les distinctions d'ordres et de rangs que les lois théâtrales avaient établies et que des officiers publics (4) faisaient sévèrement respecter.

Il n'en était pas de même des représentations préparées par des entrepreneurs. Ces adjudicataires des théâtres antiques, appelés en Grèce θεατρῶναι (5) et à Rome *redemptores theatri* ou *rogatores a scena*, cherchaient tous les moyens d'accroître leurs bénéfices. C'est surtout dans l'intérêt de ces spéculations que les siéges des théâtres et des amphithéâtres portaient, comme on le voit encore en quelques endroits, à Pola, par exemple (6), des numéros gravés dans la pierre, numéros qui, répétés sur les tessères, permettaient de louer les places, soit à l'avance, soit à l'ouverture des portes, et de répartir les spectateurs dans ces vastes enceintes avec autant et plus d'ordre que nous n'en pouvons mettre dans nos petites salles d'aujourd'hui.

Il est probable que l'on appelait χαλκολόγοι (7) les préposés chargés de recevoir le prix des billets, je veux dire des tessères. Il y avait, de plus, des contrôleurs ou vérificateurs de billets; car, outre les *tessères payantes*, on connaissait, comme à présent, les tessères de faveur (8) et ce que nous appelons les *entrées*, c'est-à-dire des per-

(1) Grut., n. 583, 3. — Cette caisse théâtrale s'alimentait à peu près comme celle des fonds théoriques d'Athènes, c'est-à-dire : 1° par un fonds de cinq cents mines voté par le sénat (Dionys. Halic., lib. VII, cap. XIII); 2° par le revenu des bois sacrés, *ex lucis*, ce qui fit nommer *lucar* tout salaire relatif aux jeux publics (Plutarch., *Quæst. Rom.*, 88, pag. 285, D. — Fest., *voc. Lucar*, et *Pecunia*); 3° par le produit de certaines amendes (Tit. Liv., lib. X, cap. XXIII. — Ovid., *Fast.*, lib. V, v. 29, seqq.), 4° enfin, par une taxe imposée par Caligula sur les marchands d'esclaves, les débauchés et les courtisanes (Sueton., *Caligul.*, cap. XL), moyen de pourvoir à la splendeur du culte national moins étrange peut-être aux yeux des anciens qu'aux nôtres, et qui pourtant fut un peu modifié par Alexandre Sévère (Lampr., *Alex. Sever.*, cap. XXIV). — (2) Cicer., *De finib.*, lib. III, cap. LXVII. — (3) Sueton., *Caligul.*, cap. XXVI. — (4) Mart., lib V, *epigr.* 14 et 28. — (5) Theophr., *Charact.*, cap. XI. — (6) Stancovich, *Anfiteatr. di Pola*, pag. 33, tav. II, fig. 1-4. — (7) Philox., *Vetera glossaria*. — Théophraste appelle χαλκοῦς les pièces de monnaie recueillies par les charlatans autour de leurs tréteaux. V. *Charact.*, cap. VI, § 2. — (8) Theophr., *ibid.*, cap. XI, § 3.

sonnes ayant un droit permanent ou temporaire à des places réservées et gratuites, telles que certains magistrats et les fondateurs ou les restaurateurs de l'édifice. Les tessères qui constataient le droit d'assister au spectacle sans rétribution s'appelaient σύμβολα. Quelquefois aussi les gens riches qui voulaient pour un jour se faire éditeurs de spectacles et s'épargner les embarras attachés à cette prétention, achetaient d'un entrepreneur tout ou partie des places de son théâtre et les distribuaient à leur gré (1). Seulement, les lois à Rome avaient imposé de certaines limites à cette libéralité, afin d'empêcher les largesses théâtrales de dégénérer en brigues (2). Les gradins souvent nombreux loués par les grands pour le peuple s'appelaient *loca gratuita* (3).

Enfin, on connaissait même, chez les anciens, ces espèces de courtiers que nous nommons vendeurs de billets. Les jours de grandes représentations, de pauvres gens occupaient, de bonne heure, des places qu'ils cédaient ensuite aux personnes riches; on donnait le nom de *locarii* à ceux qui se livraient à ce trafic. Martial, parlant d'un gladiateur en vogue, l'appelle *divitiæ locariorum*, la fortune des vendeurs de places (4).

La nature et la configuration même des théâtres de l'antiquité prouvent que ces enceintes découvertes n'étaient destinées qu'à des spectacles de jour. En effet, on ne trouve, je crois, en Grèce, aucune trace de représentations exécutées la nuit et aux lumières, quoiqu'il y eût dans les fêtes religieuses, et notamment dans les mystères, diverses cérémonies nocturnes. Il en fut autrement en Italie, mais seulement sous les empereurs, quand la satiété de tous les plaisirs eut fait naître un besoin effréné de nouveautés. Du temps de Tibère, les spectacles se prolongeaient déjà assez tard pour que de jeunes esclaves dussent reconduire avec des torches ceux qui sortaient du théâtre (5). Caligula, qui essaya de toutes les sortes de jeux scéniques, en donna même pendant la nuit, *et nocturnos*. En ces occasions, on illuminait la ville entière (6).

Dans les Quinquatries, instituées par Néron en l'honneur de Minerve, comme les Panathénées à Athènes, il y eut des spectacles de nuit, « afin, murmuraient les vieux Romains, qu'il ne restât aucun asile à la pudeur (7). » Cependant des juges moins sévères

(1) Cicer., *Pro Muren.*, cap. XXXIV, cap. 72. — (2) Id., *ibid.*, § 73. — (3) Sueton., *Caligul.*, cap XXVI. — (4) Martial., lib. V, *epigr.* 25, v. 9. — (5) Dio, lib. LVIII, cap. XIX — (6) Suet., *Caligul.*, cap. XVIII. — (7) Tacit., *Annal.*, lib. XIV, cap. XX.

répondaient que les feux dont resplendissait la ville étaient une garantie pour les mœurs (1). Enfin, à l'occasion des jeux séculaires, nous voyons l'empereur Philippe donner sur le théâtre de Pompée des représentations scéniques qui durèrent, selon l'usage, trois jours et trois nuits, pendant lesquels le peuple contempla les spectacles à la clarté des torches et des lampes (2); mais c'étaient là de rares et très particulières exceptions.

Je ne puis, en terminant, m'empêcher de faire une remarque peu flatteuse pour notre scène : c'est que plus le théâtre antique s'éloigne de son origine religieuse, plus il s'écarte de ses traditions primitives et nationales, plus il entre dans des voies d'exploitation industrielle ou de caprice particulier, et plus les points de ressemblance entre ces tréteaux déchus et les nôtres deviennent nombreux et frappans. Toutefois, il faut se hâter de le dire, ces ressemblances malheureuses s'arrêtent à l'extérieur et ne portent guère que sur des détails d'organisation et de police. Par un bonheur dont il faut féliciter la civilisation moderne, l'antiquité ne nous a légué de ses productions dramatiques que celles des meilleurs âges : presque aucune œuvre des bas siècles n'a survécu ; de sorte que, tandis que l'organisation matérielle de nos théâtres est à peu près l'image de la plus triste et de la plus mauvaise organisation de la scène antique, dans l'ordre poétique, au contraire, nous n'avons eu pour modèles que les plus parfaits chefs-d'œuvre des plus beaux temps du théâtre grec et romain. C'est dans la lecture et, pour ainsi dire, dans la société familière d'Eschyle et de Sophocle, de Plaute et de Térence, que les génies fraternels de Molière et de Racine ont puisé cette hardiesse attique, cette exquise justesse de mouvemens et de proportions, qu'on ne sait ni comment assez louer, ni comment définir, mais dont on retrouverait au besoin le sentiment et le secret, si jamais ils couraient risque de se perdre, dans l'étude intelligente de la peinture et de la sculpture antiques, devant le groupe de la Niobé ou les bas-reliefs du Parthénon.

CHARLES MAGNIN.

(1) Tacit., *Annal.*, lib. XIV, cap. XXI. — (2) Il nous reste quelques-unes de ces anciennes lampes théâtrales. V. *Le Pittur. antich. d'Ercolan.*

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1840.

Le ministère du 1er mars n'est plus. La cause qui a déterminé sa retraite est trop connue et a trop occupé les mille voix de la presse pour que nous revenions tardivement sur une question épuisée. Ce qui vient de se passer n'a rien de contraire au droit : cela est évident. Quant à l'appréciation politique de la mesure, nous sommes de ceux qui, dans l'intérêt de tous, auraient désiré que le cabinet du 1er mars pût, sous sa responsabilité, présenter aux chambres son programme, le discours où il avait résumé sans détours toute sa politique, la politique du *memorandum* et de la note du 8 octobre.

Quoi qu'il en soit, le pays doit se féliciter de voir les ressorts du système représentatif jouer librement et avec sincérité. Le cabinet, en se retirant, a rendu un hommage éclatant, un hommage qui l'honore, au principe de notre gouvernement. La question n'arrivera pas moins devant les chambres dans toute sa pureté. En dernière analyse, rien ne peut faire que les trois pouvoirs ne soient appelés à décider nettement, catégoriquement, le maintien ou l'abandon de la politique, ferme sans doute, mais très modérée, de la note du 8 octobre.

Le cabinet du 1er mars a laissé des traces profondes et lumineuses de son passage aux affaires. Soutenu par des opinions politiques vives, ardentes, trop impatientes peut-être, il ne s'est pas écarté un instant de cette juste mesure que la saine politique lui commandait. Ses actes en font foi. On lui a reproché le bruit qui se faisait autour de lui. Et quel est le cabinet dont les amis, les protecteurs, n'aient plus d'une fois troublé la marche par leur bruit et par leurs imprudences? Nous ne savons si les autres cabinets ont pu toujours échapper au danger de ces influences extérieures; mais tout le monde a pu se convaincre, en lisant les pièces publiées, que M. Thiers a toujours conservé la possession de lui-même au point de s'attirer plus d'une fois de vives attaques et de sévères reproches qui ne lui venaient pas d'un camp ennemi. Nous

sommes persuadés que, le cas échéant, M. Thiers pourra donner des preuves irrécusables et frappantes de la politique sensée, prévoyante, honnête et digne, qu'il n'a pas cessé de suivre dès le premier jour où la question d'Orient a dû fixer son attention.

Le cabinet du 29 octobre s'est chargé d'une tâche qui, selon le point de vue où l'on se place, peut paraître trop facile ou trop difficile.

S'agit-il de maintenir sérieusement, de continuer sans la fausser la politique du 8 octobre? tout est bien : le rôle est facile pour des hommes fermes, résolus; seulement il ne sera pas aisé d'expliquer pourquoi ce rôle a dû être joué par d'autres acteurs que ceux qui l'ont créé.

S'agit-il d'abandonner plus ou moins habilement la politique du 8 octobre? le rôle serait difficile; hélas! il serait plus que difficile.

Empressons-nous d'ajouter que nous ne supposons à personne un projet de cette nature. Nous sommes convaincus que la note du 8 octobre, que cet acte si mûrement délibéré, si solennel, est devenu la base, pour tout le monde, de notre politique à l'endroit de l'Orient. Par la note du 8 octobre, nous entendons la possession héréditaire de l'Égypte dans la famille de Méhémet-Ali, et une transaction honorable pour le reste.

Certes, ce n'est pas nous qui pourrions soupçonner le maréchal Soult, et M. Guizot, et M. Villemain, et le brave amiral Duperré, de vouloir substituer à la politique du 8 octobre une politique de honte et de faiblesse. Loin de là : nous croyons fermement que le nouveau ministère n'hésitera pas à faire sienne la politique de ses prédécesseurs, à le déclarer formellement devant les chambres, et à se montrer toujours prêt à faire de cette politique une question de cabinet. Qu'on se demande, en effet, où irait la France en se retirant en arrière de la ligne tracée par le *memorandum* et la note du 8 octobre, en arrière de cette ligne que nul n'a pu taxer de trop avancée, et que les amis les plus sincères de la paix ont formellement reconnue comme nécessaire à l'équilibre européen et à la dignité de la France. Les étrangers eux-mêmes, les signataires du traité du 15 juillet, ont été forcés d'avouer que le gouvernement français, en résumant sa politique dans la note du 8 octobre, n'avait rien fait d'excessif, rien dit d'incompatible avec son désir sincère de maintenir une paix honorable, rien avancé qu'un gouvernement fort et modéré ne dût soutenir jusqu'au bout. Aussi ont-ils cherché à pallier le décret de déchéance lancé contre Méhémet-Ali; ils l'ont attribué à l'ardeur par trop belliqueuse du divan; ils ont donné à entendre que, si le vice-roi était bien sage, il pourrait être relevé de cette nouvelle disgrace. Évidemment le décret du sultan n'était qu'une émanation fort directe des conventions signées à Londres. Qu'importe? Le langage des puissances prouve qu'elles ne peuvent se dissimuler l'énormité de la mesure, et dès-lors il est évident que la politique de la France, telle qu'elle a été résumée dans la note du 8 octobre, bien loin de devoir être taxée d'exagération, pourrait à la rigueur être accusée de quelque mollesse. La France s'est placée sur une ligne que les signataires du traité de Londres reconnaissent eux-mêmes avoir été franchie, en paroles

du moins, par la Porte, fort imprudemment, et contre leur gré. Nous ne croyons nullement à la sincérité de ces regrets; nous sommes persuadés que si la France était demeurée spectatrice impassible des exploits de l'alliance anglo-russe, et n'avait appuyé sa diplomatie d'un armement considérable, les bombes anglaises auraient, à l'heure qu'il est, foudroyé Alexandrie, incendié la flotte égyptienne, et qu'on aurait essayé de faire en Égypte ce qu'on a voulu faire en Syrie, c'est-à-dire réaliser la déchéance du pacha avant de la lui notifier. Mais, quoi qu'il en soit de nos opinions, toujours est-il que la politique du 8 octobre est d'autant plus digne d'être maintenue, maintenue avec fermeté, avec sincérité, dans son principe et dans toutes ses conséquences, que l'étranger lui-même a été forcé de reconnaître qu'il n'y avait rien là d'incompatible avec la paix, telle que la France a droit de la vouloir, avec une paix digne et honorable.

Aussi, répétons-le, sommes-nous profondément convaincus que la politique du 29 octobre ne sera que le maintien et la continuation de la politique du 1er mars. M. Guizot, l'honorable représentant de la France à Londres pendant l'administration de M. Thiers, ne peut en vouloir, je dis plus, en concevoir une autre, une autre qui soit moins digne et moins ferme.

Dès-lors, il faut bien le dire, se représente nécessairement à l'esprit cette question : Pourquoi le cabinet se compose-t-il d'autres hommes que ceux qui ont envoyé aux puissances la note du 8 octobre?

Voulaient-ils, en abordant les chambres, dépasser cette limite? Le contraire est positif; le cabinet du 29 octobre ne l'ignore pas; MM. Thiers, Rémusat, Cousin, Jaubert, ne sont pas plus les représentans de la guerre révolutionnaire, de la guerre pour la guerre, que MM. Guizot, Soult, Villemain et Teste. Si de vaines déclamations venaient, dans les chambres, assaillir le cabinet du 1er mars, les réponses seraient péremptoires, et ces réponses, loin d'être contredites, seraient appuyées par les ministres du 29 octobre. Ils connaissent les faits, et leur loyauté ne leur permettrait pas de les dissimuler.

Il faut cependant trouver une différence autre que celle de la date entre le 1er mars et le 29 octobre. Des hommes éminens ne viennent pas prendre une place uniquement pour l'occuper; s'ils n'espéraient pas y apporter quelque chose de nouveau et qui leur soit propre, ils auraient été les premiers à donner à la couronne et au cabinet qui vient de se retirer, le conseil de présenter aux chambres la politique du 8 octobre, sous la responsabilité de ses auteurs. Ils auraient promis leur concours, et auraient respectueusement décliné le premier rôle. Le contraire étant arrivé, ils ont donc la certitude ou l'espérance d'apporter au gouvernement du pays une pensée qui leur est propre, des moyens que le cabinet du 1er mars n'avait pas.

Ici nous pourrions nous arrêter et attendre les paroles solennelles que la France entendra le 5 novembre. Les faits, et des faits si prochains, ne doivent pas être remplacés par des conjectures intempestives. Les nôtres seraient complètement hasardées; la pensée, les espérances, les projets du cabinet, nous sont absolument inconnus. Nous attendons, et notre vieille estime pour les

directeurs de la politique du 29 octobre nous fait espérer que les droits de la France ne seront pas méconnus, que son honneur et sa dignité seront rigidement maintenus. « Rien d'important (a dit celui qui fut l'adversaire du maréchal Soult dans les plaines de Toulouse), rien d'important ne peut s'accomplir en Europe sans la coopération de la France, à moins d'amener une conflagration générale. » Nul ne peut vouloir en France être moins français que le duc de Wellington.

Ce que tout homme sensé et convaincu comme nous de la loyauté et de la dignité de la nouvelle politique peut, sans crainte d'erreur, affirmer dès cette heure, c'est que les différences entre le 1er mars et le 29 octobre, à l'endroit de la politique extérieure de l'Orient, ne porteront pas sur le but, mais uniquement sur les moyens. On croira probablement que le but peut être atteint sans pousser plus loin, pour le moment, nos démonstrations militaires, nos levées d'hommes, nos dépenses extraordinaires; qu'il suffit d'achever et d'organiser ce qui a été commencé, sans y ajouter immédiatement de nouveaux efforts; que les puissances ne veulent pas nous endormir pour nous prendre ensuite au dépourvu lorsque le moment d'un éclat décisif sera arrivé, au printemps prochain; qu'elles ont le désir sincère de renouer avec nous, et que ce désir leur est commun à toutes, car si la Russie ou l'Angleterre ne l'avaient pas, à quoi serviraient les phrases entortillées, le langage aigre-doux de Vienne et de Berlin, de deux cabinets qui évidemment n'ont plus la possession d'eux-mêmes? Peut-être a-t-on pensé que ces dispositions pacifiques pourraient, si elles étaient réelles, amener plus promptement un arrangement honorable avec un cabinet nouveau; peut-être aussi s'est-on laissé dire qu'un cabinet s'appuyant sur la gauche, sur la gauche dont le langage est souvent si vif, et dont le respect pour les traités de 1815 n'est pas très-profond, est moins heureusement placé pour traiter avec avantage, et pour conclure une paix qui soit honorable pour tous, qu'un cabinet conservateur, s'appuyant sur la droite dont le langage a toujours été modéré, conciliateur, pacifique.

Nous ne voulons pas rechercher aujourd'hui ce qu'il peut y avoir de plausible et de hasardé, de vrai et d'exagéré dans ces conjectures et dans ces moyens. Avant de les discuter, il importe de connaître au juste la pensée du cabinet, cette pensée que sans doute il va nous révéler tout entière dans le discours de la couronne, ainsi que le 1er mars avait voulu nous faire connaître la sienne en chargeant M. de Rémusat de donner, avec son style net, spirituel et précis, un résumé fidèle et lucide, l'expression pratique, de la politique du 8 octobre.

Dans tous les cas, il ne peut échapper aux membres du nouveau cabinet quelle énorme différence il y a, même au point de vue de la responsabilité ministérielle, entre une politique qui, sans discontinuer les armemens, se montre toute disposée à traiter, et une politique qui, pour se montrer disposée à traiter, n'armerait pas. La seconde peut, il est vrai, épargner de grosses sommes au pays; mais si elle venait à échouer! Cette politique ménagère est condamnée au succès, car malheur au pays si elle échoue! Il

ne pourrait que subir un affront ou se jeter, coûte que coûte, dans la plus déplorable des guerres, dans la guerre révolutionnaire.

Ces réflexions sont vulgaires, nous nous empressons de le reconnaître; nous ne les méprisons pas, toutefois, convaincus que nous sommes que la saine politique n'est que du gros bon sens. L'histoire a mille fois prouvé qu'il en est du gros bon sens comme des gros bataillons. Il finit presque toujours par avoir raison.

Au surplus, et le bon sens, et la plus fine sagacité, et la prudence, ne manqueront pas dans le nouveau cabinet. Nous ne nous défions pas des hommes; nous sommes inquiets de l'état des choses, de la pente sur laquelle le cabinet s'est placé. La question extérieure ne se présente plus à nos yeux dégagée de la question intérieure; elles vont bientôt, nous le craignons du moins, se rattacher l'une à l'autre et rendre ainsi la situation de plus en plus compliquée et difficile.

Ce n'est pas chez nous une opinion nouvelle, une pensée conçue à l'occasion de la dernière crise ministérielle; nous l'avons toujours dit, et sous le ministère du 12 mai et lors de la crise qui enfanta le 1er mars : l'union des conservateurs avec le centre gauche et tout ce qu'il y a de gouvernemental dans la gauche constitutionnelle, un gouvernement assis sur cette base large et solide, peuvent seuls donner au pays toute la puissance dont il a besoin pour contenir sans lutte et sans danger la révolution à l'intérieur, la contre-révolution au dehors, c'est-à-dire pour assurer le repos de la France et la paix de l'Europe. Nous avons toujours fait des vœux bien ardens et bien inutiles, il est vrai, pour que toutes les opinions constitutionnelles et monarchiques puissent se rencontrer sur le même terrain et agir dans le même but général, tout en reconnaissant qu'il pouvait se trouver des différences notables dans les questions secondaires d'administration et de législation.

Le 12 mai réalisait, pour ainsi dire, en miniature notre pensée; si M. Thiers s'y fût trouvé à côté de M. Dufaure, et M. Guizot à côté de M. Cunin-Gridaine, suivis chacun de son armée, le problème aurait été à peu près résolu. M. Thiers, M. Dufaure, M. Passy, auraient pu servir d'intermédiaires entre les conservateurs et la gauche gouvernementale, et lui préparer une participation équitable dans l'administration du pays.

Au 1er mars, c'était sous l'empire de la même pensée que nous avons adjuré les conservateurs de ne pas repousser le cabinet de M. Thiers, de ne pas le forcer, malgré lui, à s'appuyer principalement du centre gauche et de la gauche, de lui permettre de prendre une position impartiale, élevée, autour de laquelle il aurait rallié les hommes gouvernementaux de toutes les opinions constitutionnelles. Qu'y avait-il là d'insurmontable pour un cabinet qui comptait au nombre de ses membres MM de Rémusat, Jaubert, Cousin, et qui avait pour ambassadeur à Londres M. Guizot? Rien, abstraitement parlant; en fait, un obstacle énorme, invincible, les passions des hommes, des animosités invétérées, des rivalités haineuses, et cet oubli des grandes choses et des plus nobles intérêts qui n'est que trop le caractère de notre temps, le signe de notre incrédulité et de notre lassitude.

On sait ce qui est arrivé. Les conservateurs n'ont pas cherché a renverser le cabinet du 1er mars, mais ils ne lui ont jamais pardonné d'être.

Il se retire aujourd'hui devant une question de politique extérieure, il se retire noblement, loyalement, d'une manière toute légale, sans bruit, donnant lui-même le conseil d'appeler aux affaires l'homme éminent que les conservateurs, avec une rare ingratitude, avaient abandonné, l'homme dont nous leur disions qu'ils seraient très heureux de retrouver les talens et la direction, le jour où ils voudraient essayer quelque chose de sérieux et de durable.

M. Guizot retrouve son armée, une armée débandée qui rentre sous les lois de la discipline. C'est bien. M. Guizot en reprend le commandement, c'était inévitable; M. Guizot ne pouvait pas, sans s'annihiler politiquement, refuser de reprendre, à la tête de son parti, la place qui lui appartient. Dès le moment que le cabinet de M. Thiers n'avait pas trouvé grace devant la plupart des conservateurs, il en résultait comme une conséquence nécessaire que le cabinet de M. Thiers devenait, malgré ses divers élémens, un cabinet de centre gauche s'appuyant sur la gauche, et que le jour où il viendrait à se retirer, il serait remplacé par une administration du centre droit s'appuyant sur la droite. C'était encore une nécessité. Aussi, avons-nous, dès le premier moment, affirmé, et certes par pure conjecture, que MM. Dufaure et Passy, malgré leur éloignement de M. Thiers, refuseraient de faire partie de la nouvelle administration.

Maintenant que doit-on attendre? Certes, nul mieux que nous ne connaît les principes modérés, les idées larges, l'esprit libre de M. Guizot; mais il ne s'agit pas pour nous de savoir ce que sera, ce que fera M. Guizot. Nous le savons, sans que M. Guizot, sans que personne nous le dise. Nous savons que le jour où M. Guizot ne pourra plus faire prévaloir sa pensée, sa conviction dans les affaires de son pays, il les quittera. Il ira dans sa modeste demeure et attendra que les évènemens lui donnent raison, et que le tour de la roue le ramène au sommet. Ce qu'il importe de savoir, c'est ce que sera, ce que fera le parti de M. Guizot, le parti conservateur. Écoutera-t-il la voix ferme et prudente de son chef? Ne voudra-t-il pas voir dans l'avénement du nouveau cabinet une victoire? Ne voudra-t-il pas en abuser? Sans doute, laissé à lui-même, loin de toutes provocations, de toute attaque, le parti ne s'emporterait pas. Sans doute, si, comme on le désire, le ministère trouvait appui sur tous les bancs de la chambre, depuis M. de Lamartine jusqu'à MM. Thiers et Dufaure inclusivement, le parti gouvernemental serait très fort et partant modéré. Ce serait sous une autre forme la réalisation, en grande partie du moins, de nos vœux, cette fusion, ou du moins ce concours, qui seuls peuvent donner au pouvoir des garanties si nécessaires de puissance et de stabilité. Hélas! on sait à quoi s'en tenir sur ces utopies. Les hommes qui ne veulent pas se réunir pour partager le pouvoir, se réuniront-ils pour l'assurer dans les mains qui l'ont saisi tout entier? Dieu le veuille! mais, avant de le croire, il faut attendre des preuves.

Ce qu'il y a de plus probable, ce qui est le plus à craindre, c'est que les

hommes d'opinion intermédiaire ne se tiennent à l'écart, les uns renfermés dans une hostilité muette, les autres dans une amitié froide et critique. En même temps, la gauche dynastique, refoulée vers l'extrême gauche d'autant plus vivement qu'elle était plus près des affaires, formera de nouveau une phalange redoutable dans laquelle se laissera inscrire plus d'un homme du centre gauche. Les attaques seront fougueuses, les paroles acerbes, injurieuses, les débats tumultueux, désordonnés. C'est alors que la question extérieure, se dénaturant, ne sera plus qu'un moyen violent et déplorable, une arme pour la question intérieure. C'est alors que le parti conservateur, représenté tous les jours, et à tort sans doute, comme le parti de la paix à tout prix, se trouvera directement aux prises avec le parti de la guerre révolutionnaire. C'est alors que pourront, malheureusement, recommencer ces luttes intestines qui peuvent mettre le pays à deux doigts de sa perte, aujourd'hui que ces luttes auraient lieu en présence de l'Europe ébranlée par la question orientale, que le canon tonne sur les côtes de la Syrie, et que des évènemens graves pourraient, d'un instant à l'autre, ajouter à la fougue des passions et à l'agitation des esprits. Enfin, c'est alors que le parti conservateur aura besoin de se rappeler plus que jamais qu'il n'y a de force réelle que dans la modération, qu'il n'y a de fermeté que dans le bon droit. S'il l'oubliait, la lutte se transformerait à l'instant même en un combat à mort entre la révolution et les ultra-conservateurs, et Dieu seul pourrait en prévoir le résultat.

Notre vœu le plus sincère est de voir ces tristes prévisions s'évanouir complètement. Mais si, par malheur, elles devaient se réaliser, c'est alors que tous les hommes que la passion n'aurait pas aveuglés, que tous les amis éclairés de notre monarchie et de nos institutions essaieraient enfin de se réunir dans un grand faisceau, et de former entre les deux partis extrêmes, non un tiers-parti critique et dissolvant, mais un tiers-parti politique, gouvernemental, faisant face également à tous les excès, à toutes les exagérations, repoussant également et ceux qui voudraient humilier la France, et ceux qui prétendraient la lancer sur l'Europe comme une horde de barbares avides de butin et de carnage. Dans ce faisceau, nous retrouverions et les ministres du 1er mars et les ministres du 29 octobre, et nous aurions, s'il en était encore temps, un gouvernement fort, une administration qui ne vivrait pas au jour le jour, à la merci de quelques voix flottantes dans le parlement; car il est à craindre qu'au bout de peu de temps la chambre ne se trouve de nouveau coupée en deux, et cependant jamais la France n'a eu un plus grand besoin de montrer au monde une administration solidement assise et sûre de son avenir. C'est le vice capital de l'administration nouvelle que d'avoir une base trop étroite. Nous n'en faisons pas un reproche. On a essayé de l'élargir; les moyens ont manqué. Pourra-t-on l'élargir plus tard? C'est possible, si la modération est grande, la prudence constante, la politique élevée; si on se tient surtout en garde contre le penchant de tout parti occupant seul le pouvoir, qui est de tomber en coterie.

A vrai dire, tout est devenu difficile le jour où les deux hommes qui repré-

sentent dans la chambre des députés les deux nuances du parti gouvernemental se sont séparés. C'est là un fait capital dont les conséquences pèseront long-temps sur l'administration du pays. M. Thiers et M. Guizot, en se séparant, ont enlevé au pouvoir la moitié de sa force. On a beau s'agiter, et tenter toutes les combinaisons possibles, nul ne fera que la puissance politique de celui qui n'est pas au banc des ministres profite au cabinet. M. Thiers était faible de l'absence de M. Guizot, bien que M. Guizot ne fût plus à la tête de son parti; M. Guizot sera faible de l'absence de M. Thiers. Ce sont deux moitiés d'un tout politique dont aucune, quelque considérable qu'elle soit par elle-même, ne peut reproduire ce gouvernement puissant qui a laissé de si nobles souvenirs au pays.

Mais il est inutile d'insister sur ces faits accomplis et sans remède. Ce que tout homme sensé et ami de son pays doit désirer aujourd'hui, c'est que l'administration trouve les moyens de surmonter les circonstances difficiles où elle se trouve placée. Le pays a besoin, avant tout, d'être gouverné : il faut savoir gré aux hommes chargés du pouvoir, du courage et du dévouement dont ils ont fait preuve en l'acceptant.

Les mauvaises passions ne cessent de s'agiter. Un attentat abominable est venu de nouveau contrister la France et a prouvé qu'il faut redoubler de vigilance, si on ne veut pas livrer la société à une poignée de forcenés pour qui il n'y a rien de sacré.

L'Espagne a malheureusement réalisé toutes nos prévisions. Espartero a assumé sur lui une terrible responsabilité. Il nous est impossible de croire qu'il ait la main assez forte pour fonder un gouvernement au milieu des passions locales et brutales qui agitent l'Espagne.

La politique coûte cher à l'Université. Au 1er mars, elle lui enleva M. Villemain; aujourd'hui elle lui enlève M. Cousin, et si le cabinet du 29 octobre venait à se retirer sans être remplacé par celui du 1er mars, très probablement l'Université aurait à regretter à la fois la perte de ces deux hommes éminens, qui lui ont rendu et qui peuvent lui rendre encore de si grands services. M. Cousin a signalé son administration par des innovations importantes. Il a montré dans ses réformes et dans les institutions qu'il a fondées tout ce que peut un esprit hardi et pratique, éclairé par de profondes méditations sur l'enseignement public et par une longue expérience.

Les vicissitudes ministérielles privent l'administration d'un autre de ses collaborateurs les plus actifs et les plus habiles. M. Vivien avait quitté le conseil d'état pour prendre les sceaux. Le pays n'oubliera pas l'attention scrupuleuse et sévère, la haute impartialité qu'il a apportée dans le choix des magistrats. Nous regrettons que sa retraite vienne interrompre les travaux importans auxquels il se livrait avec une ardeur soutenue. Le département de la justice a besoin d'hommes actifs et zélés. Il serait temps d'occuper les chambres des nombreuses réformes que réclament notre législation civile, notre procédure, notre organisation judiciaire. Cela vaudrait bien les stériles et bruyans [illegible]

REVUE LITTÉRAIRE.

Dante, nouvelle traduction. — Les anciens Traducteurs. — Dante est évidemment le plus grand poète des temps chrétiens, comme Homère est le plus grand poète des temps païens. *La Divine Comédie* est la sœur de *l'Odyssée,* littérairement et théologiquement, car *l'Odyssée* résume toute la théologie du paganisme, de même que *la Divine Comédie* résume toute la théologie du christianisme. Il est bien difficile d'expliquer le poème moderne à qui ne comprend pas parfaitement le poème ancien, et, quelque étrange que cela paraisse à dire, bien peu de gens le comprennent. En tête de ceux qui ne le comprennent pas, il faut, comme de raison, placer les traducteurs.

Il est donc important et urgent, pour les lettres françaises, qu'il se publie une traduction de l'Homère grec, ancien, authentique, et non plus de l'Homère *francisé* et *modernisé* du XVIIe et du XVIIIe siècle. C'est possible aujourd'hui, parce que les études historiques de ces vingt dernières années ont ouvert le sens de l'antiquité; ce n'était pas possible autrefois, parce que le sens moral, religieux, domestique, on peut même dire littéraire, de l'ancienne Grèce n'était pas suffisamment connu. Racine avait assurément les qualités d'un grand poète, et il savait parfaitement le grec, mais il en savait peut-être beaucoup plus la lettre que l'esprit. En attendant qu'Homère soit expliqué dans toutes ses curiosités et dans toutes ses magnificences natives, nous sommes charmés d'annoncer au public lettré une traduction de Dante, son frère et certes son égal en poésie. Si notre opinion peut être de quelque poids en ceci, nous n'hésitons pas à dire que cette traduction nous paraît incomparablement la meilleure de toutes celles qui ont été faites.

Il y a deux sortes de difficultés, toutes deux fort grandes, à une traduction de Dante; nous allons tâcher de les faire comprendre. La première espèce s'applique plus particulièrement à ce qu'on pourrait nommer des difficultés de mots, la seconde à ce qu'on pourrait nommer des difficultés d'idées.

La Divine Comédie est datée de l'an 1300. Elle a donc été composée pendant les dernières années du XIIIe siècle, quelques années après la chronique de Joinville. Or, ce qui est arrivé en France depuis cette époque est arrivé à peu près également partout, c'est-à-dire que la langue a changé. De même que la langue de Joinville n'est pas celle de Voltaire, de même la langue de Dante n'est pas celle de Metastasio. Qui comprend la dernière ne comprend pas pour cela la première. Nous ne voudrions pas affirmer que le changement ait été aussi grand dans la langue italienne que dans la langue française; mais il a été néanmoins assez grand pour arrêter quiconque n'a pu faire une étude littéraire et savante de l'italien de Dante et de Pétrarque. Ainsi, tous ceux qui ont appris assez d'italien pour lire Metastasio, Manzoni, Ugo Foscolo, et

toute la littérature transalpine depuis un siècle, sont hors d'état de comprendre *la Divine Comédie*. Les personnes qui ont appris à suivre les airs de bravoure de Rubini et les romances de la Grisi n'en traduiraient pas deux tercets. En un mot, le maître d'italien proprement dit et ses élèves sont exclus de la lecture de Dante. En effet, le maître d'italien, en général, n'est qu'un pauvre réfugié, faisant de la littérature en amateur sur la terre d'exil, et il est en état d'enseigner la langue de Dante aux étrangers, à peu près comme les accusés d'avril leur enseigneraient la langue de Ville-Hardouin ou de Joinville. Il faut donc, de toute nécessité, pour traduire *la Divine Comédie*, un homme qui ait fait, comme nous disions, une étude littéraire et savante de l'italien du moyen-âge, et il est bien difficile que cet homme ne soit pas né et n'ait pas été élevé en Italie. Un Allemand, par exemple, serait-il en état d'apprendre assez bien le français pour comprendre également Pascal, Brantôme, Commines, Froissard, Joinville et Ville-Hardouin, six écrivains employant six français différens? Cela nous semble d'une difficulté à peu près insurmontable. Il faut être né dans une langue pour en bien discerner les âges différens.

La difficulté que nous avons nommée difficulté des idées, est extrême dans *la Divine Comédie*, si bien qu'après avoir fait les études nécessaires pour en comprendre le sens littéraire, on pourrait se trouver encore hors d'état d'en comprendre le sens moral; voici pourquoi :

La Divine Comédie est une épopée dans le sens d'Aristote, c'est-à-dire que, semblable à *l'Odyssée*, elle comprend, pose et résout toutes les questions relatives à l'homme, à l'homme vivant et à l'homme mort. C'est donc, comme nous disions, un poème théologique en même temps qu'un poème moral et littéraire. Dans *l'Odyssée*, les questions relatives à l'homme après sa mort, ou les questions théologiques, sont principalement traitées dans la descente aux enfers. Dans *la Divine Comédie*, qui se passe de prime abord dans l'autre monde, et qui ne traite des choses relatives à celui-ci que par des récits qui en sont un rayonnement, les questions théologiques sont traitées depuis le commencement jusqu'à la fin; la manière de procéder de Dante est donc en général celle-ci : A mesure qu'il s'avance dans l'*enfer*, dans le *purgatoire* et dans le *paradis*, il rencontre des corps, des ombres et des clartés; ces corps, ces ombres et ces clartés sont la réalité ou l'apparence d'hommes qui sont morts. Dante les questionne ou en est questionné, et dans ces réponses mutuelles est contenue toute l'histoire du moyen-âge. Lorsqu'il se présente sur ces corps, sur ces ombres et sur ces clartés, des difficultés qu'une intelligence vivante ne peut pas comprendre, alors Dante consulte Virgile qui le mène depuis la porte d'entrée de l'*enfer* jusqu'à la porte de sortie du *purgatoire*, et Béatrix qui le reçoit sur le seuil du *paradis*, ou bien encore il consulte les saints, les apôtres et les docteurs.

Lors donc qu'une question se pose à l'esprit de Dante, il en cherche d'abord l'explication dans la théologie, et il la donne dans toute sa rigueur. Si la théologie ne contient pas cette explication, il la cherche à travers les innombrables écrits des Pères de l'église; s'il ne la trouve pas dans les Pères, il la cherche

dans les livres de Platon, d'Aristote ou d'Averroës; enfin, s'il ne la trouve ni dans Averroës, ni dans Aristote, ni dans Platon, il la cherche dans la scholastique et dans la science du moyen-âge. Il y a ainsi, dans *la Divine Comédie*, des questions magnifiques qui sont examinées au point de vue de ces diverses autorités, et qui éblouissent l'esprit par la hauteur de la pensée et par l'éclat du style. De ce nombre sont la question de la génération, et la question, si difficile au moyen-âge, des taches de la lune.

Donc, pour suivre Dante dans son poème, un et triple, à l'imitation de Dieu, il faut avoir une instruction immense et comme spéciale, car il faut savoir la théologie chrétienne, considérée dans le dogme et dans la discussion des docteurs; il faut savoir la philosophie païenne, connaître surtout ses deux plus grands représentans, Platon et Aristote; enfin, il faut savoir toute l'immense et effroyable matière qui servait à la discussion des scholastiques, les réalistes et les nominaux, Abailard, Pierre Lombard, saint Bonaventure, saint Bernard, saint Thomas d'Aquin, le Décret et les conciles. En un mot, Dante est un monde, et il faut des épaules d'Atlas pour le porter. Qu'on se représente d'ici les grimaces que font sous ce fardeau les petits faiseurs de quatrains ou de littérature railleuse qui se sont avisés de traduire *la Divine Comédie*.

Vu toutes ces difficultés, difficultés de langue et difficultés d'idées, qui se présentent à l'entrée du poème de Dante, nous félicitons la littérature française de l'œuvre remarquable dont M. Angelo Fiorentino vient de l'enrichir. Qui fera aussi bien, sera un homme d'un grand talent; faire mieux nous semble difficile. M. Fiorentino serre le sens de si près, que qui que ce soit ne saurait se vanter de passer entre lui et le poète. Nous ne répondons pas des étrangetés qu'on rencontrera dans cette traduction, ni M. Fiorentino non plus apparemment; mais Dante en répond pour tout le monde, car la traduction est littérale, et presque mot pour mot.

Il faut donc que M. Fiorentino ait fait une étude bien approfondie de la langue italienne, pour avoir compris à ce point le sens littéraire de Dante; et il faut, en outre, qu'il ait fait une étude bien plus approfondie encore des grandes et sublimes matières qui sont traitées dans *la Divine Comédie*, pour en avoir à ce point rendu le sens moral. Les notes précises et claires, qui accompagnent la traduction, décèlent un homme d'un esprit droit et bien sûr de lui-même; cependant ces notes ne devraient pas dispenser d'une introduction. M. Fiorentino la fera-t-il? On remarquera sans doute, en lisant sa traduction, un bon nombre de passages latins, qu'il a laissés tels qu'ils sont dans le poète, tandis que les autres les ont traduits. Cela vient de ce que M. Fiorentino savait que c'est une règle traditionnelle de l'église catholique de ne pas traduire en langue vulgaire les Écritures. C'est pour cela que Dante lui-même ne les avait pas mises en italien, quelque difficulté qu'il y eût à faire entrer dans ses tercets le latin de la Vulgate. Depuis Dante, la tradition de l'église a été formulée en canon par le concile de Trente; mais les traducteurs vulgaires ont bien d'autres affaires avant d'aller s'occuper des canons.

Ce qui nous fait mettre à un prix si grand la traduction de M. Fiorentino, ce sont précisément celles qui l'ont précédée.

Les traducteurs de Dante, complets ou partiels, sont jusqu'ici, à notre connaissance, l'abbé Grangier, Moutonnet de Clairfonds, Rivarol, M. Artaud, M. Antony Deschamps, M. Gourbillon, M. Terrasson, M. Chabanon, M. Le Dreuil et M. Mongis, connu par sa polémique avec M. Victor Hugo, au sujet de *Claude Gueux*. Rivarol et M. Artaud ont traduit en prose; les autres ont traduit en vers, ou peu s'en faut.

Le bon abbé Grangier, qui a dédié son livre à Henri IV, s'est arrangé pour traduire vers pour vers et mot pour mot. Quand il ne peut pas traduire, il fourre tout simplement le passage italien dans son vers, et il continue; ce qui fait qu'il est aussi simple de chercher le sens de Grangier dans *la Divine Comédie,* que le sens de *la Divine Comédie* dans Grangier. Le procédé de M. Moutonnet est encore plus simple. Au moins, quand Grangier ne comprend pas un mot italien, il le met tel quel dans sa traduction, s'en rapportant à la grace de Dieu et à l'intelligence du lecteur : M. Moutonnet, lui, n'y fait pas tant de façons; il ne met rien du tout; seulement, il fait une note, pour dire que la différence du génie des deux langues l'a empêché de traduire le passage sauté. Cette espèce de note, ressource habituelle des traducteurs qui ne comprennent pas leur auteur, nous en rappelle une ravissante d'un honnête traducteur de Suétone, M. Ophellot de la Pause, un voltairien enragé, auquel nous devons les meilleurs momens de gaieté que nous aient donnés nos lectures. Donc, M. de la Pause avait trouvé dans Suétone que l'empereur Caligula fit mourir l'esclave nomenclateur de nous ne savons plus quel personnage. L'esclave nomenclateur était une espèce de valet de chambre, chargé de se tenir à la porte de son maître, les jours de réception, pour lui annoncer les cliens par leur nom. Quelles que soient les susceptibilités de la langue française, il est donc impossible d'en imaginer une qui s'opposât à la désignation de l'esclave nomenclateur; mais, au lieu du terme *nomenclator,* dont les latins se servaient le plus souvent pour le nommer, Suétone avait employé une forme approchante, moins usitée, du même mot, et ce brave M. de la Pause, qui ne comprenait pas, alla s'imaginer qu'il s'agissait de je ne sais quelle ordure grecque, qui fut la cause de sa note pudibonde.

M. le comte de Rivarol, de spirituelle mémoire, est un traducteur de Dante fort ridicule. Le XVIIIe siècle, avec ses prétentions philosophiques et son érudition plus que superficielle, ne pouvait pas comprendre l'œuvre théologique et profonde de Dante, il s'en moquait : c'eût été bien s'il ne s'était pas avisé de le traduire; mais quelle traduction, bon Dieu ! C'est une chose à la fois triste et comique de voir Voltaire et Rivarol donner des leçons de *goût* à l'auteur de *la Divine Comédie.* « On n'a pas traduit ces trois vers, dit Rivarol, parce qu'ils coupaient désagréablement et ralentissaient la rapidité de cette description. » Tantôt il trouve que les noms des démons sont mal sonnans, tantôt il renvoie Dante au dictionnaire de la fable, ne comprenant pas, le pauvre homme ! que le système mythologique du poète s'écarte à dessein des

traditions païennes, parce qu'il rentre dans la théorie donnée par les Pères sur l'origine du polythéisme. C'est ainsi que Delille, ne comprenant pas que les héros nommés par Virgile dans la descente aux enfers ou dans les batailles de la conquête d'Énée rentraient dans la tradition, et étaient la glorification des grandes familles romaines, les remplace, selon le besoin de sa rime, par Polydamas, par Polydore et autres pareils. Ces choses-là se faisaient sous le règne du *bon goût*, comme on disait alors.

M. Artaud est le père d'une famille de traducteurs qu'il a nourris de sa substance comme de petits pélicans. Ils auraient pu avoir une meilleure table. MM. Gourbillon, Terrasson et Chabanon ont plus ou moins torturé la prose de ce bon M. Artaud. M. Le Dreuil l'a mise en couplets, auxquels il ne manque qu'un air. M. Antony Deschamps lui-même, ce poète à la forme si nerveuse et si belle, s'est repu, comme les autres, de la substance de M. Artaud, malgré les protestations auxquelles il se livre pour établir qu'il a suivi Dante pas à pas. Ce que nous disons là est justifié pour nous par quelques passages que M. Artaud n'a pas compris, et dans lesquels M. Antony Deschamps a reproduit la même erreur. Ainsi, c'est une manie de M. Artaud de nommer Virgile, qui était de Mantoue, le sage *romain*. M. Antony Deschamps n'a garde d'y manquer :

Le poète *romain*, debout à son côté,
Le sait ; il a senti la dure vérité.

Ainsi encore Dante fait parler, dans *le Paradis*, l'aigle, symbole de l'empire romain. M. Artaud s'imagine que cet aigle était une enseigne, et le fait du genre féminin ; M. Antony Deschamps répète :

Quand Constantin tourna l'aigle *du Paradis*
Contre le cours du ciel qu'*elle* suivit jadis.

Enfin, et ceci est concluant, au vingt-cinquième chant du *Paradis*, Dante, qui est dans la force de l'âge, espère que son poème, qu'il achève, apaisera les haines qui l'ont chassé de Florence, et se sert du mot *vello* par allusion au manteau d'hermine des poètes triomphateurs. Or, il a plu à M. Artaud de faire souhaiter à Dante de revenir bien vieux dans sa patrie, et M. Antony Deschamps lui fait dire :

Et je visiterai,
Poète aux cheveux blancs, les fonts de mon baptême.

La traduction de M. Antony Deschamps, en d'autres passages, manque, non plus d'originalité, mais de fidélité. Brunetto Latini parle ainsi à Dante : « Ta destinée sera réservée à tant d'honneur, que les deux partis auront soif de toi ; mais l'herbe restera loin de leur bec. »

M. Deschamps, qui se pique d'être littéral, a mis :

Mais leur désir est vain,
Et la bouche béante attend long-temps le vin.

Enfin, lorsque les noms historiques ne vont pas à M. Antony Deschamps, il les change. Le plus jeune des fils d'Ugolin, mort de faim avec lui dans la

tour de Pise, et qui adresse à son père une interrogation si sublime, se nommait Anselmuccio; il semblait avoir payé assez cher le droit d'aller à la postérité, mais M. Antony Deschamps n'en a pas jugé ainsi, car il met:

> Eux pleuraient cependant; et mon *cher petit Pierre*
> Dit : Père, qu'as-tu donc?

Nous ne donnerons qu'un seul exemple de la fidélité de M. Mongis, autre traducteur de la famille de M. Artaud, et très littéral, à ce qu'il prétend.

Dante dit ceci :

« Tu ne trouveras pas une ame qui ait plus mérité d'être enfoncée dans la glace. »

M. Artaud, qui a l'imagination féconde, a inventé cette traduction : « Tu parcourras *toute l'enceinte de Caïn* avant de trouver une ombre qui ait plus mérité qu'eux d'être *abreuvée de l'amertume du bouillon de glace.* »

Ce bouillon de glace a fort affriandé M. Mongis, et il a donné en plein dans la cuisine de M. Artaud :

> Cherche dans *tout Caïn*,
> Tu ne trouveras pas un seul hôte, *au festin*,
> Plus digne de *goûter l'infernale gelée.*

Comme cela est littéral, et rend avec exactitude le passage de Dante!

La traduction de M. Artaud, qui a de la réputation, et qui lui a coûté vingt-quatre années de travaux, constitue la plus grande déception de sa vie; en général, cette malheureuse traduction ne traduit rien du tout, que les idées de M. Artaud qui ne sont pas ordinairement celles de Dante. Ajoutons qu'il y a des hérésies pour faire brûler cent fois M. Artaud, si l'inquisition existait encore. Nous n'exagérons rien en affirmant, du fond de notre sincérité et de notre loyauté, que nous ne savons par quel bout la prendre, et à quels exemples donner la préférence, afin de justifier ce que nous avançons. La partie est si belle, que nous ne savons la jouer.

Tantôt M. Artaud prend un nom propre pour un nom de profession. Dante avait dit : « O Romagnols, tournés en bâtards! quand est-ce qu'un *Fabbro* renaîtra à Bologne? quand un Bernardin de Fosco à Faënza, noble tige sortie d'une pauvre racine? » M. Artaud met : « O habitans de la Romagne, redevenus *sauvages*, quand *un forgeron* (pauvre Fabbro), *planté* à Bologne, commence à pousser de profondes racines, aux rangs des premiers seigneurs, quand un Bernardin de Fosco devient à Faënza d'une faible *graminée* un arbre superbe! »

Tantôt M. Artaud prend le vin blanc pour le printemps. Dante parle du pape Martin IV, gourmet qui faisait noyer ses anguilles dans du vin blanc de Florence, nommé *vernaccia*. M. Artaud met : « Il naquit à Tours, et il expie par le jeûne les anguilles de Bolsena, qu'il *faisait mourir au printemps.* »

Tantôt M. Artaud prend des moines pour des mérinos. Dante avait dit : « Il y en a bien de celles (des brebis) qui craignent le danger, et qui se pressent contre le pasteur; mais ces moines sont si rares, qu'il faut peu de drap pour

faire leurs frocs. » M. Artaud a mis : « Il en est (des brebis) qui redoutent le péril et se serrent contre le pasteur; mais elles sont en petit nombre, peu de laine suffit pour les couvrir. » Et pour compléter sa pensée, M. Artaud ajoute cette note sublime : « De notre temps, le vers *du* Dante n'aurait rien de trop répréhensible. Il est constant que, dans beaucoup de pays, des amateurs enthousiastes de mérinos ont fait faire des espèces de couvertures qui mettent *ces précieux animaux* (n'oubliez pas que Dante a parlé de moines) à l'abri de la pluie ou du froid. Mais où nous a conduit une comparaison *du* Dante, qui, en elle-même, n'offre rien de ridicule et de plaisant? (Je le crois bien!) » Un des endroits notables de la traduction de M. Artaud est un passage du XXe chant du *Paradis*, où Dante fait dire à Hugues Capet : « Je fus fils d'un boucher de Paris. » M. Artaud, qui était secrétaire de légation à Florence, se sentit humilié pour le souverain qu'il représentait, et la diplomatie vint à son aide. Il imagina qu'il serait bien plus noble de faire de Hugues Capet un riche marchand de bœufs de Poissy, et il met dans sa traduction : « De ses nombreux troupeaux mon père alimentait Paris. » C'est ainsi que l'honneur des rois de France fut sauvé!

Nous avons annoncé des hérésies à faire brûler vif M. Artaud. En voici :

Dante dit, chant IV du *Paradis :* « Que notre justice paraisse injuste aux yeux des mortels; c'est une raison de foi, et non de méchanceté hérétique. »

M. Artaud met : « Que notre justice paraisse injuste aux yeux des mortels; c'est *un argument que la foi peut hasarder,* et ce n'est pas une coupable hérésie. » Excusez du peu!

Autre hérésie de M. Artaud. Dante avait mis, au chant VII du *Paradis :* « Le souverain bien, qui produit le mouvement et la joie de ce royaume que tu gravis, fait de sa providence le moteur de ces grands corps; et non-seulement du sein de sa pensée, qui a toute perfection, il veille sur les êtres, mais il veille encore sur leur salut. »

M. Artaud a mis : « Le bien suprême, qui meut et comble de bonheur le royaume que tu parcours, *ne prive jamais* ces grands corps de *sa divine* providence. Dieu, qui est parfait, a non-seulement placé toutes les natures dans son esprit, mais il veut *qu'elles soient entières et parfaites comme lui.* » Indépendamment du galimatias, qui est triple, qui a jamais prononcé d'aussi grands blasphèmes, excepté les panthéistes les plus exagérés?

Dans le même chant, Dante avait mis : « La nature qui engendre suivrait toujours la même voie que la nature qui est engendrée, si la providence divine ne triomphait pas. » M. Artaud met : « Un fils ressemblerait à son père, si la providence divine n'en ordonnait autrement. » Et pourquoi donc, monsieur Artaud! ne voulez-vous pas que les enfans ressemblent à leur père?

Dernière hérésie que nous citerons. Dante avait mis, au chant XXIXe du *Paradis :* « Il n'était pas pour acquérir plus de perfection, cela ne saurait être, mais afin qu'il pût dire en rayonnant dans sa splendeur : J'existe; que, dans son éternité, hors du temps et de l'espace, l'amour éternel s'épanchât, lorsqu'il le voulut, en neuf ordres d'amours. Et on ne saurait dire qu'il fût

resté inactif avant cette création, car l'esprit de Dieu courut sur les eaux ni avant ni après. » Cela veut dire que le monde fut créé hors du temps, et que par conséquent lorsque, selon la Genèse, l'esprit de Dieu courut sur les eaux, ce n'était ni avant ni après, car avant et après supposent le temps.

M. Artaud a dit : « L'amour éternel créa neuf amours sacrés (voilà les anges réduits à neuf, au lieu de neuf ordres), non pour augmenter sa perfection, elle ne pouvait s'accroître davantage, mais afin de pouvoir dire, en étincelant : Je subsiste ! Il était *auparavant enfermé* (Dieu enfermé !) dans son éternité, *au-delà des temps* (qui n'existaient pas encore), incompréhensible (c'est vous qui l'êtes, M. Artaud !), comme il lui a plu ; cependant, *jusqu'alors* (quand, puisque le temps n'avait pas été créé ?), il n'était pas demeuré dans l'inertie, et *ce que Dieu dit sur les eaux* (où y a-t-il un mot de cela ?) n'avait eu lieu ni avant ni après. » — Et la création, s'il vous plaît, M. Artaud, qu'en avez-vous fait ?

Du reste, pour expliquer cette singulière théorie théologique sur la création, M. Artaud a eu recours à une note qui vaut celle des mérinos. « Je me rappelle, dit-il, que je me suis particulièrement occupé de ce morceau et de quelques autres tercets aussi difficiles dans une terre *voisine de Paris,* au château de Villiers-sur-Marne, où une parente, *pleine de grace et d'obligeance,* m'a reçu pendant plusieurs étés avec ma famille. Une habitation agréable..... une aimable liberté dans les études..... tout m'encourageait à mettre la dernière main à cet ouvrage, commencé depuis long-temps. » — *Vanitas!*

Nous terminerons ceci par quelques mots sur la mauvaise habitude qu'a M. Artaud d'appeler Dante *le* Dante. Il est vrai que c'est une règle de la langue italienne de mettre l'article devant les noms, mais seulement devant le nom de famille, et non devant le nom de baptême. Ainsi, on dit le Sanzio et non le Raphaël, on dit le Buonarotti et non le Michel-Ange, on dit le Tasso et non le Torquato, parce que l'article, nous le répétons, ne se met pas devant le nom de baptême, qui est le nom propre. Or, Dante, abréviatif de Durante, est le nom propre de l'auteur de *la Divine Comédie,* il s'appelait de son nom de famille Alighieri ; il faut donc mettre l'article devant ce nom et non pas devant l'autre, et dire l'Alighieri, mais non pas le Dante.

Tout ce qui précède ne signifie pas que M. Artaud soit un homme sans mérite ; mais, outre que la traduction de Dante était une tâche difficile, c'était encore une œuvre en dehors de l'intelligence de son temps. Le XVIIIe siècle avait mis à la mode de se moquer du moyen-âge, et il l'appelait une époque de barbarie. Le moyen-âge a bien pris sa revanche avec ceux qui ont voulu porter leur main sur lui. Certes, quand on y regarde bien, on citerait peu d'époques plus grandes en elles-mêmes et plus glorieuses pour l'esprit humain. Sans parler de l'enfantement des états modernes et de l'élaboration des libertés publiques dont nous jouissons, ni de la découverte de la poudre à canon, de la boussole, de l'imprimerie et du Nouveau-Monde, le moyen-âge a traité dans ses grandes écoles les questions les plus sublimes qui puissent occuper l'homme, et il en est resté quelque chose de plus que des théories creuses, car il en est sorti les mœurs actuelles de l'Occident.

G. C.

— *Histoire de la Langue et de la Littérature des Slaves,* par M. Eichoff. — Les peuples slaves occupent plus d'un tiers de l'Europe actuelle; les Russes, les Serbes, les Bohêmes, les Polonais, les Lettons, se rattachent à cette vaste branche de la famille humaine. L'ancienne civilisation slave est à peu près inconnue; mais, dans l'histoire moderne de l'Europe, ces races acquièrent chaque jour plus d'importance. Sans croire pour cela qu'elles soient un jour destinées à la conquête du monde, comme paraîtraient assez disposées à le penser quelques imaginations craintives, il importe de faire leur part à ces populations déshéritées presque entièrement jusqu'ici de l'importance historique et de la culture intellectuelle. Les études relatives à la littérature slave ne sont donc pas sans intérêt; néanmoins, ce n'est pas à coup sûr « un champ inépuisable, » comme le dit M. Eichoff. La seule lecture du livre dont nous avons à parler, livre fort vide de faits et à plus forte raison d'idées, suffit à convaincre au contraire de la stérilité du sujet.

M. Eichoff a divisé son mince volume en quatre parties bien distinctes : histoire, langue, littérature, poèmes nationaux.

Dans la première, l'auteur a cherché à résoudre un problème dont Bossuet (qui a pourtant écrit dans son temps le *Discours sur l'histoire universelle*) se serait à peine tiré. Il a trouvé moyen en cinquante pages, fort peu compactes, de donner les annales complètes des populations slaves. Je concevrais, dans si peu d'espace, une vue générale, un aperçu philosophique; M. Eichoff s'en est gardé. La partie historique de son travail n'est qu'une simple nomenclature. Tout y a sa place, depuis les Cimmériens d'Homère et les Scythes d'Hérodote jusqu'à *la sage sollicitude* et *la sévère justice* de l'empereur Nicolas. Puisque M. Eichoff voulait être purement didactique, pourquoi n'a-t-il pas fait un atlas à la manière de Las-Cases et de Khruse? On y aurait gagné quelques résultats positifs, usuels, tandis que les pages qu'il a écrites semblent une gageure par laquelle l'auteur aurait promis de réunir dans des phrases ternes et banales quelque liste chronologique, quelque table de *l'Art de vérifier les dates.*

La seconde partie du livre s'adresse aux lexicographes et aux linguistes. Ce sont des questions d'alphabet, de vocabulaire, de grammaire; l'ensemble de l'expression orale des Slaves est examiné dans ses nuances. M. Eichoff va avec empressement de la déclinaison à la conjugaison, des racines aux dérivés; il abonde, on voit qu'il est sur son terrain. Les étymologies ne lui coûtent pas; il parle, comme d'une chose complètement démontrée, de l'*étroite affinité* des idiomes slaves avec le sanscrit, et des langues celtiques avec le zend. J'aimerais mieux plus de réserve et même un peu de scepticisme. Ce qu'on apprend de plus positif dans cette seconde partie de l'ouvrage de M. Eichoff, c'est que l'alphabet slave a été composé au IXe siècle par le moine Cyrille, qui en a emprunté les caractères, combinés ensuite par lui à l'arménien, à l'hébreu, au copte; c'est surtout que les langues slaves se divisent en trois branches : la branche serborusse, à l'est, qui comprend l'esclavon, le russe, le serbe, le carnique; la branche vendo-polonaise, à l'ouest, qui comprend

le bohémien, le polonais, le venède; enfin la branche letto-prussienne, au centre, qui comprend le prussique, le lithuanien et le letton.

Après avoir examiné avec quelque étendue les principales questions philologiques que soulèvent les idiomes slaves, M. Eichoff passe à la littérature, et là on retrouve la même aridité, le même procédé d'énumération superficielle et courante qui choque dès l'abord dans la partie historique. — Il y a si peu d'unité dans les populations slaves, qu'outre la diversité des idiomes particuliers, elles n'ont pas même une religion commune. Les Russes, les Serbes, les Croates, les Carniens, sont de l'église grecque; les Lithuanes et les Lettons sont protestans; enfin les Bohêmes, les Slovaques, les Polonais, les Vendes, sont catholiques. Il y a donc eu chez les Slaves des développemens, ou, pour dire moins mal, des efforts littéraires distincts et qui demandent à ne pas être confondus. M. Eichoff parle d'abord de l'esclavon. C'est une langue éteinte, c'est l'ancienne langue sacerdotale des Slaves. On ne sait même pas où elle fut parlée; les *Annales de Nestor,* qui remontent au XII[e] siècle, quelques homélies, voilà à peu près tout ce qui reste de l'esclavon. Les autres branches ne sont pas beaucoup plus riches. C'est d'abord le russe : le russe a eu naguère ses trouvères, ses scaldes, ses troubadours, bien qu'assez tard; c'est ce que M. Eichoff, dans le style de Marchangy, appelle les *bardes inspirés* de la Russie. Wladimir a été l'Arthur, le Charlemagne de la Russie; c'est à lui que se rapportent presque tous les chants populaires; c'est autour de lui que se groupe le *cycle* des légendes, comme on dit. Au surplus, il reste de cette première culture fort peu de monumens, et on ne distingue guère que quelques romances gracieuses, comme nous en avons dans la langue d'oïl. La Russie était tellement en arrière du mouvement commun, que la première imprimerie n'y fut fondée qu'en 1564, le premier théâtre qu'au XVII[e] siècle, le premier journal que sous Pierre-le-Grand. Dès que des noms plus nombreux commencent à apparaître dans les lettres russes, M. Eichoff reprend l'énumération sans critique. C'est un véritable catalogue. Avec les temps plus modernes seulement, l'enthousiasme de l'auteur augmente : ses épithètes deviennent plus louangeuses et plus vives; la qualification de *grand poète* revient souvent. Derzavin est placé « au niveau des beaux génies de l'antiquité; » Karamzin est appelé « immortel, profond, éloquent; » Koslov est presque mis au-dessus de Byron. Je n'ai aucune raison de ne pas croire au talent de Derzavin, de Karamzin et de Koslov, mais il y a beaucoup à rabattre de l'enthousiasme sans mesure de M. Eichoff. On ne traite pas une littérature naissante avec ce respect, ce culte, ce fétichisme exagérés

Le serbe est parlé en Servie, en Bosnie, en Dalmatie. M[me] Voiart a naguère donné la traduction de quelques chants populaires serbes qui ont beaucoup plus d'intérêt que tout ce que dit M. Eichoff avec sa sécheresse habituelle. J'attendais des détails attachans sur l'essor que les Dalmates durent, pendant le XVI[e] siècle, à la république de Raguse. M. Eichoff en parle à peine Sur le bohémien, l'auteur n'est guère plus complet. Il mentionne à peine quelques chants nationaux du VIII[e] siècle (je me méfie de cette date reculée), ou les

légendes rimées de Jérôme de Prague : au moment où l'intérêt commence, il s'arrête ou tourne court.

Arrivé à la Pologne, M. Eichoff semblait avoir un champ plus vaste. La Pologne a nos sympathies, elle nous touche de près. Eh bien ! M. Eichoff ne trouve rien que ses listes chronologiques, accompagnées de banales épithètes. Arrivé même à M. Mickievicz, ce grand écrivain traduit par M. de Montalembert, loué à si juste titre par George Sand, et auquel le gouvernement vient de confier l'enseignement du slave au collége de France, M. Eichoff le traite de *poète aimable*. On peut juger par là de la portée et de l'étendue de la critique. — L'auteur n'avait pas su intéresser à la Pologne; il est complètement insignifiant avec l'idiome letton. Le letton se parle dans la Prusse orientale, en Lithuanie, en Courlande; mais comme là il n'y a pas, à proprement parler, de littérature, l'auteur se rejette sur l'histoire, et M. Eichoff a en histoire la même méthode qu'en littérature.

La quatrième partie du livre de M. Eichoff est la plus curieuse à coup sûr, car elle est composée de traductions. Ces poèmes nationaux de *la Victoire de Zaboï*, de l'*Expédition d'Igor*, de *la Bataille de Kasiro*, sont fort intéressans. Ce caractère sauvage, ces vanteries de soldat « nourri sur la pointe des lances, » et qui veut boire le Don avec son casque, ont quelque chose de frappant et de bizarre; mais il était parfaitement inutile de rappeler, à cette occasion, Homère et ses héros. L'*Iliade* n'a rien de commun avec des chants à demi barbares. M. Eichoff a joint à ces légendes populaires l'*Hymne à Dieu* de Derzavin, hymne célèbre jusqu'en Orient, et qui à Pékin même est inscrit en lettres d'or dans le palais de l'empereur. Il est à regretter seulement qu'au lieu d'une interprétation littérale M. Eichoff ait cru devoir donner une traduction en vers de sa façon. Le texte de ces quelques morceaux était assez inutile à reproduire dans un ouvrage aussi sommaire; mieux eût valu le remplacer par des notions bibliographiques, par des indications moins vagues. Si tout cela n'avait pas été traduit en allemand, on pourrait croire que M. Eichoff a directement lu le bohême, le polonais, le servien, le russe, mais ce système n'est pas nouveau. Il y a tel *orientaliste* à l'Académie des Inscriptions qui n'a jamais fait que des traductions de l'anglais.

Le livre de M. Eichoff n'est qu'une compilation, ce qu'il avoue presque, et une compilation médiocre. Il existe en Allemagne des travaux étendus sur ce sujet, travaux que l'auteur a abrégés et atténués. M. Eichoff est assez coutumier du fait. Tel de ses livres antérieurs n'est aussi qu'une pâle reproduction. Cela prouve seulement que M. Eichoff sait l'allemand. En résumé, il y avait un bel ouvrage à faire sur la littérature slave, et, après l'essai de M. Eichoff, je n'hésite point à dire que la situation est la même. CH. L.

V. DE MARS.

DE

L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

Politique de la France avant et depuis les Traités de Vienne.

Je voudrais, en me plaçant en dehors des vives préoccupations du moment, essayer de me rendre un compte sommaire des vicissitudes qu'a subies la politique des peuples modernes avant d'atteindre sa forme actuelle; je voudrais rechercher surtout quel rôle paraît réservé à la France dans les complications qui menacent le monde, et quels principes nouveaux elle est appelée à faire prévaloir dans le droit public européen. Il est difficile de croire, en effet, qu'une révolution qui a changé la face d'un grand pays, introduit des modifications profondes dans la condition politique ou civile de presque tous les peuples, et gravement affecté l'ensemble des mœurs là même où elle n'a pas agi sur les institutions, que la révolution de 89 enfin ne soit pas destinée à jeter à son tour dans le monde quelques

maximes frappées au coin de cette universalité départie à ses résultats sociaux.

Le droit des gens n'est pas demeuré, depuis Grotius, immobile dans ses formules, et les lois de l'équilibre européen ne suffisent plus aujourd'hui pour garantir la paix du monde et satisfaire la conscience publique. On comprend de nos jours tout autrement qu'après la guerre de trente ans et les attributs de la souveraineté, et les droits des sujets, et la solidarité des nations entre elles; celles-ci s'appartiennent trop à elles-mêmes pour qu'un mariage ou une succession princière suffise encore pour bouleverser le monde; enfin, les périls permanens qui menacent, depuis vingt-cinq années, l'édifice élevé par le congrès de Vienne, constatent trop que les transactions fondées sur de pures convenances diplomatiques sont également dénuées de cette force morale qui seule fonde le droit et garantit l'avenir.

Il est donc à croire que des principes plus larges serviront un jour de base à des combinaisons moins factices, et que des violences contre lesquelles le temps ne prescrit pas, seront redressées, dans l'intérêt commun, selon des lois plus rationnelles et des principes moins arbitraires. Quand se consommeront ces grands changemens, par quelles voies s'opéreront-ils? Ceci est en dehors des prévisions humaines. Quelle attitude devra prendre la France lorsque les évènemens la contraindront à des résolutions décisives? quelles maximes doit-elle proclamer dès aujourd'hui comme bases de son droit public et de son système fédératif? Je crois que ces questions peuvent, dès à présent, êtres posées et résolues.

L'intelligence humaine est aujourd'hui vivement préoccupée d'une idée à laquelle les faits consommés paraissent avoir imprimé comme une sorte de consécration. On croit à la puissance de la raison publique au point d'espérer que la guerre pourrait cesser de devenir le dernier argument des rois; on trouve dans les précédens que chaque jour accumule les premiers délinéamens d'une jurisprudence internationale qui fera prévaloir le génie de transaction où domina si longtemps celui de la force. On ignore sans doute encore le mode selon lequel pourrait se constituer d'une manière définitive ce haut arbitrage européen, on ne sait rien ni des moyens à employer pour l'accomplissement d'une telle œuvre, ni de la manière dont elle pourrait se combiner avec l'indépendance respective des états; mais l'on croit fermement à la formation d'une association nouvelle, et l'on en poursuit la pensée sous mille formes: les uns l'érigent en théorie

humanitaire, les autres comptent, pour la réaliser, sur l'expérience chèrement acquise par les peuples, ou sur ces agitations intérieures qui, en menaçant l'ordre social, imposent aux gouvernemens une réserve dont leur sûreté même leur prescrit de ne pas se départir.

Nous n'hésiterons pas, sans exclure cet ordre de considérations, à remonter jusqu'à l'origine des idées répandues dans la société moderne; nous y verrons une modification de ce christianisme latent dont le monde est comme imprégné, alors même qu'il méconnaît la source de ses inspirations les plus puissantes. C'est parce que l'idée chrétienne s'est réalisée dans le droit civil, que les peuples ont conquis l'égalité sur l'esprit de caste; c'est parce qu'elle tend à se réaliser dans le droit des gens, que la paix se maintient au milieu des plus difficiles épreuves, et que l'opinion publique a jusqu'ici dominé de toute sa hauteur et les caprices des ministres aventureux et les antipathies des cours. Il n'est donc pas interdit d'espérer que la guerre ne fléchisse un jour comme l'esclavage devant cette grande révélation de l'égalité naturelle des êtres et de la fraternité des peuples, dont dix-huit siècles n'ont pas suffi pour épuiser la profondeur féconde. Depuis l'établissement du christianisme, le monde est constamment travaillé par cette idée d'une direction pacifique opposée à celle de la force. L'énergie de la foi populaire la réalisa partiellement au moyen-âge, alors même que la prédominance du pouvoir militaire semblait rendre cette réalisation plus impossible. Sur cette idée se forma le grand corps de la chrétienté; elle releva les peuples du joug de la conquête, et ralluma dans les ames, avec le sentiment de la dignité humaine, l'étincelle de la liberté.

La plus belle histoire qui soit à écrire, serait assurément celle du droit public primitif de l'Europe catholique, tel qu'il résulte des décisions pontificales, des actes des assemblées nationales, et de ces innombrables conciles dont la mission n'était pas alors moins politique que religieuse. Cette histoire commencerait au VIe siècle, à l'établissement des premières nationalités européennes; elle aurait son apogée dans les croisades, et se continuerait jusqu'aux jours de Charles-Quint, dont l'ambitieuse tentative détermina la fondation d'un nouveau système politique, destiné à remplacer celui auquel la réforme religieuse venait de porter les derniers coups. Le publiciste qui se vouerait à cette grande tâche, aurait à faire un double travail: il devrait, d'une part, dégager de la luxuriante confusion de cette vie du moyen-âge si pleine et si troublée, les maximes d'égalité et de charité évangélique qui tendaient à prévaloir dans les relations des hommes et

des peuples; il aurait, de l'autre, à faire remarquer combien l'état social était au-dessous de ces maximes elles-mêmes, et à montrer pourquoi il leur fut interdit de s'épanouir alors dans la plénitude de leur grandeur morale. Rappelons en peu de mots les principales difficultés que dut rencontrer en ces temps-là cette œuvre de l'association universelle que notre siècle reprend comme une idée neuve à sa manière et à son tour.

La première résultait assurément de la manière vague et mal définie dont furent comprises, à cette époque, et la suprématie pontificale, et les prérogatives de l'empire. Non contente d'aspirer au rôle d'arbitre suprême, et de décider de la politique en tant que souveraine appréciatrice de la discipline et de la morale, Rome, préoccupée du soin d'une domination temporelle dont la violence des temps lui faisait d'ailleurs une loi pour la conservation de sa propre indépendance, entendit souvent dans un sens tout matériel le droit de suzeraineté que lui déférait la conscience des peuples. De son côté, l'empereur romain, par l'incertitude de son titre sur l'Italie et ses vagues prétentions de haut domaine sur toutes les couronnes chrétiennes, se trouvait menacer également et l'indépendance de celle-là et la dignité de celles-ci. Lorsqu'au XIV[e] siècle le plus grand jurisconsulte de l'époque, Bartole, proclamait dogmatiquement la souveraineté de l'empereur jusqu'aux confins de la terre habitable, lorsqu'au siècle suivant des papes montaient à cheval pour commander eux-mêmes leurs armées, il était clair que la constitution de l'Europe chrétienne ne pouvait résister à cette étrange confusion de toutes les idées et de toutes les choses.

Le génie des institutions féodales rendait d'ailleurs impossible l'application de cette spiritualité élevée, prématurément introduite dans une société où la conquête avait en quelque sorte rajeuni le droit antique de la force par une consécration nouvelle. L'afféagement du sol avait, il est vrai, arrêté le torrent de l'invasion, et ancré au rivage cette terre si long-temps battue par la tourmente; mais les mailles serrées du réseau dont ce système couvrit l'Europe, durent arrêter le développement naturel de celle-ci, et empêcher la vie de circuler librement dans son sein. Des relations de vassalité s'établirent en dehors de la volonté des peuples et de leurs intérêts d'avenir. La possession du territoire se trouvant étroitement liée au droit des personnes, suivit toutes les fortunes de celles-ci, de telle sorte que le décès d'un prince et le mariage d'une princesse suffirent pour briser les relations les plus intimes. Des provinces furent liées à une domination étran-

gère, d'autres furent séparées de leur centre naturel par suite des innombrables vicissitudes du droit féodal, et l'essor des nationalités se trouva de toutes parts comprimé par l'autorité de prescriptions arbitraires. Ainsi, pour ne rappeler qu'un seul exemple, les diverses provinces belgiques, disputées tour à tour comme fiefs de l'empire et de la France, devinrent une pomme d'éternelle discorde au centre même de l'Europe. Le droit des femmes livra les peuples à toutes les incertitudes de l'avenir, à ce point que si l'on voulait désigner l'institution politique la plus funeste au monde depuis mille ans, personne n'hésiterait à indiquer la succession féminine. Par elle s'ouvrit, entre l'Angleterre et la France, une guerre de trois siècles; le droit des femmes nous jeta sur l'Italie au mépris de nos intérêts les plus évidens, et par lui la vaste monarchie espagnole devint l'accessoire de l'héritage d'un prince flamand, petit-fils de l'héritière de Bourgogne et fils de l'héritière de Castille, et deux fois en moins d'un siècle le sort de l'Europe dépendit du choix d'une jeune fille.

La séparation profonde maintenue par les institutions féodales entre les races humaines, l'antagonisme permanent de l'empire et de la papauté, expression de deux forces en lutte constante, opposaient un invincible obstacle à la réalisation de la pensée politique embrassée par Hildebrand, Conti et tant d'autres illustres pontifes avec l'enthousiaste persévérance qu'inspirent les grandes choses. Les papes avaient pu sauver l'Europe de l'invasion musulmane, inspirer et régler le mouvement qui, en la jetant tout entière sur l'Asie, fit sonner l'heure de son affranchissement politique; ils avaient pu, par de prodigieux efforts, sauver l'inviolabilité du mariage et la sainteté de la famille, maintenir les lois de l'église et préserver la discipline, compromises par un dangereux contact avec la puissance seigneuriale; ils purent intervenir entre les princes et les peuples, quelquefois prévenir la guerre, et toujours en atténuer les rigueurs : mais il ne leur fut pas donné d'asseoir les relations d'état à état, et d'imprimer à celles-ci une fixité que ne comportaient ni le droit féodal, ni les mœurs d'une époque toute guerrière.

Déjà, d'ailleurs, le grand édifice de la catholicité menaçait de s'écrouler par sa base. Le XV[e] siècle, cet âge qu'il faudrait tant étudier pour bien comprendre le nôtre, avait soufflé sur le monde un vent de révolutions et de ruines, et ouvert de toutes parts des perspectives nouvelles. L'aiguille aimantée, l'Amérique, l'imprimerie, le papier à écrire, la poudre à canon, les merveilles de la science et les secrets de la nature étaient venus changer toutes les conditions de

la vie matérielle, et détacher l'homme de ses idées en le détachant de ses habitudes. L'antiquité, soudainement exhumée par les jurisconsultes et les écrivains, fit apparaître le monde réel sous cet aspect terne et dangereux que réflètent également sur les choses présentes et la connaissance incomplète du passé et les vagues hallucinations de l'avenir. Les poètes donnèrent à l'Europe une littérature nouvelle, puisée en dehors des sources chrétiennes; le droit romain, accepté comme la raison écrite, fit mépriser les institutions paternelles, et dès-lors on s'occupa moins du soin de les corriger que de celui de les abolir. L'histoire et la politique se dégagèrent de tout symbolisme religieux, et ne furent plus envisagées qu'au point de vue de l'habileté pratique. Le scepticisme engendra la corruption, qui réagit à son tour sur les croyances; celles-ci s'ébranlèrent, et les mœurs avec elles. Vainement le génie des arts et des lettres couvrit-il l'abîme entr'ouvert des merveilles de la renaissance : le monde y glissa par une pente fatale, et la réforme du XVIe siècle fut la suprême conséquence d'un mouvement intellectuel tout négatif de sa nature, mouvement irrésistible toutefois, qui allait bouleverser toutes les idées, interrompre tous les rapports des hommes et des nations, et constituer les deux moitiés de l'Europe dans une guerre acharnée l'une contre l'autre, sans leur laisser un seul principe commun auquel elles pussent se rallier.

Alors parut Grotius: il vint entre la réforme et la guerre de trente ans, comme entre un principe et sa conséquence. Je ne sais pas de livre qui atteste au même degré que le sien l'état de ruine et de confusion où le chaos des évènemens et des idées avait plongé l'Europe. Le savant hollandais n'entreprit rien moins que de refaire un droit public européen en place de celui dont Machiavel, Charles-Quint, Luther, Calvin et Richelieu avaient chacun déchiré une page. Mais comment s'y prendre? comment relier des nations entre lesquelles la séparation des doctrines avait fondé des intérêts politiques opposés? Quel lien commun existait entre les hommes? quel *criterium* restait encore à la vérité et au droit? quelle autorité acceptée de tous interpréterait et les conventions écrites et les règles de la justice naturelle si diversement comprises? Une seule puissance morale était restée debout, celle de la science; un seul prestige était vivant encore, celui de l'antiquité. C'est donc à la science et à l'antiquité que Grotius demande sinon l'idée absolue du droit, du moins sa confirmation dans toutes les déductions auxquelles il arrive. Les plus évidentes prescriptions de la conscience humaine ne pèsent pour lui qu'autant qu'il trouve à

les appuyer de témoignages empruntés à l'histoire de l'antiquité polythéiste. De l'Europe, il ne se préoccupe guère plus que de la Chine. Pour savoir ce qu'est la paix, ce qu'est la guerre, ce que comporte la première, ce qu'autorise la seconde, il dépouille laborieusement Homère et Virgile, Thucydide et Tite-Live, éclatantes renommées, les seules auxquelles on payât encore en ce temps un religieux respect et une admiration unanime.

On comprend la faiblesse inséparable d'un tel mode de procéder, lorsqu'il s'agit de déterminer les rapports introduits par une civilisation aussi éloignée des doctrines que des habitudes de l'antiquité, rapports multiples et complexes d'industrie, de marine, de communication journalière, auxquels Rome et la Grèce étaient aussi étrangères que nous pouvons l'être à la mollesse de cette vie où l'esclavage des masses était le piédestal de la liberté du petit nombre.

Aussi a-t-on pu remarquer que, malgré la rectitude de sa pensée, Grotius n'échappe pas aux difficultés attachées à son point de départ. Relativement à l'état de guerre, au dommage que cet état autorise à causer à l'ennemi, au droit qu'il confère sur la propriété publique et privée, au droit plus redoutable de vie et de mort sur la personne du prisonnier, à la faculté de convertir ce droit en un esclavage légitimement perpétué de génération en génération, ce publiciste est d'une rigueur souvent désespérante. Il a recours alors, pour atténuer ses solutions, à une distinction toute gratuite entre le droit naturel et le droit des gens proprement dit, entre la justice et la modération, l'une résultant du droit consacré par le consentement des peuples, l'autre des inspirations d'une ame généreuse qui se refuse à consommer le mal quand celui-ci n'est pas absolument nécessaire.

On ne saurait méconnaître assurément la grande autant qu'heureuse influence de l'illustre Hollandais. Par la seule force de sa pensée et de son savoir, il contribua à recréer pour les nations un code politique dont les règles furent un bienfait, quelque arbitraire qu'en fût le principe. S'il ne retrouva pas les titres perdus du genre humain, il lui en donna du moins de provisoires, et releva dans le monde l'idée du droit, encore qu'il la laissât sans garantie sérieuse. Ses successeurs et ses disciples, à commencer par Puffendorff pour finir par Gérard de Rayneval, acceptèrent et maintinrent son principe, mais ils substituèrent de plus en plus l'autorité de la conscience humaine à celle des faits fournis par l'expérience et par l'histoire. Le droit des gens se rationnalisa comme la philosophie elle-même, et finit par se confondre complètement, chez quelques publicistes modernes,

avec le droit naturel proprement dit. Montesquieu énonça sur les limites du droit de guerre les opinions les plus humaines. Rousseau, niant la légitimité de tous les pouvoirs non revêtus de la sanction populaire, établit le droit inaliénable des nations de ne dépendre que d'elles-mêmes, et de n'être régies que par leur propre souveraineté. Sous l'influence de la philosophie du XVIIIe siècle, la théorie restreignit les droits du gouvernement dans des limites de plus en plus étroites, pendant qu'elle donnait un essor chaque jour plus libre à ceux des individus et des nations.

Mais n'est-il pas digne de la plus haute considération que ce soit précisément à cette époque que la pratique ait insulté face à face la théorie, comme pour attester plus authentiquement son impuissance? C'est pendant que Rousseau jette dans le monde son *Contrat social*, aux applaudissemens de l'Europe, et que la souveraineté du peuple devient la base de la science politique, que se prépare et se consomme le meurtre de la Pologne! Des princes et des ministres philosophes, liés d'intimité avec tous les penseurs de leur temps et s'honorant de leur commerce, passent contre l'existence même d'un peuple auquel ils ont soigneusement enlevé tous ses moyens de défense, un pacte secret d'astuce et de violence qui répugnerait à des bandits de profession. Pendant que les droits de l'homme sont magnifiés, et que la raison s'abîme dans son apothéose, une grande nation est sacrifiée à des cupidités que ce premier succès met en goût, et qui préparent déjà le même sort à la Bavière, à la Suède, à l'empire ottoman, à tout ce qui n'est pas en mesure de se défendre et de chasser les voleurs à main armée. Plus de sûreté désormais pour les états faibles, plus de garantie pour ceux qui pourraient le devenir un jour; le droit a désormais disparu de la langue diplomatique comme une idée vieillie et une formule sans valeur. De la morale des philosophes, des gros livres des publicistes, il ne reste plus qu'une vérité, la force, et qu'un résultat, le pillage. La plus haute civilisation prépare et perpètre, à l'éclat des lumières qu'elle fait briller, des attentats que la barbarie du moyen-âge n'aurait pas même conçus dans ses ténèbres.

Enfin, pour que rien ne manquât à cet enseignement, pour qu'il restât authentiquement démontré que le droit des gens, inventé par les savans du XVIIe siècle et perfectionné par les hommes d'esprit du XVIIIe, était sans force morale comme sans autorité politique du moment où des croyances communes ne le plaçaient pas sous la garde de Dieu dans la conscience des peuples, on allait voir bientôt

les nations les plus policées de l'Europe se faire dans les deux mondes et sur toutes les mers une guerre de forbans et de barbares, courir sus aux neutres comme à l'ennemi, et lutter d'audace et d'impudeur dans la violation des droits les plus évidens. Les partages de la Pologne, le guet-apens de Bayonne, les ordres de l'amirauté et les décrets de Berlin, voilà où aboutirent en moins de deux siècles les théories savantes appliquées à Osnabruck et à Munster par les plus fortes têtes de leur temps; présage désespérant pour les sociétés actuelles, s'il n'y avait à signaler aujourd'hui quelques symptômes qui permettent du moins de concevoir l'espérance d'une réorganisation de la science politique sur une base plus large et sur une doctrine moins arbitraire. Avant de signaler ces symptômes vagues encore, mais réels, achevons de nous rendre compte de ces idées, dont le congrès de Vienne a essayé la réhabilitation; demandons-nous si le système fameux de l'équilibre sur lequel l'Europe prétendit se reconstituer après la grande scission du XVIe siècle, présentait dans l'ordre politique plus de garanties que le droit des gens n'en offrait dans l'ordre moral; recherchons si le maintien de ce système, opiniâtrément poursuivi, n'a pas coûté à l'humanité autant de guerres qu'il a pu lui être donné d'en prévenir.

Ce fut une ingénieuse idée que celle d'une pondération constituée de telle sorte que les grandes puissances se maintinssent immobiles à raison de l'égalité de leurs forces, et que leur équilibre même devînt la garantie de l'indépendance et de la sûreté des états d'un ordre inférieur. Dès qu'on devait renoncer à fonder l'édifice européen sur l'idée d'un droit inhérent à chaque nationalité, droit inviolable par lequel celle-ci vit et se conserve au même titre que l'homme ou la famille elle-même, on ne pouvait méconnaître ce qu'une telle théorie offrait au moins de spécieux. A l'Angleterre revient l'honneur de la première application. Les Tudors tinrent habilement la balance de l'Europe entre la France et l'Espagne. Cromwell dut sa grandeur à la manière élevée dont il comprit le rôle que faisait à sa patrie la rivalité de la maison d'Autriche et de la maison de Bourbon, et la chute d'une dynastie pensionnaire de Louis XIV constata que l'opinion ne permettait pas au gouvernement de la Grande-Bretagne de manquer impunément à la mission que lui déférait l'Europe.

Le congrès de Westphalie n'est une si grande époque dans les annales diplomatiques que parce qu'indépendamment des principes de gouvernement intérieur qu'il proclama pour l'Allemagne, il tenta de fonder l'équilibre général sur une base que les contemporains

n'hésitaient pas à réputer inébranlable. L'empire se trouva pondéré par l'égalité établie entre les deux religions et le nombre de voix électorales départies à l'une et à l'autre; l'Europe parut l'être également par la balance territoriale réglée par les traités de Munster, et plus tard par la paix des Pyrénées, entre les deux branches de la maison d'Autriche régnant à Vienne et à Madrid, et la France étroitement liée à la Suède, à laquelle les actes de Westphalie avaient ouvert la porte des diètes de l'empire.

Mais le monde politique se félicitait encore d'être échappé aux horreurs de la guerre par l'habileté des négociations, que déjà l'édifice élevé avec tant de peine s'écroulait de toutes parts. Pendant que la monarchie espagnole, jetée avec l'empire et les états de l'Italie dans l'un des plateaux de la balance, s'affaissait graduellement au milieu de ses richesses stériles, un jeune souverain s'agitait impatient dans les barrières élevées par les traités. Louvois lui improvisa des armées, Colbert lui prépara des finances, Lionne mit au service de son ambition toutes les cupidités princières du second ordre. S'appuyant donc, du chef de l'infante sa femme, sur un prétendu droit de dévolution, comme il aurait fait sur tout autre titre, Louis XIV envahit les Pays-Bas; il menaça l'existence même de la Hollande, et après avoir résisté à l'Europe et dissous ses coalitions, il fit consacrer à son profit, à Nimègue comme à Riswick, des altérations fondamentales dans le système de l'équilibre européen. Éprouvé plus tard par les vicissitudes de la fortune et les résultats de ses fautes, il ne finit pas moins par réaliser la pensée la plus directement contraire à ce système, en plaçant son petit-fils sur le trône d'Espagne et en abaissant les Pyrénées devant la majesté de la France et de sa race.

Lorsque les longs revers eurent succédé aux longs succès, par l'un de ces périodiques retours qui font la balance véritable des choses humaines et garantissent seuls la liberté des nations, on reprit à Utrecht cette œuvre de pondération que les évènemens venaient de nouveau rendre possible. Mais que de changemens capitaux à introduire dans ce système européen fondé soixante années auparavant, et combien les prévisions diplomatiques n'avaient-elles pas été vaines! L'alliance de la France et de l'Espagne était reconnue, et préparait dans l'avenir le pacte de famille; la Suède ne pesait plus dans les destinées du monde, et cette puissance, fille des circonstances et d'un grand homme, ne figurait plus dans le Nord que pour servir de proie à un voisin dont, au siècle précédent, on ne prononçait pas même le nom. La Hollande, autre création artificielle du patriotisme et du

génie; la Hollande, qui promettait au XVIIe siècle de devenir ce que l'Angleterre est au XIXe, s'abaissait aussi comme puissance politique; l'empire ottoman reculait par cela seul qu'il n'avançait plus; la Pologne subissait l'influence étrangère sous les Auguste, et tous les rouages de la vieille machine européenne étaient détraqués à la fois.

Le système de l'équilibre avait oublié d'ailleurs de tenir compte des grands hommes, dont la seule influence suffit malheureusement pour déranger son mécanisme. Voici surgir un royaume nouveau à la place de ce duché de Prusse, fief obscur de la Pologne, un électeur de Brandebourg qui s'est fait roi, et dont le petit-fils s'appellera Frédéric II. Voici un barbare au prédécesseur duquel le congrès de Westphalie avait refusé le titre d'altesse, qui vient de prendre à la Suède le terrain où bâtir la capitale du plus gigantesque empire qu'ait vu le monde. Or, pour ne point parler ici de la Russie, dont la décisive influence ne se fit pas sentir immédiatement, la seule érection du royaume de Prusse allait bouleverser toutes les combinaisons de la politique, car cet état, centre naturel de toutes les sympathies protestantes et de tous les intérêts du nord de l'Allemagne, ne pouvait manquer de diviser l'empire et d'y balancer promptement l'influence autrichienne. Ce rôle lui était tracé par la nature des choses, et ce fut sans doute pour se mettre en mesure de le remplir et pour fonder l'équilibre de l'Allemagne sur une juste pondération de pouvoirs que Frédéric crut devoir s'adjuger la Silésie.

La France applaudit d'abord, et cela devait être, au formidable rival qui s'élevait contre son plus vieil adversaire; elle unit ses efforts aux siens pour briser la couronne impériale sur la tête d'une femme héroïque. Mais au moment où l'alliance des cabinets de Versailles et de Berlin paraissait devoir devenir l'une des règles fondamentales du système européen, on vit s'opérer un revirement soudain dans l'attitude de toutes les parties belligérantes, et toutes les notions de la politique jusqu'alors consacrées se trouvèrent brouillées et confondues. Le cabinet autrichien sut profiter des voies qu'ouvrait l'intrigue à la cour la plus frivole et la plus dissolue de l'Europe, pour déterminer dans le système de la politique générale un revirement aussi inattendu que complet, et l'on vit la France, dont Richelieu avait constitué le protectorat sur tous les petits états protestans de l'Allemagne, et qui venait de faire de si grands efforts pour élever le roi de Prusse, employer toute sa puissance pour l'écraser. Cette maison d'Autriche, qu'elle poursuivait la veille encore avec un acharnement

séculaire, devient tout à coup sa plus intime alliée; elle proclame l'identité de ses intérêts politiques avec ceux du cabinet impérial, et dans l'enivrement de cette amitié nouvelle, qui va devenir, selon le style des chancelleries, le gage le plus solide du maintien de l'équilibre et de la paix du monde, la cour de Versailles signe avec celle de Vienne les stipulations de l'alliance la plus léonine qu'ait jamais consentie un cabinet.

On sait que cette alliance attira bientôt la France dans une querelle qui lui était étrangère. Battu par la Prusse, écrasé par l'Angleterre, humilié dans sa gloire, compromis dans ses intérêts coloniaux, le cabinet français dut signer enfin cette paix de 1763, qui, sous le rapport continental, remit les choses à peu près sur le pied où elles se trouvaient avant ces grands évènemens. Il n'y manquait que tant de millions engloutis et ces milliers d'hommes tués pour établir la balance politique, hier sur l'alliance de la Prusse, demain sur celle de l'Autriche et l'union du dauphin avec la fille de Marie-Thérèse.

Qu'on me permette de reproduire ici une réflexion que ce sujet m'inspirait il y a quelques années, et de redemander « qui donc avait raison, du duc de Choiseul ou du cardinal de Fleury? Quand agissait-on d'après les vrais principes de l'équilibre? Était-ce en 1748, quand on s'appuyait sur Berlin, ou en 1756, lorsqu'on s'appuyait sur Vienne? En vérité, n'y a-t-il pas de quoi trembler pour la politique, et cette science n'est-elle pas encore plus conjecturale que la médecine? La France, ainsi livrée à deux systèmes opposés, ne rappelle-t-elle pas le malade traité pour le même mal par les toniques et les débilitans? »

Dieu me garde assurément de reprocher au système de pondération de n'avoir pas empêché la guerre dans le monde; cela serait aussi peu fondé que d'imputer à crime à la thérapeutique l'existence même des maladies. Mais je cherche vainement, je le confesse, quels embarras il a prévenus, quelles vues ambitieuses il a pu contenir, à quelle violence et à quelle injustice il a su résister, quelle faiblesse et quel bon droit il lui a été donné de faire triompher en Europe depuis qu'on en essaie l'application. L'erreur fondamentale de ce système consiste à raisonner sur les nations comme sur des choses inertes, sans tenir compte du mouvement qui les modifie incessamment, et des révolutions qu'un homme ou une idée introduit soudain dans les relations de peuple à peuple. Cette dynamique ne se préoccupe ni de la pensée ni de la vie, et applique sérieusement au monde de l'intelligence et des passions le mécanisme des corps inanimés. Elle présuppose

d'ailleurs, comment le méconnaître? l'inimitié naturelle des peuples; elle pose la guerre en principe, comme l'état normal du monde, et cherche à la conjurer par un obstacle tout matériel, à la manière de Hobbes, qui prétendait arracher l'espèce humaine à l'anarchie en l'invitant à se réfugier dans le despotisme. Lorsqu'on creuse cette doctrine, on voit qu'elle repose sur la négation même du droit, et qu'elle consacre, en lui opposant certains obstacles temporaires, le triomphe définitif de la force.

N'est-ce pas au nom de l'équilibre qu'ont été consommés les trois partages de la Pologne? Que dit l'Autriche pour légitimer sa participation, d'abord timide, à un attentat que sa souveraine déplorait comme un crime et comme une faute? Ne s'excusa-t-elle pas sur l'obligation de faire contre-poids à la Prusse et à la Russie, dont les souverains, esprits forts, avaient conçu la première pensée de ce forfait politique? Que dit plus tard le même cabinet pour défendre aux yeux de l'Europe étonnée l'anéantissement de Venise et la réunion de cet état à l'Autriche? N'établit-il pas fort disertement que cet agrandissement était devenu pour lui une nécessité depuis que la France avait conquis la rive gauche du Rhin, et que la Prusse, exploitant sa neutralité comme d'autres auraient exploité la victoire, se préparait à profiter des sécularisations ecclésiastiques et du pillage de l'Allemagne? Odieuse doctrine, qui aurait pour dernier résultat l'absorption de toutes les nationalités par deux puissances prépondérantes, dont l'une trouverait constamment dans les iniquités de l'autre un motif légitime de les imiter.

L'équilibre qui dans le XVII[e] siècle n'avait pas arrêté Louis XIV, qui au XVIII[e] fut bouleversé par Frédéric II, ne pouvait au XIX[e] arrêter Napoléon. Lorsqu'elle fut sortie de la brûlante période durant laquelle sa politique n'avait été qu'un dithyrambe révolutionnaire, la république française avait repris à Campo-Formio, à Rastadt, à Lunéville, le fil des traditions consacrées par le vieux droit public européen, avec une mesure à laquelle toute justice n'a peut-être pas été rendue. La France avait admis sans difficulté la nécessité de pondérer ses acquisitions en Belgique et sur la rive gauche du Rhin par l'agrandissement de la Prusse et de l'Autriche, agrandissement dont les états de l'Italie, les principautés médiatisées et les évêchés sécularisés de l'Allemagne devaient nécessairement payer les frais. La paix de 1801 réalisa ces principes, et le traité d'Amiens les confirma dans leur application à l'Angleterre.

Mais dès cette époque, il n'y avait déjà plus dans le monde que

deux forces vives en présence, et l'univers était devenu le champ de bataille de deux puissances trop pleines de sève pour être contenues dans leur essor par les états neutres, trop antipathiques entre elles pour se laisser jamais pondérer l'une par l'autre. Celle-ci aspirait à la domination maritime du globe, et l'avait déjà presque conquise; celle-là osait concevoir l'asservissement militaire de l'Europe, et elle parut à la veille de le réaliser. Pitt porta dès l'abord dans ce duel une netteté de vues et une inflexibilité de résolution qui ne se développèrent que successivement chez son grand adversaire. Cet impassible ministre savait où il en voulait venir avant que Napoléon se fût rendu un compte complet des glorieuses fatalités de sa destinée, et la suprématie maritime ouvertement confessée fut à la fois l'origine et peut-être l'excuse de la domination territoriale.

A ce point avait donc abouti, après un siècle et demi de déceptions, ce vieux système politique sans racine dans la conscience des peuples! Le choix entre deux tyrannies également pesantes était devenu la conséquence dernière de ce mécanisme ingénieux, sous lequel s'étaient effacées toutes les notions de la justice et de l'équité, et le monde était suspendu entre deux menaces dont il était écrit qu'il ne pourrait désormais se dégager! A la domination temporaire d'un grand homme, instrument de la Providence et brisé promptement par elle, allait en effet se substituer celle d'un état immobile et solide comme le pôle où il s'appuie, et la Grande-Bretagne allait bientôt trouver en face d'elle, et luttant aussi pour la domination du monde, un empire qui avait hérité, probablement pour des siècles, du rôle que Napoléon avait joué pour un jour.

La rivalité de l'Angleterre et de la Russie aspirant au même but par des voies différentes, tel est le fait désormais trop constaté contre lequel se débat vainement la conscience publique. Du moment où l'Europe, enivrée d'une victoire attendue si long-temps, et prenant le soin de sa vengeance pour une inspiration de bonne politique, s'accordait pour abaisser la France au-delà d'une juste mesure; du jour où celle-ci, refoulée loin du Rhin et dépouillée de la Savoie, cessait d'agir sur l'Allemagne et d'avoir pied sur l'Italie, il devait être évident pour tous les esprits sérieux que la suprématie continentale passerait désormais sans contre-poids à un grand état où la force militaire n'est pas tempérée, comme elle le fut toujours en France, par d'ardentes sympathies pour l'humanité.

Le congrès de Vienne crut équilibrer le monde en dépouillant les faibles au profit des forts, en obéissant à toutes les haines éveillées

par notre gloire comme à toutes les ambitions malheureusement suscitées par notre exemple. Tout entière à ses impressions du moment, cette assemblée ne se préoccupa guère plus de l'avenir que du passé, et son imprévoyance prépara au monde la plus pénible des situations, soit que la liberté de l'Europe fût menacée par l'alliance des deux puissances prépondérantes, soit que son repos fût compromis par leurs querelles. Une politique imprévoyante autant que passionnée a grandi de ses propres mains ces deux puissances colossales, qui stipulent aujourd'hui en souveraines sur le sort de l'Orient, en attendant qu'elles règlent celui de l'Europe. L'œuvre de Vienne commence à porter ses fruits, et le traité du 15 juillet 1840 a fait enfin apparaître à tous les yeux le germe qui se trouvait virtuellement contenu dans les stipulations de 1815.

L'Angleterre et la Russie restaient en effet les deux seules forces énergiquement constituées dans l'économie nouvelle du monde. La France, rétrécie dans ses vieilles limites, alors que depuis un siècle ses voisins s'étaient appropriés les dépouilles de la Pologne, de l'Allemagne et de l'Italie, ne conservait plus que juste ce qu'il lui fallait de puissance territoriale pour tenir en respect la Prusse et l'Autriche, l'une mal assise dans ses frontières artificielles, l'autre incessamment préoccupée des dispositions de ses provinces italiennes. Ces deux cours entrèrent dès 1815 dans une ère d'inquiétude et de soucis, de précautions et de défiances, dont l'effet immanquable devait être de les livrer presque sans réserve à l'ascendant chaque jour croissant de la Russie. Le cabinet de Saint-Pétersbourg était en effet le seul point d'appui vraiment solide que pussent prendre des puissances compromises par les défauts de leur constitution géographique ou les irritations populaires qui se développaient dans leur sein, car la Russie, force compacte et soumise, était la seule base inébranlable de ce fragile édifice chancelant au souffle de tous les orages. Elle dut dès-lors dominer souverainement le continent où la France ne pouvait lui faire contre-poids que par la puissance des idées et des sympathies libérales qui se rattachaient à elle. Or, c'était contre ces idées elles-mêmes que l'Autriche et la Prusse éprouvaient l'impérieux besoin de s'armer.

Diminuer démesurément la France et grandir follement la Russie par l'adjonction du grand-duché de Varsovie, qui portait les frontières de cet empire à quelques marches de Dresde, de Berlin et de Vienne, c'était assurer la prépondérance morale de ce cabinet dans le présent, et frayer les voies pour l'avenir à sa suprématie militaire;

c'était enfin manquer de la manière la plus grave aux lois de cet équilibre qu'on faisait profession de rétablir.

Une autre puissance était avec la Russie demeurée libre de toute entrave, et dans la pleine disposition de sa force et de ses destinées. Elle aussi avait pu réaliser, avec l'approbation de l'Europe, dont elle venait de stipendier les victoires, des plans conçus depuis plus d'un siècle. Personne ne s'éleva au congrès pour contester à l'Angleterre aucun de ces points formidables auxquels elle a su rattacher sur tous les continens et sur toutes les mers la chaîne qui enlace le monde. On ne lui disputa ni Heligoland, ni Gibraltar, ni Corfou, ni Malte, ni le Cap, ni l'Ile-de-France : on reconnut donc implicitement ses prétentions à la souveraineté maritime, comme on parut passer condamnation sur celles de la Russie relativement à l'Orient, en consentant, sur l'habile insistance du cabinet de Saint-Pétersbourg, à ne pas comprendre la Turquie dans l'acte de garantie signé par toutes les puissances chrétiennes.

Les périls qui déjà menacent l'Europe, ceux qu'elle redoute pour l'avenir, sont donc sortis des stipulations de Vienne aussi logiquement qu'une conséquence découle d'un principe. En abaissant la France pendant que tout s'élevait autour d'elle, on la contraignait à chercher dans les sympathies révolutionnaires une force qu'elle ne pouvait plus attendre de ses ressources territoriales en face des puissances liguées contre elle et agrandies. En permettant à la Russie de dépasser la Vistule pour s'établir au cœur de l'Allemagne, on réduisait à la condition de puissances du second ordre l'Autriche, assise sur la terre des volcans, la Prusse, plutôt agrandie que fortifiée par des lambeaux de territoire. En n'essayant pas même un effort pour sauver la liberté des mers et l'avenir industriel des nations indépendantes, on semblait autoriser l'Angleterre à faire tout ce que réclame le maintien d'une suprématie sanctionnée comme légitime, soit qu'il s'agisse d'imposer à l'empire céleste l'obligation de recevoir sans murmure les poisons qui croissent au bord du Gange, soit qu'il faille arracher des bords du Nil et de l'Euphrate le germe d'un pouvoir s'élevant comme une barrière entre les deux moitiés de son gigantesque empire.

La confusion des principes le disputa dans ces conférences fameuses à l'imprévoyance de l'avenir. Il est véritablement impossible de dire sur quel droit politique furent assis tant d'arrangemens accomplis contre la volonté des peuples et malgré leurs énergiques protestations. A quel titre la Norvége se trouva-t-elle réunie à la Suède, et

la Belgique à la Hollande? Pourquoi l'attentat osé contre Venise, sous le seul prétexte d'équilibrer l'Autriche avec la France agrandie, fut-il de nouveau sanctionné lorsque la France perdait toutes ses conquêtes? Pourquoi surtout l'état de Gênes, que la violence seule avait absorbé dans l'empire français, ne retrouva-t-il pas sa vieille indépendance lorsque la victoire venait de faire triompher la cause des peuples opprimés? Pourquoi la Saxe fut-elle morcelée malgré ses protestations unanimes, et sur quel droit pouvait-on s'appuyer pour conserver l'ombre d'une couronne à son roi, alors que l'on ne reconnaissait pas à ce pays lui-même le droit de demeurer nation, parce que des compensations territoriales avaient été promises à la Prusse? La légitimité historique ne protégerait-elle donc que les races royales, et la patrie des Jagellons n'avait-elle pas le droit de retrouver son nom, lorsque tel prétendant obscur reprenait son trône en vertu d'un titre inamissible? Cette légitimité des dynasties, séparée de celle des peuples, était une doctrine aussi étrange que dangereuse à proclamer : ajoutons, d'ailleurs, que, si elle fut théoriquement énoncée à Vienne, on se garda bien d'en suivre les prescriptions rigoureuses. Pendant que les fils de saint Louis rentraient au palais de leurs pères, ceux de Gustave Vasa continuaient à étaler dans l'exil leur titre méconnu et leurs protestations inutiles, et l'on sait qu'il ne fallut rien moins que l'évènement imprévu des cent jours pour faire triompher à Naples contre le roi Murat le principe si solennellement proclamé à Paris contre l'empereur Napoléon.

Se venger de la France au risque de la rendre impuissante et d'y préparer pour un prochain avenir une réaction révolutionnaire, satisfaire à tout prix aux traités particuliers passés durant la guerre, traités en vertu desquels chaque cabinet réclamait son contingent stipulé d'ames et de lieues carrées à prendre depuis la Meuse jusqu'à l'Oder, solder les comptes des grands avec la monnaie prise dans la poche des petits, régler enfin les destinées du monde en se préoccupant exclusivement des dangers qu'on venait de traverser, sans mesurer ceux que préparaient des évènemens déjà proches : tel fut l'esprit de ce congrès, où l'on éleva des expédiens à la dignité de principes, et où l'on étala la perpétuelle hypocrisie du droit, sans y croire et sans le comprendre.

Et Dieu me garde d'accuser ici les hommes en leur attribuant ce qui appartient aux choses mêmes. Livrée au courant des idées les plus contraires, ballottée entre les résurrections de l'école historique et les inspirations de l'école rationaliste, entre le teutonisme et le libéralisme, l'Europe de 1815 battait des mains et aux évocations

du moyen-âge et aux institutions représentatives. Elle nageait alors dans cet océan de contradictions d'où sortirent la déclaration de Saint-Ouen et tant d'autres vagues promesses. On se trouvait dans l'étroite obligation de satisfaire à deux tendances entre lesquelles on était également tiraillé; aussi jamais œuvre ne porta-t-elle à ce point cachet de transition et de scepticisme. Quelques principes, confessés dès cette époque par toutes les écoles, la sécurité des propriétés et des personnes, le libre exercice des cultes, la proscription de la traite des noirs, y sont seuls proclamés avec précision et netteté, de telle sorte que les progrès constatés dans l'ordre moral font ressortir davantage l'incertitude et l'incohérence dans les vues politiques.

A examiner les vices de ce grand ouvrage et ses chancelantes bases, on eût pu croire qu'une bien courte durée attendait ce traité de Westphalie du XIXe siècle. Voici cependant vingt-cinq années que l'édifice lésardé fait tête à l'orage, et quelles années que celles de notre temps, où dans chaque lustre semble se condenser un siècle! Quels dangers n'ont pas menacé la paix de l'Europe, quelles passions et quels intérêts n'ont pas conspiré la guerre, quelles prodigieuses excitations n'ont pas poussé les peuples vers des destinées inconnues! Comment la paix s'est-elle maintenue et consolidée par chaque épreuve nouvelle? Comment le repos du monde a-t-il résisté à des atteintes multipliées, dont une seule aurait suffi pour l'embraser en d'autres temps? Ceci n'est rien moins que le problème entier de l'avenir, que la révélation d'une situation toute nouvelle, qu'on ne nie plus, parce que chaque jour la constate davantage, mais qu'on ne comprend encore ni dans son principe, ni dans ses conséquences.

L'Europe venait d'acquérir, en la payant bien cher, une expérience destinée à lui profiter. Elle dut se demander ce que tant de guerres acharnées avaient changé au cours naturel des choses, à l'ascendant des peuples en voie de progrès, au déclin des peuples en voie de décadence; et à la vue de résultats aussi disproportionnés avec l'immensité des sacrifices, l'instinct public se prit à douter de la fécondité de tant de combinaisons qui n'avaient pas notablement modifié les résultats qu'une prévoyance éclairée eût pu prédire un demi-siècle auparavant. L'Angleterre avait-elle attendu la révolution française pour afficher ses prétentions au monopole commercial et à la domination maritime? La Russie ne suivait-elle pas, depuis Pierre Ier, sa double pente vers l'Allemagne et vers l'Orient? La monarchie prussienne n'avait-elle pas reçu de Frédéric II une sève destinée à lui faire pousser encore quelques rameaux? L'Autriche n'était-elle pas depuis

long-temps puissance stationnaire, assez forte pour se défendre, plus assez forte pour attaquer? Enfin, depuis les jours de Louis XV et la destruction de la Pologne, n'était-il pas trop évident que la brillante étoile de la France s'obscurcissait à l'horizon des peuples? Quels si grands changemens avaient donc introduit dans l'organisation territoriale de l'Europe ces luttes gigantesques, quels résultats définitifs en étaient sortis, que n'eût pas déjà préparés la force des choses? Qu'y avait-il de bouleversé, après tant de bouleversemens, dans l'économie de ces plans, inflexibles comme la Providence qui les trace? En quoi l'héroïsme et le génie avaient-ils prévalu pour les modifier? La vanité des combinaisons d'une politique isolée en face de la force suprême qui domine l'ensemble des choses humaines, n'était jamais apparue en Europe aussi clairement qu'après ces vingt-cinq années d'épreuves; c'était en quelque sorte la morale de sa douloureuse histoire, l'idée divine épanouie dans le monde au prix du sang des générations; c'était une pierre d'attente pour le droit nouveau qui commence à s'élever aujourd'hui sur les débris de la politique de l'égoïsme et de la science de l'équilibre. Essayons d'en dégager le principe.

Il n'est pas, depuis 1815, une transaction de quelque importance où l'Europe ne soit intervenue tout entière. Des défiances injustes et des mesures impopulaires voilèrent d'abord aux yeux du monde l'imposant caractère d'un tel accord, et la quintuple alliance d'Aix-la-Chapelle, cette haute inspiration que doit féconder l'avenir, put sembler conçue dans des vues étroites et mesquines. Il en est presque toujours ainsi des grandes choses qui n'appartiennent en propre à personne, et dont le génie ne se révèle que par le temps. Des engagemens regrettables ont pu être pris à Troppau, à Leybach et à Vérone; mais l'esprit dans lequel fut dirigée l'alliance des grandes puissances aux premières années de sa fondation, n'infirme pas l'importance de ce concert fondé sur des engagemens réciproques et sur la quasi-permanence d'une conférence européenne. Ce fait, qui se produisait pour la première fois dans le monde, ouvrait une ère nouvelle dans les annales des nations, et la solennelle déclaration de principes émanée de l'Europe encore en armes sur nos frontières restera, pour la postérité, le monument le plus grave entre tous ceux de l'histoire contemporaine (1).

(1) Déclaration signée à Aix-la-Chapelle par les plénipotentiaires de l'alliance, le 15 novembre 1818 :

« L'objet de cette union est aussi simple que grand et salutaire; elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, à aucun changement dans les rapports

Si les appréhensions des gouvernemens alors menacés dans leur existence par les agitations intérieures firent quelquefois de l'union des grands pouvoirs un instrument de mesures illibérales, c'était là un fait transitoire par sa nature, et d'après lequel il eût été fort peu politique d'apprécier le génie et la portée d'une institution à peine éclose. Ce fut après 1830 que le nouveau droit public, soudainement sorti des embarras d'une guerre générale, se révéla sous son véritable caractère. Aux difficultés qui se présentaient alors et dont il sut triompher, on put voir qu'il y avait en lui un germe déjà puissant de vie et d'avenir. Jusqu'alors la grande conférence européenne, dont l'acte du 15 novembre 1818 avait complété la constitution, ne s'était préoccupée que d'un seul intérêt, celui de la sécurité des trônes

sanctionnés par les traités existans; calme et constante dans son action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée.

« Les souverains, en formant cette union auguste, ont regardé comme sa base fondamentale leur invariable résolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux, ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'observation la plus stricte des principes du droit des gens, principes qui, dans leur application à un état de paix permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la stabilité de l'association générale.

« Fidèles à ces principes, les souverains les maintiendront également dans les réunions auxquelles ils assisteront en personne, ou qui auraient lieu entre leurs ministres, soit qu'elles aient pour objet de discuter en commun leurs propres intérêts, soit qu'elles se rapportent à des questions dans lesquelles d'autres gouvernemens auraient formellement réclamé leur intervention. Le même esprit qui dirigera leurs conseils et qui règnera dans leurs communications diplomatiques, présidera aussi à ces réunions, et le repos du monde en sera constamment le motif et le but.

« C'est dans ces sentimens que les souverains ont consommé l'ouvrage auquel ils étaient appelés. Ils ne cesseront de travailler à l'affermir et à le perfectionner. Ils reconnaissent formellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent leur prescrivent de donner au monde, autant qu'il est en eux, l'exemple de la justice, de la concorde, de la modération, heureux de pouvoir consacrer désormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs états, et à réveiller ces sentimens de la religion et de la morale dont le malheur du temps n'a que trop affaibli l'empire. »

Il est inutile, sans doute, de rappeler ici que l'alliance des cinq grandes puissances dont les ministres ont signé cet admirable manifeste, était distincte de la sainte-alliance proprement dite, dont le pacte fut conclu à Paris, le 26 septembre 1815, entre les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse. C'est la quintuple alliance scellée à Aix-la-Chapelle entre l'Autriche, l'Angleterre, la France, la Prusse et la Russie, qui a été la base de toutes les transactions politiques en Europe jusqu'à la conclusion du dernier traité de Londres, par lequel a été rompu ce faisceau, seul gage de la paix du monde.

menacés par les tentatives révolutionnaires; à partir de 1830, elle eut à parfaire une œuvre plus difficile. Cette conférence fut appelée tout à coup à concilier les intérêts les plus opposés, à transiger entre les principes les plus hostiles; elle dut enfin, selon un mot heureux, asseoir la paix de l'Europe en équilibre sur une révolution.

La crise de 1830 fut sans doute la plus grande épreuve qu'eût à subir la paix du monde. La guerre semblait alors également inévitable, soit qu'on mesurât les conséquences politiques de cette révolution, soit qu'on observât les instincts de ceux qui l'avaient consommée. Elle renversait en France un établissement dans lequel l'Europe voyait la sanction même du dogme politique qu'elle s'efforçait de proclamer. Son contre-coup abîma cette monarchie des Pays-Bas, la plus grande conception du traité de Vienne, et dans laquelle s'étaient résumées toutes les craintes et toutes les antipathies de 1815. La Belgique avait à peine secoué le joug étranger, que déjà l'Allemagne et l'Italie s'agitaient pour naître enfin à la vie politique, et que la Pologne soulevait la pierre du sépulcre sous laquelle on la croyait ensevelie pour jamais.

Lorsqu'une institution résiste aux innombrables obstacles contre lesquels eut à lutter la conférence de Londres dans le règlement de la question hollando-belge, il est permis de la proclamer toute-puissante, et l'on acquiert le droit de penser que le système de transaction si heureusement employé pour dénouer des difficultés qui en tout autre temps auraient été réputées insolubles, pourrait suffire à toutes les conjonctures, s'il continuait à être appliqué aujourd'hui avec la sincérité qui fit sa force en 1831 et 1832.

La France de 1830 manqua-t-elle à sa révolution et à elle-même en persistant à garder dans l'alliance des cinq puissances la place qu'y avait prise le gouvernement de la branche aînée des Bourbons, et ne fit-elle pas, en résistant à ses propres entraînemens, une chose honorable autant que politique?

Des chances heureuses s'offraient sans doute pour commencer une guerre favorisée par des diversions puissantes, et que la sympathie alors déclarée de l'Angleterre permettait peut-être d'entreprendre sans témérité; mais quel n'eût pas été l'effet d'une telle excitation sur le gouvernement que la France venait de se donner! Comment ce gouvernement se fût-il assis sur les intérêts matériels qui font sa force, s'il avait dû, au dedans comme au dehors, faire appel aux sympathies les plus ardentes et les plus aveugles? Il devait craindre l'enivrement de ses victoires aussi bien que le contre-coup de ses défaites. Faible

encore et dominé par tous ceux qui avaient contribué à son élévation, il n'était pas en mesure, dans d'aussi terribles complications, de se produire avec son génie propre, en déployant ce caractère de modération régulière qui, depuis, a fondé sa puissance. Le premier souci d'un pouvoir intelligent doit être de conserver toujours l'entière disposition de lui-même, et d'éviter les évènemens sous l'influence desquels il peut craindre de la perdre.

Pourquoi la monarchie nouvelle eût-elle affronté un tel péril? qu'y eût-elle gagné dans l'hypothèse la plus favorable?

Déchirer les traités de 1815 pour reprendre ces frontières que, depuis les conférences de Léoben jusqu'à celles de Prague, l'Europe ne nous avait pas disputées, c'eût été là, sans doute, l'entreprise la plus populaire en France. Ajoutons que sa réalisation n'eût pas été un malheur pour l'Europe, s'il était vrai qu'un accroissement de territoire fût l'unique moyen de déterminer cette extension de l'influence française, qui seule peut défendre le monde contre la double oppression qui semble le menacer; reconnaissons enfin qu'un tel accroissement était justifié d'avance par la doctrine de la pondération des pouvoirs et le droit des gens des derniers siècles. Si cette politique a été heureusement répudiée au lendemain d'une grande révolution, si l'on en a pénétré le danger et le vide, qu'on nous permette de croire que des considérations indignes d'elle n'ont pas déterminé la France, et que la conscience publique a compris ce qu'il y a d'immoral et de frivole dans le système fameux dont nous venons d'esquisser l'histoire; qu'il ne nous soit pas interdit de trouver dans cette pacifique tendance une sorte de révélation anticipée de l'organisme nouveau que ce siècle aspire si laborieusement à enfanter.

Réunir à la France, par le seul droit de la conquête, ces provinces rhénanes que leur histoire, comme leur langue et leur génie, associent à la nationalité germanique; étouffer en Belgique le germe heureux qui s'y développe pour proclamer une réunion à laquelle ne provoquaient pas les sympathies populaires, n'était-ce pas perdre une immense force morale dans la poursuite d'un accroissement de force matérielle problématique, n'était-ce pas contrarier le nouvel ordre européen, bien loin de l'aider à naître, et nous placer à la suite des préjugés, au lieu de nous mettre à la tête des idées?

Dans la situation violente et fausse où se trouve établie l'Europe, l'agrandissement de son territoire n'est pas pour la France le seul moyen d'augmenter sa force relative et d'étendre la sphère de son influence. Il est évident pour tout le monde qu'il lui importe beau-

coup moins de s'agrandir que de faire rectifier les usurpations commises par tous les cabinets, sous l'invocation du principe de l'équilibre européen, depuis le traité de Westphalie. La France trouverait assurément bien moins son compte à porter ses frontières jusqu'au Rhin qu'à établir entre les peuples ces limites naturelles, et pour ainsi dire sacrées, si brutalement franchies, depuis deux siècles, au nom des convenances politiques. Si le monde s'organisait jamais selon les affinités véritables des races qui le composent, et si le travail de la nature cessait d'être contrarié par celui de la politique, qui ne voit que la compacte unité française s'élèverait incomparable en éclat comme en puissance au centre de toutes les nationalités rendues à elles-mêmes? Supposez tel redressement qu'il vous plaira d'une grande iniquité séculaire, et vous trouverez que, sans rien ajouter à sa puissance matérielle, la France s'agrandira de tout ce qui pourrait être ôté à l'injustice et à l'oppression.

Que l'Allemagne et l'Italie réalisent un jour cette unité si vainement poursuivie depuis des siècles; que la Pologne rejoigne ses membres épars sous son souffle immortel; que la Belgique, s'asseyant dans sa jeune nationalité, obtienne le complément naturel de son territoire et joigne les riches cités commerciales du Rhin à leurs vieilles sœurs catholiques de l'Escaut et de la Meuse; que la Grèce, délivrée par nos armes, voie s'ajouter à son territoire et la Crète et Samos, et ces îles d'Ionie, perles brillantes de sa couronne; supposez la question d'Orient résolue par une transaction équitable entre les intérêts indigènes qui se partagent l'empire ottoman, à l'exclusion des ambitions étrangères qui convoitent les magnifiques positions de Constantinople et d'Alexandrie; parcourez à plaisir le monde de l'une à l'autre de ses extrémités; soit que vous voyiez l'Espagne rendue à une liberté régulière et féconde, délivrée du signe de servitude qui depuis le congrès d'Utrecht pèse sur elle du haut du rocher de Gibraltar; soit que vous vous figuriez les peuples du Gange ou ceux du Saint-Laurent redevenus maîtres de leurs destinées, comme ces autres colonies lointaines aidées par nous à devenir une grande nation; allez plus loin encore dans vos espérances et dans vos rêves : représentez-vous l'Europe complétant par de larges stipulations diplomatiques le code ébauché au congrès de Vienne, proclamant la liberté des détroits et des mers, ouvrant à tous les pavillons le Bosphore, Suez, Panama, ces portes de trois mondes, et dites si de tous ces changemens il pourrait s'en consommer un seul qui ne déterminât pour la France un accroissement notable de puissance politique,

encore qu'il ne dût pas ajouter un mètre carré à son territoire, ni un soldat à ses armées!

Que le pays apprécie donc sa position véritable, que dans les jours de crise qui semblent près de se lever pour lui, il sache à quelle œuvre vouer son énergie, à quelle pensée demander sa force, et qu'il ne dépense pas dans une poursuite stérile des efforts dont il doit compte à l'humanité tout entière. La France est placée dans cette position unique au monde, de se montrer généreuse par égoïsme et de considérer comme une conquête le redressement de toute injustice. Que ne pourrait un tel peuple se dévouant à un tel rôle, sous la main d'un pouvoir qui, sans provoquer les occasions par la violence de ses actes, saurait les féconder par la constance de ses principes!

On peut réduire à quelques maximes fort simples celles que la France est appelée à faire prévaloir par l'esprit général de sa politique et la persévérance de ses efforts, soit que ceux-ci s'exercent dans cette conférence européenne si malheureusement interrompue après un quart de siècle d'existence, soit que les évènemens la contraignent à reparaître sur ces grands champs de bataille dont elle n'a pas oublié les chemins.

Si notre âge est appelé à fonder un droit public qui lui soit propre, ce droit aura nécessairement pour base la reconnaissance de ce triple principe, qu'un peuple s'appartient par un titre imprescriptible comme l'homme lui-même, qu'un attentat à toute nationalité, non justifié par le soin impérieux de la défense personnelle, est un véritable homicide social, et que le premier devoir de la grande amphyctionie des peuples chrétiens est de redresser graduellement, selon le vœu de la nature, des combinaisons contre lesquelles proteste la conscience publique.

Du jour où la France aurait solennellement proclamé ce dogme, elle aurait conquis en Europe une force immense; du jour où l'Europe l'aurait à son tour accepté, la paix du monde aurait reçu le gage le plus éclatant qu'il soit permis à l'humanité de lui donner. Nul n'oserait affirmer, à coup sûr, qu'une telle pensée soit destinée à se réaliser complètement dans l'ordre politique; mais les idées même qui passionnent le plus violemment les hommes sont bien rarement appelées à recevoir une application rigoureuse, et ce désaccord de la pratique à la théorie n'empêche pas leur puissance de rester entière, et les peuples qui en gardent le dépôt de porter un signe éclatant aux yeux de tous.

Qu'on ne donne pas à ce principe une extension qu'il ne comporte pas. Il ne s'agit point, on doit le comprendre, d'engager la France dans un cosmopolitisme indéfini au mépris d'intérêts plus directs, et de substituer au propagandisme brutal de la liberté le chevaleresque redressement des injustices de tous les âges. Les gouvernemens sont condamnés à l'égoïsme par la nature même de leur mission, en ce sens que l'abnégation, qui est une vertu chez les particuliers, serait un crime pour une société, à laquelle manque la perspective d'une seconde vie pour se faire payer des sacrifices faits en celle-ci. Les premiers devoirs resteront donc pour la France ceux qui ont un rapport immédiat au soin de sa sûreté et de sa fortune, à la nécessité de garantir l'une et l'autre contre les chances de l'avenir. Ajoutons que la France de 89 et de 1830 ne garde pas seulement ses frontières, qu'elle défend encore contre de redoutables influences le principe même de ses institutions, et qu'elle est enfin responsable de ce dépôt devant les générations futures. De cet ordre de faits découle un ordre d'obligations précises et rigoureuses, avec lesquelles aucun compromis n'est possible, et qui doivent former aujourd'hui comme la partie fixe de la politique française.

Aux premiers jours de la révolution de juillet, on crut satisfaire à tout ce que réclamait le soin de notre sûreté et de notre indépendance politique en proclamant le principe de non-intervention et en s'efforçant de le faire accepter par l'Europe. Ce fut là sans doute une honorable inspiration, et il y eut courage et habileté à jeter alors un tel obstacle entre la Prusse et la Belgique, entre l'Autriche et la Sardaigne; mais cette doctrine ne pourrait, sans des dangers sérieux, devenir celle du monde politique, et la France devrait moins qu'une autre essayer de la produire comme une maxime fondamentale dans l'ensemble du droit public européen. Voyez, en effet, ce qui advint promptement de la non-intervention : ce principe était à peine proclamé, que déjà les évènemens en déterminaient la violation, en la légitimant par des considérations péremptoires. Après la débâcle de Louvain, la France intervenait en Belgique, pour empêcher une restauration incompatible avec l'établissement de sa nouvelle dynastie, au même titre et en même temps que l'Autriche occupait les légations pour maintenir ses possessions milanaises et vénitiennes. Si la France et l'Europe, plus inquiètes l'une et l'autre de respecter une abstraction que de pourvoir à leur sûreté, s'étaient inclinées devant la non-intervention comme devant une infranchissable barrière, si un principe absolu avait prévalu contre une politique prudente au-

tant que modérée, c'en était fait pour long-temps de la paix du monde, et son sort était commis au double hasard des batailles et des révolutions. En proclamant son respect profond pour toutes les nationalités, la France se gardera donc d'enchaîner, pour elle-même comme pour autrui, ce droit de propre conservation contre lequel aucun autre ne saurait prévaloir. Elle reconnaîtra hautement qu'il existe pour toutes les sociétés politiques un rayon d'influence légitime, une zone dans laquelle il doit être interdit de les menacer impunément. C'est ainsi que toute occupation temporaire du Piémont par une grande puissance militaire, toute conspiration permanente en Suisse, toute restauration orangiste en Belgique, tout mouvement absolutiste ou anarchique en Espagne constituera, au profit de notre gouvernement, ce droit de la défense personnelle qu'il lui serait rigoureusement interdit d'abdiquer. La France a usé de ce droit envers la Belgique dès le mois d'août 1831, avant d'y être autorisée par le traité collectif du 15 novembre; elle a menacé deux fois d'en faire à la Suisse une application délicate peut-être, mais assurément légitime, et le jour n'est pas éloigné où tous les bons esprits s'accorderont pour regretter qu'on ait reculé, au-delà des Pyrénées, devant une obligation qui ne résultait pas moins de nos intérêts envers nous-mêmes que de nos devoirs envers un peuple infortuné. La prédominance des idées françaises en Espagne est une nécessité trop évidente dans l'économie de la politique française pour que cette nécessité ne nous donnât pas le droit, et en même temps ne nous créât pas le devoir, d'offrir au parti qui les représente un point d'appui temporairement indispensable.

Le principe de l'indépendance des peuples se tempérera donc constamment par les intérêts de chacun d'eux; et si le droit des nationalités opprimées à une résurrection politique est jamais solennellement proclamé dans le monde, leur solidarité n'en sera que plus authentiquement constatée. Que cette résurrection soit l'objet de toutes nos pensées, le but de tous les vœux comme de tous les efforts de la France. Que sans prétendre troubler l'ordre existant en Europe, en devançant le jour de conflagrations plus ou moins prochaines, le pouvoir et l'opinion énoncent l'immuable volonté de saisir toute occasion de redresser les vieilles iniquités commises au nom d'un principe dont le résultat définitif consiste à livrer le monde à l'influence exclusive de l'Angleterre et de la Russie, soit que ces deux puissances s'entendent pour le dominer, soit que leur rivalité doive ensanglanter l'avenir. Abdiquons les souvenirs d'une gloire stérile devant la gran-

deur d'une telle mission, et sans hâter par nos impatiences le cours des évènemens, sachons d'avance ce que nous aurons à leur demander.

Ce rôle de réparation et d'équité politique, la force des choses a commencé à le tracer pour la France bien avant qu'elle s'en rendît compte. A la fin du dernier siècle, elle appelait à la vie ce peuple géant dont la marine forme aujourd'hui, avec la nôtre, le plus ferme boulevart de la liberté des mers, et notre siècle n'avait guère vu s'écouler plus d'un quart de son cours qu'elle avait déjà pris, dans la conférence européenne, l'initiative du système auquel la Grèce et la Belgique ont dû tour à tour la consécration solennelle de leur indépendance. Le traité du 6 juillet 1827, celui du 15 novembre 1831, sont des inspirations dont un peuple arrivé à la maturité de l'intelligence politique peut être aussi justement fier que de ses plus éclatans triomphes.

La France a versé sans doute des larmes de sang sur le sort du peuple héroïque qui succombait loin d'elle en invoquant son nom, et peut-être en l'accusant d'ingratitude; mais elle ne désespère pour la Pologne ni de la justice de Dieu ni de celle des hommes. Elle sait tout ce que garde de péripéties imprévues l'immense drame qui commence en Orient, épreuve difficile pour laquelle les peuples semblent avoir recueilli leurs pensées et leurs forces pendant vingt-cinq ans de paix, redoutable problème dont la solution définitive n'intéresse pas moins l'avenir de Varsovie que celui de Constantinople. Si les destinées de l'empire ottoman devaient irrévocablement s'accomplir; si les efforts de la France pour maintenir à la question d'Orient son caractère exclusivement oriental, en écartant de ce terrain les ambitions européennes qui aspirent à l'occuper, si ces efforts loyaux autant que désintéressés sont trompés par les évènemens, et qu'il faille un jour s'incliner devant l'irrésistible nécessité d'un partage, il est évident que la Russie, maîtresse du Bosphore, n'aurait qu'un seul gage à offrir à l'Europe alarmée, et que la renaissance de la Pologne pourrait sortir du grand cataclysme où l'islamisme serait condamné à s'abîmer. Dans une telle éventualité, le rôle de la France serait marqué à l'avance, et ses efforts seraient aussi énergiques que son intervention y serait souveraine.

Nous avons deux politiques à mettre au service d'un même principe dans la crise orientale, l'une pour le cas où la destruction de l'empire ottoman deviendrait une nécessité authentiquement constatée, l'autre pour l'hypothèse contraire. S'il est écrit que la chrétienté doit un jour

s'asseoir sur cette terre de ruines et se la partager pour la rendre de nouveau féconde, alors le moment sera venu de redresser dans l'intérêt de tous le système territorial de l'Europe occidentale. En s'en remettant loyalement aux vœux des populations elles-mêmes pour ce qui concerne l'extension de ses frontières, la France exigera du moins que toute sécurité soit rendue à celles-ci par l'occupation des points dont l'ombrageuse jalousie des négociateurs du traité du 20 novembre 1815 les a systématiquement dégarnies. Un retour aux dispositions primitives du traité de Vienne, si perfidement modifié par celui de Paris après le désastre des cent jours, serait moins une conquête qu'une garantie pour la France, et celle-ci reste en toute occasion dans son plein droit de l'exiger. Peut-être ce gage d'indépendance et de force suffirait-il pour lui rendre au dehors son influence légitime et nécessaire, si cette réintégration dans des parties intégrantes de son territoire se combinait avec de larges dispositions réparatrices pour la Pologne, et, dans la zone qui nous touche immédiatement, avec des modifications territoriales que la Prusse aurait elle-même intérêt à consacrer. A ce prix, la France pourrait laisser s'accomplir, aux rives du Bosphore, des changemens qui n'affecteraient d'une manière sérieuse aucun de ses intérêts directs et permanens.

Mais un tel rôle ne peut commencer pour nous qu'après que nous aurons dû renoncer à l'espoir d'en remplir un autre. Ce respect pour l'indépendance des nations, dont nous convions la France à faire la base de son droit politique, est acquis aux pouvoirs dans leur faiblesse comme dans leur force, et la Turquie s'efforçant aujourd'hui de secouer la rouille qui la ronge, et de suivre de loin la civilisation de l'Europe chrétienne, existe à un titre plus sacré pour celle-ci que lorsque les sultans la menaçaient de leur prosélytisme sauvage.

Dans ces vues de conservation pour tous les intérêts véritables et de bienveillante tutelle pour tous les efforts, quelles pensées devaient naturellement préoccuper la France, quels plans devait-elle suivre et quels résultats se proposer?

Il répugnait au bon sens de rendre à l'administration directe de la Porte des provinces lointaines où sa domination ne s'exerça jamais que d'une manière incertaine et contestée, et où il est trop évident qu'elle ne pourrait en aucun cas se rétablir sur des bases quelque peu solides. Et lorsqu'un gouvernement, puissant du moins par la force militaire et par deux générations de grands hommes, avait arraché au brigandage et à l'anarchie le sol magnifique qu'ils désolent depuis tant de siècles, il était manifeste que le premier soin de la France,

dans l'œuvre désintéressée qu'elle poursuit, devait être de réclamer la sanction du droit pour le fait glorieux qui éveille depuis trente ans l'admiration du monde. En stipulant les plus larges garanties dans l'intérêt des nombreuses populations chrétiennes, elle devait faire en Égypte et en Syrie ce qu'elle avait fait en Grèce pour la race hellénique, alors que de protocole en protocole elle arrachait pour ce nouvel état, du mauvais vouloir de certaines chancelleries, des frontières moins restreintes que celles où l'on avait d'abord prétendu le confiner; elle devait enfin faire aux bords du Nil et de l'Euphrate ce qu'elle ferait dans l'occasion aux bords du Danube, si un peuple vivant se réveillait jamais dans les vastes plaines qu'il arrose. Quelle que soit donc l'issue de ces grandes transactions, l'opinion publique peut être fière des généreuses pensées qu'elle n'a cessé d'y apporter. Elle a tout embrassé dans une même vue d'équité, tout pesé à la même balance. Les signataires du quadruple traité pourraient-ils se rendre le même témoignage, pourraient-ils avouer leurs secrètes pensées avec autant de sincérité que dès l'origine la France afficha les siennes?

Au lendemain de la défaite de Nézib, le gouvernement français, faisant parler la victoire et la force, cette double puissance devant laquelle s'incline l'Orient, pouvait provoquer une négociation directe entre un redoutable vassal et le malheureux prince si étrangement abusé par les influences étrangères, qui venaient de conseiller une guerre désastreuse. Un rôle de médiation et d'arbitrage qu'il était difficile de lui disputer s'ouvrait alors devant lui. Mais la France s'est rappelé que des engagemens antérieurs la liaient à l'Europe. Elle s'est refusée à assumer la première la responsabilité de la rupture de la grande alliance d'Aix-la-Chapelle, et elle s'est engagée dans l'intervention collective, alors qu'elle trouvait dans ses alliés un concours moins désintéressé que le sien; elle est restée fidèle, même au prix du succès, à la haute et pacifique pensée qui avait garanti la sécurité de toute une génération. Ne l'en blâmons pas, quelque amère déception qu'elle se soit préparé, et sachons respecter jusque dans les calamités temporaires qu'elles entraînent les inspirations du génie de la civilisation et de la paix.

Avant que cette grande question ait reçu sa solution définitive, nous aurons souvent à faire appel aux principes désintéressés posés par nous. Ceux-ci feront notre force devant l'Europe au jour d'un conflit qu'on a quelque droit d'estimer inévitable.

Deux issues s'ouvrent, en effet, devant les évènemens : ou l'alliance de l'Angleterre et de la Russie se maintiendra pour atteindre

en Orient sa conséquence dernière, un partage d'influence, sinon un partage territorial, ou elle se rompra violemment à raison de la déception subie par le cabinet russe, car celui-ci n'a pu sacrifier qu'à la perspective d'un concert de vues et d'ambition sa politique séculaire et sa suprématie exclusive et jalouse sur l'empire ottoman. La France aura donc un jour ou à régler avec la Russie les conditions d'une adhésion qu'aucun intérêt capital ne rendrait impossible, ou à paraître sur cette grande scène de l'Orient pour y défendre la liberté du monde. Se concilier l'opinion publique en Europe, calmer toutes les inquiétudes au lieu de les susciter par un appel à des souvenirs dangereux autant que stériles, augmenter ses forces sans agiter les esprits, telle doit être la base invariable de sa politique. Hors de là, il ne saurait y avoir pour elle que déception et impuissance. Dans ces limites, un gouvernement prévoyant et fort peut encore rendre la France l'arbitre de l'avenir; il peut contenir par la grandeur même d'une telle perspective cette agitation intérieure qui ne sera dominée que par une haute direction et la perspective d'un but légitime.

De cette course rapide à travers l'histoire, de ce coup d'œil jeté en passant sur tant et de si grands intérêts, tirons en terminant une conclusion positive.

Nous avons vu l'Europe, à peine échappée à la barbarie, essayant de fonder l'édifice de la chrétienté sur des principes de droit public que la violence des temps ne lui permettait pas de supporter; puis nous l'avons montrée suppléant à l'idée morale abîmée au XVIe siècle dans le naufrage de toutes les communes croyances, par un mécanisme ingénieux sans doute, mais plus subtil qu'efficace. Celui-ci devait bientôt conduire les sociétés politiques à la négation même du droit, et de l'apothéose du fait à la lutte entre deux forces prépondérantes.

Cette œuvre s'accomplit aujourd'hui sous nos yeux. Pendant que la Russie écrase la Pologne, efface la Prusse et l'Autriche, et pèse sur toute l'Allemagne méridionale, pendant que son ministre à Francfort est plus puissant auprès de la confédération germanique que le ministre de la cour de Vienne, la Grande-Bretagne, qui entend voyager sur ses terres du comté de Kent à la côte de Coromandel, aspire à faire de Candie, de Suez et d'Aden des étapes nouvelles de la route immense qui bientôt se prolongera de Calcutta aux côtes de la Chine, pour atteindre à travers l'archipel de l'Océanie les rochers de la Nouvelle-Zélande. Les deux mondes assistent immobiles, mais inquiets, à cette prise de possession chaque jour moins dissimulée. Cependant entre

l'éclatante audace du génie britannique et la froide persévérance du génie russe, entre ces deux ambitions si diverses dans leurs moyens, si analogues dans leur but, une idée grandit par les progrès de la raison publique, et rallie les peuples auxquels pèsent les violences du passé comme ceux qui appréhendent celles de l'avenir. L'esprit s'inquiète et prévoit des combinaisons plus naturelles; il se demande si la paix des générations à naître ne trouvera pas un jour dans l'intime adhésion des peuples eux-mêmes aux arrangemens diplomatiques des garanties qu'on attendrait vainement désormais d'une pondération illusoire. Un mouvement double et simultané agite le monde, et le secret de l'avenir gît dans la combinaison de ce qu'il y a d'individuel et de vivant encore dans le génie des races historiques avec l'élément progressivement unitaire sur lequel s'élève l'humanité elle-même. Que la France s'empare de cette idée, placée qu'elle est dans une position unique, pour la proclamer et pour la défendre, qu'elle s'en inspire dans toutes les situations difficiles, en fasse la règle inviolable de toutes ses transactions, et qu'elle lui emprunte une force dont le moment viendra bientôt de faire usage. Cette progagande serait juste; seule aussi elle serait féconde, parce qu'elle n'en appellerait pas à ces passions désordonnées et fiévreuses que l'Europe ne ressent pas, parce qu'elles ne sont pas nécessaires à l'accomplissement de ses destinées.

L. DE CARNÉ.

LITTÉRATURE ORIENTALE.

LE BHAGAVATA PURANA,

TRADUIT PAR M. E. BURNOUF.

On peut distinguer au sein de la littérature indienne plusieurs âges marqués par des monumens dont le caractère poétique diffère autant que la langue dans laquelle ils ont été rédigés. Pour apporter de si graves changemens au fond et à la forme des produits successifs de la littérature indienne, il a fallu beaucoup d'années et de siècles. Combien de temps a dû s'écouler depuis les Vedas, ces hymnes d'une simplicité primitive, d'un style presque lapidaire, composés dans un langage dont les formes attestent une haute antiquité, depuis les Vedas, socle majestueux et brut sur lequel repose la pyramide de la littérature indienne, jusqu'aux grandes épopées sanscrites, le *Ramayana* et le *Mahabarata*, dans lesquelles la langue des Vedas a fait place à une langue moins concise, plus travaillée, plus souple; dans lesquelles d'ailleurs l'austérité primordiale du culte vedique a été remplacée par la richesse et la complication excessive d'une mythologie surabondante! Il y a loin aussi de ces grandes épopées elles-mêmes à la poésie fleurie, sentimentale du siècle de Vikramaditaya, aux chefs-d'œuvre délicats de cet ingénieux théâtre qu'ont fait con-

naître si avantageusement le charmant drame de *Saconíala* et les pièces traduites par M. Wilson.

Ici on trouve, ce qui est rare dans l'Inde, une date à peu près certaine, le premier siècle de notre ère. Après ce triple développement, cette triple métempsycose d'une littérature dans laquelle semble s'être réalisé le dogme indien de la succession des existences, la vie poétique n'est pas encore tarie dans l'Inde; pareille à la vie des dieux de la mythologie brahmanique, elle se manifeste par une dernière incarnation, un dernier *avatar*. Ce produit suprême du génie indien, né après tous les autres, et les résumant tous dans une confusion puissante, dans un désordre qui a sa grandeur, ce sont les *Pouranas*. Cosmogonie et théogonie, mythologie et métaphysique, hymnes et légendes, tels sont les principaux élémens des Pouranas. Ces élémens sont entassés pêle-mêle; nul ordre logique entre les diverses parties d'un Pourana, nulle narration suivie qui rattache les évènemens par un fil continu, ou les enferme dans un cadre commun; la forme de ces poèmes est, en général, un dialogue entre deux personnages sacrés qui répètent d'anciens enseignemens, et se livrent à des digressions infinies dans lesquelles ils font entrer des systèmes cosmogoniques ou philosophiques, des récits légendaires (1) ou des mythes. Le seul lien qui unisse ces portions incohérentes, et en forme un tout, c'est la dévotion enthousiaste de l'auteur à l'un des trois dieux qui se partagent l'adoration des diverses sectes de l'Inde, Brahma, Vichnou et Siva. Parmi les Pouranas, il n'en est presque point qui ne soient consacrés à la glorification de l'une de ces trois grandes divinités. On pourrait les appeler des cantiques immenses, des litanies gigantesques développées à l'infini par l'inépuisable fécondité de l'imagination hindoue.

La lecture des Pouranas est très populaire dans l'Inde, beaucoup plus que celle des monumens antérieurs, et surtout des Vedas réservés aux brahmanes. Les femmes et les castes inférieures des Soudras s'instruisent par les Pouranas (2); ils ont été traduits dans plusieurs idiomes vulgaires de l'Inde, et offrent un remaniement des textes

(1) C'est là ce qui constitue le fonds commun des Pouranas; mais d'autres matières encore y trouvent place. Le Vichnou-Purâna, par exemple, contient, dans le VIe livre, une description géographique de l'univers, un système astronomique, une sorte de chronique racontant l'histoire de l'établissement de la race hindoue dans le Pendjab. Le Padma-Purâna est une espèce d'encyclopédie qui contient jusqu'à des chapitres dans lesquels il est traité de la médecine et de l'art sagittaire.

(2) *Vishnu-Purana*, translated by Wilson, pref., pag. XX.

antiques, comme une bible accommodée aux besoins du vulgaire. L'intérêt que leur donne cette popularité même, les trésors de mythologie, de métaphysique, de poésie lyrique et légendaire qui sont enfouis dans ces immenses recueils de la tradition, les débris antiques reconnaissables encore parmi les alluvions modernes dans lesquelles ils sont enfouis et comme *empâtés*, pour parler le langage des géologues, ont, dans ces derniers temps, attiré sur les Pouranas l'attention des indiannistes. M. Eugène Burnouf vient de publier les trois premiers livres du *Bâhgavata Purâna*, avec la traduction en regard du texte. La littérature orientale offrait peu de tentatives plus difficiles. Un langage qui n'a plus la simplicité et la clarté de l'époque épique, une incroyable subtilité métaphysique, de perpétuelles allusions à la mythologie, il y avait là de quoi tenter l'ardeur et exercer l'habileté du savant académicien. Enfin, il fallait savoir manier notre langue et l'appliquer aux questions les plus abstraites, aux matières les plus difficiles, pour pouvoir traduire dans un français dont la pureté et l'harmonie ne laissent rien à désirer, un poème sanscrit où l'auteur use jusqu'à l'excès de la faculté que lui donne sa langue de composer des mots, et par là d'exprimer directement ce que le traducteur est obligé de rendre par des incises et des périphrases.

Cette publication, d'une haute importance, est précédée d'une préface qui est elle-même un morceau considérable, et sera accompagnée de notes dans lesquelles on est bien certain d'avance de retrouver la science et la sagacité qui distinguent les travaux nombreux de M. Eugène Burnouf.

Par une rencontre singulière, M. Wilson vient de faire paraître à Londres la traduction anglaise d'un autre Pourana, le *Vichnou-Purâna*. On peut donc, dès à présent, se former une idée de ce genre de monumens, qui n'était connu jusqu'ici que par des analyses et des extraits.

Les Pouranas sont au nombre de dix-huit, en tout seize cent mille vers. M. Wilson, qui les a énumérés dans sa préface, donne quelques renseignemens sur chacun de ces poèmes. Ces renseignemens, bien que succincts, font voir que les Pouranas roulent sur des sujets du même ordre, et offrent une assez grande analogie de composition.

La première question qui se présente et qui a été débattue par la critique indienne avant de l'être par la nôtre, c'est la question de la date qu'on peut assigner aux Pouranas. Colebrooke et M. Wilson s'accordent à rapporter le Vichnou-Purâna au XIIe siècle de notre ère. C'est dans le siècle suivant que M. Burnouf place le Bhâgavata

Purâna, dont l'auteur s'appelait Vopadeva. Une origine si récente a paru aux fanatiques adorateurs de Vichnou indigne de l'œuvre révérée qui raconte les aventures et célèbre la gloire de leur dieu favori. Ils ont donc fait remonter la rédaction de ce Pourana à ces temps d'une antiquité fabuleuse où le personnage douteux de Vyasa a, dit-on, présidé à la composition ou du moins à l'arrangement des Vedas. Cette question a été dans l'Inde le sujet d'une controverse assez vive, dans laquelle la passion religieuse se mêlait à l'intérêt bibliographique.

C'était à la fois pour les brahmanes vichnouites engagés dans cette lutte ce qu'est pour nos érudits la question de l'authenticité des poésies homériques, et pour nos théologiens la question de l'authenticité des livres saints. Cette controverse a donné naissance à des pamphlets sanscrits. M. Burnouf nous fait connaître ces curieux échantillons de la critique indienne. Les raisonnemens du défenseur de l'antiquité des Pouranas font plus d'honneur à sa dévotion qu'à son jugement en matière de littérature; les argumens de son adversaire ne sont pas tous de la nature de ceux que nous emploierions en pareil cas; quelques-uns, cependant, ne seraient pas désavoués par la méthode occidentale. Ainsi il remarque que le style du Pourana en question est très différent du style des grandes épopées indiennes. La thèse soutenue par l'auteur des deux petits traités qui portent les titres bizarres de *un Coup de sandale sur la face des méchans* et *un Soufflet sur la face des méchans*, cette thèse est démontrée par M. Burnouf, qui, en resserrant l'époque possible de la rédaction du Vichnou-Purâna entre deux limites extrêmes, prouve fort habilement que Vopadeva, auteur du Bhâgavata Purâna, a vécu entre le XII[e] et le XIV[e] siècle, et par là confirme l'opinion de Colebrooke et de M. Wilson, qui le plaçaient au XIII[e].

Mais cette époque tardive de la rédaction des Pouranas n'empêche pas qu'ils ne contiennent des idées et des traditions d'une époque beaucoup plus ancienne. Le personnage dans la bouche duquel on place les enseignemens que plusieurs de ces poèmes renferment est un barde guerrier, ce qui, pour emprunter les paroles de M. Burnouf, nous reporte aux premiers âges de la société indienne, « lorsqu'elle conservait encore ce caractère martial qui brille d'une splendeur si vive dans le *Mahabarata*, malgré les efforts que paraît avoir faits le génie brahmanique pour l'éteindre dans le calme et dans le silence des spéculations de la plus profonde théosophie. » Sous leur forme actuelle, il est vrai, les Pouranas sont beaucoup plus religieux que

guerriers; mais il se pourrait que la suite des temps eût changé le caractère de ces compositions. Il y aurait eu des Pouranas vraiment anciens, comme leur nom l'indique (*Pourana* veut dire antiquité); même dans leur état actuel, ils contiennent des légendes auxquelles il est fait allusion dans les Vedas. Les Pouranas sont nommés dans un de ces livres sacrés, dans le *Rig-Veda;* ils le sont plusieurs fois dans les commentaires des Vedas appelés *Oupanichads.* Ces faits portent M. Burnouf à penser que l'existence des Pouranas, dans leur état primitif, est aussi ancienne que la littérature sanscrite, bien que dans leur état actuel ils soient une de ses plus récentes productions.

En outre, ces ouvrages si modernes se rattachent encore à l'antiquité par des emprunts faits aux Vedas et aux Oupanichads. M. Burnouf en cite deux très remarquables : le premier est la peinture de Pouroucha, l'homme-monde, ou plutôt l'homme-dieu-monde, car il est dit de lui : « La totalité des créatures n'est que la quatrième partie de son être; les trois autres sont immortelles dans le ciel. » Pouroucha est comme un corps idéal de l'univers et de la divinité personnifiés dans l'homme primitif, dont l'immolation produit la création universelle. Cette conception étrange se retrouve à la fois dans un des Vedas, et dans le Bhâgavata Purâna publié par M. Burnouf, exprimée dans des termes fort semblables (1). Mais ici se rencontre un luxe de développemens métaphysiques et d'extravagances subtiles entièrement étranger aux Vedas (2). Il en est de même de l'apologue métaphysique *des sens et de la vie.* « Les sens disputaient entre eux en disant : C'est moi qui suis le premier, c'est moi qui suis le premier! Ils se dirent : Allons! sortons de ce corps; celui qui en sortant fera tomber le corps, sera le premier. La parole sortit; l'homme ne parlait plus, mais il mangeait et buvait, il vivait toujours. La vue sortit; l'homme ne voyait plus, mais il mangeait, il buvait et vivait toujours; l'ouïe sortit, l'homme n'entendait plus, mais il mangeait, il buvait et vivait toujours. Le *manas* sortit; l'intelligence sommeillait dans l'homme, mais il mangeait, il buvait et dormait toujours. Le souffle de vie sortit; à peine fut-il dehors, que le corps tomba, le corps fut dissous, il fut anéanti. Les sens disputaient encore en disant : C'est moi, c'est moi qui suis le premier! Ils se dirent : Allons, rentrons dans le corps qui est à nous; celui d'entre nous qui en y rentrant mettra debout le corps, sera le premier. La parole rentra,

(1) Préf., pag. CXXI.; liv. II, cap. V, pag. 235.
(2) *Bhâgavata Purâna*, pag. 5: 5.

le corps gisait toujours; la vue rentra, il gisait toujours; l'ouïe rentra, il gisait toujours; le *manas* rentra, il gisait toujours; le souffle de vie rentra : à peine fut-il rentré, que le corps se releva. » C'est la fable de l'estomac et des membres, si célèbre dans l'histoire romaine; mais il y a, comme le dit spirituellement M. Burnouf, « entre l'hymne du brahmane et l'apologue de Menenius Agrippa, la différence de l'Himalaya aux sept collines; » j'ajoute, la différence du bon sens pratique du peuple de l'action au génie abstrait de la nation métaphysique par excellence. Du reste, dans ce morceau, la rédaction moderne des Pouranas est bien inférieure à l'antique version des Vedas : c'est une imitation tronquée et prosaïque; il semble voir un beau cantique hébreu qui s'est transformé en un hymne grossier du moyen-âge.

Les Pouranas sont principalement consacrés à servir d'organes aux sectes religieuses de l'Inde. Il faut se souvenir que les trois personnes de la trinité indienne ne tiennent pas le même rang dans la croyance de tous ceux qu'on a coutume de confondre sous le nom d'adorateurs de Brahma. Brahma n'est le dieu principal que pour une secte bien moins nombreuse que celles dont le culte s'adresse surtout, soit à Siva, soit à Vichnou. Il en a été des Pouranas, expression de la dévotion hindoue, comme de cette dévotion elle-même; ils se sont partagés entre Brahma, Siva, Vichnou (1). Le *Brahma-Purâna* est consacré à la gloire de Brahma, et surtout au culte qu'il reçoit sous le nom du soleil, dans la pagode de Jagernat. Le *Linga-Purâna* est énergiquement sivaïte; le *Vamamsa-Purâna*, l'un des plus modernes, est plus tolérant que ne le sont en général les ouvrages à la classe desquels il appartient. Vichnou et Siva y sont réunis dans un singulier éclectisme. Le plus grand nombre des Pouranas, et entre autres les deux publiés, sont vichnouites.

Le nom même du *Vichnou-Purâna* indique assez ce qu'il doit être sous ce rapport; en effet, ce Pourana n'est guère qu'un long commentaire sur les perfections de Vichnou. Brahma, à la tête de tous les dieux, l'adore et célèbre les louanges (2) du dieu suprême *que lui-même ne peut comprendre;* les dieux, battus par les démons,

(1) Un passage du *Padma-Purâna* les divise en trois classes, selon qu'ils se rapportent à Vichnou, à Siva ou à Brahma. Les premiers seulement sont vraiment purs, les seconds sont pleins d'ignorance, et les derniers pleins de passion. Cela prouve que l'auteur du *Padma-Purâna* était vichnouite et n'aimait ni Siva ni Brahma. (*Vishnu-Purana*, Wilson, pref., pag. XIII.)

(2) *Vishnu-Purana*, pag. 72.

se prosternent aux pieds de Vichnou, et implorent sa protection contre leurs ennemis. Tel est le rôle supérieur que joue Vichnou dans le Pourana qui porte son nom. Mais le vichnouisme qui domine dans ce Pourana, n'en exclut pas absolument l'ascendant de Siva; cet ascendant s'y manifeste avec une grande puissance dans un passage où l'on voit Indra, le roi du ciel, et les trois mondes auxquels il préside, frappés de langueur, parce qu'un personnage nommé Durvâta, qui est une incarnation de Siva, a maudit Indra. C'est une espèce d'interdit jeté sur l'univers par l'anathème du dieu destructeur (1).

Le Bhâgavata Purâna, publié par M. Burnouf, n'est pas marqué d'un caractère de vichnouisme moins évident que celui qui éclate dans le Vichnou-Purâna. Presque à chaque pas, l'auteur se répand en transports d'adoration pour Vichnou, le dieu, l'être par excellence, ou plutôt le seul dieu, le seul être, celui qui est *en tout, bien que distinct de tout,* et hors duquel il n'y a qu'apparence et illusion. Il faut l'implorer pour parvenir à être réuni à lui, se reposer sur le lotus de ses pieds divins, et s'affranchir par cette ineffable union du supplice mille fois renouvelé de l'existence. S'occuper de Vichnou est le seul but raisonnable de la vie. C'est ce qu'expriment avec une énergie bizarre les distiques suivans:

« Ne vivent-ils pas aussi les arbres? Ne respirent-ils pas aussi les soufflets? Ne mangent-ils pas, ne se reproduisent-ils pas aussi les autres animaux du village?

« C'est une brute comparable au chien, au chameau, à l'âne et au pourceau qui vit dans la fange, que l'homme dont les oreilles n'ont jamais été frappées par l'histoire du frère aîné de Gadal (2). . . .

« C'est un cadavre vivant que l'homme qui ne recueille pas la poussière des pieds des sages dévoués à Bhâgavata (3); c'est un cadavre respirant que celui qui ne connaît pas le parfum de la plante *tulasi,* qui s'attache aux pieds du divin Vichnou. »

Ici, comme dans le Vichnou-Purâna, Brahma lui-même proclame Vichnou l'essence pure, absolue, bienheureuse, dont l'univers n'est qu'une manifestation décevante. Par cet hommage, l'auteur prosterne les sectateurs de Brahma devant la secte à laquelle lui-même appartient. Ailleurs (4) Brahma est nommé la cause des causes; mais

(1) Wilson, *Vishnu-Purana,* liv. I, cap. VIII.

(2) Nom de Vichnou.

(3) Autre nom de Vichnou.

(4) *Bhâgavata Purâna,* pag. 383, v. 41.

alors il est *l'essence suprême de Vichnou*, il est Vichnou lui-même.

Certaines légendes racontées dans les Pouranas semblent même faire allusion à d'anciennes luttes qui auraient eu lieu entre les brahmanes et des rois ou des populations vichnouites. Telle est la curieuse histoire de Pralada (1). Ce jeune fils du roi de l'univers a voué, dès ses premières années, une piété sans bornes à Vichnou. Son père et les brahmanes qui l'entourent sont représentés comme les ennemis de ce dieu. Plusieurs fois Pralada est livré à la mort à cause de son culte, mais toujours il est sauvé par la protection du grand Vichnou. Un jour, les brahmanes ont allumé contre lui une flamme magique; mais, par la puissance de Vichnou, elle se retourne contre eux et les dévore. Alors Pralada demande au dieu qui les a exterminés de les rendre à la vie. Les brahmanes ressuscitent pour s'incliner devant celui qu'ils ont persécuté. Dans cette légende, les brahmanes sont appelés les prêtres des démons (*asuras*). On voit qu'elle n'a point été destinée à célébrer les triomphes de la caste aujourd'hui dominante; elle semble plutôt attester d'antiques défaites que les sectateurs de Brahma auraient éprouvées à une époque inconnue.

Il en est de même d'un passage du Vichnou-Purâna, dans lequel Siva, exclu d'un sacrifice où avaient été admis les autres dieux, crée un être terrible qui renverse le sacrifice, disperse les officians et met en déroute les divinités. Auparavant, Siva s'est écrié : « Que m'importe d'être exclu de ce sacrifice? Mes prêtres m'honorent dans le sacrifice de la vraie sagesse, où l'on se passe de l'aide des brahmanes (2). » Ne s'agit-il pas ici des prétentions du culte sivaïte et de quelques triomphes de ce culte sur celui de Brahma?

Dans un autre passage du Vichnou-Purâna se montre un vague souvenir d'une religion en dehors du brahmanisme, une religion de la nature, qui semble avoir été professée par les habitans des campagnes, et qui était peut-être un reste de l'ancien culte indigène, réfugié dans les lieux écartés, parmi les tribus nomades, un *paganisme* indien, dans le sens étymologique du mot, *paganica numina*. Le dieu Krichna, parlant au nom des pasteurs parmi lesquels il habite, dit (3) : « Les esprits de ces montagnes parcourent, dit-on, les bois sous la forme qu'il leur plaît de choisir, ou, sous leur forme naturelle, se jouent au bord de leurs abîmes. S'ils sont mécontens

(1) *Vishnu-Purana*, pag. 126 et suiv.
(2) *Id.*, pag. 65-67.
(3) *Id.*, pag. 525.

de quelque habitant de la forêt, transformés en lion ou en bête de proie, ils le mettent à mort. *C'est pourquoi* nous devons adorer les montagnes et offrir des sacrifices aux troupeaux. *Qu'avons-nous à démêler avec Indra* (le dieu du ciel)? Les troupeaux et les montagnes, voilà nos dieux; laissons les brahmanes faire l'adoration par la prière. » Enfin on peut voir une trace d'ancienne rivalité entre le culte de Vichnou et le culte de Siva dans la destruction de Bénarès, ville de tout temps, et encore aujourd'hui, sivaïte, que consume le disque enflammé de Vichnou. Ces indications sont peu positives; mais, quand il s'agit d'un pays où l'histoire manque presque entièrement, on est heureux de trouver quelques documens précieux de la tradition conservés par les Pouranas.

Tout émane de Vichnou dans le poème composé pour glorifier sa puissance, même l'ennemi de la religion orthodoxe, le grand hérésiarque, le grand réformateur Boudda. Boudda n'est autre chose qu'une forme illusoire émanée de Vichnou et envoyée par lui sur la terre pour égarer les ennemis des dieux (1). D'autres hérétiques venus après Boudda avouent hardiment ici le scandale de leurs doctrines, selon lesquelles les brahmanes ne sont dignes d'aucun respect, et qui proclament qu'*il n'y a point de texte divin ou révélé*. On voit que le rationalisme a pénétré aussi dans le brahmanisme à la suite de la réforme.

Le principal intérêt qu'offrent les Pouranas, c'est de présenter au milieu du désordre, de l'incohérence, de la bizarrerie, qui les caractérisent, un tableau frappant des idées et de l'imagination hindoues. Plus ils sont composés d'élémens hétérogènes, plus ils sont curieux à cet égard; car la variété même des matières qu'ils renferment rend plus complet l'enseignement qu'ils peuvent fournir. Je vais tâcher de tirer de ce chaos quelques passages propres à faire connaître le génie religieux, métaphysique, moral et social des Hindous.

Le panthéisme est l'idée dominante des religions et des philosophies de l'Inde, et se retrouve sans cesse dans les Pouranas. Elle y est exprimée sous mille formes, reproduite sous mille aspects, et on peut dire que la poésie hindoue est la manifestation multiple d'une même pensée, comme l'univers, selon la croyance hindoue, est lui-même la manifestation infiniment variée d'un même principe.

On ne saurait se figurer les tours de force de langage, les métaphores, les comparaisons, par lesquels l'imagination du poète métaphysicien s'efforce de rendre sensible ce qu'il y a de plus difficile à

(1) *Vishnu-Purana*, pag. 337 et suiv.

comprendre dans le dogme du panthéisme. Quelquefois elle appelle à son secours une gracieuse similitude : « Comme l'air qui s'exhale par les trous d'une flûte produit la distinction des notes qui composent la gamme, ainsi la nature du grand esprit, simple dans son essence, devient multiple par les conséquences de son action. » Tantôt c'est par les peintures les plus étranges que l'auteur du Vichnou-Purâna cherche à faire entrer dans les esprits cette idée fondamentale de sa foi, savoir, que Vichnou est tout, que tout est Vichnou. « Comme créateur, dit-il, il se crée lui-même (1); comme destructeur, il se détruit lui-même à la fin de chaque période de la vie de l'univers. »

L'idée panthéiste appliquée à la mythologie produit les conceptions les plus bizarres. Ainsi, quand Krichna, qui est une incarnation de Vichnou, a décidé les bergères, au milieu desquelles s'écoule sa folâtre jeunesse, à sacrifier aux montagnes, Krichna se présente sur le sommet de l'une d'elles, en disant : Je suis la montagne, tandis que sous une autre forme il gravissait les montagnes avec les bergères et adorait son autre moi (2).

Ce panthéisme a deux formes, l'une grossière, l'autre plus épurée; l'une empreinte d'un épais matérialisme, l'autre d'un idéalisme raffiné. Dans le premier point de vue, Vichnou est le monde. Les divers membres de son grand corps sont les diverses portions de l'univers; ses os sont les montagnes, les fleuves sont ses veines, son souffle est le vent, sa vue est le soleil. Mais la méditation qui le contemple ainsi comme un dieu-monde ne doit être qu'un degré pour s'élever à le considérer, non plus comme la collection des êtres, mais comme le principe qui, uni aux choses et cependant distinct d'elles, existe partout et toujours (3).

Ainsi on passe du point de vue matérialiste au point de vue idéaliste, mais le besoin d'unité, ce besoin inhérent aux spéculations métaphysiques du génie hindou, le ramène au panthéisme par une étrange voie. S'étant élevé à concevoir le principe unique des êtres comme quelque chose de supérieur aux êtres, qui n'en a point les qualités, quelque chose d'absolu, pour me servir du langage occidental, le génie métaphysique de l'Inde tranche la grande difficulté philosophique, celle qui est au fond de tous les systèmes, le rapport

(1) *Vishnu-Purâna*, pag. 20.

(2) *Id.*, pag. 525.

(3) *Bhâgavata Purâna*, pag. 275.

de l'absolu au relatif, de l'infini au fini, de Dieu au monde; il la tranche par un coup d'audace que les plus grandes hardiesses de la spéculation n'ont jamais surpassé; il déclare que le monde n'est pas, que la pensée n'est pas, que Dieu seul existe dans son incompréhensible unité, que tout le reste est produit par une illusion (*maya*), par un reflet fantastique de l'être invisible. Tout est donc un produit des *jeux de Vichnou.* On comprend maintenant comment le dieu était à la fois la montagne qu'on adorait, et ceux qui adoraient la montagne. On conçoit comment le poète peut s'écrier: « Essentiellement unique, tu te doubles, à l'aide de ta mystérieuse *maya,* ce désir de créer que tu conçois en toi-même; et, semblable à l'araignée, tu produis et conserves, à l'aide de ton énergie, cet univers que tu feras rentrer un jour dans ton sein (1). »

Ce système, dans lequel l'univers est le produit de la *maya,* de l'illusion née de Vichnou, est particulièrement développé dans le Bhâgavata Purâna traduit par M. Burnouf, et donne un grand prix à cet ouvrage, qui devient par là l'exposition souvent très énergique des idées philosophiques de deux écoles célèbres dans l'Inde, l'école Sankya et l'école Vedanta.

La philosophie indienne est arrivée à l'idéalisme comme la philosophie grecque avec Parménide (3), la philosophie anglaise avec Barkley, la philosophie allemande avec Fichte et Schelling; mais nul de ces hardis penseurs n'a égalé la hardiesse de l'Indien Kapila, qui, dans le Bhâgavata Purâna, rempli par l'exposition de sa doctrine, figure comme une incarnation de Vichnou. Au point de vue de l'idéalisme indien, tout naît de la pensée divine, tout n'existe que par cette pensée et dans cette pensée. Les qualités des êtres sont le produit de l'illusion, car la substance absolue, considérée en elle-même, n'a point d'attributs.

« Pénétrant au sein des qualités manifestées par *maya* comme s'il avait des qualités lui-même, l'être apparaît au dehors, poussé par l'énergie de sa pensée (3).

« Car de même que c'est un seul et même feu qui brille dans tous les bois où il se manifeste, ainsi l'esprit, unique, ame de l'univers,

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag. 475.

(2) M. Cousin, dans un remarquable morceau sur Zénon d'Élée, a exprimé avec une grande vigueur ce point de vue de l'unité absolue qui est commun à l'école d'Élée et aux Pouranas: « unité sans nombre, éternité sans temps, immensité sans forme, intelligence sans pensée, pure essence sans qualité. »

(3) *Bhâgavata Purâna*, pag. 17.

enfermé dans chacun des êtres où il réside, apparaît comme s'il était multiple. »

Non-seulement l'esprit divin produit l'apparence des êtres par la manifestation de sa pensée, mais encore il est leur pensée, il perçoit en eux (1). Ainsi la perception, l'être percevant, l'objet perçu, ne sont que des reflets divers de l'être unique, de l'esprit absolu, de Vichnou ; Vichnou seul existe, il est tout, il est au-dessus et au-delà de tout. L'essor métaphysique devait être entraîné par le besoin d'unité jusqu'à ces conclusions, extrêmes limites des spéculations humaines.

On s'étonnera moins, d'après ce qui précède, des diverses cosmogonies que contiennent les Pouranas, et dans lesquelles se retrouve toujours, à travers les jeux d'une imagination gigantesque, le principe de l'idéalisme indien.

« D'abord était l'être absolu, l'être divin (*Bhâgavat*). Cet être existait seul, sans qu'aucun attribut le manifestât (2)..... Alors il regarda et ne vit rien qui pût être vu, parce que lui seul était resplendissant, et il songéa qu'il était comme s'il n'était pas, parce que son regard était éveillé et que son énergie sommeillait.

« Or, l'énergie de cet être doué de vue, énergie qui est à la fois ce qui existe et ce qui n'existe pas, c'est là ce qui se nomme *maya*, et c'est par elle que l'être qui pénètre toutes choses créa l'univers. »

Puis les diverses manifestations de l'être divin par *maya* (l'illusion) s'engendrent l'une l'autre. Ici s'ouvre un champ illimité pour la subtilité et la richesse de la fantaisie indienne. L'énumération des êtres créés, l'ordre de leur création, changent dans les divers systèmes cosmogoniques contenus dans le même Pourana; mais certaines idées se reproduisent dans plusieurs de ces poèmes. Telle est cette conception essentiellement idéaliste qui fait naître les objets extérieurs du moi interne. Ainsi de la personnalité transformée naissent le cœur et les organes des sens (3). D'autre part, le génie hindou est également propre à réduire la réalité en abstraction et à donner aux abstractions de la réalité. Il en résulte que tout se mêle dans les cosmogonies, et il arrive, ce qui est tout-à-fait extraordinaire pour nous, que les qualités, devenues des êtres réels, enfantent les substances. Ainsi, la molécule du son produit la molécule de l'éther; de l'attribut tangible

(1) *Bhâgavata Purâna*, verset 32.

(2) *Id.*, pag. 327.

(3) *Id.*, pag. 329, 529.

naissent le vent et la peau, l'objet et l'instrument du toucher. De la forme naît la lumière; la molécule de la saveur produit l'eau et le goût qui perçoit la saveur. Ce procédé de l'esprit hindou est entièrement opposé au procédé du nôtre; à peine est-il compréhensible pour nous. On dirait que cet esprit, qui proclamait la réalité des apparences sensibles et niait celle des substances, a fini par perdre tout sentiment de réalité.

Ce qui achève de caractériser le génie hindou, c'est le luxe d'imagination qui vient se répandre pour ainsi dire sur les subtilités et les aridités métaphysiques. Au milieu des abstractions les plus minutieuses, on se trouve tout à coup en présence de la splendide nature de l'Inde; on est ébloui de l'éclat de la lumière et des couleurs, de la profusion et de la vivacité des images. Les peintures les plus voluptueuses viennent se poser à côté des argumentations les plus sèches. Telle est l'Inde : partout la mollesse à côté de l'austérité; c'est le pays de la poésie et de l'algèbre, des contes merveilleux et des systèmes de métaphysique, des bayadères et des pénitens. La mythologie vient mêler aux systèmes philosophiques ses créations infiniment variées et capricieuses, ses ères qui se comptent par millions d'années, tous ses mondes, tous ses ciels, tous ses enfers, toutes les classes d'êtres distribués sur une immense échelle depuis le dieu suprême jusqu'aux êtres inanimés, qui, pour l'Hindou, vivent de la vie universelle, font partie de l'immense corps qui est tout, sont animés par l'esprit unique qui est Dieu.

Ce contraste entre la métaphysique et la mythologie, perpétuellement entrelacées, donne aux Pouranas un caractère que ne présente, je crois, nulle autre production du génie poétique humain. Il faudrait, pour obtenir quelque chose de semblable dans notre Occident, fondre ensemble Kant et Homère; ou plutôt, au lieu de Kant, supposez un mystique indien dont la subtilité soit infiniment plus pénétrante et la spéculation infiniment plus hardie que celle d'aucun métaphysicien de l'Occident; au lieu d'Homère; supposez un poète oriental dont l'imagination follement luxuriante soit à l'imagination divinement tempérée du poète grec ce qu'est l'Himalaya aux aimables collines de l'Attique, ce que sont les flots débordés et mugissans du Gange aux flots murmurans du Céphise, les gigantesques sculptures d'Ellora aux chastes sculptures du Parthénon. On en peut juger par cette peinture de Vichnou avant la création (1) : « Solitaire, couché

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag. 355.

sur un lit, blanc comme les fibres de la tige du lotus, formé par le corps du serpent Sécha, porté sur l'Océan qui submerge l'univers à la fin de chaque période de la vie des êtres, et dont l'obscurité était dissipée par les feux des joyaux placés sur les têtes du serpent qu'ornaient les ombrelles de ses crêtes.

« Il effaçait la splendeur d'une montagne d'émeraude à la ceinture de chaux rouge et aux nombreux pics d'or, ayant pour guirlande des joyaux, des lacs, des végétaux, des parterres de fleurs, pour bras des bambous, et pour pieds des arbres. . . . .

« Entourés des plus beaux joyaux et des plus riches bracelets, ses bras étaient comme des milliers de rameaux, sa racine était le principe invisible, les mondes formaient l'arbre vigoureux dont les branches étaient environnées des crêtes du roi des serpens. »

Voilà la cause insondable de toutes choses, l'être sans forme et sans attribut personnifié dans une figure mythologique bizarre et grandiose, voilà toutes les richesses de la poésie indienne jetées comme un voile éblouissant de broderies sur la conception abstraite de la substance absolue. Au milieu de ces images colossales et accumulées, le sentiment métaphysique se trahit par cette phrase : *Sa racine était le principe invisible.*

Les mêmes associations de l'idée philosophique et de l'imagination poétique poussées toutes deux à l'extrême, se retrouvent dans le récit de la lutte que l'être des êtres, transformé en un guerrier terrible, soutient contre un géant, en présence de tous les dieux, de tous les génies, de toutes les créatures, qui suivent avec anxiété les chances du combat qui doit détruire ou sauver le monde (1). Les diverses phases du combat et les injures qui le précèdent, rappellent, dans des proportions surhumaines, les combats homériques; mais celui qui frappe le géant, c'est *le créateur de toutes choses.* Pendant la lutte, *il dépose la terre à la surface de l'Océan;* il est plein de dieux *engendrés dans son sein.* Ces exemples, qu'on pourrait multiplier sans peine, suffisent à montrer comment la poésie et l'abstraction se mêlent dans les Pouranas. Passons aux idées qu'ils renferment sur la vie humaine, sur son but véritable, enfin sur la morale et sur la société indienne.

Au point de vue du Bhâgavata Purâna, la vie est une illusion douloureuse et comme un songe pénible. Vivre, penser, agir, c'est être séparé du principe unique et absolu, c'est se trouver en rapport avec

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag. 119.

ce néant agité qu'on appelle le monde. L'existence humaine est un supplice imposé à l'esprit tombé dans le monde inférieur à cause de ses fautes. De là cette énergique peinture des misères de la condition humaine que nous offre le Bhâgavata Purâna. Après nous avoir fait entendre les gémissemens de l'ame dans l'embryon, l'auteur montre la misère de la créature condamnée à vivre, tombant à terre au milieu du sang où elle s'agite comme un ver, dépouillée de la mémoire, dépouillée de la connaissance, ne pouvant se faire comprendre. Au point de vue indien des existences successives, l'homme naissant est bien plus réellement que chez le poète latin un passager rejeté par les flots :

Sævis projectus ab undis
Navita. (LUCRÈCE.)

Le tableau de notre condition que Pline a tracé n'égale pas en mélancolie quelques vers du Bhâgavata Purâna (1), parce que ce n'est pas un vague scepticisme, mais une triste croyance, qui inspire le poète. Pour lui, la vie est une chute, une peine, une dégradation.

Comment l'homme se dérobera-t-il à tant de misère? comment échappera-t-il à son humiliante et douloureuse condition? En résistant à ses désirs, en s'élevant au-dessus des sens, en se livrant à la contemplation et en fuyant les œuvres, car les œuvres nous plongent dans le monde de l'illusion et nous écartent du principe invisible. Telle est la base du quiétisme indien, dont l'expression se retrouve sans cesse dans les Pouranas, et dont il est dit : « La contemplation de Vichnou (2) est comme un glaive avec lequel les hommes sages tranchent le lien de l'action qui enchaîne la conscience. »

La contemplation est un état particulier qui a ses règles. Les Hindous appellent *yoga* l'extase par laquelle ils prétendent s'élever au-dessus de l'action, de la science, de la vie, s'unir à la Divinité même en s'absorbant dans son sein. Il existe une méthode et des procédés techniques, dont quelques-uns sont assez ridicules, pour parvenir à cette extase contemplative, à cet état d'impassibilité suprême, au moyen duquel les ascètes arrivent à se perdre en Dieu :

« Que l'ascète qui veut abandonner ce monde (3), assis sur un siége solide et commode, ne s'occupe ni du temps ni du lieu, et que, maître de sa respiration, il contienne son souffle en son cœur.

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag. 575.
(2) *Vishnu-Purana*, pag. 15.
(3) *Bhâgavata Purâna*, pag. 209.

« Absorbant son cœur dans son intelligence purifiée, celle-ci dans le principe qui voit en nous, celui-ci dans sa propre ame, identifiant son ame avec l'ame universelle, que le sage, plein de fermeté, en possession du repos absolu, s'abstienne de toute action. »

La perfection de l'état d'*yoga* est décrite ainsi (1) : « Quand, éloigné de tous les objets, le cœur ne connaît plus rien où se porter, et qu'il s'est détaché de tout, il disparaît aussitôt, semblable à la flamme qui s'éteint; dans cet état, l'homme, désormais à l'abri du courant des qualités, voit sous son regard même son esprit qui est unique et dont il ne se distingue plus.

« Ainsi absorbé par cet anéantissement final du cœur au sein de la suprême majesté, l'homme, placé en dehors du plaisir et de la peine, rapporte l'origine de cette double imperfection à la personnalité, à cette cause d'action qui n'existe réellement pas, parce qu'il a saisi dans son propre sein la substance de l'esprit suprême.

« Étant ainsi parvenu à reconnaître ce qui le constitue lui-même, le Siddha parfait ne fait plus aucune attention à son corps; soit que, sous l'empire du destin, ce corps vienne de se lever, et qu'il soit debout, soit qu'il ait quitté ou repris sa place, il ne le distingue pas plus qu'un homme aveuglé par les vapeurs d'une liqueur enivrante ne remarque l'état du vêtement qui enveloppe ses reins.

« Le corps cependant, agissant sous l'empire de la destinée, continue de vivre avec les sens tant que dure l'action qu'il a commencée; mais l'homme qui, parvenu au terme de la contemplation, a reconnu la réalité, n'a plus de contact avec ce corps, qui, comme tout ce qui en dépend, n'est pour lui qu'un vain songe. »

On conçoit qu'à un tel point de vue la suprême félicité pour l'ame soit d'être délivrée de l'existence, du moins de l'existence individuelle qui l'emprisonne dans un corps, et de se réunir intimement au principe divin. Cette résorption de l'ame dans son principe porte le nom sacramentel de *nirvana*, qu'il ne serait pas exact de traduire par anéantissement; il exprime l'acte mystérieux par lequel l'ame s'affranchit de l'existence temporelle, du monde sensible, de l'illusion des choses, et s'identifie à l'être absolu.

Cette identification est le degré le plus élevé de la béatitude à laquelle l'homme puisse aspirer; c'est le plus grand bienfait que Vichnou accorde à ses favoris. Le Vichnou-Purâna ne se contente pas de retracer dans une peinture hideuse de vérité les misères de l'en-

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag. 551.

fance, les abaissemens de la vieillesse, les agonies de la mort; il fait l'histoire des douleurs humaines au-delà de cette vie, dans les autres existences, dans les enfers et même dans le ciel, séjour précaire dont les habitans sont torturés par la perspective de redescendre sur la terre (1). A cette condition douloureuse de l'homme qui se continue d'un monde dans l'autre, il n'y a qu'un remède et qu'un terme, c'est la grande émancipation finale par laquelle il se soustrait aux maux qu'il est destiné à subir, tant qu'il *tourne dans la roue de l'existence.* Quel peut être l'effet d'opinions pareilles à celle que je viens d'exposer sur la conduite des hommes et sur les formes de la société? c'est ce qui nous reste à examiner.

Par plusieurs côtés, la morale des Pouranas rappelle celle de l'Évangile : elle défend non-seulement les actes, mais même les pensées coupables (2) ; elle prescrit le jeûne, la prière, les austérités. Nulle part la vertu de pénitence n'a reçu un aussi magnifique hommage que dans les croyances indiennes. Les macérations des solitaires ont tant de puissance, qu'elles peuvent leur donner droit à remplacer les dieux. Ceux-ci tremblent quand ils entendent parler des austérités inouies de quelque ermite, et n'ont d'autre ressource que de lui envoyer une nymphe chargée de sauver à tout prix le trône des immortels. La pénitence peut tout, elle a même la puissance de créer. Dans le Bhâgavata Purâna, il est dit que Brahma, par une pénitence de seize mille années, a créé le monde (3). Le sentiment des misères de la vie humaine, le sentiment de la dégradation de notre nature, la notion de la chute entendue comme l'entendait Origène, enfin, ce qui en résulte, le besoin d'un sauveur, les incarnations dont le but est, comme celle de Vichnou, de *soulever le fardeau de la terre* (4), tout cela est assez analogue au christianisme; j'ai trouvé même dans le Bhâgavata Purâna un passage où il semble être question de la grace (5) : « Donne-nous, ô Dieu, ta propre vue, avec ton énergie, afin que, soutenus par ta faveur, nous puissions accomplir notre tâche. »

Quant à la charité universelle, bien que l'esprit de caste, tout-puissant aux Indes, lui soit contraire, on en trouve çà et là quelques lueurs dans les Pouranas. Il faut recevoir l'hôte dont le nom, la pa-

(1) *Vishnu-Purana,* pag. 641.

(2) *Let him not think incontinently of another's wife.* Vishnu-Purana, pag. 39.

(3) *Bhâgavata Purâna*, pag. 269.

(4) *Vishnu-Purana*, pag. 437.

(5) *Bhâgavata Purâna,* pag. 323.

renté, la race, sont inconnus, dit le Vichnou-Purâna (1): Brahma est présent dans la personne d'un hôte. Le père de famille doit répandre sur la terre de la nourriture pour les personnes dégradées de leur caste. Enfin, comme pour donner un exemple de miséricordieuse bonté, appliqué aux dernières des créatures humaines, les Tchandalas, rebut de toutes les castes, sont bénis par Vichnou (2). Mais le panthéisme donne à la morale hindoue un caractère qui la distingue profondément de la morale chrétienne, et la place bien au-dessous.

D'abord il résulte de la croyance au panthéisme que la charité se perd et se dissout, pour ainsi dire, dans un sentiment plus général : l'amour de tous les êtres, émanations d'une même substance, manifestations d'un même principe. Là où n'est pas marquée fortement la distinction entre l'homme et les choses, entre l'esprit et la matière, entre ce qui est libre et ce qui est soumis à la fatalité, la fraternité des hommes est remplacée par la fraternité des êtres. L'humanité ne compose plus à elle seule tout notre prochain, il faut l'étendre aux animaux, aux plantes. à toute la nature. Il en résulte, il est vrai, une gracieuse délicatesse de sentiment. La religion prescrit de répandre sur le sol la nourriture destinée aux oiseaux et aux chiens errans; il ne faut pas couper sans raison les arbres, car ils vivent comme nous de la vie universelle. Mais il résulte aussi de cette égalité morale faussement établie entre la nature et l'homme, que l'on perd le sentiment des vrais devoirs en les associant à des devoirs imaginaires.

Dans le précepte qui ordonne de répandre sur le sol de la nourriture pour les animaux, *les rejetés* (*out cast*) sont placés entre les chiens et les oiseaux, et couper légèrement un arbre est mis sur la même ligne que haïr son père. Ailleurs (3) il est dit : « Aurais-tu abandonné un brahmane, un enfant, *une vache,* un vieillard, un malade, une femme?» Ces confusions tiennent à la grande confusion que le panthéisme établit entre tous les êtres membres d'un même tout, accidens d'une même substance. On en vient ainsi, après avoir mis les animaux sur la même ligne que les hommes, à sacrifier les hommes aux animaux, et à livrer durant toute une nuit un malheureux aux insectes pour les repaître de son sang (4).

(1) Pag. 305.
(2) *Bhâgavata Purâna*, pag. 105.
(3) *Id.*, pag. 208.
(4) *Id.*, pag. 137.

Enfin l'opinion d'après laquelle cet univers n'est qu'une apparence décevante et la vie humaine, une illusion douloureuse l'opinion qui voit dans les œuvres un piége qu'il faut fuir, et dans l'indifférence le terme le plus haut de la sagesse, est peu propre à faire des hommes énergiques, à produire les vertus du citoyen et du guerrier. Aussi depuis bien des siècles l'Inde, sous le poids de ces doctrines énervantes comme le climat qui les inspire, a-t-elle baissé la tête sous la tyrannie d'une caste ou sous l'oppression de l'étranger.

La supériorité des brahmanes, la haute opinion qu'on a de leur importance, sont écrites à chaque page des Pouranas. On voit que les brahmanes gouvernent les rois eux-mêmes. Plusieurs légendes en font foi, entre autres celle qu'on va lire (1) :

« Dans le royaume sur lequel régnait Santana, il n'avait pas plu depuis douze années. Craignant que le pays ne devînt un désert, le roi assembla les brahmanes et leur demanda pourquoi la pluie ne tombait pas, et quelle faute il avait commise. Ils lui répondirent que c'était comme si un frère plus jeune se mariait avant son frère aîné, car il était en possession d'un royaume qui de droit appartenait à son frère Devapi.

« Que dois-je faire? dit le radja. Il lui fut répondu : Jusqu'à ce que Devapi déplaise aux dieux en s'écartant du sentier de la justice, le royaume est à lui, et c'est votre devoir de le lui abandonner. Asmarisarin, ministre du roi, ayant entendu cela, réunit un grand nombre d'ascètes qui enseignaient des doctrines contraires à celles des Vedas, et les envoya dans la forêt. Là, ayant trouvé Devapi, ils pervertirent le prince, qui était simple d'esprit, et l'amenèrent à partager leurs opinions hérétiques. Pendant ce temps, Santana, étant très affligé d'avoir commis le péché que lui avaient reproché les brahmanes, les envoya devant lui dans la forêt, puis s'y rendit lui-même pour restituer la couronne à son frère aîné. Quand les brahmanes arrivèrent à l'ermitage de Devapi, ils l'informèrent que, conformément aux doctrines des Vedas, la succession au trône était le droit du frère aîné; mais il entra en discussion avec eux, et il mit en avant divers argumens qui avaient le défaut d'être contraires à la doctrine des Vedas. Ayant ouï ces choses, les brahmanes retournèrent vers Santana, et lui dirent : O radja, tu n'as plus à t'inquiéter de tout ceci; la sècheresse touche à sa fin. Cet homme est dégradé de son rang,

(1) *Vishnu-Purana*, pag. 458.

car il a prononcé des paroles irrespectueuses contre l'autorité des Vedas, incréés, éternels; et quand le frère aîné est dégradé, il n'y a pas de péché à ce que le frère puîné se marie (ou règne). Alors Santana retourna dans sa capitale, et son frère aîné Devapi fut dégradé de sa caste pour avoir répété des doctrines contraires aux Vedas. Nidra (le dieu du ciel) répandit une pluie abondante qui fut suivie de riches moissons. »

Rien ne saurait mieux que ce récit donner une juste idée de la société indienne. On y voit les brahmanes arbitres souverains de la conscience, et, par là, de l'autorité royale. A leur voix, Santana va déposer la couronne; mais le prince légitime est atteint d'hérésie : dès ce moment, il est déchu du trône, comme il est dégradé de sa caste, et le ciel, de concert avec les brahmanes, rend hommage au droit de Santana, fondé sur son orthodoxie. Le gouvernement théocratique n'a jamais été pratiqué avec cette rigueur dans notre Occident.

Les sentimens de la nature doivent se taire devant l'ascendant suprême de la caste sacrée. Une mère pardonne au brahmane qui a tué ses enfans pendant leur sommeil, *parce qu'un brahmane a toujours un maître spirituel*. Le coupable qui est consumé par la malédiction d'un brahmane, est-il dit aussi dans le Bhâgavata (1), ne trouve de pitié ni dans l'enfer, ni parmi les êtres, quels qu'ils soient, au milieu desquels il vient à renaître.

On trouve dans le même Pourana l'histoire suivante qui fait bien voir la puissance de cette malédiction. Un brahmane était assis dans son ermitage, retenant sa respiration, les yeux fermés, dans l'état d'extase (*yoga*). Le roi Parikchit, qui s'est égaré, arrive à l'ermitage. Le brahmane, absorbé dans sa contemplation, n'offre au roi ni le siége de gazon, ni l'offrande de l'eau, ni les paroles bienveillantes. Le roi, irrité, voyant auprès du brahmane un serpent mort, le prend, de colère, avec l'extrémité de son arc, et le lui jette sur l'épaule, puis regagne sa capitale. L'injure était grave. Cependant le brahmane, qui s'était élevé à l'*indifférence*, ne l'aurait point ressentie; mais son fils, jeune enfant qui jouait avec d'autres enfans, ayant appris l'outrage fait à son père, s'emporte en ces termes contre le roi et contre la caste guerrière des Kchattriyas à laquelle il appartient :

« Ah! la conduite outrageuse de ces radjas nourris, comme les cor-

(1) Pag. 415.

beaux, de ce qu'on leur jette, ressemble à celle des chiens et des esclaves gardiens de la porte qui insultent leur maître.

« Un misérable Kchattriya est le gardien de la porte des brahmanes. Comment celui qui se tient à la porte serait-il admis à manger la nourriture du maître? »

Puis l'enfant du brahmane prononce cette imprécation :

« Dans ce jour, un serpent suscité par moi anéantira ce contempteur des lois, ce brandon de sa race qui nous a fait injure. »

Bientôt le roi se repent de son crime, et désire l'expier par la mort; il va sur les bords du Gange attendre, entouré de pieux solitaires, que la malédiction qu'il a méritée s'accomplisse, et s'écrie : Adoration en tous lieux aux brahmanes!

Plusieurs passages des Pouranas n'expriment pas moins que la malédiction de l'enfant citée plus haut un sentiment d'aversion et même de mépris pour la caste guerrière des Kchattriyas, quelquefois même certains passages semblent faire allusion à d'anciennes luttes entre les Kchattriyas et les brahmanes oubliées par l'histoire, mais qui semblent obscurément indiquées dans la tradition par les luttes de différens dieux et de différens cultes; tel est celui-ci :

« La race des Kchattriyas, que le destin avait multipliée pour le malheur du monde (1), cette race qui opprimait les brahmanes et qui avait abandonné la vraie voie, devait sentir les douleurs de l'enfer; le héros magnanime aux forces terribles déracina vingt et une fois, avec sa hache au large tranchant, cette épine de la terre. »

Rien ne donne une plus haute idée de la grandeur et de la puissance des brahmanes que le récit suivant (2). Des brahmanes se présentent à la porte du palais des dieux. Deux personnages divins (*devas*), gardiens du seuil, les repoussent avec injure. Les brahmanes condamnent ces dieux à descendre sur la terre. Ceux-ci se reconnaissent coupables, et acceptent le châtiment qui leur est infligé. Ce n'est pas tout. Vichnou, le dieu suprême, va trouver les brahmanes et leur fait, on peut le dire, les plus humbles excuses. « Je regarde, leur dit-il, comme faite par moi-même l'injure que vous avez reçue de mes serviteurs... Je me couperais moi-même le bras si ce bras s'était opposé à vous (3)... Qui donc, ajouta-t-il, ne supporterait pas

(1) *Bhâgavata Purâna*, pag 253.

(2) *Id.*, pag. 421 et suiv.

(3) *Id.*, pag. 433.

les brahmanes, quand moi je porte sur mon aigrette la poussière de leurs pieds? » L'imagination la plus complaisante ne saurait faire davantage, pour l'apothéose des brahmanes, que de prosterner le créateur à leurs pieds.

Tels sont les principaux traits qui peuvent caractériser les Pouranas, et par eux les Hindous; mais le travail nécessaire pour donner l'intelligence de ces curieux monumens, si l'on n'y prenait garde, tromperait sur leur nature. Afin de faire connaître les Pouranas, j'ai considéré successivement dans les deux qui étaient à ma disposition les différentes matières qu'ils traitent, les différens aspects philosophiques et poétiques qu'ils présentent. On est bien obligé de faire ainsi, de décomposer ce qu'on étudie; mais, ce travail accompli, il faut se retourner vers l'œuvre patiemment analysée, et l'embrasser dans son ensemble, car jamais tous les élémens de la pensée ne furent à ce point fondus et soudés les uns dans les autres. La poésie des Pouranas a tous les caractères du panthéisme qui l'inspire, une profonde unité de laquelle tout émane, et à laquelle tout revient aboutir, et en même temps une variété infinie de formes toujours changeantes, toujours renouvelées.

Cette poésie, comme le panthéisme indien, est tour à tour et presque en même temps empreinte d'un grossier matérialisme et d'un idéalisme raffiné : l'idée et le symbole, la réflexion et l'imagination, l'abstraction et les images sensibles, sont amalgamés dans cette composition désordonnée. On croit entendre parler tour à tour, ou plutôt tous ensemble, un métaphysicien, un poète et un prêtre, et quelquefois un enfant. Les peintures théologiques sont employées pour exprimer des idées philosophiques; les conceptions les plus hautes interviennent dans des récits fantastiques ou même puérils. Rien ne saurait, je crois, donner du génie indien une idée plus complète que la lecture d'un Pourana.

Si je voulais revenir, en terminant, sur les diverses phases de la littérature sanscrite que j'indiquais au commencement de cet article, je pourrais trouver dans l'Inde elle-même l'image des produits littéraires qu'elle a enfantés. L'austère simplicité et l'immuable durée des Vedas seraient figurées par les rochers de l'Himalaya, qui dominent tout, indestructibles, immobiles, et ne portant sur leur tête nue que le ciel étoilé. Les deux grands fleuves qui roulent parallèlement leurs eaux à travers la terre indienne offriraient une image assez ressemblante des deux vastes épopées, le Ramayana et le Ma-

habarata, fleuves aussi, au large sein, à la source mystérieuse comme celle du Gange, au cours majestueux et parfois embarrassé, aux affluens nombreux, aux sinuosités infinies. La poésie de Calidasa, par les parfums dont elle semble imprégnée, par l'éclat éblouissant dont elle rayonne, rappelle les forêts embaumées de Ceylan et les mines de Golconde. Enfin les Pouranas offrent l'image de l'Inde tout entière. A l'horizon l'Océan sans bornes et des sommets qui touchent le ciel, au centre ces impénétrables *jungles* où le voyageur s'égare à chaque pas, mais où la vie, sous toutes les formes, bruit et scintille sur sa tête et à ses pieds; où le cri de mille oiseaux, le murmure de mille insectes, le craquement des vieux troncs et le frôlement des herbes sous les pas des éléphans, remplissent l'oreille de bruits confus, tandis que l'œil contemple le plumage des perroquets et l'éclat des fleurs, s'amuse au balancement des lianes, s'éblouit enfin et se fatigue aux innombrables reflets de cette lumière qui ne se voile et ne se tempère jamais.

J.-J. Ampère.

RAYMOND LULLE.

Ce qui arriva à Christophe Colomb, de se croire au Japon quand il n'était qu'à la Havane, est l'histoire de bon nombre d'hommes qui s'aventurent dans des entreprises gigantesques. Leur mérite, leur gloire est rarement d'atteindre le but précis qu'ils s'étaient proposé, mais seulement d'avoir fait en route une découverte importante à laquelle ils n'avaient nullement songé. Raymond Lulle en offre une preuve frappante. Pendant soixante ans, cet homme a étudié toutes les sciences; il a exposé continuellement sa vie pour détruire la religion de Mahomet et gagner la palme du martyre, et cependant il n'est connu de nos jours que comme un des plus grands chimistes du XIIIe siècle.

Personne n'ignore aujourd'hui que les recherches souvent extravagantes des hommes qui, depuis un temps immémorial, se sont appliqués à la science hermétique, à la transmutation des métaux, en un mot *à faire de l'or,* ont préparé effectivement les voies aux savans qui, plus tard, fondèrent la chimie, cette science destinée à servir de point de départ, de centre et de lien à toutes les autres. Mais on se fait en général une idée fausse de ces chimistes, de ces *artistes,* comme ils s'intitulaient au moyen-âge. Les savans eux-mêmes les connaissent à peine aujourd'hui, et quand Roger Bacon, Albert-le-Grand, Arnaud de Villeneuve ou Raymond Lulle figurent par hasard dans les traditions populaires ou dans les prédictions d'al-

manachs, ce n'est ordinairement que comme inventeurs de secrets, faiseurs de prodiges et sorciers célèbres. L'erreur dans laquelle presque tout le monde est à l'égard de ces savans résulte, d'une part, de ce que leurs ouvrages ne sont plus étudiés depuis deux siècles, et de l'autre, de ce qu'on les confond avec les alchimistes. Or, les alchimistes sont aux chimistes ce que les rhéteurs étaient aux philosophes, ce qu'un charlatan est à un médecin.

Raymond Lulle fut le dernier des grands chimistes du XIIIe siècle qui étudia la science avec bonne foi et désintéressement. A compter de 1330 à peu près, les dupes et les fripons commencèrent à se mêler de la transmutation des métaux, les uns dans l'espérance de produire de l'or, les autres pour faire accroire qu'ils possédaient le secret du grand œuvre, et bientôt l'alchimie devint à la mode dans toutes les classes de la société. Non-seulement les traités sur cette science se multiplièrent à l'infini, mais les poètes s'en emparèrent avec avidité (1). Cependant l'engouement général cessa peu à peu ; les savans qui se respectaient ne voulurent plus s'occuper ostensiblement de la transmutation des métaux; l'art tomba entre des mains inhabiles ou impures, et la chimie, qu'Arnaud de Villeneuve et Raymond Lulle avaient lancée dans une si bonne voie, ne fit plus de progrès jusqu'au commencement du XVIIe siècle. Entre Raymond Lulle et Bernard Palissy, cette science resta à peu près stationnaire.

Laissant donc de côté les imposteurs et les fous *faiseurs d'or* dont la race n'est pas encore entièrement éteinte aujourd'hui, je vais tâcher de faire comprendre ce qu'était un chimiste au XIIe et XIIIe siècle, quelle était la grandeur et l'importance de la mission qu'il se croyait appelé à remplir, et à quel point les expériences savantes d'un *artiste* de ce temps, si incertaines et si confuses qu'elles fussent, étaient cependant dirigées dans des intentions pures, grandes et mêmes religieuses. L'homme de cette époque qui réunit au plus haut degré le double caractère de véritable savant et de chimiste religieux, est Raymond Lulle, que je vais essayer de faire connaître.

Raymond Lulle naquit à Palma, capitale de l'île Maïorque. Lorsqu'en 1231 le roi d'Aragon Jean ou Jayme Ier assembla les cortès et fit connaître à ses vassaux le dessein qu'il avait de chasser les Maures de l'île de Maïorque, un certain Raymond Lulle, père du chimiste, du *docteur illuminé* qui nous occupe, se présenta pour faire partie de cette expédition, pendant laquelle il se distingua en

(1) Voyez le *Roman de la Rose*.

effet par sa bravoure. Après la conquête et l'expulsion des Maures, Jean d'Aragon fit la vente des terres. Raymond Lulle en acheta une assez grande quantité et s'y établit. Revêtu d'emplois honorables et lucratifs, il ne tarda pas à se créer des revenus considérables, ce qui l'engagea à faire venir d'Espagne sa femme, dont la couche avait été jusque-là stérile, et dont il eut un fils en 1235.

L'éducation de cet enfant se ressentit de la position où se trouvaient son père et toute sa famille. Quoique spirituel et fort intelligent, il apprit peu de choses, et céda de bonne heure à toutes les fantaisies et aux désordres que pouvait se permettre impunément le fils d'un des conquérans de l'île, à qui des dépenses folles ne coûtaient rien. Cependant cette vie oisive et désordonnée inspira des inquiétudes à son père, qui lui fit contracter un mariage brillant dans l'espoir de l'amener à une conduite plus régulière. Le jeune Raymond, qui, en raison des services rendus à Jean d'Aragon par son père, avait été fait sénéchal de l'île et majordome du roi, épousa une noble et riche héritière, nommée Catherine Labots, dont il eut trois enfans, deux fils et une fille. Malheureusement les soins de la famille n'apportèrent aucun changement dans la conduite de Raymond Lulle, et il n'en passait pas moins son temps à donner des sérénades aux belles de la ville, à leur adresser des vers, et à dissiper une partie de sa fortune en bals, en fêtes et en banquets.

En vivant de la sorte, il avait atteint l'âge de trente ans, lorsqu'il conçut une passion plus effrénée que toutes celles qu'il avait ressenties jusqu'alors. L'objet de cet amour était une dame génoise, Ambrosia di Castello, d'une beauté merveilleuse, et qui était établie à Maïorque avec son mari qu'elle aimait tendrement. C'était alors l'usage parmi les poètes catalans de célébrer dans leurs vers une des beautés particulières que possédait ou qu'était censé posséder l'objet de leur culte. Dans un sonnet que Raymond Lulle adressa à Ambrosia, il fit l'éloge du sein de sa maîtresse, en lui peignant l'admiration excessive et la passion brûlante qu'elle lui inspirait. Le sonnet ne nous est pas parvenu, mais la lettre que la dame lui adressa en réponse a été conservée, et on la lira peut-être avec intérêt.

« Monsieur, lui écrit-elle, le sonnet que vous m'avez envoyé fait voir l'excellence de votre esprit, mais en même temps la faiblesse ou plutôt l'erreur de votre jugement. Comment ne peindriez-vous pas agréablement la beauté, vous qui, par vos vers, embellissez la laideur même? Mais comment pouvez-vous vous servir d'un génie aussi divin que le vôtre pour louer un peu d'argile détrempée avec du ver-

millon? Toute votre industrie devrait être employée à étouffer votre amour et non à le déclarer. Ce n'est pas que vous ne soyez digne de l'affection des plus grandes dames; mais vous vous en rendez indigne en servant la moindre de toutes. Et puis, faut-il qu'un esprit éclairé comme est le vôtre, et qui n'est fait que pour Dieu, se rende aveugle à ce point d'adorer une créature?

« Quittez donc, monsieur, une passion qui vous dégrade de votre noblesse, et n'exposez pas votre réputation pour quelque chose que vous ne sauriez acquérir. Que si vous continuez à vous abuser à plaisir, j'espère vous détromper bientôt en vous faisant voir que ce qui fait l'objet de votre ravissement doit l'être de votre aversion. *Mon sein vous a blessé le cœur,* dites-vous dans vos vers? eh bien! je guérirai votre cœur en vous découvrant mon sein. Cependant tenez pour assuré que je vous aime d'autant plus véritablement, que je fais semblant de ne pas avoir d'amour pour vous. »

Raymond Lulle, selon l'usage des amans, interpréta cette lettre énigmatique tout en faveur de sa passion, et devint plus follement épris que jamais d'Ambrosia. Il était toujours sur ses traces, et l'empressement qu'il mettait à la voir était tel, qu'un jour, en passant à cheval sur la grande place de Palma au moment où Ambrosia se rendait à la cathédrale pour entendre la messe, emporté par sa folle passion, il piqua son cheval et la suivit ainsi tout monté jusqu'au milieu de l'église.

Quoique cette extravagance eût excité la risée de toute la ville et qu'elle fît tenir mille propos, Raymond Lulle n'en devint que plus indiscret, au point que la dame, qui ne pensait guère à l'amour, comme on le saura bientôt, et qui redoutait les effets de la médisance, résolut de mettre fin à des assiduités dont le résultat ne pouvait être que funeste. Depuis la lettre qu'elle avait envoyée à Raymond Lulle, de nouvelles remontrances, des refus et des dédains même, tout avait été mis en usage par la belle Génoise pour décourager son persécuteur. Enfin, lasse de faire une résistance inutile, elle se décida, de concert avec son mari, à employer la seule ressource qui lui restait. Elle écrivit à Raymond Lulle pour lui donner rendez-vous chez elle. Arrivé chez Ambrosia, le jeune amant ne put se défendre d'une émotion très vive, causée non-seulement par la présence de la personne qu'il adorait, mais surtout par le calme, la gravité et un certain air de tristesse même qui régnaient sur son visage. Ce fut la dame qui rompit le silence, en lui demandant quelle pouvait être la cause de l'acharnement avec lequel il la poursuivait. A ces mots,

Raymond Lulle, plus insensé que jamais, répondit qu'il lui était impossible de ne pas rechercher la plus belle personne du monde. Une fois sur le chapitre de la beauté de son idole, il ne craignit même pas de vanter encore ceux de ses charmes dont il avait fait le sujet de ses vers. C'est alors que la malheureuse Ambrosia se décida à guérir enfin Raymond Lulle de son fol amour. « Vous me croyez la plus belle des femmes, lui dit-elle; vous vous trompez, monsieur. Tenez, ajouta-t-elle en découvrant son sein qu'un mal affreux avait presque entièrement dévoré, voilà ce que vous estimez tant, regardez ce que vous aimez avec tant de fureur. Considérez la pourriture de ce pauvre corps dont votre passion nourrit ses espérances et fait ses délices. Ah! monsieur, dit encore Ambrosia en ne pouvant plus retenir ses pleurs, changez, changez d'amour, et au lieu d'une créature imparfaite, tombée en dissolution, aimez, aimez Dieu, qui est complètement beau et incorruptible. » A peine ces terribles paroles furent-elles prononcées, qu'Ambrosia se dirigea vers l'intérieur de ses appartemens, laissant Raymond Lulle seul en proie à ses réflexions.

Rentré chez lui, Raymond resta long-temps immobile, comme s'il eût été frappé de la foudre. On dit que, dans la nuit qui suivit cette journée, Jésus-Christ lui apparut pendant son sommeil, ce qui lui fit prendre la résolution de se convertir. En effet, il se sépara de sa femme et de ses enfans, et après avoir disposé d'une partie de ses biens pour l'entretien de sa famille, il en distribua le reste aux pauvres, et prit le parti de renoncer au monde. Ce grand évènement dans la vie de Raymond Lulle eut lieu en 1267, lorsqu'il avait atteint sa trente-deuxième année.

Près des maisons élégantes dans lesquelles il avait mené jusque-là sa vie dissipée, était la montagne de Randa, dont il avait conservé la propriété, et au sommet de laquelle il se proposait de se retirer; mais, avant de se livrer à la retraite et à la pénitence, il fit d'abord un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle en Galice. A son retour, et lorsqu'il se retira effectivement sur le mont Randa, vêtu de l'habit des frères mineurs, et abrité seulement par une cabane qu'il avait construite lui-même, toute la ville de Maïorque, sans en excepter les personnes de sa famille, jugea qu'il était devenu fou, et l'on ne fit bientôt plus guère attention à son nouveau genre de vie, auquel il se conforma rigoureusement pendant neuf ans.

Quoique dans cette retraite il eût de fréquentes visions et qu'une bonne partie de son temps fût consacrée à des devoirs religieux et à des actes de pénitence, cependant c'est du fond de cette cellule de

Randa que Raymond forma le projet de travailler activement à la conversion des infidèles, et surtout des sectateurs de Mahomet ; c'est alors qu'il commença à se livrer aux études grammaticales et scientifiques qu'il regardait comme indispensables à l'accomplissement de son vaste et hardi projet. Il s'appliqua donc à la connaissance des langues anciennes ; mais il poursuivit avec une ardeur toute particulière celle des Arabes, qu'il voulait savoir écrire et parler, de manière à pouvoir attaquer avec toute la puissance du raisonnement et de la parole les doctrines religieuses des musulmans. En lisant les livres des Arabes, les seuls où l'on puisât alors la plupart des connaissances scientifiques sur tous les sujets, Raymond Lulle se familiarisa avec leur idiome, et acquit une érudition immense qui prépara son esprit à s'occuper de toutes les matières, et le disposa à embrasser l'ensemble des connaissances que l'homme peut acquérir.

Après neuf ans de retraite et d'études, Raymond Lulle, sentant sa foi religieuse et ses connaissances scientifiques solidement affermies, crut qu'il était temps de se rendre agréable à Dieu et utile au monde en cherchant à mettre en pratique tout ce qu'il avait appris, tout ce qu'il avait conçu. Son idée dominante, comme celle de tous les hommes distingués de cette époque, était de convertir les infidèles, de réfuter et de détruire les principes de l'Alcoran, et de répandre la foi chrétienne en opposant les vérités théologiques, soutenues par la démonstration scientifique, aux erreurs des enfans de Mahomet.

Il est vraisemblable que, pendant les neuf années qu'il passa sur la montagne de Randa, il s'était déjà livré à la composition de plusieurs ouvrages importans, puisqu'après avoir fait un court séjour à Montpellier, il vint, à l'âge de trente-neuf ans, à Paris, où il publia différens traités de philosophie, de médecine, d'astronomie et d'autres sciences.

Il était donc entré dans la carrière qu'il désirait si ardemment de parcourir, et où il devait donner tant de preuves de persévérance et de courage. Avant même d'avoir touché à la terre d'Afrique, il se vit exposé à la vengeance d'un Maure. Pour se familiariser avec la langue arabe, Raymond Lulle, depuis sa sortie de Randa, avait pris à son service un Africain, qui ne connaissait que la langue de son pays. En servant son maître, cet homme ne tarda pas à s'apercevoir que toutes ses pensées, toutes ses études, ainsi que ses constans désirs, tendaient à détruire la loi de Mahomet par la prédication. Poussé par un zèle religieux non moins vif que celui qui animait son maître, l'Africain porta à Raymond Lulle un coup de poignard dans la poitrine.

Le coup glissa au lieu de pénétrer, et quoique couvert de sang, Raymond Lulle eut le courage et la force d'arracher l'arme des mains de son meurtrier; mais loin de le frapper à son tour, comme il eût pu le faire, il intercéda en sa faveur, lorsque quelques personnes voisines, attirées par le bruit, s'apprêtaient à lui donner la mort. La fin de cette anecdote est curieuse, en ce qu'elle donne une idée du courage et de l'opiniâtreté avec lesquels les mahométans, comme les chrétiens, restaient attachés à leur foi. Malgré les prières de Raymond Lulle, qui ne voulait pas que l'on punît l'Arabe, le meurtrier fut mis en prison, où il s'étrangla de dépit de n'avoir pu ôter la vie à un homme qui travaillait à la ruine de la religion de Mahomet.

La fondation d'écoles dans les monastères pour l'étude des langues orientales, et où l'on pût former des hommes destinés à aller prêcher l'Évangile dans tous les pays infidèles, fut un des projets que Raymond Lulle poursuivit avec le plus d'ardeur pendant sa vie apostolique. Ce fut dans l'espoir de faire adopter ses vues au pape qu'il se rendit à Rome en 1286; mais, comme il arrivait dans la capitale du monde chrétien, il fut obligé de renoncer momentanément à son projet. Le pape Honorius IV, homme pieux et lettré, sur lequel il avait fondé toutes ses espérances, venait de mourir, et tout faisait présager que l'interrègne serait long. Loin de se décourager et de perdre son temps à Rome en attendant la nomination d'un nouveau pontife, Raymond Lulle, sur une invitation qui lui est faite par le chancelier de l'Université de Paris, retourne dans cette ville et y professe dans un collége son *grand art, ars magna*, première forme qu'il donna à la méthode nouvelle qu'il venait d'inventer pour coordonner, affermir et faciliter les diverses opérations de l'intelligence, et fournir à tous les hommes le moyen de penser et de discourir sur tous les sujets donnés.

Le succès de ses leçons à Paris eut du retentissement dans toute l'Europe, et bientôt Raymond se rendit à Montpellier, où il savait que le roi d'Aragon et de Maïorque devait se trouver. Encouragé par la présence de son souverain, et impatient de faire connaître sa nouvelle méthode dans une ville qui était déjà l'un des foyers intellectuels les plus actifs de la France, Raymond professa publiquement son *art inventif*, qui n'est rien autre chose que le *grand art* sous une autre forme.

De Montpellier, il alla à Gênes, où, tout en répandant ses nouvelles doctrines, il acheva une traduction de son *art inventif* en langue arabe, afin de se tenir prêt à répandre sa méthode au milieu des infi-

dèles, après l'avoir établie en Europe, car déjà il méditait la pensée d'aller en Afrique. Cependant il ne voulut pas quitter l'Italie avant de tenter de nouvelles démarches afin d'obtenir l'établissement d'écoles pour les langues orientales. Il se dirigea vers Rome, où le pape Nicolas IV régnait alors; mais l'ardeur du zèle de Raymond Lulle ne lui laissait pas toujours dans l'esprit le calme et la lucidité nécessaires pour qu'il saisît le moment opportun de présenter ses requêtes. Lorsqu'il vint entretenir le pape et le sacré collége de ces écoles, c'était précisément en l'année 1291, au moment où l'on venait de recevoir la nouvelle de l'évacuation de la Palestine par les chrétiens, après la perte de la ville de Saint-Jean-d'Acre. En cette terrible circonstance, le pape et le sacré collége, préoccupés de former en Europe une nouvelle croisade contre les Sarrasins, prêtèrent une oreille peu attentive aux projets littéraires du savant, qui n'obtint aucune réponse et auquel on tourna même le dos comme à un fou.

Certain que personne, pas même les premiers dignitaires de l'église, n'était disposé à entrer dans ses vues et à l'aider dans l'exécution de ses projets, Raymond Lulle retourna à Gênes avec l'intention de s'embarquer pour l'Afrique, et bien décidé à tenter seul ce qu'il avait espéré vainement d'accomplir avec l'aide des autres. Plein de zèle, il fait prix avec le patron d'un navire, embarque ses livres et tout ce qui pouvait lui être nécessaire pendant son voyage; mais quand il fut sur le point de monter dans le vaisseau, tout à coup l'image des dangers qu'il allait courir frappa tellement son esprit, qu'il ne trouva plus la force de faire un pas, et qu'il fut forcé de renoncer à son projet. On lui rendit ses livres et ses effets, avec lesquels il rentra dans Gênes au milieu d'une haie de curieux malins qui riaient de sa faiblesse. Quant à lui, soit que ce fût l'effet des plaisanteries que lui attira sa pusillanimité, soit qu'il sentît vivement sa honte, il rougit en lui-même de sa lâcheté; l'impression que produisit sur lui cet étrange évènement le rendit dangereusement malade. Le soir de la Pentecôte 1291, on le transporta au couvent des pères prêcheurs, où il reçut les soins que son état réclamait. Dans les accès de son délire, il croyait revêtir tour à tour l'habit de saint Dominique et celui de saint François. Enfin le mal empira tellement, qu'après avoir fait toutes ses dévotions et reçu le saint-sacrement, il dicta ses dernières volontés.

Le reste de la vie de Raymond Lulle apprendra sans doute ce que l'on doit penser de cet acte de faiblesse passagère; mais je crois devoir faire observer qu'il n'est pas rare que les ames très fortes et suscep-

tibles de concevoir de grandes et puissantes entreprises éprouvent parfois, au moment de les exécuter, de l'indécision et même une sorte d'abattement. C'est comme une espèce de tribut qu'elles paient d'avance à la faiblesse humaine, pour être quittes envers elle une bonne fois et ne plus broncher par la suite à la vue du danger.

Raymond Lulle guérit, et à peine eut-il recouvré l'usage de ses forces, qu'il monta sur le premier vaisseau dont la direction s'accordait avec ses desseins et débarqua à Tunis avec tous les livres qu'il avait composés dans l'intention de combattre et de ruiner les doctrines de l'islamisme. Son premier soin dans cette ville fut de chercher les hommes les plus savans dans la loi de Mahomet pour discuter avec eux, les convaincre de la vérité de la religion chrétienne, et former par ce moyen un noyau de disciples qui pussent l'aider à répandre les vérités qu'il apportait. Les auteurs du temps affirment qu'il réussit d'abord merveilleusement dans cette entreprise. Ce qui est hors de doute, c'est qu'indépendamment de la liberté qu'on lui accorda de faire ses prédications, il trouva encore assez de loisir et de tranquillité pour composer à Tunis sa *Table générale des Sciences.* Mais ce calme ne dura pas très long-temps, et sa mission fut tout à coup interrompue par les accusations que l'on porta au roi de Tunis contre lui. Sitôt que ce souverain sut que Raymond Lulle n'avait entrepris rien moins que de détourner le peuple du culte de Mahomet, il fit jeter le prédicateur en prison, puis le condamna à mort. En cette circonstance, Raymond Lulle ne dut son salut qu'à l'estime extraordinaire qu'un prêtre arabe faisait de lui à cause de son grand savoir et de la générosité de son caractère. Par ses intercessions et à force de prières, ce prêtre obtint du roi de Tunis une commutation de peine en faveur du condamné. Raymond Lulle reçut l'ordre de quitter Tunis immédiatement, avec défense d'y reparaître jamais sous peine de la mort. Il sortit de la ville, environné d'une populace qui faillit rendre la clémence du souverain inutile, car les femmes et les enfans furent sur le point de le lapider en le chassant de Tunis.

On était alors en 1292, et Raymond Lulle, dans sa cinquante-septième année, avait atteint un âge où le corps et l'esprit de la plupart des hommes deviennent ordinairement paresseux et stériles. Cependant, grace à l'énergie de son ame, et, il faut bien le supposer, à la force de son tempérament, ce ne fut qu'à dater de cette époque qu'il entra réellement dans la double carrière de missionnaire et de savant qu'il parcourut toujours avec tant de courage, et souvent avec supériorité.

Gênes paraît avoir été pour lui le point central de ses opérations et de ses voyages. En quittant Tunis, il revint dans cette ville, d'où, après quelques mois de repos employés à perfectionner sa méthode, il partit pour Naples et y enseigna publiquement sa *nouvelle introduction aux sciences,* autre forme de son *grand art.*

Cette époque (1293) fut marquée par un évènement très important dans la vie scientifique de Raymond Lulle. A Naples, où il n'était venu que dans l'intention de répandre ses doctrines, il retrouva un homme fort célèbre, avec lequel il avait eu déjà des relations à Montpellier et à Paris, Arnaud de Villeneuve, le plus savant chimiste de ce temps. Il s'en fallait bien que Raymond Lulle fût précisément étranger à l'art de la transmutation des métaux : en lisant les auteurs arabes dans sa solitude de Randa, il avait nécessairement acquis des connaissances théoriques sur cette matière; mais il lui manquait la pratique, il n'était pas encore *artiste,* lorsqu'en se trouvant avec Arnaud de Villeneuve à Naples, il prit goût à cette science, se lia d'amitié avec le savant chimiste, reçut de lui des conseils, et même, à ce que l'on dit, le secret de la transmutation des métaux et l'art de *faire de l'or.* Quelles que soient l'importance et la réalité de ces prodigieuses confidences, le résultat des entretiens scientifiques d'Arnaud de Villeneuve avec Raymond Lulle à Naples fut que le missionnaire devint aussi habile chimiste que son maître.

On n'a sans doute pas oublié la distinction que j'ai établie en commençant entre les alchimistes et les chimistes. Raymond Lulle était de ces derniers, et sans m'engager ici dans une histoire de la science hermétique, je dois cependant, pour faire connaître le rang que notre missionnaire y occupe, indiquer les noms et les travaux des hommes les plus distingués qui l'ont précédé dans les études chimiques depuis le VIII[e] siècle.

Cette science, déjà connue dans l'antiquité, fut transmise aux Européens par les Arabes. Le plus ancien chimiste de cette nation, parmi les véritables savans, est Geber, qui vivait vers l'an 730 de notre ère. Il reste de lui un assez grand nombre d'ouvrages, dont les plus importans sont : 1° Somme de la perfection du grand œuvre, *Summa perfectionis magisterii;* 2° Livres de la recherche du grand œuvre, *Libri investigationis magisterii;* 3° enfin le Testament de Geber, philosophe et roi de l'Inde, *Testamentum Gebri philosophi et Indiæ regis.* Le premier ouvrage traite de l'essence, des espèces diverses, de la sublimation et calcination des minéraux, des préparations qu'on peut leur faire subir et de l'emploi de ces corps dans les opérations

chimiques. Le second donne une suite de recettes pour obtenir les sels de toutes les substances minérales qui en contiennent ou en produisent. Le troisième traite encore des sels, mais plus particulièrement de la calcination des métaux (1).

Rhazès, médecin, chirurgien et anatomiste, Arabe de nation, mort en 922 de notre ère, tient encore une place éminente parmi les chimistes de son pays et de son temps. Il passe pour être le premier qui ait fait mention de l'eau-de-vie, *arak*. Son livre intitulé : *Préparation du Sel ammoniac*, est cité par les savans comme une œuvre très remarquable, et dans le cours de ses traités sur la médecine, on peut acquérir la conviction que ce célèbre praticien avait fait de fréquentes applications de ses connaissances chimiques à la pharmacologie. La nature de ses études l'avait également conduit à s'occuper de la transmutation des métaux.

Vient ensuite, mais près de deux siècles plus tard, Albert-le-Grand, issu d'une très noble famille, et né à Lawingen, dans le duché de Neubourg, en Souabe, l'an 1193. Dès l'âge de vingt-deux ans, il était entré dans l'ordre des dominicains; sa piété et sa vertu le firent nommer évêque de Ratisbonne en 1260. Cet homme, dont les traditions populaires ont fait jusqu'à nos jours une espèce de thaumaturge et de sorcier, fut remarquable au contraire par la profondeur de sa science et le calme de sa raison. Conformément à la disposition de tous les esprits élevés de son temps, il s'appliqua aux études encyclopédiques, et ne négligea pas la transmutation des métaux. Cependant son principal ouvrage : *Des Minéraux et des Substances minérales* (*De Mineralibus et rebus metallicis*), forme un traité dans lequel le savant expose et discute les opinions des chimistes de l'antiquité et de l'école arabe avec une précision de critique et un calme scientifique qui ne justifient guère les légendes absurdes recueillies par ses biographes. Loin de se donner comme ayant des ressources surnaturelles et pour un inventeur de *secrets*, Albert-le-Grand, guidé par l'observation et esclave des expériences qu'il avait eu souvent l'occasion de faire dans son pays si riche en mines, fut au contraire un savant plein de discrétion et de prudence, un philosophe vraiment sage. Sa piété, d'ailleurs, comme celle qui anima Roger Bacon et Raymond Lulle, lui faisait voir dans l'étude des sciences physiques un moyen d'affermir les bases sur lesquelles devait reposer la théologie, et une

(1) Ces trois ouvrages se trouvent dans la *Bibliotheca chimica curiosa*, de Mauget, tom. I[er], pag. 519-564.

occasion d'augmenter et de perfectionner les armes intellectuelles destinées à combattre et à détruire les erreurs de Mahomet.

C'est donc sans étonnement que l'on doit voir le nom de saint Thomas d'Aquin adjoint à celui du chimiste Albert-le-Grand, dont il devint l'élève favori, lorsqu'il lui fut confié à Cologne par Jean-le-Teutonique, quatrième général de l'ordre des dominicains. Sous ce maître, Thomas apprit non-seulement la théologie, mais parcourut le cercle des sciences, et se garda bien d'omettre la chimie.

Roger Bacon, le moine anglais, contemporain d'Albert, de Thomas et de Raymond Lulle, suivit la même direction qu'eux, et au nombre de ses écrits, tous destinés à consolider la théologie et à combattre les doctrines mahométanes, se trouve un traité de chimie, *Speculum alchemiæ* (1).

Alain, natif de l'Isle, dans les Pays-Bas, moine de Clairvaux et évêque d'Auxerre en 1151, surnommé *le docteur universel*, à cause de la variété de ses connaissances, cultiva également la chimie et s'occupa de la transmutation des métaux dans des intentions pieuses.

Un seul homme en ce temps semble s'être écarté du principe exclusivement religieux qui servit de règle à tous les autres savans. Arnaud de Villeneuve, né en Provence, mérita plus d'une fois les censures de l'église, et risqua même d'être frappé de ses foudres, en répétant que « les œuvres de charité et de médecine sont plus agréables à Dieu que le sacrifice de l'autel. » Sceptique, pour ne rien dire de plus, on dirait que dans son temps, où la foi religieuse était si ardente, Arnaud de Villeneuve n'eut que la religion de la science; mais il l'honora par la multiplicité et l'éclat de ses travaux en chimie (2). On lui attribue, sinon l'invention de l'art de distiller, indiqué par Dioscoride, du moins des expériences nouvelles pour faire connaître l'importance de la distillation et les résultats utiles qu'on en peut obtenir. On a cru qu'il avait trouvé *l'eau-de-vie;* cependant il n'en parle que comme d'une chose déjà connue, puisqu'en effet Rhazès en avait fait mention trois siècles avant; c'est avec plus de raison qu'il passe pour avoir découvert *l'essence de térébenthine*, qu'il désigne sous le nom d'*oleum mirabile*. Quoi qu'il en soit, ces diverses opérations, qui le

(1) Il se trouve dans la *Bibliothèque* de Mauget, tom. Ier, pag. 613.

(2) Les curieux pourront consulter ses principaux traités : *Thesaurus thesaurorum*, — *Novum lumen*, — *Perfectum magisterium*, — *Speculum Alchemiæ*, — *Questiones essentiales et accidentales*, — *Semita Semitæ*, — *Testamentum*, qui se trouvent dans le premier volume de la *Bibliothèque* de Mauget, pag. 662-704.

font regarder aujourd'hui comme l'un des fondateurs de la chimie, ne furent pas ce qui lui donna tant de célébrité de son temps. Arnaud de Villeneuve avait, ainsi que tous ses contemporains *artistes*, le secret de faire de l'or; on en tirait la conséquence qu'il pouvait guérir tous les maux, prolonger la jeunesse et même la vie. C'est là l'objet de ses livres, et ce qui les rendait si précieux. Malheureusement le style obscur et énigmatique, employé volontairement par les chimistes du XIIIe siècle, n'est plus intelligible pour personne, en sorte que leurs immenses travaux, dans lesquels il est difficile de croire qu'il ne se trouve rien de précieux, sont devenus inutiles à la science.

Arnaud de Villeneuve était occupé de ses combinaisons scientifiques à Naples au mois de juin 1293, lorsque Raymond Lulle arriva dans cette ville pour professer ses doctrines philosophiques et y expliquer son *grand art* et son *arbre des sciences*. Les relations que les deux savans avaient eues déjà en France, se renouvelèrent aussitôt et ne tardèrent même pas à se changer en une amitié fondée particulièrement, sans doute, sur leur goût commun pour la science, car, entre deux hommes dont les sentimens religieux étaient si contraires, on ne voit pas quel autre lien aurait pu les unir. Mais la science, prise en elle-même, était devenue, au XIIIe siècle, une chose sainte, par cela seul qu'on l'estimait indispensable pour perfectionner et affermir la théologie; aussi voit-on que, pendant toute l'époque de la renaissance, les païens de l'antiquité, les Arabes musulmans et les incrédules, tels qu'Arnaud de Villeneuve, devenaient des autorités infaillibles, du moment que l'on croyait être certain de tirer d'eux quelques connaissances positives.

Le peu de détails que l'on ait sur les relations scientifiques qui s'établirent entre ces deux hommes, se trouvent épars dans les écrits de Raymond Lulle. Il dit, par exemple, dans celui de ses livres intitulé : *mon Codicille :* « Je crus témérairement qu'il me serait possible de pénétrer cette science (la chimie), sans le secours de personne, jusqu'au jour où Arnaud de Villeneuve, mon maître, me la fit connaître en me prodiguant tous les trésors de son esprit. » Dans le livre des *Expériences*, on trouve encore ce passage : « Je n'ai pu fixer ces huiles, jusqu'à ce que mon ami Villeneuve m'eût enseigné à faire cette expérience. » Mais le document de ce genre le plus curieux est la treizième expérience du livre intitulé : *Experimenta*. On lit en tête du chapitre : *Expérience treizième d'Arnaud de Villeneuve, qu'il me fit connaître à Naples*, et le chapitre contient toutes les opérations

chimiques au moyen desquelles on obtient d'abord *la pierre philosophale*, puis *de l'or* (1).

Cependant, tout en se livrant à de nouvelles études scientifiques auxquelles il n'attachait qu'une importance secondaire, bien que ce soient ses meilleurs titres contre l'oubli, il ne laissait pas de poursuivre toujours avec la même ardeur ses projets favoris, la publication de sa méthode philosophique et l'établissement des écoles pour les langues de l'Orient. Pendant son séjour à Naples, et tout en apprenant la transmutation des métaux, il répandit, autant qu'il lui fut possible, son *Grand Art*, qu'il retoucha et refit de mille manières, jusqu'à ce qu'il l'eût réduit à un abrégé plus facile à saisir, sous le titre d'*Art bref*. En outre, il sollicita continuellement les princes et les ecclésiastiques de Naples pour qu'ils fondassent des écoles.

Cependant il tardait à Raymond Lulle de s'adresser à des hommes qu'il croyait trouver plus favorables à ses idées, et ce fut dans cet espoir qu'il se rendit de Naples à Rome, en décembre 1294, pour décider le pape Célestin V, puis son successeur, Boniface VIII, à créer des missionnaires. Le zèle de Raymond Lulle pour la propagation du christianisme est sans doute une qualité singulièrement remarquable en lui; mais peut-être est-on en droit de lui reprocher d'avoir manqué de prudence et surtout de tact dans les démarches qu'il aventurait pour servir la cause de la religion. Inattentif à tous les évènemens, ne prenant de conseil ni d'appui de personne, et n'admettant dans son esprit d'autre idée que celle qui y était clouée, il allait à l'étourdie comme s'il n'eût jamais dû rencontrer d'obstacles. Déjà il avait échoué, en 1291, sous le pontificat de Nicolas IV, lorsqu'il vint lui parler de l'établissement des écoles. Il ne fut pas plus heureux cette fois, en 1294, auprès de Célestin V, que sa piété peu éclairée rendit si inhabile aux affaires, qu'il fut forcé d'abdiquer après cinq mois de règne. Ce qui démontre encore mieux que Raymond Lulle n'avait aucune connaissance des hommes et des choses, c'est qu'il renouvela sa requête auprès du successeur de Célestin V, Boniface VIII, *le Prince des nouveaux Pharisiens*, comme le désigne Dante, pontife qui mettait trop d'importance à établir sa puissance temporelle en Italie pour s'occuper sérieusement d'un traité de rhétorique inventé pour réfuter l'Alcoran.

On imagine avec quel dédain Raymond Lulle fut reçu. Étant donc certain qu'il n'obtiendrait rien à Rome, il se rendit à Milan, ville

(1) Voyez *Bibliotheca chimica* de Mangel, tom. Ier, pag. 332 et suiv.

alors plus tranquille pour un philosophe, et se livra tout entier à la chimie, comme il nous l'apprend dans son livre : *De Mercuriis*. Ces repos scientifiques n'étaient, pour Raymond Lulle, qu'un moyen de rassembler ses forces, afin de se livrer avec une nouvelle ardeur à son infatigable activité de corps et d'esprit. De Milan, il alla bientôt à Montpellier, où il professa ses doctrines philosophiques. Jusqu'à cette époque, il n'avait eu d'autres liens avec les sociétés religieuses que la vivacité de sa foi et l'ardeur de son zèle pour la propagation de la religion catholique. Pendant ce séjour à Montpellier (1297), il reçut, à l'âge de soixante-deux ans, du général des franciscains, Raymond Gauffredy, des lettres d'association comme bienfaiteur de l'ordre, intimant à tous les supérieurs soumis à sa juridiction de permettre au docteur illuminé d'enseigner dans leurs maisons selon sa méthode. Cette faveur donna une grande autorité à ses doctrines et contribua puissamment à les répandre.

Mais il faut rendre cette justice à Raymond Lulle, qu'il ne s'endormait jamais sur sa gloire, et qu'à peine voyait-il ses espérances se réaliser sur un point, qu'il reportait aussitôt toute son activité sur un autre. Les refus qu'il avait essuyés à la cour de Rome se représentèrent à son esprit, et lui firent reprendre avec d'autant plus de vigueur son projet d'établir des écoles. Ce n'était plus au pape qu'il voulait s'adresser cette fois, et sans balancer un seul instant à l'idée des voyages qu'il projetait, de Gênes où il était retourné, il alla successivement en France, en Sicile, à Maïorque, et enfin jusqu'à l'île de Chypre, pour exhorter les souverains de ces pays à établir dans les monastères de leurs états des écoles pour les langues orientales. Partout encore il n'éprouva qu'indifférence et refus.

Il était à Chypre vers 1300, désabusé de toutes les espérances qu'il avait fondées sur les autres, et ne comptant plus absolument que sur lui-même. Pour que son voyage ne devînt pas entièrement stérile, il passa en Arménie, parcourut cette contrée, redescendit vers la Palestine, professant partout ses doctrines, exhortant les chrétiens à combattre les Turcs, prêchant le christianisme aux mahométans, et s'efforçant de ramener à l'unité catholique les jacobites, les nestoriens et tous les hérétiques qu'il rencontrait sur son passage.

Après cette longue et pénible course, il revint à Gênes, point central d'où il semblait préparer les entreprises nouvelles qu'il méditait, puis à Montpellier. Il composa, dans ces deux dernières villes, un grand nombre d'ouvrages sur diverses matières, et entre autres *Brevis*

practica artis generalis, modification nouvelle de sa méthode de penser et de raisonner. Dans les années suivantes jusqu'à 1304, il faut le suivre encore à Paris, où il dispute victorieusement avec Jean Scot, dit *le docteur subtil*, puis à Lyon et à Montpellier, lieux où, tout en professant publiquement ses doctrines, il refondit de nouveau presque en entier son *art général*.

Cependant le saint siége allait être transporté de Rome à Avignon. Un pape français, Bertrand de Goth, Clément V, élevé à cette dignité par l'influence de Philippe-le-Bel, gouvernait l'église et se trouvait à Lyon lorsque notre aventureux philosophe s'y rendit. Raymond Lulle, dont les espérances se ranimaient toujours à la nomination d'un nouveau pape, s'empressa d'aller saluer Clément V, à qui il soumit de nouveau, mais inutilement encore cette fois, son projet d'écoles pour les langues orientales. Le malheur voulut qu'il entretînt le pontife de cette affaire au moment où le successeur de saint Pierre, qui venait d'acheter sa dignité du roi de France par toute sorte de promesses, n'avait dans l'esprit qu'une seule préoccupation, celle de les éluder.

Ce nouvel échec ne ralentit pas plus le zèle de Raymond que ceux qu'il avait déjà essuyés en tant d'occasions. A l'instant même il s'engage dans une entreprise plus vaste, plus dangereuse, que toutes celles qu'il eût encore tentées. Après avoir pris civilement congé de Clément V, il quitte Lyon, va à Maïorque, met ordre à ses affaires et à celles de sa famille, et passe en Afrique dans l'intention de donner un témoignage éclatant de son zèle, en essayant seul, et selon ses forces, la conversion des musulmans. En effet, il se rendit à Bougie, où l'on assure qu'après avoir souffert tous les genres d'opprobres de la part du peuple, il parvint cependant, à force de courage et de patience, à convertir dans cette ville soixante-dix philosophes attachés aux doctrines d'Averroës. Après ce succès, ajoutent les auteurs de sa vie, il se dirigea vers Alger, où il convertit encore plusieurs infidèles à la foi catholique. Mais ces succès ne tardèrent pas à le rendre suspect, et les imans le firent jeter en prison. Dans son cachot même, il donna des preuves de son opiniâtreté courageuse; il chercha à parler et à instruire ceux à la garde de qui il était confié, et son éloquence inspira encore assez d'ombrage pour qu'on lui mît un bâillon afin de lui ôter l'usage de la parole, et qu'on le privât de nourriture pendant plusieurs jours pour diminuer l'activité de son esprit et de son courage. Toutefois, ces traitemens cruels ne produisant pas sur

Raymond Lulle l'effet qu'en attendaient les musulmans, on le promena ignominieusement par toute la ville en l'accablant de coups, et on le bannit sous peine de la vie.

Raymond Lulle était, comme on sait, sous le poids d'une première condamnation de cette espèce à Tunis, ce qui ne l'empêcha pas d'y rentrer. A son premier voyage dans cette ville, il avait cinquante-trois ans; cette fois, il en avait soixante-onze. On peut donc supposer que l'altération de ses traits l'aida à se soustraire à la vengeance des habitans. En tout cas, il ne fit que passer par cette ville pour aller s'établir à Bougie. Là, il prêcha publiquement l'Évangile, et employa toutes les ressources que lui offraient sa méthode et son éloquence pour combattre les croyances des mahométans. On rapporte que, parmi les docteurs musulmans avec lesquels il eut des conférences sur la religion, il se trouva un philosophe arabe nommé Homère, qui, se sentant confondu par la force des raisonnemens de Raymond Lulle, prit la résolution de faire jeter ce dangereux catéchiseur dans un cachot. On ajoute que Raymond Lulle y serait infailliblement mort sans l'assistance de marchands génois qui intercédèrent en sa faveur, et le firent placer dans une prison moins affreuse et moins malsaine, où il demeura encore plus de six mois.

Soumis dans ce lieu à un régime et à une solitude moins austères, il reçut la visite des savans du pays, attirés par son inépuisable faconde que favorisait la facilité avec laquelle il s'exprimait en arabe. Tous les docteurs de la loi de Mahomet, disposés envers lui comme il l'était à leur égard, c'est-à-dire à lui prouver la vérité de leur religion et à la lui faire confesser, ne négligèrent aucun des moyens qui pouvaient leur faire obtenir cette importante victoire sur le vieillard chrétien. Raisonnemens, prières, menaces, espérances flatteuses, tout fut mis en usage pour convaincre, intimider ou séduire Raymond Lulle; mais le docteur illuminé resta ferme et inébranlable dans sa foi.

Il paraîtrait que les docteurs musulmans n'étaient pas plus ennemis de la controverse et de la dialectique que les théologiens d'Europe, car, les raisons en faveur des deux croyances s'étant multipliées au point que l'ordre scholastique ne pouvait plus régner dans les discussions, les disciples de Mahomet et le docteur chrétien convinrent entre eux que chaque partie développerait méthodiquement ses argumens par écrit. Alors l'infatigable Raymond Lulle, à qui un volume de théologie ne coûtait pas plus qu'un voyage d'Europe en Afrique, se mit à composer un livre. Son ouvrage était presque entièrement terminé, lorsque le souverain du pays, craignant les effets d'une

discussion de ce genre, engagée avec un homme d'un esprit si délié et si tenace, lui fit ouvrir les portes de sa prison et le chassa de Bougie comme un perturbateur du repos public.

Ce ne fut pas sans de vifs regrets qu'il quitta ce pays au moment où il se flattait de commencer cette guerre intellectuelle qu'il désirait depuis si long-temps faire aux Sarrasins. Forcé d'abandonner son entreprise, il s'embarqua avec tous ses livres sur un vaisseau génois. On dirait que, pour lui faire mériter le titre de saint martyr qui lui est encore accordé en Espagne et surtout à Maïorque, sa patrie, Dieu se soit plu à multiplier sur sa route les épreuves les plus terribles. Le vaisseau qu'il montait n'était plus qu'à dix ou douze milles du port de Pise, lorsqu'il fut assailli par une tempête et fit naufrage. Presque tout l'équipage périt à l'exception de quelques matelots et de Raymond, qui se sauva à l'aide d'une table sur laquelle il trouva encore moyen de placer ses livres.

A Pise, il fut accueilli et soigné par les religieux du couvent de Saint-Dominique. Mais à peine avait-il pris le temps de faire sécher son habit, qu'il se mit à parcourir la ville, enseignant le peuple et exhortant les personnes considérables de la république à unir leurs efforts et leurs dons pour tenter par tous les moyens imaginables de convertir les infidèles et de reconquérir la Terre-Sainte. Il s'adressa en particulier aux familles nobles du pays pour les engager à instituer une milice chrétienne, à créer des chevaliers qui se dévouassent à délivrer les saints lieux de la domination du Turc. La prédication de cette croisade produisit un assez grand effet. Les Pisans rédigèrent une espèce de pétition à ce sujet, adressée au pape, et chargèrent Raymond Lulle de la lui présenter. En se dirigeant vers Avignon, il passa par Gênes avec l'intention de s'y embarquer pour la France. Dans cette dernière ville, ses exhortations ne produisirent pas moins d'effet qu'à Pise, et en réveillant l'horreur des Génois pour les musulmans, il la fit partager aux dames de la ville, qui s'engagèrent à vendre leurs bijoux et à en offrir le prix pour contribuer à une nouvelle croisade dans la Terre-Sainte.

Le zèle et la fermeté que Raymond Lulle persistait à mettre dans l'exécution de ses idées sont certainement de belles et nobles qualités chez lui. Cependant, on ne peut s'empêcher de le reconnaître, les déterminations et les moyens qu'il choisissait pour faire réussir ses projets manquaient presque toujours de réflexion et d'opportunité. Il est évident que cet homme, étranger à toute congrégation religieuse ou civile, qui ne vivait que sur les idées de son propre

fonds, et ne s'occupait en dernière analyse que de combinaisons scientifiques, n'était nullement instruit des grands évènemens politiques de son temps. Tout fait croire qu'il ignorait que, depuis la fâcheuse croisade qui se termina par la mort de saint Louis, en 1270, l'Europe était bien moins préoccupée de reconquérir le saint-sépulcre que de se garantir de l'invasion si menaçante des Tartares, dont Raymond Lulle ne dit pas même un mot dans le cours de ses ouvrages. Duplan Carpin et Roger Bacon, avec ce courage calme et prévoyant qui distingue les hommes vraiment forts, voyaient un peu plus loin et beaucoup plus juste que le docteur illuminé de Maïorque.

Tout émerveillé de l'enthousiasme qu'il avait excité dans deux petites villes d'Italie, il arrive triomphant à Avignon et s'empresse d'offrir au pape les témoignages du zèle religieux qu'il avait recueillis à Pise et à Gênes; mais Clément V et le sacré collége, qui envisageaient ces affaires d'un point de vue bien autrement élevé, ne purent s'empêcher de rire à la réception des offres que Raymond était chargé de faire, et on l'éconduisit comme un fou, sans daigner lui répondre.

Les auteurs espagnols, qui tiennent à ce que Raymond Lulle soit considéré avant tout comme un saint martyr, s'élèvent tous contre l'irrévérence avec laquelle Clément V et ses cardinaux le reçurent en cette circonstance. Ces écrivains ignoraient vraisemblablement, ainsi que Raymond Lulle, qu'en ce moment (1305 ou 1306) le système d'attaque contre les Sarrasins était complètement changé, et que, depuis les négociations entamées par saint Louis avec les princes tartares, ceux-ci, qui avaient débuté par des menaces contre les nations de l'Europe, s'étaient peu à peu accoutumés à l'idée de se joindre à elles pour faire la guerre aux musulmans de la Palestine. Si Clément V se disposait en effet à prêcher une grande croisade qui devait mettre la terre sainte au pouvoir des Francs, c'est que le pape avait vu à Poitiers des envoyés mongols qui lui avaient appris qu'une paix générale venait d'être conclue entre tous les princes de la Tartarie, ce qui permettait au roi de Perse de mettre à la disposition de Philippe-le-Bel, pour une expédition en Syrie, plus de cent mille cavaliers tartares, à la tête desquels le prince marcherait en personne (1). Cette circonstance explique le dédain avec lequel on accueillit les offres de Raymond Lulle.

Le pieux et simple savant ne supporta pas cette injure avec autant de courage que les avanies du Turc et les dangers du naufrage.

(1) Voyez *Mélanges asiatiques*, par Abel Rémusat, tom. Ier, pag. 404.

Blessé, il se dirigea vers Paris, où, après avoir combattu avec le plus grand succès ceux d'entre les philosophes qui défendaient les doctrines d'Averroës, il eut la satisfaction de voir l'Université de cette ville approuver son *Art*, celui de ses ouvrages qui résumait les études de toute sa vie, et qu'il regardait comme le plus propre à faire triompher la vérité (1). Ce succès, grace auquel il vit sa doctrine se répandre par toute l'Europe, lui fit oublier sa triste aventure à la cour papale. N'étant sujet d'ailleurs ni au découragement ni à la rancune, lorsqu'en 1311 Clément V tint le concile de Vienne en Dauphiné, où l'on prononça l'abolition de l'ordre des templiers, Raymond Lulle s'y rendit et y demanda trois choses :

1° Ce qu'il avait proposé tant de fois déjà : l'établissement dans toute la chrétienté de monastères où des hommes pieux et savans pussent apprendre les langues orientales et se préparer à toute espèce de souffrances et de dangers pour la cause de Jésus-Christ ;

2° De réduire tous les ordres religieux militaires existans à un seul, afin d'éviter les querelles de préséance qui s'élevaient journellement entre ces ordres, et, par cette mesure, de les rendre plus utiles à la cause de Dieu ;

3° Enfin, de supprimer dans les écoles, par un ordre du pontife, les œuvres d'Averroës, en en défendant la lecture à tous les chrétiens (2).

La demande que fit Raymond au sujet des ordres religieux militaires ne paraît avoir aucun rapport avec l'acte de sévérité que l'on exerça contre les templiers à ce concile, et l'on ne donna pas au docteur illuminé la satisfaction qu'il espérait à l'occasion des œuvres d'Averroës; mais de ses trois requêtes il y en eut une d'accueillie. Clément V, quoique éloigné de Rome, y fonda cependant, vers cette époque, des chaires pour les langues grecque, hébraïque, arabe et syriaque; il paraît même que Philippe-le-Bel, entraîné par cet exemple, fit quelques tentatives pour former des écoles semblables à Paris. Le roi de Maïorque en établit à Palma, en sorte que l'un des projets

(1) L'acte qui constate cette approbation, daté de 1309, se trouve imprimé au nombre des pièces justificatives annexées à l'*Apologie de la vie et des œuvres du bienheureux Raymond Lulle*, par A. Perroquet, prêtre; Vendôme, 1667.

(2) Averroës avait adopté et commenté les opinions d'Aristote. Quoique sa religion extérieure fût l'islamisme, ce philosophe professait une égale indifférence pour tous les cultes. C'est cette indifférence que Raymond Lulle jugeait si pernicieuse à la jeunesse des écoles. Cependant ce ne fut que beaucoup plus tard, sous le pontificat de Léon X, que la censure contre les ouvrages d'Averroës fut prononcée.

favoris de Raymond Lulle fut au moins réalisé en partie de son vivant. Il atteignait alors à sa soixante-dix-septième année.

Il me reste encore à raconter plus d'une aventure de la vie presque fabuleuse de Raymond; mais, avant d'en achever le récit, je m'arrêterai au point où nous nous trouvons de son histoire, pour jeter un coup d'œil sur les travaux intellectuels et sur les écrits que cet homme extraordinaire a laissés.

Quoique depuis sa retraite dans la cellule de Randa, pendant ses voyages, dans les villes où il s'arrêtait, à bord des vaisseaux, en plein air, et jusqu'en prison, il travaillât toujours à la composition de ses livres, le nombre en paraît merveilleux, lorsque l'on réfléchit à l'infatigable activité de corps qu'a employée ce pieux savant à croiser les mers et parcourir le monde dans tous les sens pendant cinquante ans de sa vie. Pour donner rapidement l'idée la plus juste de l'ordre, de l'esprit et du but de ses travaux, je présenterai par groupes, disposés systématiquement, les divers traités qu'il a composés pendant le long cours de sa vie. En voici la liste :

TITRES DES MATIÈRES.	NOMBRE DES TRAITÉS.
Sur l'Art démonstratif de la Vérité. . .	60
Grammaire et Rhétorique.	7
Logique.	22
Sur l'Entendement.	7
Sur la Mémoire.	4
Sur la Volonté.	8
De la Morale et de la Politique. . . .	12
Sur le Droit.	8
Philosophie et Physique.	32
Métaphysique.	26
Mathématique.	19
Médecine, anatomie.	20
Chimie.	49
Théologie.	212
Total des traités. . .	486 (1)

L'ordre de ce tableau synoptique, tout en suffisant pour faire ressortir la marche et l'enchaînement des idées de Raymond Lulle, caractérise encore l'esprit encyclopédique qui anima et régla les travaux intellectuels des hommes distingués du XIIIe siècle. Aucune des sciences physique, métaphysique et mathématique, n'était cultivée

(1) La table générale et détaillée des livres composés par Raymond Lulle, donnée par Alfonso de Proaza, en 1515, est reproduite à la page 364 de l'ouvrage déjà cité de A. Perroquet.

isolément et pour elle-même. L'une était la conséquence de l'autre, et c'était au moyen des degrés plus ou moins bien établis qu'elles offraient, que l'intelligence s'élevait successivement jusqu'à la théologie. Cette idée de la vérité absolue, on la voit également poursuivie avec la même constance et la même opiniâtreté pieuse dans les poèmes de Dante, dans les écrits de Roger Bacon, dans les nombreux traités de Raymond Lulle.

Néanmoins les ouvrages qui donnèrent une célébrité si grande au docteur illuminé, non-seulement vers la fin de sa vie, mais durant quatre siècles après sa mort, et firent naître une foule d'adeptes connus sous le nom de *lullistes,* ce sont particulièrement les livres destinés à enseigner les moyens de séparer le faux du vrai, de trouver la vérité, de donner des définitions précises, d'établir, d'enchaîner, de présenter clairement des raisonnemens justes, et de ne point se tromper sur la nature des choses divines, intellectuelles et physiques. Cette science du raisonnement, cet ART, car c'est ainsi qu'il le désignait, fut l'objet constant des recherches de toute sa vie, et les soixante traités différens qu'il a écrits *sur l'art démonstratif de la vérité*, ne sont, ainsi que l'on peut s'en convaincre en les comparant, que des variantes du même ouvrage. Entre le GRAND ART et l'ART BREF, dans lesquels sa méthode pour développer l'intelligence et diriger le raisonnement est comprise, il a fait une foule de livres qui s'y rapportent et ne sont que le développement de quelques questions particulières (1). Mais, en résumé, l'*Art bref* est, de tous les ouvrages de cette espèce, celui où Raymond Lulle a déposé, sinon avec clarté, du moins de la manière la plus succincte, sa méthode de développer l'entendement humain. C'est ce livre qui lui fit donner le titre de *docteur illuminé*, et dont l'Université de Paris reconnut l'excellence et recommanda l'usage en 1309; c'est cet ouvrage enfin qui fit si fortement sentir son influence pendant les XIVe, XVe et XVIe siècles en Europe, et en faveur duquel des hommes d'un grand mérite écrivaient encore des livres apologétiques, des notes, des commentaires, en Italie, en Allemagne et en France, vers 1668 (2).

(1) Voici les titres de quelques-uns de ces traités : *l'Art de la science générale. — Nouvelle méthode de démontrer. — L'Art inventif. — Livre de la démonstration. — Livre de la montée et de la descente de l'entendement. — L'Arbre des sciences*, etc.

(2) L'édition portant le titre : *Raymondi Lulli opera*, etc., Argentorati, 1617, est accompagnée de notes et commentaires de Jordano Bruno, de Henry Cornelius Agrippa et de Valerio de Valeriis. L'*Apologie de la vie et des œuvres de R. Lulle*, par Perroquet, porte la date de 1668.

Ayant l'intention de donner une idée de la méthode inventée par Raymond Lulle, j'ai pris d'abord la précaution de ne pas laisser ignorer l'admiration qu'elle a excitée en Europe depuis le temps de saint Louis jusqu'au siècle de Descartes et de Pascal, afin que, si l'on s'étonnait de la puérilité de cette méthode, l'immense célébrité dont elle a joui pendant si long-temps me servît au moins d'excuse. Abordons la difficulté sans préambule, et prenons d'abord connaissance du tableau au moyen duquel Raymond Lulle compose ses recettes pour solliciter notre invention et faire manœuvrer les ressorts de notre intelligence :

LES NEUF SUJETS.	LES NEUF PRINCIPES ABSOLUS.	LES NEUF PRINCIPES RELATIFS.	LES NEUF QUESTIONS.
Dieu.	Bonté.	Différence.	Si?
Ange.	Grandeur.	Concordance.	Qu'est-ce?
Ciel.	Durée.	Contrariété.	De quoi?
Homme.	Puissance.	Principe.	Pourquoi?
Imaginatif.	Sagesse.	Milieu.	Combien grand?
Sensitif.	Volonté.	Fin.	Quel?
Végétatif.	Vertu.	Majorité.	Quand?
Élémentatif.	Vérité.	Égalité.	Où?
Instrumentatif.	Gloire.	Minorité.	Comment et avec quoi?

La combinaison, l'ordre et l'usage de ce tableau rappellent ceux de la table de multiplication attribuée à Pythagore. Ce que le philosophe de l'antiquité fit pour régler mathématiquement la supputation des nombres, Raymond Lulle l'a tenté dans le but de fixer la marche du raisonnement et la combinaison logique des idées que l'homme perçoit ou imagine; mais le tableau ci-joint n'est, à proprement parler, qu'une indication mnémonique, revêtue d'une apparence scientifique, au moyen de laquelle les connaissances natu-

relles et acquises que l'on possède sont censées recevoir un ordre qui mène directement à la recherche et à l'invention de la vérité.

La première colonne renferme les *neuf sujets* auxquels se rapporte tout ce qui existe, soit divin, humain, imaginaire, animal, végétal, élémentaire ou artificiel, tout ce dont on se propose de connaître la nature, l'objet et la fin. La seconde et la troisième colonnes servent à éveiller l'attention sur les qualités et les attributs que possèdent ou dont sont privés les sujets. Enfin dans la quatrième sont inscrites les neuf formules possibles de questions. Avec le secours de ces formules, relatives à l'existence, à l'effet, à la cause, à la qualité, etc., tout ce que l'entendement humain comprend est mis en mouvement dans toutes les directions.

Mais revenons au récit de la vie de Raymond Lulle. Raymond avait obtenu, en 1311, deux succès importans. D'abord le pape Clément V, Philippe-le-Bel et Jayme II avaient établi des écoles pour les langues orientales; puis l'Université de Paris, par un acte authentique, adoptait et recommandait l'usage de sa méthode et de ses doctrines. Aussi l'espoir de ruiner les doctrines de Mahomet et d'y substituer celles du christianisme était-il devenu plus vif que jamais dans son cœur.

A partir de cette époque, son existence, déjà si aventureuse, va le devenir encore davantage. Le théologien, le philosophe va nous apparaître pendant dix-huit mois (mars 1312 — octobre 1313), comme un adepte de la science hermétique, exclusivement occupé de chimie et de métallurgie.

L'Université de Paris, arbitre suprême alors par toute l'Europe en matière de science, avait accru singulièrement la célébrité du docteur illuminé, en approuvant ses doctrines. Tous les souverains désiraient le voir et l'entretenir. Comme il était encore à Vienne, où se tenait le concile, il reçut des lettres d'Édouard II ou V (1), roi d'Angleterre, et de Robert Bruce, roi d'Écosse, par lesquelles chacun de ces souverains l'invitait à se rendre près de lui. Raymond Lulle, dont l'idée fixe était la conquête de la Terre-Sainte et la ruine de la loi de Mahomet, se persuada, en recevant les lettres flatteuses de ces deux princes, qu'ils voulaient se servir de lui pour combiner et entreprendre quelque nouveau projet contre les infidèles de la Palestine. Malgré ses soixante-dix-sept ans, il passa donc en Angleterre et se mit à la discrétion d'Édouard.

(1) Voyez, dans *l'Art de vérifier les dates*, la double manière de compter les Édouard d'Angleterre.

La réalité de ce voyage a été contestée par les auteurs espagnols, qui, en écrivant la vie de Raymond, bienheureux martyr, se sont efforcés de faire croire qu'il ne s'est jamais occupé de chimie; on ne peut cependant à ce sujet concevoir aucun doute (1). Outre les lettres du savant sur les opérations du grand œuvre, adressées au roi Édouard en 1312 (2), il y a un passage d'un de ses livres intitulé : *Compendium transmutationis animæ*, où, en parlant de certaines coquilles qu'il eut l'occasion d'observer, il dit : *Vidimus ista omnia dum ad Angliam transiimus propter intercessionem domini regis Edoardi illustrissimi.* — J'ai vu ces choses lorsque je passais en Angleterre, d'après la prière que m'en avait faite le très illustre roi Edouard.

Si le fait du voyage est avéré, il faut convenir que le peu que l'on sait sur son séjour à Londres est enveloppé d'un assez grand mystère. D'après le témoignage de quelques écrivains anglais, il paraîtrait que Raymond Lulle fut employé à faire de l'or et à surveiller la fabrication de la monnaie en Angleterre. On dit que, toujours préoccupé de l'idée de reconquérir la Terre-Sainte, Raymond se fit illusion sur les véritables motifs qui donnaient à Édouard le désir de posséder de grandes richesses. Il s'imagina que ce prince ne voulait en faire usage que pour la cause sainte, tandis qu'au contraire Édouard, gouverné par des favoris, et passant ses jours dans l'oisiveté et les délices, ne prétendait user de la science du chimiste que pour faire face à ses profusions. Dans ce conflit de passions si contraires, le zèle du missionnaire et la cupidité du roi, il est difficile de déterminer lequel des deux a été le plus dupe; mais ce que l'histoire rapporte, et ce que Raymond affirme dans son *Dernier Testament*, c'est le succès d'une expérience qui tendait à convertir en une seule fois en or cinquante mille pesant de mercure, de plomb et d'étain : *Converti in unâ vice, in aurum, ad L millia pondo argenti vivi plumbi et stanni.*

Édouard, beaucoup plus curieux de voir le résultat des opérations du chimiste que préoccupé de l'emploi sacré que le missionnaire prétendait que l'on en fît, reçut Raymond Lulle en le comblant de caresses et d'honneurs. Jean Cremer, abbé de Westminster, contemporain de Lulle, et qui, comme lui, s'adonnait à l'étude de la chimie, a laissé dans son *Testament* des détails sur cette réception (3). « J'in-

(1) *Vida y hechos del admirable dotor y martyr Ramon Lull de Mallorca*, por el dotor Juan Seguy, canonigo de Mallorca ; en Mallorca, año 1606.

(2) Voyez tome Ier, page 863, de la *Bibliothèque chimique* de Mauget.

(3) Cet ouvrage, *Cremeri abbatis Westmonasteriensis testamentum*, se trouve

troduisis, dit-il, cet homme unique en présence du roi Édouard, qui le reçut d'une manière aussi honorable que polie. Après être convenus ensemble de ce qui devait être fait, Raymond Lulle se montra extrêmement satisfait de ce que la divine Providence l'avait rendu savant dans un art qui lui permettait d'enrichir le roi. Il promit donc au prince de lui donner toutes les richesses qu'il désirait, sous la condition seulement que le roi irait en personne faire la guerre aux Turcs, que les trésors ne seraient employés qu'aux frais qu'occasionnerait cette entreprise, et que sans égard pour aucun orgueil humain, cet argent ne servirait jamais à intenter de querelles aux princes chrétiens. Mais, ô douleur! ajoute le pieux abbé, qui ne fut pas moins dupe que son ami Lulle en cette occasion, toutes ces promesses furent indignement violées. »

Jean Cremer donna d'abord une cellule à Raymond, dans le cloître de l'abbaye de Westminster, d'où, dit-on, il ne se retira pas en hôte ingrat, car long-temps après sa mort, en faisant des réparations à la cellule qu'il avait habitée, l'architecte chargé de ce travail y trouva beaucoup de poudre d'or, dont il tira un grand profit.

Mais son royal patron, impatient de voir les résultats de la science de Raymond, lui donna un logement dans la Tour de Londres. La simplicité d'ame du missionnaire ne lui permit pas d'abord de s'apercevoir de la précaution maligne que couvrait cette politesse royale, et il se mit à faire de l'or, dont on battit monnaie. Jean Cremer affirme le fait, et Camden, dans ses *Antiquités ecclésiastiques*, dit précisément que les pièces d'or nommées *nobles à la rose,* et fabriquées au temps d'Édouard, sont le produit des opérations chimiques que Raymond Lulle fit dans la Tour de Londres.

Lorsque cet important travail fut terminé, et que Raymond put reprendre le cours de ses études habituelles, il ne tarda pas à s'apercevoir que son logement à la Tour était une prison, et que le roi le retenait pour satisfaire sa cupidité. Malgré ses soixante-dix-huit ans, il rassembla tout son courage, et au moyen d'une barque s'étant échappé par la Tamise, il parvint à s'embarquer sur un bâtiment qui le conduisit à Messine. C'est en cette ville qu'il composa son livre des Expériences (*Experimenta*), où se trouve ce passage, faisant allusion à sa captivité et à la mauvaise foi du prince anglais : « Nous avons opéré

dans le *Museum hermeticum*, in-4°, Francfort, 1677-78. — Camden, dans ses *Monumens ecclésiastiques,* donne aussi des détails sur le séjour de Raymond Lulle en Angleterre.

cela pour le roi d'Angleterre, qui feignit de vouloir combattre contre les Turcs, et qui combattit ensuite contre le roi de France. Il me mit en prison; cependant je m'évadai. Gardez-vous d'eux, mon fils! »

Il ne restait plus à cet homme extraordinaire qu'une année à vivre; voici comment il l'employa : de Messine il revint à Maïorque sa patrie, où, ayant pris le seul genre de repos qui lui convînt, c'est-à-dire ayant composé plusieurs ouvrages, il forma la résolution d'entreprendre encore un grand voyage en Afrique, pour prêcher les doctrines chrétiennes, visiter ceux de ses disciples qu'il avait laissés en Palestine et sur le littoral de l'Afrique, et enfin pour travailler de nouveau à la conversion des Turcs. Ce fut un spectacle bizarre et attendrissant tout à la fois que de voir ce vieillard de soixante-dix-neuf ans résistant aux prières et aux larmes de ses amis, de ses parens et de ses compatriotes, qui tous, en le voyant partir sans espérance de retour, se réunissaient pour le conjurer de mourir au milieu d'eux. Rien ne put ébranler sa volonté ni son courage, et il partit.

Il ne faut rien moins que l'attestation de plusieurs écrivains recommandables pour ajouter foi à ce que l'on dit de sa dernière mission apostolique. Il débarqua en Égypte, alla jusqu'à Jérusalem, puis revint à Tunis. Là, toujours sous le poids d'une condamnation à mort, il visita les amis, les disciples qu'il avait précédemment instruits dans la religion chrétienne, les exhortant à persévérer dans leur croyance, et leur enseignant par son exemple à braver les fatigues et la mort même, pour la gloire de Dieu et le triomphe de la foi chrétienne. Dès qu'il crut être certain d'avoir affermi le courage des nouveaux chrétiens de Tunis, il se dirigea vers Bougie pour prendre les mêmes soins auprès des disciples qu'il avait formés. Dans cette ville ainsi que dans l'autre, sa tête était mise à prix. Cependant, après s'être conformé pendant quelques jours aux précautions d'une pieuse prudence, afin de s'assurer que les chrétiens de Bougie étaient demeurés fermes dans leur foi, purs dans leur instruction, il sortit tout à coup des retraites qu'on lui ménageait, et se mit à prêcher publiquement l'Évangile.

Par cet acte de témérité qui demeura stérile pour la cause chrétienne, Raymond Lulle espéra-t-il entraîner la population de Bougie à lui, ou son but en cette occasion ne fut-il, comme le disent ses panégyristes, que de terminer sa carrière apostolique en méritant la palme du martyre? C'est ce que Dieu seul peut savoir. Quoi qu'il en soit, aussitôt que la populace le vit et l'entendit prêcher à haute voix la foi chrétienne, elle le chargea d'injures et bientôt de coups.

Environné par une multitude dont le cercle, en s'avançant sur lui, se rétrécissait de plus en plus, Raymond Lulle recula pas à pas jusqu'au rivage, contenant encore la fureur des musulmans par son aspect vénérable, par la fermeté de sa parole et surtout par l'insouciance qu'il montrait pour le danger. Mais le souverain du pays n'apprit pas sans inquiétude avec quel calme héroïque Raymond parlait à la populace furieuse. Il anima ceux des habitans qui étaient restés étrangers à cette scène, en leur représentant l'injure que l'on faisait à la loi de Mahomet, et bientôt tout ce qu'il y avait de pieux musulmans à Bougie se porta sur la plage vers laquelle le missionnaire était toujours repoussé. Enfin plusieurs pierres jetées à Raymond Lulle au même moment le forcèrent de fléchir, et il tomba sur la grève, où cependant il fit un dernier effort pour se relever et dire quelques mots. Alors la populace furieuse se jeta sur lui, l'accabla de coups et le laissa pour mort.

La nuit tombait, et son corps resta sur le rivage. Pendant toute la durée de cette scène terrible, aucun des convertis, et encore moins les chrétiens d'Europe qui se trouvaient à Bougie, n'avaient osé défendre Raymond Lulle ou même intercéder en sa faveur. Les témérités apostoliques du missionnaire étaient peu favorables aux relations commerciales que les Européens entretenaient à Bougie, et leur prudence en cette occasion fut d'autant plus grande, que le zèle de Raymond leur avait semblé moins réfléchi. Cependant ils ne restèrent pas insensibles au sort de cet homme courageux. Quelques marchands génois, désirant donner à son corps les honneurs de la sépulture, vinrent dans une barque, pendant la nuit, pour l'enlever du rivage. Comme ils se disposaient à remplir ce pieux devoir, ils s'aperçurent que Raymond Lulle respirait encore. Au lieu d'aller prendre terre pour faire l'inhumation, ils se dirigèrent aussitôt vers leur navire, et mirent à la voile pour Maïorque, dans l'intention de reconduire le saint martyr dans sa patrie. Mais le reste de vie que conservait Raymond dura peu, et, comme le vaisseau était en vue de l'île, le saint et savant homme rendit l'esprit, le 29 juin 1315, à l'âge de quatre-vingts ans.

La mort ne put mettre fin tout à coup aux vicissitudes qu'il avait éprouvées pendant sa vie. On se disputa son corps, et sa mémoire fut attaquée. En effet, peu s'en fallut que ses restes ne fussent pas rendus à son pays natal. Comme tout ce que font les hommes, le soin que les Génois prirent de recueillir le corps du martyr sur la plage africaine offrait prise au blâme ainsi qu'à l'éloge. C'était alors une

richesse inestimable que la possession d'un corps saint dans une ville. Or, ces Génois, qui étaient chrétiens et marchands tout à la fois, qui avaient vu mourir Raymond et pouvaient rendre témoignage de sa courageuse piété et de son martyre, savaient bien le trésor qu'ils déposeraient en terre en y mettant le corps de l'apôtre. Mais il se trouva que le saint vivait encore; alors les marchands chrétiens eurent l'idée de le ramener dans son pays, certains de recevoir, outre les félicitations de ses compatriotes, quelques dédommagemens pour les frais de voyage et de transport. Cependant Raymond mourut en route, et voilà nos marchands chrétiens de nouveau possesseurs d'un précieux corps saint, dont il s'agissait de tirer tout le parti possible. On enveloppa, on cacha la sainte relique dans le vaisseau, et l'on aborda à Maïorque avec l'intention de *voir venir*, comme on dit dans la langue du commerce. Le projet des Génois était de sonder les dispositions généreuses des Maïorquains, afin de transporter les reliques de Lulle dans un autre pays, au cas où ils espéreraient en trouver un meilleur prix. Soit indiscrétion ou trahison de la part de quelqu'un de l'équipage, la nouvelle de la mort de Raymond non-seulement s'ébruita, mais on sut que son corps était dans le port de Palma. Sitôt que les habitans de la ville eurent connaissance de cette nouvelle et du projet qu'avaient les Génois de leur ravir un si précieux trésor, ils s'opposèrent à ce rapt. Une députation, choisie parmi la plus haute noblesse de Maïorque, fut chargée de se rendre à bord du vaisseau génois, et de redemander les restes de leur saint compatriote. Le corps fut porté par les nobles, accompagnés du clergé, jusque dans l'église de Sainte-Eulalie, et déposé dans la chapelle appartenant à la famille de Raymond Lulle. Ces reliques n'y demeurèrent pas long-temps, elles furent réclamées par les religieux de l'ordre de Saint-François, dont Raymond Lulle avait toujours porté l'habit depuis sa conversion. Ces religieux donnèrent la sépulture aux restes de Raymond, qui opérèrent, disent les auteurs maïorquains, une foule de miracles. Voici la mauvaise épitaphe qui se lit sur son tombeau :

RAYMONDUS LULLY, CUJUS PIA DOGMATA NULLI
SUNT ODIOSA VIRO, JACET HIC IN MARMORE MIRO;
HIC M. ET CCC. CUM P. COEPIT SINE SENSIBUS ESSE (1).

Si le corps de Raymond Lulle avait failli courir de nouveau les mers et ne pas reposer tranquillement dans sa terre natale, la mémoire du

(1) P, quinzième lettre de l'alphabet, représente le nombre XV.

saint fut encore moins respectée. Il fut mis au nombre des hérétiques par plusieurs théologiens, entre autres par un moine dominicain, nommé Aymeric, qui l'attaqua dans un livre intitulé : *Directoire des Inquisiteurs* (vers 1393). Cette inculpation était particulièrement fondée sur ce que Raymond Lulle a continuellement soutenu dans ses ouvrages que les articles de foi peuvent être prouvés par la raison et rigoureusement démontrés. Enfin, malgré tous les efforts que firent pendant plusieurs siècles les admirateurs de son zèle religieux, de sa vie apostolique et de sa mort, qui fut sans contredit celle d'un véritable martyr, on ne put jamais obtenir sa canonisation de la cour de Rome.

Ainsi, cet homme qui a employé soixante ans de sa vie à courir l'Europe, l'Afrique et les confins de l'Asie, dans l'intention de répandre la foi chrétienne et de convertir les musulmans, qui a écrit deux cent douze traités de théologie pour éclairer, soutenir et animer le zèle de ceux qui voulaient marcher sur ses traces, qui, enfin, s'est fait massacrer par les Arabes en leur prêchant l'Évangile, cet homme n'est classé dans les histoires de l'église qu'au nombre des écrivains ecclésiastiques subalternes, et voici ce que dit de lui un auteur peu bienveillant sans doute, mais qui cependant parle sans aucune aigreur : « On a beaucoup sollicité, dit-il, sa canonisation au commencement du XVIIe siècle, mais inutilement. Raymond Lulle a laissé un nombre prodigieux d'écrits. Sa doctrine a causé de vives disputes entre les deux ordres de Saint-François et de Saint-Dominique. Le *jargon qu'il avait inventé* consistait à ranger certains termes généraux sous différentes classes, de sorte que, par ce moyen, un homme pouvait parler de toutes choses sans rien apprendre aux autres, et peut-être sans s'entendre lui-même. Une pareille méthode ne mérite assurément que le mépris. Le style de Raymond Lulle est d'ailleurs du latin le plus barbare, et aucun des scholastiques n'a été aussi hardi que lui à forger de nouveaux mots (1). »

Il y a quelque chose de triste à lire ce jugement, auquel on ne peut reprocher que d'être rigoureusement juste, quand on a encore la mémoire toute remplie de la vie sainte ainsi que des travaux apostoliques et scientifiques de Raymond Lulle. Avec une foi si ardente et si sincère, avec un courage indomptable de corps et d'ame, avec une intelligence d'une étendue et d'une supériorité incontestables, que lui a-t-il donc manqué pour que l'on se montre aussi sévère à son égard sans risquer d'être taxé d'injustice?

(1) *Abrégé de l'histoire ecclésiastique,* tom. VI, pag. 543.

En étudiant avec soin la vie de ceux qui, avec de grandes vertus, de grands talens et un prodigieux courage, n'ont pas atteint cependant le but qu'ils s'étaient proposé, il est rare que l'on ne découvre pas dans leur caractère quelque défaut capital qui a neutralisé une bonne partie de leurs hautes qualités.

Soit par singularité, soit qu'il ait été dupe d'un orgueil dont il n'eut pas la conscience, Raymond Lulle s'est toujours tenu isolé, prétendant mener à bout ses gigantesques entreprises avec ses propres forces, sans secours étranger, de lui seul enfin. Lorsqu'il se sépare de sa famille, quand il quitte le monde au milieu duquel il avait toujours vécu en bravant ses lois, on le voit transporter ses habitudes exagérées d'indépendance dans la vie religieuse à laquelle il se voue. Il se fait ermite sur le mont Randa; il y mène une vie sainte et rigoureuse sans doute, mais de son choix, réglée d'après sa volonté, et depuis cette époque jusqu'à sa mort il évite de s'associer régulièrement à aucun ordre religieux, bien qu'il portât l'habit monastique. La foi de Raymond Lulle fut grande, mais il lui manqua, pour la rendre utile à la cause chrétienne, de connaître l'importance de la hiérarchie des corporations sans l'appui desquelles les hommes les plus forts disséminent et perdent presque toujours leurs plus belles qualités. La soudaineté de ses résolutions, la variété de ses pieuses entreprises et de ses écrits, la multiplicité des combinaisons scientifiques dont il s'est occupé, tout démontre que sa volonté et son imagination si puissantes sont devenues d'autant plus mobiles et fantasques, que leur force n'était tempérée par aucune règle fixe et constante. Raymond Lulle était de ceux qui ne redoutent ni la longueur ni les dangers d'une entreprise, pourvu toutefois que l'idée soit émanée de leur propre cerveau; il était de ces gens qu'une règle établie, un point de départ et un but fixes, qu'un ordre enfin, rendent inhabiles à tout. Ces hommes, pour peu qu'ils soient pourvus de force d'ame et de grands talens, arrivent parfois à étonner le monde par des actions extraordinaires, mais ces actions ne répondent et n'aboutissent à rien de sérieux ni d'utile. Leur vie ressemble à ces feux lancés dans les réjouissances publiques, qui brillent et s'évanouissent au milieu d'une nuit profonde.

En résultat, par ses actes et ses écrits religieux et philosophiques, Raymond Lulle laisse le souvenir d'un homme qui, joignant l'héroïsme à l'étourderie, ne fut qu'un fou sublime de la nature de don Quichotte.

Que lui reste-t-il donc aujourd'hui qui puisse préserver son nom

de l'oubli? Précisément ceux de ses travaux que les admirateurs fanatiques de son *Grand Art* et de son martyre désiraient si ardemment de voir retranchés de ses œuvres. Ce sont ses nombreuses expériences de chimie, ses tentatives pour opérer la transmutation des métaux, efforts qui lui assignent une place éminente parmi les adeptes de la science hermétique depuis Geber jusqu'à Paracelse. Les expériences chimiques de Raymond Lulle sont loin sans doute d'offrir dans leur ensemble et leurs résultats un corps de science lumineux et complet; toutefois, si insuffisans qu'ils paraissent, ces essais doivent être considérés comme ayant donné à la chimie la première impulsion régulière, en imposant à ceux qui s'occuperaient de cette science à l'avenir de ne procéder que par la voie de l'expérience.

Après avoir lu les volumineux traités de Raymond Lulle, il est difficile d'extraire de ces ouvrages, écrits dans un style diffus, de pure convention et peut-être embrouillé à dessein, un simple passage qui renferme un sens net et facile à saisir; mais, quand on parvient enfin à saisir par intervalle quelques lueurs, et qu'au lieu de s'attacher à la lettre de ses ouvrages, on cherche l'esprit qui y domine, on est surpris d'y trouver quelques idées générales pleines de grandeur, éparses confusément dans l'ensemble, que l'on retrouve toujours néanmoins, et dont la haute portée semble jeter le défi à la science de nos jours.

Je citerai, entre autres, deux idées générales qui sont frappantes. La tendance de la science à cette époque est de chercher en toute matière la *quintessence*, sorte de principe subtil, dégagé de tout mélange, archétype en quelque sorte du corps qu'il représente, et qui en renferme les propriétés, ou, pour parler le langage du temps, les *vertus*, dans une intensité absolue. Raymond Lulle poursuit cette *quintessence* ontologique dans tous les corps, non-seulement les minéraux, mais les végétaux et les animaux. Il est curieux de voir la science de nos jours, dans les applications thérapeutiques de la chimie végéto-animale, appliquer en petit l'idée féconde, quoique chimérique, que la science du XIIIe siècle, si poétique à son berceau, croyait pouvoir appliquer, du premier jet, à l'ensemble des phénomènes de la nature. Rien ne ressemble mieux aux *quintessences* de Raymond Lulle que ce travail moderne de la chimie pharmaceutique, qui va chercher dans l'opium la morphine, dans le quinquina la quinine, dans les plantes marines l'iode, etc., comme archétypes renfermant, sous le plus petit volume, les propriétés les plus nettes et les actions les plus intenses.

Une autre idée de Raymond Lulle n'est pas moins remarquable. De plusieurs passages trop longs et trop obscurs pour être cités textuellement, on peut inférer clairement que la *forme* est, selon lui, la qualité la plus essentielle de la matière, et qu'elle influe sur la composition chimique (1)

La science de notre temps n'en est pas là; mais chaque jour elle acquiert des résultats qui ne sont pas sans quelque analogie avec l'opinion de Raymond Lulle. Déjà, depuis long-temps, les physiologistes se sont aperçus que, dans l'organisation, l'élément de *forme* a plus d'importance que l'élément de composition, formule facile à saisir pour tout le monde; il suffit, en effet, de considérer combien peu varie, dans chaque espèce, la forme végétale ou animale, quelles que soient les nombreuses modifications auxquelles soit soumis l'être organisé suivant les climats, les saisons, le mode d'alimentation, les milieux ambians, etc., toutes circonstances qui influent pourtant d'une manière si prononcée sur la composition chimique. Enfin, un fait analogue se produit dans la chimie minérale. On sait, en effet, que, le cristal de tel composé chimique, un sel par exemple, ayant une forme déterminée, cette forme néanmoins persiste dans beaucoup de cas, quand on mêle à ce sel d'autres substances analogues, quelquefois même en proportion assez considérable. La nouvelle théorie des substitutions, introduite tout récemment en chimie, donne également ce singulier résultat : que, dans un composé de plusieurs substances, un corps peut, en certaines circonstances, être substitué à son analogue, sans que les propriétés physiques et chimiques du composé subissent la moindre altération.

Quelque étrangers que soient les premiers tâtonnemens de l'alchimie du XIII[e] siècle aux résultats précis que la chimie obtient de nos jours, on aimera, je pense, à retrouver les traces du fil délié et souvent rompu qui les unit.

J'aurais bien voulu citer en entier l'une des *expériences* de Raymond Lulle, la treizième en particulier, qui lui a été transmise à Naples par Arnaud de Villeneuve, et qui a pour but la création de l'or; mais, après avoir lu avec la plus grande attention le chapitre qui traite de cette expérience, après l'avoir soumis à l'examen d'un chimiste et d'un autre savant de mes amis, il a fallu renoncer à décrire cette expérience, dont le texte n'a pas moins de six pages in-folio.

(1) Voyez *Raymundi Lulli de Quintâ Essentiâ liber unus in tres distinctiones divisus. Coloniæ,* Anno D. M. LXVII, pag. 104, canon XLV.

Les deux tiers du travail de Raymond Lulle n'aboutissent, à travers des manipulations sans nombre, qu'à extraire du mercure purifié du cinabre d'Espagne, ou sulfure de mercure natif. Un autre ingrédient qu'il qualifie assez singulièrement d'huile, vient figurer dans son opération ; cette huile prétendue, pour la composition de laquelle il vous renvoie à l'expérience n° 1 de son ouvrage, se trouve n'être tout simplement que du tartrate acide de potasse, ou crême de tartre, que l'auteur, toujours dans son idée de quintessence, met six longs mois à préparer, en la dissolvant, filtrant, puis évaporant chaque jour, sans en obtenir, bien entendu, autre chose à la fin que ce qu'il y avait mis au commencement. Ces deux substances une fois mises en rapport, on ne comprend pas trop comment tout à coup intervient une poudre brune dont l'auteur ne fait pas connaître la nature; mais telle est son importance, que l'addition de cent parties de mercure a, selon lui, pour résultat la conversion du tout en un or plus pur que l'or minéral.

Pendant son voyage en Angleterre, Raymond Lulle n'a-t-il fait qu'altérer habilement la monnaie d'or, en croyant sincèrement augmenter la quantité de volume de ce métal par des mélanges, ou bien a-t-il réellement fait de l'or, comme l'affirme J. Cremer? C'est ce que je laisse à décider aux savans. Quoi qu'il en soit, la commission qu'Édouard donna à Raymond Lulle de surveiller la fonte des matières employées à la monnaie, prouve évidemment que le *docteur illuminé* passait avec raison pour un très habile métallurgiste.

Les chimistes des XIe, XIIe et XIIIe siècles étaient-ils des fous, et la transmutation des métaux est-elle une opération impossible?

Il ne m'appartient pas de traiter une pareille question, et je me bornerai à rapporter à ce sujet les paroles d'un des chimistes les plus éclairés de nos jours : « S'il ne sort de ces rapprochemens, dit M. Dumas (1), aucune preuve de la possibilité d'opérer des transmutations dans les corps simples, du moins s'opposent-ils à ce qu'on repousse cette idée comme une absurdité qui serait démontrée par l'état actuel de nos connaissances. »

E. J. DELÉCLUZE.

(1) *Leçons sur la Philosophie chimique,* neuvième leçon, pag. 320.

LETTRES INÉDITES

DE

MADAME ROLAND.[1]

Il a été parlé surabondamment, ce semble, de Mme Roland; nous-même en avons écrit une longue fois ailleurs; mais, puisque l'occasion se présente, parlons d'elle encore. Il y a en critique comme dans la vie une fidélité à ses anciennes relations qui est utile et douce autant qu'obligée. On s'épand trop aujourd'hui en écrivant comme en vivant; le cœur ni l'esprit n'y suffisent plus. Tous nous traitons et nous faisons tout. Au dehors, au dedans, chacun devient comme un salon banal. N'oublions pas tout-à-fait les anciens coins préférés.

Il est vrai que tout le monde ne pense pas ainsi; les trop longues habitudes déplaisent au public. Quand d'un auteur, d'un personnage, même excellent, il en a assez, il n'en veut plus. *Connu, connu*, se dit-il, et il faut passer à d'autres. Aussi je ne serais pas étonné que, malgré l'intérêt réel et de fond qui s'attache à la correspondance qu'on publie, certains lecteurs la jugeassent fastidieuse, monotone.

(1) Coquebert, 48, rue Jacob.

Ceux au contraire qui croient qu'une ame est tout un monde, qu'un caractère éminent n'est jamais trop approfondi, ceux qui mêlent à leur jugement sur Mme Roland un culte d'affection et de cœur, trouveront ici mille raisons de plus à leur sympathie et démêleront une foule de détails aussi respectables que charmans.

Mlle Phlipon avait été placée, vers l'âge de onze ans, dans le couvent des Dames de la Congrégation, rue Neuve-Saint-Étienne, pour y faire sa première communion; elle y connut deux demoiselles d'Amiens, deux sœurs un peu plus âgées qu'elle, Mlles Henriette et Sophie Cannet; elle se lia très-tendrement avec elles, avec Sophie d'abord. Au sortir du couvent, revenue chez son père au quai des Lunettes, elle entretint une correspondance active et suivie avec Sophie, retournée elle-même à Amiens. C'est cette correspondance précieusement conservée dans la famille des dames Cannet que M. Auguste Breuil, avocat, a obtenue des mains de leurs dignes héritiers pour la venir publier aujourd'hui.

Elle comprend et remplit presque sans interruption l'intervalle de janvier 1772 à janvier 1780. En commençant, la jeune fille n'a pas dix-huit ans encore; elle va en avoir vingt-six dans la dernière lettre. Il y en eut d'autres sans doute dans la suite, mais non plus régulières et qui n'ont pas été conservées. La lettre finale annonce le mariage avec M. Roland, dont la connaissance première était due aux amies d'Amiens. On alla y demeurer, et on y resta quatre années. Cela coupa court à la correspondance, au moins sur le même pied que devant. Ces lettres finissent donc comme un roman, par le mariage; et, à les bien prendre, elles sont un roman en effet, celui de la première jeunesse, et de l'amitié de deux jeunes filles, de deux pensionnaires qui font leur entrée dans la vie.

Sophie est plus froide, calme, heureuse; Manon Phlipon est ce qu'on peut augurer, ce qu'elle-même dans ses *Mémoires* nous a si vivement dépeint. Mais ici le développement se montre dans chaque lettre, abondant, naïf, continu; on suit à vue d'œil l'ame, le talent, la raison, qui s'empressent d'éclore et de se former.

Les lettres de Mme Roland à ses jeunes amies me démontrent la vérité de cette idée : l'être moral parfait en nous, s'il doit exister, existe de bonne heure; il existe dès vingt ans dans toute son intégrité et toute sa grace. Alors vraiment nous portons en nous le héros de Plutarque, notre Alexandre, si jamais nous le portons. Plus tard on survit trop souvent à son héros. A mesure qu'il se développe et se déploie davantage aux yeux des autres, il perd en lui-même; quand

tout le monde se met à l'apprécier, il est déjà moins; quelquefois (chose horrible à dire!) il n'est déjà plus. Franchise, dévouement, fidélité, courage, tout cela garde encore le même nom, mais ne le mérite que peu. Toute ame, en avançant, subit toutes les atteintes, tout le déchet dont elle est capable. Tous les hommes, a dit le noble et bienveillant Vauvenargues, naissent sincères et meurent trompeurs; il lui eût suffi de dire, pour exprimer sa pensée amère, qu'ils meurent *détrompés*. Du moins, même chez les meilleurs, ce qu'on appelle le progrès de la vie est bien inférieur à ce premier idéal que réalisa un moment la jeunesse. On est donc heureux quand on retrouve ce premier portrait chez les personnages voués depuis à la célébrité, et quand un hasard imprévu nous vient révéler ce qu'ils furent précisément au moment unique et choisi, en cette fleur, en cette *heure* ornée, comme disait la Grèce : dans tout le reste de notre vue sur eux, il y a plus ou moins anachronisme.

Mme Roland parut plus grande assurément plus tard; mais fut-elle plus sage, plus profonde, plus attachante jamais qu'à ces heures de jeune et intime épanchement? Quand le drame public se déclara pour elle, par combien de scènes dut-elle l'acheter! Le quatrième acte notamment traîna, se gâta, se boursouffla beaucoup. Le cinquième répara tout heureusement, et l'auréole de l'échafaud couvrit les ambitieuses erreurs. Mais nous n'avons affaire ici qu'aux scènes d'humble début, à une exposition simple, émue, irréprochable.

Mme Roland aurait pu vivre jusqu'au bout dans cette donnée première de la destinée et n'y point paraître trop déplacée encore. Ses amis, tout en regrettant pour elle que le cadre fût si étroit, n'auraient jamais songé à la transporter en idée dans la sphère orageuse où elle respira si au large et mourut si triomphante. Et pourtant elle était dès-lors la même; mais sa nature morale, si complète, savait si bien se régler qu'elle ne semblait pas se contraindre. C'est l'intérêt des vies domestiques que d'y deviner, d'y suivre le caractère et le génie qui vont tout à l'heure y éclater, qui auraient pu aussi bien n'en jamais sortir. Combien de Hampden, dit Gray dans son *Cimetière de Village*, dorment inconnus sous le gazon! J'ai essayé quelquefois de me figurer ce que serait un cardinal de Richelieu restreint par la destinée à la vie domestique : quel méchant voisin, ou, pour parler bien vulgairement, quel mauvais *coucheur* cela ferait! Bonaparte, à la veille de 95, peut donner idée de quelque chose d'approchant, lorsqu'il est sans emploi et qu'il va suffoquer de ses bouffées originales Bourienne ou Mme Pernon. Qu'ils sont rares les êtres qui

sembleraient également à leur place, bons et excellens dans la vie privée, grands dans le public, comme Washington ou M[me] Roland!

Une précaution est à prendre en abordant ces lettres; pour n'y point avoir de mécompte, il faut se dire une partie de la préoccupation et du dessein de la jeune fille qui les écrit. A quelques égards, et dans une quantité de pages, elles sont comme des exercices de rhétorique et de philosophie auxquels nous assistons. La jeune Phlipon, dans son avidité de savoir, dans son instinct de talent, lit toutes sortes d'auteurs, s'en rend compte, en fait des extraits, et s'en entretient, non sans étude, avec son amie : « Car, dit-elle très judicieusement, on n'apprend jamais rien quand on ne fait que lire; il faut extraire et tourner, pour ainsi dire, en sa propre substance les choses que l'on veut conserver, en se pénétrant de leur essence. » Esprit ferme et rare, chez qui tout venait de nature, même l'éducation qu'elle s'est donnée! Elle a parlé dans ses *Mémoires* de ses extraits à proprement parler, de ses *Œuvres de jeune fille;* ces lettres-ci en sont le complément. Tantôt c'est un traité de métaphysique qu'elle analyse, tantôt c'est Delolme en douze pages (ce qui devient un peu long); tantôt c'est une élégie en prose qu'elle essaie. Elle prélude au style; les périphrases réputées élégantes, les épithètes de dictionnaire (*grelots de la folie, docile écolière de l'indolent Épicure, folâtre enfant des ris*), surabondent par momens : « Tu sais, écrit-elle un jour à son amie, que j'habite les bords de la Seine, vers la pointe de cette île où se voit la statue du *meilleur des rois*. Le fleuve qui vient de la droite laisse couler paisiblement devant *ma demeure* ses *ondes salutaires*..... » Voilà sans doute un harmonieux début pour exprimer le coin du quai des Lunettes; mais nous regrettons que l'éditeur n'ait pas fait de nombreux retranchemens dans toute cette partie élémentaire qui n'avait d'intérêt que comme échantillon. Tant d'autres peintures franches et fraîches à côté y auraient gagné. C'est à deux lettres de distance de la précédente qu'elle parle si joliment de la vie prosaïque qu'elle mène à Vincennes chez son oncle le chanoine, entre toutes ces figures de *lutrin :* « Tandis qu'un bon chanoine en lunettes fait résonner sa vieille basse sous un archet tremblotant, moi je râcle du violon; un second chanoine nous accompagne avec une flûte glapissante, et voilà un concert propre à faire fuir tous les chats. Ce beau chef-d'œuvre terminé, ces messieurs se félicitent et s'applaudissent : je me sauve au jardin, j'y cueille la rose ou le persil; je tourne dans la basse-cour où les couveuses m'intéressent et les poussins m'amusent; je ramasse dans ma tête tout ce qui peut

se dire en nouvelles, en histoires, pour ravigoter les imaginations engourdies, et détourner les conversations de *chapitre* qui m'endorment parfois : voilà ma vie. » Et un peu plus loin : « J'aime cette tranquillité qui n'est interrompue que par le chant des coqs; il me semble que je palpe mon existence; je sens un bien-être analogue à celui d'un arbre tiré de sa caisse et replanté en plein champ. » Dans tout ceci, le style est autre, ou mieux il n'est plus question de style; il n'y a plus d'écolière; elle cause : sa leçon de rhétorique est finie.

Il faut le dire pourtant, ce n'a pas été tout-à-fait trahir l'intention de la jeune fille qui les écrivait, que de publier en totalité ces lettres. En plus d'un passage, il est clair qu'elle songe à l'usage qu'on en peut faire. On aperçoit le bout d'oreille d'auteur. Si une lettre, par malheur, se perd en chemin, ce sont des regrets, des recherches infinies. Quand elle parle de son barbouillage, est-ce bien sérieux? « Et puis qu'importe notre façon d'écrire! en composant mes lettres (*donc elle les compose*), ai-je l'espoir qu'après ma mort elles trouveront un éditeur et prendront rang à côté de celles de Mme de Sévigné? Non, cette folie n'est pas du nombre des miennes; si nous gardons nos barbouillages, c'est pour nous faire rire quand nous n'aurons plus de dents. » Et encore, au moment des confidences les plus tendres et les plus secrètes d'un cœur qui se croit pris : « Décachète la lettre, fais-en lecture, songe à mes tourmens, aux siens... et vois si tu dois l'envoyer. Mais, dans tous les cas, ne brûle rien. Dussent mes lettres être vues un jour de tout le monde, je ne veux point dérober à la lumière les seuls monumens de ma faiblesse, de mes sentimens. » Allons, puisqu'on nous le permet et qu'on nous y invite même, pénétrons dans l'intérieur virginal où il lui plaît de nous guider.

L'unité de cette correspondance, que quelques suppressions eussent mieux fait ressortir, est dans l'amitié de deux jeunes filles, dans cette amitié d'abord passionnée, au moins chez Mlle Phlipon, et qui, partie du couvent, avec ses petits orages, ses incidens journaliers, ses hausses et ses baisses, s'en vint, après quelques années, expirer au mariage : et quand je dis *expirer*, je ne veux parler que de la forme vive et passionnée, car le fond subsista toujours. Même avant cette fin de la passion d'amitié, on la voit subir un échec, une variation assez sensible vers la fin du premier volume, sitôt qu'un premier sentiment d'amour s'est venu loger dans le cœur qui d'abord n'avait pas de partage. Mais il faut serrer de plus près le début et procéder par nuances. Mlle Phlipon a dix-huit ans, elle est depuis long-temps formée, elle est dévote encore. Les lettres de 1772 à Sophie sont

d'un sérieux qui fait sourire : on sent que la jeune prêcheuse vient de lire Nicole, comme plus tard elle aura lu Rousseau. Elle a été *prévenue,* dit-elle, (prévenue par la grace, style de Nicole), un peu après son amie; elle a agi jusqu'à onze ans par cette espèce de raison, encore enveloppée des ténèbres de l'enfance : ce n'est qu'alors que le rayon divin a commencé de luire. Mais l'amour-propre, le grand et détestable ennemi, n'est pas abattu pour cela : « Je l'appelle détestable, écrit-elle, et je le déteste aussi avec beaucoup de raison, car il me joue souvent de vilains tours; c'est un voleur rusé qui m'attrape toujours quelque chose. Unissons-nous, ma bonne amie, pour lui faire la guerre; je lui jure une haine implacable. Parcourons tous les détours, etc., etc... » Suit toute une petite harangue de sainte croisade contre cet *haïssable moi.* Saint François de Sales, qui a l'air de permettre quelques *affiquets* aux filles, en vue d'un honnête mariage, lui paraît trop indulgent. Elle raconte et confesse, en fort bon style didactique, ses propres luttes épineuses à l'article de la vanité : « Voilà, ma bonne amie, une peinture ingénue des *révolutions dont mon cœur fut le théâtre!* » Cette phase demi-janséniste dura peu; on suit, dans la correspondance, le décours de cette dévotion un moment si vive; en mars 1776, elle fait encore ses stations, mais elle ne peut se résigner aux cinq *Pater* et aux cinq *Ave;* en septembre de la même année, les amies d'Amiens en sont à prier pour sa conversion. Elle en est dès long-temps à ce qu'elle nomme ses *fredaines de raisonnement:* « L'universalité m'occupe, la belle chimère de l'utile (s'il faut l'appeler chimère) me plaît et m'enivre. » Elle juge en philosophe sa dévotion d'hier, et se l'explique : « C'est toujours par elle que commence quelqu'un qui à un cœur sensible joint un esprit réfléchi. » Son idéal d'amitié pourtant, avec la pieuse et indulgente Sophie, ne reçut point de ralentissement de ce côté-là.

Sévère, active, diligente, studieuse tour à tour et ménagère, passant de Plutarque à l'abbé Nollet, et de la géométrie aux devoirs de famille, la jeune Phlipon, aux environs de ses dix-neuf ans, n'échappait pas toujours à une vague mélancolie qu'elle ne songeait point à s'interdire et qu'elle se plaisait à confondre avec le regret de l'absente amie. Si un dimanche, au sortir d'une messe de couvent, elle allait, vers la première semaine de mai, se promener avec sa mère au Luxembourg, elle entrait en rêverie; le silence et le calme, ordinaires à ce jardin alors champêtre et solitaire, n'étaient interrompus pour elle que par le doux *frisselis* des feuilles légèrement agitées. Elle regrettait sa Sophie durant la promenade délicieuse, et

les lettres suivantes redoublaient cette teinte du *sentiment*, grand mot d'alors, couleur régnante durant la dernière moitié du XVIIIe siècle. Mais la gaieté naturelle, une joie de force et d'innocence corrigeait bientôt la langueur; le calme et l'équilibre étaient maintenus; tout en redisant quelque ode rustique à la Thompson, ou en moralisant sur les passions à réprimer, elle ajoutait avec une gravité charmante: « Je trouve dans ma religion le vrai chemin de la félicité; soumise à ses préceptes, je vis heureuse : je chante mon Dieu, mon bonheur, mon amie : je les célèbre sur ma guitare; enfin, je jouis de moi-même. » Elle en était encore à la première saison, à la première huitaine de mai du cœur.

Un voyage de Sophie à Paris et la petite vérole font quelque interruption de correspondance. La petite vérole, avant qu'on en eût coupé le cours, venait d'ordinaire aux jeunes filles comme un symptôme à l'entrée de l'âge des émotions. C'était au physique comme un redoutable jugement de la nature qui passait au creuset chaque beauté. Mlle Phlipon s'en tira en beauté qui ne craint pas les épreuves, et elle était remise à peine de la longue convalescence qui s'en suivit, que les prétendans, à qui mieux mieux, et de plus en plus éblouis, se présentèrent. « Du moment où une jeune fille, écrit-elle dans ses *Mémoires*, atteint l'âge qui annonce son développement, l'essaim des prétendans s'attache à ses pas comme celui des abeilles bourdonne autour de la fleur qui vient d'éclore. » Mais, à côté d'une si gracieuse image, elle ne laisse pas de se moquer; elle est agréable à entendre avec cette *levée en masse* d'épouseurs qu'elle fait défiler devant nous et qu'elle éconduit d'un air d'enjouement. On dirait d'une héroïne de Jean-Jacques telles qu'il aimait à les placer dans le pays de Vaud, une Claire d'Orbe qui raille avec innocence. Ici, dans les lettres, elle raille un peu moins que dans les *Mémoires;* comme les prétendans se présentent un à un, et que plus d'une de ces demandes peut être sérieuse, elle en semble parfois préoccupée. Elle se fâche tout bas et se pique même contre eux autant que plus tard elle en rira : « Mes sentimens me paraissent bizarres; je ne trouve rien de si étrange que de haïr quelqu'un parce qu'il m'aime, et cela, depuis que j'ai voulu l'aimer; c'est pourtant bien vrai, je te peins au naturel ce qui se passe dans mon ame. » Les lettres à Sophie, dans ces momens de délicate confidence, deviennent plus vives, plus excitées; il s'y fait sentir un contre-coup de mouvement et d'aiguillon. L'amitié seule n'en est que l'occasion, le prétexte, le voile frémissant et agité; je ne sais quelle idée confuse et pudique est en jeu dans le

lointain : « Cependant je ne suis pas toujours capable d'application. Cela m'arriva dernièrement. Je pris la plume et je fis ton portrait pour m'amuser; je le garde précieusement. J'ai mis pour inscription : Portrait de Sophie. Je barbouille du papier à force, quand la tête me fait mal; j'écris tout ce qui me vient en idée : cela me purge le cerveau..... Adieu, j'attends une cousine qui doit nous emmener à la promenade; mon imagination galope, ma plume trotte, mes sens sont agités, les pieds me brûlent. — Mon cœur est tout à toi. »

Si calme, si saine qu'on soit au fond par nature, il semble difficile qu'en ce jeune train d'émotions et de pensées, on reste long-temps à l'entière froideur, avec tant de sollicitations d'être touchée. Aussi Mlle Phlipon eut-elle à un certain moment son étincelle. Quel fut, entre tous, le préféré, le premier mortel qui rencontra, qui traversa, ne fût-ce qu'un instant, l'idéal encore intact d'un si noble cœur?

Parmi ces prétendans, il y en avait de toutes sortes, de toutes professions, depuis le commerçant de diamans jusqu'au médecin et à l'académicien, jusqu'à l'épicier et au limonadier, puisqu'il faut le dire; et la moqueuse jeune fille se disait que, si elle représentait dans un tableau cette suite plus ou moins amoureuse, chacun avec les attributs de sa profession, comme sont les Turcs de théâtre en certaine cérémonie célèbre, cela ferait une singulière bigarrure. Mais enfin elle ne plaisanta pas toujours, et c'est ce moment sérieux, attendri, pas très violent jamais ni très orageux, pourtant assez profond et assez embelli, que la correspondance actuelle vient trahir.

Elle a beaucoup parlé dans ses *Mémoires* de La Blancherie, manière d'écrivain et de philosophe qui tomba assez vite dans la fadaise et même dans le courtage philanthropique; elle le juge de haut, et, après quelque digression avoisinante, elle ajoute lestement en revenant à lui : *Coulons à fond ce personnage.* Mais avant d'être coulé près d'elle, il avait su s'en faire aimer; et rien ne prouverait mieux au besoin qu'il n'y a dans l'amour que ce qu'on y met, et que l'objet de la flamme n'y est presque en réalité pour rien. La jeune fille forte, sensée, de l'imagination la plus droite et la plus sévère qui fut jamais, distingue du premier jour un être qui est l'assemblage de toutes les fadeurs et les niaiseries en vogue, et elle croit saisir en lui le type le plus séduisant de son rêve. C'est que La Blancherie, ce *jeune sage*, cet ami de Greuze, avec ses vers, ses projets, ses conseils de morale aux pères et mères de famille, représentait précisément dans sa fleur le lieu commun du romanesque philosophique et sentimental de ce temps-là; or le romanesque, près d'un cœur

de jeune fille, fût-elle destinée à devenir Mme Roland, a une première fois au moins, et sous une certaine forme, bien des chances de réussir. Les lettres à Sophie se ressentent aussitôt de ce grave évènement intérieur; les postscriptum à l'insu de la mère s'allongent et se multiplient; le petit cabinet à jour où l'on écrit ne paraît plus assez sûr et laisse en danger d'être surprise : « Point de réponse, à moins qu'elle ne soit intelligible que pour moi seule. Adieu, le cœur me bat au moindre bruit; je tremble comme un voleur. » Il ne tient qu'à l'amie en ces momens de se croire plus nécessaire, plus aimée, plus recherchée pour elle-même que jamais. Avec quelle impatience ses réponses sont attendues, avec quelle angoisse! Si cette lettre désirée arrive durant un dîner de famille, on ne peut s'empêcher de l'ouvrir aussitôt, devant tous; on oublie qu'on n'est pas seule, les larmes coulent, et les bons parens de sourire, et la grand'mère de dire le mot de toutes les pensées : « Si tu avais un mari et des enfans, cette amitié disparaîtrait bientôt, et tu oublierais mademoiselle Cannet. » Et la jeune fille, racontant à ravir cette scène domestique, se révolte, comme bien l'on pense, à une telle idée : « Il me surprend de voir tant de gens regarder l'amitié comme un sentiment frivole ou chimérique. La plupart s'imaginent que le plus léger sentiment d'une autre espèce altérerait ou effacerait l'amitié qui leur semble le pis-aller d'un cœur désœuvré. Le crois-tu, Sophie, qu'une situation nouvelle romprait notre liaison? » Ce mot de *rompre* est bien dur; mais pourquoi donc, ô jeune fille, votre amitié semble-t-elle s'exalter en ces momens même où vous avez quelque aveu plus tendre à confier? Pourquoi, le jour où vous avez revu celui que vous évitez de nommer, le jour où il vous a fait lire les feuilles d'épreuve d'un ouvrage vertueux qu'il achève, et où vous vous sentez toute transportée d'avoir découvert que, si l'auteur n'est pas un Rousseau, il a du moins en lui du Greuze, pourquoi concluez-vous si passionnément la lettre à votre amie : « Reçois les larmes touchantes et le baiser de feu qui s'impriment sur ces dernières lignes. » D'où vient que ce *baiser de feu* apparaît tout d'un coup ici pour la première fois? L'amitié virginale ne se donne-t-elle pas le change? Et pourquoi enfin, quand plus tard une *situation nouvelle* s'établit décidément, quand le mariage, non pas de passion, mais de raison, vient clore vos rêves, pourquoi la dernière lettre de la correspondance que nous lisons est-elle justement celle de *faire part?* La grand' mère, dans son oracle de La Bruyère, allait un peu loin sans doute; mais n'avait-elle pas à demi raison?

Ce sentiment pour La Blancherie, s'il ne mérite pas absolument le nom d'amour et s'il ne remplit pas tout-à-fait l'idée qu'on se pourrait faire d'une première passion en une telle ame, passait pourtant les bornes du simple intérêt : il est tout naturel que Mme Roland dans ses *Mémoires*, jugeant de loin et en racourci, l'ait un peu diminué; ici nous le voyons se dérouler avec plus d'espace. Ce qui servit notablement La Blancherie dans le début, c'est qu'on le voyait peu et seulement par apparitions. Il était souvent à Orléans, il reparut dans la maison peu après la mort de la mère de Mme Roland; M. Phlipon, le père, se souciait peu de lui, et on le fit prier de rallentir ses visites. Ces éclipses et ce demi-jour concouraient à son éclat. La jeune héroïne, que j'ai comparée plus haut à un personnage de *la Nouvelle Héloïse*, était devenue très semblable à quelque amante de Corneille quand elle songeait au vertueux et sensible absent. Si La Blancherie, qu'elle n'a plus d'occasion ordinaire de voir, se trouve à l'église, à un service funèbre de bout de l'an pour la mère chérie qu'elle a perdue : « Tu imagines, écrit la jeune fille à son amie, tout ce que pouvait m'inspirer sa présence à pareille cérémonie. J'ai rougi d'abord de ces larmes adultères qui coulaient à la fois sur ma mère et sur mon amant : ciel ! quel mot ! mais devaient-elles me donner de la confusion ? Non, rassurée bientôt par la droiture de mes sentimens, je t'ai prise à témoin, ombre chère et sacrée... » On voit le ton où elle se montait; c'est comme dans la scène sublime :

Adieu, trop malheureux et trop parfait amant !

Ailleurs, comme Pauline encore, elle parle de *la surprise des sens* à la vue de La Blancherie, mais pour dire, il est vrai, qu'il n'y a rien en elle de cette surprise, et que tout vient du rapport de sentiment. Le premier échec qu'il essuya fut de ce qu'un jour elle le rencontra au Luxembourg avec un *plumet* au chapeau : un philosophe en plumet ! Quelques légèretés qu'on raconta de lui s'y ajoutèrent pour compromettre l'idéal. Tout cela devenait sérieux. Enfin, quand, huit ou neuf mois après la rencontre de l'église, le masque tombe et qu'elle le juge déjà ou croit le juger, elle écrit : « Tu ne saurais croire combien il m'a paru singulier; ses traits, quoique les mêmes, n'ont plus la même expression, ne me peignent plus les mêmes choses. Oh ! que l'illusion est puissante ! Je l'estime au-dessus du commun des hommes, et surtout de ceux de son âge; mais ce n'est plus une idole de perfection, ce n'est plus le premier de l'espèce, enfin ce n'est plus mon amant : c'est tout dire. » Ces quelques passages des lettres,

mis en regard de certaines pages des *Mémoires*, sont une leçon piquante sur le faux jour des perspectives du cœur.

La dernière scène surtout, où La Blancherie lui parut si différent de ce qu'elle l'avait fait, mais au sortir de laquelle pourtant elle le jugeait encore avec une véritable estime, cette scène d'entrevue un peu mystérieuse, qui dura *quatre heures*, est racontée par elle dans ses *Mémoires*, avec une infidélité de souvenir bien légère et bien cruelle. Il suivrait de la page des *Mémoires* qu'elle mit La Blancherie à la porte, ou peu s'en faut, d'un air de reine; et il suit de la lettre à Sophie (21 décembre 1776), qu'entendant venir une visite, elle lui fit signe lestement de passer par une porte, tandis qu'elle allait recevoir par l'autre, prenant, dit-elle, son air le plus *follichon* pour couvrir son adroit manége. Ces sortes de variantes, à l'endroit des impressions passées, se trouvent-elles donc inévitablement jusque dans nos relations les plus sincères?

Peut-être, car en matière si déliée il faut tout voir, peut-être la lettre à Sophie n'est-elle aussi que d'une fidélité suffisante; peut-être fut-on plus dure et plus dédaigneuse en effet avec La Blancherie, qu'on n'osa le raconter à la confidente, par amour-propre pour soi-même et pour le passé. Je crains pourtant que ce ne soient les *Mémoires* qui, en ramassant dans une seule scène le résultat de jugemens un peu postérieurs, aient altéré sans façon un souvenir dès longtemps méprisé.

Et quel est donc l'auteur de mémoires qui pourrait supporter, d'un bout à l'autre, l'exacte confrontation avec ses propres correspondances contemporaines des impressions racontées?

Ce sentiment du moins, tel qu'elle le composa un moment, la perte qu'elle fit de sa mère, ses lectures diverses, ses relations avec quelques hommes distingués, tout concourait, vers l'âge de vingt-deux ans, à donner à son ame énergique une impulsion et un essor qui la font, jusque dans ce cercle étroit, se révéler tout entière. En vain se répète-t-elle le plus qu'elle peut et avec une grace parfaite : « Je veux de l'ombre; le demi-jour suffit à mon bonheur, et, comme dit Montaigne, on n'est bien que dans l'arrière-boutique. » Sa forte nature, ses facultés supérieures se sentent souvent à l'étroit derrière le paravent et dans l'entresol où le sort la confine. Sa vie déborde; elle se compare à un lion en cage; elle devait naître femme spartiate ou romaine, ou du moins homme français; osons citer son vœu réalisé depuis par des héroïnes célèbres : « Viens donc à Paris, écrit-elle à la douce et pieuse Sophie; rien ne vaut ce séjour où les sciences, les arts,

les grands hommes, les ressources de toute espèce pour l'esprit, se réunissent à l'envi. Que de promenades et d'études intéressantes nous ferions ensemble! Que j'aimerais à connaître les hommes habiles en tout genre! Quelquefois je suis tentée de prendre une culotte et un chapeau, pour avoir la liberté de chercher et de voir le beau de tous les talens. On raconte que l'amour et le dévouement ont fait porter ce déguisement à quelques femmes... Ah! si je raisonnais un peu moins, et si les circonstances m'étaient un peu plus favorables, tête bleue! j'aurais assez d'ardeur pour en faire autant. Il ne me surprend pas que Christine ait quitté le trône pour vivre paisiblement occupée des sciences et des arts qu'elle aimait... Pourtant, si j'étais reine, je sacrifierais mes goûts au devoir de rendre mes sujets heureux... Oui, mais quel sacrifice! Allons, il ne me fâche pas trop de ne pas porter une couronne de reine, quoiqu'il me manque bien des moyens... Mais je babille à tort et à travers : je t'aime de même, comme Henri IV faisait Crillon. Adieu, adieu. » L'amitié pour Sophie et les lettres qu'elle lui adresse durant tous les premiers mois de 1776 profitent de ce concours et de ce conflit d'émotions; elle-même l'avoue et nous donne la clé de ce redoublement : « Ah! Sophie, Sophie, juge à quel point je ressens l'amitié, puisque c'est chez moi le seul sentiment qui ne soit pas captif. »

Mais Sophie seule, même en amitié, ne suffit plus; vers le milieu de cette année 1776, on aperçoit quelque baisse, on entend quelque légère plainte : « Sophie, Sophie, vos lettres se font bien attendre... » En même temps que d'un côté on pensait à La Blancherie, de l'autre, à Amiens, on pensait au cloître; Sophie avait eu l'idée, un moment, de se faire religieuse. Les deux amies n'étaient plus l'une à l'autre tout un monde. On se reprend, on se remet avec vivacité à s'aimer, mais c'est une reprise; or, dans la carrière de l'amitié, comme dans le chemin de la vertu, on rétrograde à l'instant que l'on cesse d'avancer : c'est Mme Roland elle-même qui a dit cela. La sœur aînée de Sophie, Henriette, vient passer quelque temps à Paris et entre en tiers dans l'intimité; sa vivacité d'imagination et son brillant d'humeur font un peu tort à la langueur de sa douce cadette; du moins on se partage. Henriette devient un *troisième moi-même;* on écrit à la fois aux deux sœurs. M. Roland aussi commence à paraître, rare, austère, assez redouté d'abord. Tout cela ne laisse pas de faire diversion; les tracas domestiques, les embarras intérieurs s'en mêlent. La correspondance se poursuit comme la vie en avançant, sans plus d'unité.

En même temps le talent d'écrire y gagne; la jeune fille, désormais femme forte, est maîtresse de sa plume comme de son ame; phrase et pensée marchent et jouent à son gré. C'est toutefois sur ces parties que j'aurais voulu que l'éditeur fît tomber de nombreuses coupures. Je conçois les difficultés et les scrupules lorsqu'on a en main d'aussi riches matériaux; mais il importait, ce me semble, dans l'intérêt de la lecture, de conserver à la publication une sorte d'unité, d'éviter ce qui traîne, ce qui n'est qu'intervalles, et surtout d'avoir toujours les *Mémoires* sous les yeux, pour abréger ce qui n'en est qu'une manière de *duplicata*.

Un postscriptum de cette correspondance, et dont nous devons la connaissance plus détaillée à l'éditeur, est bien digne de la clore et de la couronner. Je viens de nommer Henriette, la sœur aînée, la seconde et plus vive amie. On était en 93; bien des années d'absence et les dissentimens politiques avaient relâché, sans les rompre, les liens des anciennes compagnes; Mme Roland, captive sous les verroux de Sainte-Pélagie, attendait le jugement et l'échafaud. Henriette accourut pour la sauver; elle voulait changer d'habits avec elle et rester prisonnière en sa place : « Mais on te tuerait, ma bonne Henriette, » lui répétait sans cesse la noble victime, et elle ne consentit jamais.

Indépendamment du petit roman que j'ai tâché d'y faire saillir et d'en extraire, on trouvera avec plaisir dans ces volumes bien des anecdotes et des traits qui peignent le siècle. Il était tout simple que la jeune fille enthousiaste désirât passionnément connaître et voir Rousseau; elle crut inventer un moyen pour cela. Un Genevois, ami de son père, avait à proposer à l'illustre compatriote la composition de quelques airs de musique; elle réclama l'honneur de la commission. La voilà donc écrivant au philosophe de la rue Plâtrière une belle lettre dans laquelle elle annonçait qu'elle irait elle-même chercher la réponse. Deux jours après, prenant sa bonne sous le bras, elle s'achemine, elle entre dans l'allée du cordonnier et monte en tremblant, comme par les degrés d'un temple; mais ce fut Thérèse qui ouvrit et qui répondit *non* à toutes les questions, en tenant toujours la main à la serrure. Il est certainement mieux qu'elle n'ait jamais vu Rousseau, l'incomparable objet de son culte; c'est ainsi que les religions de l'esprit se conservent mieux.

Sur l'aimable et sage M. de Boismorel, qui joue un si beau rôle dans les *Mémoires;* sur Sévelinges l'académicien, qui n'est pas non

plus sans agrément; sur certain Genevois moins léger, et « dont l'esprit ressemble à une lanterne sourde qui n'éclaire que celui qui la tient; » sur toutes ces figures de sa connaissance et bientôt de la nôtre, elle jette des regards et des mots d'une observation vive, qui plaisent comme ferait la conversation même. Elle nous donne particulièrement à apprécier un de ses amis très affectueux et très mûrs, M. de Sainte-Lette, qui vient de Pondichéri, qui va y retourner, qui sait le monde, qui a éprouvé les passions, qui regrette sa jeunesse, et qui sur le tout est *athée*. Au XVIIIe siècle, en effet, il y avait *l'athée;* il se posait tel; c'était presque une profession. Quand on découvrait cette qualité chez quelqu'un, on en avait une sorte d'horreur, non sans quelque attrait caché. On en faisait part aux amis avec mystère; ainsi de M. de Wolmar, ainsi de M. de Sainte-Lette. De nos jours, les trois quarts des gens ne croient à rien après la tombe, et ne se doutent pas qu'ils sont athées pour cela; ils font de la prose sans le savoir, en parfaite indifférence, et on ne le remarque guère. Au fond, n'est-ce pas une situation pire, et la solennité incrédule du XVIIIe siècle n'annonçait-elle pas qu'on était encore plus voisin d'une croyance?

M. Roland, avec une lettre d'introduction des amies d'Amiens, se présente de bonne heure; mais on est long-temps à le deviner. Dès le premier jour, celle qui est destinée à illustrer historiquement son nom, tient à son estime et se soucie de lui paraître avec avantage; mais l'esprit seul et la considération sont engagés. Dans ces visites d'importance, on cause de tout : l'abbé Raynal, Rousseau, Voltaire, la Suisse, le gouvernement, les Grecs et les Romains, on effleure tour à tour ces graves sujets. On est assez d'accord sur la plupart, mais Raynal se trouve être un champ de bataille assez disputé. M. Roland, dans son bon sens d'économiste, se permet de juger l'historien philosophique des deux Indes comme un charlatan assez peu philosophe, et n'estime ses lourds volumes qu'assez légers et bons à rouler sur les toilettes. La jeune fille admiratrice se récrie; elle défend Raynal comme elle défendrait Rousseau. Elle n'est pas encore arrivée à discerner l'un d'avec l'autre; elle en est encore à la confusion du goût; en style aussi, elle n'a pas encore mis à sa place tout ce qui n'est que du La Blancherie. A chaque époque, il y a ainsi le déclamatoire à côté de l'original, et qui, même pour les contemporains éclairés, s'y confond assez aisément. Le meilleur de Campistron touche au faible de Racine, le Raynal joue souvent à l'œil le Rousseau. Le temps seul

fait les parts nettes et sûres; il les fait au sein même de l'écrivain original, mais qui a trop obéi au goût de ses disciples, et qui s'est laissé aller aux excès applaudis. Dans ces pages que les yeux contemporains, atteints du même mal et épris de la même couleur jaunissante, admirent comme également belles, et qu'une sorte d'unanimité complaisante proclame, le temps, d'une aile humide, flétrit vite ce qui doit passer, et laisse, au plein milieu des objets décrits, de grandes plaques injurieuses qui font mieux ressortir l'inaltérable du petit nombre des couleurs légitimes et respectées. Les volumes de lettres de Mme Roland nous arrivent tout tachetés de ces places qui sautent d'abord aux yeux; ce sont les lieux communs de son siècle; il n'y a que plus de fraîcheur et de grace dans les traits originaux sans nombre dont ils sont rachetés.

Les quatre ou cinq années qui s'écoulent depuis la mort de sa mère jusqu'à son union avec M. Roland, lui apportent de rudes, de poignantes et à la fois chétives épreuves. Son père se dérange et se ruine; elle s'en aperçoit, elle veut tout savoir, et il lui faut sourire au monde, à son père, et dissimuler: « J'aimerais mieux le sifflement des javelots et les horreurs de la mêlée, s'écrie-t-elle par momens, que le bruit sourd des traits qui me déchirent; mais c'est la guerre du sage luttant contre le sort. » Elle venait de lire Plutarque ou Sénèque, quand elle proférait ce mot stoïque; mais elle avait lu aussi Homère, et elle se disait dans une image moins tendue et avec sourire: « La gaieté perce quelquefois, au milieu de mes chagrins, comme un rayon de soleil à travers les nuages. J'ai grand besoin de philosophie pour soutenir les assauts qui se préparent: j'en ai fait provision; je suis comme Ulysse accroché au figuier: j'attends que le reflux me rende mon vaisseau. »

M. Roland, qui avait fait un voyage en Italie, repasse par Paris, mais il la visite assez inexactement; elle en est un peu piquée. Une fois, elle rêve de lui, mais en pure perte. Elle en écrit assez sèchement aux deux sœurs: décidément, c'est un homme occupé et qui se prodigue peu; elle qui fait si volontiers les portraits de ses amis, elle ne se croit pas en droit d'entreprendre le sien; il est, par rapport à elle, *au bout d'une trop longue lunette*, et rien n'empêche qu'elle ne le suppose encore en Italie. On ne parle pas ainsi d'un indifférent; c'est bon signe pour M. Roland qui, prudent observateur, s'en doute peut-être, qui ne s'en inquiète d'ailleurs qu'autant qu'il le faut, et qui s'avance, tardif, rare et sûr, comme la raison ou comme le destin.

Mais moi-même je m'aperçois que je tombe dans l'inconvénient reproché, et que je vais empiéter sur la zone un peu terne et prosaïque de la vie.

Dans toute cette partie finale et déjà bien grave de la correspondance, au milieu des vicissitudes domestiques et des malheurs qui assiégent l'existence de celle qui n'est déjà plus une jeune fille, il ressort pourtant une qualité qu'on ne saurait assez louer; un je ne sais quoi de sain, de probe et de vaillant, émane de ces pages; agir avant tout, agir: « Il est très vrai, aime-t-elle à le répéter, que le principe du bien réside uniquement dans cette activité précieuse qui nous arrache au néant et nous rend propres à tout. » De cet amour du travail qu'elle pratique, découlent pour elle estime, vertu, bonheur, toutes choses dans lesquelles elle a su vivre, et qui ne lui ont pas fait faute même à l'heure de mourir. Et c'est parce que les générations finissantes de ce XVIII[e] siècle tant dénigré croyaient fermement à ces principes dont M[me] Roland nous offre la plus digne expression en pureté et en constance, c'est parce qu'elles y avaient été plus ou moins nourries et formées, que, dans les tourmentes affreuses qui sont survenues, la nation si ébranlée n'a pas péri.

SAINTE-BEUVE.

GOMEZ.

L'expédition du général carliste Gomez à travers la Péninsule, dans les derniers mois de 1836, a été sans contredit un des épisodes les plus frappans de la dernière guerre civile espagnole. On s'est généralement étonné de voir reparaître, au milieu de notre siècle, une de ces aventureuses promenades militaires de la guerre de trente ans, qu'on ne devait plus croire possibles de nos jours, et qui ne le sont plus en effet qu'en Espagne. Le souvenir qui en est resté dans tous les esprits a quelque chose de la légende, tant l'imagination publique a été frappée de ce qu'il y a eu d'original et d'imprévu dans cette expédition.

Nous n'espérons pas reproduire ici, dans le récit rapide que nous allons faire de cette odyssée carliste, l'intérêt piquant de curiosité qu'elle a eu tant qu'elle a duré. Il est impossible de ressusciter cette attente générale, ces prévisions toujours excitées et toujours déçues, cette suite non interrompue de surprises, ces incertitudes, ces coups de théâtre soudains, ces exagérations même et ces affirmations contradictoires qui ont occupé et amusé l'Europe pendant six mois entiers. Sûr de succomber dans cette lutte contre des souvenirs encore vivans, nous ne l'essaierons pas. Nous voulons seulement, d'après des documens inédits et authentiques, porter le jour de l'histoire sur quelques faits obscurs et mal connus, et assigner à l'ensemble de cette campagne extraordinaire son caractère réel, qui s'est un peu effacé jusqu'ici dans son éclat romanesque. L'intérêt sérieux

qui s'attache à la vérité compensera peut-être ce qui nous manquera comme effet dramatique.

Commençons d'abord par constater un fait, c'est que l'expédition de 1836, malgré tout le bruit qu'elle a fait avec raison, n'a pas réussi. Gomez avait un but; il ne l'a pas atteint. Pendant que l'on admirait le plus dans le monde la promptitude et l'habileté de ses mouvemens, il était vivement blâmé au quartier-général de don Carlos, et à son retour dans les provinces basques, il était arrêté, jeté en prison et traduit devant un conseil de guerre. De même que les momens où les généraux constitutionnels prétendaient le plus l'avoir écrasé étaient ceux où il frappait ses coups les plus hardis et les plus heureux, de même les jours où l'opinion applaudissait le plus à ses succès étaient ceux où il se trouvait en réalité dans les plus grands embarras. Vainqueur quand on le disait fugitif, fugitif quand on le croyait vainqueur, sa situation n'a jamais été fidèlement connue, et l'énigme constante que ses courses donnaient à deviner n'a pas été un des moindres motifs qui ont porté si loin le bruit de son nom.

Entendons-nous, en rétablissant de notre mieux la vraie couleur des faits, porter la moindre atteinte à sa gloire? Non sans doute. Ce qu'il n'a pas fait, il n'a pas pu le faire, et le procès qui lui a été intenté fut le comble de l'injustice et de l'ingratitude. Ce qu'il a fait au contraire est merveilleux, et a été peut-être plus utile à la cause carliste que n'aurait pu l'être ce qu'il a vainement tenté. S'il n'a rien produit de durable, il a étonné, ce qui est beaucoup parmi les hommes; avec plus d'habileté de la part de son gouvernement, ce qu'il y a eu de surprenant dans son passage aurait suffi pour amener des résultats considérables. Du reste, nous ne prétendons pas faire honneur aux généraux de la reine de l'avortement de la principale tentative de Gomez; ces généraux ont mérité tous les reproches qui leur ont été faits, et nous n'essaierons pas de les défendre. Nous ne suivons d'autre parti dans ces récits que celui de la vérité.

Pour mettre un peu d'ordre dans notre narration, et nous retrouver au milieu de ces manœuvres si capricieuses et si compliquées, nous diviserons l'expédition de Gomez en quatre parties bien distinctes : 1° l'excursion dans les Asturies et dans la Galice, avec le retour au point de départ; 2° l'entrée en Castille et la marche sur l'Andalousie par le centre de l'Espagne jusqu'à la prise de Cordoue; 3° le voyage en Estramadure, depuis le départ de Cordoue jusqu'au retour sur le Guadalquivir; 4° la seconde campagne d'Andalousie et le retour d'Algésiras dans les provinces basques.

On sera peut-être étonné d'apprendre que l'expédition n'eut d'autre but à son origine que de soulever les Asturies; c'est ce qui est pourtant hors de doute. Depuis la mort de Zumalacarreguy, tué devant Bilbao, l'armée carliste de Navarre n'avait tenté aucun effort sérieux pour sortir de ses lignes. L'armée constitutionnelle, sous les ordres du général Cordova, formait un demi-cercle autour des provinces, et semblait près d'étouffer, en se resserrant de plus en plus, le foyer de l'insurrection. Il fut décidé au quartier royal qu'une expédition serait tentée pour opérer une diversion, et porter la guerre sur un autre point de la Péninsule. Les Asturies et la Galice furent désignées pour devenir le théâtre de cette tentative, comme étant à la fois les plus rapprochées de la Navarre, et les plus favorables, par la nature de leur sol et par ce qu'on disait des dispositions de leurs habitans, à l'établissement de la guerre civile. Le chef choisi pour commander l'expédition fut l'ancien ami et compagnon d'armes de Zumalacarreguy, le maréchal-de-camp don Miguel Gomez, justement estimé dans l'armée carliste pour sa bravoure, ses talens militaires et son caractère ferme et loyal.

Gomez avait alors cinquante-deux ans, et comptait trente ans de services honorables. Né à Torre don Gimeno, dans le royaume de Jaen, en Andalousie, d'une famille noble, il était, en 1808, étudiant dans sa quatrième année de lois à l'université de Grenade. Lors de l'invasion de Dupont en Andalousie, il prit les armes, comme volontaire, contre les Français. L'ancienne influence de sa famille dans le pays lui permit de rassembler en peu de temps, autour de lui, une petite troupe, et il devint d'abord sous-lieutenant, puis lieutenant dans les compagnies franches qui se formèrent à Jaen. Fait prisonnier en 1812, il fut conduit en France au dépôt d'Autun, d'où il s'évada un an après pour rentrer en Espagne. En 1815, il se retira avec le grade de capitaine. En 1820, il fut des premiers qui prirent les armes contre l'autorité des cortès, et en faveur du pouvoir absolu. Il servit alors dans le second bataillon de Navarre, dont Zumalacarreguy était commandant, et il devint lui-même commandant de ce bataillon, quand son chef obtint de l'avancement.

Mis en disponibilité en 1832, il se rendit à Madrid, et y retrouva Zumalacarreguy, qui était également en disponibilité. Cette conformité de situation resserra entre eux les liens d'une amitié contractée au milieu des hasards de la guerre. Pendant la maladie de Ferdinand VII, ils virent plusieurs fois don Carlos et lui offrirent leurs bras pour le moment où il en aurait besoin. Aussitôt après la mort du roi, tous deux partirent de Madrid, l'un pour la Navarre, l'autre

pour la province de Cuença, dans le but commun de soulever le pays au nom de l'infant. Gomez échoua dans son entreprise, mais Zumalacarreguy réussit dans la sienne, et Gomez alla le rejoindre. Il fut nommé, dès son arrivée au quartier-général, colonel et chef d'état-major; deux ans après il était maréchal-de-camp, et il avait justifié cet avancement rapide par plusieurs actions d'éclat. Ces précédens le désignaient naturellement pour un commandement aussi important que celui de l'expédition projetée.

Quand tout fut prêt pour cette expédition, une démonstration fut faite, par don Basilio Garcia, du côté de Vittoria, pour détourner l'attention de l'armée constitutionnelle. Trompé par ce mouvement, le général en chef Cordova se porta sur le point qui paraissait menacé, et laissa le passage libre du côté d'Orduña.

Gomez partit d'Amurrio, petit village de la province d'Alava, le 26 juin 1836. La colonne expéditionnaire était forte de cinq bataillons, deux escadrons et deux pièces de montagne, en tout deux mille sept cents fantassins, cent soixante cavaliers et dix artilleurs. C'était bien peu pour ce qu'elle devait faire un jour, mais il ne faut pas oublier qu'elle ne partait que pour visiter deux petites provinces. Le marquis de Bobeda, brigadier, commandait en second l'expédition; don Jose Maria Arroyo commandait l'infanterie, et don Santiago Villalobos la cavalerie. Un maréchal-de-camp portugais, don Jose Raimundo Peireira, avec un colonel et plusieurs officiers de sa nation, s'étaient joints à cette petite armée, qui emmenait avec elle un intendant, un trésorier royal et un commissaire des guerres.

Le lendemain même de son départ, elle rencontra à Revilla, à dix heures de marche environ d'Amurrio, la réserve de l'armée constitutionnelle, sous les ordres du maréchal-de-camp Tello, qui était accourue pour lui barrer le chemin. Les christinos furent battus dans cette première rencontre, qui ouvrit brillamment la campagne. Au lieu de profiter de ce succès pour pénétrer dans la Castille, comme on s'y attendait, Gomez se jeta vers l'ouest, dans la chaîne de montagnes qui court parallèlement à la mer de Biscaye, et qui sépare les Asturies du royaume de Léon. De son côté, Espartero, qui commandait la troisième division de l'armée constitutionnelle du nord, rassembla au plus vite les troupes disponibles, et se mit à la poursuite des carlistes avec six mille hommes de pied et trois cent cinquante cavaliers; alors commença cette curieuse chasse qui devait se prolonger jusqu'à l'autre extrémité de la Péninsule, sans qu'aucune des deux armées s'en doutât alors.

Serré de près par Espartero, Gomez fila pendant quelques jours le

long des montagnes, menaçant à la fois les Asturies et le royaume de Léon, et trompant à tout moment la poursuite de son ennemi par la promptitude de ses manœuvres. Chaque soir, sa troupe ne s'arrêtait qu'après avoir fait dix ou douze lieues dans la journée par des chemins montueux et difficiles, et quelquefois après avoir passé vingt-quatre heures sans manger. Tout à coup il tourna au nord, descendit rapidement les petites vallées humides et fertiles qui s'étendent des montagnes à la mer, et le 5 juillet, neuf jours après son départ, il entrait à Oviedo, capitale du royaume des Asturies. Cette ville était défendue par le brave Pardiñas, à la tête du régiment provincial de Pontevedra; l'apparition de Gomez fut si prompte, que la garnison étonnée ne put que se retirer précipitamment, abandonnant ses effets, ses armes et ses munitions. Gomez en fit son profit, pour donner à sa troupe ce qui lui manquait et pour organiser un bataillon des Asturies, fort de trois cent vingt volontaires; mais il ne put faire davantage, car il ne trouvait que peu de sympathie dans l'esprit général du pays. On s'était trompé au quartier royal sur les dispositions de la province.

La population asturienne est bien loin d'être de nos jours ce qu'elle était aux temps de don Pélage et de la formation des premières monarchies chrétiennes contre les Maures. Des souvenirs belliqueux de leur histoire, les Asturiens n'ont conservé qu'un privilége dont ils sont très fiers, celui d'être tous nobles de naissance. Leurs mœurs sont industrieuses et paisibles. La plupart d'entre eux émigrent de bonne heure et se répandent dans toute l'Espagne, où ils forment, malgré leur noblesse, les deux tiers des domestiques. Ils n'ont rien de l'esprit inquiet et hardi de leurs voisins les Biscayens, et leur respect pour les grands propriétaires de leur pays, qui sont presque tous constitutionnels, les a toujours maintenus dans l'obéissance de la reine Isabelle. Ils n'opposèrent aucune résistance à l'invasion de Gomez, mais ils ne répondirent que faiblement à l'appel qui leur fut fait par ce général au nom de don Carlos. Depuis, la même tentative a été répétée plusieurs fois auprès d'eux, et elle a toujours échoué.

Cependant Espartero arrivait : il fallut partir. Les carlistes ne passèrent que deux jours à Oviedo. Ils en sortirent dans la matinée du 8 juillet; Espartero y entra le même jour. La tentative de s'établir dans les Asturies n'ayant pas réussi, Gomez se jeta dans la Galice, et marcha presque en ligne droite sur Sant-Iago, capitale de cette province; il y arriva en dix jours de marche, après avoir passé le Rio-Miño sous les yeux du général Latre, enfermé dans Lugo. La vieille

cité de Sant-Iago accueillit avec transport le représentant de la monarchie absolue; peuplée presque tout entière de prêtres, cette ville avait dû long-temps sa richesse à la célébrité de son saint, révéré par la pieuse Espagne. Une imposition particulière, connue sous le nom de *voto de Sant-Iago* (vœu de Saint-Jacques), était perçue dans tout le royaume pour l'entretien de sa cathédrale et de son archevêché, et cette imposition avait été supprimée par les premières cortès réunies après la proclamation de l'*Estatuto real*. Ce souvenir ne contribua pas peu à la réception qui fut faite à Gomez; le corps expéditionnaire fit son entrée au bruit de toutes les cloches, et dans la soirée, de brillantes illuminations témoignèrent de la joie publique.

Mais de pareilles manifestations n'ajoutaient rien à la force réelle de l'armée. Cette troupe, déjà si faible à sa sortie des provinces basques, s'était encore affaiblie par la désertion et par les pertes qu'elle avait faites en malades, traînards, tués ou blessés. Le bataillon formé dans les Asturies était resté dans cette province pour y entretenir la guerre; de leur côté, les prêtres de Sant-Iago se contentaient d'adresser au ciel de ferventes prières pour le succès du roi légitime, et ne fournissaient que peu d'argent et de recrues. Gomez passa à Sant-Iago encore moins de temps qu'à Oviedo; entré le 18 juillet, il en sortit dans la nuit du 19 au 20, toujours poursuivi l'épée dans les reins par Espartero. Ce moment fut même un des plus critiques pour l'armée expéditionnaire. Les chefs constitutionnels avaient combiné leurs opérations pour la traquer dans ce coin étroit de la Péninsule, et elle avait à la fois autour d'elle le corps d'Espartero renforcé de celui de Pardiñas, la colonne commandée par le général Latre, une autre colonne sous les ordres du marquis de Astariz, un fort détachement qui arrivait de la Corogne, et plus loin, au sud, couvrant les frontières du Portugal, une division portugaise commandée par le baron Fuente Santa-Maria.

Gomez échappa à cette situation difficile à force d'agilité. Pendant que les journaux de Madrid annonçaient qu'il ne pouvait manquer d'être bloqué et détruit, il se portait sur Mondoñedo, vers le nord, par le seul chemin qui fût resté ouvert. Il traversa ainsi la Galice pour la seconde fois, dans toute sa largeur, mais sans réussir davantage à l'insurger. Un seul partisan se présenta, connu sous le nom de l'*Evangéliste, el Evangelista;* Gomez lui fit délivrer des armes, des munitions, et distribua dans sa troupe des brevets d'officier. Le reste de la population resta immobile. Les Galiciens sont, comme on sait, les Auvergnats de l'Espagne; ils émigrent en plus grand nombre

encore que les Asturiens, et vont remplir, à Madrid, à Séville, dans les grandes villes, les fonctions de portefaix et de porteurs d'eau. Peu de jeunes gens étaient restés disponibles pour la guerre civile. L'époque où Gomez visitait le pays était d'ailleurs particulièrement défavorable; c'était le moment où presque toute la population valide de la Galice se répand jusqu'en Andalousie pour y faire la moisson, et laisse ses montagnes presque désertes jusqu'à l'hiver.

De Mondoñedo, Gomez, quittant la Galice, marcha vers le royaume de Léon : c'était la troisième province où il pénétrait. Il la parcourut sans difficulté comme les deux autres, et entra quand il voulut à Léon, capitale de la province. Il y fut reçu avec d'assez grandes marques extérieures d'adhésion, mais le nombre des volontaires qui se joignirent à lui fut encore moins considérable qu'à Oviedo et à Sant-Iago. Le royaume de Léon a fait très anciennement partie de la couronne de Castille; le souvenir des lois primitives du pays s'y est conservé. Or, c'est par la Castille que le droit de succession des femmes s'est particulièrement introduit dans la monarchie espagnole; c'est par une femme, Isabelle-la-Catholique, que la couronne de Castille a été réunie à celle d'Aragon. La légitimité d'Isabelle II ne pouvait donc être douteuse aux yeux des vieilles populations castillanes, et c'est, en effet, dans ces fidèles provinces que le trône de la fille de Ferdinand VII a toujours trouvé son plus ferme appui. Gomez traversa presque sans s'arrêter le royaume de Léon, dans la direction de l'ouest à l'est, comme s'il avait eu pour but de rentrer dans les provinces basques.

Il n'est pas douteux, en effet, que telle était alors son intention. Près de deux mois s'étaient écoulés depuis qu'il était sorti des provinces avec son corps d'armée; il avait fait, dans cet intervalle, plus de trois cents lieues, il était entré dans trois capitales; il était parvenu jusqu'à l'extrémité de la Galice, et il en était revenu; il avait battu l'ennemi à Revilla, et il s'était dérobé à la poursuite incessante de forces supérieures; il avait fait appel à l'insurrection partout où il s'était présenté, et il avait distribué des armes à qui en avait demandé. Tout porte à croire que son expédition était terminée, et qu'il n'avait plus qu'à rendre compte à ceux qui l'avaient envoyé. Le général Cordova se vanta dans le temps de lui avoir fermé l'entrée des provinces par ses manœuvres; et à suivre les mouvemens que fit Gomez dans les premiers jours d'août, tantôt essayant d'aborder les provinces par le sud, tantôt se portant rapidement vers le nord jusqu'à Cangas de Onis, et revenant presque en droite ligne

sur ses pas, il est évident qu'il cherchait en effet à percer la ligne ennemie pour rentrer à Orduña, et qu'il ne put y réussir.

Ici se termine la première partie et comme le prologue de l'expédition. Elle débute par un échec, mais accompagné de circonstances brillantes : c'est ce caractère qui lui restera. Ses proportions vont d'ailleurs s'accroître. Si Gomez était parvenu alors à rejoindre le quartier-général, son entreprise n'aurait rien eu de bien distinctif, et se serait à peu près confondue avec celles de Sanz, de Negri, de Zaratieguy et des autres généraux de don Carlos qui ont essayé en vain de faire rayonner la guerre civile autour de son centre. Mais ce n'était pas là sa destinée. L'expédition qui avait paru sur le point de finir, était au contraire au moment de commencer véritablement. Un conseil de guerre fut assemblé le 8 août à Pradanos de Ojeda; tous les officiers de l'armée y assistèrent; Gomez leur proposa, puisque l'entrée des provinces leur était interdite, de se jeter bravement dans le cœur du royaume, de le parcourir au hasard, et de chercher, s'il le fallait, jusque dans les provinces les plus reculées, les élémens d'insurrection qui lui avaient manqué dans les contrées qu'ils venaient de traverser. La proposition fut acceptée et exécutée sur-le-champ; il en fut donné avis au quartier royal par un message, mais la division se mit en marche sans attendre l'approbation du roi.

Cordova avait cru saisir et enfermer Gomez entre les colonnes d'Espartero et les siennes, et il ne fit que le forcer à se jeter sur la Castille; il n'avait pu prévoir cette fuite audacieuse, qui déjouait tous ses projets. C'est du reste ce qui s'est reproduit très souvent dans la suite de l'expédition. Les généraux qui poursuivaient Gomez l'ont mis presque toujours dans la nécessité de tenter, pour leur échapper, ses coups de main les plus inattendus. Ils empêchaient ce qu'il voulait faire; mais en se portant sur les points menacés par lui, ils lui livraient ailleurs une proie qu'il ne manquait pas de saisir. Nous le verrons encore contraint de prendre des villes et de jeter le désordre dans des provinces entières pour se mettre à l'abri; commençons par le suivre en Castille, où il était entré en quelque sorte malgré lui, et où il n'avait aucune envie de rester.

Pendant une de ces marches et contre-marches dans les Asturies qui précédèrent le départ de Gomez pour le centre de la Péninsule, Espartero avait atteint à Escaros, dans le val de Buron, une partie des troupes de l'expédition commandées par Arroyo, et il n'avait pas eu de peine à obtenir sur elles un léger avantage. Aussitôt un de ces bulletins emphatiques dont les généraux constitutionnels ont fait un

si grand usage dans cette guerre, avait présenté l'engagement d'Escaros comme une victoire complète; Gomez était, disait-on, entièrement détruit, son bagage enlevé, ses soldats tués, pris ou dispersés. On ne doutait pas à Madrid de ce nouveau triomphe des troupes de la reine, quand un bruit inoui, inconcevable, se répandit comme l'éclair: Gomez avait traversé en silence les plaines stériles et inhabitées de la Vieille-Castille, et il était apparu tout à coup à Palencia, entre Burgos et Valladolid, où le général Ribero avait été surpris et forcé à une retraite précipitée.

La terreur fut grande dans les deux Castilles à cette nouvelle. De Palencia, Gomez pouvait se porter à son gré dans tous les sens; partout on pouvait craindre de le voir arriver à l'improviste, et de nombreuses alertes l'annoncèrent souvent en effet sur plusieurs points à la fois. Dans l'ignorance où l'on était de ses véritables intentions et de la force réelle de son corps d'armée, on lui prêtait les projets les plus sinistres et les moyens les plus formidables. Quant à lui, au milieu de cet effroi universel qu'il excitait dans un rayon de cinquante lieues, convaincu de l'impossibilité où il était de résister à une attaque, il ne songeait qu'à franchir le plus promptement possible, avec ses trois mille hommes et son convoi attelé de bœufs, ces régions éminemment dévouées à la monarchie nouvelle, pour se rendre dans des provinces plus favorables à Charles V. Dans sa marche rapide et prudente qui contrastait singulièrement avec le bruit lointain qu'elle laissait après elle, il évitait les grandes villes, suivait les routes les plus détournées, et se dirigeait à grandes journées vers les confins des royaumes d'Aragon et de Valence, où il espérait faire sa jonction avec les partisans carlistes qui battaient le pays.

Heureusement pour lui, l'Espagne constitutionnelle passait en ce moment par une de ces crises révolutionnaires qui ont été les plus puissans auxiliaires de la cause absolutiste. Les funestes évènemens de la Granja venaient d'avoir lieu. La mère d'Isabelle, doublement insultée comme femme et comme reine, avait été contrainte par la violence d'accepter la constitution de 1812. Le brave général Quesada, pour avoir maintenu l'ordre dans la capitale au milieu des circonstances les plus critiques, avait été assassiné dans une auberge de village par des nationaux. Le plus affreux désordre régnait partout; les troupes n'obéissaient plus à leurs chefs; les autorités des provinces étaient déposées; le gouvernement nouveau, qui n'en était encore qu'à ses premiers jours, n'avait pas eu le temps de faire réaction lui-même à la désorganisation dont il était sorti. Cette situation

profita à Gomez, et lui permit de s'avancer sans résistance jusqu'à vingt lieues de Madrid; elle fit plus encore pour lui, elle lui fit gagner, sans qu'il la cherchât, une victoire éclatante, signalée, qui doubla en un jour sa renommée.

La garde royale et les autres troupes de la garnison de Madrid qui avaient pris part à la révolte de la Granja, n'étaient pas un des moindres embarras du gouvernement insurrectionnel. Ces troupes indisciplinées menaçaient la capitale d'un pillage et commettaient déjà des excès de tout genre. Le général Rodil, qui avait commandé l'armée du nord, fut nommé ministre de la guerre et généralissime de toutes les troupes, avec les pouvoirs les plus étendus. Pour débarrasser Madrid de cette soldatesque qui l'épouvantait, Rodil annonça l'intention de se rendre lui-même à la tête de la garde royale à l'armée du nord, et il donna ordre au brigadier don Narciso Lopez de partir sur-le-champ avec treize cents des plus mutins pour lui servir d'avant-garde. Lopez partit en effet, et se dirigea vers la Navarre; mais ayant appris en route qu'une partie des troupes de Gomez se trouvait à Jadraque, il marcha étourdiment de ce côté, malgré les représentations du vieux général Manto, qui lui fit dire plusieurs fois de prendre garde à lui. Ivre d'elle-même, sa troupe croyait marcher à une victoire aussi facile que celle de l'émeute; elle ne rencontra qu'un prompt châtiment.

Arrivé à Matilla, Lopez, croyant attaquer un des détachemens de Gomez, se jeta sur le gros de l'armée expéditionnaire. Ses treize cents hommes furent presque aussitôt entourés et obligés de se rendre jusqu'au dernier, ainsi que leur chef. Parmi eux se trouvait un des sergens de la Granja. Deux cavaliers seulement purent s'échapper et porter la nouvelle de ce désastre. Madrid trembla et crut voir Gomez à ses portes.

Mais cette heureuse rencontre de Jadraque n'avait rien changé aux projets du chef carliste. Plein du juste sentiment de sa faiblesse, il n'avait profité de son succès de hasard que pour continuer plus sûrement sa route vers le haut Aragon, en traçant dans sa marche une ligne diagonale à travers l'Espagne. Espartero, atteint d'une forte attaque de son inflammation de vessie, s'était arrêté très malade à Lerma; il avait laissé le commandement de sa division à son second, le brigadier Alaix, et celui-ci continuait mollement une poursuite qui devait le mener plus loin qu'il ne croyait. Gomez, toujours poursuivi, mais de loin, longea, pendant plusieurs jours, les frontières du royaume d'Aragon et celles du royaume de Valence, et parvint le

7 septembre à Utiel. C'est là que, sur ses invitations réitérées et probablement sur les ordres de don Carlos provoqués par lui, les chefs valenciens et aragonais devaient venir le rejoindre. Non-seulement il put y arriver sans encombre, mais il put y rester huit jours sans être inquiété. Alaix s'était tranquillement arrêté à Cuença, et quand on lui reprocha son inaction, il répondit que ses troupes manquaient de souliers.

Cependant la jonction s'opérait à Utiel. Le brigadier carliste Quilez arriva le premier avec deux bataillons et quatre escadrons assez bien armés de fusils et de lances, mais sans uniformes. Don José Miralles, autrement appelé *el Serrador* (le scieur de long), commandant-général de Valence, arriva à son tour avec deux bataillons et deux escadrons, mais mal armés et mal équipés. Enfin Cabrera, qui avait alors le grade de brigadier et le titre de commandant-général d'Aragon, arriva le dernier avec vingt cavaliers seulement. D'autres partisans moins importans, comme l'archiprêtre de Moya, vinrent aussi amener des renforts et demander des armes.

On peut évaluer à neuf ou dix mille hommes, dont la moitié environ de troupes régulières, les forces qui se trouvèrent rassemblées à Utiel. L'Espagne constitutionnelle crut qu'il y en avait bien davantage, et s'en alarma à l'excès. A la nouvelle de cette réunion, le ministre de la guerre Rodil sortit précipitamment de Madrid, et, renonçant au commandement de l'armée du nord, qui fut donné à Espartero, se porta sur Guadalaxara avec huit mille hommes pour couvrir la capitale et observer les mouvemens de Gomez. Ce n'était pas le cas de se tant inquiéter. A peine les chefs carlistes étaient-ils réunis, que la discorde se déclara parmi eux. Cabrera surtout souffrait impatiemment une autorité supérieure. Il n'avait consenti qu'avec répugnance à quitter ses montagnes, et il n'aspirait qu'à y revenir; il avait eu soin d'y laisser toutes ses forces pour défendre la forteresse de Cantavieja, qui était alors pour lui ce que fut plus tard Morella. Les premiers mouvemens de l'armée eurent un caractère d'incertitude très marqué, par suite des divisions qui régnaient dans son sein. Cabrera et les autres chefs de partisans voulaient rester dans le pays; Gomez, au contraire, voulait porter la guerre dans l'Andalousie, sa patrie. Un coup de main fut tenté sur la petite ville fortifiée de Requeña; mais cette attaque, conduite sans énergie, échoua devant le courage de ses habitans et de sa faible garnison. Cet effort pour établir dans la province de Cuença un centre de résistance n'ayant pas eu de suite, l'avis de Gomez dut prévaloir.

La colonne expéditionnaire se remit donc en marche le 15 septembre, après avoir expédié sur Cantavieja les prisonniers qu'elle traînait à sa suite depuis Jadraque. Cabrera, Quilez et *el Serrador* partirent avec elle, mais en murmurant.

Beaucoup d'exagérations et d'erreurs ont été répandues à cette époque par les relations passionnées des journaux, sur la nature des rapports de Gomez avec les pays qu'il traversait. Il importe de les rectifier, dans l'intérêt de la vérité. Gomez n'était pas, comme on l'a dit, un chef de bandits, c'était un véritable général à la tête d'une division régulière. Partout où il passait, il avait soin de faire rentrer les contributions en retard, et quelquefois il lui arrivait de frapper des impôts extraordinaires; mais tout cet argent était perçu avec les formes administratives et remis entre les mains des agens du trésor qui suivaient l'armée. Il avait établi parmi ses troupes une discipline sévère; il avait l'habitude de leur rappeler dans ses ordres du jour que les défenseurs de la religion et du droit devaient se distinguer par une conduite exemplaire. Si des excès ont été quelquefois commis par des pillards qui s'étaient joints à sa colonne, il ne peut en être responsable. Ce qu'on a dit du butin que son armée ramassa a été fort exagéré; d'ailleurs ce butin a pu être considérable sans qu'il ait jamais cessé d'être légitimé par le droit de la guerre, exercé avec mesure.

Il n'a jamais sévi que contre ceux qui résistaient; encore s'est-il souvent montré généreux envers des prisonniers qu'il avait forcés de se rendre à discrétion. Il n'a ensanglanté son drapeau par aucune de ces cruautés inutiles que tous les partis ne se permettent que trop souvent en Espagne. Partout il déposait les municipalités, désarmait les gardes nationales, détruisait les moyens de résistance, s'emparait des munitions et des armes qu'il distribuait à ses partisans. Là s'arrêtait son action politique; point de violences personnelles, point de persécutions. Sa modération n'a pas peu contribué à le brouiller avec les hommes ardens qui l'avaient rejoint à Utiel, et qui concevaient tout autrement la guerre civile. De son côté, il leur fit peut-être trop sentir la distance qu'il y avait, à ses yeux, entre le commandant d'une troupe réglée et des chefs de guérillas.

L'armée se dirigea d'abord sur Albacete, dans le royaume de Murcie; elle fit ensuite un coude vers le nord et se jeta dans la Manche, pour tourner les montagnes escarpées de la Sierra-Morena, qui séparent l'Andalousie du reste de l'Espagne, et les aborder par leur versant oriental. Une rencontre semblable à celle de Jadraque,

mais qui tourna cette fois à l'avantage des constitutionnels, eut lieu, pendant cette marche, à Villarobledo. Alaix, dont la colonne était plus faible que celle de Gomez depuis la réunion d'Utiel, ne cherchait qu'à l'observer sans l'attaquer; de son côté, le chef carliste, voulant, avant tout, arriver avec toutes ses forces en Andalousie, désirait éviter tout engagement. Malgré ces dispositions respectives, le hasard fit qu'Alaix se présenta pour entrer à Villarobledo le 19 septembre, pendant que les troupes expéditionnaires traversaient la ville, et il en résulta un combat.

Si Gomez avait usé de tous ses avantages pour lutter contre son adversaire, il l'aurait infailliblement battu, car il avait sur lui la double supériorité du nombre et de la position; mais, ignorant sans doute la véritable force qu'il avait devant lui, il continua à faire filer son corps d'armée le long de la ville, même après avoir été attaqué, et, voulant réduire l'affaire aux proportions d'un engagement d'arrière-garde, il ne fit donner qu'une partie de ses troupes. Son infanterie fit d'abord plier celle d'Alaix, mais la cavalerie de l'armée constitutionnelle, commandée par le brave colonel de hussards don Diego Leon, maintenant lieutenant-général et comte de Belascoain, culbuta la cavalerie carliste; le désordre se mit alors dans l'infanterie, qui n'eut pas le temps de se replier sur le corps d'armée, et qui fut entourée et obligée de se rendre. Alaix fit 1,300 prisonniers, et s'empara de presque tous les bagages de l'expédition. La revanche de Jadraque était presque complète.

Cette victoire, pour être plus réelle que celle d'Escaros, ne fut pas plus utile. Si le général Rodil, qui venait de sortir de Madrid avec la garde royale, s'était hâté de rejoindre la colonne victorieuse d'Alaix, et que tous deux se fussent portés résolument en avant à la poursuite de Gomez, il est probable que l'armée expéditionnaire aurait été complètement dispersée à la suite de cet échec. Les généraux espagnols ne sont pas si pressés; Alaix se reposa de sa victoire à Villarobledo; Rodil, de son côté, s'arrêta à Huete. Cependant Gomez conduisait ses soldats par les interminables plaines de la Manche, franchissait sans obstacle la Sierra-Morena par ce fameux défilé de Despeña-Perros, qu'il est si facile de rendre imprenable, et pénétrait en Andalousie. Tous les fruits qu'on aurait pu attendre de l'affaire de Villarobledo étaient perdus.

On avait espéré encore une fois à Madrid qu'il ne serait plus question de Gomez après sa défaite : l'irritation fut très vive quand on apprit qu'il fallait, au contraire, compter plus que jamais avec lui.

Alaix prétendit qu'il avait été arrêté par la nécessité de conduire ses prisonniers à Alicante, et cette raison peut avoir sa valeur; il annonça en même temps qu'il allait reprendre sa poursuite et la continuer sans relâche. Il se remit en effet en marche; mais Gomez, qui avait plusieurs jours d'avance sur lui, put traverser à son gré Ubeda, Baesa, Baylen, Andujar, et se présenter le 30 septembre devant Cordoue. Quant à Rodil, il envoyait à Madrid, de son quartier-général de Huete, de très beaux plans de campagne, disant qu'il traçait des parallèles d'un effet sûr, et que Gomez ne pouvait lui échapper. En attendant, il ne bougeait pas, ou s'il s'ébranlait, c'était pour se porter sur divers points de la province de Tolède, plus éloignés encore du théâtre de la guerre.

L'Andalousie est, comme on sait, avec le royaume de Valence, le pays le plus riche et le plus productif de l'Espagne; c'est de l'Andalousie que le gouvernement de la reine tirait ses plus grandes ressources, et si Gomez avait pu y propager l'insurrection, il aurait rendu le plus éminent service à la cause de don Carlos. La population andalouse, dont le caractère est enthousiaste, mobile et ami du changement, passait pour très attachée aux idées libérales; l'esprit de l'ancien régime dominait cependant encore sur quelques points, particulièrement dans le royaume de Cordoue. La ville de Cordoue elle-même, quoique des plus grandes et des plus peuplées de la Péninsule, était pleine de cet esprit qui se conserve en général beaucoup plus dans les campagnes que dans les villes. Après avoir été long-temps la capitale du califat arabe de l'Occident, Cordoue était devenue au moyen-âge le siége principal de la croisade chrétienne contre les Maures. Pour avoir pris possession de la riche mosquée transformée en cathédrale, la foi catholique n'avait été que plus vive et plus ardente dans son sein, et partout où les croyances religieuses ont eu un empire exclusif en Espagne, l'opinion absolutiste est la plus forte.

Quand le brigadier Villalobos parut devant une des portes de Cordoue, avec une seule compagnie de chasseurs et un escadron d'avant-garde, une partie des gardes nationaux qui défendait ce point, prit la fuite; l'autre ouvrit la porte aux cris de *vive Charles V!* Villalobos entra dans la ville avec sa troupe; mais, ignorant la direction des rues, il eut le malheur de passer devant un des bâtimens que les constitutionnels avaient fortifiés, et d'où partit subitement un feu très vif qui jeta le désordre dans ses rangs; lui-même périt victime de son imprudence. Ce malheur n'empêcha pas la population d'ouvrir

toutes les portes à l'armée carliste; ceux qui voulurent résister se retirèrent dans trois forts, qui furent immédiatement assiégés par la division de Valence. Gomez leur fit d'abord offrir une capitulation honorable; ils répondirent que les défenseurs d'Isabelle II mouraient plutôt que de céder. Le lendemain, serrés de près par les assiégeans, ils firent dire qu'ils acceptaient les conditions de la veille; il leur fut répondu que les défenseurs des droits sacrés de la légitimité ne renouvelaient jamais des propositions qui avaient été refusées, et qu'ils eussent à se rendre à discrétion, s'ils ne voulaient pas être passés par les armes. Ils se rendirent en effet au nombre de deux mille huit cents hommes, parmi lesquels deux colonels et huit lieutenans-colonels.

Gomez s'occupa aussitôt d'organiser sa victoire. Il nomma une junte de gouvernement sous la présidence du doyen de la cathédrale, envoya des proclamations dans les environs, donna des armes à des chefs de partisans, créa des bataillons de volontaires, et fit enfin tout ce qui était en lui pour faire de Cordoue le centre d'un mouvement en faveur de don Carlos. Il veilla avec soin à ce qu'aucune exaction n'eût lieu qui pût lui aliéner les habitans. Toutes les personnes et toutes les propriétés furent respectées.

La prise de Cordoue fut suivie du soulèvement des principales villes environnantes. Tout le beau pays connu sous le nom de *la Campine,* si célèbre par les guerres contre les Maures, brisa la pierre de la constitution et proclama Charles V. La ville de Malaga, qui avait eu aussi sa sanglante émeute à la suite de celle de la Granja, et qui avait établi dans son sein une sorte de gouvernement indépendant, envoya contre les villes de la Campine une colonne de volontaires nationaux commandés par le chef des révolutionnaires du pays, nommé Escalante. Mais les héros des émeutes n'étaient pas décidément heureux contre les soldats de la légitimité. Escalante fut honteusement mis en déroute à Buena par un détachement des troupes de Gomez, et poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à quatre lieues du champ de bataille. La terreur qui se répandit à Malaga à la suite de cette affaire fut telle que les membres de la junte, oubliant leurs manifestes patriotiques et leurs sermens de vivre ou de mourir pour la révolution, s'embarquèrent au plus vite pour Gibraltar. Il en arriva de même à Séville : l'audience, ou cour royale, quitta la ville, où l'on s'attendait à tout moment à voir arriver l'ennemi.

Gomez paraissait enfin près d'atteindre le but qu'il avait en vain cherché jusque-là. Lui-même parcourut les villes de la Campine, et

partout, à Lucena, à Baena, à Cabra, à Priego, à Montilla, il fut reçu comme un sauveur. Il put croire un moment qu'il lui serait possible de s'établir dans le pays et de s'y maintenir, mais cette illusion ne devait pas durer long-temps. Un formidable orage se formait contre lui et ne tarda pas à éclater. Alaix avait enfin passé la Sierra-Morena et s'était établi avec toutes ses forces à Jaen; Quiroga, capitaine-général de Grenade, réunissait d'autres forces à Castro del Rio; Espinosa, capitaine-général de Séville, s'était avancé jusqu'à Carmona avec quatre mille hommes; Butron, gouverneur de Cadix, accourait de son côté, et des troupes étaient dirigées sur l'Andalousie du fond de l'Estramadure; Rodil lui-même s'était décidé à se mettre en mouvement et occupait tous les passages de la Sierra-Morena. De toutes parts, les gardes nationales mobilisées recevaient l'ordre de marcher, et les populations constitutionnelles se levaient en masse contre les factieux. A mesure que le bruit de ces préparatifs se répandait, l'enthousiasme des villes soulevées diminuait à vue d'œil et fut bientôt réduit à rien. Il devint évident qu'il serait impossible de tenir long-temps dans Cordoue, ville de cinquante mille ames, qui n'était défendue que par de vieilles murailles mauresques. Pour comble d'embarras, les chefs valenciens et aragonais, Cabrera surtout et *el Serrador*, demandaient à grands cris à rentrer dans leur pays, disant qu'il n'y avait rien à faire en Andalousie, et que l'ennemi détruisait pendant ce temps les établissemens qu'ils avaient formés dans d'autres provinces.

Nous voici parvenus au terme de la seconde période de l'expédition. Cette période a été la plus importante; elle a duré deux mois comme la première, et n'a pas mieux réussi en ce sens que Gomez ne parvint pas plus à son but en Andalousie que dans les Asturies, mais elle a eu beaucoup plus d'éclat et de retentissement. Gomez y décrivit un immense arc de cercle d'un bout de la Péninsule à l'autre, et attira sur lui l'attention du monde entier.

Une course en Estramadure forme à elle seule la troisième partie; ce n'est en quelque sorte qu'un épisode, mais plein de hardiesse et d'intérêt. Quand on crut toutes les mesures bien prises pour entourer Gomez, Alaix marcha sur Cordoue à la tête de forces supérieures, dans la nuit du 13 au 14 octobre. Gomez l'évacua la même nuit, et, pendant qu'on se flattait de l'espoir de lui fermer toutes les issues, il remonta comme un trait vers le nord, repassa la Sierra-Morena sur un point où il n'était pas attendu, descendit les contreforts de cette chaîne, tomba à l'improviste sur Almaden qu'il prit en passant, con-

tinua sa route sur Guadalupe, Truxillo et Caceres, et quand il fut arrivé à la hauteur du Tage, il redescendit de Caceres sur Cordoue par une ligne parallèle à celle qu'il avait suivie en allant, et se retrouva au bord du Guadalquivir, le 10 novembre, après avoir, en moins d'un mois, traversé deux fois l'Estramadure dans toute sa longueur.

L'Estramadure avait de tout temps affecté le plus vif libéralisme, et ses gardes nationales avaient plusieurs fois menacé de marcher sur Madrid, si le gouvernement ne répondait pas à l'exaltation de leur patriotisme. La brusque arrivée des carlistes fit tomber les fumées de l'orgueil révolutionnaire; ces terribles gardes nationales disparurent devant Gomez, qui les désarma partout. Une confusion inexprimable se répandit sur son passage et gagna de proche en proche toute la province; mais le plus important des événemens qui signalèrent cette promenade de deux cents lieues fut la prise d'Almaden. Almaden est une ville située au pied de la Sierra-Morena, et renommée par ses mines de mercure, qui sont une des plus grandes richesses de l'Espagne. Elle était défendue par le brigadier don Jorge Flinter, chef de la division active d'Estramadure, et par un autre brigadier, don Manuel de la Fuente, gouverneur de la place. Dès l'arrivée des carlistes, le 24 octobre, ces deux généraux se renfermèrent dans deux forts; mais ils ne purent tenir long-temps, et furent obligés de se rendre. Dix-sept cents hommes furent faits prisonniers avec eux. Cette prise eut autant d'éclat que celle de Cordoue. Gomez montra dans sa victoire un caractère honorable et généreux; on lui proposa de combler, en se retirant, les mines d'Almaden, qui rapportaient au gouvernement de la reine vingt-cinq millions de réaux par an; il refusa, disant que ce trésor appartenait à l'Espagne et non à son gouvernement.

Qu'était-ce cependant que ce voyage extraordinaire qui avait tout bouleversé en Estramadure? C'était pour Gomez un moyen de se dérober à la poursuite acharnée des forces qui le cernaient en Andalousie, et sans doute aussi une nouvelle tentative qui échoua comme les autres. Quand il se fut bien convaincu de l'impossibilité de créer un centre de résistance à Cordoue, il dut songer à d'autres manœuvres, et voici celle qui se présenta naturellement à son esprit. Une seconde expédition, commandée par don Pablo Sanz, venait de sortir des provinces basques. Il put croire que cette expédition tiendrait en échec vers le nord une portion notable des troupes constitutionnelles, et qu'il lui serait possible, pendant ce temps, de s'établir en Estramadure. Peut-être même avait-il pensé, si Sanz s'avançait vers

Madrid, à combiner avec lui un système d'opérations contre la capitale. C'est du moins ainsi que les généraux constitutionnels interprétèrent son mouvement, car ils réunirent tous leurs efforts pour l'empêcher de passer le Tage; il est certain aussi qu'il fit un jour une démonstration comme pour se porter sur ce fleuve, et qu'il revint immédiatement sur ses pas, en présence des forces supérieures qui lui fermaient le passage.

Ce plan, s'il a réellement existé, fut déjoué par le peu de succès de l'expédition de Sanz. Ce chef s'obstina, sans doute sur les ordres de don Carlos, à tenter dans la Galice et dans les Asturies ce que Gomez n'avait pu y faire. Ce second effort échoua encore plus complètement que le premier. Sanz n'était pas homme à réussir où Gomez avait été impuissant. On disait dans les Asturies que Gomez faisait des carlistes et Sanz des patriotes; *Gomez hacia carlistas y Sanz patriotas*. Battu à Salas de los Infantes, Sanz abandonna la partie. Gomez, déçu dans ses espérances, fut obligé de se replier en Estramadure; il y donna des armes à de nombreux partisans, mais il ne put s'y établir lui-même; il fut ramené, quoi qu'il en eût, en Andalousie, d'où il comptait bien pourtant ne pas revenir.

Le seul avantage qu'il retira de son mouvement sur Truxillo, ce fut de se séparer de Cabrera. N'ayant pas pu passer pour se rendre dans son pays par les royaumes de Jaen et de Grenade, qui étaient occupés par l'ennemi, le chef aragonais avait suivi Gomez en Estramadure. Un dernier conseil de guerre avait été tenu à Truxillo; Cabrera y demanda que le corps expéditionnaire marchât tout entier au secours de sa place d'armes de Cantavieja, assiégée par San-Miguel. Sur le refus de Gomez, il était parti seul avec ses cavaliers, et s'était dirigé sur le haut Aragon en traversant le centre de l'Espagne. Il trouva, en arrivant, ses craintes réalisées, sa ville prise, ses troupes dispersées, et les prisonniers de Jadraque délivrés. Il voulut alors se jeter dans les provinces basques, mais il fut surpris par Iribarren au moment de passer l'Èbre, et son escorte fut détruite. Lui-même eut la plus grande peine à s'échapper, et fut obligé de rester quelque temps caché chez un vieux prêtre qui l'accueillit fugitif et blessé. Ces désastres accrurent nécessairement son irritation contre Gomez, qu'il se croyait en droit d'en accuser, et c'est de cette époque que datèrent sans doute les premiers rapports qu'il adressa au quartier royal contre ce chef, et qui provoquèrent plus tard la procédure dirigée contre lui.

Pendant que Cabrera se plaignait ainsi de Gomez, l'Espagne con-

stitutionnelle se plaignait encore plus de ses généraux, et avec plus de raison.

La colère publique se porta principalement sur Rodil. Ce général, investi de pouvoirs presque illimités par le nouveau gouvernement, avait annoncé qu'il exterminerait en peu de temps toutes les bandes qui désolaient la Péninsule. On a vu comment il avait tenu parole; il n'avait rien prévu, rien empêché; l'entrée de Gomez en Andalousie, son irruption en Estramadure, l'avaient pris au dépourvu. A la tête de toutes les forces militaires de l'Espagne, il avait laissé prendre Cordoue et menacer Séville; il était à quelques lieues d'Almaden, quand cette ville avait été investie, et il ne l'avait pas secourue. A Truxillo, à Caceres, il lui aurait été facile de joindre et d'écraser Gomez; il ne l'avait pas essayé. Il s'obstinait à rester dans son cabinet à tracer des parallèles; sa foi dans ses plans stratégiques, toujours démentis par les évènemens, était telle qu'il se plaignait un jour dans un de ses rapports de la *malicieuse lenteur* de Gomez, qui dérangeait sans doute une de ses plus savantes combinaisons. Les journaux de Madrid ne tarissaient pas en accusations et en plaisanteries contre lui. Un, entre autres, fit remarquer fort judicieusement que la propriété des parallèles étant de ne jamais se rencontrer, il n'était pas étonnant que le ministre de la guerre, avec ses lignes, ne rencontrât jamais Gomez.

Un décret royal, en date du 15 novembre, retira à Rodil le ministère de la guerre et tous les pouvoirs qui lui avaient été confiés. Rodil remit le commandement de sa division au général Ribero, et se retira dans l'obscurité, fort heureux de sauver sa tête, qui avait été demandée par les plus ardens. Ribero partit aussitôt pour l'Andalousie avec ses huit mille hommes.

Quant à Alaix, il était entré à Cordoue par une porte pendant que Gomez en sortait par une autre, et il s'était, comme d'ordinaire, arrêté dans cette ville, au lieu de suivre l'ennemi. Plus tard, il avait recommencé à tenir la campagne, mais marchant en quelque sorte au hasard, et ne sachant où trouver Gomez. Pendant plusieurs jours, on fut à Madrid sans aucune nouvelle de sa division. De son côté, il se plaignait hautement qu'on ne lui envoyât ni munitions, ni rations, ni souliers, et ses troupes profitaient du dénuement où on les laissait pour rançonner sans pitié les pays qu'elles traversaient. On en était venu, dans les villes les plus constitutionnelles d'Andalousie, à préférer voir arriver la bande de Gomez plutôt que celle d'Alaix. A Cordoue, le général avait donné l'exemple en dépouillant les églises de leurs

trésors (que Gomez avait respectés), sous prétexte que, si les carlistes revenaient, ils pourraient s'en emparer. Les soldats se croyaient tout permis après de pareils abus, et ils ne se montraient nullement pressés de finir une guerre où ils étaient libres de piller à leur gré, comme les compagnies franches du moyen-âge.

Alaix ne fut pas immédiatement rappelé comme Rodil, mais on sentit la nécessité de lui adjoindre un homme plus résolu avec des troupes moins démoralisées. On fit venir de Medina-Celi le brigadier don Ramon-Maria Narvaez, qui commandait une des divisions de l'armée du nord, et on lui ordonna de marcher aussi contre Gomez avec sa division.

Voilà donc trois généraux, Alaix, Ribera et Narvaez, qui manœuvraient à la fois contre un seul homme. Gomez leur tint tête quelque temps, mais il vit bientôt qu'il devait finir par succomber. Narvaez surtout ne lui laissait pas de relâche. Poursuivie à outrance, l'armée expéditionnaire repassa le Guadalquivir le 10 novembre, et rentra dans le royaume de Cordoue. C'est ici la dernière partie de l'expédition et la moins heureuse. Gomez était loin d'avoir les mêmes espérances que lors de sa première entrée en Andalousie. Ce général, qui répandait au loin la terreur, ne savait plus réellement comment s'y prendre pour tenir tête à ses adversaires. La terre allait bientôt lui manquer, car il était arrivé jusqu'au bout de l'Espagne, et il avait parcouru successivement toutes ses provinces, sans pouvoir planter sa tente nulle part. Il ne pouvait plus rien espérer de l'Andalousie; les mœurs y sont trop molles, le sol trop riche, le climat trop délicieux, pour que la guerre civile y puisse avoir de grandes chances de durée. Embarrassé de ses prisonniers, il avait été obligé de les mettre en liberté. Ce qu'il pouvait désormais espérer de mieux, c'était de ramener ses troupes intactes à don Carlos, et de sauver le lourd butin qui gênait tous ses mouvemens.

Voici quel était l'aspect de l'armée expéditionnaire quand elle revint en Andalousie après son excursion en Estramadure. On voyait d'abord défiler en bon ordre, musique en tête, environ quatre mille hommes d'infanterie, régulièrement habillés et équipés. Ces robustes soldats ne paraissaient pas fatigués malgré les marches presque miraculeuses qu'ils avaient faites. Après eux venaient huit cents hommes de cavalerie, coiffés du berret bleu et portant le manteau blanc, avec des pantalons bleus ou rouges, et montés sur des chevaux éprouvés. Gomez lui-même suivait à cheval, entouré d'un nombreux état-major; son air était vif et résolu; les femmes qui le regardaient passer re-

marquaient qu'il avait très-bonne mine et qu'il était *buen mozo*, bel homme, ce qui n'est pas sans importance en Espagne, même pour avoir des succès militaires. A la suite de ces troupes régulières et parfaitement disciplinées, marchaient pêle-mêle environ deux mille hommes mal armés et mal vêtus, appartenant aux diverses provinces que Gomez avait traversées. On y voyait des Castillans au manteau sale et rapiécé, au regard sévère et grave, des Navarrais gigantesques avec leur veste courte et leur berret écarlate, des Valenciens légers et rieurs avec leur tunique grecque semblable à la fustanelle des Albanais, et leur manteau bariolé de mille couleurs transversales jeté négligemment sur l'épaule droite; des Andaloux avec leur veste ou *smarra* de peau d'agneau, leurs culottes de peau de daim, leurs guêtres richement ornées, leur chapeau pointu, et l'indispensable cigarette à la bouche. Des vivandières, appartenant aussi à toutes les populations de la Péninsule, allaient et venaient au milieu de cette foule bigarrée, tumultueuse, que l'attrait du pillage avait beaucoup plus attirée que l'amour de la légitimité, et que Gomez avait eu plusieurs fois besoin de châtier.

Deux pierriers montés sur des mulets composaient l'artillerie. Quant au matériel, il suivait aussi sur de longues files de mulets chargés à l'espagnole, c'est-à-dire portant des paquets attachés au corps par des cordes de sparterie. De grandes galères, chars à quatre roues excessivement larges, évasés et couverts par des cerceaux qui supportent une *estera* ou natte de jonc, ployaient sous le poids des armes, des meubles, des outres de vin, des matelas, des tapis, des mille objets variés qui composaient le butin de l'expédition. D'autres chars transportaient les blessés et les malades. Tout cet immense convoi encombrait les routes, défilait avec lenteur et se prolongeait à une grande distance à la suite de la colonne en marche. Il est inconcevable que les généraux constitutionnels n'aient pas atteint plus souvent une division qui traînait après elle un pareil bagage, et qui a eu souvent à traverser des défilés où elle devait former une ligne de plusieurs lieues de longueur.

La seconde marche de Gomez en Andalousie ne fut qu'une fuite continuelle; il chercha d'abord un asile dans le pays montueux et pittoresque qu'on appelle la Serrania de Ronda. Il était extraordinaire qu'il n'y eût pas pensé plus tôt pour en faire le siége du soulèvement qu'il méditait, mais il était alors trop tard. La Serrania de Ronda était la contrée de l'Andalousie la mieux disposée par la nature pour devenir une seconde Navarre. Des défilés étroits, des

montagnes escarpées y enferment des vallées d'une fertilité presque fabuleuse, et où se presse une population innombrable. Toute la partie virile de cette population fait le métier pénible et dangereux de contrebandier, et rien ne dispose mieux que cette existence de ruses, de fatigues et de luttes à la vie de guérillero. Il n'est pas rare de rencontrer dans la Serrania des convois de cent mulets portant des marchandises introduites en fraude et conduites par quarante ou cinquante montagnards armés d'escopettes. Donnez à ces hommes un drapeau et un cri de guerre, vous avez des compagnies franches toutes faites.

Gomez arriva à Ronda le 16 novembre. Il y distribua en une seule journée deux mille fusils à des volontaires. Il repartit le 17, et marcha vers la mer, toujours talonné par l'ennemi et entouré de plus de quarante mille hommes en armes. Le 21, l'armée expéditionnaire défilait devant Gibraltar; la garnison et la population entière sortirent pour voir passer ces soldats, qui étaient encore, trois mois auparavant, dans les Asturies, et qui se trouvaient alors à l'autre extrémité de la Péninsule, en face de l'Afrique. Arrivé à Algésiras, Gomez y fréta un navire pour sauver au moins ce qu'il pourrait; les membres de la junte carliste de Cordoue y furent embarqués, et avec eux une partie de l'argent qui avait été perçu par l'expédition pour le trésor royal. Mais les croiseurs anglais s'emparèrent du bâtiment dès qu'il fut en mer; les prisonniers et l'argent, qui ne s'élevait pas au-delà de 25,000 piastres (125,000 fr.), furent mis à la disposition du gouvernement espagnol.

Cependant Gomez, acculé à la mer, n'avait plus d'autre alternative que de périr ou de passer au travers des troupes nombreuses qui le cernaient dans la pointe de terre qui porte Gibraltar. Il l'essaya avec sa résolution ordinaire, mais cette fois sans un complet succès. Il passa, mais en se faisant battre; il n'avait pu éviter d'être rejoint par Narvaez près d'Arcos de la Frontera. Quand il vit qu'un engagement était nécessaire, il prit position avec une partie de ses troupes sur un plateau très élevé nommé Majaceite, du nom d'une ferme située au pied de l'éminence, pendant que le reste de l'armée marchait avec les bagages dans la direction du nord, et passait la rivière de Majaceite sur des ponts construits à la hâte. Le plateau fut enlevé à la baïonnette par Narvaez le 25 novembre, et les forces qui l'occupaient obligées de se replier dans le plus grand désordre. C'était la première fois qu'un général constitutionnel atteignait réellement Gomez. Le succès de Narvaez fut célébré à Madrid avec de grands transports de joie. Les

divisions de Ribero et d'Alaix étaient, la première à deux lieues, la seconde à trois lieues du champ de bataille. Elles ne firent aucun effort pour prendre part au combat. Narvaez campa sur les hauteurs de Majaceite; puis, comme ses troupes étaient fatiguées des marches forcées qu'elles avaient faites pour se rendre de Castille en Andalousie, il prit, en vertu d'un ordre royal dont il était porteur, le commandement de la division d'Alaix, et se remit avec elle à la poursuite de Gomez.

Le général carliste, heureux d'avoir franchi, même au prix d'une défaite, le cercle qui l'enserrait, se dirigeait vers la Sierra-Morena, aussi vite que le lui permettait son convoi. La portion de ses troupes qui avait été battue à Arcos ne s'était ralliée qu'avec peine, et la confusion s'était mise dans son arrière-garde. Narvaez, informé qu'à Lucena, à Cabra, les soldats de Gomez se couchaient par terre, excédés de fatigue et refusant de marcher, voulut mettre la plus grande activité dans sa poursuite. Mais la division qu'il avait retirée à Alaix n'était pas habituée à tant d'énergie; elle se révolta à Cabra contre son nouveau chef. Alaix, qui suivait à peu de distance, en reprit le commandement. Comme pour prouver qu'il était capable à son tour de promptitude, et pour racheter le temps que la révolte avait fait perdre, il fit marcher ses troupes toute la nuit, et rejoiguit à Alcaudète Gomez, qui fuyait toujours. Il lui prit la plus grande partie de ses caisses et de ses munitions. Les soldats vainqueurs se partagèrent ce riche butin. Si, au lieu de s'arrêter à piller, ils avaient poursuivi leur avantage, il est probable que Gomez aurait fini par succomber; l'indiscipline des troupes et la mollesse du chef le sauvèrent de ce pressant danger.

Cette rencontre d'Alcaudète fut la dernière. La division d'Alaix n'étant plus excitée par l'appât du gain, puisqu'elle s'était emparée de l'argent à Alcaudète, laissa Gomez s'en retourner sans chercher à le joindre, et se contenta de le suivre de loin. Parti d'Algésiras le 23 novembre, Gomez rentra le 19 décembre à Orduña, après avoir, en vingt-six jours, traversé l'Espagne tout entière, du sud au nord, dans une longueur de près de deux cent cinquante lieues. A son arrivée dans les provinces basques, il n'avait pas avec lui plus de seize cents hommes, et il avait perdu presque tout le riche bagage dont on avait raconté tant de merveilles.

On sait quelle réception lui fut faite au quartier-général. Il y fut traité en criminel d'état, mis au secret, et privé même de toute communication avec sa famille. Ce dénouement d'une si brillante expé-

dition parut avec raison, en Europe, aussi étonnant que l'avait été l'expédition elle-même.

C'était le moment où, — par un vertige qui serait inexplicable si l'on ne connaissait les tristes intrigues qui s'agitent partout auprès d'un roi absolu, — la petite cour de Navarre semblait prendre à tâche de persécuter ses plus fidèles serviteurs. Gomez fut accusé de n'avoir pas fait ce qui était nécessaire pour asseoir la guerre dans une des provinces qu'il avait parcourues : nous avons vu jusqu'à quel point il l'avait pu. En revanche il avait promené le drapeau de don Carlos des montagnes des Asturies au détroit de Gibraltar, il avait tenu en échec pendant plusieurs mois toutes les forces militaires de l'Espagne constitutionnelle, il avait désarmé plus de cent mille hommes de gardes nationales, et il avait mis partout la désorganisation, dans un trajet qui n'avait pas eu moins de huit cent lieues d'Espagne, c'est-à-dire environ douze cents lieues de France. De pareils services méritaient, dans tous les cas, qu'on en tînt un peu plus de compte.

Gomez pouvait d'ailleurs répondre qu'il avait prévu le premier la mauvaise issue de son expédition, et qu'il avait indiqué les moyens de la prévenir. En effet, de tous les points principaux de la ligne qu'il avait suivie, de Jadraque, d'Utiel, de Lucena, de Caceres, il avait envoyé des messages au ministre de la guerre de don Carlos, pour le prier de faire connaître au roi l'impossibilité où il était de généraliser l'insurrection quelque part, si l'on ne venait pas à son secours. Dans chacune de ces dépêches, après avoir énuméré les forces qui le poursuivaient et qui ne lui permettaient pas de s'arrêter, il demandait qu'un corps d'armée, fort d'au moins six mille hommes, sortît des provinces et se portât directement sur Madrid. Cette diversion eût été d'un succès à peu près infaillible; on ne la tenta pas. Gomez put croire un moment, lors de l'expédition de Sanz, que ses conseils avaient été suivis, mais il ne tarda pas à voir qu'il n'en était rien.

Tel qu'il a été, ce voyage du corps expéditionnaire carliste a prouvé que ce qui dominait en Espagne, c'était l'indifférence politique et la dissolution sociale. Voilà son résultat le plus évident. Ni les carlistes, ni les christinos n'ont été assez forts, les uns pour donner la victoire à Gomez, les autres pour l'arrêter dès ses premiers pas. De part et d'autre, on n'a réussi et échoué qu'à demi; c'est la conclusion inévitable de tout ce qui se passe en Espagne depuis long-temps.

****.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 novembre 1840.

Une nouvelle pièce diplomatique vient de paraître. Lord Palmerston a voulu répondre à la note française du 8 octobre. Une première remarque nous frappe en lisant ce nouvel échantillon de la logique du *Foreign-Office*. Quel rôle jouent donc dans cette malheureuse affaire l'Autriche, la Prusse, la Russie? En signant le traité du 15 juillet, elles ont donc perdu la parole! Le noble lord est décidément l'orateur de l'alliance. Il a seul le droit d'ouvrir la bouche; il y a plus : seul il a le droit de tirer des coups de canon et de jeter des soldats en Syrie.

Il est difficile de prendre pour une participation sérieuse la présence d'une frégate autrichienne au milieu de la flotte anglaise. Cela rappelle un enfant voulant, lui aussi, conduire la voiture. On lui permet, pour l'apaiser, de s'asseoir à côté du cocher et de saisir le dernier bout des rênes que son habile voisin tient dans ses mains et gouverne.

L'empereur de Russie *abhorret à sanguine*. Il n'a pas fait paraître un soldat dans toute cette affaire. Il réserve toutes ses forces pour réprimer dans l'Asie mineure une invasion qui ne peut avoir lieu.

A Berlin, on donne son adhésion aux énormités de lord Palmerston, et on fait des vœux pour la paix; on voudrait même pouvoir faire quelque chose de plus que des vœux, mais on n'ose.

Au fait, lord Palmerston a quelque droit d'être fier. Pitt, pour avoir des alliés, leur donnait beaucoup d'or, leur laissait le premier rôle, et leur montrait en perspective de magnifiques provinces à conquérir ou à recouvrer. Lord Palmerston, sans rien dépenser, fait jouer à l'empereur Nicolas un rôle étrange pour un descendant de Pierre-le-Grand et de Catherine, et à la Prusse et à l'Autriche un rôle subalterne. On dirait une alliance de l'Autriche avec la du-

chesse de Parme et le duc de Modène. Si l'affaire se terminait comme lord Palmerston l'imagine, quel serait le produit net de l'alliance? L'influence anglaise plus puissante que jamais à Constantinople, dans l'Asie mineure, en Égypte. De tous les hommes, les Orientaux sont ceux qui croient le plus à la force, à son droit et à sa durée. La force, le succès, c'est la fatalité, c'est Dieu. Je ne serais pas étonné que le vieux Méhémet-Ali, qui, au fond de son ame, est un Turc, finît aussi par croire que les boulets anglais sont l'expression des décrets du Très-Haut. Il a du moins mille fois raison de penser que rien n'est sérieux de tout ce qui vient de l'Europe, que les coups de canon. Qu'il doit regretter de s'être laissé endormir par des conseils timides et des promesses chimériques! Que pouvait-il lui arriver de pis en marchant, après le triomphe de Nézib, droit sur Constantinople? Il aurait du moins succombé avec honneur, avec éclat, au milieu d'un grand cataclysme. Disons mieux; il n'aurait pas succombé. La Russie aurait fait avancer ses bataillons lentement, timidement; l'Angleterre, l'Autriche, peut-être aussi la France, seraient accourues, et comme il n'existait plus d'armée du sultan, comme la lutte se serait forcément établie entre les Russes et le pacha, entre la Moscovie et l'Orient, Méhémet-Ali avait chance d'obtenir de magnifiques concessions, et de voir combattre à ses côtés ces mêmes puissances dont aujourd'hui l'inimitié acharnée ou la froide amitié lui sont si funestes.

Quoi qu'il en soit, le canon de Beyrouth, c'est l'influence anglaise s'établissant sans rivale en Orient. La Syrie cessera peut-être d'appartenir à Méhémet, mais pour devenir un pachalik anglais. L'Égypte elle-même, à supposer que le pacha, battu, abaissé, avili, puisse la conserver, ne sera plus qu'une de ces provinces dont les Anglais savent depuis long-temps être les maîtres en Orient, tout en laissant à je ne sais quels mannequins la souveraineté nominale. Quand on connaît tout ce que les Anglais ont fait dans l'Inde, et ce qu'ils se proposent hautement de faire à la Chine, il n'est certes pas difficile de comprendre leur marche et leur but en Egypte et en Syrie. Lord Ponsonby à Constantinople, le consul Hodges à Alexandrie, et je ne sais quels autres consuls à Beyrouth, à Tripoli, à Damas, voilà, si l'on réussit, les vrais maîtres du pays. Encore une fois, le canon des vaisseaux anglais aura un long retentissement en Orient.

Pour en revenir à la note de lord Palmerston, elle n'est pas ce que pouvaient désirer les amis de la paix et de cette alliance anglo-française qui seule pouvait en être la garantie certaine. Tout en reconnaissant les sentimens pacifiques et la conduite désintéressée de la France, lord Palmerston ne trouve sous sa plume que des arguties mille fois rebattues et mille fois réfutées. — Vous voulez, comme nous, dit-il, l'intégrité de l'empire ottoman; il faut donc que le sultan règne en Égypte et en Syrie comme sur le Bosphore et aux Dardanelles. C'est précisément là ce à quoi nous travaillons; — et comme le noble lord paraît aimer l'ironie, il a soin d'ajouter qu'il est charmé de se trouver ainsi d'accord avec nous.

Laissons ces jeux de mots et ces vains débats de sophistes. Quel est le fond

des choses? La Porte est hors d'état de reprendre sérieusement, effectivement, le gouvernement de la Syrie et de l'Égypte. Méhémet-Ali peut les perdre, le sultan ne peut pas les acquérir. C'est là une vérité irrécusable; il n'est pas un homme éclairé, désintéressé, sincère, qui puisse la révoquer en doute. Dès-lors que deviendra la Syrie, peut-être l'Égypte, quand elles ne seront plus la propriété d'un vassal puissant, mais fidèle, loyal (il l'a prouvé en Morée, il l'a prouvé à Navarin) du sultan? Ce qu'elles deviendront? on ne nous le dira pas; mais il faudrait être aveugle pour ne pas le voir.

Pour prouver que l'existence de Méhémet-Ali *dans sa condition actuelle* est incompatible avec l'intégrité de l'empire ottoman, le noble lord nous donne un argument d'autorité! — C'est là, dit-il, l'opinion du gouvernement turc, juge compétent en cette matière. — L'opinion du gouvernement turc n'a pas la moindre valeur ici. George III était profondément convaincu que les provinces américaines étaient indispensables à la grandeur de l'empire britannique : il se trompait. Le roi de Hollande croyait que les Pays-Bas ne pouvaient se passer de la Belgique : il s'est trompé, et son erreur a failli être funeste à la Hollande. En toute question d'amour-propre, le vaincu est un mauvais juge; c'est un juge qui s'aveugle sur ses propres intérêts.

Mais peut-on parler sérieusement des opinions du gouvernement turc? Le gouvernement turc n'a plus d'opinions : il prend les opinions que la diplomatie lui donne. Citer l'opinion du gouvernement turc, c'est citer l'opinion de lord Ponsonby, de celui dont lord Palmerston lui-même disait, en 1839, qu'il faisait des folies, qu'il se laissait emporter par ses haines, et qu'il s'appliquerait à le modérer. Il y a admirablement réussi.

Les orateurs habiles réservent, dit-on, l'argument le plus fort pour la clôture de la démonstration : le noble lord a réservé pour la fin l'argument le plus plaisant. On ne veut s'engager à rien, pas même à l'endroit de l'Egypte. On peut tout au plus se permettre de donner quelques conseils au sultan. Et pourquoi tant de modestie et tant de réserve? Parce que le sultan est le maître chez lui, et qu'il lui appartient de décider lequel de ses sujets sera nommé par lui pour gouverner telle ou telle partie de ses états. Ainsi Méhémet-Ali est un préfet qu'on peut confirmer ou destituer à son gré. Que dirions-nous si l'Angleterre exigeait de notre gouvernement de maintenir à son poste le préfet du Pas-de-Calais?

Nous avons dit que l'argument était plaisant; c'est une erreur. Il est inique. Quoi! depuis un quart de siècle, Méhémet-Ali est en possession paisible de l'Égypte, et vous le comparez à un constable, à un fonctionnaire public révocable *ad nutum?* Il a fondé en Égypte un grand établissement, il a traité avec vos consuls, protégé votre commerce, fait pour l'Europe, pour son industrie, ce que la Porte n'eût jamais pu ni voulu faire, et vous nous parlez à son égard du pouvoir discrétionnaire du sultan? Et parce qu'en présence de quatre grandes puissances européennes coalisées contre lui, il n'a pas montré peut-être toute la résolution, toute l'énergie qu'on avait quelque droit d'attendre, vous ne daignez parler de lui que comme d'un de ces subalternes dont un

caprice peut impunément briser l'existence? C'est cependant le vainqueur de Nézib, celui qui de son souffle avait dissipé l'armée du sultan, celui qui, prêt à franchir le Taurus, ne s'est arrêté que devant les conseils de l'Europe. S'il ne nous avait pas écoutés, s'il avait profité de la victoire, suivi la fortune, très probablement la Turquie serait, à l'heure qu'il est, égyptienne ou russe, très probablement l'Europe serait en feu, très probablement aussi la prospérité de l'Angleterre, quelle que soit sa puissance, en aurait reçu de graves atteintes. C'est à ce même homme qu'on dit aujourd'hui : Qui êtes-vous? Un shériff, un préfet? Qu'on vous destitue ou qu'on vous garde, peu importe; c'est le droit du sultan!

Mais alors pourquoi intervenez-vous? pourquoi réalisez-vous la plus monstrueuse des interventions armées? Si ce n'est que la querelle d'un prince avec un de ses employés, pourquoi accourez-vous? Êtes-vous donc la maréchaussée du sultan?

S'il s'agit au contraire de l'équilibre politique, de l'intégrité de l'empire ottoman, de la paix de l'Europe, et, comme on nous l'a dit, de régler les rapports entre le sultan et le pacha, c'est-à-dire entre deux puissances, ne nous parlez plus alors de fonctionnaire à conserver ou à destituer. C'est une pure argutie. S'il n'était qu'un préfet, un employé de la Porte, révocable *ad nutum*, rien de ce qui se passe ne serait arrivé. Le consul anglais aurait été le maître en Syrie, le maître en Égypte : on aurait épargné les frais d'une expédition, les frais d'un bombardement. Les efforts du gouvernement anglais donnent un démenti formel aux paroles de son ministre.

Au surplus, la date de la note en explique la teneur. Lord Palmerston avait connaissance, en la rédigeant, des progrès de l'alliance en Syrie, et peut-être se flattait-il d'un succès plus prompt encore et plus décisif que celui qu'on a réellement obtenu.

Il faut bien le reconnaître, Ibrahim n'a pas opposé une résistance proportionnée aux forces et à l'énergie qu'on lui supposait. Aux premières nouvelles, on était presque tenté de se demander : Où est donc l'armée d'Ibrahim? qu'est devenu le conquérant de la Morée, le vainqueur de Nézib? Il y a eu là, pourquoi le dissimuler? un mécompte, une supposition qui ne s'est pas réalisée, une de ces données hypothétiques sur lesquelles toute politique est obligée de s'appuyer. C'est un mécompte qu'on ne peut imputer à personne, pas plus au 1er mars qu'au 29 octobre. Le 1er mars a eu raison de croire à la résistance énergique du pacha; le 29 octobre n'est pas responsable des faiblesses d'Ibrahim.

Au surplus, il y a eu, ce semble, mécompte pour tout le monde; car si la résistance n'a pas été aussi énergique qu'on pouvait le supposer, la déroute n'est pas non plus aussi certaine et aussi complète qu'on le disait d'abord. Au fait, Ibrahim est toujours maître des pachaliks les plus importans de la Syrie; Saint-Jean-d'Acre était encore en son pouvoir le 27 octobre; il a conservé et concentré son armée. On nous dit aujourd'hui qu'on s'attendait à un engagement décisif entre Ibrahim-Pacha et le nouveau prince de la montagne, l'émir

Beschir-Saghir. Ainsi rien n'est encore décidé. Le fait le plus grave, bien que nous manquions de renseignemens impartiaux pour l'apprécier au juste, est l'insurrection du Liban. D'un autre côté, la saison est fort avancée; les vaisseaux seront forcés de s'éloigner des côtes de la Syrie; les Turcs ne savent pas ce que c'est qu'une campagne d'hiver. Que deviendront les troupes débarquées si la flotte s'éloigne, si Ibrahim n'a pas été défait auparavant, si l'insurrection de la montagne n'est pas de force à lui fermer le chemin de la côte? On le voit, tout est encore possible, la ruine comme le rétablissement des affaires du pacha. On ne saurait pas toutefois compter aujourd'hui sur sa résistance comme on pouvait vraisemblablement y compter au mois d'octobre. Elle est aujourd'hui possible encore, mais beaucoup moins probable.

Ce n'est pas la force matérielle des alliés, ce ne sont pas leurs bombes, leurs fusils, leurs soldats, qui étaient à redouter pour Méhémet-Ali; c'est leur influence morale, c'est leur or. Quatre grandes puissances européennes épousant la cause du sultan; des chrétiens armés et redoutables appelant à l'insurrection des populations chrétiennes; des émissaires parcourant sous toutes les formes les contrées de la Syrie, prodiguant l'or, les encouragemens, les armes, les promesses : qu'on essaie d'une pareille conduite avec les peuples asservis de l'Europe, et on verra si les gouvernemens européens sont plus habiles e plus vaillans qu'Ibrahim !

Nous avons peut-être suivi une politique trop loyale, trop débonnaire. Ami sincère de la paix, le gouvernement français, même après le traité du 15 juillet, s'il a pris dans son intérieur et dans son intérêt des mesures dont il est seul juge, n'a rien fait en Orient qui pût contrarier les vues des alliés. Il s'est borné à donner, soit à la Porte, soit au pacha, des conseils de modération et de prudence.

Il doit en résulter pour nous un amoindrissement, une sorte d'abaissement dans l'esprit des Orientaux, qui, redisons-le, ne croient qu'à la force. D'un autre côté, nous nous empressons de le reconnaître, le cas n'était pas arrivé où l'on dût tirer l'épée et jeter le fourreau. S'il y avait eu à notre égard mauvais procédé, il n'y avait pas eu d'outrage, et nos intérêts n'étaient pas encore compromis au point de légitimer la guerre.

Mais aujourd'hui surtout il y a entre la paix et la guerre des situations intermédiaires qui feront sans doute le désespoir de la science, lorsqu'elle voudra les définir, mais qui n'ont pas moins existé. Nous avons, de concert avec l'Angleterre, envoyé une armée prendre Anvers; nous l'avons bombardée, canonnée, conquise aux dépens du roi des Pays-Bas, notre ami, car, malgré les tranchées d'Anvers, nous n'étions pas en guerre avec Guillaume. Nous surprîmes Ancône, bien entendu que nous étions toujours pleins d'attachement et de respect pour le saint-père. Nous étions, avec l'Angleterre, les alliés de la reine Isabelle, luttant avec don Carlos, qui recevait des secours, dont on ne faisait guère un secret, des cours du nord et de Sardaigne. Cela empêchait-il nos relations d'amitié avec ces cours?

L'explication vraie de ces situations en apparence *anormales* n'est pas difficile. Nous aimons beaucoup la paix : c'est bien en soi, et c'est fort naturel après une si longue et si brillante période de guerres et de combats; mais si nous aimons la paix, n'oublions pas en même temps que les autres puissances, je n'en excepte pas une seule, redoutent extrêmement la guerre. Si nous ne tempérions pas notre amour de la paix par cette considération, par cette vérité irrécusable, nous pourrions, en nous égarant dans nos pronostics, suivre une ligne fâcheuse dans notre politique.

Sous l'empire de ces sentimens pacifiques, de cette sagesse, il s'est formé entre les puissances une sorte d'accord tacite qui empêche beaucoup de collisions, qui prévient beaucoup de malheurs. On s'est dit que, dans une certaine mesure, chacun pourrait satisfaire ses fantaisies sans exciter d'orage. Comme la paix absolue est chose impossible ici-bas, on a quelque peu élargi le cercle des dissentimens qui ne sont pas une rupture, des faits déplaisans qui ne sont pas la guerre. C'est comme si entre particuliers on diminuait le nombre des mots et des gestes qui, selon l'opinion du monde (nous ne voulons pas nous brouiller avec la loi), rendent nécessaire un duel.

En partant de ces données, nous aurions peut-être agi habilement si nous avions fait passer à Méhémet-Ali un millier d'artilleurs. Ses canons auraient été mieux pointés, les populations chrétiennes ne se seraient pas si facilement insurgées, les Égyptiens n'auraient pas perdu courage, la résistance aurait été mieux proportionnée à l'attaque, les succès et les revers se seraient mieux balancés, et l'hiver venant à suspendre les hostilités avant tout résultat définitif, on aurait sans doute repris les négociations et conclu un arrangement équitable et honorable, arrangement sans lequel, quoi qu'on fasse, la paix du monde sera toujours en danger; car, qu'on le veuille ou non, il y a des bornes à tout, même à l'amour de la paix. Les bornes, chacun de nous les retrouve en lui-même; elles peuvent être plus ou moins rapprochées; elles existent pour tous. Une grande nation, l'être collectif les aperçoit souvent là où les individus ne les aperçoivent pas encore.

Mais laissons ces projets posthumes, ces hypothèses rétrospectives, qu'il serait plus qu'inutile aujourd'hui d'approfondir.

La question, telle que les évènemens l'ont faite, est dans ce moment toute entière devant les chambres. Nous l'avons dit il y a long-temps, et avant les dernières vicissitudes ministérielles, nous attendons avec confiance le jugement des chambres et nous sommes disposés à l'accepter comme le *verdict* du pays.

La France attend une discussion grave, solennelle, une discussion vive et prudente, énergique et mesurée. Si par malheur les débats ne répondaient pas à la juste attente du pays, s'ils s'écartaient du but par leur petitesse ou par leur violence, tous nos hommes politiques, tous indistinctement, en sortiraient meurtris et rabaissés. Il n'y aurait profit pour personne.

Évidemment les chambres sont en présence de trois écueils : nous avons la

ferme espérance qu'elles sauront les éviter. Ces écueils sont, ce nous semble, un amour emporté de la paix, un désir excessif d'économies, un goût trop prononcé pour les émotions parlementaires et les combats personnels.

L'amour de la paix serait excessif, s'il envisageait les faits d'une manière peu conforme à la dignité du pays, s'il méconnaissait des intérêts français là où ils existent réellement, s'il redoutait outre mesure les conséquences de la guerre.

Nous l'avons déjà dit, le traité du 15 juillet n'est pas un outrage, mais c'est un mauvais procédé à notre égard. Si nous ne devons pas tirer l'épée pour *un peu plus ou un peu moins de Syrie,* l'Angleterre devait encore moins oublier l'alliance intime de la France pour enlever quelques jours plus tôt un peu plus ou un peu moins de Syrie à un vieillard de soixante-quatorze ans. C'est là l'appréciation vraie, froide du fait. Nous croyons que sur ce point les ministres passés et présens seront parfaitement d'accord. Les chambres pourraient-elles voir les choses autrement, pourraient-elles, sans manquer à la dignité du pays, regarder le traité du 15 juillet comme un fait qui ne doit causer chez nous aucune espèce de ressentiment, pas même la froideur, l'isolement et les mesures qui sont les conséquences forcées de l'isolement? Nous ne le pensons pas, et nous le craignons encore moins. Si le traité du 15 juillet doit rester tel quel, si rien ne doit être fait en considération de la France, quoi qu'il arrive en Orient, la France ne peut quitter honorablement la position qu'elle a prise. Il n'est pas question ici du pacha, du sultan, de l'Égypte, de la Syrie; il est question de la France et de ses rapports avec les autres puissances. S'il n'y a pas là une cause suffisante de guerre, il y a encore moins un motif de rapprochement et d'adhésion. La France peut rester isolée : elle n'a pas besoin de protecteur.

Les intérêts français ne sont pas, il est vrai, compromis jusqu'ici, ils ne le sont pas du moins d'une manière grave; car jusqu'à un certain point, ils le sont par l'influence qu'on cherche à exercer par toute sorte de moyens sur les populations de la Syrie, en particulier sur les populations chrétiennes, qui depuis un temps immémorial ne reconnaissaient d'autre guide en Europe que le royaume catholique de France. Mais des intérêts français peuvent se trouver gravement blessés d'un moment à l'autre par le cours des évènemens, même sans projet délibéré des alliés. Qu'arriverait-il si Ibrahim-Pacha battait le prince de la montagne et forçait les alliés à de nouveaux efforts? Qu'arriverait-il si, Ibrahim-Pacha étant battu, les populations chrétiennes, exaltées par le succès, ne consentaient pas à reprendre le joug des Turcs? Qu'arriverait-il si les populations mahométanes, irritées des progrès des chrétiens, se levaient à leur tour et plongeaient la Syrie dans toutes les horreurs de la guerre civile? Enfin, qu'arriverait-il si les diatribes de la presse anglaise et la mauvaise fortune du pacha, et, disons-le, un peu d'or habilement dépensé, faisaient éclater une insurrection en Égypte, sous le canon des vaisseaux fermant le port d'Alexandrie?

Rien de tout cela n'est certain; ce ne sont que des suppositions plus ou moins

probables, si on veut, plus ou moins improbables. Toujours est-il que rien de tout cela n'est impossible. Il serait facile d'ajouter à ces hypothèses u'autres hypothèses également graves, et toutes pouvant prochainement réaliser un grand danger pour les intérêts français. Ce serait agir précipitamment que de se placer dans une de ces hypothèses comme dans une réalité. Ce serait agir plus légèrement encore, ce serait exagérer l'amour de la paix, que de se persuader qu'il faut se gouverner comme si aucun danger de cette nature n'était possible.

Enfin il ne faudrait pas se faire un épouvantail des périls d'une résistance inébranlable, dans le cas où elle deviendrait nécessaire. Ce serait sans doute un grand malheur que la guerre; les pertes seraient énormes pour tous; la prospérité publique et le bonheur privé en recevraient de rudes atteintes. Bien coupables seraient ceux qui pourraient appeler la guerre de gaieté de cœur, non pour défendre des intérêts bien constatés, des droits sacrés, mais pour aller à la recherche d'un mieux chimérique et contestable. Mais si le désir de la guerre à tout prix serait une démence, l'horreur désordonnée de la guerre serait plus qu'une faiblesse. La saine politique repousse également ces deux sentimens, et il lui serait difficile de dire quelle est, de ces deux exagérations, celle qui en définitive serait la plus funeste au pays. Certes les forces des alliés sont grandes; ce serait un enfantillage que de chercher à se faire illusion sur ce point. Il ne faut pas oublier cependant que la guerre leur est encore plus à craindre qu'à nous, qu'ils n'ont pas notre puissante unité; que plusieurs d'entre eux ont infiniment plus à perdre qu'ils ne peuvent espérer de gagner. Il y aurait donc une sorte de faiblesse à penser que toute démarche ferme et résolue de la France (nous ne songeons jamais qu'à des démarches raisonnables, fondées), pourrait faire éclater la guerre. On s'est permis de dire de nous que nous ne la ferions dans aucun cas; nous aimons à être polis; nous disons que, quoi qu'on dise, nul n'entamera une guerre avec la France tant qu'elle n'exigera rien d'injuste et d'exorbitant. L'étranger se rappelle peut-être mieux que nous l'histoire des coalitions. Au fond, on peut affirmer que, depuis 1789, la France n'a jamais été vaincue par une coalition. Il a fallu qu'une sorte d'aveuglement livrât cinq cent mille hommes et cinquante mille chevaux aux glaces impitoyables du Nord; il a fallu que les Français allassent eux-mêmes, je dirais presque se suicider dans les plaines désolées de la Russie, pour que le pied de l'étranger osât fouler le sol de la France sans y trouver un tombeau.

Encore une fois, nous sommes convaincus qu'aucune exagération ne sortira des délibérations des chambres. Elles ont devant elles une administration qui se trouve dans une position délicate vis-à-vis de l'étranger. Il appartient aux chambres de faire sentir au gouvernement la force et l'appui du pays. Qu'on s'isole ou qu'on négocie, il importe que l'Europe sache que la France aime la paix sans faiblesse, et qu'elle préférerait les calamités de la guerre à la honte d'une injustice lâchement endurée.

Pour que cet appui soit réel, incontestable, les chambres, qui ne peuvent

guère, sans d'énormes inconvéniens, déterminer elles-mêmes des cas de guerre, auront à se prononcer sur la question de l'armement. Les armemens déjà faits ou ordonnancés seront-ils maintenus? Les armemens seront-ils augmentés? Sur ces questions, les chambres peuvent faire une réponse explicite; elles peuvent aussi garder le silence jusqu'à la discussion du budget. Il serait, ce nous semble, fâcheux que la législature ne s'expliquât pas d'abord et franchement, du moins sur la première question. On peut à la rigueur différer d'opinion sur la question de savoir si l'armement doit ou non être augmenté. L'affirmative suppose une politique plus active, la négative une politique plus résignée. Dans le premier système, tout en désirant la paix, on croit la guerre plus probable; dans le second, c'est la probabilité de la paix qui domine; la guerre ne se présente que comme une éventualité fort éloignée. Mais dans l'un et dans l'autre, la France donne signe de vie, et ne se place pas en face des évènemens spectatrice tout-à-fait insouciante et désarmée. Refuser les armemens déjà faits ou ordonnancés, ce serait déclarer que la France est résignée à tout, qu'il n'y a pas de bornes à sa longanimité et à sa patience. Les bornes existent cependant; elles existent pour tout le monde. Que peuvent désirer les amis les plus dévoués de la paix? Qu'on ne tire pas l'épée pour la Syrie? Qu'on ne la tire pas même pour l'Égypte, si le pacha s'abandonne lui-même au torrent qui l'emporte, si une insurrection lui enlève tout pouvoir, et si le sultan redevient effectivement lui-même maître, possesseur et gardien de ces provinces? Soit : mais après? Si des garnisons étrangères s'établissaient en Egypte ou en Syrie? Si des concessions fâcheuses étaient imposées à la Porte? Si des priviléges onéreux pour nous lui étaient arrachés? Que de faits peuvent se réaliser! que d'accidens peuvent arriver!

En attendant, nous espérons que notre gouvernement préférera une politique d'isolement, négative, d'observation armée, à une politique qui nous rendrait après coup complices du traité du 15 juillet. Encore une fois, la France ne peut signer un traité qu'autant qu'il lui sera fait des concessions notables.

Ne nous pressons pas d'en finir. Montrons que la plus essentielle des qualités de l'homme d'état ne nous manque pas; sachons attendre. Si on ne veut pas attendre avec six cent mille hommes, qu'on attende du moins avec quatre cent cinquante mille hommes sous les armes, avec des arsenaux bien garnis, des places fortes réparées, et une flotte bien équipée.

Cette position d'observation armée, cet isolement qui, ne se mêlant de rien, a cependant l'œil à tout, est une politique qui ne manquerait pas de grandeur si on savait la garder avec dignité et en augmentant nos forces.

Mais cela demande à l'intérieur du calme, de l'union, des forces qui s'organisent et se coordonnent, et non des forces qui s'agitent, s'entrechoquent et se détruisent l'une l'autre. C'est là le troisième écueil, hélas! le plus difficile à éviter. La polémique nous envahit et nous dévore. On dirait que nous sommes chargés de nous donner en spectacle pour réjouir l'étranger. Il est à craindre que les prochains débats ne se ressentent de cette fâcheuse disposition des

****

esprits. S'appliquera-t-on à rechercher ce que nous commandent dans les circonstances présentes l'honneur, la dignité, l'intérêt légitime du pays? Ou bien parlera-t-on à perte de vue uniquement pour savoir lequel des trois ministères, du 12 mai, du 1er mars, du 29 octobre, a commis le plus d'erreurs dans l'affaire d'Orient? Si les débats prennent cette direction, ils seront déplorables. Nous verrons des hommes qui ont eu ou qui ont l'honneur de siéger dans les conseils de la couronne se jeter l'un l'autre à la tête leurs fautes prétendues ou réelles, et ramener les intérêts les plus graves du pays aux minces proportions de l'attaque et de la défense personnelle.

Les adversaires du 1er mars rechercheront probablement avec d'autant plus d'acharnement ce genre de combats, qu'ils se croiront très forts de la majorité qui vient de se déclarer. Ils se trompent, la majorité ne fait rien à l'affaire, car à coup sûr elle ne fermera pas la bouche aux ministres du 1er mars. Dès-lors le pays peut regretter ces tristes débats, les ministres du 1er mars ne peuvent pas les craindre; dans leur intérêt personnel, ils doivent les désirer. Leur politique à l'endroit de l'Orient a été sage, ferme, loyale; ils le prouveront, s'il le faut, pièces en main. Et quant au dissentiment qui a amené leur retraite, il n'y a là rien de fâcheux pour personne. Le 1er mars prévoyait la guerre; le 29 octobre prévoit la paix. Nous sommes convaincus que le cabinet du 1er mars prévoyait la guerre, tout en désirant sincèrement la paix, une paix honorable s'entend, comme nous croyons que le 29 octobre n'a pas du tout pris les affaires pour nous donner une paix honteuse. Disons plus : il n'y a pas d'homme au monde qui de propos délibéré entrât aux affaires pour sacrifier son pays; ce sont là des exagérations de l'esprit de parti. Les hommes les plus habiles et les mieux intentionnés peuvent se tromper. Lequel se trompe ici, du ministère du 1er mars, qui prévoyait la guerre, ou de celui du 29 octobre, qui compte sur la paix? C'est là la question que les chambres devront implicitement résoudre. Les tendances de la chambre, il faut le dire, ne paraissent pas douteuses; mais, quelles qu'elles soient, que le ministère ne se presse point d'entrer en conférence, de signer un traité : ce n'est pas lui qui doit chercher à renouer les négociations; ce rôle appartient à ceux qui ont jugé à propos de mettre en oubli notre alliance.

On dit que M. de la Redorte, notre ambassadeur en Espagne, a envoyé sa démission. Sa retraite serait d'autant plus à regretter, qu'il remplit sa difficile mission avec une mesure, une fermeté, une intelligence qui ne laissent rien à désirer. Il a prouvé de la manière la plus honorable que M. Thiers, en le proposant au choix de la couronne, n'avait pas cédé aux préventions de l'amitié.

REVUE MUSICALE.

De notre temps, et par les extravagantes théories qui courent, une partition, une symphonie, un morceau, quels qu'ils soient, n'ont de valeur et de portée qu'autant qu'ils renferment un enseignement et proclament un dogme. Il est évident que les trombones et les clarinettes accomplissent une fonction religieuse, et que l'archet qui racle les cordes d'une contrebasse développe, sans s'en douter, un verbe social. A l'époque de Mozart et de Gluck, *Robert-le-Diable* se serait appelé tout simplement un opéra, ou, si l'on veut encore, un chef-d'œuvre; aujourd'hui cela s'intitule une grande *synthèse* musicale. Les musiciens ont pris au sérieux le mot de Platon, et nous aurons à l'avenir une musique de philosophes, triste chose vraiment. Mais en fin de compte, puisque les doubles croches veulent à toute force être des mots et des idées, laissons faire les doubles croches et demandons à la musique, non plus de la mélodie et de généreuses sensations comme autrefois, mais de graves enseignemens philosophiques. Aussi bien, avec les développemens singuliers que prend l'orchestre de nos jours, avec les ressources gigantesques qui se découvrent à chaque instant dans le domaine de l'instrumentation, il n'y aura bientôt plus qu'un art, qu'une science qui comprendra toute chose, et la métaphysique et l'histoire naturelle entreront dans la musique, absolument comme la poésie, la peinture et l'architecture y sont entrées déjà. Je ne vois pas pourquoi les dialogues de Platon ne se produiraient point à cette heure sous quelque vaste forme musicale. Parcourez l'*Eutyphron* et le *Phèdre*, ne vous semble-t-il pas que toute cette argumentation si profonde et si claire pourrait se rendre à merveille à l'aide de quelques trombrones obligés, de quelques harpes, de plusieurs contrebasses et d'un alto principal faisant la partie de Socrate?

Que de choses n'a-t-on pas vues dans *Robert-le-Diable!* Le catholicisme et le moyen-âge, le pape et l'empereur, l'ange et le démon, le bien et le mal, l'esprit et la matière, tout est là. Il en est un peu de certaines musiques comme du brouillard ou d'un nuage qui file, chacun y trouve ce qu'il veut y trouver. « Vous dites que c'est une souris, moi je pense que c'est un chameau, » et le personnage de Shakspeare a raison. Toutes ces billevesées ont cependant le tort d'exercer de fâcheuses influences sur l'esprit des hommes sérieux qui écrivent encore pour la scène. Il en résulte chez eux, la plupart du temps, une sorte de parti pris, de conviction délibérée, de persister à toute force dans des sentiers où peut-être ils s'étaient engagés d'abord à l'aventure, et qu'ils

eussent bientôt abandonnés sans les hallucinations d'une multitude fascinée qui les applaudit chaque matin pour des merveilles qu'ils n'ont pas conscience d'y avoir mises. Certes, M. Meyerbeer est un homme de trop d'esprit pour donner en d'aussi ridicules travers; nul mieux que lui ne connaît les ressources profondes, mais limitées, de son art; nul ne sait mieux que lui la ligne où s'arrête la puissance véritable du son, et ce n'est pas l'illustre auteur de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots* qui franchirait jamais cette ligne. Et cependant ne le voyons-nous pas s'attacher à des rêves impossibles? Comment ne pas reconnaître les théories nouvelles dans ces préoccupations qui le possèdent, dans cette élaboration musicale d'un dogme, ou d'une hérésie? Suivez la filière : *Robert-le-Diable*, *lés Huguenots*, *lè Prophète;* après le catholicisme, Luther; après Luther, les anabaptistes. Passe encore pour la musique catholique; le catholicisme a constitué le monde, il a pour lui la cathédrale, les orgues et les cloches; il a des harmonies sublimes au dedans, et de puissantes manifestations sonores au dehors. On se figure encore une musique catholique; mais une musique luthérienne, une musique anabaptiste, y pensez-vous? Qu'on veuille exprimer la couleur, cela se conçoit; mais la nuance, la nuance imperceptible? S'il y a une musique pour Jean de Leyde, il faut qu'il y en ait une pour Jean Hus, pour Jérôme de Prague, une musique pour toutes les individualités protestantes depuis Wicleff jusqu'à M. l'abbé Châtel. Non, encore une fois, là n'est point l'art véritable; la musique réside tout entière dans le cœur, dans les passions du cœur, et n'a rien à faire avec les subtilités de l'esprit; et c'est parce que M. Meyerbeer possède à un éminent degré les grandes qualités d'expression, c'est parce que dans tous ses poèmes religieux l'épisode entraîne le fond, et que les digressions dans le domaine de la théologie ne l'empêchent pas de trouver des élans comme le duo entre Valentine et Raoul au quatrième acte des *Huguenots*, que M. Meyerbeer a le droit incontestable de se livrer à de pareilles fantaisies. Aussi bien, puisqu'il s'agit de la reprise de *Robert-le-Diable*, nous pourrions à merveille discourir à ce sujet de toutes les choses qui se laissent voir dans cette partition gigantesque; nous pourrions analyser chaque mélodie au point de vue philosophique, étudier le diable en tant que père de famille, et nous poser chemin faisant, plusieurs questions sur le mythe musical que nous laisserions résoudre à l'avenir. Mais parlons de Duprez.

En abordant le rôle de Robert, Duprez tentait une entreprise au-dessus de ses forces. Remarquez que nous n'entendons pas ici, le moins du monde, faire injure au grand chanteur ni diminuer en rien sa valeur dramatique. Il y a dans la création de Robert-le-Diable, dans cette vaste création où Nourrit entassait tant de verve, d'énergie, de puissance, de chaleur et de fougue intrépide, il y a certaines conditions de scène, de pantomime, de tenue, de physique si l'on veut, auxquelles Duprez ne saurait suffire. Restait l'exécution musicale proprement dite, mais ici les mêmes difficultés se rencontraient. La partie de Robert, écrite dans les notes aiguës et vibrantes de la voix de Nourrit, procède par mouvemens spontanés, intonations vaillantes; or, ce n'est point

là, personne ne l'ignore, le fait de Duprez, qui aime à calculer dès long-temps ses prouesses, et se complaît surtout dans les récitatifs larges et modérés. La mésaventure était donc facile à prévoir : Duprez ne pouvait se faire illusion sur l'issue d'une pareille entreprise, et sentait aussi bien que tous son impuissance à rendre dans leur originalité native certaines inspirations du chef-d'œuvre de Meyerbeer. De là ses incertitudes de quatre ans, incertitudes qui devaient céder enfin au dénuement absolu où se trouve aujourd'hui le répertoire de l'Académie royale de Musique, céder surtout aux sollicitations de son amour-propre piqué au vif à tout instant par les magnifiques souvenirs que Nourrit a laissés dans ce rôle. Duprez ne joue ni ne chante Robert; il en exécute à loisir certaines parties qu'il convient à son talent de mettre en relief. Durant cinq actes, il se promène à travers cette grande musique, non plus, comme Nourrit, en tragédien consommé, en artiste plein de conscience et de foi, dont l'activité se multiplie, qui se préoccupe d'un geste, d'une note, d'un mot, et s'efforce, à la sueur de son front, de rendre le sens mystérieux d'un passage, l'intention profonde et cachée du maître, mais en habile chanteur italien, qui choisit avec goût, relève et caresse ce qu'il trouve sur son chemin, et laisse dans l'ombre ce qu'il ne peut atteindre. Ainsi, cette fois, il n'est plus question de la sicilienne, du grand duo entre Robert et Bertram, au troisième acte. Même dans le trio du dénouement, la partie de ténor s'efface et disparaît presque; en revanche, la cantilène de Robert, au quatrième acte, produit une impression inaccoutumée : c'est un style admirable, un chant large et posé, qui vous ravit d'aise et vous surprend, dans cette partition que chacun sait par cœur, comme si vous l'entendiez pour la première fois. Ensuite, il faut dire que Duprez manque tout-à-fait de cette énergie grandiose, de cet air de noble rudesse dans la tenue et la démarche, sans lesquelles on ne se figure pas la création de Meyerbeer. Sa taille si grêle, la chétive apparence de sa physionomie, ont, dans ce rôle du chevalier normand, quelque chose de plus comique qu'il ne convient à la gravité du personnage. Ajoutez à cela qu'il est allé s'affubler d'une robe blanche, de sorte qu'à le voir, au troisième acte, dans la scène du cloître, lorsqu'il tient en ses mains le rameau sacré, on dirait plutôt un camaldule à la procession que le terrible héros de la légende. Si Nourrit avait le défaut de prendre en scène trop souvent des airs de matamore, si chez lui la noblesse dégénérait quelquefois en déclamation, la grandeur en emphase, il est impossible de ne pas regretter chez Duprez l'absence totale de ces qualités indispensables à qui veut tenir tête à tous les rôles d'un grand répertoire. On a beau dire, il y a des partitions qui seront toujours interdites à Duprez. *Robert-le-Diable* et *les Huguenots*, par exemple, ne sauraient être pour lui ce que sont les autres opéras du répertoire. On ne cessera de lui contester Raoul et Robert, tandis que *Guillaume Tell*, *la Muette*, *la Juive*, lui appartiennent sans partage; c'est dans Arnold, dans Mazaniello, dans Eléazar qu'il triomphe, dans des rôles de montagnard, de lazzarone et de juif. Au théâtre italien, on passe plus facilement sur ces désavantages (bien que là, comme partout ailleurs, on aime assez à voir, dans l'emploi de ténor, un jeune

homme élégant, M. de Candia par exemple); mais au théâtre italien on fait de la musique pour la voix seulement et pour le chanteur, tandis que cette musique synthétique de l'Opéra comprend tout, la voix, le geste, l'expression dramatique, tout, jusqu'au costume. On ne s'avisera jamais d'aller chercher le caractère druidique dans la *Norma* de Bellini, ou l'esprit des républiques italiennes dans la *Lucrècè Borgia* de Donizetti; mais écoutez les gens versés dans l'interprétation philosophique d'une partition, les mystagogues chargés de déchiffrer les hiéroglyphes musicaux; ils vous diront que *Robert-le-Diable*, c'est le moyen-âge, c'est la féodalité, c'est le catholicisme. Je le veux bien : assurément, toutes ces belles choses doivent se trouver là, puisque tant d'hommes les y voient; mais alors qu'on nous les rende.

Rossini écrivait en Italie après la première représentation des *Puritains* : « Je ne vous parle pas du fameux duo entre Lablache et Tamburini; vous avez dû l'entendre de Bologne. » Que dirait le grand maître s'il eût assisté au festival de M. Berlioz? Nous pensons qu'il en rirait encore. Jamais séance plus comique ne fut donnée à des amis assemblés (le mot de *public* ne saurait convenir ici) : tout le monde riait, les violons, les hautbois et les trompettes derrière leurs pupitres, les assistans dans leurs stalles. Cette musique des morts peut se vanter, au moins, d'avoir fait rire aux larmes les vivans. Quel compte rendre d'une pareille équipée? que dire de ces affiches hautes de six pieds, de ces musiciens entassés jusqu'aux frises, de cette montagne d'ophycléides et de trombones vomissant d'effroyables cataractes de sons? de ce pêle-mêle musical, de ce tohu-bohu que l'auditoire accueille avec un sourire de persifflage et qu'il salue en sortant d'un bâillement olympien? Tout cela, au fond, c'est Hoffmann pris au sérieux. On reproche à M. Berlioz ses élucubrations extravagantes, on lui en veut pour ses orchestres gigantesques et ses fanfares de carrefours; mais à cela M. Berlioz pourrait admirablement répondre que la musique n'a rien à voir en son affaire. Lorsque M. Berlioz placarde ses affiches sur toutes les murailles, lorsqu'il dresse ses échafaudages, M. Berlioz travaille à mettre en scène les contes fantastiques d'Hoffmann. S'il amoncelle jusqu'aux cieux les contrebasses et les ophycléides, les cimbales, les tambours et les chapeaux chinois, c'est pour donner la vie et la forme aux hallucinations du sublime conteur de Berlin. La musique de M. Berlioz est une musique de critique; la prendre pour ce qu'elle a l'air de se donner serait le comble du ridicule; autant vaudrait demander de la réalité au *Pot d'or*, à la *Biographie de Kreissler* ou du *Chat Murr*. Le public ne nous semble pas encore avoir compris tout ce qu'il y a d'ironie dans ces trombones qui hurlent à tout propos, de dérision aimable et fine dans ces grosses caisses qui battent sans désemparer. Et voilà, selon nous, ce qui fait que le public ne goûte pas M. Berlioz, et s'obstine à lui contester la gloire des grands maîtres. Lorsque le public aura une fois compris que ce n'est point là un genre que l'auteur de tant de symphonies et d'opéras fantastiques prétend fonder, mais la critique impitoyable d'un genre désastreux; lorsqu'on saura, à n'en pas douter, que M. Berlioz donne ses élucubrations comme Hoffmann ses

contes fantastiques, non pour qu'on les prenne au sérieux, mais pour démontrer à tous combien l'art serait à deux doigts de sa perte, si jamais il s'engageait dans une aussi fausse voie, alors le public, qui le répudie aujourd'hui, battra des mains à sa rencontre, et lui élèvera des arcs de triomphe; car il pourra vraiment apprécier à quel point ce musicien a mérité de l'art en ramenant, par l'exemple d'un dévergondage effréné, le goût général, de l'impasse où il allait se fourvoyer, vers le culte harmonieux et paisible de l'idéal et du beau. Cependant il est certains actes peu respectueux dont M. Berlioz aurait dû s'abstenir à l'égard de deux des plus grands maîtres dont la musique s'honore. On ne traite pas ainsi de puissance à puissance avec des hommes de la trempe de Gluck et de Palestrina, et nous ne concevons guère qu'on se permette de disposer de leurs chefs-d'œuvre ni plus ni moins que s'il s'agissait de l'ouverture des *Francs-Juges* ou de la cantate de *Sardanapale*. M. Berlioz est assez riche pour faire à lui seul tous les frais de ses séances satirico-musicales.

On ne cesse de s'élever avec raison contre la déplorable manie de ces gens qui ont pour habitude d'altérer les textes au lieu de les traduire honnêtement. S'il y a quelque chose de sacré, quelque chose à quoi on ne puisse toucher sans une sorte de sacrilége, à coup sûr c'est la pensée du génie. Or, faire exécuter une partition, c'est la traduire, et prétendre donner à l'œuvre de Palestrina ou de Gluck des développemens qui ne sont pas, qui n'auraient pu être dans la pensée des maîtres, c'est tout simplement la travestir d'une façon monstrueuse, c'est la profaner. On dirait que M. Berlioz a pris à tâche de démontrer à l'univers qu'il ne saurait exister de musique en dehors de l'appareil formidable dont il s'institue l'ordonnateur suprême. La musique de l'avenir ne lui suffit plus, il lui faut la musique du passé; il faut qu'il renforce Palestrina et taille en plein drap dans les partitions de Gluck. Le vieux Gluck, le musicien aux effets terribles, le chantre d'*Armide* et d'*Iphigénie*, ne lui paraît point assez *corsé*. Pauvre Gluck! vous ne vous doutiez pas, lorsqu'au son des trombones vous évoquiez jadis dans votre orchestre les *esprits de haine et de rage*, qu'un jour viendrait où M. Berlioz vous ferait l'aumône de quelques ophycléides; et Palestrina, qu'on arrache à la chapelle Sixtine où quelques soprani suffisent à ses mélodies fuguées, pour l'écraser, lui, le maître paisible, à l'inspiration suave et religieuse, sous la pompe des voix et des instrumens! Si l'indifférence du public n'eût fait prompte justice d'une semblable parodie, nous courions la chance de voir avant peu les chefs-d'œuvre de Paesiello ou de Cimarosa se produire sur notre scène derrière une triple rangée d'ophycléides, de contrebasses et de trombones. Tout cela est à coup sûr fort divertissant, et l'élément bouffe domine, mais à la condition que les maîtres n'interviennent pas; car alors le scandale remplace la plaisanterie. Que M. Berlioz se fasse l'intendant de sa propre renommée, qu'il recrute pour ses symphonies autant de cuivres qu'il lui plaira; qu'il ajoute même, si bon lui semble, quelques trompettes marines à son artillerie ordinaire; mais, par grace, qu'il respecte au moins les chefs-d'œuvre que l'admiration des

siècles consacre, qu'il laisse en repos ces nobles partitions que le monde a pour jamais adoptées dans leur simplicité naturelle, et qu'il s'abstienne à l'avenir d'évoquer, dans ses festivals, les ombres royales de Palestrina et de Gluck, pour en faire à son orgueil d'obséquieux caudataires.

La *Lucrèce Borgia* de M. Donizetti, que les Italiens ont représentée pour la première fois cette année, est une partition sur laquelle l'*Anna Bolena* et la *Lucia* du même maître ont des titres incontestables à faire valoir. En effet, la plupart des passages remarquables qui se rencontrent dans *Lucrèce Borgia* rappellent si ouvertement leur origine, qu'on dirait que l'auteur s'est proposé de fondre en un les deux ouvrages dont nous parlons. Ainsi, la partie dramatique se trouverait au besoin dans *Anna Bolena*, tandis que la grace mélodieuse qu'on y respire, émane plus directement de la *Lucia*. L'empoisonneuse italienne n'est au fond que la timide femme de Henri VIII, Gennaro a tout le profil mélancolique de Percy, et le duc de Ferrare ressemble à s'y méprendre au frère de la fiancée de Lammermoor. En général, cette manière de procéder, cette élaboration vingt fois reprise d'une même idée diminue singulièrement l'état qu'on peut faire de la fécondité des maîtres italiens. Ils écrivent énormément, et en italien composer s'appelle écrire; mais, si vous êtes assez impertinent pour ne pas vous en tenir à la lettre, si, au lieu de vous laisser abuser par le chiffre, vous demandez à cette verve inépuisable les conditions d'une faculté productive légitime, alors vous en viendrez forcément à rabattre beaucoup de votre enthousiasme. Tel maître qui porte, jeune encore, à soixante le nombre de ses chefs-d'œuvre, ne se trouve avoir fait, à tout prendre, que deux partitions dont les cinquante-huit autres sont les monotones variantes. A ce compte les Italiens seraient plus stériles dans leur fécondité que les Allemands, que Weber, par exemple, qui se contente d'écrire trois opéras dans sa vie : *Freyschutz*, *Euryanthe*, *Oberon*. M. Donizetti possède au suprême degré l'art de rajuster ses idées, de chanter au public le même air sur tous les tons, et de se coudre avec de vieux motifs un manteau d'arlequin fort présentable; et comment ferait-il autre chose, comment sans le secours du métier, cet auxiliaire ou plutôt cet admirable suppléant du génie, l'auteur de *Lucrèce Borgia* aurait-il pu suffire depuis dix ans aux commandes dont on l'accable? C'est un peu toujours la même partition rajustée, enrichie, illustrée de quelque mélodie heureusement venue, illustrée surtout par la voix des incomparables chanteurs qui l'exécutent, de sorte qu'on se laisse volontiers ravir et qu'on n'en demande pas davantage. Du reste, avec M. Donizetti, on a rarement à regretter l'absence de toute espèce d'inspirations nouvelles; çà et là, un éclair, une lueur, percent toujours, comme en Italie, quelques minutes de plaisir rachètent l'ennui de la soirée. Ainsi de *Lucrèce Borgia*. Il s'en faut que les beautés manquent dans cette partition, et, je le répète, si *Anna Bolena* et *Lucia* n'existaient point, ce serait là une œuvre des plus remarquables. — L'introduction s'ouvre par un motif plein de verve et d'éclat; puis vient une de ces phrases dont l'effet est irrésistible quand la voix de Lablache s'en empare et les lance dans la salle de toute sa puis-

sance; la *rentrée* surtout enlève l'auditoire, qui bat des mains et demande à l'entendre une seconde fois. Cette phrase, quoique du reste assez vulgaire et d'une inspiration moins heureuse que celle que Bellini a mise dans la bouche d'Orovèze au commencement de *Norma*, produit le même entraînement, grace à l'action colossale du robuste chanteur. La romance, avec accompagnement de harpe, que Lucrèce Borgia *soupire* auprès de Gennaro endormi, est un assez pauvre morceau dont la vocalisation tout élégante de la Grisi ne parvient pas à faire passer la médiocrité, et le finale qui suit manque généralement l'effet qu'on attend. Il en est presque toujours ainsi lorsque la musique touche à quelque situation vraiment belle d'un drame, et s'efforce de la traduire à sa manière. Les bonnes choses sont fragiles et courent grand risque quand on les déplace. Dans la pièce française, cette scène a quelque chose de véhément, de brusque, d'imprévu, qui ne saurait s'accommoder du développement inévitable que la musique apporte. Chacun, en abordant cette femme, se venge à sa façon, et l'invective se multiplie autant de fois qu'il y a de personnages sur le théâtre; dans l'opéra, au contraire, tous passent à leur tour, récitant l'un après l'autre le même motif: on conçoit quelle monotonie en résulte. Il y a des situations qui, par leur grandeur extérieure, leur pompe dramatique, au premier abord semblent musicales, et qu'ensuite, en les traitant, la musique altère et dénature; celle dont nous parlons est de ce genre. M. Hugo, dans son emprunt à Shakspeare, a été plus heureux que M. Donizetti dans son emprunt à M. Hugo. Le trio du second acte est, sans contredit, le meilleur morceau de la partition. Là, par exemple, vous retrouvez dans toute la grace de son inspiration le chantre mélodieux de *Lucia*, le maître aux combinaisons faciles, aux cantilènes pures et mélancoliques. Le duc de Ferrare, au moment de présenter à Gennaro la coupe empoisonnée, résiste aux instances de la duchesse, et bientôt, au-dessus du dialogue animé qui s'établit entre eux, monte et plane une voix fraîche, harmonieuse, idéale, une de ces phrases tendres et suaves comme en chante Percy dans *Anna Bolena*. Aussi la sensation est unanime, et tant que dure ce morceau, il court dans la salle un frémissement de plaisir qui ne s'arrête qu'aux dernières mesures pour faire place aux applaudissemens. Au troisième acte, l'air de Gennaro est une rêverie délicieuse; il y a dans la mélodie plus d'expression que les Italiens n'en cherchent d'ordinaire. Cette musique chante la tristesse et la mélancolie, et s'exhale des lèvres du jeune Vénitien comme un vague pressentiment de la fête lugubre qui l'attend au-delà de cette porte dont il va franchir le seuil. Il faut dire aussi que M. de Candia dit cette cavatine avec un sentiment admirable et qui ne le cède qu'au timbre enchanteur de sa voix. Dans le rôle de Gennaro, M. de Candia a réalisé les plus hautes espérances; jamais on n'entendit un organe plus doux et plus charmant, une émission de voix plus flexible et plus merveilleuse: la cantilène du trio dont nous parlions tout à l'heure offre chaque soir au jeune ténor une occasion de se distinguer. Aussi les bravos ne lui manquent pas, et la salle entière l'accueille avec d'unanimes transports, auxquels son passage à l'Opéra ne l'avait guère accoutumé. Voilà désormais M. de Candia à sa place; après bien des in-

certitudes, bien des découragemens heureusement surmontés, il a trouvé aux Italiens sa musique et son public, et peut marcher hardiment sur cette grande scène de Rubini, de la Grisi, de Tamburini, de Lablache, et dans cette atmosphère harmonieuse où sa belle voix se complaît. La Grisi est bien amoureuse, bien charmante, bien plaintive pour une Borgia, et nous pensons que M. Hugo aurait quelque peine à reconnaître son héroïne incestueuse dans cette belle fille qui vocalise avec tant de grace et semble ne pouvoir se décider à perdre pour un instant l'habitude du sourire. Du reste, si c'est un tort (au Théâtre-Italien cela peut-il s'appeler un tort?), qu'on s'en prenne à M. Donizetti, qui n'a pas hésité à faire de la fille d'Alexandre VI une délicieuse bergère de Guarini. Est-ce qu'il en serait de la musique italienne un peu comme de notre poésie française sous l'empire, et les caractères du drame ne sauraient-ils passer dans une partition sans avoir reçu d'avance le baptême de Ducis? Tamburini déploie, dans le rôle du duc de Ferrare, toutes les belles qualités qu'on lui connaît. Quant à Lablache, c'est sous les traits d'un jeune patricien de Venise, d'un *jeune débauché* qu'il nous apparaît cette fois. Vous figurez-vous le vieux Campanone dissimulant son ventre énorme sous un pourpoint de velours et d'or; vous figurez-vous le bonhomme Geronimo en cheveux blonds, *inondé de parfums!* Pourquoi non? Falstaff n'est-il pas de toutes les parties de Henri V. Et d'ailleurs, quand un chanteur de la trempe de Lablache consent à se charger d'un emploi de coryphée dans l'intérêt de nos plaisirs, on a bien assez à faire d'écouter sans se mettre encore en peine de regarder. Que n'a-t-on pas dit des chœurs du Théâtre-Italien! Eh bien! ces chœurs si bafoués, vous ne trouveriez pas leurs pareils en Europe, quand c'est Lablache qui les mène.

Décidément Mme Damoreau quitte l'Opéra-Comique; une querelle survenue entre la cantatrice et l'administration à propos d'un rôle promis ou donné d'abord, puis enlevé, querelle dont tous les journaux ont retenti, éloigne avant le temps cette voix si distinguée de la scène où elle régnait sans partage, où sans doute elle ne sera pas remplacée. Mme Damoreau a parcouru ainsi tous les rayons de l'échelle dramatique, et se retire après avoir passé des Italiens à l'Académie royale de musique, de l'Académie royale à l'Opéra-Comique. Cette fois c'est pour tout de bon. Mme Damoreau s'en va. Adieu *l'Ambassadrice* et *le Domino noir*. Qui osera toucher après elle à ces rôles d'Henriette et d'Angèle, que son délicieux talent brodait de ses plus riches fantaisies? *L'Ambassadrice* ou *le Domino noir* sans Mme Damoreau, autant vaudrait *la Sylphide* sans Taglioni. C'est désormais pour M. Auber tout un répertoire à refaire. Il ne nous appartient pas de nous constituer juge en un pareil procès, et de dire qui a tort ou raison. Cependant, tout en déplorant la retraite de Mme Damoreau, tout en reconnaissant qu'il est impossible qu'on se fasse illusion au point de croire que Mme Thillon, avec sa vocalisation prétentieuse, ses cascades de fausses notes et son accent britannique, soit jamais en état de recueillir l'héritage de la prima donna par excellence, nous pensons que pour cela l'Opéra-Comique ne se verra point réduit à fermer ses portes. Les destinées d'une

administration ne dépendent pas d'un sujet, quel qu'il soit. Souvenons-nous que le Théâtre-Italien a pu se passer de la Malibran, lorsque l'illustre cantatrice courait le monde et multipliait sans repos ses triomphes, comme si elle eût pressenti que le temps lui devait manquer. La première année, le public en eut bien quelque mauvaise humeur; la seconde, Julia Grisi parut, et l'on n'y pensa plus. De même il en sera pour Mme Damoreau, et tôt ou tard on l'oubliera, comme on a oublié pour elle Mme Rigaut, Mme Pradher, et tant d'autres qui furent célèbres et fêtées, et dont on ne parle guère aujourd'hui. En somme, c'est un tort de se retirer avant le temps et de déserter, par une boutade d'amour-propre, une carrière où tant de sympathies vous accompagnent. Ah! si vos ressources vous trahissaient, si le succès commençait à vous abandonner, à la bonne heure; mais pas une note ne manque à votre voix, pas un diamant à vos roulades, et du côté des applaudissemens et des bouquets, vous n'avez pas à vous plaindre, il me semble. Vous avez souffert une injure, dites-vous; on s'est montré ingrat à votre égard. Qu'importe? ayez confiance et laissez au public, laissez à Mme Thillon le soin de vous venger. D'ailleurs, on ne contestera point qu'un auteur ait des droits absolus sur son œuvre: libre à lui de disposer de ses rôles comme il l'entend; nul n'a rien à voir dans ses goûts, et ses caprices, s'il en a, ne regardent personne. Hier il croyait en vous, aujourd'hui Mme Thillon lui convient davantage; l'esprit humain varie. Après tout, c'est un peu son affaire: laissez-le; s'il se trompe, il en sera quitte pour payer son erreur assez cher en perdant la partie dont son œuvre est l'enjeu. On se souvient du bruit que firent à l'Opéra les débuts de Mlle Falcon; jamais illustration ne fut plus rapide: la jeune fille ignorée la veille se vit tout à coup entourée des maîtres de la scène, et ce fut à qui lui donnerait un rôle dans sa partition. On préparait alors *Gustave*, et M. Auber, cédant à l'enthousiasme général, reprit le rôle d'Amélie qu'il avait destiné d'abord à Mme Damoreau, et l'offrit à la jeune élève du Conservatoire, dont l'astre, si tôt éclipsé, se levait alors. L'administration de l'Opéra, Nourrit surtout, s'émut beaucoup de l'aventure, qui du reste ne tourna au profit de personne. Mlle Falcon n'obtint, comme on sait, dans *Gustave* qu'un fort médiocre succès. Ne dirait-on pas que les mêmes circonstances se reproduisent aujourd'hui à l'Opéra-Comique, toujours au préjudice de Mme Damoreau? Il est vrai que, pour deux rôles que M. Auber ôte à sa cantatrice favorite (si tant est qu'il les lui ait ôtés), de combien de merveilleux chefs-d'œuvre ne l'a-t-il pas enrichie? et, s'il faut avouer que Mme Damoreau a contribué plus que personne au succès de M. Auber, peut-on dire que M. Auber soit resté étranger au succès de Mme Damoreau? Donc, si l'auteur de l'*Ambassadrice* et du *Domino noir* a quelque tort à se reprocher envers son Henriette et son Angèle, il mérite bien qu'on les lui pardonne, et en bonne justice le maître et la cantatrice sont quittes l'un envers l'autre.

M. Liszt nous adresse la lettre suivante que nous nous empressons de publier :

« Monsieur,

« Dans votre revue musicale du 15 octobre dernier, mon nom se trouvant prononcé à l'occasion des prétentions outrées et des succès exagérés de quelques artistes exécutans, je prends la liberté de vous adresser à ce sujet une observation.

« Les couronnes de fleurs jetées aux pieds de Mlles Essler et Pixis par les dilettanti de New-York et de Palerme, sont d'éclatantes manifestasions de l'enthousiasme d'un *public*. Le sabre qui m'a été donné à Pesth est une récompense décernée par une *nation* sous une forme toute nationale.

« En Hongrie, monsieur, dans ce pays de mœurs antiques et chevaleresques, le sabre a une signification patriotique, c'est le signe de la virilité par excellence, c'est l'arme de tout homme ayant droit de porter une arme. Lorsque six d'entre les hommes les plus marquans de mon pays me l'ont remise aux acclamations unanimes de mes compatriotes, pendant qu'au même moment le comitat de Pesth demandait pour moi des lettres de noblesse à sa majesté, c'était me reconnaître de nouveau, après une absence de quinze années, comme Hongrois ; c'était me récompenser de quelques légers services rendus à l'art dans ma patrie ; c'était surtout, et je l'ai senti ainsi, me rattacher glorieusement à elle en m'imposant de sérieux devoirs, des obligations pour la vie, comme homme et comme artiste.

« Je conviens avec vous, monsieur, que c'était, sans nul doute, aller bien au-delà de ce que j'ai pu mériter jusqu'à cette heure. Aussi, ai-je vu dans cette touchante solennité l'expression d'une espérance encore bien plus que celle d'une satisfaction. La Hongrie a salué en moi l'homme dont elle *attend* une illustration artistique après toutes les illustrations guerrières et politiques qu'elle a produites en grand nombre. Enfant, j'ai reçu de mon pays de précieux témoignages d'intérêt et les moyens d'aller au loin développer ma vocation d'artiste. Quand après de longues années le jeune homme vient lui rapporter le fruit de son travail, et l'avenir de sa volonté, il ne faudrait pas confondre l'enthousiasme des cœurs qui s'ouvrent à lui, et l'expression d'une joie nationale, avec les démonstrations frénétiques d'un parterre dilettante.

« Il y a, ce me semble, dans ce rapprochement, quelque chose qui doit blesser un juste orgueil national, et des sympathies dont je m'honore.

« Agréez, etc. « F. Liszt. »

Hambourg, 26 octobre 1840.

Le lecteur appréciera les motifs de cette lettre. M. Liszt s'étonne qu'on ait eu l'imprudence de le citer entre Mlle Elssler et Mlle Pixis. Le jeune pianiste veut sans doute qu'on le nomme entre Beethoven et Mozart. Nous attendrons pour cela que M. Liszt ait écrit la sonate fantaisie ou l'ouverture de la *Flûte enchantée*, par exemple ; jusque-là M. Liszt restera pour nous ce qu'il est, un exécutant prodigieux, un virtuose du premier talent, et nous ne croyons

pas lui faire injure en le classant auprès de sujets distingués dont la scène s'honore. M. Liszt traduit avec ses doigts l'inspiration des maîtres absolument comme M[lle] Pixis, ou toute autre cantatrice, le fait avec son gosier. Quant à sa nationalité hongroise, dont on peut, du reste, se convaincre au style de sa lettre, personne ne songe à la lui contester, bien qu'il y ait quelque chose de singulier dans ces fastueuses démonstrations patriotiques chez des hommes qui ne se contentent pas de venir nous demander des applaudissemens et des couronnes, mais prétendent encore se mêler à tous nos mouvemens et vivre avec la France dans une *communion fraternelle,* comme ils disent. Serait-ce donc qu'il suffit d'être pianiste pour avoir toujours là une nationalité dont on se pare selon les circonstances, et qu'on endosse à sa guise? « Je suis Français, voyez mes passions philosophiques et sociales; je suis Hongrois, voyez mon sabre. » Non, monsieur Liszt, vous n'êtes ni Français ni Hongrois, vous êtes, comme tous les virtuoses, de tous les pays où l'immortelle voix de la mélodie est comprise. Aujourd'hui c'est le grand duc de Toscane qui vous fête, demain ce sera la reine d'Angleterre, un autre jour l'impératrice de Russie, qui, après une de ces magnifiques séances où vous passez, par votre art merveilleux, de l'inspiration sauvage et fougueuse de Beethoven, aux mélancoliques serénades de Schubert, vous dira dans son ravissement ces paroles charmantes : « Comment, après l'orage de tout à l'heure, avez-vous pu trouver encore ce délicieux clair de lune? » Et vous amoncelez tous ces trophées, vous mêlez toutes ces couronnes, et vous avez raison, car votre art, à vous, n'a point de nationalité, car il ne parle pas une langue, mais *les langues,* ainsi que dit saint Paul, que vous connaissez bien. Oui, monsieur Listz, à défaut de vos sentimens philosophiques et religieux, le piano eût fait de vous l'homme de l'humanité; c'est pourquoi nous persistons à croire que l'hommage de Pesth est une chose beaucoup moins *nationale* que vous ne vous l'imaginez, et que ces magnats dont vous parlez étaient des dilettanti déguisés, qui eussent mieux fait peut-être de vous donner quelque magnifique piano, et de réserver pour une autre occasion le sabre de Mathias Corvin ou de Zriny.

Essai sur Parménide d'Élée, par M. Fr. Riaux. — Dès qu'on a étudié quelque peu l'histoire de la philosophie ancienne, on entrevoit, on devine, au moins d'une manière générale et sommaire, l'importance des doctrines éléatiques. Long-temps méconnues, ou plutôt mal interprétées, elles n'ont été définitivement mises dans leur vrai jour que par les ingénieuses et profondes restitutions qu'a tentées M. Cousin, à propos de Xénophane et de Zénon. Encouragé par l'exemple du maître, M. Riaux à son tour tente de porter la lumière sur le point le plus élevé, mais aussi le plus difficile, le plus ardu, de l'éléatisme, sur les *fragmens* de Parménide. Ce travail spécial épuise le sujet dans tous les sens; c'est une reconstruction, aussi complète qu'elle pouvait l'être, de la biographie, du système, de la polémique, qui se rapportent à l'auteur du περὶ φύσεως.

Le livre de M. Riaux contient quatre parties distinctes. La première n'est autre chose qu'une introduction. L'auteur commence par y énumérer, en les jugeant avec beaucoup de réserve, les publications antérieures dont Parménide a été l'objet, et ce n'est pas sans plaisir que nous avons retrouvé en tête de cette liste le nom de Henri Estienne. Ainsi les vers du célèbre éléate semblaient appartenir plus particulièrement à l'érudition française. C'est en France que ces précieux débris, que ce chant antique du panthéisme primitif, ont été publiés pour la première fois; c'est en France aussi qu'un travail sérieusement définitif devait s'accomplir sur les fragmens mutilés de l'œuvre de Parménide. Après Henri Estienne, Joseph Scaliger s'occupa du poème de *la Nature;* mais son travail est resté enfoui dans les manuscrits de la bibliothèque de Leyde, et il s'écoula deux cents ans avant que Fülleborn donnât une nouvelle édition de Parménide. Notre siècle, curieux de ces antiquités philosophiques, et dont l'esprit inquiet s'est éveillé sur tant de points, ne pouvait manquer de s'attaquer à l'éléatisme. L'auteur du περὶ φύσεως en particulier a été l'occasion de plusieurs travaux remarquables. M. Amédée Peyron, en 1810, donna un texte plus correct, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Turin. Trois années plus tard, dans ses *Commentationes eleaticæ*, M. Brandis déploya, à propos de Parménide, toute l'inépuisable abondance de son érudition, toute l'exactitude de sa philologie scrupuleuse. Enfin, plus récemment, en 1835, un savant hollandais, qui remplit dans son pays de hautes fonctions universitaires, M. Simon Karsten, a commencé une vaste publication sur les prédécesseurs de Platon. Parménide devait avoir et a eu sa place, une place notable, dans cette entreprise où il n'occupe pas moins d'un volume. Au point de vue philologique, M. Karsten semble avoir épuisé le sujet, quoique des grammairiens raffinés puissent peut-être le contredire sur des subtilités de détail. Le texte de M. Karsten peut donc être regardé comme définitif; après lui il n'y a plus que des *infiniment petits* à glaner. On ne saurait donner les mêmes éloges à la partie dogmatique du livre de M. Karsten. La reconstruction de la doctrine de Parménide manque de puissance et d'étendue; si l'on excepte le côté cosmologique, qui est traité avec une érudition très informée et perspicace, il n'y a là qu'une ébauche fort imparfaite de l'éléatisme. M. Riaux s'est efforcé avant tout de remplir la lacune laissée par ses prédécesseurs. Après les philologues, le philosophe; après la lettre, l'esprit. Mais, avant d'aborder la théorie éléatique, il y avait à vider une question de chronologie. Plusieurs opinions, et des opinions tout-à-fait divergentes, ont été émises au sujet de l'époque précise à laquelle est né Parménide. M. Riaux s'est livré sur ce point à une discussion un peu longue, malgré les autorités graves qu'il fallait combattre. De la sorte, toutefois, la naissance du philosophe se trouve fixée à l'an 519 avant J.-C. C'est un point de chronologie qui est désormais acquis à la science.

La seconde partie du livre de M. Riaux est sans contredit la plus importante et la plus originale. C'est une restitution étendue, développée, du système de Parménide. Xénophane avait déjà inauguré la théorie de l'unité ab-

solue. Sa doctrine, en précisant la donnée idéaliste de Pythagore, avait enfin placé l'idée de l'unité sous sa forme propre comme idée, et non comme nombre dans la science et dans la dialectique. Mais l'enseignement de Xénophane était encore imprégné des couleurs et des souvenirs de l'Ionie. Sa théorie conservait, pour ainsi parler, quelque chose de double; c'était un mélange, non une doctrine d'une seule pièce. Parménide, dès son premier pas dans la carrière qu'il devait parcourir avec tant d'éclat et de hardiesse, déclara son divorce avec les données des sens, avec les croyances du sens commun. Il prétendit que les réalités extérieures ne sont que des apparences, des chimères, et que la vérité ne se trouve que dans les conceptions de la raison. Le tort de la plupart des historiens de l'école d'Elée est de n'avoir pas osé donner au système de Parménide son véritable caractère, et d'avoir craint de le montrer aussi exclusif qu'il l'était. De peur de le représenter comme une doctrine extravagante, ils l'ont dénaturé, ils l'ont faussé. M. Riaux restitue à ce système son véritable point de départ et son criterium exclusivement rationnel, et en cela il a parfaitement raison. Pour être juste envers une théorie, il ne faut pas craindre d'en pénétrer les profondeurs et même les abîmes; il ne faut ni en déguiser les côtés faibles, ni en dérober les exagérations sous le voile indulgent des commentaires. C'est en procédant avec suite et fermeté, comme l'a fait M. Riaux, qu'on voit Parménide poser d'abord l'unité absolue de l'être, et en tirer successivement, par une dialectique serrée et subtile, la continuité, l'indivisibilité, puis l'immobilité absolue de l'être dans l'espace et dans la durée, la perfection absolue, et enfin l'identité de l'être et de la pensée de l'être.

Dans sa physique (à laquelle, d'ailleurs, il n'attache aucune certitude, aucun caractère scientifique), Parménide admettait deux principes : d'un côté le feu ou la lumière, de l'autre la nuit ou la matière épaisse et lourde; puis différens cercles composent le ciel, et la Nécessité règne en souveraine au milieu des trois parties de l'univers. On remarque dans cette cosmologie de très curieuses opinions au sujet de la voie lactée, des tremblemens de terre, et surtout au sujet de l'origine du genre humain, de l'ame et de l'identité de la sensation et de la pensée.

Après une exposition étendue du système de Parménide, il importait de suivre les traces et l'influence de ce système, d'abord dans l'école d'Élée, ensuite dans toute l'antiquité. C'est ce qu'a fait M. Riaux dans la troisième partie de son *Essai*, qui n'est ni la moins curieuse, ni la moins importante. On y distingue, par exemple, sur Mélissus des recherches qui révèlent, pour la première fois, la véritable valeur de la tentative que fit ce philosophe pour soustraire l'éléatisme aux attaques de l'empirisme. Mais ce qui est plus important, c'est la critique de Parménide par Platon et par Aristote, par Platon surtout.

Le fondateur de l'académie, pour renverser la sophistique, remonta jusqu'aux systèmes où les sophistes étaient allés chercher des armes au profit de leur scepticisme; c'est de la sorte qu'il fut conduit à l'examen de l'empirisme et de l'éléatisme. Cette partie de la philosophie platonicienne, qui peut

jeter un si grand jour sur la doctrine de l'illustre auteur du *Phèdre*, n'avait guère été élucidée jusqu'ici. M. Riaux, un des premiers, y a porté une active recherche, une intelligente lumière. Nous ne pouvons suivre l'auteur dans cette exposition polémique qui est un des plus remarquables chapitres de son livre. La critique de l'éléatisme par Aristote n'a, il faut le dire, ni la même valeur, ni le même mérite que celle de Platon. Aristote attaque les idées de Parménide avec une certaine âpreté; mais sur les points où il a raison contre l'auteur du poème de *la Nature,* il se trouve presque toujours qu'il a été devancé par Platon. Le chapitre qui concerne Aristote n'est certainement pas le meilleur du travail de M. Riaux; on n'y retrouve au même degré ni l'élévation de pensées, ni les qualités de style qui apparaissent à d'autres endroits de l'*Essai*. Je ferai le même reproche aux pages, fort intéressantes d'ailleurs, qui concernent la polémique des alexandrins. Il y a là quelque chose de trop hâté. La pensée n'a plus le même degré de rigueur, et l'absence de concentration se fait sentir.

Dans une quatrième et dernière partie, M. Riaux résume la théorie de Parménide et la juge. L'éléatisme, comme toute grande doctrine, contient du vrai et du faux. C'est un idéalisme très net et très tranché, mais un idéalisme naissant et qui n'a pu encore se fortifier par les épreuves que les systèmes analogues ont dû traverser plus tard. Son côté faible est de nier arbitrairement la connaissance sensible et de s'appuyer sur l'abstraction pour atteindre la réalité. Mais, en revanche, Parménide fit ressortir la notion d'unité qui est impliquée dans la notion de tout être; puis il se servit le premier, sous la forme d'un principe général, du principe de causalité, et signala la notion de l'être nécessaire comme la notion fondamentale de la philosophie. Dans l'histoire aussi l'éléatisme a eu un rôle qui n'est pas sans grandeur; l'empirisme ne s'est jamais relevé des coups qu'il lui porta.

M. Riaux, dans sa conclusion, est conduit à ramener le système de Parménide à un système de logique et de dialectique pris dans le sens le plus étendu. Il aurait dû, selon nous, faire ressortir avec plus d'insistance le caractère panthéistique de l'école des éléates, non pas que l'ontologie de Parménide doive être mise sur la même ligne que l'ontologie de Spinosa; mais, si imparfaite qu'elle soit, elle semble la première forme du panthéisme idéaliste. Sans doute M. Riaux a signalé avec force la formule que « l'être est identique à la pensée; » mais il a évité à tort les comparaisons récentes, les rapprochemens de noms propres. Fichte, Hegel, M. Schelling, rappelaient des théories qu'il eût été piquant et légitime de mettre en regard des fragmens du περὶ φύσεως. Nous regrettons que M. Riaux n'ait pas osé aborder cette partie moderne de son sujet. Il ne fallait pas craindre d'être amené comme conclusion au vieux proverbe : *Nil novi sub sole.*

V. DE MARS.



LE MAROC

ET

LA QUESTION D'ALGER.

§ I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La question d'Alger ne peut se restreindre dans les limites de nos possessions africaines. Près d'elles, un grand empire soumis à l'islamisme s'étend du détroit de Gibraltar jusqu'au désert, et compte plus de six millions d'habitans. C'est le Maroc, dont le sol fertile livre à une culture très imparfaite une richesse agricole à peine sollicitée, et dont la côte, baignée par les deux mers, semée de cités antiques et commerçantes, porte encore l'empreinte historique des Romains, des Carthaginois, des Maures, des Portugais et des Espagnols. Là s'élève cette ville célèbre dans le moyen-âge, Fez, que le voyageur Clénard appelle la *Lutèce de l'Afrique,* et dont Jean Léon a laissé une description merveilleuse. Rendez-vous sacré des musulmans à l'époque où le pèlerinage de la Mecque était interrompu, devenue alors la seconde ville de l'islamisme et le dernier refuge de la civilisation arabe, elle est encore aujourd'hui populeuse, riche, éclairée, indus-

trieuse. C'est un des principaux intermédiaires du commerce européen avec les peuples de l'Afrique centrale.

Le sultan de Maroc, successeur des suzerains de l'Espagne, l'un des descendans du prophète qui prétendent au titre de khalifes, est le chef d'une des grandes sectes mahométanes. Certes, un tel empire ne peut manquer de jouer un rôle important dans le drame dont la côte septentrionale d'Afrique est le théâtre. Mais de quelle nature sera l'influence inévitable et prochaine de ce grand corps, voisin de notre colonie? Quelle action exercera-t-il? Comment la France peut-elle échapper aux dangers de sa proximité et en recueillir les bénéfices? La solution de ce problème ne serait due qu'à la connaissance approfondie des lieux, des mœurs, du gouvernement et du caractère national de ces peuples; documens indispensables, qui manquent absolument. « Nul doute (dit M. Lesage dans son *Atlas historique*) que nous n'ayons sur la Guinée, le Congo et le cap de Bonne-Espérance des notions bien plus étendues et bien plus exactes que sur cette partie de l'Afrique, qui est à nos portes. »

Les voyageurs qui ont voulu explorer l'Afrique centrale n'ont jamais pris cette route. Récemment, l'Anglais Davidson a voulu y pénétrer par le Maroc, et l'issue de sa tentative a été funeste. Les religieux établis autrefois à Fez, à Méquenez et sur d'autres points pour le rachat des captifs, se sont retirés depuis que la piraterie barbaresque a cessé. Les sujets marocains vont aujourd'hui faire leur commerce hors du pays, et les étrangers, que rien n'attire vers ce point du littoral, y deviennent de plus en plus rares. Nous ne parlons pas de cette race fanfaronne, les touristes anglais, qu'une mode nouvelle pousse sur les côtes de Barbarie, et qui s'avancent jusqu'à Tanger, tout au plus jusqu'à Tétouan, les deux villes les moins importantes de l'empire. « Tanger (disait un jour devant nous le ministre actuel, Sidi Bendriz), c'est la ville des chrétiens. » Ces deux villes, placées à l'extrémité de l'empire, peuplées de Maures, de juifs et de chrétiens, ou plutôt d'un mélange effacé de toutes ces races, dominées par l'influence consulaire et par le commerce de Gibraltar, forment la transition de l'Afrique à l'Europe : ce n'est plus le Maroc, ce n'est pas encore l'Espagne.

L'ambassadeur ou le commerçant, qui obtient aujourd'hui une audience du sultan, ne pénètre dans Fez, Méquenez ou Maroc, qu'environné d'une escorte et entouré de précautions jalouses; sa route est tracée; on a tout disposé pour lui faire prendre le change sur la situation réelle du pays. Confiné dans une maison sans fenêtres

extérieures, comme toutes les maisons de Maroc, à peine lui permet-on de visiter rapidement certains quartiers. L'accès des mosquées, la vue des forteresses, l'examen des batteries, lui sont interdits. On traite avec la même rigueur les chrétiens renégats, nombreux dans cet empire, ceux surtout dont on redoute l'intelligence et les lumières. Ce n'est donc pas tant, selon nous, le fanatisme mauresque qui repousse les chrétiens de l'empire, que l'ombrageuse jalousie du gouvernement et du haut commerce. On assure que Davidson, massacré à douze ou quinze journées de Tombouctou, et pour qui la recommandation du sultan aurait pu être un sauf-conduit respecté jusqu'au terme de son voyage, fut sacrifié aux jalousies meurtrières des commerçans de Fez.

Tels sont les remparts qui s'élèvent entre le singulier peuple dont je m'occupe et la curiosité du voyageur.

Une position exceptionnelle m'a permis, non de les dompter, mais de les abaisser quelquefois. Pendant cinq années de séjour au Maroc, j'ai parcouru à plusieurs reprises la côte et quelques provinces de l'intérieur, entretenu des rapports suivis avec le sultan, sa famille, ses officiers et les derniers de ses sujets : mêlé aux maîtres et aux esclaves, aujourd'hui hôte de la ville, demain hôte du *douar*, mon observation expérimentale s'est exercée, moyennant quelques tasses de thé, sur les farouches montagnards de l'Atlas, les hommes les plus sauvages du monde. J'offre aujourd'hui aux philosophes et aux hommes d'état les résultats de cette exploration patiente; renseignemens nombreux, dont la connaissance pourrait aider à la solution d'une des questions les plus graves qui embarrassent notre politique, la question d'Alger.

§ II. — SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET POPULATION DU MAROC.

L'empire de Maroc, nommé par les Arabes *Mogh'reb-oul-Akssa*, ou l'extrême occident, embrasse un territoire de 220 lieues de longueur sur 150 de largeur. Plus vaste que l'Espagne, sa superficie est de 24,379 lieues carrées. Il a 300 lieues de côtes, dont 200 sur l'Atlantique, et à peu près 100 sur la Méditerranée. La chaîne principale de l'Atlas court du sud-ouest au nord-est, depuis la province de Blad-Noun, aux confins du désert, où elle se termine dans l'Océan, jusqu'à la province de Garet, que baigne la Méditerranée. Entre ces deux limites, entre la mer et l'Atlas, s'étend la zône de deux cent vingt lieues environ de longueur qui forme l'empire de Maroc. Depuis le

cap Blanc jusqu'à l'ancienne Mamora, la côte dessine un grand arc rentrant. Vers le point qui correspond au centre de cet arc, l'Atlas se dilate et forme ainsi un resserrement de terre. Au même point, sur un espace de huit lieues, se trouvent le bois de la Mamora et deux rivières, le Buregreg et le Sébou ; la dernière, navigable en hiver, remonte jusqu'à Fez. Les montagnes et les vallons de l'Atlas sont, dans cet endroit, occupés par les Bérebères, les plus sauvages habitans de l'empire, qui rendent le passage de la montagne impraticable, même aux courriers du sultan. Les armées, les agens de l'administration et du commerce ne peuvent passer du nord au sud de l'empire que par cette voie difficile, par cette côte étroite, hérissée et couronnée d'obstacles.

C'est sur ce terrain que sont situées les villes de Rabat et de Salé, de chaque côté et sur l'embouchure du Buregreg. Quand les royaumes de Fez et de Maroc étaient isolés l'un de l'autre, ces villes formaient la limite des deux états. Elles profitèrent de leur position, des guerres incessantes allumées entre les deux souverains, et du poids qu'elles jetaient dans la balance, pour se faire une existence indépendante et privilégiée dans toute l'Afrique. Plus tard, leurs dissensions intestines ayant provoqué l'intervention des sultans, ceux-ci les combattirent l'une par l'autre, et les soumirent au même joug.

Les populations qui habitent le Maroc nous offrent trois races, ou pour mieux dire trois castes séparées, les Bérebères, les tribus de la campagne, et le peuple des villes.

Quelle que soit l'origine des Bérebères, habitans primitifs de l'Afrique septentrionale, aujourd'hui retranchés dans les montagnes de l'Atlas, cette origine diffère de celle des peuples de la plaine, pour le caractère physique, les mœurs, le langage et les rites. Les deux races, bien qu'unies en Mahomet, ne s'allient jamais entre elles; elles sont même presque toujours en guerre. Le sultan n'a d'autre autorité sur les Bérebères que celle dont les saints personnages vénérés par eux sont les intermédiaires. Occupant des positions inexpugnables, ils les quittent quelquefois pour cultiver les parties rapprochées de la plaine, et, après les moissons, ils regagnent la montagne. Souvent ils saisissent le moment où le sultan est éloigné, et pillent les moissons des douars. Dès que l'armée du sultan approche, ils se retirent et emportent leur butin.

Les Chellus, qui habitent aujourd'hui les confins du désert, la partie de l'Atlas la plus basse, la plus accessible et la plus rapprochée de la côte, sont, comme le prouve l'identité du langage et du

caractère physique, de vrais Bérebères; leur situation intermédiaire a rendu leurs mœurs moins farouches que celles des autres montagnards.

Les tribus de la campagne se rattachent d'une part aux Bérebères, d'une autre au peuple des villes. Chaque tribu porte le nom de son fondateur. Moins féroces, moins indisciplinés, plus industrieux, plus intelligens que les Bérebères, les campagnards du Maroc sont cependant sauvages. Comme les Bérebères, ils n'ont d'autre vêtement qu'un grand manteau de laine qu'ils retroussent au-dessus de la ceinture pendant le jour, et dont ils s'enveloppent tout entiers la nuit. Ils vivent sous des tentes tissues de poils de chèvre, du produit des troupeaux, de l'agriculture, du jardinage ou de la pêche.

Parmi eux, les femmes sont chargées de tous les travaux pénibles. Les hommes, jeunes et vieux, voyagent, fréquentent les marchés, et font la guerre. Souvent silencieux, ils passent leurs journées, accroupis ou couchés, l'œil fixé sur les troupeaux qui paissent et sur les femmes qui travaillent. Celles-ci, sous le soleil ardent, portant un enfant suspendu au sein ou sur le dos, vont souvent à une ou deux lieues du *douar* puiser de l'eau, recueillir le bois, tirer la charrue à la place de l'âne ou de la mule qui sont en voyage, traire les vaches et les mener aux champs; elles se lèvent trois heures avant le jour, pour préparer le kouskous du soir. Les malheureuses accouchent presque toujours au milieu du travail, que cet évènement peu important de leur vie n'interrompt jamais.Elles ont pour couche la terre, pour costume un grand linceul de laine, drapé, et rattaché par de petites broches de bois ou de fer. Rarement les tribus s'allient entre elles. Un champ, un cheval, une discussion frivole, sont pour elles des motifs de guerre. Elles se divisent en groupes qui campent isolément, mais toujours à peu de distance l'un de l'autre. Les tentes forment un cercle, surtout en temps de guerre; de là le mot *douar* (rond). Le soir, tous les troupeaux rentrent et sont parqués au centre du *douar*, dont l'entrée, obstruée par des broussailles, est gardée par un poste armé. On change souvent de campement à cause de l'invasion rapide des insectes et de l'épuisement des pâturages; mais on ne dépasse jamais une certaine limite, assignée au territoire de la tribu. On l'établit près d'un puits, d'un lac ou d'un cours d'eau potable. Chaque *douar* a un caïd qui dépend de celui de la tribu, et ce dernier du caïd de la province. La mosquée du *douar*, tente semblable aux autres tentes, est gardée par un muphti, prêtre, notaire et maître d'école à la fois. On trouve dans les *douars* des hommes que l'on

regarde comme lettrés. Ces érudits, qui ne savent ni lire ni écrire, parlent un idiome qui ne ressemble ni à l'arabe du Coran, dont ils n'entendent pas un mot, quoiqu'ils en répètent quelques versets, ni au dialecte maure parlé dans les villes. Le Bérebère et le campagnard, plongés dans une ignorance et une apathie profondes, crédules, superstitieux, ignorant le mois de l'année, le quantième du mois, et leurs liens de parenté, végètent ainsi, jouets du hasard, instrumens de l'habileté ou de l'ambition.

Les villes du Maroc sont toutes situées sur la côte, si l'on excepte les trois cités de l'intérieur, Fez, Méquenez et Maroc; on peut citer encore Al-Kassar-Kebir : toutes les autres ne sont que de grands villages, où s'amassent les tribus de la campagne. Fez a conservé de nombreux vestiges de la civilisation mauresque. Les villes de la côte présentent seules des traces, mais peu profondes, de domination européenne. Les traditions sont éteintes; la conquête de l'Espagne n'est plus qu'un souvenir confus, même pour les classes les plus éclairées. La prééminence de la population des villes sur les habitans de la campagne se manifeste par un caractère physique plus délicat, des mœurs plus douces, un costume moins primitif et plus riche, un logement plus commode et plus propre, une nourriture plus recherchée, un dialecte plus pur, quoique différant encore beaucoup de l'arabe littéral; enfin, par la pratique du commerce intérieur et extérieur et la connaissance du négoce. Là se bornent le savoir et la civilisation de cette population indolente et avide, chez laquelle l'habitude d'un trafic effronté développe à un point incroyable la fourberie et l'avarice. Le gain d'un centime étoufferait tout sentiment et tout scrupule. Pour elle, le lucre est la seule affaire, la débauche la seule distraction.

Riches et pauvres envoient leurs enfans aux écoles annexées à chaque mosquée. C'est un enseignement mutuel, présidé par un prêtre, qui, à force de hurlemens et de coups de bâton, finit par graver dans la mémoire des écoliers un petit nombre de versets du Coran, soixante ou cent au plus, qu'ils récitent sans broncher, mais aussi sans les comprendre. Ceux que l'on destine à la magistrature, au notariat ou à la cléricature, poussent leurs études plus loin, et apprennent à écrire. Tous les actes officiels sont rédigés en arabe littéral. Dans les grandes villes, à la cour et dans les emplois, on trouve quelques personnages lettrés, connus sous le nom de *fekis*, écrivant correctement, possédant la langue-mère et le Coran. Uniquement préoccupés des formes de la langue, ils ne s'occupent que

de grammaire, s'en tiennent à la lettre, et s'embarrassent peu du sens. Entre les ulémas ottomans et ces tolbas mauresques, il y a une énorme distance. Nous ne parlons pas des musiciens et poètes, baladins misérables qui jouissent parmi le peuple d'un immense crédit, et le soutiennent par leurs gestes furibonds et leur débit emphatique. Les habitans des villes, fiers de cette civilisation informe qui leur assure la prépondérance sur les Bérebères et les campagnards, forment une caste jalouse de ses alliances et de sa haute position, et qui se donne le titre de classe des commerçans (*poujaret*).

A ces trois classes musulmanes, il faut ajouter les juifs jetés en Afrique par les persécutions des princes chrétiens, et surtout de l'Espagne. On rencontre, bien avant dans les terres, des familles israélites vivant sous des tentes, vêtues comme les Maures, parlant la même langue, et ne connaissant que celle-là, n'offrant dans leurs manières de vivre et dans leurs mœurs sauvages que les singularités déterminées par la différence des cultes. On sait d'ailleurs que la langue hébraïque a de plus frappantes analogies avec le dialecte barbaresque qu'avec l'arabe littéral. A quelle époque et à quel évènement remonte l'émigration de ces familles? Nul ne peut le dire. Presque aussi indépendantes que les tribus maures de la campagne, elles jouissent d'une liberté bien plus étendue que leurs co-religionnaires des villes.

Toutefois on ne doit pas imaginer que la servitude juive soit aussi réelle qu'apparente. Sans doute le premier musulman venu peut injurier et battre un juif sans que ce dernier ait le droit de se plaindre, s'asseoir à son foyer et à sa table sans qu'on ose le chasser; les juifs ne peuvent passer ni devant les mosquées ni devant le pavillon impérial; ils se déchaussent pour entrer dans une maison maure; il leur est défendu de monter un cheval de selle; ils ne peuvent entrer dans une ville qu'à pied; ils parlent à leurs tyrans à genoux et en baisant le bas de leur manteau; ils rampent, ils se voilent, ils ferment leur intérieur aux rayons du soleil : cependant ils sont les maîtres. La persévérance de leur avarice, de leur cupidité et de leur souplesse, a remporté un triomphe définitif. Ils sont riches, on a besoin d'eux.

D'ailleurs, la protection assurée au commerce par Muley-Abder-raman, sultan actuel, a dû rejaillir sur les commerçans juifs; leur génie mercantile, plus fécond, plus actif, plus éclairé que celui des Maures, a placé sous leur loi tout le commerce extérieur. Le prêt à usure, surtout dans la campagne, le courtage, l'expertise des marchandises, le contrôle des monnaies et des comptes, l'interprétation

des langues et toutes les transactions avec les Européens, leur appartiennent. Un caractère adroit, fourbe, souple et insinuant, une parole mielleuse, abondante, infatigable, l'hypocrisie de la soumission respectueuse, ont accompli cette étrange domination des esclaves sur les maîtres et annulé l'empire des musulmans. Ainsi la brutalité cède à la ruse, l'orgueil à l'intérêt, la tyrannie en haillons à l'esclavage opulent.

§ III. — COUP D'ŒIL HISTORIQUE SUR LA FONDATION DE L'EMPIRE DE MAROC ET SUR SES RAPPORTS DIPLOMATIQUES AVEC L'EUROPE.

Depuis la chute de Carthage et de Rome jusqu'au XIVe siècle, les peuples de la côte septentrionale de l'Afrique n'eurent aucun rapport avec l'Europe. Le commerce actif que les Carthaginois avaient fait sur le littoral des deux mers, d'abord refoulé vers l'Orient, s'était concentré enfin sur l'Égypte. Les progrès de la navigation, aux XIIIe et XIVe siècles, le reportèrent sur la côte méridionale au-delà du cap Blanc. Avant cette époque, la lutte de l'empire grec contre l'invasion barbare, grand duel transféré en Afrique, n'avait pas dépassé le littoral de la Méditerranée.

Une autre lutte, celle du christianisme contre le mahométisme, mit pour la première fois les Maures en contact avec l'Europe. Lorsque les Arabes, maîtres de l'Espagne, se trouvèrent réduits à implorer les secours de leurs co-religionnaires d'outre-mer, les rois de Fez et de Maroc passèrent le détroit, partagèrent la fortune de leurs frères, et décidèrent la victoire en faveur de l'Islam. Le poids que l'épée de ces rois jetait dans la balance leur donna long-temps la suzeraineté de l'Espagne mahométane, suzeraineté que les dissensions intestines de ces royaumes ne permirent pas d'établir en principe. Une foule d'états se disputaient le terrain; une foule d'ambitieux aspiraient au pouvoir. A la mort de Jacob Almanzor, le Charlemagne de l'Afrique, tous les peuples que sa main puissante avait tenus réunis, mais non confondus, se séparèrent et usèrent leurs forces contre eux-mêmes.

Le christianisme à son tour, après avoir chassé les mahométans, passa la mer et les poursuivit jusqu'au pied de l'Atlas. De la côte de Blad-Noun aux confins du désert, il étendit un grand filet de villes militaires et commerçantes qui menaçaient de se refermer sur tous ces peuples et de les réunir au monde civilisé. Le Portugal et l'Espagne semblaient s'être partagé cette mission. Les Portugais bâtis-

saient sur le roc de Sainte-Croix, aux bouches du Tamzif, de la Morbeya et du Sébou, des forteresses dont quelques-unes devaient servir de noyau à des cités populeuses; ils agrandissaient et fortifiaient Saffi, bâtissaient Mazagan, pillaient et détruisaient Anfà, se retranchaient dans Azamore, dans Arzilla, dans Ceuta, dans Tanger. Les Espagnols forçaient Rabat et Salé, prenaient et reprenaient Larache, occupaient Mellille, Alhucéma et Peñon de Goméra, qu'ils ne devaient plus abandonner; ils pénétraient enfin jusqu'à Oran. Plus tard, au XVIIe siècle, le Portugal admit à la même œuvre l'Angleterre, en cédant Tanger à Charles II pour la dot de Catherine.

Les souverains de Fez et de Maroc, tout occupés à guerroyer entre eux et contre les peuplades rebelles, subissaient le blocus de l'étranger. Cependant, après d'énergiques efforts et des atrocités inouies, la dynastie des shérifs, qui règne encore aujourd'hui, étant parvenue à réunir sous sa loi les deux royaumes et les tribus voisines, dirigea toutes ses forces contre les envahisseurs. Cette unité nouvelle du pouvoir africain lutta victorieusement contre les chrétiens, qui se divisèrent et perdirent l'une après l'autre toutes leurs positions. L'Angleterre évacua, en 1684, Tanger, dont elle eût pu faire une position plus avantageuse que Gibraltar. L'Espagne seule, en dépit des attaques réitérées des sultans, réussit à conserver sur la Méditerranée les places de Ceuta, de Mellille, d'Alhucéma et de Peñon de Goméra. En 1788, elle fut obligée d'abandonner Oran.

A cet accroissement du pouvoir dont les sultans s'emparèrent, que pouvaient opposer les chrétiens, divisés et rivaux? Tenter le blocus d'une côte de deux mille lieues, d'un pays qui se suffit à lui-même, et qui peut frayer à son commerce d'autres voies par l'intérieur des terres? La France, la Hollande, récemment l'Angleterre et l'Autriche, l'essayèrent en vain. Le blocus du Maroc par l'Angleterre compromettait Gibraltar bien plus que Tanger, et une rupture sérieuse avec le Maroc eût fermé à cette place la source de son approvisionnement.

Fallait-il essayer de détruire la marine marocaine? Aux époques de sa gloire, elle n'avait compté qu'un très petit nombre de gros navires, qui n'avaient pas ordinairement plus de dix-huit canons de six, plus de deux cents tonneaux, plus de cent cinquante hommes d'équipage; jamais ses vaisseaux les plus considérables n'ont pu tenir contre la marine européenne. De petites embarcations, felouques, galiottes, misticks, allant à la rame, chargées de pierres plus que d'aucune autre arme, et montées par un nombreux équipage, merveilleusement servies par la situation et la nature de la côte, com-

posaient la véritable force de cette marine. Échappant aisément à la poursuite des navires de haut bord, elles tombaient sur les prises assurées, et triomphaient sans péril. Ainsi s'établissait l'orgueilleuse indépendance du sultan. L'égoïsme et la rivalité commerciale des Européens consolidaient sa position, réputée inexpugnable, et toutes les nations subissaient les conditions onéreuses qu'il attachait à son alliance.

Pendant les guerres maritimes des XVIIe et XVIIIe siècles, le libre accès des rades de Maroc, surtout celui de Tanger et Tétouan, le bénéfice qui résultait de la neutralité de ces rades pour l'attaque comme pour la défense, offraient aux puissances belligérantes de l'Europe un important avantage. A la même époque, le commerce, susceptible sur cette partie de l'Afrique de prendre une nouvelle extension par la facilité de ses communications avec le centre du continent, offrait aux puissances neutres un monopole précieux à exploiter. Le Portugal, la Hollande, le Danemark et la Suède avaient espéré un moment s'approprier cette partie de la côte de l'Océan, comme les républiques italiennes s'étaient approprié le littoral de la Méditerranée, et se ménager auprès de la cour de Maroc la position privilégiée dont Gènes et Venise avaient joui à Constantinople. Pour quelques puissances, pour l'Espagne par exemple, l'alliance de la cour de Maroc était impossible à éluder. Préoccupée de son commerce de blé et de ses possessions en Afrique, elle devait craindre que l'hostilité des sultans ne l'en dépouillât. L'Angleterre voulait garder Gibraltar, qui, sans l'alliance du Maroc, ne peut subsister qu'à la discrétion de l'Espagne. Enfin, les petits états qui naviguent dans le détroit étaient placés dans l'alternative d'armer en guerre tous leurs navires marchands, ou de payer au sultan une prime d'assurance contre la piraterie.

La tyrannie commerciale et militaire du Maroc sur la navigation européenne, l'exigence d'un impôt arbitraire imposé à tous ces peuples, passèrent donc en coutume. Les uns paient encore un tribut fixe, les autres présentent au sultan, à des époques déterminées, de magnifiques cadeaux. Les nations européennes ont accepté cette ignominie commune, qui leur semble préférable à la domination exclusive d'une seule d'entre elles sur la côte d'Afrique. Encouragée par cette situation, la cour de Maroc a tout osé. Le taux et le mode de paiement des droits de douane, les droits d'ancrage, les lois commerciales du Maroc, sont devenues vagues et arbitraires. Sans paraître violer ses élastiques traités, cette cour s'est affranchie de toute

règle fixe, modifiant, augmentant, diminuant ses stipulations, abolissant ce qui existe, ou instituant ce qui n'a jamais existé.

L'histoire des relations diplomatiques de l'Europe avec le Maroc n'est donc que l'histoire des concessions humiliantes faites à cette puissance mahométane par les cours chrétiennes. En 1777, le sultan, voyant que le Portugal, le Danemark, la Hollande et la France, ne trouvant pas au Maroc les élémens de prospérité sur lesquels elles avaient compté, commençaient à déserter ses ports, ouvrit, par un manifeste, toutes les rades de l'empire au commerce européen. Ce manifeste n'avait qu'un but : attirer les commerçans et les agens diplomatiques, afin d'entamer des négociations, suivies d'exactions régulières et extraordinaires. Personne ne répondit à cet appel, et le sultan, désappointé, déclara que quiconque ne deviendrait pas son ami serait traité comme ennemi, c'est-à-dire qu'il armerait ses corsaires contre tout pavillon qui ne flotterait pas sur une maison consulaire à Tanger.

L'Europe était en guerre, et cette menace ne put être exécutée; les corsaires auraient eu affaire à des navires contre lesquels ils ne pouvaient se mesurer. De 1800 à 1815, toutes les nations de l'Europe furent représentées directement par le chargé d'affaires de France. Plus tard, de 1822 à 1828, le sultan s'occupa du soin de consolider un trône ébranlé par les milices du palais. Mais dès qu'il fut solidement assis, et qu'il vit la marine marchande de toutes les nations naviguer sur le détroit, il reprit en sous-œuvre le plan de son prédécesseur. Une corvette fut mise sur le chantier de Rabat; une autre corvette et deux bricks furent achetés à Gênes, en Portugal et en Amérique. Le consul portugais céda un joli schooner qui se trouvait mouillé sur la côte. On réorganisa le corps des marins, celui des canonniers, et l'on eut soin de répandre à travers toute l'Europe le bruit de ces préparatifs, qui n'étaient qu'un stratagème et une spéculation sur la terreur.

Les corsaires prirent cependant la mer en 1828, et se jetèrent d'abord sur deux navires anglais, qui furent capturés parce qu'on n'avait pas trouvé leurs papiers en règle. A la même époque, un navire autrichien, *le Véloce*, s'étant présenté à Rabat, on fit main basse sur la cargaison; l'équipage fut mis aux fers. L'Autriche, dont le traité de paix avec le Maroc avait été renouvelé en 1805, avait négligé d'y entretenir un chargé d'affaires. Le sultan se souvenait aussi que Venise lui avait long-temps payé une rente annuelle de 100,000 livres, et qu'au lieu de se courroucer en 1780, lorsque le consul vénitien

fut expulsé par le sultan, elle avait subi patiemment l'outrage; il se souvenait que Napoléon, en réunissant Venise à la France, avait détruit une alliance honteuse et coûteuse : le trésor de Maroc se trouvait frustré deux fois, par le cabinet de Vienne et par le gouvernement de Venise.

A la nouvelle de cette insulte, et sur le refus obstiné du sultan, qui ne voulait restituer ni l'équipage ni la cargaison, une escadre autrichienne, aux ordres du capitaine Bandiera, aujourd'hui amiral, fut envoyée sur les côtes de Maroc; elle se traîna plusieurs mois de Tétouan à Tanger, de Tanger à Arzilla et à Larache. Le vaisseau commodore, en quittant Tétouan, reçut en plein dans l'arrière un boulet du rempart; l'artilleur qui avait pointé la pièce fut le héros d'une ovation qui dure encore. A Larache, quelques embarcations tentèrent de pénétrer dans le Lyxos pour incendier la flotte marocaine qui y était à l'ancre; la tentative échoua : les marins tombés au pouvoir des Bédouins furent massacrés, et leurs têtes, portées en triomphe à Fez et à Maroc, excitèrent chez les Barbaresques une irritation enthousiaste qui les possède encore. Devant Arzilla et devant Rabat, où le commandant voulait tenter un autre débarquement, l'aspect belliqueux de la cavalerie déployée sur le rivage le détourna de son projet.

Enfin les fils du chargé d'affaires de Danemark se portèrent médiateurs. Le traité de paix fut conclu à Gibraltar entre le consul marocain Bénoliel d'une part, le conseiller aulique Pflügel et le capitaine Bandiera d'autre part. On expédia de Vienne un présent splendide qu'accompagnèrent d'honorables gentilshommes, et qui fut offert en 1830 au pacha de Tanger par les signataires du traité, présentés eux-mêmes par le consul danois. La cargaison et l'équipage du *Véloce* furent rendus à l'Autriche, qui désigna pour son représentant officiel le consul de Danemark. Ce dernier arbora le pavillon autrichien; inutile démonstration, les rapports du Maroc avec l'Autriche sont nuls, comme auparavant.

Depuis 1830, ou, pour mieux préciser l'époque, depuis la prise d'Alger, les courses des Marocains ont cessé. Des navires avec pavillon russe et pavillon belge ont fait des actes de commerce au Maroc sous les auspices de l'un des agens diplomatiques résidant à Tanger; actes rares d'ailleurs, qui provoqueraient, s'ils se multipliaient, des explications entre le Maroc et ces gouvernemens. Mais ce fait prouve que la prise d'Alger et les progrès de la France en Afrique ont produit sur ces peuples une impression profonde.

Les nations chrétiennes sont loin d'en tirer parti; c'est ce que prouvera bientôt le résumé des relations entretenues récemment par elles avec le Maroc. Nous commencerons par le gouvernement napolitain. En 1834, le renouvellement de son traité avec le Maroc fut pour le sultan un prétexte de lui imposer des conditions nouvelles et onéreuses. Les pourparlers duraient depuis long-temps, et le consul se prétendait toujours hors d'état de conclure, faute de communications ministérielles. Pour mettre un terme à son hésitation, le sultan lui rendit ses passeports; le consul se retira à Gibraltar. Quelques mois après, le nouveau traité était conclu par l'intermédiaire de M. Bénoliel, et Naples se soumettait à offrir au sultan un présent convenable, auquel serait ajoutée une quantité donnée de soufre. Le soufre fut reçu d'abord à l'état brut. Une fois emmagasiné, l'on prétendit qu'il n'était d'aucun usage, et qu'il s'agissait de soufre purifié. On obéit; un navire de guerre napolitain se présenta, couleurs déployées, sur la rade de Tanger, apportant le soufre en canon qu'on exigeait de lui. Ce dernier fut accepté; mais on ne voulut jamais rendre le soufre brut qu'on avait refusé d'abord.

A la même époque, le sultan refusait l'exéquatur et l'admission de M. Béramendy, nouveau titulaire du consulat espagnol, jusqu'à ce que son prédécesseur, M. Briare, eût satisfait à toutes les dettes particulières qu'il avait contractées. En 1829, au moment du blocus autrichien, la garnison de Ceuta faisait l'exercice du canon. L'isolement dans lequel elle vit rend fort naturelle la ferveur de cet exercice. La cour de Maroc en prit ombrage, et signifia son mécontentement au cabinet de Madrid, qui se montra tout aussi pacifique que le cabinet de Naples, et ordonna à la garnison de chercher un autre amusement. En 1835, une collision étant survenue entre des sujets marocains et l'équipage d'un navire génois, à bord duquel ils étaient embarqués, la cour de Turin rappela son chargé d'affaires, qui n'avait point manqué à ses devoirs.

Le Danemark et la Suède ne se montrèrent pas moins dociles aux caprices des pirates barbaresques. Après avoir entamé, en 1755, des négociations dont l'intermédiaire était un juif inhabile, le cabinet danois se crut autorisé à envoyer à Sainte-Croix une flottille portant des ingénieurs, des ouvriers et des matériaux, pour élever sur ce point une forteresse protectrice de son commerce. L'ambassadeur, qui montait le vaisseau amiral, fut fait prisonnier, les matériaux furent saisis, et l'on exigea, avant tout arrangement, la rançon de l'ambassadeur. Conclu à cette occasion, le traité de 1757 concédait à

la compagnie danoise (nommée compagnie d'Afrique) le monopole, pour dix années, du commerce des ports de Salé et de Saffi, moyennant une redevance annuelle de 50,000 piastres fortes d'Espagne. Mais, comme ce traité n'obligea pas le sultan à fermer les ports de Maroc au commerce européen, Abderraman appela tous les commerçans sur les autres points abordables de la côte, notamment à Mogador, lieu voisin de Saffi, à Mazagan, à Casablanca, voisin de Salé. Il diminua les droits de sortie en leur faveur et leur céda divers priviléges refusés à l'établissement danois. La diminution des droits amenant une hausse sur tous les marchés, le commerce intérieur déserta les deux places monopolisées par la compagnie d'Afrique. Celle-ci croula tout à coup, et, contrainte à payer la redevance jusqu'au terme fixé de dix ans, elle fut ruinée. En 1767, le Danemark renouvela son traité, et se soumit à un tribut annuel de 25,000 piastres fortes, qu'il paie encore. Assurance contre une piraterie qui n'existe plus, en faveur d'un commerce qui n'existe pas.

En 1763, la Suède acheta aussi les bonnes graces du sultan, moyennant un présent considérable qu'elle s'engageait à renouveler chaque année, et qui consistait d'abord en bois de construction, en munitions de guerre et en autres produits de la Suède. Il fut plus tard exigé en argent. Rompu en 1771 par Gustave III, ce ridicule traité fut renouvelé ensuite et greva la Suède d'une somme annuelle de 20,000 piastres fortes, non compris l'arriéré remboursable sur le même pied. La Suède n'a pas le moindre intérêt engagé au Maroc.

En 1839, la Belgique, sous la protection de lord Palmerston, essaya de lier avec le Maroc des relations commerciales qui devaient offrir un écoulement facile et important aux produits des Provinces-Unies. Le consul anglais auquel l'agent belge était recommandé écrivit force dépêches, prodigua les conseils, loua une maison, enrôla des domestiques et des employés pour l'agent belge. Ce dernier ne put aller plus loin que Gibraltar. Après un long séjour sur ce rocher, il perdit patience, et alla promener son oisiveté dans l'Andalousie. Les négociations n'ont pas encore avancé d'un pas. C'était une bonhomie étrange d'imaginer que lord Palmerston ouvrirait au commerce belge la route d'une concurrence aussi dangereuse pour les Anglais.

La Hollande a conclu plusieurs traités avec l'empire de Maroc, dont l'alliance lui a été précieuse pendant la guerre de 1755. Un moment la paix fut rompue parce que le sultan n'avait pas trouvé la cadeau du consul assez riche. Après une démonstration hostile qui n'eut pas grand succès, le gouvernement de Hollande réclama la

paix, qui fut rétablie en 1778. Le commerce hollandais fut long-temps prospère au Maroc; dès le milieu du XVIIIe siècle, les marchandises exportées de ce royaume à Marseille y trouvaient un débouché très avantageux; mais l'Angleterre, une fois maîtresse de Gibraltar, en fit un grand dépôt des manufactures anglaises, et s'empara de tout le commerce d'importation.

Les Portugais, long-temps habitans des côtes de l'Afrique, avaient habitué les Maures à leur industrie et à leur caractère. En 1769, forcés d'évacuer Mazagan, leur dernier établissement, ils remplacèrent les postes militaires par des maisons de commerce, et passèrent avec le sultan un traité assez avantageux, qui leur permit de conserver avec la côte occidentale des relations actives. Lisbonne était alors pour les Maures ce que Gibraltar est aujourd'hui. Là se rendaient, montés sur des vaisseaux portugais, les juifs et les Maures qui se hasardaient à sortir de Barbarie. Ils y allaient faire leurs achats, porter leurs marchandises, et lier connaissance avec la civilisation européenne. La décadence de la marine portugaise et la concurrence de Gibraltar ont détruit ces communications. A peine aujourd'hui le pavillon portugais apparaît-il sur quelque rade, à bord de petits mistiks qui viennent chercher un frêt pour Gibraltar, ou sur la poupe de petits bateaux pêcheurs qui pendant la belle saison stationnent à la bouche du détroit.

Le pavillon sarde se montre assez souvent sur la Méditerranée et sur l'Océan. La plupart des navires génois viennent poursuivre dans les rades de Barbarie leur spéculation habituelle, la spéculation du fret. Ils apportent des marchandises prises à Gibraltar, et chargent des marchandises pour Gibraltar et Marseille. Les relations des deux pays n'ont pour base que les différences éventuelles dans le cours des marchandises. Quant aux États-Unis, en changeant le mode de taxation des laines importées de l'étranger, ils ont tout à coup dirigé vers la côte occidentale de la Barbarie un nombre prodigieux de commerçans et de navires américains. Pendant trois ans consécutifs, une quantité considérable de laine a été exportée de Mogador, de Saffi, de Mazagan, de Casablanca et de Tanger; mais le système de transaction suivi dans les deux pays, irrégulier et vicieux, ne pouvait servir de base à des rapports continus. Le prix des laines ayant subi au Maroc une hausse inaccoutumée, le commerce se trouva dérouté, les droits de douane suivirent la hausse, tous les marchés furent bouleversés. Des fraudes tentées par les négocians américains furent découvertes, et à l'arrivée des dernières cargaisons il y eut procès, saisies, faillites.

Le tarif des douanes éprouva d'importantes modifications, enfin les rapports de l'Amérique avec le Maroc restèrent suspendus.

Les États-Unis avaient aspiré à la possession d'une petite île située dans le détroit, à peu de distance du continent. En la réunissant à la terre-ferme, on eût créé une rade sûre, et cette position fortifiée, rivale de Tanger, de Ceuta et de Gibraltar, eût assuré aux États-Unis ce qu'ils cherchent depuis long-temps, un pied dans la Méditerranée. Le traité de 1786, le premier que la république ait contracté avec le sultan, venait d'expirer, lorsqu'on essaya d'y glisser cette proposition. L'agent américain, envoyé à Tanger, passa deux ou trois mois à attendre vainement l'honneur d'une audience. Le sultan, qui se repose assez volontiers sur son agent à Gibraltar, M. Bénoliel, ami de l'Angleterre, du soin de négocier et de débattre ses traités, laissa l'ambassadeur des États-Unis conférer avec cet agent marocain, sujet anglais. Dominé par l'influence du gouverneur de Gibraltar, M. Bénoliel fit à la demande américaine tout l'accueil que l'on peut croire. La tentative échoua, et le gouvernement des États-Unis, renouvelant son traité, mais sans la clause désirée, adressa au sultan un cadeau d'une grande valeur, qui fut reçu en 1839, à Mazagan. Ce présent consistait, dit-on, en un canon, des armes et des munitions de guerre; singulier présent de la part d'un allié de la France.

L'Espagne, par sa proximité, les besoins de son commerce, son industrie agricole et les possessions qu'elle a conservées en Afrique, est la nation qui jusqu'à ce jour a eu le plus d'intérêts engagés au Maroc. Une paix active, une guerre active, telle est l'alternative dans laquelle se trouvent placés ces deux peuples. Il leur est impossible de s'éviter. Sur les deux côtes règne une analogie frappante de localités, de caractères, de mœurs et de besoins. Ce n'est pas seulement un souvenir, c'est une tendance. Le fait seul de la conservation des établissemens espagnols en Afrique prouve qu'ils sont peu menaçans et peu dangereux pour le Maroc; séparés et protégés d'ailleurs par la montagne et les plaines du Rif, ils sont à l'abri des coups de main tentés par les sultans. Les traités de paix ont été toujours renouvelés peu de temps après avoir été rompus, et les deux parties y ont gagné.

Pendant ces années de mauvaise récolte que l'état actuel de l'Espagne multiplie, l'Andalousie et les îles Canaries ont trouvé au Maroc une ressource sans laquelle leur situation eût été critique. Souvent aussi le Maroc, sans le prompt secours de l'Espagne, eût été dépeuplé par la famine, que l'imprévoyance des habitans et l'insuf-

fisance des procédés agricoles rendent terrible dans ces contrées. Le commerce des céréales est à peu près le seul que fasse dans ce moment l'Espagne avec le Maroc, à moins qu'on ne mentionne une petite quantité de soieries de Barcelone et de galons de Séville importés, quelques cuirs de bœuf et quelques écorces de chêne exportés.

Les Anglais ont abandonné Tanger. Si la position de Gibraltar est plus forte, elle n'est assurément ni plus avantageuse, ni plus économique. Gibraltar, comme Tanger, tire ses subsistances de Maroc. La principale ressource de Gibraltar a toujours été la contrebande. On porte à quarante mille hommes le nombre de ceux qui vivent de cette industrie, et la ville de Gibraltar non-seulement encourage et alimente la contrebande, mais lui accorde la protection ouverte de sa forteresse et de ses navires. Il y a six mois, des contrebandiers pris en flagrant délit, traqués par les gardes-côtes de la reine, sont venus se placer à l'abri du canon anglais et narguer leurs adversaires. La chevaleresque Espagne subit l'affront, baise la main qui la frappe, et crie : *Mort aux Français!*

L'Angleterre se ménage toutefois des ressources et des relations dans le Maroc. Elle a passé avec le sultan un traité qui lui accorde l'exportation annuelle de deux à trois mille bœufs, moyennant un droit inférieur au droit ordinaire. Elle tire de Tanger la volaille, les œufs, les légumes, le blé et l'orge que consomme Gibraltar. Elle y trouverait d'excellente farine, si les fournitures de Gênes et de Marseille étaient suspendues. La proximité de Tanger lui est utile non-seulement pour l'approvisionnement de Gibraltar, mais par l'immense avantage que le commerce anglais a su en retirer. L'agent marocain qui habite Gibraltar favorise les transactions commerciales de l'Angleterre; sa garantie formelle ou implicite autorise les Anglais à donner du crédit aux Maures; déterminés par ce motif, une foule de petits trafiquans se portent en masse et exclusivement sur Gibraltar. On calculerait malaisément la quantité de marchandises anglaises qui passent le détroit chaque semaine.

Ces avantages, il est vrai, sont achetés par une déférence humiliante. En 1828, comme nous l'avons dit, deux navires anglais furent capturés dans le détroit. La mise en liberté de l'équipage et la restitution de la cargaison une fois obtenues, les Anglais exigèrent une indemnité. Le sultan s'y refusa, et quelques navires de guerre allèrent bloquer Tanger. Les autorités maures déclarèrent que, si un seul boulet tombait sur la ville, tous les Anglais qui se trouvaient dans le

pays, y compris le chargé d'affaires, seraient égorgés. Le blocus, bien que maintenu, laissa passer les navires qui, chaque semaine, allaient à Gibraltar et en revenaient. Le chargé d'affaires anglais, M. Douglas, outragé par le sultan, répondit à l'insulte par de la colère, et fut jeté en prison. Le commandant de l'escadre réclama ce fonctionnaire, et obtint sa liberté sous la condition expresse que M. Douglas ne quitterait pas le Maroc sans l'autorisation du sultan. Enfin le sultan déclara « qu'il ne s'était jamais cru en guerre avec ses bons alliés, qu'il était malheureux pour eux d'être représentés par un fou, qu'il consentait volontiers à leur rendre cet infortuné, espérant qu'on allait faire un meilleur choix, et que la bonne harmonie ne serait plus désormais troublée. » L'Angleterre accepta une explication aussi satisfaisante, et le blocus disparut par enchantement.

Lorsque des symptômes de mésintelligence se manifestèrent entre la France et le sultan de Maroc, l'Angleterre joua un nouveau rôle. Le gouverneur de Gibraltar, qui venait de fournir des armes à Abd-el-Kader, en fournit à Muley-Abderraman, mit des ingénieurs à la disposition du pacha de Tanger pour réparer les fortifications de cette place, promit d'arrêter à sa source toute tentative hostile de la France, et tint le pacha de Tanger au courant de toutes les nouvelles qui l'intéressaient. Le brick de guerre en station à Gibraltar est encore en mouvement pour le service de cette précieuse correspondance.

Les premières négociations régulières de la France avec le Maroc datent du règne de Muley-Ismaïl. Sous son successeur, Sidi-Mohammed, les négociations de la France et du Maroc obtinrent, mais difficilement, quelques résultats. Les préliminaires furent réglés, en 1766, par l'entremise d'un négociant français établi à Saffi, M. J.-J. Salva; le comte de Breugnon se rendit ensuite sur les lieux pour conclure. Les ratifications ne furent échangées que deux ou trois ans plus tard. M. de Mornay, en renouvelant ce traité, il y a quelques années, semble y avoir introduit des clauses nouvelles et plus favorables; mais des articles supplémentaires et exceptionnels détruisent malheureusement l'effet des clauses fondamentales. En effet, il n'a pu garantir le commerce français des variations, des entraves et des vexations, qui, jointes à la concurrence, à l'incapacité ou à la déloyauté de certains agens, ont fini par l'expulser du Maroc. Aujourd'hui, sur une côte de deux cents lieues, dont les productions conviennent à l'industrie française, et où les produits de cette industrie trouveraient de nombreux débouchés, on ne compte plus que deux établissemens français. Les négocians de Marseille, au lieu d'imiter

et d'acquérir ce savoir-faire et cette habileté auxquels le commerce anglais doit sa supériorité, se sont laissés primer par les produits anglais, souvent inférieurs en qualité, mais mieux parés, mieux élaborés, se présentant mieux, avec plus de décence et de grandeur. Nos draps, nos sucres raffinés, nos soieries et même nos quincailleries soutiendraient au Maroc la concurrence anglaise, si les dehors grossiers, le conditionnement sordide de ces produits, et les fraudes auxquelles a souvent recours une parcimonie extrême, n'assuraient l'avantage à nos rivaux.

Sous Napoléon, le consul français de Tanger y tenait une cour brillante, dont l'agent anglais s'était seul isolé. Cet appareil et cette pompe, qui produisent sur les orientaux une impression si profonde, l'origine de cet éclat, bien connue des Maures, éveillaient en eux une vive admiration, mêlée de respect pour la France et pour son souverain. La restauration laissa échapper cette position élevée; les agens des autres puissances, quittant le rôle secondaire qu'on leur avait assigné, construisirent des palais qui rejetèrent dans l'ombre la résidence modeste de la France. Cependant la prépondérance française s'est un peu relevée, depuis que la résolution de conserver l'Algérie et le déploiement de forces dont cette déclaration a été appuyée, ont conseillé au sultan les égards et la déférence. Le consulat-général, confié aujourd'hui à un homme dont l'attitude est ferme et indépendante, soutient ce mouvement ascensionnel.

Telles ont été les relations diplomatiques de l'Europe avec le sultan de Maroc, relations purement commerciales. Renfermé dans son orgueil, il surveille de loin les évènemens européens sans y prendre part; il s'attache surtout à en arrêter le retentissement sur sa frontière. Les consuls ne résident pas auprès de la cour; la plupart quittent le pays sans avoir entrevu le sultan. Leur résidence, d'abord fixée à Rabat, a été transférée à Larache. En 1780, Larache fut interdit aux chrétiens, et les consuls durent se transporter à Tanger. La diplomatie marocaine, habile à combattre les chrétiens avec leur esprit et leurs idées, colora ce procédé arbitraire, en prétendant qu'on avait cherché à rendre le séjour du pays moins désagréable aux consuls, à les rapprocher de l'Europe, et à les placer en communication journalière avec leur patrie. Ce qui importait au sultan, c'était d'éloigner les consuls du centre de l'administration et de leur en dérober les secrets, de faire prendre à la marine de guerre le chemin et les stations de Rabat et de Larache; enfin, de cacher aux étrangers les points vul-

nérables de l'empire, et les révoltes continuelles des tribus voisines de Rabat et de Salé, qui inquiètent souvent l'administration et la tiennent en échec. Aujourd'hui, quand le sultan est à Fez, la notification la plus pressée ne peut recevoir de réponse avant quinze jours; s'il se trouve à Maroc, quarante jours au moins sont nécessaires.

Abaissement volontaire des nations européennes, toujours prêtes à satisfaire la rapacité mauresque, même sans en tirer aucun avantage, et qui se soumettent à être rançonnées sans en tirer bénéfice; de la part des Anglais, habile et prévoyante souplesse, sacrifiant la dignité nationale aux intérêts du commerce; de la part des sultans, adroite et âpre exploitation d'une situation favorable et unique; tel est le résumé des relations diplomatiques que nous avons esquissées. Examinons le changement ostensible ou secret que la prise d'Alger et son occupation ont dû entraîner ou peuvent entraîner un jour.

§ IV. — DU ROYAUME DE MAROC RELATIVEMENT A LA COLONIE D'ALGER, ET DE LA SITUATION D'ABD-EL-KADER.

La régence d'Alger et le Maroc appartiennent à des sectes différentes. Le Coran n'admet qu'un vrai monarque chef de l'église. Le sultan de Maroc est donc, aux yeux de ses prosélytes, descendant unique et successeur légitime du prophète. La communauté d'origine n'est pas pour les musulmans, comme on pourrait le croire, un principe énergique de fraternité et de sympathie. Les Marocains détestent les Turcs et méprisent les Algériens.

Ils ont donc été médiocrement émus du malheur subi par leurs antagonistes religieux, les Arabes de l'Algérie. Voisins turbulens, les deys d'Alger et de Tittery avaient souvent ou entraîné dans leurs querelles les provinces limitrophes ou pris une part dangereuse aux démêlés des royaumes de Fez et du Maroc. Les corsaires d'Alger, plus formidables que leurs voisins, s'étaient fait payer plus cher leurs primes européennes, et la jalousie du sultan ne leur pardonnait pas cet avantage. Si, comme les Anglais en répandent le bruit, la colonie française venait à quitter Alger, le sultan doit espérer mettre cet évènement à profit pour son église, son empire et son territoire. Aussi, loin de maudire la prise d'Alger, la cour de Maroc s'en réjouissait-elle en secret, lorsque la France déjoua son espoir en déclarant qu'elle garderait sa conquête.

Alors se présenta, aux yeux des populations arabes, l'homme que

réclamaient leurs désirs; sous le rapport politique, un libérateur; sous le rapport religieux, un pontife : — Abd-el-Kader.

Ce marabout célèbre soulevait un double levier, religion et patriotisme. Il était parvenu à se créer une généalogie remontant au prophète. Les commentateurs les plus vénérés du Coran bénissaient entre ses mains l'instrument de persuasion arabe, le glaive, et lui ouvraient au trône la voie du champ de bataille. Une fois maître de ces ressources, le marabout vint se jeter aux pieds du sultan de Maroc. On s'en étonne, mais à tort. Il ne pouvait rien attendre de Stamboul, ni des beys de Tunis et de Tripoli, perdus dans leurs embarras domestiques et dans leurs luttes intestines. Il lui fallait, de deux choses l'une, ou reconnaître la suzeraineté du sultan de Maroc, ou se proclamer lui-même khalife et son rival. Les secours offerts à Abd-el-Kader par le gouverneur et les trafiquans de Gibraltar ne pouvaient lui parvenir que par le royaume de Maroc. Si les Anglais lui fournissaient des armes et des munitions de guerre, voire même des ingénieurs, pouvaient-ils fournir des chevaux, des mulets et des chameaux, du biscuit et de l'orge, des tentes de campagne, des tarbouchs et des babouches, objets indispensables à l'équipement arabe? Le traité de la Tafna lui livrait sans doute des approvisionnemens d'armes, de munitions, de vivres; mais une alliance sérieuse avec la France détruisait le prestige et la force d'Abd-el-Kader. Se soumettre au sultan, lui rendre hommage, était donc pour lui le seul parti prudent et convenable.

Quant à Muley-Abderraman, sa situation n'était pas moins complexe. L'hommage d'Abd-el-Kader, accepté par le sultan, le constituait en hostilité avec la France, et lui faisait courir les chances d'une guerre dangereuse. Si les deux alliés réussissaient contre nous, un vassal ambitieux et turbulent pouvait tourner ses armes contre son suzerain. Muley-Abderraman reçut donc assez froidement les protestations du marabout, et l'ambassade du colonel Delarue, dont le langage fut énergique jusqu'à l'emportement, dut le confirmer dans ses dispositions pacifiques. On prétend qu'il soutient indirectement notre ennemi. Sans doute Abd-el-Kader a reçu par Tétouan et la frontière de Tlemecen des chevaux, des bêtes de somme, des provisions et des munitions de guerre; un grand nombre de provinces marocaines se sont coalisées pour lui fournir des tentes de campagne : les chameaux de Fez ont été pris en corvée pour le transport de toutes ces fournitures; mais Muley-Abderraman a protesté que ces transactions ne pouvaient être arrêtées. Nous pensons qu'il dit vrai. Le fanatisme

explique l'enthousiasme et le désintéressement qui dirigent ces prétendues transactions commerciales, véritables œuvres de piété. Moines, centons, derviches, marabouts décorés du titre générique de *saints*, inondent les côtes d'Afrique. Pas de tribu, pas de ville qui ne les compte par centaines. Les uns, fous ou idiots, dont la misère est respectée comme une manifestation d'Allah; les autres, ambitieux, intrigans, spéculateurs pleins d'intelligence et de tact, peuvent tout sur les esprits crédules. Le sultan profite de leur pouvoir et l'étend après se l'être assimilé; c'est l'unique ressort de son autorité sur les Bérebères et dans tout l'Atlas. Les saints apaisent les révoltes sans coup férir; instigateurs de toutes les révolutions du Maroc, de tous les changemens de dynastie, ils ont eux-mêmes fondé la dynastie régnante des shérifs, dont un saint, descendant du prophète, venu d'Iambo, fut la première souche. Dangereux ennemis, difficiles à discipliner et à maîtriser, on parvient aisément à exalter les populations par le fanatisme même qu'ils propagent.

Abd-el-Kader a trouvé dans ces moines toute sa force. Soufflant à l'oreille de ces sauvages le nom maudit des chrétiens, embrasant de haine leur imagination, flattant toutes leurs passions, il les a lancés dans la route de son ambition, dont ils sont devenus les instrumens actifs. Ce sont eux qui lui créent des prosélytes, surtout à Fez, qui renferme, de toutes les populations du Maroc, la plus homogène, la plus nombreuse, la plus riche et la plus éclairée.

Fez n'est plus la ville merveilleuse qu'a décrite Léon l'Africain; cependant ses lumières, son opulence et son industrie lui conservent le premier rang parmi les cités africaines. Sa population, évaluée à plus de cent mille ames, ne nous semble pas atteindre ce chiffre. Mais on doit ajouter à cette population celle de Méquenez, éloignée de huit lieues seulement, habitée par quarante ou cinquante mille ames, et dont la destinée politique est inséparable de celle de Fez. Long-temps capitale unique d'un état distinct, ennemi du royaume de Maroc et supérieur à ce royaume par les mœurs et les lois, Fez se souvient encore de cette supériorité isolée. La race du sultan actuel n'appartient pas au royaume de Fez. Le fondateur de sa dynastie vient de l'Arabie, et ses descendans se naturalisèrent dans une province de l'état de Maroc, la province de Tafilet, située au-delà de l'Atlas. Pour les citoyens de Fez, ces souvenirs ne sont pas sans amertume. Située à quatre journées de Tlemecen, au fond d'un vallon que dominent des hauteurs accessibles, Fez n'est pas à l'abri d'un coup de main.

Abd-el-Kader, ayant calculé ces avantages, dirigea sur Fez ses tentatives de prosélytisme. Déjà soutenu par une population exaltée, il proclama la guerre sainte, et plaça le monarque dans l'alternative ou de se prononcer en sa faveur, ou de reculer lâchement devant les devoirs sacrés du khalifat. Abderraman, forcé de secouer son inertie et de sortir de ce piége, s'éveilla enfin. Au moment où nous écrivons ces lignes, on annonce que le Maroc est en armement et prêt à se lever en masse; les fortifications des villes se réparent, les canons oubliés dans le sable remontent sur leurs affûts, les compagnies d'artilleurs et de marins se réorganisent et s'exercent chaque jour. Huit mille fusils viennent d'être achetés et livrés aux ouvriers, qui doivent substituer à la crosse européenne la crosse du pays, seule propre à l'exercice moresque. Mais le sultan va-t-il s'allier avec le marabout et lutter contre la France? Nous ne le croyons pas, il est trop habile. La France est beaucoup moins menaçante pour le sultan que l'habile et fourbe Abd-el-Kader.

Non-seulement Muley-Abderraman a renouvelé plusieurs fois ses protestations d'amitié et de dévouement envers la France; non-seulement, sommé par le ministère français d'opter entre la paix ou la guerre, il a toujours opté pour la paix; mais ses protestations, mises à l'épreuve, ne se sont pas démenties. Une maison française de Tanger demandait l'année dernière l'autorisation d'exporter des bœufs et des céréales, réclamés par l'administration d'Alger. L'autorisation a été accordée; la fourniture s'est effectuée sous les yeux du sultan. Jamais, certes, à la veille d'une guerre, sultan africain ne livra à son ennemi des munitions et des armes.

Pour savoir exactement si les préparatifs de Muley-Abderraman s'adressent à la France, il faut connaître son génie et sa vie, examiner dans quel état se trouve son royaume, de quelles forces il dispose, s'il est en situation de lutter contre la France, et si la guerre dont on lui suppose l'intention ne serait pas pour lui un objet de crainte et un péril.

§ V. — VIE POLITIQUE ET MŒURS PRIVÉES D'ABDERRAMAN. — ÉTAT POLITIQUE ET COMMERCIAL DU ROYAUME DE MAROC.

Nous avons dit plus haut de quels élémens hétérogènes et inconciliables se compose la population de ce vaste et singulier empire. Il est difficile d'en faire le dénombrement exact, que le gouvernement lui-même ne connaît pas. Il est à peine une mère au Maroc qui

sache exactement l'âge de ses enfans. L'ignorance du peuple est telle que ses calculs ne remontent pas au-delà du mois courant, et qu'il compte les jours sur ses doigts.

Muley-Abderraman passe pour avoir atteint sa cinquantième année. Son règne date de 1822. C'est un homme de moyenne taille, dont la barbe large et d'un noir de jais tranche vivement sur un teint brunâtre, dont les yeux, grands et expressifs, sont inégaux et et louches. Sérieux sans être hautain, il affecte ce maintien calme et grave qui, chez les musulmans, dénote l'éducation supérieure, la dignité du rang et la noblesse du caractère. Simple dans ses manières et dans ses goûts, il dédaigne le faste, et, dans la vie intime, il serait difficile de le distinguer de ses caïds et de ses tolbas. Le parasol, attribut de la royauté, l'accompagne toujours; c'est le seul signe de son pouvoir.

Les trois palais qu'il habite alternativement à Fez, à Méquenez et à Maroc, sont vastes et semblent de petites villes renfermées dans une grande cité; mais l'aspect de ces édifices n'a rien d'imposant. Les fantaisies de l'architecture moresque de la décadence, l'ogive découpée, échancrée et dentelée, les moulures en plâtre colorié, le pavé à grands carreaux de marbre ou en mosaïque de briques vernissées, un péristyle très simple autour des cours intérieures, et, au centre de toutes les salles, un bassin de marbre avec un jet d'eau, tels sont les seuls ornemens qu'on y remarque. Le luxe a été réservé pour la disposition et l'embellissement des grands jardins renfermés dans l'enceinte du palais. Glaces, porcelaines, pendules et meubles, magnifiques cadeaux envoyés par les cours chrétiennes, s'entassent dans un petit nombre de pièces; véritable exposition des produits de l'industrie des deux mondes. La cuisine du sultan, qui se fait, comme celle de tous les Maures, sur de petits fourneaux portatifs en argile cuite, fonctionne toujours en présence de Muley-Abderraman. C'est ordinairement une juive qui remplit les fonctions d'intendante. Chaque matin, elle vient déposer aux pieds du maître une corbeille de provisions et de fruits, parmi lesquels il choisit ce qui doit servir à ses trois repas, qu'il prend toujours seul. Il y a, dans diverses parties du palais, des offices servis par un grand nombre d'esclaves, hommes et femmes, pour les principaux caïds, le harem, les hôtes du sultan, les courriers en mission, les domestiques et les pauvres des grandes mosquées.

Au commencement de son règne, Muley-Abderraman ne paraissait au *méchouar*, ou conseil d'état, que trois ou quatre fois par

semaine. Son secrétaire, ou premier ministre, Sidi-Moctar, homme lettré, adroit, plein de tact, ferme, et d'une activité infatigable, possédait toute sa confiance. Mais la mort subite de ce ministre livra au monarque la correspondance secrète de Sidi-Moctar, et les révélations contenues dans ces lettres décidèrent Abderraman à tenir dorénavant les rênes de l'empire. Il donna pour la forme un successeur en titre à Sidi-Moctar. Le titre de *sahab*, affecté à cette dignité, n'a pas la même signification que celui de *visir*, et ne correspond pas à celui de ministre. Le *sahab* est le compagnon et le confident du sultan ; il est le premier des *katibs* ou écrivains du palais, dont le nombre indéterminé s'élève ordinairement à dix ou douze. Muley-Abderraman visite maintenant le méchouar deux ou trois heures tous les jours, le vendredi excepté. Dans la cour sont réunis les caïds et les officiers de service, ainsi que les grands fonctionnaires de la ville, prêts à répondre au premier mot du maître. Des soldats équipés sont prêts à se mettre en route pour porter les ordres, et les courriers attendent la réponse aux dépêches qu'ils viennent d'apporter. Là, le sultan donne audience au premier venu de ses sujets; facilité apparente que les gardiens du palais font payer. Ils reçoivent le cadeau du pauvre aussi bien que celui du riche, et souvent l'audience coûte un panier d'œufs, six poules et un pot de beurre.

Les commerçans européens, dont l'argent alimente les douanes d'Abderraman, sont l'objet de sa prédilection spéciale. Il les reçoit volontiers, amicalement, et quelquefois dans l'intérieur même de son palais; mais les ambassadeurs des puissances européennes ne trouvent jamais en lui que le souverain. Ils le voient une seule fois, en cérémonie, dans la grande cour du méchouar, au milieu de son armée rangée en bataille. Pendant que l'ambassadeur entre d'un côté, le sultan apparaît de l'autre à cheval, accompagné du sahab, de quelques caïds tenant la bride, et d'esclaves portant le parasol ou agitant des étoffes autour et derrière lui. Il s'arrête, écoute la harangue que l'interprète juif prononce à genoux, et lui répond par un petit nombre de phrases officielles qui n'ont pas varié depuis trois siècles. Cet entretien ne dure jamais plus de dix minutes. Le sultan continue sa marche, et l'ambassadeur va traiter de sa mission avec le ministre titulaire, ou avec tout autre agent désigné par le sultan. Livrée à des intermédiaires peu éclairés et accessibles à la corruption, la diplomatie est réduite à une impuissance presque entière.

Le sultan est peut-être de tout son empire l'homme dont le jugement est le plus sain, dont le tact est le plus sûr en matière d'admi-

nistration, de commerce et de politique. Il interroge, il s'instruit, il comprend, il sent, il devine. Avare avec délices et passion, il a fini par changer l'administration du royaume en une grande exploitation industrielle et commerciale.

Les habitudes de ses premières années ont développé ce penchant. Neveu de Muley-Soleiman, Abderraman n'était pas destiné au pouvoir suprême. Les liaisons de parenté avec la famille du souverain ont une médiocre importance dans les états musulmans, et surtout à Maroc, où la famille royale peuple à elle seule presque toute la province de Tafilet; Muley-Ali, fondateur de la dynastie, laissa quatre-vingt-quatre enfans mâles et un plus grand nombre de filles; on porte jusqu'à huit cents le nombre des enfans mâles de Muley-Ismaïl. Muley-Abderraman, éloigné de la cour, avait mené une vie assez obscure en qualité d'administrateur de la douane à Rabat, puis à Mogador, lorsque Muley-Soleiman, excluant du trône ses enfans et toute sa postérité, le choisit pour successeur; en effet, il était seul capable de porter le poids des affaires. Les héritiers plus proches se soumirent. L'aîné, héritier présomptif, est aujourd'hui attaché à la cour de Muley-Mohammed, fils aîné du sultan, comme ami et conseiller intime.

Quelques tentatives d'usurpation furent essayées à cette époque. L'une d'elles, dirigée par les Oudaijas, milice du palais, qui jouait à Maroc le rôle des janissaires à Constantinople, put sembler menaçante au nouveau sultan.

L'origine de cette milice explique sa puissance : Muley-Ismaïl avait amené du désert, où il était allé guerroyer contre le roi de Tombouctou, un grand nombre de noirs qu'il avait enrégimentés. Ce corps, isolé au milieu de populations qui le haïssaient, avait pour unique intérêt l'intérêt de son maître. Il parvint à le défaire de ses enfans et à pacifier l'empire. Muley-Ismaïl reconnut ce service par tant de priviléges, et fit à toutes les recrues que lui fournissait incessamment le désert, un accueil si favorable, que cette milice dépassa en peu d'années le nombre de cent mille hommes, et n'eut pas de peine à mettre la souveraineté en tutelle, et à substituer au gouvernement ses caprices. Muley-Abdallah, déposé six fois par ses noirs, trouva le joug intolérable; il voulut s'en délivrer à tout prix. Le moyen le plus sûr lui parut être de mettre la milice nègre aux prises avec les indigènes. Ce plan réussit. La milice, divisée, traquée dans des défilés et dans les positions les plus critiques, fut exterminée; de cent mille hommes, il en resta à peine six mille.

Mais cette violence n'atteignit pas le but que se proposait Muley-Abdallah ; il n'avait fait que changer de tyran. Les Oudaijas, la tribu qui avait principalement contribué à l'extermination des noirs, hérita de leur prépondérance et de leurs excès. Muley-Abderraman, à son accession au pouvoir, les eut pour adversaires. Ils voulaient élever au trône Sidi-Bendriz, dernier ministre de Muley-Soleiman ; une grande partie de la population de Fez se mit au service de leurs projets. La ville neuve, dans laquelle se trouve le palais impérial où était mort Muley-Soleiman, ferma ses portes à Muley-Abderraman, qui dut y pénétrer par la force des armes. Les Beni-Hassen et les Bérebères des environs de Fez et de Méquenez, toujours ardens au pillage, marchèrent contre Fez avec les tribus du sud ; quelques pièces d'artillerie fournies par Rabat et Salé renforcèrent l'armée du sultan ; et Fez, battue en brèche, livra passage au vainqueur. Muley-Abderraman entra le premier par la brèche et marcha droit au palais, pendant que l'armée mettait la ville au pillage. Les Oudeijas, traqués dans les rues, furent pris et garrottés ; Muley-Abderraman put suivre plus tard son penchant à la clémence. Les principaux chefs furent exilés au-delà de l'Atlas et dans les forteresses du sud ; la tribu, divisée en petites bandes, fut dépaysée et disséminée. Quelques-unes de ces bandes vivent encore sous des tentes, le long des grandes routes.

Le nombre des troupes régulières fut alors considérablement réduit, et l'armée soumise à une nouvelle organisation. Ce n'est plus à une seule tribu que sont confiés la garde du souverain et le service du gouvernement central. Toutes les provinces de l'empire concourent à la formation de cette milice, suivant la proportion relative de leur population. Le nombre ordinaire de l'armée permanente n'est que de trois à quatre mille hommes. Ce nombre peut s'augmenter, mais seulement pour le temps du péril. Le soldat en campagne reçoit la solde, le soldat inactif ne reçoit rien ; Muley-Abderraman est économe.

Avant lui, cinquante-quatre ans de convulsions et de guerres avaient épuisé le trésor. Au lieu des 100 millions de ducats (environ 340 millions de francs) que Muley-Ismaïl avait laissés, ce trésor était réduit, à la mort de Sidi-Mohammed, à 2 millions de ducats, et l'on ne sait pas au juste ce qu'il en restait à l'avénement de Muley-Abderraman. Le pillage, favorisé par un moment de révolte et d'interrègne, avait achevé sans doute l'œuvre commencée par la décadence du commerce et la voracité des ministres. Remplir le trésor, l'accroître et le combler, a toujours été pour Muley-Abderraman le souci le plus pressant et le besoin le plus vif.

Le commerce, que son prédécesseur avait négligé ou opprimé, attira surtout son attention. Il éluda, pour toucher son but, les injonctions du Coran par des interprétations très hardies. La loi, qui défend expressément le trafic du gibier et de la laine, ne défend pas de faire un cadeau en échange d'un autre cadeau; obtenir des chrétiens, en échange de la laine, un produit qui, tourné contre eux, leur serait plus funeste que le commerce des laines ne devait leur être utile, c'était donc faire œuvre méritoire. La poudre, dont la fabrication au Maroc est imparfaite, coûteuse et insuffisante, fut reçue des mains chrétiennes par la douane impériale. Un quintal métrique de laine équivalut à une livre, puis à deux livres de poudre; les apparences ainsi sauvées, il fut entendu qu'outre la poudre, la douane recevrait un droit en argent, fixé d'abord à trois piastres fortes, mais qui n'a pas cessé d'augmenter.

La laine lavée paie maintenant neuf piastres par quintal métrique, ce qui équivaut à la prohibition totale; mais, au moment où ce commerce nouveau s'organisait, la laine en suint revenait à bord de 35 à 40 fr., prix qui assurait un bénéfice considérable à la vente en Europe. Aussi les étrangers se portèrent-ils en foule sur la côte de Maroc. Muley-Abderraman favorisa cet empressement par la protection spéciale qu'il promit à tous les intérêts commerciaux. Il permit à ses administrateurs d'ouvrir un compte à chaque négociant, et de lui accorder du temps pour l'acquittement des droits. Aujourd'hui, une maison anglaise du Maroc doit plus de 100 mille piastres fortes à la douane. Il n'est donc pas exact de prétendre que les patentes accordées par le sultan aux négocians étrangers s'obtiennent difficilement et sont soumises à un renouvellement annuel. Il se montre prudent et circonspect dans des concessions de crédit accordées à des inconnus sur lesquels il n'aurait pas de prise, et qui pourraient, en quittant le pays, faillir à leurs dettes; il a raison. Aussi les négocians juifs et maures du pays, sur qui le sultan a droit de vie et de mort, comme il a droit de saisie et de confiscation sur tous leurs biens, offrant plus de garanties apparentes, sont-ils les plus favorisés. Pour eux, le terme du paiement et le crédit sont indéfinis. Muley-Abderraman a même accordé de fortes avances à ceux qui manquaient de capital ou qui l'avaient perdu dans quelque opération malheureuse. Dans les villes où l'administration est le plus éclairée et le plus sévère, on a cru remédier aux abus d'un crédit illimité en établissant un mode de remboursement régulier et partiel, dont le taux est de 2 ou de 2 et demi pour 100 par mois, prélevés sur le total de la dette. Cette obli-

gation de remboursement continu, ne mettant aucun obstacle aux nouvelles spéculations, a permis aux négocians d'augmenter la dette qu'ils semblaient amortir; remède pire que le mal. L'idée de la banqueroute produit peu d'impression sur eux, et il n'en est peut-être pas dix, dans tout le royaume, qui ne soient en état de banqueroute permanente. La loi ne condamne pas le banqueroutier à mort. Aussi son calme est-il imperturbable dans tous les embarras qu'il se crée; il vend à perte, il achète à tout prix, il compense une mauvaise opération par une pire, et, en définitive, c'est le sultan que l'on dupe. Sur l'immense revenu nominal de ses douanes, la majeure partie consiste en créances qui ne peuvent pas être, qui ne seront jamais liquidées.

Cet état de choses devait amener des conséquences funestes au commerce européen. Le sultan, voyant tant d'empressement à exporter ses laines, et apprenant quels bénéfices on réalisait en Europe, voulut s'en réserver une partie; il exhaussa successivement pour toutes les marchandises demandées le tarif des douanes. Les négocians du pays exhaussèrent de leur côté les prix sur tous les marchés. Le commerce européen se retira.

Le sultan crut avoir trouvé un palliatif à ce danger; il imagina de maintenir et d'étendre à toutes les échelles, en faveur des étrangers d'abord, puis en faveur de tout négociant qui paierait comptant, la différence de droits établie pour ruiner la compagnie africaine de Danemark. La différence des deux tarifs est de 12 et demi pour 100 dans certains ports, et de 25 pour 100 dans les autres, ce qui revient pourtant au même, à cause de la différence proportionnelle en raison inverse, qui existe sur le droit nominal dans les diverses localités. Mais le palliatif inventé par le sultan ne pouvait avoir d'effet que si les trafiquans du pays étaient limités dans leurs opérations et dans leur crédit. Dans ce cas même, l'effet de la mesure devait jeter le commerce tout entier aux mains des Européens et des sujets marocains possédant de grands capitaux; exclusion trop violente, et devant les conséquences de laquelle le sultan a reculé. La banqueroute de tous les petits commerçans sera déclarée le jour où le sultan réclamera l'acquittement des créances de la douane; comme il la craint plus que personne, il préfère voir disparaître peu à peu tous les établissemens européens du Maroc.

L'exportation de la laine a beaucoup diminué dans les dernières années, par l'augmentation excessive des droits de sortie, et par l'accroissement de la consommation intérieure. Le terme moyen de

l'exportation annuelle qui s'était élevée à quatre-vingt mille quintaux, est de quarante mille quintaux environ. Parmi ces laines, les plus grossières sont celles du Rif et des provinces limitrophes de la régence et du désert. D'autres, de qualité moyenne, sont remarquables surtout par la légèreté, celles de Tamesna, de Ducala et des Beni-Hassen. Il y a enfin des qualités très fines, et qui pourraient se comparer à celles d'Espagne : ce sont les laines de Tadla et d'Orderra.

La qualité du blé que l'on récolte au Maroc est excellente dans quelques provinces, celle de Tamesna, par exemple; le blé ne diffère de celui de la mer Noire que par le mélange d'une petite quantité de corps étrangers. On a exporté jusqu'à cinq ou six cent mille fanègues (mesure espagnole valant cinquante-cinq litres et demi) dans une seule année. La fanègue revenait à bord à moins d'une piastre forte.

La récolte d'huile, ordinairement très abondante au Maroc, y est sujette néanmoins à de grandes variations. Une amande appelée *argan* donne une huile d'un parfum assez agréable, quand elle est fraîche; les naturels la préfèrent à l'huile d'olive. De 1768 à 1769, on exporta de Sainte-Croix et de Mogador 40,000 quintaux métriques d'huile d'olive; et l'année dernière le quintal du pays, qui est de 112 kilog. et demi, s'offrait sur les lieux de production pour 36 ou 45 francs.

On pourrait exporter annuellement du Maroc, sans nuire à l'agriculture, de six à huit cents bœufs et vaches du poids de 200 à 300 kil. Ce pays fournirait encore des mules et des chevaux en grande quantité. Les mules, petites ou grandes, sont fortes, ont le pied solide et portent aisément 150 à 200 kilog. Les Anglais en ont exporté beaucoup pour l'Amérique, de 1765 à 1775. Depuis cette époque, l'exportation a cessé. Une bonne mule coûte 160 francs au moins, 350 au plus. Les belles races de chevaux que le Maroc a possédées sont perdues; étrangers à l'élève des chevaux, abandonnant au hasard le croisement des races, les propriétaires en altèrent la nature et la beauté, pour ne pas exciter la cupidité du sultan. Ils brûlent au flanc, à la cuisse, et souvent aux quatre pieds, leurs chevaux, qui d'ailleurs, soumis de trop bonne heure et avec trop peu de ménagement aux violens exercices du *feu de la poudre*, sont épuisés à sept ans. C'est par le feu appliqué aux pieds qu'on cherche à corriger ou à prévenir le gonflement de leurs jambes. Presque tous les beaux chevaux de Barbarie se trouvent dans les écuries du sultan; encore cette beauté est-elle médiocre, si l'on en juge par ceux qu'il donne à plus d'un ambassadeur en échange des cadeaux qu'il reçoit.

Le Maroc peut fournir en abondance d'excellente farine, celle de Fez; de l'orge, du maïs, des fèves, des pois-chiches, du sésame, tous objets d'un commerce très actif avec les îles Canaries et avec l'Espagne; des peaux de mouton, de chèvre, des cuirs de bœuf, de la cire, du suif, du lin, du chanvre, des gommes de plusieurs qualités, d'excellent alquifoux, équivalant à l'alquifoux anglais, de l'ivoire, des plumes d'autruche, de la poudre d'or, du corail, du coton, du cumin, de la terre savonneuse (*qassoul*), des bonnets de laine (*tarbouchs*), des babouches, des feuilles de rose.

La hausse dans les prix, hausse dont nous avons fait connaître les motifs, semblait, en définitive, devoir profiter à l'agriculture et à l'industrie. Il n'en est rien. Pour quelques petits producteurs qui viennent eux-mêmes vendre leurs marchandises dans les villes, la plupart ne traitent pas directement avec le commerce. Le défaut d'argent pour payer l'impôt, ou l'hypocrisie d'une misère qui n'est pas toujours réelle, leur font contracter des emprunts pour lesquels ils hypothèquent leurs récoltes sur la plante, ou leurs laines sur le dos des troupeaux, à un prix très modique. La différence entre ce prix et celui qu'en donne le commerce après la récolte, constitue le bénéfice du spéculateur; quelques parcelles arrivent à peine jusqu'à l'agriculture, et ces parcelles, les percepteurs des impôts et les gouverneurs des provinces s'empressent de les lui arracher.

Aussi l'agriculture depuis des siècles est-elle stationnaire. Les deux tiers du territoire sont en friche; le dernier tiers est labouré par une charrue impuissante, dont le soc est souvent en bois. On ne connaît d'engrais que les cendres des champs, incendiés quelques jours avant le labour, auxquelles se mêle fortuitement la fiente des troupeaux. Les agens naturels viennent seuls en aide à l'agriculture. Manquent-ils, tous les fléaux fondent sur les imprévoyantes populations. A la sécheresse et à la disette se joignent l'épizootie, les sauterelles, les fièvres et la peste. Ces chrétiens, que les Maures exècrent, deviennent leur providence. On a vu, il y a quelques années, les équipages européens débarquer des provisions sur une plage jonchée de cadavres, où des femmes, des enfans, des vieillards, usaient leurs forces exténuées et s'arrachaient, en mourant, une poignée de blé.

Les mauvais résultats de la concurrence ont engagé Muley-Abderraman à revenir au système du monopole. L'exportation des bœufs, des poules, des sangsues, l'exploitation des salines, le passage des rivières et bien d'autres spéculations de commerce intérieur, sont autant d'objets de monopole, qui, au terme expiré, lorsqu'on les remet

aux enchères, sont vivement disputés, bien que le gouvernement ne manque jamais de les enfreindre lui-même par des concessions particulières. La plus lucrative de toutes ces spéculations, c'est le monopole que s'est réservé le gouvernement pour l'importation et la vente de la cochenille et du soufre. Les fabriques de tarbouchs de Fez ne peuvent pas plus se passer de cochenille que l'Afrique ne peut se passer de ces fabriques. Il est défendu aux Maures d'employer à leur usage personnel d'autre poudre à canon que celle qu'ils fabriquent eux-mêmes avec le salpêtre et le soufre que vend le sultan : immense bénéfice pour ce dernier et puissant moyen de sécurité. Les peines contre les prévaricateurs de ce dernier monopole sont aussi atroces que le bénéfice du sultan est considérable; le quintal de soufre purifié, acheté à 12 fr., ou reçu en cadeau, se revend 90 fr.

Le sultan bénéficie beaucoup sur les monnaies. Le ducat, qui est l'unité monétaire du royaume, est une valeur nominale équivalente à 3 fr. 35 cent. Les monnaies effectives sont l'*once*, dixième du ducat, monnaie d'argent; le *flous*, qui est le douzième de l'once, monnaie en cuivre; le *bantqui*, monnaie en or valant trente-une onces (environ 10 fr. 50 cent.). Les quadruples et les piastres d'Espagne sont très répandues au Maroc; on peut dire que la piastre forte est la monnaie la plus recherchée, même par les montagnards, d'abord parce qu'ils savent qu'elle est au titre, et ensuite parce que, ayant une valeur intermédiaire entre la monnaie d'or trop forte et la monnaie de cuivre trop incommode, elle se prête aux transactions domestiques d'une société qui aurait besoin de paraître misérable, si elle ne l'était pas réellement. Les Maures, habitués à enfouir leurs trésors, veulent retrouver un jour la valeur qu'ils ont déposée sous la terre. La monnaie du pays, n'étant pas au titre et baissant de prix chaque année, ne peut leur convenir. Le sultan fait recueillir les piastres à colonnes par ses administrateurs, qui ont même l'ordre d'en prohiber l'exportation. Ces piastres, achetées au cours ordinaire de seize onces du pays, produisent à la fonte au moins vingt-quatre onces. Le *bantqui* est actuellement au-dessous du titre, de cinq à six millièmes. Le *flous* est encore plus faux. A toutes ces altérations de titre, il faut joindre la falsification de l'étranger.

La dîme assignée par le Coran sur les produits de la terre et la capitation des juifs, le tout évalué de 20 à 30 millions de francs par an, complètent le budget du sultan. Quant à ses revenus extraordinaires, ils dépassent ses revenus fixes. Tels sont les cadeaux régulièrement offerts par les caïds des villes et de la campagne dans les

occasions solennelles. Ces cadeaux ne semblent-ils pas suffisans et proportionnés à leurs exactions présumées, on dépouille aussitôt le caïd de ses biens; les peuples opprimés élèvent la voix contre le tyran qui les a rançonnés, et on leur envoie un tyran plus exécrable encore; son prédécesseur va expier au fond d'un cachot sa grandeur éphémère.

Les gouverneurs des villes de la côte, hommes habiles et éprouvés, sont traités avec plus de ménagemens. L'avarice de Muley-Abderraman ne trouve pas de fonctionnaires plus dévoués, plus généreux et plus magnifiques, que le gouverneur actuel de Tétouan et le pacha de Tanger. Les présens du premier sont plus fréquens, ceux du second plus splendides. Ce dernier a suivi le système de son père, qui offrit un jour au sultan mille chameaux, mille bœufs, mille chevaux, mille mules, mille ânes : les chevaux étaient sellés et bridés, les bêtes de somme chargées de froment et de kouskous, le tout accompagné par mille esclaves qui faisaient eux-mêmes partie du cadeau. En évaluant le chameau à 85 fr., le bœuf à 70, le cheval à 125, l'âne à 3 fr. 50 c., la mule à 150 et l'esclave à 250 fr., on a, outre les provisions et les harnais, une valeur d'environ 700,000 francs. Le dernier pacha de Tanger fut jeté en prison, avec tous ses enfans, pour n'avoir donné, en deux années, qu'environ 30,000 francs. Sans cesse des gouverneurs nouveaux, avides, pressés de jouir, et dévorés d'une soif de pillage d'autant plus ardente qu'on lui laisse rarement le temps de s'assouvir, fondent sur le peuple. Habitans des villes et de la campagne se pressent déguenillés dans des réduits misérables. Quels vêtemens! quelle nourriture! Mortalité épouvantable, enfans infirmes, femmes condamnées, dans la campagne surtout, aux travaux de la brute, — voilà le tableau adouci de cette société.

Cependant elle a trouvé un maître dont elle se loue. La cruauté de ses prédécesseurs est remplacée par l'avarice, les supplices par la spoliation, la guerre par l'exploitation. L'histoire des sultans de Maroc est une chaîne d'atrocités inouies; mais jamais la fiscalité ne fut poussée plus loin que sous le règne actuel. Le sang versé par le bourreau ou le soldat répugne à Muley-Abderraman, qui ne veut qu'amasser de l'or, sans compromettre la paix, sans réveiller les tribus turbulentes. Il exploite ses sujets à petit bruit, transige aisément, tire parti des vices, des crimes, de la révolte, évite les obstacles et les tourne, au lieu de les attaquer de front, repousse les innovations et n'en prend que ce qui glisse et roule aisément dans le sillon tracé par les siècles, prodigue les protestations, les sermens, les paroles

affables, ne tient pas une seule promesse quand son intérêt doit en souffrir, mais évite l'ostentation du parjure.

L'homme qu'il a associé à son œuvre, Sidi-Bendriz, cet ancien ministre de Muley-Soleiman, que les Oudaijas avaient eu l'idée d'opposer à Muley-Abderraman, et qui s'était prêté timidement à leur projet, convient parfaitement à son maître. Généreux envers lui comme envers tous les autres, Muley-Abderraman se contenta de le faire promener par les rues de Fez, nu et monté sur un âne, le visage tourné vers la croupe. Le caïd Souessy, père et prédécesseur du gouverneur actuel de Rabat, homme vénérable, expérimenté, et qui avait rendu de grands services au sultan, obtint sa grace et sa réintégration à la cour en qualité de katib. A la mort de Sidi-Moctar, le sultan hésita quelques mois dans le choix du successeur qu'il lui donnerait. Il avait d'abord jeté les yeux sur Sidi-Bias, aujourd'hui gouverneur de Fez, avec qui a négocié M. le colonel Delarue. Les négociations terminées, Sidi-Bias céda la place à Sidi-Bendriz. Les antécédens de ce dernier ont rendu son rôle timide et circonspect. Il s'efface, s'absorbe et disparaît; mais son influence, pour agir par des voies secrètes et détournées, n'en est pas moins réelle.

L'administration du sultan, transformée en exploitation industrielle, souvent dirigée avec une avidité imprudente, a dû négliger les ressources guerrières. Comme tout sujet marocain naît soldat, les juifs et les esclaves exceptés, une levée en masse ne serait pas chose difficile. La pratique de la guerre, le maniement des armes, ne constituent pas une profession et exigent peu d'instruction spéciale. Il suffit de charger et de décharger le fusil, de dégaîner le sabre et le poignard; le temps et le mode employés importent peu. L'ordre est une question de parade, non de tactique. Connaître l'exercice du cheval, c'est le lancer au galop, se relever sur les étriers, décharger l'escopette, la brandir sur sa tête, et arrêter le coursier pour recharger son arme. Pas un seul Maure, les tolbas exceptés, dont la lecture et l'écriture sont l'unique emploi, qui n'ait fait de l'équitation les délices et l'occupation de sa jeunesse.

Ces exercices précoces et continus, joints à une constitution aguerrie par la sobriété, constituent l'excellence du cavalier maure. Leurs étriers lourds, les nœuds de cuir ou de corde qui couvrent leurs jambes de contusions et de meurtrissures, les courroies trop courtes qui engourdissent leurs genoux, n'ôtent rien à l'aisance et à la sûreté de leurs mouvemens. Ils restent à cheval des jours, des semaines, des mois entiers, passent quinze ou vingt heures sans manger et sans

boire, et couchent à la belle étoile, sur la terre. Animez ce corps de fer par l'enthousiasme et le fanatisme, vous aurez un admirable soldat, mais un soldat oriental, inhabile à la tactique, et qui attend son impulsion d'une influence religieuse et politique.

Quoique tous les corps de troupes soient mêlés d'infanterie, la force de l'armée marocaine réside dans la cavalerie. Elle se forme en escadrons de vingt-cinq à cinquante hommes: le premier, rangé sur une seule ligne, oblique au front de l'ennemi, s'élance au signal donné, d'abord au trot, puis au galop; le cavalier se relève sur les étriers, décharge l'escopette, fait une volte, s'arrête, et l'escadron retourne au pas en rechargeant ses armes, pour se reformer sur les derrières, pendant que le second escadron, puis les suivans, exécutent la même manœuvre. La rapide succession de ces attaques tient le front de l'ennemi constamment occupé. Debout sur ses étriers, le Maure tire, en fuyant, à la façon des Scythes.

L'armée marocaine se divise ordinairement en plusieurs groupes distincts, subdivisés eux-mêmes en plusieurs corps. L'armée régulière, employée au service du gouvernement, accompagne partout le sultan, porte ses ordres dans les provinces, et perçoit l'impôt impérial. C'est la force centrale de l'empire. Elle reçoit une solde, et ne dépasse pas ordinairement trois à quatre mille hommes. Cette armée est complétée par un corps d'artilleurs renégats qui servent huit à dix pièces de campagne; on les croit ou plus dévoués ou plus habiles: double préjugé qu'ils justifient rarement.

L'armée provinciale se trouve sous les ordres et au service des caïds ou pachas des provinces et des gouverneurs des villes. Une compagnie peu nombreuse reste en permanence auprès du caïd pour transmettre ses ordres, porter ses dépêches à la cour, et faire exécuter les arrêts du chef de la police (*amotasseib*) et du juge (*cadi*). Les soldats non employés dans ces deux armées restent dans leurs foyers, exerçant la profession ou cultivant le champ qui les fait subsister, ne prenant les armes que pour un temps donné, soit à la fois, soit à tour de rôle, et ne recevant la solde que pour l'époque de leur service. Enfin la milice urbaine sédentaire se compose du corps des artilleurs, du corps des marins et des soldats du guet, qui forment la garde nationale proprement dite; on ne s'est encore servi de l'artillerie que pour la défense des villes. Quant à la marine, Rabat et Salé possèdent seules quelque apparence de vie et d'institutions maritimes. Municipalités long-temps indépendantes, régies par leurs lois et leurs magistrats, armant des corsaires, faisant la guerre et

le négoce pour leur compte, ces deux villes conservèrent, même après leur soumission, leur organisation primitive, dont toutes les traces ne sont pas effacées. Les deux cents artilleurs qui s'y trouvent s'efforcent d'observer une certaine discipline, s'exercent au tir et desservent les forteresses et les batteries. Dans les mêmes villes, un nombre à peu près égal de marins, les plus renommés de l'empire, conserve le monopole des souvenirs et des grands noms de la piraterie; le grand-amiral actuel, Bey-Brittel, a été choisi et réside parmi eux. Ils ne s'occupent aujourd'hui que du pilotage des navires, de l'embarquement des marchandises et de leur débarquement. Artilleurs et marins reçoivent une paie que l'on prélève sur les recettes de leur douane. Le sultan ajoute quelquefois à ces salaires une gratification dont la valeur moyenne est de 10 fr. par an.

Partout ailleurs qu'à Rabat et à Salé, on voit artisans et marchands quitter l'échoppe à la réquisition du caïd pour saisir la rame ou la mèche, et devenir artilleurs ou marins. Il y a de l'activité dans les ports que le commerce européen fréquente, et les recettes de leurs douanes suffisent à la solde des marins. A Tanger, dont la rade reçoit beaucoup de navires de guerre, un vieux capitaine et quelques soldats d'artillerie n'ont d'autres fonctions que de faire les saluts d'usage, dont les consuls remboursent les frais à raison d'une ou deux piastres par coup. Cette rétribution suffit presque seule à l'entretien du capitaine et de sa compagnie.

La vieille terreur que les corsaires marocains ont inspirée à l'Europe s'explique par leur cruauté dans la victoire, bien plus que par leur habileté maritime et leur courage guerrier. Nous avons vu les plus célèbres navigateurs du pays, au moment où il s'agissait de lutter contre la vague, et de sauver avec leur vie celle d'une femme et d'un enfant, tomber à genoux, quitter la rame et se jeter en prières au fond de leur embarcation. Tout capitaine partant pour une expédition ultrà-côtière, est obligé de laisser une caution ou une hypothèque sur tous ses biens; en cas de naufrage, si l'équipage revient sans le navire, les biens hypothéqués sont saisis. Un brick marocain partit, il y a deux ans, pour Alexandrie avec un chargement de pèlerins; malgré la conserve que lui donna un navire autrichien payé par le Maure, le brick échoua; le capitaine ne reparut jamais.

Quant à la garde nationale du Maroc, chargée de faire le guet et de veiller aux remparts et aux portes, c'est une curieuse bande d'artisans et de boutiquiers. On les voit courir en désordre, vers la chûte du jour, pour relever les postes, le fusil perpendiculaire ou horizontal au bras

ou sur l'épaule, vêtus de mauvais surtouts à capuchon, dans lesquels ils entassent leur repas, et s'arrêtant sur le marché pour compléter leurs emplettes. De grands obstacles s'opposent au maintien et à l'organisation d'une armée permanente. Toutes les provinces ne sont pas également approvisionnées d'orge, et la paille manque. Pour y suppléer, on n'a que les pâturages. L'armée ne peut donc se grouper sur un seul point qu'à deux époques fixes de l'année, et elle ne peut séjourner long-temps au même lieu. La solde de la cavalerie est trop modique pour que le soldat nourrisse lui-même son cheval. Ainsi une campagne se trouve retardée ou suspendue au milieu des circonstances les plus urgentes; point de grande armée permanente, point de campement fixe. Pour comprendre les résultats d'une levée en masse, et les funestes effets qu'entraînerait, pour tout l'empire, une guerre continue et sérieusement engagée, il faut réfléchir que l'entretien d'une armée entraverait tous les travaux de l'agriculture, et se rappeler combien les habitans du Maroc ont peu de moyens pour conserver d'une année à l'autre les récoltes, quand elles sont abondantes.

Occupons-nous maintenant du matériel militaire de ce royaume. Les fonderies de canons et d'obus que Muley-Ismaïl avait établies à Tétouan, sous la direction d'ouvriers européens, n'existent plus depuis long-temps. Les fabriques de fusils et de sabres qui existent à Fez, à Méquenez, à Maroc et à Rabat, emploient un si petit nombre d'ouvriers, qu'elles ne suffisent même pas aux besoins de l'état de paix, et leurs produits sont misérables. Les sabres ne valent absolument rien. A des lames anglaises de pacotille on adapte seulement une poignée et un fourreau moresques. Le canon des fusils est solide; mais l'immense platine de ces armes est très vicieuse, et la crosse souvent fragile. Pour toutes les fournitures d'armes et pour la poudre à canon, c'est à l'étranger qu'on s'adresse. La poudre fabriquée dans le pays, mélange grossier de soufre, de salpêtre brut et de mauvais charbon, que l'on réduit en gros grains anguleux, ternes, sans force et difficiles à conserver, laisse, en brûlant, un résidu qui, dès les premiers coups, met le fusil hors d'usage.

Muley-Abderraman eut, il y a quatre ans, l'idée d'exploiter une mine de soufre qui existe dans les montagnes de Fez et que l'on dit très riche, ainsi que les grands dépôts de salpêtre qu'il possède. Il consulta l'auteur de ce travail relativement à l'établissement projeté d'usines pour le raffinage et la fabrication de la poudre. Le succès d'une telle entreprise pouvait nuire beaucoup à notre colonie, et nos

répugnances furent corroborées par celles du ministère français. Il ne nous fut pas difficile de détourner Muley-Abderraman d'un projet dont les frais l'épouvantaient d'ailleurs.

Les cadeaux exigés des puissances européennes ont assez souvent consisté en armes et en munitions de guerre. Ce matériel, ajouté à celui que les Espagnols et les Portugais ont laissé dans toutes les villes, et à celui qui fut apporté directement de l'Espagne au retour des anciennes expéditions, doit former des arsenaux considérables. En effet, dans toutes les villes du Maroc, vous apercevez beaucoup de bouches à feu, dont quelques-unes sont de gros calibre, de belles pièces en bronze, des obus et des mortiers; mais quelques-unes, enfouies dans le sable, sont battues par la marée; d'autres, recouvertes de gazon, sont abandonnées aux portes des villes; d'autres encore, alignées au pied des remparts, sont dévorées par la rouille. Parmi celles qui figurent sur les créneaux, il y en a de privées d'affûts, d'autres montées sur des affûts vermoulus qu'on peint et qu'on goudronne de temps à autre pour en cacher la vétusté. Près de ces pièces peu formidables s'élèvent quelques piles de boulets rouillés et écaillés, pâture insuffisante pour tant de bouches de fer et de bronze.

L'artillerie ressemble aux remparts qu'elle défend. Pendant que l'on bouche avec du vernis les trous dont les vers ont criblé les affûts, on recouvre avec de la chaux les plaies des remparts et les fissures qu'y pratiquent les rats, leurs innombrables hôtes. Quelques fortifications, entre autres celles de Rabat, de Salé, de Mogador; quelques châteaux, à Larache et à Rabat, sont encore en bon état et ont conservé une apparence assez imposante; mais ces constructions, fruit de l'esclavage des captifs chrétiens, ont été souvent exécutées en vue et dans l'espoir d'une prompte ruine. A Rabat, tout croula peu de temps après l'achèvement des travaux; une foule de Maures resta ensevelie sous les décombres, et le supplice de tous les ouvriers chrétiens vengea leur mort. Ces fortifications, souvent réparées, ne tiendraient pas contre un bombardement de quelques heures.

Pendant cinquante-quatre ans d'un règne orageux, Muley-Ismaïl n'avait pas cessé de puiser dans le trésor pour l'armement et pour la sûreté de l'empire. Il fit réparer la ville de Fez, agrandir et fortifier Méquenez, jeter les fondemens de Fœdale, entre Rabat et Casablanca, porter entre Méquenez et Al-Kassar-Kébir les matériaux nécessaires à l'édification d'une autre ville, restaurer tous les forts détachés qui défendent le cours et la bouche des grandes rivières. Aucun de ses successeurs n'a suivi son exemple; Muley-Abderraman, préoccupé

de ses vues commerciales et de son plan d'économie, leur sacrifie tous les autres intérêts du pays.

Les anciens chantiers de construction, celui de Rabat particulièrement, qui a lancé jusqu'à des corvettes de 36 canons (les plus grandes que l'on ait construites au Maroc), ne conservent encore un peu de mouvement et de vie que grace à la fabrication des grandes chaloupes qui servent à la douane et au passage des caravanes sur les rivières. Le sultan fait cette spéculation pour son propre compte, et en retire un intérêt de 100 ou de 200 pour 100 par an. Le bois entre Al-Kassar et Larache, la magnifique forêt séculaire de la Mamora, située à deux heures de Salé; les bois de Schaouïa et de Tamesna, qui fournissent la gomme dite de Barbarie, grandissent et s'étendent, appelant la hache et les efforts de l'industrie. Muley-Abderraman ne s'écarte pas de sa route parcimonieuse. En 1827 seulement, lorsqu'il se déclara l'ennemi de toutes les puissances qui n'avaient pas de représentant au Maroc, il voulut que sa marine possédât au moins un navire d'origine moresque. Son amiral Brittel fut chargé de construire une corvette; huit ans furent consacrés à cette grande œuvre; la guerre et les négociations avec tous les peuples du globe eurent le temps de s'achever avant la corvette. Les huit ans révolus, la corvette n'était pas lancée; la patience du sultan se lassa, l'amiral et l'ingénieur tremblèrent. Après une scène tumultueuse, à laquelle toute la ville prit part; après les efforts, les cris et les hurlemens de plusieurs milliers d'ouvriers pris en corvée dans les rues de Rabat et de Salé; après bien des cordes cassées, des bois brisés, des efforts frénétiques; grace encore au concours de tous les marins, de toutes les barques, de tous les agrès des navires européens qui se trouvaient alors mouillés dans la barre du Buregreg, la corvette finit par se traîner jusqu'à la mer. Le travail de la sortie fut aussi pénible que celui de la mise à flot, parce que la barre avait à peine la profondeur suffisante pour le passage du navire en lest et démâté. Vinrent ensuite la difficulté de marcher et d'arriver à Larache, puis celle d'entrer dans le Lyxos. Cette singulière Odyssée une fois terminée, la corvette fut traquée sur la rive, mouillée sur plusieurs ancres qui ne devaient plus la lâcher, et elle sembla de temps en temps près de se coucher sur le sable, comme pour s'y endormir. Elle a pour compagnons d'infortune une autre corvette, un brick, une goëlette et un schooner, tous de construction européenne, achetés ou reçus en cadeau. La goëlette et le schooner sont de petits navires charmans qui pourrissent dans l'inertie et à la chaîne, au

lieu de bondir sur les flots où les appelle leur marche légère, révélée par l'excellence de leur coupe.

De temps en temps, l'amirauté, qui réside à Rabat, vient faire une tournée à Larache pour visiter la déplorable flottille et les magasins des agrès, pour faire changer les doublures, renouveler les peintures, jouer les pompes, pour asphyxier les rats et réparer leurs ravages; puis l'amiral remonte sur son âne et rentre dans le calme de ses foyers, interrompu seulement par quelque expertise d'avarie.

La côte marocaine, dans toute sa longueur, est d'un accès difficile. Elle n'offre que deux ports assez sûrs et assez grands pour servir de station à des navires de haut bord; ce sont précisément ceux qu'on a abandonnés. L'un est la baie de Sainte-Croix, où les Portugais avaient fait un établissement et construit une forteresse, et dont, en 1773, la population fut tout entière transportée à Mogador. L'autre est l'ancienne Mamora, entre Larache et Rabat, enceinte vaste, profonde, abritée de toutes parts, d'un accès facile, et dont un gouvernement civilisé aurait pu faire un des premiers ports de l'Océan. Les Maures l'ont laissé s'ensabler, et la bouche en est fermée; c'est aujourd'hui un grand lac qui n'est en communication avec la mer qu'au moment de l'afflux. Le port de Valédia serait bon si l'entrée, hérissée d'écueils, n'offrait de grandes difficultés qui en ont nécessité l'abandon.

Ces trois ports exceptés, on ne rencontre plus, sur toute l'étendue de la côte, que des rades foraines plus ou moins dangereuses et des embouchures de rivières dont la barre, toujours ensablée, mais plus ou moins suivant la saison, ne laisse passer que de petits navires de commerce. La meilleure rade est celle de Tanger, quoique, par les vents d'est et de sud-est, elle soit difficile à tenir. Celle de Tétouan, où la flotte du sultan hivernait autrefois, à l'abri d'un grand rocher, sur la bouche de la Bouféga, n'est pas tenable par les vents d'est. Celles de Saffi et de Casablanca joignent à cet inconvénient celui d'avoir un mauvais fond. Celles de Mazagan et de Mogador n'offrent un mouillage commode aux gros navires qu'à une grande distance de la terre. La barre du Sébou est devenue impraticable aux navires de moyenne grandeur, ainsi que celle de la Morbeya. Les rivières du Lyxos à Larache, et du Buregreg à Rabat, sont les seules que le commerce fréquente aujourd'hui. Elles n'admettent que les navires de plus de 100 tonneaux et de coupe marchande. Le tremblement de terre de 1775 donna à la passe de Rabat jusqu'à trente pieds de profondeur à la marée haute. Ce fut alors que l'on y construisit des

corvettes de 36 canons. Depuis cette époque, le sable n'a pas cessé de s'y amonceler; il est à craindre qu'elle ne soit un jour accessible qu'à de petites embarcations.

Du côté de la mer, le Maroc n'est réellement vulnérable que sur trois points : Larache, la nouvelle Mamora et Rabat. Des trois, le plus important est Rabat. Le blocus et l'occupation de tout autre point, sur la Méditerranée comme sur l'Océan, ne serviraient à rien. Tanger et Tétouan seraient des positions avantageuses pour une puissance maritime; mais, dans l'état actuel du Maroc, elles ne font pas plus que Mogador et Saffi partie intégrante de l'empire. L'histoire le prouve, l'empire a subsisté durant trois siècles, malgré l'occupation de tous ces points par le Portugal et par l'Espagne. Loin d'être étouffé par le blocus, il a fini par en triompher et le briser.

La nouvelle Mamora, petit château qui défend le passage et l'embouchure du Sébou, aujourd'hui ruiné, mais placé dans un site admirable; Larache, ville populeuse et assez forte encore, assise sur l'embouchure du Lyxos, nous paraissent des points plus importans, parce qu'ils sont voisins de Fez.

Telles sont les défenses réelles et naturelles de cet empire. En 1765, la France tenta une démonstration contre Rabat et Salé. Un vaisseau, huit frégates, trois chebeks, une barque et deux bombardes tinrent constamment le large et n'obtinrent aucun résultat. L'escadre eût aisément pu bombarder la ville en se plaçant du côté de Rabat, à quelques encâblures de terre, dans un excellent mouillage par quinze brasses. Aujourd'hui l'emploi de la vapeur rendrait cette mesure encore plus facile et protégerait une escadre assaillante contre le vent du large, qui rend ordinairement l'appareillage difficile et dangereux.

Nous n'avons omis aucun des détails nécessaires à faire connaître les antécédens du royaume de Maroc, sa population, son maître actuel, les ressources matérielles sur lesquelles il peut compter, son caractère et ses penchans personnels.

Cherchons maintenant quelles seraient les ressources morales dont il disposerait, s'il voulait se montrer hostile ou à la France ou au marabout Abd-el-Kader, et quel est l'esprit de la population à laquelle il commande.

§ VI. — ÉTAT MORAL D'UNE ALLIANCE AVEC LE MAROC, ET ESPRIT PUBLIC DE LA POPULATION.

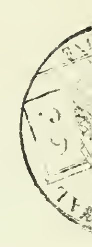
Les races qui habitent l'empire de Maroc n'ont rien d'homogène, nous l'avons déjà prouvé. Une vieille inimitié sépare les deux royaumes de Fez et de Maroc, réunis, mais non confondus. Les accidens de localité, qui rendent cette inimitié insurmontable, peuvent, au premier coup de main, élever une barrière entre les deux parties de l'empire, suspendre toutes les communications administratives et commerciales entre l'une et l'autre, et provoquer un démembrement.

La population de l'Afrique septentrionale, renouvelée souvent, constamment agitée par des fleuves humains venus de tous les côtés de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, s'est formée de plusieurs grandes immigrations que l'on peut réduire à deux courans principaux. Leur mouvement date de la fin du VIIIe siècle; dans le XIe, ils ont acquis une extrême activité. L'un de ces deux courans, tombant de l'Égypte, suivant la route des pèlerins de la Mecque, Tripoli, Tunis et Constantine, pénètre au nord dans le Maroc par Tlemecen et le royaume de Fez. Il s'arrête au Sébou. L'autre courant, venu de l'Arabie, traverse le désert, Tafilet, Taroudant et Souz, et, parvenu au royaume de Maroc proprement dit, s'arrête sur l'une et l'autre rive de la Morbeya. Ces deux énormes vagues roulent ainsi à droite et à gauche, tournant le grand écueil de l'Atlas, pour finir par se rejoindre et s'entrechoquer au-delà.

La population du Maroc se partage donc en deux groupes bien distincts, séparés de dialecte, de mœurs et de caractère; la taille, le teint, la physionomie diffèrent. Dans le premier groupe, les tribus agricoles dominent; dans le second, les pasteurs, plus sédentaires, plus faciles à gouverner, moins belliqueux, plus civilisés, race moins sauvage, qui a recueilli les débris de l'Espagne mahométane, et qui, méprisée comme lâche par les peuples du nord, méprise à son tour la sauvage ignorance de ces derniers.

Jacob Almanzor, prince de génie, sut contenir dans le respect tous les peuples en-deçà et au-delà de l'Atlas, depuis le désert jusqu'au détroit, qu'il passa à plusieurs reprises pour relever la cause du mahométisme sur la péninsule espagnole; grand monarque, qui voulait faire de Rabat, où l'on voit son tombeau, la capitale de son vaste empire. A sa mort, un démembrement général donna naissance aux royaumes de Fez, de Maroc, de Souz, de Tafilet et de Taroudant.

Peu à peu les royaumes de Fez et de Maroc absorbèrent tous les autres. Les rois tributaires de Tlemecen et de Tunis secouèrent le joug. Les villes de Rabat et de Salé devinrent indépendantes. La lutte sanglante dont l'empire actuel du Maroc devait sortir, lutte concentrée long-temps dans la rivalité de Fez et de Maroc, occupa tout l'espace du XIIe au XVIIIe siècle; cinq siècles de guerres, qui ont dû laisser chez les deux peuples des traces profondes.



Il n'existe dans cet empire sans unité qu'une circulation vitale toute artificielle, et l'état normal ne se manifeste qu'aux lieux même que la présence du sultan vivifie. Se trouve-t-il au nord, le sud est plein de soulèvemens, de guerres, d'anarchie, de spoliations exercées sur une seule tribu par deux tribus liguées, qui se disputeront bientôt, le fer en main, les dépouilles de la tribu vaincue. On intercepte les routes; le commerce intérieur s'arrête. Le sultan se porte-t-il dans le sud pour rétablir l'ordre et châtier les coupables, aussitôt les tribus du nord s'insurgent, avec moins d'impétuosité peut-être, mais avec la même opiniâtreté, refusent de payer le tribut, chassent leur gouverneur ou l'égorgent. Ballotté du nord au sud et du sud au nord, le gouvernement oscille entre les trois résidences de Fez, de Méquenez et de Maroc.

Muley-Abderraman a un peu ralenti ce mouvement dangereux, en confiant à son fils aîné l'administration du royaume dont il est obligé de s'éloigner, et en partageant le gouvernement avec lui. L'héritier présomptif du parasol impérial réside principalement à Maroc depuis quelques années; son père s'éloigne rarement de Fez, dont le peuple lui inspire peu de confiance.

La province limitrophe de Chaus, située à quelques lieues de Tlemecen, séparée par une petite rivière que défendent à peine les châteaux de Tesa et Onèjeda, est habitée par des tribus d'une fidélité équivoque et contre lesquelles le sultan a déployé toutes ses forces il y a deux ans. De la frontière à Fez, on compte deux ou trois journées de marche. Fez, très mal fortifiée, prétend au privilége proverbial d'être toujours la première à ouvrir ses portes aux usurpateurs. Les émissaires du marabout Abd-el-Kader l'enflamment et l'irritent; ils en ont obtenu d'éclatantes preuves de sympathie, et c'est la seule ville sur laquelle son ambition puisse compter pour fonder un nouvel état, la seule qui puisse devenir sa métropole politique et religieuse.

Abd-el-Kader a besoin de la guerre; le sultan a besoin de la paix. La suprématie de son trône, établie depuis le IXe siècle, s'est éten-

due jusqu'au centre de l'Afrique, et exerce sur le royaume de Tombouctou une suzeraineté sans action, mais incontestée. Si Muley-Abderraman refuse de légitimer le pouvoir d'Abd-el-Kader en acceptant son hommage, celui-ci est obligé de conquérir le sacerdoce par le glaive. Leur situation n'a point d'analogie.

Tout ce que nous venons d'examiner en détail éclaire donc la position respective d'Abd-el-Kader et de Muley-Abderraman. L'un et l'autre jouent un double jeu, au milieu duquel la France, menacée par tous deux, peut aisément se tirer d'embarras en les opposant l'un à l'autre. Quant au sultan de Maroc, la prudence dont il est doué l'avertit que le danger est pour lui, non dans une agression française, mais dans les prédications d'Abd-el-Kader, l'infidélité de ses peuples et la proclamation de la guerre sainte. L'un est notre ennemi naturel, l'autre est notre allié secret et sympathique.

L'utilité commerciale d'une alliance plus intime avec le sultan n'est pas difficile à démontrer. Maître des positions de Tanger, de Tétouan et de Larache, importantes en temps de guerre, il offrirait des ressources infinies à notre colonie, si les communications de cette dernière avec la métropole étaient suspendues. L'excellence et l'abondance des blés, dont nous avons parlé plus haut, nous mettraient à l'abri de la disette. Nous avons déjà énuméré les nombreux produits du pays qui s'échangeaient avec avantage pour nous contre les produits français. Cette alliance, cimentée par des intérêts réciproques, fondée sur un traité net, précis, inviolable, changerait la face de notre commerce. Fez et Maroc ont des communications régulières avec Tombouctou et l'Afrique centrale, où le titre sacré du sultan est reconnu et vénéré.

Si nous laissons Abd-el-Kader former un centre vital d'où la nationalité musulmane puisse rayonner avec toute l'énergie de la jeunesse, le fanatisme s'y montrera ombrageux, prompt aux armes et intraitable. Tous les ressorts de l'islamisme se tendront avec violence, et notre civilisation entamera difficilement cette masse résistante. L'empire de Maroc, tout au contraire, corps peu homogène, dont la civilisation vitale est lente et irrégulière, ne peut nous inspirer beaucoup de craintes. Notre civilisation n'essaie pas assez de le rattacher à ses intérêts. Nos agens affectent de ne point se mêler aux affaires du pays; enfermés dans leurs habitudes aristocratiques, habitant Tétouan, Mogador et Tanger, ils exercent une influence vague, équivoque, insignifiante. Le contact prolongé de notre colonie changerait cette situation. Notre armée, notre agriculture, notre commerce,

notre administration, agiraient puissamment sur des esprits mobiles et ardens. La civilisation s'ouvrirait de nouvelles issues, et les menées redoutables du marabout Abd-el-Kader seraient déjouées.

Certes, la France veut, non exterminer les Arabes, mais fonder une colonie, mais féconder la civilisation européenne par les ressources de l'Afrique, et l'Afrique par la civilisation européenne; entraîner les Arabes vers ce but, et intéresser les vainqueurs et les vaincus aux mêmes résultats.

Pour cela, il faut qu'un état provisoire laisse coexister les deux sociétés dans une libre harmonie, de manière à ce que la plus avancée exerce sur l'autre une influence efficace.

En personnifiant tous les Arabes dans cet Abd-el-Kader dont l'intérêt le plus impérieux est de nous combattre, on s'est gravement trompé. C'est l'erreur du traité de la Tafna. Il fallait anéantir l'intérêt de cet homme, et songer aux intérêts des masses. Mais on ne pouvait ménager ces intérêts sans les comprendre et sans savoir ce que c'est que l'existence arabe.

Étudiez sérieusement les principes du mahométisme et son histoire, vous reconnaîtrez que l'Islam, identifiant le principe religieux avec le principe politique, l'église avec l'état, ne sépare pas le pouvoir spirituel du pouvoir temporel, et que le monarque, considéré comme successeur et représentant du prophète, est pontife et souverain. Aux yeux des mahométans, toute autorité politique isolée du sacerdoce, à plus forte raison toute autorité appuyée sur une autre loi que la loi musulmane, n'est donc qu'une force brutale, tyrannique, illégitime.

Les conquêtes antiques assimilaient les peuples les uns aux autres en confondant les cultes, en ouvrant les temples des vainqueurs aux dieux des vaincus. Le Panthéon était l'organe dans lequel Rome absorbait les nations. Nous ne pouvons pas absorber le mahométisme. L'esprit arabe ne comprend pas le moins du monde un gouvernement administratif substitué au gouvernement politique, un régime constitutionnel qui n'admet pas tous les dieux à la fois, mais qui n'en admet aucun exclusivement. Cette tolérance, cette faculté d'assimilation par la négation, capable peut-être des mêmes effets que le polythéisme antique, lui semblent anarchie. C'est à l'anarchie que la conquête d'Alger semble livrer la régence, en l'arrachant à la communion de Stamboul. L'autorité politique de la France ne pourra jamais constituer pour ces peuples un gouvernement légitime, et la France est dans l'alternative ou de les forcer à l'apostasie, ou

d'apostasier elle-même, sous peine de n'exercer qu'un pouvoir tyrannique contre lequel ils se soulèveront jusqu'au dernier.

A ces peuples, en les abordant, on a dit deux choses contradictoires : « Nous vous laissons votre culte, et nous voulons renverser le principe qui en est la base. Nous vous laissons vos lois et vos mœurs, et nous voulons que vous reconnaissiez un gouvernement fondé sur d'autres lois, sur d'autres mœurs. Vous faut-il un pontife? Que ce soit le grand seigneur, le shah ou le sultan de Maroc, créez un personnage analogue au pape catholique. Changez donc votre culte en gardant votre culte. » Ils répondent à cette absurdité en massacrant nos frères et en se faisant massacrer eux-mêmes.

Si la France, pour toucher le but qu'elle se propose, se trouve forcée de laisser les peuples dépossédés rentrer dans leur état social, et se fonder un gouvernement selon leur foi, il est de son intérêt d'intervenir dans ce travail, de le diriger autant qu'il est possible, et de l'engager dans une voie où la civilisation puisse suivre pas à pas le nouveau peuple et l'atteindre. Abd-el-Kader ayant perdu tous ses droits à la protection de la France, Muley-Abderraman se trouve être définitivement le seul allié véritable qui puisse un jour nous aider dans cette grande œuvre.

A. Rey (de Chypre).

DE L'HUMANITÉ

PAR M. P. LEROUX.

Il est un moment pour l'écrivain où, après avoir traversé plusieurs phases de préparation et de travail, il se croit en mesure de donner une complète expression de lui-même. Les tentatives qu'il a pu faire avant cet instant décisif n'ont été qu'une manière d'interroger ses forces, de les exercer, et d'amener à son terme l'originalité qui doit assurer sa gloire. Beaucoup d'esprits qui dans l'histoire de la science et des lettres ont laissé une trace profonde et neuve, n'ont pas dédaigné ces patientes initiations qui attendent du temps leur fécondité. Spinosa commence sa carrière philosophique par se pénétrer tout-à-fait des principes de Descartes. Il en rédige une démonstration géométrique, mais en la publiant il fait savoir au lecteur que parmi les idées dont il trace l'exposition il en est beaucoup qui lui paraissent erronées (1). Tant il était difficile au penseur d'Amsterdam d'abdiquer tout-à-fait son indépendance, alors même que pour un temps il consentait à l'assujettir ! C'est de cette forte discipline de l'école cartésienne que Spinosa a pu passer au libre développement

(1) Voyez la préface mise par Louis Meyer au traité qui a pour titre : *R. Descartes principiorum philosophiæ pars I et II more geometrico demonstratæ.*

de son génie, et ce disciple à moitié réfractaire a pris place au premier rang des maîtres.

L'auteur du livre que nous allons examiner n'a pas négligé les travaux préparatoires; il a publié plusieurs fragmens philosophiques qui dénotent de l'étendue dans l'esprit et de la patience dans les recherches; il a coopéré avec distinction à la rédaction de l'*Encyclopédie nouvelle*, dont la pensée était judicieuse et utile. C'était en effet chose avantageuse à la science que de marquer la transition entre les siècles précédens et le nôtre par un recueil philosophique qui, sous la forme alphabétique d'un dictionnaire, résumât toutes les questions. Cette enquête servait à liquider le passé et à préparer l'avenir. Ceux qui la dressaient, loin d'être obligés de dogmatiser d'une manière aventureuse, ne pouvaient même s'acquitter de leur tâche qu'en s'abstenant avec soin de toute affirmation téméraire. Récapituler les résultats acquis, indiquer les tendances nouvelles, tel était naturellement leur but. Ils avaient à faire du passé une large critique qui permît aux esprits de se tourner vers l'avenir avec sécurité.

Dans l'accomplissement de cette œuvre, il y avait assez d'honneur pour qu'on pût consentir à s'y consacrer long-temps. Toutefois M. Pierre Leroux n'a pas tardé à s'y trouver à l'étroit. Les articles qu'il rédigeait devenaient sous sa plume des morceaux plutôt dogmatiques que critiques, où les inspirations personnelles prenaient plus de place que les résultats positifs, et cependant ces articles ne suffisaient pas à l'ambition de leur auteur, tout en excédant les limites raisonnables d'un dictionnaire. Aussi M. Pierre Leroux a pris le parti de publier sous sa seule responsabilité un livre qui le fît connaître d'un coup comme un philosophe dogmatique aspirant à fonder une école.

L'Humanité, tel est l'objet et le titre du livre de M. Leroux. L'auteur annonce qu'il exposera le principe et l'avenir de l'humanité, qu'il donnera la vraie définition de la religion, et qu'il expliquera le sens, la suite et l'enchaînement tant du mosaïsme que du christianisme. Dans le *Faust* de Gœthe, un écolier répond à Méphistophélès, qui lui demande quelle spécialité il a choisie: « Je voudrais embrasser tout ce qui est sur la terre et dans le ciel, la science et la nature. — Vous êtes là dans une excellente direction », lui répond son interlocuteur.

M. Leroux, en annonçant sur la couverture de son livre qu'il traitera de l'humanité, ne tombe-t-il pas un peu dans le même inconvénient que ce poète qui avait intitulé son poème: *L'Univers?* C'est

un redoutable écueil pour l'écrivain que ces synthèses sans horizon et sans rivage. L'immensité devant laquelle il se place le rapetisse, et c'est en se plongeant dans l'universalité des choses qu'il rencontre le néant. L'esprit ne jouit de toute sa force qu'à la condition de la ramasser et de la concentrer sur des points distincts. C'est à travers des formes arrêtées, que leur précision rend lumineuses, qu'il va plus sûrement à l'infini, et l'art seul peut le conduire à une vaste contemplation du vrai.

Ces considérations sur les avantages de la méthode ont peu préoccupé M. Leroux, et avec la connaissance que nous avons de son esprit, nous n'en sommes pas étonné. Des notions nombreuses sur beaucoup de choses, mais acquises d'une manière un peu confuse, plus de fougue dans l'esprit que de vigueur, plus d'impétuosité pour courir après les idées que de puissance pour les maîtriser et les traduire, plus de pétulance dans l'imagination que de critique dans le jugement, toutes ces propriétés diverses d'une intelligence distinguée, mais incomplète, expliquent l'allure désordonnée de l'ouvrage sur *l'Humanité*. M. Leroux n'a pas, à proprement parler, écrit un livre, mais un énorme article destiné dans l'origine à un dictionnaire. Aussi vous y trouvez le mélange de tous les tons : tantôt vous croyez lire un lambeau de dissertation chronologique appartenant à l'école de Fréret, tantôt vous rencontrez des tirades déclamatoires qui signalent un disciple de Rousseau ; vous passez de l'axiome le plus abstrait à une apostrophe imprévue, et vous vous agitez dans un chaos qui ne se laisse pas débrouiller sans travail. Ne cherchons donc pas dans *l'Humanité* de M. Leroux une œuvre d'art ; la lecture de l'ouvrage est laborieuse même pour ceux que d'ordinaire l'appareil métaphysique ne rebute pas.

Quant au fond des idées, l'auteur appartient à l'école du saint-simonisme; il en célèbre le fondateur; il en reproduit les formules avec des transformations sur la convenance desquelles nous nous expliquerons tout à l'heure. Il ne peut y avoir de doute sur la position philosophique prise par M. Leroux : à l'exemple de M. Buchez, il se présente comme élève de l'école française de Condorcet et de Saint-Simon; mais, moins exclusif que son émule dans le saint-simonisme, il associe à Condorcet et à Saint-Simon Pascal, Charles Perrault, Fontenelle, Bacon, Descartes, Leibnitz et Lessing. M. Leroux invoque le témoignage de ces penseurs pour établir en principe que l'homme est perfectible. *Videtur homo ad perfectionem venire posse*, a dit Leibnitz. Pascal a écrit que le genre humain est un même

homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement. Charles Perrault et Fontenelle ont avancé que la vie de l'humanité n'aurait pas de déclin. Lessing a développé cette thèse que le genre humain passe par toutes les phases d'une éducation successive. M. Leroux considère ces résultats comme acquis et s'en empare, de même qu'il s'est emparé des travaux des psychologues depuis deux siècles pour établir que l'homme est de sa nature et par essence *sensation*, *sentiment*, *connaissance*. Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que M. Leroux, qui a déclaré une si rude guerre à l'éclectisme, en prend ici la méthode et les procédés. Ne s'expose-t-il pas à ce qu'on signale dans son livre de nombreuses traces non-seulement d'éclectisme, mais même de *syncrétisme*, comme on dit en termes d'école, puisqu'il n'a pas craint de mêler les résultats des systèmes les plus divers pour tenter d'en former un tout?

Avant d'arriver à l'examen des points principaux du livre *de l'Humanité*, il est une assertion historique de M. Leroux que nous ne pouvons laisser passer sans contestation. M. Leroux prétend, et nous citons ses expressions, que les anciens n'avaient aucun sentiment, même vague, de la vie collective de l'humanité dans un but quelconque. Qu'il nous permette de lui citer cette phrase de Sénèque : « Les hommes meurent, mais l'humanité elle-même, à l'image de laquelle l'homme est formé, persiste; au milieu des souffrances et de la ruine des individus, elle n'est pas atteinte. *Homines quidem pereunt : ipsa autem humanitas, ad quam homo effingitur, permanet : et hominibus laborantibus, intereuntibus, illa nil patitur* (1). » Nous regrettons que M. Leroux n'ait pas eu cette phrase présente à la pensée; il eût pu la prendre pour épigraphe de son livre. Bacon et Leibnitz auraient-ils pu trouver des termes plus généraux que les expressions de Sénèque? Ce n'est pas tout : cette idée de perfectibilité qui nous rend si fiers, nous devons aussi la partager avec l'antiquité, et c'est encore Sénèque qui assure cette gloire aux anciens. « Je vénère les découvertes de la sagesse et de leurs auteurs, dit le philosophe romain : ces découvertes sont pour moi comme autant d'héritages que j'aurais recueillis. C'est pour moi qu'on a amassé, c'est pour moi qu'on a travaillé. Mais il faut jouir de tout cela en bon père de famille, laisser plus qu'on n'a reçu, et transmettre à ses descendans un héritage agrandi. Il reste encore et il restera beaucoup à faire, et *l'homme qui naîtra dans mille siècles d'ici ne se verra pas refuser l'oc-*

(1) L. Annæi Senecæ, epist. 65.

casion d'ajouter quelque chose : Nec ulli nato post mille sæcula præcludetur occasio aliquid adjiciendi. » L'idée de la perfectibilité se trouve ainsi exprimée avec une remarquable énergie. Continuons. Sénèque, après avoir affirmé que le progrès de l'humanité dans la conception des idées est infini, passe à l'application même et s'exprime ainsi : « Mais, quand même les anciens auraient tout découvert, il y aura toujours une étude nouvelle; c'est l'application, la connaissance et l'arrangement de ces découvertes. » Et plus loin il ajoute : « Les remèdes de l'ame ont été découverts par les anciens; c'est à nous de chercher comment et quand il faut les appliquer (1). » Il est donc avéré que pendant les premières prédications du christianisme il y avait un penseur vaste et profond, qui, par la voie de la sagesse antique, avait abouti au sentiment d'une humanité solidaire, perfectible et progressive. Nous conseillerons toujours d'apporter beaucoup de prudence dans les assertions qu'on serait tenté de se permettre sur l'ignorance prétendue des anciens.

Sur ce point, M. Leroux doit être d'autant plus de notre avis qu'il est loin de dédaigner l'antiquité. Tout au contraire, il est enclin à voir dans les traditions antiques la reproduction exacte et complète des idées qu'il affectionne le plus. Dans Virgile, dans Platon, dans Pythagore, dans Apollonius de Tyane, dans Moïse, dans Jésus-Christ, il croit retrouver les théories qu'il professe, et, à coup sûr, il ne méprise pas ces grands hommes, qui ont le mérite à ses yeux d'avoir ses opinions. Il y eut un empereur romain, Alexandre-Sévère, qui avait réuni autour de lui les images des sages illustres qu'il honorait comme des dieux; dans ce singulier oratoire, Apollonius de Tyane figurait à côté du Christ, et Abraham servait de pendant à Orphée (2). L'ouvrage de M. Leroux ressemble un peu à la chapelle d'Alexandre-Sévère; on y voit associés les hommes et les élémens les plus disparates; on y reconnaît la tentative d'élever une religion avec des images et des débris des cultes les plus divers.

Nous nous sommes demandé si M. Leroux n'avait pas composé ce qu'il appelle son système avec des emprunts faits confusément à l'histoire. L'auteur affirme le contraire; il proteste que ce n'est qu'après avoir trouvé la vérité par ses propres inductions qu'il s'est aperçu du rapport qu'elle a avec l'antique théologie. Il nous semble que M. Leroux a souvent été poursuivi par des réminiscences historiques dans

(1) L. Annæi Senecæ, epist. 64.

(2) Voyez Lampridius.

la conception de ses idées, et qu'aussi il a importé dans l'interprétation du passé des préoccupations systématiques. Il y a eu trop d'histoire dans ses spéculations philosophiques, et trop de système dans sa manière de comprendre le passé. Le morceau qui sert d'introduction à M. Leroux, et qui, publié pour la première fois il y a plusieurs années, traite du bonheur, présente des qualités critiques qu'on cherche malheureusement en vain dans le reste de l'ouvrage. Ce fragment expose les principales solutions des écoles philosophiques et religieuses sur le bonheur; la rédaction en est claire, et les appréciations judicieuses. Mais, depuis le temps où il a écrit ce morceau, l'ambition de M. Leroux a grandi, il ne lui suffit plus de raconter et d'observer, il dogmatise, il révèle. Le moment est venu d'aborder le fond de sa doctrine.

L'homme est, de sa nature et par essence, sensation, sentiment, connaissance, indivisiblement unis. Voilà la définition psychologique de l'homme. Cette définition rappelle à la fois celle de l'éclectisme, sensation, volonté, raison, et la trinité du saint-simonisme, industrie, science, religion. La terminologie de M. Leroux ne nous paraît pas heureuse. *Sentiment* et *connaissance* sont des expressions bien incomplètes, si on les compare aux mots *volonté* et *raison*. Le mot *connaissance* surtout a quelque chose de secondaire et de restreint qui le rend tout-à-fait impropre à représenter la sphère intellectuelle de l'homme. Il est complètement inexact de dire que pour Platon l'homme est surtout *connaissance :* c'est contredire ouvertement la portée et le vocabulaire de la philosophie platonicienne. Nous avons été surpris de ne trouver dans l'ouvrage de M. Leroux aucune discussion sur les rapports du sentiment et de la raison. C'est cependant pour notre époque une question capitale. Quand le christianisme parut, il prit pour loi l'amour et non pas la pensée, et il dit : *Bienheureux les pauvres d'esprit, le royaume des cieux est à eux.* Le mot était profond; c'était dire : N'étudiez pas Platon, Cicéron, les stoïques, les épicuriens, mais croyez et vivez comme un croyant; alors à vous le royaume des cieux. La charité, l'amour, étaient les élémens prédominans; la passion avait le pas sur l'idée. Aujourd'hui il ne s'agit pas de prononcer un divorce entre le sentiment et l'intelligence, mais il faut établir entre ces deux puissances de l'homme un rapport normal. L'intelligence ne doit pas étouffer le sentiment, mais le diriger et l'éclairer. Ce sont les excès du sentiment que ne contient pas le frein de la raison, qui produisent les enthousiasmes faux, les prédications insensées, les mouvemens démagogiques. Il n'est pas vrai

que la science dessèche le cœur; elle le règle et l'épure. Elle seule peut empêcher les sympathies qu'on éprouve naturellement pour les misères humaines de dégénérer en colères aveugles, en réactions furieuses. Voilà un point essentiel tout-à-fait digne de l'attention d'un penseur.

Après avoir posé comme élémens de la formule psychologique la sensation, le sentiment, la connaissance, M. Leroux établit trois autres termes qui, suivant lui, correspondent aux premiers. « La trinité de l'ame humaine, dit M. Leroux, en prédominance de sensation, donne lieu à la propriété; en prédominance de sentiment, à la famille; en prédominance de connaissance, à la cité ou l'état. » Cette donnée nous semble inadmissible. Nous croyons, au contraire, que tous les principes de l'humanité ont commencé à se développer dans un même point du temps, et que depuis ce moment cette simultanéité n'a jamais été brisée. Sans doute dans le développement il y a inégalité; mais la prédominance d'une faculté n'est pas telle qu'elle absorbe toutes les autres. Si l'on prend la première forme de l'existence sociale, la vie chasseresse, comment se figurer le partage de la proie commune, sans que les idées constitutives du droit apparaissent? Le chasseur grossier n'a-t-il pas aussi des notions religieuses? N'adore-t-il pas des divinités en harmonie avec ses instincts? La division parallèle que veut établir M. Leroux n'est ni juste ni féconde.

Toutefois l'erreur de ce point de vue n'empêche pas M. Leroux de reconnaître la famille, la patrie et la propriété comme des choses excellentes en elles-mêmes et nécessaires; ce sont ses expressions. Seulement il pense que la famille, la patrie, la propriété, ont été jusqu'à présent mal organisées. Et pourquoi? Parce qu'elles ne sont pas organisées en vue du genre humain et de la communion du genre humain. *Tout le mal du genre humain vient des castes. Aussitôt que dans votre idéal de société et de politique vous faites entrer le genre humain tout entier, le mal cesse et disparaît de cet idéal.* Si tout le mal vient des castes, M. Leroux doit être rassuré sur le sort de la plus grande partie du monde civilisé, car les castes n'existent plus que dans l'Inde et dans la Chine. Cette forme de la sociabilité a fléchi partout ailleurs sous l'action du temps et de la liberté humaine. Mais M. Leroux voit encore la *caste* partout où il n'aperçoit pas la loi du genre humain pratiquée telle qu'il la conçoit. Or, voici cette loi : *Aimez Dieu en vous et dans les autres.* Le christianisme, suivant M. Leroux, avait le tort d'abandonner le moi et la liberté humaine, et d'exiger que l'être fini n'aimât que l'être infini. De cette façon,

l'homme dédaignait son semblable ou ne l'aimait qu'en apparence et en vue de Dieu. Tout sera redressé dans l'ordre moral dès que l'homme s'aimera soi-même et aimera les autres. Et quel est le moyen le plus sûr d'arriver à ce grand résultat? C'est de ne pas croire à une autre vie hors de la terre.

Le lecteur est sur la trace de l'opinion fondamentale qui sert de base à l'ouvrage de M. Leroux. Qu'on veuille bien suivre ceci : Il y a deux *ciel*, un ciel absolu, un ciel relatif; un ciel permanent, un ciel non permanent. Le ciel absolu et permanent embrasse le monde entier, le ciel relatif et non permanent est la manifestation du premier dans le temps et dans l'espace. Ne demandez pas où est le premier ciel, le ciel absolu, car M. Leroux vous répondra qu'il n'est nulle part, dans aucun point de l'espace, puisqu'il est l'infini. Il ne faut pas non plus que votre curiosité vous pousse à vouloir savoir quand le ciel se montrera; il ne se montrera à aucune créature. *Il est*, voilà tout : vous n'en pouvez savoir davantage; mais vous devez croire que ce premier ciel se manifeste de plus en plus dans les créatures qui se succèdent. Tout le mal vient de ce que jusqu'à présent les hommes n'ont pas compris la distinction des deux ciel. Ils ont cru que sur la terre ils n'étaient pas du tout dans le ciel : ils y étaient un peu. Il ne faut pas nous imaginer que par la mort nous irons d'un bond dans un paradis; non, mais nous devons renaître de nouveau à la vie avec un degré de plus d'intelligence, d'amour et d'activité. M. Leroux veut que l'homme fasse son paradis sur la terre; il lui défend d'aspirer à une autre vie hors de ce monde; il dit à l'homme que la vie future ne peut être que la continuation de la vie présente dans un autre point du temps. *Vous parlez des astres*, s'écrie M. Leroux; *c'est la terre qui un jour rejoindra les astres. Ce n'est pas l'homme qui, sans l'humanité et sans la terre, ira dans les astres.* On ne peut prêcher l'amour du terre à terre avec plus de fanatisme, et il n'y a pas moyen de dire ici à M. Leroux : *Sic itur ad astra!*

Qui n'a pas par l'imagination plongé dans les abîmes de l'infini? Qui n'a pas eu sur une autre vie ses spéculations et ses rêves? Mais ces poétiques élans échappent à la démonstration, et jusqu'à présent il n'est guère arrivé à un penseur de vouloir y trouver les principes d'un système. Ce sont, pour ainsi dire, des *questions réservées*, sur lesquelles chacun prend le parti qui le séduit le plus. Nous ne croyons plus à l'enfer et au paradis comme on y croyait au moyen-âge. Les tragiques et sombres croyances qui inspirèrent Dante ont disparu, et

la vie humaine ne prend plus pour règle les terreurs ou les espérances qui agitèrent l'ame de nos ancêtres. Dans cette situation morale des esprits, n'est-il pas bizarre de voir un écrivain s'acharner à détruire ce qui pourrait rester encore de foi pour les anciens dogmes, et faire de cette destruction complète la conséquence nécessaire du progrès social? Non-seulement M. Leroux ne croit pas pour lui-même au paradis et à l'enfer du christianisme, qui lui semblent n'avoir été créés que par la folie des hommes, mais il ne veut pas que l'humanité y croie, et il prétend prouver que dans le passé ses plus illustres représentans n'y ont jamais cru. L'antiquité, selon lui, a pensé que la vie future se passait dans l'humanité, et les opinions anciennes sur les paradis et les enfers ne sont qu'une hérésie dans la tradition humaine.

Comment M. Leroux s'y prend-il pour prouver cette thèse? Il cite le sixième livre de Virgile, quelques passages de Platon, quelques lignes d'Apollonius; il interprète Pythagore, et il s'imagine avoir reconstruit la véritable croyance de l'antiquité. M. Leroux a raison de célébrer le génie de Virgile, mais il se trompe quand il pense que l'Énéide peut donner sur les croyances antiques des témoignages aussi certains que l'Iliade en ce qui concerne les Grecs, et la Bible pour ce qui regarde les juifs. Virgile, qui avait sans contredit une connaissance profonde tant des croyances populaires que des dogmes philosophiques, écrivait avec toute la liberté de son siècle et de son génie. Ses chants étaient ceux d'un poète indépendant, et non d'un hiérophante orthodoxe et fanatique. Il mêlait à sa convenance les mystères d'Éleusis et les dogmes de Pythagore et de Platon; il chantait, non pas tant ce que les hommes avaient cru, que ce qu'il croyait lui-même. Et puis il parlait en poète; il choisissait les tableaux les plus séduisans, et parmi les croyances populaires les plus poétiques images. Le célèbre Heyne a très bien saisi ce mélange, quand il recommande de ne pas chercher dans le sixième livre de l'Énéide une exposition exacte du dogme platonicien; ces dogmes y sont bien, mais mêlés avec les principes de Pythagore, mais accommodés aux vulgaires opinions. En un mot, Virgile n'a pas fait l'œuvre d'un théologien ou d'un philosophe, mais d'un poète (1). Platon lui-même, et M. Leroux le

(1) Etsi vero Virgilii animo Platonica placita insedisse supra haud negaverim, non tamen ille putandus est Platonis philosophiam nobis tanquam trutinâ appendisse aut annumerasse, ut adeo ad illam omnia revocari possint; verum miscuit ille Pythagorea Platonicis, tum tenendum est, philosophemata illum cum dilectu et poetica lege tractasse, et ad vulgares opiniones et popularem philosophiam deflexisse,

reconnaît, a beaucoup varié sur la manière de se représenter la vie future. Le philosophe d'Athènes, comme le remarque encore Heyne (1), a écrit sur les enfers les choses les plus diverses, et toujours il déclare s'appuyer sur un mythe. On ne traitera pas ce procédé de fantaisie, si l'on songe que Platon n'avait pas moins de justesse dans l'esprit que de richesse dans l'imagination. Platon savait fort bien que, sur la vie qui peut attendre l'homme au sortir de la terre, il n'était guère possible de dogmatiser d'une manière sûre et définitive; aussi s'attachait-t-il à dégager tout ce qu'il y avait de vraisemblable et de beau dans les imaginations populaires, et avec ces poétiques élémens il élevait, non pas la vérité, mais de magnifiques hypothèses dont la variété et la contradiction rehaussaient encore le prix à ses yeux. Eût-on voulu que le divin disciple de Socrate n'eût sur un tel sujet qu'un point de vue, qu'une seule inspiration? Nous l'aimons mieux quand il donne un libre cours à la fécondité de son génie, et quand des plis de son manteau grec il laisse tomber d'inépuisables enchantemens pour la crédulité humaine. Platon échappe donc aussi bien que Virgile à la critique de M. Leroux, quand elle cherche des complices de ses opinions. L'auteur sera-t-il plus heureux avec Pythagore? Pythagore! celui de tous les philosophes de l'antiquité dont la doctrine et la vie sont le plus obscures! On discute encore pour savoir où et quand il est né, s'il se forma à l'école de Thalès et d'Anaximandre, ou à celle des prêtres de l'Égypte; dans l'antiquité, les uns prétendaient qu'il n'avait rien écrit (2), les autres citaient les titres de ses ouvrages. On a toujours été réduit aux conjectures sur les véritables dogmes de sa philosophie. M. Leroux lui-même avoue que Pythagore se trouve le philosophe de l'antiquité le plus difficile à comprendre, et qu'il ne sera compris que lorsque la doctrine de la perfectibilité aura pris les développemens nécessaires. Pythagore, suivant M. Leroux, a eu l'idée de perpétuité de l'être, de persistance et d'éternité de la vie, et en même temps l'idée de mutabilité de la forme, ou de changement dans les manifestations de la vie. Or, toujours selon M. Leroux, cette double idée conduit à la doctrine moderne de la perfectibilité, de telle façon que Leibnitz et

tum alia ex superstitione vulgari, cum qua convenisse videntur nonnulla in Teletis, immiscuisse, quod poetam epicum facere fas erat. (Heyne. excursus XIII ad librum VI.)

(1) Ter vel quater hunc sermonem (de inferis rebus) instituit Plato, diversis quidem modis, at ubique *mythum* se afferre profitetur. (*Ibidem.*)

(2) Diogenis Laertii, lib. VIII, cap. I, § V.

Saint-Simon sont les corollaires de la pensée de Pythagore. M. Leroux ne s'aperçoit pas qu'il tombe dans les mêmes préoccupations erronées qui dictèrent à Jamblique et à Porphyre leur biographie de Pythagore. Ces néo-platoniciens voulaient aussi trouver dans Pythagore l'origine de leurs propres doctrines et du mysticisme oriental qu'ils opposaient aux progrès du christianisme naissant; mais la saine critique et le bon sens du genre humain ont toujours résisté à ces caprices qui dénaturent le passé dans l'intérêt d'un parti ou d'une secte. Enfin M. Leroux veut retrouver ses opinions dans Apollonius de Tyanes. Cet illustre Cappadocien, qui voulut reformer le paganisme comme Zoroastre avait reformé la religion des Perses, avait, comme on le sait, commencé son initiation philosophique par les doctrines de Pythagore. Après un long séjour dans le temple d'Esculape en Cilicie, et un silence de cinq ans, il avait voyagé, il était allé demander aux brahmanes les derniers arcanes de la science; il avait passé par Ninive, il séjourna vingt mois à la cour du roi des Parthes; enfin il arriva dans l'Inde. Personne n'ignore que la pensée qui inspirait Apollonius fut de puiser aux sources les plus vives de la sagesse orientale des moyens de régénération pour le polythéisme. Effort impuissant, mais noble tentative! Quoi qu'il en soit, Apollonius fut le disciple du brahmanisme antique. M. Leroux remarque que la doctrine contenue dans le fragment qu'il cite, non-seulement rappelle les Védas, mais porte des traces évidentes de l'école du sankhya et du bouddhisme. Or, si Apollonius pense absolument de même que M. Leroux, il suit que ce dernier n'a pas d'autre philosophie que le panthéisme indien.

Mais à ce compte, où est la nouveauté du dogme que nous apporte l'auteur de *l'Humanité?* Il est sans doute fort glorieux pour les penseurs profonds et les grandes écoles qui l'ont précédé d'avoir partagé les opinions qu'il devait lui-même avoir plus tard; mais, comme il y a de leur côté une priorité incontestable, l'originalité du dernier venu pourrait rencontrer des incrédules. A force de vouloir trouver dans l'histoire du monde et de la science des soutiens et des patrons pour les principes qu'il affectionne, M. Leroux ne s'est pas aperçu qu'il disparaissait lui-même dans l'escorte illustre qu'il se donnait.

Et puis, autre inconvénient, si dès la plus haute antiquité on a pensé ce qu'on pense aujourd'hui au XIX[e] siècle, où sera donc le progrès? On le détruit en le mettant à l'origine des temps et des choses, et, pour le faire trop triompher dans le passé, on le bannit du présent. Voici Moïse qui comparaît à son tour dans cette évocation de

grands hommes. Moïse est, aux yeux de M. Leroux, un profond philosophe, parce qu'il a déposé dans la Genèse la *doctrine de la vie*. Mais, avant d'aller plus loin, constatons à quelles influences a cédé M. Leroux dans sa nouvelle interprétation de la Bible.

Tous ceux qui se plaisent aux études de haute métaphysique et de théosophie, connaissent les productions de Fabre d'Olivet. Cet écrivain a composé un ouvrage considérable intitulé *la Langue hébraïque restituée*, dans lequel il traduit d'une manière tout-à-fait nouvelle les dix premiers chapitres de la Genèse. Il a donné aussi un commentaire des *Vers dorés* de Pythagore, où il cherche à établir que les idées philosophiques qu'on y trouve avaient été les mêmes dans tous les temps et chez tous les hommes capables de les concevoir. Enfin, il a composé un livre qui rappelle le titre et l'objet de l'ouvrage de M. Leroux, car il est intitulé : *Histoire philosophique du Genre humain;* livre où il a entrepris de faire connaître quels sont, selon lui, les véritables principes de la sociabilité. M. Leroux a emprunté à Fabre d'Olivet l'idée que la Genèse de Moïse n'est qu'une expression symbolique, et ne doit pas être prise dans un sens purement littéral. Il admire la profondeur et la suite des pensées que Fabre d'Olivet découvre dans le texte, il pense avec lui qu'*Adam* dans Moïse veut dire l'*humanité;* il adhère entièrement aux opinions de Fabre d'Olivet, quand ce dernier dit : « Ce livre est un des livres géniques des Égyptiens, sorti, quant à sa première portion, appelée *Beræshith*, du fond des temples de Memphis et de Thèbes. » Comme Fabre d'Olivet, M. Leroux pense encore que les mots *tu mourras*, adressés par Dieu à Adam, veulent dire : *tu passeras à un autre état.* Quant à la nature de Dieu, il adopte la traduction de l'auteur de *la Langue hébraïque restituée*, et il appelle Dieu *lui les dieux*, c'est-à-dire *l'unité* et *la multiplicité.* Nous renvoyons M. Leroux à tous les débats scientifiques dont furent l'objet, de la part des hébraïsans, les opinions de Fabre d'Olivet, puisqu'il s'en est emparé, et nous passons à une autre interprétation de la Bible, qui rappelle une des manières de voir du saint-simonisme.

Caïn tue son frère Abel. Qu'est-ce que Caïn? C'est l'homme de la tentation, l'homme du *plein*, l'homme de l'activité physique; il s'empare de la terre, c'est le propriétaire. Et qu'est-ce qu'Abel? C'est l'homme du *vide*, l'homme de désir, l'homme de sentiment; il mène une vie nomade, il erre à la façon des bergers. Caïn tue son frère pour ne pas partager la terre avec lui; c'est un égoïste, mais son égoïsme a pour lui des suites fâcheuses; il s'est appauvri en ne reconnaissant

pas la solidarité fraternelle, et quand Dieu le condamne à vivre misérable, *il lui donne une leçon d'économie politique*. Caïn poursuit son œuvre, l'établissement de la propriété et de l'inégalité parmi les hommes. Mais le dernier né d'Ève, Seth, vient représenter un retour vers le bien. Seth est l'homme de la connaissance et de la justice. Il y a donc en présence deux races, la race de Caïn et la race de Seth. Ces deux races, après avoir marché isolément, se sont mêlées; c'est l'attrait de la volupté qui les a réunies, mais il n'est résulté de ce mélange que plus de corruption. Le déluge coïncide avec cette perdition morale du genre humain. Une petite fraction de l'humanité est sauvée; cette fois elle ne s'appelle plus *Adam*, elle s'appelle *Noé*, et les trois races nouvelles se nomment *Sem*, *Cham* et *Japhet*.

Maintenant voici l'explication métaphysique élevée à sa plus haute formule. Dans la triade d'*Adam* et dans la triade de *Noé*, le type humain est considéré sous ses trois divisions fondamentales, sensation, sentiment, connaissance; la sensation a pour représentans Caïn et Cham; le sentiment, Abel et Japhet; la connaissance, Seth et Sem. En d'autres termes, ces trois types sont l'*industriel*, l'*artiste* et le *savant*, de façon que la véritable gloire de Moïse, auteur du *Berœshith*, est d'avoir été le précurseur de Saint-Simon.

Traiter ainsi l'histoire, c'est l'abolir. En vain vous déclarez reconnaître dans la tradition quelques vérités élémentaires du genre humain, si l'interprétation fantastique que vous en faites est en désaccord avec tout ce qu'en ont pensé jusqu'à présent les autres hommes. M. Leroux a-t-il pu raisonnablement concevoir l'espérance qu'on adoptât son commentaire de la Genèse? Ses imaginations seront pour les orthodoxes un sujet de scandale. Les hommes versés dans la science du mysticisme et de la cabale (1) trouveront ses conceptions superficielles et empreintes de matérialisme. Enfin les critiques de l'école rationnelle feront une sévère justice de tant d'hypothèses aventureuses. Que reste-t-il aujourd'hui des idées émises dans le dernier siècle par Boulanger sur l'origine des religions et des sociétés? On en cherche en vain l'influence et la trace. L'histoire ne peut être féconde pour l'instruction du genre humain, que lorsqu'elle est traitée avec ce bon sens mâle et simple qui sait à la fois s'élever aux vérités les plus hautes, et se communiquer à toutes les intelligences. C'est sans doute un utile travail que de dégager de l'enveloppe des traditions l'élément humain dont la vérité est éternelle; mais la pre-

(1) Voyez l'ouvrage allemand de Molitor, sur *la Philosophie de la Tradition*.

mière condition du succès est de ne pas substituer des hallucinations au trésor caché dont on veut être l'inventeur.

Certes les livres qui sont le testament des croyances juives veulent être médités par ceux qui prétendent jeter sur l'histoire du genre humain un coup d'œil profond. Ils exposent un grand nombre de faits religieux et moraux; leur simplicité élémentaire et substantielle les rend un des documens les plus précieux de l'histoire humaine. Il y a donc pour le philosophe et le moraliste une ample moisson à recueillir dans les chroniques hébraïques. Moïse, avec son initiation égyptienne et sa nature juive, avec la double force d'un génie contemplatif et d'un esprit pratique, s'offre comme un enseignement inépuisable. Mais, si on veut la bien étudier, il ne faut pas mutiler cette grande nature; il ne faut faire de Moïse ni un prêtre de Memphis, ni un philosophe grec; l'individualité infinie de ce législateur veut être saisie avec force et avec sincérité.

Il semblait que le christianisme offrait, avec les opinions de M. Leroux, des différences assez tranchées pour qu'on pût espérer qu'il n'y chercherait pas l'expression anticipée de ses doctrines. Quelle apparence en effet qu'on veuille trouver dans les croyances chrétiennes la justification d'un système qui enferme dans ce monde la destinée possible de l'homme! Quelle promesse plus explicite et plus solennelle que celle faite par le Christ à ceux qui auraient foi en lui, d'une autre vie dans le royaume des cieux! C'est cette magnifique promesse, ce sont les divines espérances qu'elle éveilla qui gagnèrent tant d'ames à la doctrine prêchée par Jésus. On était las de la terre; la plénitude des voluptés terrestres n'avait laissé dans les cœurs qu'un vide infini. Les Romains, ces maîtres des autres hommes, s'étaient mis à prendre en dégoût ce monde même qu'ils avaient conquis et dont ils jouissaient brutalement. Le christianisme vint à propos jeter l'anathème sur ce monde; les hommes en étaient rassasiés : ils se précipitèrent avidement dans l'espoir de quelque chose d'inconnu; ils s'immolèrent eux-mêmes avec joie à l'idéal qu'on leur présentait, et ils étaient pressés de mourir pour aller mieux vivre ailleurs. Croit-on que, si les Romains n'eussent reconnu dans les prédications du Christ et du grand apôtre que ce qu'ils avaient lu dans le sixième livre de Virgile, ils auraient détrôné leurs dieux pour arborer la croix? Ils regorgeaient d'idées philosophiques, Sénèque les en avait abreuvés. Le précepteur de Néron leur avait dévoilé les profondeurs de l'ame humaine, ses corruptions comme ses grandeurs; le stoïcisme leur avait tout enseigné, mais ne leur avait rien promis, et la majo-

rité du genre humain passa du côté des croyances qui ouvraient les cieux au martyr.

Voilà qui est de notoriété historique. C'est un bizarre dessein de vouloir s'insurger contre une telle évidence. M. Leroux espère-t-il persuader au genre humain que depuis dix-huit cents ans il s'est trompé sur le sens et la portée des paroles du Christ? Nous doutons fort du succès de ce nouveau genre de révélation. Les doctrines de Jésus-Christ, affirme M. Leroux, étaient absolument les mêmes que celles de Moïse. Dieu était pour Jésus, comme pour Moïse, l'unité et la multiplicité; la doctrine de Jésus, comme celle de Moïse, se résume dans ce grand mot : *Dieu et l'humanité*. Enfin, Jésus n'a jamais entendu par son royaume ou son règne, ou par le règne et le royaume de son père, que la terre régénérée, et il n'y avait pas d'autre lieu pour ce *royaume* que la terre et l'humanité. On est confondu de l'intrépidité de pareilles assertions. Et d'abord quelles en seraient les conséquences nécessaires? Si Jésus-Christ n'a pensé que ce qu'a pensé Moïse, il n'y a pas de progrès du mosaïsme au christianisme. Il n'y a ni différence ni développement dans la marche de l'humanité. Si le Christ n'a jamais annoncé une vie divine, mais une autre vie humaine, le genre humain depuis dix-huit siècles serait le jouet d'une immense déception.

Nous ne saurions mieux rétablir la vérité historique qu'en citant quelques paroles de Bossuet où se trouve éloquemment caractérisée la différence qui sépare Moïse et Jésus-Christ. « Moïse, dit Bossuet, était envoyé pour réveiller par des récompenses temporelles les hommes sensuels et abrutis. Puisqu'ils étaient devenus tout corps et tout chair, il les fallait d'abord prendre par les sens, leur inculquer par ce moyen la connaissance de Dieu et l'horreur de l'idolâtrie à laquelle le genre humain avait une inclination si prodigieuse. Tel était le ministère de Moïse. Il était réservé à Jésus-Christ d'inspirer à l'homme des pensées plus hautes et de lui faire connaître dans une pleine évidence la dignité, l'immortalité et la félicité éternelle de son ame... » Et encore, « il fallait que Jésus-Christ nous ouvrît les cieux pour y découvrir à notre foi cette cité permanente où nous devons être recueillis après cette vie. Il nous fait voir que, si Dieu prend pour son titre éternel le nom de Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, c'est à cause que ces saints hommes sont toujours vivans devant lui. Dieu n'est pas le Dieu des morts; il n'est pas digne de lui de ne faire comme les hommes qu'accompagner ses amis jusqu'au tombeau sans leur laisser au-delà aucune espérance, et ce lui serait une honte de se dire

avec tant de force le dieu d'Abraham, s'il n'avait fondé dans le ciel une cité éternelle où Abraham et ses enfans puissent vivre heureux. C'est ainsi que les vérités de la vie future nous sont développées par Jésus-Christ. Il nous les montre même dans la loi : la vraie terre promise, c'est le royaume céleste... » Enfin, Bossuet termine ainsi sa lumineuse exposition : « Par la doctrine de Jésus-Christ, le secret de Dieu nous est découvert, sa loi est toute spirituelle, ses promesses nous introduisent à celles de l'Évangile et y servent de fondement. Une même lumière nous paraît partout; elle se lève sous les patriarches; sous Moïse et sous les prophètes elle s'accroît; Jésus-Christ, plus grand que les patriarches, plus autorisé que Moïse, plus éclairé que tous les prophètes, nous la montre dans sa plénitude (1). » On dirait que Bossuet avait prévu la confusion qu'on chercherait à établir plus tard entre le mosaïsme et le christianisme, et l'identité mensongère dans laquelle on chercherait à envelopper Moïse et le Christ.

Les discussions vraiment fécondes ne peuvent s'instituer que sur des faits certains reconnus par le bon sens et la bonne foi de tous. Ce n'est pas en déroutant les esprits sur l'interprétation du passé qu'on pourra les disposer à comprendre les vérités par lesquelles on prétend les éclairer. M. Leroux ne croit pas à l'enfer et au paradis des chrétiens, cela ne nous surprend pas; il veut présenter à son siècle, au lieu et place de ces croyances, d'autres opinions qu'il croit plus vraies, cela lui est permis. Mais qu'il n'ait pas la prétention de trouver des auxiliaires dans les rangs même de ceux qu'il attaque. Nous avons vu plus haut comment M. Leroux entend qu'il y a deux ciel, le ciel absolu et le ciel relatif, qui tous deux sont sur la terre. Eh bien! à l'en croire, saint Mathieu avait absolument les mêmes opinions que lui sur les deux ciel, et non-seulement le sadducéen saint Mathieu, mais le pharisien saint Luc, l'essénien saint Marc et le platonicien saint Jean. Pour tous ces disciples du Christ, il ne s'est jamais agi d'un Dieu dans le ciel. Quand Jésus-Christ dit : *Notre père qui est dans les cieux*, il veut aussi bien dire, *qui est sur la terre*. Sur ce point, M. Leroux cite Aristote. Le philosophe de Stagyre a énuméré dans son *Traité du monde* tous les noms divers que l'homme donne à Dieu. Il qualifie Dieu tour à tour par les épithètes de tonnant, d'éthéréen, de pluvieux, de foudroyant; il l'appelle aussi sauveur, affranchisseur; il l'appelle enfin *céleste* et *terrestre*. Le lecteur demandera ce que vient faire ici Aristote.

(1) *Discours sur l'histoire universelle*, seconde partie, chap. VI : Jésus-Christ et sa doctrine.

Je prétends
Qu'Aristote n'a point d'autorité céans.

On se trompe : M. Leroux commente l'Évangile avec le passage que nous venons d'indiquer, et, après l'avoir transcrit, il conclut par ces mots : *Je dis donc...* Ainsi c'est Aristote qu'il nous faut croire sur le sens et la portée des paroles du Christ! La confusion de toute idée et de toute notion a-t-elle jamais été poussée plus loin?

Le sadducéen saint Mathieu, dont M. Leroux veut faire à la fois un athée et une sorte de terroriste, est précisément celui de tous les évangélistes qui parle le plus de la vie future. Mathieu met dans la bouche de Jésus jusqu'à sept paraboles concernant toutes le royaume des cieux. De ces sept paraboles, Luc n'en a que trois, comme le remarque le docteur Strauss. On n'a jamais indiqué la vie future en termes plus positifs que ne le fait le premier évangéliste. Que pense M. Leroux de ce passage : « Je vous déclare que plusieurs viendront d'Orient et d'Occident, et auront place dans le royaume des cieux avec Abraham, Isaac et Jacob (1)? » Et cet autre verset : « Celui qui conserve sa vie, la perdra, et celui qui aura perdu sa vie pour l'amour de moi, la retrouvera (2)... Quiconque aura donné seulement à boire un verre d'eau froide à l'un de ces plus petits, comme étant de mes disciples, je vous dis en vérité qu'il ne perdra point sa récompense (3)... Prenez bien garde de ne mépriser aucun de ces petits, je vous déclare que dans le ciel leurs anges voient sans cesse la face de mon père, qui est dans les cieux (4). » Ces anges, dont parle l'évangéliste, et dont il est souvent question dans d'autres endroits du Nouveau-Testament, contrarient un peu M. Leroux; cependant il reprend courage, et pense qu'il est possible de *s'expliquer ces taches dans l'Évangile.* Il les attribue aux superstitions orientales, à l'ignorance des évangélistes, à la mauvaise physique du temps, *au degré inévitable d'inconséquence qui est le lot des plus grands hommes.* Enfin les anges sont duement déclarés par M. Leroux n'être que de simples figures, ou symboles d'une idée métaphysique. En effet, il faut bien les réduire à de pures abstractions, puisqu'en supprimant le paradis on ne sait plus où les mettre.

Le christianisme a pour base l'opposition entre l'existence ter-

(1) S. Mathieu, chap. VIII, vers. 11.
(2) *Ibid.*, id., vers. 39.
(3) *Ibid.*, id., vers. 42.
(4) *Ibid.*, chap. XVIII, vers. 10.

restre et la vie divine. Le mysticisme, qui en est l'ame, avait nécessairement pour conséquence cette dualité du ciel et de la terre, l'élévation vers l'un et le mépris de l'autre. Comment fermer les yeux devant un si évident contraste? M. Leroux, qui cite plusieurs fois saint Paul, aurait bien dû reconnaître dans les enseignemens de l'apôtre l'ascétisme profond dont ils sont empreints. Toujours saint Paul a des paroles de dédain pour cette vie d'ici-bas, pour *cette figure du monde qui passe*. Pour choisir entre tous les exemples que nous pourrions produire ici, que dit l'apôtre quand il traite la question du mariage? Quelle est à ses yeux la raison souveraine qui fait du célibat une condition supérieure? C'est que le célibat vous permet de songer aux affaires du Seigneur, tandis que le mariage vous plonge dans les affaires du monde (1). Le monde et Dieu! Tel est l'éternel antagonisme qui caractérise le christianisme à toutes les époques, dans la bouche de Jésus, de Jean, de Paul, dans les écrits des pères, et, pour les temps modernes, aussi bien dans les ouvrages de Luther que dans ceux de Bossuet.

La critique qu'a tentée M. Leroux des principes du christianisme, est tout-à-fait insuffisante. Ce n'est pas avec quelques rapprochemens tirés de Platon ou d'Aristote qu'il est possible d'approfondir et de juger l'esprit de la religion chrétienne. Cet esprit est original, *sui generis*. Après s'être manifesté par Jésus-Christ, il a eu ses phases, ses développemens. Pendant plusieurs siècles, il a régné sans discussion; depuis trois cents ans, sa domination tant spirituelle que temporelle a traversé de rudes épreuves. Pour ne parler ici que des débats de doctrine, l'histoire et les principes de la religion chrétienne ont été l'objet de controverses infinies; la critique du christianisme est devenue une science, qui de nos jours, surtout en Allemagne, a jeté le plus vif éclat. Nous renverrons M. Leroux, s'il veut prendre quelque idée de ces travaux contemporains, au livre récent du docteur Strauss, qui, indépendamment de son originalité, a le mérite d'exposer avec une lucidité consciencieuse les opinions théologiques qui se sont produites depuis soixante ans. Les personnes sincèrement attachées au christianisme, comme religion et comme doctrine, n'accorderont aucune importance aux reproches dirigés par M. Leroux contre l'objet de leur foi, parce qu'elles lui refuseront, non sans fondement, la connaissance de ce qu'il attaque.

Si M. Leroux ne paraît pas destiné à exercer quelque influence sur

(1) *Epistola Paul. ad Corinthios*, cap. VII.

l'esprit des chrétiens, satisfera-t-il les philosophes? En deux mots, voici son système, et nous transcrivons ses propres expressions :

« Il y a deux mondes, le monde de l'être, et le monde des manifestations.

« A l'essence de la vie répond donc un ordre, et à la manifestation de la vie un autre ordre.

« La vie est toujours présente. Donc ce présent embrasse le temps dans son immensité, dans son infinité. Vous êtes éternel, puisque vous vivez. »

Telle est la conviction que M. Leroux veut donner à l'homme, c'est qu'il est éternel. Et quel est l'argument décisif? Le voici : « En vous démontrant qu'à un instant donné, dit M. Leroux en s'adressant à l'homme, vous êtes en communion nécessaire avec l'humanité, je vous montre que vous le serez toujours, puisque vous ne l'êtes réellement à un instant donné que parce que virtuellement vous l'êtes toujours, en un mot que vous l'êtes par essence. » Ce qui revient à dire : l'homme sur cette terre n'a qu'une existence courte et souvent misérable; il y vient sans aucun souvenir d'y avoir déjà vécu; il y meurt sans avoir jamais la pensée qu'il puisse y revenir. Eh bien! c'est précisément de ces faits qu'il faut conclure que l'homme est éternel comme homme, qu'il a vécu sur cette terre avant d'y paraître, et qu'il y reviendra après en être sorti. — Si tel est le dogme de la religion qu'élabore M. Leroux, nous déclarons ce dogme nouveau plus obscur, plus incompréhensible, que toutes les révélations contre lesquelles a protesté le bon sens humain; ce sera le cas plus que jamais de s'écrier : *Credo quia absurdum!*

Mais quel intérêt si grand pousse M. Leroux à tant insister sur l'éternité humaine de l'homme? C'est qu'il est persuadé que, si l'homme n'est pas convaincu de cette éternité, il ne sera ni moral ni sociable; l'homme doit s'identifier avec l'humanité, pour avoir le désir de lui être utile, et pour vouloir concourir au bien général dont il reviendra plus tard prendre sa part lui-même. Voilà la sanction religieuse imaginée par M. Leroux. C'est de l'égoïsme, c'est une prime offerte à travers les siècles à l'intérêt bien entendu; mais nous craignons fort que l'égoïsme ne se paie pas de telles chimères, et qu'il ne préfère prélever sur-le-champ ses satisfactions et ses jouissances.

Il est bizarre que l'auteur de *l'Humanité,* qui parle tant de l'infini, en ait si fort matérialisé le sentiment. Spinosa, dit M. Leroux, appelle

en un endroit de ses écrits les ames particulières des modifications subites et passagères de l'ame du monde. Il aurait dû dire : des modifications *durables* d'une certaine façon et véritablement éternelles de l'ame du monde. Mais nous renverrons M. Leroux précisément à la lettre de Spinosa qu'il cite; il y verra qu'il ne faut pas confondre la durée avec l'éternité; la durée, c'est l'existence des formes; l'éternité n'appartient qu'à la substance. Il y a bien de la témérité à vouloir donner à Spinosa une leçon d'idéalisme. Si M. Leroux se fût plus pénétré des principes de l'illustre représentant du panthéisme, il n'eût pas caressé cette singulière fantaisie de vouloir faire renaître l'individualité humaine. Quand l'ame s'exalte et se recueille à la fois dans le sentiment de l'infini, elle aspire à s'anéantir dans le sein de l'éternelle substance qui est aussi l'éternelle idée. Dans ces suprêmes momens, où la vie a son expression la plus pure, l'individu sent qu'il doit périr, et il s'en réjouit. Ne venez pas lui offrir la grossière image d'un retour possible sur la terre, car déjà, par l'élévation de sa pensée et de son désir, il anticipe l'éternité.

Hegel n'est pas moins maltraité que Spinosa par M. Leroux. « L'interprétation du christianisme sortie de l'école de Hegel, dit M. Leroux, prétend à la vérité expliquer le christianisme comme un produit de l'esprit humain; mais apparemment c'est un produit qui s'est fait sous l'inspiration du hasard, et sans que la Providence y soit pour rien : car l'explication en question ne montre dans le christianisme aucune vérité quelconque qui vaille la peine d'être appelée religion, et l'existence même de son fondateur, loin d'être nécessaire, n'est pas même probable dans cette explication. » On croit rêver en lisant des assertions aussi absolues et aussi erronées. Faut-il apprendre à M. Leroux que la religion, et en particulier le christianisme, a été l'objet, de la part de Hegel, des explications les plus profondes? Qu'il lise les ouvrages de ce grand homme, entre autres son *Histoire des Religions;* qu'il lise encore les livres de ses disciples, de Marheinecke, de Rosenkrantz, de Strauss. La nécessité de la venue du Christ n'a pas été prouvée par l'école de Hegel! Mais c'est sur ce fait fondamental qu'elle a porté tout l'effort de la démonstration. Il fallait, a dit cette école, un Dieu homme renfermant à la fois l'essence divine et la personnalité humaine, qui, tout en étant Dieu, dépendît de la nature, et qui prouvât par la mort humaine la réalité de l'incarnation divine. Ce n'est pas assez, il fallait qu'à la souffrance physique se joignît la souffrance morale, que causent l'ignomi-

nie et l'imputation du crime. Enfin, comme la mort du Christ était un retour vers Dieu, elle fut nécessairement suivie de la résurrection et de l'ascension. C'est au contraire un des grands mérites de la philosophie de Hegel d'avoir donné du christianisme une explication métaphysique qui n'en dénaturât pas la réalité historique, et d'avoir dégagé du milieu des croyances et de l'histoire l'esprit et l'idée.

On dirait qu'en prodiguant les hypothèses aventureuses et les jugemens hasardés sur les hommes et sur les choses, M. Leroux n'a point songé qu'il trouverait des contradicteurs. Cependant notre siècle a l'esprit éminemment critique; il examine, il retourne sous toutes leurs faces les opinions qu'on veut lui imposer. En France et en Allemagne, il y a nombre de gens qui savent l'histoire des croyances religieuses et des idées philosophiques, et qui sont en état de reconnaître les souvenirs, les emprunts et les non-sens historiques avec lesquels on cherche à produire l'illusion d'un système. Les temps sont durs pour les révélateurs. On rencontre à chaque pas des esprits chagrins, incrédules, qui ne craignent pas de déconcerter par d'importunes objections le dogmatisme qui rend ses oracles. Nous regrettons qu'un esprit aussi distingué que celui de M. Leroux ait abandonné la direction saine et féconde dans laquelle il travaillait il y a plusieurs années, pour prendre l'allure et le ton d'un fondateur de secte et d'école. Qu'on compare les morceaux qu'écrivait M. Leroux en 1833 et en 1834, entre autres le fragment intitulé : *De la Loi de continuité qui unit le* XVIIIe *siècle au* XVIIe, et les premiers articles qu'il a donnés à l'Encyclopédie nouvelle, avec son ouvrage *de l'Humanité*. Quelle différence! Dans ses premières productions, M. Leroux doute, cherche, observe, expose, discute, et finit par déduire quelques idées dont la justesse et la fécondité frappent l'esprit. Aujourd'hui M. Leroux affirme, tranche, dogmatise; il ne connaît plus le doute; la plus légère indécision n'entre plus dans son esprit; il a pris le ton d'un maître, d'un prophète. Cette transformation n'est pas heureuse. De nos jours, on vous écoute d'autant moins que vous annoncez davantage avoir tout découvert; voilà déjà la prédication compromise. Que sera-ce si le petit nombre qui s'arrête pour l'entendre reconnaît que l'annonce est trompeuse, et que la forme d'une obscure et ambitieuse phraséologie ne renferme rien de nouveau? Si M. Leroux veut se créer, nous ne disons pas une école, mais des lecteurs, il faut qu'il change de route, et qu'il revienne aux procédés de ses premiers travaux.

Le passé est percé à jour ; nous connaissons de plus en plus tout ce qui, avant nous, a été dit et pensé dans les temples et les écoles; nous savons la tradition. Mais n'y a-t-il rien au-delà? Ce qui distingue l'esprit philosophique, c'est précisément la mobilité infatigable avec laquelle il s'engage à la découverte. Nous croyons avoir eu raison d'écrire quelque part : « La philosophie est le mouvement éternel de l'esprit humain, les religions en sont les haltes. » Aussi ce qu'on demande aux penseurs, ce n'est pas d'altérer les traditions, de les défigurer par des commentaires sans fondement, mais, tout en les respectant dans leur réalité historique, d'imprimer à l'esprit humain une impulsion qui permette de les dépasser. M. Leroux admire beaucoup Lessing, et il a raison. Cependant, que fait Lessing? Dans quelques pages substantielles et fortes, il constate, sans la dénaturer, la tradition religieuse, et il en tire quelques inductions fécondes pour les progrès possibles de l'humanité. C'est la vraie méthode du penseur : d'un côté l'histoire traitée avec une intelligence loyale et sévère, de l'autre les idées spéculatives avec leurs conclusions et leurs découvertes. Cette sobriété et ce discernement dans les différentes applications de l'esprit humain produisent seuls les œuvres durables.

LERMINIER.

UNE VISITE

AU ROI GUILLAUME.

Dans une des plus belles et des plus longues rues de La Haye, à gauche en allant vers les dunes mélancoliques de Scheveningen, on aperçoit une maison bien moins large et moins splendide que celles des banquiers d'Amsterdam, une maison à un seul étage, construite au fond d'une cour assez étroite, touchant par deux petites ailes parallèles à l'alignement de la rue, et gardée par deux factionnaires. C'était naguère encore la demeure d'un roi qui a régné pendant quinze ans sur de riches provinces et de vastes colonies, et qui, après avoir perdu par une révolution subite la moitié de ses états, vient d'abdiquer volontairement la couronne qui lui restait et se retire dans la vie privée. Tous les mercredis, vers onze heures, on pouvait voir devant la royale habitation de la Veenstraat un singulier spectacle. Des hommes à pied et en voiture, en habit brodé et en veste de matelot, arrivaient à la porte du palais, traversaient pêle-mêle les cours, et s'avançaient vers les appartemens du roi. Tous les mercredis, Guillaume I[er] donnait audience à ses sujets. On entrait, on inscrivait son nom sur une feuille de papier, et l'on était admis à tour de rôle devant le roi. Un aide-de-camp, tenant la liste en main,

appelait l'un après l'autre chacun de ceux qui s'étaient inscrits, l'introduisait auprès du roi, puis se retirait sur le seuil de la porte. Un jour, je me présentai avec la foule à l'une de ces audiences populaires, qui existaient encore en Autriche sous le règne du dernier empereur, et jadis en France autour du chêne de Vincennes. J'entrais l'un des derniers, et j'eus le temps d'observer ce curieux tableau d'un peuple arrivant librement jusqu'à son roi, dans un temps où le poignard des assassins oblige les rois à s'entourer de gardes et à barricader leur porte. Il y avait déjà sur la table trois grandes feuilles pleines de noms de visiteurs. Autour de moi, je voyais des gens de tout âge et de toute sorte. A côté des professeurs de Leyde, en longue robe noire, qui venaient s'entretenir avec leur souverain des besoins de leur université, était un étudiant au regard timide qui voulait lui offrir sa thèse; près de l'officier supérieur, portant de grosses épaulettes et un habit étincelant d'or et de décorations, s'avançait l'aspirant de marine, avec son humble frac bleu et sa casquette ornée d'un mince galon; le riche négociant, dont le nom valait à la bourse d'Amsterdam des millions de florins, était assis sur une banquette à côté du prolétaire qui venait solliciter un modique emploi. Ce jour-là, dans la demeure du souverain, tous les rangs étaient égaux, tous les priviléges de la naissance et de la position sociale étaient suspendus. Il n'y avait d'autre privilége que celui d'un numéro d'inscription; le premier venu passait le premier. L'ouvrier avec sa veste de grosse laine et ses pieds poudreux passait avant l'élégant gentilhomme dont on entendait encore piaffer les chevaux dans la rue; l'élève passait avant le maître, et le soldat avant l'officier. Dans un salon voisin, le roi était debout, appuyé contre une console, saluant avec affabilité chacun de ceux qui tour à tour s'avançaient près de lui, écoutant ses réclamations, ses plaintes, puis le congédiant par un léger signe de tête. La porte de son salon était ouverte, et sur la figure des hommes du peuple accueillis ainsi par leur souverain, je vis briller plus d'une fois un éclair de joie. Tel qui s'approchait de lui, l'œil triste, la tête baissée, semblait tout à coup ravivé par une espérance salutaire, et se retirait en le saluant avec un sentiment de respect et de reconnaissance. Peut-être ces pauvres gens avaient-ils déjà éprouvé que le roi prenait un véritable intérêt à leurs souffrances; peut-être aussi était-ce pour eux une consolation suffisante de pouvoir porter leurs plaintes au pied du trône et d'être écoutés. Tandis que tous ceux qui m'avaient précédé dans le salon d'attente défilaient ainsi dans le salon de récep-

tion, j'observais ce roi dont le nom depuis plus de cinquante ans occupe une place marquée dans l'histoire, et dont la ténacité nous menaçait en 1833 d'une guerre européenne. En le regardant, je me rappelais avec émotion tous les revers de fortune qu'il avait subis, toutes les douleurs qu'il avait éprouvées, et ces paroles de M. de Chateaubriand me revinrent à l'esprit : « Les grands de la terre ont connu la tristesse de l'isolement, les heures amères de l'exil, et l'on a pu voir quelle quantité de larmes renferment les yeux des rois. » Attaqué au cœur de son pays par Dumouriez, forcé de fuir en 1795 devant les armes victorieuses de Pichegru, dépouillé de l'héritage des stathouders par un arrêt de la convention, dépouillé par Napoléon des principautés que la maison d'Orange possédait en Allemagne, plus tard des domaines de Fulda et du comté de Spiegelberg, après la paix de Tilsitt, le descendant de ces fiers princes de Hollande qui avaient imposé des lois à l'Europe et humilié la gloire de Louis XIV, n'avait plus qu'une propriété dans le duché de Varsovie. Mais ni les armées de la république, ni les menaces de l'empereur ne purent le faire fléchir dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée, et lui arracher une concession. Quand ses possessions d'Allemagne lui furent enlevées, il aurait pu les conserver en s'associant à la confédération du Rhin ; il aima mieux perdre cette dernière part de l'héritage de ses pères et garder son indépendance. En 1793, il prenait les armes pour combattre contre les armées du Nord ; en 1808, il les remettait à son fils, et l'envoyait servir sous les ordres de Wellington en Espagne. Après tant d'années de luttes et d'agitation, son visage, son attitude, ses manières, indiquent encore fidèlement la nature de son caractère. La vieillesse même semble avoir reculé devant cette organisation ferme et opiniâtre. Elle n'a rien enlevé ni à la mâle énergie de ses traits, ni à l'expression de son regard ; elle n'a fait que blanchir ses cheveux. Sa figure calme et régulière, ses lèvres légèrement serrées, offrent tout à la fois un type de force et de prudence; ses yeux vifs, brillant sous deux épais sourcils, annoncent la pénétration, et quand je le regardais, toute sa physionomie semblait être pour moi la vivante expression de cette devise de son royaume, qui fut surtout celle de son règne : *Je maintiendrai.*

Le lendemain, je partis pour Amsterdam, et deux jours après le *Handelsblad* annonçait l'abdication du roi. Rien jusque-là n'avait pu faire pressentir un tel évènement. Cependant à peine les journaux en avaient-ils parlé qu'on le regarda comme un acte définitif. « Si, comme on nous l'affirme, me disait un Hollandais, Guillaume a dé-

claré qu'il abdiquerait, soyez sûr qu'il abdiquera. » En effet, la semaine suivante, le roi se retira au Loo avec sa famille et ses ministres. Là, après avoir exprimé assez brièvement sa détermination, il prit l'acte d'abdication qu'il avait fait préparer, le signa, salua son fils du nom de roi, puis se mit gaiement à table avec ses enfans. Jamais, au dire des personnes qui assistaient à cette séance, il ne s'était montré plus calme, et jamais il ne signa un acte d'une main plus sûre.

On a beaucoup disserté en Hollande et ailleurs sur les motifs qui avaient porté le roi à se démettre ainsi tout à coup de son pouvoir. Il en est un qu'il a exprimé lui-même dans sa proclamation et qui fait honneur à sa loyauté. C'est celui qui est fondé sur le changement apporté à la constitution de 1815. Pour en comprendre toute la valeur, il est nécessaire de reporter ses regards vers cette époque. L'année 1813, que l'on célèbre encore en Allemagne comme une ère de salut, fut aussi pour la Hollande une année à jamais mémorable. Pendant près d'un quart de siècle, la pauvre Hollande avait cruellement souffert. Tour à tour envahie par les armées de la convention, organisée en république, puis en royaume, puis rejointe comme une province à l'empire français, elle avait subi toutes les phases de nos différentes révolutions sans en partager la gloire, sans profiter de nos conquêtes. Napoléon appelait le peuple hollandais une estimable société de marchands, et le pressurait de sa main de fer pour en tirer des hommes et de l'argent. Le règne du roi Louis eût pu adoucir les plaies de ce malheureux pays, si Louis avait été maître de suivre ses généreuses impulsions. Il aimait la Hollande, et les Hollandais lui savent gré encore du bien qu'il voulait leur faire, des sympathies qu'il leur témoigna. Mais, avec son titre de roi, il n'était lui-même que le premier préfet de son frère. Au-dessus de lui, il y avait l'autorité de l'empire, autorité active, jalouse, irrésistible, qui s'immisçait dans tous ses actes, prévenait ses desseins, suspendait ses résolutions. Pendant cinq ans, Louis résista de toutes ses forces à ce pouvoir extérieur qui maîtrisait le sien; mais enfin, hors d'état de soutenir plus long-temps une lutte incessante, il ne voulut point paraître complice des mesures qu'il réprouvait, et se retira.

La Hollande fut alors réunie à l'empire, divisée en départemens, gouvernée de nom par l'ancien consul Lebrun, et de fait par des préfets étrangers, rigoureux instrumens des volontés de leur empereur. Les réquisitions, les levées d'hommes et d'argent, les emprunts forcés, reprirent alors leur cours. Les lignes de douane, dont le roi Louis laissait secrètement tromper la surveillance pour favoriser le

commerce de ses sujets, furent raffermies. Le fisc étendit le cercle de ses attributions. Ce qui échappait à l'impôt direct tombait dans le domaine des droits réunis. Les mesures de rigueur frappaient surtout ceux qui étaient appelés à prendre les armes. Il n'y avait point de pitié pour les réfractaires, point de pitié pour les malheureux qui essayaient d'échapper à la loi de recrutement à l'aide d'un certificat constatant une infirmité. Un haut fonctionnaire de Namur faisait verser de la cire bouillante sur les pieds de ceux qui se disaient sujets à des attaques d'épilepsie, et arracha un jour de son lit un jeune conscrit qui rendit le dernier soupir devant lui (1). Une police soupçonneuse, inquisitoriale, surveillait tous les individus, pénétrait dans l'intérieur des familles, et donnait à toutes les démarches une interprétation. Il n'était pas permis aux Hollandais d'entreprendre dans leur pays la plus petite excursion sans être munis d'un passeport, et l'usage même de leur langue nationale pouvait devenir en certains cas une cause de suspicion. Tous les principaux fonctionnaires parlaient français et voulaient introduire la langue française dans les actes publics comme dans la vie privée. Hâtons-nous de dire que les deux hommes qui, dans ce temps d'oppression, se signalèrent entre tous les autres par la cruauté de leur conduite, les deux seuls dont l'histoire de Hollande ait inscrit le nom sur son pilori, n'étaient pas Français, mais Belges.

Tout à coup, au milieu de cette servitude profonde sous laquelle était courbée la terre natale d'Oldenbarnveld, de Ruyter et de Jean de Witt, la nouvelle de la bataille de Leipzig retentit dans le monde entier. L'Allemagne pousse un cri de joie, la Hollande relève sa tête humiliée et porte vers l'avenir un regard d'espoir. Il y avait alors dans ce pays un homme de la vieille race batave, un homme au cœur ferme et patient, qui, dans les heures de la plus grande calamité, n'avait jamais désespéré un instant du salut de sa patrie. Pendant les diverses révolutions qui avaient tour à tour agité la Hollande, Charles de Hogendorp n'avait fait aucun mouvement. L'influence de son nom, de sa fortune, de ses talens déjà reconnus, pouvait facilement le conduire à de hauts emplois; mais il ne voulait accepter ni faveur, ni fonctions, d'un gouvernement qu'il réprouvait. Retiré à l'écart, livré tout entier à ses austères souvenirs de républicain, il méditait les moyens de faire sortir de ses ruines l'ordre de choses qu'il regrettait. Il suivait d'un œil clairvoyant la marche des évène-

(1) Van Kampen, *Geschiedeniss van Nederland*, tom. II.

mens, et prévoyait la chute de Napoléon au milieu même de ses triomphes. La bataille de Leipzig l'arracha de sa retraite. Il sentit que le moment était venu de mettre ses plans à exécution, et s'en alla trouver les hommes avec lesquels, depuis près de vingt années, il s'entendait tacitement. Secondé par eux, il forma en peu de temps une conspiration pour chasser les Français de la Hollande et rappeler le descendant des anciens stathouders. Cette conspiration ne pouvait s'organiser qu'avec de grandes précautions et dans un profond mystère, car nous étions encore maîtres du pays et nos troupes occupaient les places fortes. Chacun des principaux conjurés choisit quatre hommes qui lui jurèrent obéissance absolue et discrétion; chacun de ces quatre hommes en choisit ensuite quatre autres auxquels il fit prêter le même serment. Tous les membres de cette association avaient été élus l'un après l'autre à part, et ne connaissaient que le nom de leur chef. Le secret de la conjuration fut bien gardé, il n'en transpira rien dans le public.

Sur ces entrefaites, les Russes entrent dans la Frise et dans la province de Groningue. Le général Molitor, pour concentrer ses troupes, abandonne Amsterdam et se retire à Utrecht. A peine était-il parti, que le peuple en masse se soulève, chasse les principaux fonctionnaires français et met le feu aux bâtimens de la douane et des droits réunis. C'était là une manifestation d'opinion qui pouvait coûter cher à la populace, car Molitor n'était qu'à dix lieues d'Amsterdam, et le secours que la Hollande attendait des Russes était encore très incertain, et, en tout cas, assez éloigné. Les hommes qui préparaient une contre-révolution comprirent le danger auquel un moment d'effervescence venait de les exposer, et, pour le prévenir, ils organisèrent aussitôt la garde nationale, qui promit de réprimer toute apparence de désordre et s'interposa ainsi entre l'armée étrangère et le peuple de la capitale.

En même temps Hogendorp travaillait à rétablir l'ancienne forme de gouvernement. Il s'adressa d'abord à ceux qui avaient été autrefois membres des états-généraux, et les pria de se constituer en corps administratif; mais aucun d'eux n'osa se rendre à sa demande. Les circonstances devenaient de plus en plus graves. Les Français pouvaient d'un jour à l'autre recevoir des renforts, repousser les alliés, et rétablir leur autorité dans le pays. Hogendorp comprit qu'une grande décision était son seul moyen de salut. Il renonça à toute mesure de temporisation, et, le 21 novembre, il se proclama, lui et son ami Maasdam, chefs du gouvernement provisoire, en l'absence du prince

d'Orange. Ses fils parurent en public avec la cocarde nationale, et l'ancien cri populaire *Oranje boven* retentit dans les rues d'Amsterdam. Un officier fut expédié au quartier du général Bulow, pour le prier de venir au secours de la Hollande; un autre alla presser les Russes d'accélérer leur marche. Les deux corps d'alliés s'avancèrent vers l'intérieur du pays. Bulow traversa l'Yssel, s'empara de Zutphen, d'Arnhem, et les Russes vinrent camper aux portes d'Amsterdam. Molitor sentait qu'il ne pouvait résister à la fois à ces deux armées étrangères et à l'insurrection nationale; il commençait à se retirer, mais il se retirait en homme habile, resserrant ses troupes, faisant bonne contenance, et ne se laissant rien prendre par l'ennemi. Sa retraite avait commencé le 15 novembre, et malgré l'effort des Russes, des Prussiens, des Hollandais et des Anglais, elle dura plus d'un mois.

Cependant M. de Fagel était allé chercher en Angleterre le prince d'Orange. Le 30 novembre 1813, tandis qu'une grande partie de son pays était encore occupée par les troupes françaises, le prince aborda sur la plage de Scheveningen, sur cette même plage où dix-huit ans auparavant il s'était embarqué avec son père, déshérité, banni, allant chercher un refuge sur la terre étrangère. Les pêcheurs de Scheveningen le prirent sur leurs bras et le portèrent avec des acclamations de joie jusque dans leur village. Le peuple accourut en foule au-devant de lui; partout la cocarde de ses pères brillait à ses yeux, partout les cris de vive Orange! vive Guillaume! retentissaient à ses oreilles. Il fit le chemin de La Haye à Amsterdam au milieu d'une population avide de le voir, de le saluer. Jamais la grave Hollande ne s'était si fort déridée et n'avait fait éclater tant de joyeux transports. Une autre marque d'enthousiasme et de confiance bien plus décisive encore l'attendait dans sa capitale. Son arrivée avait été annoncée dans le pays par une proclamation qui se terminait ainsi : « La Hollande est libre, et Guillaume Ier est son souverain. » Ces deux derniers mots ensevelissaient tout simplement sous le sceau de la légalité l'ancienne forme de gouvernement. Le prince comptait venir reprendre la succession des stathouders, et au lieu d'être le président d'une république, il allait se voir investi de l'autorité royale; au lieu de continuer la série de ses aïeux, il devait prendre le titre de Guillaume Ier et commencer une nouvelle dynastie.

Ce qu'il y a de remarquable dans ce fait, c'est que c'étaient les républicains eux-mêmes, les hommes attachés, il est vrai, à la maison d'Orange, mais partisans zélés des institutions démocratiques, qui abolissaient ainsi le gouvernement de leurs pères, et fondaient une

monarchie. Ces hommes se souvenaient des cruelles dissensions qui, du temps de la république, avaient si souvent désolé la Hollande, ils craignaient de les voir éclater de nouveau, ils craignaient les réactions de l'oligarchie, et un pouvoir ferme, unique, non divisé, leur semblait être la plus sûre barrière contre les ambitions déréglées et les périls de l'anarchie. C'est ainsi qu'en 1660, le peuple de Copenhague, las du conseil oligarchique qui prétendait faire un heureux contrepoids au pouvoir de la monarchie, renversa cette magistrature mensongère, et remit entre les mains du roi l'autorité absolue.

Quand la proclamation monarchique fut publiée, plus d'une voix s'éleva contre ce manifeste inattendu. La ville d'Utrecht le repoussa assez ouvertement, et les hommes du port d'Amsterdam, malgré leur dévouement héréditaire à la maison d'Orange, firent entendre de sourds murmures. Ils chantaient ordinairement un chant populaire qui se terminait ainsi :

Al is onz prinsje nog zoo klein
Al evenvel zal hy stadhouder zyn.

« Quoique notre petit prince soit encore si petit, il sera pourtant notre stathouder. »

Ils ajoutèrent alors un vers à ce refrain, et s'en allèrent répétant le long des quais :

Dock hoeft geen souverein te zyn.

« Mais il ne doit pas être souverain. »

On dit que Guillaume refusa d'abord sincèrement d'accepter la dignité qui lui était offerte, et demanda à être tout simplement stathouder comme ses ancêtres (1). Mais les instances de ses conseillers surmontèrent ses scrupules, et l'enthousiasme général de la population pour lui étouffa bien vite les germes de dissidence que le manifeste royaliste avait fait éclater çà et là. Cependant, en cédant au vœu de ses principaux partisans, Guillaume annonça qu'en acceptant la souveraineté, il donnerait à ses sujets une constitution qui garantirait la liberté individuelle contre tout acte arbitraire. Le 2 décembre, il fut proclamé roi, et il organisa aussitôt une commission composée de quatorze membres, et chargée de rédiger une charte constitu-

(1) C'est un témoignage que plusieurs écrivains, notamment Bosscha, Van Kampen et l'auteur anonyme des *Vertraute Briefe*, s'accordent à lui rendre.

tionnelle. Six cents notables (1), élus pour les diverses provinces de la Hollande, furent ensuite appelés à voter l'adoption de cette charte qui, pour toute garantie contre les envahissemens de la royauté, instituait seulement une chambre dont les membres devaient être nommés par les états provinciaux, et dont les séances devaient être fermées au public. C'était, à vrai dire, une chambre consultative plutôt qu'une assemblée de représentans selon nos principes constitutionnels. En vertu d'une telle institution, le roi était de fait roi absolu, et les députés ne pouvaient guère servir qu'à donner plus d'autorité à ses actes, en y ajoutant celle de leur nom. Le 30 mars, jour de la bataille de Paris, la charte hollandaise fut présentée aux notables; il n'était pas permis d'en discuter les différentes dispositions; elle devait être jugée dans son ensemble, et rejetée ou acceptée. Des six cents élus de la nation, cent-vingt-cinq s'abstinrent de remplir leur mandat, les autres votèrent docilement, et la charte fut adoptée à la majorité de 448 voix contre 26.

Cette constitution si vite faite ne dura pas long-temps. Lorsque la Belgique fut réunie, par le congrès de Vienne, à la Hollande, des commissaires choisis dans les deux pays en rédigèrent une nouvelle; il y eut alors deux chambres, une chambre des pairs, dont les membres étaient nommés à vie par le roi, et une chambre des députés, élue par les états provinciaux, mais dont les séances devaient être publiques.

La révolution de 1830, la brusque rupture de la Belgique avec la Hollande, devaient nécessairement apporter un second changement à la constitution de 1815. Nous n'avons sans doute pas besoin de raconter les différentes péripéties de cette révolution, la rapide et brillante campagne d'Anvers, et la longue et monotone histoire des conférences de Londres. Mais de cette époque date pour la Hollande une ère nouvelle, un nouvel esprit s'éveille parmi le peuple. Tandis qu'au dehors de son royaume Guillaume I[er] conserve en dépit des protocoles une attitude belliqueuse, au dedans l'opposition constitutionnelle, jusque-là timide, flottante, ayant peu de voix et peu d'échos, s'enhardit, se resserre, gagne du terrain. De là une lutte de sept années, lutte patiente et réfléchie entre un roi qui poursuit obstinément tantôt par la force, tantôt par des concessions apparentes, le cours de son idée, et un parti qui cherche à faire prévaloir

(1) Les Anglais, qui blâmaient l'esprit monarchique de cette révolution, condamnaient par un intraduisible jeu de mots les notables, en écrivant *not ables*.

un autre système. De chaque côté beaucoup de calme avec beaucoup de ténacité, et à la fin de la lutte une réforme importante qui pourrait bien en amener encore d'autres plus décisives. Qu'il nous soit donc permis de rappeler des faits en partie déjà connus, mais en partie peut-être oubliés, pour en démontrer plus clairement les conséquences et en faire pressentir les résultats futurs.

Quand la nouvelle de la révolution belge arriva à La Haye, le roi avait encore à choisir entre trois partis pour prévenir les suites de ce grave évènement. Il pouvait de prime-abord accepter cette révolution comme un fait accompli, et tâcher d'obtenir du pays insurgé les conditions les plus favorables pour la Hollande, ou ramener sous son pouvoir par de promptes concessions les provinces révoltées, ou enfin employer la force et les moyens de répression. Ce fut à ce dernier parti qu'il eut recours, et à voir l'empressement et l'enthousiasme avec lequel toute la Hollande accueillit son appel aux armes, on eût pu croire qu'en adoptant ce moyen rigoureux, il avait été bien inspiré. De tous côtés le cri de guerre produisit une sorte de commotion électrique. Jeunes et vieux, riches et pauvres, chacun se montra animé de la même ardeur et aspirant au même but; chacun faisait à la patrie le sacrifice de son repos, de ses biens ou de son sang. Les jeunes hommes de la Frise, à la taille élancée, aux membres robustes, traversaient le Zuyderzée le fusil sur l'épaule, et venaient demander à combattre. Les négocians d'Amsterdam quittaient le comptoir et se faisaient enrôler dans la milice, et toute cette troupe de volontaires s'assemblait sous les ordres de ses chefs en célébrant dans ses refrains populaires la gloire de sa patrie et le nom de son roi. Depuis le temps où la Hollande défendait si glorieusement contre l'Espagne sa religion et son indépendance, on n'avait peut-être pas vu dans ce grave pays tant d'ardeur pour une même cause et tant d'unanimité. Lorsqu'en 1831 le prince d'Orange entreprit sa campagne de Belgique, il menait à sa suite plus de quatre-vingt mille hommes, et dans l'armée de mer il y avait un jeune officier sorti de l'hospice des orphelins d'Amsterdam, le jeune Van Speyk, qui donnait l'exemple d'un dévouement antique en se faisant sauter, comme notre valeureux Bisson, pour ne pas livrer son bâtiment à l'ennemi.

Cependant, en prenant les armes, la Hollande obéissait à un sentiment de fierté nationale vivement blessé, plutôt qu'au désir de reconquérir la Belgique. Et quel avantage pouvait-elle avoir à se réunir à ce pays, à part celui de former, par cette réunion, une puissance politique plus forte et plus imposante? Son intérêt commercial

demandait la séparation. Amsterdam et Rotterdam se réjouissaient de n'avoir plus à supporter la concurrence d'Anvers, et si, par son isolement, la Hollande perdait le produit des fabriques belges, elle souriait à la perspective de relever ses anciennes fabriques, d'en fonder de nouvelles, et elle allait avoir à elle seule la jouissance de ses colonies. Puis, indépendamment de toute considération d'intérêt matériel, il y avait, de part et d'autre, entre les deux peuples, une sorte d'antipathie innée, un sentiment de méfiance, qui pendant les quinze dernières années n'avait fait que s'accroître, et qui rendait la rupture inévitable et irremédiable. La Hollande accueillit donc avec joie le premier acte de la conférence de Londres, qui proclamait l'indépendance de la Belgique, et dès ce moment n'aspira qu'à terminer au plus vite les négociations diplomatiques, et à goûter les fruits d'une paix définitive. Le gouvernement semblait animé des mêmes intentions, et le peuple et le roi étaient alors en apparence parfaitement d'accord. Mais quand les conférences de Londres furent interrompues, quand Guillaume I[er] établit son long et opiniâtre *statu quo*, quand au lieu de dégrever le budget, il fallut le surcharger, et entretenir, dans un état de paix apparent, des troupes nombreuses sur le pied de guerre, la Hollande, qui avait pris les armes avec enthousiasme, les porta avec ennui, et la seconde chambre, qui jusque-là avait sanctionné et secondé toutes les mesures des ministres, commença à entrer dans une opposition qui d'année en année devait prendre plus de consistance.

Dès l'année 1833, cette chambre, au lieu d'encourager, comme par le passé, le gouvernement dans un système de résistance, formule dans son adresse des représentations assez énergiques sur les dangers du *statu quo*. Les membres de l'opposition blâment sévèrement la marche suivie dans les négociations, et les partisans les plus déclarés du ministère demandent avec instance des économies et un prompt traité de paix. Cette fois cependant le budget fut accepté à la majorité de 20 voix, mais la chambre rejeta la demande d'un emprunt destiné à couvrir le déficit de l'année. Dans la session suivante, l'opposition reparut plus nombreuse et plus ferme, et le peuple, qui jusqu'alors avait gardé beaucoup de réserve, le peuple d'Amsterdam, si dévoué à la maison d'Orange, se signala tout à coup par de violentes manifestations. Parmi les impôts récemment établis pour subvenir à l'entretien des troupes, il en était un qui pesait surtout sur les propriétaires de maisons. Plusieurs d'entre eux se réunirent

dans le but de former une opposition énergique contre la nouvelle taxe. Le gouvernement, aux prises avec eux, eut recours d'abord à l'expropriation, et cette mesure excita dans la ville un soulèvement que l'autorité ne parvint à calmer qu'en employant les promesses et les moyens de conciliation. Plus tard, elle voulut remettre à exécution les ordonnances. Il s'agissait de vendre à l'encan des meubles enlevés à ceux qui avaient refusé de payer l'impôt. Pour prévenir les scènes de désordre que l'on redoutait, on avait entouré la salle d'enchères d'un formidable appareil de soldats et d'agens de police; mais le peuple se jeta sur eux, les chassa à coups de pierres, et le soir, mit le feu aux baraques où les meubles saisis étaient renfermés. La garde nationale, qui jouit en Hollande d'une grande considération, put seule réprimer cette émeute.

Quatre années se passèrent ainsi dans un état d'agitation sourde et d'incertitude pénible. A chaque session, le gouvernement demandait un nouvel emprunt, et la chambre répondait à cette demande par des plaidoyers contre le *statu quo*, et des vœux formels pour la conclusion de la paix. Le budget était voté pourtant, mais lentement, difficilement et non sans de vives attaques contre les ministres. Enfin, en 1837, on annonça que le roi avait donné son adhésion aux vingt-quatre articles. Cette nouvelle produisit dans le pays une joie unanime, et donna en un instant à la chambre une attitude toute nouvelle; ceux de ses membres qui commençaient à s'éloigner du gouvernement, se rallièrent à lui avec enthousiasme, l'opposition déposa les armes, et le budget proposé par les ministres fut adopté à la majorité de trente-six voix contre quatre. L'armée resta cependant encore pendant plus d'une année sur le pied de guerre, et en 1839 le gouvernement effraya le pays en demandant tout à coup, pour couvrir ses déficits, un emprunt de 56 millions de florins (1). Les explications qu'il donnait pour justifier cet emprunt, étaient loin d'être satisfaisantes; on eût voulu avoir un compte exact de la situation du trésor, et il ne les présentait que par parcelles incomplètes. On découvrit que, pendant les dernières années, il avait dépensé, sans l'autorisation des chambres, près de 120 millions de florins, et l'on entrevoyait mal l'emploi de cette somme; il est facile de comprendre l'impression que de tels calculs devaient produire parmi les députés. L'opposition attaqua sans ménagement les ministres, et le projet d'emprunt fut rejeté à

(1) Le florin de Hollande vaut environ 2 fr. 10 cent.

la majorité de trente-neuf voix contre douze. Quelques mois après, la chambre allait plus loin, elle rejetait le budget à la majorité de cinquante voix contre une.

Une telle scission entre le gouvernement et les représentans du pays exigeait un remède énergique; la chambre demandait une réforme dans la loi fondamentale. Les ministres crurent la satisfaire en lui proposant des modifications secondaires, mais elle repoussa énergiquement cette demi-mesure, et soumit à un long et minutieux examen toute la constitution de 1815. Une nouvelle loi fondamentale vient d'être promulguée en Hollande; elle établit les limites actuelles du royaume; elle fixe à 1,500,000 florins la liste civile du roi, plus 50,000 florins pour l'entretien de ses palais; à 100,000 florins la dotation du prince royal, et à 200,000 florins quand il est marié. Elle maintient, comme par le passé, deux chambres : la première, composée de trente membres nommés à vie par le roi; la seconde, de cinquante-huit membres élus par les états provinciaux; mais elle prescrit la responsabilité des ministres, qui jusque-là n'avait jamais été prononcée. Le roi n'a pas voulu se soumettre à cette nouvelle disposition, qui changeait complètement la nature de son pouvoir, de son premier contrat avec le peuple, et il a abdiqué.

Il a abdiqué après vingt-sept années d'un règne difficile, orageux, et ceux mêmes qui ont le plus blâmé la marche de son gouvernement sont forcés de rendre justice à ses grandes qualités, et de reconnaître qu'il a fait dans le cours de son administration beaucoup de bien. Doué d'une sagacité d'esprit remarquable, d'une patience à toute épreuve, tous les jours levé dès cinq heures du matin, et travaillant sans relâche, il voyait tout par lui-même, étudiait sérieusement chaque affaire, et prêtait l'oreille aux réclamations de ses derniers sujets. Pendant vingt ans, pas une entreprise importante ne s'est faite dans son royaume sans qu'il y prît une part active. L'immense fortune qu'il possède aujourd'hui, il l'a acquise par des spéculations commerciales dont il subissait toutes les chances comme un simple particulier. Il a plus que personne secondé le mouvement industriel de la Belgique. Il a fait exécuter en Hollande les plus belles routes, les plus utiles canaux, notamment ce magnifique canal du Nord, qui rejoint la mer du Nord au port d'Amsterdam. Enfin il a sauvé les colonies hollandaises de la ruine totale dont elles étaient menacées. Naguère encore, elles étaient à charge à la mère-patrie, et l'on parlait même de les abandonner. Aujourd'hui, grace au sys-

tème d'agriculture qui y a été introduit par l'habile général Van der Bosch, elles sont devenues pour la Hollande une source de prospérité, une véritable mine d'or.

Sous plusieurs rapports, Guillaume Ier est, selon nous, l'un des types les plus marqués du caractère hollandais. Comme le peuple hollandais, il cache sous des dehors réservés de nobles et sérieuses qualités; comme lui, il se plaît à la patiente élaboration, au détail des affaires, il a l'amour du commerce, le génie des spéculations, et, s'il n'avait pas été roi, il aurait bien pu être le premier armateur d'Amsterdam. Comme lui enfin, il est ferme dans ses résolutions et persévérant dans ses projets; mais sa persévérance a été trop loin. Il y a dans les qualités de l'homme, comme dans tout ce qui tient à la nature humaine, une sorte de fatalité; l'essentiel, quand on les possède, n'est pas tant de les mettre en œuvre que de savoir les contenir et les employer à propos. *Carpe diem!* disaient les anciens. Telle qualité qui dans certaines circonstances, et parmi certains hommes, pourrait avoir un effet puissant, ne produira peut-être ailleurs qu'un résultat funeste. Au XVIe siècle, la persévérance de Guillaume-le-Taciturne a sauvé la Hollande; au XIXe, celle de Guillaume Ier a fait la désolation de ce pays. A trente ans, il montait sur le trône, entouré de tous les vœux, de toutes les bénédictions de ses sujets. Le pays entier s'abandonnait à lui avec amour et confiance, et, dans le cœur du riche comme dans celui du paysan, son nom n'éveillait qu'un sentiment d'espoir et de vénération. Deux erreurs lui ont fait perdre cette immense popularité : son obstination à vouloir reconquérir la Belgique, et son projet de mariage avec Mme d'Outremont. Établie il y a quelques années en Hollande, attachée à la cour de la feue reine, Mme d'Outremont apportait dans l'exercice de sa charge, dans le monde des salons, des qualités aimables et un esprit distingué; mais elle est Belge et catholique, ces deux titres suffisaient pour faire réprouver unanimement l'alliance du roi avec elle, dans un temps où le peuple était plus que jamais animé contre la Belgique, dans un pays où la majorité de la nation est protestante, où les questions religieuses occupent encore vivement tous les esprits, et soulèvent des discussions aussi ardentes, aussi âpres qu'au XVIe siècle. Toute la presse hollandaise, ordinairement si réservée et si passive, se souleva contre les intentions matrimoniales du roi, et les prédicateurs protestans l'attaquèrent plus d'une fois directement du haut de leur chaire. Maintenant le roi paraît avoir renoncé à son projet; Mme d'Outremont

s'est fixée en Belgique; et quant à lui, on pense qu'il s'établira au Loo, ou qu'il se retirera dans ses terres de Silésie. A peine descendu du trône, il subit déjà les inconvéniens de son abdication : s'il s'en va en Allemagne, le peuple ne le verra pas avec plaisir emporter en pays étranger la fortune qu'il a amassée dans son pays, et qu'on évalue à près de 200,000 millions. S'il reste en Hollande, il court risque de gêner malgré lui le gouvernement de son successeur. Mais nous le croyons assez prudent et assez habile pour trouver un terme moyen entre ces deux alternatives.

Par suite de l'hostilité de la Hollande à l'égard de la Belgique, des dépenses faites pour entretenir pendant sept années une armée sur le pied de guerre, la Hollande est aujourd'hui, il faut le dire, dans un triste état financier. Un dette de deux milliards, un déficit dont on ne connaît pas encore le chiffre exact, un budget qui vient d'être porté à 130 millions, sans compter les droits d'accise dans les villes, les impôts particuliers des provinces pour l'entretien des digues, tout cela est un lourd fardeau pour un pays de deux millions et demi d'habitans.

Mais quel calme il y a dans ce pays! quelle noble résignation! quelle fermeté! Quand Guillaume a abdiqué la couronne, on n'a pas entendu dans le public une récrimination sur les différens actes de son règne, pas une plainte. Chacun a apprécié à part soi les motifs de cette détermination, et a gardé le silence. Il y avait même dans les témoignages d'affection et de confiance que la Hollande prodiguait à son nouveau roi je ne sais quelle réserve pleine de convenance, comme si, en manifestant trop d'enthousiasme pour le fils, elle eût craint de faire la critique du père. La seule chose qui préoccupe vivement les habitans de ce pays, c'est de savoir au juste ce qu'ils doivent; car ce sont d'honnêtes gens qui veulent voir clair dans les finances de l'état comme dans leurs entreprises particulières. « Qu'on nous demande 15, 20 pour 100 de notre revenu, me disait un jour un Hollandais, chacun de nous paiera sans murmurer, pourvu que nous puissions nous dire : Nous devons tant, et dans tant d'années nous serons libérés. »

La nation fonde de grandes espérances sur le règne de Guillaume II, et ce prince est en état de les réaliser. La popularité dont il est depuis long-temps entouré lui rendra facile tout ce qu'il voudra entreprendre, et il a pour le seconder dans les réformes financières devenues de plus en plus urgentes, un jeune ministre

en qui la nation a la plus grande confiance, M. Rochussen. Guillaume II est né le 6 décembre 1792. Il fit ses premières études à l'académie de Berlin, et les acheva à l'université d'Oxford. Jeune encore, il entra avec ardeur dans le mouvement des guerres de l'empire, qui emportaient dans leur tourbillon les princes comme les enfans du peuple. En 1811, il servait en Espagne sous les ordres du duc de Wellington, et se distingua en plusieurs occasions par sa bravoure. Au siége de Ciudad-Rodrigo, on le vit l'un des premiers s'élancer à l'assaut. A Badajoz, il arrêta par son énergie une colonne anglaise qui commençait à prendre la fuite, et, se mettant à sa tête, entra avec elle dans la ville. A la suite de cette campagne, le roi d'Angleterre le nomma son adjudant, et lui donna, comme récompense de son courage, la médaille militaire sur lesquelles étaient inscrits les noms de Ciudad-Rodrigo, Badajoz, Salamanque. En 1815, il était à la bataille de Waterloo, à la tête d'un corps de troupes hollandais, et reçut dans une vigoureuse attaque un coup de feu à l'épaule. Un an après, il épousa la sœur de l'empereur Alexandre. Depuis ce temps, sa vie se passa paisiblement dans l'exercice des fonctions que son père lui confiait, jusqu'au jour où il reprit les armes pour entrer en Belgique. Il porte sur le trône un esprit intelligent et actif, il a le goût des arts et les lettres, que son père, à vrai dire, encourageait peu, et il plaît beaucoup aux Hollandais par ses manières gracieuses, ses dehors brillans, son affabilité et par le prestige attaché à sa vie militaire. Quand il été proclamé roi, quand il est monté sur le trône, on a dit qu'il se proposait aussi de reconquérir la Belgique. C'est là une de ces erreurs dont nos journaux ne se rendent que trop souvent coupables sur la foi d'un correspondant mal avisé. Guillaume II a sous les yeux un exemple trop frappant des dangers d'une pareille entreprise pour qu'il puisse songer à la renouveler. Tout ce qu'il a fait jusqu'à présent, tout ce qu'il a dit et annoncé, prouve au contraire qu'il comprend très bien les vrais intérêts de la Hollande et ne songe qu'à la dégrever peu à peu des charges énormes qu'elle supporte depuis si long-temps. La Hollande ne peut vouloir la guerre pas plus avec la Belgique qu'avec les autres puissances. Le temps n'est plus où elle pouvait mettre aussi son épée dans la balance, et faire payer ses armemens à ses rivaux. En cas de guerre, elle ne serait que la victime ou l'instrument des grandes puissances; elle courrait risque de perdre ses colonies, qui sont à présent sa première, pour ne pas dire son unique

ressource. Elle le sait, et, quoi qu'il arrive de la question d'Orient, elle ne demande qu'à garder une stricte neutralité. Sa vie est dans son commerce, sa force dans la moralité de ses habitudes, et son avenir dans la prudence de son gouvernement. Là du moins le gouvernement n'a qu'à vouloir le bien pour qu'il lui soit facile de le faire. Les préventions des partis ne vont pas au-devant de ses mesures pour leur donner une fausse interprétation et les rendre nulles ou impopulaires. Les discussions violentes, les théories aventureuses, n'égarent point à chaque instant l'esprit du peuple et ne le soulèvent pas contre l'administration. Il y a là encore dans toutes les classes de la société un sentiment de respect héréditaire pour le pouvoir, et une grande déférence pour ses décisions. Le peuple ne le juge point d'après des prévisions, il attend ses actes, et, s'il vient à le désapprouver, il garde encore dans le blâme un grand calme et une grande dignité.

L'article 225 de la charte de 1840 maintient les priviléges de la presse. La presse est libre, mais modérée (1). Il y a dans chaque ville un peu importante un journal qui paraît tous les jours, ou deux ou trois fois par semaine. La plupart de ces feuilles provinciales se bornent à reproduire les nouvelles de l'intérieur et de l'extérieur, sans y ajouter de commentaires. D'autres suivent bénévolement la marche du pouvoir. Trois d'entre elles seulement se signalent dans ce pacifique domaine de la publicité par une opposition tenace et des attaques assez animées. C'est *le Journal d'Arnhem*, *l'Interprète de la Liberté*, de Groningue, et le *Journal du Brabant septentrional*. *L'Interprète de la Liberté* est d'une nature beaucoup trop violente pour le caractère hollandais, et n'a que fort peu de partisans; le *Journal du Brabant septentrional* est l'organe du parti catholique : cette raison seule suffit pour expliquer sa tendance et son genre de succès dans un pays dont la majorité des habitans est protestante. Le journal d'Arnhem est assez lu et recherché, mais plutôt encore par un sentiment de

(1) Les droits de poste sont fort minimes, ils ne s'élèvent pas à plus de 2 centimes par feuille; mais ceux de timbre sont considérables, ils emportent la moitié du prix de l'abonnement. Sur 28 florins que le rédacteur de l'*Avondbode* perçoit par abonnement, il en remet 14 au fisc. Les annonces se paient, dans les grands journaux d'Amsterdam, 30 cent. par ligne. Chaque annonce, de quelque dimension qu'elle soit, est en outre frappée d'un droit de 70 cent. Les journaux étrangers circulent librement en Hollande; mais ils sont soumis à un droit de 13 cent par feuille, ce qui les rend fort chers. Nos journaux de 80 francs coûtent par année à La Haye 170 francs.

curiosité, que par le désir réel d'étudier son opinion. Il ébranle, par la vivacité de ses attaques, la fibre hollandaise, étonne périodiquement pendant quelques minutes l'esprit de ses lecteurs, et, après tout, exerce peu d'influence. Les grands journaux du pays sont le *Handelsblad* (*Feuille du Commerce*), l'*Avondbode* (*Messager du Soir*) d'Amsterdam, et le *Journal de Harlem*. Je ne parle pas de *la Gazette d'Amsterdam*, de la *Gazette Officielle* et de quelques autres qui n'ont nulle valeur politique.

Le *Handelsblad*, fondé il y a dix ans par une société de négocians, a de l'autorité dans le pays. Il est, en général, bien informé et rédigé avec mesure et fermeté. C'est l'organe d'une opposition libérale qui demande le développement progressif des principes constitutionnels, et défend avec zèle les intérêts matériels du pays. Ce journal se trouve dans tous les clubs, tous les lieux de réunion de la capitale et des provinces de la Hollande. Il a quatre mille abonnés.

L'*Avondbode*, rédigé par un écrivain distingué, M. Withuys (1), représente purement et simplement le principe conservateur. Il fut fondé en 1836, et compte environ deux mille abonnés.

Ces deux journaux paraissent le soir et publient chaque jour, après la bourse, une seconde édition du numéro de la veille. L'été ils reçoivent les nouvelles de France par les pigeons. Les nouvelles extérieures, et surtout les annonces commerciales, envahissent la plus grande partie de leurs colonnes. Il est rare que le *Handelsblad* puisse consacrer plus d'une page ou une page et demie à la politique; tout le reste de la feuille est pris par le détail des marchandises à vendre, des départs de navires et des arrivages.

Le *Journal de Harlem* (*Haarlemsche Courant*) ne fait point de polémique, mais il a toujours de très bons correspondans en pays étrangers, et deux de ses colonnes sont, comme les registres de l'état civil, employées chaque jour à enregistrer les morts et les naissances, les fiançailles et les mariages, avec la différence qu'ici l'annonce de tous ces évènemens de la vie humaine n'est point inscrite sèchement, comme à la municipalité, mais combinée avec soin, arrangée avec grace, et très galamment entourée de fleurs de rhétorique. Moyennant six sous par ligne, tout bon bourgeois a le droit de chanter, dans le *Journal de Harlem*, l'aurore de son jour de mariage, d'an-

(1) M. Withuys a publié, en 1833, un recueil de poésies fort estimé et dont nous aurons occasion de parler quand nous en viendrons à examiner l'état de la littérature en Hollande.

noncer en termes emphatiques la naissance de son enfant, ou d'écrire une élégie sur la mort de sa femme, et chaque maison un peu aisée de la Hollande s'abonne à la feuille de Harlem pour savoir jour par jour l'évènement qui attriste ou réjouit une autre demeure.

Ce journal est, du reste, le patriarche de tous les journaux de l'Europe; il y a deux cents ans qu'il existe, avec le même titre et dans la même famille.

La lecture des journaux n'est pas, pour les Hollandais comme pour nous, un besoin, une occupation de chaque jour. Le négociant, l'employé de bureau, l'officier ayant fini sa tâche, entre dans un club, allume sa pipe, prend la première feuille qui se trouve devant lui, la lit d'un bout à l'autre, sans rien dire, l'entoure d'un nuage de fumée, puis la dépose silencieusement sur la table et s'en va. L'esprit de discussion n'est pas encore éveillé parmi ce peuple; le mouvement constitutionnel commence à peine. Les Hollandais, me disait un jour un publiciste distingué d'Amsterdam, ne demandent qu'à se laisser gouverner. La guerre avec la Belgique, le résultat funeste qu'elle a eu pour eux les a fait sortir de leur apathie. Ils lisent maintenant ce qu'ils n'auraient jamais lu il y a dix ans, et se mettent à examiner des questions qu'ils abandonnaient complètement naguère à leurs ministres. Que la monarchie s'engage dans une fausse voie, commette quelque grande faute, et à la longue il pourrait bien arriver que le peuple hollandais devînt un peuple assez remuant, voire même assez difficile à gouverner.

X. Marmier.

SIMONE.

J'aimais les romans à vingt ans.
Aujourd'hui je n'ai plus le temps;
Le bien perdu rend l'homme avare.
Je veux voir moins loin, mais plus clair;
Je me console de Werther
Avec la reine de Navarre.
Et pourquoi pas? Croyez-vous donc,
Quand on n'a qu'une page en tête,
Qu'il en faille chercher si long,
Et que tant parler soit honnête?
Qui des deux est stérilité,
Ou l'antique sobriété
Qui n'écrit que ce qu'elle pense,
Ou la moderne intempérance
Qui croit penser dès qu'elle écrit?
Béni soit Dieu! les gens d'esprit
Ne sont pas rares cette année;
Mais, dès qu'il nous vient une idée
Pas plus grosse qu'un petit chien,
Nous essayons d'en faire un âne.
L'idée était femme de bien,
Le livre est une courtisane.

Certes, lorsque le Florentin
Écrivait un conte, un matin,
Sans poser ni tailler sa plume,
Il aurait pu faire un volume
D'un seul mot chaste ou libertin.
Cette belle ame si hardie,
Qui pleura tant après Pavie,
Et, dans la fleur de ses beaux jours,
Quitta la France et les amours,
Pour aller consoler son frère
Au fond des prisons de Madrid,
Croyez-vous qu'elle n'eût pu faire
Un roman comme Scudéry?
Elle aima mieux mettre en lumière
Une larme qui lui fut chère,
Un bon mot dont elle avait ri.
Et ceux qui lisaient son doux livre
Pouvaient passer pour connaisseurs;
C'étaient des gens qui savaient vivre,
Ayant failli mourir ailleurs,
A Rebec, à Fontarabie,
A la Bicoque, à Marignan,
Car alors, le seul vrai roman
Était l'amour de la patrie.
Mais ne parlons pas de cela,
Je ne fais pas une satire;
Et je ne veux que vous traduire
Une histoire de ce temps-là.

Les gens d'esprit ni les heureux
Ne sont jamais bien amoureux;
Tout ce beau monde a trop affaire.
Les pauvres en tout valent mieux;
Jésus leur a promis les cieux,
L'amour leur appartient sur terre.
Dans le beau pays des Toscans
Vivait jadis, au bon vieux temps,
La pauvre enfant d'un pauvre père,
Dont Simonette fut le nom;
Fille d'humble condition,

Passablement jeune et jolie,
Avenante et douce en tout point,
Mais de l'argent, n'en ayant point.
Et donc, elle gagnait sa vie
De la laine qu'elle filait
Au jour le jour, pour qui voulait.
Bien qu'elle ne pût qu'à grand'peine
Tirer son pain de cette laine,
Encor sut-elle avoir du cœur,
Et, dans sa tête florentine,
Loger la joie et la douleur.
Ce ne fut pas un grand seigneur
Qui voulut d'elle, on l'imagine,
Mais un garçon de bonne mine
Dont la besogne était d'aller
Donnant de la laine à filer
Pour un marchand de drap, son maître.
Pascal, c'est le nom du garçon,
Avait, en mainte occasion,
Laissé son amitié paraître;
Et, soit faute de s'y connaître,
Soit qu'elle n'y vît point de mal,
L'heure où devait venir Pascal
Mettait Simone à la fenêtre.
Là, lui répondant de son mieux,
Sans en souhaiter davantage,
Et le voyant jeune et joyeux,
Elle montrait sur son visage
Le plaisir que prenaient ses yeux;
Puis, travaillant en son absence,
De tout son cœur elle filait,
Songeant, pour prendre patience,
De qui sa laine lui venait,
Et baisant tout bas son rouet,
Non sans chanter quelque romance.
D'autre part, le garçon montrait
De jour en jour un nouveau zèle
Pour sa laine, et ne trouvait rien
(J'ai dit que Simone était belle)
Qui fut plus tôt fait ni si bien

Qu'un fuseau dévidé par elle.
L'un soupirant, l'autre filant,
La saison des fleurs s'en mêlant,
Enfin, comme il n'est en ce monde
Si petite herbe sous le pié
Qu'un jour de printemps ne féconde,
Ni si fugitive amitié
Dont il ne germe une amourette,
Un jour advint que le fuseau
Tomba par terre, et la fillette
Entre les bras du jouvenceau.

Près des barrières de la ville
Était alors un beau jardin,
Lieu charmant, solitaire asile,
Ouvert pourtant soir et matin.
L'écolier, son livre à la main,
Le rêveur avec sa paresse,
L'amoureux avec sa maîtresse,
Entraient là comme en paradis,
(Car la liberté fut jadis
Un des trésors de l'Italie,
Comme la musique et l'amour).
Le bon Pascal voulut un jour
En ce lieu mener son amie,
Non pour lire ni pour rêver,
Mais voir s'ils n'y pourraient trouver
Quelque banc au coin d'une allée
Où se dire, sans trop de mots,
De ces secrets que les oiseaux
Se racontent sous la feuillée.
Si tôt formé, si tôt conclu,
Ce projet n'avait point déplu
A la brunette filandière;
Et, le dimanche étant venu,
Après avoir dit à son père
Qu'elle avait dessein d'aller faire
Ses dévotions à Saint-Gal,
Au lieu marqué, brave et légère,
Elle courut trouver Pascal.

Avant de se mettre en campagne,
Il faut savoir qu'elle avait pris,
Selon l'usage du pays,
Une voisine pour compagne.
Ce n'est pas là comme à Paris;
L'amour ne va pas sans amis.
Bien est-il que cette voisine
Causa plus de mal que de bien.
Belle ou laide, je n'en sais rien,
Boccace la nomme Lagine.
Le jeune homme, de son côté,
Vint pareillement escorté
D'un voisin, surnommé le Strambe,
Ce qui signifie en toscan
Que, sans boiter précisément,
Il louchait un peu d'une jambe.
Mais n'importe. Entrés au jardin,
Nos couples se prirent la main,
Le voisin avec la voisine,
Et chacun suivit son chemin.
Pendant que le Strambe et Lagine
Au soleil allaient faire un tour,
Cherchant à coudre un brin d'amour,
Au fond des bois, sous la ramée,
Pascal, menant sa bien-aimée,
Trouva bientôt ce qu'il cherchait,
Une touffe d'herbe entassée,
Et le bonheur qui l'attendait.
Comment cette heure fut passée,
Le dira qui sait ce que c'est;
Deux bras amis, blancs comme lait,
Un rideau vert, un lit de mousse,
La vie, hélas! c'est ce qui fait
Qu'elle est si cruelle et si douce.
Le hasard voulut que ce lieu
Fût au penchant d'une prairie.
Çà et là, comme il plaît à Dieu,
L'herbe courait fraîche et fleurie;
Et, comme un peu de causerie
Vient toujours après le plaisir,

Toujours du moins lorsque l'on aime,
Car autrement le bonheur même
Est sans espoir ni souvenir;
Nos amoureux, assis par terre,
Commencèrent à deviser,
Entre le rire et le baiser,
D'un bon dîner qu'ils voulaient faire
En ce lieu même, à leur loisir;
La place leur devenait chère,
Il leur fallait y revenir.
Tout en jasant sous la verdure,
Le jouvenceau, par aventure,
Prit une fleur dans un buisson;
Quelle fleur, le pauvre garçon
N'en savait rien, et je l'ignore.
N'y pouvant croire aucun danger,
Il la porta, sans y songer,
A sa lèvre, brûlante encore
De ces baisers si désirés
Et si lentement savourés.
Puis, revenant à la pensée
Qu'ils avaient tous deux caressée,
Il parla d'abord quelque temps,
Tenant cette herbe entre ses dents;
Mais il ne continua guère
Que le visage lui changea.
Pâle et mourant, sur la bruyère
Tout à coup il se souleva,
Appelant Simone, et déjà
Entouré de l'ombre éternelle;
Il étendit les bras vers elle,
Voulut l'embrasser, et tomba.
Bien que ce fût chose trop claire
Qu'il eût ainsi trouvé la mort,
La pauvre Simone d'abord
Ne put croire à tant de misère
Que d'avoir perdu son ami,
Et le voir s'en aller ainsi
Sans une parole dernière.
Tremblante, elle courut à lui,

Croyant qu'il s'était endormi
Dans quelque douleur passagère,
Et le serra, tout défailli,
Non plus en amant, mais en frère;
Qu'eût-elle fait? les pauvres gens,
Habitués à la souffrance,
Gardent jusqu'aux derniers instans
Leur unique bien, l'espérance;
Mais la Mort vient, qui le leur prend.
Déjà le spectre aux mains avides
Étalait ses traces livides
Sur l'homme presque encor vivant;
Les beaux yeux, les lèvres chéries
Se couvraient d'un masque de sang
Marqué du fouet des Furies;
Bientôt ce corps inanimé,
Si beau naguère et tant aimé,
Fut un tel objet d'épouvante,
Que le regard de son amante
Avec horreur s'en détourna.

Aux cris que Simone jeta,
Strambe accourut avec Lagine;
Et, par malheur, vinrent aussi
Les gens d'une maison voisine;
Quand le peuple s'assemble ainsi,
C'est toujours sur quelque ruine.
Ici surtout ce fut le cas.
Ceux qui firent les premiers pas
Trouvèrent Simone étendue
Auprès du corps de son amant,
En sorte qu'on crut un moment
Que, par une cause inconnue,
Ils avaient expiré tous deux.
Plût au ciel! Telle mort pour eux
Eût été douce et bien venue.
Mais Simone rouvrit les yeux;
« Malheureuse, dit le boiteux,
Voyant son compagnon sans vie,
C'est toi qui l'as assassiné. »

A ce mot, le peuple étonné
S'approche en foule, on se récrie.
Un médecin est amené,
Il voit un mort, il s'en empare,
Observe, consulte, et déclare
Que Pascal est empoisonné.
A tous ces discours, Simonette,
Ne comprenant que son chagrin,
Restait, la tête dans sa main,
Plus immobile et plus muette
Qu'une pierre sur un tombeau.
Qui devait parler? C'est Lagine.
Venant d'une ame féminine,
Un tel courage eût été beau.
Ce qu'elle fit, on le devine;
Elle se tut, faute de cœur,
Et voyant tomber l'infamie
Sur sa compagne et son amie,
Au lieu d'avoir de son malheur
Compassion, elle en eut peur.
Moyennant quoi l'infortunée,
Seule et sans aide contre tous,
Devant le juge fut traînée,
Et là, tomba sur ses genoux,
De ses larmes toute baignée,
Et plus qu'à demi condamnée.
Le juge, ayant tout entendu,
Ne se trouva pas convaincu,
Et, prévoyant quelque mystère,
Voulut, sans remettre l'affaire,
Incontinent l'examiner.
Ne se pouvant imaginer
Ni que la fille fût coupable,
Voyant qu'elle pleurait si fort,
Ni que le jeune homme fût mort
Sans une cause vraisemblable,
Il prit Simone par la main,
Et s'acheminant, sans mot dire,
Avec ses gens, vers le jardin,
Lui-même il voulut la conduire

Devant le corps du trépassé,
Afin qu'elle pût se défendre
En sa présence, et faire entendre
Comment le fait s'était passé.
Alors, dans sa triste mémoire
Rappelant son fidèle amour,
Du premier jusqu'au dernier jour,
Simone conta son histoire,
Comme je l'ai dite à peu près,
Bien mieux, car les pleurs seuls sont vrais;
Mais personne n'y voulut croire.
Quand elle en fut à raconter
Par quelle disgrace inouie
Pascal avait perdu la vie,
Voyant tout le monde en douter,
Et le juge même sourire,
Pour mieux prouver son simple dire,
Elle s'en vint vers l'arbrisseau
Sous lequel le froid jouvenceau
Dormait, pâle et méconnaissable;
Puis, cueillant une fleur semblable
A cette fleur que son ami
Sur ses lèvres avait placée,
Sa pauvre ame eut une pensée,
Qui fut de faire comme lui.
Fût-ce douleur, crainte, ignorance?
Qu'importe? Pascal l'attendait,
Ouvrant ses bras, qu'il lui tendait,
Dans un asile où l'espérance
N'a plus à craindre le malheur;
Sitôt qu'elle eût touché la fleur,
Elle mourut. Ames heureuses,
A qui Dieu fit cette faveur
De partir encore amoureuses;
De vous rejoindre sur le seuil,
L'un joyeux, l'autre à peine en deuil;
Et de finir votre misère
En vous embrassant sur la terre,
Pour aller aussitôt après
Là-haut, vous aimer à jamais!

Or, maintenant quelle est la plante
Qui sut tirer si promptement
De tant de délices l'amant,
De tant de désespoir l'amante?
Boccace dit en peu de mots,
Dans sa simplesse accoutumée,
Que la cause de tant de maux
Fut une sauge envenimée
Par un crapaud; mais, Dieu merci,
Nous en savons trop aujourd'hui
Pour croire aux erreurs de nos pères.
Ce serait un cent de vipères,
Qu'un enfant leur rirait au nez.
Quand les gens sont empoisonnés
Dans notre siècle de lumière,
On n'y croit pas si promptement.
N'en restât-il qu'un ossement,
Il faut qu'il sorte de la terre
Pour prouver par-devant notaire
Qu'il est mort de telle manière,
A telle heure, et non autrement.
Pauvre bon homme de Florence,
A qui selon toute apparence
Dans les faubourgs de la cité
Ce conte avait été conté;
Qui l'aurait voulu croire en France?
Braves gens qui riez déjà,
L'histoire n'en est pas moins vraie.
Cherchez la plante et trouvez-la.
Demain peut-être on la verra
Dans le sentier ou dans la haie;
La faculté l'appellera
Pavot, ciguë, ou belladone;
Ici-bas, tout peut se prouver;
Le plus difficile à trouver
N'est pas la plante, c'est Simone.

Alfred de Musset.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XLI.

M. EUGÈNE SCRIBE.

(*LE VERRE D'EAU.*)

Qu'est-ce qu'un poète? C'est celui qui fait, qui crée, et selon une certaine forme. Être poète, créer, et avoir une forme dont votre création, grande ou petite, ne se sépare pas, tout cela se tient au fond, et les classifications reçues doivent, bon gré mal gré, s'y ranger. M. Scribe possède à la fois la fertilité dramatique et une forme qui n'est qu'à lui. Il a donc rang parmi nos poètes à aussi bon droit, je pense, que s'il avait composé dans sa vie une couple de pièces en alexandrins; et nous n'avons pas même à demander pardon de la liberté grande aux innombrables auteurs d'élégies, à l'aristocratie désormais très mélangée des rêveurs et des rimeurs à rimes plus ou

moins riches. L'imitation, l'émulation et l'industrie étant partout au comble, les genres et les manières qui pouvaient sembler les plus réservés jusqu'à présent, et qui eussent peut-être suffi autrefois pour marquer la qualité du talent, ne sont plus une garantie, s'ils l'ont jamais été; tout le monde s'en mêle, et assez bien. La littérature entière est déclassée. Il n'est donc rien de tel en chaque genre, pour se sauver et triompher décidément, que l'esprit, et beaucoup d'esprit, et très inventif: c'est encore, après tout, la seule recette que n'a pas qui veut.

Non pas que je prétende, en faisant fi de la dignité des genres, que tous reviennent au même pour l'homme d'esprit, et que le cadre, le cercle qu'on se donne à remplir, soient indifférens. Nous verrons, à propos de M. Scribe lui-même, qu'il nous induit à penser le contraire. Il y a des scènes et des publics qui nous excitent, qui nous élèvent dès l'abord, qui nous forcent à tirer de nous-mêmes et plus constamment tout ce que nous valons. L'homme d'esprit inventif a souvent une infinité de manières possibles de se produire et de faire; l'occasion décide; à moins d'une volonté très haute, on se jette du premier côté qui prête; les envieux, les routiniers, les admirateurs même, vous y confinent; on va toujours, et on les dément. En fin de compte, quand le don d'invention est très réel et très vif, tout se retrouve, et l'on a peu à regretter. Plus ou moins tôt, toutes les qualités percent, et la dose de nouveauté qu'on avait en soi est versée dans le public. Mais les diverses manières de la mettre en dehors n'ont pas égale apparence, ne font pas également d'honneur. Le plaisir si commode qu'on procure chaque jour aux autres semble nuire même (ingratitude!) au degré de mérite qu'ils vous supposent. Et puis, en effet, on s'est trop dispersé et circonscrit à la fois d'abord; on s'est habitué à voir les choses sous un certain angle, on garde de certains plis, même en s'agrandissant. Il y aurait bonheur à la critique, dans un sujet aussi brillant et aussi populaire que M. Scribe, à démêler et à indiquer avec soin toutes ces circonstances déliées de sa vocation, de son œuvre et de sa fortune dramatique. Trop peu compétent pour mon compte en matière si éparse et si mobile, je ne ferai que courir, relevant quelques points à peine et en hâte d'arriver à son dernier succès, mais heureux au moins si j'ai montré que le propre de la critique est de n'être point prude, qu'elle aime et va quérir partout les choses de l'esprit, qu'elle tient à honneur de s'en informer et d'en jouir. Et telle que je la conçois, la critique, dans sa diversion et son ambition de curiosité, dans sa naïveté d'impressions

successives et légitimes, dans son intelligence ouverte aux contrastes, je consentirais qu'on lui pût dire comme à cet abbé du XVIII[e] siècle, mais sans injure :

Déjeunant de l'autel et soupant du théâtre.

Elle n'aurait qu'à répondre pour toute explication : « Je suis esprit, et rien de ce qui tient aux choses de l'esprit ne me paraît étranger. »

Villon était enfant de Paris, et né vers la place Maubert, je pense. Molière est né sous les piliers des halles; Boileau dans la Cité, à l'ombre du Palais-de-Justice; et Béranger a joué avec les écailles d'huîtres de la rue Montorgueil. M. Scribe aussi est un enfant de Paris, et, comme tous ceux-là, à sa manière il l'a, ce semble, bien montré. Il est né le 24 décembre 1791, en pleine rue Saint-Denis (1), dans le magasin de soieries à l'enseigne du *Chat-Noir*, où son père fit une honorable fortune : depuis lors, la maison, en gardant l'enseigne de bon augure, s'est convertie, me dit-on, de magasin de soieries, en boutique de confiseur. Mais je ne veux pas symboliser.

Il fit de bonnes et intelligentes études au collége Sainte-Barbe; sa mère, qui l'aimait très tendrement, le poussait à une émulation extrême qui, dans un caractère moins uni, eût pu engendrer la vanité. Il régnait alors dans les colléges et à Sainte-Barbe en particulier un esprit de famille et de camaraderie cordiale qui ne s'est pas perpétué partout. Les jeunes gens étaient plus naturellement gais, moins ambitieux qu'on ne les voit à présent, et les amitiés premières faisaient aisément religion dans la vie. Eugène Scribe suivait les cours du lycée Napoléon (Henri IV), et il s'y lia d'une étroite amitié avec les frères Delavigne. On se souvient encore à Sainte-Barbe d'une thèse soutenue publiquement par lui contre M. Bernard (de Rennes), son camarade de classe.

Mais le collége l'occupait moins déjà que le théâtre; il y était attiré par une vocation précoce et sûre. Si, à quelque jour de congé, au spectacle, on lui avait nommé dans la salle quelque vaudevilliste illustre d'alors, il se sentait piqué au jeu comme au nom d'un Miltiade; une ébauche de pièce ne tardait pas à suivre. Il fit ainsi bien des essais dès le collége ou dans l'étude d'avoué où il entra pour quelque temps; car sa mère, en mourant, avait exprimé le désir qu'il fût avocat, et M. Bonnet, son tuteur, y tenait la main. M. Guillonné-Merville, l'avoué, qui, cependant, ne le voyait presque jamais,

(1) Au coin d'une autre rue moins bourgeoise, que notre parler délicat ne permet plus de nommer.

lui écrivait un jour : « Si M. Scribe passe dans le quartier, je le prie de monter à l'étude, où il y a de la besogue pressée. » Ses premières bluettes, faites la plupart de compagnie avec M. Germain Delavigne, obtenaient l'honneur d'être jouées sur le théâtre de la rue de Chartres, *les Dervis* dès 1811, *les Brigands sans le savoir* en 1812; entre les deux, ou aux environs, il y eut quelques échecs. Le nom de Scribe n'était pas d'abord sur l'affiche, par respect pour la robe future d'avocat; on ne nommait que *M. Eugène*. Ce ne fut qu'à un certain moment que M. Bonnet, l'honorable tuteur, se crut autorisé par le succès à laisser courir les choses et le nom.

En 1813, M. Scribe donnait seul son premier opéra-comique, *la Chambre à coucher;* mais, de ce côté, la suite ne répondit pas aussitôt à cet heureux début. Le musicien collaborateur ne comprit pas tout le parti qu'il pouvait tirer d'une telle veine; M. Scribe fut congédié, et ce n'est que plus tard, à l'appel de M. Auber, qu'il reprit possession de cette aimable scène si française, qui semble désormais ne pouvoir se passer d'aucun d'eux.

Dans le vaudeville, la vogue commença pour lui dès 1815. *Une Nuit de la Garde nationale*, puis *le Comte Ory*, *le Nouveau Pourceaugnac*, annoncèrent qu'un homme d'esprit de plus était trouvé pour payer son écot dans les gaietés de chaque soir. Le vaudeville fut sa première manière; car, à travers sa production incessante et ses diversions croisées sur tous les théâtres, on distingue assez nettement en lui trois manières successives : 1° le vaudeville français pur, simplement chantant et amusant; 2° la jolie comédie semi-sentimentale du Gymnase, où il est proprement créateur de genre; 3° la comédie française en cinq actes enfin, à laquelle il s'est élevé dès qu'il l'a fallu, qu'il est en train de modifier selon son goût, et où il n'a pas dit son dernier mot.

En 1815, l'agréable et malin vaudeville courait encore à la légère et non dénaturé; la démarcation même des genres l'avait sauvé dans son humble liberté sans prétention. Il y avait les grands auteurs d'alors, les écrivains qui cultivaient les parties nobles de l'art dramatique : M. Étienne dans la haute comédie, M. Arnault dans le tragique, M. de Jouy dans le lyrique, et puis, sous eux, bien au-dessous, sans qu'on pensât encore à forcer les barrières, il y avait la monnaie de Laujon, Désaugiers, Gentil, une foule d'autres : ils se contentaient d'amuser. M. Scribe fut de ceux-là en débutant. Dans sa *Nuit de la Garde nationale,* on a retenu ces couplets si roulans, si bien frappés :

Je pars,
Déjà de toutes parts
La nuit sur nos remparts, etc., etc.

Dans *le Combat des Montagnes* (1817), où se trouve ce personnage de *Calicot*, qui fit émeute, je distingue encore le mouvant panorama de Paris en rimes dignes de Panard :

Paris est comme autrefois,
Et chaque semaine
Amène, etc., etc.

L'auteur s'est montré moins poétique depuis dans ses couplets de sentiment au Gymnase. Ce rôle de pur vaudevilliste à saillie franche et gaie va aboutir à la très spirituelle bouffonnerie *l'Ours et le Pacha* (1820), dans l'idée de laquelle il faut compter pourtant M. Saintine, un homme qui, dans bien des genres, a fait preuve d'un vrai talent. Mais déjà, à travers les folies de circonstance dans lesquelles il donnait encore la main aux auteurs du Caveau, et dont le café des Variétés était le centre, M. Scribe glissait de légères esquisses de mœurs d'un trait plus pur, plus soigné. N'oublions pas que *le Solliciteur*, que M. de Schlegel préférait tout net au *Misanthrope*, est de 1817. A la fin de 1820, le Gymnase fut fondé.

Le moment décisif dans la carrière dramatique de M. Scribe date de là. Agé de vingt-neuf ans, déjà brisé au métier, n'ayant pas encore de parti pris sur la manière d'encadrer et de découper à la scène son observation du monde, il pouvait prendre telle ou telle route. Mais, comme à Hercule, la vertu d'une part et le plaisir de l'autre ne vinrent pas en personne s'offrir à lui pour l'éprouver; entre la grande et haute comédie et un genre sans brodequins et moins *littéraire*, il n'eut pas à choisir : ce dernier seul se présenta. M. Poirson, son collaborateur en plusieurs circonstances, l'avait apprécié, et pressentait de quelle fortune ce serait pour un théâtre de l'avoir pour auteur principal et chef de pièces. Il passa le traité par lequel il s'acquit cette collaboration pour plusieurs années à l'exclusion des autres théâtres rivaux. Il lui assurait toutes sortes d'avantages. Ce qu'on appelle *la prime*, ce bénéfice prélevé par l'auteur sur chaque pièce et avant les chances de la représentation, fut inventé au profit de M. Scribe par le directeur du Gymnase, voilà l'origine industrielle; *inde mali labes* :

Et le premier citron à Rouen fut confit.

On a depuis fort abusé de la prime, chaque grand auteur l'a exigée; mais dans le principe, comme toutes choses, elle avait un sens.

Je conçois que la Comédie-Française, à cette époque, n'ait pas fait les mêmes frais pour s'acquérir M. Scribe, qu'elle n'avait jamais vu de près; mais du moins, et dans la mesure qui lui était convenable, s'est-elle, je ne dis pas offerte à lui, mais rendue avenante et accessible. Et ici je ne ferai qu'exprimer une idée, un regret qu'on me suggère, mais que je sais partagé par les personnes les mieux entendues de la Comédie-Française elle-même (1). Il faut remonter plus haut. Aux approches de la révolution de 89 et dans les années du Directoire, le Théâtre-Français se montrait beaucoup moins strict qu'on ne l'a vu depuis sur la dignité des genres. On se retranchait moins habituellement dans l'ancien répertoire; les pièces nouvelles, les noms d'auteurs nouveaux abondaient; le chant d'opéra-comique osait s'y faire entendre. L'esprit qui circulait, c'était un peu celui de Chérubin et de Figaro. L'empereur vint, et, au théâtre comme ailleurs, la hiérarchie fut relevée. L'ancien répertoire, servi par d'admirables acteurs, sembla plus que suffire. Le public, dans sa reprise d'enthousiasme, en voulait, les acteurs tout naturellement y insistèrent; ce leur était chose plus facile. La coutume s'établit. Il en résulta que les auteurs nouveaux furent moins encouragés, moins agréés. Cela devint surtout visible dans la comédie; les plus spirituels et les plus inventifs allèrent ailleurs, aux succès faciles; mais ils s'y éparpillèrent. La Rochefoucauld l'a dit : « Les occasions nous font connaître aux autres, et encore plus à nous-même. » Combien d'aperçus comiques ainsi dépensés que l'étude et un lieu meilleur auraient pu agrandir! M. Scribe seul s'en tira, à force de talent.

Le traité qui liait celui-ci au Gymnase lui permettait toutefois de travailler pour les théâtres dont la rivalité n'était pas directe, et par conséquent pour le Théâtre-Français. Pressentant que l'air du lieu n'était pas favorable, que le rebut et le dédain pourraient bien accueillir sa tentative, il resta long-temps sans user de la permission : car il faut peu compter comme début *Valérie* (1822), qui fut surtout un succès d'actrice, et qu'on arrangea exprès pour Mlle Mars. Ce n'est qu'après sept ans de règne populaire et incontesté au Gymnase qu'il aborda cette redoutable scène avec *le Mariage d'argent* (décembre 1827), « qui est enfin la comédie complète, a dit M. Villemain dans cette piquante réponse de réception, la comédie en cinq actes,

(1) M. Regnier, M. Samson, par exemple.

sans couplets, sans collaborateurs, se soutenant par le nœud dramatique, l'unité des caractères, la vérité du dialogue et la vivacité de la leçon. » Or, malgré tous ces mérites proclamés en pleine Académie, la pièce d'abord échoua. Esprit de vaudevilliste, disait-on dans la salle dès les premières scènes; il faut que chacun reste dans son cadre. *Pindarum quisquis studet æmulari*, murmurait tout haut le plus vieil habitué de l'orchestre. M. Scribe avait là contre lui ce qu'il y a contre tout homme de talent au moment où il change de lieu et de genre; on commence par lui dire non. Vers le même temps, il est vrai, la pièce, jouée en province, à Metz, à Bordeaux, devant un public moins en garde, réussissait entièrement. Mais ce ne fut que quelques années après qu'à Paris elle eut sa pleine revanche.

Repoussé de la haute scène, mais sans perte, M. Scribe redoubla de verve et de bonheur au Gymnase; dans *Malvina ou le Mariage d'inclination*, dans *Avant, Pendant et Après*, il parut même agrandir ses dimensions, et vouloir prouver qu'il donnait à son tour carrière à ses tableaux. Que lui importait, après tout, le lieu? Il y gagnait, dans son exception même, de paraître avec plus d'originalité, d'être un phénomène dramatique plus scintillant. La comédie contemporaine n'est plus chez vous, pouvait-il dire au Théâtre-Français, elle est toute où je suis, dans *l'Héritière*, dans *la Demoiselle à marier*, dans cette foule de pièces chaque soir écloses, que chacun nomme et que je ne compte plus. *Les Trois Quartiers*, votre plus vive nouveauté comique, ne rentrent-ils pas dans ce goût-là? Voilà ce qu'aurait pu dire ou penser M. Scribe; mais je doute qu'il soit assez glorieux pour l'avoir pris alors de ce ton. Ouvrier actif, infatigable, il continua, tout en remplissant comme par parenthèse nos deux scènes lyriques, de parfaire et de compléter son monde du Gymnase, que je voudrais bien caractériser.

La nature humaine prise du boulevard Bonne-Nouvelle n'est peut-être pas très large, très profonde, très généreuse en pathétique ou en ridicule; mais elle est très fine, très variée et très jolie. Je la maintiens même fort ressemblante à titre de nature parisienne, dût M. Scribe nous soutenir, comme il l'a fait dans son discours d'Académie, que la comédie, pour réussir, n'a pas besoin de ressembler. Sans doute, dans le monde réel, il n'y a pas tant de millions ni tant de beaux colonels que cela; mais cette comédie est l'idéal pas trop invraisemblable, le roman à hauteur d'appui de toute notre vie de balcon, d'entresol, de comptoir; toute la classe moyenne et assez distinguée de la société ne rêve rien de mieux. Nul aussi bien que

M. Scribe n'en a saisi et reproduit les traits distinctifs tout en nuances, l'assortiment de positif, d'intrigue et de jouissance, l'industrialisme orné, élégant. Homme heureux, il a compris de bonne heure que ce n'était plus le temps de l'élévation ni de la grande gloire, et il s'est mis à le dire sous toutes les formes les plus agréables, les plus flattées. Il y a, dans les situations qu'il offre, une gentillesse d'esprit et, le dirai-je? de sensualité sans libertinage. Ces petites pièces servent à merveille d'accompagnement, de chatouillement et de conseil même aux gens de nos jours dans leurs propres petites passions. On raconte qu'au sortir du *Mariage d'inclination*, une jeune fille, se jetant tout d'un coup dans les bras de sa mère, lui avoua qu'elle devait se faire enlever le lendemain par quelqu'un qu'elle aimait. Et le lendemain la mère et la fille ensemble allaient remercier M. Scribe de sa leçon, de son triomphe. — « Nos amours ont été très courts et très purs, madame; vous m'avez très peu donné, vous m'aviez même assez peu promis. Je n'ai donc pas à me plaindre, et vous pouvez porter très haute et très fière votre tête toujours charmante. Mais une fois pourtant, une seule fois, vous m'avez de vous-même saisi tout d'un coup et pressé bien tendrement la main; et c'était en loge au Gymnase, à la fin d'*une Faute.* » J'arrache cette page d'aveu du calepin d'un ami. — Oui, c'est bien là, c'est à quelqu'une de ces jolies pièces qu'on va de préférence le soir où l'on n'est ni trop égayé, ni trop guindé; après un dîner où l'on n'était pas seul, où l'on n'était pas plusieurs, on va voir *la Quarantaine.* Et l'on en sort pas trop ému, pas trop dépaysé, comme il sied à nos passions d'aujourd'hui, à nos affaires.

Mais voilà que je parle de ces impressions comme du présent, et c'est déjà du passé : le monde, pour qui peignait M. Scribe au Gymnase, était celui des dix dernières années de la restauration, monde depuis fort dérangé. Le moment d'entière fraîcheur pour le genre ne dura que tant que Madame donna au théâtre son nom.

On dira, et on l'a dit, qu'il n'y a rien de *littéraire* dans le genre, qu'il ne saurait y avoir rien de sérieusement vrai dans une comédie qui s'entremêle et se couronne par le couplet convenu, par le *flon flon* militaire ou sentimental :

Du haut des cieux, ta demeure dernière,
Mon colonel, tu dois être content (1)...

(1) *Michel et Christine*, scène xv.

Ou encore :

> Que j'suis heureux! c'ruban teint de mon sang
> Va me servir pour acheter les vôtres (1).

On a relevé et souligné à la lecture quelques incorrections de dialogue qui échappent en causant. J'y relèverais plutôt bien des plaisanteries un peu banales, des bons mots tout faits et déjà entendus sur les députés, les grandes dames, les maris, les amoureux, les banquiers. Ce serait commun dans un salon ; à la scène, cela va et réussit toujours. L'auteur ne dédaigne aucun de ces traits qui courent ; il les ravive par l'emploi. Ce sont de petites pierres fausses dont, à part, on ne donnerait pas un denier, mais ici bien montées et qui font jeu. Et d'ailleurs il y en a d'autres à côté de meilleur aloi, naturelles, appropriées; car, chez M. Scribe, la récidive est perpétuelle. Tout cela se suit, s'enchâsse, tout cela brille et remue à merveille, diamans ou verroteries, mais bien portés par une femme vive et mouvante : on y est pris. Chez Marivaux, à qui on l'a comparé, le mot courant est, je crois, beaucoup plus perlé et plus constamment neuf. La diction se soigne toujours : Marivaux a écrit *Marianne*.

La vraie nouveauté dramatique de M. Scribe me paraît consister dans la combinaison et l'agencement des scènes; là est sa forme originale, le ressort vraiment distingué de son succès; là il a mis de l'art, de l'étude, une habileté singulière, et son invention porte surtout là-dessus. Il a su nouer avec trois ou quatre personnages des comédies qui ne languissent pas un seul instant (2).

Dans sa longue et prodigieuse pratique, dans son association passagère et ses mariages d'esprit avec tant d'auteurs, il est arrivé à connaître à fond le tempérament dramatique et le faible d'un chacun. Il excelle à décomposer le ressort principal, la situation qui, plus ou moins déguisée, revient presque toujours dans chaque talent. Chez tel auteur comique (notez bien), c'est dans chaque pièce un personnage inconnu, mystérieux, qui revient et qui donne lieu à toute une variété d'incidens; chez tel autre, c'est une épreuve, un semblant auquel on soumet un personnage; pour le guérir d'un défaut, par exemple, on feindra de l'avoir (3). M. Scribe, comme tous, a sa forme

(1) *Mariage de raison*, acte II, scène v.

(2) On a essayé d'indiquer quelque chose de ce mécanisme intérieur à propos de *la Calomnie*, où il est surtout apparent. (*Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1840, page 734.)

(3) Vérifier ce cas, si l'on veut, sur les pièces de M. Étienne, et le cas précédent sur les pièces de M. Alexandre Duval.

favorite sans doute, mais il la dissimule mieux que personne, et il déjoue par sa variété. Son théâtre, à le bien analyser, se réduirait probablement à quatre ou cinq situations fondamentales, auxquelles il a mis toutes sortes de paravens et de toilettes diverses. Mais ce serait à lui de nous donner sa clé et de nous dire son secret. Je ne m'y hasarderai pas. S'il fallait pourtant proposer absolument ma conjecture, je dirais qu'un de ses grands arts est de prendre en tout le contre-pied juste de ce qui semble et de ce qu'on attend (*le plus beau Jour de ma Vie*). Ainsi, dans son discours à l'Académie, n'a-t-il pas eu l'air de prétendre que le théâtre est juste le contre-pied de la société? Là donc où d'autres ne verraient que matière à un bon mot assez piquant, lui il placera tout le pivot d'une pièce; il fait tout pirouetter, à force de combinaisons ingénieuses, autour d'un paradoxe extrême qu'on ne croyait pas de force à tant supporter.

La nature humaine, après cela, s'arrange comme elle peut de ces symétries de cadres, de ces entre-deux de portes, de ces revers miroitans. Vue en elle-même et prise indépendamment de la scène, l'auteur paraît en avoir assez médiocre souci. Il la taille au besoin, il la rogne en bien des sens; mais comme c'est à la mode du jour, comme c'est dans le goût de la dernière saison, comme Mlle Palmire, si elle faisait au moral, ne couperait pas mieux, tout passe, et on fait mieux que laisser passer, on applaudit. Ce Longchamp de la scène, sous sa main, s'est déjà renouvelé bien des fois. Dites, ô vous qui vous montrez les plus sévères, une telle comédie ne ressemble-t-elle pas assez bien aux femmes de Paris elles-mêmes, à ces femmes délicates, élégantes, de haut comptoir ou de boudoir, qui n'ont rien de l'entière beauté à les regarder en détail, grêles, pâles, de complexion peu franche : mais, avec un rien d'étoffe, comme elles paraissent! comme elles s'arrangent! elles sont charmantes.

Tel qu'il est, ce théâtre de M. Scribe au Gymnase, il a fait vite le tour du monde. On le jouera l'année prochaine à Tombouctou, disait M. Théophile Gautier. On le joue dès à présent à l'extrémité de la Russie, aux confins de la Chine. A Tromsoe, dernière petite ville du nord en Scandinavie, au milieu des montagnes de glace, chaque hiver on représente *la Marraine* et *le Mariage de Raison*. Dès qu'il y a quelque part un essai de société qui veut être moderne, élégante, on joue du Scribe. Paris et Scribe pour eux, c'est tout un.

Quelle sera la valeur finale et durable de ce théâtre à côté de ceux de Dancourt, de Marivaux, de Sedaine et de Picard? A d'autres de prononcer. Je sais de graves admirations, des suffrages imposans. Si

M. de Schlegel prisait si fort *le Solliciteur*, nous avons vu M. Jouffroy (qu'il nous pardonne de le trahir), au plus beau de ses platoniques leçons, et dans son esthétique de 1826, placer très haut *l'Héritière*. Un célèbre critique, et dont l'inépuisable saillie, nourrie d'expérience, fait désormais autorité, M. J. Janin, a semblé depuis quelque temps déclarer une guerre si vive à ce genre de comédie, que c'est pour elle encore un succès. Sans doute, Picard, qu'on oppose souvent, est de ce qu'on peut appeler une meilleure *littérature* que M. Scribe, d'une façon plus franche, plus ronde, plus naturelle, qui découle plus directement du Le Sage, et qui n'a pas l'air de faire niche à Molière. Mais il faut tout dire, cette espèce de bon goût qui retranche certains raffinemens, cette sorte de descendance plus légitime, plus reconnue, qui vous fait tenir avec honneur à la suite des chefs-d'œuvre du passé, n'est pas toujours une ressource en avançant : c'est même quelquefois une gêne. Son premier feu jeté, et une fois hors de son théâtre Louvois, Picard devint faible d'assez bonne heure; il se répéta, il s'usa vite. Les ruses dramatiques de M. Scribe, ses ingrédiens, comme vous voudrez les appeler, le soutiennent bien mieux. Picard le savait; il professait, m'assure-t-on, pour son jeune et brillant héritier, une admiration, une adoration presque naïve. Pour tout dénouement, pour tout expédient dramatique dont quelque auteur était en peine : « Allez le trouver, disait-il, il n'y a que lui pour vous tirer de là. »

Pour résumer d'un mot ma pensée sur tous deux, le Molière de Picard était tout simplement Molière; le Molière de M. Scribe, c'est plutôt Beaumarchais.

La fertilité est une des plus grandes marques de l'esprit. Faire des pièces pour M. Scribe a pu paraître chez lui, dans les années premières, un métier en même temps qu'un talent; mais depuis, à voir le nombre croissant et le bonheur soutenu, il faut reconnaître que c'est désormais son plaisir et sa fantaisie, que c'est devenu sa nécessité et sa nature. Dans tout ce qu'il voit, dans tout ce qu'il lit, dans l'esprit de chaque collaborateur, je me le figure guettant une pièce au passage, une situation; c'est sa chasse à lui. Parfois il a besoin qu'on le mette sur la piste d'une idée; il lit alors tel mauvais ouvrage manuscrit qui n'aurait nulle valeur en d'autres mains; mais cela lui tire l'étincelle, l'idée qu'il exécute, et que souvent le collaborateur adoptif ne reconnaîtrait pas.

Prendre partout ses sujets, ses idées, ses mots, dès qu'on voit qu'ils vont à la forme, au cadre voulu, *prendre* partout *son bien* à tout

prix, pour le rendre ensuite sur le théâtre à tout le monde, c'est ce qu'ont fait, grands et petits, tous les vrais dramatiques, et très légitimement. M. Scribe est encore bien dramatique en ce point.

Il a ainsi en réserve toujours une quantité de plans en portefeuille, une quantité de ressorts démontés dans son tiroir. Il en choisit tantôt l'un, tantôt l'autre, et dès-lors il ne pense plus qu'à celui-là. Six semaines d'un voyage en calèche à travers la Belgique ou le long du Rhin, glaces ouvertes, lui suffisent d'ordinaire pour son plus long chef-d'œuvre, pour la pièce en cinq actes et sans collaborateurs.



Il envoie quelquefois au théâtre acte par acte, tant il est sûr de son économie et de son plan. On peut même lire en marge du manuscrit la tâche de chaque journée : *Je me suis arrêté là à telle heure*; ce qui trahit l'ordre, même dans la verve.

Positif et sage (ce qui est un trait de mœurs littéraires à noter), laborieux et jouissant (ce qui est un trait commun aujourd'hui), il s'est dérobé toujours aux ovations de l'engouement et de ce qu'il aurait plus le droit que bien d'autres de nommer la gloire. Il paraît de tout temps s'être très peu préoccupé de la presse, qu'on ne l'a vu braver ni solliciter. Il ne faut peut-être pas lui en faire trop d'honneur : il y a un certain degré de fécondité heureuse qui ne permet pas de s'inquiéter des critiques et des aiguillons du dehors. On est vite consolé, même d'un échec, quand on se sent en fonds de revanches; le plaisir d'aller et de faire couvre tout. C'est quand la conscience intime nous dit qu'on va être à bout, qu'on devient regardant pour les autres et susceptible pour soi.

Il a une liste de toutes ses pièces. Nous ne savons que les succès; mais il y en a une quantité qui sont tombées, *et quelques-unes à tort*, dit-il. Toute victoire s'achète avec des morts. Il pourrait y avoir bien des secrets dramatiques et aussi bien de la philosophie dans le commentaire d'un tel tableau.

Nous avons laissé M. Scribe à sa seconde manière, à celle du Gymnase; on pouvait croire, après l'échec du *Mariage d'argent* aux Français, qu'elle resterait chez lui définitive. Mais juillet 1830 arriva. Au milieu de tant de grandes secousses et de grandes ruines, le théâtre honoré du nom de Madame reçut un certain ébranlement. On se demanda si ce serait *après* comme *avant*, et si les mêmes nuances auraient du prix. Tout se rassit pourtant, le frais théâtre continua de fleurir; mais M. Scribe comprit, avec son tact rapide, qu'il y avait une nouvelle veine, et plus forte, à exploiter. Laissant donc cette scène gracieuse qu'il avait fondée aux soins de ses plus réels collabo-

rateurs et de ses successeurs très dignes, M. Bayard, M. Mélesville, il revint à la charge vers le Théâtre-Français, et s'attaqua hardiment au vice politique, ce nouveau ridicule tout récemment démasqué. Il ouvrit la brèche dans *Bertrand et Raton* (novembre 1833), et récidiva avec plus ou moins de bonheur dans les quatre ou cinq pièces suivantes, et en particulier dans *les Indépendans*, dans *la Calomnie*, et l'autre soir en tout éclat dans *le Verre d'eau*. Sous la restauration, à le juger par ses œuvres, M. Scribe n'avait guère de passion politique, et son couplet libéral très léger, ses *guerriers* et ses *lauriers*, n'étaient çà et là que l'indispensable pour panacher ses pièces. Mais ici, à l'insistance, à la vivacité de son attaque, on sent une sorte d'inspiration morale, une conviction qui n'est peut-être autre que le mépris très cordial de ceux qu'il met en jeu.

La physionomie des principales pièces de lui, données aux Français, diffère notablement de l'air de ses pièces du Gymnase. La grace recouvrait celles-ci; la corruption mignonne de l'espèce y était corrigée par des teintes de sentiment, et y devenait tout avenante :

Les vices délicats se nommaient des plaisirs.

En portant décidément sur un plus grand théâtre sa manière ingénieuse et si long-temps rapetissante, M. Scribe en a changé moins le principe que l'application et les proportions; il était difficile qu'il en advînt autrement; même en se renouvelant, on se continue toujours. Au lieu de rapetisser de moyennes et gracieuses parties, il en rapetisse hardiment de plus grandes. Philosophiquement, a-t-il tort? il aurait encore raison dramatiquement. Dans les proportions où son paradoxe s'est produit sur ces sujets plus graves, il a touché mainte fois à l'odieux, et, à force d'art, il a su l'esquiver. En montrant de fort vilaines choses, il ne révolte pas, comme n'ont jamais manqué de faire nos amis les romantiques; il donne le change en amusant. Mais plusieurs de nos remarques trouveront mieux place à propos du *Verre d'eau*, dont il est temps de dire quelque chose.

Et d'abord, pourquoi *le Verre d'eau?* M. Scribe a observé que les titres directs, les caractères affichés aux pièces tels que *l'Ambitieux, les Indépendans*, sont une difficulté de plus aujourd'hui, une sorte de programme proposé d'avance au public impatient qui le conçoit à sa manière, et trouve volontiers que l'auteur ne le remplit pas à souhait. *La Calomnie* aurait peut-être été mieux jugée s'il l'avait intitulée *les Échos;* il a donc pris son titre *de biais,* comme il prend la comédie elle-même.

Le sujet en est historique, mais c'est à peine si on ose reprocher à l'auteur de n'avoir pas tenu compte de l'histoire, tant il est évident qu'il n'y a cherché qu'un prétexte, et n'y a taillé qu'à sa guise. L'usage et le cas que M. Scribe a toujours faits de l'histoire à la scène, lui donnent un trait d'exception de plus entre les autres auteurs plus ou moins dramatiques du jour, dont la prétention et la marotte sont d'observer la couleur dite *locale*, et de rester fidèles à l'époque. Chose remarquable! tout ce mouvement soi-disant historique et romantique au théâtre et à côté du théâtre, tout ce travail estimable, ingénieux, qui a rempli et animé les dernières années de la restauration, M. Scribe ne s'en est pas plus inquiété que du torrent qui passe; il a continué son train d'homme du métier, se laissant dédaigner des grands novateurs, et sentant bien qu'il avait en lui le ressort, le seul ressort qui joue au théâtre. Tout le reste, on l'a trop vu en effet, n'était que critique, système, étude préparatoire éternelle.

Ainsi donc, que la reine Anne, qui monta sur le trône à trente-huit ans, en ait eu quarante-quatre ou quarante-cinq à l'époque où Mlle Plessy nous la rend si flattée et si jolie; que son mari le prince George de Danemarck (effectivement très nul) soit réputé n'avoir jamais existé; que la duchesse de Marlborough se trouve incriminée à tort sur le chapitre de la chasteté qu'elle eut toujours irréprochable, peu importe à M. Scribe, qui ne s'est servi de tous que comme de marionnettes à son dessein de la soirée. Mais une reine, mais une noble femme à gloire historique, n'est-ce pas une profanation que de les commettre ainsi après coup dans des intrigues improvisées? Pas d'hypocrisie; parlons franc. En tout genre, les personnages célèbres morts ne sont-ils pas des marionnettes aux mains des vivans? Cet orateur exalte Bonaparte dont il a besoin aujourd'hui dans sa péroraison, ce critique vante fort le poète défunt dont il se prévaut pour son système. Le moraliste inexorable l'a dit : « Nos actions sont comme les bouts-rimés, que chacun fait rapporter à ce qu'il lui plaît. » Et ce ne sont pas nos actions seulement qui sont ainsi, ce sont nos noms, quand on a le malheur d'en laisser un.

La donnée de la pièce est toute *voltairienne*, comme le répétait derrière moi un voisin chez qui ce mot n'était pas sans injure. Le chapitre des grands effets provenant de petites causes reparaît chez Voltaire à chaque page et brodé de toutes les variations. Dans *Sémiramis* même, par la bouche d'Assur il a dit :

Ce que n'ont pu mes soins et nos communs forfaits,

. . . .

Un oracle d'Égypte, un songe l'exécute.
Quel pouvoir inconnu gouverne les humains!
Que de faibles ressorts font d'illustres destins!

Et dans le cas présent, au chapitre XXII du *Siècle de Louis XIV*, parlant des rivalités de la duchesse de Marlborough et de sa cousine milady Masham : « Quelques paires de gant d'une façon singulière, dit-il, qu'elle refusa à la reine, une jatte d'eau qu'elle laissa tomber en sa présence, par une méprise affectée, sur la robe de madame Masham, changèrent la face de l'Europe. » Le grave Pascal n'avait pas pensé autre chose quand il a parlé du *petit nez* de Cléopâtre. A la scène, Picard a déjà tiré parti d'une idée approchante dans *les Marionnettes* et dans *les Ricochets.*

Est-il sérieusement besoin de discuter cette idée et de la réduire à ce qu'elle a de vrai? Les petites causes seules n'enfantent pas sans doute les grands évènemens, elles n'en amassent pas la matière; mais elles servent souvent à y mettre le feu, comme la lumière au canon : faute de quoi, le gros canon pourrait rester éternellement chargé, sans partir. Au théâtre, on exagère toujours; on met en saillie et on isole le point voulu. M. Scribe l'a fait ici et n'a montré qu'un côté; il a poussé au piquant, et il y a atteint. On se prête à l'exagération tant qu'elle amuse.

Nous venons trop tard pour une analyse; nous voulons surtout constater le *fait accompli*, très amusant, ce qui est si rare parmi les *faits accomplis.* La pièce n'a pas cessé un instant de marcher, de courir, en tenant en haleine l'intérêt. Il y aurait toutes sortes de critiques à y adresser, et qui seraient justes, et on les a faites la plupart sans nous. Ce petit Masham aimé de trois femmes qui se l'arrachent, et qui n'a rien fait pour cela, est un peu bête; mais le moyen de ne l'être pas quand on est ainsi adonisé? Avec son *protecteur inconnu*, il m'a rappelé un moment le *Létorière* de M. Eugène Sue, dont il n'a la grace ni la fantaisie. Décidément ce petit Masham si adoré est un personnage sacrifié : en niaiserie et en bonheur il reproduit l'Edmond de Varennes de *la Camaraderie.* On a relevé un mot hardi et très bien placé : *Au prix coûtant*, comme emprunté d'ailleurs. Cet autre mot : *Je n'en suis encore qu'à l'admiration*, est un emprunt également. M. Scribe pique de ces mots-là tout faits dans son dialogue, comme on ferait une épingle à brillant. Mais, ainsi qu'on l'a dit plus haut, il suffit que l'épingle soit bien placée et bien portée.

Trois scènes principales, et qui font nœud, me paraissent excel-

lentes et d'un comique très net, très vigoureux : ce sont celles de Bolingbroke avec la duchesse, au premier, au second, et au quatrième acte, lorsque, maître de son secret, il se fait fort, par trois fois, de la contraindre à le servir. Entre le roué spirituel, impudent, et la favorite, dont Mlle Mante représente parfaitement l'ambition assez robuste et peu ébranlable, le feu de riposte est vif, serré, nourri; ils se rivent chacun leur clou, comme on dit, avec une prestesse et une justesse qui fait oublier l'ignoble du fond. L'action chaque fois en ressort comme remontée. Une plume des plus en vogue a écrit à ce propos que la comédie de M. Scribe se composait de trois vaudevilles *nattés* à la suite l'un de l'autre. Si c'est, comme je le crois, de ces trois scènes qu'on a entendu parler, il faut ajouter que ces endroits *nattés* le sont d'une bien étroite manière. Ce triple nœud fait la meilleure, la plus solide partie de la pièce, et pour prendre une image sans épigramme et plus d'accord avec l'escrime en question,

L'acier au lieu de sa soudure,
Est plus fort qu'ailleurs et plus ferme.

Il faut louer aussi, comme d'un comique très savant et pourtant naturel, cette complication de trois femmes, toutes les trois férues au cœur pour un seul, tellement que, dès qu'on les touche où l'amour les pique, l'une faiblit et les deux autres regimbent. Et celle qui faiblit, c'est la femme forte, et celles qui regimbent, qui acquièrent tout d'un coup du caractère, ce sont celles qui n'en ont pas. Quoi de plus joli et de plus franc que ce mot soudain de la reine, qu'elle lance à la duchesse, sur le chiffre des millions qu'a coûtés la prise de Bouchain, sur le chiffre des morts qu'a coûtés la victoire de Malplaquet? Quand on lui avait raconté ce détail, elle n'avait pas écouté, ce semble, tant sa pensée était ailleurs; mais voilà que sa jalousie en éveil a intérêt à s'en ressouvenir, et il se trouve qu'elle a entendu comme après coup; elle se ressouvient.

Le cinquième acte est de beaucoup le moins bon, le plus factice, celui qui rappelle le plus les conclusions de vaudeville ou d'opéra-comique. Il ne s'agit plus que de pourvoir au bonheur des petits amans, et cela sans que la reine se doute qu'elle est trompée et qu'ils s'aiment. L'auteur a dépensé une grande dextérité de mise en scène, d'entrées et de sorties, de cabinets dérobés, autour de ce but qu'il obtient finalement et que le spectateur remarque assez peu. Mais le succès est décidé par les quatre premiers actes, et le cinquième roule de lui-même en vertu de l'impulsion donnée. En somme, dans cette

pièce qui rejoint le brillant succès de *Bertrand et Raton*, et qui le mérite par l'action perpétuelle et par quelques scènes également fortes, M. Scribe achève de prouver qu'il suffit à toutes les conditions de la scène française où il a pied désormais plus que personne. Or, s'il y était entré dès 1820, si les dix années qu'il a passées ailleurs et qu'il n'a certes pas perdues, il les eût là employées en tentatives multipliées, en perfectionnemens plus larges, que serait-il arrivé?

Profitons du moins de ce que nous avons, sans trop regretter ce qui aurait pu être, et sans chicaner notre rire, qui est si rare. La comédie devient chose bien difficile de nos jours; il y a toutes sortes de raisons à cela. La réalité surtout lui fait une rude concurrence tout à l'entour. Si cette réalité n'était qu'affreusement triste, on trouverait encore moyen de s'en tirer; mais elle réunit à une tristesse profonde tous les caractères de contradictions et de ridicules, et tellement en grand qu'on n'arrive au théâtre que bien blasé. Le fort du spectacle est ailleurs. Je préciserai ma pensée par un exemple. Il y a quelque temps, on jouait aux Français la pièce de *Latréaumont;* à un certain endroit, les auteurs avaient mis une scène de conspiration très burlesque, où le héros seul et surpris s'empare d'une patrouille qui le devrait arrêter. Mais au même moment l'échauffourée de Boulogne avait lieu, et on la jugeait au Luxembourg. La conspiration à la scène avait le dessous, et ne paraissait plus qu'un froid plagiat. Eh bien! à chaque instant c'est ainsi. M. Scribe, en mettant à la scène les grands effets en politique produits par les petites causes, avait à lutter tout à côté contre une concurrence presque pareille, contre les grandes causes produisant avec éclat de bien petits effets. Depuis que Voltaire a été détrôné sans retour par la philosophie de l'histoire, et qu'il est convenu que la Fronde ne saurait se reproduire sous d'autres formes, nous succombons sous les grandes causes qu'on met en avant, et selon lesquelles on fait manœuvrer après coup l'humanité : le présent seul fait défaut jour par jour à cette grandeur. Dans le drame politique qui se joue presque en regard du *Verre d'eau*, il y a de ces conditions réunies de tristesse et de contradictions en grand dont je parlais tout à l'heure, et qui seraient capables d'éclipser même la haute comédie. Sachons gré à M. Scribe, dans le genre qui lui appartient et qu'il augmente, de s'en être tiré avec tant d'honneur.

SAINTE-BEUVE.

REVUE

LITTÉRAIRE.

HISTOIRE DES CLASSES NOBLES ET DES CLASSES ANOBLIES,

PAR M. A. GRANIER DE CASSAGNAC (1).

Le règne du paradoxe est un signe certain de décadence littéraire : il annonce que les esprits, fatigués et flétris, ne prétendent plus à cette originalité qui est le fruit tardif des études consciencieuses, et se contentent de spéculer sur la paresse et la curiosité puérile des lecteurs. On ne se doute guère du nombre d'idées fausses en tous genres, de systèmes absurdes ou monstrueux, qui sont mis journellement en circulation. Les discuter serait une faute de tactique; mieux vaut les laisser mourir, comme des bruits sans échos. Mais la protestation devient un devoir, lorsqu'un paradoxe est lancé dans le monde par un homme qui a de l'esprit et du savoir assez pour se faire écouter. A cet égard, M. Granier de Cassagnac est un des écrivains les plus dangereux de notre temps. Les défauts de sa manière, et ils sont nombreux, sont tous effacés par un genre de mérite qu'il possède à un degré remarquable, celui de tenir son lecteur constamment en éveil. Quand il ne commanderait pas l'attention par la grandeur des problèmes qu'il soulève et par le piquant des solutions qu'il hasarde, ce serait encore un spectacle assez curieux que de le voir glisser si lestement entre les contradictions, trancher un débat scientifique par une saillie, ou noyer une fantaisie dans un débordement de notes grecques et latines. Il rappelle un peu ces gens qu'une trop grande impatience

(1) Un vol. in-8o, chez Delloye, place de la Bourse, 13.

d'être remarqués rend importuns : telle notion qu'on croyait parfaitement assise, il la déplace sans façon ; il donne des démentis aux siècles passés avec une intrépidité vraiment chevaleresque. Dans ses digressions capricieuses, il se heurte aux sujets les plus divers, s'y meurtrit quelquefois, souvent aussi fait jaillir des étincelles lumineuses. Même intempérance dans l'exécution. Une page bien frappée est terminée par un cliquetis d'antithèses. Un trait spirituel conduit à une naïveté, et le sourire d'approbation qu'avait obtenu l'auteur finit en un sourire ironique. En somme, après tant d'évolutions, il a fait peut-être un mauvais livre, à le considérer comme étude historique; mais ce livre, on l'a lu jusqu'au bout et sans ennui, résultat qu'obtiennent fort rarement les très estimables auteurs de la plupart des bons livres qu'on ne lit pas du tout, parce qu'ils sont ennuyeux à périr.

M. Granier de Cassagnac a pris à tâche de démontrer que l'humanité a été divisée par le créateur en deux races dissemblables par leur essence et par leurs instincts, l'une faite pour le commandement et pour les loisirs féconds, l'autre condamnée à l'obéissance et aux travaux pénibles. L'*Histoire des classes ouvrières* a été le premier point de cette thèse : l'*Histoire des classes nobles* en est la contre-épreuve. Il n'eût pas suffi à l'auteur de montrer qu'à l'origine des sociétés, les plus dévoués, les plus intelligens ou les plus forts, prennent nécessairement la direction des affaires communes, et fondent naturellement des aristocraties, en transmettant à leurs descendans la légitime influence qu'ils ont acquise. Ces faits ressortent de toutes les histoires connues, et les répéter ne serait pas dire du nouveau. M. Granier de Cassagnac avait mieux à faire en entrant en lice : il a soutenu envers et contre tous que la noblesse est une distinction naturelle, ineffaçable, un droit de suprématie conféré par la Providence à des êtres d'élite. Dans la crainte d'un malentendu il répète jusqu'à satiété que la noblesse est indépendante des qualités auxquelles elle se trouve souvent associée. « Il importe beaucoup, dit-il, de faire cette distinction entre la noblesse et la gloire, entre la noblesse et la vertu, entre la noblesse et le talent : c'est que la gloire, la vertu et le talent, dépendent des appréciations humaines, et que la *noblesse ne dépend de rien;* c'est qu'il y a ou qu'il n'y a pas gloire, vertu, talent, selon les mœurs, les religions et les principes, et que *rien au monde* ne peut faire qu'il y ait noblesse quand il n'y en a pas, et qu'il n'y en ait pas quand il y en a ; en un mot, c'est que la gloire, la vertu, le talent, sont des *opinions,* et que la noblesse est un *fait.* » Pour ne laisser aucun doute, l'auteur établit nettement la distinction entre la noblesse type, la noblesse incréée et *existant par elle-même,* et l'anoblissement, qui n'est à ses yeux, qu'une triste contrefaçon. Le noble ne doit sa qualité qu'à Dieu; l'anobli, esclave émancipé, peut bien obtenir, à force de mérite ou d'intrigues, un titre et des prérogatives nobiliaires, mais aucun pouvoir humain ne saurait lui conférer la noblesse réelle, « qui est un avantage fait par la Providence à certaines familles. »

C'est revenir sans détour à la doctrine des castes. Au moins, dans l'Inde, cette doctrine est-elle conforme à la loi religieuse. Il est écrit dans le code de

Manou que les brahmanes sont nés de la tête de Brahma, les guerriers de sa poitrine, les ouvriers de son ventre, les esclaves de ses pieds. On croit encore que la terre est un lieu d'expiation pour les anges déchus, et que les plus coupables, ayant beaucoup plus à expier, sont justement relégués dans les castes inférieures. Ce plan théologique justifie la hiérarchie rigoureuse de la société indienne. Mais comment concilier un système qui pose en principe l'inégalité originelle des hommes, avec la tradition biblique, qui déclare tous les hommes fils du même père céleste, avec le code évangélique, d'après lequel tous les chrétiens sont égaux devant Dieu, avec les travaux philosophiques, les maximes législatives de toutes les nations modernes, qui tendent à faire prévaloir l'égalité politique, en vertu du dogme religieux qui accorde des droits égaux à tous les membres de la famille humaine? Nous nous attendions à une discussion piquante, à une sortie chevaleresque; malheureusement, M. Granier de Cassagnac ne s'est pas trouvé en humeur de guerroyer sur ce terrain. « Nous laissons de côté, a-t-il dit (page 25), les idées du mosaïsme et du christianisme sur la noblesse, parce qu'elles veulent être longuement discutées à part, et nous passons directement aux opinions des poètes et des moralistes païens. »

Appel est donc fait à l'antiquité païenne. Homère, Euripide, Ménandre, Platon, Aristote, Horace, Ovide, Juvénal, Sénèque et plusieurs autres font cercle autour de M. Granier de Cassagnac. Mais il se trouve que ces conseillers, convoqués pour appuyer une thèse favorite, professent tous des opinions contraires. Euripide, « païen sceptique et sans religion, » déclare brutalement qu'être noble, cela revient à être riche. Socrate croit que la vraie noblesse consiste dans la sagesse; Platon, dans la saine intelligence. Ménandre ose dire qu'on est toujours noble quand on est homme de bien, et toujours bâtard quand on est méchant. Aristote, toujours merveilleux dans ses définitions, dit que la noblesse est une ancienne tradition de puissance et de vertus. On est homme de qualité quand on a du mérite, suivant Ovide; quand on a de l'argent, suivant Horace. Peu satisfait sans doute des païens, qui se permettent d'avoir sur la noblesse d'autres idées que les siennes, M. Granier de Cassagnac leur tourne le dos comme à des gens mal appris, et couronne son idée fixe par cette conclusion à laquelle il n'y a rien à répondre : « La noblesse est évidemment un fait. Or, il est loisible à chacun de se former sur ce fait l'opinion qui lui paraît convenable. Tout cela n'empêchera pas la noblesse d'exister et d'être ce qu'elle est. »

M. Granier de Cassagnac croit démontrer jusqu'à l'évidence le grand fait qu'il a découvert, en prouvant qu'un corps nobiliaire se forme à l'origine de toutes les sociétés, que partout il revêt les mêmes caractères extérieurs, les mêmes signes de distinction, que partout il accomplit les mêmes fonctions sociales, et en est récompensé par les mêmes prérogatives. Il est clair, et personne ne songerait à le contester, que, dans toute réunion d'hommes, ceux qui ont des facultés éminentes ne tardent pas à se faire accepter pour chefs, et qu'ensuite ils commandent le respect à la foule, en exposant à ses yeux des

signes distinctifs de leur qualité. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont nobles de nature qu'ils gouvernent les peuples : c'est au contraire parce qu'ils ont acquis des droits à la reconnaissance populaire qu'ils font souche de noblesse. M. Granier de Cassagnac a pris constamment l'effet pour la cause. Les dissertations qui viennent à l'appui d'un système qui choque le bon sens ne sauraient pas être fort concluantes, et pourtant on perdrait à ne pas les lire. L'auteur pousse l'art de grouper les notes à un degré d'habileté qui nous a paru souvent suspect. Son érudition, trop abondante pour être toujours bien choisie, est néanmoins alerte, dégagée, fréquemment relevée par des saillies, bien employée dans la trame correcte d'un bon style, assez spirituelle, nous le répétons, pour être dangereuse, puisqu'elle donne de l'importance à des faits insignifians, et une apparence de nouveauté à des notions généralement répandues.

Par exemple, dans son énumération des caractères extérieurs de la noblesse, M. de Cassagnac avance que « le blason est un fait de tous les pays et de tous les temps. » Il est en effet assez naturel, surtout aux époques où l'art d'écrire est peu répandu, que les chefs choisissent un emblème qui leur serve de cachet dans les transactions civiles, et de signe de ralliement dans les combats. Mais ces emblèmes (*insignia*) constituent-ils une véritable science héraldique, comme celle qui, suivant l'opinion commune, ne se développa que vers le XIe siècle? Les armoiries antiques avaient-elles, comme celles du moyen-âge, une signification précise et en rapport avec la hiérarchie sociale? M. Granier de Cassagnac ne paraît pas en douter. Pour lui, le blason est encore un fait naturel et nécessaire, et par conséquent vieux comme le monde. Il aurait pu s'appuyer du témoignage de certains voyageurs qui affirment que le tatouage des insulaires de la mer du Sud est de tous les blasons le plus expressif et le plus compliqué. Les devises et les emblèmes des gentilshommes grecs et romains constituaient donc un véritable langage héraldique, et il est bien entendu qu'Agamemnon portait d'azur à quarante-deux vires concentriques, avec trois guivres en sautoir. Mais, dans la revue des écussons complaisamment décrits par les poètes épiques et tragiques, il se trouve trois boucliers qui sortent de toutes les règles : c'est celui d'Hercule, dépeint par Hésiode, celui d'Achille, poème épisodique ciselé sur l'airain, et celui d'Énée, où Virgile a gravé prophétiquement les destinées de Rome. Ce n'est pas là une difficulté pour l'auteur. « Il faut observer, dit-il (pag. 48), qu'Hercule et Achille étaient bâtards, et par conséquent qu'ils ne pouvaient pas avoir des armes de famille..... Nous en devons dire autant à l'occasion du bouclier d'Énée, bâtard aussi... » L'argument nous paraîtrait sans réplique, si M. Granier de Cassagnac n'avait dit à plusieurs reprises que la descendance divine était un signe de grande noblesse, et que, dans les bonnes maisons, on se rappelait avec orgueil que le sang des ancêtres avait été anobli par un mélange avec celui des dieux. « La plupart des familles royales, a même ajouté l'auteur (pag. 23), les Erechtides à Athènes, les Héraclides à Sparte, les Pélopides à Argos, les Eacides à Phthie, descendaient des dieux. Romulus en descendait; Jules César croyait en descendre..... etc. » Faut-il conclure que

tous les princes de l'antiquité classique étaient issus de bâtards? Il y a là une difficulté dont le nœud nous échappe; mais, n'en doutons pas, il suffirait de la signaler à M. Granier de Cassagnac pour qu'il trouvât sur-le-champ une solution.

« La manière de se nommer, dit ensuite l'historien de la noblesse, est aussi une manière de se blasonner, car un gentilhomme n'est pas moins reconnaissable au nom dont il s'appelle qu'aux armes dont il se couvre. » Il y avait donc nécessité d'écrire deux chapitres sur les noms propres, et ce ne sont pas les moins riches en révélations. Par exemple, tout le monde admet qu'un *nom commun* ou substantif est celui qui indique la qualité de toute une espèce, et que le *nom propre* est celui qui sert à désigner un individu. Il y a près de vingt siècles, hélas! que Varron a débité cette hérésie, reproduite par tous les faiseurs de grammaire, et que l'Université laisse encore enseigner aux petits enfans. « Eh bien! s'écrie M. Granier de Cassagnac, malgré l'autorité de Varron et des philologues qui l'ont suivi, la prétendue différence signalée entre les noms propres et les noms communs est un préjugé sans fondement et une erreur de fait! Cette différence n'existe pas. Les noms propres et les noms communs sont absolument une seule et même chose. Cela vient de ce que les noms propres sont tous significatifs par eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils désignent des choses avant de désigner des personnes. » Nous avions cru jusqu'ici que la valeur grammaticale d'un mot est moins déterminée par sa signification intrinsèque que par son emploi dans le discours : nous étions dans l'erreur, et l'erreur est bien permise en pareille matière. Écoutez ce qu'en pense M. Granier de Cassagnac (page 122) : « Peu de gens se font une idée exacte de ce que c'est qu'un nom propre. Si nous prenons pour exemple l'auteur du *Cid*, Pierre Corneille, il n'est presque personne qui ne s'imagine que son nom propre c'est Corneille. Eh bien! c'est là une erreur. Corneille n'est pas le nom propre et personnel de l'auteur du *Cid*, puisque ce nom désigne également son frère, l'auteur du *Comte d'Essex*, comme il avait désigné son père et comme il a désigné ses descendans. Le nom propre de Corneille, c'est Pierre, parce que ce nom le désigne personnellement, directement, proprement, parmi les membres de sa famille. »

M. Granier de Cassagnac, qui tient à prouver que tous les noms appellatifs ont été dans l'origine des épithètes appropriées aux individus, entonne une interminable histoire de noms hébreux, grecs et latins avec leur interprétation littérale. Il nous révèle, par exemple, qu'Eusèbe veut dire *pieux*, et Mélanie, *noire*. Quant aux noms français, il les divise en sept catégories bien distinctes, applicables à trois classes d'hommes. La première est celle des gentilshommes; les deux autres sont fournies par les esclaves ruraux, ancêtres de nos agriculteurs, et par les esclaves industriels, dont l'affranchissement a fait les marchands et les ouvriers de nos villes. L'auteur prend la peine de nous expliquer comment les gentilshommes qui possédaient des provinces, des villes, des châteaux, des domaines, ont fait du nom de leur propriété celui de leur famille en y ajoutant la particule *de*. Les noms pris par les esclaves, à l'époque

de leur affranchissement, forment les quatre dernières catégories. Les affranchis ruraux ont tiré leurs noms des localités où ils ont fait élection de domicile, comme Du mont ou De l'orme. Les affranchis industriels ont choisi les noms de leur métier, comme Maçon, Boucher, Barbier, etc. Les affranchis domestiques, n'ayant ni possessions ni métiers, ont été désignés par leurs qualités morales ou physiques : de là tant de Lebon, de Ledoux, de Leroux, de Legrand. Enfin, la dernière catégorie comprend ceux qui ont fait de leur nom de baptême celui de leur famille, comme Vincent, Laurent, Thomas, etc. Les noms dont on ne retrouve pas la signification sont ceux dont l'étymologie se perd dans quelque patois oublié. Telle est, suivant M. Granier de Cassagnac, la loi générale qui régit les noms propres, et d'après laquelle on peut décider souverainement si un individu est de bonne souche.

N'est-ce pas un temps fort regrettable que celui où le seigneur ne daignait pas reconnaître la personnalité de ses inférieurs en leur accordant un nom particulier, et se contentait d'appeler Boulanger celui qui pétrissait son pain, et Vigneron celui qui taillait sa vigne? Mais les choses ont bien changé depuis! M. Granier de Cassagnac fait remarquer judicieusement qu'il suffit de jeter les yeux sur le panorama des enseignes de Paris pour voir « qu'une foule de Charpentier sont devenus boulangers, et qu'une foule de Boulanger sont devenus charpentiers. » Et il ajoute, avec un soupir de regret sans doute « Il y a *même* des Leblanc qui sont parfaitement noirs et des Legras qui sont parfaitement secs. » Funeste effet des révolutions!

Après avoir décrit à sa manière les signes caractéristiques de la noblesse, l'auteur raconte le rôle qu'elle joue à l'origine des sociétés. Il montre la fille aînée des nations, c'est ainsi qu'il l'appelle, civilisant les peuples par des enseignemens religieux, organisant les armées, distribuant le travail par l'institution de la hiérarchie féodale, écrivant les langues et inaugurant les littératures. Cette seconde section, beaucoup plus estimable que la précédente, provoque moins audacieusement la critique. On y trouve bien encore quelques fantaisies paradoxales, comme la révision du procès de Socrate, et l'incroyable explication de la guerre du Péloponèse, qui fut, non pas, ainsi qu'on l'a pensé jusqu'ici, une lutte politique, mais une croisade de vingt-sept ans, dans laquelle « il s'agissait pour Sparte de venger Minerve, et pour Athènes de venger Neptune. » Les lecteurs de M. Granier de Cassagnac savent qu'il faut, avec lui, glisser de temps en temps sur quelques feuillets pour arriver aux pages sérieuses et instructives. Celles-ci sont en assez bon nombre dans les six chapitres consacrés au sacerdoce antique et aux institutions militaires. La triple face de la théologie païenne, prêchée par les prêtres, controversée par les philosophes et chantée par les poètes, l'organisation du clergé romain, le recrutement des armées primitives, et surtout le système d'armement usité à diverses époques, ont donné lieu à des recherches fécondes, à des aperçus vraiment nouveaux et attachans.

Les chapitres suivans, qui ne promettent pas moins qu'une théorie nouvelle du système féodal, sont moins irréprochables. L'auteur, qui paraît avoir pris

la plume dans l'intérêt d'un dogme social plutôt que pour produire un livre vraiment historique, revient à sa méthode habituelle, qui consiste à prouver que la noblesse, élément providentiel et nécessaire, fleurit toujours et partout dans les mêmes conditions. De là, cette déclaration emphatique (page 476) : « Il faut reconnaître que la féodalité est un fait de tous les pays et de tous les temps, de l'histoire ancienne et de l'histoire moderne, un fait juif, un fait grec, un fait romain, un fait barbare! » Cette affirmation est surprenante, beaucoup moins pourtant que le commentaire. M. Granier de Cassagnac, persuadé que le globe appartient en toute propriété aux nobles, déclare que la féodalité commence le jour où les nobles donnent leurs terres à bail. Nous n'exagérons pas. « Ce qui caractérise le fief dans sa valeur historique et dans sa fonction sociale, est-il dit (page 398), c'est de débarrasser les propriétaires des soucis de l'exploitation directe, et de les ériger à l'état de rentiers. » Or, comme les puissans de ce monde ont naturellement peu de goût pour l'exploitation directe et trouvent beaucoup plus commode de vivre de leurs revenus, il s'ensuit que la féodalité est un fait universel, et que nous-mêmes, sans nous en douter, nous sommes encore en plein régime féodal. Si, au lieu de s'en tenir à l'écorce, M. Granier de Cassagnac allait plus souvent jusqu'au cœur du sujet qu'il aborde, il trouverait moins facilement des analogies et des ressemblances entre les faits et les âges les plus divers. La liberté qu'il prend sans cesse d'intervertir les classifications acceptées, de refondre les définitions, de frapper à son empreinte les notions qui ont eu cours avant lui, ne tarderait pas, si elle devenait générale, à replonger la science historique dans le chaos. Non, la féodalité n'est pas seulement une création de rentiers, et la location des terres, circonstance inévitable, aussi bien chez les anciens que chez nous-mêmes, n'est pas une constitution de fief. Ce qu'on est convenu d'appeler la féodalité, c'est un ensemble d'institutions en vertu desquelles une hiérarchie *générale* des terres et des personnes devient la loi souveraine d'une nation. Sous le régime féodal, le territoire, au lieu d'être morcelé comme d'ordinaire en propriétés indépendantes, est concédé à des individus d'élite, à charge, acceptée par eux, d'accomplir certaines fonctions publiques et d'acquitter des redevances proportionnées à leur grade dans la hiérarchie sociale. Suivant ce système, la possession de la terre, quoique transmise héréditairement en réalité, n'est, aux termes de la constitution, qu'un usufruit révocable dès que le contrat est violé, ce qui constitue le cas de félonie. Chaque détenteur de fief, au lieu de s'appartenir pleinement, est dans la dépendance d'un supérieur immédiat. Le roi lui-même, placé au sommet de l'édifice et ne relevant que de Dieu, n'est pourtant qu'un usufruitier comme les autres, puisque l'inaliénabilité du domaine de la couronne est une des maximes fondamentales de la monarchie. Le seul propriétaire réel est donc la nation, au profit de laquelle tous les devoirs sociaux attachés à la jouissance du sol doivent être accomplis. Pour pénétrer l'esprit du contrat féodal, il suffit de se reporter à son origine. Les terres accordées viagèrement à titre de *bénéfices* furent d'abord la solde d'un service militaire; l'étendue de chaque terre fut

proportionnée au grade de celui qui la reçut, et nécessairement placée dans la *mouvance* de la terre concédée à l'officier supérieur. Ce fut ainsi qu'une discipline toute militaire s'introduisit dans la société civile, par l'inféodation successive des terres libres et patrimoniales. Les bénéfices féodaux, ayant représenté primitivement, comme nous l'avons dit, la solde attribuée à un service public, ne purent dans la suite être possédés que par ceux qui étaient aptes à l'accomplissement de ce service. Cette règle, dont le simple bon sens démontre la justesse, donne la clé de toute la législation féodale. Elle fait comprendre les restrictions apportées à l'aliénation des fiefs, la nécessité du consentement royal au mariage des femmes, qui, en portant leur fief en dot à des étrangers, auraient pu donner à leur suzerain des vassaux incommodes. Cette règle explique encore le *retrait seigneurial* par lequel un seigneur avait le droit de retirer un fief vendu, lorsqu'il était tombé dans des mains inhabiles ou dangereuses; elle explique le *fors-mariage*, qui autorisait le seigneur à reprendre une partie des biens de son subordonné, lorsque celui-ci se mariait en dehors de la terre à laquelle il était attaché par son service, et la *poursuite*, c'est-à-dire le droit de poursuivre, comme un déserteur qui abandonne son poste, l'homme de main-morte qui se dérobait par la fuite à sa fonction, à moins qu'il ne se libérât par un *désaveu*, c'est-à-dire par un renoncement formel à la tutelle de son supérieur et aux faibles avantages qui en résultaient. Ce n'était pas alors l'homme qui disposait de la terre, mais la terre qui possédait l'homme, le seigneur châtelain aussi bien que le serf attaché à la glèbe, c'était pour ainsi dire la terre qui gouvernait et distribuait les fonctions. Telle fut la théorie générale de la féodalité, souvent faussée, il est vrai, par l'application. Certes il y a là, non pas simplement une création de rentiers, mais un système politique tout d'une pièce, particulier à cette époque intermédiaire qu'on nomme historiquement le moyen-âge. Il faudrait descendre à des détails qui seraient déplacés ici pour prouver que les divers modes d'exploitation usités chez les peuples anciens ont été sans rapport avec la constitution hiérarchique dont nous venons d'esquisser le plan (1). Pour ne parler que des Romains, les terres du domaine de l'état étaient affermées à l'encan, et, pour en obtenir le bail, il suffisait d'être le dernier enchérisseur. Quant aux domaines privés, les propriétaires essayèrent successivement tous les genres de régie, et ces terres ne perdirent jamais leur qualité d'*alleux*, c'est-à-dire de terres libres et transmissibles à volonté, pas même à cette époque de dissolution où une ruse fiscale attacha les esclaves ruraux à la glèbe de chaque do-

(1) Pour prouver que la féodalité antique, qu'il a découverte, était aussi constituée hiérarchiquement, M. Granier de Cassagnac assimile la clientelle romaine à la vassalité du moyen-âge. Nous lui ferons remarquer qu'à l'époque où les grandes familles s'honoraient de leur nombreuse clientelle, aux beaux jours de Coriolan et des Fabiens, qu'il cite en exemple, les nobles propriétaires n'avaient pas encore renoncé à l'*exploitation directe* de leurs terres, et qu'alors il n'y avait pas féodalité, même suivant la théorie de M. Granier de Cassagnac.

maine. Les colonies militaires des anciens ont pu seules présenter quelques points de ressemblance avec les fiefs des temps postérieurs (1).

Il nous reste à apprécier l'œuvre intellectuelle de la noblesse. Dans son *Histoire des Classes ouvrières*, M. Granier de Cassagnac avait avancé que certains genres littéraires appartenaient exclusivement à la race noble, et que d'autres genres avaient été l'expression instinctive de l'engeance servile. Cette théorie, battue en brèche par une vigoureuse critique (2), a été si complètement ruinée, que l'auteur s'est retranché dans un autre paradoxe. Il s'en tient à proclamer un « fait capital, qui est l'institution des langues écrites et la formation des littératures par les hommes de race noble. » En vertu de ce principe, M. Granier de Cassagnac a découvert que les écrivains bibliques étaient nobles. Malheureusement, il n'y avait pas de noblesse effective chez les Hébreux. La famille de Jacob, même lorsqu'elle eut formé une grande nation, ne compta jamais que des frères. Les malheureux s'attachèrent aux puissans à titre de serviteurs, mais ne devinrent jamais esclaves : ceux-ci étaient toujours d'origine étrangère. Moïse, qui avait observé en Égypte les déplorables effets du régime des castes, et détestait par instinct tout ce qui pouvait rappeler l'organisation égyptienne, s'était proposé de conserver autant que possible l'égalité fraternelle au sein du peuple de Dieu. Il avait prévu l'abus de l'influence sacerdotale en constituant la tribu de Lévi de telle sorte qu'elle ne pût jamais devenir un corps politique. La loi du jubilé devait prévenir l'accumulation des richesses dans les mêmes mains; enfin, les distinctions honorifiques et transmissibles étaient si sévèrement proscrites, que les fils du législateur lui-même se retrouvèrent plus tard confondus parmi les plus humbles lévites, et dans un état de domesticité, honorable d'ailleurs, puisqu'elle les rattachait au service du temple. M. Granier de Cassagnac tranche d'un mot les difficultés qui ont si long-temps arrêté les critiques sacrés, au sujet des auteurs bibliques, chroniqueurs ou hagiographes, en décidant « qu'il appartenaient tous à de grandes familles. » Mais, parmi les prophètes, il se trouve évidemment des hommes de rien. Encore une difficulté à enjamber, et l'auteur le fait de la meilleure grace du monde. Les prophètes étaient plus que des nobles : « c'étaient des hommes qui écrivaient *directement* sous l'inspiration de Dieu, et qui n'avaient pas besoin, comme ceux qui racontaient l'histoire et la politique du peuple hébreu, d'avoir été mêlés au maniement des affaires. » Nous ferons remarquer à notre tour que les écrits inspirés dont la réunion a formé le livre sacré des Hébreux, n'étaient pas les seules compositions qui eussent cours en Judée. Il y avait, et probablement en assez

(1) M. Granier de Cassagnac croit réfuter (page 488) l'opinion presque généralement admise suivant laquelle les fiefs auraient été dans l'origine des bénéfices militaires, en signalant des bénéfices accordés à des serfs. Nous lui répondrons que les premiers bénéfices ont été accordes à des *lètes*, c'est-à-dire à des Barbares mercenaires, quelquefois prisonniers de guerre, et soumis à une discipline si rigoureuse, que les historiens les ont souvent confondus avec les esclaves.

(2) Voyez la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 février 1839.

grand nombre, des chroniqueurs, des poètes, et surtout des *faux prophètes*, espèces d'orateurs populaires qui s'arrogeaient une mission politique sans inspiration, c'est-à-dire sans être suffisamment pénétrés du sentiment religieux qui était l'ame de la nationalité juive. M. Granier de Cassagnac, dont on connaît le grand talent divinatoire, aurait dû nous dire si toute cette littérature hébraïque était le fait des seuls gentilshommes. De sa part, une explication à ce sujet n'aurait pas manqué d'être piquante.

Transportons-nous en Grèce à la suite de l'auteur. Homère et Hésiode, nous dit-il, ont été assurément de bons gentilshommes; sans cela, comment auraient-ils pu connaître la généalogie des maisons souveraines et leurs alliances, les rites mystérieux du culte, les usages des palais et des camps, le cérémonial des ambassades, le régime intérieur des gynécées? Comment ils ont appris toutes ces choses, nous l'ignorons : il nous semble seulement que, si l'auteur de l'*Iliade*, au lieu d'être un rhapsode errant, avait tenu un grand état de maison, il n'y aurait pas de doute aujourd'hui sur les circonstances de sa vie; et, quant à Hésiode, nous savons que la tradition en a fait un pâtre inspiré qui mérita par son génie d'être associé au culte des Muses. Pour la plupart des autres écrivains grecs et surtout pour les plus célèbres, M. Granier de Cassagnac semble avoir pris à tâche de se réfuter lui-même, quoiqu'il fasse les efforts les plus divertissans pour anoblir ses protégés. L'origine d'Eschyle est inconnue, mais il n'était certainement pas de la classe du peuple, car il fut dans sa jeunesse en rapport avec les dieux, ancêtres des gentilshommes. Ceux qui ont dit que Sophocle était fils d'un forgeron l'ont calomnié. Ami de Périclès, général d'armée, et d'ailleurs « en relations familières avec les demi-dieux qui allaient, disait-on, le visiter à son foyer domestique, » il ne pouvait pas manquer d'être de bonne maison. Euripide n'aurait pas été choisi pour verser le vin dans une fête religieuse, s'il avait été réellement le fils d'un cabaretier et d'une marchande de légumes, comme les scholiastes l'ont rapporté. Quant à Aristophane, homme de fort mauvais ton, il aurait bien pu être de naissance obscure, ainsi que la plupart des poètes comiques. Au nombre des hommes lettrés de la Grèce, et surtout parmi les orateurs politiques, il se trouve beaucoup d'écrivains fils de marchands ou marchands eux-mêmes, à commencer par Solon. M. Granier de Cassagnac remarque à ce sujet que « les hommes de noble maison faisaient aussi le commerce à ces époques reculées. » Cette justification rappelle un peu M. Jourdain, dont le père, excellent gentilhomme, échangeait, par pure obligeance, du drap à l'aune contre de l'argent. Nous ne pousserons pas plus loin ce contrôle; il nous est beaucoup plus agréable de signaler au milieu de ce chapitre qu'il est fort difficile de prendre au sérieux de bonnes et savantes pages sur les annalistes religieux de l'ancienne Rome et sur les sources primitives de l'histoire romaine, méconnues par l'école sceptique de Niebuhr.

Une dernière objection va résumer en peu de mots nos critiques de détail. « La noblesse, a dit M. Granier de Cassagnac, repose sur une descendance d'aïeux libres : il n'y a pas de noblesse dans une famille qui remonte à un

affranchi. » Cet axiome développé dans le courant du livre en est le thème principal. Eh bien! il est prouvé que la noblesse ne peut se perpétuer qu'en ouvrant sans cesse ses rangs aux anoblis, qui ne sont autres que des affranchis, dans les idées de M. Granier de Cassagnac. L'extinction rapide des classes nobles est un fait des plus surprenans et des mieux prouvés par l'histoire et par la statistique. L'aristocratie des Eupatrides, si puissante à Athènes, donne à peine signe de vie après la guerre du Péloponèse; le pur sang dorien était presque épuisé à Sparte, six siècles après Lycurgue. L'anéantissement du patriciat romain est un fait généralement connu. La déperdition du sang noble paraît plus rapide encore chez les modernes que chez les anciens. Avant la révolution de 1789, les deux tiers de la noblesse française ne prouvaient pas deux siècles d'existence. La Franche-Comté, qui avait eu, au moyen-âge, jusqu'à deux mille familles féodales, n'en possédait plus qu'une vingtaine vers le milieu du siècle dernier. On a constaté récemment que, dans certaines provinces de Hollande, il ne reste plus une seule des familles anciennement inscrites sur les registres de l'ordre équestre. Enfin, sans chercher les exemples si loin, à Paris même, l'aristocratie de notre temps, la population riche qui réside dans les 2e, 10e, 3e et 1er arrondissemens, serait, après trois générations, réduite de plus de moitié, si elle ne se renouvelait constamment par son alliance avec des familles nouvellement enrichies (1). Ces faits sont avérés, et la conclusion se présente d'elle-même. La noblesse, principe d'émulation, récompense des grands services, distinction souvent légitime et peut-être nécessaire dans les sociétés, n'est pourtant pas autre chose qu'un *anoblissement perpétuel*. Cette noblesse de race, qu'a rêvée M. Granier de Cassagnac, cette noblesse type, increéee et de fait divin, n'est qu'un être impossible, puisqu'il ne peut exister par lui-même; insaisissable, puisqu'on ne voit pas quand il commence et quand il finit, et qu'il n'est peut-être pas une seule famille en Europe qui puisse prétendre avec certitude qu'elle ne sort pas d'un affranchi. Établir une classification générique parmi les hommes, soutenir que la noblesse est le résultat d'une supériorité décrétée par la Providence, c'est se faire l'apôtre d'une hérésie morale et d'un sophisme politique.

Nous nous montrons bien hostiles à cette pauvre noblesse. C'est qu'elle a aujourd'hui un tort réel à nos yeux. Elle a faussé l'incontestable talent de M. Granier de Cassagnac : elle l'a poussé à un affligeant gaspillage d'érudition et de style. Toutefois, l'*Histoire des classes nobles* ne portera pas une atteinte grave à la réputation de son auteur. On sent trop bien qu'une intelligence aussi vive ne peut pas toujours rester au service du paradoxe, et, en relisant les pages saines et vigoureuses que M. Granier de Cassagnac a dirigées contre le paradoxal Niebuhr, on demeure persuadé qu'il serait capable de faire un excellent livre s'il lui prenait fantaisie de se réfuter lui-même.

A. COCHUT.

(1) Voyez dans les *Mémoires de l'Académie des Sciences morales et politiques*, tome II, un intéressant travail de M. H. Passy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 novembre 1840.

La chambre des députés, le pays, l'Europe, assistent depuis quatre jours à une lutte dont ils conserveront un souvenir long et mêlé. Au point de vue de l'art, c'est un combat de géans. Pour ne parler ici que des deux hommes qui dirigent les deux camps et attirent sur eux-mêmes tous les coups de l'ennemi, jamais M. Thiers et M. Guizot n'ont donné des preuves plus éclatantes de leur admirable talent, de cette rare puissance de tribune qui exalte les amis politiques de l'orateur et inspire aux adversaires eux-mêmes un sentiment involontaire de crainte et d'anxiété. Si on pouvait ne songer qu'à l'art, ne se préoccuper que des combattans, de la diversité de leur talent, de tout ce que cette diversité jette de piquant, d'inattendu, de grand, d'électrique, dans les vicissitudes du combat, on pourrait se réjouir de cette joute parlementaire, on pourrait féliciter le pays qui peut faire descendre dans l'arène de si redoutables champions.

Mais, nous le dirons, ceux qui pensent avant tout à la France, à sa dignité, au rang qu'elle a le droit d'occuper dans le monde, ceux qui préfèrent l'intérêt français à tout intérêt de personne ou de parti, ceux qui déplorent de voir les forces nationales (les hommes habiles, puissans, ne sont-ils pas une des forces du pays?) s'entrechoquer et travailler, non-seulement à mettre en lumière leurs pensées, mais à se détruire l'une l'autre, ceux-là ont dû plus d'une fois regretter une lutte parlementaire qui jusqu'ici n'a été, à vrai dire, qu'un duel entre M. Thiers et M. Guizot, assistés chacun de nombreux amis. Pourquoi voulait-on rabaisser le 12 mai et incriminer le 29 octobre? pour défendre M. Thiers. Pourquoi s'est-on efforcé de justifier complètement le 12 mai? pour attaquer M. Thiers, pour faire peser sur lui seul la responsabilité des évènemens. Pourquoi ces éloges de l'administration du 1er mars, éloges au surplus que certes nous sommes loin de contredire? pour écraser M. Guizot par l'apothéose de ses devanciers. On voulait de part et d'autre une lutte acharnée, une guerre à mort. Il faut détruire M. Thiers, c'est là le rêve d'un parti. Il va sans dire que le parti opposé fait le même rêve à l'égard de M. Guizot.

Il est donc vrai que la passion méconnaît tous les faits et se moque de l'histoire. Dans les pays aristocratiques, les hommes d'état tombent difficilement, mais il est vrai que la chute d'ordinaire y est mortelle. Dans les démocraties, au contraire, les hommes tombent facilement, mais ils ne périssent point; il n'y a point de défaite irréparable, point de blessure incurable. Est-ce à dire que leurs combats ne soient pas déplorables, que le pays puisse s'en réjouir, s'en divertir impunément? Loin de là. S'il n'y a pas de morts, il y a des blessés dans tous les camps : la victoire elle-même est chèrement achetée, et il est arrivé plus d'une fois que les blessures du vaincu sont guéries avant celles du vainqueur. La raison est simple. Le vaincu peut se livrer au repos, il peut se faire oublier. L'oubli, cet oubli qui nous est si facile, est le remède souverain des blessures politiques. Si les blessures sont mortelles dans les aristocraties, c'est que les aristocrates n'oublient jamais. Mais si le vaincu peut se faire oublier, le vainqueur au contraire doit lutter tous les jours, lutter avec les hommes, avec les évènemens, avec les accidens, lutter avec ses ennemis, bientôt avec ses amis. Les forces s'usent, nulle faiblesse ne peut se cacher; on chancelle, on tombe, et le jeu de la bascule recommence. C'est l'histoire des démocraties. Est-ce à dire qu'il faille en prendre son parti comme d'une nécessité, s'y résigner comme on se résigne à l'alternative des saisons?

Les hommes ne sont pas une matière inerte. Ils ont le pouvoir et l'obligation de choisir ce qui est bien et de résister au mal. Il n'est pas d'institution humaine, quelque bonne qu'elle soit, qui ne développe quelque tendance fâcheuse. C'est dans sa raison et dans sa force que l'homme doit en trouver le correctif. Que sont toutes ces péripéties ministérielles et tous ces combats violens, acharnés, qui agitent le parlement et inquiètent la France? Que sont ces luttes d'homme à homme qui dévorent un temps précieux et font complètement oublier les intérêts les plus sacrés, les besoins les plus urgens du pays? C'est une guerre intestine qui ne rappelle que trop ces discordes civiles qui ont perdu plus d'une démocratie dans l'antiquité, plus d'une bourgeoisie au moyen-âge. Nul ne meurt chez nous dans ces pugilats politiques, mais nul n'en sort sans meurtrissures, sans blessures; nul ne peut apporter à son pays le tribut de toutes ses forces, nul ne peut lui consacrer tout ce qu'il possède de talent et de puissance. Nos hommes d'état sont des travailleurs toujours en présence de l'ennemi; il leur faut avoir l'outil dans une main, l'épée dans l'autre, car, encore une fois, nous n'assistons plus à de simples débats parlementaires, mais à des combats personnels, corps à corps, qui, au fond, ne servent à rien et ne prouvent rien que la force et l'habileté des combattans. Il y a un mois que les chambres sont convoquées. Qu'ont-elles fait? Quand commenceront-elles à faire quelque chose?

Au surplus, nous ne sommes point surpris de ce qui arrive. Il était facile de le prévoir. Nous l'avions prévu comme tout le monde et déploré d'avance.

Ce que nous n'avions pas prévu, ce qui nous a fort surpris, c'est le moyen dont tous les combattans ont cru pouvoir se servir. Tout ce que notre diplomatie a fait, a dit, a pensé, a connu, a conjecturé depuis deux ans sur la

question d'Orient, a été lu, étalé, commenté à la tribune. On a mis en scène les diplomates présens, les diplomates absens, les diplomates français, les diplomates étrangers, ceux qui pouvaient se défendre et expliquer leur pensée, ceux qui ne le pouvaient pas; les notes, les conversations, les lettres particulières, tout a été livré au public, comme si l'affaire d'Orient était finie, consommée, reléguée depuis long-temps dans le domaine de l'histoire. Nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que le comité diplomatique de la convention mettait plus de réserve dans ses communications au public sur les affaires pendantes. Sans doute les orateurs qui ont ouvert cette carrière y ont mûrement réfléchi; sans doute ils sont convaincus qu'il ne peut résulter aucun mal de cette publicité précoce. Ils sont sans doute convaincus qu'elle n'intimidera pas nos agens, qu'elle ne rendra pas plus réservés et plus attentifs tous ceux qui auront affaire avec nous. Nous désirons de tout notre cœur qu'il en soit ainsi. Mais si par aventure nos craintes avaient quelque fondement, si nous n'étions pas sous l'empire d'un de ces vains préjugés qu'il faut savoir secouer, nos débats parlementaires auraient pris une forme, une allure par trop singulière. Nous aurions fait ce qui serait à peine concevable dans le cas où nous serions décidés à faire de la France la Chine de l'Europe.

Au surplus, nous aussi nous sommes las, pour employer le mot de M. Villemain, de toute cette politique rétrospective. En présence des évènemens qui se précipitent, il nous importe peu de savoir lequel de trois ou quatre ministères a été le plus habile et le plus heureux. Au fait, il n'en est pas un seul auquel il ne puisse être adressé quelque reproche.

Le 12 mai n'a peut-être pas assez considéré que ce concert européen qui lui tenait si fort à cœur, dans le but de sauver Constantinople de l'intervention russe, et de l'arracher au protectorat exclusif du czar, se tournerait un jour contre nous à l'endroit de la Syrie et de l'Égypte, et nous ferait une situation plus déplaisante encore que celle que nous nous efforcions de faire à la Russie. Peut-être aurait-il fallu ne jamais séparer les deux questions, la question turque et la question égyptienne, et après le fait de Nézib tout terminer à la fois ou tout laisser en suspens. Nous disons en suspens, et nous voulons par là indiquer le *statu quo*, la possession du pacha, à peu près telle que les évènemens la lui avaient donnée, sans susciter la question d'hérédité. C'était une excellente thèse à soutenir que de dire aux puissances et à la Porte : Le pacha, qu'on a eu le tort de provoquer, est sorti vainqueur du combat. Nous voulons bien contribuer à suspendre sa marche; mais la plus vulgaire équité exige qu'il ne perde rien de ce qu'il possédait avant cette imprudente provocation. Nous lui garantissons le *statu quo*, sans chercher dans ce moment à décider s'il transmettra à sa mort la totalité de ses possessions à ses enfans. A chaque jour suffit sa peine.

Le 1er mars, ce n'est pas aujourd'hui seulement, après sa chute, que nous le disons, peut se reprocher, non des coups de tête et des menaces exagérées, mais quelque peu d'hésitation et de mollesse. Avec un peu plus de résolution, il aurait fait arriver plus tôt la question devant les chambres, et on ne lui

dirait pas aujourd'hui que les faits se sont accomplis sous son administration, qu'il n'a rien fait pour les prévenir, et qu'il faut bien, bon gré mal gré, accepter ces faits.

Enfin, le 29 octobre, tout en se trouvant ainsi sur un terrain qui lui est commode et favorable, s'est laissé aller trop loin dans les formes de son langage officiel. Voulant tirer une ligne sensible de démarcation entre son administration et celle du 1er mars, et présenter au parti qui fait sa force un drapeau vivement coloré, il a trop exagéré sa propre pensée dans le discours de la couronne, et donné par là à la commission de la chambre une impulsion dont a dû s'étonner, après coup, l'esprit d'ailleurs si vif et si original du savant rédacteur de l'adresse.

Quoi qu'il en soit, tout le monde paraît reconnaître que, même dans le système du 29 octobre, il y a une mesure que la chambre et le ministère ne peuvent dépasser sans blesser le sentiment national et induire le pays en erreur sur leur compte. Le projet d'adresse paraît à peu près abandonné. Les uns veulent l'amender, les autres (je parle des amis du ministère) veulent du moins qu'il garde sur la question de la paix (employons la belle expression de M. Barrot) la noblesse du silence. Ce que la chambre a de mieux à faire, c'est de renvoyer à la commission le projet primitif et tous les amendemens et sous-amendemens qui se sont présentés.

Il faut un nouveau projet. Nous sommes convaincus que M. Dupin lui-même en convient. Il a dû lui en coûter de prêter sa plume à un travail où il faut encore plus s'inspirer des idées des autres que des siennes. Il ne doit pas s'étonner si on lui demande de revenir sur son œuvre. La France a le droit de faire entendre à l'Europe un langage plus net et plus ferme : nous ne demandons pas des menaces; mais nous voulons que lord Palmerston sache bien que nul ne veut en France de la paix à tout prix.

Le moment est arrivé de poser la question, la question pratique, gouvernementale, en ses véritables termes, de la prendre au point où elle se trouve, de se demander ce qu'il faut faire. M. le ministre des affaires étrangères avait raison lorsqu'il appelait sur ce point toute l'attention de l'assemblée. Après avoir parlé de beaucoup de choses et de beaucoup d'hommes, encore faut-il une fois parler du pays, de sa situation actuelle, de la conduite qu'il faut tenir, non pour justifier ou pour condamner ses prédécesseurs, mais pour garantir le mieux possible les intérêts et la dignité du pays, cette dignité qu'il faut aimer, nous ne disons pas autant, mais plus que son repos; car, pour une grande et noble nation, il n'y a de repos réel que dans la dignité.

La Syrie est perdue pour Méhémet-Ali, perdue après une faible défense. Nous ne serons pas sévères toutefois envers le pacha. Seul contre la Turquie, soutenue par quatre grandes puissances européennes, obligé de disséminer ses forces en Syrie, en Égypte, de contenir dans une longue chaîne de montagnes des populations braves et malveillantes, de résister aux attaques secrètes et aux trahisons, à l'or et aux boulets des alliés, faut-il s'étonner de sa faiblesse? Que ne le laissait-on lutter seul avec la Turquie, profiter de la vic-

toire de Nézib, franchir le Taurus! Cela ne convenait pas à l'Europe, à son équilibre politique, à ses intérêts; soit : toujours est-il qu'il est inique de l'avoir arrêté pour le dépouiller ensuite, et de le payer, par une menace outre-cuidante de déchéance, du service qu'il a rendu, en s'arrêtant, à l'Europe entière.

Quoi qu'il en soit, la Syrie est perdue, dit-on, pour lui. Faut-il accepter ce fait ou lui résister? C'est dire, faut-il faire la guerre pour arracher la Syrie aux Turcs et la rendre au pacha? En mettant ensemble les trois ministères du 12 mai, du 1er mars, du 29 octobre, nous sommes forcés d'en convenir, il ne se trouverait peut-être pas une voix pour une telle guerre. En tout cas, la chambre n'y donnerait pas son assentiment, bien entendu que la Syrie sera immédiatement remise à la Porte, à ses forces, à ses forces exclusivement, et que, sous aucun prétexte, il n'y aura occupation territoriale d'aucune des puissances européennes.

Même dans ces termes, la France peut-elle accepter le fait, l'approuver, le sanctionner? Non. Elle peut s'y résigner avec chagrin, comme à un fait qui ne la blesse pas assez pour la déterminer à la guerre. Que la commission de l'adresse nous permette de lui rappeler ce que le sentiment patriotique de chacun des hommes honorables qui la composent lui a sans doute dit avant nous : des faits entièrement contraires à ce qu'on a toujours désiré, on peut les souffrir lorsque la paix est encore compatible avec l'honneur; mais on ne doit, en aucun cas, les accepter par entraînement, avec jubilation, avec la verve et l'élan des brillantes espérances et des grands succès.

Il se peut que la perte de la Syrie termine pour le moment la question d'Orient, que Méhémet-Ali rentre dans le pachalik héréditaire de l'Égypte, et qu'une sorte de paix s'établisse sur les débris fumans de la Syrie.

Nous disons, il se peut; car d'un côté trop d'accidens imprévus ou à peine prévus peuvent compliquer la question, de l'autre nous n'avons nulle confiance dans les déclarations des signataires du traité du 15 juillet. Ceux qui ont caché à leur meilleur allié, à la France, la signature de ce traité, peuvent bien lui cacher autre chose. Il n'y a que justice à se méfier de ceux qui se sont rendus coupables à notre égard d'un aussi mauvais procédé. On ne doit pas jouir à la fois des avantages du bien et du mal, inspirer de la confiance à ceux qu'on a induits en erreur et blessés.

C'est dire en d'autres termes que désormais la question d'Orient pourrait bien ne plus laisser ni trève ni repos à la politique européenne.

La Turquie pourra-t-elle garder la Syrie sans le secours de troupes européennes? Méhémet-Ali, battu et rabaissé, pourra-t-il garder l'Égypte? Toujours en supposant qu'on ait l'intention sincère de la lui laisser.

Qui peut se réjouir en Russie de ce qui se passe en Orient? Nicolas peut-être, dont les rancunes personnelles peuvent trouver une satisfaction dans la rupture de l'alliance anglo-française. Mais la nation russe peut-elle se réjouir? Est-ce la Russie aujourd'hui qui protége la Porte? Est-ce son pavillon qui flotte à Saint-Jean-d'Acre et à Beyrouth? Est-ce sa puissance que les Orientaux ont appris à redouter? En fait, au lieu d'avoir le protectorat exclusif, elle est

exclue du protectorat. Ce ne sont pas les écrits qui frappent les esprits en Orient; ce sont les faits. L'influence russe y a reçu le même échec que la nôtre.

L'avenir éclairera plus d'un mystère. Ce qu'on appelle la force des choses élaborera plus d'un grand résultat. Nous n'aimons pas le rôle de prophète; mais qui pourrait ne pas voir que l'alliance anglo-française, que cette politique de conservation et de paix a reçu des mains de lord Palmerston un coup funeste, peut-être irréparable. Les formules de politesse auxquelles des gouvernemens qui ne sont pas en état de guerre sont toujours tenus, sont de faibles liens, lorsque les intérêts commencent à diverger et que le sentiment national se trouve froissé.

En cet état de choses, et c'est là la seconde question toute gouvernementale et pratique qui se présente aux délibérations de la chambre, que faut-il faire? Faut-il désarmer? Faut-il maintenir ou compléter un grand pied de paix armée, c'est-à-dire une flotte formidable et 500 mille hommes de troupes de terre? Faut-il porter les armemens plus loin? C'est là au fond ce qui distingue le 1er mars du 29 octobre.

Le 29 octobre livrerait-il même l'Égypte? Laisserait-il le canon anglais ravager Alexandrie? Sans poser d'autres questions plus graves encore, empressons-nous d'ajouter que nous ne le pensons pas. Il a déclaré à plus d'une reprise qu'il accepte dans ce sens la note du 8 octobre, que cette note ne réservait que l'Égypte, mais qu'elle réservait formellement l'Égypte. A cet égard, aucun doute n'est permis. Nous aimerions mieux être un jour accusés de niaiserie qu'aujourd'hui de calomnie.

Le cabinet actuel croit à la paix. C'est là une appréciation politique que nous ne voulons pas discuter ici; et comme il entend sans doute parler d'une paix digne, honorable, tout homme sensé doit désirer que ses prévisions se réalisent. Mais nous persistons à croire qu'un des moyens de les réaliser, c'est de demander hautement au pays l'appui de sa force et de son énergie. Pourquoi le cas de guerre relativement à l'Égypte ne serait-il pas de nouveau et nettement exprimé? Et pourquoi cette flotte qu'on reproche à M. Thiers d'avoir rappelée, n'irait-elle pas de nouveau déployer nos couleurs nationales dans l'Orient?

C'est donc sur l'avenir et non sur le présent que les deux politiques, celle du 1er mars et celle du 29 octobre, peuvent se séparer, l'une penchant vers les prévisions de guerre, l'autre vers les prévisions de paix. Voilà ce qui reste de ce grand débat, pour tous ceux qui voudront dégager le fonds de la question de tout ce malheureux alliage de divagations et de personnalités. Toute la divergence se résume dans la question de l'armement. Désarmer, nul ne le veut. Reste la question de savoir si on maintiendra au complet les armemens ordonnancés et en grande partie exécutés par le 1er mars, ou si on mettra notre armée sur le pied de guerre en l'augmentant de cent cinquante mille hommes de ligne et de trois cent mille gardes nationaux mobilisés.

Le ministère, qui prévoit la paix et travaille à son maintien, se mettrait, nous le reconnaissons, en contradiction avec lui-même s'il demandait l'arme-

ment ultérieur que voulait M. Thiers. Si, au lieu de prévoir et de désirer la paix, il en était certain; si l'avenir n'avait pour lui rien d'obscur, rien d'inquiétant, il devait demander le désarmement, car la paix armée est fort chère; il est même douteux que le pays, à moins qu'on ne trouve une organisation moins coûteuse, se résigne longues années à un état intermédiaire qui est la paix à l'extérieur et la guerre au budget. Quoi qu'il en soit, pour le moment, le ministère est conséquent en demandant cet état intermédiaire, et le vote de la chambre ne paraît pas douteux. Sur ce point décisif et pratique, plus d'une opinion individuelle s'écarte, dit-on, du drapeau de son parti. Il est, à ce qu'on prétend, quelques conservateurs qui iraient jusqu'à voter l'armement ultérieur, et on ajoute que plusieurs membres de la gauche le repoussent avec énergie.

Quant à nous, nous désirons du moins que l'armement intermédiaire soit complet, réel et sérieusement maintenu, et nous faisons avec M. Dufaure des vœux pour qu'en même temps nos armemens maritimes soient augmentés.

Il est un point dans le projet d'adresse sur lequel les deux ministères, celui du 1er mars et le ministère actuel, devraient se rencontrer pour en demander une explication nette et catégorique. On recommande à la couronne de choisir des ministres éclairés et fidèles : suit un morceau sur les avantages de la probité et les dangers de la corruption. C'est excellent; la morale est irréprochable. Mais est-ce purement et simplement un sermon, une péroraison pieuse? Qu'on le dise, et tout est bien. Serait-ce autre chose? sera-ce autre chose demain, après-demain? Dira-t-on un jour à quelqu'un : *De te fabula?* Cela s'est vu, et c'est ce qu'aucun cabinet ne doit, ce nous semble, accepter. S'il n'y a pas d'allusion, qu'on le dise; s'il y a une allusion, justice veut qu'on l'explique. S'applique-t-elle au cabinet qui s'en va? au cabinet qui arrive? à l'un et à l'autre? Voilà du moins, redisons-le, un point sur lequel les deux ministères seront d'accord : ils demanderont à la commission de s'expliquer.

L'Espagne, tranquille en apparence, est toujours dans un état déplorable. Espartero déchoit tous les jours dans l'esprit des Espagnols; on obéit au chef de l'armée; on est loin de lui supposer la capacité et la puissance d'un homme d'état. Mais que peut espérer l'Espagne après Espartero? L'Espagne est toujours travaillée de la même maladie; il n'est aucun parti qui puisse s'emparer du pays et le gouverner : les uns manquent de lumières, les autres de force matérielle, les autres de puissance morale.

Le parti exalté est peu nombreux. Il se compose d'avocats et de négocians. Cela peut faire du bruit, du désordre; ils ne s'empareront pas des masses.

Le peuple, surtout le peuple des campagnes, est carliste, ardent carliste. Qu'on ne s'y trompe pas; ce n'est pas une personne que ce mot désigne, mais un système. Don Carlos est à peu près perdu dans leur esprit. Ce qu'ils regrettent n'est pas sa personne, mais les couvens, les moines, les distributions qu'ils faisaient au peuple, et les vingt ou vingt-cinq mille places que les fils du peuple, du paysan trouvaient dans les couvens. Là était leur conscription, leur bâton de maréchal. Ils pouvaient devenir dignitaires de l'église,

évêques. Chaque famille trouvait, dans la corporation à laquelle appartenait un de ses membres, protection et appui. Les couvens étaient, en Espagne, la soupape de la démocratie. Il faudra du temps avant qu'un peuple si peu ami du travail conçoive d'autres idées, éprouve d'autres besoins.

Le parti modéré est nombreux et composé d'élémens plus variés; mais par cela même il n'est point compacte : il manque d'énergie, de confiance en lui-même. Dans un moment donné, dix hommes résolus, s'ils sont nantis des apparences du pouvoir, feront plier sous le joug dix mille modérés. C'est ce qui est arrivé dans la dernière révolution. Ce que messieurs les modérés veulent avant tout, c'est de ne pas se compromettre. C'est ainsi qu'ils ont obéi à une poignée d'exaltés, qu'ils ont été les humbles serviteurs des juntes, qu'ils ont abandonné la régente; trop heureux que le parti vainqueur ne les ait pas menés plus rudement et plus loin.

Mais si les modérés manquent d'énergie et se font gloire d'une prudence qui mériterait peut-être un autre nom, ils ne manquent pas d'habileté, d'adresse, d'activité souterraine. On le comprend quand on songe aux élémens dont ce parti se compose. Au fait, il réunit la plupart des hommes qui ont manié les affaires et pris part aux évènemens qui ont agité l'Espagne. Le parti modéré cherchera quelque part ce qui lui manque, la force. Nous ne serions pas étonnés qu'il cherchât dans ce but quelque moyen de se rapprocher du parti carliste, et de conclure avec lui une transaction.

Mais toute transaction est difficile dans un pays si profondément désorganisé et aux passions si déréglées. La dernière révolution a révélé un fait capital et que l'histoire de l'Espagne laissait déjà entrevoir : c'est la puissance de l'esprit municipal et la faiblesse de l'unité espagnole. Si le désordre et l'anarchie se prolongent, c'est le principe municipal qui l'emportera en Espagne. Livrée à elle-même, elle recommencera le moyen-âge. Déjà les provinces basques s'inquiètent de leur avenir, s'alarment, et il faudrait peu de chose pour que la guerre y éclatât de nouveau.

On peut faire des vœux pour l'Espagne; qui voudrait faire des pronostics et des prophéties?

— MM. E. de Cadalvène et E. Barrault viennent de publier, sous le titre de : Deux années de l'histoire d'orient, 1839-1840, un livre dont on ne contestera pas l'à-propos. De toutes les questions que peuvent soulever les débats de la politique, il n'en est point de plus vastes ni de plus compliquées que la question d'Orient. Aussi, pour le public qui ne saisit bien et promptement que les faits simples et à sa portée, est-elle encore enveloppée d'obscurité et d'incertitude. De là, ces doutes, ces variations de l'opinion qui énervent les courages, favorisent les intrigues de l'égoïsme et de la peur, et font croire aux étrangers que nous n'avons pas l'intelligence de nos vrais intérêts. Après tout, ces incertitudes ne s'expliquent que trop. L'Orient est si loin de nous, tellement en dehors de nos mœurs, de nos idées, de nos lois, que ce n'est que par une étude suivie et réfléchie de tout l'ensemble des rapports qui lient ses

intérêts aux nôtres et à ceux des autres puissances, que nous pouvons nous former des convictions sur le rôle qui nous est réservé dans les révolutions du Levant. Or, une telle étude est bien vaste, et elle est neuve encore pour la majorité des esprits, même les plus éclairés. Nous croyons remplir un devoir en appelant l'attention publique sur un livre curieux entre tous ceux qui ont été écrits sur l'Orient, livre qui est destiné à compléter la solennelle discussion qui a lieu en ce moment à la chambre des députés. Nous pouvons le dire sans crainte d'être démenti : nulle part on ne trouvera un récit aussi complet, aussi intéressant de toutes les circonstances qui ont précédé et amené le traité du 15 juillet. La nature des révélations qu'il renferme ne permet pas de douter que les renseignemens les plus confidentiels n'aient été mis à la disposition de M. de Cadalvène. La politique de chacune des grandes puissances dans le Levant, leurs intérêts, leurs vues, leurs tendances, y sont exposés et tracés avec une sagacité, une précision et un éclat de couleurs qui lui donnent tout l'attrait d'un ouvrage d'imagination.

Personne n'ignore que le point en litige entre la Porte et le vice-roi a été la Syrie, et que toutes les négociations qui ont été suivies à Constantinople et au Caire depuis les conventions de Kutahyeh ont eu pour objet de régler définitivement le sort de cette province; mais en général on ne possède que des notions fort vagues sur la Syrie. On ne saisit pas tout d'abord son importance politique, militaire et commerciale, ni le poids énorme que la possession de cette contrée doit jeter dans la balance des forces en Orient. M. de Cadalvène s'est tout d'abord attaché à bien éclairer les esprits sur ce point essentiel. Sans s'égarer dans les hypothèses d'une politique conjecturale, il s'est contenté d'exposer les faits; il a défini ce qui était vague, éclairci ce qui restait obscur, et fait comprendre la passion avec laquelle la Porte, soutenue par l'Angleterre, et le vice-roi, protégé par la France, se sont disputé depuis huit années, par les armes de la diplomatie, la domination de la Syrie.

La puissance que Méhémet-Ali voulait fonder ne pouvait être complète et viable qu'autant qu'elle reposerait sur deux bases fondamentales, l'Égypte et la Syrie. Réduite à ses propres ressources, circonscrite dans ses limites naturelles, l'Égypte manque des premiers élémens d'une puissance maritime et industrielle. Elle n'a ni forêts, ni charbons, et ne possède qu'un seul port militaire, celui d'Alexandrie. A l'abri d'une attaque du côté de la mer et du désert, elle est vulnérable par l'isthme de Suez, et la possession de la place de Saint-Jean-d'Acre lui était indispensable pour la couvrir de ce côté. Sa population actuelle n'atteint pas deux millions d'ames, et ne saurait conséquemment pourvoir à l'existence et à l'entretien d'une armée considérable. Pour qu'elle pût former un état de quelque valeur politique et accomplir dans la Méditerranée et en Orient une mission de force et de civilisation, il lui fallait absolument la Syrie. Sans la Syrie, elle descend des hauteurs où avait voulu la placer le génie du vice-roi, à l'obscure destinée d'un pachalik, et ne peut plus être d'aucune influence dans les destinées futures de l'Orient. Or, il faut le dire bien haut, la France avait un intérêt immense à ce qu'il s'élevât sur les bords du Nil un nouvel état qui pût réunir toutes les conditions d'une puissance militaire et maritime. Cet état eût été entraîné par la force des choses dans sa sphère d'action; il fût devenu son véritable point d'appui pour agir et peser plus tard dans les affaires du Levant. Intérêt de prépondérance, intérêts maritimes, intérêts commerciaux, tout la portait à favoriser le dévelop-

pement et la consolidation de l'œuvre entreprise par le vice-roi. Quand l'empire ottoman tombe par lambeaux de tous côtés, lorsque l'omnipotence de la volonté russe à Constantinople est un fait d'une évidence irrésistible et auquel toute l'Europe est bien forcée de se soumettre, c'était une belle et haute pensée que celle d'associer l'Égypte à notre politique et à nos destinées. Le traité d'Unkiar-Skelessi n'était après tout que l'expression écrite d'un état de choses créé par les développemens successifs de la puissance russe et l'abaissement de la Turquie. L'Europe aura beau obtenir de la première qu'elle renonce à l'application de ce fameux traité, elle n'empêchera pas que la Porte ne subisse l'ascendant exclusif de son redoutable protecteur. L'empire ottoman ne sera efficacement garanti que le jour où l'Autriche et l'Angleterre diront à la Russie : Nous interdisons à vos armées de passer le Danube et à vos vaisseaux de tourner leurs voiles vers le Bosphore. Ce langage, jamais l'Autriche n'osera le tenir, et c'est pour cela que l'existence de la Turquie est dans les mains de la Russie, c'est pour cela que la France devait s'attacher à conserver son influence en Égypte et en Syrie.

Les mêmes causes qui faisaient de la France la protectrice et l'alliée naturelle du vice-roi, poussaient l'Angleterre à le détruire ou à l'absorber. L'Égypte, non l'Égypte resserrée entre la mer et le désert, mais l'Égypte constituée fortement et maîtresse du vaste territoire compris entre les limites du Sennaar et du Taurus, faisait ombrage aux Anglais, parce qu'elle tenait en sa main les clés des deux voies qui conduisent aux Indes : l'Euphrate et la mer Rouge. Vainement le vice-roi s'était-il efforcé de désarmer leur haine, en leur offrant toutes les garanties qu'ils pouvaient désirer pour le libre passage de leurs marchandises et de leurs voyageurs : l'Angleterre veut davantage, elle veut que, dans aucun cas, l'Égypte ne puisse lui faire obstacle ; elle veut l'arracher des bras de la France pour l'étouffer dans les siens ; elle veut surtout équilibrer sa position en Orient avec celle de la Russie, régner au Caire sous le nom d'un pacha, quel qu'il soit, comme sa rivale règne sur le Bosphore sous le nom du sultan ; elle veut enfin se trouver en mesure, le jour où s'ouvrira la succession d'Othman, de se faire sa part en prenant l'Égypte et la Syrie. Or, le premier degré pour arriver à ce but, c'était d'arrêter dans son essor la puissance égyptienne, de la saper dans une de ses bases essentielles, de lui enlever en un mot la Syrie. Par l'œuvre de destruction qu'elle poursuit en ce moment avec tant de violence, l'Angleterre accomplit trois choses qui toutes concourent merveilleusement à ses vues ; elle enlève à la Russie une occasion permanente d'intervention armée dans les affaires intérieures de la Turquie ; elle s'assure la route de l'Euphrate ; enfin, à la faveur du protectorat qu'elle va exercer en Syrie, de la possession d'Aden qui commande l'entrée de la mer Rouge, de Malte et de Corfou, elle va cerner le pacha, l'étreindre dans le réseau de sa puissance, et le réduire à l'alternative de se livrer à elle tout entier, ou d'être anéanti.

En lisant l'ouvrage de M. de Cadalvène, on sent à chaque page qu'on est conduit à un dénouement fatal, et l'on s'explique comment il était impossible que la politique ombrageuse et envahissante de l'Angleterre, l'attachement étroit de la France au *statu quo* créé par les conventions de Kutahyeh, enfin les manœuvres habiles de la Russie n'amenassent pas tôt ou tard une déplorable conflagration. Ce qui donne au livre de MM. de Cadalvène et Barrault un attrait infini, c'est qu'il est comme un reflet de l'Orient, tant les hommes et

les choses qui se meuvent sur ce théâtre y sont dessinés en traits fidèles et saillans. Tous les personnages qui, à Constantinople et au Caire, ont joué un rôle de quelque importance dans les dernières années, s'y trouvent reproduits avec leur caractère, leurs passions et leurs tendances. On y est initié à toutes les intrigues de Péra, et même aux secrets du sérail. C'est ainsi qu'apparaissent successivement Pertew, « le vivant représentant du vieux génie turc, si touchant et si grand au moment de sa mort; Kosrhew, ferme dans l'exercice du pouvoir, prompt à verser le sang, fécond en intrigues, inépuisable en tours de main, type à la fois terrible, admirable et bouffon; » le capitan-pacha Ackmeth, si fameux par la défection de la flotte que Mahmoud, son maître et son bienfaiteur, avait confiée à sa fidélité; Reschid-Pacha, homme de l'Occident par ses lumières, Turc par son attachement à la foi de l'Islam, et que l'or de l'étranger n'a jamais pu corrompre, exception presque unique dans le divan; Ibrahim, le glorieux fils du vice-roi, Soliman-Pacha (Sèves), Français encore par le cœur et la pensée, et qui, dans son dévouement à son nouveau maître, espérait servir les intérêts de sa première patrie; lord Ponrsonby et M. de Boutenieff, l'un si véhément dans sa haine contre Méhémet-Ali, l'autre qui dissimule l'habileté la plus consommée sous une politesse exquise; puis, enfin, au-dessus de tous ces hommes, les deux puissantes personnifications de l'Orient moderne, Mahmoud et Méhémet-Ali. Le récit des derniers momens de Mahmoud est plein d'intérêt; quel spectacle que celui de ce puissant réformateur, n'ayant plus que deux passions, l'amour du vin et sa haine contre Méhémet-Ali, s'y abandonnant avec toute l'énergie de sa nature fougueuse, et mourant dans sa grandeur solitaire, consumé par cette double passion! Le héros du livre est naturellement le pacha d'Égypte. C'est à lui que sont consacrées les plus belles et les plus curieuses pages. Son ame forte, contenue et dirigée par la plus fine sagacité, se meut et se développe tout entière au milieu des évènemens qui remplissent les deux dernières années. Lorsqu'il vit que les grandes puissances de l'Europe avaient résolu d'évoquer à leur tribunal son différend avec la Porte ottomane, il mesura aussitôt la portée du coup, et comprit que sa cause était à peu près perdue. Tout ce qui, en France, prend quelque souci de nos intérêts extérieurs voudra lire et étudier cet ouvrage. Toutefois, à nos éloges nous mêlerons un reproche. Le style manque trop souvent de cette simplicité noble et concise qui convient au récit et à la discussion des grandes affaires. L'abus des mots forcés et des phrases à effet se remarque en plus d'une page et forme un singulier contraste avec l'esprit sérieux et pratique du livre. Il est impossible de ne pas faire une distinction entre la pensée qui l'a inspiré et la plume qui l'a écrit.

V. DE MARS.

LE VOYAGE

D'UN

HOMME HEUREUX.

A MADAME DE COURBONNE.

Je n'ai pas oublié, madame, que vous m'avez permis de vous écrire, et véritablement vous m'avez accoutumé à tant de bonté et d'indulgence, que je serais bien ingrat et bien mal élevé si vous n'aviez pas au moins cette marque de mon souvenir et de mes respects. D'ailleurs j'ai été si heureux pendant ces deux dernières semaines, j'ai oublié si fort le travail et l'agitation de chaque jour, le midi de la France et l'Italie se sont emparés si complètement de mon ame et de mon cœur, qu'il faut absolument que je dise à ceux qui sont restés à la ville les heureuses et charmantes émotions de ce voyage. Donc je suis parti de Paris le 24 août, un peu bien triste il est vrai, car j'aime tant tous ceux que j'aime et je suis si bien le lendemain l'homme de la veille, que renoncer, même pour un mois, à mes amis, à mon travail,

à mes beaux rêves, à ma douce flânerie à travers les émotions contemporaines, cela me coûte bien plus que je ne saurais vous dire. Cependant nous voilà partis en toute hâte, tout d'un coup, sans plus de précautions, que le héros du *Voyage sentimental*. — Nous ferons notre valise en chemin et nous nous dirons adieu dans la forêt de Fontainebleau. — Adieu donc, et voilà la grande route qui s'empare de nous comme de sa proie. Nous marchons vite, à quatre chevaux et comme des gentilshommes en vacances, faisant claquer notre fouet, il fallait voir. Le mouvement, le bruit, la poussière, le soleil, les joyeux hennissemens du chemin, tout nous charme. Le plaisir d'aller tout droit devant soi, c'est si bon! Voici déjà Fontainebleau, la ville royale; nous saluons cet entassement de châteaux qui se prélassent dans leurs jardins français. Le soir venu, nous faisons halte dans une vieille auberge dont le jardin est entouré d'eaux murmurantes; de la fenêtre encadrée de lierre, nous voyons passer dans la rue une nouvelle mariée du village; cette nouvelle mariée, ce n'était rien moins qu'une jeune et belle personne parisienne, naguère encore l'honneur de l'Opéra, des Italiens, des bals et des fêtes, de tous les lieux où il s'agit d'être belle et parée, et qui, renonçant au monde, au Satan parisien, à ses pompes et à ses œuvres, venait d'épouser modestement le maître de poste de l'endroit, un beau jeune homme qui avait l'air de lui dire : — *Vous n'en serez pas fâchée, ma belle comtesse*. Ainsi va le monde. Autrefois c'étaient les princes qui épousaient les bergères. La jeune et belle dame nous fait en passant un aimable sourire, nous vidons nos verres à sa santé, et puis en voiture! Cependant le ciel s'était chargé d'orage; dans le nuage grondeur brillait l'éclair innocent du mois d'août; notre bonne hôtesse, qui nous avait adoptés parce qu'après tout elle nous avait trouvés faciles à vivre, nous disait : — Ne partez pas! vous allez avoir la tempête; restez ici cette nuit, vous partirez demain après l'orage. — Non pas demain, tout de suite; Paris n'est pas déjà si loin qu'il ne puisse nous atteindre; partons, car déjà il me semble que je vois s'allumer les lustres du théâtre; il me semble que j'entends les accords de l'orchestre; cette voix rauque qui gémit sous la porte cochère, n'est-ce pas, je vous prie, le tragédien qui déjà lance ses vers? Partons donc, et vive l'orage!

Une seule lumière brillait dans cette profonde nuit, un seul bruit se faisait entendre, c'était la jeune Parisienne qui déjà préparait de son mieux toutes choses dans son petit Glandier, où elle était fort décidée à se laisser être heureuse. A travers la glace brillante de sa fenêtre se

pouvait distinguer son pâle et gracieux profil. — Mais bientôt le dernier accord du piano se perd dans le lointain ; les chevaux se précipitent, l'éclair aussi ; du pavé jaillit l'éclair et aussi du nuage : quelle tempête ! quel fracas ! Le vieux postillon (hélas ! le pauvre homme se mourait de la phthisie pulmonaire) nous supplie de ne pas aller plus loin ; il assure qu'il ne distingue plus le chemin pavé du précipice, et il disait cela d'une voix grelottante ! Nous nous sommes arrêtés au milieu de la route jusqu'au jour. C'étaient des éclairs comme on n'en voit guère qu'au sommet du mont Sinaï, dans la Bible ; c'était un bruit à tout briser. Mais, ô surprise, le matin venu, soudain tout ce feu brûlant n'est plus que la douce lueur du crépuscule ; ce bruit de nuages qui s'entrechoquent fait place aux accens de l'oiseau matinal ; cet ouragan devient rosée ; le vieux postillon asthmatique est remplacé par un beau jeune homme de vingt ans. Encore une fois en avant.

On passe à Pouilly ; ce n'est pas tout-à-fait le véritable Pouilly, mais on y boit un honnête petit vin blanc, et l'on rêve le reste. Nous traversons une mer sablonneuse, et l'on nous dit que c'est la Loire ; c'est bien le cas de dire comme je ne sais quel démon de M. Hugo : — *Capricieuse!* Le soir, nous étions à Moulins. Là on se repose, on s'habille, on se fait beau, et six heures après on se met en route ; mais pourquoi aller si vite ? qui vous presse ? qu'avez-vous à faire ? Eh ! le plaisir d'aller vite ; pour quoi donc le comptez-vous ?

..... Un postillon chante d'une voix rauque une de nos chansons nationales.

Monsieur la Palice est mort ;
Un quart d'heure avant sa mort
Il était encore en vie.

— Postillon, nous sommes à la Palice ? — Et il me montre du fouet le vieux château accroupi sur la falaise. Êtes-vous comme moi ? il me semble qu'en fait de gloire, rien n'est à négliger. Cette singulière chanson, *Monsieur la Palice est mort,* qui a dû bien chagriner dans son temps les sires de la Palice, est maintenant une joie pour leur mémoire. A coup sûr, tout braves gens qu'ils étaient dans cette maison, ils ne valaient pas mieux qu'un grand nombre de chevaliers, de gens d'armes et nobles dames dont nous ne savons plus les noms, *carent quia vate sacro,* comme dit Horace, parce qu'ils n'ont pas été chantés par un poète. Le poète qui a chanté, même de cette façon grotesque, le sire de la Palice, lui a donc rendu le plus grand des

services. Il a fait éclore ce nom-là dans la langue vulgaire; il l'a rendu aussi populaire que le nom des barons les plus connus; M. de la Palice et M. de Marlborough seront chantés jusqu'à la fin du monde et quand il ne sera plus question de la question d'Orient. Or, quelle est la maison souveraine dont on puisse en dire autant aujourd'hui?

Nous visitons le château de la Palice, tout en fredonnant la chanson; en sa qualité de château, c'est une maison qui s'en va croulante; la cour d'honneur est dépavée, l'herbe est partout; les vaches du château ont remplacé les varlets et les trouvères; la servante est la seule dame du lieu; les enfans jouent sans se douter des grandeurs qu'ils foulent à leurs pieds; on traverse la cuisine pour descendre dans le village. — De là nous allons à Roanne; mais cependant quelles belles montagnes! quel grand ciel! Marchons moins vite. L'industrie n'est pas là encore. Marchons moins vite; la houille n'a pas paru dans ces campagnes, elle n'a pas jeté dans cette verdure sa poussière et son souffle empesté. Marchons moins vite, car la vie des champs s'arrêtera bientôt tout au bas de ces rocs cultivés, car avant peu vous allez trouver le fer, la houille, les rails-ways, les métiers, tout l'attirail des forges et des fourneaux. — Un jeune homme de quinze à seize ans gravissait péniblement le sentier; il nous dit bonjour dans le patois du pays. — Veux-tu une place? — Il dit *oui;* il monte; il arrive avec nous à Roanne, sa ville natale. Le pauvre enfant avait entrepris son tour de France, il y avait six mois à peine, il avait quitté le toit paternel, tout rempli d'espérances et de vastes pensées. Mais, hélas! il avait eu la fièvre en chemin, l'ouvrage lui avait manqué, et, sans aller plus loin que deux cents lieues, il revenait en poste pour conter toutes ses déceptions à sa mère. On disait, le voyant passer dans la rue : — C'est lui, c'est Pierre, c'est notre ami le forgeron! — Les jolies filles lui envoyaient de gros baisers; seulement on ne s'expliquait guère comment, parti à pied, il revenait si vite en berline; lui, cependant, il saluait à droite et à gauche avec une bonne grace infinie, et comme il a été embrassé par sa mère! La bonne et digne femme, elle n'avait pas vu la chaise de poste; elle n'avait vu que son enfant.

A Feurs (*Forum Romanorum*, pardon, madame de tout ce latin, mais on est si pédant lorsque l'on est en belle humeur), à Feurs, je vais saluer sur son piédestal la statue du colonel Combes, notre brave compatriote. Il est mort comme un héros à l'instant où lui aussi il allait revenir à sa mère, mais tout chargé de gloire et d'honneur. Heureusement un pareil homme est utile, même après sa mort.

Il devait faire tout d'un coup la décoration de cette ville oubliée; à peine mort, il devient à la fois l'enseignement et l'orgueil de ses concitoyens les plus pauvres; il est là, debout, veillant au milieu des siens; et, ce qui ajoute encore à l'intérêt de cette statue, c'est que le statuaire, aussi bien que le héros qu'il a représenté, est un enfant de ces montagnes. L'un et l'autre ils ont connu, comme nous tous au reste, la vie misérable des enfans pauvres. Et qui leur eût dit cependant qu'à cette même place, celui-ci devenu un héros, et celui-là un grand artiste, celui-ci élèverait un monument de bronze à celui-là.

Enfin, à quelques lieues plus loin, dans un tourbillon de feu et de fumée, par toutes sortes de bruits effroyables, au battement des métiers, aux éclats du marteau, aux brûlans soupirs du soufflet dans la forge, au milieu des vagues fumantes de la fonte qui bouillonne, quand toute la ville est en ébullition, quand tout est bruit, fracas, fumée, feu, incendie, pompe, charbon qui brûle, charbon qui sort de la terre, minerai devenu fonte, fonte devenue fer, fer devenu barre; quand chacun lime, aiguise, repasse ou tisse; quand le satin blanc comme la neige se mêle dans ce bruit aux fusils et aux boulets, quand le chemin de fer arrive, jetant sa dernière étincelle fatiguée de travail, quand le gaz traverse toute la ville, moins pour l'éclairer que pour montrer dans toute leur étendue ces ténèbres profondes, à cette heure de bruit, de fumée, de tumulte, moi aussi je suis entré dans ma ville natale, à Saint-Étienne, cet admirable monceau de charbon et de satin dont j'ai parlé si souvent, dont je parlerai toujours.

Au milieu de cette tempête de toutes les heures, rien n'est charmant à réciter ou à relire comme une page de *l'Astrée*, ce beau roman écrit, inspiré, pensé au milieu de ces montagnes, au-dessus de ces volcans, par ce gentilhomme de tant d'esprit et d'élégance, nommé d'Urfé. Figurez-vous donc, au milieu de ces rues populeuses et bruyantes, parmi ces hommes à la figure toute noircie, parmi ces femmes que l'on prendrait pour des hommes, à leurs bras nus comme leur poitrine, figurez-vous une page de la tendre pastorale chantée là, il n'y a pas encore si long-temps :

« Vous dirai-je tout le bonheur de Filandre? Il m'a protesté de-
« puis que, malgré toute l'impatience de ses désirs, il n'avait jamais
« été plus heureux. Toutes ces privautés, si innocentes de ma part,
« redoublèrent son amour. Il descendait dans le jardin pendant la
« nuit, et il en passait une partie sous les arbres. Daphné, qui cou-

« chait dans la même chambre, s'en aperçut, et, comme d'ordinaire « on soupçonne plutôt le mal que le bien, elle pensait qu'Amidor et « lui se donnaient des rendez-vous. Pour s'en assurer, un soir que la « fausse Calcirée sortit suivant sa coutume, elle le suivit de si près « qu'elle le vit entrer dans un jardin qui était sous les fenêtres de « ma chambre, puis s'asseoir sous des arbres, et elle l'entendit dire « à haute voix :

« Ainsi, ma Diane surpasse
« En beauté les autres beautés,
« Comme de nuit la lune efface
« Par sa clarté toutes clartés. »

Vous ne sauriez croire, encore une fois, madame, le singulier contraste de cette belle prose si limpide du bon d'Urfé, de ces honnêtes sentimens si amoureux, de ces noms poétiques si sonores et si charmans, avec le spectacle que vous avez sous les yeux, en traversant cette lave et ce bitume qui ne se reposent ni jour ni nuit, comme les eaux dans le Chantilly du grand Condé. On dirait, à entendre la prose de l'Astrée, murmurée là, cette goutte d'eau suspendue au doigt de Lazare que demande le mauvais riche au milieu de l'enfer. Où donc êtes-vous, en effet, Dorinde, Macilli, Périandre, Merindor, Adamas, Florice, Palinice, Circine; où êtes-vous, Céladon, Mélampe, Phylis, Lycidas, beaux yeux vifs et doux, tresses mêlées de perles, pasteurs qui chantez et qui rêvez sur l'herbe? qu'a-t-on fait de Galathée, de l'Astrée, de Tyrcis? parlez-moi, je vous prie, d'Alcippe, d'Alcée, d'Amaryllis, de Stilvane et d'Hylas, et Celine, et Melinde, et Lygdamas; ô les beaux rêves de ces beaux lieux, ô les beaux lieux de ces beaux rêves, qu'êtes-vous devenus?

Hélas! la poésie s'est enfuie pour ne plus revenir; l'idéal est parti, le labeur est resté; le gazon a été desséché tout comme les fontaines; le Lignon jaseur, oisif, amoureux et tant soit peu libertin, est devenu une bête de somme qui travaille la nuit, qui travaille le jour, et tout comme cela se passe aux galères, on a changé même son nom, et il s'appelle maintenant le *Furens*, et véritablement c'est là un furieux travailleur. Oui, mais, je vous prie, quel est le lieu de ce monde qui a conservé sa poésie? Dans quel coin de terre si reculé la spéculation ne s'est-elle pas arrêtée? On a bâti un hôtel garni et un café entre les deux avalanches de la cataracte du Niagara; en 1814, il y avait, sous les fenêtres des Tuileries, des spéculateurs qui, pour 10 francs, vous montraient l'empereur Napoléon, en criant : *Vive*

l'empereur! Malheur donc au sol fécond qui porte dans ses entrailles plus de richesses qu'à sa surface! Et puis, à tout prendre, l'intelligence vaut la poésie. Mille fusils que l'on va fabriquer chaque jour sont tout autant les bien-venus que les plus beaux poèmes érotiques; avec ces mille fusils, pardieu, on ira chercher de la pâture aux poètes à venir. Tout est pour le mieux dans le monde; il ne faut nier aucune force; il faut reconnaître toutes les puissances intelligentes, et surtout la puissance du charbon. Gardons pour nous les vers et la prose de *l'Astrée*, nous chanterons plus loin :

Les bergers tendres et fidèles
Qui n'ont d'autre bien en aimant
Qu'une bergère seulement.

La ville une fois saluée, bonjour à nos amis des premiers ans, bonjour aussi aux amis de notre père, aux vieilles amies de notre mère, bonjour à la famille, aux enfans qui vous regardent comme un étranger; et la ville parcourue, et le collége salué, beau collége dont on a coupé l'ombre, dont l'étang s'est tari, bonne maison où le naïf fabuliste Jauffret, mon vieux maître, nous récitait les mêmes fables qu'il avait dédiées à Mme la duchesse d'Angoulême. —Allons, encore une fois, il faut partir. — Mais au moins jusqu'à demain, mon frère! — Non pas jusqu'à demain; si je reste demain, je resterai huit jours, et il faut que je marche; encore une fois, adieu. — Une heure après, nous étions loin du bruit et de la fumée; nous entrions véritablement « dans cette contrée la plus délicieuse de toutes les contrée « que renferment les Gaules. L'air qu'on y respire est tempéré, son « climat est si fertile, qu'il produit au gré de ses habitans toutes sortes « de fruits. Au milieu est une plaine enchantée qu'arrose le fleuve de « Loire, et que différens ruisseaux viennent baigner. » D'Urfé ajoute, et il faut bien le croire sur parole : « Sur les bords de ces admirables rivières, on a vu de tout temps grand nombre de bergers, qui, par leur douceur naturelle et la bonté du climat, vivaient d'autant plus heureux qu'ils connaissaient moins la fortune. » Nous n'avons pas vu un seul de ces nombreux bergers, mais nous avons retrouvé les sombres forêts, les torrens qui tombent, le vent qui gronde, les hautes montagnes sévères et tristes; nul n'y passe, et cependant ce jour-là nous étions deux à y passer, son éminence l'archevêque de Bordeaux, M. Donné et moi, deux enfans de ces montagnes. Nous allions revoir, chacun de nous, le village maternel, et la maison, et la rue, et le bois de saules où nous avons rencontré notre premier amour.

Toute la contrée était en fête pour recevoir le saint prélat; on attendait à la fois le compatriote et le pasteur; on cherchait en même temps la bénédiction et la poignée de main fraternelle; chaque maison se faisait belle; ce sera demain dimanche à coup sûr. Entendez-vous dans le lointain retentir les cloches du soir? Entendez-vous l'angelus qui monte et qui va se percher dans les arbres? Dans la basse-cour du fermier, c'est un massacre général; dans l'église doucement illuminée, ce sont des chants de fête qu'on répète; toute l'armée catholique accourt de toutes parts pour contempler et pour saluer le pasteur; c'est que de son antique poésie cette belle contrée a gardé la croyance. Elle croit, elle espère; elle obéit à l'Évangile, comme à la plus touchante des idylles, comme au plus imposant des poèmes. Voilà sur quelles hauteurs elle a placé l'héroïsme, qui est sa gloire et sa force. Elle veut bien fabriquer le satin qui couvre le corps profane des belles dames, mais à condition qu'elle-même, elle portera de la bure; elle veut bien fabriquer des fusils, mais à condition qu'elle fera aussi des charrues; interrogez tous ceux qui passent en si grande hâte, ils vous diront qu'ils sont plus fiers d'être les frères d'un archevêque que d'un général d'armée. Demandez-leur aussi quels sont les poèmes qu'ils chantent en chœur, quel est le livre qu'ils lisent encore dans les mois de l'hiver. Est-ce *l'Astrée?* est-ce le livre du gentilhomme d'Urfé? Non pas! Le seul poète dont ils sachent les vers, c'est un prêtre de ces contrées nommé Chapelou. Chapelou est, en effet, un grand poète. Il était enfant de bonne maison pour l'endroit, il était le fils d'un coutelier. Il vint au monde vers les dernières années de Louis XIV, à cette heure suprême de la fin de la monarchie où un autre prêtre, l'archevêque de Cambrai, jetait un si triste regard sur les destinées de la France. Messire Chapelou avait senti de bonne heure une grande passion pour les beaux arts. Il aimait naturellement la poésie, la musique. Il apprit en même temps les opéras de Lulli et les vers de Virgile. En ce temps-là nous étions encore bien plus près du Lignon qu'aujourd'hui; l'abbé Chapelou trouva dans le fleuve sacré une dernière goutte de cette eau fécondante; il y plongea sa tête jeune et bouclée, et il devint ainsi un poète sans le savoir, sans le vouloir. La poésie le poussa en Italie : l'Italie est si proche! De Turin il vint jusqu'à Rome, et à Rome son premier soin ce fut de trouver un compatriote. Mais comment faire? Il entre à Saint-Pierre de Rome, et, les yeux fixés sur le chef-d'œuvre, il répète le *shibolet* stéphanois, un gros mot s'il en fut, un mot à faire crouler la voûte de Michel-Ange, s'il n'eût pas été prononcé par une

bouche si honnête. Le mot fut entendu par un homme qui venait tout droit du Forez, et voilà nos deux voyageurs qui se reconnaissent et qui se récitent à leur façon le *dulcia linquimus arva.* — De Rome, il s'en fut à Paris, la ville des poètes. La grande poésie du XVIIe siècle y retentissait encore, ou plutôt elle marchait plus que jamais triomphante et tête levée; notre Stéphanois obéit à cette influence toute puissante; il prêta une oreille attentive pour recueillir avec respect les derniers bruits de Racine et de La Fontaine; et enfin, après avoir vu tout ce qu'il pouvait voir, il s'en revint dans ses montagnes pour mourir où il était né.

Son retour fut une grande joie pour sa famille, pour ses amis, et bientôt pour la contrée tout entière, car il apportait avec lui toute une poésie, la poésie du sol natal, la langue forésienne, le patois que parle le peuple de ces rivages, espèce d'italien rauque et entêté qui se plie cependant à toutes les exigences de la passion. Chapelou est donc un poète patois, et voilà pourquoi sa renommée n'a pas été plus loin que ses montagnes. Mais aussi, dans ces montagnes, nulle renommée n'est comparable à celle de Chapelou; le dernier paysan qui passe, récite ses vers en patois; la jeune fille la plus agaçante chante ses noëls; les grandes autorités villageoises répètent ses épigrammes; il n'est pas de bonne fête où ses chansons ne soient les bien-venues; il est tout à la fois l'Homère et l'Anacréon de notre rivage; il a des chants pour toutes les positions de la vie, il a fait des sonnets, des romances, des épîtres, des bouts rimés, des épigrammes, des noëls; il a fait des *fanfares*, il a fait des épitaphes, il a fait des bouquets à Chloris. Chapelou mieux que personne, dans ce siècle peut-être et dans cette province à coup sûr, avait mis en œuvre les derniers reflets du XVIIe siècle, et ainsi il avait pu embellir cette langue naïve qu'il parlait si bien, ce patois dont il est le sauveur, des tours heureux, incisifs, tout nouveaux, qu'il avait appris à l'école des écrivains du grand siècle. — Lisez plutôt quelques-uns de ces vers:

Do tion que j'êra amant, fazin bin mes farettes
J'aïn toujours tréy ou quatrou courettes;
Mais à presen je soi devenu vió,
J'ó connusses à mon chaviò,
Me sociou plus d'iquelles amourettes.
J'amour ben mió bère queuque fouliettes:
Quand j'ai,
Quand j'ai l'argent d'un pot de vin
Soi plus content qu'un échevin.

Ses noëls sont charmans. Il y a surtout un petit duo entre l'ange et le pâtre, dans le genre du *gratus eram* d'Horace, qui est d'un effet des plus pittoresques. Figurez-vous que l'ange parle la belle langue française, et que le pauvre berger lui répond en patois. — Mais nous lisions cela sur le haut de la montagne qui conduit au bourg Argental où nous devions coucher.

Entre un ange et un pâtre de *Montagni :*

L'ANGE.

Berger, ta paresse est étrange,
Et tu dors bien tranquillement;
Va-t-en voir, au fond d'une grange,
Ton souverain logé bien pauvrement;
Il recevra ton petit compliment
Avec un beau visage d'ange.

LE PATRE.

Sabe pas co que voulez faire;
Pourquoi m'empatchiaz de dourmi?
Qu'en sioz vou? vau sauna mon paire, etc.

Je m'arrête; il faudrait peut-être vous traduire cette chanson et ces noëls.

Chapelou a écrit son testament; c'est tout-à-fait le testament d'un pauvre diable qui n'a rien et qui veut à toute force laisser quelque chose à ses amis. Ce testament se compose de deux cent soixante petits legs, qui réunis ne valent pas une pièce de vingt-quatre sous. Il laisse, par exemple, un plat ébréché à celui-ci, un rond de tabac à celui-là, à l'un des noyaux de pêche, à l'un un moineau, à l'autre la cage en osier; et quand il a légué ces vingt-quatre sous à tant de personnes, il ajoute :

« Ce n'est pas tout, je dévoun à l'hôtessa trenta séy so, qu'éy ma fat poulitissa de me préyta... »

Un jour, il y a déjà long-temps, comme qui dirait douze années, je racontais à M. Charles Nodier (j'étais bien jeune, mais lui il l'est toujours) le testament de Chapelou; Nodier me supplia de lui tout dire; je lui dis ce que j'en savais, et lui, le voleur! il s'en fut du même pas ajouter un charmant chapitre à *l'Histoire du roi de Bohême et de ses sept châteaux*. Ce chapitre, tout rempli de grace, de cœur et d'esprit, c'est le testament de Chapelou.

Vous voyez bien, madame, que je n'écris pas un voyage, à Dieu

ne plaise; j'écrirai un voyage lorsque vous me direz dans quel lieu, dans quelle planète, ne sont pas allés les voyageurs. Non, pas de voyages! J'écris un peu au hasard, comme les choses me viennent à l'esprit. Tout à l'heure, l'archevêque de Bordeaux faisait vibrer les cloches de nos villages, maintenant les vers de notre poète Chapelon font vibrer les cordes de mon cœur. Chaque tour de roue amène ainsi son émotion, son sourire, sa chanson ou sa complainte. La nuit est profonde, nous descendons au bourg Argental, et la première personne que nous trouvons pour nous recevoir, c'est un Parisien de Paris. Le Parisien de Paris est comme le vin de Bordeaux; on en rencontre dans toutes les latitudes. Chacun de ces deux compatriotes est affable, bienveillant, souriant; il est toujours le bien-venu pour vous, vous êtes toujours le bien-venu pour lui. Notre Parisien nous a fait souper en un clin d'œil; il nous installe dans une grande chambre qu'il a disposée lui-même, il nous demande des nouvelles de Paris et du boulevart de Gand. — Et comment va M. Malitourne, messieurs? c'est celui-là qui a de l'esprit! — Depuis que j'ai entendu monsieur maître Chaix-d'Est-Ange, je suis sûr que La Roncière n'était pas si coupable. — J'ai beaucoup connu Talma. — Que de cigares j'ai fumés avec M. Alexandre Dumas! — Tel que vous me voyez, j'ai donné le mal de mer au prince de Joinville, qui est pourtant un crâne marin. — Et puis, tenez, les Parisiennes ont cela de beau et de bon qu'elles ont des jambes divines. Ce sont des gazelles! — Et il nous parlait en connaisseur du pied de Mme de F..., de la jambe de Mme de R.... — Vous savez que Mme S... a quitté M. Prosper? — M. Alphonse Karr m'a promis de parler de moi dans ses *Guêpes*. — Il savait toutes les têtes brunes ou blondes, tous les sourires, tous les bonheurs, tous les chagrins; il savait toutes les maladies de l'ame et du corps; il avait assisté à tous les enterremens, à tous les mariages; il avait vu naître et mourir tout le beau monde parisien. — Hélas! disait-il, j'étais à ce duel. J'ai vu ces deux jeunes gens marcher l'un sur l'autre, la colère dans les yeux, le fer à la main; ils se sont porté de furieuses bottes; le petit était plus vif, le grand était plus fort; ils ont d'abord marché avec précaution, puis bientôt le choc des épées a fait jaillir la colère du cœur; celui-ci attaquait, celui-là parait; et tout à coup, hélas! le grand jeune homme est tombé dans mes bras en disant : — *Ce n'est rien.* — Une minute après il était mort. Disant ces mots, notre hôte s'essuyait les yeux avec un reste de mouchoir.

En l'entendant parler ainsi, nous nous regardions l'un l'autre, mon ami et moi, sans nous pouvoir expliquer comment cette inno-

cente chronique scandaleuse était venue se loger dans ces rustiques montagnes. — Messieurs, nous dit-il (et il m'appelait par mon nom), je suis propriétaire ici d'une hôtellerie, je suis propriétaire là-bas d'un cabriolet et d'un fiacre; je passe ici l'été, l'hiver là-bas, et voilà comment vous me voyez si instruit. Au reste, j'écrirai mes mémoires quelque jour.

A cinq heures du matin, je suis réveillé par un bruit de sérénades. La cornemuse des montagnes, cette outre soufflée dont on n'a jamais pu tirer que trois ou quatre notes plaintives, se fait entendre. Je me jette à bas de mon lit, et par la fenêtre entr'ouverte je vois défiler devant moi toute une procession, prêtres, femmes, enfans, vieillards, jeunes gens à cheval, et par tout le chemin on dressait des arcs de triomphe, on jetait des fleurs. Quelle joie, mon Dieu! d'être ainsi reçu dans le pays où vous avez marché nus pieds! En même temps, le Parisien, armé de son fouet, m'annonce qu'il faut partir si je veux arriver de bonne heure à mon village. — Hâtons-nous, dit-il, car avant peu les routes seront couvertes de peuple, et il vous faudra marcher à pied à la suite de l'évêque. — Ainsi je me hâte, et me voilà foulant le premier les rameaux verts, me voilà passant modestement sous les arcs de triomphe; certes, j'arriverai à mon village avant que l'archevêque touche le sien; et, en effet, il s'était arrêté en son chemin pour tout voir, pour tout bénir, pour distribuer la consolation et l'aumône, pour reconnaître dans la foule quelques visages amis et honteux. Bon prélat! il allait tout joyeux au hameau natal, comme s'il avait dû y retrouver son père jeune encore, et ses jeunes frères, et sa mère à quarante ans; il allait à son village, comme s'il eût été attendu sur le bord du chemin, à la croix de pierre, par la vingtième année, souriante et fleurie; et moi, cependant, à mon retour, retrouvant le saint prélat sur ma route, et la tête courbée sous sa bénédiction bienveillante, j'étais tenté de lui dire : Si vous tenez à vos rêves, n'allez pas plus loin, monseigneur; tout est vieux là-bas, ou démoli, ou ruiné, ou mort. N'allez pas plus loin, car vous allez prendre votre sœur pour votre grand'mère et votre grand'mère pour quelque spectre échappé de la tombe. N'allez pas plus loin, car vous ne trouverez plus le beau village où s'est passée votre enfance heureuse et pauvre. Hélas! hélas! vous aussi bien que moi, vous ne vous serez pas assez méfié de vos souvenirs. Vous aurez agrandi, embelli, paré toutes ces misères, vous aurez jeté sur ces masures toutes les fleurs brillantes de la jeunesse et de la poésie. N'allez pas là-bas, monseigneur, n'y allez pas, par pitié pour vous;

car vous ne trouverez plus que des ruines, des misères, des tristesses, des douleurs, des tombes. N'allez pas au village, ils sont tous morts, et ceux qui ne sont pas morts sont si vieux! Vos jolies cousines, que vous aimiez tant et qui couraient avec vous si légères, hélas! elles sont devenues si sérieuses, que vous pourriez à peine les baiser sur une joue. N'allez pas là-bas, gardez vos rêves. Le jardin n'a plus de fleurs, le grand ruisseau n'a plus d'eau, le verger est sans fruit, la vigne où vous grimpiez si lestement s'est retirée tout là-haut sur la montagne; l'île chargée de saules a été emportée par le courant dans la mer italienne, et elle a laissé un banc de sable à sa place verdoyante; dans le cimetière, les morts ont accompli leur révolution de juillet, et vous aurez grand' peine à retrouver la tombe la plus aimée. Par pitié pour vous, par pitié pour eux, n'allez pas par là, n'allez pas par là, monseigneur, c'est un triste voyage. Voilà ce que j'aurais pu lui dire. Et lui cependant, comme je revenais de toutes ces misères, je le vis qui parcourait cette route de ronces et d'épines aussi heureux que je l'étais moi-même tout à l'heure. Je le laissai passer, car, pour renoncer à ses rêves, il les faut briser soi-même, sinon l'on y revient toujours.

De ce village sur les bords du Rhône, dont vous avez vu quelques doux aspects dans un livre que vous aimez, *le Chemin de Traverse*, nous tombons sur Valence, sur Montélimart, jusqu'à Nîmes, côtoyant ce beau Rhône, mon fleuve chéri, qui semblait me suivre en aboyant de joie comme un dogue fidèle. Ce jour-là, l'eau était rare; le lit du fleuve était à sec, les collines se montraient à notre droite, chargées de la prochaine vendange enveloppée sous son feuillage jauni; tout était joie et gaieté et bonne humeur sur ces rivages qui vous fascinent au loin en chantant. Nulle part, ni dans le fleuve, ni hors du fleuve, vous n'auriez pu voir l'inondation de l'hiver. A chaque instant, dans cette sécheresse, on se demandait pourquoi donc les villes étaient bâties si loin du rivage? Maintenant que ce même fleuve s'est déchaîné, maintenant que l'inondation a passé sur ces beaux rivages, maintenant que la dévastation est partout, partout la ruine, qui pourrait, qui voudrait les reconnaître, ces heureuses et tranquilles campagnes, ces fières cités, ces rives nonchalantes?

Levez la tête. Cette montagne découpée à jour, c'est un pont jeté par les Romains sur un torrent auquel nous autres nous ferions tout au plus l'honneur d'une planche. Il me semble que je vois encore se dessiner dans le ciel les arcades immenses du pont du Gard. Pour bien faire, il faut arriver là par le soleil couchant, qui resplendit à travers

ces arches triomphales. Vous approchez de cette merveille dans le plus grand recueillement; vous avez à peine levé les yeux au ciel, et déjà vous avez le pressentiment de quelque chose d'étrange. Votre admiration, pour être confuse encore, n'en est pas moins vive et puissante. — Nous passons le pont du Gard, aussi petits que si nous l'avions traversé à genoux. Ces grands Romains, quels hommes! Il leur fallait un pont là, ils en élèvent trois. Ici rien n'est à décrire, car la plus petite pierre, le moindre gravier tombant de ces hauteurs sur la plus magnifique des descriptions, vous la briserait comme verre, puis, une fois écrasé, achève-moi si tu peux ta phrase commencée, mon pauvre ami. Seulement il faut vous dire une barbarie de ce pays-ci. Ils ont donc en toute propriété le pont du Gard; ils ont à eux ces trois chefs-d'œuvre superposés l'un sur l'autre; ils ont tout ce silence environnant; ils ont ce flot brutal qui bruit entre ces roches sauvages, pendant que les roches même, toutes chargées de leurs arbres noirs et vues à travers les grandes arches, vous produisent l'effet de ces pots de réséda que place la jeune grisette parisienne sur la fenêtre de sa mansarde. Ils ont donc tout cela, toute cette terre ferme bâtie par les Romains sur un torrent qui ne méritait certes pas tant d'honneur. Eh bien! eux, les mortels d'Arles, eux, les mortels de cinq pieds et quelques pouces tout au plus, qui le croirait? ne se sont-ils pas avisés de construire de leurs frêles mains un pont de leur façon pour faire concurrence au pont du Gard! C'est une dérision bien étrange! Et cela sous quel prétexte? sous prétexte qu'on *gagne* une demi-lieue. Gagner une demi-lieue et ne pas passer sur le pont du Gard! Mais, en ce cas, pour quoi donc comptez-vous la grandeur des chefs-d'œuvre, le respect et la majesté du passé? A quoi donc peuvent servir ces merveilles du monde, si des mirmidons doivent leur faire concurrence? de quel droit, quand les Romains ont placé ces longues arcades entre le ciel et la terre, vous amusez-vous, vous, pygmées, à parodier ces blocs de pierre par ces misérables planches suspendues à des fils gros comme le doigt et qu'un souffle emporte? Je sais bien que vous faites des monumens à votre taille; mais puisqu'enfin vous en avez là, dans vos champs, qui ont été faits à la taille des Romains de César, pourquoi donc ne pas vous en servir? Vous gagnez une demi-lieue, c'est vrai; mais aussi vous perdez le respect et la contemplation du passé.

Nous avons traversé le pont du Gard, la tête nue et dans une contemplation muette; une lieue plus bas, nous avons à peine regardé cet autre pont chancelant qui vacille sur ses quatre morceaux de fer. — La ville de Nîmes est toute remplie de ces vestiges des Romains,

mais ici vous tombez dans un autre excès : hors de la ville, on ne veut plus se servir du pont du Gard; dans la ville même, on se sert beaucoup trop des arènes, de la Maison Carrée et du bain des Dames Romaines. Il faudrait, pour que tout respect leur fût rendu, que ces grands monumens ne fussent pas exposés nuit et jour à l'insipide bourdonnement des hommes; l'homme rapetisse ces immensités, lorsqu'il les approche de trop près. Ainsi, dans la Maison Carrée, ils ont installé une exposition de peintures modernes et de broderies; cette Maison Carrée est un élégant édifice isolé d'autres monumens qui l'entouraient. La maison est ornée d'un gardien qui s'est fait antiquaire, moins par goût que par métier. Une fois antiquaire, ce digne gardien s'est cru obligé d'écrire deux gros volumes sur *la Maison Carrée*, et ces volumes une fois imprimés, malheur au visiteur! on lui demandera sa petite souscription pour ce bel ouvrage. Or, véritablement, deux volumes pour prouver ou pour ne pas prouver que deux clous fichés dans le mur extérieur signifient ou ne signifient pas *princeps juventutis*, *prince de la jeunesse*, c'est abuser de la permission d'écrire, même aujourd'hui où tout le monde en abuse. Ces deux clous ont fait passer bien des nuits blanches aux savans de la contrée. L'un dit : les clous représentent un L. — Non, dit l'autre, c'est un M. — Celui-ci dit : c'est un C. — Celui-là : c'est un M. — M. Pelet, qui est le plus habile représentant de ces fragmens antiques, et dont vous avez vu, à la dernière exposition de l'industrie, les arènes de Nîmes en gros blocs de liége, M. Pelet est persuadé que cet M est un C, pendant que M. Séguier, autre antiquaire, homme excellent et bienveillant s'il en fut, est mort convaincu, jusqu'au jour de la résurrection éternelle, que ce C est un M. Est arrivé sur l'entrefaite, à la Maison Carrée, un homme qui possède plus d'esprit à lui seul que tous les antiquaires réunis de ce monde, M. Mérimée, l'inspecteur de ces reliques du vieux temps, et, avec cette bonne grace qui ne le quitte jamais, M. Mérimée a mis d'accord les M et les C, — car, dit-il, cet M n'est pas un C, et ce C n'est pas un M; il s'agit d'un L, Lucius Vérus, prince de la jeunesse; personne n'a raison, ni M. Pelet, ni M. le président Séguier. — A ce mot de *président* Séguier, inadvertance bien innocente d'un honnête Parisien tout habitué à ne reconnaître qu'un seul Séguier dans le monde, celui qu'on appelle tout court *monsieur le premier président Séguier*, voilà le portier de la Maison Carrée qui s'emporte dans son livre contre M. Mérimée; j'ai vu le moment où il allait lui dire : — Président vous-même! De bonne foi, pour en revenir à notre dire, si ce monument du beau

temps romain avait été plus éloigné de la ville, pensez-vous qu'il eût donné lieu à cette dispute de clous, de portier et de président? Non; le monument eût été protégé par le silence, par l'espace, par la douce clarté de l'astre pâle dans le ciel, par le vent du soir qui soupire dans les bois.

Autre exemple encore. Rien n'est curieux à voir, à Nîmes, comme les bains des dames romaines, dans le jardin public de la ville. Ce sont des galeries voûtées, des chambres spacieuses, des bas-reliefs, des statues, tout le bien-être élégant et riche de cette civilisation asiatique, si savante dans les délices de l'Orient. Eh bien ! dans ces jardins où la poussière tourbillonne, tout rempli de ces eaux peu limpides, exposé à cet ardent soleil, le bain des dames romaines a perdu toute sa poésie. Il est impossible, en effet, de se les représenter, ces grandes dames, dans ces marbres mutilés, dans ces eaux fangeuses, dans ces grottes sans mystères, dans cette poussière, dans ce soleil. En vain vous les appelez de la voix en récitant les plus vifs passages de *l'Art d'aimer* d'Ovide, ou les plus molles élégies de Tibulle, rien n'obéit à ces évocations magiques; rien ne vient, ni la maîtresse, ni l'esclave, ni la causerie romaine, ni le repas, ni les cosmétiques, ni les parfums; ce bain, creusé là par les vainqueurs des Gaules, n'est plus qu'une école de natation à l'usage des Nîmois les moins lavés. Non certes, parmi ces baigneurs, pas un ne ressemble au protégé de M. Mérimée, Lucius Verus, prince de la jeunesse en effet, car si celui-là ressemblait à son buste, il était le plus beau des Romains.

Il y avait aussi, tout au sommet du jardin, une espèce de mausolée sans nom, une masse informe, mais belle, à force d'être grande, qui était placée là comme un vaste problème. Pour ce monument étrange et sans explication possible, chacun avait à part soi son explication, son commentaire. Mais le voisinage des hommes a été funeste à la tour Magne. Le jardinier, plus curieux que les autres antiquaires, a voulu savoir enfin ce que renfermait cette masse, et il l'a éventrée, c'est le mot, à coups de pioche. Vous pouvez voir encore cette large plaie; heureusement le maçon n'a pas trouvé l'ame cachée dans ce corps; il en a été pour ses peines; cependant, ainsi démantelée et percée à jour, la tour Magne reste debout, ruine qui défie les siècles, protégée comme elle l'est par le nom et surtout par le ciment romain.

Mais le plus beau monument de la ville, le plus rare et le plus admirable mille fois, puisque le pont du Gard est à deux lieues de là, ce sont les arènes. Voilà encore une œuvre de géans. Cela s'étend au loin sous votre regard ému et charmé. Au dehors les murs éternels ont été

dépouillés de tout ornement, au dedans on dirait que le monument vient d'être achevé. Voici les galeries sonores, voici les gradins élevés, voici le vomitoire immense; ici se pressaient les sénateurs, ici les chevaliers, là s'asseyait le peuple souverain, et tout là haut la populace, et plus haut encore les étrangers. Regardez ce banc dont les ornemens peu chastes vous feraient rougir, madame, si vous y reconnaissiez quelque chose; ce banc était destiné aux courtisanes, et tout en face des courtisanes se tenaient les vestales, enveloppées dans leur chaste linceul. Voici encore le siége redouté du proconsul et le cercle des licteurs; sous ces antres sonores rugissaient les lions; les gladiateurs attendaient sous ces voûtes; dans ces immenses corridors, quand tombait la pluie pour rappeler aux Romains qu'ils étaient dans les Gaules, le peuple se mettait à l'abri. Tout était prévu dans cette myriade de places, chaque place était marquée; pas de confusion possible; pas de désordres; il y avait, ce qui est impossible à trouver dans nos théâtres, des portes pour entrer, des portes pour sortir; cette immensité se vidait et se remplissait comme par enchantement; il faut cent fois plus de temps aujourd'hui pour faire évacuer la salle de l'Opéra; et une fois alors à votre place, tous ensemble, passions contre passions, cœur contre cœur, peuple contre peuple, quelles joies! quelles émotions vous attendaient! Ici même sur ce sable, ceux qui allaient mourir vous saluaient de leur cri de joie: *Morituri te salutant.* Les vaincus s'arrangeaient pour bien mourir, non pas sans se rappeler le doux ciel de l'Argolide, *reminiscitur Argos.*

Or, devinez-le si vous pouvez, mais jamais, non jamais votre fantaisie n'irait jusque-là, devinez, madame, quel spectacle m'attendait au milieu des arènes de Nîmes, dans ce noble amphithéâtre, dans cette œuvre de géant, Pélion sur Ossa? J'arrive, j'accours, je prends un billet au bureau, je pénètre dans ces voûtes mystérieuses, je monte tout là-haut aux places les plus viles où l'on est si grand, et tout là-bas, tout là-bas, à mes pieds, dans un abîme éclairé, comme un point noir, je découvre quelque chose qui s'agite; qu'était-ce donc? On eût dit une paillette d'or faux que le vent emporte. Cinq ou six trompettes du régiment jouaient leur air favori dans ce silence. Devinez donc qui c'était? Je fus obligé de descendre la montagne; j'étais sur Pélion, me voilà sur Ossa, je vais plus bas encore, je saute dans l'arène et j'arrive.... O surprise! j'arrive à une corde raide, et sur cette corde tendue je découvre une vieille petite femme de cinquante-sept ans, la plus vieille parmi les plus vieilles comédiennes de ce monde, Mme Saqui en personne. C'était bien elle.

Elle avait sur la tête une petite perruque frisée; elle portait une tunique bleu céleste rehaussée d'or; elle avait à ses pieds des sandales; ses deux petits bras enfantins, tout raccornis comme le reste, lui servaient de balancier, et, dans cette position difficile, elle s'agitait, elle se démenait, que c'était une véritable pitié. La pauvre malheureuse créature humaine! comme s'il n'eût pas mieux valu pour elle se suspendre à cette corde par le cou, plutôt que d'en faire l'imbécile champ de bataille de sa décrépitude bondissante! Surtout de ses beaux jours de gloire et de renommée, elle avait précieusement gardé un certain geste qui devait la faire singulièrement applaudir, il y a de cela une quarantaine d'années. Ce geste ne consistait à rien moins qu'à relever sa tunique et à montrer tout à l'aise une pauvre cuisse vieillotte et rembourrée qui avait vu des temps meilleurs. Mme Saqui courait ainsi de ville en ville, si l'on peut appeler cela courir. Elle venait exercer une dernière fois sa légèreté et son courage dans cette arène où les lions les plus affamés du cirque auraient dédaigné de donner un coup de dent à cette cuisse dont elle était si fière encore. Encore une fois, quel spectacle lamentable? et se peut-il que les arènes de Nîmes en soient venues là!

C'était à en pleurer des larmes de sang ou bien à en rire à gorge déployée. J'ai pris le dernier parti, et j'ai quitté la place ne sachant à qui donner la palme, aux Romains qui avaient construit ces galeries sans fin pour s'y divertir une fois ou deux chaque année, ou bien à nous autres, qui, pour nous amuser, impitoyables que nous sommes, faisons sauter et grimacer sur une corde cette épouvantable ruine d'une femme. Et nous appelons les Romains des barbares parce qu'ils applaudissaient des athlètes de vingt ans, des étrangers, des ennemis, qui se battaient à outrance dans ce magnifique champ-clos entourés de l'enthousiasme universel, pendant que nous autres, sans respect pour le plus beau monument de ce pays, nous allons nous divertir des derniers et douloureux bondissemens d'une malheureuse petite vieille dont nous pourrions être, mais à Dieu ne plaise! les arrière-petits-enfans.

Non pas que tout en donnant au passé sa part d'éloges je veuille être ingrat pour le présent. Au contraire, j'avouerai volontiers que toute cette pompe extérieure des œuvres antiques peut être égalée par l'utilité des ouvrages modernes. Il y a à Nîmes même un travail achevé d'hier, et dont les Romains eux-mêmes seraient bien fiers. Ceci est, pour ainsi dire, le travail d'un seul homme nommé Paulin Talabot. Figurez-vous un esprit fort, une volonté ferme, une audace

à toute épreuve, une science infinie. En parcourant les montagnes qui entourent la ville, terrains dévastés, fleuves débordés, misères, néant, ravages de tout genre, l'idée est venue à celui-là qu'il pouvait tenter, lui aussi, une œuvre romaine; qu'il pouvait à son tour combler ces vallons, aplanir ces rudes sommets, dompter ces torrens rapides, en un mot lier au Rhône les arènes et la ville de Nîmes. Et ce qu'il a entrepris, Paulin Talabot l'a hardiment exécuté. Et non-seulement il n'avait pas à ses ordres toute une armée de Romains, maîtres souverains des matériaux et de l'espace, mais encore il avait contre lui l'habitude, le préjugé, le mauvais vouloir, la propriété, cet aveugle et égoïste despote; bien plus, il avait contre lui une puissance extraordinaire et extravagante qu'on appelle les ponts-et-chaussées. Cette puissance occulte arrive ordinairement dans toutes les entreprises du travailleur, critiquant ceci et cela, imposant les conditions les plus dures, indiquant les moyens les plus coûteux, quand ce n'est pas elle qui paie. C'est à elle que nous devons nos tristes routes, et si nous n'avons encore que quelques lignes de chemins de fer, c'est à elle seule qu'en doit revenir tout l'honneur. Heureusement que notre savant ingénieur a méprisé tant qu'il a pu cette exigeante *compagnonne* (pardon du mot, il est dans *Ruy-Blas*). Il a tracé, malgré les ponts-et-chaussées, le parcours de son chemin; il n'a obéi à aucune des pentes indiquées, ce qui eût ruiné les actionnaires, et à toutes les criailleries de l'administration, il a répondu comme ce philosophe grec à qui l'on niait le mouvement, il a marché. Il a donc accompli en moins de dix-huit mois, à travers des difficultés incroyables, cette œuvre immense. Son chemin traverse la montagne tout droit, comme ferait une flèche; il ne tourne pas les obstacles, il les brise. Il s'enfonce sous terre avec une frénésie incroyable; soudain il se montre de nouveau, alerte et radieux. Le premier jour, Paulin Talabot nous a menés à *la Grand'-Combe,* une montagne de charbon. Vous arrivez là oppressé, abîmé de tristesse, n'en pouvant plus. Tout le paysage d'alentour, mais c'est profaner le mot paysage, est nu, désolé, aride, inerte, mort. Déjà cependant un village s'est élevé sur le penchant de la colline, pour l'habitation des mineurs; mais dans ce village pas un chien n'aboie, pas un enfant ne pousse son joyeux petit cri, pas une femme ne chante et aussi pas un oiseau. En ces lieux, tout étonnés d'être rattachés au monde vivant, la vie et le mouvement commencent à peine. Et encore est-ce sous la terre qu'il vous les faut chercher. Entrez donc, si vous l'osez, dans cette mine profonde, que Virgile semble avoir décrite quand il parle

du Ténare. Vous pénétrez de plain-pied dans la montagne. La mine étend tout au loin ses rues innombrables, à peine si vous apercevez la vacillante clarté dans la main du mineur. De temps à autre vous entendez un grand bruit; c'est la houille qui tombe, masse détachée de la masse universelle. Si vous levez la tête, vous pouvez suivre à ses ondulations immenses ce vaste manteau de charbon dont les franges seront à peine découpées quand toute cette génération ne sera plus de ce monde. Mais cependant quelles ténèbres! quel silence! Quelques ouvriers suffisent à tracer ces tristes sillons, des sillons sans soleil, sans rosée fécondante, sans verdure et sans ombrage; mais aussi, une fois que cette triste récolte sera faite, que de forces amoncelées cette masse inerte vous va représenter! Que de bras! que de travailleurs! que de vaisseaux qui vont partir au loin! Dans cet antre ténébreux est enfermée la vie et la puissance des peuples modernes; c'est de là véritablement que part la force nouvelle qui les pousse; et quelle grande idée, savez-vous, d'avoir été chercher cette montagne perdue là, pour la placer sur les bords de la Méditerranée, où chaque navire lui viendra demander le mouvement!

Non-seulement par ce chemin de fer vous allez à la Grande-Combe, mais encore vous allez à Beaucaire. Le Rhône prend à Beaucaire le charbon qui vient de la mine, et de là il le porte à la mer. Ainsi, Beaucaire, pauvre ville, d'une existence douteuse, qui vivait par hasard et de hasards, qui n'avait guère qu'un mois d'existence dans l'année, a fini par vivre de la vie du commerce de chaque jour. Sur le quai, nous trouvons un pont suspendu que le Rhône doit avoir emporté depuis, et nous voyons passer en même temps, mais d'un pas bien inégal, le bateau à vapeur et la *galiote*, triste bateau tiré par un cheval étique; c'était là toute notre civilisation il y a vingt ans, et nous n'avions pas d'autres armes pour nous battre contre le Rhône, ce renverseur de villes, ce ravageur de provinces. A notre gauche, voici le château de Beaucaire, tout en ruines; la place forte d'autrefois est devenue une étable à bœufs; à notre gauche, voici Tarascon, et plus haut le château bâti par le roi René; nous sommes reçus par un pauvre cretin qui se chauffe au soleil.

Et maintenant que nous voilà sur la grande route, allons plus vite; Arles n'est pas loin. Saluez cette charmante ville, et cependant ne craignez rien, je ne vous mène pas aux arènes, à ces arènes plus belles et mieux conservées, s'il est possible, que les arènes de Nîmes, et surtout silencieuses et désertes; je n'ai rien à vous dire du théâtre, où se représentaient les comédies de Plaute et de Térence, spectacle

plus digne d'une nation policée que tous les combats de gladiateurs; je laisse de côté l'art gothique, les tombeaux des saints et des martyrs, et l'admirable tête de Diane, et la tête d'Auguste; je ne suis pas un antiquaire, je ne veux pas l'être : c'est le plus pénible des métiers pour l'écrivain d'abord, pour le lecteur ensuite; mais, cependant, venez avec moi, nous allons entrer, s'il vous plaît, dans le cloître de Sainte-Trophime. Eh! vous l'avez vu, madame, par une nuit d'été, ce beau cloître, vous l'avez vu, d'abord sous le crépuscule fiévreux de la lune des morts, et ensuite tout étincelant de la musique de Meyerbeer. Vous avez admiré ces arceaux gothiques, ces grêles colonnades, l'herbe de ces dalles sonores, la mousse qui grimpe sur le beau visage de ces pâles statues enveloppées de leurs robes traînantes. C'est, en effet, le même cloître, c'est le même aspect; mais peut-on comparer la toile peinte à de vieilles et saintes pierres? Qu'ont-ils fait d'ailleurs, nos décorateurs d'opéra, des deux autels, et du clocher que soutiennent ces quatre pilastres, et de la tour romane à trois étages, et de toutes ces fines colonnettes qui sentent leur XIIe siècle d'une lieue, et surtout de ce beau portail tout chargé de ces innombrables figurines? Comme aussi ne cherchez pas la croix de pierre où s'agenouille la gentille Alice; cette croix n'est pas à Sainte-Trophime, elle s'élève sur les hauteurs du Hâvre, dans le cimetière de l'abbaye de Graville.

Non, une fois dans Arles, ce n'est pas de ces antiques murailles que je veux vous parler; non, ces Romains, ces évêques, cet empire qui s'en va en laissant de si nobles vestiges, cette croyance qui se fonde par de si grands miracles, ce n'est pas là seulement tout ce qui nous frappe dans ces murs. Tenez, madame, regardez! A chaque porte, à chaque fenêtre chastement entr'ouverte, sur les bords du Rhône grondeur, sous les vieux arbres, dans les églises où elles prient d'une façon charmante, voyez-vous, admirez-vous ces belles filles à l'œil si noir, à la peau si blanche, au maintien si noble? Elles ont tout-à-fait le geste, le sourire, la dignité des jeunes grandes dames romaines; elles savent qu'elles sont belles par droit de naissance, et elles ont soin de leur beauté, comme la ville a soin de ses arènes, par un orgueil national bien entendu. Et cette beauté dont elles sont fières à si juste titre, elles la parent de leur mieux, simplement, noblement, avec une bonne grace unie et charmante. Des pieds à la tête, il n'y a rien à reprendre. Remarquez, je vous prie, ce bas bien tiré sur cette jambe mignonne, ce pied vivement attaché à la jambe et cette main au bras, et comme le bras se replie noblement à l'ombre naissante de cette gorge que recouvre le plus fin mouchoir. Dans leur vêtement,

tout est simple et naturel comme dans leur beauté; point de couleurs tranchées, des robes noires et du linge blanc, moins blanc cependant que leur blanc visage. Leurs cheveux sont immenses, touffus, de cette belle couleur noire par laquelle le soleil a passé, et c'est à peine si ce large velours les peut couvrir. Ce velours est la seule coquetterie apparente de ces coquettes personnes; il est de toutes couleurs, noir, rouge, nacarat; les manchettes, elles en ont toutes, sont invariablement de la toile la plus fine, et avec tout cela des sourires ingénus, des regards honnêtes, une assurance calme. — A bas les antiquaires! ils travaillent la nuit et le jour à étudier des misères! ils perdent la vue sur des inscriptions effacées; ils ramassent dans la poussière des temps toutes sortes de débris pour nous prouver que les Romains ont passé par-là. — Oui, certes, les Romains ont passé par-là avec des Romaines; les princes ont passé par là tenant par la main les princesses de la jeunesse; les uns et les autres, ils sont venus respirer cet air si pur, et, en témoignage de leur passage, ils ont laissé là mieux que des amphithéâtres, mieux que des tombeaux et des musées; ils ont laissé ce noble sang qui n'a pas encore menti à son origine illustre. Belles filles qui passez si légères avec vos dix-huit ans et votre antique origine, vous êtes certainement le plus fier héritage et le don le plus précieux que nous aient laissé les Césars.

Au reste, tous ces conquérans passagers ont laissé ce qu'ils ont pu dans ces contrées trop voisines de l'Italie pour n'être pas quelquefois l'Italie. Charles Martel, qui a brisé tant de choses, comme c'était son métier, et comme son devoir le voulait, a laissé en ces lieux une race de petits chevaux qui descendent, dit-on, des chevaux que montaient les Sarrasins avant leur défaite. Mais ces chevaux arabes n'ont pas tenu autant que les filles romaines. Les jeunes filles ioniennes sont aussi belles qu'aux premiers jours; sur l'échelle des êtres rêvés ou créés, elles tiennent le milieu entre les Parisiennes et la Vénus d'Arles; les chevaux des fiers Sarrasins sont devenus d'horribles petites bêtes qui tiennent le milieu entre l'âne et le mulet.

Il était nuit quand nous avons traversé la ville d'Aix, si fière aujourd'hui d'avoir donné le jour à cet élégant et passionné plébéien d'une si haute éloquence, d'un si grand courage, ferme et honnête volonté qui a déjà renversé tant d'obstacles. De pareils hommes sont les oracles de l'avenir. Tout vivans qu'ils sont encore, on voudrait voir la maison où ils sont nés, le gazon qu'ils ont foulé, le coin du ciel où ils ont deviné leur étoile, cachée derrière l'étoile

éblouissante de l'empereur. Mais nous verrons cela plus tard ; hâtons-nous, car voici notre grand orage qui va nous reprendre ; hâtons-nous, car au point du jour nous verrons Marseille. Voici Marseille, mais, dans cet admirable coin de terre qui a été long-temps une terre grecque et long-temps une terre romaine, ne cherchez aucun vestige de la Grèce ou de l'Italie. Marseille est uniquement et tout-à-fait une ville française; elle a l'esprit, l'activité, le courage, l'énergie, le bon sens de la France; elle s'inquiète peu d'art et de poésie; elle sait bien qu'elle n'a pas été placée là pour rêver, mais pour agir. Aussi échappe-t-elle aux antiquaires et aux touristes; aussi méprise-t-elle de tout son cœur ces méchantes petites reliques à l'usage des villes qui n'ont rien à faire. Elle a renversé tout son passé, elle ne vit que dans le présent. Elle a oublié ses origines, elle ne veut pas remonter plus haut que la France. Elle sait toutes les langues, elle porte tous les habits, elle connaît toutes les monnaies, elle a le secret de toutes les marines, elle est plus fière de son port que d'avoir produit l'*Iliade;* de cette belle mer qu'elle domine, elle ne sait d'autre histoire, sinon ce que la mer emporte et ce qu'elle rapporte. C'est une ville qui chante victoire depuis le soir jusqu'au matin ; ne la dérangez pas.

J'ai vu à Marseille un triste spectacle. Mme Dorval, cette ame en peine, était venue avec sa pacotille, bien usée depuis cinq ans, de drames modernes, et, entre autres, elle avait apporté dans son bagage *Angelo, tyran de Padoue.* Vous savez comment elle joue la Thisbé, avec quel désespoir et combien de larmes touchantes ! Elle paraît, elle est reçue avec acclamations, le parterre est heureux de la revoir; mais bientôt les transports font place au silence, le silence à l'ennui ; le peuple de Marseille, avec son bon sens de chaque jour, ne peut pas supporter long-temps ce pêle-mêle de poison, de contre-poison, de portes secrètes, de mensonges, et, afin de concilier toutes choses, son dédain pour le drame, son admiration pour l'actrice, ils applaudissent la grande comédienne avec fureur, et ils sifflent en même temps de toutes leurs forces le drame malencontreux. Ma foi ! vive le bon sens ! il n'y a que cela pour bien juger les œuvres de l'esprit !

Quelle rage a-t-on, je vous le demande, de s'arrêter dans tous les lieux où il y a quelque souffrance à voir ? Pourquoi ne pas laisser de côté ces misères qu'on ne peut soulager, les larmes et les crimes, la prison et l'hôpital ? Te trouves-tu donc trop heureux, toi qui voyages ? Mais non, il faut obéir à l'instinct qui vous pousse malgré vous à tout voir. D'ailleurs le bagne a été si fort à la mode pendant dix ans, qu'en bonne littérature il n'est guère permis de ne

pas lui faire une petite visite. Ainsi, à peine arrivés dans Toulon, on nous mène au bagne; vous entrez avec un grand effroi; mais bientôt, tout entier à un spectacle si nouveau, vous admirez ce vaste espace, cette mer emprisonnée et obéissante, ces travaux immenses, ces détails infinis. Ceci vu, nous avons enfin cherché les forçats. Hélas! ces tristes costumes, ces tristes chaînes, ce bruit de fer, cet accouplement forcé, cette contrainte dans le travail, tout cela, il faut bien le dire, disparaît dans le bruit et dans le mouvement du port. On ne songe plus aux crimes ni à la peine; on regarde, on se retourne, on étudie, on va d'un détail à un autre détail; on visite ces vieux vaisseaux impotens, debout après tant de combats, et qui portent encore dans leurs flancs les boulets qui les ont blessés; on veut voir, de la cale au dernier pont, le vaisseau en construction, machine innocente encore, bientôt achevée, et alors citadelle vivante qui va partir toute chargée de palmes et de gloire. On comprend à de pareils spectacles, à ces forces lentement créées sur un coin de la mer par des bandits accouplés l'un à l'autre, on comprend ce que c'est qu'un grand peuple; et lorsqu'enfin on laisse tomber un regard de pitié sur les forçats du bagne, savez-vous pourquoi on les trouve à plaindre? Ce n'est pas pour leur misère, pour les coups, pour les chaînes, pour la peine, pour le désespoir, c'est pour l'ignorance où ils sont. Ils ne savent pas ce qui se fait autour d'eux, ni pourquoi ce soudain redoublement de travail, ni d'où vient ce vaisseau qu'ils réparent, ni où va cette frégate qu'ils construisent; ils ne savent rien, ils n'entendent rien; ils sont retranchés du peuple, retranchés de ses joies et de ses douleurs.

Mais, ma foi! pourquoi nous attendrir? et qu'y faire? A chacun sa peine, à chacun sa joie! Songez donc, songez donc que l'Italie nous attend, que je vais la voir, qu'elle est tout proche, ma transparente et chantante vision.

L'Italie! C'est qu'aussi sa tête est si belle, son geste est si charmant, son regard est si tendre, son œil si noir, sa robe est si peu attachée, elle vous montre son épaule brune avec tant de complaisance et d'orgueil! Je vous fais grace du chemin et de l'impatience, et des vallons et des montagnes, et du cirque de Fréjus caché dans l'herbe; je suis bon pour vous, je vous mène à Nice en droite ligne; mais, s'il vous plaît, après cette course haletante, reposez-vous quelque peu sur ces divines hauteurs.

Ciel! que la nuit est belle! Dans quelles splendides clartés s'enveloppe l'Italie! Que l'air du soir est rempli de parfums et d'harmonie!

Au pied de cette haute terrasse où nous marchons lentement, la mer, la mer italienne, la mer d'Ionie, cette mer qui conduisait du golfe de Naples à la ville d'Athènes, du Vésuve au Parthénon, nous accompagne de son doux et phosphorescent murmure. C'est alors ou jamais le moment de se rappeler les plus beaux vers des poètes, les drames les plus touchans, les passions les plus saintes, les rêves de la vingtième année qui reviennent en foule aux murmures de cette mer, à la clarté de ces étoiles, aux bruits charmans qui tombent de ces montagnes éclatantes. — Devant nous passent, comme autant d'ombres, de pâles jeunes gens, des jeunes filles moribondes; ils sont venus là, ces pauvres malades, pour se rattacher à la vie, à la jeunesse, à ces deux trésors qui s'enfuient de leur poitrine brisée. — Dans le lointain, une voix fraîche et pure, quelque belle voix guérie par le vent embaumé qui se respire en ces lieux, chante doucement la complainte de la Desdemona d'*Otello*. C'est encore la mer, mais elle est calme; c'est le même ciel, mais il est pur; c'est peut-être au fond de ce jeune cœur qui chante, la même passion, mais elle dort. Il faut bien cependant que ce soit là l'œuvre souveraine d'un grand génie, pour que cette romance d'*Otello*, séparée du drame, ait encore ce grand retentissement dans votre ame et dans les lointains attentifs de la montagne et des flots!

Le son des cloches d'un jour de fête vint bientôt remplacer cette première nuit de l'Italie. Le soleil se montre radieux et comme un conquérant légitime qui s'empare de ses domaines aux acclamations universelles. En même temps le bruit reparaît dans les rues de la ville, et avec le bruit le mouvement. Les soldats réveillés sortent de leurs casernes au bruit de la musique. Dans toute église, dans toute chapelle, la prière éclate, non pas cette prière du bout des lèvres de nos belles dames parisiennes, une prière timide et qui se cache dans l'ombre; la prière italienne monte tout droit et fièrement jusqu'au ciel; elle parle à haute voix; elle se met à genoux devant tous, dans les rues, au grand soleil, elle se frappe la poitrine de ses deux mains; il faut les entendre chanter leur complainte, ces heureux chrétiens, on dirait d'une lamentation de Jérémie hurlée sous les murs croulans de Babylone! Il faut les voir marcher en procession dans l'admirable pêle-mêle de cette immense oraison dominicale. Vous parlez d'égalité, de fraternité; l'égalité, la fraternité, les voici qui passent, protégées par la même bannière. L'évêque, le diacre, l'enfant de chœur, le mendiant qui étale ses plaies, la noble dame qui étale ses diamans et ses perles, la cohue du peuple les pieds nus, le capitaine chargé

de sa cuirasse, le mendiant et le gouverneur, le forçat libéré et le magistrat qui l'a châtié, ils marchent tous à cette heure les uns près des autres, chantant à l'envi, dans un chœur unanime, les saintes litanies.

Le lendemain au matin, de bonne heure, nous entrions dans cet admirable sentier, sur les Apennins, appelé la *rivière de Gênes*. Figurez-vous que vous passez en revue la terre et le ciel dans leurs plus doux aspects. Ce grand bleu nous éblouit et nous charme, les douces vapeurs du matin s'arrêtent à nos pieds, le soleil brille là-haut d'un vif éclat. Pardonnez-moi si c'est toujours la même description, mais c'est toujours le même délire.

Où montez-vous? Dieu le sait, que vous importe? Montez encore, montez toujours. Ne dirait-on pas que la montagne s'étend sous vos pieds comme ferait une plaine chargée d'ombrages et de murmures? Voyez! la culture est partout comme est partout la poésie. Le roc même est devenu fertile; le torrent dompté travaille le matin comme un père de famille dans son usine, et le soir venu, il chante comme un jeune homme sous les fenêtres de sa maîtresse. Le sillon fertile gagne les hauteurs, enveloppé dans sa robe encore printanière moitié verdure, moitié fleurs; à vos pieds, sur vos têtes, à droite et à gauche, les blanches villas vous provoquent sous leurs verts orangers. A chaque pas, ce sont des surprises nouvelles. La montagne se présente à vous menaçante, hérissée, toute chargée de la cascade qui gronde; vous cherchez d'un œil inquiet par quel sentier perdu vous tournerez cet obstacle; soudain, ô miracle! la montagne recule et vous fait place, ou bien elle s'entr'ouvre devant vous, vous passez triomphant sous ces voûtes solennelles. Malheureusement, on a beau aller au pas, on a beau s'asseoir à chaque détour de la montagne, on a beau chercher à chaque instant une place favorable pour y dresser la tente d'Élie, celle de Moïse et sa propre tente; on a beau s'arrêter sur le bord de la mer pendant que les pêcheurs ramènent leurs grands filets tous remplis de l'abondante moisson, on ne peut pas aller de Nice à Gênes en plus de deux jours. Trois heures suffisent à traverser le grand royaume de Monaco; à Oneglia vous passez la nuit sur la montagne, c'est Nice encore, mais plus grande et plus calme. Cependant nous fîmes si bien, qu'il était nuit lorsque nous entrâmes dans Gênes, la ville de marbre, la ville des palais et des grands souvenirs, des grands peintres et des grands architectes. J'ai déjà parlé de Gênes, et bien souvent, mais lorsqu'en me promenant sur les remparts, je viens à penser aux

pages que j'ai écrites il y a deux ans (qui donc y penserait si non moi?), je sens la rougeur me monter au front, tant je me trouve froid, ingrat, terne et peu éloquent à propos de cette merveille de l'Italie. Oui, la voilà encore une fois sous mes regards. Voilà le port, voilà les chefs-d'œuvre, voilà toutes ces grandeurs évanouies. Visitons encore une fois ces grands seigneurs hospitaliers, les Durazzo, les Brignole, les Balbi, les Doria; que je vous revoie encore, jardins, fontaines, terrasses suspendues dans les airs, beaux marbres aux couleurs infinies, chefs-d'œuvre sans nombre du Corrège, de Léonard de Vinci, de Pâris Bourdonne, du Guide, de Vandick et d'Holbein, chefs-d'œuvre dignement abrités dans les maisons royales élevées sur cette mer par Galéas Alessi, Barthélemy Bianco, Tagliafico et tant d'autres! — Le palais Balbi, antique s'il en fut, s'était paré de toute la grace, de toute la jeunesse, de tout le bonheur qu'apporte avec elle la jeune fille mariée au jeune homme qu'elle aime. Aussi la vieille maison avait-elle un air de fête inaccoutumé. Seulement toute une partie du palais, consacrée à la vieille mère, reste morne, silencieuse et sévère comme autrefois. — Dans les jardins Doria (un homme de la douane veille à la porte du Doria!), dans les jardins Doria, l'herbe a cessé de pousser, les rosiers ont été taillés par une main secourable, les vieux arbres ont été émondés; déjà les marbres des allées se débarrassent de leur mousse épaisse; bien plus, bien plus, ô quelle joie! l'écusson des maîtres reparaît au fronton du noble édifice, le Doria est attendu, le Doria va revenir, l'aigle à deux têtes le précède, et comment séparer long-temps ces deux grands noms, Gênes et Doria! — Revenez cependant, revenez, qui que vous soyez, vous qui portez encore ce grand nom qui a été le signal de la liberté de tout un peuple. Revenez, car pour quelques fleurs qui vont se montrer de nouveau dans votre maison de la ville, votre maison des champs est en grand désordre. Savez-vous que l'avenue de votre château est encombrée de vignes grimpantes? Savez-vous que le vent a emporté le toit de la maison, que les murailles gémissent et se dépouillent chaque jour des derniers vestiges de leurs fresques anéanties, que vos tableaux ont été achetés par le spéculateur, que vos beaux meubles ont été vendus à l'encan? Accourez, accourez, prince Doria, si vous voulez rapporter à vos orangers des fruits et des fleurs, le mouvement et la limpidité à vos eaux, et quelques pas de jeunes femmes et d'enfans rieurs sur le sable de vos désertes allées. Hâtez-vous! Dieu est grand, et le soleil est puissant sans doute, mais ni Dieu,

ni le soleil ne sauraient tout faire, ils ne sauraient rétablir, malgré lui, la grandeur de Doria!

Vous quittez Gênes tout comme vous avez quitté Nice, en traversant la montagne. Aussi, ce nouveau chemin-là s'appelle la *rivière d'Orient;* c'est tout-à-fait le même aspect; mêmes villages, mêmes cris de joie, même beauté, même grandeur dans le paysage, et toujours et à chaque instant cette belle mer qui vous sert de cortège royal. Seulement, à Chiavari, le soir, notre mer avait fait mine d'être en colère; mais figurez-vous la colère d'un bel enfant, qui sourit même au milieu de ses larmes. — Dans le lointain éclate le golfe de la Spezzia. — Plus loin, se présente un torrent, la *Magra*, et nos Italiens, nous voyant arriver, de lever les mains au ciel! Le torrent était terrible, il roulait des montagnes, il était profond, il était perfide, nous marchions à la mort à coup sûr. Oh! les poètes! De braves moines étaient assis sur le rivage, la besace pleine et les mains jointes, et ils attendaient patiemment que toute la *Magra* fût écoulée. — Eh bien! m'écriai-je, le sort en est jeté, nous passerons! — Qu'à cela ne tienne, excellence! dirent les bateliers, et les voilà à l'eau qui traînent la barque. — Ce terrible torrent avait tout au plus assez d'eau pour nous porter.

Au reste, il n'en faut pas trop vouloir à la *Magra* de ces admirables histoires de dangers et de précipices. Ce torrent, qu'il faut traiter sans respect, fait vivre de temps à autre, lorsqu'il fait sa grosse voix, les hôteliers de la rive droite, et le seigneur Bibolini, l'hôtelier de la rive gauche. Rien n'était plus facile et plus dans les goûts de sa majesté le roi de Sardaigne que de jeter un pont sur cette terrible *Magra*, mais le roi de Sardaigne n'a pas voulu déplaire au seigneur Bibolini; parlez-moi des rois absolus, pour avoir de ces complaisances-là.

Mais silence! soyons recueillis et attentifs! En fait de royaumes, en voici un qui est pour moi, après la France, le plus beau royaume de ce monde, — le royaume de Lucques. — Ce beau pays s'annonce de la façon la plus verdoyante et champêtre. Vous marchez à travers toute sorte de prairies chargées d'arbres; la pluie qui tombe depuis le matin a ranimé toute cette verdure, balayé ces beaux sentiers, rendu le mouvement et le murmure à tous ces ruisseaux jaseurs. Mais la pluie en Italie! c'est le voile transparent qui cache le soleil! Ainsi vous allez de la montagne à la vallée, de la vallée à la plaine, inquiet, ému, heureux, et le cœur vous bat bien fort. — Et pourquoi ce grand batte-

ment, je vous prie? — Pourquoi? parce qu'il y a dans ce tout petit royaume du bon Dieu un tout petit coin de terre qui est à vous, que le hasard vous a donné, que vous n'avez pas vu encore, et parce que vous allez le voir! Cependant, madame, rendez-moi cette justice, que pendant deux grandes années j'ai noblement supporté ma fortune. J'ai mieux fait que la supporter, je n'y ai pas songé plus de huit jours chaque année quand il y avait ici grand soleil, grand labeur, grand tumulte, et force livres nouveaux. Alors je m'écriais comme notre poète : — O mon petit coin de terre, quand te verrai-je? *O rus quando te aspiciam!* M'y voilà donc. Marchons avec précaution, de peur que mon pas trop hâté ne fasse fuir mon domaine dans le nuage. A la fin la ville capitale se présente à nos regards. Elle est là-bas, fièrement retranchée dans ses remparts de gazon et de tilleuls. Ces beaux arbres, ce sont les forts détachés de la ville; cette belle source, voilà les fossés qui la protègent; ces vignes grimpantes, ce sont les murailles, les bastions et les ouvrages avancés. Ce jour-là, la ville de Lucques était en fête, c'est-à-dire qu'à la fête de chaque jour s'ajoutait une fête nouvelle. Les courses de chevaux venaient à peine de finir, le bal de la ville renvoyait à peine ses danseuses, le dernier concert remplissait l'air de ses mélodieux accords, les plus grands noms de l'Italie se ruaient dans l'heureuse ville, une princesse aimée de la Russie, la princesse Hélène, noble dame, venait à peine de quitter le duché! Moi, à mon tour, je me hâte. Cet homme si calme pendant deux ans, il est tout impatience et tout feu. — A combien de lieues sommes-nous des bains de Lucques? dis-je à l'hôte. — Vous y serez en deux heures, me dit-il. — Hâtons-nous donc, et du même pas me voilà parti pour *mon château*.

Cette fois encore la scène change. De riante qu'elle était, elle devient austère. En effet, pour aller aux bains de Lucques, il vous faut traverser cinq ou six montagnes d'une physionomie tout allemande; une rivière assez peu paisible coupe en deux cet entassement de verdure. La rivière occupe le bas-fond du vallon; elle gronde, elle s'élance, elle écume, elle s'irrite tout à l'aise; nul n'y prend garde; on dirait quelqu'une de ces puissances sans pouvoir de la chambre des députés que chacun laisse hurler et que personne n'écoute. Le sentier va çà et là en zig-zag, un peu au hasard, comme un honnête sentier qui ne mène à rien, sinon à la fête et aux plaisirs, quand tout à coup, par un beau pont précédé d'une avenue de vieux arbres, vous pénétrez dans une gorge de montagnes. Contenez-vous, mon cœur! voilà les bains de Lucques. Tenez, cette grande maison au bout

du pont, c'est l'hôtellerie du seigneur Pagnini, le maître de céans, on peut le dire. Sa maison est tout un village d'Anglais et d'Allemands, et tout à côté la vallée que vous voyez, c'est le palais des Jeux. Le jeu est en effet, après le seigneur Pagnini, le bienfaiteur des bains de Lucques. Le jeu a tracé ces beaux sentiers, il a jeté là ce beau pont, il a arrondi la vallée, il a donné de l'espace et de l'air à ce beau petit coin de terre; enfin il s'est élevé à lui-même dans cette place difficile, ce vaste palais où l'on dirait qu'un roi va venir. Dans cette maison royale, rien ne manque. Vaste salon de lecture où l'on peut lire à journal ouvert, même les folies les plus violentes; vaste salon de bal qui, le soir, n'est jamais sans un peu de musique, un peu de danse, un peu d'épaule nue, un peu d'esprit, un peu d'amour; un jardin de vingt pieds vaste pour le lieu, et enfin une modeste petite roulette qui apporte un peu d'or sur cette heureuse terre où l'or est si rare. En un mot, il y a de tout à ces bains de Lucques, même des bains tout en marbre, même une eau sulfureuse qui guérit sans peine toutes les maladies que peut guérir l'art moderne. Et tout cela est si frais, si mignon, si charmant, si joli, si reposé, si calme! Cependant je n'étais pas content encore, une chose manquait à ma joie; je voulais voir ma maison, la maison du hasard, cette fameuse palazzina Lazzarini, qui m'a fait tant d'ennemis mortels; ce grand problème que j'avais inventé, disait-on, pour me faire électeur, membre de la chambre des députés et pair de France. Ma maison, où est-elle? Il faut bien que je la devine, il faut bien que je la trouve tout seul, car le moyen d'aller demander à cet homme qui passe : — Mon ami, où est ma maison, s'il vous plaît? Cependant autour de moi les maisons ne manquaient pas; mais fi donc! est-ce que je puis me contenter de ces chaumières? C'est un palais que m'a donné le hasard, il me faut un palais; qu'on m'apporte mon palais! Or, en ce lieu des profondes modesties, il n'y a que le jeu qui ait un palais; le duc de Lucques lui-même, ce Bourbon d'Espagne, Bourbon par le sang, Bourbon par le goût et par l'élégance, n'a qu'une simple maison des champs aux bains de Lucques. Ah! ma foi, je parie encore tout ce que vous voudrez, tenez, tout là-haut, à côté du jeu, et dominant la vallée, voici ma palazzina, je la reconnais à sa forêt de quatre acacias! Ainsi posée sur la colline, dominée par les bains et dominant la vallée, l'aimable petite maison se donne de petits airs penchés qui sont à mourir de rire. Elle a été bâtie avec soin, et surtout avec une recherche plus qu'italienne, par un paresseux d'Italien qui est mort de fatigue après avoir accompli cette

œuvre immense. Ma maison est située entre ma terrasse aux acacias et mon jardin, qui est beaucoup, mais beaucoup plus grand que votre salon, lorsque je suis seul à vous raconter si heureusement les toutes petites misères de ma vie. Dans ce jardin, prenez garde de vous heurter, vous avez à votre droite un bosquet de lauriers (ce n'est pas moi qui l'ai planté), et à votre gauche un bosquet de roses; dans le fond de la grotte (il y a une grotte), l'eau coule à grand bruit; des deux côtés, vous avez des lacs jaillissans comme nous en avons vu au palais Doria, ni plus ni moins. Certes, il eût fallu me voir faisant gravement en trois pas le tour de mes domaines. Quant à la maison, voici comment elle se compose; mais je vous avertis qu'elle n'est pas à louer ni à vendre et que je la garde l'an prochain pour y recevoir tous ceux que j'aime : le rez-de-chaussée contient la salle à manger, les cuisines et deux fontaines; le premier étage (nous avons deux étages et un grenier) est distribué à merveille, et si vous saviez quel beau salon dont la vue se perd tout au loin! La maison, toute magnifique que je l'ai vue, est petite et modeste. Sans trop d'efforts de générosité, les envieux que je puis avoir, qui n'en n'a pas? me pardonneraient cette bonne fortune. Tout petit qu'il est cependant, mon palais de Lucques renfermait un illustre membre de la pairie anglaise, sa femme, ses enfans, toute sa famille. Ils étaient venus là les uns et les autres pour y passer cinq ou six mois de calme et de repos. La dame avait apporté avec elle ses tableaux et sa tapisserie commencée, le lord ses *revues* et ses livres, ses enfans leurs plus beaux jouets, les servantes leurs plus beaux habits. La maison se ressentait à merveille de pareils hôtes. Elle s'était parée tant qu'elle avait pu de ce bien-être inutile, de ce luxe élégant, de ces souvenirs de la patrie jetés çà et là sur les murailles, sur les meubles, par un heureux hasard. Même vous, madame, qui êtes grand' mère déjà, vous qui êtes entourée d'une si charmante famille d'enfans jaseurs, ces pies blondes et roses aux caquets joyeux comme leur pensée, vous ne sauriez croire combien les jolis enfans que j'ai trouvés là ont embelli notre maison, le petit garçon surtout, un morveux tout animé de l'enthousiasme de ses cinq ans qui venaient de commencer. Il est venu à nous, nous tendant sa main et sa joue. Il portait un manteau d'évêque violet, et il disait gravement la messe. J'avais peur d'abord que ce ne fût une messe protestante, mais non; et quand le petit évêque fut retourné à son autel, j'eus le plaisir de l'entendre nous dire : *Dominus vobiscum*, et j'eus l'honneur de lui répliquer : *Et cum spiritu tuo*, à quoi il répondit par une

bénédiction que j'acceptai bien pieusement. Eh quoi! la bénédiction de l'enfant n'est-elle pas aussi bonne et aussi sainte que celle du vieillard?

Et le soir de ce grand jour, j'étais de retour dans la capitale de mon royaume. J'allai voir, dans une belle et grande salle tout éclairée *à giorno*, l'opéra nouveau du prince Poniatowski, *Procida*. Le prince Poniatowski vient d'avoir vingt-cinq ans; Bellini n'a pas, que je sache, un meilleur disciple dans toute l'Europe. Il y a dans cet opéra de *Procida* de bouillans accès de colère et de désespoir; mais aussi que d'amour, que de plaintes touchantes! C'est Ronconi qui chante le rôle principal. Ronconi, figurez-vous Duprez à ses débuts de l'Opéra, mais Duprez avec sa voix quand elle était jeune et sonore, et non pas brisée par ces abominables efforts auxquels pas une poitrine humaine ne saurait résister bien long-temps. A la fin de l'opéra, le public enchanté a voulu revoir le jeune et noble maëstro; le prince Poniatowski a reparu, et c'était plaisir de l'entendre applaudir si franchement par tant de belles Italiennes à l'œil ardent, aux épaules brillantes, dont la salle était remplie. Quelle fête, rien que de les voir, ces jeunes femmes d'un si noble sang! quelle musique de les entendre vous parler avec les plus admirables calineries de la terre! Rien n'est à comparer, parmi nos plaisirs de chaque soir, à cette soirée italienne; non, rien ne ressemble, dans nos froides et insipides assemblées, à cette franche bonne grace, à ces honnêtes sourires, à ce complet oubli de chaque femme pour sa beauté. Petit royaume, dites-vous, le duché de Lucques, petit royaume il est vrai, mais royaume intelligent, savant, amoureux des beaux-arts; petit prince, sans doute, mais petit prince qui porte l'un des plus grands noms de l'Europe, un petit-fils de Louis XIV, un Bourbon d'Espagne, fils de roi à qui l'on peut dire comme Horace à Mécène : — *Thyrrhena regum progenies,— descendant des rois d'Étrurie;* un jeune homme du plus noble cœur, de la plus exquise politesse, si affable que le dernier paysan de son royaume le peut accoster et lui dit : — *Soverino*, je paie deux sols d'impôt, est-ce juste? — Et lui alors, il donne à son humble sujet de quoi payer son impôt pendant vingt ans. Ainsi il vit parmi ses livres, parmi ses sujets, aimé et respecté, bien qu'il soit peut-être le plus pauvre de ce pauvre royaume. A celui-là, parlez-lui de la France, il la sait par cœur; parlez-lui des beaux-arts, il est versé dans tous les beaux-arts; venu au monde avec toutes les passions des fils de rois, il a conservé ces nobles passions, il leur a obéi tant qu'il a pu; puis, un beau jour, il a renoncé

tout d'un coup à ces coûteuses passions qui ne sont plus permises qu'aux hommes riches de nos jours. C'est ainsi que cette belle et riche galerie, composée par les soins de son altesse royale le duc de Lucques, achetée à ses frais, et pour laquelle il avait arrangé une aile de son palais, hélas! à l'heure où je vous parle, toute cette galerie est en vente; c'est même, en comptant la question d'Orient et ces guerres qui s'agitent dans le lointain, la plus sombre nouvelle de l'Italie. — *La galerie de Lucques est en vente!*

Heureuse terre celle-là, pour qui les destinées de quelques tableaux célèbres, de quelques marbres glorieux, sont autant de questions sérieuses et solennelles! Quoi donc! la madone de Raphaël, cette belle vierge qui est la digne rivale, la rivale authentique et reconnue de la madone *della Segliola,* celle-là dont M. Ingres, qui s'y connaît, car il est un peu de la famille, disait qu'elle n'avait rien à envier à ses sœurs les autres anges? Oui, elle-même, *la Vierge aux Candélabres,* elle a dit adieu à ce beau ciel pour lequel elle était faite. Encore un chef-d'œuvre de moins dans cette Italie qui aime les chefs-d'œuvre avec une passion si bien sentie! Encore une vierge de Raphaël qui s'en va et pour ne plus revenir! Certes, l'Italie a raison de pleurer la plus belle de ses plus nobles filles, et ce n'est pas nous qui la voudrions consoler.

Cependant, parce que son altesse royale le duc de Lucques est obligé de se séparer de ces chefs-d'œuvre qui représentent une grande partie de sa fortune, est-ce bien là une raison, même une raison italienne, pour l'accabler de reproches? Ce prince, si bienveillant et si bon, d'un esprit si distingué et si fin, affable et loyal comme il l'est, pouvait-il s'attendre, de bonne foi, à tant de récriminations cruelles? Peu s'en faut que dans les autres parties de l'Italie on ne l'appelle un tyran, lui le plus aimable des aimables tyrans de l'Italie, parce qu'il n'est plus assez riche pour garder ces belles toiles qui le rendaient si heureux et si fier. Eh! mais alors, que dirait-on, si lui, de son côté, il accablait de ses reproches les tyrans ses confrères, parce qu'ils n'ont pas été assez riches pour acheter ces mêmes tableaux qu'il leur a proposés bien avant qu'il se fût décidé à les offrir aux autres princes de l'Europe et même à ceux qui ne sont pas des princes? Car, hélas! par cette incroyable démocratie qui nous déborde, quand chacun se peut dire à soi-même : *Te voilà roi, Macbeth,* il n'y a plus que les très riches qui soient assez heureux pour pouvoir payer les chefs-d'œuvre ce qu'ils valent. Que de fois, à une vente publique, où sont en jeu quelques-unes de ces rares merveilles dont

l'Europe entière sait les noms, arrivent d'un côté les rois, les princes, les républiques, les royaumes, timides acheteurs, pendant que de l'autre côté se tient le valet de chambre de quelque Rotschild! Presque toujours c'est le valet de chambre qui, à la fin de la vente, emporte sous son bras le chef-d'œuvre tant débattu, ce chef-d'œuvre qui, entre les mains d'un roi ou d'un peuple, appartenait un peu à tout le monde, et que personne ne revoit plus.

Ceux qui ont eu l'honneur d'approcher le prince de Lucques, et qui peuvent dire avec quelle passion éclairée et sincère son altesse aime les beaux arts, ceux-là seulement pourraient dire que la nécessité, de sa main de fer, a seule fermé ce beau musée, ouvert à tous d'une si hospitalière façon. Mais si le duché de Lucques est peut-être le plus frais, le plus limpide, le plus charmant des petits royaumes, en revanche il en est peut-être le plus pauvre. Dans ce calme et paisible domaine, où tout est repos, fraîcheur et verdure, où l'herbe pousse dans les fossés du château, qui ne dédaigne pas cette humble récolte, même avec les habitudes et le cœur d'un grand prince, il est difficile d'en conserver toujours les allures. Tous les accessoires des existences royales, les vieux monumens, les marbres, les tableaux, l'armée stipendieuse et glorieuse des artistes, n'appartiennent plus de nos jours qu'aux grands seigneurs assez riches pour les payer dignement. Le temps est passé où les princes de la maison d'Est et de Ferrare, et les Médicis eux-mêmes, avaient à leur solde avare, et souvent pour bien peu d'argent, les plus grands peintres, les plus grands poètes, les plus habiles sculpteurs, les plus excellens architectes de l'Europe au XVIe siècle. Aujourd'hui, chaque vers d'un poète populaire est d'un prix inestimable, chaque tableau d'un maître illustre représente une fortune; les musiciens eux-mêmes, qui ont été de pauvres diables bien plus long-temps que les autres artistes leurs confrères, ont singulièrement augmenté le prix de leur génie; à ces causes, il n'est plus possible d'être un Mécène à bon marché, il n'est plus possible d'encourager les beaux arts et de n'être pas immensément riche; à peine a-t-on le droit de les aimer. Et d'ailleurs, comme la possession des chefs-d'œuvre a cela d'étrange et de singulier, qu'elle vous pousse toujours et malgré vous à acheter de nouveau de belles choses; comme un beau tableau appelle un beau tableau, aussi puissamment, mais plus honnêtement sans doute, qu'un louis d'or appelle un louis d'or, il arrive qu'après avoir lutté long-temps, après s'être imposé d'immenses sacrifices, l'amateur le plus passionné des beaux arts finit par s'avouer un jour à lui-même qu'il

ne peut pas aller plus loin, qu'il est allé trop loin déjà, qu'il lui est impossible non-seulement d'acheter de nouvelles toiles, mais même de garder toutes celles qu'il a achetées déjà. En haut et en bas de l'échelle des heureux, cette histoire est la même histoire. Par exemple, quel est l'amateur de beaux livres, parmi ceux que nous connaissons, qui ne se soit pas vu obligé de vendre une partie de ses livres pour sauver le reste? Une fois arrivé à cette révélation suprême, l'homme sage, s'il est un simple particulier, a parfaitement le droit de pousser jusqu'au bout la noble passion qui l'anime, et de se ruiner de fond en comble; mais l'amateur qui est le maître d'un royaume, quelque petit que vous supposiez son royaume, n'a d'autre parti à prendre qu'à rompre tout d'un coup avec cette passion pour les chefs-d'œuvre; c'en est fait, il y renonce tout de suite pour n'être pas tenté d'appeler à son aide quelques-uns de ces moyens d'avoir de l'argent, que les princes souverains ont toujours en leur puissance. Sans contredit, c'est fort beau d'avoir à soi une galerie de tableaux dont bien des capitales de l'Europe seraient fières; mais cela est encore plus beau mille fois de sortir le matin de son palais sans gardes, de se promener à pied dans les champs de son duché, d'être salué par chacun et par tous, et de se dire à chaque pas : je n'ai plus de tableaux, c'est vrai, mais à coup sûr pas un de ces arpens de terre, si admirablement cultivés, ne sera surchargé d'un centime additionnel.

Ainsi a fait le prince de Lucques. Son altesse a lutté jusqu'à la fin contre la mauvaise fortune, et elle ne s'est arrêtée que lorsqu'il lui a été impossible d'aller plus loin. Aujourd'hui, entreprendre un musée de vieux tableaux, c'est une tâche que bien peu de rois en Europe, même les plus riches, oseraient entreprendre. Sa majesté le roi de Bavière elle-même, malgré tant de ressources en tout genre, va lentement dans l'exécution de cette œuvre impossible. A plus forte raison le prince d'un petit duché toscan dont la principauté doit retourner au grand-duc de Toscane, et qui lui-même est attendu, dans un avenir certain, par ces deux beaux et riches duchés de Parme et de Plaisance; à plus forte raison aussi un Bourbon d'Espagne, les Bourbons les plus malheureux et les plus pauvres de la maison de Bourbon, même en comptant Mme la duchesse de Berry, qui, elle aussi, a vendu ses Van Dick et ses Terburg. N'avez-vous pas entendu dire qu'autrefois il y avait en France la galerie d'Orléans, splendide entre toutes les galeries princières? La révolution française a dispersé la galerie d'Orléans; c'est la révolution d'Espagne qui disperse la galerie de Lucques. Il n'y a pas encore une année que rien n'annonçait, dans le

palais du duc de Lucques, que le musée serait vendu. Au contraire, la plus belle partie de ce palais, qui fut le palais d'Élisa Bonaparte, c'était le musée. Le prince, dans son ardeur tout espagnole, avait fait construire une vaste galerie à la plus noble place de sa maison, et déjà, dans cette galerie et dans des cadres magnifiques, sous un jour admirable, vous pouviez admirer les trois Carrache, le Fra-Bartolomeo, l'Albert Durer, le Baroccio, le Dominiquin, le Gérard Dow, le Guerchin, toutes ces belles toiles dont la renommée est grande dans toute l'Italie. Quant à *la Vierge aux Candélabres* de Raphaël, l'admirable et sainte madone, même dans le musée du prince de Lucques, n'avait pas de place qui lui fût propre; on la venait admirer de Saint-Pierre de Rome, même après avoir contemplé *la Transfiguration;* on venait pour la voir du palais Pitti, même après s'être agenouillé devant *la Madone à la Chaise*, devant *la Madone du Voyage;* chacun la pouvait contempler face à face, visage contre visage, cœur contre cœur, pour ainsi dire; et elle, la noble dame, bien assurée de sa beauté éternelle, elle posait complaisamment devant ceux qui la voulaient étudier avec respect, avec soumission, avec amour.

Donc, cette admirable galerie est en vente tout entière. Le sacrifice sera complet, car pas une seule toile, grande ou petite, n'a été conservée, pas un seul de ces chefs-d'œuvre n'a été mis à part; leur noble maître leur a dit adieu à tous; les beaux fleurons de sa couronne ducale, il leur a dit adieu d'un œil sec, mais son cœur saignait bien fort. Hélas! c'est le cas encore une fois de réciter vers par vers l'églogue de Virgile, quand le pasteur Ménalque s'en va au loin chercher un peu d'ombre et de verdure pour son troupeau : — *Nos patriam fugimus;* — nous quittons, disent les chefs-d'œuvre, nous quittons la terre natale, l'air limpide, le ciel bleu, le grand soleil, la passion italienne, le regard italien; nous quittons les bois, les prairies, les fontaines, et mieux encore les voûtes dorées, les glaces brillantes, les murailles princières; nous allons, Dieu sait dans quel exil, dans quelles régions, dans quelles brumes épaisses et chez quels bourgeois! — Certes, quelque chose de pareil se sera passé dans l'ame du prince se séparant de ces flatteurs honnêtes et respectés de sa fortune, et lui-même il aura gémi sur leur exil.

Cette galerie du château ducal à Lucques est assez célèbre pour que nous n'en fassions pas l'histoire. Elle était un des plus riches débris de cet éphémère royaume d'Étrurie, qui fut un des premiers trônes élevés par Bonaparte, premier consul, comme s'il eût voulu se faire la main à ce métier tout nouveau pour lui et qu'il devait ap-

prendre si vite. Dans le souvenir de ces tableaux de Lucques, on retrouve au premier rang un tableau important du Pérugin, le prédécesseur et le maître de Raphaël; un Gherardo delle Notti, le plus bel ouvrage de Gherardo; le peintre illustre l'avait fait pour le prince Giustiniani, qui fut aussi le protecteur des trois Carrache. Nous autres Français, parmi les maîtres de l'école italienne, tout resplendissans de santé et de lumière, à côté de l'embrasement poétique de Gherardo, nous étions fiers de saluer *le Massacre des Innocens* par Nicolas Poussin. C'était là une des perles les plus admirées de la galerie de Lucien Bonaparte, quand le neveu promettait de marcher sur les traces de son oncle le cardinal Fesch; mais le neveu s'est un peu arrêté en chemin, comme un homme sage qu'il était, pendant que l'oncle a marché jusqu'à la fin de sa passion, comme un homme riche qu'il était. Plusieurs tableaux du Dominiquin, de Frédéric Baroccio, de Simone da Pesaro, *la Samaritaine* du Guerchin, de sa plus belle manière; un *enfant Jésus* de Luini, dont les œuvres sont rares; un Fra-Bartolomeo, remarqué même à Lucques, où le grand peintre a laissé tant de marques de son passage; *une Naissance du Christ dans l'étable*, par Mazzolino de Ferrare; *un Hercule*, par Alexandre Allori, le digne frère du peintre de la terrible Judith du palais Pitti (je vois encore sa robe jaune et ses terribles yeux noirs); *une sainte Famille* de Rubens; *un saint François* de Cigoli, signé par l'auteur; *Hylas enlevé par les Nymphes*, charmante composition de Furini, et d'autres tableaux vénitiens, hollandais, allemands, de toutes les époques des beaux arts, composent le fonds principal de cette galerie. Avec un peu de soin et de travail, vous pourriez suivre la filiation de ces belles toiles; chacune d'elles a son histoire authentique, sa filiation reconnue. Les unes ont été commandées aux peintres eux-mêmes par des personnages historiques; le contrat de vente et d'achat a été conservé. Les autres arrivent en droite ligne de Rome, de Sienne, de Livourne, de Bologne, d'Espagne, de Gênes, de Flandre. La galerie de Giustiniani, la galerie du marquis Boccella, du comte Ghivizanni, en ont fourni plusieurs; la galerie Citadella, la galerie Esterhazy, la galerie Sardi, la galerie Joseph Bonaparte quelques-uns, et aussi la galerie Buovisi, un Lucquois de la vieille roche, sans oublier la galerie du prince Borghèse, dont le nom se retrouve dans tous les musées de l'Europe. Les églises et les couvens de l'Italie ont aussi cédé quelques-uns de leurs tableaux à la galerie de Lucques. Par exemple le couvent des nonnes de San-Giovanetto, l'église de San-Fridiano, qui ne sont plus que des ruines, protégent de leur souve-

nir vénéré un tableau d'Annibal Carrache et un tableau de Francia, comme aussi le nom de la reine d'Étrurie se rattache à plusieurs des tableaux de cette galerie commencée par elle. Triste destinée des monarchies modernes! les trônes des rois durent encore moins que les galeries qu'ils ont commencées. Mais la galerie et le trône, tout s'en va à la fin, hélas!

Nous avons conservé, pour le nommer le dernier, le plus rare et le plus excellent tableau de cette galerie, si nous mettons à part *la Vierge aux Candélabres;* ce tableau admirable, c'est le *Christ* de François Francia. Voilà un homme, voilà un artiste des plus belles époques de l'art. Esprit, génie, fidélité à ses maîtres, constance, courage, honneurs et fortune, gloire et renommée, rien ne manque à celui-là. Il était né à Bologne, au milieu de la philosophie et de la théologie amoncelées à cette place savante, et tout d'abord il avait été un grand orfèvre dans le temps des grands orfèvres, puis un célèbre graveur en médailles, puis il avait traité l'émail comme un maître. C'est pourtant le même homme dont quelques tableaux, et entre autres le *Christ* de Lucques, se peuvent comparer aux plus beaux ouvrages de Raphaël en personne. Quand Francesco eut achevé ce tableau qui est à Lucques, cette sainte Anne, cette Vierge, ce Christ mort, toute l'Italie du XVIe siècle battit des mains et poussa des cris de triomphe. En ce temps-là Raphaël était à Rome, à recevoir les hommages universels, comme s'il se fût appelé Léon X. A ce sujet, le Sanzio écrivit une lettre de louanges à Francia, cet autre Raphaël qui donnait à Bologne le mouvement et la vie; et même quand lui, Raphaël, il eut achevé la sainte Cécile qui est à Bologne, il chargea Francia de placer ce chef-d'œuvre dans un jour convenable : — *En même temps, si vous trouvez quelque chose à réparer, faites-le, maître*, disait Raphaël. A peine eut-il ouvert la caisse qui contenait la sainte Cécile, Francia tomba à genoux en versant d'abondantes larmes; le tableau fut placé par ses mains tremblantes non loin du tombeau de la sainte Elena dell'Olio; huit jours après (sa mort est digne de sa vie), Francia était mort, écrasé par la contemplation de la sainte Cécile de Raphaël!

Telle est cette galerie du prince de Lucques. Elle peut ajouter de grandes richesses à celles que possède le musée du Louvre. Sans nous réjouir du deuil de l'Italie, nous avons le droit d'en profiter. Nous avons en cette affaire des nations rivales qui sont plus riches que nous peut-être, mais qui aiment les chefs-d'œuvre moins que nous. Il faut donc que nous nous rappelions cette fois tout ce que nous

avons déjà perdu à des ventes célèbres, l'André del Sarto à M. Laffitte, *le Congrès de Munster* au duc de Berry, *l'Amiral Trump* de Rembrandt, et surtout l'admirable Claude Lorrain qui appartenait à M. Erard; à cette heure, le musée du Louvre ne possède pas un seul Raphaël digne d'être comparé à *la Vierge aux Candélabres*. Songez aussi que c'est là désormais la seule manière dont nous puissions nous procurer ces merveilles. La victoire ne donne pas, elle vous prête pour vous reprendre à l'instant même ce qu'elle vous a prêté, et alors que de regrets, que de douleurs, que de places vides dans les musées du conquérant!

M. Thiers, qui est bien, quand il s'y met, le plus admirable et le plus charmant enthousiaste des beaux arts, qui les aime avec la passion d'un grand seigneur, mais d'un grand seigneur qui n'est pas assez riche pour payer les chefs-d'œuvre, M. Thiers m'entendant un soir lui raconter cette histoire des tableaux de mon prince le duc de Lucques: — Que sont devenus, me dit-il, le Raphaël et le Francia? — Mon Dieu! répondis-je, à l'heure qu'il est, par cette pluvieuse nuit de l'automne, vous ne devineriez jamais, avec tout votre génie, en quel triste lieu la vierge de Raphaël repose sa belle tête, dans quelles horribles ténèbres est plongé cet étincelant Francesco?.... Figurez-vous que Raphaël et Francesco sont déposés à la douane; ils sont là, les malheureux exilés, au milieu des soieries, des sucres, des flanelles, des savons, des indigos et des tabacs; ils sont là, ne comprenant rien à ces sombres voûtes, à ces bruits étranges, à ces horribles odeurs. C'est encore et toujours l'églogue de Virgile, que je vous citais tout à l'heure:

. . . . *Ah! silice in nudâ connixa reliquit!*

A ces mots, je vis M. Thiers tout ému; il écoutait mon récit avec une profonde stupeur: — Serait-ce par hasard à la douane de France qu'on aurait retenu Raphaël et Francia? — A la douane de Paris, monsieur le ministre! La douane, de ses grosses mains stupides, a pris au collet le grand Francesco, elle a retenu la sainte Vierge divine par le pan de sa robe; elle leur a demandé leur passeport, comme si ces grandes beautés ne devaient pas passer partout dans un pays comme la France, et gouverné par M. Thiers!...

Ici, le ministre se leva, il demanda son chapeau, et il allait pour sortir. Notez bien qu'il était une heure du matin...

— Où allez-vous? lui dit une petite voix toute-puissante; où allez-vous si tard?

— Eh! je vais à la douane, reprit-il, je vais délivrer le Francesco et le Raphaël.

En effet, le lendemain, nos deux chefs-d'œuvre, rendus au soleil, un pâle soleil français, il est vrai, mais enfin, nous donnons notre soleil tel que nous l'avons, faisaient leur entrée triomphale dans cette étroite et misérable auberge qu'on appelle le ministère des affaires étrangères. Là, grace au maître qui l'habitait, les deux exilés furent entourés d'égards et de respects; les plus grands seigneurs de Paris, c'est-à-dire les hommes les plus intelligens, venaient en toute hâte pour saluer les deux chefs-d'œuvre. Des hommes de tous les partis, pour rendre leurs devoirs au Raphaël, au Francia, sont accourus à l'hôtel du ministère des affaires étrangères, bien étonné de les y voir. Plus d'une fois M. Thiers, au milieu de ces immenses travaux dont personne n'a l'idée, au plus fort de cette ardente improvisation qui ne se repose ni la nuit, ni le jour, venait saluer le Francia et le Raphaël. Qu'il était heureux et fier de les recevoir! qu'il était inquiet de ses illustres hôtes! comme il en faisait les honneurs à la France! quel démenti il donnait à la douane! comme il se prosternait devant le Francia!.... Jamais vous n'avez vu de passion plus vraie et mieux sentie. Eh bien! M. Thiers a laissé partir la vierge de Raphaël. « Seigneur, lui disait-elle, l'adorable Vierge, comme disait cette belle Hortense Mazarin à Louis XIV : — *Vous êtes roi, vous m'aimez, et je pars!* » M. Thiers a même laissé partir le Francia, non pas sans regret, je vous assure, non pas sans s'être bien consulté lui-même pour savoir si enfin, à la rigueur, il n'achèterait pas cette dernière toile qui lui faisait tant d'envie, et il y a renoncé. C'est qu'en effet celui-là aussi il est véritablement un grand seigneur, moins la richesse. Si ceux-là qui l'accusent tout bas, ceux-là qui lui reprochent une fortune imaginaire, qui parlent si bien de l'or entassé dans les prétendus coffres de M. Thiers; si ceux-là avaient pu le voir, comme je l'ai vu, lui le maître, résistant à la tentation du Francia, et se contentant enfin de quelques copies maladroites, ceux-là auraient bien compris, et plus qu'on ne saurait le dire, tout le désintéressement d'un ministre tout-puissant, qui, en fin de compte, ne se trouve pas assez riche pour donner 20,000 francs d'un chef-d'œuvre qui lui convient.

De Lucques à Pise, il n'y a qu'un pas, le temps de dire adieu à cet adorable petit coin de terre, le temps de se préparer à revoir les grands monumens, le *Campo Santo*, le *Dôme*, la *Tour penchée*. La ville s'est retirée pour laisser plus d'espace à ces trois idées jetées

là. Cette tour qui nous menace jusqu'à la fin des siècles d'une chute éternelle, cette église qui se sent de Byzance et qui précède la renaissance, comme Dante précède Michel-Ange; ce vaste cimetière qui a dévoré ses morts, laissant intacts leurs noms et leur gloire, tout ce passé qui repose là et qui se tient debout par la seule force des souvenirs, savez-vous rien de plus poétique? Mais, hélas! cette ville de Pise s'est enrichie, peut-on dire enrichie? d'un autre monument funèbre. Voyez-vous sur l'Arno, encore tout chargé des débris de l'orage de la veille, ce vieux palais qui s'avance gravement? Les portes en sont fermées, les fenêtres fermées; tout est mystère et silence autour de ces murailles; la petite église de la Sainte-Épine, ce mignon chef-d'œuvre du grand Nicolas de Pise, semble regarder le sombre palais avec un profond désespoir. Qui que vous soyez, voyageur, quelle que soit la couleur de votre drapeau, découvrez-vous devant ce palais, car c'est là qu'elle est venue mourir, loin de sa patrie, loin de sa famille, cette jeune, belle et adorée princesse Marie d'Orléans, ce grand artiste. Sur ces bords, dans ces murs, entre ces vieux monumens dont elle creusait tous les secrets, dans le silence de cette ville qui ne vit plus que par les souvenirs, elle est venue s'éteindre, jour par jour, heure par heure, cette noble personne que la France avait adoptée d'un amour unanime, cet illustre défenseur de la Jeanne d'Arc, insultée par Voltaire. Malheureuse jeune femme! Elle était toute la poésie du château des Tuileries; elle était la popularité incontestable, incontestée de cette famille royale; elle était l'honneur de ce musée de Versailles, ouvert à tant d'œuvres médiocres, elle était l'espérance et l'amie de ses confrères les artistes et les poètes, qui ne la remplaceront jamais.... La ville de Pise, qui ne pleure plus guère, elle a tant pleuré! a pleuré cependant cette illustre étrangère; elle l'a adoptée comme un de ses martyrs. Maintenant, quand vous passerez par ces rivages, les artistes italiens, ces ingénieux copistes de tous les chefs-d'œuvre, vous offriront la copie du *Baptistère,* ou bien la copie du *Dôme,* de la *Tour penchée,* du *Campo Santo*, ou enfin la main de la princesse Marie, cette main pâlie, effilée, mourante, si remplie d'aumônes et de chefs-d'œuvre qu'elle commençait à répandre...De tous ces souvenirs de gloire et de destruction, est-il besoin de vous dire le souvenir que j'ai choisi?

Entendez-vous, voyez-vous là-bas quelque chose qui chante et qui brille, c'est Florence! Enfin donc, je la revois, je la tiens, je l'entends, je la reconnais à son élégant murmure, à sa bonne grace naturelle, à son hospitalité souriante, c'est bien elle, c'est Flo-

rence! la ville de la fête éternelle. C'est la cité neutre où viennent s'ébattre toutes les intelligences vagabondes de l'Europe. Florence, c'est le musée ouvert à tous. Une fois dans ces nobles murs, vous êtes chez vous. Rien ne vous gêne, rien ne vous presse, pourquoi partir? Où donc aller pour être mieux? Où trouverez-vous plus d'esprit, plus de beauté, plus d'effusion, plus de bienveillance? Allons, battons des mains, et s'il se peut, ô mon cœur, contenez-vous. Patience, allons un peu, nous reconnaîtrons toutes choses, une à une. Certes, l'Arno arrose toujours les mêmes bords; certes, le Michel-Ange et le Benvenuto vont encore une fois venir au-devant de nous; certes, rien n'est changé ni dans le vieux palais, ni au palais Pitti, dignes demeures de ces grands marbres et de ces nobles toiles, l'honneur du génie des hommes dans tous les siècles. Hâtons-nous lentement, nous retrouverons en entier notre admiration et notre enthousiasme et notre bonheur d'il y a deux ans déjà. Et en effet, j'ai retrouvé Florence tout entière, peut-être même plus belle et plus sereine; car à coup sûr les arbres des Cascines sont plus touffus, les bronzes des places publiques sont plus durs, les marbres des musées ont gagné peut-être une vie nouvelle. Non certes, jamais le Michel-Ange n'a été plus grand, jamais le Titien n'a jeté un éclat plus vif, jamais la jeune femme adorée d'André del Sarto ne m'avait paru plus charmante; oui, vous voilà, toujours enveloppée dans votre beauté éternelle, vous qui êtes la Vénus pudique! Voilà l'Apollon debout encore sur son piédestal; à Paris, on le disait brisé par le Charles-Quint; le Charles-Quint et l'Apollon sont encore les deux gloires de la Tribune; la Vénus du Titien est restée transparente et calme comme au premier jour; la Vierge à la chaise et le Léon X sont encore aujourd'hui les plus excellens représentans du génie de Raphaël; à sa place ordinaire, le Salvator Rosa éclate et gronde. Les trois parques filent encore les destinées des mortels; cette fois, plus de soie et plus d'or dans ces fils sévères, le chanvre même de cette trame tissée par Michel-Ange est rude à la vue, rude au toucher. Sur les places publiques s'élèvent aussi haut que jamais les chevaux et les héros de Jean de Bologne. Savez-vous qu'ils ont découvert là-bas un nouveau portrait de Dante leur fondateur? Il était déjà bien beau comme le peintre l'avait rêvé. Comme aussi le cloître tant soit peu profane de *Santa-Maria-Novella* se parfume encore des plus suaves et des plus coquettes odeurs! Honneur et gloire à Florence! Elle est immuable, elle est immobile, elle se repose dans sa paix et dans son bonheur de chaque jour; elle a tant payé son tribut aux révolutions passées, qu'elle se sent à l'abri des

révolutions à venir. Vive la Florence de Dante, vive la Florence de l'Arioste, vive la Florence de Michel-Ange, et vive la Florence de Raphaël! Seulement, effacez la Florence des Gibelins et des Guelfes; elle ne veut plus vivre que pour les beaux arts, pour la sainte poésie, pour la grande sculpture, pour les toiles chargées de couleurs et de génie; puisque Savonarole est dans le bûcher, qu'il y reste; nous autres, le soir venu, à la douce clarté de la lampe, nous relirons, s'il vous plaît, les histoires amoureuses du *Décaméron*.

Quand j'arrivai à Florence, la ville entière était occupée d'une heureuse nouvelle. Deux enfans de son adoption, la princesse Mathilde Bonaparte de Montfort et le comte Demidoff venaient d'être fiancés le matin même; la joie était universelle. Cette Florence, qui a de la sympathie pour toutes les grandeurs, ce riant exil des rois sans trône et sans patrie, s'était éprise d'amour pour la jeune et belle fille de l'ancien roi de Westphalie. Elle l'avait reçue tout enfant dans ses bras; et lorsque l'enfant eut perdu sa noble mère, Florence l'avait adoptée comme sienne. Ainsi, la princesse Mathilde avait grandi dans tous les enchantemens, ou du moins dans toutes les consolations de l'Italie. Et maintenant, à dix-huit ans tout au plus qu'elle peut avoir, Mathilde de Montfort n'est pas seulement la plus belle princesse du monde, ce ne serait pas assez dire, elle est tout simplement la plus belle personne de l'Europe. Elle a le front, elle a le regard, elle a la démarche d'un Bonaparte; elle a les pieds, les mains, la taille, la grace parfaite, le teint charmant d'une Parisienne. Même quand elle n'est qu'une jeune fille ravissante et s'abandonnant au bonheur de l'heure présente, regardez-la, et vous trouverez quelque chose de l'aigle qui perce tout au travers de cette dix-huitième année innocente et naïve. Ajoutez qu'elle est la plus noble dame du monde. Par son oncle Napoléon Bonaparte (et comme il l'eût aimée, le vieux soldat! comme il eût abrité sa tête grisonnante à l'ombre de tous ces printemps chargés de roses!), la princesse Mathilde marche légèrement à la tête de la noblesse moderne; pas une origine nouvelle qui ne se rattache à son origine, pas un bâton de maréchal qui ne porte ses armoiries, pas un gentilhomme de l'épée qui n'ait été un des soldats de sa famille; en même temps elle appartient par sa mère à ce que la vieille noblesse a de plus antique et de plus auguste. Figurez-vous cette noble personne, ainsi chargée de cette double auréole, entrant tout d'un coup à Paris par l'arc de triomphe de l'Étoile! Elle cependant, elle n'a jamais songé à de si grandes destinées. Elle a été tout simplement une jeune fille; elle en a eu la modestie, la grace

décente, l'aimable réserve, le bon cœur; elle a arrangé ses espérances, non pas selon sa fortune passée, mais selon sa fortune présente; elle a modéré, par son exemple et par sa profonde soumission à la Providence, les inquiétudes d'un père qui ne peut pas oublier qu'il a été le frère de l'Empereur, et que lui-même il a été long-temps un roi obéi et écouté. Aussi, de toute cette grande famille d'illustres exilés, c'est cette enfant qui a porté le plus légèrement ce grand nom de Bonaparte. Elle a jeté sur tout cet exil je ne sais quel parfum d'innocence de jeunesse qui eût sauvé les Bonaparte de bien des erreurs, s'ils avaient voulu comprendre tout ce qu'il y avait de providentiel dans la résignation ingénue de leur belle parente. Et quand enfin, dans cette même Florence qui est sa seconde patrie, la princesse eut rencontré le jeune homme qui la devait aimer, sa destinée fut accomplie, elle rendit graces au ciel, qui lui donnait ainsi une grande position dans le monde sans que ce fût là une position politique; elle rendit graces au ciel, qui lui ouvrait les portes de la France, de cette France tant aimée, sans appeler à son aide les révolutions et les batailles; ainsi, satisfaite des chances heureuses du présent, elle laisse aux hommes de sa famille les chances de l'avenir. — Toute la ville de Florence a battu des mains à cet heureux mariage. Les deux jeunes fiancés ont paru dans la même loge au théâtre, où des fleurs ont été présentées à la princesse; et que de bonheur elle avait dans les yeux! C'est là, au reste, une des plus aimables coutumes de l'Italie, ces fiançailles qui précèdent le mariage. Cet amour à ciel et à terre ouverts est un touchant spectacle. Une fois fiancés, les jeunes gens vont ensemble, bras dessus bras dessous, suivis d'assez loin par les grands parens; ils peuvent se voir et s'entendre tout à l'aise. En France, au contraire, on vous montre d'abord les jeunes filles à marier tant qu'on peut vous les montrer; puis, à peine avez-vous l'intention de leur parler de mariage, aussitôt la jeune fille disparaît jusqu'au grand jour du serment solennel. Jusque-là, tout le monde peut la voir, excepté celui qui prétend à sa main, si bien que le malheureux en question fait, à vrai dire, la plus piteuse des figures. Parlez-moi, au contraire, des fiancés en Italie; ils arrangent leur vie à l'avance, ils disposent toutes choses pour leur bonheur à venir, ils apprennent à connaître leur caractère réciproque, ils ne cachent pas leur amour comme un crime, mais au contraire ils s'en glorifient comme de l'accomplissement d'un devoir. — J'ai eu l'honneur d'assister à ces fiançailles presque royales. A la maison de campagne du prince Jérôme Bonaparte, à Quarto, une aimable

maison autrefois habitée par M. Thiers, toute la ville s'est portée : les plus grands seigneurs, les plus belles dames, et les plus jeunes. Du haut de ces jardins suspendus sur la ville, l'œil enchanté parcourt Florence tout entière, ses jardins, ses dômes, ses campagnes, sa verdure éternelle, son beau ciel, ses sombres monumens, tout ce qui est resté sa poésie, tout ce qui a été son histoire. — De ces hauteurs, vous descendiez dans les beaux jardins de San-Donato du comte Demidoff. Depuis deux ans, les jeunes arbres sont devenus de vieux arbres, le palais s'est achevé et complété; déjà les vastes salles étaient toutes disposées pour la fête, déjà le statuaire et le peintre avaient accompli une grande partie de leur tâche; la maison se remplissait, comme par enchantement, des plus vieux meubles de la république florentine, ramassés çà et là dans les splendides débris du passé. La royale fiancée elle-même faisait déjà les honneurs de ces salons, de ce palais, de ces jardins, de cette table opulente où venaient s'asseoir les plus grands noms de l'Europe. Dans les bosquets, la musique militaire jouait toutes sortes de mélodies italiennes, sans oublier l'air de *Guillaume Tell: ô Mathilde!* Ah! certes, voilà comment il fait bon être un jeune amoureux! Voilà à quoi vous servent les palais, les marbres, les toiles peintes, les meubles somptueux, les eaux jaillissantes, les diamans, les perles, les chefs-d'œuvre de tout genre! et surtout voilà à quoi vous sert l'amour et la jeunesse! Ah! certes, dans un pareil bonheur on peut laisser toute l'Europe se diviser pour la question d'Orient. Et que vous importent toutes les questions de l'Europe, quand vous emportez de toute la vitesse de vos chevaux anglais, au milieu de la bénédiction des pauvres, des vers du poète, des *vivat* de toute l'Italie, à la barbe de tous les princes à marier sur cette terre, la plus belle, la plus jeune, la plus charmante, la plus noble jeune fille de l'univers?

Bien à regret, après quatre ou cinq jours de tous ces enchantemens, je quittai Florence; je la laissai au milieu de ses joies et de ses fêtes. La ville se préparait, pour le lendemain, à une course de chevaux, qui fut brillante et dans laquelle se distingua le beau cheval de M. de Lowemberg. — La sortie de Florence est austère et triste; vous jetez à chaque instant un dernier regard de regret sur cette ville encore endormie : adieu, lui dites-vous tout bas, adieu à ces amis de la patrie italienne toujours prêts à vous recevoir; adieu à ces jeunes femmes qui sont restées ou qui sont devenues des Florentines; adieu à ces grands noms si bien portés; adieu à ces musées de chaque maison qui vous sont ouverts la nuit et le jour; surtout

adieu à vous, mon bon et cher Orloff, homme de tant de verve et de tant d'esprit, la plus tendre et la plus franche hospitalité de Florence; adieu, adieu, je reviendrai l'an prochain, si Dieu le veut.

Personne ne va plus vite qu'un homme triste. Il n'a rien à voir en son chemin, rien ne l'intéresse, rien ne lui plaît; il en veut au cheval de poste d'aller si lentement. Hélas! il n'est pas seulement triste de n'être pas arrivé, il est malheureux d'être parti. Le même soir, nous étions à Bologne, et nous trouvions que la ville était sombre, que les monumens étaient grêles, que sa tour penchée était misérable. Rien n'allait bien dans la ville à notre sens. Notre premier soin, ç'a été de demander des nouvelles de Giacomo Rossini, qui s'est enseveli, on ne sait pourquoi, dans sa mauvaise humeur et dans Bologne. Singulier tombeau! et j'imagine qu'avec de bons yeux vous pourriez lire cette inscription funèbre sur la pierre tumulaire : *Robert-le-Diable par Meyerbeer.* — Quoi qu'il en soit, Rossini s'est réfugié dans cette ville; là il dépense dans le plus misérable des *far niente* les restes précieux de ce beau et fertile génie qui en fera à tout jamais l'une des gloires de l'Europe moderne. Là il vit obscurément, ou plutôt il meurt en détail, ne se doutant guère que le bon Dieu ne met pas au monde des hommes comme lui sans leur imposer pour condition le travail, l'amour de la gloire, l'obéissance à l'inspiration, la reconnaissance pour l'humanité tout entière, qui répète votre nom avec toutes sortes de louanges. Hélas! cette boutade de Rossini, cet exil volontaire, ce retranchement de la vie publique, Rossini a fini par les prendre au sérieux. Il s'est oublié lui-même dans ce désert. Il a renoncé au bruit, au mouvement, aux amitiés illustres; que dis-je? il a renoncé à la gloire. On le cherche en vain dans tout Bologne; vous diriez, quand vous demandez : où est-il? que vous demandez un homme mort depuis des siècles! Cet homme si riche, qu'il pourrait acheter sans trop se gêner deux ou trois des principautés souveraines de l'Italie, il a vendu par économie sa maison de Bologne, se réservant une petite place dans les combles, sous le toit, comme il faisait sous le toit du Théâtre-Italien. C'est là qu'il habite lorsqu'il vient à la ville pour acheter lui-même son poisson et ses légumes! Et pas un pauvre ne sait son nom! et pas une jeune cantatrice ne sait où le trouver quand elle a besoin d'un conseil! Et la France elle-même lui écrirait à genoux pour sauver son Opéra qui se meurt, pour lui demander une messe des morts pour son empereur qui revient, ou tout simplement une marche guerrière pour les batailles à venir, la France entière aurait beau affranchir sa lettre à Rossini, elle n'en recevrait

pas de réponse. Voilà donc comment elle est payée de tant d'adoration et du grand nom qu'elle a fait à ce grand artiste, et de la fortune qu'elle lui a donnée! Passez en revue toute l'histoire, relisez la biographie des poètes couronnés au Capitole, des généraux vainqueurs dans les champs de bataille; bien plus, faites-vous redire l'histoire des plus belles courtisanes de la Grèce et de l'Italie, quand la beauté était toute une croyance, et vous verrez que pas un de ces privilégiés de la poésie, de la bataille ou de l'amour, n'a été payé et adoré comme l'a été en France Rossini.

Nous faisons donc en sorte, nous qui l'avons vu dans sa gloire, de ne pas rencontrer le maître dans Bologne et dans son humiliation volontaire. On nous eût dit : venez par là, sous les arcades, vous allez le voir, que nous eussions passé de l'autre côté. Heureusement que cette ville du pape possède encore, pour accueillir dignement les étrangers, un hôte affable et bienveillant, dont la gloire va grandissant toujours, un habitant illustre, qui est venu se fixer dans cette ville pour lui donner un peu de mouvement et de vie; un être fêté en France autant que l'a été Rossini, et qui doit se souvenir de la France avec orgueil, car il a été logé en plein Louvre: un musicien enfin, un moins grand musicien que Rossini, il est vrai, mais dont l'inspiration ne s'est jamais arrêtée, dont l'enthousiasme sortira vainqueur de tous les nuages, divin génie à qui rien ne résiste, qui marche environné d'harmonieux concerts, qui subjugue toutes choses, qui renverse tous les obstacles, d'une beauté éternelle; cet hôte bienveillant, ce pouvoir souverain dans Bologne, ce génie que nul n'a jamais vainement invoqué, vous l'avez déjà nommé sans doute, c'est la sainte Cécile de Raphaël.

Comme aussi nous saluons les trois Carrache, nous respirons à la hâte cette odeur de poésie, de théologie et de médecine, nous parcourons ce cimetière tout neuf, tout disposé, et qui n'attend plus que des morts; nous grimpons dans certains greniers de la ville tout remplis de tableaux à vendre et que personne n'achète, tristes débris des galeries qui ne sont plus. Et quand nous avons pris congé encore une fois de la sainte Cécile, nous quittons Bologne, nous traversons le duché de Modène, où la révolution de juillet n'est pas reconnue; c'est bien le cas de s'écrier que l'exception prouve la règle. Nous passons la nuit à Parme, dans une auberge qui place un marbre noir sur sa porte, à chaque tête couronnée ou découronnée qui l'habite, même une heure. Pour le nombre des rois détrônés, en comptant la souveraine de Parme, l'hôtellerie des sept rois détrônés, à Venise,

l'hôtellerie de *Candide* ne saurait se comparer à l'hôtellerie de Parme. — Nous traversons le Pô dans un bateau mouvant, l'eau était sombre et grondeuse; nous saluons au loin le port et la plaine de Lodi; toute notre histoire d'Italie se montre à nous, un peu effacée par les bois, par la verdure, par cette immense culture qui la couvre de son riche manteau. Voici enfin Milan, la ville à la couronne de fer; ce n'est plus l'Italie tout-à-fait, c'est un je ne sais quoi d'italien et de français tout à la fois, très beau, très grand, et fort triste à voir. Là, tout se fait en silence, tout obéit, et même la fantaisie; le soldat allemand, le meilleur bon homme de la terre, devient morose et taquin en Italie. Ce beau soleil lui porte sur les nerfs, cette vivace population l'attriste, toute cette joie l'afflige; il monte la garde devant des idées, devant des espérances, devant l'avenir. Or, le moyen de se plaire à son *qui vive?* quand on s'entend répondre : — qui vive? — c'est la liberté! — qui vive? — c'est l'espérance! — qui vive? — c'est l'Italie! — qui vive? — c'est l'avenir, qui marche et emporte toutes choses. Belle et sainte Italie! comme on l'aime quand on la voit heureuse! Comme on l'aime, quand on la voit souffrante! Qu'elle est vive dans sa joie! qu'elle est grande dans sa douleur, et comme un peu de liberté lui va bien!

A Milan, nous courbons la tête; on nous demande qui nous sommes; nous disons tout bas notre profession d'écrivain dont nous sommes si fier; et quand la police nous vient demander : — Quand partez-vous? — nous répondons, en relevant la tête : Tout de suite, tout de suite, rien que le temps de monter sur le dôme à travers toute cette armée de marbre qui se tait encore, mais qui entonnera quelque jour l'*Hosanna in excelsis* de la liberté italienne. Ce dôme peuplé de tous les caprices des siècles chrétiens, de toutes les croyances des siècles politiques; ce dôme dont la statue de l'empereur Napoléon n'est pas descendue, même quand elle descendait de la colonne; ce dôme, c'est toute une histoire à écrire, que dis-je, c'est tout un poème; mais laissons ce noble poème se dénouer convenablement dans les régions de l'infini. — Ainsi, encore une fois nous voilà partis. En vain Venise nous réclame et nous appelle de sa voix stridente sous le masque. — Nous irons te saluer dans ta misère un autre jour, ô Venise! — Nous quittons Milan le même soir, non sans nous raconter toutes les beautés du *Mariage de la Vierge*, ce grand drame de Raphaël, non sans visiter le Léonard de Vinci de la bibliothèque, non sans nous arrêter à cet arc de triomphe du Simplon, qui s'appelle l'*Arc de la Paix*. A la bonne heure! élevez des arcs de triomphe à la

paix. C'est elle qui a sauvé l'Europe. C'est elle qui a protégé, relevé, ranimé, défendu, éclairé toutes ces ruines. C'est elle qui a remis en honneur tous ces chefs-d'œuvre. Elle a tracé ces grands chemins élevés par la guerre et détruits par elle. Elle a aplani les montagnes, comblé les vallées, taillé les marbres; elle seule peut tout faire, elle sera quelque jour la liberté; elle est la paix aujourd'hui. Élevez des arcs de triomphe à la paix! — Nous sommes à Turin en deux jours; Nice n'est pas loin, mais elle n'est plus sur notre route; hélas! elle est tout proche, qui nous jette à l'ame son souffle embaumé. Ce jour-là, toute la ville de Turin était en rumeur; pas une chambre n'était vacante dans les auberges; ainsi le voulait le congrès scientifique. Messieurs les savans patentés du roi de Sardaigne s'étaient réunis, non pas pour voir l'Italie, non pas pour s'abandonner à cette facile et transparente oisiveté de la poésie et des beaux arts, mais le dirai-je? pour parler, chacun de son côté, de la science; celui-ci de la géologie, celui-là de l'étoile qu'il a retrouvée, cet autre d'une plante rapportée d'Amérique, cet autre enfin de quelques vieux livres tout poudreux arrachés à la pourriture. Les insensés et les ingrats! comme s'il y avait dans le monde une autre terre que la terre de l'Italie, d'autres étoiles et d'autres soleils que les étoiles et le soleil de l'Italie! comme s'il y avait quelque part des fleurs plus belles et une autre poésie divine dans les livres! Des savans en Italie! des géologues, des astronomes, des pédans! quelle misère! Des gens qui se réunissent pour discuter quand ils pourraient tout voir et tout entendre et tout admirer sans rien dire! les malheureux!

Cette fois en quittant Turin, dites adieu à l'Italie. Vous allez passer bientôt de cette affable et enivrante nature dans une nature austère et quelquefois terrible. Encore quelques pas, et vous touchez aux neiges et aux glaces du Mont-Cenis; encore quelques pas, et tout va disparaître, même les dernières et pâles violettes dans le gazon attristé. Jamais transition ne fut plus brusque. Vous arrivez à Suze le soir, l'arrivée est triste. Vous frappez à la porte de l'auberge, la porte s'ouvre à regret, l'auberge est maussade, son vin est amer, son hospitalité est silencieuse, son lit est froid. La nuit, votre sommeil est inquiet, vous entendez toutes sortes de bruits étranges. Je le crois bien; ce ne sont déjà plus les bruits de l'Italie. Le jour venu, vous voyez tomber sur vous un pâle rayon de soleil, tout blême et tout grelottant, enveloppé dans son manteau de neige. Pour la première fois, vous aussi, vous vous mettez à grelotter. Malgré vous, votre regard attristé se reporte en arrière, et vous voilà poussant un grand soupi

de regret en vous rappelant les arts, la poésie, la beauté, l'amour, les palais, les chansons et le soleil de là-bas. — Quoi donc! moi qui reviens de Nice et de Gênes, de Lucques et de Florence, moi qui étais naguère Toscan et Lombard, il faut que je gravisse ces rudes sommets! Voilà donc là-haut les neiges et la froidure qui m'attendent! Cependant on prend son manteau, et l'on se met péniblement à gravir ces roches pénibles. Quels rochers! Certes, ceux-là ne vont point s'aplanissant sous vos pas comme la rivière d'Orient ou de Gênes; mais plus vous marchez, et plus ils se dressent devant vous, mystérieux, sombres, silencieux. Nous étions encore loin de l'hiver, il est vrai, mais nous parcourions les domaines de l'hiver. Dans ces montagnes, tout appartient à l'hiver, même la fleur dans l'herbe, même le fruit sur l'arbre, même le flot dans le lac. La fleur est pâle et mourante, le fruit est vert, l'eau du lac est glacée. La glace est si près de nous, la neige est si proche! La glace et la neige se sont éloignées de quelques pas à peine, et au premier signal de leur maître et seigneur, l'hiver, elles vont recouvrir toutes choses, maisons, vergers, fondrières; la vie s'arrêtera tout d'un coup, tout d'un coup la vallée sera comblée, et vous n'aurez plus qu'une masse de glace sans mouvement, sans bruit, sans couleur. O l'Italie! ô le soleil! ô la couleur! ô l'Arioste! ô Raphaël! ô la Fornarina divine! Ainsi, vous marchez tout le jour comme marchent les ombres dans Virgile. Le cheval ne hennit plus, le chien n'aboie plus, l'homme ne pense plus, on marche et voilà tout. Seulement, car le bon Dieu est si bon, de temps à autre, à l'abri de la montagne, dans le coin le plus câlin du côteau, vous rencontrez encore un petit jardin presque verdoyant, un buisson chargé de ses baies éclatantes, une poule qui se chauffe au soleil, et sur le toit de la chaumière, à côté de la transparente fumée, un coq qui chante ses triomphes, dont il est étonné lui-même. En même temps, du haut de la montagne, descendent à pas lents d'immenses troupeaux de bœufs, des moutons bêlans, des chèvres capricieuses, des bergers joufflus; les uns et les autres, ils ont vécu pendant six mois là-haut, tout là-haut, au-dessus des glaces et des neiges, dans une herbe épaisse, dans une rosée bienfaisante, sur les bords d'un lac nourricier, heureux, libres et riches comme on ne l'est pas. Mais en même temps que l'hiver descendait ici, l'hiver remontait là-haut; l'hiver a chassé de leurs pâturages et de leur toit de chaume ces troupeaux et ces bergers; aussi faut-il voir l'étonnement et la terreur des jeunes taureaux et des génisses nés près du soleil, sous les doux abris du printemps, et tout d'un coup se trouvant transportés dans

ces sentiers difficiles, au bruit des torrens et des avalanches. — Rude journée, cette journée consacrée à franchir la montagne; mais prenez patience, demain, pas plus tard, je vous conduis dans un beau petit endroit où le soleil est chaud, où l'air est tiède comme l'eau, où de vieux arbres se balancent doucement sur la mousse épaisse. Nous sommes à Aix en Savoie, en effet; le charmant village est encore tout habité par les baigneurs, la cavalcade matinale est partie, chaque sentier est rempli de cris de joie, le lac transparent est chargé de ses légères barques. Au sommet de la montagne, les anciens maîtres de la Savoie ont choisi leur sépulture. Ce lac du Bourget est une œuvre inspiratrice. Il réflète de la façon la plus calme toute cette belle nature; assis sur ses bords, je résumais de mon mieux tout ce voyage, et je me disais, au souvenir de ces honnêtes enchantemens. — Est-ce bien possible, ô mon Dieu, que je sois si heureux? Est-ce bien moi qui me trouve encore tant de bonnes passions dans le cœur, moi qui viens de voir tant de chefs-d'œuvre, qui ai traversé tant d'avenues et de paysages, moi qui ai foulé tant de nobles ruines? Le moi d'hier dans les neiges, est-ce donc le moi d'aujourd'hui sur ce beau lac?

Que vous dirai-je? Voici Genève et son lac, et ses montagnes; nous saluons le Jean-Jacques Rousseau de Pradier, dans son île de verdure. La statue est belle et grande, elle est admirablement placée; elle a donné une grande popularité à l'artiste des mains duquel elle est sortie. De Jean-Jacques Rousseau, nous allons à Voltaire; mais Voltaire n'a pas de statue à Ferney, la statue de Voltaire est placée sous le vestibule du Théâtre-Français, où elle manque d'air. Ferney! quelle ruine sans grandeur, sans majesté! quelle misère! Dans ce dernier séjour du plus grand esprit qui ait agité et réveillé le monde, il n'y a rien qui parle ni à l'ame ni aux regards; figurez-vous une ferme mal tenue, la maison est de la plus chétive apparence. La fameuse chapelle élevée à Dieu par Voltaire: *Deo erexit Voltarius*, est une grange, ou, pour dire plus vrai, un chenil. Vous pénétrez dans un rez-de-chaussée humide et sale; une servante assez éveillée pour l'endroit vous montre, en se moquant de vous, un mauvais tableau représentant *l'Apothéose de Voltaire*. Ce tableau avait été commandé par Voltaire lui-même à quelque barbouilleur du hasard; mais si l'exécution est exécrable, la pensée n'est pas modeste: Voltaire est conduit au temple de l'immortalité par *Zaïre*, *Alzire*, *Mahomet*, *Mérope*, *la Henriade*, par *la Pucelle d'Orléans* elle-même, qui certes y met de la complaisance; chemin faisant, le héros foule ses ennemis sous ses pieds, Fréron, Nonotte, Patouillet. — La chambre à cou-

cher est digne du salon, un lit où je ne ferais pas coucher ma jolie chienne, une tapisserie de *Catherine-le-Grand*, qui devait être un *mauvaise brodeur;* des magots médiocres, dont nos marchands de curiosité ne voudraient pas pour vingt-quatre sous; un grand tuyau en terre cuite représentant, dit-on, un tombeau vide, et, pour compléter ce triste ensemble, un registre de visiteurs, mais un registre si bête, que ce serait à faire sortir Voltaire de son tombeau, si on ne s'était pas avisé de l'enterrer au Panthéon. — Messieurs, nous dit la soubrette, vous n'écrivez rien sur notre livre? — Eh! qu'en voulez-vous faire? lui dis-je, vous avez assez de quoi lire, Dieu merci. — C'est que, messieurs, ajouta l'égrillarde fille, ma jeune maîtresse est là-haut qui voudrait bien savoir quelles bêtises vous écrirez.

Tenez, madame, cette promenade à Ferney m'a convaincu que la gloire, comme tout le reste, a besoin d'être parée. Voltaire, de son vivant, vaniteux grand seigneur comme il était, pouvait bien se contenter de ces colifichets méprisables; mais Voltaire mort est logé trop à l'étroit dans ces quatre mauvais murs. Ceci me rappelle un mot innocent de Mme Hamelin, cette femme dont l'esprit était redouté même de l'empereur Napoléon, qui n'avait peur que de l'esprit. J'étais un jour à côté d'elle au théâtre, et je lui montrais, tout en face de nous, une des plus grandes renommées féminines de ce siècle. Mme Hamelin regarda la dame avec cette attention maligne qu'elle prête à toutes choses, après quoi elle me dit sérieusement : — Savez-vous ce que cela prouve? Cela prouve qu'il n'y a pas une seule femme à qui il soit permis de porter un chapeau fané?

Trois jours après, à sept heures du soir, deux hommes descendaient de voiture sur le boulevart des Italiens, au plus éclatant moment de la soirée, à l'instant où tout l'esprit, tout l'argent et tout le vice de Paris s'agitent sur le boulevart. — Que s'est-il passé en notre absence? demandaient les deux voyageurs. Nous venons de Genève en passant par Florence. A quoi il leur fut répondu : — Que n'êtes-vous allés à Naples pour y rester? Nous avons eu ici un terrible tremblement de terre qui dure encore; vous auriez été plus en sûreté sur le Vésuve.

Ne trouvez-vous pas, madame, que ceux-là en parlent bien à leur aise? Le tremblement de terre! Mais la terre tremble-t-elle jamais quand on a tous ceux qu'on aime auprès de soi?

JULES JANIN.

PLATON

ŒUVRES COMPLÈTES, TRADUITES PAR M. V. COUSIN.

Platon est le véritable roi de la philosophie grecque. Aristote, qui a mené si loin toutes les sciences humaines connues de son temps, n'appartient pas à la Grèce par des liens aussi étroits. Le siècle de Périclès semble vivre tout entier dans les dialogues; cette gravité et cette profondeur de vues, mêlées de quelque subtilité, mais qu'un grand bon sens accompagne toujours; ce style simple et familier, toujours plein de grace et de charme, qui s'élève au besoin, égale, s'il le faut, la verve comique d'Aristophane, ou dépasse en sublimité le génie des plus grands poètes; et, par-dessus tout, dans les pensées, dans le style, ce sentiment exquis de l'harmonie et de la mesure, ces deux divinités de l'art grec, n'est-ce pas là en effet tout le siècle de Périclès, comme nous le connaissons par ses monumens et par l'histoire? Un des caractères de ce livre, c'est, en même temps qu'il éclaire l'esprit, de s'adresser au cœur, et de faire aimer la doctrine qu'il contient, et le philosophe même qui l'a écrit. A travers ces grandes pensées, au milieu de ces traits de génie semés à profusion dans les dialogues, on découvre un si haut caractère moral, une

conviction si sincère et si noble, que le résultat de cette étude n'est pas seulement d'agrandir l'intelligence, mais de pacifier l'ame et de lui apprendre à aimer, comme Platon, tout ce qui est beau, simple et vrai: Aristote, tout grand qu'il est, n'est accessible qu'aux savans et n'intéresse qu'eux; Platon est ouvert à tout le monde, non pas que tout le monde le comprenne; mais il n'est personne qui ne sente qu'il faut l'aimer et le suivre, et cela suffit. C'est à la vérité l'œuvre d'un érudit et d'un philosophe que de traduire Aristote; mais traduire Platon, c'est rendre service à la fois à la philosophie, aux lettres et à la morale.

Il serait difficile de faire le catalogue des commentaires dont Platon a été l'objet. Depuis Crantor, qui florissait trois siècles avant J.-C., la série des commentateurs ne présente guère de lacunes, et elle dure encore. Les traductions sont plus rares, sans doute parce qu'elles sont plus difficiles (1). En France, par exemple, on a commencé de bonne heure à traduire Platon, et cependant non-seulement la traduction de M. Cousin est la première traduction complète que nous ayons, mais plus de vingt dialogues paraissent en français pour la première fois, et parmi eux quelques-uns des plus importans. Le plus souvent on se bornait à publier deux ou trois dialogues. Un des plus anciens traducteurs, Étienne Dolet, *natif d'Orléans*, a publié en 1544 « deux dialogues de Platon, philosophe divin et supernaturel; savoir : l'ung intitulé *Axiochus*, qui est des misères de la vie humaine et de l'immortalité de l'âme, et par conséquent du mépris de la mort; *item* ung aultre intitulé *Hipparchus*, qui est de la convoitise de l'homme touchant la lucrative. » A peu près vers le même temps, en 1579, Blaise de Vigenère publia trois dialogues sur l'amitié : le *Lysis* de Platon, le *Lælius* de Cicéron, et le *Toxaris* de Lucian. L'auteur compare ces trois dialogues aux trois ordres d'architecture, et le *Lysis* lui semble analogue à l'ordre dorique; il se félicite, en faisant cette comparaison, de ne pas sortir du *ternaire*, « si propre et convenant à la divine essence, source et fontaine inépuisable de la vraie charité

(1) La Bibliothèque du Vatican possède une traduction de *la République* en hébreu; on prétend aussi qu'une traduction complète a été faite en langue persane, par les ordres du roi Chosroès. Nous avons les trois traductions latines de Marsile Ficin, Cornarius et Jean de Serres, auxquelles il faut ajouter maintenant celle de Ast; en italien, les œuvres complètes, par Dardi Bembo, à Venise 1601, et les dialogues seulement, en 1554, par Sébastiani Erici; en anglais, la traduction des dialogues, publiée à Londres en 1701 et 1749; en allemand, l'ouvrage de Schleiermacher, que la mort du grand écrivain a laissé inachevé.

et amour. » Une publication non moins curieuse est celle qui parut en 1582 sous ce titre : *Le Criton* de Platon, ou de ce qu'on doit faire; translaté du grec en français, par Jean Le Masle, Angevin, avec la vie de Platon, mise en vers français par ledit Le Masle. Mais de tous ces contemporains de Montaigne et d'Amyot, le plus célèbre et le plus habile est Loys Leroy, dit Régius, qui mourut en 1581. Nous avons de lui le *Phédon, le Banquet,* dédiés à la reine-dauphine, c'est-à-dire à Marie Stuart, le *Timée,* qu'il présenta au célèbre cardinal de Lorraine, et cette traduction de ce grand ouvrage était jusqu'ici la seule que nous possédions; enfin *la République* de Platon, « œuvre non encore mise en français, dit l'éditeur, et fort nécessaire et profitable tant aux rois, gouverneurs et magistrats, qu'à toutes autres sortes d'états et qualités de personnes. » M. Cousin, séduit, je pense, par cette langue naïve et attrayante du XVIe siècle, accorde de grands éloges aux traductions de Régius: il faut constater au moins qu'elles sont fort inexactes, et que le commentaire dont il a, suivant son expression, *enrichi* le texte du *Timée,* n'est qu'une analyse médiocre de Chalcidius, intercalée sans façon dans le texte même, ce qui produit un mélange assez bizarre.

De tous les dialogues de Platon, *le Banquet* est un de ceux qu'on a le plus souvent traduit en français. Je n'ai rien à dire de la traduction de l'abbé Geoffroi, mais il en existe une que le nom de ses auteurs a rendue célèbre: celle qui a été faite par la sœur de Mme de Montespan et par Racine. Le choix du *Banquet* est étrange pour une abbesse de Fontevrault; mais la virginité de l'ame et du corps a ses dons, et sans doute Mme de Fontevrault n'a vu dans tout cela que l'amour de Dieu. Elle était de cette famille des Rochechouart, dont les femmes, au dire de Saint-Simon, avaient tant d'esprit et de distinction, avec un tour si particulier dans le langage et dans les manières. Sa traduction faite, elle la donna à Racine pour la revoir : Racine aima mieux la recommencer que de la corriger; mais cette corvée, comme il l'appelle, ne tarda pas à lasser sa patience, et il s'arrêta au discours du médecin. Il écrivait à Boileau : « Il faut convenir que le style de Mme de Fontevrault est admirable; il a une douceur que nous autres hommes ne pouvons atteindre; et si j'avais continué à refondre son ouvrage, vraisemblablement je l'aurais gâté. Elle a traduit, ajoute-t-il, le discours d'Alcibiade, par où finit *le Banquet* de Platon; elle l'a rectifié, je l'avoue, par un choix d'expressions fines et délicates qui sauvent en partie la grossièreté des idées. Mais avec tout cela, je crois que le mieux est de le supprimer; outre qu'il est

scandaleux, il est inutile. » L'ouvrage fut publié en 1732 sous ce titre : *le Banquet* de Platon, traduit pour un tiers par feu M. Racine, et le reste par M[me] ***. Il est bon d'ajouter que l'abbesse ne savait pas le grec et n'avait lu que Marsile Ficin.

Nous rendrons justice à la prose élégante de l'abbé Arnaud, qui a donné une version de l'*Ion*, et qui, malgré l'admiration fort suspecte de Garat et de Suard, savait mieux le français que le grec. Sallier qui nous a donné le *Criton*, Maucroix qui a cru traduire l'*Euthydème*, l'*Euthyphron* et l'*Hippias*, Fortia d'Urban qui s'est occupé de l'*Hipparque* à peu près avec le même succès; Thurot, Millin, Roget, dont nous avons quelques essais, ou n'ont traduit que des dialogues peu importans, ou les ont traduits de telle sorte que leur travail ne présente aucun intérêt (1).

M. Cousin a eu sous les yeux la plupart de ces traductions, et n'en a pu tirer sans doute qu'un bien faible secours. S'est-il servi plus utilement de Dacier? Dacier n'entendait rien à la philosophie ni à la langue française, mais il savait parfaitement le grec. Il nous a laissé la traduction de plusieurs dialogues avec des abrégés, des argumens, une vie de Platon et une notice sur sa doctrine. Mais le traducteur qui a été le plus utile à M. Cousin, un traducteur important et sérieux, c'est Grou; Grou a traduit avec élégance et fidélité *la République, les Lois* et quelques autres ouvrages de Platon. M. Cousin a profité, comme de raison, de ces excellens travaux, et, comme de raison aussi, en homme qui ne peut être jaloux de personne, il a averti de ces emprunts avec une loyauté parfaite; il dit dans les notes du septième volume : « J'ai pris pour base de ma traduction (des *Lois*) celle de Grou, comme un témoignage de ma sincère estime pour un écrivain bien supérieur à sa réputation. » Il restait encore, après Grou, quatorze dialogues qui n'avaient point été traduits, sans compter les sept petits dialogues, que l'on a appelés bâtards, parce qu'ils sont évidemment indignes de Platon, et les *Lettres*. Une traduction des *Lettres*, par l'abbé Papin, publiée par Dugour en 1797, est un ouvrage absolument nul sous tous les rapports, et dont on ne doit tenir aucun compte. Il parut aussi, en 1809, un *Essai Historique* sur Platon, par Combes-Dounous, qui annonce dans sa préface qu'il se dispose à publier les vingt-un dia-

(1) Notre savant universel, M. Le Clerc, qui a publié des *Pensées de Platon*, s'est malheureusement borné à ces excellens extraits, et nous n'avons de lui aucun dialogue.

logues qui n'avaient pas encore été traduits. Je ne sais pas s'il a réalisé cette promesse; j'en doute fort, et j'avoue qu'après avoir parcouru son livre, je m'inquiète fort peu de le savoir. A mes yeux, malgré tout ce que Combes-Dounous a pu faire, ces dialogues n'ont jamais été traduits dans notre langue.

Toutes ces traductions partielles, dont quelques-unes sont estimables, ne pouvaient donner qu'une idée bien incomplète de la philosophie platonicienne. Il faut excepter les nombreuses traductions de Grou, et cependant, parmi les dialogues qu'il a négligés, il s'en trouve quelques-uns dont la connaissance est indispensable, si l'on veut connaître véritablement Platon. A coup sûr, on peut voir clair dans la philosophie platonicienne sans connaître l'*Erixias*, le *Sisyphe*, le *Démodocus*, et tous ces petits dialogues sur le juste, sur la vertu, qui très certainement ne sont pas de Platon, et sont à peine dignes de figurer dans la collection de ses œuvres; mais M. Cousin a poussé le scrupule jusqu'à traduire les ouvrages les plus insignifians, pour peu qu'ils aient été, même à tort, attribués quelquefois à Platon. On en peut dire autant de quelques dialogues, traduits aussi pour la première fois en français, et qui ont plus de valeur que les précédens; ainsi, ce dialogue si plein de grace, le *Charmide*, dans lequel on ne rencontre pas une seule discussion vraiment philosophique; le *Cratyle*, qui ne renferme guère que des étymologies, et dont la traduction, hérissée de difficultés, présente nécessairement à l'esprit quelque chose de bizarre et d'incohérent, puisqu'il faut toujours prononcer un mot grec, pour donner un sens à la phrase française; enfin, *le Politique,* où se trouve, au milieu d'une foule de distinctions sans intérêt, cette célèbre définition de l'homme, un animal à deux pieds et sans plumes, dont Diogène triomphait d'une manière si burlesque, quand il jetait un coq plumé dans l'Académie, en s'écriant: Voilà l'homme de Platon. Diogène avait tort. En donnant cette définition dans *le Politique*, Platon ne songe pas à définir l'homme, mais à donner un exemple de distinction, et il en donne un qui devient ridicule, séparé de ce qui le précède. Si l'on rapprochait la véritable définition de l'homme, telle que Platon l'aurait donnée, de celle qu'aurait pu faire un cynique, on verrait de quel côté se trouvait la vérité dans toute sa noblesse, et de quel côté l'erreur la plus misérable et la plus dégradante. *Le Politique*, malgré le mythe sublime qu'il contient, n'est au fond qu'un dialogue très secondaire. Mais *le Sophiste* et le *Parménide*, où Platon aborde les questions métaphysiques les plus profondes, sont d'une telle importance que, sans

leur secours, ni la nature de l'être dans le système de Platon, ni la théorie même des idées, ne peuvent être parfaitement comprises. Les alexandrins disaient que, si l'on sauvait le *Timée* et le *Parménide*, on pouvait, après cela, perdre Platon tout entier. Je suis tenté de compter aussi le *Timée* au nombre des dialogues que M. Cousin nous a donnés le premier. La traduction de Loys Leroy, inachevée et remplie de contresens, ne pouvait être d'aucun secours pour l'intelligence du texte. Et quel livre que le *Timée!* c'est d'abord une cosmogonie; Dieu agitant, par sa toute-puissance, la masse désordonnée du chaos, faisant prendre forme à la matière, la soumettant à des lois sages et régulières, et peuplant la voûte du ciel de ces brillantes divinités qui mesurent les temps, et nous dispensent la chaleur et la lumière. Puis, quand le monde plein d'harmonie a commencé à obéir à la main de Dieu, à vivre et à se mouvoir selon ses lois, Dieu donne ses ordres immortels, fixe la destinée des hommes, et rentre dans son repos accoutumé. Alors Platon entreprend la description de l'homme et du monde; il décrit l'homme moral, comme dans le *Phèdre*, comme dans *la République*, d'après ses théories philosophiques, et d'après les connaissances adoptées de son temps, le corps de l'homme et ses fonctions animales, les plantes et leurs propriétés, la composition et la décomposition des corps physiques, l'ordre et la marche des planètes, ou ce qu'il appelle, dans son langage poétique, les chœurs de danse des dieux immortels. C'est une vaste encyclopédie des connaissances humaines au temps de Platon; c'est, dans un même livre, l'histoire et la description de l'univers; le *Timée* est peut-être, avec *la République*, l'ouvrage le plus accompli de Platon. L'antiquité ne nous a rien laissé de plus grand.

Maintenant que, grace à M. Cousin, nous avons dans notre langue non-seulement les dialogues, mais le testament, les épigrammes, tout ce que Platon a jamais écrit, on peut embrasser son œuvre tout entière et en saisir l'unité, cette unité qui en fait la vie, et sans laquelle on ne saurait voir dans les dialogues que des vues philosophiques privées de lien et de centre commun, un scepticisme plutôt qu'un système de croyances, une œuvre toute négative. La forme du dialogue adoptée par Platon, le caractère de cette méthode dialectique, qui ne marche à la découverte et à l'établissement d'une vérité que par la destruction de l'erreur, ce mépris et ce dédain des phénomènes et de tout ce qui est contingent, mépris qu'au premier abord on est tenté de prendre pour un dédain absolu de toutes choses; la variété même des sujets traités dans les divers dialogues :

tout cela peut arrêter les esprits et les empêcher d'aller jusqu'au fond de la doctrine platonicienne. Combien n'ont vu dans Platon qu'un sceptique aimable, ayant trop de bon sens pour s'abandonner dans la pratique à un scepticisme absolu, mais indifférent sur tous les systèmes philosophiques et ne les exposant que pour les combattre ou pour les détruire l'un par l'autre! Platon, compris de la sorte, n'est plus qu'un poète et un écrivain, et, j'ose le dire, il n'est plus alors le poète et l'écrivain que nous connaissons. Non, Platon n'est pas un de ces demi-sceptiques comme il en sortit plus tard de son école, doutant un peu de tout et ne réservant que la pratique avec la prudente et unique maxime de ces philosophies sans caractère, *rien de trop*. Platon est un homme de convictions profondes, ardentes, inébranlables, dont l'ame, élevée au-dessus de la terre, contemple sans cesse et sans relâche l'objet de son amour et de sa foi. C'est là qu'il puise de la force pour se donner le triste spectacle des contradictions humaines, pour amonceler autour de lui toutes ces ruines. C'est parce qu'il croit, et qu'il croit du fond du cœur, qu'il trouve tant d'ironie quand il se détourne de l'objet de sa croyance et jette les yeux sur ces ténèbres que tant d'hommes appellent lumière. Le monde des phénomènes, avec ses changemens sans fin, cette variété, cette multiplicité au milieu de laquelle on ne peut le saisir ni l'apercevoir, ces choses qui passent comme un torrent et ne reviennent plus, aliment des esprits vulgaires à qui cette nourriture convient parce qu'elle leur est analogue, et qu'ils passeront comme elle sans laisser de trace; qu'est-ce que tout cela aux yeux de Platon, dont l'esprit sent son immortalité et veut se nourrir de science et de vérité sans mélange? La science de ce qui passe périt avec son objet. La science dont le besoin presse les ames philosophiques, c'est la science de ce qui est éternel, la science véritable. Quand Platon repousse du pied cette terre, ce n'est pas pour se jeter dans le néant, dont il a horreur; c'est pour s'élever sur les ailes de l'amour à la connaissance du vrai. A l'aspect de ces vaines ombres, l'esprit, par une lumière intérieure que Platon appelle un souvenir, retrouve au fond de soi la conception du modèle dont elles sont l'image affaiblie. Cette réminiscence d'une autre vie, où la vérité nous apparaissait sans voile, le monde sensible l'éveille au dedans de nous, et désormais nous devons oublier le monde des sens et le laisser à son néant pour ne plus songer qu'à cet autre monde supérieur aux sens et au mouvement, monde des idées, toujours le même, toujours

plein de vérité, de proportion et de beauté. Les idées n'existent pas à cause du monde, mais le monde à cause des idées qui sont ses lois. Est-ce la loi qui dépend du phénomène et qui en résulte? Si la série des phénomènes est suspendue, la loi demeure pour régler encore après des siècles le premier phénomène qui va naître. Où est la vérité? où est l'erreur? Faut-il dire que la science doit se traîner sur les phénomènes, ou qu'elle doit s'élever au général, à l'universel, à la loi? Voilà ce monde chimérique de Platon, cette conception creuse d'un rêveur qui ne résistera pas à la puissante analyse des esprits positifs. Chimère en effet sur laquelle tant de grands esprits ont vécu pour la soutenir ou pour la combattre, qui a occupé des conciles, allumé des bûchers, divisé des congrégations savantes et vécu quelque vingt siècles dans l'histoire, toujours discutée et pendante encore aujourd'hui. Grace à Dieu, quelle que soit la misère de l'esprit humain, l'histoire d'une pure erreur n'est jamais si longue. Mais enfin ce monde des idées sera divers et multiple comme le monde des sens, si ces lois ne sont pas les applications uniformes d'une loi unique, si ces unités génériques ne viennent pas se rapporter à une unité absolue, qui est à la fois l'être absolu, la perfection absolue, le dernier idéal que puisse concevoir la pensée, le beau, le bien, le vrai dans leur essence. Le dernier terme de la dialectique, c'est Dieu; un Dieu providence, père et architecte du monde. Il a formé ce monde et tous les êtres qu'il contient; il leur a donné la vie et l'ordre qui est la condition de la vie; il gouverne son œuvre suivant les lois les plus sages. Attentif à tout ce qui existe, heureux du spectacle de l'harmonie qu'il a produite, la plénitude de sa puissance écarte de lui toute fatigue. Il vit heureux dans l'éternité pendant qu'au-dessous de lui le monde se meut dans le temps· le temps, dit Platon, image mobile de l'immobile éternité.

Lactance s'écrie, dans ses *Institutions divines,* que Platon a soupçonné Dieu et ne l'a pas connu; Lactance a raison, s'il étend cette condamnation à toute intelligence humaine. Hélas! savoir que Dieu existe et qu'il est parfait, c'est véritablement tout ce que peut notre faiblesse, et cela suffit pour un amour et une adoration sans bornes; mais comment rassasier cette insatiable curiosité de l'homme? Qui ne connaît ce bel apologue d'un évêque qui se promène au bord de la mer en rêvant à la nature de Dieu, et qui rencontre un enfant qui veut épuiser la mer avec une coquille de noix? Murillo en a fait une de ses plus belles pages. C'est une triste et humiliante vérité pour notre

orgueil. Du moins Platon a-t-il été aussi loin que peut aller la raison humaine; et Lactance ni personne ne saurait le nier, en présence du *Timée* et du dixième livre de *la République.*

L'œuvre de Platon, dans son unité, est double. Après qu'il est remonté du monde à Dieu, il descend de Dieu à l'homme. C'est du monde des idées qu'il rapporte sa morale et sa politique. Il n'y a de vrai et de beau que l'unité absolue, qui est Dieu; au-dessous de Dieu, si quelque chose a de la beauté et de la vérité, c'est que Dieu lui a donné la proportion et l'harmonie, image de l'unité dans le multiple. Dieu est un, d'une unité absolue; le monde est un, parce qu'il conspire à un but unique et obéit à des lois analogues, ou plutôt à une seule loi, qui ne paraît différer que quand, pour sauver l'harmonie elle-même, elle se proportionne à la nature et aux conditions de son objet. Tout ce qui sort de l'ordre et de l'unité est inutile au monde et tombe dans le néant; tout ce qui concourt à l'ordre se rattache à l'être et à la vérité. Voilà toute la morale, avec son double précepte; au dedans, gouverner avec une exacte harmonie les différentes puissances de notre être; au dehors, prendre la place précise qui nous convient et faire librement, par la permission de Dieu, ce que sa puissance impose aux êtres dont les actions ne sont pas libres. C'est là tout le secret de *la République* de Platon : ramener la société humaine à l'unité la plus complète. Ce n'est pas, comme on l'a cru, une vaine et puérile hypothèse, un jeu brillant de l'imagination; quoique Platon déclare lui-même que sa *République* est impossible, elle a pourtant un but philosophique, en harmonie avec le reste de son œuvre; il y pose et y développe son principe dans toute sa rigueur, afin de l'entourer d'une lumière parfaite, et quand plus tard il veut descendre à la pratique, quand il compose *les Lois,* malgré les différences de ces deux ouvrages, il ne fait autre chose qu'appliquer au monde réel le même principe, et il l'applique rigoureusement, à la lettre; c'est le même esprit, l'esprit de la théorie des idées, l'unité, l'harmonie; le système de Platon est comme son univers; il n'y a pas deux principes, mais un seul, ni deux lois, mais une seule et unique loi. Seulement ce ne sont plus ici ces hommes de *la République,* sortis de terre tout formés, comme ceux de Cadmus; ce sont des hommes choisis, mais des hommes avec les passions et les faiblesses des hommes. Il faudra donc faire plier la loi; mais, suivant la règle uniforme, elle pliera précisément assez pour devenir possible et applicable. Voilà comment le système de Platon se rattache intimement dans toutes ses parties. C'est un tout. On ne peut étudier Platon à

demi. Qui ne connaît pas tout Platon ne connaît rien de Platon. Essayez de comprendre le but et le plan de *la République*, si vous n'avez pas compris le système du monde et la théorie des idées. Ceux qui nous ont donné quelques dialogues nous ont rendu le même service que s'ils avaient traduit un beau poème; ou bien ils ont été utiles aux savans, parce qu'une bonne traduction est en quelque sorte une édition, et même un commentaire du livre traduit : le traducteur, en effet, ne prend-il pas un parti définitif sur toutes les difficultés de leçons et d'interprétation? Mais populariser la philosophie de Platon, la faire comprendre dans son sens véritable et profond, il n'y avait qu'une traduction complète qui pût le faire.

Que de richesses Platon a répandues sur ce fonds général de sa philosophie! Je ne parle pas de son style, si souvent imité par les plus grands poètes. Mais la théorie de la réminiscence, celle de l'amour platonique, qui n'en peut pas être séparée, tout ce côté psychologique du système des idées a autant de profondeur que d'éclat. C'est peut-être la réminiscence de Platon qui a inspiré le poète de Rachel et celui de Marguerite. Et, au point de vue le plus grave de la science, n'est-ce rien que d'avoir placé dans l'esprit de l'homme une lumière qui éclaire les données de l'expérience au lieu d'en provenir? N'est-ce rien que d'avoir attribué la connaissance des principes plutôt au souvenir à demi effacé d'une autre vie qu'à quelque opération de l'esprit humain lui-même, n'ayant d'autre élément que la sensation, et tirant ainsi la loi du phénomène, l'éternel et l'immuable, de ce qui est emporté dans un mouvement sans repos? Cette lumière intérieure qui illumine chaque homme est en effet la trace, dans notre esprit, de quelque chose de supérieur à l'homme et à la vie de ce monde. Quand Fénelon s'écrie : « O raison! n'es-tu pas celui que je cherche? » ces deux beaux génies semblent se répondre à travers les siècles. Mais il ne faut pas oublier l'époque où vivait Platon; il faut être juste pour toutes les gloires.

A la réminiscence se rattache, par un lien étroit, cette théorie célèbre et si peu connue de l'amour platonique. L'objet de cette théorie explique assez l'existence de tant d'erreurs: elles ne sont pas seulement le fait du vulgaire, étranger à la philosophie et à Platon; mais des savans, qui connaissaient le *Phèdre* et *le Banquet*, ont expliqué l'amour platonique d'après leur point de vue particulier, tantôt hostile, tantôt favorable. L'école mystique, sortie de l'académie, et plus tard, au sein du christianisme, quelques platoniciens également mystiques, ont voulu voir dans cet amour un état de l'ame assez

semblable à l'extase. L'amour du bien et du beau dans leur essence n'étant autre chose que l'amour de Dieu, et Platon ayant déclaré, dans le *Phèdre,* que les ames sans amour ne trouvent pas d'ailes pour s'élever au-dessus du monde des sens, ils ont pensé que, d'après Platon, la connaissance de Dieu n'était due qu'à cet élan passionné de l'ame, et que la raison pouvait nous mettre sur la voie qui conduit à Dieu sans jamais nous élever jusqu'à lui. Rien n'est plus éloigné de la vérité que cette interprétation; il y a loin de cette chaleur poétique, de cet enthousiasme vrai de Platon, toujours guidé d'ailleurs par une raison sûre, se possédant toujours et ne perdant jamais de vue ni son but ni sa méthode; il y a loin de cette philosophie véritablement grecque et socratique à l'illuminisme alexandrin. C'est l'amour qui nous excite à chercher Dieu et les idées par le moyen de la dialectique; mais, quand nous arrivons à lui, c'est la dialectique qui l'a découvert et l'esprit qui le connaît. D'autres, mais ce sont des poètes, ont identifié l'amour platonique avec ce noble amour d'une femme, qui faisait au moyen-âge le fonds de la chevalerie; ils ont pensé que cet amour était le modèle de l'amour de Dante pour Béatrix et de Pétrarque pour Laure; quelquefois même on a poussé le raffinement plus loin, et l'on peut se souvenir d'avoir vu le mot d'amour platonique appliqué, dans plus d'un livre du temps des Scudéry, à cette adoration bizarre que Dunois éprouve pour la Pucelle, dans le poème infortuné de Chapelain. Il est trop facile de réfuter de pareilles erreurs, puisque Platon a traité les femmes avec une sévérité qui approche du mépris, et qu'il déclare expressément que, tandis que les ames inférieures s'attachent aux femmes, les esprits élevés prennent pour objet de leur amour « de beaux jeunes gens, bien plus capables qu'elles de comprendre la philosophie. » Reste cette accusation odieuse dont on a voulu flétrir la mémoire de Socrate, et que les mœurs trop bien connues de la Grèce semblent autoriser jusqu'à un certain point. On connaît ces vers de Boileau, dans sa douzième satire :

Et Socrate, l'honneur de la profane Grèce,
Qu'était-il en effet, de près examiné,
Qu'un mortel par lui-même au seul mal entraîné,
Et, malgré la vertu dont il faisait parade,
Très équivoque ami du jeune Alcibiade?

Il y a peut-être de l'exagération dans l'opinion qu'on s'est formée sur la dépravation des Grecs. Les infamies du *Satyricon* pourraient

n'y pas être étrangères, et pourtant qui oserait sans rougir comparer Alcibiade et Giton? Je sais bien que *le Banquet* de Platon, et le *Lysis*, et le *Phèdre*, sont autant de preuves qu'on aurait le droit d'alléguer, tout, jusqu'à la loi terrible qui défendait aux adultes l'entrée de la partie secrète des gymnases. Et pourtant, malgré tout cela, avouant le fait, je crois encore qu'on l'exagère. Pour Platon et pour Socrate, je repousse le reproche de toute l'énergie d'une conviction inébranlable. Celui qui a écrit *la République* et *les Lois*, et le maître qui l'a si souvent inspiré, ne sauraient, ni l'un ni l'autre, être souillés de ces infamies. Je défie les mœurs les plus corrompues d'entamer de pareilles ames.

L'amour platonique est un sentiment que la réminiscence fait naître, et qui provoque à son tour la réminiscence. Les ames qui ont vécu dans le commerce des dieux immortels, et qui se sont nourries de vérité et de beauté sans mélange, retrouvent en elles-mêmes la trace presque effacée de ces heureux jours, et se sentent pressées du désir de revoir cette ineffable beauté, de la contempler de nouveau face à face, et de jouir encore de ce bonheur, le seul qu'un esprit élevé puisse connaître. C'est alors que cette ame exilée, enfermée dans un corps, enchaînée à la terre, et obligée, par ce corps qu'elle traîne à sa suite, de vivre pour un temps au milieu de cette fange, s'en va cherchant partout ce qui pourra lui rappeler ce qu'elle a perdu, une belle ame dans un beau corps; et quand elle l'a trouvée, elle s'attache à elle pour mettre en commun les trésors de leurs souvenirs, pour s'aider de cette faible beauté, et retrouver ainsi plus aisément l'idéal après lequel elle soupire. Elle veut obtenir amour pour amour, et, comme dit Socrate dans *le Premier Alcibiade*, faire naître un amour ailé dans le sein de son bel ami. L'objet d'un pareil commerce ne saurait être l'amour des sens, amour grossier, pour lequel Platon n'a que de l'indignation et du mépris; c'est, au contraire, tout ce qu'il y a de plus capable d'élever et d'agrandir une ame; c'est la philosophie, c'est l'éternelle beauté, c'est la sagesse dans son essence. C'est là ce que Platon appelle une ame philosophique, une ame amoureuse: quand le cœur est ouvert à ce noble sentiment de l'amitié, et que l'esprit n'aime que ce qui est beau, et ne voit dans la beauté périssable qu'une image de la beauté éternelle; quand il ne demande qu'à diriger son bien-aimé vers cet objet de toute affection véritable, et à s'envoler ensemble loin des sensations et de leur tumulte, dans le monde de l'esprit, de l'être et de la vérité. Aujourd'hui que nous avons dans notre langue le *Lysis*, le *Phèdre*,

le Banquet, *la République*, on ne se trompera plus sur le vrai sens de l'amour platonique. Qui ne voudrait connaître cet admirable ouvrage de la jeunesse de Platon, le *Phèdre*, dont Cicéron faisait ses amours? Ceux même qui sont privés de lire Platon dans le texte pourront se consoler avec la traduction. C'est un grand écrivain qui en traduit un autre, et, sauf la différence des langues, on pourra se persuader, sans trop d'hyperbole, que c'est Platon lui-même qu'on entend.

M. Cousin a traité de la réminiscence dans l'introduction du *Phédon*; et, je me trompe peut-être, mais il me semble qu'il l'a presque assimilée avec sa propre théorie de la raison impersonnelle. Si j'ose dire ce que je pense, c'est aller un peu trop loin, et faire trop d'honneur à la psychologie de Platon. C'est en ce point surtout qu'elle est remarquable, je le sais; mais pour expliquer la présence en nous des axiomes et des vérités éternelles, aller jusqu'à supposer une vie antérieure à la vie d'ici-bas, n'est-ce pas sortir des conditions de la science, et donner un peu trop carrière à l'imagination? Toute la psychologie de Platon porte ce même caractère; partout il a soupçonné la vérité, et partout la poésie a fait obstacle à la science. On ne pouvait pas s'attendre d'ailleurs à trouver dans ces premiers siècles une psychologie bien profonde. Si Platon était un grand psychologue, l'histoire des philosophies qui le suivirent ne pourrait plus se concevoir. Et pourtant, sous ses images poétiques, on sent une observation de la nature de l'homme, où la part de la vérité est plus grande que celle de l'erreur. Dans le *Phèdre*, il compare l'ame humaine à un attelage dirigé par un cocher, et composé de deux coursiers d'une nature bien différente, l'un plein de docilité, de beauté et de courage; l'autre impétueux sans motif, impatient du frein, toujours prêt à se cabrer, toujours s'efforçant de quitter la route où le cocher le guide. Ce sont là les trois parties de l'ame suivant Platon; le cocher, c'est l'esprit qui connaît les idées par la réminiscence, et qui voit s'ouvrir devant lui la route que la morale et la raison lui prescrivent de suivre; le beau coursier, c'est la partie généreuse de l'ame, le courage, les passions nobles; mais l'autre coursier représente « les passions violentes et fatales, d'abord le plaisir, le plus grand appât du mal, puis la douleur qui fait fuir le bien; l'audace et la peur, conseillers imprudens; la colère implacable, l'espérance que trompent aisément la sensation dépourvue de raison et l'amour qui ose tout. » Platon comparera plus tard dans *la République* ces trois mêmes parties de l'ame aux trois ordres qu'il distingue dans l'état, les ma-

gistrats pleins de sagesse et de prudence, les guerriers ardens et magnanimes, dociles pour leurs chefs, doux pour leurs concitoyens, terribles pour les ennemis, et enfin la classe des artisans et des laboureurs, dépourvue à la fois de raison et de courage, cette classe, entièrement sacrifiée dans sa politique, à laquelle il trace des devoirs sans lui accorder de droits, et qu'il ne semble conserver dans l'état que pour éviter à l'homme libre la nécessité de se servir lui-même. Il faut voir dans le *Timée* comment il assigne à chaque partie de l'ame la place qu'elle doit occuper dans le corps; l'ame divine, l'esprit, la raison habite la tête, comme le lieu le plus élevé, et par conséquent le plus noble; puis les dieux qui ont formé notre corps, craignant de souiller l'ame divine par le contact de la partie mortelle de nous-mêmes, construisirent entre la tête et la poitrine une sorte d'isthme et d'intermédiaire, c'est le cou. La partie virile et courageuse de l'ame, sa partie belliqueuse fut placée dans la poitrine; et comme on sépare l'habitation des hommes de celle des femmes, le diaphragme fut placé comme une cloison entre le séjour du courage et celui des passions désordonnées. Pour cette dernière partie de l'ame, qui demande des alimens et des breuvages, et tout ce que la nature de notre corps nous rend nécessaire, les dieux l'ont étendue dans cette région qui sépare le diaphragme et le nombril. Ils l'y ont attachée comme une bête féroce, afin que, sans cesse occupée à se nourrir à ce ratelier, et aussi éloignée que cela se pouvait du siége du gouvernement, elle causât le moins de trouble, fît le moins de bruit possible, et laissât le maître délibérer en paix sur les intérêts communs. Aristote, comme on sait, mettait l'ame dans le cœur et non dans la tête; mais on en revint plus tard au sentiment de Platon, et Descartes, plus habile que ses devanciers, savait précisément dans quelle glande du cerveau était situé le siége de l'ame. La théorie de la douleur et du plaisir, dans le *Philèbe* et *la République*, théorie exposée d'ailleurs par M. Cousin avec une clarté et une précision bien rares dans l'argument philosophique qu'il a mis en tête du *Philèbe;* la réfutation contenue dans le *Théétète*, de la doctrine sensualiste professée par Protagoras; les nombreux détails exposés dans le *Timée* sur les impressions que nous devons à nos différens organes, tout cela forme une science de l'homme déjà assez étendue, et pour ne rien dire ici des explications souvent bizarres et quelquefois remarquables dans lesquelles entre Platon sur la nature physiologique de l'homme, je me bornerai à rappeler que Galien a commenté la physique de Platon, et que Goethe, le grand poète, dans sa *Théorie des*

couleurs, a consacré quelques pages à l'explication très plausible que l'on trouve dans le *Timée* des phénomènes de la vision. M. Duvernoy serait étonné peut-être de retrouver dans la physiologie de Platon ces animalcules dont il nous a fait l'histoire l'année dernière au Collége de France. Au reste, il fallait avoir examiné l'homme de près, et bien connaître ses penchans, pour créer le système d'éducation des *Lois* et de *la République*, et pour fonder dans *les Lois* tant d'institutions véritablement sages, dont un grand nombre ont passé dans nos mœurs, et dont quelques autres sont encore à regretter.

Je sais bien que l'on a accusé Platon d'avoir méconnu la nature humaine, précisément à cause de *la République*. N'est-ce pas la méconnaître en effet que de ne tenir aucun compte de l'intérêt personnel et de l'amour de soi, et de croire qu'un état pourra subsister, dans lequel aucun citoyen n'aura de possessions ni de famille? N'est-ce pas la méconnaître que de supprimer d'un seul coup les affections les plus tendres et les plus légitimes, le mariage, la paternité, et de croire que tout ce qu'il y a d'amour dans le cœur de l'homme, privé de son objet naturel, va se reporter sur l'état, qui deviendra ainsi l'unique objet de toutes les affections? Qu'est-ce que cette opinion de Platon, qu'on aimera tous les enfans du même âge, par la pensée qu'on est le père de quelqu'un d'entre eux que l'on ne connaît pas? C'est là, dit Aristote, jeter un peu de miel dans la mer. Et cette prétendue conformité des deux sexes, élevés d'après les mêmes règles, astreints aux mêmes devoirs? Conformité d'autant plus choquante, qu'elle existe pour les charges et non pour les prérogatives. Platon se montre partout d'une sévérité extrême pour les femmes; non-seulement il les tient en tutelle pour les mêmes motifs qui ont déterminé la plupart des législateurs, et que Cicéron exprime avec si peu de courtoisie, *propter imbecillitatem sexûs et judicii*, mais il se plaint sans cesse de leurs défauts, de leur opiniâtreté, de leur mollesse, de leur amour pour la vie cachée; il dit expressément dans *les Lois* que ce sexe a moins de dispositions que le nôtre pour la vertu; il est à peine moins sévère que saint Augustin, qui déclare qu'elles ne sont pas l'image de Dieu : *Propter peccatum originale, in ecclesia, non imago Dei, et peccandi materies, femina velari et tacere debet.* Que devait penser de *la République* de Platon Agrippa de Nettesheim, qui a composé un livre : *De l'Excellence et de la Supériorité du sexe féminin?* J.-J. Rousseau caractérise à merveille la position de Platon pour tout ce qui concerne les femmes. « Platon, dit-il, donne aux femmes, dans sa *République*, les mêmes exercices qu'aux hommes;

je le crois bien. Ayant ôté de son gouvernement les familles particulières, et ne sachant plus que faire des femmes, il se vit forcé de les faire hommes. »

Mais *la République* de Platon n'est pas un ouvrage de politique; si l'on cherche la politique de Platon, elle est dans *les Lois*. Je ne dirai pas non plus, comme J.-J. Rousseau, que *la République* est le plus beau traité d'éducation qu'on ait jamais fait, quoique je reconnaisse que les principes les plus vrais, les plus élevés de l'éducation s'y trouvent exposés pour la première fois. Jean-Jacques le savait bien, lui qui, à l'exemple de Locke, en a si souvent fait son profit. Parmi tant d'opinions élevées sur le but de *la République*, je suis de celle de Platon, qui déclare expressément que son but est de déterminer la nature de la justice. Il la détermine en montrant ses effets dans une application impossible, mais parfaite. *La République* n'est donc pas une utopie; elle est une démonstration. Mais cette justice décrite dans *la République*, est-ce la justice de l'état ou celle de l'individu? C'est là une question qui eût indigné Platon. Il n'y a qu'une justice, la justice de Dieu, qui gouverne tout. C'est la loi éternelle de l'ordre et de l'harmonie; tout est soumis à cette loi, depuis les dieux jusqu'à l'homme, et depuis l'homme jusqu'au dernier atome de la matière.

Ce n'est donc pas dans *la République* qu'il faut chercher Platon législateur et moraliste, mais dans *les Lois*, où l'on trouvera ample matière pour admirer sa sagacité et sa profondeur. Quoi qu'on fasse, on est toujours, par quelque côté, de son temps et de son pays; que l'on se demande, en lisant les lois de Platon, ce qu'un pareil génie eût pu faire deux mille ans plus tard! Fonder la prospérité de l'état sur les mœurs et les mœurs sur l'éducation, préférer en tout la législation qui prévient à celle qui réprime; établir l'égalité des charges, l'élection, la responsabilité de tous les magistrats; prescrire pour toutes les lois un exposé des motifs qui en explique et en justifie la promulgation; donner aux citoyens pour garantie de leurs droits le jury, la publicité des jugemens, et trois degrés de juridiction; considérer la peine comme un bienfait pour celui qu'elle atteint, parce qu'elle le réhabilite par l'expiation, est-ce là, de bonne foi, ce qu'on appelle des chimères? La prison, non pas celle du supplice, où il relègue les incurables, mais celle dont on doit sortir pour rentrer dans la société, n'est pas, comme chez nous, un enseignement mutuel de tous les vices, où l'on entre coupable et repentant, et d'où l'on sort aguerri et corrompu à jamais. Platon, pour bien marquer son but,

lui donne le nom de *sophronistère*. Il donne aux prisonniers, pour professeurs de morale, les premiers magistrats de la république, et il veut que chaque soir, pendant la durée de leur peine, les magistrats les visitent, les exhortent et les consolent. L'argument de M. Cousin sur *les Lois* est un véritable ouvrage, et un ouvrage d'une haute portée; il faut en rapprocher celui du *Gorgias*, où se trouve exposée la théorie de l'expiation; on aura ainsi un résumé éloquent et complet de la doctrine politique de Platon.

Mais tracer le plan d'une république, ou régler conformément à la justice les actions de l'homme ici-bas, ce n'est pas avoir fixé notre destinée. Attachée un moment à la fortune du corps, notre destinée ne finit pas avec la sienne; nous portons au dedans de nous un principe d'immortalité; l'esprit, qui connaît les idées éternelles et qui a vécu heureux avant cette triste vie, l'esprit doit vivre encore, quand le cadavre qui l'enveloppait est déjà en dissolution et qu'il n'en reste plus rien. Avec quelle force, pour ces temps reculés, Platon a-t-il démontré cette grande et consolante vérité. Caton lisait le *Phédon* au moment de se donner la mort. Socrate y proscrit pourtant le suicide; mais la résolution du Romain était prise : il n'aurait reculé que devant le néant; il lut le *Phédon* et il se tua. C'est une sainte et noble pensée que d'avoir ainsi décrit les derniers momens de Socrate. Condamné à boire la ciguë par ce même peuple d'Athènes qui devait, quelques jours après sa mort, lapider ses accusateurs, Socrate, en attendant le poison, est entouré dans son cachot de ses amis, de ses disciples; et là, près de subir à soixante-dix ans une mort violente et injuste, il établit l'immortalité de l'ame avec une tranquillité d'esprit aussi grande que s'il était encore sur la place d'Athènes, au portique du Roi, conversant avec Alcibiade. Un de nos grands poètes a consacré de beaux vers à cette mort héroïque; mais qu'est-ce que l'imagination la plus brillante, comparée à une inspiration partie du cœur? Platon pleurait encore Socrate quand il a écrit le *Phédon*, et ce Socrate si paisible, si plein de douceur, qui pardonne à ses ennemis, qui ne songe à son dernier moment qu'à la philosophie, son plus cher amour, et au bonheur des amis qu'il va laisser, ce Socrate est bien celui qu'il a connu, qu'il a aimé; c'est son maître, c'est son ami, c'est pour lui plus qu'un père. Au moment fatal, et quand Socrate tient déjà d'une main ferme la ciguë toute broyée, ses amis lui demandent encore ce que devient notre ame après la dissolution du corps. Alors Socrate commence un récit emprunté à la fable, un mythe où se trouve décrit, d'après les croyances populaires, l'état des ames bienheu-

reuses. Mais ce n'est plus cette démonstration scientifique, cette affirmation nette, cette rigueur de déduction qu'il apportait dans la discussion de l'immortalité de l'ame. Ce sont, dit-il, des espérances avec lesquelles il est bon de s'enchanter soi-même, au moment de s'endormir pour jamais.

Ces mythes reviennent souvent dans Platon, et presque toujours quand il est question de cette autre vie, soit qu'on la considère avant la naissance ou après la mort. C'est ainsi qu'il raconte dans le *Phèdre* les évolutions des ames à la suite des dieux de l'Olympe, et qu'il décrit dans *la République* le moment solennel où les ames, après dix mille ans d'expiation ou de récompense, sont appelées à revivre et à choisir elles-mêmes le corps qu'elles veulent animer. Cette doctrine de la métempsycose, qui se retrouve aussi dans le *Timée*, ces mythes du *Phédon*, du *Phèdre* et de *la République*, et tant d'autres qui se rencontrent dans Platon, celui du *Politique*, celui du *Gorgias*, ont-ils une valeur philosophique? Quelle est au moins leur valeur historique? Platon les a-t-il pris au pied de la lettre, et a-t-il payé ce tribut aux superstitions de son temps? ou bien n'y faut-il voir que de la poésie, un de ces ornemens qu'il prodigue peut-être un peu trop, suivant la remarque de Longin? L'opinion de M. Cousin sur cette question délicate est digne d'un esprit sage et éclairé comme le sien. Non, Platon ne croit pas à la métempsycose; le récit d'Er l'Arménien est pour lui ce qu'il est pour nous, une fable pleine de charme et rien de plus. Jupiter, Apollon, Vénus, et les autres dieux dont il est question dans ces mythes, et dont il se joue si évidemment dans le *Timée*, Minos et Rhadamante, qui jugent les ames après la vie, sont pour lui de pures fictions indignes des philosophes et bonnes peut-être tout au plus pour entretenir parmi le peuple quelques traditions religieuses. Et cependant ce n'est pas de la poésie toute pure, ce n'est pas un simple ornement du discours; il y a de la philosophie sous cette enveloppe et quelquefois la philosophie la plus haute. Mais ce sage et raisonnable esprit, quand il n'a que des doutes et des espérances, quitte le ton de l'enseignement philosophique et se met à conter ces beaux récits, le sourire sur les lèvres, décrivant dans tous ses détails une vie dont il ne sait rien, mais dont il espère beaucoup, dont il espère au moins quelque chose qui ressemble à ses rêves. C'est bien alors qu'il pourrait dire comme dans le *Timée :* « Si Dieu déclarait par un oracle que tout cela est véritable, alors seulement nous pourrions l'affirmer. Jusque-là, il faut nous en tenir à la vraisemblance... Si quelqu'un découvre une explication meilleure

que la nôtre, nous lui proposons notre amitié pour prix de sa découverte. »

M. Cousin n'a pas eu l'occasion de s'expliquer sur une autre partie plus obscure et plus ingrate de la doctrine de Platon, sur la théorie des nombres. C'est un point de la philosophie platonicienne que nous ne connaissons guère que par la tradition et par les réfutations d'Aristote. Il en est fort peu question dans les dialogues, et toujours d'une manière détournée. Deux passages seulement, l'un dans le septième livre de *la République*, l'autre dans le *Timée* quand il décrit la formation de l'ame d'après les lois de l'harmonie musicale, rappellent cette étrange et mystérieuse philosophie qui passa de l'école de Pythagore dans celle de Platon, et avait encore des partisans, tant de siècles après, dans l'école d'Alexandrie et à côté de cette école. En lisant les extravagances de Macrobe, de Censorinus sur la grande vertu du nombre 7, sur la sainteté des nombres impairs et les causes de cette sainteté, quand on se rappelle que tant d'autres folies ont été répétées de siècle en siècle comme des vérités évidentes par elles-mêmes, on sent une sorte de découragement et de vertige, comme si l'on avait sondé les profondeurs d'un abîme. N'a-t-on pas fait honneur aux pythagoriciens d'avoir connu l'immobilité du soleil au centre du monde et la sphéricité de la terre? Mais si le soleil est immobile, c'est que le repos est supérieur au mouvement, et la terre n'est sphérique qu'à cause de la beauté de la sphère, la plus accomplie de toutes les formes. Hélas! quand Archimède voulut déterminer la distance du soleil par la projection des ombres, il n'y eut qu'un cri dans l'école contre cet ignorant, qui voulait faire de l'astronomie sans se fonder sur les lois de la musique. Platon, tout pythagoricien qu'il pouvait être, ne tomba jamais dans ces extravagances où l'enthousiasme pour ses moindres paroles a poussé ses commentateurs. Il souriait sans doute quand il disait dans *la République*, avec un si grand sang-froid en apparence, que le roi est 729 fois plus heureux que le tyran. Le dirai-je pourtant? je crois qu'il y a dans tout cela beaucoup plus que des symboles. Pour les nombres, je n'en doute pas; pour les mythes, tout en approuvant l'opinion de M. Cousin, tout en la trouvant parfaitement sage et vraisemblable, je serais tenté d'aller un peu plus loin. Ceux qui pensent tout-à-fait comme lui se refusent à attacher une grande importance aux mythes et aux symboles de Platon. Ils ne vont pas jusqu'à prétendre que ce sont là de purs ornemens du discours, mais aussi ne veulent-ils pas admettre dans Platon une croyance implicite. Il croit un peu, il doute encore

plus; et quand il résout ainsi les plus hautes questions par des fables, il a le sourire sur les lèvres, le sourire de Platon, calme et bienveillant, mais légèrement ironique.

Sans vouloir assurément soutenir l'opinion contraire, je crois qu'il est juste de tenir compte des considérations suivantes, que je me bornerai à indiquer : 1° l'admiration de Platon pour les pythagoriciens; 2° l'importance qu'il donnait d'après eux à la géométrie; 3° les symboles numériques, qui sont trop intimement liés à sa théorie des idées pour qu'il ne les ait pas pris au sérieux, au moins sur ce point; 4° le respect sincère des traditions, qui fait partie du caractère antique; 5° une certaine superstition dans Socrate, qui pourrait bien revivre dans son disciple; 6° l'accord de la plupart des mythes entre eux, les mêmes mythes revenant à plusieurs reprises sous des formes différentes; 7° enfin, l'opinion d'Aristote, qui prend au pied de la lettre et combat sérieusement ces prétendues fictions.

Que de questions épineuses sur lesquelles il faut qu'un traducteur prenne parti! Un commentateur est bien à l'aise, il donne des raisons pour et contre, et ne se décide que quand il veut et quand il peut; mais il faut que le traducteur adopte une opinion précise, le traducteur français surtout. Il y a une certaine manière d'éluder la difficulté en latin; c'est de mettre un mot pour chaque mot grec, de s'inquiéter un peu de la latinité, un peu de la syntaxe; et du sens, pas du tout. J'en atteste Marsile Ficin, Cornarius et Jean de Serre, quoique leurs traductions aient leur mérite. Le souvenir de certaines traductions de Windischmann me ferait presque penser que la langue allemande a le même privilége. Le lecteur hésite beaucoup en présence de ces énigmes, car il y a quelqu'un qui ne comprend pas, et c'est lui, ou le traducteur. Si c'est là un bénéfice, la langue française nous le refuse tout-à-fait. Chez nous, ce n'est jamais celui qui ne comprend pas, c'est toujours celui qui n'est pas compris qui a tort. Voilà pourquoi une traduction française est véritablement une édition; partout où le texte est douteux, on voit quelle est la leçon que le traducteur a choisie. Il est plus difficile de se déterminer avec Platon qu'avec tout autre, et cela tient à la forme du dialogue. C'est le style de la conversation, rempli de négligences volontaires, de locutions familières, de réticences, de phrases inachevées. On sait combien les mêmes motifs rendent quelquefois difficile la traduction des auteurs comiques; que l'on juge des difficultés de ce même langage appliqué aux questions les plus abstraites.

M. Cousin s'est heureusement tiré de ces difficultés philologiques.

Il ne désarmera pas pourtant cette classe de prétendus philologues qui donnerait la théorie des idées pour un esprit rude ou un accent. Qui pourrait se flatter de traduire, en satisfaisant tout le monde sur tous les points, un ouvrage d'aussi longue haleine, hérissé de tant de difficultés? Il est fort possible que M. Cousin se soit trompé sur quelques détails; j'aurais moi-même, si c'était ici le lieu, mes petites difficultés à lui proposer. Ce que je puis assurer, c'est que M. Cousin, ancien professeur de grec à l'École normale, M. Cousin, qui a traduit Platon d'un bout à l'autre, et qui s'est entouré, pour cela, de tous les lexiques, de toutes les traductions, de tous les commentaires, de toutes les dissertations anciennes et modernes, présente toutes les garanties que l'on peut demander à un traducteur. Mais il y a plus : c'est que la première qualité pour traduire Platon, la plus nécessaire, la plus indispensable, c'est de le comprendre; j'entends, de comprendre sa philosophie. Et comprendre la philosophie de Platon, ce n'est pas seulement connaître à fond la théorie des idées en elle-même et dans ses origines historiques, ce n'est pas seulement saisir le lien qui l'unit au réalisme, concevoir le côté vrai et profond de cette théorie, soit par rapport à Dieu, soit dans la raison humaine, soit dans la réalité ontologique. J'appelle comprendre Platon posséder à fond sa doctrine, et de plus partager son inspiration et ressentir le souffle poétique qui l'anime. Platon raconte, dans l'*Ion*, qu'il y a comme une chaîne depuis les muses jusqu'aux hommes inspirés; que les poètes, enfans des muses, en sont les premiers chaînons, et puis les rhapsodes, et tous ceux qui ressentent la contagion divine de l'inspiration et de la poésie. Platon est au plus haut bout de cette chaîne, et personne ne pourra ni le traduire ni le comprendre, s'il n'en fait partie. Aussi voyez quels sont les vrais traducteurs de Platon : en Allemagne, c'est Schleiermacher, et chez nous, M. Cousin.

Outre l'embarras de comprendre le sens matériel des phrases, et la difficulté bien plus grande de saisir le sens général de la philosophie de Platon, c'était une rude tâche que d'avoir à lutter contre un pareil maître en fait de style. Tantôt, en effet, c'est une conversation douce et tranquille, avec un certain mouvement qui la rend attrayante, et l'on ne peut donner une idée de ce style qu'en disant qu'il est aimable. C'est le style du *Lysis*, par exemple, et des conversations dans le *Phèdre*. Ailleurs, comme dans le *Protagoras*, ce sont des saillies perpétuelles, l'ironie la plus mordante; Platon a beau dire : « Si Protagoras sortait de terre, seulement jusqu'au menton, il

nous aurait bien vite confondus, » je n'en crois rien, et Platon ne le croyait pas davantage. Ne connaissait-il pas le fort et le faible du système de la sensation qui était celui de Protagoras? Il l'a bien prouvé dans le *Théétète*. Et quand il a affaire à des adversaires moins sérieux, quelle verve bouffonne! Quelle inépuisable plaisanterie! Euthydème et Dyonisodore poussés à l'extrémité de leurs systèmes absurdes, soutenant, parce qu'il le faut, que tout est vrai et faux à la fois, et qu'ils savent tout et qu'ils ne savent rien, s'embrouillant eux-mêmes dans leurs réponses et finissant par des injures : on dirait d'Aristophanes; les sophistes du temps de Platon durent le maudire bien des fois. Non-seulement il les rendait ridicules, mais il livrait leur secret : tout cet appareil de la méthode sophistique, une fois connu, n'est plus rien. Quel châtiment! C'était les réduire au silence. Il n'y a sur aucun théâtre un personnage plus comique que le Thrasymaque du premier livre de *la République*, avec sa colère, son dédain, son impétuosité, et cet orgueil qui s'exalte dans l'impuissance. Il veut prouver la thèse favorite des sophistes, que la justice n'est qu'un masque sous lequel se cache l'intérêt, seul mobile des actions humaines. Le ridicule ne suffit pas toujours à Platon contre de tels adversaires. Souvent son indignation déborde. Ce sont des empoisonneurs publics, des marchands forains qui trompent sur leurs denrées, ne songeant qu'au gain, indifférens sur le reste. Gardiens d'une bête féroce, au lieu de la dompter, ils flattent ses vices, les vices du peuple, qui s'enivre de leurs louanges, et leur jette en retour la pâture de leurs passions. Cela fait du bien, de voir cette colère d'un honnête homme. Il avait Socrate à venger et la philosophie à défendre. Quand Platon veut exposer sérieusement une doctrine, il le fait avec une fermeté, une précision, une clarté, que personne n'a surpassées. Il suffit de citer *le Sophiste*, le *Philèbe*, le *Timée, les Lois*. Il n'y a rien de plus solennel et de plus beau dans aucune langue que le septième et le dixième livre de *la République*. Le discours de la Destinée aux ames qui vont choisir une nouvelle vie est dans tous les souvenirs. Platon veut absoudre la justice de Dieu de l'inégalité qui est entre les hommes. « La vertu n'a point de maître, elle s'attache à qui l'honore, et néglige qui la méprise. On est responsable de son choix : Dieu est innocent. » Et les paroles de Dieu, dans le *Timée*, lorsque après avoir formé l'univers il rassemble autour de lui les dieux immortels, et leur confie le soin de la destinée des hommes : « Dieux des dieux, vous dont je suis l'auteur et le père, vous êtes immortels, *parce que je le veux*. » On voudrait tout citer, et pourtant chaque citation est

une faute, car il faut voir tout cela à sa place. Je citerai encore malgré tout, et quoique tout le monde les sache par cœur, deux épigrammes parmi celles que l'on attribue à Platon. En voici une qu'un de nos poètes a traduite. Je ne sais si on ne préférera pas l'humble prose et la traduction littérale :

Celle qui s'est ri si dédaigneusement de toute la Grèce, celle
Qui avait à sa porte un essaim de jeunes amans,
Laïs consacre son miroir à Vénus. — Car me voir telle que je suis,
Je ne le veux pas, et me voir telle que j'étais, je ne le puis.

Et cette autre sur Aristophane :

Les Graces, cherchant un temple qui ne pût être détruit,
Trouvèrent l'esprit d'Aristophane.

Il faut tout dire : il y a quelques passages de Platon, de rares passages, où il n'est guère moins subtil que ceux qu'il combat et où l'on est comme tenté de crier au sophiste. Il met cette phrase dans la bouche d'un des interlocuteurs du *Ménon :* « Socrate, tu fais comme la torpille; tu m'engourdis. Combien de fois ai-je discuté longuement sur la vertu! Mais aujourd'hui tu me remplis de trouble. » Et cela est vrai. Ces passages où la subtilité et le sophisme se substituent au bon sens ordinaire de Socrate, tiennent un peu à la nature de l'esprit des Grecs, qui aimaient la difficulté. Aimer la difficulté, c'est le propre de tout grand esprit, mais la difficulté qui est dans les choses et non pas celle qu'on y met. Aussi Platon ne fait-il que se jouer avec ces subtilités, et les ailes de son ame le portent partout où la science a quelque chose à approfondir. M. Cousin a toujours surmonté avec bonheur ces obstacles de toute sorte. Si nous disions qu'il s'est placé comme écrivain au niveau de son modèle, lui qui connaît si bien Platon et qui l'aime et qui l'admire tant, il repousserait un pareil éloge. Mais pas un homme de goût ne pourra nous désavouer quand nous dirons que ces treize volumes de la traduction de Platon sont un des livres qui honorent le plus la langue française.

M. Cousin a placé un argument en tête de chaque dialogue, et, pour cette partie de son travail, je ne crois pas qu'il ait eu de modèle. Il est vrai qu'on a senti de bonne heure la nécessité de guider le lecteur à travers les détours un peu capricieux de la méthode de Platon; mais les sommaires de Marsile Ficin, qui ne sont guère que des résumés, où la discussion, sèchement reproduite, est dépouillée de

tous les charmes du style et mêlée de temps à autre de digressions néoplatoniciennes, les notes marginales de Jean de Serres, destinées à rendre au lecteur un service analogue sous une forme plus modeste, et les argumens à peine médiocres écrits en latin par Tiedemann, enfin quelques autres tentatives du même genre, n'ont rien de commun avec ces belles introductions philosophiques de M. Cousin. M. Cousin a fait tout autre chose qu'un sommaire; il a donné, des doctrines de Platon contenues dans chacun des dialogues, une exposition originale dans sa fidélité, plus rapide, plus régulière, plus rapprochée de nos expressions et de nos habitudes modernes, mais toujours animée et souvent éloquente; et, en pénétrant jusqu'au fond de ces hautes théories, il en a déterminé l'importance et la valeur avec le respect d'un disciple et l'impartialité d'un juge. Ce sont là de véritables argumens philosophiques, débarrassés de toutes ces subtilités, de toutes ces longueurs des commentateurs ordinaires, éclairant le texte au lieu d'en reproduire la lettre, et le rapprochant d'abord de nous, pour que nous puissions ensuite le comprendre et le juger sous sa forme antique dans toute sa pureté. J'ai déjà parlé de l'argument des *Lois*, qui est un livre, et de celui du *Gorgias*. Dans l'argument du *Théétète*, où se trouve exposée la nature de la science, dans celui du *Philèbe*, sur la peine et le plaisir, et ensuite sur le souverain bien; dans celui du *Phédon*, où il discute la théorie de la réminiscence, M. Cousin fait entrevoir des conséquences que Platon lui-même n'a pu soupçonner; et en montrant ainsi, par la critique et l'histoire, la tendance du système, il en fait comprendre la nature et mesurer la portée. Le *Phèdre*, le *Ménon*, le *Parménide*, le *Timée*, *la République*, n'ont pas d'argumens; cela nous manque encore, ainsi que l'introduction générale, travail immense qui doit compléter tant d'autres travaux. C'est là un sujet vraiment fait pour M. Cousin. Il appartient à l'auteur des argumens philosophiques, au chef d'une école qui a renouvelé le spiritualisme et l'histoire de la philosophie, de reprendre tout ce système de Platon, de l'exposer dans son ensemble, en marquant le lien de ses parties diverses, d'en faire comprendre la grandeur, et de montrer enfin une grande et belle unité dans cette philosophie où l'on refuse de reconnaître un système; une observation profonde, quoique incomplète, des penchans et des besoins de l'homme, là où l'on ne veut voir qu'un jeu de l'imagination; en un mot, une intelligence complète de la nature et des besoins de la science dans ces mêmes livres, où des esprits prévenus et superficiels ne découvrent que des utopies. Après cette activité

féconde qu'il a déployée pendant huit mois, M. Cousin, rendu à la philosophie, a déjà un livre de métaphysique en train, et songe à écrire son introduction, et à compléter cette belle série d'argumens sur les dialogues de Platon. M. Cousin nous les doit, et c'est une dette que les vrais amis de la philosophie ne lui permettront pas d'oublier.

Voilà enfin le divin Platon traduit tout entier et de main de maître. C'est une joie pour les platoniciens et pour quiconque aime ce qui est sage, noble et beau. Jamais la pensée humaine n'a fait un plus puissant effort; jamais elle n'a revêtu une forme plus accomplie. On ne peut douter de la grandeur de la philosophie quand on vient de lire Platon. L'amour, l'inspiration, la science, tout y est. Platon était presque un dieu pour les philosophes de l'école d'Alexandrie, dont quelques-uns pourtant étaient des esprits du premier ordre. La postérité lui a du moins conservé le nom de divin que toute la Grèce lui donnait. Celui qui a passé sa longue vie à combattre les faux sages et à enseigner aux hommes les vérités les plus hautes et la morale la plus pure, celui qui n'a jamais aimé que le beau et le vrai, n'est-il pas en effet un homme divin?

JULES SIMON.

DE

LA DESTINÉE DES VILLES.

—

CONSTANTINOPLE, ALEXANDRIE, VENISE ET CORINTHE.

Les villes ont aussi leur destinée; la plupart naissent, vivent et meurent avec les peuples qui les ont fondées. Mais il en est qui semblent avoir une vie qui leur appartient en propre; elles survivent aux empires qui s'y établissent, et elles servent tour à tour de séjour aux nations les plus diverses. D'où leur vient ce privilége? Il est curieux de rechercher comment elles l'ont, et comment quelquefois aussi elles le perdent.

Les villes qui dépendent de la destinée des empires sont celles qui n'ont dans leur situation rien qui les soutienne et les fasse vivre, celles dont la fortune est l'œuvre des hommes seulement et où la nature n'a rien mis du sien. Dans l'antiquité, Babylone, Ninive, Persépolis, étaient des villes de ce genre. Tant que durèrent les Assyriens et les Perses, ces villes eurent une grande puissance; mais, une fois ces empires tombés, leurs capitales tombèrent du même coup, parce que le lieu où l'homme les avait bâties n'était pas un de ces lieux qui semblent faits et désignés par la nature pour avoir une

ville. De nos jours, Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, Paris, sont du même genre. Leur destinée dépend de la destinée des empires dont elles sont le centre. Que la France disparaisse du monde, comme ont disparu tant d'autres états, il n'y aura plus alors de cause pour que Paris soit une grande ville; à moins que Paris ne devienne, comme Jérusalem ou comme Rome, une ville religieuse, car la religion fait vivre les villes en dépit des lieux.

Voyez en effet sur la carte la place qu'occupe Paris; ce n'est pas un de ces lieux qui servent nécessairement de passage ou de rencontre au commerce des climats opposés; ce n'est pas une des routes naturelles du monde. Il y a plus, Paris n'est pas même au centre de la France; c'est une capitale qui pouvait être ailleurs et qui s'est trouvée là par hasard, pour ainsi dire. La vieille Lutèce n'avait pas certes prévu sa destinée de capitale d'un grand empire : non que le hasard qui a fait de Paris le centre politique de la France, n'ait pas lui-même ses causes dans l'histoire; non que la position de Paris n'ait pas eu aussi ses effets politiques. Nous savons comment Paris est devenu peu à peu la capitale de la France; nous savons aussi comment, ayant notre capitale voisine de nos frontières du nord, cela a fait que c'est toujours vers le nord que nous avons eu nos plus grandes guerres, parce que c'est surtout de ce côté que nous faisions effort pour nous étendre. Je dirai plus, je suis persuadé qu'une des choses qui ont le plus contribué à faire de la France un grand empire, c'est d'avoir eu sa capitale près de sa frontière du nord. Jetez en effet vos regards sur la configuration de la France : elle est fort bien limitée et défendue à l'ouest par la mer, au sud par les Pyrénées, à l'est par les Alpes et le Jura; mais au nord elle est ouverte : là, point de frontières naturelles, car les fleuves ne sont pas des frontières. Du côté du nord, la France pourrait être bornée par la Seine, aussi bien que par l'Oise, par l'Oise aussi bien que par la Somme; supposez donc un instant que la capitale n'eût point été près de la frontière, supposez que cette capitale eût été à Orléans ou à Tours; il est probable alors que la France eût reculé jusqu'aux bords de la Loire ou de la Seine. Paris au contraire étant le centre du gouvernement, il s'est trouvé fort heureusement que la frontière la plus ouverte a été aussi la mieux surveillée. Comme c'était de ce côté qu'étaient nos dangers, c'est de ce côté aussi qu'ont été nos efforts et nos conquêtes. Je ne crois pas que ce soit un mal pour un peuple d'avoir sa capitale près de ses ennemis, et d'être plus fort là où il est plus menacé. Ce n'est point un mal, disons-le, tant que le peuple garde sa force et sa viri-

lité; cela même a l'avantage de le tenir en haleine et d'entretenir l'esprit militaire et l'esprit national. Ce voisinage ne devient un mal que lorsque ce peuple s'affaiblit et se corrompt; car, quand on n'est plus de force à battre l'ennemi, ce qu'il y a de mieux évidemment, c'est d'en être loin.

Ce que je dis de Paris, je pourrais le dire de Londres, de Vienne et de Saint-Pétersbourg : la nature n'y avait pas désigné d'avance la place d'une grande capitale; l'homme pouvait les mettre là ou là; la capitale de l'Autriche pouvait être à Linz ou à Presbourg, plus haut ou plus bas sur le Danube. La capitale de l'Angleterre pouvait être à Plymouth au lieu d'être à Londres. Il n'y avait rien de nécessaire en tout cela. Mais ces capitales étant où elles sont, cela a eu pour l'Autriche, pour l'Angleterre et pour la Russie, des conséquences importantes. Ainsi, la capitale de la Russie, transportée de Moscou à Saint-Pétersbourg, a fait de la Russie une puissance européenne, au lieu de la laisser ce qu'elle était, une puissance moitié européenne, moitié asiatique; et c'est grace à cette destinée européenne que lui a donnée le génie de Pierre-le-Grand, que la Russie aujourd'hui conquiert l'Orient et domine l'Europe. Le levier avec lequel elle soulève l'Asie n'est fort que parce qu'il prend son point d'appui en Europe.

L'histoire des villes qui dépendent seulement des hommes est donc curieuse à étudier; mais la destinée des villes qui tiennent leur fortune de la nature même des lieux est plus curieuse encore à observer. Celles-là ont un caractère tout-à-fait à part dans le monde; créées par la nature même, si j'ose ainsi le dire, elles appartiennent à la géographie physique plutôt qu'à l'histoire, car on les retrouve toujours à leur place, comme les détroits ou les isthmes sur lesquels elles sont ordinairement situées. Leur fortune ne suit pas les accidens des empires qui viennent s'y établir. Elles servent tour à tour de capitales à des peuples différens, et leurs conquérans barbares ou civilisés ne songent ni à les détruire ni à les abandonner; ils sentent que ces villes sont un grand instrument de richesse ou de puissance, et ils en profitent. Ainsi, toujours sauvées de la destruction, elles semblent avoir une vie impérissable, quoiqu'elles n'aient pas de nationalité, quoiqu'elles n'aient pas d'histoire qui leur soit propre, et qu'elles paraissent faites pour servir d'auberges aux nations diverses qui viennent tour à tour s'y loger.

Ce qu'il faut remarquer, quand on étudie la destinée de ces villes, que j'appellerais volontiers des villes nécessaires et naturelles, ce qu'il faut remarquer, c'est qu'elles ne sont pas toutes nécessaires et prédes-

tinées au même degré, et qu'elles sont plus ou moins durables, selon qu'elles sont plus ou moins naturelles. Quelques mots expliqueront ce que je veux dire. La force et la puissance de ces villes leur viennent du lieu qu'elles occupent; mais tantôt le lieu ne donne pas à la ville tous les avantages qu'il possède, tantôt la ville ne trouve pas aussitôt dans ce lieu de prédilection la place qui lui convient le mieux, tantôt encore, et selon le temps, cette place devient plus ou moins heureuse; parfois, enfin, la ville perd sa fortune, parce que le lieu lui-même perd la sienne, à cause des changemens qui se font dans la navigation et dans le commerce. Constantinople, Alexandrie, Venise, et Corinthe peuvent servir d'exemples à ces réflexions. Essayons, en comparant la destinée de ces quatre villes, d'arriver à nous faire une idée exacte de ce que nous devons appeler une ville naturelle et nécessaire.

Ce n'est pas que je veuille dire que l'homme n'est pour rien dans la destinée de ces villes; l'homme y est pour beaucoup, car il faut qu'il reconnaisse et trouve la place de la ville. Tous n'ont pas le coup-d'œil juste, tous ne comprennent pas les avertissemens que donne la nature. Il y a des aveugles, témoin les Chalcédoniens, qui avaient devant eux le port de Byzance, la fameuse Corne d'Or, et qui ne comprirent pas que c'était là le lieu prédestiné d'une grande ville.

Je lisais dernièrement dans la *Gazette d'Augsbourg* (3 février 1840) l'extrait d'un rapport sur un projet de canal dans l'isthme de Panama. Il y a au milieu de cet isthme, dans l'état de Nicaragua, un lac de cent vingt milles de long sur quarante à soixante milles de large. Le fleuve Saint-Jean sert d'écoulement à ce lac dans le golfe du Mexique, avec un bon port à son embouchure. Du lac Nicaragua à l'océan Pacifique, il n'y a que neuf milles anglais; mais c'est une montagne à percer. Supposez le canal ouvert à travers l'isthme : entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, il y aura nécessairement à l'embouchure du fleuve Saint-Jean ou sur le lac Nicaragua une ville qui servira d'entrepôt entre les deux mers. Ce sera une ville nécessaire; mais sa prospérité dépendra de la place qu'elle occupera sur le lac ou sur le fleuve, car il y a certainement sur le lac et sur le fleuve des places qui sont plus ou moins heureuses et plus ou moins fortes. Celui qui trouvera la bonne place aura la gloire d'avoir fondé la capitale du nouveau monde. C'est là qu'est la place, mais il faut que l'homme la trouve.

Le génie de l'homme avait bien senti aussi qu'il devait y avoir une

ville dans le Bosphore; mais il lui a fallu du temps pour trouver la place de cette ville, et cette place trouvée, il a fallu beaucoup de temps encore pour concevoir que, dans un certain état du monde, c'est là que doit en être la capitale. Ainsi des colonies grecques s'établissent en-deçà et au-delà de Byzance avant de s'établir à Byzance (1). Ainsi, aux temps de l'empire romain, quand le monde fut réuni sous la même loi, Auguste et ses successeurs sentirent qu'il fallait à cet empire une autre capitale que Rome, qui pouvait bien servir de centre à l'Italie, mais qui ne pouvait plus être le centre du monde romain, et leurs yeux se tournèrent naturellement vers le détroit qui unit la mer Noire et la Méditerranée. Auguste pensa à Troie : il y avait là des souvenirs et des traditions qui avaient surtout le mérite d'être des souvenirs de la famille des Jules; mais il n'osa pas tenter cette grande transplantation de l'empire romain. Ce fut plus tard, ce fut aux temps de Dioclétien, que l'empire romain se mit en quête, pour ainsi dire, d'une capitale. On pensa à Antioche, on pensa à Nicomédie, qui a le mérite d'avoir un golfe sur la mer de Marmara, à l'issue du Bosphore; on pensa même encore à Troie, qui est à l'entrée de l'Hellespont. Enfin Constantin désigna Byzance; la destinée de cette ville fut accomplie, et Constantin eut la gloire d'avoir fondé, sur les ruines du vieil empire romain, un empire qui a duré encore onze cents ans et plus, et cela seulement parce que sa capitale avait été bien choisie.

L'histoire de la fondation d'Alexandrie n'est pas moins curieuse. Il fallait au commerce des Indes un entrepôt sur les côtes de la Méditerranée; autrefois il avait, sur les côtes de la Syrie, Tyr et Sidon; plus loin, dans l'isthme de Suez, aux embouchures du Nil, il y avait Peluse, Tanis et Naucratis, fondées par les Grecs. Mais Peluse, Tanis et Naucratis, situées l'une sur la bouche pelusiaque, l'autre sur la bouche tanitique, la dernière enfin à l'embranchement des bouches bolbitine et canopique, avaient à la fois les avantages et les inconvéniens du fleuve : elles pouvaient s'ensabler. Alexandre voulut fonder une ville digne de servir d'entrepôt et de capitale à ce monde formé de l'Orient et de l'Occident que ses victoires allaient créer, et il fonda Alexandrie, non à l'embouchure du Nil, mais tout près, et pouvant

(1) Tacit., *Annal.*, lib. XII : « Arctissimo inter Europam Asiamque divortio, Byzantium in extremâ Europâ posuere Græci, quibus Pythium Apollinem consulentibus ubi conderent urbem, redditum oraculum est quærerent sedem Cæcorum terris adversam. Ea ambage Chalcedonii monstrabantur, quod priores illùc adverti, prævisâ locorum utilitate, pejora legissent. »

communiquer avec le fleuve à l'aide d'un canal qui ne s'ensablerait pas. Un songe merveilleux, plein d'Homère et des souvenirs de ce père de la poésie grecque, consacra, selon Plutarque (1), la fondation de cette nouvelle métropole du génie grec. Mais ce qui a fait durer la fortune d'Alexandrie, et ce qui témoigne de l'admirable sagacité de son fondateur, c'est que cette ville représente et résume pour ainsi dire la position géographique de l'Égypte. L'Égypte, placée entre la Méditerranée et la mer Rouge, est destinée à servir de lien au commerce de l'Orient et de l'Occident, et Alexandrie en est l'entrepôt nécessaire. Quand, de plus, on songe que ce fut pendant les intervalles du siége de Tyr qu'Alexandre fonda Alexandrie, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'il voulait, par la fondation de cette nouvelle ville, achever la destruction de l'ancienne Tyr. Son génie d'homme de guerre ne l'a pas plus trompé que son génie d'homme d'état; Alexandrie détruisit Tyr en la remplaçant.

La fortune de Constantinople s'est faite peu à peu et avec le temps; celle d'Alexandrie avait été créée tout d'un coup, par le génie d'Alexandre : c'est le hasard qui a fait Venise. Au temps des invasions d'Attila, quelques habitans du Frioul vinrent se réfugier sur les bancs de sable qui sont à l'embouchure de l'Adige et des autres fleuves qui se rendent à la mer (la Brenta, la Piave, le Tagliamento). Bientôt une ville se bâtit sur ces îles à fleur d'eau. Sa sûreté fit sa fortune dans un temps où le monde était livré aux ravages de la guerre. Le moyen-âge est l'époque des châteaux-forts, et c'est un

(1) Plutarque raconte qu'Alexandre cherchait aux embouchures du Nil le lieu le plus convenable à la ville qu'il voulait fonder, et que déjà ses ingénieurs lui en avaient indiqué un, quand la nuit « il eut une vision merveilleuse : c'était un personnage ayant les cheveux tout blancs de vieillesse, avec une face et une contenance vénérables, qui, s'approchant de lui, prononça ces vers de l'Odyssée :

Une île il y a dedans la mer profonde,
Tout vis-à-vis de l'Égypte féconde,
Qui par son nom Pharos est appelée.

Alexandre ne fut pas plus tôt levé le matin, qu'il s'en alla voir cette île de Pharos, laquelle était pour lors un peu au-dessus de la bouche du Nil qu'on appelle canopique, et il lui sembla que c'était l'assiette du monde la plus propre pour ce qu'il avait eu pensée de faire; car c'est comme une langue de terre assez raisonnablement large qui sépare un grand lac d'un côté et la mer de l'autre, laquelle se va là aboutissant à un grand port; et dit alors qu'Homère était admirable en toutes choses, mais qu'entre autres était très savant ingénieur, et commanda qu'on lui désignât la forme de la ville, selon l'assiette du lieu. » (*Vie d'Alexandre,* traduct. d'Amyot.)

imprenable château-fort que Venise au milieu des lagunes. En se réfugiant sur ces écueils, les Vénitiens n'avaient pensé qu'à leur sécurité. Bientôt ils comprirent l'avantage de leur position au fond du golfe de l'Adriatique. L'Adriatique est la route ouverte entre l'Allemagne et le Levant. Sur cette route, le commerce avait besoin d'un entrepôt; Venise devint cet entrepôt nécessaire. Elle avait, pour le devenir, deux titres : le premier, sa position au fond du golfe à portée de l'Italie septentrionale et de l'Allemagne. Cette position, d'autres villes, il est vrai, pouvaient l'avoir : Trieste l'avait, et même Trieste était plus près de l'Allemagne; mais ce qui manquait à Trieste, ce qui, au moyen-âge, manquait à toutes les villes de la terre-ferme, c'était la sûreté. Venise avait cette sûreté, si précieuse au commerce. Voilà la cause de sa puissance commerciale dans le moyen-âge. Tant qu'il n'y eut de sûreté que derrière d'imprenables abris, Venise garda sa puissance; quand Venise, vieille et vaincue, ne put plus garder les clefs de l'Adriatique et s'assurer par la force le privilége d'en être le seul port; quand l'Autriche, maîtresse de Trieste, fut un puissant empire à côté de Venise qui n'était plus qu'une république impuissante, alors Venise vit Trieste, sa rivale, prendre peu à peu l'ascendant, car cette rivale avait pour elle aussi l'avantage de la position, et, quant à la sûreté, elle l'avait désormais aussi bien et mieux que Venise. Ce qu'il faut à l'Adriatique, c'est un port qui, au fond du golfe, accueille son commerce; peu importe, du reste, à cette mer, veuve du doge, que cette ville s'appelle Venise ou Trieste : le commerce va où le port a plus d'eau, où le débarquement est plus facile, où les transports sont moins coûteux, et il abandonne sans scrupule les palais de marbre de Venise pour les maisons bourgeoises de Trieste.

Ainsi donc, ces villes nécessaires et qui doivent tant aux lieux, perdent quelquefois aussi leur privilége, quand ce privilége, c'est-à-dire l'avantage de leur situation, peut se partager.

Voyons maintenant comment Corinthe, qui semble aussi, par sa position, une de ces villes que j'appelle nécessaires, ne l'était cependant que dans un certain état du monde, et pour un certain temps.

Corinthe est située entre deux mers, et sa position ne paraît pas non plus pouvoir être détruite ou remplacée. Cependant je ne vois pas que Corinthe soit jamais appelée à redevenir une ville puissante et riche. L'isthme de Corinthe, en effet, ne sépare que deux parties d'une même mer, deux portions d'un même pays, et non, comme l'isthme de Suez ou comme l'isthme de Panama, deux mers et deux

mondes différens. Le commerce des Indes doit nécessairement passer par l'isthme de Suez, à moins qu'il ne veuille faire le tour de l'Afrique; et notez que, depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance, le commerce fait ce tour, sans se soucier de la distance. Il se soucie donc encore bien moins de faire le tour de la Morée. La traversée de l'isthme de Corinthe, soit par la voie de terre, soit même par un canal, si on en creusait un, abrégerait tout au plus le transit de cinq ou six jours. La traversée de l'isthme de Suez abrége de plusieurs mois le voyage des Indes.

Autrefois cependant Corinthe était riche et puissante, et les poètes ont chanté la splendeur de cette ville assise sur deux mers : *Bimarisve Corinthi mœnia.* La richesse de Corinthe tenait à l'imperfection de la marine chez les anciens. C'était une affaire pour leurs vaisseaux, qui suivaient ordinairement les côtes et craignaient la haute mer, de doubler le Péloponèse, et l'on sait la fatale renommée des promontoires de Ténare et de Molée. Le commerce, autrefois, en traversant l'isthme de Corinthe, s'épargnait des pertes et des difficultés. D'ailleurs, et ce fut là dans les temps anciens la principale cause de la puissance de Corinthe, Corinthe était la porte du Péloponèse; ce privilége est le seul que Corinthe puisse encore garder de nos jours.

La richesse des villes qui paraissent le mieux situées, dépend donc souvent de la hardiesse ou de la timidité du commerce et de la navigation. Quand le commerce se faisait à petites distances, l'isthme de Corinthe avait l'importance de l'isthme de Suez et de l'isthme de Panama. Aujourd'hui que le commerce se fait à longues distances et d'un pôle à l'autre, qu'est-ce pour lui que le tour de la Morée de plus ou de moins?

L'étude de la destinée des quatre villes que j'ai choisies montre ce que la nature donne aux villes les plus favorisées et ce que l'homme y ajoute. Corinthe, pendant long-temps, semble une de ces villes prédestinées, à qui sa position entre deux mers fait une fortune que l'on ne peut lui ôter. Le commerce et la marine font un pas, et Corinthe perd sa fortune. Venise régnait sur l'Adriatique, mais sa force tenait à l'état de l'Europe au moyen-âge. Cet état change : Venise perd sa puissance. Alexandrie enfin, qui représente l'Egypte, peut aussi se voir enlever la destinée qu'elle tient de son fondateur. Alexandrie n'est pas sur la Méditerranée le point le plus rapproché de Suez sur la mer Rouge; et si un chemin de fer doit un jour traverser l'isthme, qui sait si l'homme ne

choisira pas sur la Méditerranée un point plus voisin pour y placer la ville destinée à servir d'entrepôt? De Suez à la Méditerranée, la ligne la plus courte passe par Peluse, et il est possible qu'un jour la vapeur, détruisant l'œuvre du génie d'Alexandre, transporte la fortune de l'Egypte d'Alexandrie dans les murs de la vieille Peluse. Constantinople seule semble à l'abri de toutes les chances. Elle peut plus ou moins fleurir, selon le génie du peuple qui la possède, selon le degré de civilisation des pays qu'unit son détroit; mais elle ne peut pas cesser d'être un grand entrepôt de commerce, car le Bosphore est un lieu unique en Europe, et Constantinople à son tour est un lieu unique sur le Bosphore.

Le Bosphore, en effet, est la route nécessaire et inévitable du commerce entre la mer Noire et la Méditerranée; il n'y a pas moyen, même en prenant le plus long, d'éviter le Bosphore. Le commerce, en doublant la Morée, a pu éviter de traverser l'isthme de Corinthe, et en doublant l'Afrique, de traverser l'isthme de Suez. Pour entrer dans la mer Noire, il faut traverser le Bosphore; c'est le seul et unique chemin.

Constantinople, en même temps, est un lieu unique sur le Bosphore. En effet, déplacez Constantinople, mettez-la un peu plus haut ou un peu plus bas, elle perd aussitôt quelques-uns de ses avantages. Constantinople, bâtie sur le Bosphore, entre les deux châteaux d'Europe et d'Asie, ou sur l'Hellespont aux Dardanelles, est encore, il est vrai, maîtresse du passage qui conduit à la mer Noire, mais elle n'a plus ce port commode et vaste que lui fait le golfe de la Corne d'Or, ce port que la mer a soin de laver chaque jour par ses courans. Mettez au contraire Constantinople sur la mer de Marmara, elle ne tient plus les clés du Bosphore, elle n'est plus la porte des deux mers :

> Hic locus est gemini janua vasta maris.
>
> OVIDE.

C'est ainsi que, grâce à la faveur merveilleuse des lieux, Constantinople ne peut ni devenir inutile comme Corinthe, ni être suppléée comme Venise ou Alexandrie. Sa position ne peut être ni remplacée ni détruite, et c'est de toutes les villes celle qui donne l'idée la plus accomplie de ce que j'appelle les villes nécessaires et naturelles.

SAINT-MARC GIRARDIN.

L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Réception de M. Flourens. — Les Candidatures.

Nous venons d'assister à un spectacle qui, s'il n'est pas toujours très amusant, n'a du moins jamais cessé de piquer la curiosité parisienne : lutte de paroles, tournoi d'esprit, dont les occasions, pour surcroît d'attrait, ont été, dans ces derniers temps, extrêmement rares. Depuis l'année 1836, où M. Mignet vint, sous la coupole des *Quatre-Nations*, remplacer l'auteur des *Templiers*, il n'y avait eu aucune séance de *réception* à l'Académie française. Grace à cet intervalle, qui d'ailleurs n'a pu paraître trop long à personne, pas même aux héritiers présomptifs, la cérémonie du 3 décembre dernier était pour beaucoup d'assistans une sorte de nouveauté. L'auditoire, en pareille circonstance, se compose des amis de l'académicien dont on va faire un double éloge, des adversaires, toujours nombreux, et des amis du récipiendaire, de lauréats passés ou futurs, de jeunes femmes même, et de gens du monde, ou d'étrangers, qui viennent chercher, et ne trouvent pas toujours, une distraction. De ce mélange de bienveillance, de malice et de neutralité, qui se font mutuellement contrepoids, résulte un jury, qui sanctionne ou improuve le choix du nouvel académicien. Un discours de réception réussit ou tombe, comme une pièce nouvelle; c'est pour les spectateurs une émotion tout-à-fait analogue à celle d'une première représentation.

L'opinion du jury dont je parle, a été favorable au discours de M. Flourens. La violence et l'injustice des attaques qui ont accueilli son élection avaient provoqué dans tous les esprits modérés une sorte de réaction d'impartialité et de bienveillance. On avait eu le temps d'ailleurs d'apprendre par quel mérite incontestable de pensée et de style l'habile secrétaire-perpétuel de l'Académie des Sciences justifie de son droit au fauteuil des Maupertuis, des la Condamine, des Vicq-d'Azir et des Fourier. On avait pu relire ses deux beaux éloges de George Cuvier et de Laurent de Jussieu, où la gravité, la précision, l'élévation du langage, sont au niveau de la magnificence des sujets. Dans l'éloge qu'il avait à faire de M. Michaud, auquel il succède, M. Flourens a montré de nouveau les heureuses qualités qui le distinguent, la précision et la propriété du style, la justesse des aperçus, la rectitude des jugemens. Il a exposé avec simplicité la carrière agitée de son prédécesseur, emprisonné onze fois et deux fois condamné à mort. Les amis de l'illustre historien, du pèlerin éloquent, du causeur spirituel, ont reconnu le portrait et rendu témoignage à la ressemblance. M. Flourens a raconté plusieurs traits de la vie de M. Michaud, empreints d'une bonhomie qui n'exclut pas la finesse et qui rappelle un peu La Fontaine. Une diction naturelle, sans ambition, sans clinquant, ont fait connaître M. Flourens à tout le monde pour ce qu'il est, un homme de sens et d'esprit, un écrivain habile et délicat. Aux yeux de quelques juges plus sévères, cette habileté, appliquée à un ordre de faits qui n'est pas celui de ses méditations les plus habituelles, tout en prouvant le mérite et la flexibilité de l'écrivain, a laissé pourtant désirer sur quelques points plus de nouveauté et de profondeur. Il est tout naturel, en effet, que M. Flourens se soit trouvé moins à l'aise dans l'appréciation de la vie politique et littéraire de M. Michaud que dans celle des travaux de Desfontaines ou de Chaptal, et qu'il ait touché certaines questions particulières, celle de l'ancienne chevalerie, par exemple, avec moins de supériorité que les questions de physique générale. Mais il a repris tous ses avantages, quand, dans un style précis et nerveux, il a établi la nécessité de soumettre l'histoire elle-même à la sévérité des méthodes scientifiques. J'ajouterai que, dans plusieurs parties de son discours, il a joint avec bonheur l'exemple à la théorie.

M. Mignet, chargé, comme directeur de l'Académie, de répondre à M. Flourens, a trouvé dans cette tâche l'occasion d'un succès égal à celui qu'ont obtenu ses éloges de Talleyrand et de Broussais. Outre les points déjà traités par le récipiendaire, et que le directeur est obligé

de reprendre, d'après un usage qui ne paraît pas très sensé, M. Mignet avait à apprécier les titres du nouvel académicien. Il l'a fait avec une convenance, une mesure, une équité parfaites. Et non-seulement il a exposé le mérite littéraire des éloges et des mémoires de M. Flourens, mais il a décrit avec cette élégante lucidité dont il a le secret les travaux d'histoire naturelle et les découvertes physiologiques de M. Flourens. Ce morceau, ainsi que son jugement sur les causes et les effets des croisades et son opinion sur la méthode historique, sont écrits de cette manière éloquemment dogmatique dans laquelle il excelle, et que peut-être il prodigue. En effet, s'il était permis d'adresser une critique à un discours qui a été si unanimement et si justement applaudi, je dirais que la perfection de chaque phrase, qui se condense en formule, finit par composer un tissu trop serré, trop compact, surtout pour un travail destiné à l'oreille, et non pas à la lecture. On aimerait à rencontrer quelques parties moins cultivées, moins couvertes, une clairière, une lande même; on voudrait trouver, comme lieux de repos, quelques places où il y eût plus d'espace et plus d'air.

Nous devons noter, comme une chose singulière, que jusqu'ici tous les biographes officieux ou officiels de M. Michaud ont ignoré, ou du moins passé sous silence, une bien importante particularité de sa jeunesse. Avant d'avoir embrassé les opinions royalistes qu'il a si loyalement et si courageusement défendues jusqu'à sa mort, M. Michaud, en 1791, partageait les sentimens patriotiques et démocratiques de la majorité de la France. M. Charles Labitte, dans un article intéressant, a recueilli de curieuses notions sur cette phase vive, pure et très courte de la jeunesse de M. Michaud. Il est regrettable que M. Flourens et M. Mignet n'aient pas connu l'existence de ce filon caché, qui leur aurait servi à expliquer certaines veines d'indépendance qui ont reparu plus tard, et qu'ils ont d'ailleurs très bien indiquées sans en connaître la source. M. Mignet, par exemple, rappelle que, sous Charles X, quand parut la loi contre la presse, l'Académie française, après une honorable discussion, présenta à la couronne une respectueuse supplique. M. Michaud, qui avait pris part à cet acte, perdit le titre de lecteur du roi et les 1,000 écus qui y étaient attachés. Quelque temps après, le roi lui ayant reproché doucement la part qu'il avait prise à cette discussion : « Sire, lui répondit M. Michaud, je n'y ai prononcé que trois paroles, et chacune d'elles m'a coûté mille francs; je ne suis plus assez riche pour parler. » Et il se tut. M. Labitte, de son côté, cite un noble pendant à cette réponse. Le

roi ayant un jour questionné M. Michaud sur ses opinions de jeunesse, dont quelques ames charitables l'avaient malignement informé, M. Michaud lui répondit : « Les choses iraient bien mieux, si le roi était aussi au courant de ses affaires, que sa majesté paraît l'être des miennes. » Ce point de départ actuellement connu explique sinon la vie, du moins le caractère de M. Michaud. Mais revenons à l'Académie.

Si le public a été long-temps privé de réceptions, les solennités de ce genre vont se succéder avec une rapidité qui a bien aussi son côté triste. Dans quelques jours, M. le comte Molé prendra possession du fauteuil de M. de Quélen. Ce n'est pas tout; trois autres places sont en ce moment vacantes, et la nomination à tant de siéges n'est assurément pas pour l'Académie un médiocre embarras. Nous avons vivement blâmé les clameurs offensantes qui ont accueilli les deux derniers choix, et les injurieuses protestations qu'ont fait entendre les amis des candidats désappointés. Ce n'est pas que, tout en reconnaissant la légitimité des titres des élus, nous n'eussions eu, nous aussi, quelques observations à présenter, non contre la bonté des choix, mais sur leur opportunité. Sans doute la langue nette, claire, précise, sobrement colorée, qu'emploient les sciences naturelles, a de droit sa place marquée au sein de l'Académie française, et cette place, nul mieux que M. Flourens n'était digne de l'occuper. Sans doute aussi il y a, dans certains cas, avantage et convenance à introduire dans cette assemblée, qui doit réunir tous les genres de supériorités, quelques modèles du langage de la diplomatie, et, si l'on veut même, de la conversation de la société la plus polie; mais ces besoins-là, qui sont très réels, étaient-ils les plus urgens? Il est permis d'en douter. Après quatre grandes années passées sans aucune élection, ce que l'opinion publique attendait, ce qu'elle attend et demande encore aujourd'hui à l'Académie française, ce sont, il faut le dire bien haut, des choix, beaucoup de choix, exclusivement littéraires. Personne assurément n'a le droit ni la prétention de tracer une ligne de conduite à l'illustre compagnie; mais il est bien permis de ne pas oublier qu'elle est fondée pour la gloire et l'encouragement des lettres. L'érudition, les sciences exactes et philosophiques sont encouragées et représentées par d'autres classes de l'Institut. A l'Académie française seule il appartient d'encourager et de rémunérer les œuvres qui relèvent de la plus belle et de la plus rare de nos facultés, de l'imagination.

La question du recrutement de l'Académie française amène, comme

on voit, par une pente inévitable, cette autre question fort controversée et fort délicate : qu'est-ce que l'Académie française et quelle est sa destination? Sur ce point, il y a eu de tous temps de profondes dissidences, même entre ses membres les plus éminens. L'abbé de Saint-Pierre et Fénelon au XVII[e] siècle, et dans le XVIII[e] des esprits qu'on n'accusera pas d'être chimériques, Voltaire et Chamfort, voulaient que l'Académie française entreprît collectivement de grands travaux, non-seulement son dictionnaire (personne ne le conteste), mais une grammaire, mais une rhétorique et des traductions. Je crois même que les anciens statuts de la compagnie lui imposent quelque tâche semblable. Cette opinion fut en partie réalisée après la suppression de l'Académie française dans l'organisation de la seconde classe de l'Institut. D'autres membres, et il est évident par le résultat qu'ils étaient en majorité, ont été d'un avis contraire; mais ils ont eu le tort grave, suivant moi, de ne pas oser exposer nettement leur opinion et de laisser ainsi leurs détracteurs la répandre et la défigurer à leur manière. On a répété, sur tous les tons, que l'Académie française était un corps institué pour ne rien faire.

Quant à moi, sans la moindre ironie ni la plus légère idée de blâme, j'accepte et approuve entièrement cette opinion.

Les seuls travaux que puisse entreprendre l'Académie française sont, outre son dictionnaire usuel, qui est hors de cause, des ouvrages de lexicographie savante et de grammaire, ou des travaux sur la philosophie du beau et du goût. Or, ces deux branches d'études sont cultivées, ou doivent l'être, par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et par l'Académie des Sciences morales. Ce qui distingue l'Académie française des autres classes de l'Institut, ce qui fait de cette compagnie une institution sans pareille dans le monde, c'est précisément de n'être pas consacrée au développement de telle ou telle science dépendante de la mémoire ou de la raison; c'est, en un mot, de n'être en rien un corps dogmatisant, mais un prytanée ouvert aux facultés brillantes qui dérivent de l'imagination.

Oui, c'est une des gloires de la France d'avoir fait pour le génie et pour le goût ce que n'a fait aucun peuple ancien ni moderne, d'avoir réuni dans une même enceinte, où elles se recrutent elles-mêmes, toutes les renommées poétiques, tous les esprits créateurs ou éminemment sensibles aux créations du génie. C'est parce que cette institution répond à une idée vraiment juste et grande, que malgré toutes les railleries auxquelles elle a été en butte, malgré toutes les fautes même qu'une association pareille est exposée à commettre,

l'Académie française vit avec gloire depuis deux siècles, et durera autant que l'unité de la France et la littérature nationale.

Si, au lieu d'être une sorte d'Olympe, l'Académie française n'était qu'un atelier grammatical, ce ne seraient pas des poètes lyriques et dramatiques, des orateurs, des historiens, des romanciers qu'il faudrait y appeler, ce seraient des grammairiens, des écrivains didactiques et des érudits de profession. Comment, je vous prie, faire travailler à une œuvre commune MM. Soumet, Lebrun, Casimir Delavigne, Lamartine, Châteaubriand, Victor Hugo?... Pardon, je mêle par habitude des noms qui sont partout ailleurs voisins et frères... Comment, dis-je, imposer un travail collectif à ce qu'il y a de plus individuel au monde, à la pensée et à la fantaisie des poètes? Autant vaudrait demander un tableau collectif à la section de peinture ou un *oratorio* à frais communs à la section de musique de l'Académie des beaux-arts! Non, l'Académie des beaux-arts et l'Académie française ne sont pas des salles de travail; ces deux Académies sont le but et la noble récompense des grands artistes. Tout au plus peut-on dire que ces deux compagnies ont pour mission secondaire de conserver le dépôt des traditions et de maintenir le respect des saines doctrines, soit par l'organe de leur secrétaire-perpétuel, soit par les nominations qu'elles ont droit de faire, nominations qui ont, en effet, une haute portée et une utile signification. Je le répète, ces deux Académies sont un Élysée ouvert aux poètes et aux artistes, ou, si on l'aime mieux, ce sont deux sénats conservateurs.

Mais est-ce à dire que ces deux corps doivent, par amour de la conservation, se vouer à une invincible immobilité? Est-ce à dire qu'au lieu de montrer la route comme guides, ils doivent se poser comme obstacle? Eh! bon Dieu! que deviendrait l'Académie française, si elle se trouvait un jour tellement en dehors du mouvement des esprits, qu'elle ne comptât dans ses rangs presque aucun des hommes dont la littérature contemporaine s'honore le plus? Je ne dis pas que cela soit, tant s'en faut; mais je dis qu'il importe que cela ne puisse jamais être.

Sous la restauration, un écrivain de beaucoup d'esprit, mais d'un esprit assez peu académique, s'était amusé à dresser une liste de tous les grands noms littéraires qui se trouvaient à cette époque en dehors de l'Académie française. Il avait, de plus, avec une malice qui n'était peut-être pas fort équitable, mais qui était de très bonne guerre, placé les noms les plus éclatans de sa contre-académie en regard de quelques noms adroitement choisis dans l'Académie officielle. Il serait

déplorable qu'on pût renouveler un aussi irrévérencieux parallèle. Et cependant, en s'obstinant à faire des choix qui, tout en étant fort honorables, ne seraient pas moins exclusifs des noms purement et véritablement littéraires, l'Académie donnerait à penser qu'elle ne reconnaît aucun homme d'imagination, aucun poète, aucun historien, aucun critique, digne en ce moment de prendre place au milieu d'elle. Une telle déclaration serait bien grave.

Nous ne lui rappellerons pas qu'elle vient de laisser mourir un des écrivains de ce temps les plus manifestement désignés à son choix, un homme qui à la plus exquise perfection du style joignait les opinions littéraires les plus saines et les plus pertinemment conservatrices, l'illustre M. Daunou. Nous ne ferons pas non plus à l'Académie française un reproche de l'absence de deux célébrités européennes, M. de La Mennais et Béranger. Ni l'un ni l'autre ne se sont présentés à ses portes. Mais, à côté de ces deux noms, n'y en a-t-il pas beaucoup d'autres? Je ne parlerai pas de celui que toutes les voix désignent. Il ne reste rien à dire de M. Victor Hugo. D'ailleurs, je défends ici la cause des lettres, non celle de tel ou tel littérateur. Comment! l'Académie française croirait devoir aller chercher ses membres parmi les hauts dignitaires de l'église ou de la diplomatie, quand, pour réparer ses pertes, elle a, parmi ses frères en littérature et en poésie, des hommes tels que M. Victor Hugo, M. Ballanche, M. Sainte-Beuve, M. Alfred de Vigny, M. Augustin Thierry, M. Mérimée, M. Alfred de Musset, M. Alexandre Dumas, M. Jules Janin, M. Patin, M. Bazin, M. Ampère, M. Quinet, M. Ph. Chasles, etc... L'auteur d'*Antigone*, avec son style à la fois si antique et si français, n'est-il pas un écrivain d'une pureté parfaite, en même temps qu'un poète et un penseur d'une extrême originalité? M. Sainte-Beuve, comme romancier, comme poète, comme critique, comme historien littéraire et psycologiste, ne montre-t-il pas dans tous ses écrits une vérité de touche, une ouverture de sentimens, une vivacité de coloris et d'intelligence qui ne permet plus à la France d'envier à l'Angleterre ses *laquistes*, ni son Jean-Paul à l'Allemagne? N'est-ce pas une imagination pleine de grace et de puissance que celle du chantre d'*Eloa*, de *Chatterton* et de *Cinq-Mars?* Quel peintre plus vrai, quel narrateur plus expressif, quel écrivain à la fois plus sobre et plus complet, plus concis et plus émouvant que M. Mérimée? Je ne veux pas pousser plus loin cette énumération déjà trop longue et peut-être indiscrète. D'autres parleront des écrivains que j'oublie et que je suis bien loin d'écarter. J'ai voulu seulement indiquer qu'il y aurait bientôt, si l'on n'y prenait garde, possibilité d'imaginer une académie hors de l'Académie.

On conçoit, d'ailleurs, à merveille, qu'une compagnie telle que l'Académie française, chargée de deux missions si graves et si diverses, à savoir de réunir ce qu'il y a au monde de plus difficilement appréciable, l'élite des hommes d'imagination, et, en même temps, de conserver l'intégrité des traditions littéraires ; on comprend, dis-je, qu'un tel corps, pour s'acquitter de sa double tâche, éprouve un extrême embarras et une longue hésitation, chaque fois que les révolutions qui, tous les quarts de siècle, modifient le goût poétique, le forcent, pour ne pas manquer au premier de ses devoirs, de se relâcher un peu de la sévérité du second. Les personnes qui suivent avec attention l'histoire de nos diverses écoles poétiques, n'ont pas oublié, sans doute, quels obstacles l'auteur romantique d'*Atala* et de *René* éprouva pour se faire ouvrir les portes du sanctuaire, quelque soutenu qu'il fût par la puissante et classique amitié de M. de Fontanes. Enfin, il y pénétra, non sans peine, ainsi que plus tard M. de Lamartine, et tous les deux sont aujourd'hui la gloire du corps qui les redoutait. Il est vrai que l'un et l'autre n'avaient pour les compromettre que la grandeur et la nouveauté de leur talent; ils n'avaient pas pour avant-garde ces admirateurs fanatiques qui donnent à une candidature presque l'air d'une invasion. On était alors en 1811, et si la France ne jouissait pas de la liberté de discussion, ce qui était un grand mal, la littérature, en revanche, n'était pas exposée aux fusillades de ces tirailleurs sans discipline qui font feu étourdiment contre tout ce qui remue sur les hauteurs. Mais, quelque fâcheux que soient de pareils auxiliaires, est-il juste d'imputer à la volonté du chef les torts commis par sa troupe? Est-il équitable de rendre un grand poète responsable du bruit qui se fait autour de son nom?

En résumé, nous avons bon espoir dans les choix que prépare l'Académie française. Elle est arrivée à un moment décisif et solennel; la solution de la crise n'admet plus d'ajournement. Pour quiconque connaît bien l'histoire de cette compagnie et la manière circonspecte et lente, mais intelligente et sympathique, dont elle a su, depuis sa naissance, associer à sa destinée presque toutes les illustrations de la France, il est permis de croire que, suivant l'heureuse expression de M. Mignet, elle n'a fait qu'*ajourner les lettres*, et que, par plusieurs choix tous littéraires et sagement balancés, elle s'apprête à satisfaire l'opinion publique et à remplir son double mandat, c'est-à-dire, à ne laisser aucune gloire en dehors d'elle, et à ne sacrifier aucun des grands principes de la raison et du goût dont elle est la gardienne vigilante et légitime.

CHARLES MAGNIN.

QUESTION D'ORIENT

ET

DISCUSSION PARLEMENTAIRE.

C'en est fait; le vice-roi a cédé. L'escadre anglaise s'est présentée devant Alexandrie dans l'appareil du combat. Le commodore Napier, après avoir fait charger ses canons, a donné vingt-quatre heures à Méhémet-Ali pour accepter son *ultimatum*. Méhémet a suivi les conseils de notre cabinet, les conseils de la *politique utile*. Il a accepté cette offre qu'on lui notifiait la mèche allumée, et qui lui était faite *surtout à la considération de la France.*

Il a eu raison, autrement il perdait et l'Égypte et sa famille. Il faisait à son alliée un sacrifice exagéré et qu'elle ne lui demandait pas. Il s'exposait à un danger de mort pour lui conserver dans l'Orient une chance de puissance et de renommée. C'était trop; la France n'exige de personne ce qu'elle ne fait pas pour elle-même. Que le pacha se soumette donc, qu'il se sauve aux plus douces conditions qu'il pourra; qu'il accepte, qu'il recherche la protection pour lui la meilleure. C'est le conseil que nous lui donnons. La France veut le salut de tout le monde; elle n'aspire qu'à la gloire si pure de pouvoir dire que les significations de l'amiral anglais ont été dues à son influence, et qu'il a retardé le bombardement de vingt-quatre heures à sa considération. Comment douter en effet que la considération de la France n'ait joué le grand rôle dans toute cette affaire? C'est elle évidemment qui a tout conduit, et les obusiers du *Powerfull* ont été chargés pour assurer l'effet de la note du 8 octobre.

On sait bien maintenant comment toute cette grande affaire, ou du moins comment toute cette affaire, qu'on avait cru grande, doit être comprise. Un trouble s'était élevé dans *les relations* du sultan et du pacha. Ce trouble mettait le suzerain en danger par le fait du vassal. Ce danger devenait le prétexte d'une intervention russe à Constantinople. Cette intervention, l'Angleterre et la France avaient intérêt à l'empêcher, l'une parce qu'elle a sur l'Orient des vues très respectables, l'autre parce que la presse lui a persuadé qu'elle doit contenir la Russie, la Russie étant malveillante pour la révolution de juillet. Donc, pour empêcher cette intervention, la France a usé de son influence sur le pacha qu'elle traitait en allié, parce que la presse le lui avait présenté comme un libéral; l'Angleterre, d'accord avec la France, a travaillé à substituer dans Constantinople au protectorat exclusif un concert européen. Mais de plus, l'Angleterre qui a des intérêts et des desseins, qui songe à la mer Noire, à la mer de Marmara à l'Euphrate, à la mer Rouge, a jugé convenable, pour établir la paix entre le sultan et le pacha, de les séparer par un pays livré au désordre, à l'anarchie, au brigandage, en insurgeant la Syrie. Un traité a été conclu pour cet objet. La France, toujours conduite par la presse, a fait la faute de n'y pas adhérer, puis la faute plus grande de s'en fâcher, puis la faute plus grande encore de se préparer pour toutes les éventualités que l'exécution du traité pouvait amener. Arrêté à temps dans le cours de ces fautes désastreuses, il n'est donc resté à son gouvernement qu'une chose à faire, réparer le temps perdu, en souscrivant moralement au traité par des vœux et des efforts qui pussent en faciliter l'accomplissement. Il devait cela à *sa meilleure et plus sûre alliée*, l'Angleterre, comme à *son allié lointain et incertain* le pacha d'Égypte. Ce qu'il lui fallait, c'est que les évènemens marchassent vite, que la force triomphât aisément, que le pacha renonçât à une défense inutile et se rangeât au système de la paix; car, pour lui comme pour tous, en Égypte comme ailleurs, comme partout, comme toujours, la paix importe à la civilisation et à la morale, et promet à la France ses véritables conquêtes. Ainsi les vœux de la politique française étaient pour la prompte défaite et la prompte soumission du pacha. C'était sans détour et sans flatterie, dans ce sens que nous le devions conseiller. Nos conseils ont réussi. Les Russes ne sont pas venus à Constantinople; premier triomphe pour la révolution de juillet. Les vues de l'Angleterre sur l'Orient ont eu satisfaction; second succès pour nous, puisqu'elle est notre alliée. Méhémet garde l'Égypte, grace à la France, qui eût regretté de le voir s'exposer à la canonnade et qui l'en a préservé à temps. Enfin,

par l'intervention de sir Robert Stopford et de l'amiral Bandiera, la paix est assurée en Orient. Que pouvait désirer de plus la politique pacifique de la France? C'est la vraie politique du gouvernement de juillet, cette politique consacrée par une expérience de dix ans, et qui de succès en succès, de miracle en miracle, a placé notre pays au rang qu'il occupe dans le monde. Voilà comme l'évènement doit être jugé par les hommes d'ordre; il n'y a que la presse libérale qui aura eu tort, et c'est encore une preuve que tout a tourné pour le mieux.

Quelque séduisante que soit cette manière d'envisager les choses, quelque attrait qu'elle puisse avoir pour les esprits élevés et les ames généreuses, nous demandons pourtant la permission de présenter l'affaire sous un autre jour, et de persister dans l'humble jugement qu'en avait porté la France entière avant le 29 octobre. C'est de ce point de vue que nous nous obstinerons à considérer et les évènemens, et la discussion parlementaire, et le cabinet actuel, et le dénouement qu'on présente à notre admiration.

La diplomatie est moins mystérieuse que jamais, on peut même trouver qu'elle l'est trop peu, et certainement, dans leurs relations politiques, les cabinets ne trompent aujourd'hui que le moins qu'ils peuvent. Cependant tout ne se dit pas, et il y a dans toute question européenne un certain nombre de phrases faites qui ne sont que des mensonges convenus, à l'effet de dissimuler la vraie pensée que personne n'avoue, mais d'après laquelle chacun raisonne. Tel est, par exemple, dans la question d'Orient, cet axiome tant répété : « L'équilibre européen veut le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ottoman. » Tous les cabinets de l'Europe ont adhéré à cette proposition; la Russie elle-même n'y a pas trop contredit. Cependant pour tous les cabinets signifiait-elle la même chose? Nul ne peut le penser.

Sans doute, à parler raison, la proposition est vraie. Quant à présent, l'équilibre européen doit être maintenu, c'est-à-dire que nulle puissance n'est, si elle est prudente et raisonnable, pressée d'opérer, même à son profit, un changement dans la répartition actuelle des territoires et des forces, telle qu'elle a été réglée par les derniers traités. De même, et par une conséquence évidente, l'empire ottoman doit continuer de n'appartenir qu'à lui-même, ou, pour mieux dire, il faut maintenir partout ce qui reste de la domination turque. Dans le présent, tous les cabinets peuvent s'entendre pour dire cela, et c'est une parole bonne à répéter.

Cependant, quand c'est la Russie qui la répète, cette parole a un sens que tout le monde connaît. Elle veut dire que la Russie, véhémentement soupçonnée depuis long-temps de convoiter la Turquie, s'est mise à la protéger pour commencer à la conquérir. Tous les périls de la Porte ottomane, qu'ils lui viennent de Thessalie ou d'Égypte, des Albanais ou des Arabes, peuvent désormais amener les flottes des maîtres de la mer Noire sous les murs de Constantinople. C'est le sens du *système conservateur qui a servi de règle à la politique de l'empereur en* 1833, comme l'écrivait son ministre (1), *et qui a fait la base des engagemens réciproques qui unissent la Porte à la Russie.* L'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, dans la bouche de la Russie, c'est donc le protectorat russe. Personne n'est dupe de ces mots-là.

Mais quand une autre puissance, quand l'Angleterre, par exemple, les prononce, elle leur attribue une tout autre valeur. Elle entend alors que l'empire turc doit être soustrait à la protection suspecte de la Russie, à cette protection qui en menacerait dès aujourd'hui l'indépendance et plus tard l'intégrité. Ce n'est pas tout, la pensée de l'Angleterre va plus loin. La Russie, se dit-elle, ne doit s'agrandir ni par conquête ni par influence; mais si elle le fait, et dans la prévision qu'elle pourra le faire un jour, l'Angleterre doit se préparer des chances d'agrandissemens équivalens : elle doit faire sentir à Constantinople ce que vaut sa protection, en concurrence avec celle de la Russie; au midi de l'empire, ce que peut faire son influence, en concurrence avec celle de la France. Tout le monde sait en effet ce que l'Angleterre est en Asie, ce qu'elle veut être dans la Méditerranée. De là ses vues présentes et ses vues à venir en Orient. Tant que l'empire ottoman subsiste, elle peut se contenter d'y faire connaître et respecter son ascendant, d'y acquérir des clientelles, des marchés, des communications; le jour où il succombera, elle entend qu'il ne périsse au profit de personne autant qu'au sien, et se réserve sa part, si elle ne peut empêcher la Russie de s'en faire une : voilà *son* intégrité et *son* indépendance de l'empire ottoman.

Il y a peu à s'occuper de l'Autriche et de la Prusse. Cependant pour l'une, la formule fameuse signifie la tranquillité de l'Orient avec un peu plus de penchant dans cette question vers l'Angleterre que vers la Russie; pour l'autre, un arrangement tel que le cabinet de Berlin ne soit pas obligé de choisir entre la Russie et l'Angleterre.

(1) Dépêche de M. de Nesselrode à M. de Medem, du 29 juillet 1839.

Mais il résulte évidemment de tout cela qu'en usant des mêmes paroles, la Russie, la Grande-Bretagne, la Prusse et l'Autriche sont loin d'avoir les mêmes idées, et que les deux premières surtout, se souciant fort peu dans l'avenir du maintien de l'empire ottoman, dès aujourd'hui ne s'inquiètent guère d'y voir naître des collisions et des crises, si elles peuvent y saisir l'occasion favorable de jeter les fondemens de leur puissance future, fallût-il y employer la force des armes.

L'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman sont chères également à la France. La France aussi se servait de ces mots en 1839. Qu'entendait-elle par là? Le *statu quo*. La tolérance, ou la consécration du *statu quo* en Orient, tel était le véritable intérêt de la France, également jalouse de ne voir se renouveler ni les tentatives de protection léonine de la Russie, ni les essais d'extension morale de la puissance britannique. Cette politique résulte pour la France de sa position même sur la Méditerranée. La Méditerranée n'est point *un lac français;* c'est là une dénomination ambitieuse qui peut inquiéter sans rien éclaircir. Mais enfin la France occupe un littoral bordé de grands ports au nord de cette mer. En face, elle règne péniblement, mais elle règne de fait sur plus de deux cents lieues de côtes. Elle n'y projette en d'autres parages, elle n'y rêve aucun agrandissement ultérieur, aucune conquête insulaire ou continentale; mais partout elle y peut prétendre à l'influence, partout elle y voudrait voir s'établir ou se développer avec indépendance des existences nationales, des marines respectables. Si l'Espagne s'éclaire un jour sur ses véritables intérêts, elle s'appuiera uniquement sur la France, qui ne lui souhaite que de la puissance, et qui a besoin qu'elle en acquière. Si la Grèce arrive jamais à la vie et à la force, elle se souviendra que la France seule a voulu pour elle une nationalité véritable, et lui a conseillé de ne pas s'effacer sous l'empire étrangement combiné de la politique anglaise et de la politique russe. La France encore devrait tout au moins exercer à Constantinople l'influence désintéressée d'une puissance du premier ordre qui ne convoite aucune des dépouilles de l'empire. En Syrie, depuis un temps immémorial, le nom français était puissant, et, parmi les populations chrétiennes, les croisades n'avaient laissé que notre souvenir. Parlerai-je enfin de l'Égypte? Qui ne sait, ou du moins qui ne savait, il y a deux mois, quels intérêts, quels antécédens, quels liens de politique, de civilisation et de commerce, unissaient notre pays à la terre orientale, où le héros de notre époque alla chercher cette auréole de poésie qui devait couronner les origines de sa gloire?

Ainsi naguère encore, en Orient, et tout autour de la Méditerranée, la France occupait une situation imposante, et jouissait d'une influence que l'avenir pouvait développer non-seulement à son profit, mais surtout au profit de l'indépendance commune et du progrès général. La France, sans aucune vue de conquêtes, sans aucun projet d'extension, n'avait pas un intérêt qui ne fût celui des puissances même qui reconnaissaient son patronage, des peuples même que protégeait sa sympathie. Le maintien régulier et paisible de cet état de choses devait évidemment rester le but de sa généreuse ambition. Le repos de l'Orient, si important pour le repos du monde, était ainsi bien sincèrement, bien ouvertement, ce qu'elle voulait et ce qu'elle devait vouloir. La paix de l'Orient favorisait la grandeur de la France.

Il me semble que cette esquisse rapide de la situation de la France, comparée à celle des autres puissances, annonce d'avance la conduite que notre pays devait tenir, et suffit pour expliquer tout ce qui s'est passé depuis la bataille de Nezib. Chaque gouvernement a suivi la pente de ses intérêts. Rien n'a été moins libre, moins arbitraire que le choix des systèmes et des moyens. L'un défendait son influence acquise en tenant inflexiblement à la paix; d'autres cherchaient un accroissement d'influence et assuraient l'avenir de leurs desseins en préférant les moyens coërcitifs, c'est-à-dire la guerre. Il n'est pas vrai qu'un engouement de mode pour le pacha, que le caprice d'une presse fertile en promesses comme en exigences dangereuses, que le besoin imprudent d'un succès de tribune ou d'une popularité vaine ait lancé la France dans la voie où, du 12 mai 1839 au 29 octobre 1840, elle a marché, son gouvernement en tête. Elle n'a cédé qu'au sentiment plus ou moins raisonné, mais juste, de ses devoirs, non-seulement envers la paix du monde et la civilisation générale, mais envers elle-même. Sa politique a été, comme le disait si bien M. Jouffroy, dictée par *l'instinct d'un grand pays réfléchi dans l'intelligence d'une grande assemblée.* Lorsqu'une fois une politique ainsi inspirée, ainsi motivée, a prévalu, un grand pays doit se rappeler ces sages paroles de M. Guizot : *Le mérite des gouvernemens absolus, c'est la prévoyance et la persévérance. Montrons au monde que les gouvernemens libres savent aussi être prévoyans et persévérans* (1).

La prévoyance consistait à savoir qu'une politique aussi spéciale que celle de la France pouvait, si elle était contrariée, rencontrer

(1) Discussion de juillet 1839. — Rapport de M. Jouffroy. — Discours de M. Guizot.

des chances de guerre; la persévérance, à ne pas reculer le jour où ces chances pourraient se rapprocher. Pour peu qu'on veuille relire les discussions de 1839, on jugera si la France a prévu. La discussion de ces derniers jours a montré si elle a persévéré (1).

La tribune a exposé et débattu, quinze jours durant, la conduite du gouvernement chargé pendant dix-huit mois des intérêts de notre politique orientale. Nous ne rouvrirons pas le débat. Qu'on ne croie pas cependant que tout ait été dit, que tout ait été révélé dans cette discussion où l'on a tant dit, où l'on a tant révélé. La diplomatie peut se plaindre, on a percé le secret dont son action journalière doit rester enveloppée, pour demeurer libre et efficace; on l'a rendue fort difficile pour l'avenir, et le gouvernement semble avoir pris à tâche d'user ou de briser ses propres instrumens. Pour la politique pratique on a trop parlé, pas assez cependant pour l'histoire, et les pièces plus complètement montrées, plus impartialement choisies, jetteraient une lumière nouvelle sur le récit de cette affaire, à laquelle le public se croit initié.

Au début des évènemens, le cabinet du 12 mai pouvait encore se regarder comme maître de son choix. Au risque de se faire accuser d'étroitesse dans les vues et de timidité routinière, il lui était loisible de sacrifier en grande partie cette politique française dont nous avons esquissé les principaux traits, à un seul intérêt, celui de l'alliance anglaise. En faisant tout pour la conserver et la resserrer, succédant à un ministère justement accusé d'en avoir relâché tous les liens, il eût peut-être évité à la France ce que nous voyons aujourd'hui, et, sous ce rapport, il eût bien mérité d'elle. Quelques hommes d'état, en bien petit nombre, prudens jusqu'au scrupule, ou soupçonnant quelque faiblesse cachée au sein de notre gouvernement, auraient souhaité alors que, mettant de côté les vues personnelles, les calculs d'influence, les idées de progrès général, il s'unît dans une opération commune avec l'Angleterre, et ne tendît ainsi qu'à trois choses, raffermir l'alliance, paralyser ou humilier la Russie, se montrer agissant et résolu. Quel qu'eût été le mode et le but de cette action, eût-elle été finalement plus favorable à l'accroissement de l'influence anglaise que de la nôtre; c'est beaucoup que d'agir, et les politiques à grandes vues auraient seuls trouvé à redire. L'Angleterre ne se conduit point par des idées générales et systématiques. Il lui suffit quelquefois de montrer un peu au hasard de la volonté et de la puis-

(1) Voyez tous les discours de 1839, même celui de M. Dupin.

sance. Elle aime les résolutions brusques et les partis énergiques. Il était possible de l'entraîner et de la compromettre dans quelque chose de décisif et d'imprévu. C'était une politique un peu grossière, mais sûre, et qu'on peut regretter, puisque nous ne devions ni réussir, ni persister dans celle qui lui fut préférée. Mais à Dieu ne plaise que nous reprochions au cabinet du 12 mai sa préférence. Sans examiner s'il avait la puissance de faire autrement, au cas qu'il l'eût voulu, approuvons-le d'avoir embrassé la politique exclusivement nationale, celle qui, en exposant à de plus grands risques, conduisait à un plus grand but.

Ce ministère paraît d'ailleurs avoir constamment agi sous l'empire d'une idée qui s'est laissée entrevoir dans l'exposé donné par M. Passy des négociations qu'il paraît avoir dirigées avec M. Dufaure. Cette idée est celle d'une mauvaise foi permanente de la part du cabinet anglais. Les preuves anecdotiques ne manquent pas, je le sais, à l'appui de ce soupçon; mais elles ne suffisent pas, suivant nous, pour légitimer une défiance systématique contre l'Angleterre. Il ne faut appeler ni mauvaise foi ni perfidie l'existence d'une arrière-pensée que tout le monde devine, que tout le monde connaît, parce qu'elle s'explique par des intérêts manifestes. La France est-elle déloyale pour n'avoir pas dit pleinement combien elle s'intéressait à l'établissement égyptien? La Grande-Bretagne sera-t-elle menteuse pour n'avoir pas étalé assez publiquement son désir passionné d'enlever la Syrie au maître énergique qui semblait seul capable de la dompter? Les négociations entre états, comme les transactions entre particuliers, ne sont possibles qu'à la condition qu'il y ait de part et d'autre beaucoup de sous-entendus que chacun entend; et dans le fait, l'Angleterre n'a trompé personne quand elle a tu, sans le cacher, qu'elle abandonnerait plutôt quelque chose de son antipathie contre la Russie que de son aversion contre l'Égypte. La France a dû s'en douter de fort bonne heure; seulement elle avait droit de penser que les intérêts d'une ancienne alliance, que les bons procédés, la conformité des principes, l'empire de l'opinion, enfin une sorte de point d'honneur politique, retiendraient l'Angleterre plus près du terrain où nous nous étions placés, et préviendraient le scandale d'une rupture éclatante. Si le cabinet du 12 mai n'a point nourri cette espérance, s'il a été assez défiant pour se préserver de quelque illusion à cet égard, alors sa conduite a été plus hardie qu'il ne la fait aujourd'hui; car il a marché les yeux ouverts sur les dangers d'un brusque isolement. Nous ne le lui reprocherions pas; ce serait preuve

de clairvoyance et de courage; il ne serait blâmable que s'il n'en voulait pas convenir, et s'il essayait de disculper sa conduite de l'imputation honorable d'avoir encouru des dangers qu'à nos yeux il serait louable d'avoir vus et bravés.

Ces dangers étaient manifestes quand le cabinet du 1er mars se forma. Cependant il ne voulut pas désespérer de l'alliance anglaise. Il ne faisait pas, comme le cabinet qui l'avait précédé, profession de défiance. Il pouvait se croire quelques droits particuliers à se faire écouter du cabinet britannique. Mais si ses espérances, sous ce rapport, ont été de courte durée, ce n'était pas une raison pour lui d'abandonner les principes posés dans la négociation; il trouvait l'opinion de la France engagée sur tous les points, et bien engagée. La déserter eût été une faiblesse sans motif, et probablement une duperie. La France, d'ailleurs, n'avait que trop prouvé, dans mainte autre affaire, qu'elle n'était pas opiniâtre, et savait abandonner une position. Plus encore que de réussir, il importait de la montrer résolue et constante, capable de vouloir une chose et de s'y tenir. C'était la première condition de la réhabilitation de notre politique étrangère. Le cabinet du 12 mai paraissait l'avoir senti lui-même. Souvenons-nous du double conseil de M. Guizot, prévoir et persévérer. Pourquoi le succès n'aurait-il pas jusqu'à un certain point répondu à la persévérance? On devait compter sur l'influence d'un nouvel ambassadeur, dont l'envoi était à lui seul un engagement de plus envers la politique qu'on appelle égyptienne. Pour quel motif, en effet, l'ancien ambassadeur avait-il été rappelé? Ce n'est pas apparemment qu'il lui manquât ou la haute expérience, ou le jugement supérieur, ou l'habitude du maniement des grandes affaires. Était-ce qu'on le soupçonnât d'indifférence pour l'alliance anglaise, de penchant à laisser prévaloir une puissance du Nord à Constantinople? Non, assurément. On ne lui reprochait qu'une seule chose, on craignait qu'il n'attachât pas une assez capitale importance à la question territoriale, et qu'il ne fût personnellement porté à transiger sur cet article. C'est notoirement dans l'intérêt de l'Égypte, ou, pour mieux parler, dans l'intérêt du point de vue exclusivement français de la question d'Orient, que M. Guizot fut nommé ambassadeur. Rien n'avait dû mieux avertir le cabinet de Londres des intentions de celui de Paris, comme aussi de son désir invariable de concilier le point capital de son système avec le maintien de l'alliance anglaise. Quiconque a vécu dans la chambre des députés du mois de décembre 1839 à la fin de février 1840, sait que jamais la politique dite égyp-

tienne n'a été plus en faveur qu'à cette époque. Jamais chambres et gouvernemens ne se sont engagés avec plus d'ardeur, et, quoi qu'on en dise, avec moins d'ignorance des chances de l'avenir, dans une voie au terme de laquelle on devait entrevoir d'abord la possibilité de l'isolement, puis celle de la guerre.

La route était donc tracée devant le ministère du 1er mars. Il devait tenter un dernier effort en faveur du système qui lui était légué, et dont il acceptait de grand cœur la succession. Il devait essayer, en calmant les passions, en dégageant les amours-propres, de laisser le temps au nouvel ambassadeur de prendre du crédit et d'obtenir des concessions. Les plus grandes autorités du monde diplomatique lui en faisaient espérer quelques-unes. D'ailleurs, s'il ne pouvait se promettre une solution favorable de la question, il pouvait au moins l'ajourner. C'était beaucoup. L'Europe avait vécu cinq ou six ans tranquille, grace à l'arrangement de Kutahyeh, qui n'était qu'un ajournement. Sans convention, sans négociation, la paix ne pouvait-elle encore se maintenir de fait, se prolonger, et détruire, par sa durée même, les prétextes qu'on cherchait pour la troubler?

De ces prétextes, le seul sérieux était la possibilité toujours subsistante d'une collision entre le sultan et le pacha. Si donc l'un et l'autre pouvaient être amenés à s'entendre, s'il existait un moyen de leur persuader que leur intérêt commun était de se contenter d'un accommodement supportable, si, en un mot, un arrangement direct pouvait être ménagé entre eux, un grand service était rendu au monde. Vers l'automne de 1839, le cabinet du 12 mai l'avait beaucoup désiré et un peu espéré. Sans négocier cet arrangement, il avait conseillé à tout le monde la modération. Il se croyait avec raison libre de faire plus encore. La note du 27 juillet ne l'interdisait pas. Que contenait cette note tant citée? Que sur la question d'Orient *l'accord était assuré* entre les cinq grandes puissances, allégation matériellement fausse, et que la sublime Porte était engagée à suspendre *toute détermination définitive sans leur concours*. Assurément cet acte, destiné uniquement à empêcher dans une circonstance donnée la Turquie de faire cession de biens à l'Égypte, n'enlevait à personne la faculté de préparer par de bons conseils les voies pour une conciliation. La Russie, très peu de temps après le 27 juillet, avait déclaré que la note de ce jour n'enchaînait pas sa liberté d'action; et lorsque, huit ou dix mois plus tard, l'accord tant promis n'existait pas même en germe entre les cinq puissances, il aurait été assurément d'une politique sage et utile de travailler à ramener les

deux parties à l'arrangement direct. Une seule chose pouvait paraître, non pas répréhensible en soi, mais peu habile, c'eût été de négocier secrètement un traité qui, notifié tout d'un coup, eût fait tomber brusquement tous les pourparlers de Londres.

Eh bien! la France n'a rien fait de tout cela. Lorsqu'au mois de juin le vice-roi a offert au sultan de lui rendre sa flotte, on a attribué cette louable détermination à l'influence de notre cabinet. C'était lui faire grand honneur. Certes, il aurait été heureux d'y contribuer; mais la vérité authentiquement prouvée, c'est qu'il était resté complètement étranger à la démarche de Méhémet, et c'est une des nombreuses inexactitudes insérées par lord Palmerston dans son *memorandum* et portées à notre tribune par ses bénévoles apologistes, que le reproche ou l'hommage adressé au cabinet du 1er mars pour avoir suggéré au pacha cette bonne pensée. Seulement, dans les premiers jours de juillet, la France a envoyé à Alexandrie le conseil de persister sérieusement dans les idées conciliatrices et de les mener à bien, justifiant ainsi sa déclaration tant répétée, qu'elle n'appuierait qu'un arrangement agréé librement par les deux parties. Ceux qui croient, ou plutôt ceux qui disent que ce fait si simple est l'origine du traité du 15 juillet, rabaissent les conceptions des quatre puissances aux proportions de leur esprit, et, dans leur désir immodéré de tout imputer au gouvernement de leur pays, prêtent une véritable niaiserie à lord Palmerston.

C'est la mode en effet chez quelques-uns de ne voir qu'un acte insignifiant dans une convention souscrite des mêmes noms qui signèrent la ruine de l'empereur Napoléon. Sans exagération, sans appel aux passions rétroactives, on doit qualifier autrement une transaction qui a changé en un moment l'attitude de toute l'Europe. Qu'est-ce que le traité? Une alliance anglo-russe. Quels motifs ont déterminé l'Angleterre à cette alliance si long-temps invraisemblable? Ceux même qui avaient dicté la politique de la France. En décrivant la position de la France sur les bords de la Méditerranée et dans le fond de l'Orient, nous avons précisément indiqué la pensée, la passion même qui a rapproché dans cette question la Grande-Bretagne de la Russie. La France risquait cette fois de trop gagner dans l'opinion du monde, et son influence menaçait de s'étendre trop vite et trop loin. C'était bien assez pour décider le ministre anglais. Quels motifs ont entraîné la Russie à son tour et l'ont fait consentir au sacrifice apparent de son privilége à Constantinople? Ceux que dénonçait le ministère du 12 mai, lorsqu'il accusait le cabinet de Saint-Pétersbourg

d'avoir toujours nourri la pensée de reconstituer le traité de Chaumont. Pour en faire quoi? La Russie elle-même l'ignore, et ses desseins sont au-dessous de ses sentimens. Elle a encore plus la prétention que l'intention d'être hostile au gouvernement de juillet. Quant à l'Autriche et à la Prusse, il ne faut leur demander compte de rien. Elles trouvaient l'une et l'autre, surtout la première, que la France avait raison dans la question d'Orient; mais on ne saurait attendre d'elles l'impertinence d'avoir raison avec la France contre le reste de l'Europe. L'Allemagne en général n'a garde de déplaire à l'empereur Nicolas, et l'Autriche elle-même, pressée par l'Angleterre qu'elle aime et la Russie qu'elle craint, ne pouvait hésiter à signer ce qu'elle désapprouvait. N'est-ce rien, après tout, que la destruction de l'alliance anglo-française? Il y a dix ans que cette alliance fait le scandale des cours du continent. Grace au ciel, la voilà brisée; l'Europe est soulagée du poids qui l'oppressait.

Peut-être l'Angleterre n'a-t-elle pas su, en concluant ce traité, qu'elle rompait avec la France, elle ne s'est pas dit qu'elle changeait d'alliance; mais la raison de cette ignorance, on ose à peine la donner. C'est qu'on professait à Londres que le gouvernement français était de ceux avec qui l'on ne se brouille pas. La France supportera tout; cette maxime y était passée à l'état de chose jugée. On a donc pu s'y promettre de la retrouver, après le traité signé et exécuté, à peu près la même qu'auparavant, un allié incertain qui ne peut jamais devenir un ennemi. Telle est l'opinion que depuis quelques années l'Angleterre et peut-être le monde se sont faite de notre pays. Est-elle fondée?

Cette opinion, le ministère du 1er mars a tout fait pour la détruire. Cette opinion, le ministère du 29 octobre paraît avoir été formé pour la confirmer, et jusqu'ici il n'a rien fait pour la démentir.

On aurait dû prévoir ce dénouement. Ceux qui, après le 15 juillet, témoins de la vivacité avec laquelle le pouvoir, le public, la presse, prenaient l'évènement, concluaient que le jour était venu où la politique changerait, où les paroles seraient le programme exact des actes, prouvaient leur patriotisme plus que leur discernement, et n'avaient que médiocrement profité des leçons du passé. Faire grand bruit au commencement de toutes les affaires, beaucoup promettre ou beaucoup menacer, puis, le moment venu, ne pas agir et ne se trouver fidèle ni dans les promesses, ni dans les menaces, c'est un système de conduite qui ne manque pas de précédens. N'en accusons pas le gouvernement seul. Ni les chambres, ni l'opinion publique ne sont

à cet égard irréprochables. En France, nous aimons à discourir; il ne se passe dans le monde rien sur quoi nous n'ayons d'abord un avis; il ne s'y plaide pas une cause à laquelle nous ne témoignions intérêt; tous ceux qui entreprennent quelque chose, reçoivent successivement l'assurance de notre protection. Mais faut-il soutenir cet avis, appuyer cette cause, réaliser cette protection, n'y comptez plus. C'est alors la presse qui a promis, c'est la tribune qui s'est engagée; ce n'est plus la France; elle se croirait insensée, si elle donnait à ses paroles la caution de sa puissance. La France parle et n'agit pas. Plus d'un fait justifierait ces vérités, tristes à rappeler, d'autant plus tristes que rien n'annonce qu'elles doivent de si tôt cesser d'être des vérités.

L'affaire d'Orient en est la plus récente et la plus éclatante confirmation; elle n'en sera pas la dernière, si nous ne perdons l'habitude d'exiger de notre gouvernement des prétentions hasardeuses, et de lui passer une craintive inaction. La grande erreur de sa politique, dans ces derniers temps, est d'avoir voulu, non pas maintenir la paix partout et toujours, mais concilier avec le parti pris de la paix l'affectation d'une influence qui ne s'obtient ou ne se conserve qu'au risque éventuel de la guerre. On peut penser qu'un pays qui a une révolution à consolider doit tout sacrifier à la paix, qu'aucun intérêt extérieur ne vaut pour lui l'affermissement de sa dynastie et de ses institutions nouvelles, et qu'il doit s'abstenir de rien essayer au dehors, quand il a tant à faire au dedans; mais il faut alors avoir la sincérité de le dire d'avance, et de faire profession d'une politique qui s'interdit l'ascendant pour éviter le péril. Je concevrais sans l'approuver, je respecterais même une politique modeste, domestique, utilitaire, qui ne promettrait au pays, avec les libertés de la charte, qu'un peu d'ordre public et quelques chemins de fer. Après tout, pour les peuples comme pour les individus, le bonheur n'est pas à dédaigner, et dix ou quinze ans de félicité publique ont leur prix, même dans l'histoire. Mais une telle politique n'est honorable que si elle est franche et avouée. Elle demande un courage assez difficile pour un gouvernement comme pour un homme : celui de mettre de côté tout amour-propre aux yeux du monde. Elle exige un renoncement austère aux apparences de grandeur, aux réminiscences de gloire; et chez une nation orgueilleuse, qui a ces trois choses, un nom, une tribune, une presse, cette politique, sans en être plus mauvaise, pourrait bien avoir l'inconvénient d'être impossible.

Au fond, telle est la pensée du 29 octobre. Dans les premiers temps, on n'en faisait pas mystère. Le discours que les ministres ont rédigé

pour la couronne en était l'expression. Mais quelques jours se sont à peine écoulés, qu'il a fallu la professer moins ouvertement. Sans changer l'idée, on a dû modifier les paroles, et le langage est devenu un peu plus fier en cessant, je le crois, d'être aussi vrai. Dans un régime de discussion publique, il y a des choses beaucoup plus difficiles à dire qu'à faire, et je crains que la politique d'abnégation nationale ne soit bonne que pour la pratique.

L'histoire de la discussion de l'adresse contiendrait sous ce rapport plus d'un enseignement.

On peut se rappeler que jusqu'au jour où la prise de Beyrouth fut annoncée, il semblait n'y avoir en France qu'une opinion sur le traité de juillet et ses conséquences. Le gouvernement n'avait eu qu'à modérer la vivacité quasi-belliqueuse de tous les partis. Les conservateurs n'étaient pas les moins ardens. Mais dès que le canon de la flotte anglaise eut retenti, et qu'un danger sérieux eut menacé et l'Égypte et la paix, dès que l'on comprit que le temps des paroles et des préparatifs était passé, et que le jour arrivait de résoudre et de risquer quelque chose, un mouvement pacifique se prononça, et tout aussitôt on découvrit que le sort du pacha intéressait peu la France, que le traité des quatre puissances avait une importance médiocre, que toute guerre était insensée, qu'un ministère qui croyait la guerre possible, la voulait à tout prix et déchaînait gratuitement au dedans comme au dehors le monstre révolutionnaire. Il devint aussitôt indispensable de sauver l'ordre et la paix, la France et l'Europe, et sur-le-champ il se trouva des sauveurs. La chambre qui s'assemblait fut dûment avertie qu'elle venait de courir un grand péril; ceux qui arrivaient portés pour la politique éventuellement belliqueuse furent retournés pour la politique invariablement pacifique. En même temps, toutes les passions que depuis quatre ans ont fomentées les divisions parlementaires dont nous avons été témoins se ranimèrent; la politique de transaction semblait les avoir assoupies, une politique de réaction les réveilla. Pour amener la réaction, un appel avait été fait à la peur. La peur chercha un puissant auxiliaire, la haine. On décrirait difficilement tout ce que pendant quinze jours la peur et la haine, combinant leurs efforts, ont tenté pour émouvoir, tromper, entraîner les hommes dont on voulait se composer un parti

On n'examinera point si le ministère a flatté les passions qui l'ont servi. Nous ne jugeons que sa politique. Au premier abord, elle paraissait absolue. Il voulait la paix et n'en doutait pas. La situation n'avait pour lui que les difficultés qu'on avait créées. La

question d'Orient était secondaire et circonscrite. L'alliance anglaise était à peine atteinte. Il ne paraissait frappé que d'un danger, c'est que, dans quelques théâtres, quelques spectateurs turbulens avaient demandé *la Marseillaise*. Il y a d'honnêtes gens assez modestes pour dire que c'est cela qui leur a fait redouter la guerre. A l'appui de cette appréciation des choses, on poursuivait de mille accusations contradictoires le précédent ministère. Tout le mal venait de lui. Il aurait dû empêcher le traité, il aurait dû le signer. Il avait désiré le traité, il s'en était irrité trop fort, il l'avait toléré trop patiemment. Il avait voulu la guerre, il ne l'avait jamais projetée; il l'avait préparée outre mesure, il l'avait préparée insuffisamment. Il avait compromis la France pour le pacha, il avait perdu le pacha pour la France. Il avait excité la presse, il avait été excité par la presse. Bref, le ministère avait tout fait, tout, le pour et le contre, tout excepté le bien. Et que dis-je, le ministère? Non, pas le ministère; un seul homme. En vain cet homme avait-il quitté le pouvoir, ce n'était pas assez; on voulait encore le perdre. La vengeance de ceux qu'il avait humiliés ne se contentait pas à moins. Cette réaction tant prônée en faveur de l'ordre a commencé par le plus triste spectacle que puissent donner dans leurs mauvais jours les envieuses passions propres aux sociétés démocratiques. Heureusement elles ont échoué.

La voix de la tribune a confondu bien des mensonges. Sans doute il est resté dans quelque partie de la majorité des préventions obstinées, des erreurs étranges; mais peu à peu, dans cette longue discussion, on a vu le jour se faire et éclairer une situation d'abord obscure. La conviction, l'assurance, la persistance, étaient du côté de la politique qu'on accusait. De l'autre côté, ce n'étaient qu'incohérences et variations. Au bout de quelques jours, les partisans du ministère furent obligés d'abandonner, au moins en théorie, le thème exclusivement pacifique. La commission de l'adresse, qui avait d'abord parlé comme le discours du trône, abandonna sa malheureuse rédaction et se mit à suivre le nouveau tour que prenaient les esprits. On vit naître et grandir de moment en moment, dans la chambre, non pas la résolution nécessaire, mais du moins un sentiment plus juste de la situation du pays, sentiment confus et timide encore, j'en conviens, mais tel cependant qu'une épreuve grave survenant, il eût été impossible au cabinet de se maintenir sur le terrain qu'il avait choisi. Un ministre dont l'esprit est indépendant de sa position, convenait que, si Saint-Jean-d'Acre n'avait été pris, le cabinet n'aurait pu mener à bien la discussion. C'est trop dire peut-être; mais il est certain que

la politique du cabinet français a eu grand besoin des désastres advenus à l'allié de la France.

Quoi qu'il en soit, voici l'état vrai des esprits dans la majorité. Elle n'approuve pas tous les actes du ministère du 1er mars, mais elle est au fond convaincue qu'il a mieux senti que ses successeurs la gravité de la position; et sans avoir des vues d'hostilité immédiate contre ceux-ci, elle n'est nullement assurée que leur politique soit au niveau des chances de l'avenir. La chambre craint la guerre; elle ferait beaucoup; trop même pour l'éviter, mais elle y croit. Toute mesure, tout système qui paraîtra l'ajourner, trouvera faveur auprès d'elle, mais ce ne sera jamais à ses yeux qu'un ajournement. L'isolement de la France ne lui semble pas un fait accidentel ni passager, et bien qu'elle essaie d'espérer la découverte de quelque nouvelle alliance, elle a comme un instinct qui l'avertit qu'un destin inévitable place définitivement la France seule en regard de l'Europe. Aux yeux de la chambre, l'avenir est très sombre, plus sombre même que ne le seront, je crois, les jours qu'il nous réserve.

Cependant on se dit avec inquiétude que ce qui vient de se passer parmi nous n'ajoute pas à notre force. Les côtés vulnérables de la France ont été dévoilés; ses plaies intérieures ont été mises à nu. A l'approche d'une crise, les meilleurs citoyens se sont montrés craintifs; les divisions, au lieu de s'éteindre, se sont envenimées; la politique adoptée paraît triste, la situation accablante; on s'y résigne, on la subit, on la préfère à des dangers plus positifs, mais on ne peut se défendre de la croire une cruelle épreuve et pour la monarchie et pour la paix elle-même. Nul n'oserait affirmer que trois ans se passeront sans qu'un jour terrible se lève pour le monde.

Nous concevons ces inquiétudes sans les partager toutes, et quelque malheureuse que nous paraisse la politique qui prévaut aujourd'hui, nous ne sommes pas sûrs qu'elle porte dans son sein toutes les fâcheuses conséquences que prédisent plusieurs de ceux qui l'ont soutenue. Mais enfin, nous reconnaissons qu'il faut se préparer à tout : il ne suffit pas de déplorer et de blâmer; en toute situation, il y a une conduite à tenir.

La France est isolée; qu'elle ne se montre pas effrayée de l'être. Si cet isolement doit cesser, il ne cessera qu'à la condition que nous ne paraissions pas trop pressés de le voir finir. Les alliances ne nous viendront, au cas qu'elles nous viennent, que si nous ne les cherchons pas. N'en regrettons aucune désormais, et surtout ne feignons pas d'en retrouver. Que de long-temps le nom de la France ne se

lise au bas d'aucun traité. Osons nous avouer à nous-mêmes qu'à moins d'évènement nouveau, l'Orient est perdu pour nous. Sur quel bord, dans quelle cité pourrions-nous nous montrer pour revendiquer notre influence? A Constantinople? mais nous n'avons rien fait pour le sultan, et depuis dix-huit mois le divan n'a dû voir en nous que les patrons d'un rebelle. En Syrie? mais les populations chrétiennes ou musulmanes n'y connaissent plus que le drapeau des Turcs ou des Anglais; ni l'espoir ni la crainte n'y prononcent notre nom. En Égypte? Méhémet, à qui la France demandait des concessions lorsqu'il était fort, en échange de son appui moral, ne l'a revue, dans ses jours d'infortune, que pour s'entendre conseiller d'accepter de la générosité britannique ce que la France lui avait garanti et ce que, vingt-quatre heures plus tard, elle lui laissait enlever à coups de canon. C'est sous le protectorat de l'Angleterre que doit se placer maintenant la contrée où quarante siècles ont contemplé les exploits de nos jeunes armées.

Est-ce en Europe que nous trouverions un point où l'influence française fût autre chose qu'un vain mot? On ne peut plus parler de l'Espagne ni de la Belgique. Mais là même où l'on s'applaudit de notre changement de système, la sécurité nouvelle que nous inspirons est-elle une suite de notre force, et ne devinez-vous pas comment, à Saint-Pétersbourg ou même ailleurs, on qualifie notre sagesse, bien qu'on en profite? Les auteurs même de notre conversion diplomatique ne sauraient sans trouble entendre de quel ton les louent les signataires du traité du 15 juillet, et l'on peut supposer quel sentiment inspire aux cabinets de l'Europe une politique qui s'est mise à les craindre, pour n'avoir pas réussi à les effrayer. Il y a vraiment des situations qu'on n'ose décrire, et le respect pour la patrie ne permet pas de lui dire toute la vérité.

Dans une telle position, toute agitation serait une faute. Quelque pénible que cette position puisse être, ne montrons pas trop de hâte d'en sortir. La France n'a qu'un rôle à jouer, qu'un devoir à remplir, c'est de renoncer à toute diplomatie, et d'organiser pour un avenir inconnu ses moyens de puissance. Fortifions Paris. Cela est peut-être plus nécessaire encore aujourd'hui qu'il y a six mois. Que des remparts s'élèvent autour du tombeau de celui qui n'en eut pas pour couvrir son trône.

On ne peut se défendre d'un triste rapprochement. Tout le monde le fera sans doute à l'heure où ces lignes se publieront. C'est lorsque la France est condamnée à une politique de faiblesse qu'elle reçoit

dans son sein les restes de Napoléon. D'une main désarmée, elle va graver sur une pierre funéraire le nom de l'homme qui ne lui est cher que parce qu'elle aime en lui sa propre gloire. Contraste étrange et douloureux! elle relève les trophées du passé à l'instant où elle vient de baisser la tête devant un danger à venir. Quelles paroles amères pourraient, devant un tel spectacle, échapper à ceux qui en seraient moins navrés que nous!.... Mais non, de nos succès et de nos épreuves, du passé et du présent, tirons plutôt une leçon plus sévère et moins désolante. Avec Napoléon, et grace à lui sans doute, la France fut grande; mais elle sacrifia trop à la force, et, par une loi fatale, elle a durement expié l'excès de la grandeur; elle l'expie encore aujourd'hui, car elle s'alarme par ses souvenirs. Pour avoir trop osé, elle ose trop peu. L'empereur a compromis la gloire, comme la révolution avait compromis la liberté. On se rappelle le temps où toute liberté semblait anarchie, comme aujourd'hui toute énergie paraît témérité, et notre affaiblissement actuel est encore un vestige d'une toute-puissance dont nous avons trop connu la fragilité. Relevez donc le tombeau de l'empereur, honorez ses restes augustes, offrez au respect des peuples les débris de ce qu'ils ont admiré; mais jugez la gloire en la célébrant, et que le sort auquel vous êtes en ce moment réduits vous apprenne encore combien coûte cher et longtemps aux peuples l'abus de la force et du génie. Après trente ans, la France se ressent encore d'avoir trop vaincu.

Et cependant la révolution de juillet n'a pas plus restauré l'esprit de conquête qu'elle n'a rétabli le règne de l'anarchie. Ne l'oublions jamais, elle a voulu donner à notre pays la liberté et la puissance; la liberté et la puissance doivent être sages, mais non timides. On les veut timides aujourd'hui.

****

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1840.

Méhémet-Ali a fait sa soumission. Que vouliez-vous qu'il fît contre trois ou pour ne pas sortir de la prose, contre cinq? Qu'il mourût? Cet expédient n'est pas dans les mœurs des Orientaux. Ils se résignent à leur perte avec un calme stoïque, mais ils ne vont pas au-devant du coup qui les doit frapper, ils ne l'appellent pas, ils n'y ajoutent rien. Nos susceptibilités européennes ne les irritent pas; c'est tout simple; ceux qui n'attribuent à la liberté humaine qu'une faible part dans les choses de ce monde, n'aperçoivent pas de déshonneur dans les revers; ils les acceptent comme nous nous soumettons à une opération chirurgicale. Qui voudrait se tuer ou se faire couper le bras droit, parce qu'un accident, un malheur le forcerait à livrer à la scie de l'opérateur le bras gauche?

On se demande encore pourquoi la résistance des Égyptiens a été si faible en Syrie! pourquoi Ibrahim a laissé fondre son armée sans rien tenter de considérable, sans une action d'éclat, sans rappeler en rien l'élan, la vigueur du conquérant de la Morée et du vainqueur de Nézib. Y a-t-il eu d'autres raisons de cette chute peu glorieuse que les difficultés réelles de sa position, privé qu'il était de tout secours, tandis que la Porte lançait contre lui les boulets et les soldats de l'Angleterre et de l'Autriche, et lui montrait en réserve les bataillons de la Russie; lorsqu'on avait, en semant l'or et en envenimant les dissidences religieuses, séduit les populations de la Syrie, encouragé leur révolte, fourni les armes, tourné contre lui à la fois les forces physiques et les influences morales de l'Asie et de l'Europe, de l'Évangile et du Coran? On a dit qu'Ibrahim n'occupait la Syrie qu'à contre-cœur, que depuis long-temps il était convaincu que cette conquête était impossible à défendre, qu'en mésintelligence avec son père, ce qu'il voulait avant tout était un prétexte pour abandonner la Syrie et rentrer en Égypte; on a même ajouté que le vice-roi avait à craindre au Caire une révolte excitée par son fils aîné, qui ne voit pas

de bon œil la tendresse du vieillard pour les enfans qu'il a eus d'autres femmes que la mère d'Ibrahim. Il y a du vrai et quelque exagération aussi dans ces renseignemens. On sait depuis long-temps qu'Ibrahim ne croyait pas pouvoir tenir tête en Syrie à une coalition qui mettrait au service de la Porte de grandes forces européennes et appellerait en même temps à la révolte les populations aguerries, turbulentes, toujours prêtes au combat, de la chaîne du Liban et des districts qui l'avoisinent. Il est également vrai que le vaillant et habile Ibrahim s'est livré, trop peut-être, aux idées, aux goûts, aux habitudes de l'Europe. Il aime nos usages, nos repas, la vie sédentaire, par-dessus tout l'agriculture. On dirait un de ces vieux généraux qui sous le poids des années n'aiment plus que les batailles qu'on raconte au coin du feu. Ibrahim cependant n'est pas dans l'âge de l'impuissance; mais son contact avec l'Europe l'a transformé, trop transformé peut-être. Nous craignons pour lui qu'il n'ait perdu de sa puissance orientale plus qu'il n'a acquis de force européenne. Un chef d'armée, à plus forte raison l'homme chargé du gouvernement d'un pays, ne peut sans s'affaiblir se mettre trop en dehors, par ses habitudes, par ses idées et ses désirs, de l'armée qu'il doit conduire, du pays qu'il doit gouverner. Ibrahim n'est plus le même homme que nous avons connu en Morée; cela est vrai. Les autres conjectures qu'on a faites sur son compte sont hasardées; nous les croyons dépourvues de tout fondement. Rien n'autorise à douter de la fidélité, du dévouement d'Ibrahim pour son vieux père, ni de l'attachement, de la tendresse de Méhémet pour ce fils qui a été son bras droit, l'instrument principal de ses plus belles entreprises. Ils ont pu ne pas envisager du même point de vue la situation dernière de leurs affaires; mais de là à la trahison, à la révolte du fils contre le père, il y a loin.

Quoi qu'il en soit, la soumission de Méhémet-Ali suspend, pour le moment, le cours naturel, les développemens inévitables de la question orientale. Si les vainqueurs ne cherchent pas de vains prétextes pour abuser de la victoire, si la Syrie est remise à la Porte et occupée exclusivement par ses forces, si l'Egypte est effectivement laissée à Méhémet-Ali à titre héréditaire, et avec les pouvoirs qu'il y exerce aujourd'hui, si les signataires du traité du 15 juillet, les champions de la Porte, ne songent pas à imposer soit au suzerain, soit au vassal, des conditions, des stipulations onéreuses ou blessantes pour les puissances qui sont restées étrangères au traité, la paix peut reparaître en Orient et s'y maintenir peut-être jusqu'à la mort du pacha. C'est là tout ce que peuvent espérer de mieux les amis de la paix.

Cette espérance elle-même, quelque modeste qu'elle soit, peut être facilement trompée. Les évènemens qui viennent de s'accomplir ont en réalité ébranlé toutes choses plus que les amis ardens du repos et de l'inaction ne l'imaginent. Qu'on ne s'y trompe pas, nous aimons la paix autant que personne, la paix honorable s'entend, la paix d'une grande nation, la paix digne et fière; mais encore faut-il voir les choses de ce monde telles qu'elles sont : changeraient-elles parce qu'on se dispenserait de les regarder?

La soumission, disons le mot, l'abaissement du pacha, est un fait qui au

fond, en réalité, n'est bon pour personne. Il faut cependant en excepter ceux qui, à l'endroit de l'Orient, ont besoin de pêcher en eau trouble.

Méhémet-Ali en reste meurtri, mutilé, et cela dans ses vieux jours, lorsque rien ne peut le relever aux yeux des populations qu'il est obligé de rudoyer pour les plier à son régime, à son administration. On vient de briser en ses mains le ressort principal de sa puissance; l'habileté, le succès, lui ont manqué. Dieu n'est pas pour lui. Ce n'est pas Ibrahim, nous sommes loin de l'en soupçonner, qui peut un jour ensanglanter les rues du Caire et y commettre un grand crime. Mais ce qu'Ibrahim est loin de penser, d'autres le peuvent faire. Méhémet est au bord d'un abîme.

Il faut bien le dire; quelque utile, quelque commode que cela soit d'ailleurs pour l'Europe, la politique du pacha a été subalterne et timide. Il a prêté l'oreille à nos conseils de modération et de sagesse. Il lui en coûte tout ce qu'il possédait, hors l'Égypte; il lui en coûtera peut-être un de ces jours l'Égypte et la vie. Un homme nouveau, un conquérant qui recule, qui n'est pas prêt tous les jours à jouer le tout pour le tout, ne fait plus son métier. Réussir ou tomber avec éclat, il n'y a pas d'autre issue honorable pour lui. Il n'y a pour lui de chances de salut que dans l'audace. Louis XIV pouvait négocier à Utrecht; Napoléon ne le pouvait pas à Châtillon. Il devait vaincre ou tomber, ayant l'Europe entière sur les bras. Il le savait, il ne se trompait point; il ne pouvait pas lui, Napoléon, rentrer paisiblement aux Tuileries avec une France mutilée, une couronne dépenaillée, des blessures à soigner, des dettes à payer; il n'y a pas d'homme nouveau, de conquérant malheureux, qui puisse braver à la fois les imprécations de son pays et les sarcasmes de l'étranger. Les rois qu'a faits la gloire militaire ne peuvent vivre que par elle : elle ne leur permet pas d'accepter l'abaissement; elle ne leur permet que de tomber avec éclat, sous un effort gigantesque. Ils vivent alors dans la mémoire des peuples, des peuples qui, dans les élans de leur admiration, oubliant les pertes qu'ils ont faites, les maux qu'ils ont soufferts, se rappellent seulement les joies du triomphe, les émotions de la gloire, la grandeur de la patrie.

Méhémet-Ali n'avait que deux grandes choses à faire : franchir le Taurus, pour chercher une chance de salut dans un bouleversement général qui lui aurait permis peut-être de vendre chèrement ses services à ceux-là même qui aujourd'hui l'ont attaqué ou abandonné; s'il n'osait pas marcher sur Constantinople, il devait du moins, après avoir perdu la Syrie, se défendre à outrance en Égypte, et contraindre ainsi notre gouvernement à dire nettement à l'Europe ce qu'il entendait faire de la note du 8 octobre. Encore une fois, l'Europe doit savoir gré au pacha d'avoir préféré la petite politique à la grande : il nous a épargné à tous de cruels embarras. Mais a-t-il pris pour lui-même le parti le plus raisonnable? S'il voulait se courber sous le traité du 15 juillet, mieux valait le faire tout de suite qu'attendre des revers trop probables, presque certains pour lui qui connaissait le fond des choses en Syrie. On dirait qu'en voulant nous cacher la vérité, il se l'est cachée à lui-même, et s'est laissé acculer au plus mauvais de tous les partis pour lui.

Ibrahim, de son côté, va rentrer en Égypte battu, vaincu, plus abaissé encore, plus amoindri que son père. Est-ce là le chemin du trône? le moyen de succéder à Méhémet-Ali?

Est-ce dans l'intérêt de la Porte qu'il faut se féliciter de la soumission du pacha? La Porte ressemble à un impotent qui se réjouit de voir briser une de ses béquilles par des voisins officieux qui, sous prétexte de le mieux soutenir, lui mettent chacun une main sous les aisselles, et l'autre dans les poches. La Porte, ainsi qu'on l'a vu en Grèce, pouvait au besoin compter sur l'armée égyptienne, elle est dissipée; sur deux flottes, nous verrons ce qu'elles deviendront. En détruisant le pacha d'Égypte, le sultan se fait lui-même pacha, pacha de l'Angleterre et de la Russie; jamais la Porte n'a été plus bas placée, plus à la merci d'autrui. Ses destinées s'accomplissent.

Le cabinet anglais se félicite sans doute de ses exploits en Syrie et de la soumission du pacha. Est-il moins vrai que ces évènemens ont en réalité rapproché le jour de la grande lutte en Orient, le jour où l'Angleterre et la Russie ne signeront pas des traités, mais des manifestes l'une contre l'autre?

Les Russes se résigneront-ils long-temps au rôle tout-à-fait subalterne, presque ridicule que les antipathies toutes personnelles de Nicolas à l'égard de la France ont fait jouer à la Russie dans cette occurrence? L'alliance anglo-française, on peut la tenir pour dissoute, c'est là un bénéfice réalisé pour la Russie; il faudrait bien du temps et beaucoup plus de sagesse et de modération qu'on ne peut en espérer de notre juste susceptibilité nationale et de la morgue britannique pour que l'alliance anglo-française pût être renouée sincèrement et de manière à garantir la paix du monde. Maintenant le cabinet russe voudra-t-il avoir mis un si grand prix à la rupture de cette alliance, uniquement pour le plaisir de la rompre? Renoncera-t-il au protectorat de Constantinople, à ses anciens projets sur l'Orient, à sa tendance constante vers le sud, uniquement parce que cela fait de la peine à l'Angleterre, et que l'Angleterre a bien voulu prouver à la France le peu de cas qu'elle faisait de son alliance? Lui cédera-t-elle comme récompense de cette rupture la haute main dans les affaires de l'Orient, le protectorat de la Syrie et de l'Égypte, la domination des rives de l'Euphrate et de l'isthme de Suez, car c'est là le fond de la question, et l'Angleterre ne sera jamais l'amie de quiconque aura la pensée de lui enlever une partie de sa puissance, de son influence, de ses espérances en Orient. Que cette pensée soit russe ou française, qu'importe? L'Angleterre, par sa situation économique et commerciale, est entrée dans une carrière où il est impossible de s'arrêter sans se perdre.

Bon gré mal gré, il lui faut s'étendre, s'ouvrir de nouveaux marchés, s'en assurer le monopole, conquérir, subjuguer : l'Inde, l'Australasie, la Chine, la Turquie, l'Égypte, directement ou indirectement, l'Angleterre a besoin d'être la maîtresse partout, d'en faire partout à sa fantaisie, d'établir partout son commerce, son industrie, sa prépondérance. Qu'on ne dise pas que nous exagérons. On aurait sans doute fait le même reproche à l'homme prévoyant qui aurait dit, il n'y a pas bien long-temps : « L'Angleterre sous peu possédera

dans l'Inde des territoires immenses et cent millions de sujets. » On l'aurait sans doute traité de rêveur et de maniaque. Il n'aurait cependant dit que l'exacte vérité. Encore une fois, il est en politique des situations où il est impossible de s'arrêter. L'Angleterre se trouve dans une de ces situations; elle ne s'arrêtera pas. Dès-lors il est impossible que ses prétentions se concilient avec les prétentions de la Russie; dès-lors la chute de Méhémet-Ali n'est autre chose que l'enlèvement d'un des obstacles qui s'interposaient entre les deux rivales et prévenaient le choc immédiat; dès-lors ils se sont évidemment trompés ceux qui voient dans la soumission de Méhémet-Ali le gage du rétablissement d'une paix durable. C'est tout juste le contraire.

Quant à la France, sans doute cette soumission a écarté une question gouvernementale des plus sérieuses. Le gouvernement a pu dire : la Syrie est perdue, l'Égypte est respectée, la paix est rétablie, la Porte est satisfaite, Méhémet aussi ; les parties belligérantes se retirent, il n'y a plus rien à faire.

Nous en convenons, tout le monde en convient, on ne peut pas courir aux armes pour faire du pacha ce qu'il ne peut plus être. Il ne faut pas se féliciter de sa chute, mais elle est un fait irréparable. Il ne s'agit plus du pacha aujourd'hui. Il gardera l'Égypte tant qu'il le pourra ; soit. Ce n'est pas de lui qu'il faut s'occuper, c'est de la France, de la France, qui ne peut pas, sans se mentir à elle-même, se dissimuler que son influence en Orient a reçu un rude échec, que sa voix n'a pas été comptée dans les conseils de l'Europe lorsqu'il s'agissait de régler des questions qui intéressaient vivement notre dignité et notre rang dans le monde; de la France enfin, qui, oubliant même tout ce qui s'est passé jusqu'ici, peut se trouver demain en présence d'évènemens nouveaux plus graves encore et plus décisifs.

S'il y a quelque vérité dans nos remarques, il ne peut rester dans les esprits sérieux le moindre doute sur la solution des deux questions importantes et pratiques qui résument en ce moment toute la politique du jour. Nous voulons parler de nos négociations avec l'étranger, et ensuite de l'armement et des fortifications de Paris.

Le traité du 15 juillet s'est accompli sans nous, disons-le, malgré nous. Aujourd'hui Méhémet-Ali accepte l'Égypte, rend tout le reste, et, à je ne sais quelles conditions, les alliés et la Porte garantissent au vice-roi l'hérédité du pachalik qu'on veut bien lui octroyer. Il se peut (c'est une pure conjecture de notre part, les faits nous sont inconnus), il se peut, disons-nous, qu'on propose à la France je ne sais quelles conventions, je ne sais quel *conclusum*, un acte final, un traité général qui l'associerait aux autres puissances pour la ratification et la garantie des résultats obtenus en Orient. Notre gouvernement doit-il se prêter à une négociation de cette nature et venir après coup, à choses faites, faites sans lui et malgré lui, corroborer de sa signature les arrangemens de l'alliance anglo-russe? Nous ne le pensons pas. On nous a fait une position d'isolement, gardons-la, gardons-la sans faiblesse comme sans humeur; que les autres terminent et garantissent, si bon leur semble, ce qu'ils ont fait sans nous. Pourquoi perdrions-nous l'avantage de l'isole-

ment, la liberté d'action? Pourquoi, après avoir subi les inconvéniens d'une situation, en perdrions-nous les profits? Et quelle utilité y aurait-il pour la France à venir ainsi tardivement, après coup, ajouter sa signature à celle des quatre puissances? Il n'y aurait ni avantage ni dignité. Laisons faire, et sachons une fois nous confier au temps, aux évènemens et à cette force, à cette puissance que nul ne peut nous enlever. L'étranger n'a tenu aucun compte de notre dissentiment; qu'il ne puisse pas du moins se targuer de notre adhésion. Il n'est qu'une hypothèse où la France pourrait la donner, mais cette hypothèse ne se réalisera pas; car toutes ces négociations et toutes ces conventions ne sont au fond que des jalons que la Russie et l'Angleterre placent chacune sur leur route. Qu'on stipule formellement, par un traité solennel, européen, que l'empire ottoman est désormais un territoire absolument neutre, comme la Suisse, comme la Belgique, que sous aucun prétexte nulle force étrangère ne pourra y pénétrer, que toute atteinte à ce principe sera considéré *ipso facto* comme un *casus belli* européen, et alors peut-être nous aussi nous pourrions apposer notre signature au traité, l'y apposer avec avantage, surtout avec dignité.

Mais c'est assez insister sur un rêve. Ce n'est pas la neutralité et par là la conservation de l'empire ottoman qu'on veut; on veut l'abaisser d'abord, l'envahir et le démembrer plus tard.

La seconde question nous paraît également simple et facile à résoudre. La France doit-elle désarmer? Nous l'avons dit tout d'abord et avec bonne foi: entre les projets du 1er mars et ceux du 29 octobre il ne pouvait y avoir à nos yeux qu'une seule différence pratique et digne d'arrêter des esprits sincères et sérieux. Le 1er mars avait conçu un armement de près d'un million d'hommes en y comprenant trois cent mille gardes nationaux mobilisés; c'était un système qui avait son principe, son but, un système qui, réalisé, amenait nécessairement d'honorables concessions à la France ou bien la guerre. On n'armait pas un million d'hommes comme pied de paix. Ce n'était pas la guerre certaine, à tout prix, c'était la guerre en perspective.

Nous avons compris sans peine que ce système, plausible avant les évènemens de la Syrie, c'est-à-dire pendant l'administration du 1er mars, pouvait paraître excessif, inutile, lorsque les évènemens sont venus, sans qu'on puisse en faire reproche à personne, modifier profondément la situation et mettre fin pour le moment à la lutte qui pouvait faire naître les incidens les plus graves. Nous avons compris qu'en cet état de choses, ce qu'il y avait de plus sage était de maintenir dans toute leur plénitude les armemens déjà ordonnancés, c'est-à-dire une flotte formidable et une armée au complet de près de 500 mille hommes. C'est là ce qu'on a appelé la *paix armée;* c'est là le *verdict* que les chambres ont prononcé en délibérant leur *adresse;* nous l'avons accepté avec respect comme étant le *verdict* du pays.

La France ne veut déclarer la guerre à personne, ni prendre capricieusement l'initiative d'un immense bouleversement. Elle ne veut donc *qu'un pied de paix.* Mais la France n'est aujourd'hui l'alliée de personne; la France de

juillet ne peut méconnaître tout ce qu'il y a à son égard de froideur et de mauvais vouloir dans plus d'un cabinet étranger; elle ne peut pas fermer les yeux sur les manœuvres qu'on emploie pour exciter contre nous les gouvernemens et les peuples; enfin elle sait que la question d'Orient est à peine assoupie, et qu'elle peut se réveiller demain plus ardente que jamais. Il nous faut donc, ce n'est pas seulement un droit, c'est un devoir, un devoir sacré envers le pays, il nous faut la *paix armée;* il nous faut un état militaire que les chambres ont évidemment eu en vue, et auquel elles ont applaudi.

Il faut pourtant se le rappeler, se le dire; si on s'est conduit sans façon à notre égard, si on a traité la France en puissance de second ordre, ce n'est pas que notre gouvernement ne fût dignement représenté à Paris et à Londres; c'est qu'on savait que nous étions désarmés, c'est qu'on connaissait comme nous l'état de notre cavalerie, de notre artillerie, de nos places fortes, de nos arsenaux; c'est qu'on était certain qu'il nous faudrait dix mois avant de pouvoir parler, négocier à la tête d'une armée prête à entrer en campagne. On a osé passer outre en présence de la France désarmée; on y aurait pensé à deux fois si le télégraphe avait pu porter à trois cent mille hommes l'ordre de marcher à la frontière.

Notre désarmement en l'état actuel de l'Europe fausse notre politique et fourvoie nos hommes d'état. Qu'on confie nos affaires aux hommes les plus calmes, les plus sages, les plus pacifiques, nous le voulons bien; les questions de personnes sont en seconde ligne pour nous. Mais quels que soient nos ministres, qu'ils puissent sérieusement opter, selon les circonstances et les droits du pays, entre les concessions et la résistance, entre la paix et la guerre. Il n'y a pas d'option possible aujourd'hui pour un pays désarmé; surtout, il faut bien le reconnaître, dans un pays de démocratie, et de démocratie bourgeoise.

D'un côté, les démocraties n'ont point de secret, rien de caché. Amis et ennemis, ils connaissent tous également tout ce qu'elles sont, tout ce qu'elles pensent, tout ce qu'elles font, tout ce qu'elles se proposent de faire.

D'un autre côté, la bourgeoisie (certes nous n'avons pas l'envie d'en médire), lorsqu'on laisse refroidir ses premières impressions, lorsque les blessures de sa nationalité commencent à se cicatriser par l'effet du temps, par le courant des affaires, sent bientôt les flots de sa colère s'abaisser; l'esprit de calcul la saisit avec ses chiffres; le foyer domestique l'endort par son calme, et au milieu de ses bonnes et douces pensées bourgeoises, la chose publique risque de se trouver quelque peu oubliée, quelque peu rapetissée.

Le gouvernement du pays n'a toute la liberté d'action qui lui est nécessaire pour les intérêts et la dignité de la France, que lorsque la paix est armée, lorsqu'il peut, d'un jour à l'autre, jeter dans la balance européenne l'épée de la France. Tant qu'il y aura à l'horizon les nuages qui depuis quelque temps ne cessent de s'y amonceler, la *paix armée* n'est pas une convenance, c'est une nécessité, c'est la vie même, la vie politique de la nation.

C'est une nécessité qui coûte cher, nous le savons; mais ces dépenses ne sont

pas moins une économie, une économie parce que des armemens précipités seraient, au jour du besoin, une dépense bien autrement considérable, une économie grace à l'adage toujours vrai : *Si vis pacem, para bellum.*

D'ailleurs, que nous importe? Est-ce au poids des écus que nous pourrions mesurer tout ce qui touche aux droits du pays, à l'honneur national, à la dignité de la France vis-à-vis de l'étranger? Nous aimons de tout notre cœur la liberté, la bonne administration, la bonne justice, la prospérité du pays; mais, disons-le hautement, nous aimons plus encore sa dignité et sa grandeur, ou, à mieux dire, nous ne concevons pas, pour une grande nation, une chose sans l'autre. En s'abaissant, une grande nation s'anéantirait dans le monde politique, et il défendrait mal ses libertés le pays qui aurait le malheur de faire, par économie, bon marché de son honneur. Empressons-nous de le dire, nous ne craignons pas ce malheur pour la France. Nous sommes profondément convaincus que les chambres ne voudront à aucun prix prendre sur elles de renoncer à la *paix armée* pour retomber dans la paix désarmée. Elles ne veulent pas renoncer à l'espérance d'une longue paix, et moins encore provoquer à la guerre; mais elles ne voudront pas davantage nous exposer aux procédés discourtois de l'étranger : elles savent que la France a le droit, en étant juste, d'être fière, et il n'y a pour les grandes nations de fierté digne et noble que celle qui s'appuie largement, solidement sur la force, sur la puissance nationale.

Les fortifications de Paris sont à la fois la base et le complément de nos armemens. Nous ne concevons pas deux opinions sérieuses sur cette question : Paris doit-il être fortifié? Sans doute, les hommes de guerre pourront nous éclairer de leurs lumières et de leur vieille expérience sur la question d'exécution. Nous nous inclinerons devant leur autorité; nous nous reconnaissons juges fort peu compétens sur ce point. Mais quant à la question principale, elle n'est pas militaire, elle est toute politique, de haute politique, et, l'histoire à la main, il est impossible de ne pas la résoudre affirmativement. Vous voulez la paix, la paix éternelle, s'il se peut, mais cependant une paix honorable, digne. Nous aussi. Fortifiez donc Paris; ôtez à l'étranger tout espoir d'abreuver de nouveau ses chevaux aux rives de la Seine, et vous verrez les rêves insensés dont pourraient encore se bercer les ennemis de notre monarchie se dissiper comme de légers nuages au souffle du vent.

Enceinte continue, forts détachés, encore une fois c'est là une question sur laquelle nous pouvons reconnaître notre incompétence. Mais d'un autre côté, il nous est démontré qu'à tort ou à raison le système des forts détachés échouerait à la chambre des députés. Repoussé par la gauche dans une vue politique, il le serait en même temps par ceux qui ne veulent en aucune manière fortifier Paris. Dès-lors il n'y a pas à hésiter pour nous. Quel que soit le mérite intrinsèque du système mixte, nous le préférons par cela seul qu'il est possible, et seul possible aujourd'hui.

REVUE MUSICALE.

La Favorite, que l'Académie royale de Musique vient de représenter, est le troisième opéra dont M. Donizetti dote la France. En moins de quinze mois, trois partitions, *la Fille du Régiment*, *les Martyrs*, *la Favorite*, c'est avoir la main leste; et les gens qui décident de la valeur d'un maître d'après le nombre de fois que son nom se produit sur l'affiche, doivent être fort satisfaits. Il semble cependant qu'un homme du talent de M. Donizetti aurait pu envisager les choses d'une manière plus grave, et ne pas exposer à des revers nécessaires une renommée devenue européenne, et qui s'appuie sur des titres tels que l'envie et l'impuissance les contestent seules encore aujourd'hui. Puisque c'est une opinion généralement reçue, et, sous plus d'un rapport, assez légitime, que Paris exerce sur toute œuvre d'art un arbitrage suprême, il semble que M. Donizetti aurait dû rassembler toutes ses forces et prendre toutes ses mesures avant de s'aventurer dans une épreuve semblable. Or, c'est justement ce qu'il n'a point fait. M. Donizetti est venu à Paris comme il serait allé à Milan ou à Florence, non comme un homme de génie dans sa liberté, mais comme un maestro à la tâche; il a écrit pour l'Opéra comme il eût fait pour *la Scala* ou *la Perzola*, dépêchant la besogne, se libérant au plus vite de ses engagemens pour en contracter d'autres, en un mot nous traitant avec un laisser-aller plus que napolitain; tout cela au grand dommage de sa réputation ébranlée ici par trois échecs presque simultanés, et dont le contre-coup trouvera, nous le craignons bien, un retentissement en Italie. Du reste, ce n'est pas la première fois que le cas se présente. Il n'y a guère que les Allemands qui se préoccupent de l'importance d'une telle entreprise. Rossini lui-même, si l'on s'en souvient, donna, en débarquant, dans le travers dont nous parlons; mais Rossini est un homme d'infiniment d'esprit et de tact qui, lorsqu'il se trompe, ne met pas long-temps à s'en apercevoir. Après le replâtrage du *Siége de Corinthe* parut la composition sublime de *Moïse*, puis après *le Comte Ory*, *Guillaume Tell*, c'est-à-dire une transformation tout entière, c'est-à-dire le plus noble hommage qu'un grand maître puisse rendre au goût d'un grand pays.

La Favorite a pour elle tous les élémens qui de temps immémorial constituent dans les règles un mauvais opéra italien. Les motifs les plus vulgaires se rencontrent comme s'ils s'étaient donné rendez-vous, les duos se suivent et se ressemblent; les réminiscences et les plagiats ne prennent plus même la peine de se déguiser dans leurs allures; les airs de bravoure non plus ne manquent pas. Chaque personnage a sa cavatine qu'il chante à grand fracas de

trombones et de timballes, en ayant bien soin de remonter la scène pendant les ritournelles. Si les traditions de la pantomime italienne, les excellentes traditions du bon vieux théâtre Louvois, étaient perdues, ce qu'à Dieu ne plaise! on les retrouverait en ce moment à l'Opéra. A tout prendre, c'est là une partition de plus dans le bagage de M. Donizetti, une partition dont ni l'auteur ni le public ne se souviendront dans quelques jours. On me disait dernièrement que M. Donizetti ne savait pas lui-même le nombre de ses chefs-d'œuvre, je le croirais assez volontiers. Il en est un peu des compositions d'un maître comme de l'âge d'un cheval; passé le chiffre sept, on ne compte plus. Quant à la pièce, libretto s'il en fut, on la croirait traduite de Romani, tant elle a les qualités et les défauts qui distinguent la plupart des œuvres dramatiques du poète de Turin. Le style, bien qu'il affecte trop souvent une certaine poésie déclamatoire qui rappelle un peu l'école de M. de Jouy, est cependant plus élégant et plus soigné que d'ordinaire. Mais quelle inexpérience dans l'élaboration du drame! quel défaut absolu d'invention dans les moyens mis en œuvre pour préparer le but qu'on se propose! Où trouver dans cette pièce une scène, une idée, une intention, qu'on n'ait déjà rencontrées ailleurs? Ce jeune novice dans le cloître, qui raconte au prieur de Saint-Jacques ses amours pour une *dame inconnue,* c'est Guido chantant sa mélancolique romance; cette Léonor au milieu de sa cour de baigneuses, c'est la Marguerite de Navarre des *Huguenots;* ce vieux prêtre lançant les foudres de Rome sur le roi de Castille, c'est le cardinal du troisième acte de *la Juive;* ce moine reconnaissant sous le froc les traits de sa maîtresse inanimée, c'est Comminges. Qu'on s'étonne après cela que la musique de M. Donizetti abonde en réminiscences de toute espèce. Comment ne pas céder à l'occasion lorsque vos poètes vous la font si belle, et qu'on a sur ce point la conscience un peu faible? M. Donizetti se sera dit: Une situation de *la Juive* ne saurait être mieux rendue que par la musique de *la Juive,* et rien au monde ne convient mieux à une situation des *Huguenots* que la musique des *Huguenots*. Est-ce de la logique, oui ou non? — En général, les tentatives romantiques ne sont pas heureuses à l'Opéra, et M. Scribe finit toujours par rester maître du terrain. Au moins, avec M. Scribe, dans ses bonnes pièces s'entend, les fils des combinaisons scéniques se croisent et s'enlacent avec art, les passions dramatiques se développent, et, si vous avez moins de belles périodes ronflantes et de vers bien *frappés,* les rhythmes sont traités avec plus d'exactitude et de mesure. Or, c'est de rhythme que vit la musique, et non pas de beaux vers. Certes, nous ne sommes pas de ceux qui se gendarment contre toute idée nouvelle. Nous voudrions de toute notre ame voir la scène lyrique française aux mains de quelque grand poète capable d'ébaucher à loisir toutes les figures que la musique anime et passionne. Mais où le trouver ce poète? Shakespeare et Schiller ne sont plus de ce monde, et s'ils vivaient de nos jours, au lieu de donner leurs chefs-d'œuvre à Meyerbeer, à M. Halévy, à M. Donizetti, ils auraient le bon esprit de les garder pour eux, comme ils ont fait. Laissons donc cette besogne à ceux qui s'en acquittent le mieux de notre temps,

ou, si nous voulons à toute force nous en mêler, tâchons d'inventer quelque chose; car, pour nous traîner sur les traces de chacun, en vérité ce n'est pas la peine. Que dire de ce roi imbécile, de cette Marion de Lorme transformée en une courtisane du XIVe siècle, de ce capucin ridicule qui se prend de belle flamme pour une princesse, jette le froc aux orties, *vole aux combats*, et ne se donne que le temps d'aller changer de costume pour revenir *vainqueur et digne de la main de sa belle?* Ce sont là des personnages qu'on irait voir aux marionnettes. Le dernier surtout, ce *jeune novice* que Duprez représente, mérite toutes les sympathies du public, et pour être complet, il ne lui manque, à mon sens, que ce fameux bouquet de plumes tricolores dont le ténor David s'affublait dans ses rôles de prince pour venir chanter sa cavatine *di gloria* et d'*amore*. Et l'action, sur quels pauvres ressorts elle se meut! que de bonhomie dans les expositions, de simplicité antique dans les péripéties! Les mystères du moyen âge n'étaient pas plus naïfs. S'agit-il de provoquer une rupture entre le roi et sa favorite, une lettre se trouve là fort à propos et vient comme d'elle-même tomber entre les mains d'Alphonse. S'agit-il de motiver le ballet, le roi prend la reine par la main, et la conduit sur un trône *à droite du spectateur*, en lui disant ces paroles sacramentelles :

Prenez part à la fête
Que j'ai fait préparer,

absolument comme au temps de *la Caravane*, comme aux beaux jours de Grétry et de Laïs. On replâtre de grands mots les plus vieilles idées, on habille à neuf le passé, on change les toques de velours en capuchons de soie, les bottes jaunes en sandales de feutre, et cela s'appelle aujourd'hui de la poésie nouvelle, de la musique nouvelle, de *l'art* enfin.

L'ouverture de *la Favorite* est un pauvre morceau tout hérissé de contrepoint et de formules scolastiques; nous doutons que M. Donizetti l'ait écrit tout exprès pour cette partition, à moins cependant que le maître italien n'ait voulu payer en fugues sa bienvenue à l'Opéra. Cette ouverture a l'air de s'adresser directement à M. Halévy, et de lui tenir ce langage : « Vous prétendez, vous, que les Italiens ne savent écrire que des *cabalettes;* je veux vous prouver, moi, Gaetano Donizetti, que nous nous entendons fort bien à traiter une fugue dans les règles, et que les traditions du conservatoire de Naples valent au moins les traditions de la rue Bergère. » Quand M. Donizetti s'est escrimé pendant dix minutes, et pense que M. Halévy doit être parfaitement satisfait, le rideau se lève. Une procession de moines traverse le théâtre au son d'une musique lugubre; deux frères se détachent des rangs, s'avancent devant le trou du souffleur, et voilà l'exposition engagée. N'admirez-vous pas ce système qui tient à la fois du récit classique et de l'action romantique, du *Bajazet* de Racine et du *Don Juan* de Mozart? Jadis, au bon temps de M. de Jouy et de *la Vestale*, les deux moines seraient sortis des deux coulisses opposées, et venant, l'un de droite, l'autre de gauche, on les aurait vus s'aborder solennellement sur le proscenium avant d'entrer en ma-

tière. Cette procession est une véritable trouvaille, d'autant plus que la salle s'en égaie chaque soir, grâce au sérieux tout grotesque des choristes ventrus qui l'exécutent, et la prend comme un prologue bouffe au début de ce lamentable mélodrame. La cantilène du novice racontant ses amours mystiques au prieur de Saint-Jacques voudrait de toutes ses forces avoir le succès de la romance de *Guido;* elle vient bien tard, et le duo qui suit entre les mêmes personnages ressemble aux plus tristes duos qu'on ait jamais taillés sur la coupe italienne. — Reste, dit Balthazar dans un adagio monotone et vide. — Non, s'écrie Fernand, je pars *pour les combats.* — La fanfare obligée éclate, et, comme il arrive toujours, un solo de trompette invite le jeune homme à s'en aller tenter les hasards de la fortune. Vous vous souvenez de cette jolie scène des baigneuses au second acte des *Huguenots?* Quelle fraîcheur! quelle grace! quelle mélodie dans les voix! quelle imitation heureuse dans l'orchestre! Weber n'a jamais mieux rendu le frémissement des eaux sous les arbres. Eh bien! voici la même action qui va se reproduire; encore des jardins au bord du fleuve, encore de mystérieuses voluptés et des danseuses à demi nues; mais cette fois, comme tout cela vous semble triste, abandonné, désert! D'où vient le sentiment pénible qui vous afflige à ce spectacle? est-ce de ce que vous voyez devant vous ces pauvres créatures souffreteuses qui frissonnent en chantant les amours et le printemps par une température de décembre :

Rayons dorés, tiède zéphire,
De fleurs parez ce séjour,
Heureux rivage qui respire
La paix, le plaisir et l'amour.

Ou n'est-ce pas plutôt de ce que toute inspiration manque? S'il y avait là de la musique, si la verve du maître animait les scènes, on ne s'apercevrait de rien; mais en l'absence de toute idée généreuse, de toute passion dramatique, je ne sais quel frisson vous gagne et vous fait prendre en compassion ces malheureuses filles qui posent leurs bras violets l'un sur l'autre, et, blêmes de froid, regardent de tous côtés si quelque poële bienfaisant ne leur enverra pas de la coulisse une tiède bouffée de ce vent du sud qu'elles célèbrent en grelottant. La cavatine du roi, au second acte, se distingue moins par la nouveauté des idées que par la manière dont elle met en relief toutes les qualités du talent de Baroilhet. Sur ce point, on ne saurait lui donner trop d'éloges. L'adagio en *la* mineur, qui sert d'introduction à cet air, est large et d'un beau style. Baroilhet le dit avec une expression admirable : sa voix mordante et pathétique trouve là toute occasion de se déployer à son aise et dans ses avantages. L'allegro à quatre temps qui termine ce morceau, a de la chaleur et de l'éclat, et le chanteur l'enlève hardiment. C'est un mérite incontestable des maîtres italiens, de M. Donizetti surtout, qu'ils s'entendent mieux que personne au monde à disposer des registres d'une voix. Leur inspiration peut les trahir; leur habileté dans l'art de traiter la partie vocale ne les aban-

donne jamais, car ils sentent que de cette habileté dépend le succès, plus encore peut-être que de l'inspiration. Que l'idée soit vieille ou neuve, peu importe; avec eux, vous êtes sûr, quoi qu'il arrive, de passer en revue en quelques instans toutes les qualités du ténor ou du soprano. Lorsque Baroilhet a commencé sa cavatine, personne à Paris ne le connaissait; à la dixième mesure de l'adagio, c'était un chanteur classé. Combien faudrait-il d'airs allemands ou français pour atteindre aux mêmes résultats? Le finale de cet acte est la plus monotone psalmodie qui se puisse entendre. Figurez-vous la forme italienne la plus vulgaire gonflée de vent sonore : dans l'orchestre, des instrumens qui grondent; sur la scène, des chanteurs qui vocifèrent à tue-tête; un bruit habilement combiné, il est vrai, mais un bruit sans passion, à froid, et vous aurez une idée du chef-d'œuvre de M. Donizetti. Franchement, quelle musique originale voulez-vous qu'on trouve sur une situation semblable? Toujours des malédictions, toujours des anathèmes; mais cela a été répété cent fois au théâtre depuis *la Vestale*, de M. Spontini, jusqu'à *la Juive*, de M. Halévy. Pour relever une aussi banale donnée, il faudrait une puissance de génie, il faudrait surtout une force de volonté dont pas un maître de l'école italienne moderne n'est capable. En pareille circonstance, soyez sûr qu'ils abandonneront la partie aux chanteurs, à l'orchestre, à toutes les chances de succès qu'a toujours devant un public le fracas organisé. Ainsi a fait M. Donizetti, quitte à reprendre sa revanche dans l'acte suivant. Nous ne parlons ni des airs de danse ni du ballet. Jamais l'administration de l'Opéra ne s'était montrée si mesquine sur le chapitre des divertissemens; et le musicien, à qui toute espèce d'initiative répugne, a suivi en tout point l'exemple de l'administration. —Le trio entre le roi, Léonor et Fernand, au troisième acte, passe, à bon droit, pour l'un des meilleurs morceaux de l'ouvrage. Il y a là un *cantabile* délicieux; Donizetti excelle dans les *cantabile*, Baroilhet aussi; ce qui fait que la sensation de plaisir est unanime. Baroilhet a dans les cordes basses de l'organe des inflexions un peu voilées d'un effet ravissant, et dont le maestro a tiré bon parti dans cette phrase si remarquable où le roi, décidé à faire épouser sa maîtresse par Fernand, engage Léonor à consentir : prière de souverain, dont le chanteur rend à merveille l'expression à la fois amoureuse, ironique et suppliante. La cavatine de Léonor, qui vient après, a tout-à-fait l'air d'une mauvaise plaisanterie. La maîtresse du roi nous apprend qu'elle se résigne à mourir plutôt que de porter sa honte au jeune héros qu'elle aime, et voilà que tout à coup, sur des paroles du genre de celles-ci :

La pâle fiancée
Sera morte ce soir,

elle se met à se répandre en toutes sortes de roulades de fantaisies capricieuses et de gentillesses vocales, qui passeraient peut-être encore, si la Grisi les chantait, mais qui, de la manière extravagante dont Mme Stoltz les débite, produisent l'effet le plus bizarre et le plus comique. Le chœur d'hommes qui occupe la scène

pendant que le mariage de Fernand et de Léonor se célèbre renferme d'excellentes parties. L'intention en est heureuse et nouvelle. Cette manière de faire intervenir le chœur, de le mêler au drame et de lui donner à discuter l'action qui se joue, appartient à M. Donizetti, qui l'a déjà plusieurs fois mise en œuvre avec succès dans ses bonnes partitions, dans les derniers actes d'*Anna Bolena* et de *Lucia* surtout.—Fernand sort de la chapelle, les courtisans lui tournent le dos, on chuchotte, on se retire, on le délaisse; le jeune homme apprend tout, et, dans le transport de son indignation, maudit Léonor et brise son épée aux pieds du roi qui vient de lui donner sa maîtresse pour femme. Tel est le sujet du finale où le maître va se relever un peu de son abattement, et nous apparaître pendant quelques mesures dans tout l'éclat de son inspiration et de son talent. L'adagio de ce finale se développe avec grandeur, les voix et les instrumens se combinent par degrés dans une de ces harmonies larges et pathétiques dont M. Donizetti a seul le secret, grace aux ressources de mélodie et de science dont il dispose à ses bons momens; et lorsque le majeur éclate sur une explosion unanime de l'orchestre et du chœur, les applaudissemens ne se contiennent plus. C'est là un effet légitime et beau; quel dommage que M. Donizetti l'ait répété si souvent dans le finale de *Lucia*, dans le finale des *Martyrs*, que sais-je? Mais, puisque l'idée est bien venue, n'allons pas faire le procès à la forme, et lorsqu'une bonne rencontre nous arrive, prenons-la comme elle se donne; le cas est assez rare dans *la Favorite* pour qu'on le remarque, d'autant plus que le plaisir ne dure guère. A peine vous vous reposez dans une sensation agréable des fatigues de la soirée, que voilà tout à coup une *cabalette* des plus vulgaires qui gronde à vos oreilles, comme pour vous avertir que cet éclair d'inspiration où vous venez de vous complaire a disparu. — Le quatrième acte se passe tout entier, comme l'introduction, au fond d'un cloître du moyen-âge. Encore les orgues, encore les psalmodies et les processions! Au lever du rideau, vous assistez à tous les actes de la vie ascétique la plus terrible. Des moines, jeunes et vieux, sont dispersés de tous les côtés du théâtre; les uns chantent la messe, les autres creusent leurs fosses, en se disant : *Frères, il faut mourir* (quel agréable passe-temps que le théâtre aujourd'hui!); ceux-ci marmottent leurs patenôtres en dévidant leur chapelet; ceux-là, étendus au pied d'une croix gigantesque, se voilent la face dans leurs capuchons, et semblent abîmés dans tout le désespoir de la pénitence. Si vous aimez les tableaux de Zurbaran, vous en avez sous les yeux tous les monastiques et lugubres personnages. Reste à savoir jusqu'à quel point un pareil spectacle est convenable. Que le théâtre prenne au culte catholique ses orgues, ses encensoirs et ses cloches, toute sa pompe extérieure, passe encore; la poésie et la musique peuvent, à certaines rares occasions, réclamer ces élémens étrangers à la scène, et la manière dont on les met en œuvre justifie alors l'emprunt qu'on en a fait: ainsi du cinquième acte de *Robert-le-Diable* et de la scène de l'église dans *Faust*. Mais aller fouiller jusque dans les plus intimes secrets du sanctuaire, parodier les san-

glots de la prière sous les traits de malheureux comparses qui se meurtrissent le visage et la poitrine, et s'efforcent de simuler l'acte de contrition dans leur pantomime grotesque, c'est là une chose triste en vérité, d'autant plus triste, que la musique n'en tire aucun avantage. Et franchement nous ne voyons pas ce qu'un théâtre peut avoir à gagner à d'aussi pitoyables spéculations. Comme on le pense bien, cette musique, prétendue religieuse, est dénuée parfaitement de caractère. M. Donizetti écrit pour l'orgue comme il écrirait pour le piano, et ses plains-chants ressemblent à des fragmens de cavatine. Il faut cependant donner des éloges à la phrase mélodieuse qui s'élève du fond de la chapelle au moment où Fernand prononce ses vœux. Cette phrase, admirablement disposée pour la voix, et que Duprez chante posément, a de l'expression et de la grandeur. C'est du reste la seule inspiration qui se rencontre dans cet acte, où la musique n'intervient que pour accompagner, comme dans un mélodrame, l'entrée et la sortie des moines et des pèlerins. Telle est cette partition, l'une des plus vides que M. Donizetti ait écrites, la plus faible sans contredit, la plus insipide que nous ayons entendue à Paris du même auteur. Si l'on excepte les deux fragmens que nous avons cités, tout le mérite de cette œuvre consiste à produire dans l'éclat de ses facultés et de son talent le nouveau baryton que l'Académie royale de Musique vient de s'attacher. M. Donizetti n'a point à se plaindre; car, s'il a rendu service à M. Baroilhet en écrivant pour lui de la musique de chanteur, M. Baroilhet l'a pleinement dédommagé de sa peine en attirant par son art souvent admirable les applaudissemens et l'intérêt du public sur quelques parties d'une composition des plus médiocres. On dit que les grands chanteurs n'aiment rien tant que la pauvre musique; s'il en est ainsi, M. Baroilhet ne peut manquer d'être fort satisfait de M. Donizetti, qui certes doit avoir une royale idée de son chanteur, si l'on en juge par la manière dont il l'a traité. Baroilhet nous revient d'Italie, où, comme Duprez et tant d'autres, il était allé chercher des titres à la considération de nos directeurs de spectacles. Il y a quelques années, c'était à qui le répudierait; aujourd'hui, grace aux applaudissemens du public de Naples, de Milan et de Venise, grace surtout à la sollicitude des maîtres italiens, les seuls qui soient encore capables de féconder une voix en travail de développement, les portes de l'Académie royale de Musique viennent de s'ouvrir d'elles-mêmes devant lui. La voix de Baroilhet est un baryton sonore, flexible, étendu, qui monte du *la* bémol au *fa* et ténorise par momens avec une agilité remarquable. Un peu voilé dans les cordes basses, cet organe trouve dans le médium toute sa vibration mordante, tout son timbre; c'est là qu'il faut l'entendre, dans le cantabile surtout. Le chant large et posé convient à merveille à Baroilhet, qui le dit d'un organe enchanteur dont un style excellent, puisé aux bonnes sources, règle l'expression et le mouvement. Dans l'*allegro,* Baroilhet a moins de bonheur; sa voix (comme il arrive toujours aux chanteurs de complexion délicate, et Baroilhet est de ce nombre), sa voix prend, lorsqu'elle veut forcer, une vibration gutturale pénible à entendre, et sur-le-champ l'intonation devient fausse

ou pour le moins douteuse. Baroilhet est maigre et chétif; il suffit de le voir pour se convaincre que sa nature exige les plus grands ménagemens : quoi qu'il en soit, il y a quelque chose de fantastique dans cette voix grave et stridente enfermée en un corps si grêle et si petit, et nul doute qu'à l'époque où M. Meyerbeer écrivait encore pour l'Académie royale de Musique, l'illustre maître n'eût tiré bon parti de l'organisation d'un pareil chanteur, d'autant plus que Baroilhet a du feu dans le regard, de l'ironie dans le sourire, et sa physionomie rappelle par momens l'expression diabolique de Paganini. Le succès de Baroilhet a été très grand.

Il devient de jour en jour si rare d'entendre chanter à l'Opéra, que lorsque le cas se rencontre l'enthousiasme ne se contient plus. En tout autre lieu, au Théâtre-Italien par exemple, et dans le voisinage de Tamburini, le prodige aurait pu sembler moindre. Nous n'avons aucune envie d'établir entre ces deux chanteurs une comparaison inadmissible sur tous les points. Il y a aussi loin de Tamburini à Baroilhet qu'il y a loin de Rubini à Duprez; ce que nous en disons ici est simplement pour réduire à leur valeur les frénétiques démonstrations d'un enthousiasme surexcité. Tamburini passe à bon droit pour un chanteur varié, complet, également admirable dans le chant large, *moderato*, et dans les emportemens de la voix. Entendez-le chanter la cavatine du premier acte de la *Lucia* ou l'adagio du finale de *la Straniera*, c'est toujours la même voix, distribuée autrement, mais forte, puissante, sûre d'elle-même dans le calme comme dans la passion. Or, voilà justement ce qui manque à Baroilhet, ce que l'étude ne saurait lui donner. La voix de Baroilhet a de bons effets, nul ne le conteste, mais seulement dans certains registres, seulement à certaines conditions. On aura beau dire, c'est là un chanteur italien, rien de plus, rien de moins, un virtuose. Pour que Baroilhet puisse rendre quelque service à l'Opéra, il faut absolument que l'Opéra déserte la route de ses anciens succès pour s'adonner corps et ame au pur système italien, au système de la cavatine sans raison, de la cavatine dans les duos, dans les quatuors, dans les finales, de la cavatine partout et quand même. Nous le voulons bien, mais alors quels maîtres écriront pour l'Académie royale? qui alimentera le répertoire? M. Donizetti. A merveille; mais après? M. Donizetti. D'accord; mais enfin?... Baroilhet voudra-t-il aborder les grands rôles, *Guillaume Tell*, *Robert-le-Diable*, *les Huguenots?* Franchement le pourrait-il? Quelle partie lui conviendrait dans ces chefs-d'œuvre de la scène française. La voix de Baroilhet ne peut chanter que la musique écrite expressément pour elle. C'est une voix de cavatine, une voix de luxe; or, dans le dénuement absolu où se trouve aujourd'hui l'Opéra, un sujet de ce genre est-il bien de circonstance? L'avenir en décidera. Duprez, dans le rôle de Fernand, crie à s'égosiller. Il s'agit bien de la cavatine d'Arnold à cette heure? Nous avons fait du chemin depuis *Guillaume Tell*. A tout instant, le paroxisme du fameux *ut* de poitrine se renouvelle, et cet effet, si puissant autrefois, a désormais perdu toute action sur le public.

Que d'efforts, bon Dieu! que de labeur, que de terribles contorsions sans

résultat! C'est au point que, lorsqu'il arrive à la dernière scène, on est tenté de lui dire comme cet amphitryon à un poète qui venait de lui lire tout d'une haleine une tragédie en cinq actes : « Vous devez être bien fatigué. » Levasseur chante la partie du prieur de Saint-Jacques, une partie du troisième ordre, et n'a guère affaire que dans les ensembles et les finales. Lui, le Bertram de Meyerbeer, le Moïse de Rossini, le voilà donc déchu au rang d'un coryphée! Dernier débris d'une grande époque, n'eût-il pas mieux valu pour Levasseur de se retirer à temps que de traîner ainsi dans l'abandon des maîtres et du public les restes d'un talent qui ne fut pas sans gloire aux beaux jours où le groupe célèbre qui devait immortaliser le trio de *Robert-le-Diable* se formait sous la généreuse influence de Meyerbeer? Quant à Mme Stoltz, il est bien convenu que c'est la cantatrice par excellence; il ne nous reste plus qu'à trouver qu'elle chante juste, et le public peut s'arranger pour l'applaudir comme une Malibran, et la redemander chaque soir; car, sur une autre *prima donna*, il n'y faut point compter, pas plus que sur l'opéra nouveau de Meyerbeer. Mme Stoltz possède une voix de soprano d'une ample étendue et d'un beau timbre, qui, si le travail en eût assoupli la rudesse naturelle, aurait pu aborder les grands rôles du répertoire, mais qui, dépourvue comme elle l'est de toute espèce de justesse et de flexibilité, doit s'en tenir aux emplois secondaires. Suivez Mme Stoltz dans le rôle qu'elle vient de *créer*, écoutez-la chanter cette cavatine de Léonor au troisième acte : quelles intonations, quel style! Il semble qu'avec une aussi profonde inexpérience, ce qu'on aurait de mieux à faire serait de s'en tenir à la note, et de la chanter tant bien que mal: pas du tout, Mme Stoltz, comme une Sontag qu'elle est, se lance à tout moment à travers les vocalisations les plus ambitieuses; aucun point d'orgue ne l'épouvante, aucune gamme chromatique ne l'effraie, c'est un aplomb à vous déconcerter. La pantomime de Mme Stoltz procède comme son chant, par bonds et soubresauts; vous la voyez passer en un moment du délire de la bacchante à l'immobilité d'une statue de marbre. Jamais un regard, un geste, une intention qui dénotent chez elle l'intelligence ou du moins la préoccupation du caractère qu'elle représente. Du commencement à la fin, on dirait une gageure de tout risquer, vocalisation et pantomime : tel passage réussit, tel autre échoue, et la plaisanterie va son train. Vous figurez-vous Meyerbeer à la merci d'une pareille cantatrice. Voilà donc l'Opéra tel qu'on nous l'a fait, une entreprise sans but, sans unité, sans systeme, livrée à tous les hasards de la fortune, le Théâtre-Italien moins sa troupe, son répertoire, le Théâtre-Italien sans cantatrice, avec un baryton et un ténor pour toute richesse. Cependant nous nous souvenons d'un temps où l'Opéra avait à lui un genre dont il se faisait gloire, un genre à la fois dramatique et musical importé par Gluck, continué par Spontini, un genre auquel le plus grand maître de cette époque, Rossini lui-même, voulut se conformer dans *Guillaume Tell*, et que depuis Meyerbeer restaura à la sueur de son front. De tant de travaux et de nobles tentatives, que reste-t-il aujourd'hui? Que sont devenus les chefs-d'œuvre des maîtres, que sont devenus ces chanteurs dont l'individualité dis-

paraissait dans l'ensemble de l'exécution? Vous êtes sorti de votre route naturelle, vous vous êtes recruté en dehors de votre loi d'existence, de sorte que maintenant vous avez un théâtre comme la Scala à Milan, comme la *Porte de Carinthie* à Vienne, un théâtre où règne la confusion des styles et des langues; mais l'Opéra français, le théâtre de Gluck, de Spontini, de Rossini, de Meyerbeer et d'Auber, l'Académie royale de Musique n'existe plus, ou la voilà jetée sur une pente si rapide, qu'il faudrait désormais une main de fer, la main de Gluck, pour la retenir.

Nous voudrions bien ne pas toujours occuper nos lecteurs des incartades plus ou moins musicales de l'auteur de la *Symphonie fantastique;* mais comment faire? Lorsque M. Berlioz ne donne pas de festival, il nous écrit des lettres; lorsque son bâton de mesure nous laisse en repos les oreilles, sa verve épistolaire nous sollicite. On connaît le document; comme il a déjà paru dans une multitude de journaux, sur *les instances* de M. Berlioz, ainsi que l'indiquait chaque feuille, nous nous dispenserons d'en donner une quinzième édition, trouvant que c'est bien assez d'y répondre. On se souviendra peut-être que dans notre dernière revue, en nous élevant contre ces airs de familiarité et de protectorat que le musicien fantastique prenait à l'égard des plus grands maîtres, nous avons imprudemment parlé d'ophicléides. Or, M. Berlioz, feignant de nous prendre au pied de la lettre, a prétendu qu'il n'y avait pas le moindre ophicléide dans ce morceau, et va depuis nous foudroyant de son argument sans réplique, comme s'il s'agissait en tout ceci d'un fait matériel. Nous avons parlé de profanation, et nous maintenons notre dire. M. Berlioz a-t-il, oui ou non, arraché un acte, une scène, un lambeau à la partition de Gluck, pour l'intercaler dans le sabbat ridicule qu'il organisait sous le nom de *festival?* Là est toute la question. Il s'agit bien d'un ophicléide ou d'un trombone de plus ou de moins! Sur un pareil sujet, on ne compte pas avec M. Berlioz, et nous n'avons nulle envie de le chicaner pour si peu de chose. L'auteur de la *Symphonie fantastique* le sait bien; mais n'importe, il écrit toujours. Écrire, c'est occuper le public de soi. Quand on ne peut donner ni *festival* ni concert, on rédige une lettre, on la colporte; c'est encore du bruit, du bruit qui ne coûte rien. M. Berlioz frappe sur la publicité comme sur une grosse caisse, pour attirer les badauds; il a raison, l'expédient lui réussit quelquefois; cependant quelquefois aussi par malheur le contraire arrive. Ainsi, l'aventure de Vienne. A force d'entendre M. Berlioz se proclamer lui-même à toutes les heures du jour, à force de voir sur des affiches monstreuses ce nom resplendir au milieu de son auréole de quatre cents musiciens, les Viennois avaient fini par prendre au sérieux cette renommée, et regardaient comme le plus grand maître qui eût existé ce lauréat singulier d'une boutade ironique de Paganini, tout cela sans avoir jamais rien entendu de sa musique, ou plutôt pour n'avoir jamais rien entendu; tant est grande encore, quoi qu'on dise, la puissance du charlatanisme, tant il est vrai que les réputations se forgent à coups de marteau, et qu'un nom où la publicité frappe à tour de bras du matin [illegible] ut un moment tenir lieu de toute espèce d'œuvre et de chef-d'œuvre.

Cependant on n'est pas du pays de Mozart et de Beethoven pour rien; les Viennois voulurent connaître. On fit venir de Paris l'ouverture des *Francs-Juges;* on l'exécuta, pour mieux dire, on essaya de l'exécuter, car dès la vingtième mesure le rire suspendit la séance, un rire fou, ce rire de l'orchestre et de l'auditoire, ce rire unanime dont la musique de M. Berlioz a le secret depuis l'Olympe d'Homère, et qui suffirait à fonder sa gloire dans l'avenir : car, prises à leur véritable point de vue, au point de vue des Viennois, les élucubrations de M. Berlioz contiennent plus d'élémens comiques que Rabelais n'en a mis dans *Pantagruel.* Cependant, comme tout le monde ne pense pas que l'art des sons ait été imaginé dans le seul but de désopiler la rate, le dilettantisme viennois eut bientôt fait de laisser là cette malencontreuse ouverture des *Francs-Juges*, et de revenir au plus vite à l'ouverture de *Coriolan,* à la symphonie en *ut* mineur, que sais-je? aux walses de Strauss, à toute chose sérieuse ou non, ayant droit de s'appeler musique. Voilà un fait. M. Berlioz peut nous écrire tant qu'il voudra; nous ne lui répondrons plus : seulement, s'il parvient à nous démontrer notre inexactitude sur ce point, aussi victorieusement qu'il l'a fait sur l'autre, nous consentons de grand cœur à proclamer que la *reine Mab* (la sienne bien entendu) est un chef-d'œuvre de mélodie et de clarté, et que les quatre ou cinq cents musiciens de son *festival* n'avaient pas le sens commun lorsqu'ils refusèrent à l'unanimité de débrouiller ce grimoire.

REVUE LITTÉRAIRE.

Comme la politique, la littérature a sa session, et c'est l'hiver ordinairement que les livres paraissent, que l'activité redouble, que les écrivains règlent leurs comptes avec le public. Cette année, l'éclat, le retentissement, la gravité des luttes parlementaires semblent tenir jusqu'ici les romanciers et les poètes dans la réserve. Le drame réel l'emporte sur les fictions. Dans ces derniers mois, il n'a paru que de gros livres, des livres considérables, considérables au moins par le but, et où la littérature, la forme, ne viennent nécessairement qu'en seconde ligne, puisqu'il y est question tout simplement de refaire la philosophie d'un bout à l'autre, ou de reconstituer la société, notre vieille société, sur des bases absolument nouvelles. *L'Humanité,* de M. Leroux, l'*Esquisse,* de M. de Lamennais, ne sont pas précisément des ouvrages littéraires; il s'agi

là, avant tout, de l'homme et de la société, et c'est aux politiques, c'est aux philosophes de juger. Ils ont donné ou ils donneront leur avis.

Tandis que, dans l'ordre sérieux, ces livres se produisent et demandent à être appréciés à part avec étendue, avec réflexion, tandis que l'agrément, la fantaisie, l'art véritable; se recueillent et se taisent, la littérature exclusivement active (dirai-je la littérature industrielle?) s'épuise, se ralentit, disparaît, et réfugiée au bas des journaux quotidiens, où elle dispute à la politique un dernier refuge, ne fournit même plus à la critique son aliment habituel. Il y a prostration véritable, ou au moins intervalle calme. Les jeunes poètes eux-mêmes qui, presque tous avec talent (et c'est là le malheur), viennent noblement offrir leur volume hebdomadaire en holocauste à ce roi implacable et sourd que M. Michaud appelait *sa majesté le public*, et qui, dans la banalité facile du rhythme actuel, ont fait chacun la même ode splendide, la même élégie harmonieuse, écho affaibli des *Orientales* ou des *Méditations*, les jeunes poètes eux-mêmes, toujours trompés, si confians, semblent depuis quelque temps concourir aussi à ce silence momentané des lettres.

Il est d'autres régions où la vie littéraire se montre plus active. A la Sorbonne, par exemple, il y a toute une renaissance de littérature grave et sérieuse qu'il est juste de signaler.

La révolution de juillet a fait une singulière condition à la Faculté des lettres; elle a illustré ses membres et dispersé son enseignement. Sans doute il est glorieux pour elle de voir se perpétuer sur ses programmes des noms de ministres, hier le nom de M. Cousin, aujourd'hui ceux de M. Guizot et de M. Villemain; il est glorieux pour elle de briller à la tribune par la parole de M. Jouffroy, de compter dans ses rangs actifs des députés distingués, comme l'était, comme le redeviendra M. Saint-Marc Girardin; il faut l'avouer, la Sorbonne paie un peu cher cette illustration parlementaire. Il n'y a, à l'heure qu'il est, que trois professeurs titulaires qui enseignent. Mais si de ce côté la position de la Faculté des lettres de Paris ne s'améliore pas, et cela est bien difficile, puisqu'elle ne souffre que par sa gloire, les inconvéniens sont aujourd'hui bien moindres que dans les années qui ont immédiatement suivi la révolution de juillet. Que de cours médiocres alors, que d'amphithéâtres déserts! quel contraste surtout avec ce brillant enseignement de M. Guizot, de M. Villemain, de M. Cousin, qui est resté une date universitaire, et, qui plus est, une date intellectuelle, politique. Aujourd'hui les quelques professeurs suivis alors et applaudis ont gardé, ont agrandi leur succès; plusieurs suppléans se sont formés à cet art difficile de la chaire, et tiennent maintenant leur place avec distinction. Voilà aussi que de jeunes talens pleins d'ardeur se mettent à leur tour en lumière à côté des maîtres. Disons quelques mots de tout cela, et sans ordre, sans viser surtout à être complet et à ne pas omettre, donnons leur part à quelques noms connus comme à quelques noms nouveaux.

L'esprit a droit à la première place en France : je parlerai d'abord du cours de poésie française de M. Saint-Marc Girardin. Il y a long-temps déjà que M. Saint-Marc connaît les succès de la Sorbonne, et il n'en est plus à chercher

la popularité. C'est la popularité maintenant qui va à lui. M. Saint-Marc Girardin ne flatte pas son auditoire; au contraire, avec sa parole facile, alerte, détachée, il peut risquer toutes les vérités, se permettre tous les conseils, les conseils les plus difficiles à dire, les conseils qui touchent à l'amour-propre. C'est par le côté moral, par le côté pratique que M. Saint-Marc Girardin aime à aborder la littérature. Derrière l'homme de talent, derrière l'homme qui écrit, sa critique aime à chercher l'homme de la famille et l'homme de la société; elle aime à montrer que le talent ne dispense pas du devoir. J'ai quelquefois entendu reprocher à M. Saint-Marc Girardin de méconnaître l'enthousiasme et la poésie; mais on oublie à qui s'adressent les leçons de M. Saint-Marc. Il y aura toujours assez de poésie, il y aura toujours suffisamment d'enthousiasme dans cette jeunesse qui vient demander au haut enseignement quelque chose de plus sérieux sans doute que des complimens et des madrigaux. Le grand mal, quand M. Saint-Marc montrerait à ceux qui l'écoutent les réalités de la vie, quand il les dégoûterait un peu de cette manie d'écrire qui, au sortir du collège, détourne tant de jeunes intelligences de leur vraie voie. Qu'on ne s'effraie pas, ces conseils ne suffiront point à détourner les vocations véritables, et ils écarteront peut-être quelques-unes de ces aspirations banales, de ces vagues velléités poétiques qui sont la maladie de notre temps. Quel danger y a-t-il à cela? Ceux qui trouvent quelque chose d'un peu outré dans les avertissemens de M. Saint-Marc, à l'endroit de la littérature, n'ont qu'à se rappeler son propre exemple. C'est un correctif suffisant. N'est-ce pas par les lettres, n'est-ce pas par son talent si franc et si vif, que M. Saint-Marc Girardin s'est fait sa place, une place légitime et brillante? Il y a toujours assez d'illusion dans les jeunes ames, et je ne vois pas l'inconvénient qu'il y aurait quand cet enseignement si spirituel, si incisif, si fertile en mots heureux, si volontiers fidèle aux saines traditions littéraires, sauverait quelques pas de clerc aux débutans, et nous délivrerait en même temps de quelque gros volumes de vers individuels, ou de quelque nouvelle sociale et humanitaire.

Cette année, M. Saint-Marc Girardin a pris un cadre commode, varié, flexible, très distingué à force d'être vulgaire et inattendu, cadre bien difficile, mais où son esprit preste et habile se joue, peut toucher à tous les sujets, et dans la variété des aperçus retrouve toujours l'unité du goût et du sens commun; M. Saint-Marc Girardin commente l'*Art Poétique* de Boileau. C'est un centre où il revient toujours, mais qui mène à tout, et qui lui permet de rajeunir par une forme piquante des vérités bien vieilles sans doute, les simples et éternelles vérités de l'art et de la morale, enfin tout ce que nous oublions si facilement aujourd'hui.

Dans ses deux premières leçons, M. Saint-Marc a parlé fort spirituellement de la poésie, et il s'est demandé d'abord ce que c'était que la poésie, ce qui l'a conduit bientôt à se demander ce que c'était que le génie. Le sens du mot *génie* a bien changé, et M. Saint-Marc a fait la curieuse histoire de ce terme

dans notre langue. Ses destinées ont d'abord été modestes; au XVIIe siècle, on n'entendait par là qu'une facilité naturelle, qu'un talent particulier pour telle ou telle chose. C'est le *bel esprit* qui signifiait alors génie; mais le titre de bel esprit étant devenu commun et banal, grace aux usurpateurs, quand tout le monde s'appela bel esprit, personne ne voulut plus l'être. « C'est au XVIIIe siècle que le mot de génie, a dit M. Saint-Marc Girardin, commence à être mieux vu que le mot de bel esprit; il désigne déjà une supériorité décisive et souveraine; ce n'est pas encore le droit d'être universel, mais c'est déjà celui d'être infaillible. » Cependant on était encore loin de nos idées, puisque Buffon disait que le génie c'est la patience. Cela, comme on le devine, a amené M. Saint-Marc Girardin à notre époque, dont il a raillé les ridicules et les prétentions à l'endroit du *génie* et de cette dictature spontanée et dispensée de tout labeur et de toute patience, que le génie est assez disposé à s'arroger et qu'on lui laisse prendre. Comme tout le monde y prétend, tout le monde a prêté à ce mot afin de l'enrichir et de le grossir pour en profiter soi-même. M. Saint-Marc préfère garder la vieille signification : « Il m'est arrivé parfois, racontait-il, de vouloir louer quelques-uns des hommes les plus éminens de notre littérature, et comme l'éloge est aujourd'hui très difficile, tant il est banal; comme il est malaisé de donner à la louange un peu de relief et de saveur, tant elle s'est épuisée par l'exagération; comme le mot génie est le seul qui vaille quelque chose et le seul dont un auteur puisse savoir gré, il m'est arrivé alors de donner à ceux que je voulais louer le génie de telle ou telle chose; ils m'entendaient dans le sens général que le mot génie a aujourd'hui, tandis que moi, je parlais dans le sens que le mot génie avait au XVIIIe siècle, et de cette manière j'en disais assez pour les satisfaire, grace à la manière dont ils comprenaient, et je n'en disais pas trop pour me déplaire à moi-même; leur vanité et ma conscience étaient satisfaites. » Ces paroles sont trop vraies; M. Saint-Marc Girardin a raison. Je les recommande aux critiques. A combien de réticences mentales n'oblige pas en effet l'amour-propre des contemporains? Le métier de critique, autrement, sans ces concessions, ne serait pas tolérable. Le public est là heureusement qui rabat de l'éloge et rétablit le vrai niveau.

La banalité, cette banalité de la louange qui s'est introduite dans la critique et qui l'a gâtée, M. Saint-Marc l'a fort bien retrouvée, et montrée sous une autre forme dans la poésie contemporaine. C'est un thème vrai, mais que nous avons trop souvent soutenu dans cette *Revue* pour y insister de nouveau. Il y a maintenant une forme de vers courante, accessible, à la disposition de tout le monde. Une *méditation* est devenue aussi facile que l'était un rondeau sous Voiture, une *orientale* aussi faisable que l'étaient un madrigal sous Dorat, une tirade descriptive sous Delille. Cela ne diminue en rien assurément le génie de M. de Lamartine et le génie de M. Victor Hugo; au contraire, c'est la preuve qu'ils ont trouvé une forme originale, neuve, mais qui est devenue vulgaire dans les mains de leurs imitateurs. Il n'y a pas à l'heure qu'il est (et ceci n'est pas une exagération) d'élève de rhétorique un peu dis-

tingué qui n'ait produit sa contrefaçon, assez bonne après tout et qui ferait illusion, durant quelques vers, de telle ode des *Feuilles d'automne,* de tel hymne des *Harmonies.*

M. Saint-Marc Girardin a montré avec un grand sens et une grande perspicacité les causes, les résultats de cet abaissement de la haute poésie, de cet accès facile qui la laisse envahir un peu par tout le monde. En cela, M. Saint-Marc regrette les conditions littéraires du XVIIe siècle, et il a raison. « Autrefois, comme il l'a très bien dit, le sentiment existait, mais l'expression était difficile à trouver; le style était un obstacle, parce qu'il fallait le faire avec peine. Il n'y avait pas autrefois moins d'amoureux, moins de rêveurs, moins de mélancoliques qu'aujourd'hui, mais il était plus difficile d'exprimer aisément l'amour, la rêverie, l'enthousiasme. Il y avait moins de phrases faites sur tout cela. »

Les jeunes poètes peuvent contester quelques-unes des vues de M. Saint-Marc Girardin; personne n'en contestera l'à-propos, personne surtout ne contestera la verve, l'esprit, le tact littéraire qui animent ces leçons et aiguillonnent incessamment l'auditoire.

L'enseignement dogmatique des lettres, long-temps abandonné à la Sorbonne pour l'enseignement historique, semble cette année vouloir reprendre le terrain qu'il a perdu. On est frappé en effet, en jetant les yeux sur le programme des cours de la Faculté des lettres, d'une coïncidence qui sans doute n'a été ni concertée, ni fortuite, dans laquelle il n'y a pas plus de préméditation que de hasard. M. Saint-Marc Girardin a pris pour texte Boileau; le nouveau suppléant de M. Boissonade, M. Egger, parle de la *Poétique* d'Aristote, et M. Géruzez cherche dans l'histoire littéraire la confirmation des principes esthétiques qu'il commence par développer.

Serait-ce là le symptôme, je ne dis pas d'un besoin, mais d'une disposition générale des esprits? Serait-on fatigué, comme se le demandait dans sa leçon d'ouverture le suppléant de M. Villemain, du désordre et de l'anarchie, et cela va-t-il nous ramener aux chartes littéraires du passé? Pour ma part, je ne le pense pas; mais ces études seront curieuses, utiles, profitables.

M. Egger a fait sur la *Poétique* d'Aristote des leçons excellentes, approfondies, pleines de science réelle, de vues, de rapprochemens ingénieux, et cela avec une remarquable facilité de parole. M. Egger est une des meilleures acquisitions de la Faculté des lettres depuis plusieurs années. Le cours de littérature grecque, exclusivement philologique jusque-là, se faisait dans le désert. M. Egger a su y ramener, non pas la foule (la foule a autre chose à faire), mais un auditoire nombreux, fidèle et toujours intéressé. M. Egger a constitué dans la chaire de littérature grecque l'enseignement historique, comme avaient fait M. Le Clerc pour la prose latine, M. Patin pour la poésie. C'est une louable innovation. La leçon d'ouverture, que M. Egger a fait imprimer, mérite d'être distinguée. C'est une vue générale des lettres grecques et de leur influence, qui révèle un esprit ouvert, beaucoup de science et du talent d'écrire.

Les leçons que M. Egger a consacrées aux tentatives de la critique avant Aristote, c'est-à-dire au premier éveil du génie esthétique, ont été fort bien accueillies. Mais c'est là de l'histoire littéraire, ce n'est pas encore de la théorie. M. Géruzez, au contraire, a abordé dès l'abord la dogmatique de l'art, et, avec une grande finesse et une véritable sagacité psychologique, il en a recherché les conditions et déterminé les lois. Sans se perdre dans la transcendante esthétique de Hegel ou des Schlegel, sans se résigner au terre à terre de Marmontel et de La Harpe, il a établi et dégagé les vrais principes du beau, pour en chercher ensuite les applications dans notre littérature. Voilà l'esthétique qui partout se substitue à la rhétorique. On me permettra de dire que c'est un progrès, une conquête.

Tout se touche dans les lettres, et je n'ai pas besoin de transition pour passer au cours de poésie latine. La grace particulière à l'enseignement de M. Patin, cette érudition solide qui pourtant ne s'interdit pas l'agrément, cette parole élégante qui fait si bien goûter les antiques modèles toujours jeunes, tant de qualités charmantes et en même temps sérieuses, ont depuis long-temps assuré un auditoire assidu au cours de poésie latine, autrefois aussi désert que le cours de littérature grecque. M. Patin traite cette année du drame chez les Latins, et sa première leçon a été consacrée à une vue générale et sommaire de la tragédie romaine dans ses rapports avec le théâtre grec qu'elle a imité, avec le théâtre moderne qu'elle a quelquefois inspiré. Les faits et les idées que M. Patin a exposés dans cette première leçon se grouperont, dans la suite du cours, tantôt autour d'ouvrages demeurés entiers, comme ceux qui portent le nom de Sénèque, tantôt, au contraire, autour d'ouvrages perdus et connus seulement par des témoignages qu'il faudra recueillir, par des fragmens qu'il faudra restituer, où il faudra chercher avec patience et curiosité la trace effacée du monument primitif. M. Patin a annoncé l'intention de transporter ces tragédies, tirées de l'oubli, sur la scène même du théâtre romain, relevée par l'érudition. Il placera les dialogues dans la bouche de leurs antiques interprètes les Roscius et les OEsopus; en d'autres termes, il mêlera l'histoire du drame à celle de la représentation scénique. A défaut des vieux textes, les auteurs d'un autre temps et d'un autre genre, qui se sont inspirés des souvenirs de ce théâtre, pourront quelquefois parler à la place d'Ennius, de Pacuvius, d'Attius, qui pour nous se taisent bien souvent. Dans cette évocation intéressante d'une scène bien mal connue et bien sévèrement jugée (puisqu'on ne la juge que par Sénèque), M. Patin rapprochera sans cesse la tragédie latine de la grecque son modèle, de la française en partie son élève; il la montrera entre deux influences, l'une reçue par elle, l'autre qu'elle a exercée; il caractérisera enfin ces influences dont l'action n'a pas toujours été aussi simple qu'on le dit. C'est un programme bien choisi. Il y a six ans déjà que M. Patin enseigne à la Faculté des Lettres, et chaque année affermit et constitue son succès.

Dirai-je un mot de la philosophie après la littérature? Il y a un nom au moins que je ne saurais omettre sans injustice. M. Jules Simon, abandonnant

la belle philosophie de Platon, qu'il exposait l'année dernière, a choisi un sujet d'un abord moins difficile, mais d'une importance au moins égale, l'histoire de l'école d'Alexandrie. Héritière de toutes les philosophies qu'elle aspire à concilier, cette école, dernier monument de la fécondité de l'ancien monde, tient aussi par des liens étroits à la formation du monde nouveau. Elle naît avec le christianisme, se développe à côté de lui, entre en lutte avec ce redoutable adversaire, soutient le combat durant quatre siècles, et ne succombe qu'avec la philosophie elle-même, avec les lettres, avec les dieux. Il n'y a pas de livres moins connus que les livres de Plotin, et pourtant Plotin est le père de la philosophie alexandrine. Il semble qu'après avoir pénétré dans le système de Platon, dans celui d'Aristote, les historiens, les critiques, tous les amis de l'antiquité, séduits par la majesté, la grandeur, la savante et belle proportion de ces incomparables philosophies, ne veuillent plus en connaître, ni en admirer aucune autre. Et puis, il faut bien l'avouer, si les alexandrins sont restés dans l'ombre, ce n'est pas entièrement la faute de ceux qui les y ont laissés. Les alexandrins ont assurément une rare fécondité de génie; mais cette fécondité s'épuise souvent en chimériques et subtiles distinctions. Ce sont des esprits étendus, mais qui veulent embrasser des choses contradictoires, des esprits sérieux, mais sujets à s'égarer dans les élans et les vertiges de l'enthousiasme; ils ont enfin une prodigieuse érudition qui les accable, et sous cette science universelle leur génie s'obscurcit et finit par être étouffé.

Certes le sujet est difficile, mais aussi il vaut bien la peine qu'on s'y dévoue. Il ne s'agit de rien moins que d'exhumer une période de cinq siècles et d'éclairer à la fois d'une vive lumière le berceau du christianisme et le déclin des philosophies et des religions de l'antiquité. Pour montrer dès le premier jour l'intérêt grave et profond qui s'attache au sujet qu'il veut traiter, M. Jules Simon a fait voir l'école d'Alexandrie aux prises avec le christianisme; il a expliqué la nécessité de cette lutte, marqué son origine, son progrès, son terme. Le christianisme, l'esprit nouveau, devait triompher. Là étaient la vie, la jeunesse, la foi, la force, l'avenir. En vain l'école d'Alexandrie s'entourait de toutes les traditions, de toutes les gloires du passé; en vain elle appelait dans le sein de son vaste éclectisme Orphée et Pythagore, Hésiode et Thalès, Aristote et Platon, les dieux de la Grèce et ceux de l'Orient. Cette ardeur aveugle à tout confondre n'était que l'impuissance de tout unir.

Mais j'oublie que M. Simon a parlé ici même, dans cette *Revue,* de l'école d'Alexandrie et que ce qu'il a dit à propos d'un livre assez médiocre me dispense d'insister. Personne ne conteste à M. Simon l'éclat de la parole. Sous ce rapport, il est vraiment doué, et la pratique, l'expérience, ne peuvent qu'étendre, en le modérant, ce talent qui a si bien réussi à la Sorbonne,

J'ai été bien long déjà, et pourtant je n'ai pas dit un mot de l'histoire et j'ai omis bien des noms, mais l'occasion se retrouvera. M. Lenormant dans la chaire de M. Guizot, M. Rosseeuw-Saint-Hilaire dans la chaire de M. Lacretelle, traitent l'un de l'histoire de France, l'autre de la civilisation grecque. Les recherches savantes de M. Guigniaut sur la géographie, les consciencieuses

investigations de M. Damiron sur la philosophie du XVIIe siècle appelleraient aussi un souvenir, un jugement. Mais je n'ai pas promis d'être complet. Ce qu'il est seulement juste, ce qu'il importe de constater, c'est que plusieurs remarquables débuts ont eu lieu depuis quelques années et que par là la Sorbonne est en progrès. *Être en progrès* c'est le grand mot du siècle; mais pourquoi est-il plutôt dans les phrases que dans les choses?

PIERRE L'ERMITE, ET LA PREMIÈRE CROISADE, par M. Henri Prat (1). — Les grands évènemens qui ont remué le monde et mérité place dans la mémoire humaine, sont ceux qu'on se représente communément sous les couleurs les plus fausses. C'est que la pensée populaire qui s'en est emparée les a dépouillés de toute réalité pour les élever jusqu'à l'idéal. Le travail que l'opinion publique accomplit alors, n'est pas sans analogie avec le procédé des poètes. Elle commence par écarter les incidens mesquins, les accessoires disparates; elle établit l'unité du sujet en concentrant l'intérêt sur un petit nombre de personnages qu'elle adopte, auxquels elle prête toujours une allure héroïque, une intelligence nette de tout ce qui se passe autour d'eux, une volonté ferme, une action souveraine. Ainsi, le réel de l'histoire disparaît à la longue pour faire place à une œuvre d'imagination qui appartient à tous et à laquelle on ne saurait attacher aucun nom, œuvre puissante d'ailleurs par son harmonie, et d'autant plus sympathique qu'elle est comme un écho des sentimens qui ont cours. L'histoire de Napoléon, sans indiscrétions biographiques, ne prendrait-elle pas dans la bouche d'un homme du peuple les proportions majestueuses de l'épopée? Et pour rentrer dans notre sujet, l'idée qu'on se fait généralement des croisades d'après les vagues notions qui ont cours, les scènes qui s'offrent à l'imagination ne semblent-elles pas promettre un drame sublime? On éprouve quelque désappointement, quand on consulte les témoins qui ont reçu directement l'impression des faits, et qu'on se condamne à lire les correspondances et les actes originaux qui nous ont été conservés. Tel est le plan que M. Henri Prat a suivi pour la première croisade : il a opposé aux narrations théâtrales de ses devanciers, une analyse intelligente des documens de l'époque, une sorte de procès-verbal historique, d'un calme imperturbable qu'on pourrait prendre parfois pour de la froideur, mais dans lequel nous préférons voir la réserve calculée du juge qui refoule en lui son émotion pour prêter à la sentence qu'il va rendre un caractère plus imposant d'impartialité.

Quand on se rappelle la pieuse frénésie qui éclata à la fin du XIe siècle, et qu'on se représente, suivant l'énergique expression d'Anne Comnène, l'Occident tout entier s'arrachant de ses fondemens pour se précipiter sur l'Asie, on rêve une époque de foi ardente et jalouse, de mœurs austères, de vertueuse abnégation. Le désenchantement commence à la lecture de ce passage de Guillaume de Tyr, que plusieurs historiens des croisades, et M. Prat lui-

(1) Un vol. in-8°. — Rue Christine, 10.

même, ont eu le tort de négliger. « Il n'y avait plus en Occident ni religion, ni justice, ni équité, ni bonne foi. Les églises et les monastères étaient abandonnés au pillage : on n'était en sûreté nulle part; les crimes les plus horribles restaient impunis. Dans l'intérieur des familles, les mœurs étaient tellement corrompues, que les liens du mariage étaient généralement méprisés. Le luxe, l'ivrognerie et le jeu, régnaient partout; le clergé ne donnait pas l'exemple d'une conduite régulière; les évêques eux-mêmes étaient livrés à la débauche et à la simonie. » M. Michaud, qui a su faire du zèle religieux des populations un ressort éminemment dramatique, accuse l'archevêque de Tyr d'avoir tracé un tableau satirique. On ose à peine soupçonner Guillaume d'exagération, quand on se rappelle que, pendant le cours du XIe siècle, on compta en France vingt-sept années de famine; extrémités qui annoncent à coup sûr un dérèglement affreux, un coupable abandon des devoirs sociaux. Quels ont donc été les leviers assez puissans pour déplacer les populations? les prédications de Pierre l'Ermite, la volonté énergiquement exprimée du pape Urbain II? Le rôle du *petit Pierre* est en effet fort beau dans le récit de Guillaume de Tyr et dans l'*Alexiade* d'Anne Comnène. Mais ces deux écrivains étaient étrangers, et au lieu de traduire des impressions personnelles, ils ont écouté la voix publique, fort prompte, comme nous l'avons dit, à dénaturer la réalité. Les chroniqueurs français au contraire paraissent à peine connaître celui que nous considérons aujourd'hui comme l'apôtre des croisades. Guibert, abbé de Nogent, dépeint avec une nuance d'ironie l'exaltation de Pierre et les effets merveilleux de son zèle; mais il se hâte d'ajouter qu'il ne parle pas avec connaissance de cause (*non ad veritatem*), et qu'il n'est qu'un écho du vulgaire, toujours exagéré, toujours épris de la nouveauté. Un autre historien qui assista au concile de Clermont, et suivit la grande expédition des croisés, Foulcher de Chartres, se contente de dire : « Un certain Pierre l'Ermite, suivi d'une foule de gens de pied, mais de peu de chevaliers, prit d'abord son chemin par la Hongrie. » N'est-il pas évident que, si Pierre l'Ermite avait communiqué aux évènemens une impulsion décisive, ses contemporains eussent parlé de lui en meilleurs termes?

Quant au pape Urbain II, engagé dans les querelles qu'avait léguées à ses successeurs le belliqueux Grégoire VII, menacé par l'anti-pape Guibert et par la partie corrompue du clergé, en lutte permanente avec l'empereur d'Allemagne, obligé de sévir contre le roi de France, défenseur ordinaire du pouvoir pontifical, il avait assurément trop d'affaires sur les bras pour caresser des projets d'expédition lointaine. Toutes ses préoccupations devaient appartenir à l'Occident, car le christianisme était menacé de mort par les maux qui dévoraient intérieurement l'église latine, tandis que les fureurs mahométanes pouvaient devenir tout au plus une occasion de martyre pour les chrétiens d'Asie. La guerre sainte ne fut en effet pour les pères du concile de Clermont, qu'une affaire secondaire et pour ainsi dire épisodique. Le rétablissement de la paix publique au moyen de la *trève de Dieu* et des asiles sacrés, l'excommunication

du roi Philippe Ier, le droit d'investiture, c'est-à-dire les principes suivant lesquels les grades et les bénéfices ecclésiastiques devaient être conférés, et enfin plusieurs réformes disciplinaires très urgentes furent les principaux points mis en délibération. La scène a un aspect beaucoup plus animé dans l'œuvre de M. Michaud : « Les fidèles, dit-il, accourus de toutes les provinces, n'avaient qu'une seule pensée; ils ne s'entretenaient que des maux des chrétiens de la Palestine; ils ne voyaient que la guerre qu'on allait déclarer aux infidèles, etc. » Le spirituel historien ne peut dissimuler que les affaires de l'église latine n'aient absorbé d'abord l'attention du concile; mais pour conserver le relief de son principal personnage, il lui prête une ruse pieuse, qui sans doute était bien éloignée de son intention. Il suppose que par un retard adroitement calculé le souverain pontife voulait exciter l'impatience des soldats du Christ et concentrer l'enthousiasme pour que l'explosion en fût plus terrible. M. Prat, dont la principale ambition est de rétablir la vérité des faits, analyse avec soin les trente-deux décrets du concile de Clermont, et il ne trouve qu'un seul canon à rapporter à la croisade : c'est le deuxième qui est conçu en ces termes : « Quiconque, par dévotion et sans aucune espérance d'honneur mondain, entreprendra le voyage de Jérusalem, obtiendra, en raison de ce voyage, une rémission pleine et entière de ses péchés. » Il est curieux encore de comparer l'habile et chaleureuse allocution que M. Michaud a mise dans la bouche du pape Urbain avec la reproduction littérale du véritable discours donné par M. Prat, d'après Guillaume de Tyr. Le trop fidèle traducteur a fort bien caractérisé ce morceau en disant que « l'érudition pédantesque, la recherche d'esprit, le mauvais goût, y étouffent à peu près le sentiment. » On ne comprend plus dès-lors que cette longue et traînante homélie, accueillie avec enthousiasme, ait été couronnée par le cri unanime de : *Dieu le veut!* qui devint la devise des croisades.

Après avoir amoindri le rôle des deux promoteurs de la guerre sainte, on se demande quelle influence a déterminé cet ébranlement, dont les oscillations ont continué pendant deux siècles. Un historien de l'école voltairienne a pensé que les Occidentaux prirent les armes pour rétablir d'importantes relations commerciales, interrompues par l'invasion des hordes turques. Selon nous, on se rapprocherait plus de la vérité, surtout à l'égard de la France, en disant que les populations, décimées par la faim, ont obéi instinctivement à ce besoin de déplacement qu'on éprouve quand on souffre. On croyait assez généralement alors que le sol français était surchargé d'habitans. Qui sait si les pauvres qui partirent les premiers, avec leurs femmes et leurs enfans, n'emportaient pas l'espoir de s'établir dans une terre promise? Quant à la seigneurie, les brillans résultats de quelques entreprises récentes avaient dû la mettre en goût d'aventures. L'Italie méridionale était devenue la proie de quelques pillards normands; le duc Guillaume venait de conquérir l'Angleterre; le comte Henri de Bourgogne s'était fait place avec son épée dans la péninsule espagnole; partout la royauté semblait le lot du plus brave. Or, la guerre sainte

se présentait aux hommes d'armes avec une double séduction : elle promettait la rémission des péchés dont les consciences nobles étaient alors passablement chargées, et elle offrait la chance de conquérir quelque petit royaume au-delà des mers. Ce qui paraîtrait confirmer cette conjecture, applicable seulement à la première croisade, c'est qu'aucun prince couronné ne s'associa à l'expédition. Il faut malgré tout laisser une très large part à l'enthousiasme religieux; mais, pur et exalté chez quelques hommes héroïques comme Godefroi de Bouillon, il ne fut pour la foule que le véhicule des passions terrestres.

La marche des premiers croisés ne peut être comparée qu'au déplacement des nomades qui quittent une terre épuisée pour chercher un établissement meilleur. Une population armée où les âges, les sexes et les rangs sont confondus, s'avance péniblement, sans itinéraire convenu, sans système d'approvisionnemens; accueillie un jour fraternellement, le lendemain obligée de combattre pour obtenir des vivres ou s'ouvrir un passage. Les pauvres ont attelé leurs chevaux ou leurs bœufs à de misérables chariots sur lesquels ils ont entassé femmes, vieillards, enfans, avec le peu de provisions qu'ils ont pu rassembler au départ; et « les petits enfans, aussitôt qu'ils aperçoivent un château ou une ville, demandent, en ouvrant de grands yeux, si c'est là cette Jérusalem dont on leur a tant parlé (1). » Une telle cohue représentait moins un pieux pélerinage qu'une invasion de barbares, et on conçoit la frayeur du prince qui régnait à Constantinople à l'approche de ces auxiliaires dont il avait sollicité si ardemment la coopération. L'empereur des Grecs déploya toute la perfidie qu'on attribue à sa nation pour enchaîner l'héroïsme turbulent de ses dangereux alliés. Les historiens occidentaux l'ont fort maltraité à ce sujet; mais M. Prat éclaircit habilement les couleurs sombres employées jusqu'ici pour peindre Alexis : il montre que l'empire oriental était sérieusement compromis par le débordement des peuples occidentaux, et qu'au nombre des orthodoxes, il se trouvait des chevaliers qui pouvaient lutter de perfidie avec le prince byzantin. Les chapitres suivans, qui conduisent les croisés du Bosphore à Jérusalem, ne modifient pas essentiellement les narrations précédentes. Explorateur infatigable, M. Prat découvre de temps en temps des points de vue intéressans; mais, au lieu d'y arrêter son lecteur, il les indique avec une sorte d'indifférence, et reprend aussitôt son allure calme et mesurée. Par exemple, après avoir avancé que les descriptions de la *Jérusalem Délivrée* sont en rapport parfait avec les localités, et que le Tasse a trouvé le germe de plusieurs épisodes fantastiques dans les chroniques contemporaines, il eût été piquant de chercher la réalité sous les déguisemens poétiques, et de montrer la science exacte au service de la plus pétulante imagination. Un peu plus loin, M. Prat déclare que le code promulgué après la conquête de la Palestine, sous le nom de *Bon Droit et Assises de Jérusalem*, peut être considéré comme le type idéal de la féodalité, parce que les insti-

(1) Guibert de Nogent, livre II, dans Bongars, *Gesta Dei per Francos.*

tutions féodales, transplantées sur un terrain vierge, ne furent pas faussées, comme en Occident, par une quantité de droits acquis. Cette assertion méritait, à coup sûr, quelques développemens.

Nous nous abstiendrons de multiplier les critiques de détail. Encouragé par M. Guizot, qui a accepté la dédicace de son premier livre, M. Prat est à la source des bons conseils. Le maître qu'il a adopté est plus que tout autre en droit de rappeler que la fidélité scrupuleuse n'exclut pas le talent de la composition, et que, sans le rare et difficile accord de la science et de l'art, il n'est pas de succès éclatant dans la carrière historique.

— *L'Histoire de France* depuis l'établissement des Francs dans la Gaule jusqu'en 1830, par M. Théodose Burette (1), vient d'être achevée. Elle offre plus qu'un résumé de tous les événemens compris dans ces quatorze siècles. Sans entrer dans la discussion érudite, l'auteur a su se tenir au courant des résultats les plus importans, et les a pris dans le fil du récit. Pratiquant la bonne habitude moderne de puiser aux sources même, il a fait de nombreux et heureux emprunts aux textes des chroniques; il en a éclairé en maint endroit et comme blasonné ses pages, non moins qu'avec les cinq cents dessins et vignettes par lesquels M. David les a illustrées. Il a su répandre ainsi sur une si longue étendue de siècles, dont plusieurs sont fort arides, quelque chose de cet intérêt agréable et facile que M. de Barante avait donné dans son *Histoire des Ducs de Bourgogne* à certaines portions des XIVe et XVe siècles. M. Burette a très bien observé pour son compte le *ad narrandum non ad probandum.* Il y a dans la suite des faits et gestes qu'il déduit une façon libre et déployée qui ne sent pas l'abrégé; aucune note d'ailleurs ne vient avertir de l'effort. Toutes les notes ont été confiées, en quelque sorte, au crayon des artistes collaborateurs; elles ne visent qu'à flatter le regard, et sont très multipliées; elles font même tort au narrateur en un sens, en ce qu'elles dissimulent à chaque page, sous air de divertissement, la labeur et l'étendue de ses recherches. Le livre de M. Burette se donnera beaucoup en étrennes, mais plus d'un de ceux qui le donneront, se laissant aller à le lire, y profitera.

(1) Ducrocq, rue Hautefeuille, 22; 2 beaux volumes grand in-8, de plus de 600 pages chacun.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU VINGT-QUATRIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

— *Erratum.* — Il nous semble nécessaire de signaler ici plusieurs altérations de noms propres et de noms de lieux qui se sont introduites dans l'article sur le *Maroc* inséré dans notre dernier numéro. Au lieu de *poujaret*, p. 623, on doit lire *toujaret*, pluriel de *tajer*, négociant; au lieu de 6 à 800 bœufs, p. 646, 6 à 8,000 bœufs; au lieu de les *Oudaijas*, p. 642, les *Oudaya;* au lieu de *Bey-Brittel*, p. 652, *Reys-Brittel;* au lieu de *Onejda*, p. 659, *Ouchda;* au lieu de *convulsions*, p. 643, *constructions;* au lieu de *feu de la poudre*, p. 646, *jeu de la poudre;* dans le titre du paragraphe VI, p. 658, au lieu de : *État moral d'une alliance avec le Maroc, et esprit public de la population*, lisez : *D'une alliance avec le Maroc. — État moral et esprit public de la population.* Nous devons faire observer en outre qu'en parlant de *nos* agens diplomatiques, p. 660, l'auteur n'a pas indiqué spécialement et exclusivement les agens de la France, mais les agens de toutes les puissances européennes. Enfin c'est le caïd de Tétouan, et non le sultan actuel, qui a commis envers M. Douglas l'insulte dont il est parlé p. 634. Il s'agit, p. 638, de Tlemcen province, et non de la ville de Tlemcen; l'on doit lire, p. 635, *faire perdre* et non *faire prendre*, et, p. 642, *l'aîné* alors *héritier*, etc., au lieu de *l'aîné héritier*.

